



**HAL**  
open science

# Des armes aux urnes, Processus de paix et réinsertion politique des anciennes guérillas en Colombie et au Salvador

David Garibay

► **To cite this version:**

David Garibay. Des armes aux urnes, Processus de paix et réinsertion politique des anciennes guérillas en Colombie et au Salvador. Science politique. Institut d'études politiques de paris - Sciences Po, 2003. Français. NNT: . tel-00241152

**HAL Id: tel-00241152**

**<https://theses.hal.science/tel-00241152>**

Submitted on 6 Feb 2008

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

***INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE PARIS***

**THESE DE DOCTORAT**

***Discipline : Science Politique***

**présentée et soutenue publiquement le 3 Décembre 2003 par**

**David GARIBAY**

**Titre :**

**DES ARMES AUX URNES**

**PROCESSUS DE PAIX ET RÉINSERTION POLITIQUE DES  
ANCIENNES GUÉRILLAS EN COLOMBIE ET AU SALVADOR**

***Directeur de thèse***

**Monsieur Guy HERMET, IEP de Paris**

**JURY**

**M. Jean-Michel BLANQUER, Université Paris 3 - IHEAL**

**M. Olivier DABÈNE, IEP d'Aix-en-Provence**

**Mme Graciela DUCATENZEILER, Université de Montréal**

**M. Daniel PÉCAUT, EHES**

## **AVANT-PROPOS EN FORME DE REMERCIEMENTS**

Les contraintes académiques et institutionnelles veulent qu'une thèse de doctorat soit un travail personnel. Pourtant prétendre que cette thèse a été un acte individuel serait mentir.

Je voudrais tout d'abord remercier mon directeur de thèse, Monsieur Guy Hermet, pour avoir accepté d'orienter mes premiers pas dans le travail de recherche en science politique, tout en m'avertissant sans complaisance des difficultés que cela représentait. Je lui dois de m'avoir suggéré le sujet de ce travail. Et je lui sais gré de sa confiance pendant les premières années de ce travail et tout particulièrement de sa longue patience tout au long des dernières.

Grâce à son appui, j'ai bénéficié d'une aide de l'École Doctorale de Sciences Po sous la forme d'une allocation de recherche du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche. Que ses directeurs successifs, Messieurs Jean Leca et Marc Lazar, trouvent dans ce travail l'expression de ma reconnaissance.

Je voudrais également remercier l'ensemble des chercheurs, enseignants, responsables académiques, en France, en Colombie et au Salvador qui m'ont consacré de leur temps pour m'aider et me conseiller afin de mieux comprendre les sociétés et les processus dont ils sont des spécialistes avertis. Malgré la prétention de la démarche, ils m'ont permis d'entretenir l'illusion qu'avoir vécu pendant une dizaine d'années au Mexique me permettait, non de comprendre complètement, mais au moins d'avoir des bases pour m'interroger sur le fonctionnement d'autres sociétés latino-américaines.

Ce travail n'aurait jamais vu le jour sans la sollicitude permanente de tous mes anciens collègues de la Direction des Affaires Internationales et des Échanges de Sciences Po. Je les remercie tout particulièrement de m'avoir rappelé constamment combien l'essentiel était ailleurs. Ma gratitude va également au Directeur de la DAIE, Monsieur Francis Vérillaud, qui pendant

cinq ans et demi, à Bogotá, puis à Paris, m'a fait confiance dans mon travail, tout en acceptant que je consacre une grande partie de mon temps et de mon énergie à la recherche.

Mes remerciements vont également à tous les responsables gouvernementaux et aux anciens dirigeants des guérillas colombiennes et salvadoriennes, responsables de fondations, cadres politiques, militants qui ont accepté de me recevoir et de me parler, avec beaucoup de disponibilité, d'enthousiasme et de bienveillance. Les processus qui sont analysés dans ce travail sont avant tout le parcours de femmes et d'hommes qui ont vu leur vies bousculées par une histoire particulière, marquée par la violence, le fracas des armes, la perte de nombreux proches, les disputes et les revirements idéologiques. Elle a été particulièrement dramatique en Colombie où des femmes et des hommes qui ont voulu contribué à la paix de leur pays ont rencontré la mort, la violence, la défaite politique et, de plus en plus, l'oubli. Les choix méthodologiques adoptés dans ce travail ne permettent pas de rendre compte des dimensions personnelles de cette histoire. Mais je conçois l'ensemble de cette réflexion, avec toutes ses limites et ses insuffisances, comme une manière de rendre hommage à leur geste de paix.

Je voudrais, enfin, remercier ceux qui m'ont accompagné au quotidien. Mes parents et ma sœur savent combien ce travail doit au soutien affectif, intellectuel et matériel qu'ils me prodiguent sans compter. Je dois reconnaître que la précieuse relecture de ma mère a contribué de manière décisive à améliorer mon style. Le hasard a voulu que je retrouve en Colombie des personnes qui étaient à la fois au centre des processus étudiés et au cœur d'une histoire familiale, et qui m'ont fait don de leur amitié et de leur accueil. Marta m'a donné toutes les occasions d'améliorer ma connaissance de son pays, de ses engagements, de son histoire. Elle sait tout qui manque à ce travail.

Enfin, ma compagne sait combien les miracles ne se réalisent pas, puisqu'ils ne sont que le produit du travail, de la critique et de la réflexion commune et partagée.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS EN FORME DE REMERCIEMENTS	2
TABLE DES MATIÈRES	4
<b><u>INTRODUCTION GÉNÉRALE</u></b>	<b>10</b>
PRÉCISIONS DE NOMENCLATURE ET TRADUCTION	55
<b><u>PREMIÈRE PARTIE ANALYSER LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE ET LA POSSIBILITÉ DE SA RÉSORPTION NÉGOCIÉE</u></b>	<b>56</b>
INTRODUCTION	57
CHAPITRE 1 : LES GUÉRILLAS AUX PRISMES DES INSURRECTIONS RÉVOLUTIONNAIRES, DE LA PROLONGATION DU CONFLIT ARMÉ ET DE LA NEGOCIATION DE LA PAIX	65
<i>A. LES GUERILLAS LATINO-AMERICAINES OU L'IMPATIENTE ILLUSION DE LA REVOLUTION</i>	73
1) Diffusions et récurrences des vagues de guérillas en Amérique latine	75
2) Émergence des guérillas, triomphe des révolutions	84
<i>B. LES EFFETS DE L'ECHEC ET DE LA PROLONGATION DE L'INSURRECTION</i>	90
1) De l'échec de l'insurrection au prolongement du conflit	92
2) Quand les insurrections aboutissent à des conflits internes prolongés	98
<i>C. DE L'ANALYSE DES NEGOCIATIONS DE RESOLUTION DE CONFLITS AU PEACE-BUILDING, LES AVATARS DES ETUDES DE LA PAIX</i>	106
1) Négocier la fin d'une guerre civile	108
2) Penser un processus de la paix par-delà la fin du conflit armé	114
CHAPITRE 2 : RECONNAÎTRE L'ABANDON DE LA VIOLENCE POLITIQUE COMME UN ÉLÉMENT CONSTITUTIF D'UNE TRANSITION DEMOCRATIQUE	127
<i>A. LES LIMITES DU MODELE DES TRANSITIONS DEMOCRATIQUES CONCERTEES</i>	133
1) Négocier la démocratie entre dirigeants modérés pour mettre fin à l'autoritarisme	134
2) Un modèle insuffisant pour rendre compte de l'évolution de processus non linéaires	139
3) Un modèle incomplet pour des situations intégrant des acteurs politiques ayant eu recours à la violence	144
<i>B. QUAND LA PAIX ET LA DEMOCRATIE SE CONSTRUISENT ENSEMBLE</i>	150
1) Choix des acteurs et calculs rationnels	151
2) Inclure la démilitarisation dans l'analyse de la démocratisation	160
3) Concevoir la résolution du conflit armé et la transition vers un régime démocratique comme des processus enchevêtrés	168

<i>C. LA DEMOCRATIE, AU CROISEMENT DE L'ÉVOLUTION DES STRUCTURES SOCIALES ET DES CHOIX POLITIQUES</i>	174
1) La démocratie, choix contraint d'élites oligarchiques affectées par un conflit prolongé	175
2) Des mobilisations collectives au cœur des transitions démocratiques	182
3) Les « transitions insurgées », ou la paradoxale voie armée vers la démocratie	187
<b>CHAPITRE 3 : ÉMERGENCE ET ÉVOLUTION HISTORIQUES DE DEUX LUTTES RÉVOLUTIONNAIRES INACHEVÉES</b>	194
<i>A. COLOMBIE : DES AUTODEFENSES RURALES AUX GUERRILLAS IDEOLOGIQUES DES ANNEES SOIXANTE-DIX : LA PROGRESSIVE APPARITION DE L'ÉTAT COMME ENNEMI</i>	196
1) <i>Violencia</i> et <i>Frente Nacional</i> : la prégnance du contexte initial dans le surgissement des guérillas communistes	198
2) Les tentatives de renouvellement par les autres groupes de guérilla	206
3) Les guérillas colombiennes, une forme d'opposition radicale au régime ?	213
4) Les résultats paradoxaux d'une politique répressive	219
<i>B. SALVADOR : LA LENTE MISE EN PLACE DU MODELE CENTRAMERICAIN DE LUTTE POUR LA PRISE DU POUVOIR : REMPLACER L'ÉTAT BOURGEOIS</i>	229
1) La <i>Matanza</i> , insurrection mythique, creuset d'un régime	230
2) Une opposition sans espace de participation	237
3) Limites de la modernisation armée et émergence de l'Église catholique comme acteur d'opposition	242
4) Radicalisation des mouvements révolutionnaires et polarisation du conflit	249
<b><u>DEUXIEME PARTIE LA COLOMBIE ET LE SALVADOR DE LA RÉVOLUTION PAR LES ARMES A LA PAIX NÉGOCIÉE</u></b>	<b>265</b>
INTRODUCTION	266
<b>CHAPITRE 4 : LES IMPASSES DES POLITIQUES DE PAIX FONDEES SUR LE DIALOGUE NATIONAL</b>	280
<i>A. COLOMBIE : LES ILLUSIONS DE LA TREVE ARMEE</i>	282
1) Belisario Betancur, une figure isolée, un projet politique atypique	285
2) Précipiter les conditions de la paix	288
3) Les accords de trêve, faux aboutissement d'un processus rapidement et définitivement embourbé	295
4) Les guérillas face à une trêve inattendue	300
<i>B. SALVADOR : « LE REFORMISME SOUS ETAT DE SIEGE »</i>	309
1) La formation d'un parcours dans une opposition contrôlée puis dans l'exil	309
2) La recherche d'une légitimité démocratique par les réformes	313
3) Trouver une solution à la guerre : élections et/ou dialogues ?	322

CHAPITRE 5 : LES INSUFFISANCES DES SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES DE LEGITIMATION DES RÉGIMES	330
<i>A. COLOMBIE : LEGITIMER L'ACTION PUBLIQUE PAR UNE POLITIQUE SOCIALE AMBITIEUSE ET UNE REFORME DE L'ÉTAT</i>	333
1) Moderniser la vision classique du libéralisme colombien comme moyen de résoudre le conflit armé	334
2) Lutter contre la pauvreté et la marginalisation pour obtenir la paix	342
3) Des guérillas restreintes à une action purement militaire sans débouchés politiques à court terme	348
<i>B. SALVADOR : LA PARADOXALE STRUCTURATION D'UNE SCÈNE POLITIQUE CONSTRUITE DE TOUTES PIÈCES</i>	353
1) Du calendrier électoral comme instrument de légitimation	356
2) La difficile structuration d'une scène politique	360
3) Une paradoxale légitimation : la transformation d'ARENA	368
CHAPITRE 6 : L'INSCRIPTION DE LA DEMOBILISATION DE LA GUERRILLA COLOMBIENNE DANS UN PROCESSUS DE REFORME DES INSTITUTIONS POLITIQUES	381
<i>A. LE RAPIDE ABOUTISSEMENT D'UNE NEGOCIATION INATTENDUE</i>	385
1) Nouvelles inattendues d'un enlèvement	386
2) Un démarrage rapide pour une négociation resserrée	392
3) L'élargissement par les deux parties des accords obtenus au moyen des « Mesas de Trabajo », modalité de concertation intermédiaire entre le dialogue national et la négociation directe	395
4) Un accord de paix conçu comme un pacte politique pour la réforme des institutions	400
<i>B. UN PROCESSUS FRAGILISE PAR LA CONFLUENCE DE LA VIOLENCE ET DE L'OPPOSITION A LA REFORME</i>	402
1) La lutte contre les trafiquants de drogue, un contexte qui va peser lourdement sur le processus de paix	403
2) La rencontre implicite entre trafiquants de drogue et oppositions politiques aux réformes	406
<i>C. LA FRUCTUEUSE RENCONTRE ENTRE LA DEMOBILISATION DU M-19 ET LES MOUVEMENTS POUR LA CONVOCATION DE LA CONSTITUANTE</i>	408
1) Une démobilisation et une participation à la vie politique au rythme d'un cycle électoral exceptionnel	409
2) « Por las urnas, por el pueblo, al poder » : l'élection présidentielle comme horizon indépassable	412
3) Le volontarisme réformiste de la ADM-19 à l'épreuve des faits	415
<i>D. OBTENIR PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE CE QUI N'A PAS PU L'ETRE DANS LA NEGOCIATION, UNE ENTREPRISE DONT LA REUSSITE PASSE PAR LA DISSOLUTION DE LA SPECIFICITE DE LA ADM-19</i>	419
1) La ADM-19 au cœur de la Constituante	420
2) L'incapacité à se différencier de la temporalité exceptionnelle de la Constituante	423

CHAPITRE 7 : AU SALVADOR, NEGOCIER DANS LA GUERRE LA DEMOCRATISATION ET LA DEMILITARISATION	430
<i>A. NEGOCIER DANS LA GUERRE POUR GARANTIR LES CONDITIONS DE LA DEMOBILISATION</i>	434
1) Une offensive sans vainqueur ni vaincu mais qui change les modalités de la négociation	434
2) Des pressions internationales convergentes pour une solution négociée	440
3) Entre affrontements armés et élections, négocier les institutions politiques de l'après-guerre	444
<i>B. DEMOBILISER LES FORCES COMBATTANTES, DEMOCRATISER LA SOCIETE, LA DIFFICILE MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS</i>	449
1) Des réformes substantielles pour démilitariser le Salvador	449
2) La création de nouvelles identifications politiques à l'occasion des renégociations d'une démobilisation retardée	451
3) La difficulté à rendre les armes	455
<i>C. LE FMLN AU MIRROIR DES URNES OU LA PARADOXALE REUSSITE POLITIQUE DE LA PAIX</i>	460
1) Le FMLN face aux « élections du siècle », l'apprentissage difficile du rôle de principal parti d'opposition	461
2) Scissions et tensions internes au sein du FMLN pour solder les années de conflit	472

<b><u>TROISIÈME PARTIE</u> LES CHEMINS DIVERGENTS DES TRANSITIONS INSURGÉES</b>	<b>478</b>
INTRODUCTION	479
CHAPITRE 8 : DE GUERRILLAS À PARTIS POLITIQUES, LES VOIES D'UNE SINGULIERE METAMORPHOSE	488
<i>A. EN COLOMBIE, L'INEXORABLE DECLIN DES ANCIENNES GUERRILLAS</i>	496
1) La fin d'une expérience politique insolite	497
2) Les anciennes guérillas dans les dédales institutionnels des programmes de réinsertion	511
<i>B. AU SALVADOR, L'INCROYABLE SURVIE DU FMLN</i>	522
1) Le FMLN au défi de la démocratie, l'affirmation d'un parti capable de contester le pouvoir à ARENA	524
2) Le FMLN face au devenir de ses anciens membres : réussir l'accompagnement des programmes de réinsertion sans s'y enfermer	539
CHAPITRE 9 : LES DÉFIS DE LA DÉMOCRATIE ET DU PLURALISME FACE AUX HÉRITAGES DE LA VIOLENCE	548
<i>A. AU SALVADOR, UNE ANCIENNE GUERRILLA AU DEFI D'INCORPORER DE NOUVELLES EXPRESSIONS DE LA RADICALITE POLITIQUE</i>	550
1) Trouver une nouvelle place dans la scène de la conflictualité sociale	552
2) Incorporer de nouvelles revendications radicales, l'exemple du féminisme	556
<i>B. LA COLOMBIE FACE AUX HERITAGES DE LA VIOLENCE</i>	566
1) La dynamique entravée de la Constituante	569
2) L'épuisement des solutions politiques	578



<b><u>CONCLUSION GÉNÉRALE</u></b>	<b>586</b>
BIBLIOGRAPHIE	603
LISTE DES SIGLES	642
ANNEXES	644
<i>LISTE DES ENTRETIENS</i>	647
<i>CHRONOLOGIE RESUMÉE DU PROCESSUS DE PAIX EN COLOMBIE</i>	649
<i>CHRONOLOGIE RESUMÉE DU PROCESSUS DE PAIX AU SALVADOR</i>	664
<i>RESULTATS ELECTORAUX EN COLOMBIE</i>	677
Résultats des élections présidentielles 1930–2002	678
Répartition des sièges à la Chambre des Représentants et au Sénat 1978-1998	680
Système de « <i>favorabilidad política</i> » tel qu’il était contenu dans le projet de réforme constitutionnelle présenté par le Président Barco au vote du Congrès, à la suite de la négociation avec le M-19	681
Résultats généraux obtenus par la ADM-19 lors des différentes élections entre 1990 et 1998.	683
Résultats obtenus par la ADM-19 aux élections de 1990 et 1991, présentation par listes.	684
<i>RESULTATS ELECTORAUX AU SALVADOR</i>	686
Liste des présidents et modes de succession depuis 1930	687
Résultats comparés en voix, et en sièges, aux élections législatives de 1994, 1997, 2000 et 2003	688
Résultats comparés des quatre principaux partis aux élections présidentielles de 1994 et 1999, par départements	689
Résultats comparés des quatre principaux partis aux élections législatives de 1994, 1997, 2000 et 2003, par départements	691
Évolution du vote pour le FMLN aux élections présidentielles et législatives depuis 1994, par départements	695
Carte des municipalités gagnées par chaque parti aux élections municipales de 2003	697
<i>DONNEES MACROECONOMIQUES COMPAREES</i>	698
Évolution comparée en volume brut et en part mondiale des exportations de café (pays d’Amérique centrale, Colombie, Mexique)	699
INDEX	702

### **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Typologie des résultats révolutionnaires	93
Tableau 2 : Actions des négociateurs et effets sur les accords dans des conflits avec des guérillas	155
Tableau 3 : Démocratisations en Amérique Centrale	166
Tableau 4 : Effectifs comparés des guérillas	273
Tableau 5 : Résultats des élections au Salvador de 1982 à 1985	363
Tableau 6 : Résultats des élections au Salvador de 1988 à 1991	374
Tableau 7 : Résultats des élections pour l'Assemblée Nationale Constituante en Colombie (9 décembre 1990)	421
Tableau 8 : Résultats électoraux obtenus par la ADM-19 aux élections de 1990-1991 par départements	429
Tableau 9 : Résultat des élections au Salvador de Mars et Avril 1994	467
Tableau 10 : Comparaison des résultats obtenus par Antonio Navarro à l'élection présidentielle de 1994 et à l'élection sénatoriale de 2002	509
Tableau 11 : Résultats des élections au Salvador de 1997 à 2003	529

### **LISTE DES CARTES**

Carte 1 : Carte de la Colombie	197
Carte 2 : Carte du Salvador	228
Carte 3 : Avancée territoriale du FMLN lors de l'offensive de novembre 1989	437
Carte 4 : Carte des municipalités gagnées par chaque parti aux élections municipales de 2003 au Salvador	697

**INTRODUCTION GÉNÉRALE**

« ‘Guérilla’ : l’Espagne, si elle n’a pas inventé la chose, a du moins donné le mot à l’Occident »<sup>1</sup>. L’origine du mot est connue. La résistance de nombreuses troupes irrégulières à l’invasion de l’Espagne par l’armée napoléonienne entre 1808 et 1814 donne son sens à la lexie, à défaut d’innover en la matière. En effet, les chouans avaient employé la même technique quelques années plus tôt en Vendée pendant la Révolution française, ainsi d’ailleurs que les insurgés nord-américains contre la couronne britannique. Mais c’est bien le mot espagnol qui s’est diffusé dans de nombreuses langues, y compris non latines<sup>2</sup>. Et tout autant que l’Espagne, les colonies hispano-américaines participent à la diffusion de la lexie du fait des nombreuses expériences de troupes irrégulières pendant les guerres d’indépendances. Mais le mot en tant que tel ne rend compte, littéralement, aussi bien en espagnol qu’en français, que d’une tactique de combat, soit celle d’une avant-garde d’infanterie qui ouvre le combat par des attaques isolées, soit plus généralement celle d’une troupe irrégulière de partisans, plus ou moins supplétive de l’armée régulière, qui harcèle l’ennemi en évitant le combat frontal.

C’est par métonymie que la tactique s’efface derrière l’instrument d’une lutte populaire au XIX<sup>e</sup> siècle, révolutionnaire dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup>, passage auquel contribuent les expériences espagnoles et hispano-américaines, où « la nouveauté de la guérilla ne résidait pas dans l’invention d’une tactique militaire (...), mais dans la dimension politique et la valence positive qui s’y ajoutèrent désormais. Guerre idéologique, qui parvient à transformer une marge

---

<sup>1</sup> BENNASSAR (Bartolomé), *Histoire des Espagnols*. Paris : Colin, 1992 (1<sup>ère</sup> éd. 1985), p.627.

<sup>2</sup> Alors que l’existence du mot « *guerrilla* » en espagnol est attestée depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, il n’apparaît en français qu’à partir de 1812, d’abord dans les écrits des plus virulents critiques à la révolution française (Joseph de Maistre l’emploie dans sa correspondance au roi Victor Emmanuel), au sens de « partisan d’une bande armée pratiquant l’embuscade et le harcèlement » puis dans ceux des écrivains français qui évoquent la résistance aux troupes de Napoléon en Espagne au sens de « bande armée » (Stendhal l’utilise dans sa correspondance dès 1820). L’ensemble des définitions et datations lexicales utilisées dans ce travail proviennent de la version électronique du Trésor de la Langue Française, consultable sur <http://atilf.inalf.fr/tlfv3.htm>.

déconsidérée des armées régulières en une pratique de légitimation ; guerre dite populaire, au moment où le peuple s'établit comme instance de souveraineté »<sup>3</sup>.

Cet usage contemporain ne s'est imposé pourtant que récemment, sans doute parce que le recours à une guerre de partisans a été indépendant de la volonté explicite d'une rupture avec un ordre antérieur. En Vendée, comme en Espagne, ce sont deux armées populaires qui s'affrontent, celle de la Révolution française, qui vit émerger l'armée de la nation en armes, d'une part, et celles des résistances contre-révolutionnaires, et néanmoins populaires, de l'autre. Dans les colonies hispano-américaines, les guérillas ont été indépendantistes au Mexique, en Équateur, en Bolivie, mais royalistes au sud de la Colombie et du Chili. L'espagnol contemporain, sans doute davantage que le français, continue à être marqué par un usage du terme qui fait prévaloir la tactique sur le but recherché, puisqu'il y est fréquent d'employer l'expression « *la guerra de guerrillas* », autant, sinon plus, que le substantif seul – c'est d'ailleurs le titre que donne Ernesto Che Guevara à son fameux essai<sup>4</sup>.

Or, autant les résistances de partisans à l'occupation napoléonienne en Espagne et les expériences des colonies hispano-américaines semblent avoir légué aux langues latines à la fois la généralisation du mot « guérilla » et son usage métonymique, autant les expériences latino-américaines à partir des années 1950 marquent les modalités contemporaines de cette contestation armée à l'ordre et au pouvoir établi, où la tactique de la lutte de partisans est mise désormais au service d'un projet révolutionnaire. Pour leurs initiateurs, cette lutte armée était justifiée comme le seul moyen d'accéder au pouvoir, réaction légitime face à l'existence de régimes politiques autoritaires et répressifs, ou, dans certains cas, de pratiques à caractère

---

<sup>3</sup> DÉMÉLAS (Marie-Danielle), « De la 'petite guerre' à la guerre populaire : genèse de la guérilla comme valeur en Amérique du Sud », *Cahiers des Amériques latines*, 36, décembre 2001, p.17. L'auteur montre les modalités et rythmes différents en Espagne et dans les anciennes colonies hispano-américaines du XIX<sup>e</sup> siècle de la valorisation, non sans dénégations et ambiguïtés historiographiques, de l'existence des guérillas comme un des lieux où se substitue la légitimité politique et où s'affirment des pratiques politiques démocratiques, dans un contexte d'effondrement de l'ordre colonial ancien, et de lente consolidation du libéralisme.

autoritaire de régimes démocratiques – même si ce constat doit être analysé avec rigueur. L'entrée victorieuse des colonnes de guérilleros à La Havane en 1959 puis à Managua vingt ans plus tard, leur capacité à mener une guerre prolongée au Salvador, en Colombie, au Guatemala ou au Pérou, leur tentatives, généralement rapidement mises en échec, mais largement médiatisées, de dissémination dans l'ensemble du continent, ont contribué à faire de l'Amérique latine sinon le continent de la révolution, du moins celui de l'existence de nombreuses expériences de mouvements révolutionnaires armés.

Trente ans après le surgissement des premières guérillas révolutionnaires, « un événement est en train de se faire jour, (...) dans les pays d'Amérique latine qui connaissent la lutte armée (...) : l'amorce d'un règlement de nombre de rébellions et guérillas qui y sévissent depuis plus de trente ans (...). Les guérillas s'essouffent et piétinent, les insurrections s'éteignent, les rebelles négocient »<sup>5</sup>. Ce bilan, dépeint au début des années 1990, et que la décennie passée invite à tempérer, conduit à s'interroger sur la nature de ces règlements et de ces négociations, et sur le devenir des mouvements révolutionnaires armés, ou du moins de leurs membres, au moment où l'ensemble des pays de la région connaissent des transitions démocratiques.

La plupart des mouvements surgis dans les années cinquante et soixante ont été rapidement vaincus, militairement et politiquement. Dans la décennie quatre-vingt, seuls subsistent des mouvements armés importants au Salvador, au Guatemala, en Colombie et au Pérou. Dans ce dernier cas, les guérillas du Sentier lumineux et du *Movimiento Revolucionario Tumas Amarú* ont finalement été défaites militairement, respectivement en 1992 et 1996-97. Par ailleurs, au Nicaragua, un gouvernement parvenu au pouvoir par la lutte révolutionnaire en 1979 a affronté jusqu'en 1989 une opposition armée contre-révolutionnaire, la *contra*.

---

<sup>4</sup> GUEVARA (Ernesto), La guerra de guerrillas. Paris : Maspero (Cahiers libres), 1962 (1<sup>ère</sup> éd. en espagnol 1960), 203 p.

Dans la plupart des pays qui ont connu des expériences de lutte armée, puis leur défaites militaires et politiques, la réintégration de leurs anciens membres a été avant tout individuelle : un certain nombre de dirigeants et de militants d'anciennes guérillas ont fait le choix de participer à la vie politique de leur pays, en se présentant aux élections, mais sous d'autres bannières, et sans se référer explicitement à leur expérience antérieure.

Dans pratiquement tous les cas, il s'est agi d'un phénomène spontané, sans véritable négociation institutionnelle, généralement le fait de décisions individuelles d'anciens guérilleros<sup>6</sup>, permises par les amnisties décrétées au moment des transitions démocratiques, contrepoint à celles accordées aux militaires, et qui effacent toutes les condamnations politiques prises par les régimes autoritaires. Dans de rares cas, cette participation aux institutions démocratiques a été plus structurée, avec l'intégration des organisations de guérilla en tant que courants ou tendances politiques dans des partis plus larges, à l'image de la participation d'anciens *Tupamaros* au *Frente Amplio* en Uruguay<sup>7</sup>, d'anciens membres des mouvements de guérilla brésiliens au sein du *Partido de los Trabajadores*, ou plus récemment de dirigeants indiens en Bolivie<sup>8</sup>. Par ailleurs, l'Équateur a connu en 1990 une expérience de reddition négociée d'un petit mouvement de guérilla, *Alfaro Vive Carajo*, qui portait exclusivement sur des modalités financières de réinsertion pour ses anciens membres, sans aucun accord de

<sup>5</sup> GANDOLFI (Alain), Les luttes armées en Amérique latine. Paris : PUF, 1991, p.189.

<sup>6</sup> Un des cas les plus connus étant celui de Fernando Gabeira au Brésil qui a rendu compte de son expérience dans un roman à caractère autobiographique, cf. GABEIRA (Fernando), Les guérilleros sont fatigués. Paris : A. M. Métailié, 1998 (1<sup>ère</sup> éd. en portugais 1979), 259 p.

<sup>7</sup> Le *Frente Amplio* est une coalition de partis et de mouvements de gauche en Uruguay créée en 1971 et incluant le *Movimiento de Liberación Nacional*, l'organisation politique de l'ancienne guérilla des *Tupamaros*. Il gouverne la ville de Montevideo depuis 1990. Sur l'expérience du *Frente Amplio* à Montevideo, cf. PORTILLO (Alvaro), « Innovación política y transformaciones en Montevideo luego de ocho años de gobierno de la izquierda », p.65-80, in STOLOWICZ (Beatriz), Gobiernos de izquierda en América Latina, el desafío del cambio. Mexico : UAM, Plaza y Valdes, 2001, 211 p.

<sup>8</sup> Des dirigeants indiens, principalement aymara, ont organisé au début des années 1990 un mouvement de lutte armée, l'*Ejército guerrillero Tupac Katari*, qui fut rapidement défait. Leurs principaux dirigeants, dont Felipe Quispe, ont été condamnés et emprisonnés. À sa libération, ce dernier prit la tête d'une confédération de travailleurs agraires, et créa la parti *Movimiento indígena Pachacuti* qui obtint 6 % des voix aux élections présidentielles de juin 2001.

modification des institutions politiques<sup>9</sup>. Ses dirigeants ont intégré, sans beaucoup de succès, un parti politique plus large.

Le seul véritable précédent en Amérique latine d'incorporation institutionnelle d'une guérilla dans la vie politique légale s'est déroulé en 1971 au Venezuela, mais avec la particularité que la guérilla était battue militairement. Ce processus négocié a permis l'incorporation à la scène politique des anciens membres de la guérilla des *Fuerzas Armadas de Liberación Nacional*, militairement très affaiblie, qui s'est transformée dans le *Movimiento al Socialismo* (MAS). L'intégration s'est réalisée néanmoins sans négociation d'une réforme politique. En effet, cette expérience doit se comprendre dans le cadre d'une politique d'ouverture du régime démocratique vénézuélien, en particulier sous la première présidence de Rafael Caldera (1969-1974), capable d'intégrer en son sein les dirigeants d'une guérilla qui s'était opposée par les armes, mais sans succès, à la restauration négociée à partir de 1958 de la démocratie dans le cadre du *Pacto de Punto Fijo*<sup>10</sup>. Jusqu'aux années 1990, le MAS survécut comme un petit parti de la gauche réformiste et intellectuelle, qui, malgré la rénovation de son discours et de ses pratiques, ne parvint pas à se distinguer du parti social-démocrate au pouvoir.

Enfin, si le surgissement en 1994 d'une guérilla au Mexique, l'*Ejército Zapatista de Liberación Nacional* correspond à une logique différente de celles des mouvements révolutionnaires constitués dans les années soixante, tant dans ses modalités de lutte que dans la

---

<sup>9</sup> Ce mouvement a été peu important numériquement, et sa création a été directement inspirée et appuyée par le M-19 colombien. Cet épisode ne se comprend d'ailleurs qu'au regard de la démobilisation de ce dernier.

<sup>10</sup> Dès 1958, des mouvements de guérillas se sont formés, en partie à l'appel du Parti communiste, dans une période de forte agitation politique. Le groupe le plus important, les *Fuerzas Armadas de Liberación Nacional*, rassemble communistes et guévaristes, sous la direction de Douglas Bravo, et se développent à partir de 1962, mais sans grand résultats. En 1967 la guérilla annonce la fin de la lutte armée. Amnistiés par Rafael Caldera, une partie de ses dirigeants constituent en 1971 le *Movimiento al Socialismo*, parti de gauche modérée conduit par Teodoro Petkoff. Aux élections, le MAS n'obtient jamais plus de 6 % des voix jusqu'à 1988. Dans le contexte de crise du système bipartisan vénézuélien des années quatre-vingt, il dépasse régulièrement les 10 % des voix aux élections entre 1988 et 1998, obtenant quelques élus, mais se voit dépassé sur sa gauche par *La Causa Radical*. Entre 1993 et 1998, il appuie le deuxième gouvernement de Rafael Caldera et Teodoro Petkoff devient ministre des Finances. Le soutien critique à la candidature présidentielle de Hugo Chávez en 1998 conduit le parti à l'éclatement. Sur l'expérience de la transformation des FALN en parti politique, cf. ELLNER (Steve), *Venezuela's Movimiento al Socialismo*. Durham : Duke University Press, 1988, 262 p.



combinaison d'une revendication des droits des indigènes avec un discours lié à la contestation anti-mondialisation, ce mouvement n'a pas encore souhaité transformer, au niveau national, son dynamisme militant en action politique légale, et rencontre, au niveau local, des difficultés à transformer une influence politique contestée en une existence institutionnelle<sup>11</sup>.

De ce fait, les seules expériences de résolution négociée d'un conflit armé interne entre gouvernement et guérilla, incorporant une réforme significative des institutions, ont concerné le processus initié en Colombie par le *Movimiento 19 de Abril* (M-19) en mars 1990, et suivi par plusieurs autres groupes de guérilla, la signature des Accords de Paix<sup>12</sup> entre le gouvernement salvadorien et le *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN) en janvier 1992, celle de l'Accord de Paix entre le gouvernement guatémaltèque et la *Unión Revolucionaria Nacional Guatemalteca* (URNG) en 1996, et enfin, dans une symétrie opposée, les différents accords entre les groupes de la *contra* nicaraguayenne et le gouvernement sandiniste, dans un premier temps, avec le gouvernement de Violeta Chamorro postérieurement.

Au Nicaragua, le processus de négociation est inversé par rapport aux autres cas, puisque la négociation a lieu entre un régime révolutionnaire parvenu au pouvoir par les armes et une guérilla contre-révolutionnaire. Mais à Managua, les négociations entre le pouvoir sandiniste et les mouvements de la *contra* achoppent, tant la priorité est donnée au processus de réforme politique, qui a lieu à l'occasion des élections de février 1990. Ce changement de régime devait provoquer *per se* la fin du conflit interne. En réalité l'absence d'un véritable processus de paix conduit à la remobilisation des groupes de « *recontras* », voire de « *recompas* », et à de

---

<sup>11</sup> Sur l'influence des zapatistes dans les zones de présence de l'EZLN, et en particulier sur leur participation politique, cf. VIQUIEIRA (Juan Pedro), SONNLEITNER (Wilibald), Democracia en tierras indígenas. Mexico : CIESAS, El Colegio de México, IFE, 2000, 349 p. et SONNLEITNER (Wilibald), Los indígenas y la democratización electoral. Mexico : El Colegio de México, IFE, 2001, 151 p.

<sup>12</sup> Bien que le texte signé soit officiellement intitulé au singulier, l'usage courant a imposé la marque du pluriel, sans doute parce que le texte signé rappelle l'ensemble des textes signés par les deux parties pendant le cours de la négociation. Cet usage est respecté tout au long de ce travail.

nouvelles négociations qui s'étalent laborieusement entre 1992 et 1997, et qui ne parviennent qu'à des démobilisations partielles et non concluantes<sup>13</sup>.

Dès lors, le Salvador et la Colombie, présentent, avec le Guatemala quelques années plus tard, la particularité en Amérique latine d'être effectivement les seuls pays où des mouvements révolutionnaires armés ont négocié avec des pouvoirs civils, dans un contexte, établi ou nourri par les négociations, de profonde rénovation des institutions, leur intégration dans la vie politique légale et leur conséquente transformation en partis politiques, et où au terme de cette étape, ils ont occupé une place significative dans le paysage politique de leur pays. Une différence importante doit être d'emblée soulignée. À San Salvador, la conjonction entre la fin du conflit interne et la démocratisation est formalisée en tant que telle dans des Accords de paix, qui intègrent à la fois la démobilisation de la guérilla et sa conséquente transformation en parti politique et la réforme des institutions. À Bogotá, les mobilisations pour la tenue d'une Constituante d'une part, la volonté de négociation de certains groupes de guérilla d'autre part, apparaissent comme deux processus initialement parallèles. Leurs dynamiques propres viennent rapidement s'entremêler, au point de s'enrichir mutuellement de manière substantielle, et de faire que « la Constitution de 1991 (soit) considérée souvent comme un traité de paix avec le M-19 »<sup>14</sup>. Mais le processus n'aboutit néanmoins qu'à un résultat partiel en matière de règlement du conflit armé, du fait de l'exclusion de plusieurs groupes de guérilla.

Comparée au devenir des mouvements révolutionnaires latino-américains surgis dans les années soixante et encore actifs dans les années quatre-vingt, cette modalité apparaît comme étant exceptionnelle. Il est dès lors important de saisir la spécificité de ce genre de processus. Car

---

<sup>13</sup> Sur les négociations entre pouvoir sandiniste et *contras*, puis sur les diverses remobilisations postérieures, cf. BATAILLON (Gilles), « *Contras et recontras* nicaraguayens (1982-93), réflexions sur l'action armée et la constitution d'acteurs politico-militaires », *Cultures et Conflits*, 12, hiver 1993, p.63-103 et SPALDING (Rose), « From low-intensity war to low-intensity peace : the nicaraguan peace process », p.31-64 in ARNSON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America. Washington, Stanford : W. Wilson Center Press, Stanford University Press, 1999, 493 p.

il s'agit bien de la recherche négociée de la résolution d'un conflit armé. Mais les négociations et les accords ne portent pas seulement sur la démobilisation des acteurs armés. Elles ouvrent également la voie à un très important processus de réforme institutionnelle, voire de transition démocratique, dans le sens de la généralisation de l'État de droit, du respect des Droits de l'homme et d'un véritable pluralisme politique. Dans une perspective théorique, il n'apparaît pas possible de comprendre les processus étudiés ici au regard seulement des analyses de la transition démocratique, d'une part, ou de la résolution négociée de conflits armés internes, d'autre part. Dans les deux cas considérés, et avec des modalités différentes, il existe bien un lien dynamique entre démocratisation et démobilisation qu'il convient de mettre en lumière.

Les processus de paix analysés ne peuvent pas en effet être réduits à de simples aménagements institutionnels destinés à mettre fin à un conflit interne. L'histoire politique des pays latino-américains a certes été marquée par de nombreux conflits armés internes, et par une récurrence de résolutions concertées entre dirigeants politiques. Mais comprendre les processus ici étudiés comme une réadaptation actualisée des « *acuerdos de caballeros* », apparaît comme une vision pour le moins réductrice. La violence révolutionnaire à laquelle les guérillas ont eu recours se distingue des autres formes de violence politique dans sa volonté de mettre fin aux structures politiques et sociales de l'État libéral qui est au cœur de la possibilité de cette reconnaissance entre égaux. Leur soulèvement armé s'entend non comme un moyen de pression pour se voir reconnaître une position particulière au sein du gouvernement, ou l'obtention d'une autorité régionale, mais bien comme une volonté de changer les structures du régime et de remplacer les dirigeants en place.

De ce fait, les processus par lesquels ces conflits vont être résolus ne peuvent pas être analysés comme un mécanisme destiné à reconfigurer, à plus ou moins long terme, les relations

---

<sup>14</sup> SANCHEZ (Gonzalo), « La guerre contre les Droits de l'homme », Problèmes d'Amérique latine, 44, printemps 2002, p.73

entre différents membres de l'élite politique et sociale. Il serait même partiel de les comprendre comme des accords au sommet entre les dirigeants au pouvoir et leurs contestataires les plus radicaux visant à l'intégration de ces derniers. Les dynamiques de cooptation, moyennant un usage élastique des institutions et des pratiques politiques, ne sont pas absentes des intentions des dirigeants politiques qui ont mené ces processus, en particulier en Colombie. Et le précédent vénézuélien constitue bien une référence dans les volontés des dirigeants politiques colombiens d'incorporer de manière contrôlée certains groupes de guérillas. Comme le fait remarquer Guy Hermet, la Colombie se caractérise effectivement par le fait d'être « un régime représentatif civil parfaitement rodé, mais demeuré oligarchique de par sa capacité remarquable de rajeunissement fondée sur la cooptation d'éléments de gauche disposés à rejoindre l'élite dont ils sont en fait les parents »<sup>15</sup>.

Dans le cadre de ce travail, il convient de comprendre ces stratégies de cooptation dans une dynamique plus large. Ces processus, par des modalités différentes, aboutissent en effet à une importante réforme institutionnelle afin de permettre la participation, en particulier par les élections, d'acteurs politiques significatifs qui avaient été durablement exclus des institutions politiques, ou qui n'y avaient jamais participé auparavant – même si les raisons, et l'amplitude de cette exclusion des institutions politiques, ainsi que les modalités et les cadres de leur nouvelle participation doivent être analysés plus en détail.

Du fait de leur caractère assez spécifique, à la jonction de la démilitarisation et de la démocratisation, la dénomination de ces processus constitue un premier problème particulier dans la démarche à suivre.

---

<sup>15</sup> L'auteur met ainsi en continuité la réinsertion du M-19 avec l'incorporation, formalisée ou non, dans les institutions d'autres groupes politiques radicaux. Cf. HERMET (Guy), Les désenchantements de la liberté. Paris, Fayard, 1993, p.283

Il est certain que les processus étudiés ont conduit à mettre fin à l'exclusion de certains groupes ou dirigeants politiques. De ce fait, le terme de *réinsertion* est très largement utilisé, y compris par les acteurs eux-mêmes. Cette situation a conduit à ce que la majorité des analyses des phénomènes ici analysés recourent à la fois à ce terme et à sa signification, conduisant de fait à une compréhension stricte, voire réductrice, du phénomène soit aux seuls aspects institutionnels, soit à ceux relevant de la démobilisation militaire.

Le mot *réinsertion*, son équivalent en espagnol « *reinserción* », ou en anglais « *reintegration* », pour parler de la réintégration d'anciennes organisations de guérillas à la vie institutionnelle à l'issue de la signature d'accords de paix, a certes pour avantage de mettre l'accent sur la direction institutionnelle prise par ces processus. Le terme rend pourtant compte davantage du processus individuel de retour à la vie civile des anciens membres des guérillas, plutôt que de la transformation de ces dernières, en tant qu'acteur politique collectif, en parti politique. Le terme est de plus marqué par une vision du retour au sein de la société, de la norme et du droit, de ceux et celles à qui il est pardonné de s'être individuellement et temporairement égarés ; compréhension négative qui s'avère manifeste dans l'usage de ce mot pour évoquer le retour à la société d'anciens délinquants, à l'issue de leur période d'emprisonnement, ou d'anciens malades de longue durée, voire de toxicomanes, à l'issue de leur période de soin<sup>16</sup>.

Il est ici significatif de cette acception que ce terme ait été utilisé, autant en Colombie qu'au Salvador, pour évoquer essentiellement les programmes destinés à favoriser le retour à la

---

<sup>16</sup> Selon la définition du Trésor de la Langue Française, une réinsertion est de façon générale « l'action de réinsérer quelque chose, quelqu'un dans la société, ou le résultat de cette action » ; de façon spécifique le terme est employé pour rendre compte de la « remise dans la communauté active et libre, de la cité et participation à la vie sociale globale d'un malade, guéri ou handicapé, ou d'un inadapté ». La même signification se retrouve dans le verbe « réinsérer », qui signifie le fait d' « insérer de nouveau quelque chose quelque part, d'assurer à un handicapé, à un ancien détenu une nouvelle insertion sociale ».

vie civile des anciens combattants (bourses de formation, aides financières à des projets productifs, etc.)<sup>17</sup>.

Le terme est évoqué parfois, à titre collectif, pour désigner l'intégration de l'ancienne guérilla au sein des institutions, et sa transformation conséquente en parti politique. Il impose néanmoins une vision trop réductrice du phénomène, limité au fait qu'un parti politique ou un courant idéologique qui, à un moment donné, a participé aux institutions, s'en éloigne ou en est écarté pour un temps, puis est autorisé à y revenir postérieurement. Cette perception du phénomène a l'avantage de sa simplicité. Elle est néanmoins extrêmement sommaire. Formellement, et avec beaucoup de simplifications, elle n'est d'ailleurs confirmée dans les faits pour les deux cas ici considérés, que par les trajectoires des partis les plus modérés du camp révolutionnaire salvadorien<sup>18</sup>. Même la place occupée par les partis communistes, tant en Colombie qu'au Salvador, qui devraient être les premiers concernés par ce « retour aux institutions », s'inscrivent dans d'autres logiques<sup>19</sup>. Si cette conception est néanmoins

---

<sup>17</sup> En Colombie, la signature de plusieurs accords de paix avec les guérillas donna ainsi naissance au *Programa Presidencial para la Reinserción*, alors qu'au Salvador la *Secretaría de Reconstrucción Nacional* a inclus parmi ses nombreux domaines de compétences les programmes de réinsertion individuelle des anciens combattants des deux bords.

<sup>18</sup> Comme il sera montré dans différents chapitres de ce travail, au Salvador, les secteurs de gauche de la Démocratie chrétienne et les partis de centre-gauche participent effectivement à la lutte électorale jusqu'en 1979, sont membres de la junte qui renverse le régime militaire d'octobre 1979 à mars 1980, puis rallient le camp révolutionnaire, dont ils constituent les alliés civils, sans prendre les armes. À partir de 1989, avant la signature de la paix, leurs dirigeants retournent au Salvador pour participer à la vie institutionnelle. C'est ainsi que le dirigeant social-démocrate Guillermo Ungo qui avait été colistier du démocrate-chrétien José Napoleón Duarte à l'élection présidentielle de 1972, pendant le régime militaire, puis membre de la première junte en octobre-décembre 1979, dirige le *Frente Democrático Revolucionario* (FDR) en exil, aile civile de la guérilla, puis est candidat à l'élection présidentielle de 1989. Dans son sillage, un certain nombre de cadres sociaux-démocrates et sociaux-chrétiens qui avaient participé à la vie politique avant 1979, et exercé certaines responsabilités dans les premiers mois de la junte, dirigent les partis de centre-gauche existants au Salvador depuis la signature de la paix (la *Convergencia Democrática* de 1994 à 1997, le *Centro Democrático Unido* depuis) à l'image de Rubén Zamora, Héctor Dada ou Jorge Villacorta, dirigeants de la gauche du PDC avant 1979, respectivement Ministre de la Présidence, des Affaires Étrangères et de l'Agriculture pendant la première junte (octobre 1979 à mars 1980), puis député (CD) de 1991 à 1994 et candidat à l'élection présidentielle de 1994 pour le premier, et députés (CD puis CDU) pour les deux autres depuis 1991.

<sup>19</sup> Au Salvador, le *Partido Comunista de El Salvador* (PCS) a été interdit de 1932 à 1979, mais se présentait aux élections sous d'autres noms. Pendant quatre mois (octobre à décembre 1979), il participe à la toute première junte civile qui renverse le régime militaire, puis s'en détache, rallie les partisans de la lutte armée et participe à la création du FMLN. Après 1992, il se fond progressivement dans le FMLN. En Colombie, le *Partido Comunista Colombiano* a allié, depuis les années cinquante et avec des modalités diverses, un appui plus ou moins visible à la lutte armée des FARC et une constante et permanente participation aux institutions, et en particulier aux élections, sous la stratégie de « la combinaison de toutes les formes de luttes ».

intéressante à rappeler, c'est bien parce qu'elle est au cœur des justifications véhiculées par les propres organisations de guérilla, qui légitiment l'insurrection après « l'épuisement des voies légales »<sup>20</sup>, même si la proposition inverse n'apparaît pas au moment de la signature de la paix.

Pour l'analyse du processus, la lexie doit être utilisée avec précaution, tant elle simplifie à outrance des évolutions et des choix politiques à la seule dimension exclusion / inclusion et suppose l'absence totale de perméabilité entre action institutionnelle et lutte insurrectionnelle. Dans l'analyse, elle conduit à ignorer la signification de la prise des armes pour les organisations elles-mêmes, pour leurs évolutions internes, à la fois politiques et organisationnelles, et pour leurs relations avec les sociétés dans lesquelles elle évoluent. En effet, tant en Colombie qu'au Salvador, ce sont bien des organisations créées spécifiquement pour la lutte armée révolutionnaire qui deviennent des partis politiques dans un contexte pacifié, et non des partis ou des tendances qui, ayant participé à la vie institutionnelle puis ayant été exclues temporairement, voient ce bannissement levé.

Par ailleurs, les limites du terme « réinsertion » se retrouvent symétriquement dans les lexies liées aux aspects militaires de la résolution négociée, comme « démobilisation », « désarmement », ou leurs équivalents en anglais de « *deflation* » ou de « *conversion* », ou encore celles plus large de « démilitarisation », voire de « pacification ». La résolution négociée du conflit constitue certainement un facteur central de ces processus, et il est essentiel d'en saisir toute la portée. Dans la première partie, il est montré combien la présence d'acteurs armés suscite au niveau théorique des interrogations tout à fait particulières, dans le rapport à la négociation et aux autres acteurs politiques et sociaux. Crucial dans la négociation, ce point l'est

---

<sup>20</sup> Cette conception est au cœur de la doctrine d'Ernesto Che Guevara sur la lutte armée révolutionnaire : celle-ci doit intervenir lorsque toutes les possibilités d'action civile et légale ne sont plus possibles. Cette analyse va conduire à une lecture très mécaniste de la justification de l'action armée par les guérillas, toute action de répression d'une contestation légale, toute fraude électorale étant généralement interprétée comme le signe de cet épuisement, d'autant que l'auteur de la Guerra de guerrillas signalait que c'était aux guérillas de convaincre la population de cette situation. Comme cela est analysé plus en détail dans le premier chapitre, cette conception repose sur une

également après la signature d'accords qui attestent expressément du renoncement à la violence armée. Mais les questions ainsi soulevées ne peuvent être réduites à la seule opposition conflit armé / paix, et tout particulièrement à la seule identification des modalités techniques du désarmement et de la démobilisation et reconversion des anciens combattants, et à celles de la destruction des armements, pour compliquées qu'elles soient, voire plus largement aux défis posés par la reconstruction. Comme le souligne Roland Marchal, « le désarmement est une fiction positive qui renvoie au règlement politique global (...) il faut se souvenir que ce n'est pas l'accumulation des armes qui provoque la guerre : c'est l'impossibilité pour certains acteurs de traduire politiquement contradictions et aspirations qui traversent la société »<sup>21</sup>. Les organismes internationaux, et certaines organisations non gouvernementales, se sont largement investis dans des programmes d'accompagnement de la démobilisation, et contribuent à présenter une analyse de ces processus réduite aux seuls aspects de la démobilisation individuelle et de la reconstruction après la guerre, sans aborder les problèmes de fond<sup>22</sup>.

---

survalorisation du groupe de guérilla qui conduit à ignorer ou sous-estimer l'importance prise par la contestation non armée pendant les périodes révolutionnaires.

<sup>21</sup> MARCHAL (Roland), « Terminer une guerre », p.29-30, in MESSIANT (Christine), MARCHAL (Roland), Les chemins de la guerre et de la paix. Paris : Karthala, 1997, 259 p. L'auteur rappelle que l'un des processus les plus aboutis de résolution négociée d'une situation de conflit armé interne, celui qu'a connu le Zimbabwe en 1979, ne prévoyait pas de modalités de désarmement et démobilisation, celles-ci étant mises en œuvre postérieurement par le gouvernement élu en 1980. Le détail est d'autant plus important que le cas du Zimbabwe est le seul connu hors d'Amérique latine par les acteurs qui ont participé aux processus colombien et salvadorien.

<sup>22</sup> Un des meilleurs exemples est constitué par les actions menées par la Banque Mondiale sur les questions de reconstruction et prévention des conflits. Ces programmes sont fortement influencés par les analyses de Paul Collier sur les guerres civiles, où le rôle de prédation exercé par les rebelles est central. Sur les actions de la Banque Mondiale, cf. [www.worldbank.org/conflicts](http://www.worldbank.org/conflicts). Pour deux études de cas, comparant les situations africaines et le Nicaragua, cf. Demobilization and reintegration of military personnel in Africa, the evidences from seven country cases studies, Washington : The World Bank, 1993, report ID-130, 103 p. et Case-studies in war to peace transition : the demobilisation and reintegration of ex-combattants in Ethiopia, Namibia and Uganda. Washington : The World Bank, 1996, report ID-331. De leur côté, les Nations unies ont développé également des travaux récents sur ces questions, en particulier à travers les analyses de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), à l'origine d'un important travail comparatif, le « *Disarmament and conflict resolution project, managing arms in peace process* », de celles de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le développement social (UNRISD), ou encore de l'Organisation Internationale du Travail. De même certaines ONG se sont spécialisées dans la réflexion et/ou l'intervention dans ce type de situations, tel le *Bonn International Institute for Conversion* (cf. sur l'Amérique centrale, SPENCER (Denise), Demobilization and reintegration in Central America. Bonn : BICC, 1997, 75 p.).



Plusieurs options de recherche sont envisageables afin d'éviter les limitations induites par une compréhension limitée aux seules modalités de la participation institutionnelle ou aux seuls aspects de la démobilisation militaire. Il est possible ainsi de centrer l'analyse sur la seule évolution de l'un des acteurs politiques en place. Pour les organisations de guérilla, cela reviendrait, en particulier, à chercher à comprendre les choix stratégiques de leurs dirigeants, et les évolutions dans leurs conceptions du recours à la lutte armée et de la prise du pouvoir, de leurs compréhensions des évolutions institutionnelles. Une étude similaire pourrait être également possible sur les politiques mises en œuvre par les gouvernements, sur l'éventualité d'une négociation avec les guérillas, leur portée, et leur liens avec une politique de défense et de sécurité. Ces choix peuvent, le cas échéant, être prolongés par la réflexion sur les conséquences pour chaque acteur de la remise des armes et de leur participation à un affrontement politique désormais pacifié.

Ces perspectives paraissent d'autant plus intéressantes qu'elles n'ont pratiquement pas été entreprises en tant que telles. Il existe certes de nombreux travaux sur l'évolution des guérillas ou sur celle des gouvernements en matière de paix et de sécurité, mais assez peu mettent l'accent sur leurs évolutions dans le contexte spécifique d'une résolution concertée d'un conflit armé interne.

Les guérillas, comme cela va être approfondi dans le corps de ce travail, ont généralement été analysées depuis une perspective historique comparée, pour comprendre les raisons de leur émergence, de leurs choix de la violence armée et de leurs évolutions stratégiques, pour analyser leurs liens avec les autres acteurs politiques et sociaux, et en particulier avec le gouvernement contre lequel elles luttent, et enfin pour comprendre les conditions de leur triomphe<sup>23</sup>. Mais à l'exception de l'étude déjà signalée sur le Venezuela,

---

<sup>23</sup> Les travaux d'histoire politique comparée sur les guérillas latino-américaines sont très nombreux. Une révision bibliographique sur cette question est faite dans le premier chapitre de cette thèse. Les réflexions de Timothy

d'une importante contribution sur la trajectoire de trois organisations colombiennes<sup>24</sup>, et de quelques études comparées sur les trois cas centraméricains<sup>25</sup>, il n'existe pas d'études comparées significatives, dans une perspective de science politique ou de sociologie politique, portant sur les expériences latino-américaines d'évolution d'une organisation de lutte armée en parti politique dans un cadre négocié. De façon symptomatique, les seules analyses comparées sur la participation d'anciennes guérillas à la vie institutionnelle ne portent que sur des cas de révolutions triomphantes, à Cuba puis au Nicaragua, pour comprendre comment une organisation armée devient un parti de gouvernement<sup>26</sup>.

Il n'est pas possible d'expliquer cette situation par la rareté relative des cas latino-américains : cela est le cas également, en science politique ou en sociologie politique, sur d'autres terrains<sup>27</sup>. Or l'absence d'études sur ce genre d'expériences paraît d'autant plus étonnante que ces processus semblent fertiles de questionnements pour la science politique,

Wickham-Crowley constituent sans doute les travaux comparés récents les plus significatifs sur ce domaine. Cf. en particulier WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Guerrillas and revolution in Latin America. Princeton : Princeton University Press, 1992, 424 p.

<sup>24</sup> Cf. PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), De las armas a la política. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1999, 333 p., ouvrage où sont analysées de manière comparée les difficultés de la réinsertion politique du M-19, de l'EPL et du *Quintín Lame*. Sur le M-19 uniquement, même si l'étude est davantage orientée sur la réflexion du surgissement et de la consolidation de nouveaux partis politiques, cf. BOUDON (Lawrence), « Colombia's M-19 Democratic Alliance : a case-study in new-party self-destruction », Latin American Perspectives, 28, 1, Janvier 2001, p.73-92.

<sup>25</sup> Dans l'ensemble de la littérature consacrée à l'étude comparée des processus de paix centraméricains, un nombre très limité d'études est consacré à la réflexion sur l'évolution des acteurs armés en partis politiques. Deux travaux particulièrement significatifs sont MARTI (Salvador), « La izquierda centroamericana : ¿renacimiento o debacle ? », p.65-108, in CARDENAL (Ana Sofía), MARTI (Salvador), América Central, las democracias inciertas. Madrid : UAB, Tecnos, 1998, 364 p. et LUCIAK (Ilja), After the revolution, Gender and democracy in El Salvador, Nicaragua and Guatemala. Baltimore, Londres : 2001, The Johns Hopkins University Press, 297 p. Dans ce dernier travail, tout en analysant l'évolution des guérillas dans les trois pays en partis politiques, l'auteur y souligne particulièrement la place prise par les femmes dans ses organisations, et par les revendications féministes et s'appuie sur un très riche travail d'enquête de terrain. De manière assez symptomatiques, les deux études citées ne renvoient à aucune réflexion théorique sur la transformation de guérillas en partis politiques.

<sup>26</sup> Pour un exemple, cf. SELBIN (Eric), Modern Latin American revolutions. Boulder : Westview Press, 1993, 244 p.

<sup>27</sup> Il existe ainsi des travaux importants en France sur la transformation de guérillas, voire d'armées rebelles, en partis politiques, en particulier sur les cas africains, mais il sont l'œuvre soit de sociologues, soit d'historiens. Pour un exemple, depuis une approche d'histoire immédiate, et pour le cas de la RENAMO au Mozambique, cf. CAHEN (Michel), Les Bandits. Paris : C. Gulbekian, 2002, 354 p. Le seul travail introduisant une réflexion théorique significative en sociologie politique sur ces processus, où sont abordés les cas de l'Angola, du Mozambique, de l'Erythrée et de la Somalie, est MESSIANT (Christine), MARCHAL (Roland), Les chemins de la guerre et de la

quelles que soient les perspectives théoriques privilégiées. La transformation d'une organisation armée, donc illégale, clandestine, située hors des institutions en un parti politique, à travers un processus dans lequel cette même organisation a contribué à définir les cadres de son évolution, semble en effet constituer pratiquement un cas d'espèce. À travers ces processus se cristallisent, en un temps relativement réduit, les questionnements essentiels sur la nature des institutions politiques et des acteurs collectifs qui y participent.

Pour une perspective théorique qui met en avant les représentations, cette situation permettrait de comprendre la perception par les acteurs eux-mêmes de ce que sont les institutions politiques en tant que telles, de leur légitimité et de leur acceptation par ceux à qui elles s'adressent, au moment même où se déroule un processus d'évolution des institutions et des acteurs politiques qui y participent. Pour leur part, les tenants d'une sociologie politique de la mobilisation des ressources pourraient y analyser l'évolution sans doute la plus importante qui soit du répertoire d'action d'un mouvement politique, celle qui va de l'action armée à la participation électorale.

Symétriquement à l'étude de l'évolution des mouvements de guérilla, des travaux ont été entrepris sur l'évolution des gouvernements nationaux sur ces questions, et en particulier sur les conditions de l'émergence d'une politique spécifique en matière de négociation et de dialogue, et sur les effets de leur mise en œuvre. Ils sont souvent inspirés soit par les analyses de politiques publiques, soit par des approches plus institutionnalistes. Là encore des questionnements centraux en science politique surgissent, puisqu'il s'agit, au moyen d'une politique publique particulière, dans une stratégie explicite ou non de cooptation, d'intégrer dans les institutions un acteur politique contre lequel le gouvernement a maintenu un conflit armé. Or, cette confrontation a constitué bien souvent un élément central de la légitimation du gouvernement.

---

paix. *op. cit.* Il est significatif du phénomène souligné que les auteurs s'inscrivent dans une démarche sociologique et anthropologique.

Pourtant la succession de visions et stratégies opposées, selon le gouvernement en cours, en matière d'ouverture envers la rébellion armée, limite rapidement les conclusions de ces études à la seule explication des réussites ou des échecs d'une politique donnée dans un contexte historique particulier.

Cette perspective centrée exclusivement sur l'un ou l'autre des acteurs ne doit pas être rejetée, malgré les limites signalées. Mais il convient de l'intégrer dans un cadre plus large, sous peine d'adopter un angle d'approche sans doute trop restrictif, limité à une étude monographique portant sur le devenir d'un des deux acteurs politiques en scène. L'étude des négociations qui ont conduit à la résolution de conflits armés internes constitue sans doute une manière de dépasser cette limitation, puisque son objet se situe justement dans l'analyse des dynamiques surgies de l'interaction entre les positions des deux acteurs principaux, de l'évolution réciproque de leur stratégie en fonction des avancées de la négociation, et des résultats auxquels ont conduit cette rencontre<sup>28</sup>. Là encore, cet aspect est central pour comprendre ce qui s'est déroulé en Colombie et en Salvador. Mais cette démarche aboutit néanmoins à une autre forme de limitation : elle remplace en effet l'unicité de l'acteur étudié par la réduction au seul moment de l'action, puisqu'il s'agit de comprendre uniquement les dynamiques à l'œuvre dans le cadre de la seule négociation, dans un laps de temps ouvert par les premières rencontres et clos par la signature de l'accord mettant fin au conflit armé.

Ce travail entend comprendre à la fois l'évolution des guérillas, celle des gouvernements en place, et rendre compte des dynamiques de leurs rencontres, mais en les resituant dans une perspective sociale et historique plus large, dans lesquels ces processus s'inscrivent et qu'ils

---

<sup>28</sup> Ce genre d'approches fait également l'objet d'une analyse détaillée dans le premier chapitre. Une tentative approfondie de comparaison des processus de paix à partir de l'étude de la négociation en Colombie et en Amérique centrale a été menée par Jesús Antonio Bejarano in BEJARANO (Jesús Antonio), Una Agenda para la paz. Bogotá : Tercer Mundo, 1995, 268 p.

contribuent à révéler. Comme l'affirme un sociologue colombien, « les guérillas ne parlent pas seulement d'elles-mêmes en tant que projet socio-politique d'une partie de la société (...), elles évoquent également, dans une implication conséquente, notre société dans laquelle un État, une communauté civile et une démocratie conservent des relations très particulières. En effet, la guérilla est partie de la société, elle y est immergée, autant qu'elle proportionne les données de sa constitution historique spécifique. Mais comme élément de cette unité, elle a face à elle un autre univers, celui de l'État, avec lequel elle maintient des relations spéciales d'opposition. Un État également en mouvement qui redéfinit, face à l'évolution des conditions politiques, la relation avec lui-même, avec la société dans son ensemble, avec la guérilla en particulier. Parler de la guérilla, c'est donc parler de l'État, de la société et de la démocratie qui, comme forme politique, lie l'un à l'autre »<sup>29</sup>.

En proposant une approche plus large que la seule étude du devenir des organisations de guérilla ou des politiques publiques en matière de paix et de sécurité intérieure, ce travail élargit les questionnements ébauchés précédemment sur la signification, dans une démarche de science politique, de la transformation d'un mouvement armé en parti politique. Dans les situations de guerres civiles ou d'affrontements internes, les guérillas ne sont pas les seuls acteurs qui ont recours à la violence armée. Le comportement du gouvernement relève de situations où l'exercice de la violence outrepassé ses compétences constitutionnelles, du fait du recours à une violence d'État contre une partie de sa société, avec des pratiques contraires au droit<sup>30</sup>.

Il s'agit dès lors de poser plus largement la question du passage d'une situation où la violence politique est utilisée par les principaux acteurs en présence à celle de l'acceptation par

---

<sup>29</sup> RAMIREZ TOBON (William), *Estado, violencia y democracia*. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1990, p.10-11.

<sup>30</sup> Ce constat est ici posé seulement de façon générale, il sera analysé plus en détail dans différents chapitres. Ces pratiques non constitutionnelles peuvent être exercées directement (par l'armée, la police) ou indirectement (par des forces supplétives, ou paramilitaires). Comme seul indicateur, il convient de rappeler que la Commission de la Vérité instituée au Salvador à l'occasion de la signature de la paix a conclu que 80 % des pratiques de violence politique pendant la guerre ont été le fait d'organismes liés à l'État.

tous des institutions politiques comme seule source d'autorité légitime, et donc seule entité qui puisse exercer éventuellement la violence de manière légitime, tout en permettant que s'expriment la pluralité politique et la conflictualité sociale. Par-delà les contextes nationaux et les conjonctures historiques, réfléchir aux processus par lesquels des acteurs politiques qui avaient fait le choix de recourir aux armes pour parvenir à leurs objectifs politiques, et qui ont mené une lutte armée sur un temps long, décident d'y renoncer, alors même qu'ils n'ont pas été battus militairement, c'est s'interroger sur la signification de cet « adieu aux armes », au regard des évolutions politiques et institutionnelles.

Au cœur de l'intérêt du sujet traité, cette question apparaît comme particulièrement stimulante du point de vue intellectuel, tant elle paraît indispensable à la construction d'une communauté politique fondée sur d'autres rapports que la violence armée. Elle s'affronte pourtant à une difficulté théorique : parce que la violence politique est analysée en science politique généralement comme le contraire de l'ordre politique, le renoncement à la violence est interprété soit dans une dynamique fondatrice, comme le moment de la construction des liens politiques au sein d'une société, soit, lorsque cette société était déjà constituée, mais mise entre parenthèse par un conflit généralisé, comme une forme de retour à une situation institutionnelle normalisée. Puisque la constitution d'un ordre politique suppose d'ôter toute validité au recours à la violence<sup>31</sup>, le processus qui consiste à abandonner la violence politique n'est finalement que normal et banal.

---

<sup>31</sup> Cette caractéristique a conduit de nombreux auteurs à considérer que le politique suppose la forclusion de la violence. Ainsi Philippe Braud affirme que « la démocratie politique repose sur le principe de la forclusion (de la violence) » (BRAUD (Philippe), « La violence politique : repères et problèmes » p.14 *in* BRAUD (Philippe) (dir.) La violence politique dans les démocraties européennes. Paris : L'Harmattan, 1993, 415 p.), Jean-Marie Donegani et Marc Sadoun que « la violence est toujours considérée comme forclosée par l'énonciation de l'ordre politique » (DONEGANI (Jean-Marie), SADOUD (Marc), « Ce que la politique dit de la violence », Raisons politiques, 9, février 2003, p.11). Dans des analyses plus ponctuelles, Isabelle Sommier reprend le terme dans le cadre d'une étude sur la fin du recours à la violence politique dans l'extrême gauche en France et en Italie (SOMMIER (Isabelle), La forclusion de la violence politique, ouvriers et intellectuels en France et en Italie depuis 1968, Thèse, science politique, Université Paris I, Paris, 1993), Yves Déloye et Olivier Ihl l'utilisent également dans leur réflexion sur la constitution des lieux de vote en France pendant les premières années de la Troisième République (DÉLOYE

En effet, dans la pensée philosophique de l'ordre politique occidental contemporain, la violence est généralement considérée comme une situation contraire au principe constitutif de la communauté politique : comme l'affirment Marc Sadoun et Jean-Marie Donegani, « la violence est antithétique du politique parce que l'autorité est dans tous les cas ordonnée à la justice et au droit. (...) Le propre du politique est de retirer aux individus et aux groupements partiels le droit d'user de la force. La violence est l'acte qui vient contrarier la nature politique de l'homme (...) En cela, l'individu ou le groupe qui l'exerce met la société en péril parce qu'ils sapent le sentiment de co-appartenance sans laquelle la communauté humaine ne peut subsister. Qu'on la place hors de la cité ou avant l'association, la violence est toujours l'envers du politique »<sup>32</sup>. Les auteurs font remarquer que si ce constat est essentiel dans la réflexion sur l'ordre politique, il ne permet pas de comprendre la réalité de la violence. La psychologie ou l'anthropologie invitent au contraire à penser la violence au cœur même de la constitution du sujet, de l'identité, du collectif, déplaçant le questionnement de l'exclusion de la violence vers celui des formes de sa canalisation, par les rites ou le sacré.

La sociologie politique ou la science politique reconnaissent cette double face de la violence, à la fois attribut nécessaire du pouvoir politique, expression de l'institutionnalisation d'une domination dans l'État, et en même temps révélateur de sa nature, « mais en creux, de manière négative, comme un masque qui en dissimule la portée profonde »<sup>33</sup>. Dès lors réfléchir à l'ordre politique moderne ne devrait pas supposer d'exclure la violence politique, mais plutôt de comprendre cette dernière à partir de l'aspect révélateur de son caractère exceptionnel et

---

(Yves), IHL (Olivier), « La civilité électorale : vote et forclusion de la violence en France », p.75- 96, in BRAUD (Philippe) (dir.) *La violence politique dans les démocraties européennes. op. cit.*). Le terme de « forclusion » évoque, en vocabulaire juridique, l'extinction de la faculté de faire valoir un droit, par expiration d'un délai, et en psychanalyse, le rejet d'un signifiant hors de l'univers symbolique du sujet.

<sup>32</sup> DONEGANI (Jean-Marie), SADOUN (Marc), « Ce que la politique dit de la violence », *op. cit.*, p.7.

<sup>33</sup> *ibid.*, p.11. Le constat relève néanmoins davantage d'une réflexion sur ce que devraient être les questionnements de la science politique, que d'un reflet de la situation réelle de la recherche en science politique, notamment en France. Comme cela est montré au début du premier chapitre, l'analyse de « l'envers du masque » a longtemps été négligée au profit de son avers.

circonscrit, comme attribut spécifique du pouvoir politique, pour Max Weber<sup>34</sup>, dans le temps comme expression d'une dérégulation du politique pour Hannah Arendt.

La reconnaissance de ce double visage de la violence politique permet dans un deuxième temps de comprendre ce qu'elle exprime. Yves Michaud montre combien les discours et les représentations sur la violence politique participent de ce double effet d'apparition/disparition, en reconnaissant qu'elle est au cœur du social, tout en la désenchantant, en révélant ses logiques de rationalité instrumentale qui la normalisent. Le vocabulaire sur la violence permet « de dire une situation où la violence n'est ni proscrite ni inévitable mais plutôt suspendue et instante à titre de modalité d'intervention toujours possible et en tous cas normale »<sup>35</sup>.

De ce fait, l'analyse de la violence politique, et de la signification du fait d'y avoir recours, apparaît effectivement comme un thème longtemps marginalisé en science politique, n'étant présent que dans les domaines où un principe d'ordre ou d'autorité reconnu par tous n'existe pas, comme celui des relations internationales. L'ordre interne des démocraties occidentales étant construit sur un pacte social qui reconnaît le monopole de la violence légitime au seul État, tout autre recours à la violence apparaît d'emblée comme hors du champ du politique. Conséquence logique de cette situation, la violence légitime ne peut exister qu'au niveau international, là où les entités politiques y recourent pour affirmer et défendre leur

---

<sup>34</sup> Max Weber montre combien il apparaît impossible de définir l'État moderne exclusivement à travers les fonctions ou les fins de son activité, en soulignant l'importance des moyens par lesquels il exerce sa domination sur l'ensemble des activités sociales, le droit d'une part, la violence légitime d'autre part : « ce qui est formellement caractéristique de l'État contemporain, c'est une réglementation administrative et juridique, modifiable par des lois, d'après laquelle s'oriente (...) toute l'activité qui se déroule dans les limites du territoire qu'il domine (...) (L'État) se caractérise en outre par le fait qu'il n'existe de nos jours de violence 'légitime' que dans la mesure où l'ordre étatique la permet ou la prescrit (...) Cet aspect du monopole de la violence réservée à la domination étatique est une caractéristique aussi essentielle de sa condition présente que son caractère d' 'institution rationnelle' » Cf. WEBER (Max), *Économie et société*. Paris, Plon, Pocket Agora, 1995, 2 tomes, 410 p. et 424 p. et tout particulièrement le tome 1 *Économie et société, Les catégories de la sociologie*, p.99 pour la citation et p.96-100 pour la définition de l'État moderne.

<sup>35</sup> Cf. MICHAUD (Yves), *Violence et politique*. Paris : Gallimard, 1978, p.60, et plus généralement le chapitre « Du management au désenchantement ». Ce constat du désenchantement est appliqué par l'auteur entre autres aux guérillas latino-américaines, pour montrer qu'elles ne sont pas une expression hors-système, parce que le recours à la violence des armes n'est pas exclusif ni d'autres formes de contestation politique et sociale, ni d'une négociation



souveraineté, en absence de tout principe d'ordre supérieur, et dans sa seule expression de la guerre entre nations.

Jean Leca apporte une explication à l'absence de chapitre consacré à la violence politique dans le Traité de Science Politique qu'il a lui-même codirigé, situation significative de la faiblesse de l'investissement de ces questions par la science politique française. Cette situation ne peut pas s'expliquer seulement par le fait que la science politique, fortement influencée par le droit, porte plus d'attention à l'analyse des institutions et des régimes qu'à celle des modes d'actions – le troisième volume du Traité étant entièrement consacré à ce domaine. L'explication doit être davantage être recherchée dans une réticence d'ordre morale. Il analyse cette absence « comme si la violence physique allant jusqu'aux formes variées de terrorisme, de déstabilisation, de coups d'État, et les comportements que le droit et la morale civique réproouvent n'étaient pas partie intégrante de ce qui se passe dans (et contre) les régimes institués *quels qu'ils soient* (et pas seulement autoritaires et totalitaires) et ne devaient recevoir 'droit de cité' que comme la manifestation de 'troubles' de régimes eux-mêmes corrompus, (au sens d'Aristote et de Montesquieu) voire de 'révolutions' (...) Les recherches qui mettent l'accent sur la stable maturité des systèmes politiques amènent à considérer toutes formes de politique violente et de corruption politique comme pathologiques (ou réservées aux systèmes exotiques) (...) La politique (et ses régimes) est aussi destruction et pas seulement construction et stabilisation »<sup>36</sup>. Si la science politique et la sociologie anglo-saxonnes sont beaucoup plus prolifiques en la matière, elles n'en ont pas moins été marquées pendant longtemps par une lecture fonctionnaliste de la violence politique, résultat de crises des régimes, de révolutions, de symptômes d'un problème de fonctionnement des régimes libéraux.

---

avec les régimes en place, dont les formes de réaction et réponse par des réformes politiques ou sociales participent aussi à déterminer l'évolution des guérillas.

<sup>36</sup> LECA (Jean), « Présentation », in GRAWITZ (Madeleine), LECA (Jean), Traité de science politique, vol. 2 Les régimes politiques contemporains. Paris : PUF, 1985, p.XXI-XXII. La citation respecte la typographie originale.

Conclusion logique de cette compréhension du phénomène, l'analyse de la violence politique a longtemps été restreinte à deux domaines en particulier, confirmant l'extranéité du phénomène pour les sociétés occidentales contemporaines. Le premier d'entre eux est l'étude des processus de genèse des régimes où la violence apparaît comme un élément constitutif du changement. Cette analyse a été confortée par le fait que les grandes démocraties occidentales ont vu les fondements démocratiques de leurs régimes politiques se construire, ou au moins s'ébaucher, à l'issue de conflits armés internes (Royaume-Uni, États-Unis, Suisse, Pays-Bas), de processus révolutionnaires (France) ou de conflits internationaux (qu'il s'agisse de conséquences indirectes du conflit franco-prussien en France ou d'impositions par les vainqueurs dans les cas de l'Allemagne, l'Italie et le Japon après la Seconde Guerre Mondiale)<sup>37</sup>. Dans l'étude de la genèse des régimes politiques, un des signes de réussite de ces processus est la capacité de ces régimes à devenir progressivement la seule source légitime de violence, en rendant illégal et en poursuivant tout usage privé de la violence au niveau interne.

Le deuxième domaine est celui de l'étude des sociétés extra-occidentales dans lesquelles le fait d'analyser des situations « exotiques » où des régimes faiblement institutionnalisés, peu légitimes, ne parvenant que très partiellement à exprimer l'unité des sociétés qu'ils prétendent organiser, sont fréquemment contestés de manière violente par des acteurs concurrents, autorise à croire que le recours à la violence politique n'y a rien d'illégitime, et que son étude y est dès lors possible.

Ce constat peut être doublé d'une évaluation similaire en sociologie, du moins en France, au contenu sans doute plus paradoxal. Car si, contrairement à la science politique, la sociologie a reconnu d'emblée le caractère central du conflit dans l'analyse du changement social<sup>38</sup>, l'intérêt

---

<sup>37</sup> L'exception à cette règle étant constituée par les processus récents de transitions démocratiques initiés en Europe du Sud dans les années soixante-dix, comme cela va être analysé dans le chapitre suivant.

<sup>38</sup> Pour seule illustration, l'ouvrage de Georg Simmel sur le conflit pose d'emblée le constat suivant : « le conflit a une signification sociologique, puisqu'il suscite ou modifie des communautés d'intérêt, des regroupements en unité,

de la sociologie française pour les questions de la violence politique a été tardif. Dans l'étude des sociétés extra-occidentales, il est ainsi significatif que nombre d'études récentes sur la violence politique aient été réalisées grâce aux apports de l'anthropologie ou de l'ethnologie<sup>39</sup>. Il n'est pas gratuit que les analyses les plus récentes en France sur l'étude des phénomènes de violence politique aient transcendé les barrières disciplinaires, comme c'est le cas par exemple de l'étude du terrorisme et de la violence politique en Europe occidentale<sup>40</sup>, ou des phénomènes de violence extrême<sup>41</sup>.

La période de la guerre froide va apporter des raisons légitimes de penser qu'il est possible d'étudier le recours à la violence politique, et pas seulement hors des pays occidentaux, pour des acteurs politiques contestataires. Le recours à la violence armée par des mouvements révolutionnaires, nationalistes ou identitaires dans plusieurs pays occidentaux, en particulier dans les années soixante, d'une part<sup>42</sup>, la continuité de conflits et de guerres internes dans les pays extra-occidentaux, sans qu'il soit possible de les lire exclusivement comme de simples

---

des organisations : voilà un principe qui n'a jamais été contesté », in SIMMEL (Georg), Le Conflit. Strasbourg : Circé, 1995, p.19.

<sup>39</sup> Tout au long de ce travail, de nombreuses références sont faites aux travaux des chercheurs français travaillant sur la violence politique en Amérique latine. Un travail considérable a été réalisé sur l'étude des guerres civiles, de la lutte armée, des guérillas, et de leur résolution, en particulier en Afrique lusophone (GEFFRAY (Christian), La cause des armes au Mozambique. Paris : Karthala, 1990, 256 p. ; MESSIANT (Christine), « Angola les voies de l'ethnisation et de la décomposition », Lusotopie, 1-2, 1994, p.155-210 et 3, 1995, p.181-212) ou sur l'Algérie (MARTINEZ (Luis), La guerre civile en Algérie. Paris : Karthala, 1998, 429 p.). Ces travaux sont synthétisés pour les cas de l'Angola, du Mozambique, de l'Erythrée et de la Somalie dans une approche comparée des conflits internes et des tentatives de résolution, in MESSIANT (Christine), MARCHAL (Roland), Les chemins de la guerre et de la paix. *op. cit.*

<sup>40</sup> Cf. BIGO (Didier), HERMANT (Daniel), Approches polémologiques. Paris : Fondation pour les études sur la Défense Nationale, 1991, 557 p. ainsi que BRAUD (Philippe), (dir.), La violence politique dans les démocraties européennes. *op. cit.* (également paru in Cultures et conflits, 9-10).

<sup>41</sup> Cf. SEMELIN (Jacques), « Rationalités de la violence extrême », Critique internationale, 6, hiver 2000, p.121-175 ainsi que les études rassemblées dans la livraison de la revue internationale des sciences sociales consacrée à cette même thématique in SEMELIN (Jacques) (dir.), « Violences extrêmes », Revue Internationale des Sciences Sociales, 174, décembre 2002, p.425-557.

<sup>42</sup> L'étude des mouvements d'extrême gauche français, et surtout italiens et allemands, qui ont eu recours à la violence armée dans les années soixante-dix a constitué le terrain de nombreux travaux qui ont participé à renouveler la réflexion sur la violence politique. Les deux références centrales, dont les apports théoriques sont discutés plus en avant, sont les travaux de Michel Wieviorka et de son équipe (WIEVIORKA (Michel), « Violence sociale et terrorisme », Sociologie du travail, 4, 1986, p.443-457 et WIEVIORKA (Michel), Sociétés et terrorismes. Paris : Fayard, 1988, 565 p.), ainsi que l'étude plus récente d'Isabelle Sommier (SOMMIER (Isabelle), La violence politique et son deuil. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 1998, 253 p.)

expressions localisées de la guerre froide, d'autre part, obligent à penser, dans une perspective de science politique, l'analyse du recours à la violence politique autrement que comme une simple pathologie irrationnelle.

Dès lors, davantage qu'une négation du politique, la violence politique peut être analysée comme un révélateur en creux de la légitimité du pouvoir institué et des formes de sa contestation. Ainsi Isabelle Sommier affirme, dans son étude sur la conception du recours à la violence politique, puis de leur renoncement, par les mouvements d'extrême gauche en France et en Italie après 1968 : « pour le sociologue ou le politiste, la période entraîne également une interrogation majeure, à savoir les conditions d'acceptation et de perpétuation de l'ordre politique et social, lequel repose sur le monopole étatique de la violence légitime. Tout mouvement social de quelque envergure amène à réfléchir sur les mécanismes de rupture du consensus, mais aussi sur la mise en place de nouvelles formes de socialisation et de sociabilité »<sup>43</sup>.

Fertile pour des sociétés occidentales, la réflexion l'est encore davantage lorsqu'elle est appliquée à des sociétés politiques qui n'ont connu qu'une mise en place partielle des institutions démocratiques occidentales. Elle y renvoie à une autre dimension – à condition d'aller au-delà du simple constat d'exotisme, d'incomplétude ou d'immatunité évoqué plus haut. Comme l'affirme Daniel Pécaut<sup>44</sup>, les sociétés politiques latino-américaines se différencient des trajectoires européennes ou nord-américaines dans l'idée que le social, du fait de son hétérogénéité, de ses frontières ambiguës, ne possède pas en lui-même le principe de son unité. Dès lors, partout l'État s'est donné pour tâche de réaliser cette unité, ou du moins d'affirmer la possibilité de sa réalisation, entreprise par laquelle il concourt à sa propre structuration, elle-même sujette à

---

<sup>43</sup> SOMMIER (Isabelle), La violence politique et son deuil. *op. cit.*, p.18. La période considérée dans cette citation est celle qui voit l'émergence de la violence politique d'extrême gauche en France et en Italie.

<sup>44</sup> PÉCAUT (Daniel), Ordre et violence en Colombie. Paris : EHESS, 1987, 486 p., et tout particulièrement l'Introduction, p.9 à 25.

discussion. Cette situation concourt dès lors « à ce que l'ordre et la violence soient promus au rang de catégories centrales du politique »<sup>45</sup>, et qu'ils cessent d'y être conçus comme antithétiques l'un de l'autre. Le pouvoir politique, tout autant que les acteurs politiques et sociaux, ont recours régulièrement à une violence politique. Pour l'État, le recours à la violence exprime à la fois la volonté de dire les limites du politique tout en concourant à faire échouer l'émergence de son unité. Pour les acteurs sociaux, il exprime une position institutionnelle qui ne reflète que partiellement leur importance et leurs revendications, les antagonismes politiques ne reflétant pas les divisions sociales, les oppositions sociales ne parvenant pas à s'exprimer sur le plan politique<sup>46</sup>.

La réflexion sur des processus dont un des aspects centraux est le renoncement explicite par les acteurs à la violence politique dans le cadre plus large d'une rénovation des institutions s'inscrit bien au cœur des questionnements sur ce que révèle de la légitimation du politique le recours à la violence, puis son abandon. Tout particulièrement pour les sociétés politiques d'« Extrême-Occident »<sup>47</sup>, ces évolutions contribuent à combler ces creux de l'ordre politique que le recours à la violence dévoile, en conduisant à s'interroger sur la manière dont ces processus expriment la possibilité, à un moment donné, de la construction de l'unité de l'ordre politique. Prétendre apporter une réponse définitive à cette interrogation serait tomber dans un optimisme que la limitation des cas choisis n'autorise en aucune manière. Mais avec toutes les interrogations et les questionnements qu'ils posent, les processus de paix au Salvador et en Colombie répondent bien, dans des circonstances et des conjonctures particulières, à la question

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.13.

<sup>46</sup> Appliquée au cas colombien, la réflexion conduit l'auteur à montrer que le maintien de structures politiques démocratiques et civiles n'est pas contradictoire avec un niveau de violence élevé. Ce sont au contraire des phénomènes qui s'alimentent : « Est-ce une coïncidence fortuite si la violence atteint à semblable visibilité dans un pays andin où la démocratie civile restreinte a subsisté par-delà d'innombrables crises ? (...) il n'en est rien. La violence est consubstantielle à l'exercice d'une démocratie qui, loin de se référer à l'homogénéité des citoyens, repose sur la préservation de leurs différences 'naturelles', sur des allégeances collectives et sur des réseaux privés d'emprise sociale et qui n'aspire guère à institutionnaliser les rapports de force qui irriguent la société, mais fait d'eux le ressort de sa continuité ». *Ibid.*, p. 17.

de la construction et de la légitimation d'un ordre politique intégrateur, ou du moins plus intégrateur, par le renoncement à l'usage de la violence armée.

Cette question devrait susciter l'intérêt de tous ceux qui analysent le politique. Pourtant, comme cela a déjà été ébauché, les réflexions sur la signification, pour la nature de l'ordre politique et pour les formes de sa légitimation, de processus politiques aux travers desquels un conflit armé interne est conclu par l'abandon explicite du recours aux armes et la négociation de nouvelles institutions demeurent largement inexploitées. Il est certain que la réponse à la question du renoncement à la violence politique ne peut se faire qu'« au prix du renversement des problématiques habituelles »<sup>48</sup> des recherches sur la violence. Ces dernières, parce qu'elles considèrent la violence politique comme un phénomène situé hors de l'ordre politique, se sont attachées essentiellement à comprendre les raisons du recours à des méthodes violentes, du passage à la rébellion, à la lutte armée, au terrorisme, généralement dans le cadre de processus révolutionnaires, c'est-à-dire les raisons qui conduisent à aller contre le principe de constitution de la communauté politique, et très rarement sur la signification du renoncement à ce choix.

Seule la question de savoir « pourquoi les hommes se rebellent »<sup>49</sup>, ou, dans une perspective plus collective, celle de comprendre comment la mobilisation politique violente peut conduire à une révolution<sup>50</sup>, a longtemps semblé académiquement intéressante. La problématique inverse de la signification du renoncement à la violence est généralement posée comme banale, dès lors qu'elle est interprétée comme mettant fin à cette dimension exceptionnelle de l'ordre politique que révèle le recours à la violence. Les processus d'évolution de guérillas vers des

<sup>47</sup> ROUQUIÉ (Alain), Amérique latine, introduction à l'Extrême-Occident. Paris, Seuil, 1998 (1ère éd. 1987), 484 p.

<sup>48</sup> SOMMIER (Isabelle), La violence politique et son deuil. *op. cit.*, p.14.

<sup>49</sup> GURR (Ted), Why men rebel. Princeton, Princeton University Press, 1970, 421 p. Une partie du premier chapitre est consacrée à la discussion sur les approches académiques de la violence en science politique.

<sup>50</sup> TILLY (Charles), From mobilization to revolution. Reading : Addison-Wesley, 1978, 349 p. De manière significative, ce n'est que récemment que la sociologie de la mobilisation des ressources s'est interrogée sur le rôle des mobilisations politiques et sociales, et de leur recours à la violence, dans le cadre d'évolutions vers la démocratie. Cf. GIUGNI (Marco), McADAM (Doug), TILLY (Charles), From contention to democracy. Lanham :

partis politiques, leur participation à la vie politique, les transformations d'armées conçues pour la guerre anti-insurrectionnelle en forces de police civile, sont dès lors généralement considérés comme des phénomènes allant de soi, peu dignes d'un intérêt académique.

Même l'analyse récente des processus de démocratisation, dont certains se sont déroulés dans des pays connaissant un conflit interne, n'ont pas suscité véritablement de réflexions sur la signification d'ensemble du renoncement à la violence politique. En effet, les approches dominantes des transitions démocratiques latino-américaines se sont construites sur l'exclusion de la violence politique, et donc de la signification de son renoncement, comme paramètre d'explication<sup>51</sup>. Les travaux existants sur l'évolution du recours à la violence portent sur des aspects partiels, comme les changements de références idéologiques de la gauche latino-américaine<sup>52</sup>, la manière de régler la question de la reconnaissance de la violence d'État pratiquée pendant la période autoritaire<sup>53</sup>, ou de manière plus ambitieuse la réflexion sur le légat d'une conjoncture de violence politique dans les nouvelles sociétés démocratiques<sup>54</sup>.

Considérer la question du recours à la violence comme académiquement plus significative que celle de son renoncement relève, comme cela a déjà été mentionné, d'une perspective idéelle sur les origines de la construction de la communauté politique. Un constat sur

Rowman and Littlefield, 1998, 285 p. et McADAM (Doug), TARROW (Sidney), TILLY (Charles), Dynamics of contention. Cambridge : Cambridge University Press, 2001, 387 p.

<sup>51</sup> Cet aspect peut s'interpréter à la fois pour des raisons liées aux cas étudiés et aux choix méthodologiques réalisés. Cette autre forme de forclusion de la violence politique, cette fois-ci dans le domaine académique, est développée particulièrement dans le chapitre 2 afin de discuter de la pertinence de l'application de ces modèles aux cas ici considérés.

<sup>52</sup> De nombreux travaux réfléchissent à l'évolution des modèles de référence des milieux intellectuels latino-américains, et en particulier sur la diffusion du modèle de la démocratie libérale. Mais ces réflexions portent davantage sur l'histoire des idées, et ne touchent la question de la signification du renoncement à un recours aux armes que pour les partisans de la révolution. Ces travaux se situent dans la ligne de celui, pionnier en la matière, de Carlos Rangel (RANGEL (Carlos), Du bon sauvage au bon révolutionnaire. Paris : Laffont, 1976, 397 p.). Pour les travaux récents les plus significatifs, cf. LECHNER (Norberto), Los patios interiores de la democracia. Santiago : Fondo de Cultura Económica, 1990, 183 p., CASTAÑEDA (Jorge), La utopía desarmada. Mexico : Joaquín Mortiz, 1994 (1ère éd. 1993), 579 p. et pour le cas spécifique de l'Amérique centrale, PELLETIER (Stephen), Revolution reassessed. Amonk : Sharpe, 2003.

<sup>53</sup> LEFRANC (Sandrine), Politiques du pardon. Paris : PUF, 2002, 363 p.

<sup>54</sup> KOONINGS (Kees), KRUIJT (Dirk), Societies of fear : the legacy of civil war, violence and terror in Latin America. London : Zed Books, 1999, 335 p.

la réalité politique des sociétés contemporaines, et tout particulièrement des sociétés latino-américaines, permet d'affirmer que les situations de violence politique sont finalement tout aussi courantes, sinon plus, que celles de situations pacifiées, et qu'elle ne relèvent de l'exceptionnel qu'au regard d'une approche de philosophie politique sur la constitution de l'ordre politique. Il n'en demeure pas moins que ce rejet symbolique de la violence conduit à une autre difficulté d'approche méthodologique. En effet, l'analyse de situations où des conflits internes sont résolus grâce à des réformes institutionnelles et aboutissent à la transformation de guérillas en partis politiques oblige à transgresser des différenciations classiques, mais durables, entre d'une part les chercheurs qui s'intéressent davantage à l'action collective, la mobilisation et la contestation sociale, et par conséquent à la violence politique, et d'autre part ceux qui privilégient les dynamiques internes aux institutions et aux organisations, les partis, les élections et à l'action publique. De ce fait, si les travaux sont nombreux sur la période du conflit armé, puis sur le moment de sa résolution négociée, ils sont bien moins fréquents sur les passages des dynamiques de la mobilisation armée à celles des formes institutionnelles de l'action partisane<sup>55</sup>.

Ce travail entend bien répondre à la fois à la question de l'explicitation de ce que la violence et sa résorption<sup>56</sup>, ou le renoncement à son usage, révèlent du politique, dans une

---

<sup>55</sup> Il existe par ailleurs une hypothèse plus politique à l'interprétation de ce vide. En Amérique latine, les chercheurs qui ont travaillé sur la lutte armée et la révolution éprouvaient généralement une sympathie politique pour les partis et mouvements révolutionnaires. Les processus de négociation, la transformation de guérillas en partis politiques ont été interprétés par certains comme une forme de renoncement à l'idéal révolutionnaire poursuivi, et les ont conduit à s'intéresser à d'autres cas. En Colombie et surtout au Salvador, les analyses académiques sur la période de la lutte armée sont bien plus nombreuses que celles sur la résolution négociée. Quant à la période postérieure, elle demeure largement en friche, en particulier sur la question de l'évolution des acteurs armés. À part quelques exceptions notables, rares sont les chercheurs qui ont travaillé sur la lutte armée et qui ont prolongé leur réflexion sur « l'après-guerre ».

<sup>56</sup> Ce terme est préféré à celui de « forclusion », évoqué précédemment. Le terme convient aux expériences de mouvements d'extrême gauche en France et en Italie où l'abandon du recours à la violence s'accompagne soit d'une acceptation des normes démocratiques, soit plus généralement d'un déplacement vers d'autres formes d'action. Si le terme de « résorption » renvoie au domaine médical, et donc rappelle une vision trop communément admise de la violence comme une pathologie du social, il a néanmoins pour avantage de signifier que la disparition de la situation exceptionnelle se réalise par l'intégration de ses composantes, comme en rend compte l'usage pronominal du verbe « se résorber ».



analyse qui conçoit de façon interdépendante et dynamique, d'une part l'évolution des logiques de légitimation de l'ordre politique, d'autre part les actions et décisions des principaux acteurs politiques, et parmi eux principalement guérillas et gouvernements.

Il convient dès lors d'intégrer l'analyse de l'évolution de deux acteurs principaux, et des modalités et résultats de leur rencontre dans une négociation, à une évolution historique et politique plus large, qu'il n'est pas possible de réduire à la double opposition, exclusion / inclusion par rapport aux institutions politiques, d'une part, et conflit armé / paix par rapport aux modalités de l'affrontement, d'autre part.

Les motivations du conflit armé interne ont porté principalement sur la nature du régime politique, dont les mécanismes étaient interprétés par les guérillas comme limités, répressifs et excluants. Mais cette situation et cette forme de légitimation du recours aux armes ne suppose pas pour autant une distinction claire et totale entre la guerre et la paix. Au contraire, le conflit armé a été marqué en permanence autant par les avancées ou les reculs du dialogue qui a toujours existé entre les parties prenantes que par les évolutions institutionnelles décidées par les gouvernements en place pendant le conflit, en réaction, ou en prévention, à différentes initiatives des guérillas. Ainsi les conséquences d'actions de groupes formellement exclus de la scène politique sur le devenir des institutions peuvent apparaître comme plus importantes, ou au moins tout aussi significatives, à certains moments, que celle d'acteurs qui y participent. Une réflexion sur la question de l'exclusion ou l'inclusion de certains groupes ou partis politiques au sein des institutions ne peut se faire qu'à condition de ne pas considérer ces deux états comme strictement opposés.

Il en va de même pour les modalités de l'affrontement armé, formes auxquelles contribuent de manière considérable des acteurs politiques et sociaux qui ne sont pas à proprement parler des belligérants. Comme l'affirme Roland Marchal, « la guerre et la paix ne sont pas deux points extrêmes d'un spectre de situations politiques, mais plutôt des moments de

crystallisation de logiques sociales dans un système non linéaire. La guerre et la paix ne s'excluent pas forcément l'une l'autre ou ne se situent pas aux antipodes dans toute une série de fonctionnements sociaux »<sup>57</sup>.

Une manière d'éviter les écueils qui viennent d'être signalés est de comprendre les situations colombiennes et salvadoriennes à l'intersection d'une transition vers la démocratie et d'une résolution négociée d'un conflit armé, c'est-à-dire comme « des processus de dialogue dans le temps entre des représentants des forces en présence (...) dirigés à trouver une fin aux hostilités dans le contexte d'accords sur des enjeux qui transcendent le strict domaine militaire ; (...) les processus de paix supposent un effort pour mettre fin au conflit armé en parvenant à des accords qui touchent au moins certains des principaux problèmes politiques, économiques, sociaux et ethniques qui ont conduit dans un premier temps au conflit armé »<sup>58</sup>, ou pour l'exprimer de manière plus succincte comme des « pactes de paix »<sup>59</sup>.

L'emploi de l'expression « processus de paix » est révélateur de la généralisation récente d'une manière de dénommer une forme d'évolution politique particulière, qui comprend, tout en les subsumant, des phénomènes divers : la simple négociation, et son résultat, la résolution concertée du conflit interne, la mise en œuvre des dispositions accordées, et l'évolution des acteurs politiques pendant cette période. Cette tendance reconnaît, par ailleurs, une temporalité à

---

<sup>57</sup> MARCHAL (Roland), « Les frontières de la guerre et de la paix », *Politix*, 58, 2002, p.39

<sup>58</sup> ARNSON (Cynthia), « Introduction », p.1, in ARNSON (Cynthia), *Comparative peace processes in Latin America*, *op. cit.*

<sup>59</sup> DUCATENZEILER (Graciela), CHINCHILLA (Fernando), « Pactos de paz : proceso de pacificación y transición hacia la democracia en El Salvador y Guatemala », *Revista de Ciencias Sociales*, 12, 2001, p.145-182. Les auteurs qualifient les expériences salvadorienne et guatémaltèque comme des « pactes de paix » puisque les conflits armés internes sont résolus de manière négociée par des mécanismes qui permettent de parvenir en même temps à la paix et à la démocratie, à l'intersection de ce fait entre « négociations de paix » et « pactes démocratiques ».

la fois plus large, plus indéfinie et moins linéaire que celle marquée par l'ouverture de la négociation, son avancée et sa clôture par la signature de l'accord final<sup>60</sup>.

En effet, l'analyse d'un processus de paix s'inscrit dans une dynamique multiple qui doit inclure la double opposition exclusion / inclusion, conflit armé / paix, tout en la dépassant. Pour le comprendre, il est nécessaire de mettre à jour les dynamiques politiques et sociales à l'œuvre dans une situation où prédominent des logiques d'affrontement armé et d'exclusion politique afin d'élucider leur évolution vers une situation où priment la fin du conflit armé et l'inclusion politique. Il s'agit bien de comprendre le processus qui mène des « guerres à la paix »<sup>61</sup>, « des armes à la politique »<sup>62</sup>, de la « violence au politique »<sup>63</sup>, « de la guerre civile à la société civile »<sup>64</sup>, ou, de façon métaphorique, des armes aux urnes<sup>65</sup>, mais à condition d'être conscient que chacun de ces termes ne rend pas compte de façon absolue de l'ensemble de la réalité politique et sociale qu'il prétend décrire.

Le processus de paix comprend en effet à la fois la démobilisation des forces armées en présence, la démilitarisation de la société et la démocratisation des institutions et de la vie politique. Et de la même façon qu'il ne s'agit pas d'analyser des évolutions d'une situation idéal-typique (le recours généralisé à la violence) vers ce qui apparaîtrait comme son opposé, (la communauté politique pacifiée) il n'est pas possible de comprendre ces éléments séparément les uns des autres. Ces évolutions ne sont ni parallèles, ni étrangères l'une à l'autre, elles sont au

---

<sup>60</sup> Sur l'imposition de cette dénomination par rapport à celle de négociations ou de résolutions de conflit, et sur ce qu'elle suppose, cf. DARBY (John), The effects of violence on peace processes. Washington : US Institute of Peace Press, 2001, et particulièrement p.11 et suivantes.

<sup>61</sup> ROUQUIÉ (Alain), Guerres et paix en Amérique centrale. Paris : Le Seuil, 1992, 413 p.

<sup>62</sup> PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), De las armas a la política. *op. cit.*

<sup>63</sup> MASSÉ (Frédéric), « De la violencia a lo político, una reconversión lograda ? », Análisis Político, 36, janvier 1999, p.40-57.

<sup>64</sup> PEARCE (Jenny), « From civil war to 'civil society' : has the end of the Cold War brought peace to Central America ? », International Affairs, 74, 3, juin 1998, p.587-615.

<sup>65</sup> L'allitération qui donne le titre à cette thèse a l'avantage de trouver son équivalent en espagnol (cf. ANGELERI (Sandra), VILLALON (María Eugenia), « Sobre armas y urnas : pactos y acuerdos entre los gobiernos y las guerrillas colombianas contemporáneas », Cuestiones Políticas, 21, 1998, p.75-100), ou, légèrement modifiée, en anglais (cf. MENZEL (Sewall H.), Bullets vs ballots. Boulder : Lynne Rienner, 1994, 109 p.).

contraire complètement interdépendantes, leurs avancées ou reculs affectant en permanence les autres dimensions.

Le but de ce travail réside bien dans le fait de mettre en lumière la « relation d'enchevêtrement symbiotique »<sup>66</sup> qui existe entre le processus de démobilisation et celui de démocratisation pour comprendre combien cette interdépendance influence le comportement et l'évolution des acteurs politiques dans les nouvelles institutions surgies de ces processus. De ce fait, la démarche théorique adoptée se situe à la croisée des travaux sur les démocratisations qui s'interrogent sur le rôle des mobilisations sociales et qui intègrent la question de la violence politique<sup>67</sup>, et ceux sur les démilitarisations qui réfléchissent à l'importance des processus institutionnels<sup>68</sup>.

Malgré l'éloignement des contextes et des terrains, l'analyse s'inspire ici de réflexions sur des cas de négociations qui ont permis par la réforme des institutions de mettre fin à un conflit interne prolongé et d'intégrer des acteurs politiques jusque-là exclus, à l'image de ceux qu'ont connu les pays d'Afrique australe (Zimbabwe en 1979, Mozambique en 1992, Afrique du Sud en 1994)<sup>69</sup>, où des organisations clandestines, généralement armées, ont participé à la reconfiguration des institutions et sont devenues des partis politiques qui jouent un rôle

---

<sup>66</sup> ARNISON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America, *op. cit.*, p.2. L'auteur emploie, en anglais, la formule « *an overlapping and symbiotic relationship* ». Les apports de cet ouvrage, qui reste une des rares entreprises abouties de comparaison des processus de paix en Amérique latine, sont discutés dans le premier et surtout dans le deuxième chapitre.

<sup>67</sup> Comme cela a déjà été évoqué, et pour des raisons qui sont analysées dans le deuxième chapitre, l'analyse des transitions démocratiques en Amérique latine a généralement considéré comme secondaire le rôle des mobilisations collectives et occulté le rôle de la violence politique. La réflexion théorique s'inspire ici particulièrement, pour les analyses des transitions intégrant la mobilisation collective, du travail de Ruth Collier, *cf.* COLLIER (Ruth), Paths toward democracy. Cambridge : Cambridge University Press, 1999, 230 p., et pour celles qui réfléchissent au rôle de la violence politique, au modèle des « transitions insurgées » proposé par Elisabeth Wood dans son analyse comparée de l'Afrique du Sud et du Salvador. *Cf.* WOOD (Elisabeth J.), Forging democracy from below, insurgent transitions in South Africa and El Salvador. Cambridge : Cambridge University Press, 2000, 247 p.

<sup>68</sup> Pour deux exemples, *cf.* COUSENS (Elizabeth), KUMAR (Chetan), Peace-building as politics. Boulder : Lynne Rienner, 2001, 247 p. ou STEDMAN (Stephen), ROTHCHILD (Donald), COUSENS (Elizabeth), Ending civil wars, the implementation of peace agreements. Boulder : Lynne Rienner, 2002, 729 p.

<sup>69</sup> Le Mozambique présentant la particularité de connaître un processus inverse à ceux des autres pays, la RENAMO étant une organisation armée, financée initialement par les régimes d'apartheid de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie, et s'opposant à un régime révolutionnaire, aligné au niveau international sur Moscou.

important, voire ceux de processus d'indépendance intégrant le rôle d'acteurs armés (Namibie en 1989, Erythrée en 1993).

Le choix de réaliser, pour illustrer le type de processus identifié, une comparaison réduite seulement à la Colombie et le Salvador, et d'exclure d'autres expériences, tout particulièrement le Guatemala ou le Nicaragua, semble *a priori* relever d'une gageure méthodologique. Tant les histoires nationales, les contextes géographiques, la dimension et les modalités du conflit armé, l'ampleur des réformes et l'importance de la réinsertion des anciens membres des guérillas incitent à relativiser une réflexion qui ne voudrait retenir qu'un seul phénomène commun aux deux cas, celui de l'abandon des armes par un mouvement de guérilla et sa transformation en parti politique dans un contexte de rénovation des institutions.

Malgré son aspect réducteur, une seule donnée peut rendre compte du fait qu'il s'agit de phénomènes d'ampleurs considérablement différentes. Au Salvador, pays de six millions d'habitants, l'Accord de Paix de 1992 prévoit la démobilisation de 8 000 guérilleros et la réduction des effectifs de l'armée de moitié (environ 40 000 soldats). Malgré les difficultés et les lenteurs de la démobilisation, la signature de la paix a signifié l'absence de toute remobilisation militaire et une quasi-disparition de la violence politique. En Colombie, peuplée de plus de 35 millions d'habitants, les différents accords signés entre 1990 et 1994 portent au total sur moins de 5 000 combattants, sans affecter la dimension des forces armées, ni mettre fin effectivement au conflit armé, puisque les principaux mouvements de guérilla sont restés en dehors de ce processus, et demeurent toujours en activité. La paix au Salvador fit la une des grands journaux internationaux, les différents accords en Colombie ne furent traités, dans le meilleur des cas, que par quelques dépêches de presse.

Pourtant le choix de la Colombie et du Salvador, et la mise à l'écart d'autres cas, en particulier du Guatemala ou du Nicaragua, dérive logiquement du type de questionnements

formulés précédemment, qui permettent de dépasser une comparabilité qui ne paraît pas du tout s'imposer d'emblée et de parvenir à la construction d'objets effectivement comparables<sup>70</sup>.

Comme il a été signalé plus haut, ces processus de paix dépassent le strict cadre militaire. Il convient de rappeler l'importance de leur dimension politique, et ce dès l'origine du conflit. S'il est évident que les deux cas sont de nature différente, la comparaison peut être justifiée par certaines proximités dans l'intensité du conflit armé, mais surtout par un fort parallélisme dans l'évolution des relations entre gouvernements et guérillas pendant l'affrontement armé, qui aboutissent dans les deux cas à un processus où une très importante réforme des institutions accompagne la démobilisation, totale au Salvador, « parcellisée et échelonnée » en Colombie<sup>71</sup>. Dans aucun autre pays d'Amérique latine, la négociation de la paix n'a conduit, ou n'a été concomitante, à des réformes institutionnelles aussi significatives. Et nulle part ailleurs des mouvements politiques directement surgis de guérillas démobilisées n'ont obtenu de tels résultats électoraux, parvenant rapidement, quoique sur une période éphémère, à des postes de responsabilité de tout premier niveau en Colombie, faisant jeu égal avec le parti au pouvoir, dans une dynamique plus lente mais plus consolidée dans le temps, au Salvador.

En Colombie, des mouvements révolutionnaires armés se développent dès les années 1950, mais ils demeurent isolés, peu structurés, agissant dans des zones de montagne difficiles d'accès et éloignés des centres politiques et des axes économiques. Ils ne sont jamais parvenus à déstabiliser durablement un régime politique civil, dont la permanence démocratique, au moins dans ses apparences, a été exceptionnelle en Amérique latine. La signature de l'*Acuerdo político* entre le gouvernement colombien et le *Movimiento 19 de Abril* (M-19), le 9 mars 1990, annonce

---

<sup>70</sup> Pour une réflexion récente sur la démarche comparée, en particulier sur la construction de la comparaison, cf. HASSENTEUFEL (Patrick), « Deux ou trois choses que je sais d'elle, Remarques à propos d'expériences de comparaisons européennes », p.105-124, in CURAPP, Les méthodes au concret, Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique. Paris : PUF, 2000, 328 p.

<sup>71</sup> Selon l'expression d'Eduardo Pizarro, in PIZARRO (Eduardo), Insurgencia sin revolución, la guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada. Bogota : Tercer Mundo, 1996, p.240.

celle d'accords semblables avec sept autres groupes de guérilla, dont les plus importants avec le *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (PRT) le 21 janvier 1991, l'*Ejército Popular de Liberación* (EPL) le 15 février 1991 et le groupe indigène *Movimiento Armado Quintín Lame* le 27 mai 1991. Par ces accords, ces mouvements renoncent à l'usage des armes et se voient garantir la possibilité de participer à la vie politique, ainsi que la mise en place de programmes de réinsertion individuelle pour leurs membres et de politiques de développement régional dans leurs zones de présence<sup>72</sup>. L'effet sur le conflit armé interne en Colombie a été de faible ampleur, puisque seuls les mouvements les moins importants militairement et numériquement ont prolongé la négociation jusqu'à la signature d'un accord avec le gouvernement prévoyant leur démobilisation. Les groupes les plus puissants demeurent actifs. Si les *Fuerzas Revolucionarias Armadas de Colombia* (FARC) et l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN) participent à des négociations périodiques, celles-ci se sont révélées sans effet sur l'intensité du conflit armé, ni sur l'accroissement numérique de ces organisations (dont les effectifs auraient triplé pendant la décennie 1990)<sup>73</sup>.

Mais ce qui est important dans le cadre de cette réflexion n'est pas tant la portée militaire de ces nombreux accords que le contexte politique dans lequel se déroule la démobilisation. En effet, les négociations, et tout particulièrement celle avec le M-19, accompagnent et nourrissent un important moment de renouvellement des institutions colombiennes. S'il est faux d'affirmer

---

<sup>72</sup> Comme il va être analysé plus en détail dans la suite de ce travail, et en particulier dans le chapitre 6, le texte de l'accord avec le M-19 constitue une exception à cette situation, puisqu'il ne suppose aucune obligation de la part du gouvernement. Les quatre autres accords concernent soit des groupes mineurs, généralement des scissions des groupes restés en activité, comme les *Comandos Ernesto Rojas* (20 mars 1992) ou le *Frente Francisco Garnica* (30 juin 1994), soit des groupes aux effectifs comparables aux quatre premiers, comme la *Corriente de Renovación Socialista* (CRS) (9 avril 1994) et les *Milicias de Medellín* (26 mai 1994), mais dont la démobilisation va être déconnectée du processus d'ouverture démocratique qu'a représenté la Constituante de 1990-1991.

<sup>73</sup> Dans ce travail, et en ce qui concerne la Colombie, la réflexion porte essentiellement sur l'expérience des groupes de guérilla qui ont négocié avec le gouvernement un accord de paix (les groupes mentionnés ci-dessus). L'attitude des autres groupes, et tout particulièrement des FARC, a été néanmoins intégrée dans l'analyse lorsque cela contribuait à éclairer les conjonctures et les processus étudiés. D'autre part, le dernier chapitre s'interroge sur les effets à terme des modalités de réinsertion des groupes de guérilla qui se sont démobilisés sur les tentatives de négociation menées depuis lors avec les groupes demeurés actifs militairement.

que l'ancienne guérilla est à l'initiative de ce mouvement de réforme, il est néanmoins indéniable que sa démobilisation a contribué grandement à amplifier et enrichir ce processus, en particulier à l'occasion de la Constituante de 1991.

La synchronisation des deux dynamiques est manifeste lors des élections législatives et municipales du 11 mars 1990, première participation électorale du parti surgi du M-19, pendant lequel les électeurs colombiens étaient également invités à exprimer, par un bulletin officieux, leur volonté de convoquer des élections pour une assemblée constituante. Deux mois plus tard, le candidat du parti surgi de la guérilla, la *Alianza Democrática M-19* (ADM-19), rallie 12,4 % des voix à l'élection présidentielle et se voit confier un ministère dans le nouveau gouvernement. Neuf mois après la remise de ses armes, la ADM-19 obtient 27 % des suffrages exprimés pour l'élection de l'Assemblée constituante, 19 des 70 sièges en jeu, l'un des trois postes de coprésidents de la Constituante, et une véritable capacité d'influence sur les nouvelles institutions que la Constituante doit désigner.

Le succès électoral est néanmoins aussi fulgurant que la chute. En octobre 1991, à l'occasion du renouvellement de la Chambre des Représentants et du Sénat, la ADM-19 recueille moins de 9 % des voix aux élections législatives, et obtient 9 sénateurs et 14 représentants. Elle est marginalisée définitivement lors des élections législatives de 1994, où elle n'obtient plus qu'un seul siège à la Chambre, et disparaît à l'issue des présidentielles de 1994, où son candidat a réuni moins de 4 % des voix. Par ailleurs, les principales dispositions de réforme politique de la nouvelle Constitution sont progressivement dévitalisées par des modifications constitutionnelles votées par les factions traditionnelles des deux partis principaux redevenues hégémoniques.

Au Salvador, les différents mouvements de guérilla, coordonnés au sein d'une instance de direction et de représentation unique, le *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN), ont réussi, de janvier 1981 à décembre 1991, sur un terrain peu propice à la guerre de guérilla, à faire jeu égal avec un régime dont la légitimité institutionnelle et la défense militaires



furent assurées en grande partie par l'aide financière et logistique des États-Unis. Le conflit devint l'un des scénarios de l'affrontement bipolaire de la fin de la guerre froide.

Après une longue négociation menée sans cessez-le-feu, les *Acuerdos de Paz*, conclus à New York le 31 janvier 1991 et signés le 16 janvier 1992 au château de Chapultepec, à Mexico, salués par la communauté internationale, signifièrent la fin effective de l'activité militaire de l'ensemble des forces insurrectionnelles. En plus de programmes de réinsertion pour les anciens combattants des deux bords, en particulier par une accession à la propriété de la terre, ils comprennent un très important volet de réformes institutionnelles, sur les questions électorales, de justice, de rôle de l'armée, et sur la défense et promotion des Droits de l'Homme, et instituent deux commissions chargées d'enquêter sur les crimes commis pendant la guerre civile. Sans bousculer, comme en Colombie, les échéances électorales, ils ouvrent la porte à la participation de la gauche à la vie politique. À l'issue d'une longue période de démobilisation militaire, le parti surgi de l'ancienne guérilla, qui a conservé son nom original, participe pour la première fois à des élections en mars 1994. À l'élection présidentielle, il se présente en coalition avec un mouvement de centre-gauche constitué par ceux qui avaient été les représentants civils de la gauche révolutionnaire pendant le conflit, et Rubén Zamora rassemble 25 % des voix au premier tour et 32 % au second. Le FMLN, seul, réunit 21 % aux élections législatives, obtient 21 députés sur 84, et gagne 16 mairies.

Ce résultat honorable, mais en deçà de ses espérances, le conduit à une situation institutionnelle bien plus fragile que celle du M-19 au même moment de son évolution, puisque l'ancienne guérilla salvadorienne est alors cantonnée dans le rôle de principal parti d'opposition au parti de droite au pouvoir, sans véritable capacité d'influence. Malgré d'importantes divisions internes, nombre d'entre elles menant à des scissions, les résultats du FMLN progressent au fur et à mesure des scrutins, et vont se stabiliser autour d'un tiers de l'électorat. Aux élections législatives et municipales de 1997, il obtient 33 % des voix, 27 députés et 53 municipalités, dont

San Salvador. L'élection présidentielle de 1999 s'avère décevante, le candidat présenté par le FMLN étant crédité de 29 % des voix et ne pouvant empêcher l'élection dès le premier tour du candidat du parti au pouvoir. Pourtant l'ancienne guérilla consolide ses résultats aux élections législatives et municipales de 2000, puisqu'elle recueille 35 % des voix, et gagne 31 sièges et 74 municipalités, élection où elle obtient une représentation parlementaire plus importante que celle d'*Alianza Republicana Nacionalista* (ARENA), le parti de droite au pouvoir, et confirme ce résultat lors des scrutins législatifs et municipaux de 2003, puisque avec 34 % des voix et un nombre similaire de sièges, elle devient le premier parti du pays, devançant désormais son principal concurrent en voix et en sièges.

La Colombie et le Salvador illustrent, à des degrés divers, l'existence de ce type de processus de paix où les dimensions militaires et institutionnelles s'accompagnent en permanence. Comme cela a déjà été signalé, il existe une indéniable différence qualitative entre les deux cas. Au Salvador, la conjonction des deux aspects du processus est formalisée dans un seul texte, et l'Accord de Paix mène d'une part à l'absence effective de reprise du conflit armé, d'autre part au maintien à un niveau très important de l'ancienne guérilla dans une vie politique profondément renouvelée. En Colombie, l'enchevêtrement de la démilitarisation de certains groupes de guérilla et d'un processus de réforme de la Constitution n'a pas conduit à la fin du conflit armé interne ; par ailleurs l'ancienne guérilla a disparu de la vie politique. Mais plus qu'interdire la comparaison, cette différence lui apporte un intérêt.

Malgré cette variation, ces deux cas se différencient d'autres expériences similaires en Amérique latine. La réintégration de l'ancienne guérilla au Venezuela s'est produite après leur défaite militaire, et le volet institutionnel y est limité à la transformation d'une ancienne guérilla dans un parti politique, dans un cadre imposé par le régime, sans que la rébellion armée soit en capacité d'influencer réellement le devenir des institutions. Au Nicaragua, les négociations

visant à la réintégration des mouvements de la *contra*, voire postérieurement aux groupes de « *recontras* » et « *recompas* » ont été effectuées soit avant, soit après le changement institutionnel, et n'ont pas conduit à la création de mouvements politiques significatifs surgis de ces mouvements. Enfin, le processus sans doute le plus proche est l'accord de paix signé au Guatemala en 1996, où une négociation entre gouvernement et guérilla conduit à un accord de paix qui suppose certaines réformes institutionnelles et la possibilité pour la guérilla de se transformer en parti politique. Néanmoins la situation guatémaltèque apparaît davantage comme le produit d'un effet de contagion de l'expérience salvadorienne, du fait de l'apparente réussite de cette dernière. Le gouvernement concède de ce fait des réformes institutionnelles relativement limitées face à une guérilla militairement affaiblie. Le mouvement politique qui en est issu obtient aux élections une place certes symbolique dans un pays où le pluralisme politique a été quasiment absent depuis la chute du gouvernement de Jacobo Arbenz en 1954, mais numériquement faible<sup>74</sup>.

Centré sur les dynamiques d'intrication qui existent entre transition démocratique et négociation de la fin d'un conflit armé interne, ce travail porte sur l'évolution du régime et des principaux acteurs politiques. Pour des raisons qui ont déjà été exposées, il ne s'agit pas de faire uniquement l'analyse de l'évolution de la politique gouvernementale en matière de paix et de sécurité, ou celle de la transformation interne de l'organisation de guérilla en parti politique. De ce fait, le travail ne repose pas sur des techniques de recherche permettant de comprendre l'évolution des représentations des membres des anciennes guérillas, au travers d'entretiens

---

<sup>74</sup> Au Guatemala, lors des élections de 1995, des mouvements politiques et sociaux avaient été à l'initiative de la création du *Frente Democrático Nueva Guatemala* (FDNG), coalition qui bénéficie du concours discret des organisations de guérilla. Il obtient 7,7 % des voix à l'élection présidentielle, 6 députés et 8 mairies. Après les accords de paix de 1996, la *Unión Revolucionaria Nacional Guatemalteca*, structure de coordination des mouvements de guérilla, devient un parti politique et se présente en coalition avec le FDNG aux élections de 1999,

longs, voire de reconstitutions d'histoire de vies, malgré tout l'intérêt représenté par ces méthodes. La démarche méthodologique retenue a combiné la réalisation d'un certain nombre d'entretiens, de type semi-directif, dont le contenu a été confronté avec des discussions avec des chercheurs et des experts, principalement dans les deux pays, l'exploitation de la documentation primaire, des publications officielles et des archives des organisations de guérilla et des gouvernements, et le dépouillement de la presse nationale de chaque pays<sup>75</sup>. Les entretiens ont été réalisés auprès d'anciens responsables des organisations de guérilla, parfois encore en activité comme responsables soit des partis surgis des guérillas, soit de fondations chargées d'accompagner les programmes de réinsertion, ancien que d'anciens responsables des commissions de négociation gouvernementales ou de responsable toujours en activité des programmes de réinsertion<sup>76</sup>.

Afin de comprendre la signification de l'abandon du recours à la violence armée dans le cadre d'évolution politiques vers des pratiques plus démocratiques en Colombie et au Salvador, ce travail se structure en trois parties principales, et neuf chapitres.

La **première partie** pose les jalons théoriques et historiques nécessaires à l'analyse comparée des deux cas.

Le **chapitre 1** est centré sur les questions de la violence politique et de sa résorption. Il discute les perspectives théoriques de la violence politique, de l'insurrection révolutionnaire en

---

sous le nom de *Alianza Nueva Nación*. Le candidat de ce parti obtient 12,3 % des voix aux présidentielles de 1999, et le parti obtient 9 députés sur 112 et 12 mairies. L'alliance électorale éclate néanmoins rapidement.

<sup>75</sup> Les principaux journaux des deux pays ont été consultés, en particulier, en Colombie, les quotidiens *El Tiempo*, *El Espectador*, les hebdomadaires *Semana* et *Cambio 16*, la revue *Foro*, et au Salvador *La Prensa Gráfica*, *El Diario de Hoy*, *El Diario Latino* ainsi que l'hebdomadaire *Proceso* et la revue *Tendencias*.

<sup>76</sup> Ces entretiens ont été réalisés pour la plupart lors de différents voyages effectués en Colombie (printemps 1995, printemps 1996, toute l'année 1997) et au Salvador (automne 1995, automne 1996). Trois entretiens ont été faits à Paris, Londres et Madrid, auprès des anciens responsables de la guérilla colombienne au moment où ils ont été en poste dans les représentations diplomatiques colombiennes. La liste des personnes interviewées est reproduite en annexe. Sur les entretiens de dirigeants, cf. COHEN (Samy), *L'art d'interviewer les dirigeants*. Paris : PUF, 1999, 277 p.

Amérique latine, et des raisons et des conséquences de sa transformation en un conflit prolongé dans certain cas, et, enfin, des modalités de sa résorption par un processus négocié, à travers les théories de la négociation et des processus de paix. Le **chapitre 2** porte davantage sur les transitions démocratiques. Le modèle développé pour les autres cas latino-américains est discuté au regard du rôle joué dans les cas considérés par les mobilisations collectives et/ou par la violence politique, afin de comprendre les enjeux théoriques de la signification pour ces processus de l'articulation entre la transition démocratique et la démobilisation des acteurs armés. Enfin, le **chapitre 3** rappelle, de manière comparée, les contextes historiques des deux pays pour comprendre à la fois l'évolution des régimes politiques, leur capacité d'intégration, ou au contraire les mécanismes d'exclusion des acteurs politiques contestataires et les modalités de la transformation de l'insurrection révolutionnaire vers le prolongement du conflit armé interne.

La **deuxième partie** analyse de manière comparée le passage de la révolution par les armes à la paix négociée, totale au Salvador, partielle en Colombie, en s'interrogeant sur la nature des relations entre gouvernements et guérillas. Le parallélisme qui existe dans les tentatives de résolution du conflit interne permet de différencier les cas considérés des autres situations latino-américaines comparables, et en particulier du Guatemala, du Pérou et du Nicaragua.

Le **chapitre 4** est centré, de manière comparée sur les deux pays, sur les tentatives fondées sur le volontarisme des gouvernants, où la discussion avec la guérilla est incluse dans un large dialogue national, qui doit conduire, par un dépassement des institutions politiques existantes, à des réformes politiques et sociales, en particulier sur les questions agraires, permettant la fin du conflit. Les échecs du réformisme conduisent à la mise en œuvre de stratégies opposées, étudiées dans le **chapitre 5**, toujours de manière comparée sur les deux cas, qui passent par la mise en œuvre de politiques technocratiques de légitimation des régimes, à la seule initiative des gouvernements en place, et sans discussions avec les guérillas, par la

constitution d'une scène électorale au Salvador, par la mise en œuvre de réformes politiques limitées et de politiques sociales partielles en Colombie. Cette modalité échoue tout autant que la première, et les deux pays se trouvent à la fin des années 1980 dans une situation de conflit interne plus prononcé qu'une décennie plus tôt, sans possibilité apparente de résolution. Dans les deux cas, néanmoins, les échecs de ces deux stratégies indiquent qu'une solution au conflit interne ne peut être trouvée que par des discussions directes avec les guérillas, mais qui dont le contenu doit prendre pour base les institutions existantes. Le **chapitre 6** est consacré à l'analyse du cas colombien, et aux modalités de rencontre entre deux processus initialement séparés, celui de la négociation entre le gouvernement et certains groupes de guérilla, d'une part, celui de la conception de nouvelles institutions, par le processus qui va conduire à l'élection d'une Assemblée constituante, d'autre part. Le **chapitre 7** porte sur le Salvador, sur les négociations qui vont conduire à la signature des Accords de paix, sur leur mise en œuvre, et sur la transformation de la guérilla en parti politique. Dans les deux cas, davantage que sur les modalités de la négociation en elle-même, l'accent est mis sur la capacité des acteurs politiques, et en particulier des guérillas, à influencer dans les discussions la reconfiguration des institutions, et sur l'influence de ces transitions particulières sur les premières participations institutionnelles des partis politiques issus des anciennes guérillas.

Enfin, la **troisième partie** s'interroge quant à elle sur la portée et la signification de ces expériences, et sur les raisons des trajectoires divergentes des deux cas par-delà la stricte période de la résolution négociée.

Le **chapitre 8** analyse le devenir politique et institutionnel des mouvements politiques surgis des anciennes guérillas, et leur capacité à pérenniser leur présence. Leurs actions doivent alors parvenir à se différencier des temporalités et des dynamiques particulières du conflit et de sa résolution, et refléter les évolutions politiques postérieures. En Colombie, l'incapacité de l'ADM-19 à s'extraire du cadre de la rénovation des institutions politiques va signifier sa défaite

politique, l'éclatement du collectif qu'elle avait constitué, et la dispersion de ses principaux animateurs. Cette disparition se double d'une incapacité à exister de manière autonome pour accompagner les programmes de réinsertion. Au Salvador, par contre, les secteurs les plus orthodoxes du FMLN s'imposent durablement dans le panorama politique national, par leur capacité à dépasser le double héritage de la lutte armée et du processus de paix, du fait d'un renouvellement, qui ne va pas sans difficultés, de leur discours et de leurs pratiques. Leur accompagnement des programmes de réinsertion est ainsi révélateur de cette orientation. Alors que ces derniers sont très majoritairement tournés vers la terre, reflétant une temporalité liée au conflit armé, le parti oriente son action de plus en plus vers les enjeux de l'après-guerre, creusant de ce fait une distance progressive. Le **chapitre 9** entend revenir sur les effets des modalités de transitions démocratiques et de résolution de conflit interne sur la question de l'opposition et de la radicalité politique. Au Salvador, dans un contexte pacifié, le FMLN se voit remis en cause par l'expression de radicalités nouvelles, à l'image de sa difficulté à repenser ses relations avec les syndicats ou à intégrer dans ses pratiques des revendications féministes qu'il prétend représenter. En Colombie, le processus de paix n'est que partiel. Cela conduit à s'interroger sur les effets à terme des modalités de résolution du conflit pour les organisations de guérilla encore actives, et à expliciter les raisons pour lesquelles les différentes tentatives de négociation menées postérieurement n'ont conduit qu'à voir se développer le conflit interne.

Les annexes en fin de travail présentent une chronologie résumée des deux processus, des résultats électoraux obtenus par les partis politiques issus des anciennes guérillas et des données macro-économiques. Des cartes politico-administratives des deux pays sont placées au début du troisième chapitre<sup>77</sup>.

---

<sup>77</sup> Les textes des accords de paix dans les deux pays, de facile accès documentaire, n'ont pas été reproduits. Ils sont consultables pour le Salvador *in* The United Nations and El Salvador, 1990-1995. New York : Département d'information des Nations unies, 1995, *op. cit.*, p.193-222 et pour la Colombie *in* Acuerdos de paz. Bogotá : Programa para la Reinserción, Centro de Documentación para la paz, 1995, 117 p.

## PRÉCISIONS DE NOMENCLATURE ET TRADUCTION

Dans cette thèse, les graphies espagnoles des noms géographiques ont été respectées (Bogotá, Medellín, Panamá, Venezuela, Morazán, San José), sauf dans les cas où le terme a été officiellement francisé. En espagnol, le nom officiel du Salvador est « *República de El Salvador* », et le nom usuel « *El Salvador* », avec le respect, en toutes circonstances de l'article initial – cet usage est respecté dans les reproductions de textes en espagnol (« *el gobierno de El Salvador* »). En français, l'appellation du pays est « République du Salvador », et de manière usuelle « Salvador » (et non « République d'El Salvador » et « El Salvador »), avec les élisions de l'article qui s'imposent (« le gouvernement du Salvador »), conformément à l'usage préconisé par les instances officielles françaises en matière de toponymie<sup>78</sup>.

De même, les noms d'organisations politiques, et leurs sigles respectifs (*Movimiento 19 de Abril (M-19)*, *Ejército Popular de Liberación (EPL)*, *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN)*), les appellations courantes d'époques ou d'événements historiques particuliers (la *Violencia*, la *Matanza*) ont été laissés en espagnol. Par contre, l'ensemble des citations de textes académiques, sources documentaires, entretiens ont été traduits de l'espagnol ou de l'anglais en français. Lorsque la traduction ne rendait que partiellement l'idée ou l'expression, le texte est également reproduit dans la langue originelle.

---

<sup>78</sup> La Liste des pays et capitales du monde établie en 2001 par la Commission de Toponymie de l'Institut Géographique National préconise, dans ce cas, l'appellation « Salvador » et « République du Salvador ». Le Bulletin de Terminologie des Nations unies, suggère, quant à lui, en français, l'usage des termes « El Salvador » et de « République d'El Salvador », en parallèle à l'usage qui existe en espagnol.



**PREMIÈRE PARTIE**

**ANALYSER LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE ET LA  
POSSIBILITÉ DE SA RÉSORPTION NÉGOCIÉE**

## INTRODUCTION

« Si le pouvoir est rarement au bout du fusil, comme en témoigne l'échec de la plupart des mouvements armés latino-américains après Cuba, les réformes politiques et sociales, voire l'instauration de la démocratie, sont parfois des retombées inattendues des soulèvements révolutionnaires. Ainsi par une sorte de ruse de la raison politique, c'est l'insurrection léniniste qui a accouché (...) de la 'démocratie bourgeoise'. Le pluralisme politique et l'État de droit sont (...) les conséquences indirectes et inavouées des guerres intestines. Certes, il n'y a pas eu de nouveau Cuba. (...) Mais non seulement il n'y a eu à l'intérieur de chacun de ces pays en guerre 'ni vainqueur ni vaincu', mais les guérillas ont finalement imposé non le socialisme, mais certaines de leurs revendications prioritaires en matière agraire (et) politique »<sup>79</sup>.

Comme cela a été mentionné en introduction générale, le choix de ne retenir que deux cas, le Salvador et la Colombie, et d'écarter les autres situations latino-américaines proches, répond à la volonté de comprendre cette « ruse de la raison politique » évoquée par Alain Rouquié. Il s'agit bien de s'interroger sur les processus d'évolution d'une insurrection à caractère révolutionnaire de la part d'un mouvement de guérilla qui s'est transformée en un conflit prolongé pendant plusieurs années et qui a conduit finalement à une solution négociée, comprenant à la fois la fin du conflit armé et la réforme des institutions politiques dans le sens d'une plus grande démocratisation. Et dans ce panorama institutionnel nouveau les anciennes guérillas devenues partis politiques concourent aux urnes, non sans succès, face à leurs ennemis de la veille.

D'autres pays d'Amérique latine ont également connu des situations de conflits armés internes prolongés, comme le Pérou et dans une moindre mesure le Guatemala. Mais la guérilla y

a été finalement défaite dans le premier cas et très affaiblie dans le second. Si les mouvements révolutionnaires ont été incapables de s'imposer militairement comme à Cuba et au Nicaragua, la guérilla a néanmoins réussi au Salvador, et dans une certaine mesure en Colombie, à perdurer comme acteur armé dans le cadre d'un conflit prolongé, puis à transformer sa capacité militaire en force politique pour peser sur les modalités d'une sortie négociée du conflit. Si le cas guatémaltèque a été écarté, c'est parce qu'il apparaît davantage comme un résultat de l'extension par la communauté internationale des formes de résolution de conflits internes. La force militaire de la guérilla étant bien moindre, celle-ci n'a pu peser de la même manière sur le contenu substantif des accords et est devenue un parti politique de deuxième ordre. Au Nicaragua, les diverses négociations entre le gouvernement sandiniste et la *contra*, dans un premier temps, puis après 1990 entre le gouvernement de Violeta Chamorro et différents mouvements armés ont d'emblée différencié ce qui relevait de la transition démocratique, processus clôt par l'alternance électorale de 1990, et ce qui concernait la démobilisation des différents groupes insurgés.

Ces différences ne remettent pas en cause l'intérêt de la comparaison entre les résolutions concertées des conflits armés dans les différents pays latino-américains, et en particulier ceux de l'isthme, dès lors que cette comparaison porte sur les modalités en tant que telles de règlement des conflits armés, ou bien lorsqu'elles s'interrogent sur le lien entre démocratisation et démilitarisation et soulignent les particularités de ces processus par rapport à d'autres cas de résolutions de conflits, et à d'autres formes d'évolution vers la démocratie<sup>80</sup>. Cette étude porte davantage sur les particularités politiques des deux cas salvadorien et colombien, et sur l'évolution de la relation entre le gouvernement et la guérilla pendant le conflit, puis sur la

---

<sup>79</sup> Cf. ROUQUIÉ (Alain), Amérique latine, introduction à l'Extrême-Occident, *op. cit.*, p.300-1. Souligné par l'auteur.

<sup>80</sup> À l'image de deux ouvrages récents, ARNSON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America, *op. cit.* et MONTGOMERY (Tommie Sue), Peacemaking and democratization in the western hemisphere. Coral Glabes : North South Center Press, University of Florida, 2000, 334 p. qui tous deux réfléchissent de manière comparée aux

transformation de la guérilla en parti politique dans ce cadre. Ces processus se sont réalisés avec des enchevêtrements forts entre la démocratisation et la démilitarisation.

L'aboutissement à une solution négociée ne relève dans aucun des deux cas d'une rencontre miraculeuse et soudaine entre gouvernements et guérillas. Le contact a été permanent dès l'origine de ces conflits, les guérillas s'affirmant d'emblée comme des concurrents pour le pouvoir, les gouvernements répondant à cette mise en cause par des voies à la fois militaires et politiques. C'est là encore une spécificité commune des deux conflits étudiés, qui permet de comprendre qu'un arrangement concerté reposant sur une réforme institutionnelle soit possible.

En effet, face à l'existence de guérillas plus ou moins fortes, les réponses étatiques ont été d'abord militaires dans la très grande majorité des pays d'Amérique latine (répression des mouvements insurrectionnels par des unités des forces armées, de la police, dans certains cas de mouvements paramilitaires). Dans certains pays, ces solutions ont parfois évolué vers la prise du pouvoir politique par les militaires, légitimés par leur victoire sur les guérillas. Cela a été le cas dans la quasi-totalité de l'Amérique du sud dans la période 1962-1976. Le Guatemala et le Pérou sont les exemples les plus récents d'une réponse avant tout militaire. Dans un nombre limité de cas, la réponse sera davantage politique, les mécanismes clientélistes de cooptation permettant au niveau local d'isoler rapidement la guérilla des communautés rurales où elle agit, tandis qu'au niveau central des ouvertures contrôlées donnent la possibilité aux dirigeants des guérillas de participer à la vie institutionnelle, comme cela a été le cas au Venezuela, déjà cité, ou dans un cadre moins institutionnalisé au Mexique<sup>81</sup>.

---

différentes expériences latino-américaines de règlement de conflits internes. Les apports de ces travaux sont discutés dans le chapitre 2.

<sup>81</sup> Pour comprendre les guérillas au Mexique dans les années soixante et soixante-dix, deux romans peuvent être utiles parce que, en dépit de leur caractère de fiction, ils montrent bien les stratégies déployées par le pouvoir pour détruire des mouvements faibles militairement mais avec un certain soutien paysan, le premier montrant la cooptation des cadres au sein de l'appareil d'État, le deuxième la combinaison de la violence et de l'action civique auprès des communautés rurales. Cf. respectivement AGUILAR CAMIN (Hector), *La guerra de Galio*. Madrid : Alfaguara, 1994 (1<sup>è</sup> éd. 1990), 547 p. et MONTEMAYOR (Carlos), *Guerras en el paraíso*. Mexico : Diana, 1991, 380 p.

Or tant en Colombie qu'au Salvador, pour des raisons analysées plus loin, la réaction de l'État a été double, simultanément politique et militaire. D'une part, les Forces Armées ont été renforcées tant en équipement qu'en effectifs, professionnalisées, entraînées spécifiquement pour la lutte anti-subversive et se sont engagées dans des batailles importantes avec la guérilla. Ce renforcement ne s'est pas traduit pour autant en une participation directe au pouvoir politique<sup>82</sup>. En second lieu, les gouvernements assument ouvertement des politiques de légitimation de leurs propres institutions, en instaurant, ou en renforçant, avec des succès variables, des mécanismes de représentation propres au modèle de la démocratie libérale, en mettant en œuvre des politiques de redistribution sociale à forte visibilité, en offrant, enfin, à partir des mécanismes légaux existants, des propositions d'amnistie et de dialogue. Ces politiques de réforme et d'ouverture sont constamment présentées comme une réponse aux défis et aux menaces que constituent les guérillas révolutionnaires.

Face à cette attitude, les mouvements de guérilla ont dû à leur tour s'adapter à cette forme dédoublée d'action, développer leur capacité militaire pour pouvoir continuer à exister, tout en adaptant leur discours et leurs pratiques à des évolutions politiques et institutionnelles non prévues. La prolongation du conflit aboutit en grande partie à modifier les contextes initiaux, dont les limitations, politiques, sociales ou économiques, servaient de justification à l'insurrection. Comme première et rapide illustration de cet aspect, les guérillas dans les deux pays ont modifié progressivement leur discours sur les élections, tenues initialement pour non représentatives car entachées de fraude. Celles-ci furent donc empêchées, lors de l'insurrection

---

<sup>82</sup> On assiste dans les deux cas à une subordination des forces armées au pouvoir civil qui se concrétise dans une autonomisation des forces armées dans les domaines de la sécurité et du contrôle de l'ordre public, avec des conflits de compétence entre état-major militaire et autorités civiles, en particulier au niveau local, et menaces voilées de coup d'État, mais sans véritable contestation de l'ordre institutionnel. La seule exception constitue la période des juntas au Salvador entre 1979 et 1982, pendant laquelle des représentants de l'armée participent au gouvernement, mais avec des civils. Sur l'évolution des forces armées pendant les années de conflit, voir pour le Salvador WALTER (Knut), WILLIAMS (Philip), Militarisation and demilitarisation in El Salvador's transition to democracy. Pittsburgh : University of Pittsburgh, 1997, 244 p. et sur la Colombie, LEAL BUITRAGO (Francisco), El oficio de la guerra. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1994, 298 p.

ou des phases les plus actives de la confrontation militaire, et acceptées lorsqu'elles apparurent comme une possibilité effective de choix (élections législatives au Salvador en 1989 auxquelles participent pour la première fois des partis de gauche précédemment alliés à la guérilla), ou comme l'occasion de rénover les institutions (élections pour l'Assemblée constituante en 1990 en Colombie), voire utilisées dans une stratégie à la fois politique et militaire (élections locales en Colombie à partir de 1986 auxquelles se présentent des candidats issus d'un parti lié à une guérilla encore en activité).

C'est bien parce que le conflit interne est imprégné de cette compétition pour le pouvoir entre gouvernements et guérillas qu'il est possible d'aboutir à un règlement où la démocratisation et la démilitarisation se retrouvent effectivement enchevêtrées. Cette première partie, structurée en trois chapitres, est consacrée à l'explicitation théorique de ces deux processus, et aux questionnements posés par leur conjonction, qu'est consacrée. Les deux premiers cherchent à discuter les apports, pour l'étude comparée des deux cas retenus, des réflexions théoriques sur la violence politique et la possibilité de sa résorption, d'une part, des transitions à la démocratie et de la manière d'y inclure la reconnaissance de l'abandon du recours à la violence comme un élément central, d'autre part. Un troisième temps rappelle le contexte historique qui a conduit aux processus de résolution négociée du conflit qui font l'objet de cette thèse.

Les mouvements de guérilla apparaissent comme des formes spécifiques de recours à la violence armée pour prendre le pouvoir dans un objectif révolutionnaire. Il convient dès lors d'approfondir les analyses qui étudient le surgissement de ces formes d'action politique à des moments particuliers de l'histoire politique latino-américaine. Pourtant, la lutte révolutionnaire armée est vaincue dans la plupart des cas. Elle n'est parvenue à triompher du régime contre lequel elle s'est insurgée qu'à Cuba et au Nicaragua. Au Salvador, et en Colombie, à l'image du Guatemala et du Pérou, l'échec de l'insurrection initiale a néanmoins conduit à un conflit armé

interne prolongé, ce qui conduit à modifier la manière dont il faut étudier la guérilla et sa relation à la société dans laquelle elle se développe et au régime auquel elle s'affronte. Or cette insurrection prolongée a débouché sur une solution négociée. Il convient de ce fait de lier ces situations aux analyses de négociations, résolutions de conflit et construction de la paix dans d'autres situations de conflits prolongés. Ces trois premières étapes, insurrection, transformation en conflit prolongé, recherche d'une solution négociée structurent les jalons théoriques à travers lesquels il est possible de comprendre l'évolution des guérillas colombiennes et salvadoriennes (Chapitre 1).

Contrairement à de nombreuses autres expériences de résolutions de conflit, les situations salvadoriennes et colombiennes se caractérisent par un très important processus de réforme des institutions, dans le sens d'une démocratisation effective, évolution à la fois établie et nourrie par les négociations de paix. Ce processus doit être compris au regard des expériences de transitions démocratiques que le reste des pays latino-américains a connu quelques années plus tôt. Si les résultats institutionnels de ce processus sont en effet à peu près similaires (généralisation de l'État de droit, organisation d'élections totalement pluralistes, respect et transparence des procédures), et que l'on peut effectivement parler de transition démocratique pour le Salvador et de très importante rénovation des institutions démocratiques en Colombie, le contexte dans lequel se déroule cette transition doit conduire à différencier l'analyse. En effet, le modèle d'analyse des transitions démocratiques appliqué au reste des pays latino-américains sous-estime le rôle des mobilisations politiques et sociales et néglige la reconnaissance de l'abandon de la violence politique comme pilier fondamental du processus d'évolution institutionnelle.

Cette situation a conduit certains auteurs à appliquer l'analyse stratégique des transitions démocratiques à l'étude du comportement et des décisions des acteurs révolutionnaires armés et des gouvernements dans des situations dans lesquelles des transitions démocratiques intègrent une résolution du conflit interne, ou à intégrer les contraintes de la démilitarisation dans les

étapes de la démocratisation. Il est proposé ici de prolonger cette analyse, afin de comprendre à la fois comment la prolongation du conflit interne a conduit à une évolution des principaux acteurs sociaux et politiques, les élites sociales et politiques, d'un côté, les guérillas de l'autre, sur les questions des conditions de la réalisation de la paix et de l'intégration à la vie institutionnelle de l'ancienne guérilla dans des régimes politiques rénovés. L'existence d'une forme particulière de transition démocratique, qualifiée par certains auteurs de « transition insurgée »<sup>83</sup>, et la pertinence de l'application de ce modèle aux cas ici considérés, constituent l'étape finale de cette discussion théorique sur les liens entre démocratisation et démilitarisation (Chapitre 2).

Enfin, le dernier chapitre de cette partie est consacré à une présentation détaillée de l'émergence et de l'évolution de mouvements révolutionnaires armés dans les deux pays, depuis l'échec de l'insurrection initiale jusqu'à la transformation en un conflit armé prolongé. Il ne s'agit pas de faire une histoire politique des mouvements de guérilla en tant que tels, mais plutôt de comprendre l'évolution de leur relation à l'État et de la place qu'ils occupent dans les systèmes politiques nationaux, en particulier par rapport aux oppositions légales et civiles. Dans les deux cas, en effet, les formes du régime politique qui ont marqué la deuxième moitié du vingtième siècle, et qui vont être profondément modifiées par les effets institutionnels des processus de paix, surgissent de l'existence de deux manières différentes de régler une période de violence interne. Comme il est analysé plus en détail, au Salvador, la *Matanza* de 1932, massacre d'une insurrection indigène, rurale, à laquelle se rallie tardivement le Parti communiste, conduit à la mise en place d'un régime où militaires et élites agroexportatrices se partagent implicitement les rênes du pays. En Colombie, la *Violencia*, conflit fratricide et sanguinaire entre libéraux et conservateurs, où l'existence d'une guérilla communiste trouve ses racines, même si elle est

---

<sup>83</sup> WOOD (Elisabeth J.), Forging democracy from below, insurgent transitions in South Africa and El Salvador. *op. cit.*



encore marginale, conduit d'abord à l'exceptionnel régime militaire du général Rojas Pinilla, puis surtout au régime démocratique d'accord bipartisan du *Frente Nacional*. Or, ces deux expériences se traduisent par l'exclusion durable, ou la marginalisation, de la gauche politique. Le surgissement progressif de mouvements de guérilla correspond dans les deux pays au fait qu'une expression radicalisée de contestation au régime puisse apparaître comme une forme d'opposition, puis s'imposer comme la seule expression possible, face à l'incapacité d'autres mouvements politiques de se structurer et à la difficulté du régime à se réformer. Dans des contextes régionaux et internationaux bouleversés, l'existence de ces mouvements armés, jusque là plus ou moins marginaux, va acquérir une dimension nouvelle (Chapitre 3).

L'explicitation théorique de l'insurrection armée, de sa transformation en conflit prolongé, de son insertion dans un cadre négocié qui suppose une rénovation importante des institutions, illustrée par la mise en lumière des contextes nationaux particuliers, et de la place occupée par les mouvements de guérilla au tournant des années quatre-vingt, permet de comprendre ce qui est analysé dans la deuxième partie. Le conflit interne qui se propage dans les années quatre-vingt portait en germe dès l'origine le lien entre affrontement armé et possibilité d'un dialogue politique entre les parties sur la résolution du conflit, pour aboutir à un processus de paix négociée.

## CHAPITRE 1 : LES GUÉRILLAS AUX PRISMES DES INSURRECTIONS RÉVOLUTIONNAIRES, DE LA PROLONGATION DU CONFLIT ARMÉ ET DE LA NEGOCIATION DE LA PAIX

Les guérillas latino-américaines se caractérisent par la volonté de prendre les armes pour faire la révolution. Or la polysémie du terme « révolution » traverse le politique au point de rendre les phénomènes qu'il recouvre à la fois extrêmement visibles et très difficilement définissables. Cette situation se complique, pour le cas latino-américain, par un double biais : l'usage commun du terme en espagnol est plus générique qu'en français, et rend compte de tout changement politique brutal, à l'image de la compréhension qui existait en français jusqu'au dix-neuvième siècle<sup>84</sup> ; cette acception plus large a conduit à un usage immodéré du terme dans la politique latino-américaine, en particulier par les acteurs politiques eux-mêmes, pour désigner tout type de modification de la situation politique par rapport à un état antérieur, voire tout projet ou programme de changement.

Cette assimilation aboutit à d'importantes confusions, en particulier lorsqu'il s'agit d'étudier les guérillas<sup>85</sup>. Prenant constat de cette situation, Yvon Grenier récuse même l'utilité du

---

<sup>84</sup> Dans l'introduction de son ouvrage sur les révolutions en Amérique latine, Pierre Vayssière fait une comparaison du sens donné au mot « *revolución* » par plusieurs dictionnaires castillans, espagnols ou hispano-américains, et montre que l'usage renvoie à des situations de changement politique caractérisées par leur violence et leur tumulte, mais sans qu'en soit indiqué la connotation de changement radical qui existe dans le français contemporain. Cf. VAYSSIERE (Pierre), Les révolutions en Amérique latine. Paris : Le Seuil, 1991, 409 p. Le Dictionnaire Robert de la Langue Française remarque que « jusqu'au dix-neuvième siècle, 'révolution' désigne tout changement politique brutal ; il ne se distingue guère de coups d'État et n'implique pas comme de nos jours, des changements profonds dans la société » (Dictionnaire alphabétique et analogique de la Langue Française Le Robert, Paris : Société du nouveau Littré, 1970, vol.6, p.18).

<sup>85</sup> Ainsi, comme seul exemple, le même terme de révolution se retrouve dans les titres de deux travaux récents d'universitaires nord-américains, alors qu'ils étudient deux choses différentes : l'étude d'Eric Selbin porte exclusivement sur les gouvernements issus de révolutions (Cuba, Nicaragua, Grenade) (cf. SELBIN (Eric), Modern Latin American revolutions. Boulder : Westview Press, 1993, 244 p.) alors que celles de Timothy Wickam-Crowley ne couvrent que l'analyse des guérillas (cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Exploring revolution, essays on

terme, à la fois de façon générale pour son application à tout changement de régime<sup>86</sup>, et de façon spécifique pour étudier les guérillas, son usage introduisant un biais analytique important : « le concept de révolution, qui suggère la participation décisive de larges couches de la population (tout spécialement des masses ouvrières et paysannes) animées par une idéologie radicale de transformation de la société, recouvre généralement un processus récurrent dans l'histoire politique de l'Amérique latine : la mobilisation politique d'élites marginales, liées ou associées à une fraction dissidente des élites en place et cherchant à la base les supports qui leur font défaut au sommet (...) Il est préférable de les traiter comme des phénomènes spécifiques et importants, qui peuvent accompagner ou non la compétition violente pour le pouvoir, sous forme de coup d'État ou de guerre interne, et la réalisation de politiques radicales de transformation sociale »<sup>87</sup>. L'auteur ajoute que la participation décisive de secteurs de la bourgeoisie et des classes moyennes au succès de ces entreprises devrait renforcer encore plus la prudence dans l'usage du concept. Cette précaution lui fait préférer les termes de « guerre interne » ou « coup d'État » à celui de « révolution », selon que les situations de contestations violentes du pouvoir s'inscrivent ou non dans la durée.

Ces précautions sont d'autant plus utiles que dans tous les cas latino-américains, hormis à Cuba et au Nicaragua, et tout particulièrement dans les deux cas ici comparés, les mobilisations politiques à caractère révolutionnaire n'ont pas conduit à un régime révolutionnaire. De ce fait, les analyses théoriques qui cherchent à expliquer le phénomène révolutionnaire dans son

---

Latin American insurgency and revolutionary theory. London : Sharpe, 1991, 241 p. et WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Guerrillas and revolution in Latin America. Princeton : Princeton University Press, 1992, 424 p.)

<sup>86</sup> « Le concept de révolution, s'il doit être étudié en tant que représentation, mythe, idéologie ou croyance, est finalement peu utile comme concept opérationnel pour comprendre la vie politique latino-américaine contemporaine (...) il peut empêcher la compréhension, parce qu'il pare les phénomènes d'une valeur ajoutée qui les rend méconnaissables » in GRENIER (Yvon), « De l'inflation révolutionnaire, guerre interne, coups d'État et changements radicaux en Amérique latine », Etudes Internationales, 1, mars 1991, p.60

<sup>87</sup> *ibid.*, p.58.

ensemble<sup>88</sup> ne se révèlent pas utiles dans les cas considérés, si ce n'est pour confirmer les raisons de l'échec.

Cette précaution méthodologique ne doit pas conduire pour autant à l'excès inverse, celui de rejeter totalement toute utilité heuristique de la référence aux processus révolutionnaires pour l'analyse des cas étudiés.

Il est indéniable que les guérillas latino-américaines de la deuxième moitié du vingtième siècle participent d'une histoire politique marquée depuis l'indépendance par les tentatives, réussies ou non, d'interruptions par la violence de l'ordre institué. Cette situation peut conduire à considérer les guérillas comme des manifestations circonstanciées, et spécifiques à une époque et à un lieu donnés, d'une continuité historique, structurelle à la région, la recherche du renversement du pouvoir en place par la violence<sup>89</sup>.

Or cette perspective paraît réductrice à deux niveaux. D'une part, quant à sa perception d'un temps long qui serait marqué de façon permanente et intangible par l'agitation politique, vision à laquelle il est possible d'objecter qu'« au contraire le continent est marqué par son conservatisme. Plutôt que de propension révolutionnaire, il conviendrait de parler d'instabilité immobiliste, ou bien d'immobilité convulsionnaire »<sup>90</sup>. D'autre part, quant à sa réduction de la différenciation des guérillas par rapport à d'autres formes d'action politique violente, alors que

---

<sup>88</sup> Cet ensemble de travaux est bien trop large pour prétendre pouvoir être ici cité avec exhaustivité, tant ce domaine a été investi par les différents courants de la science politique et de la sociologie politique. En effet aux réflexions d'ensemble d'Hannah Arendt (ARENDR (Hannah), Essai sur la révolution, Paris : Gallimard, 1990 (1<sup>è</sup> éd. 1963), 475 p.), il conviendrait d'ajouter, parmi les contributions les plus connues, les tenants de la modernisation politique (HUNTINGTON (Samuel), Political order in changing societies, New Haven : Yale University Press, 1968, 488 p.), du fonctionnalisme (à l'image des travaux de Neil Smelser ou de Chalmers Johnson), ou enfin ceux qui appliquent aux acteurs collectifs les mécanismes du recours individuel à la violence politique (comme Ted Gurr, ou James C. Davies). Les travaux de sociologie historique occupent une place tout à fait particulière dans ce rapide tour d'horizon, à l'image des travaux de Theda Skocpol (SKOCPOL (Theda), États et révolutions sociales, Paris : Fayard, 1985 (1<sup>ère</sup> éd. en anglais : 1979), 486 p.) et de Barrington Moore (MOORE (Barrington), Les origines sociales de la démocratie et de la dictature, Paris : La Découverte, 1983 (1<sup>ère</sup> éd. en anglais 1966), 431 p.)

<sup>89</sup> C'est la perspective adoptée par Pierre Vayssière dans son histoire des révolutions en Amérique latine. Cf. VAYSSIERE (Pierre), Les révolutions en Amérique latine, *op. cit.*

<sup>90</sup> ROUQUIÉ (Alain), Amérique latine, introduction à l'Extrême-Occident, *op. cit.*, p.318.

les premières cherchent, au moins dans leurs buts, à affecter les structures de la société, tandis que les autres contestent seulement la composition du pouvoir<sup>91</sup>.

En Colombie et au Salvador, comme dans le reste de l'Amérique latine, les guérillas se perçoivent elles-mêmes comme des acteurs révolutionnaires, qui considèrent la lutte armée comme le moyen pour parvenir à une révolution politique et sociale. Quelles que soient les origines sociales de leurs membres, leurs expériences politiques passées, les références idéologiques invoquées, ces mouvements se différencient bien des autres tentatives de prise du pouvoir par les armes. Ils recherchent, avec ou sans succès, le soutien des masses populaires pour appuyer une lutte armée, comme garantie du succès de l'insurrection initiale, et veulent, une fois parvenus au pouvoir, mettre en pratique un changement fondamental des structures de la société. Cette justification politique de l'usage de la violence, quelle qu'en soit la validité par ailleurs, les distingue d'autres types d'acteurs collectifs ayant recours aux armes, comme des milices paramilitaires, voire des groupes de banditisme, ainsi que d'autres formes d'explosions sociales violentes, à l'image d'émeutes ponctuelles ou de soulèvements circonscrits.

C'est bien cette caractéristique qui permet d'assimiler les guérillas en Amérique latine, et particulièrement en Colombie et au Salvador, à des acteurs politiques révolutionnaires. Pourtant dans les deux cas considérés, l'impuissance initiale des insurrections à parvenir au pouvoir a conduit à un conflit armé, plus ou moins généralisé, qui s'est étendu sur plusieurs années et sur une partie significative du territoire du pays, mais qui n'a pas non plus permis aux guérillas de parvenir à la rupture révolutionnaire attendue, la prise du pouvoir et la mise en place d'un régime nouveau. C'est donc plutôt d'une modalité de lutte révolutionnaire prolongée en conflit armé interne, davantage que d'une révolution, qu'il convient de parler, ou, selon la formule d'Eduardo Pizarro, d'une « insurrection sans révolution »<sup>92</sup>.

---

<sup>91</sup> *ibid.*

<sup>92</sup> PIZARRO (Eduardo), *Insurgencia sin revolución, la guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada. op. cit.*

De ce fait, les références théoriques qui cherchent à comprendre le rôle des mobilisations collectives lors des situations révolutionnaires paraissent ici plus utiles<sup>93</sup> que celles qui ont proposé des cadres d'interprétation pour analyser les ruptures révolutionnaires. En effet, en centrant leur analyse sur ce qui se passe pendant une lutte révolutionnaire, ces auteurs ont réintroduit une réflexion temporelle sur le processus politique dans son ensemble. Ils font ainsi référence à deux moments, les *situations* révolutionnaires, période de l'affrontement armé entre différents groupes pour s'assurer le contrôle du pouvoir, et les *résultats* révolutionnaires proprement dits, après l'arrivée effective des groupes contestataires au pouvoir et le remplacement de l'ancien régime par de nouvelles structures de pouvoir.

L'intérêt de ces réflexions pour les cas étudiés est évident sur plusieurs aspects. D'une part, elles apportent une distinction sémantique pour l'emploi du terme « révolution » qui permet de limiter les confusions, sans toutefois remettre en cause cette référence. S'il y a bien, à des degrés divers, des moments de *situations révolutionnaires*, ni le Salvador ni la Colombie ne connaissent nullement de *résultats révolutionnaires*. D'autre part, la définition proposée par un auteur comme Charles Tilly sur les situations révolutionnaires correspond à la vision que les guérillas colombiennes et salvadoriennes ont de leur propre action. En effet, la notion de « souveraineté multiple » considérée par le sociologue nord-américain comme centrale pour qualifier ce moment, est en filiation directe avec les analyses des théoriciens de la révolution dont s'inspirent les dirigeants des guérillas pour rendre compte de la situation à laquelle ils sont parvenus, les réflexions de Lénine sur le double pouvoir, et surtout celles de Léon Trotski sur la « dualité des pouvoirs » comme moment de l'affirmation de deux pouvoirs rivaux, élément clef pour comprendre la révolution russe<sup>94</sup>.

---

<sup>93</sup> TILLY (Charles), From mobilization to revolution. Reading : Addison-Wesley, 1978, 349 p.

<sup>94</sup> Pour Léon Trotski, cette situation de « dualité des pouvoirs » ou « double pouvoir » résulte de l'équilibre instable lié à l'existence d'un conflit entre deux classes, parvenues chacune à détenir une part importante du pouvoir d'État, qui se manifeste dans une guerre civile. Elle peut conduire à la révolution ou à la contre-révolution, en fonction de

Or la particularité des guérillas comme le FMLN ou les différents groupes colombiens par rapport à d'autres exemples latino-américains ne réside pas dans le fait d'être des organisations qui recourent aux armes dans une intention révolutionnaire, celle de provoquer un changement radical, rapide et violent dans les structures politiques, sociales et économiques de leur pays<sup>95</sup>. Leurs expériences sont spécifiques parce que, dans un premier temps, elles réussissent à inscrire ce conflit armé dans le temps, sans parvenir à s'imposer, mais sans être non plus détruites, et dans un deuxième temps, elles utilisent le rapport de force militaire pour négocier avec les gouvernements en place leur légalisation comme partis politiques contre l'abandon de leurs armes dans le cadre d'un processus de réforme politique.

Or l'étude de mouvements révolutionnaires ayant fait le choix des armes puis ayant utilisé cette position de force pour négocier leur intégration dans des institutions qu'ils ont contribué à réformer est un domaine d'étude peu investi par les sciences sociales. La rareté de ce type de travaux s'explique sans doute pour deux raisons étroitement associées, la première liée à l'avènement historique ou non de ce type de situations, la seconde, sans doute la plus importante au niveau conceptuel, induite par le projet même qui est contenu dans le choix de l'insurrection armée de la part d'un mouvement révolutionnaire. En effet, ce choix suppose de parvenir à la conquête du pouvoir soit par la victoire militaire totale, et donc le renversement du pouvoir en place, soit par l'imposition de conditions à des gouvernements mis devant l'évidence de leur faiblesse politique et militaire, et de leur conséquente illégitimité. En faisant le choix des armes, les guérillas se positionnent elles-mêmes devant l'alternative qui devint le slogan des révolutions triomphantes « *La victoire ou la mort* ». Par la nature même du conflit armé entre guérillas et gouvernements, l'alternative de la négociation ne participait pas à l'univers des possibles, car

---

son évolution. Cf. TROTSKI (Léon), Histoire de la révolution russe. Paris : Seuil, 1950 (1<sup>è</sup> éd. en russe 1931-33), 510 p. et particulièrement le chapitre « La dualité des pouvoirs », p.251-260.

elle apparaissait, pour les premiers, comme la conservation du régime contre lequel elles luttait, c'est-à-dire la négation même de leur projet révolutionnaire, et pour les seconds comme la reconnaissance de la violence armée comme un instrument sinon légitime du moins valide pour obtenir la satisfaction de demandes sur la scène institutionnelle.

Victorieuses, en ce qui concerne l'Amérique latine, à Cuba en 1959 et au Nicaragua en 1979, les guérillas latino-américaines furent défaites militairement, ou se décomposèrent politiquement, partout ailleurs. Et aucune d'entre elles ne négocia une forme de participation à la vie institutionnelle dans un processus qui établissait une reconnaissance de fait des deux acteurs en tant qu'égaux, ou parfois renversait la hiérarchie au détriment du mouvement révolutionnaire. Les situations colombiennes et salvadoriennes apparaissent dès lors bien comme des exceptions au regard des autres cas. Ces caractéristiques inviteraient dès lors à établir une double monographie qui reposerait sur d'autres fondements que sur la comparaison de l'abandon négocié du recours à la violence politique par des mouvements révolutionnaires.

Il est fait ici l'hypothèse que cette comparaison peut être réalisée à partir d'une trame commune, en essayant de comprendre l'émergence des guérillas en lien avec les contextes politiques et institutionnels qui les ont vues surgir, les évolutions de leurs rapports avec l'État mais aussi avec les sociétés dans lesquelles elles agissent, les modalités d'action et de relation avec les autres acteurs politiques et sociaux, et les logiques internes de leur difficulté à parvenir à leurs buts par les armes. C'est à cette condition que l'on peut tenter de comprendre pourquoi, dans certains pays, les guérillas, malgré une force politique et militaire attestée par leur continuité sur plusieurs années ne sont pas parvenues à l'emporter, et pourquoi certaines d'entre elles, au Salvador et en Colombie, ont cherché à traduire une relation de force militaire en une dynamique politique civile pour réussir leurs transformations en partis politiques.

---

<sup>95</sup> L'orientation idéologique, davantage réformiste que véritablement révolutionnaire, du M-19 peut constituer une exception ponctuelle à cette affirmation. Cette discussion est reprise à plusieurs occasions dans les chapitres 3 à 7,



Eduardo Pizarro a montré combien l'analyse comparée de l'existence de guérillas en Amérique latine s'est construite principalement à travers l'étude de trois questions principales, qui renvoient à l'évolution temporelle de ces mouvements, les raisons de leur émergence, de leur consolidation ou de leur expansion, et enfin de leur succès ou échecs à renverser le pouvoir en place<sup>96</sup>. L'identification de ces trois étapes n'est pas une simple coupure chronologique. Elle suppose surtout de penser que chacune à des logiques spécifiques, et qu'il est dès lors possible de les aborder avec des questionnements et des démarches de recherche différentes. Pourtant, les orientations les plus importantes pour l'analyse de ces trois moments ne sont pas d'égale originalité. Le premier, l'étude de l'émergence de la guérilla, est généralement abordé au regard des explications sur le recours à la violence dans le politique, soit pour des individus, soit pour des groupes. Le dernier, l'analyse de leur réussite ou leur échec, s'inspire plus classiquement des études sur les révolutions, déjà évoquées plus haut. Le moment intermédiaire, celui où une insurrection révolutionnaire se consolide, tout en ne réussissant pas (ou pas encore) à parvenir au pouvoir, constitue l'étape à propos de laquelle l'orientation théorique des études les plus importantes est sans doute la moins originale : si elle a fait l'objet d'analyses comparées, elle n'est néanmoins généralement abordée que comme un décalque négatif de l'étude du triomphe des révolutions. Elle est rarement analysée en tant que telle, l'ouvrage d'Eduardo Pizarro et les travaux de Timothy Wickham-Crowley constituant en ce sens de rares exceptions, toutes deux d'ailleurs inspirées des analyses de Charles Tilly.

Afin de comprendre les expériences colombiennes et salvadoriennes, et en particulier leur évolution finale différente par rapport aux autres cas, les différentes étapes indiquées par Eduardo Pizarro vont être analysées successivement, mais dans un ordre légèrement modifié. Dans un premier temps, l'interrogation sur le contexte de l'émergence des guérillas est liée à la

---

raison pour laquelle elle n'est pas davantage développée ici.

<sup>96</sup> PIZARRO (Eduardo), *Insurgencia sin revolución*. *op. cit.*

recherche de l'analyse des causes d'une victoire militaire à Cuba et au Nicaragua. La Colombie et le Salvador, comme le Pérou, ou dans une moindre mesure le Guatemala, sont des cas spécifiques où l'échec initial de l'insurrection a conduit à une prolongation du conflit armé sur plusieurs années, ce qui a eu pour résultat de modifier en profondeur la nature des guérillas, de leurs relations avec l'État et avec les sociétés dans lesquelles elles se sont développées. Cet aspect est analysé dans un deuxième temps. Finalement, le chapitre aborde les analyses sur les résolutions négociées de conflits armés internes, à partir de la multiplication récente de ce genre d'expériences, pour comprendre les spécificités éventuelles des situations colombienne et salvadorienne. C'est à travers l'évaluation des approches théoriques sur chacun de ces trois moments, pour l'ensemble des situations semblables, et tout particulièrement pour l'Amérique latine, que ce premier chapitre est construit, afin de proposer des cadres théoriques pour la compréhension de l'évolution des processus étudiés.

#### *A. LES GUERILLAS LATINO-AMERICAINES OU L'IMPATIENTE ILLUSION DE LA REVOLUTION*

Afin de comprendre les spécificités des cas colombien et salvadorien, il est nécessaire de les analyser au regard de l'histoire récente des guérillas révolutionnaires en Amérique latine et de la manière dont elles ont été étudiées. Assez paradoxalement, et sans doute à cause du fort contenu mythique des guérillas latino-américaines, la variété des analyses académiques comparées dont elles font l'objet en science politique ou en sociologie n'est pas à la mesure de leur forte médiatisation ni des nombreuses publications de témoignage à leur sujet<sup>97</sup>. Les

---

<sup>97</sup> À partir de la fin des années 1960, les textes de témoignage ou les récits journalistiques abondent sur les guérillas latino-américaines. Pour un exemple significatif de cette littérature de témoignage, cf. LARTEGUY (Jean), Les guérilleros. Paris : Solar, 1967, 443 p. Les textes de témoignage les plus représentatifs et les plus influents sont sans aucun doute les écrits d'Ernesto Che Guevara et de Régis Debray. Pour les publications en français, publiés au

principaux travaux d'histoire politique contemporaine ou de science politique restituent généralement les contextes généraux dans lesquels elles évoluent, en les insérant dans une discussion plus générale sur la révolution<sup>98</sup>, ou sur l'évolution de la gauche latino-américaine<sup>99</sup>. Quelques ouvrages se livrent à une description plus proche du récit que de l'analyse<sup>100</sup>, voire à une entreprise quasi encyclopédique de catalogage<sup>101</sup>.

Plus rares sont les travaux qui, centrés exclusivement sur les mouvements de guérilla, s'interrogent sur les raisons de leur émergence, de leur réussite à parvenir à la victoire révolutionnaire finale, de leurs échecs ou de leur évolution dans le contexte d'une guerre interne<sup>102</sup>. Cette dernière approche théorique, qui domine l'analyse récente des expériences de guérillas latino-américaines, s'est faite au détriment d'autres, et en particulier de la compréhension de leur fonctionnement comme organisations, de leur mode d'action et de leurs

moment de l'émergence des mouvements, cf. l'entretien entre François Maspéro et Douglas Bravo sur l'expérience vénézuélienne (BRAVO (Douglas), Avec Douglas Bravo dans les maquis vénézuéliens. Paris : Maspéro, 1968, 80 p.), celui de Régis Debray sur l'Uruguay (DEBRAY (Régis), Nous les Tupamaros. Paris : Maspéro, 1971, 252 p.) ou encore le journal anonyme d'un guérillero colombien (Journal d'un guérillero. Paris : Seuil, 1968, 125 p.). Les travaux de Gérard Chaliand constituent la réflexion la plus achevée sur la guérilla à partir d'une perspective initiale de reportage, bien qu'il ne les limite pas à l'Amérique latine ; cf. CHALIAND (Gérard), Stratégies de la guérilla. Paris : Gallimard, 1994 (1<sup>ère</sup> éd. 1984), 938 p. et CHALIAND (Gérard), Voyage dans vingt ans de guérilla. Paris : Aube, 1988, 215 p.

<sup>98</sup> Pour des ouvrages caractéristiques de cette approche, cf. GANDOLFI (Alain), Les luttes armées en Amérique latine. *op. cit.* ; VAYSSIERE (Pierre), Les révolutions en Amérique latine. *op. cit.* ou PEREYRA (Daniel), Del Moncada a Chiapas, historia de la lucha armada en América Latina. Madrid : La Catarata, 1994, 256 p.

<sup>99</sup> Il s'agit généralement de retours critiques, de la part d'intellectuels latino-américains, sur l'évolution de la gauche. Les ouvrages les plus symptomatiques étant RANGEL (Carlos), Du bon sauvage au bon révolutionnaire. *op. cit.* et plus récemment CASTAÑEDA (Jorge), La utopía desarmada. *op. cit.*, où l'histoire de la gauche latino-américaine, et essentiellement de la gauche armée, est restituée, dans un récit très informé, mais plus riche en anecdotes qu'en analyses, pour aboutir à une nouvelle proposition programmatique. Pour une vision plus académique, cf. CARR (Barry), ELLNER (Steve), The Latin American left from Allende to Perestroïka. Boulder : Westview, 1993, 256 p.

<sup>100</sup> Cf. GOTT (Richard), Guerrillas movements in Latin America. London : Nelson, 1970, 452 p. L'ouvrage, classique sur les guérillas latino-américaines, est essentiellement un récit sur l'émergence et destruction des premiers mouvements de guérilla latino-américains, et tout particulièrement de la guérilla du Che Guevara en Bolivie.

<sup>101</sup> Pour un exemple parmi d'autres, cf. GROSS (Liza), Handbook of leftist guerrilla groups in Latin American and the Caribbean. Boulder : Westview, 1995, 165 p.

<sup>102</sup> À l'ouvrage d'Eduardo Pizarro déjà cité, il convient d'ajouter les travaux de Timothy Wickham-Crowley qui constituent sans doute les analyses comparées les plus achevées sur les guérillas latino-américaines, à partir de l'interrogation sur leurs succès et leurs échecs. Cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Exploring revolution. *op. cit.* et WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Guerrillas and revolution in Latin America. *op. cit.* Ces deux perspectives sont discutées plus en avant.

visions du monde, et de leurs relations avec les sociétés et les communautés dans lesquelles elles se développent, dans une approche plus sociologique, voire anthropologique<sup>103</sup>.

### **1) Diffusions et récurrences des vagues de guérillas en Amérique latine**

Dans les histoires sur les guérillas latino-américaines contemporaines, il est habituel de distinguer entre deux vagues de mouvements révolutionnaires armés en Amérique latine depuis les années quarante<sup>104</sup>. Toutes deux se structurent sur des théories et des pratiques insurrectionnelles distinctes, et prennent pour référents ce qui est considéré comme deux cas d'échecs de la voie électorale et deux exemples de triomphe du modèle révolutionnaire. Toutes deux émergent dans des contextes internationaux de tension entre les deux superpuissances. Toutes deux s'accompagnent, enfin, d'une réponse, ou d'une action préventive, de type réactionnaire, le plus souvent de la part des militaires, dans presque tous les pays latino-américains, ce qui permet de les comprendre dans des vagues plus larges de changement de régimes, avec des phénomènes de diffusion ou contagion<sup>105</sup>.

---

<sup>103</sup> Il n'existe ainsi pratiquement pas d'études comparées de la guérilla latino-américaine dans une perspective sociologique ou anthropologique. Le retour critique de Gilles Bataillon sur la contribution de Pascal Fontaine au Livre noir du communisme pose des orientations de recherche sur ce que pourrait être une analyse comparée en sociologie et en anthropologie des guérillas latino-américaines, même si le sujet dont traite l'auteur est plus large puisqu'il s'interroge à la fois sur les expériences de lutte armée et sur celles des régimes révolutionnaires cubain et nicaraguayen. Cf. BATAILLON (Gilles), « Réflexion sur l'histoire du communisme en Amérique Latine », Communisme, 59-60, 1999, p.61-80.

<sup>104</sup> Il y a une unanimité académique pour reconnaître la validité de cette terminologie et de la classification conséquente. Bien qu'elle soit construite sur des modèles dominants qui englobent des situations spécifiques (le cas colombien ne cadrant que partiellement, de même que la guérilla du Sentier lumineux au Pérou) et ne prenne pas en compte des mouvements plus récents (comme la guérilla néo-zapatiste au Mexique depuis 1994, ou, dans une orientation idéologique opposée, l'ensemble des mouvements de la *contra* au Nicaragua, qui utilisèrent les techniques de la guérilla contre le gouvernement sandiniste), elle est utilisée ici pour sa clarté descriptive. Pour une discussion sur le terme, cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Guerillas and revolution in Latin America. *op. cit.*, p.209-230.

<sup>105</sup> Olivier Dabène montre bien comment ces deux vagues participent de phénomènes d'interdépendance politique, la première étant à l'origine dans les années soixante d'une « contagion autoritaire » dans dix pays différents, qu'il s'agisse de réactions militaires à l'existence de guérillas ou de coups d'état préventifs, (cf. DABENE (Olivier), La région Amérique latine. Paris : Presses de Sciences Po, 1997, 378 p., en particulier le chapitre 5) alors que la deuxième, au moins en ce qui concerne l'Amérique centrale, s'inscrit dans une crise plus large qu'elle contribue à

La première vague, pendant les années soixante, se développe autour des thèses de Ernesto Che Guevara sur la création des foyers insurrectionnels, selon la doctrine dite du « foquisme ». Ayant comme référence l'échec de l'expérience réformatrice de la présidence de Jacobo Arbenz au Guatemala en 1954, suite à une intervention militaire soutenue par les États-Unis, cette première vague se cristallise sur le succès de la guérilla castriste qui, après un peu plus de deux ans de combats militaires (novembre 1956 – janvier 1959), rentre victorieuse à La Havane.

La victoire de Fidel Castro et de ses compagnons d'armes va constituer à la fois le référent politique et idéologique et le soutien logistique au développement de guérillas dans le reste du continent<sup>106</sup>. De 1960 à 1967, les dirigeants cubains vont formaliser une doctrine révolutionnaire dans une série de livres et d'articles, dont le plus connu est sans doute La guerra de guerrillas dans lequel Ernesto Che Guevara résume ses conceptions de la lutte révolutionnaire<sup>107</sup>. Conçu à la fois comme une doctrine révolutionnaire et comme un véritable manuel d'action insurrectionnelle, l'ouvrage s'inscrit dans une volonté de rompre avec les

---

perturber (cf. DABENE (Olivier), « Invention et rémanence d'une crise : leçons d'Amérique centrale », Revue Française de Science Politique, 42, 4, août 1992, p.555-581.)

<sup>106</sup> S'il serait erroné de voir dans l'ensemble des insurrections qui se développent en Amérique latine le résultat direct d'une politique expansionniste du nouveau pouvoir révolutionnaire de La Havane, il n'en demeure pas moins que l'expérience cubaine constitue un cadre absolu de référence, au point qu'elle va créer une importante ligne de fracture au sein de la gauche latino-américaine. Sur le rôle de Cuba, cf. CASTAÑEDA (Jorge), La utopía desarmada. *op. cit.*, et en particulier le chapitre 3 « El crisol cubano » qui, tout en modérant les effets réels de cette influence, en montre les fonctionnements : la conclusion de ce chapitre est éloquent « Cuba n'a pas fait la révolution en Amérique latine. Toutes ses tentatives de forcer une situation ont échoué lamentablement. De même là où il existait des conditions favorables et que Cuba n'a pas aidé, il ne s'est pas passé grand chose. Néanmoins, là où il y a eu une conjonction entre une situation favorable et un appui de Cuba, la révolution a vaincu, ou du moins s'est approchée de la victoire », *ibid.*, p.106.

<sup>107</sup> La première édition en espagnol de l'ouvrage a lieu à Cuba en mars 1960 (l'édition en espagnol consultée ici est celle disponible sur le site *Marxist Internet Archive* [www.mia.org](http://www.mia.org)). L'ouvrage connaît une rapide diffusion de par le monde, la première édition en français ayant lieu en 1962 (GUEVARA (Ernesto), La guerre de guérilla. Paris : Maspéro, 1962, 208 p.). Dans la démarche de ce chapitre, seule est présentée ici une synthèse de la doctrine présentée dans l'ouvrage. Celle-ci connaît une évolution progressive, dans des publications postérieures, à la fois par l'interprétation qu'en a donné Régis Debray, et par l'évolution rapide du régime. Il convient de signaler que la production de cette théorie a un double but, fournir une doctrine à une révolution alors que la lutte révolutionnaire s'est faite sans référent idéologique précis et dès lors proposer un cadre aux guérillas des autres pays latino-américains afin de reproduire ce succès. Le lien entre la doctrine proposée par Ernesto Che Guevara, puis par Régis Debray, et la réalité historique qu'ils prétendent décrire est analysée plus loin.

conceptions qui avaient cours jusque-là au sein de la gauche latino-américaine, et en particulier dans les partis communistes.

L'idée dominante alors était que les pays latino-américains étaient dans une situation de semi-féodalisme, et que par conséquent les partis révolutionnaires devaient soutenir les bourgeoisies nationales dans leur effort de constitution d'un capitalisme national, la lutte pour le socialisme venant dans une deuxième étape à partir des contradictions structurelles du développement capitaliste. À cette conception des « conditions objectives » de la révolution, les dirigeants cubains opposent le primat des « conditions subjectives », où le rôle de la guérilla est particulièrement survalorisé<sup>108</sup>. En effet, l'analyse repose sur le rôle primordial d'une avant-garde qui par son action armée en milieu rural devient le facteur catalyseur d'une situation insurrectionnelle qui se propage progressivement. Et c'est dans cette insurrection, en lien avec les masses paysannes, que se forge l'idéologie de la révolution. La guérilla est dès lors à la fois le centre politique et militaire d'une révolution qui peut se réaliser sans besoin d'un parti politique ou d'un mouvement social préexistant, et sans besoin d'un cadre idéologique préconçu.

Cette production doctrinaire s'accompagne du volontarisme politique du régime cubain. Les tensions croissantes avec Washington et le rapprochement conséquent avec Moscou conduisent rapidement La Havane à adopter une politique étrangère favorable au bloc de l'Est, ce qui se traduit, entre autres choses, par un isolement diplomatique en Amérique. Pourtant la crise des missiles et la détente qui s'en suit place le nouveau régime dans une situation de porte-à-faux. Pendant quelques années, Cuba va développer une politique étrangère relativement autonome qui se traduit par l'appui aux guérillas des autres pays d'Amérique latine. D'abord

---

<sup>108</sup> Les réticences de Karl Marx vis-à-vis des méthodes des partisans de Michel Bakounine lors de la I<sup>e</sup> Internationale, celles de Lénine à l'égard des socialistes révolutionnaires lors de la révolution russe, puis de communistes de gauche en 1918-20 ont nourri une profonde méfiance, dans la doctrine marxiste, à l'égard des conceptions fondées sur la capacité de dynamisation du processus par la seule volonté de l'acteur révolutionnaire, qui, selon la formule de Friedrich Engels, ont « érigé l'impatience en fondement de la conviction théorique » (article paru le 26 juin 1874 dans *Der Volksstaat*).

discret, cet appui va être rendu public en février 1962 lors de la « Seconde déclaration de La Havane », réponse emphatique et volontariste de Fidel Castro à l'isolement diplomatique de Cuba qui prétend faire de la cordillère des Andes la nouvelle Sierra Maestra. La réalité est bien plus modeste, puisque les foyers insurrectionnels directement appuyés par Cuba, en Argentine en 1963, au Pérou en 1964, en Bolivie en 1966-67, échouent quasi immédiatement. La conférence de la Tricontinentale en janvier 1966 puis la création en août 1967 de la *Organización Latino-Americana de Solidaridad* (OLAS), branche latino-américaine d'une internationale des mouvements insurrectionnels, constituent en réalité les chants du cygne des velléités cubaines de structurer la diffusion de mouvements révolutionnaires, tant ces organisations demeurent des coquilles vides<sup>109</sup>.

Mais l'exemple cubain agit surtout comme référence pour des groupes de guérilla qui émergent à ce moment-là. Des mouvements se développent, en suivant en partie le modèle « foquiste » en milieu rural, au Guatemala (1962-67), Mexique, Venezuela (1961-69) et Colombie (1962-73) pour y créer les conditions favorables à la révolution<sup>110</sup>. Ces expériences durent généralement peu longtemps et s'avèrent partout des échecs qui conduisirent à la mort de nombreux combattants et à la disparition consécutive des organisations. Pour la plupart isolées du reste des mouvements de gauche tant elles croyaient en un succès rapide de l'avant-garde

---

<sup>109</sup> Le régime cubain va effectivement aider par la suite de nombreuses guérillas latino-américaines, en offrant un appui logistique, financier, en servant de camp d'entraînement ou de sanctuaire, voire en contribuant à unifier différentes organisations. Après l'échec des premiers foyers, l'aide cubaine vers les organisations latino-américaines se fait plus discrète, La Havane dirigeant vers l'Afrique australe ces efforts militaires. Avec l'émergence de guérillas en Amérique centrale, Cuba retrouve sa vocation d'exportatrice de la révolution. Mais, comme le souligne Jorge Castañeda, l'aide cubaine est orientée plus en fonction de proximités personnelles qu'idéologiques, certaines organisations comme le ERP salvadorien ou le M-19 colombien ayant reçu beaucoup plus d'aide que d'autres, pourtant officiellement « guévaristes ». Cf. CASTAÑEDA (Jorge), *La utopía desarmada. op. cit.*, p.78

<sup>110</sup> La plupart de ces mouvements de guérilla se développent pourtant indépendamment du soutien cubain, voire du modèle guévariste. Au Guatemala et au Colombie, des groupes d'inspiration guévariste apparaissent bien mais s'ajoutent à d'autres déjà existants, parfois comme des scissions. Ils ne comptent pas sur une aide significative de la part de La Havane. Le seul cas où il est possible de parler d'une véritable diffusion du modèle foquiste et d'un appui réel de Cuba est la guérilla vénézuélienne, où la situation est complètement à l'opposé de celle de Cuba, puisque le Venezuela est le seul pays, avec la Colombie, où le Parti communiste appelle à la lutte armée, et où la guérilla affronte un régime démocratique.

armée, regroupant un nombre limité de combattants, elles ont eu très peu de liens avec le monde rural dans lequel elles ont agit.

La lutte d'Ernesto Che Guevara et de quelques-uns de ses compagnons en Bolivie, alors que pratiquement toutes les autres expériences avaient déjà échoué, et leur incapacité à construire un foyer insurrectionnel dans la région de Ñancahuazú, constituent l'apogée symbolique, avec la capture et exécution d'Ernesto Che Guevara en octobre 1967, de toutes les limites de cette modalité de la lutte révolutionnaire. Cette impasse avait déjà été annoncée par la mort du prêtre Camilo Torres en février 1966, dans un combat anodin, quelques semaines à peine après son incorporation dans la guérilla colombienne<sup>111</sup>. Cet échec est confirmé au niveau international par l'alignement de Cuba sur les positions de l'Union soviétique à partir de l'écrasement du Printemps de Prague, et la fin d'une politique étrangère autonome, d'une part, et de l'autre, le rétablissement de relations diplomatiques entre Cuba et de nombreux pays latino-américains, en échange de la fin du soutien aux guérillas qui s'y développent. Dans de nombreux pays, l'échec des guérillas s'accompagne de coups d'État militaires dont la justification repose sur l'écrasement, ou la prévention, de l'émergence de foyers insurrectionnels<sup>112</sup>.

Des variantes urbaines se développent sur le même modèle stratégique dans les pays du Cône Sud. Elles ne parviennent pourtant qu'à une dimension d'exemple au Brésil face à un régime militaire (avec en particulier l'*Ejército de Liberación Nacional* de Carlos Marighella<sup>113</sup>).

---

<sup>111</sup> Moins médiatisée, sa mort eut pourtant un impact en Amérique latine similaire à celle de Ernesto Che Guevara, voire plus importante. Contrairement à ce dernier, combattant de toujours de la révolution socialiste, Camilo Torres avait cherché d'abord à créer un mouvement politique légal, et du fait de son engagement comme prêtre, avait une influence beaucoup plus large que celle du médecin argentin.

<sup>112</sup> Comme cela été déjà été signalé dans la note 105, entre mars 1962 et juin 1966 se produisent des renversements des pouvoirs en place (civils ou militaires) par des militaires dans neuf pays de la région (dans l'ordre chronologique, Argentine, Pérou, Guatemala, Équateur, République Dominicaine, Honduras, Brésil et Bolivie) ; partout le changement de pouvoir est réalisé au nom de la lutte contre le danger représenté par la diffusion des guérillas, contrairement aux coups intervenus dans les années cinquante.

<sup>113</sup> La guérilla brésilienne compte d'autres organisations. La figure de Carlos Marighella est néanmoins la plus connue, non pas par le développement des actions armées de son organisation, mais par le fait qu'il est l'auteur d'un manuel de la guérilla urbaine, texte de référence pour les expériences du Cône sud qui acquière une importance symbolique comparable à l'ouvrage d'Ernesto Che Guevara.



En Argentine, elles mobilisent un nombre important de combattants, et contribuent de façon beaucoup plus significative à ébranler un régime en crise, qui connaît les derniers soubresauts du péronisme. Mais le relatif succès des guérillas est dû davantage à la mobilisation d'une frange radicalisée des jeunesses péronistes au sein des *Montoneros* qu'à la vision plus classiquement insurrectionnelle de l'*Ejército Revolucionario del Pueblo*. Le seul véritable exemple du développement important d'une guérilla sur le modèle insurrectionnel prôné par Ernesto Che Guevara est celui des *Tupamaros* en Uruguay. Mais sur les deux rives du Rio de la Plata, la réaction militaire ne se fait pas attendre et l'armée écrase ces guérillas en même temps qu'elle s'installe durablement au pouvoir, respectivement à partir de 1972 en Uruguay et en 1976 en Argentine. Au Chili, le *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* entreprend quelques actions armées de peu d'envergure avant 1970, puis s'inscrit dans une dynamique différente en se concevant comme l'aile la plus radicale du gouvernement d'Unité Populaire de Salvador Allende entre 1970 et 1973.

Malgré la multiplication des organisations, cette première vague de guérillas concerne finalement peu de combattants, hormis les cas argentins et uruguayens. Outre la visibilité de l'épopée d'Ernesto Che Guevara, largement relayée à l'étranger, sa forte symbolique est due à la rapidité de la victoire des troupes de Fidel Castro face à un régime en pleine déliquescence, et à sa volonté d'étendre la révolution en Amérique latine, dans un moment où les relations entre les deux super-puissances étaient plutôt à la détente. L'échec de toutes les expériences, hormis le cas cubain, et le contre-exemple de l'expérience chilienne contribuent au début de la décennie soixante-dix à remettre en cause les visions alors dominantes au sein de la gauche latino-américaine selon lesquelles la seule voie pour parvenir au pouvoir était la lutte armée<sup>114</sup>.

---

<sup>114</sup> Pour un texte significatif de cette évolution, cf. DEBRAY (Régis), *La critique des armes*. Paris : Seuil, 1974, 323 p.

Une deuxième vague de guérillas s’amorce en Amérique latine à la fin des années soixante-dix. La fin tragique de l’expérience de l’Unité Populaire au Chili en septembre 1973 sert ici de repoussoir pour des organisations dont certaines avaient participé à la lutte électorale et qui font désormais le choix des armes. Celles-ci établissent deux constats : le premier, externe, l’échec de la voie légale du fait d’une réaction militaire, le second, plus interne à la gauche, la nécessité pour les groupes révolutionnaires les plus radicaux de contrôler davantage leurs alliés, fut-ce par les armes. Comme vingt ans plus tôt, le contexte international de l’orientation de la politique de Washington vers l’Amérique latine et des relations entre les deux grandes puissances n’y est pas étranger, puisque le Président Carter a entamé une politique moins conciliante envers certains pouvoirs militaires de l’Amérique centrale et des Caraïbes, et que par ailleurs, la reprise de la guerre froide à partir de la crise iranienne et de l’invasion de l’Afghanistan attise les tensions dans la région et permet à Cuba de jouer à nouveau un rôle de promoteur de la révolution.

Le succès des sandinistes à Managua en juillet 1979, et l’implantation d’un régime socialiste, moins orthodoxe que Cuba, montre une alternative aux autres mouvements. Moins étendue géographiquement, cette deuxième vague voit néanmoins se développer des mouvements beaucoup plus structurés et mieux organisés que la première. Elle concerne principalement l’Amérique centrale (Nicaragua 1960-79, Guatemala 1970-96, Salvador 1970-92), et dans des dynamiques différentes, la Colombie et le Pérou (1979-98). Chacun de ces nouveaux mouvements rejette les impasses de l’interprétation donnée de l’exemple castriste.

Dans les trois pays d’Amérique centrale, l’échec de l’expérience des foyers insurrectionnels est analysé. L’unité se fait progressivement dans la lutte armée, au moins au niveau des structures de direction, entre des organisations qui maintiennent des conceptions « insurrectionnalistes », d’autres qui défendent des visions inspirées des expériences chinoises et vietnamiennes, et prônent, à partir des pensées du général Võ Nguyên Giáp, une « guerre

populaire prolongée », et, enfin, des groupes plus pragmatiques, ouverts à la recherche d'alliances avec les partis non révolutionnaires. Les différents groupes de guérilla dérivent de partis politiques ou de mouvements sociaux, ou, lorsque ce n'est pas le cas, vont faire en sorte de construire une véritable base sociale. De ce fait, certains secteurs de l'Église catholique, voire, au Guatemala, des communautés indiennes, participent directement dans des mouvements révolutionnaires qui reprennent très largement leurs références et leurs revendications. Cette deuxième vague est également plus proche des courants politiques existant dans les pays, et parvient, avec plus ou moins de succès, à construire des fronts d'opposition au régime en place, où participent des partis et des personnalités non révolutionnaires.

De ce fait, les guérillas deviennent de véritables mouvements armés, importants en nombre, bien équipés, véritablement coordonnés entre eux, structurés aux partis politiques d'opposition, aux syndicats, aux organisations de masse, et parviennent à mettre en échec des régimes autoritaires. Le succès au Nicaragua en 1979 ne se répète néanmoins pas ailleurs. La répression militaire féroce menée au Guatemala, en particulier sous la présidence du général Efraín Ríos Montt (mars 1982 – août 1983), puis de façon moins messianique mais tout aussi efficace, par son successeur le général Oscar Humberto Mejía Victores (août 1983 – décembre 1985), prend de surprise la guérilla et parvient à l'affaiblir considérablement. La constitution de gardes paysannes, encadrées par l'armée, et une politique contre-insurrectionnelle qui combine persécution des indiens et politiques sociales (« *fusiles y frijoles* ») mine les bases paysannes indiennes de la guérilla. Même si celle-ci n'est pas entièrement détruite, elle est réduite à la marginalité qui avait caractérisé les premières tentatives des années soixante<sup>115</sup>. Pour sa part, le Salvador, comme il est montré plus loin, s'enfonce dans une guerre de 12 ans qui va faire 80 000 victimes et pas de vainqueur.

Dans les pays andins, les guérillas existantes reprennent certains éléments des conflits qui se développent en Amérique centrale, tout en suivant des trajectoires spécifiques. Au Pérou, le Sentier lumineux met en œuvre, à partir de 1980, non sans un certain succès, une stratégie de terreur et d'intimidation, d'abord dans la région d'Ayacucho, puis à Lima et dans la région amazonienne<sup>115</sup>. Sa capacité à organiser les populations indiennes de certaines vallées andines, puis des bidonvilles de la capitale, sur un discours qui mêle mysticisme religieux et rigidité politique extrême, parvient à secouer la jeune démocratie péruvienne. Le gouvernement développe une stratégie contre-insurrectionnelle, semblable à la situation guatémaltèque, avec la création des « *rondas campesinas* » dans les zones de présence de la guérilla. Après sa reprise en main autoritaire en avril 1992, Alberto Fujimori va renforcer cette stratégie, qui aboutit à la capture des principaux dirigeants sendéristes, et en particulier celle d'Abimael Guzmán le 12 septembre 1992, et à la disparition progressive de ce mouvement. Par ailleurs, la longue prise d'otage à l'ambassade du Japon à Lima (17 décembre 1996 au 23 avril 1997) se solde par un échec retentissant et par l'élimination de l'autre groupe de guérilla au Pérou, le *Movimiento Revolucionario Tupac Amará*, qui suivait une ligne plus classiquement guévariste. La Colombie, comme cela est également analysé plus loin, voit la continuité de l'action de groupes de guérilla fragmentés qui se renforcent ponctuellement, mais dans un contexte de violence de plus en plus généralisée, et sans perspectives réelles de prise du pouvoir.

---

<sup>115</sup> Sur la guérilla au Guatemala, et en particulier sur ses relations avec les communautés indiennes, cf. LE BOT (Yvon), *La guerre en pays maya*. Paris : Karthala, 1992, 335 p. et JONES (Suzanne), *The battle for Guatemala*. Boulder : Westview, 1991, 288 p.

<sup>116</sup> Sur la guérilla du Sentier lumineux et sa défaite, cf. DEGREGORI (Carlos Iván), *Qué difícil es ser Dios*. Lima : El zorro de abajo, 1989, DEGREGORI (Carlos Iván), *El surgimiento de Sendero Luminoso*. Lima : IEP, 1990, DEGREGORI (Carlos Iván), *Las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso*. Lima : IEP-UNSCH, 1996 et STERN (Steve) (éd.), *Los senderos insólitos del Perú*. Lima : IEP-UNSCH, 1999, 490 p. Pour une analyse comparée avec le FMLN salvadorien, cf. McCLINTOCK (Cynthia), *Revolutionary movements in Latin America*. Washington : United States Institute of Peace, 1998, 492 p.

## 2) Émergence des guérillas, triomphe des révolutions

Au-delà de la présentation des différentes vagues de guérillas latino-américaines, les études sur ce thème se sont tout d'abord interrogées sur les raisons de l'émergence des groupes de lutte armée dans certains pays d'Amérique latine et à des moments historiques particuliers. Cet aspect est généralement traité selon les orientations théoriques expliquant le recours à la violence politique. Mais l'explication de l'émergence des guérillas dans certains pays et à certaines époques, semble rétive à la généralisation. Aussi bien les analyses mettant en avant des explications structurelles (à partir des variables socio-économiques des pays en question, du degré d'ouverture ou de fermeture des régimes politiques, ou encore du caractère fortement répressif ou non) que, dans une perspective théorique opposée, les analyses davantage centrées sur les perceptions des acteurs (visions par les principaux acteurs des variables sociales, économiques et politiques, ou de leurs évolutions récentes, ou encore de leurs attentes vis-à-vis de ces évolutions) ne parviennent pas à donner des explications valables pour l'ensemble des expériences de la région.

Cette orientation, assez généralisée, conduit dès lors à resituer le contexte historique et culturel qui a suscité le choix de prendre les armes, par rapport à des modalités plus classiques de lutte pour le pouvoir. Afin d'aller au-delà d'un simple constat sur la diffusion de thèses prônant l'insurrection révolutionnaire, il convient de montrer jusqu'à quel point l'exemple cubain et sa propagation participent à enrichir l'univers des possibles, ou, pour reprendre le langage de la sociologie de la mobilisation des ressources, à modifier le répertoire culturel de l'action collective, en particulier auprès de nouvelles générations<sup>117</sup>. Comme elles sont centrées

---

<sup>117</sup> De nombreux travaux sur l'émergence des guérillas en Amérique Latine soulignent ainsi la très forte diffusion du marxisme dans les milieux intellectuels et académiques latino-américains pendant les années soixante, en particulier dans les sciences sociales, comme raison suffisante pour expliquer la première vague de guérillas. Même s'il est exact, le constat en lui-même ne suffit pas à expliquer le choix des armes, tant l'analyse marxiste n'est pas *per se* un appel aux armes ; il n'est pas non plus évident que sa domination dans les universités latino-américaines soit plus

exclusivement sur le moment de l'émergence d'organisations qui disposent d'effectifs numériquement limités, ces études portent essentiellement sur la détermination fine des contextes, en identifiant les origines sociales et culturelles des milieux dont proviennent les principaux dirigeants de ces groupes<sup>118</sup>.

Cette démarche demeure encore largement une orientation de recherche peu exploitée. Elle s'avère fertile pour dépasser les limites des théories précédemment évoquées sur la question du recours à la violence armée, tout en ayant pour limitation le fait qu'elle se restreigne au seul moment du choix de la violence par des acteurs. S'il est nécessaire de comprendre la question du choix des armes lorsqu'on s'interroge sur sa postérieure renonciation, le problème n'est pourtant pas central. Pour comprendre cette évolution, il est nécessaire d'analyser d'abord pourquoi les guérillas ont échoué dans leur tentative de prendre le pouvoir par les armes et, de manière plus approfondie, d'évaluer les formes prises par leur évolution dans un conflit armé prolongé.

Dans l'analyse des réussites ou des échecs des guérillas, la formalisation théorique par les explications centrées exclusivement sur les acteurs ou, au contraire, sur les structures a montré, là encore, ses limites. Les analyses des succès des guérillas dans deux pays et de leur échec ailleurs montrent combien il faut éviter l'écueil de l'explication centrée sur le volontarisme des

---

forte au début des années soixante qu'avant ou après. De même, sur la diffusion des écrits d'Ernesto Che Guevara et Régis Debray, il convient de se garder d'une lecture par trop automatique, comme cela va être analysé plus loin. Pour des travaux représentatifs des évolutions du monde intellectuel latino-américain à partir des années soixante, cf. RANGEL (Carlos), Du bon sauvage au bon révolutionnaire. *op. cit.*, LECHNER (Norberto), Los patios interiores de la democracia. Santiago : FCE, 1990, 183 p. ou MANSILLA (H. C. F.), « Los iluminados y sus sombras », Nueva Sociedad, 105, décembre 1990, p.118-129 qui affirme que « l'une des motivations pour intégrer un mouvement de guérilla peut se trouver dans les aspects socio-psychologiques, dans les idées sur l'histoire et dans les normes collectives qui déterminent un milieu et dans les schémas mentaux des révolutionnaires qui se manifestent dans la manière dont ils se révoltent contre l'autorité établie » (p.119).

<sup>118</sup> C'est la démarche suivie par Timothy Wickam-Crowley lorsqu'il étudie l'émergence de la guérilla dans son analyse comparée sur l'ensemble de la région, et sur les deux vagues de guérillas. Il s'attache ainsi en particulier à décrire les milieux sociaux d'où proviennent les principaux membres des guérillas, et à comprendre l'évolution de ces milieux. Ainsi il montre que les pays qui ont connu des mouvements importants de guérilla lors de la première vague sont ceux qui ont connu la croissance la plus élevée du nombre d'étudiants inscrits dans les universités dans la décennie 1955-65 (dans l'ordre décroissant Venezuela, Pérou et Colombie – le Guatemala étant 8è). La corrélation est vérifiée également pour les guérillas de la deuxième vague, même si elle est moins évidente (pour la décennie 1965-75, le Salvador est 2è, le Nicaragua 5è). Cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Guerillas and revolution in Latin America. *op. cit.*

mouvements de guérilla comme unique raison du triomphe de la révolution. Mais considérer pour autant que « les révolutions de Cuba et du Nicaragua apparaissent rétrospectivement comme des cas isolés, dont la réussite n'avait été rendue possible que par la conjonction heureuse de deux circonstances : d'une part, la fin de règne de deux dictateurs corrompus (...), d'autre part, le feu vert tacite donné par la Maison-Blanche soudainement lassée de soutenir des régimes qu'elle avait naguère contribué à mettre en place »<sup>119</sup> relève de l'écueil inverse. En effet, l'état du régime en question et de sa relation avec Washington ne peut pas non plus être considéré comme l'unique variable explicative de la victoire du mouvement révolutionnaire, d'autant plus que cette « conjonction heureuse » se retrouve dans les années quatre-vingt lors de la chute du général Noriega au Panamá ou de la dynastie Duvalier à Haïti sans pour autant donner lieu à une révolution triomphante.

Avant de comprendre l'évolution des guérillas dans des conflits armés prolongés, un retour sur les contextes historiques de deux situations qui ont vu le triomphe de guérillas révolutionnaires s'impose. L'entrée victorieuse des colonnes de Fidel Castro a, comme il a déjà été dit, une importance essentielle dans la vague des guérillas des années soixante. Mais son influence sur les autres mouvements se transmet par une interprétation postérieure biaisée. Les écrits d'Ernesto Che Guevara présentent en effet une version de la révolution cubaine où le rôle de la guérilla en tant qu'avant-garde révolutionnaire armée agissant seule est survalorisé tant par rapport à ses relations avec le reste de l'opposition, à l'action politique et syndicale, que concernant l'état même du régime auquel elle s'attaque. D'après lui, les mobilisations ouvrières ou étudiantes qui ont eu lieu dans les villes et les grèves générales n'ont pas contribué à la victoire finale ; leurs échecs a été au contraire un moyen pour le régime de concentrer ses forces armées contre les foyers insurrectionnels. La modération du *Partido Socialista Popular*

---

<sup>119</sup> VAYSSIÈRE (Pierre), Les révolutions en Amérique latine. *op. cit.*, p. 126

(communiste) et de sa centrale syndicale conforte une analyse dans laquelle la guérilla est le centre politique de la révolution. Et ce qui est conçu initialement comme une analyse conjoncturelle, avec une certaine prudence pragmatique, disparaît dans ses textes postérieurs et devient de ce fait rapidement une doctrine à appliquer à la lettre<sup>120</sup>. Le rôle de la guérilla et du foyer insurrectionnel, déjà très importants, devient le point central de toute la doctrine. Cette tendance est encore plus forte dans les textes postérieurs, et particulièrement dans la théorisation de l'expérience cubaine que va proposer Régis Debray<sup>121</sup>.

De ce fait, les foyers insurrectionnels ne cherchent pas à répéter les facteurs historiques de la victoire de la guérilla cubaine. Ils suivent davantage l'interprétation qui en a été donnée, principalement par les écrits de Régis Debray et d'Ernesto Che Guevara. D'autre part, leur modèle de référence est le résultat révolutionnaire de la Cuba socialiste des années soixante, et non le processus révolutionnaire des années cinquante, la lutte commune contre la dictature de Fulgencio Batista. Ainsi, par exemple, le rôle donné *a posteriori* à l'attaque contre la caserne de la Moncada à Santiago le 26 juillet 1953 est significatif de cette évolution : elle est présentée comme l'action de quelques combattants déterminés, acte inaugural de la victoire révolutionnaire à venir. Le nom du mouvement de Fidel Castro (*Movimiento 26 de Julio* ou M-26) se réfère directement à la date de cet événement – qui deviendra par la suite jour férié. Pourtant cette

---

<sup>120</sup> Dans le texte de la première édition de *La guerra de guerrillas*, Ernesto Che Guevara présente son analyse comme le résultat de l'expérience cubaine, susceptible d'être modifiée et enrichie par d'autres. Pour une analyse de l'évolution de la pensée d'Ernesto Che Guevara et de Régis Debray sur la guérilla, cf. CHILDS (Matt), « An historical critique of the emergence and evolution of Ernesto Che Guevara's Foco theory », *Journal of Latin American Studies*, 27, 3, 1995, p.593-624.

<sup>121</sup> À la suite des voyages que Régis Debray accomplit à Cuba en 1959 puis en 1961, il rencontre les principaux dirigeants des guérillas latino-américaines en 1963 et 1964, puis publie deux essais « Le castrisme, la longue marche de l'Amérique latine » en janvier 1965 et « Problèmes de la stratégie révolutionnaire en Amérique latine » en mars de la même année, où il théorise une conception de la révolution exclusivement centrée sur le rôle du foyer de guérilla en milieu rural. Ces textes sont repris et intégrés à une publication plus large (DEBRAY (Régis), *Révolution dans la révolution*?. Paris : Maspéro, 1967, 138 p.), publiée également en espagnol à Cuba en 1967, et très largement diffusée. Mais pour analyser le véritable degré d'influence des thèses de Régis Debray, il convient de mettre en rapport leur date de publication avec l'évolution des guérillas dans les autres pays : à partir de 1965 les guérillas latino-américaines d'inspiration castriste sont déjà en reflux, en 1967, aucune ne survit. Si influence il y a, elle réside davantage dans les guérillas urbaines du Cône sud, voire, après une relecture critique, dans certains groupes de la deuxième vague.



attaque n'a été qu'un coup de main parmi d'autres. Réalisée par 150 hommes, mal armés, mal organisés, l'attaque est un échec militaire fracassant : la moitié des assaillants vont être tués pendant l'attaque ou exécutés après, les autres arrêtés, jugés et emprisonnés. Ce qui est transformé postérieurement en un des mythes de la guerre révolutionnaire ne fait en réalité qu'annoncer par son échec militaire cuisant les tentatives futures de mouvements de guérillas dans le reste du sous-continent. Dans de nombreux pays, les insurrections sont précipitées, à l'image de l'attaque de la Moncada, sans aucun succès, ni politique, ni militaire.

En effet, les différents travaux sur le succès castriste mettent en avant l'ensemble du contexte historique qui permit le triomphe de la guérilla, bien au-delà du volontarisme politique et militaire de cette dernière. Certaines raisons de la victoire finale relèvent bien de l'activité de la guérilla, comme sa capacité à créer un véritable soutien paysan dans ses zones d'activité, en particulier dans la Sierra Maestra, où les conditions géographiques sont idéales à la guerre de guérillas<sup>122</sup> et où les paysans sans terre (les « *precaristas* ») sont à la fois proportionnellement plus nombreux que dans le reste du pays, et mieux organisés. Mais il convient de mettre en lien ces raisons avec des facteurs liés à l'état du régime, et à sa situation internationale. Les États-Unis ont adopté une attitude bienveillante envers l'opposition, et approuvent la fin d'un régime en pleine déliquescence dont le caractère patrimonial et prétorien<sup>123</sup>, voire mafieux, n'apparaît plus conforme aux modèles de la Maison Blanche. Il y a également, et de façon tout à fait significative, la formation d'une large alliance inter-classiste d'opposition au régime de Fulgencio Batista, dans laquelle face à la faible organisation de partis représentant les intérêts des classes aisées et moyennes, la guérilla parvient à être un porte-drapeau. Son discours modéré et nationaliste où abondent les références aux idéaux de José Martí, son audace militaire, son

---

<sup>122</sup> LACOSTE (Yves), « Stratégies autour de la Sierra Maestra », *Hérodote*, 5, 1977

<sup>123</sup> Cette qualification est reprise de la typologie établie par Alain Rouquié sur les régimes militaires. Cf. ROUQUIÉ (Alain), *L'État militaire en Amérique latine*, Paris : Seuil, 1982, 475 p. et particulièrement le chapitre 6, dans lequel

recours à des actions non armées (grèves, manifestations), et le soutien de nombreux pays étrangers, y compris des États-Unis, constituent autant de facteurs qui contribuent à sa victoire.

De nombreux éléments de ce scénario se reproduisent vingt ans plus tard lors de la victoire du *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (FSLN) à Managua<sup>124</sup>. Et pourtant dans un premier temps la guérilla chercha là aussi à reproduire la stratégie foquiste par la constitution de foyers révolutionnaires (Rio Bocay en 1963, Pancasán en 1967), rapidement écrasés par la garde prétorienne du régime d'Anastasio Somoza. Dans les années soixante-dix, malgré quelques actions d'éclat, le FSLN ne parvint pas à menacer sérieusement le pouvoir et se divisa en trois factions aux options tactiques stratégiques différentes. Sur ce point encore, la réussite des sandinistes est due en grande partie à leur habileté politique à tirer parti de l'affaiblissement d'un régime patrimonialiste et prétorien qui par son intransigeance et ses excès avait vu se liguer contre lui une alliance de l'ensemble de l'opposition.

L'assassinat en janvier 1978 de Pedro Joaquín Chamorro, directeur du journal conservateur *La Prensa*, et porte-parole d'une bourgeoisie d'affaires qui s'opposait de plus en plus à la mainmise du dictateur sur l'ensemble de l'activité économique, permit la constitution en juillet de la même année du *Frente Amplio de Oposición*, rassemblement de tous les groupes d'opposition, y compris l'Église catholique, qui entama des négociations pour un retrait du dictateur. Son refus en janvier 1979 contribua à renforcer les partisans de la lutte armée, conjoncture dont le FSLN tira pleinement parti en apparaissant comme la branche armée d'une opposition rassemblée, par la création d'une direction militaire unifiée de ses trois tendances et la transformation des colonnes de guérilleros en une armée qui bénéficiait d'un réel soutien paysan et urbain. Elle put ainsi créer, ou appuyer, des situations insurrectionnelles à partir d'attaques à

---

il analyse comme régimes « patrimonialistes et prétoriens », les cas des régimes de Fulgencio Batista à Cuba, de la dynastie Somoza au Nicaragua, de Rafael Trujillo en République Dominicaine et du général Stroessner au Paraguay.

des casernes ou des centres de pouvoir – l’affrontement armé y est néanmoins d’une intensité bien plus importante qu’à Cuba, puisqu’il y eut plus de 50 000 victimes. L’attitude des États-Unis y est également importante, car en cessant leur aide militaire au dictateur et en appelant à une alternative démocratique, ils retirent leur appui à un régime qu’ils avaient auparavant soutenu<sup>125</sup>, au nom de la diplomatie des Droits de l’Homme et de la détente, et confèrent une légitimité certaine à l’opposition unie.

### *B. LES EFFETS DE L’ECHEC ET DE LA PROLONGATION DE L’INSURRECTION*

Des conjonctures comparables qui permirent le succès des révolutions castristes et sandinistes ne se reproduisent dans aucun des autres pays, comme le montrent la plupart des travaux comparés sur les guérillas latino-américaines. En effet, l’existence de deux cas de réussite, et d’une vingtaine de cas d’échecs ont permis l’élaboration d’explications comparées, fondées sur l’existence d’une conjonction de facteurs, liés à la fois aux comportements des acteurs internes, et entre autres de la guérilla, à l’état des régimes, aux contextes internationaux. Ces facteurs se retrouvaient à Cuba à la fin des années cinquante, dans le Nicaragua de la fin des années soixante-dix, et nulle part ailleurs. Dans le cadre des analyses comparées, les deux cas ici étudiés, et tout particulièrement le Salvador, servent souvent d’exemple négatif. Il est certain que le Salvador « continue à représenter le défi révolutionnaire le plus fort posé aux institutions politiques d’un pays dans toute l’Amérique latine »<sup>126</sup> : il s’est agit, d’une part, du pays où, au regard de la force politique et militaire de la guérilla, l’insurrection avait le plus de chance de

---

<sup>124</sup> Sur la victoire des révolutionnaires au Nicaragua, et l’évolution postérieure du régime, cf. CHRISTIAN (Shirley), *Revolution in the family*. New York : Random, 1985 et BOOTH (John), *The end and the beginning*. Boulder : Westview, 1985.

<sup>125</sup> La célèbre affirmation du Président Roosevelt sur le fondateur de la dynastie des Somoza (« *he is a son of a b..., but he is one of ours* ») résume assez crûment l’appui inconditionnel des États-Unis au régime qui gouverna le Nicaragua de 1936 à 1979.

<sup>126</sup> WICKHAM-CROWLEY (Timothy), « Understanding failed revolution in El Salvador ... », *op. cit.*, p.521.

trionpher<sup>127</sup> et d'autre part du seul cas où l'action armée de la guérilla a été continue sur une douzaine d'années, sans que le régime ne parvienne à la réduire de façon significative, malgré l'aide intense des États-Unis<sup>128</sup>.

Mais entre les rares situations de réussite et les nombreuses situations d'échec définitif, certains pays, et tout particulièrement le Salvador et la Colombie, connaissent des situations intermédiaires, où des guérillas parviennent à une lutte prolongée mais ne réussissent pas à renverser des régimes solides, que Timothy Wickham-Crowley qualifie d'« *also-rans* »<sup>129</sup> et Eduardo Pizarro d'insurrections chroniques, « mouvement où un ensemble de groupes insurrectionnels qui ayant réussi à passer l'étape initiale de l'émergence, ont réussi à se développer et à se consolider, sans que cela se traduise néanmoins par une capacité réelle à renverser le régime en place et constituer un nouveau régime »<sup>130</sup>. Dans le cadre d'une étude centrée sur l'évolution des guérillas vers une fin négociée du conflit armé, c'est bien sur l'analyse de cette étape, davantage que sur celles de l'insurrection ou du triomphe révolutionnaire, que doit porter la réflexion. Car ce sont en effet dans les dynamiques politiques

---

<sup>127</sup> Bien que les chiffres sur les effectifs combattants des guérillas soient par essence estimés avec une grande marge d'incertitude, il est possible de contraster les 7 000 combattants du FMLN en 1983 aux 2 000 du FSLN en 1979, et aux 3 à 4 000 du M-26 en 1959. Le rapport au moment de l'insurrection entre effectifs de la guérilla (entre 3 et 4 000) et effectifs de l'armée (autour de 12 000) était extrêmement avantageux à la guérilla, puisque dans un contexte de guerre irrégulière, un rapport de 1 sur 10 est considéré comme déjà très favorable aux insurgés. Pour ces chiffres, cf. GRENIER (Yvon), *Guerre et pouvoir au Salvador*, *op. cit.*, p. 231-4. En 1992, au moment de la démobilisation, ce rapport continue à être favorable à la guérilla salvadorienne qui compte alors 8 000 membres pour 60 000 soldats réguliers.

<sup>128</sup> Comme cela va être analysé en détail dans les chapitres 3, 4, 5, et 7, le Salvador constitue le deuxième théâtre d'engagement extérieur des États-Unis pendant la guerre froide, après le Vietnam, en terme d'assistance militaire. L'aide militaire des États-Unis au Salvador est estimée à près de 4 milliards de dollars entre 1980 et 1988, soit un million de dollars par jour.

<sup>129</sup> Dans son ouvrage, l'auteur distingue « *the winners, the losers and the also-rans* ». Le terme anglais « *also-rans* » met en avant le caractère non achevé, de second ordre, de ces expériences, par rapport aux situations de réussite révolutionnaire. Cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), *Guerrillas and revolution in Latin America*, *op. cit.* Dans la version espagnole de l'ouvrage de Susan Eckstein où a été publié initialement l'article de Timothy Wickham-Crowley, le terme est traduit par « *fracasados* », qui souligne l'échec. Cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), « *Ganadores, perdedores y fracasados : hacia una sociología comparativa de los movimientos guerrilleros latinoamericanos* », p.144-192, in ECKSTEIN (Susan), (ed.), *Poder y protesta popular*. Mexico : Siglo XXI, 2001, 428 p. (1ère éd. en anglais *Power and popular protest*. Berkeley : University of California Press, 1989, 342 p.).

<sup>130</sup> Cf. PIZARRO (Eduardo), *Insurgencia sin revolución, la guerrilla en Colombia en una perspectiva comparada*, *op. cit.*, p.210.

et sociales créées à l'occasion de ce prolongement du conflit sur plusieurs années qu'il est possible de comprendre les raisons de l'évolution vers la fin du conflit par une solution négociée.

### 1) De l'échec de l'insurrection au prolongement du conflit

Pour comprendre les raisons des succès ou des échecs des insurrections révolutionnaires, Timothy Wickham-Crowley<sup>131</sup> s'est livré à une analyse comparée d'un certain nombre de critères dans les cas les plus représentatifs de mouvements de guérilla tant pour la première vague (Cuba, Colombie, Guatemala et Venezuela) que pour la deuxième (Nicaragua, Salvador, Guatemala, Colombie, Pérou). Il a ainsi passé en revue de façon minutieuse et pour chaque pays, des facteurs qu'il considère primordiaux, tout en différenciant leur importance selon chaque moment du développement des guérillas. Ainsi pour l'émergence des guérillas, il montre l'évolution récente du nombre d'étudiants, comme cela a déjà été indiqué. Il attribue la survie de mouvements à la nature et l'intensité du soutien paysan<sup>132</sup> d'une part, et à la force militaire des guérillas de l'autre, qui constituent, selon lui, deux conditions *sine qua non* de survie. Enfin, le facteur explicatif de leur réussite réside dans leur capacité à tirer parti, par leurs revendications modérées et leur flexibilité politique, de la tendance de certains types de régime à engendrer des oppositions pluriclassistes qui favorisent des situations de pouvoir dual pouvant évoluer vers un renversement révolutionnaire, lorsque les insurgés se montrent davantage capables que le régime de s'attirer l'allégeance de la population. À partir de ce constat, il différencie les deux cas victorieux, les nombreux cas de guérillas vaincues, et les situations intermédiaires, d'échec de l'insurrection, mais de prolongement du conflit armé.

---

<sup>131</sup> Cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), *Guerillas and revolution in Latin America*, *op. cit.*

<sup>132</sup> Ce facteur est mesuré à l'aide d'un appareil statistique assez large, sur quatre aspects différents, les formes des structures de la production agricole, les évolutions récentes dans la distribution de la terre, les cultures de rébellion paysanne et la capacité des révolutionnaires à articuler les mobilisations paysannes. Ces quatre facteurs ne se retrouvent pas forcément dans les différents cas étudiés.

**Tableau 1 : Typologie des résultats révolutionnaires<sup>133</sup>**

CAS	CONDITIONS FAVORABLES					RÉSULTATS
	<i>Mouvement de guérilla</i>	<i>Appui paysan ou ouvrier</i>	<i>Force militaire de la guérilla</i>	<i>Régime prétorien patrimonialiste</i>	<i>Perte du soutien des États-Unis</i>	<i>Révolution sociale</i>
<b>GUÉRILLAS VICTORIEUSES : RÉVOLUTIONS SOCIALES</b>						
Cuba (1956-59)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	<b>OUI</b>
Nicaragua (1971-79)	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	<b>OUI</b>
<b>ÉCHEC DE GUÉRILLAS FORTES AVEC UN SOUTIEN PAYSAN MAIS AFFRONTANT UN RÉGIME FORT</b>						
Venezuela 60s	OUI	OUI	OUI	NON	NON	<b>NON</b>
Colombie 60s	OUI	OUI	OUI	NON	NON	<b>NON</b>
Guatemala 60s	OUI	OUI	OUI	NON	NON	<b>NON</b>
Colombie 70-90	OUI	OUI	OUI	NON	NON	<b>NON</b>
Pérou 80s	OUI	OUI	OUI	NON	NON	<b>NON</b>
Guatemala 75-90	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	<b>NON</b>
El Salvador 75-90	OUI	OUI	OUI	NON	NON	<b>NON</b>
Argentine 74-78	OUI	OUI	NON	NON	OUI	<b>NON</b>
Brésil 70s	OUI	OUI	NON	NON	NON	<b>NON</b>
Argentine – Montoneros	OUI	OUI	OUI	NON	OUI	<b>NON</b>
Mexique 70s	OUI	OUI	OUI	NON	NON	<b>NON</b>
Uruguay – Tupamaros	OUI	OUI	OUI ?	NON	NON	<b>NON</b>
<b>ÉCHEC DE GUÉRILLAS DÉFAITES PAR DES RÉGIMES APPUYÉS PAR LES ÉTATS-UNIS</b>						
Argentine 58-63	OUI	NON	NON	NON	NON	<b>NON</b>
Pérou 65	OUI	NON	NON	NON	NON?	<b>NON</b>
Bolivie 67	OUI	NON	NON	NON	NON	<b>NON</b>
République Dominicaine 63	OUI	NON	NON	NON	NON	<b>NON</b>
Equateur 62	OUI	NON	NON	NON	NON	<b>NON</b>
Honduras 65	OUI	NON	NON	NON	NON	<b>NON</b>
Brésil 60 – guérilla urbaine	OUI	NON	NON	NON	NON	<b>NON</b>
<b>ÉCHEC DE GUÉRILLAS DÉFAITES PAR DES RÉGIMES FAIBLES</b>						
Nicaragua 58-63	OUI	NON	NON	OUI?	NON	<b>NON</b>
Haïti 60	OUI	NON	NON	OUI	OUI	<b>NON</b>
Paraguay 58-59	OUI	NON	NON	OUI	NON	<b>NON</b>
<b>PAS DE MOUVEMENTS DE GUÉRILLA RURALE</b>						
Costa Rica	NON	NON	NON	NON	NON	<b>NON</b>
Panama 59-85	NON	NON	NON	NON	NON	<b>NON</b>
Panama 85-89	NON	NON	NON	OUI	OUI (1988)	<b>NON</b>
Paraguay 60-89	NON	NON	NON	OUI	NON	<b>NON</b>

Le propos n'est pas ici de discuter la pertinence de sa conclusion sur les raisons du triomphe des insurrections révolutionnaires, mais plutôt de comprendre la situation des guérillas colombiennes et salvadoriennes au regard des autres mouvements, afin de tenter de saisir ce qui

<sup>133</sup> D'après WICKHAM-CROWLEY (Timothy), *Guerrillas and revolution in Latin America. op. cit.*, p.312 et 323.

peut expliquer leur consolidation, et leur prolongement dans le temps. Il s'agit dans les deux cas de guérillas fortes au niveau militaire, disposant d'un soutien paysan, mais qui ne parviennent pas à renverser les régimes contre lesquels elles s'affrontent.

Un premier volant de l'analyse consiste à considérer ces deux cas comme des opposés aux deux cas de réussite, et à expliciter les raisons de l'échec. Dans l'analyse comparée des guérillas latino-américaines, les guérillas colombiennes et salvadoriennes apparaissent souvent comme « cas test » ou « cas négatif », illustratives par la négation, puisque le ou les facteurs explicatifs proposés pour comprendre la réussite de l'insurrection y sont absents, alors que tous les autres facteurs sont présents. Le cas du FMLN a été particulièrement étudié. Ainsi, trois études sont caractéristiques de cette approche, inspirée de la méthode comparatiste des différences de John Stuart Mill, avec pourtant des approches théoriques et des conclusions différentes : Robert Dix<sup>134</sup> privilégie une explication par l'état du régime, Timothy Wickham-Crowley<sup>135</sup> la complète par des facteurs structurels et John Foran<sup>136</sup> propose un modèle qu'il qualifie lui-même de synthétique, dans lequel il ajoute à ces deux types d'explication des données liées au contexte politique et économique international.

Robert Dix, à partir d'une comparaison de Cuba et du Nicaragua, montre que ce ne sont pas tant les conditions socio-économiques qui expliquent l'adhésion de la population au projet révolutionnaire, celles-ci étant identiques ou parfois plus détériorées au Salvador que dans les deux autres pays, ni la force militaire de la guérilla, l'effectif et l'équipement du FMLN étant supérieurs à ceux du FSLN ou du M-26. Pour lui, « dans des sociétés comme celles de l'Amérique latine contemporaine, des coalitions révolutionnaires à large soutien – et qui incluent

---

<sup>134</sup> DIX (Robert), « Why revolutions succeed and fail », *Polity*, 16, 3, printemps 1984, p.423-446 et dans une perspective plus générale DIX (Robert), « The varieties of revolution », *Comparative politics*, 15, 3, avril 1983, p.281-294.

<sup>135</sup> WICKHAM-CROWLEY (Timothy), « Understanding failed revolution in El Salvador : a comparative analysis of regime types and social structures », *Politics and society*, 17, 4, 1989, p.511-537.

des élites, la population urbaine, et des appuis et une légitimité extérieure prépondérants – sont une condition pour la réussite de mouvements révolutionnaires. Mais ces coalitions n’ont été rendues possibles que face à des régimes isolés, corrompus, antinationaux, répressifs et personnalisés »<sup>137</sup>. Au contraire le Salvador est présenté comme un cas où cette coalition révolutionnaire ne parvient pas à réaliser des défections significatives parmi les secteurs qui appuient naturellement le régime – la classe moyenne urbaine, des éléments de l’élite politique et économique, et des gouvernements étrangers ou d’autres appuis internationaux – et à les rassembler dans une coalition d’opposants dont l’objectif commun serait le renversement du régime.

Dans une étude spécifique sur le Salvador, Timothy Wickham-Crowley propose une analyse qui rassemble à la fois des éléments sur la nature des régimes et sur la structure socio-politique. Le régime militaire collectif qui existe au Salvador avant 1979 est beaucoup moins vulnérable à un renversement révolutionnaire que le régime patrimonialiste prétorien du Nicaragua d’avant 1979, car il est le fait d’une armée bien organisée et structurée, et non d’une personne ou d’une famille. Quant à la junte civile-militaire au pouvoir de 1979 à 1983, elle paraît encore plus résistante à un danger de renversement révolutionnaire, du fait de la présence en son sein de dirigeants démocrates et réformistes.

Mais c’est aussi la composition sociale du Salvador qui permet de comprendre l’existence de plusieurs clivages, et donc rend presque impossible la formation d’une coalition de l’opposition contre le régime. En effet, trois grandes orientations idéologiques traversent l’ensemble de la société salvadorienne à la fin des années soixante-dix. D’une part, les intérêts d’une oligarchie forte et structurée, reposant sur le contrôle de l’ensemble de la filière agroexportatrice, d’abord alliée à l’armée de 1932 à 1979, puis qui, après une période de réaction

---

<sup>136</sup> FORAN (John), « A theory of third world social revolutions : Iran, Nicaragua, and El Salvador compared », *Critical Sociology*, 19, 2, 1993, p.3-27.



paramilitaire, accepte et utilise les règles du jeu électoral par la constitution en 1981 du parti *Alianza Republicana Nacionalista* (ARENA), dont l'électorat parvient à rassembler à la fois l'oligarchie terrienne, une fraction importante des classes moyennes urbaines et un vote populaire non négligeable. Ensuite, une démocratie chrétienne qui a montré sa capacité d'action politique et sociale durant les décennies soixante et soixante-dix, s'est vu refuser par les militaires plusieurs succès électoraux, et compte sur un fort soutien tant dans les classes populaires (et en particulier parmi les paysans) et dans les classes moyennes urbaines. Enfin, une opposition révolutionnaire, plus radicalisée et idéologique qu'au Nicaragua, affichant clairement qu'elle s'oppose au régime militaire, à l'oligarchie terrienne et à la voie réformiste proposée par la démocratie chrétienne.

Or ces trois groupes, qui chacun s'opposait au régime militaire, sont fondamentalement divisés entre eux, sans qu'aucun objectif commun ne parvienne à les unir. Au Nicaragua, toute l'opposition, par-delà ses différences internes, s'était rassemblée pour une lutte commune contre un dictateur dont la continuité au pouvoir était comprise par tous comme portant atteinte aux intérêts de la nation. Rien de tel au Salvador, où au contraire le clivage sur le communisme empêche toute forme de rassemblement<sup>138</sup>. Dès lors, à partir des structures politiques et sociales, ce qui a permis le triomphe révolutionnaire à Managua a eu un résultat différent : « un soulèvement contre un régime militaire appuyé par les classes dirigeantes conduit plutôt à une forme de guerres entre classes. C'est ce qui est arrivé au Salvador »<sup>139</sup>.

Pour John Foran, qui tente une synthèse de diverses théories sur les révolutions, le succès d'un mouvement révolutionnaire dans les pays du Tiers Monde s'explique dans des cas où un

---

<sup>137</sup> DIX (Robert), « Why revolutions succeed and fail », *op. cit.*, p.442

<sup>138</sup> WICKHAM-CROWLEY (Timothy), « Understanding failed revolution in El Salvador ... », *op. cit.*, p.516. Pour l'auteur, le nationalisme, souvent forgé sur un antiaméricanisme, n'était l'apanage d'aucun groupe. Il faut remonter à la *Matanza* de 1932, où une révolte paysanne, soutenue par le Parti communiste, sera écrasée dans le sang par une alliance entre l'armée et l'oligarchie terrienne pour comprendre cette situation : « cet événement historique a créé le

développement dépendant (croissance sans développement) s'accompagne d'une modernisation sociale, processus face auxquels les régimes deviennent de plus en plus autoritaires et excluants pour en contrôler les conséquences politiques. À partir de cette situation, trois conditions sont nécessaires pour assurer le succès d'une révolution : d'une part l'existence d'une culture d'opposition unique permettant l'interprétation de l'exclusion politique doit porter, d'autre part, une crise ou récession économique qui aggrave la situation de l'opposition, par un sentiment de frustration, et enfin une ouverture internationale (conduite bienveillante, permissive voire active d'une puissance). Cette conjonction de facteurs peut expliquer la réussite d'une coalition d'opposants menés par un mouvement révolutionnaire à renverser un régime.

Dans cette interprétation, l'Iran et le Nicaragua paraissent particulièrement illustratifs. Le Salvador est une nouvelle fois utilisé comme cas négatif. Même s'il se trouve également dans une situation de développement dépendant, la culture politique d'opposition y est d'une certaine façon plus développée, et dès lors plus fragmentée, plusieurs interprétations de la situation étant en concurrence. Ce phénomène empêche la constitution d'une large coalition d'opposition. Par ailleurs, la situation économique y est déplorable, mais sans que la fin de la décennie soixante-dix ne signifie une détérioration plus forte. Enfin la situation internationale (c'est-à-dire la position des États-Unis), bien que plutôt favorable au renversement du régime avant 1978 pour des raisons liées à la diplomatie des Droits de l'Homme du Président Carter, se retourne avec la victoire des sandinistes en 1979 et devient particulièrement hostile au renversement du régime avec l'élection du Président Reagan en 1980.

En suivant les cadres d'analyses proposés, les groupes de guérillas colombiens contribuent également à fournir un « exemple-négatif ». Il est vrai, néanmoins, que la moindre force militaire de la guérilla, son incapacité à constituer un organe unique de direction et dès lors

---

plus fort sentiment anticommuniste dans toute l'Amérique latine et a fourni une partie du lien social (*the social glue*) qui rassembla les militaires et la classe dirigeante pendant un demi-siècle ».

sa très grande difficulté à s'articuler avec le reste de l'opposition, obère d'emblée l'importance des autres facteurs. Le fait qu'il s'agisse d'une insurrection armée minoritaire, chronique et non résolue<sup>140</sup> constitue le premier facteur explicatif de son échec à parvenir au pouvoir, avant même de s'interroger sur la nature et l'évolution récente du régime ou la conjoncture internationale.

## **2) Quand les insurrections aboutissent à des conflits internes prolongés**

Analyser les raisons pour lesquelles les guérillas ont émergé puis ont échoué dans leur entreprise de prendre le pouvoir par les armes constitue une étape nécessaire pour comprendre les processus de paix au Salvador et en Colombie. Mais le constat est insuffisant. Car la particularité des guérillas dans ces pays ne réside pas tant dans l'échec de l'insurrection initiale que dans l'évolution de cet échec vers un conflit prolongé. Aucune des guérillas de la première vague n'a survécu à la réaction militaire. La guérilla guatémaltèque a été extrêmement affaiblie après la répression militaire. Le Sentier lumineux au Pérou et, dans des circonstances différentes, les mouvements de la *contra* au Nicaragua constituent les autres cas de prolongation du conflit, tous deux interrompus au tournant des années 1990, l'un par la répression militaire, l'autre par la fin du régime contre lesquels ils s'élevaient.

Cette prolongation dans le temps oblige dès lors à poser autrement la question de la consolidation dans le temps de la guérilla. Il ne s'agit plus de s'interroger sur la capacité d'un groupe à trouver des armes, organiser des réseaux de soutien, incorporer de nouveaux membres, bénéficier d'un appui paysan, pendant les quelques mois qui séparent l'insurrection armée de la victoire finale. Il est nécessaire de prolonger ce questionnement sur une durée de plusieurs

---

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> CHERNICK (Mark), « Negotiated settlement to armed conflict : lessons from the colombian peace process », *op. cit.*

années, alors même que la conception de la lutte révolutionnaire reposait sur la perspective d'une victoire rapide<sup>141</sup>, et que celle-ci non seulement n'existe pas mais en plus apparaît comme fort improbable. Les facteurs qui expliquent la consolidation des guérillas ne concernent plus désormais le seul moment de leur croissance, mais doivent être évalués à l'aune de toute la durée du conflit pour comprendre ces insurrections prolongées ou chroniques.

Cette situation oblige à s'interroger sur deux aspects peu ou pas traités jusque-là, le premier étant celui d'analyser les raisons qui ont permis le prolongement dans un temps prolongé d'une insurrection révolutionnaire qui n'était pas censée durer, le deuxième celui des effets sur la guérilla de cette continuité. Car ce sont bien ces facteurs qui vont permettre de comprendre l'étape postérieure dans les deux cas analysés, celui de la négociation.

Or, comme cela a déjà été souligné en introduction, rares sont les travaux qui approfondissent de manière comparée l'ensemble des situations d'insurrections prolongées en Amérique latine. Comme il a déjà été montré, les travaux de comparaison de Timothy Wickham-Crowley sont ici utiles, mais seulement parce qu'ils réfléchissent aux insurrections prolongées comme des lectures en négatif des révolutions triomphantes. Avec des perspectives différentes, Alain Rouquié et Gilles Bataillon proposent deux analyses comparées approfondies des trois cas centraméricains<sup>142</sup>, mais où le caractère prolongé de l'insurrection au Salvador est comparé à des situations de triomphe révolutionnaire (Nicaragua) ou d'échec de l'insurrection (Guatemala) et non à d'autres cas d'insurrections prolongées. Cynthia McClintock rapproche les cas

---

<sup>141</sup> Les déviations dans la diffusion des modèles de la victoire des guérillas à Cuba et au Nicaragua ont été déjà présentées. L'idée d'une victoire rapide fait pleinement partie de cette mythologie, alimentée par l'exemple cubain, où la lutte de guérilla dure pourtant 26 mois. Au Nicaragua, les aléas de la lutte révolutionnaire permettent toutes les interprétations. Créé en 1961, le FSLN survit difficilement à ses deux premiers échecs de foyers insurrectionnels. Ce n'est qu'à partir de 1973-74 qu'il retrouve un certain dynamisme militaire. Divisé en trois tendances en 1976, il se réunifie en décembre 1978, pour rentrer victorieux à Managua en juin 1979. Pour les guérillas de la deuxième vague, l'introduction des doctrines sur la « guerre populaire prolongée » va limiter cette impatience de la victoire, qui va être remplacée par une conception de la victoire imminente, comme en témoigne au Salvador l'appellation de l'insurrection de janvier 1981, cette « offensive finale » qui va finalement durer 11 ans.

salvadoriens et péruviens<sup>143</sup>. Eduardo Pizarro, dans son étude comparée sur les guérillas latino-américaines, souligne effectivement l'importance de l'analyse des raisons et des effets de la prolongation du conflit, bien que sur cet aspect précis, l'accent de sa réflexion porte essentiellement sur l'élucidation du problème cas colombien<sup>144</sup>.

Pour comprendre la réussite de certaines guérillas à prolonger leur action armée, la plupart de ces études se concentrent sur la continuation dans le temps des facteurs déjà énoncés pour expliquer l'émergence d'une guérilla, et en particulier les questions de la force militaire et surtout celles du soutien paysan, voire de l'appui urbain dans les quartiers marginalisés. Mais analyser ces phénomènes sur une perspective temporelle plus longue oblige à une étude beaucoup plus précise de deux aspects particuliers, l'évolution interne de la guérilla et les modalités d'interaction entre les guérillas et les communautés rurales, et plus largement les sociétés politiques, où les premières agissent.

Comme le montre Gilles Bataillon, il existe peu de travaux dans les cas cubains et nicaraguayens qui s'interrogent sur l'action au jour le jour au sein des guérillas, ainsi que sur « les rapports, multiples et changeants, entretenus par les organisations armées avec les populations des zones où elles opèrent » et donc en retour sur « l'investigation des motifs qui conduiront les populations confrontées à la présence des guérillas, à les appuyer, à les tolérer comme un moindre mal, ou au contraire à collaborer avec les forces de l'ordre ». Ces questions obligent à une double démarche, d'une part comprendre les guérillas et leur environnement, de

---

<sup>142</sup> ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*. Paris : Le Seuil, 1992, 413 p. et BATAILLON (Gilles), *Violence et politique en Amérique centrale ; essai sur la mise en place de la guerre civile au Nicaragua et des affrontements armés au Guatemala et au Salvador*. Thèse en Sociologie, Paris : EHESS, 1996

<sup>143</sup> McCLINTOCK (Cynthia), *Revolutionary movements in Latin America*, *op. cit.* Malgré un titre assez général, il s'agit d'une étude comparée du FMLN salvadorien et du Sentier lumineux péruvien.

<sup>144</sup> Alors que la démarche comparative est très riche à la fois pour l'émergence de la guérilla et pour les possibilités d'une négociation en vue d'un processus de paix, l'aspect proprement dit d'analyse de la prolongation de l'insurrection révolutionnaire dans le temps est essentiellement vue au regard d'une confrontation entre la théorie existante et le cas colombien. Cf. PIZARRO (Eduardo), *Insurgencia sin revolución*, *op. cit.* et particulièrement les chapitres

l'autre « donner à voir et comprendre comment ces différents acteurs se sont pensés et ont rendu compte de leur action comme du monde dans lequel elles prenaient place »<sup>145</sup>.

Cette approche s'inspire de la sociologie et de l'anthropologie, en rapprochant histoires de vie et reconstitution des contextes locaux. Elle a été appliquée par Carlos Iván Degregori pour comprendre non seulement la prolongation dans le temps du Sentier lumineux, mais également les raisons de son affaiblissement dans ses zones d'action<sup>146</sup>. Yvon Le Bot mène une recherche similaire, centrée sur le lien entre guérillas et communautés indigènes, principalement au Guatemala, mais également de façon comparée dans d'autres pays d'Amérique latine<sup>147</sup>.

Dans les deux cas considérés ici, ce type d'approche est néanmoins très peu fréquent. En Colombie, rares sont les travaux qui cherchent à comprendre l'évolution des pratiques des acteurs qui ont recours aux armes, du sens qu'ils donnent à leur action et de leurs interactions avec les populations avec lesquelles ils sont en contact. Comme le fait remarquer Jesús Antonio Bejarano, « la littérature sur les origines du conflit abonde. Le contexte des luttes paysannes qui a donné lieu au surgissement des mouvements armés, l'histoire des organisations, la biographie de leurs principaux acteurs, le processus politique et les différentes phases des organisations comme de leurs revendications ont été abondamment étudiés. Par contre, il y a peu d'études sur les stratégies d'expansion politique et militaire, les formes de la configuration interne des guérillas et les processus d'agrégation ou de désagrégation »<sup>148</sup>. Cette situation est sans doute

---

<sup>145</sup> Cf. BATAILLON (Gilles), « Réflexion sur l'histoire du communisme en Amérique Latine », *op. cit.*, p.74. À partir de ces réflexions, l'auteur plaide pour une « histoire à ras le sol » des expériences de guérillas. Il a surtout appliqué ce genre de démarche à l'étude de l'engagement des Miskitos dans la guérilla de la *contra* au Nicaragua

<sup>146</sup> Les recherches déjà citées sur le Sentier lumineux au Pérou s'appuient sur cette double approche ; cf. en particulier DEGREGORI (Carlos Iván), *Qué difícil es ser Dios. op. cit.*, et DEGREGORI (Carlos Iván), *El surgimiento de Sendero Luminoso. op. cit.*, sur le développement de Sentier lumineux et DEGREGORI (Carlos Iván), *Las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso. op. cit.*, sur sa défaite.

<sup>147</sup> Pour le Guatemala, cf. LE BOT (Yvon), *La guerre en pays maya. op. cit.*, pour l'étude comparée avec les autres pays, cf. LE BOT (Yvon), *Violence de la modernité en Amérique latine*. Paris : Karthala, 1994, 291 p.

<sup>148</sup> Cf. BEJARANO (Jesús Antonio), *Una Agenda para la paz*. Bogotá : Tercer Mundo, 1995, p. 16-17. Le travail de Christian Gros sur les relations entre la guérilla et leur environnement constitue une exception (GROS (Christian), « Les paysans des cordillères andines face aux mouvements de guérilla et à la drogue : victimes ou acteurs ? », *Tiers Monde*, 32, 128, octobre 1991, p.811-830), de même que les travaux sociologiques réalisés à l'occasion de la

explicable par les orientations prises par la sociologie colombienne sur la violence<sup>149</sup>. Dans le cas du Salvador, cette approche est quasiment absente. Dans un conflit où la question de l'importance du soutien paysan a été si présente, il est curieux de constater que le nombre d'études portant sur les dynamiques des relations entre la guérilla et les communautés rurales sont assez peu nombreuses, au regard de la très importante littérature qui existe sur le conflit. Les rares études existantes portent sur la nature et l'évolution de ces liens, soit juste avant le début du conflit interne<sup>150</sup>, soit à la fin<sup>151</sup>, plus rarement sur l'ensemble de la période<sup>152</sup>.

Cette perspective permet également de comprendre les effets du prolongement du conflit pour les guérillas elles-mêmes. Les guérillas se conçoivent comme des acteurs politiques qui, au nom d'un projet de transformation radicale de la société, assument le choix du recours à la violence politique, par une forme d'action insurrectionnelle conduisant vers une situation révolutionnaire dont le but est la prise du pouvoir. Cela oblige à penser ce recours à la violence comme un choix temporaire, modifiable par l'acteur politique qui y a recours, soit parce que sa demande est satisfaite, soit parce qu'il est parvenu au pouvoir, soit, enfin, parce que les circonstances qui l'ont conduit à faire ce choix ont été modifiées, et ne justifient plus cet usage.

---

démobilisation des guérillas, et en particulier sur l'EPL (cf. URIBE (María Victoria), Ni canto de gloria ni canto fúnebre, el regreso del EPL a la vida civil. Bogotá : CINEP, 1994, 59 p.).

<sup>149</sup> Dans un bilan critique sur les études en Colombie sur la violence, Daniel Pécaut montre combien ces analyses ont su montrer le caractère protéiforme et complexe des différentes formes de violences, mais que paradoxalement les choix théoriques et méthodologiques ont privilégié une lecture institutionnelle de l'action du gouvernement et de certains acteurs (en particulier les guérillas) et négligé une sociologie des interactions stratégiques entre les différents acteurs de la violence. Cf. PÉCAUT (Daniel), « La contribución del IEPRI a los estudios sobre la violencia en Colombia », Análisis Político, 34, mai 1998, p.72-88.

<sup>150</sup> Les trois travaux les plus significatifs sur cette période sont CABARRUS (Carlos Rafael), Génesis de una revolución. Mexico : CIESAS, Casa Chata, 1983, 411 p., KINCAID (Douglas), « Peasants into rebels : community and class in rural El Salvador », Comparative Studies in Society and History, juillet 1987, p.466-494 et PEARCE (Jenny), Promised land, peasant rebellion in Chalatenango. Londres : Latin American Bureau, 1986, 320 p.).

<sup>151</sup> Pour un travail sur la fin du conflit, cf. BINFORD (Leigh), « Grassroots development in conflict zones of northeastern El Salvador », Latin American Perspectives, 24, 2, mars 1997, p.56-79.

<sup>152</sup> Le seul travail sur l'ensemble de la période est WOOD (Elisabeth), Insurgent collective action and civil war in El Salvador. Cambridge : Cambridge University Press, 2003, 320 p. où l'auteure analyse les raisons de l'engagement au sein du FMLN de jeunes paysans, dans un contexte dans lequel cette participation pouvait conduire à des situations de prises de risques personnels considérables.

Cette vision d'une violence instrumentale, très présente dans la sociologie de la mobilisation des ressources, est nécessaire pour comprendre le recours à la violence. Mais elle doit néanmoins être abordée avec précaution. La violence est loin, en effet, de constituer une ressource comme les autres. Les auteurs qui se sont intéressés au recours à la violence politique dans les sociétés occidentales en viennent même à considérer que la violence, transgression totale de l'ordre politique et social existant, ne peut être considérée comme une ressource à la disposition d'acteurs politiques qui agissent dans ce cadre. Les acteurs qui ont recours à la violence se situeraient par eux-mêmes hors de la communauté politique, ce qui conduit à pouvoir les qualifier d'« anti-mouvements sociaux »<sup>153</sup>.

Comme cela a déjà été indiqué en introduction, le caractère non totalement institutionnalisé des sociétés étudiées ici permet de lever en partie ce type d'arguments. La violence est aussi présente que la volonté de construire un ordre dans les sociétés politiques, elle n'en est pas antithétique. Son usage n'est néanmoins pas neutre. Il convient néanmoins de s'interroger sur la manière dont la violence participe à modifier l'identité de l'acteur politique qui l'emploie, tant dans son organisation interne que dans sa relation à l'autorité politique, par un changement radical du contexte. Même si elle est constituée sur un but politique précis, une organisation armée est par nature différente d'un parti politique, d'un syndicat, d'une association : le recours à la violence, parce qu'il s'accompagne d'une action clandestine, illégale, cloisonnée, parce qu'il renforce les hiérarchies et les formes d'obéissances internes, parce qu'il opère une distance croissante entre l'organisation et son environnement, peut conduire à pousser

---

<sup>153</sup> Inscrit dans la tradition tourainienne de l'analyse des mouvements sociaux, Michel Wieviorka propose l'appellation d'« anti-mouvements sociaux » pour décrire les mouvements terroristes d'extrême gauche en Italie et en France. L'anti-mouvement social inverse les trois principes fondamentaux d'un mouvement social (*l'identité* ne se réfère plus à une construction sociale mais à un ensemble abstrait, *l'opposition* totale transforme l'adversaire en ennemi, la *totalité* n'est plus un cadre partagé dans lequel l'historicité est disputée, puisqu'il s'agit d'en revendiquer une autre), et les fusionnent au lieu de les intégrer. L'anti-mouvement peut exister sans violence, ou avec un recours ponctuel à celle-ci, parfois de nature terroriste. Mais les mouvements terroristes en tant que tels apparaissent comme une forme extrême et décomposée d'anti-mouvement social. Cf. WIEVIORKA (Michel), « Violence sociale et



au maximum la tendance, qui existe dans toute institution sociale, à faire prévaloir la logique de fonctionnement de l'organisation sur l'objectif politique et social poursuivi.

Cette interrogation est d'autant plus pertinente lorsque la violence se prolonge dans le temps, puisqu'elle conduit à une institutionnalisation forte de l'organisation armée, à une pérennisation de ses pratiques, voire à une professionnalisation de ses membres, autant de facteurs qui peuvent contribuer à l'éloigner de l'objectif politique initial. Les pratiques de terreur deviennent de plus en plus fréquentes au fur et à mesure que le conflit s'inscrit dans la durée : contre l'ennemi tout d'abord (exécution hors du combat, massacres de civils soupçonnés d'aider l'autre camp, enlèvements, etc.), mais également dans les zones de présence (recrutement forcé, encadrement de la population civile dans des buts militaires, prédation de ressources rares, entre autres), voire au sein même de l'organisation (purges internes, liquidations). Dans des cas extrêmes, l'organisation armée peut n'avoir plus d'autre finalité que sa propre reproduction dans la guerre, et dégénérer en ce que certains auteurs ont qualifié de « corps social guerrier »<sup>154</sup>.

Mais, du fait des processus politiques qui sont étudiés dans ce travail, c'est-à-dire l'évolution d'acteurs politiques ayant fait dans un contexte donné le choix de la violence politique puis ayant remis en question ce choix lors de négociation portant sur leur participation à une scène institutionnelle pacifiée et réformée, il est fait l'hypothèse que les organisations politiques étudiées, le FMLN et les groupes de guérilla colombiens, ne cessent pas de l'être parce qu'elles choisissent de recourir à l'action violente. Dans les deux cas étudiés, des mouvements politiques et sociaux révolutionnaires plus ou moins structurés et développés décident de recourir

---

terrorisme », *Sociologie du Travail*, 4, 1986, p.443-457 et WIEVIORKA (Michel), *Sociétés et terrorismes. op. cit.*, en particulier les p.13-34.

<sup>154</sup> Le qualificatif de « corps social guerrier » a été appliqué en particulier à la RENAMO au Mozambique, et dans une moindre mesure à l'UNITA en Angola, entre autres par Christian Geffray ou Christine Messiant pour rendre compte de l'évolution d'une organisation armée. Au Mozambique, la RENAMO avait été initialement financée et encadrée par une aide internationale qui la concevait comme une guérilla anti-communiste opposée au régime de Maputo. Abandonnée par ses supports internationaux, et livrée à elle-même, l'organisation a survécu par l'action armée, vivant de la terreur, du recrutement forcé et de l'imposition de tributs, en étant isolée des populations qu'elle

à un moment donné à la violence politique, en se transformant en guérillas ; il est évident que cette lutte armée qui se prolonge va contribuer à les modifier en profondeur, tant dans leur fonctionnement interne que dans leurs relations avec leur environnement. Pourtant cette évolution ne se fait pas au détriment de leur but politique, puisque la lutte armée conduit à une impasse militaire où aucun acteur n'a pu détruire l'autre, et ces groupes négocient avec les gouvernements en place leur intégration dans la vie politique légale, deviennent des partis politiques, et participent aux élections et aux institutions réformées qu'ils ont contribuées à établir.

S'il est indispensable d'analyser la signification du recours à la violence politique, c'est avant tout parce qu'il a constitué un moment extrêmement important dans l'évolution des acteurs politiques étudiés. Comme le propose depuis maintenant près de deux décennies la sociologie colombienne de la *Violencia*<sup>155</sup>, et comme le confirme plus récemment l'analyse de Philippe Bourgois sur le cas salvadorien<sup>156</sup>, il est nécessaire de reconnaître que les logiques de la violence sont multiples, et que le fait d'analyser les raisons sociales, économiques ou politiques pour lesquelles à un moment donné des acteurs sociaux ont recours à la violence armée doit s'accompagner de l'étude des effets de cette pratique, pendant et après le conflit, pour ceux qui en sont les acteurs. Mais il est fait l'hypothèse que pour les guérillas objets de cette étude, le recours à la violence n'a pas été l'occasion d'une dénaturation totale de leur identité d'acteurs politiques, réaffirmée au premier plan par leur participation à la vie politique institutionnalisée.

---

contrôlait. Cf. pour le Mozambique, GEFFRAY (Christian), La cause des armes au Mozambique. *op. cit.* et, pour l'Angola, MESSIANT (Christine), « Angola les voies de l'ethnisation et de la décomposition », *op. cit.*

<sup>155</sup> Malgré les limites de cette démarche, soulignées en note 148, c'est sans doute là un des apports principaux de la sociologie de la violence telle qu'elle est pratiquée en Colombie.

<sup>156</sup> BOURGOIS (Philippe), « La violence en temps de guerre et en temps de paix. Leçons de l'après-guerre froide », Cultures et conflits, 47, automne 2002, p.81-116.

*C. DE L'ANALYSE DES NEGOCIATIONS DE RESOLUTION DE CONFLITS AU  
PEACE-BUILDING, LES AVATARS DES ETUDES DE LA PAIX*

Les insurrections prolongées au Salvador et en Colombie ont abouti, après une longue période de violence armée, à une résolution négociée du conflit interne, totale dans le premier cas, partielle dans le deuxième. Ces expériences ne sont pas seulement inédites en ce qui concerne les guérillas révolutionnaires latino-américaines, à l'exception du cas postérieur du Guatemala. Elles le sont également au regard de la situation à laquelle ces insurrections prolongées ont conduit. Dans les deux pays, se déroule en effet un conflit armé interne, assimilable à une guerre civile<sup>157</sup>. Or les études sur la guerre ont longtemps considéré que les conflits internes étaient en quelque sorte réfractaires à une résolution négociée, parce qu'il s'agissait de conflits particulièrement sanglants qui portaient sur des enjeux difficilement négociables. De plus, la grande majorité des conflits internes s'étaient terminés par une victoire militaire de l'un des deux camps, ce qui assurait une cohabitation par la force des vainqueurs et des vaincus dans une même société. Les études quantitativistes sur les guerres ont montré que ce type d'hypothèse n'était que partiellement vérifié. Cette situation a permis le développement de l'étude de la résolution des conflits internes.

Une des approches longtemps dominante à été celle des « *peace studies* », qui se développe à partir des années soixante. Réfutant l'idée de relations sociales fondées *a priori* sur l'existence d'un conflit entre individus, cette approche constitue l'une des premières à aborder la violence non pas depuis une interrogation sur ses causes, ou ses motivations, mais à la penser

---

<sup>157</sup> L'utilisation de ce terme fait l'objet dans les deux cas d'une importante polémique académique, déjà ébauchée dans l'analyse des guérillas latino-américaines, et qui est étudiée de façon détaillée dans l'introduction de la deuxième partie de ce travail. Malgré la validité de ces discussions, le terme est utilisé dans cette partie comme synonyme de conflit interne. Pour une réflexion sur la guerre civile, à la fois sur ses raisons et sur les mécanismes institutionnels qui peuvent favoriser sa résolution, cf. DERRIENNIC (Jean-Pierre), Les guerres civiles. Paris : Presses de Sciences Po, 2001, 281 p.

comme un processus social qui peut être résolu par un dialogue entre les acteurs<sup>158</sup>. À l'intersection de la réflexion théorique et de la proposition d'action, l'approche des « *peace studies* » est néanmoins biaisée méthodologiquement par son approche pacifiste – au sens où elle conçoit sa démarche de réflexion à partir du postulat que la paix doit être obtenue. Elle a néanmoins ouvert la réflexion sur la question de la possibilité de penser la résolution de la violence politique dans un cadre négocié.

Deux approches paraissent particulièrement pertinentes pour étudier la résolution négociée des cas salvadoriens et colombiens, tout d'abord la question de la résolution négociée des conflits armés internes, puis son prolongement par la réflexion sur les difficultés spécifiques rencontrées au moment de la mise en œuvre des accords, avec en particulier le rôle de la communauté internationale sur la construction de la paix dans des conflits internes. Ces approches doivent néanmoins être analysées avec la prudence qu'imposent les limites ambiguës entre la paix et la guerre, en sachant en particulier qu'elles ont été inspirées de situations de conflits internationaux où l'état de paix (ou de non-guerre) est vraisemblablement plus facilement identifiable et tangible que dans le cas de situations internes<sup>159</sup>.

À l'image des analyses sur les transitions démocratiques qui vont être discutées dans le premier point du chapitre suivant, les études sur les résolutions négociées des conflits internes ne révèlent qu'une partie des processus analysés dans cette thèse, dont la particularité se situe bien à l'intersection de ces deux aspects.

---

<sup>158</sup> Cette perspective a été ouverte en sciences sociales notamment par Johan Galtung, à partir d'une analyse structurelle de la violence. Pour une formalisation récente, cf. GALTUNG (Johan), *Peace by peaceful means*. Oslo, Londres : International Peace Research Institute, Sage, 1996, 280 p. et GALTUNG (Johan), JACOBSEN (Carl), *Searching for peace*. Londres : Pluto, 2000, 290 p. Pour une présentation académique récente des problèmes de la guerre et de la paix selon une approche « *peace studies* », cf. BARASH (David), WEBEL (Charles), *Peace and conflict studies*. Thousand Oaks : Sage, 2000, 570 p.

<sup>159</sup> Comme le fait remarquer Roland Marchal, une approche sociologique des conflits permet d'aborder la question de la paix de manière moins tranchée qu'une approche inspirée des relations internationales. Cf. MARCHAL (Roland), « Les frontières de la guerre et de la paix », *op. cit.* et MARCHAL (Roland), « Terminer une guerre », p.5-48, in MESSIANT (Christine), MARCHAL (Roland), *Les chemins de la guerre et de la paix*, *op. cit.*

### 1) Négocier la fin d'une guerre civile

Dans sa célèbre réflexion sur la guerre, Carl von Clausewitz considère le conflit armé comme le moyen particulier d'une fin politique<sup>160</sup>. Même s'il n'en traite pas expressément, la question de la négociation est centrale dans sa démarche, puisqu'il s'agit de l'étape par laquelle l'objectif politique poursuivi peut être atteint. Mais la négociation n'existe qu'à l'issue de l'affrontement armé. Longtemps marquée par cette approche, l'étude de la négociation a été centrée sur la capacité diplomatique de parvenir aux fins politiques recherchées à partir du rapport de force obtenu sur le terrain militaire. De ce fait, elle était conçue comme liée au conflit, moment du retour au politique.

Cette perspective a longtemps marqué la réflexion sur la différence entre guerres internationales et guerres internes, et tout particulièrement sur la possibilité de parvenir à un accord négocié. Dans une vision du conflit armé comme un moyen utilisé pour atteindre des objectifs particuliers, la question du caractère divisible ou non des enjeux de l'affrontement et des gains possibles à l'issue du conflit a conduit certains théoriciens à établir une différence fondamentale entre conflits internationaux et conflits internes. Les conflits internationaux portent généralement sur des questions de puissance, les enjeux et les gains sont dès lors généralement divisibles (territoire, population, ressources naturelles, etc.). Les conflits internes, par contre, portent sur des aspects identitaires, pour lesquels les enjeux et les gains envisageables (statut d'une langue, d'une religion, etc.) ne semblent pas pouvoir être divisés. Par ailleurs une résolution négociée supposerait que les anciens adversaires, appelés à coexister sur un même territoire, trouvent les moyens non seulement de mettre fin au conflit, mais surtout de cohabiter ensemble dans un même territoire à l'issue du conflit<sup>161</sup>. De ce fait, il semble aisé d'expliquer le

---

<sup>160</sup> CLAUSEWITZ (Carl von), *De la guerre*. Paris : Editions de minuit, 1955, 755 p.

<sup>161</sup> Ces deux explications sont particulièrement présentes dans les analyses sur la résolution des guerres. Pour un exemple, cf. IKLE (Fred), *Every war must end*. New York : Columbia University Press, 1991, (1<sup>ère</sup> éd. 1971), 160 p.

caractère particulièrement sanglant des conflits internes, et l'impossibilité de penser une résolution négociée dans le cas d'un conflit interne – une des conséquences étant que l'analyse des conflits internes a été marquée pendant longtemps par l'interrogation sur ses causes, ignorant son possible dépassement<sup>162</sup>.

Un des acquis de l'approche quantitativiste de l'étude des guerres a été de montrer que l'idée d'une différence fondamentale entre guerres interétatiques et guerres civiles sur la possibilité de parvenir à un accord négocié n'était pas vérifiée dans la réalité. Les conflits internes ont en effet été étudiés avec les instruments de l'analyse des guerres entre États, ce qui a permis de mettre en lumière la possibilité d'une négociation, et dès lors l'analyse de ses mécanismes. Des auteurs ont suivi les orientations méthodologiques du « *War project* » mené à l'Université du Michigan par David Singer et Melvin Small, analyse systémique des conflits armés<sup>163</sup>, pour étudier spécifiquement les conflits internes. Au-delà des limites introduites par une démarche extrêmement quantitative<sup>164</sup>, ces travaux, et les recherches qu'ils ont inspirées, ont eu pour mérite de remettre en cause l'idée que le conflit interne ne pouvait pas être résolu dans le cadre d'un accord négocié, même si la proportion de conflits internes parvenus à une résolution négociée est moins importante que celle des conflits entre États.

---

<sup>162</sup> Ainsi rares sont les travaux qui intègrent, à partir d'une analyse de la violence politique, une réflexion sur la fin des conflits internes. Cf. GURR (Ted), « On the outcomes of violent conflict », in GURR (Ted), Handbook of Political conflict. New York : Free Press, 1988, p.238-294.

<sup>163</sup> SINGER (David), SMALL (Melvin), Resort to arms, international and civil wars 1816-1980. Beverly Hills : Sage, 1982, 432 p.

<sup>164</sup> Les travaux sont fondés quasi exclusivement sur un traitement statistique de données sur les conflits internationaux et internes. De ce fait les critères retenus pour identifier ce qui ou n'est pas une guerre modifient l'ensemble des calculs. Par exemple David Singer et Melvin Small retiennent, dans leurs définitions les plus simples, comme « guerre » un conflit armé entre au moins deux pays, qui ait produit au moins un millier de morts au combat par an, et où la partie la plus faible ait imposé à son adversaire au moins 5 % des pertes qu'il a lui-même subies. Pour identifier une guerre civile par rapport à une guerre entre États, ils ont remplacé le facteur de conflits entre deux pays par le critère de la « souveraineté multiple » identifié par Charles Tilly, et présenté plus haut (cf. note 93). Avec ce choix de facteurs, ils ont identifié 43 guerres civiles entre 1945 et 1980.

Ce constat a permis le développement des études portant sur la fin des guerres civiles, en partie inspirées des travaux portant sur la fin des guerres entre États<sup>165</sup>. Un certain nombre de spécialistes des analyses sur les négociations (soit dans les questions stratégiques internationales, soit dans les thèmes nationaux non liés à des conflits armés) ont ainsi étudié les résolutions des conflits armés internes, à l'image de Roy Licklider<sup>166</sup> et de William Zartman<sup>167</sup>. Comme dans toute étude centrée sur les négociations, l'approche théorique commune y met l'accent sur le rôle des dirigeants, le choix rationnel et les mécanismes de rapprochement des points de vue afin de parvenir à une solution concertée et acceptable par toutes les parties en présence<sup>168</sup>.

À l'image d'une guerre entre États, la fin de la guerre civile est définie comme la fin de la forme prise par cet affrontement, c'est-à-dire une violence armée entre le gouvernement en place et des insurgés, ayant conduit à l'existence d'une souveraineté multiple<sup>169</sup>. Les conclusions de Roy Licklider sont caractéristiques de cette approche, puisqu'il a identifié cinq facteurs permettant de comprendre la fin d'un conflit armé interne : la nature des problèmes qui ont conduit à l'affrontement armé, les politiques de chaque camp, l'équilibre militaire (où les perceptions de la possibilité ou non d'une victoire militaire à terme sont plus importantes que la

---

<sup>165</sup> L'étude des « *war endings* » constitue l'un des parents pauvres de l'étude de la guerre et des conflits. Pour un exemple des débats sur cette question, cf. le numéro de la revue *Millenium* consacré à l'analyse de la fin des guerres : « War endings, reasons, strategies and implications », *Millenium*, 26, 3, 1997, où ce sont principalement les cas de fins de guerres entre États qui sont discutés.

<sup>166</sup> LICKLIDER (Roy) (ed.), *Stopping the killing, How civil war ends*. New York : New York University Press, 1993, 354 p. Cet ouvrage est un des premiers à comparer plusieurs résolutions de conflits civils (guerre de Sécession aux États-Unis de 1861-65, puis pour les cas post-1945, guerres civiles en Grèce, en Colombie, au Yémen, au Nigeria, au Soudan, et au Zimbabwe) dans un cadre théorique commun (établi entre autres par les contributions de Roy Licklider et de William Zartman). L'auteur a poursuivi sa réflexion sur ces questions, cf. LICKLIDER (Roy), « The consequences of negociated settlements in civil wars, 1945-1993 », *American Political Science Review*, 89, 3, septembre 1995, p.681-690 ; LICKLIDER (Roy), « Early returns : results of the first wave of statistical studies of civil war termination », *Civil Wars*, 1, 3, automne 1998, p.121-132.

<sup>167</sup> ZARTMAN (William), *Elusive peace, negociating an end to civil wars*. Washington : Brookings Institution, 1995, 353 p.

<sup>168</sup> MASON (David), FETT (Patrick), « How civil war ends, a rational choice approach », *Journal of Conflict resolution*, 40, 4 1996, p.546-568.

<sup>169</sup> Sur cette définition, cf. LICKLIDER (Roy), « How civil wars end », p. 3-19, in LICKLIDER (Roy) (ed.), *Stopping the killing*, *op. cit.*

réalité de la situation sur le terrain), l'effet d'acteurs externes au conflit et, enfin, la nature du régime politique surgi de l'accord.

L'application de ce type de démarche aux conflits internes a conduit cependant à certaines adaptations. Ainsi les éléments qui caractérisent une négociation dans un conflit militaire international (conçue comme une discussion entre parties qui se reconnaissent mutuellement, à partir d'une situation d'impasse militaire où chacun conserve un pouvoir de nuisance mais pas la possibilité de s'imposer sur l'autre, et où l'existence, et donc les intérêts, des parties ne sont pas liés seulement au conflit) sont réévalués au regard de la nature du conflit interne. L'inégalité institutionnelle entre gouvernement et insurgés est ainsi compensée par une inégalité d'engagement, les insurgés étant définis par leur seule action militaire contre le gouvernement alors que celui-ci a d'autres fondements, et donc d'autres intérêts.

Cette inégalité entre acteurs a également conduit les études sur la résolution des conflits internes à mettre particulièrement l'accent sur le rôle d'acteurs externes au conflit, comme médiateurs, comme parties prenantes à la négociation, comme garants des accords. Le contexte international du début de la décennie quatre-vingt-dix et le rôle assumé alors par les institutions internationales pour résoudre des conflits internes, vus comme des héritages de la guerre froide, a contribué à renforcer cet intérêt pour le rôle des acteurs externes<sup>170</sup>. En effet, en dehors des trois cas centraméricains, des règlements comparables ont eu lieu, avec un certain succès, en Namibie (1989), au Mozambique (1992), au Cambodge (1993), avec des conclusions beaucoup moins heureuses, en Angola (1991) ou au Rwanda (1993). Par ailleurs, des médiations prennent la forme d'interventions internationales armées qui cherchent, avec des succès relatifs, à mettre fin à des situations de conflits internes ou de guerres civiles, en Haïti (1991), en Somalie (1992-95), en ancienne Yougoslavie (Bosnie 1995 puis Kosovo 1999), au Sierra Leone (1996-98), au

---

<sup>170</sup> ZARTMAN (William), RASMUSSEN (Lewis), Peacemaking in international conflicts. Washington : US Institute of Peace Press, 1997, 412 p.



Liberia (1991), plus récemment au Timor Oriental (2002). L'importance prise par ces interventions, menées généralement par les Nations unies, par des organisations régionales ou par des États ou coalitions d'États, a conduit à déplacer l'axe de réflexion du seul rôle d'acteurs externes dans la résolution de conflits internes par la négociation, vers la capacité des institutions multilatérales à imposer la résolution du conflit, au nom de la Charte des Nations unies, de la défense de la paix et de la démocratie.

En appliquant les analyses sur la résolution négociée de guerres entre États aux conflits internes, cette démarche a pour corollaire de mettre l'accent davantage sur les formes prises par le conflit que sur ses causes<sup>171</sup>. Les raisons du conflit interne (révolutionnaire, sécessionniste, identitaire, religieux, etc.) s'effacent derrière l'identification des mécanismes de sa possible résolution. Tout conflit armé, y compris interne, et quelle que soit sa nature, peut être résolu par la négociation, processus sur lequel il convient dès lors de se centrer.

Cette approche est néanmoins relativement rare pour l'étude des deux cas ici considérés, où prédominent des analyses centrées sur l'étude des raisons et des modalités du conflit armé interne, comme cela a été évoqué précédemment, qu'il s'agisse de comprendre la transformation d'une insurrection révolutionnaire en guerre civile, comme au Salvador, ou dans des formes diversifiées et éclatées de violence, comme en Colombie. Il est ainsi significatif que dans les ouvrages théoriques mentionnés plus haut les cas latino-américains soient assez rarement étudiés en profondeur<sup>172</sup>.

Jesús Antonio Bejarano a été un des rares chercheurs à avoir approfondi l'étude des deux cas, et ses travaux constituent les analyses les plus achevées de l'approche comparée des

---

<sup>171</sup> KING (Charles), *Ending civil wars*. Oxford : Oxford University Press, International Institute for Strategic Studies (Adelphi Paper n°308), 1997, 94 p.

<sup>172</sup> Hormis les références à la résolution négociée de la période de la *Violencia* comme un cas abouti ayant conduit à une situation pacifiée, seul William Zartman fait des références assez fréquentes dans ses travaux à la situation de la Colombie dans les années 1980-90.

résolutions de conflits à travers l'étude des négociations<sup>173</sup>. Il a tout d'abord appliqué les recherches sur la négociation et la résolution des conflits (principalement à travers les travaux de Johan Galtung), pour comprendre le cas colombien, en montrant les limites de la sociologie de la violence, centrée sur l'analyse des formes de la violence et non sur la réflexion sur son possible dépassement. De même son analyse des stratégies de négociation et des discussions entamées par le gouvernement a mis en avant l'absence d'une continuité d'action, et la succession de stratégies gouvernementales construites sur la négation des politiques antérieures. Sa réflexion s'est ensuite inscrite dans une démarche comparative avec les situations d'Amérique centrale. Il montre qu'il est possible d'analyser de façon comparée le Salvador, la Colombie et le Guatemala, dès lors que « il ne s'agit pas de (faire) l'analyse comparée des conflits, ni même l'histoire des négociations, mais seulement un examen des structures et du contenu des négociations, c'est-à-dire des thèmes principaux de discussion, des thèmes des accords, des éléments internes et externes du contexte qui expliquent les portées des engagements pris, et évidemment l'analyse des éléments de procédure, comme la médiation et la vérification, qui peuvent être considérés comme essentiels pour le succès de la négociation »<sup>174</sup>.

Cet angle d'approche a été trop rarement abordé de manière approfondie, autant pour la Colombie<sup>175</sup> que pour le Salvador<sup>176</sup>, et très rarement dans une perspective comparée<sup>177</sup>. La démarche comporte néanmoins une limite, assumée comme telle par les auteurs : à vouloir

---

<sup>173</sup> BEJARANO (Jesús Antonio), Una agenda para la paz, aproximaciones desde la teoría de la resolución de conflictos. Bogotá : Tercer Mundo, 1995, 268 p. Ce recueil de textes rassemble à la fois des analyses sur le cas colombien et une réflexion comparée entre la Colombie, le Salvador et le Guatemala.

<sup>174</sup> *ibid.*, p.152.

<sup>175</sup> Parmi les travaux qui cherchent à comprendre la situation colombienne en se servant des théories sur la négociation et la résolution des conflits, sans toutefois de dimension comparative, les études de Pedro Valenzuela, inspirées directement de l'école nord-américaine de l'étude des négociations, paraissent les plus approfondies, cf. VALENZUELA (Pedro), « Un marco analítico del proceso de terminación de conflictos violentos, con aplicación al caso colombiano », América Latina Hoy, 10, juin 1995, p.29-36 et FLOREZ (Enrique), VALENZUELA (Pedro), « De la oposición armada al frustrado intento de alternativa democrática en Colombia », Colombia Internacional, 36, octobre 1996, p.31-40.

<sup>176</sup> MARTINEZ PEÑATE (Oscar), El Salvador : del conflicto armado a la negociación, 1979-1989. Ontario (CA) : Bandek, 1995, 212 p.

comprendre précisément les différentes étapes de la négociation, et la manière dont il a été possible de passer de l'une à l'autre, ces analyses sont marquées par une description séquentielle aux vellétés normatives, qui tend à isoler la négociation, et en particulier le comportement des acteurs et des dirigeants politiques, du reste du processus. Il est de ce fait significatif que les études comparées sur les processus de paix en Amérique latine, et tout particulièrement le « *Project on Comparative Peace Processes* », aient intégré l'aspect de la résolution négociée du conflit, mais en l'inscrivant dans une approche plus large, intégrant l'évolution du conflit et de ses causes, la réforme institutionnelle et la construction de règles démocratiques<sup>178</sup>.

## 2) Penser un processus de la paix par-delà la fin du conflit armé

L'idée qu'une analyse centrée exclusivement sur le processus de négociation en tant que tel est insuffisante pour comprendre l'ensemble du processus, est confirmée par le fait qu'il existe bien une difficulté particulière dans la résolution des conflits internes. En ignorant l'argument de l'impossibilité de trouver un arrangement négocié dans le cas de conflits armés, du fait de la nature des enjeux<sup>179</sup>, les études quantitativistes sur la fin des guerres civiles ont montré qu'il existe une proportion significative de conflits internes résolus par la négociation, mais que contrairement aux conflits entre États, le fait d'aboutir à un règlement négocié ne signifie pas forcément une fin effective du conflit armé.

---

<sup>177</sup> CHILD (Jack), *The Central America peace process 1983-1991, sheathing swords, building confidence*. Boulder : Rienner, 1992, 200 p.

<sup>178</sup> La recherche la plus systématique sur la comparaison des processus de paix en Amérique latine, le « *Project on Comparative Peace Processes* » a été menée par le Woodrow Wilson International Center entre 1995 et 1999, sous la coordination de Cynthia Arnson. Il a fait l'objet de plusieurs conférences dans les pays concernés, puis d'une conférence finale à Washington en 1999. Les actes de la conférence tenue à Bogotá ont été publiés in *Procesos de paz y negociación en Colombia*. Bogotá : Uniandes, FESCOL, W. Wilson International Center for scholars, 1996, 75 p. La recherche menée au Pérou a été publiée in BASOMBRIO IGLESIAS (Carlos), *La paz, valor y precio*. Lima : Instituto de Defensa Legal, 1996, 226 p. Les actes de la conférence finale ont été publiés in ARNSON (Cynthia), *Comparative peace processes in Latin America*. Washington, Stanford : W. Wilson Center Press, Stanford University Press, 1999, 493 p. Les importants apports de ces recherches sont discutés dans le chapitre 2.

<sup>179</sup> ZARTMAN (William), « The unfinished agenda : negotiating internal conflicts », p.20-34, in LICKLIDER (Roy) (ed.), *Stopping the killing, How civil war ends*. *op. cit.*

À titre d'exemple de ce genre de réflexions, Barbara Walter<sup>180</sup> identifie à partir de la démarche quantitativiste proposée par David Singer, l'existence de 41 guerres civiles dans le monde entre 1940 et 1990. Dans 17 cas, des négociations visant à résoudre le conflit ont été commencées, dont au moins 13 ont conduit à la signature d'un accord. Mais elle montre que seuls huit d'entre eux ont abouti à la résolution effective du conflit interne par la négociation, la Colombie (1948-58), le Liban (1958 puis 1975-76), le Yémen (1962-70), le Soudan (1963-70), la République dominicaine (1965), le Zimbabwe (1972-79) et le Nicaragua (1981-89)<sup>181</sup>.

Un constat encore plus négatif peut être fait sur la situation de l'après guerre froide : comme cela a été déjà évoqué, de nombreux conflits internes se sont poursuivis après la signature d'un accord entre les parties. Si le cas rwandais apparaît comme le plus symptomatique, puisque l'accord de 1993 a été suivi par le massacre de près d'un million de personnes, il n'est pas le seul. 31 des 38 accords de paix formalisés dans le cas de conflits armés internes entre 1988 et 1998 n'auraient pas duré au-delà de trois ans<sup>182</sup>. En prenant comme facteurs de réussite le fait que l'accord conduise à la fin de l'affrontement armé, même après le retrait des garants internationaux de la médiation, George Downs et Stephen Stedman considèrent que les accords signés en Namibie (1989), au Mozambique (1992) et dans les trois pays centraméricains ont effectivement conduit à une paix durable. Par contre les accords au Liban (1990), au Liberia (1990), au Cambodge (1991) et en Bosnie (1995) n'ont conduit qu'à un

---

<sup>180</sup> WALTER (Barbara), « Designing transitions from civil wars », *International Security*, 24, 1, été 1999, p.127-155 et WALTER (Barbara), « The critical barrier to civil war settlement », *International Organization*, 51, 3, été 1997, p.335-64.

<sup>181</sup> Le fait d'avoir choisi les critères définis par David Singer comme « guerres internes » et de considérer les négociations comme des situations où « les groupes en confrontation se rencontrent lors de négociations face à face pour discuter de problèmes susceptibles de résoudre le conflit » fait que les cas ici identifiés ne concordent que partiellement avec les situations évoquées précédemment dans ce chapitre, où prime la résolution politique et l'intégration de mouvements révolutionnaires dans la vie politique légale, comme c'est le cas au Venezuela avec un niveau faible d'affrontement armé, et d'une certaine façon, mais dans un niveau d'affrontement beaucoup plus élevé, la Colombie au tournant des années 1990. Par ailleurs, comme cela est développé plus en avant, l'auteur évoque comme cas de résolution réussie, pour la période postérieure à 1990, le Salvador, le Cambodge et la Bosnie, mais pas le Guatemala.

<sup>182</sup> DARBY (John), RAE (James), « Peace processes from 1988-98 : changing patterns », *Ethnic studies report*, 17, 1, janvier 1999, p.45-64.

succès relatif. Enfin, le Sri Lanka (1987), l'Angola (1991 puis 1994), la Somalie (1993) et le Sierra Leone (1996) sont considérés comme autant de cas qui s'ajoutent à l'exemple rwandais où un accord de paix n'a pas permis de mettre fin à l'affrontement<sup>183</sup>.

Une étude prenant en compte une remobilisation totale ou partielle des anciens insurgés, ou une prise du pouvoir par les armes de l'une des parties, devrait conduire à réévaluer certains cas qualifiés comme des succès, complets ou relatifs, comme des échecs. Le coup militaire au Cambodge en 1997, la tutelle exercée par la Syrie sur le gouvernement libanais dès 1992, le contrôle conservé par les militaires au Guatemala après 1996, ou enfin les remobilisations sporadiques au Nicaragua depuis 1989 apparaissent autant de cas inaboutis.

Certains auteurs n'hésitent pas à qualifier d'échecs même les cas généralement considérés comme les plus aboutis (à l'image du Mozambique ou du Salvador), où malgré l'absence de reprise du conflit armé et le relativement bon fonctionnement des institutions politiques depuis la signature de la paix, la dégradation de la situation sociale et la continuité de la violence politique et sociale porte à s'interroger sur le degré réel de pacification<sup>184</sup>.

À partir de ce constat, les recherches sur la résolution des conflits internes vont dépasser une étude qui se borne exclusivement à la mise en lumière des conditions de réussite d'une négociation, où la signature de l'accord est perçue comme la réussite du processus, pour montrer dans quelles conditions la solution négociée d'un conflit armé interne conduit effectivement à une paix durable.

---

<sup>183</sup> DOWNS (George), STEDMAN (Stephen J.), « Evaluation issues in peace implementation », p.43-69, in STEDMAN (Stephen), ROTHCHILD (Donald), COUSENS (Elizabeth), Ending civil wars, the implementation of peace agreements. Boulder : Lynne Rienner, 2002, 729 p. Les auteurs ont privilégié, dans le choix de leurs cas, ceux qui relèvent de fin de guerres civiles où des acteurs internationaux jouent un rôle important dans la recherche d'une résolution. Ils n'ont pas inclus, par ailleurs, les cas où la mise en œuvre des accords de paix étaient en cours au moment de l'élaboration de leurs travaux (Timor, Irlande du Nord, Kosovo, Congo).

<sup>184</sup> Ce dernier type d'analyse montre que la construction de la paix s'accompagne de l'imposition d'un modèle politique et économique, la démocratie libérale et l'économie de marché, qui laisse augurer une augmentation des inégalités socio-économiques et donc une insécurité grandissante. Pour un exemple, où seule la Namibie est considérée comme un succès, cf. PARIS (Roland), « Peacebuilding and the limits of liberal internationalism », International Security, 22, 2, automne 1997, p.54-89.

Contrairement à la négociation en tant que telle, ce n'est pas tant la volonté des parties qui est en cause dans la faible fréquence des négociations réussies, puisque dans bien des situations, des dialogues ont été commencés, aboutissant souvent à la signature de traités, et la fin du conflit n'a pas été une réalité pour autant. S'il existe de nombreuses raisons qui permettent d'expliquer l'échec d'une négociation (pas de réelle volonté de négociation, perspective d'une victoire militaire, difficulté à se partager les gains éventuels d'un accord, revendications maximalistes), elles ne permettent pas de comprendre pourquoi les négociations abouties ne conduisent pas à une paix véritable. Certains auteurs ont mis l'accent sur le fait que la diversité et l'hétérogénéité des acteurs en présence dans un conflit interne pouvaient augmenter très fortement la possibilité que des acteurs ne se sentent pas réellement engagés par les résolutions accordées dans une négociation<sup>185</sup>. Mais cet aspect relève davantage des caractéristiques de la négociation en tant que telle que des difficultés de la mise en œuvre des accords.

Un des points les plus sensibles de l'application d'accords de paix signés concerne la phase de la démobilisation. L'accord de paix établit que le rapport de force politique et militaire a abouti à une égalité de fait entre les signataires. La mise en œuvre de ses dispositions ne doit pas modifier cet équilibre, et doit se réaliser sans que l'une des parties prenne un ascendant sur l'autre et interprète à son profit les dispositions accordées. La période est particulièrement sensible pour le groupe insurgé en voie de démobilisation. Pendant cette période particulière, le dilemme de la sécurité se trouve renversé, puisqu'un groupe armé doit remettre ses armes, et démobiliser ses combattants, sans que l'État puisse encore lui garantir pleinement sa sécurité. En effet, plus un groupe est démobilisé, plus il se sent vulnérable, et plus il est réactif aux éventuelles distorsions à l'accord, donc davantage susceptible d'en commettre lui-même.

---

<sup>185</sup> Un des aspects les plus développés dans les analyses des négociations des conflits internes repose sur le comportement loyal ou non et la volonté réelle des acteurs. Pour un exemple de cette démarche, cf. STEDMAN (Stephen), « Spoiler problems in peace process », *International security*, 22, 2, Automne 1997, p.5-53.

Fen Osler Hampson a été l'un des premiers à s'interroger sur ce qui vient après la signature de la paix pour montrer les difficultés de la mise en œuvre des dispositions négociées dans l'accord de paix, et à souligner qu'il doit exister des garanties suffisantes pour que les dispositions négociées soient effectivement réalisées<sup>186</sup>. De ce fait, il préconise une importante intervention internationale, seule garant effectif de la mise en œuvre des modalités négociées dans l'accord de paix.

Dans une approche semblable, Barbara Walker prolonge cette réflexion en insistant sur les garanties de sécurité nécessaires<sup>187</sup>. En effet, les étapes les plus difficiles de la négociation d'un accord ne résident pas dans la discussion sur les revendications des parties, ou sur les questions qui ont conduit à l'affrontement. L'aspect le plus difficile de la négociation, et de l'application des termes de l'accord, consiste à définir des garanties crédibles par les parties pour assurer la mise en œuvre des termes de l'accord, et tout particulièrement des conditions de la démilitarisation et de la démobilisation. Elle met l'accent à la fois sur la nécessité d'une importante présence militaire d'un tiers et sur des aspects plus institutionnels, comme la mise en place de structures nouvelles et neutres garantissant l'expression politique des deux camps.

Pour ces auteurs, l'analyse est conçue comme un prolongement dans le temps de l'étude de la négociation qui doit se pencher sur les dynamiques propres à la mise en œuvre, et les difficultés spécifiques qui surgissent à ce moment-là. Cette étape est bien évidemment nécessaire. Néanmoins, ces premiers travaux reproduisent les mêmes travers que les études de la négociation, en se centrant sur le cadre de négociation, son résultat (les accords) et ses effets (leur mise en œuvre). De ce fait, à l'image des analyses sur les négociations, ces recherches relèguent à un second niveau l'importance de la prise en compte des contextes locaux dans

---

<sup>186</sup> HAMPSON (Fen Osler), Nurturing peace, Why peace settlement succeed or fail. Washington : US Institute of Peace Press, 1996, 287 p.

<sup>187</sup> WALTER (Barbara), « Designing transitions from civil wars », *op. cit.* et WALTER (Barbara), « The critical barrier to civil war settlement », *op. cit.*

lesquels se déroulent négociations et mise en œuvre des accords. Cette volonté de formalisation conduit paradoxalement à des recommandations de caractère à la fois pratique et trop général.

Une partie de ces limitations va être levée par l'intégration de ces études dans le cadre plus large de l'analyse du « *peace-building* ». Le très fort engagement des Nations unies et de ses agences spécialisées, du moins dans les années 1990, ainsi que de très nombreuses organisations non gouvernementales, dans les médiations internationales qui ont conduit à des résolutions négociées de conflits armés internes a favorisé le développement d'une vaste littérature sur le « *peace-building* ». Du fait de la proximité avec les agences nationales ou internationales qui ont financé ces recherches, et de la participation d'anciens responsables aux recherches et aux réflexions<sup>188</sup>, ces études sont, à l'image de celles consacrées aux négociations et à la mise en œuvre des accords, fortement marquées par l'identification des conditions pour la réussite d'une intervention, et en particulier sur le rôle de la communauté internationale. Néanmoins, elles ont intégré une analyse des contextes politiques et sociaux dans lesquels elles se déroulent : la résolution du conflit armé ne passe pas simplement par la fin de la guerre, donc par la démobilisation des combattants, mais également par la résolution d'un certain nombre des problèmes qui avaient été à l'origine du conflit ou qui avaient favorisé son prolongement dans le temps, c'est-à-dire la démilitarisation de la société et la démocratisation des institutions. Or, dans bien des cas, ces règlements négociés ont lieu dans des pays qui n'ont généralement pas ou peu connu au préalable la conjonction de la démocratie et de la paix<sup>189</sup>.

La disjonction relevée précédemment sur les études des négociations entre analyses qui font prévaloir les cadres de la négociation et celles qui sont centrées sur l'importance des

---

<sup>188</sup> SOTO (Alvaro de), CASTILLO (Graciana del), « Obstacles to peacebuilding », *Foreign Policy*, 94, printemps 1994, p.69-83.

<sup>189</sup> Il ne saurait être question ici de résumer l'ensemble des débats académiques sur le « *peace-building* ». Pour des travaux sur le rôle de la communauté internationale, cf. BALL (Nicole), *Making peace work*. Washington : ODC, 1996, 121 p. ; sur la mise en place d'institutions après la signature de la paix, KUMAR (Khrishna), *Rebuilding societies after civil war*. Boulder : Lynne Rienner, 1997, 329 p. et KUMAR (Khrishna), *Postconflict elections*,



contextes dans lequel se déroulent ces négociations se retrouve également dans les analyses sur le « *peace-building* ». Une première approche a consisté, en effet, à évaluer les difficultés techniques, logistiques, financières et organisationnelles de la mission qui intervenait et les effets de ces dysfonctionnements sur la construction de la paix. Cette orientation de la recherche l'a rapprochée des travaux existants sur le fonctionnement de l'ONU, en définissant en quelque sorte les tâches assumées par une mission internationale en fonction de la Charte des Nations unies, mais également de l'évolution des pratiques de fonctionnement de cette institution. De ce fait, les opérations de construction de la paix auraient un certain nombre de tâches à accomplir, indépendamment de la situation sur laquelle elles interviennent, et la difficulté de la paix serait liée aux différents problèmes surgis dans l'élaboration de chacune de ces tâches<sup>190</sup>.

Une deuxième orientation a cherché à dépasser cette vision unilatérale, et s'est concentrée davantage sur l'analyse des causes du conflit, et donc sur l'identification des problèmes sur lesquels l'intervention internationale devait porter ses priorités, afin de conduire à des changements structurels (par exemple, en favorisant le pluralisme politique, le renforcement de la justice, voire des réformes économiques). Plus monographique dans son esprit, cette approche a également conduit à penser la pluralité des situations et à éviter une conception figée de l'intervention internationale. Mais en se centrant exclusivement sur les causes du conflit, elle a eu pour conséquence de sous-estimer les évolutions politiques et sociales pendant la période de l'affrontement armé, ainsi que les dynamiques surgies dans le cadre de leur résolution.

En dépassant ces deux approches initiales, les travaux les plus récents sur le « *peace-building* » proposent une démarche qui consiste à revenir sur l'objectif original, la consolidation

---

democratization and international assistance. Boulder : Lynne Rienner, 1998, 265 p. Pour une synthèse récente, cf. COUSENS (Elizabeth), KUMAR (Chetan), Peace-building as politics. Boulder : Lynne Rienner, 2001, 247 p.

<sup>190</sup> Ainsi, pour un exemple des analyses mettant en avant les obstacles à la mise en œuvre (les « *barriers to implementation* »), où les difficultés sont liées aux problèmes des organismes internationaux chargés de cette tâche, ou de leurs relations avec les acteurs internes, cf. STEDMAN (Stephen), ROTSCCHILD (Donald), « Peace operations, from short-term to long-term commitment », International Peacekeeping, 3,2, été 1996, p.17-35.

de la paix, et non pas seulement sur l'arrêt des hostilités, et à garder comme priorité dans l'analyse la dimension politique du conflit et de sa résolution, même si les dispositions de l'accord paraissent d'ordre technique ou logistique. Il est effectivement nécessaire de comprendre les spécificités du moment de la mise en œuvre, en identifiant les thèmes récurrents dans les accords de résolution de conflits internes (démobilisation et démilitarisation, définition de priorités économiques, organisation des premières élections pluralistes, question des Droits de l'Homme, retour des réfugiés, construction de nouvelles institutions civiles de sécurité et de nouvelles autorités locales). Mais c'est pour suggérer, au regard de la difficulté de chaque cas, le type de mesures et de dispositifs qu'il convient d'appliquer<sup>191</sup>.

Mais, pour chacun des thèmes identifiés, la priorité d'ensemble pour parvenir à la paix doit être « la construction ou le renforcement des mécanismes d'autorité, et éventuellement de légitimation, pour résoudre les conflits internes sans violence »<sup>192</sup>, c'est-à-dire l'acceptation par tous des normes, des règles, des institutions qui permettent que les conflits inhérents à toute société puissent être réglés de manière pacifique. Il n'y a plus de tâches à accomplir, définies *a priori*, mais une réflexion sur la nature avant tout politique, à la fois du conflit et de sa résolution qui permet d'identifier quels sont pour chaque cas les domaines qui doivent faire prioritairement l'objet d'une reconstruction. Il est nécessaire pour cela de concevoir le moment de l'application des accords, c'est-à-dire celui de la construction de la paix, comme un processus dynamique.

L'application des réflexions sur le « *peace-building* » aux cas latino-américains apparaît d'autant plus utile que l'intervention des Nations unies au Salvador a longtemps été considérée comme exemplaire de ce type d'actions<sup>193</sup> et que l'éventualité du recours à une intervention

---

<sup>191</sup> STEDMAN (Stephen), ROTHCHILD (Donald), COUSENS (Elizabeth), Ending civil wars, the implementation of peace agreements. Boulder : Lynne Rienner, 2002, 729 p.

<sup>192</sup> COUSENS (Elizabeth), « Introduction », p.4, in COUSENS (Elizabeth), KUMAR (Chetan), Peace-building as politics. *op. cit.*

<sup>193</sup> Pour des analyses sur les leçons tirées de l'intervention de l'ONU au Salvador dans une perspective comparée avec le Cambodge, cf. MUNCK (Gerardo), KUMAR (Chetan), « Civil conflicts and the condition for successful

multilatérale fait partie d'une rhétorique fréquente dans le cas colombien, aussi bien au sein de la société colombienne que parmi les organismes multilatéraux. Cette approche ne doit pas conduire à un faux parallélisme sur la nature des conflits que ces mécanismes prétendent résoudre. En Amérique centrale, et plus encore en Colombie, les institutions politiques de type représentatif existaient avant la guerre, même si leur fonctionnement démocratique était partiel et laissait à désirer et si elles n'exerçaient pas de véritable emprise sur l'ensemble du territoire. Les insurrections révolutionnaires se sont bien construites contre ces institutions centrales. Mais le conflit armé n'a pas signifié l'interruption de leur fonctionnement, voire leur destruction. L'enjeu de leur rénovation a été au contraire prégnant pendant tout le conflit armé, et central pendant leur résolution.

La résolution du conflit n'y est dès lors pas conçue, soit par la société elle-même, soit par la communauté internationale, et tout particulièrement par les États-Unis, comme la construction d'institutions nouvelles face à l'écroulement ou à la faillite des sources d'autorité politique légitime<sup>194</sup>. Il s'agit plutôt de la restauration d'institutions politiques par leur rénovation, pour permettre le déroulement d'une vie politique pacifiée, affirmation nouvelle de l'unicité d'un État déjà existant vis-à-vis de la société. C'est d'ailleurs cette modalité institutionnelle qui a conduit certains auteurs à identifier une différence qualitative entre les cas centraméricains et les autres cas de résolutions de conflits internes. Si, dans les cas centraméricains, les Nations unies ont réussi, dans la négociation, à développer une stratégie de construction progressive de la confiance entre les parties qui a permis d'aboutir à des accords, c'est bien parce qu'il existait un

---

international intervention : a comparative study of Cambodia and El Salvador », *Review of International Studies*, 21, 1995, p.159-181 et DOYLE (Michael), JOHNSTONE (Ian), ORR (Robert), *Keeping the peace*. Cambridge : Cambridge University Press, 1997, 428 p.

<sup>194</sup> Dans d'autres régions du monde, tout particulièrement en Afrique ou en Asie, mais également dans les Balkans, les interventions multilatérales se sont davantage orientées sur des logiques de pacification et de construction d'institutions nouvelles, voire d'États nouveaux, comme le montre l'évolution du « *peace building* » vers une forme de « *state building* » dans le cas d'États faillis (les « *failed or collapsed states* »). Sur l'intervention internationales dans le cas de « *collapsed states* » cf. ZARTMANN (William), *Collapsed states, the desintegration and restoration of legitimate authority*. Boulder : Lynne Rienner, 1995, 303 p.

accord, plus ou moins explicite, sur le fait que le processus allait aboutir à la reconfiguration des institutions, mais dans le cadre déjà préexistant. L'existence d'une tradition de la norme libérale, la forte intégration de la région à l'économie mondiale, la présence dans la région de démocraties appuyant les processus de négociation sont autant de facteurs qui différencieraient les cas centraméricains d'autres situations de conflits internes<sup>195</sup>.

Il conviendrait également d'ajouter le rôle joué par les États-Unis dans la période d'affrontement armé, puis dans celle de la résolution du conflit, par les tentatives de coopérations régionales, ainsi que l'importance de l'accompagnement par les organisations non gouvernementales de la négociation et de la mise en œuvre des dispositions accordées. Leur intervention, relative selon les pays, fût néanmoins plus importante que dans les cas africains et asiatiques. Ces arguments doivent d'ailleurs être considérés exclusivement comme autant de facteurs qui contribuent au succès de ces processus, et qui les différencient des cas africains et asiatiques de résolution de conflits armés internes. Ils ne peuvent en aucun cas être tenus pour seule explication de la réussite du processus, le cas colombien apparaissant comme le parfait contre-exemple d'un pays où un fort héritage historique de permanence de la norme libérale n'a pas été un terrain propice à la possibilité d'un processus de paix généralisé.

Les réflexions sur le « *peace-building* » ont été largement appliquées aux cas centraméricains, et nourrissent les attentes d'une résolution globale en Colombie. Mais comme le fait remarquer Jenny Pearce, la pertinence du recours à ce champ d'étude dans les cas centraméricains repose plus sur les difficultés surgies lors de la mise en œuvre des accords négociés que sur la résolution en tant que telle, et rend dès lors ces cas tout autant exemplaires d'une résolution aboutie du conflit armé que d'un approfondissement problématique d'une paix

---

<sup>195</sup> PECENY (Mark), STANLEY (William), « The resolution of civil wars in Central America », International Organization, 55, 1 novembre 2001, p.149-182.

durable<sup>196</sup>. En effet « même si les conflits centraméricains peuvent appartenir à une autre catégorie, les processus qui ont rendu problématique la construction de la paix après le conflit (*'post-conflict peace-building'*) ont été les mêmes que ceux qui sont à la base de l'existence et de la prolongation des situations d'urgence politique complexe »<sup>197</sup>.

En effet la signature de la paix s'est accompagnée de choix politiques et économiques qui ont au mieux retardé, au pire mis en danger, l'application effective des mesures négociées dans les accords de paix. La généralisation de politiques économiques néolibérales, d'ajustement structurel et de réduction de l'État n'ont pas permis de tenir compte des spécificités et des besoins conjoncturels de la reconstruction. L'orientation de l'aide internationale, et donc des dépenses publiques, sur les projets les plus visibles, généralement de court terme, ont retardé d'autant les investissements nécessaires en infrastructures. Enfin, les rares mesures d'ordre socio-économique, et en particulier celles destinées aux anciens combattants des deux camps, ont été généralement les dernières à être mises en œuvre, quand elles n'ont pas été totalement abandonnées, à l'image du Nicaragua, provoquant d'importantes mobilisations, parfois pacifiques, parfois armées.

Dans les deux cas analysés, les mouvements révolutionnaires colombiens et salvadoriens concevaient initialement leur insurrection armée comme un moyen, rapide et infaillible, de parvenir au pouvoir. Les guérillas ne sont pas rentrées victorieuses à Bogotá ni à San Salvador, mais elles sont parvenues à se structurer durablement et à contester l'autorité étatique. Ce n'est

---

<sup>196</sup> PEARCE (Jenny), « Building civil society 'from the outside' : the problematic democratisation of Central America », *Global society*, 12,2, mai 1998, p.177-196 ; PEARCE (Jenny), « From civil war to 'civil society' : has the end of the Cold War brought peace to Central America ? », *International Affairs*, 74, 3, juin 1998, p.587-615 et PEARCE (Jenny), « Peace-building in the periphery : lessons from Central America », *Third World Quarterly*, 20, 1, 1999, p. 51-68.

<sup>197</sup> PEARCE (Jenny), « Peace-building in the periphery : lessons from Central America », *op. cit.*, p.55. Cette livraison de *Third World Quarterly* est entièrement consacrée à l'analyse des situations de crises dans le Tiers Monde, et à l'utilité du concept d'urgence politique complexe (« *complex political emergency* ») pour rendre compte des situations d'États faillis.

pas le pouvoir qui s'est trouvé au bout des fusils, mais bien un conflit armé interne prolongé qui a polarisé la situation politique des pays concernés. De ce fait, l'étude de la configuration du conflit armé, puis de la négociation de la paix, et sa prolongation par celle de l'effective application des mesures concertées, sont nécessaires. Les analyses des résolutions négociées des conflits internes et celles du « *peace-building* » contribuent à révéler les possibilités du dépassement de la violence armée, et à comprendre les effets des cadres établis pour sa résolution sur le devenir des sociétés politiques pacifiées.

Pourtant, la particularité des cas étudiés au regard des autres situations de résolution négociée des conflits internes rend nécessaire une autre forme de prolongation de l'analyse. La rénovation des institutions politiques constitue bien un des enjeux centraux du conflit. De ce fait, dans les cas considérés, la résolution du conflit passe autant, sinon plus, par les réformes institutionnelles que par les mesures de démilitarisation, de démobilisation et de reconstruction. Pour pouvoir évaluer la réussite du processus de paix, il est nécessaire de prendre en compte à la fois l'effectivité de la démilitarisation et l'approfondissement dans le temps de la démocratisation. Plus que de cas aboutis de négociations, les processus de paix latino-américains peuvent être considérés comme exemplaires de transitions de conflits armés de basse intensité à des démocraties de basse intensité<sup>198</sup>.

Cela oblige à approfondir les formes prises par cette évolution institutionnelle dans le sens d'une démocratisation qui ne serait pas limitée à certaines composantes du spectre politique. D'autant que les processus étudiés sont contemporains des transitions démocratiques des pays latino-américains. Il s'agit bien dès lors de comprendre la spécificité de ces transitions qui incluent à la fois le passage de la paix à la guerre, et de formes limitées de la démocratie à des

---

<sup>198</sup> STAHLER-SHOLK (Richard), « El Salvador's negotiated transition : from low-intensity conflict to low-intensity democracy ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 36, 4, hiver 1994, p.1-60.

pratiques plus amples, ainsi que de s'interroger sur la manière dont les deux processus interagissent l'un sur l'autre.

## **CHAPITRE 2 : RECONNAÎTRE L'ABANDON DE LA VIOLENCE POLITIQUE COMME UN ÉLÉMENT CONSTITUTIF D'UNE TRANSITION DEMOCRATIQUE**

Les expériences salvadorienne et colombienne relèvent d'une situation inédite en Amérique latine, non seulement au regard de la nature et de l'évolution du conflit, comme il a été vu dans le chapitre antérieur, mais surtout au regard des modalités de résolution de ce même conflit. Les guérillas participent à une négociation où la remise des armes et la transformation en parti politique sont incluses dans une vaste réforme institutionnelle allant dans le sens d'une démocratisation et d'une acceptation du pluralisme politique. Le précédent ne va se répéter qu'au Guatemala en 1996, avec une guérilla très affaiblie. De ce fait, « l'expérience de la gauche dans les pays d'Amérique centrale et en Colombie a été radicalement différente de celle du reste de l'Amérique latine »<sup>199</sup>. Sa trajectoire est fondée davantage sur le recours à la violence, et l'éventuelle négociation à partir d'une situation de conflit, que sur l'intégration aux institutions politiques par la lutte électorale, syndicale ou sociale. Les circonstances sont évidemment différentes dans les deux pays : au Salvador, l'ensemble de la guérilla négocie des Accords de paix qui assurent effectivement la démocratisation du régime et la démilitarisation de la société, alors qu'en Colombie, les groupes de guérilla les plus faibles militairement participent par leur démobilisation à une dynamique de rénovation politique plus large, celle de l'Assemblée Constituante de 1991, sans que cela signifie pour autant une paix totale.

Résolution d'un conflit révolutionnaire armé et démocratisation sont bien au cœur des deux situations ici étudiées. Or cette situation inédite, qui n'a été prévue par aucun des



principaux acteurs qui y concourt, défie l'analyse politique. Le problème de la signification de la participation de forces révolutionnaires, ayant fait le choix des armes, à la création ou à la consolidation de règles démocratiques constitue un problème intellectuel singulier. Elle oblige en particulier à réévaluer sur le long terme les justifications et les modalités d'action des mouvements révolutionnaires ayant fait le choix des armes, tant la signification politique de la négociation à l'aune du projet politique initial des mouvements révolutionnaires.

Pour Edelberto Torres-Rivas, ces processus « montrent l'échec de toutes les stratégies de changement révolutionnaire de la société et de la politique et par conséquent, l'acceptation de la part des forces rebelles du *statu quo*. Il est vrai que les documents de paix incluent des modifications à ces régimes, changements qui lorsqu'ils seront mis en œuvre les moderniseront et donc les renforceront. La fin du conflit armé (...) constitue dès lors non seulement une acceptation tactique du système économique et politique, mais également une contribution à son renforcement »<sup>200</sup>. Jeffrey Paige présente une analyse encore plus sévère, en affirmant qu'« ironiquement le résultat principal des révolutions socialistes des années quatre-vingt a été le triomphe des élites agro-industrielles et de leur vision du néolibéralisme et de la démocratie représentative. La défaite de la gauche dans les années quatre-vingt, à l'image de celle des années trente, a conduit au fait que leurs vision alternatives à celle de l'élite du progrès, de la liberté, et en fin de compte, de la démocratie, aient été à nouveau balayées du débat public »<sup>201</sup>.

---

<sup>199</sup> ANGELL (Alan), « Incorporating the left into democratic politics », part II, p.20, in DOMINGUEZ (Jorge), LOWENTHAL (Abraham), Constructing democratic governance. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1996, 577 p.

<sup>200</sup> Cf. TORRES-RIVAS (Edelberto), « Los déficits democráticos de la posguerra », p.332, in CARDENAL (Ana Sofia), MARTI (Salvador), América Central, las democracias inciertas. Barcelone : UAB, Tecnos, 1998, 364 p.

<sup>201</sup> L'auteur ajoute quelques pages plus loin « c'est une des ironies les plus consommées de l'histoire du radicalisme centraméricain que le modèle proposé par les théoriciens de la III<sup>e</sup> Internationale dans les années trente, dans lequel l'avant-garde du Parti devait se substituer à une bourgeoisie absente et provoquer une révolution démocratique bourgeoise, est exactement ce qui est advenu, dans des voies différentes, au Salvador et au Nicaragua ». L'auteur fait référence pour les années trente au mouvement armé dirigé par Augusto Sandino au Nicaragua entre 1927 et 1933 et à la rébellion au Salvador de 1932. Cf. PAIGE (Jeffery), Coffee and power, Revolution and the rise of democracy in Central America. Cambridge (Mass.), Londres : Harvard University Press, 1997, respectivement p.316 et 320.

Enfin, William Ramirez fait écho à ces analyses des cas centraméricains dans son étude de la situation colombienne : « Il est particulièrement significatif du type de développement en vigueur dans un pays, qu'une organisation de guérilla, avec quinze ans de lutte armée derrière elle, établisse comme une condition à sa démobilisation la mise en œuvre effective d'une série de réformes qui sont d'emblée totalement fonctionnelles pour l'ordre qu'elle prétendait subvertir »<sup>202</sup>.

Le rôle joué par la démilitarisation des forces révolutionnaires dans la construction ou l'amélioration de régimes démocratiques est d'autant plus surprenant que, par le passé, aucune lutte révolutionnaire n'a pu l'emporter par les armes face à un régime démocratique, ou à façade démocratique<sup>203</sup>. En prolongeant cette réflexion, il est possible d'affirmer que rien ne permet de garantir qu'un parti révolutionnaire issu d'une guérilla démobilisée pourra s'imposer par les urnes dans un contexte pacifié et pluraliste<sup>204</sup>.

Sans doute parce que ces situations sont peu fréquentes, elles n'ont peu ou pas fait l'objet de modélisations théoriques en science politique. Les auteurs qui se sont récemment intéressés aux quelques cas existants témoignent systématiquement de cette difficulté. Pour Peter Calvert « la transition d'un régime autoritaire à un régime démocratique a toujours été problématique, et elle l'est encore plus lorsque l'opposition a pris la voie de la lutte armée »<sup>205</sup>.

Matthew S. Shugart affirme que « parmi les cas de démocratisations, ceux qui incluent la fin

---

<sup>202</sup> RAMIREZ TOBON (William), « Desarrollo y subversión política : un marco evaluativo sobre el proceso de paz en el gobierno de Virgilio Barco », p.121, in RAMIREZ TOBON (William), Estado, violencia y democracia. Bogota : Tercer Mundo, IEPRI, 1990, 286 p.

<sup>203</sup> Ce constat a été rendu célèbre par Ernesto Guevara : « Lorsqu'un gouvernement est arrivé au pouvoir par une consultation populaire, frauduleuse ou non, et maintient une apparence au moins de légalité constitutionnelle, le germe de la guérilla ne peut éclore, car toutes les possibilités de la lutte légale n'ont pas été épuisées ». GUEVARA (Ernesto), La guerre de guérillas, *op. cit.*, p. 14. Dans des écrits postérieurs, Ernesto Guevara rediscute cette assertion, dans le but de justifier son appui à la guérilla vénézuélienne qui cherchait à renverser un régime démocratique.

<sup>204</sup> Dans leur étude sur l'explication de l'avènement de révolutions dans le Tiers Monde, Jeff Goodwin et Theda Skocpol affirment que « l'urne électorale peut ne pas être le cercueil de la conscience de classe (...) mais elle a prouvé qu'elle était celui des mouvements révolutionnaires » in GOODWIN (Jeff), SKOCPOL (Theda), « Explaining revolutions in the contemporary Third World », Politics and Society, 17, 4, 1989, p.495.

<sup>205</sup> CALVERT (Peter), « The democratic transition in Central America », Conflict Studies, 307, mars 1998, p.1.

d'un conflit révolutionnaire armé sont particulièrement contrariants et constituent autant de défis théoriques »<sup>206</sup>. À la difficulté théorique, Jeffrey J. Ryan ajoute l'absence de travaux sur ce domaine : « malgré la très grande quantité de travaux qui ont été effectués sur les problèmes de la révolution et de la démocratisation, il demeure des vides dans la compréhension que nous avons de ces phénomènes. Un des vides des plus importants se situe à l'intersection des deux. De façon particulière, il n'existe pratiquement pas de travaux sur la manière dont les processus de démocratisation influencent les groupes révolutionnaires »<sup>207</sup>.

Avant de comprendre les effets de l'interaction entre démocratisation et résolution de conflits révolutionnaires armés, il paraît nécessaire de compléter la présentation des travaux sur la résolution de conflits internes réalisée dans le chapitre précédent.

La première section de ce chapitre analyse les modèles proposés pour l'étude des transitions démocratiques en Amérique latine. Comme cela a été fait antérieurement, il n'est pas question de résumer l'ensemble des travaux sur la démocratisation, mais plutôt d'évaluer ce qu'ils peuvent apporter à la compréhension des deux cas ici analysés. De la même manière que les recherches sur la résolution de conflits internes ne s'interrogent pas sur l'importance de la construction d'institutions nouvelles, celles sur les transitions démocratiques ignorent quasi totalement la question de la violence politique. Pourtant, les processus étudiés constituent bien à la fois la résolution d'un conflit armé interne et des processus de transition ou d'ouverture démocratique, ce qui oblige à les expliquer au regard de chacune de ces deux approches qui constituent par ailleurs le modèle poursuivi par les acteurs<sup>208</sup> et les cadres théoriques les plus

---

<sup>206</sup> SHUGART (Matthew Soberg), « Guerrillas and elections : an institutionalist perspective on the costs of conflict and competition », *International Studies Quarterly*, 36, 1992, p.121.

<sup>207</sup> RYAN (Jeffrey), « The impact of democratization on revolutionary movements », *Comparative Politics*, 27, 1, octobre 1994, p.27.

<sup>208</sup> Pour seul exemple, l'appellation de « révolution négociée », très employée au Salvador rend bien compte du recours croisé au répertoire de la démocratisation et à celui de la résolution de conflits armés internes de caractère révolutionnaire. Le Secrétaire général des Nations unies, Boutros Boutros-Ghali, a commencé son discours, lors de la cérémonie de la signature des Accords le 16 janvier 1992 à Mexico, par les mots suivants « La longue nuit du Salvador se termine. Il n'est pas exagéré de dire que les accords de paix, au vu de leur ampleur et de leur portée,

sollicités par les auteurs qui se sont intéressés aux deux cas<sup>209</sup>. Mais il est indispensable de montrer les limites de l'une ou de l'autre, prises séparément, dans les cas considérés.

Une deuxième section analyse les choix théoriques des auteurs qui ont étudié des cas où des résolutions de conflits armés révolutionnaires ont conduit à une démocratisation. À la reddition négociée de la guérilla au Venezuela en 1967, déjà évoquée, à la résolution en 1979 du conflit interne au Zimbabwe<sup>210</sup>, s'ajoutent progressivement les cas colombien et centraméricains, voire la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, et les tentatives, plus ou moins abouties, en Afrique australe<sup>211</sup>. Cette accumulation d'exemples permet à des auteurs d'entreprendre une analyse, dans une démarche comparée, de ce genre de situations, afin d'en proposer des modèles explicatifs. Bornée méthodologiquement par les contraintes inhérentes à un nombre malgré tout limité de cas, cette approche en demeure, dans une perspective néo-institutionnelle, à des

---

constituent une solution pour une révolution résolue par une négociation ». Cf. The United Nations and El Salvador, 1990-1995, op. cit., p.22.

<sup>209</sup> Pour ne citer que quelques exemples parmi les auteurs nord-américains et sur le cas du Salvador, les travaux les plus significatifs pendant la guerre civile, puis pendant la négociation de la paix, sont l'œuvre d'éminents spécialistes des régimes politiques et des transitions démocratiques, à l'image d'Enrique Baylora et de Terry Lynn Karl. De même, des chercheurs qui ont travaillé initialement sur le conflit salvadorien comme cas d'étude, se sont orientés postérieurement sur l'analyse des résolutions de conflits, comme Cynthia Arnson, Tommie Sue Montgomery ou plus récemment Elizabeth Wood. Une analyse plus détaillée des orientations comparées de la recherche sur les processus de paix colombien et salvadorien est réalisée en introduction de la deuxième partie.

<sup>210</sup> Unilatéralement indépendante depuis 1965, la Rhodésie de Ian Smith maintenait un régime de ségrégation raciale. Une importante opposition de mouvements africains se développa, constitué à la fois de partis politiques (principalement la ZANU de Robert Mugabe et la ZAPU de Joshua Nkomo) et de mouvements armés qui comptèrent plus de 50 000 combattants. La conférence de Lancaster House de septembre 1979 mit fin au conflit par l'organisation d'élections séparées en 1980 qui garantissaient à la fois le principe de la majorité et la garantie d'une représentation pour la minorité blanche (20 % des sièges, alors que la population blanche ne représentait que 3 % du total), la garantie du respect des propriétés terriennes de la population blanche et la reconnaissance internationale d'un nouvel État indépendant, le Zimbabwe. Les accords ne prévoient pas la désarmement des anciens guérilleros, mais leur regroupement dans des camps. Plus de 40 % d'entre eux sont intégrés dans l'armée, et un programme spécifique de démobilisation est mis en œuvre entre 1980 et 1985 pour les autres. Cf. GRIFFITH (Allan), Conflict and resolution : peace building through the ballot box in Zimbabwe. Oxford : New Cherwell Press, 1998, 337 p. et STEDMAN (Stephen), Peacemaking in civil war : international mediation in Zimbabwe. Boulder : Lynne Rieder, 1990, 254 p. Le cas du Zimbabwe est pratiquement le seul cas hors Amérique latine évoqué par les acteurs, tant au gouvernement comme dans les guérillas, surtout au Salvador, mais également en Colombie.

<sup>211</sup> Une comparaison entre la résolution du conflit armé au Salvador et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud a été menée par Elizabeth Wood in WOOD (Elisabeth J.), Forging democracy from below, op. cit. et dans une version synthétique, in WOOD (Elisabeth J.), « An insurgent path to democracy, popular mobilization, economic interests and regime transition in South Africa and El Salvador », Comparative Political Studies, 34, 8, octobre 2001, p.862-888. Par ailleurs, la résolution des conflits centraméricains, et en particulier au Salvador, a été largement discutée pour servir d'exemple au cas de l'Afrique australe au sein de la conférence « Building bridges in Southern Africa » (Johannesburg, juin 1996), dont les actes ont été publiés in EADE (Deborah), WILLIAMS (Suzanne), « Building

considérations stratégiques sur les calculs rationnels des acteurs, gouvernements et guérillas et sur les effets de leurs décisions sur la modification du contexte dans lequel ils agissent. La démarche est néanmoins trop rare pour n'être pas discutée.

Enfin, une troisième et dernière section cherche à compléter les apports des modèles antérieurs par un retour sur les spécificités des processus étudiés. Dans les deux cas, il s'agit bien d'étudier des conflits armés internes à caractère révolutionnaire qui aboutissent à une conclusion inattendue par les deux parties, le renoncement aux armes par une guérilla et sa transformation conséquente en parti politique dans des institutions politiques dont le caractère démocratique a été renforcé par le contexte de l'accord. Il convient dès lors de comprendre quelle est la nature des principaux acteurs impliqués et pourquoi ils acceptent une solution apparemment contraire à leurs positions initiales. Dans les deux cas, le conflit armé oppose les gouvernements, dans lesquels sont fortement représentés les élites politiques et économiques, et les guérillas, force armée ayant des relations avec des mouvements sociaux plus ou moins forts.

La résolution négociée du conflit armé ne peut dès lors être interprétée ni seulement en tant qu'accord de démilitarisation, comme les cas étudiés par les analyses de résolutions des conflits internes, ni comme un simple réaménagement concerté au sein des élites politiques, à l'image de certaines transitions démocratiques en Amérique latine. Dans les deux cas, le conflit armé est long, il modifie le contexte dans lequel il se déroule, et affecte la nature des acteurs eux-mêmes. Cela oblige dès lors à s'interroger sur le processus restitué dans sa continuité historique, sur la manière dont le conflit armé transforme les principaux acteurs. Gouvernement et élites politiques et économiques d'une part, guérillas de l'autre, évoluent de telle manière qu'elle permettront d'aboutir à la résolution du conflit. Afin de restituer cette dimension, les travaux sur les processus de démocratisation qui conçoivent ces moments comme des processus politiques

d'ensemble, dans lesquels la transition démocratique est le fait d'interactions entre différents groupes sociaux, fournissent ici des cadres théoriques pertinents qui vont être adaptés aux situations dans lesquelles les acteurs armés constituent les principaux artisans de ces transitions démocratiques.

#### *A. LES LIMITES DU MODELE DES TRANSITIONS DEMOCRATIQUES CONCERTEES*

Les modalités de la transition démocratique en Espagne (1975-78), puis des transitions démocratiques qui commencent en Amérique latine avec l'Équateur (1979) et se diffusent à l'ensemble de la région, avec les cas emblématiques de l'Argentine (1982-83), du Brésil (1985), et du Chili (1988-89), ont été largement étudiées.

Malgré le nombre et la diversité de ces travaux, un constat assez sceptique peut être fait quant à la nouveauté des apports théoriques proposés face à un phénomène politique d'une ampleur pourtant inédite. En effet, comme le constate Karen Remmer<sup>212</sup>, les courants sociologiques longtemps dominants dans l'analyse des processus politiques en Amérique latine, l'école de la dépendance, l'analyse du développement politique, les théories de la modernisation politique, ou encore celles de la culture politique, n'ont pas apporté de réponses satisfaisantes à l'explication de la fin du phénomène autoritaire dans presque toute la région en une décennie, alors même qu'elles s'étaient donné pour objectif d'en comprendre la permanence. Par ailleurs, aucune proposition théorique nouvelle n'a permis de rendre compte du phénomène dans son ampleur et dans sa diversité. Les approches nouvelles n'ont mis en lumière que des aspects partiels de ces transitions, ou n'ont fait que remettre à la mode des concepts anciens. Dans le

meilleur des cas leur démarche empirique, souvent riche, n'a pas été accompagnée d'une conceptualisation d'ensemble.

### **1) Négocier la démocratie entre dirigeants modérés pour mettre fin à l'autoritarisme**

Une analyse particulière de ces transitions a dominé pourtant largement, formalisée dès le milieu de la décennie quatre-vingt dans l'ouvrage devenu classique de Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Lawrence Whitehead<sup>213</sup>. Inspirée par l'individualisme méthodologique, cette approche met en avant le choix rationnel et stratégique des dirigeants politiques<sup>214</sup>. Elle se conçoit comme une réponse à l'incapacité des différentes théories préalablement citées à expliquer la fin des régimes autoritaires. L'émergence de cette approche centrée sur les comportements des dirigeants politiques pour l'étude des transitions démocratiques est préparée par plusieurs travaux. Il s'agit d'une part, de travaux antérieurs sur l'Amérique latine, soit sur les moments de rupture autoritaire<sup>215</sup>, soit inspirés des thèses d'Albert Hirschman<sup>216</sup>, et d'autre part,

<sup>212</sup> Cf. REMMER (Karen), « New wine or old bottlenecks ? The study of Latin American democracy », *Comparative Politics*, 23, 4, juillet 1991, p.479-495.

<sup>213</sup> O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), WHITEHEAD (Lawrence), *Transitions from authoritarian rule*. Baltimore : Johns Hopkins University, 1986, 4 vol. Toutes les contributions de cette somme ne suivent pas au pied de la lettre les réflexions théoriques proposées par les coordinateurs. La présentation qui suit est principalement fondée sur trois contributions, celles d'Adam Przeworski et d'Alfred Stepan dans le troisième volume (PRZEWORSKI (Adam), « Some problems in the study of the transition to democracy », p.47-63 et STEPAN (Alfred), « Paths toward redemocratization : theoretical and comparative considerations », p. 64-84 in O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), WHITEHEAD (Lawrence), *Transitions from authoritarian rule, Comparative Perspectives*. Baltimore : Johns Hopkins University, 1986, vol. 3, 190 p.) et sur la contribution finale, et quatrième volume de la série : O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), *Transitions from authoritarian rule, Tentative conclusions about uncertain democracies*. Baltimore : Johns Hopkins University, 1986, vol. 4, 78 p.

<sup>214</sup> Sur l'application de la théorie des choix rationnels aux cas latino-américains, cf. SANTISO (Javier), « La démocratie incertaine : La théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine », *Revue Française de Science Politique*, 43, 6, décembre 1993, p.970-93. L'analyse des choix stratégiques constitue une des variantes des théories sur les choix rationnels. Sur leur application aux cas latino-américains, cf. COLLIER (David), NORDEN (Deborah), « Strategic choice models of political change in Latin America », *Comparative Politics*, 24, 2, janvier 1992, p.229-243.

<sup>215</sup> LINZ (Juan), STEPAN (Alfred), *The breakdown of democratic regimes : Latin America*. Baltimore : The John Hopkins University Press, 1978, 216 p.

<sup>216</sup> HIRSCHMAN (Albert), *Journeys toward progress, studies of economic policy-making in Latin America*. New York : Twentieth Century Fund, 1963, 308 p.

des approches dominantes dans l'analyse de la transition démocratique en Espagne<sup>217</sup>. Ce modèle d'analyse va être appliqué à l'ensemble de la région<sup>218</sup>.

Les auteurs de Transitions from authoritarian rule se sont particulièrement focalisés sur les dynamiques du moment de la transition démocratique *stricto sensu*, cette étape qui sépare la fin du régime autoritaire de la mise en place d'institutions démocratiques. Des conflits entre différentes factions composant le groupe au pouvoir au sein d'un régime politique autoritaire conduisent à des libéralisations contrôlées, processus de redéfinition et d'extension des droits, points de départ d'une transition du régime vers « quelque chose d'autre ». Or, ce moment est caractérisé par sa forte incertitude, puisque les règles et les procédures y sont changeantes et en cours de définition. Il faut dès lors analyser les stratégies des différents acteurs pendant cette période, cristallisées autour d'accords et de pactes, plus ou moins explicites, entre différents représentants des élites politiques, au pouvoir ou dans l'opposition, et dont la fonction est de définir les règles de l'exercice du pouvoir dans le respect des intérêts de chacun. Ce pacte conduit à la définition de règles du jeu dont le caractère démocratique n'est pas toujours un choix volontaire des acteurs, mais bien plutôt une conséquence indirecte de leur compromis.

Le caractère peu démocratique des modalités de choix de ces nouvelles règles est légitimé *a posteriori* par les mobilisations de la société civile et par l'organisation de premières élections crédibles et véritablement pluralistes, conçues comme les élections fondatrices du nouveau régime démocratique. L'« anormalité » cesse alors d'être l'axe d'organisation de la vie politique, et la transition démocratique, moment de définition des nouvelles règles et procédures, s'achève, pour laisser la place à l'étape de la consolidation des nouvelles institutions.

---

<sup>217</sup> À l'image des travaux de José María Maravall, comme par exemple MARAVALL (José María), The transition to democracy in Spain. Londres : Croom Helm, 1982.

<sup>218</sup> Les transitions démocratiques concertées des années quatre-vingt ne concernent en réalité que les pays d'Amérique du Sud, à l'exception notable de la Colombie et du Venezuela, qui n'ont pas connu de régime militaire autoritaire dans les années 1970. Le Mexique et les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes ne participent pas de la même dynamique.



Particulièrement illustratif pour le cas espagnol, ce modèle de la démocratie concertée a été appliqué aux situations latino-américaines sans que la diversité des situations ne constitue pour les auteurs une source de remise en cause conceptuelle. Dans l'introduction du volume consacré à l'Amérique latine<sup>219</sup>, Guillermo O'Donnell souligne les différences entre le cas espagnol et les situations latino-américaines, en montrant la variété des expériences autoritaires, qu'il n'est pas possible d'englober sous la seule appellation de « régimes bureaucratiques autoritaires », forgé par lui-même quelques années plus tôt<sup>220</sup>, tant les formes de l'État militaire sont diverses en Amérique latine<sup>221</sup>. Il souligne ainsi trois différences fondamentales par rapport au cas espagnol, le rôle plus important joué par les militaires, la pratique moins fréquente de pactes et l'existence beaucoup plus manifeste d'inégalités socio-économiques.

Ce dernier point constitue le contraste le plus significatif entre l'Europe du Sud et l'Amérique du Sud, aspect auquel les partisans du modèle des démocraties concertées sont peu attentifs, malgré les constats de Guy Hermet, lorsqu'il affirme que « les difficultés de l'entreprise de démocratisation en Amérique latine ont beaucoup à voir avec l'organisation socio-économique de cette partie du monde »<sup>222</sup>. Pour autant, l'ampleur des inégalités socio-économiques ne remet pas en cause la validité d'un modèle centré sur le rôle des individus, elle ne contribue qu'à élargir le champ des possibles. Javier Santiso affirme ainsi que « les démocratisations sont produites par des acteurs qui choisissent des stratégies conduisant à des changements de type de régimes. Ceux-ci verront parfois le choix qui leur sont offerts limités par

---

<sup>219</sup> O'DONNELL (Guillermo), « Introduction to the Latin American cases », p.3-18, in O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), Transitions from authoritarian rule, Latin America. Baltimore : Johns Hopkins University, 1986, vol. 2., 244 p.

<sup>220</sup> Cf. O'DONNELL (Guillermo), Modernization and bureaucratic authoritarianism : studies in South American politics. Berkeley : Institute of International Studies, 1973 et O'DONNELL (Guillermo), Bureaucratic authoritarianism. Berkeley : University of California Press, 1988, 33 p. L'auteur propose une relecture critique de ses travaux in O'DONNELL (Guillermo), El Estado burocrático autoritario. Buenos Aires : Belgrano, 1982, 496 p. Même si l'étude portait sur le cas spécifique de l'Argentine, ses conclusions ont été largement reprises pour qualifier l'ensemble de l'autoritarisme militaire latino-américain de la décennie soixante-dix.

<sup>221</sup> Alain Rouquié a proposé une riche typologie de l'État militaire en Amérique latine, in ROUQUIÉ (Alain), L'État militaire en Amérique latine, *op. cit.*

les structures sociales, économiques et politiques existantes, tandis que l'interaction des stratégies peut souvent aboutir à des résultats qui ne correspondent pas aux préférences initiales de personne. Mais ce sont les acteurs et les stratégies qui définissent l'espace qualitatif fondamental à l'intérieur duquel les démocratisations peuvent se produire, et c'est leur combinaison particulière qui dans chaque cas, définit le type de transition qui a lieu »<sup>223</sup>.

Par rapport aux travaux antérieurs sur la démocratisation, ce type d'approche centré sur les négociations contingentes entre acteurs apporte deux éléments importants : d'une part, elle conduit à vider de son contenu toute réflexion sur les conditions structurelles nécessaires à la réalisation d'une démocratie, d'autre part, elle relègue au domaine du mythe le fait que l'avènement de la démocratie soit l'œuvre exclusive de ceux qui, parmi les dirigeants politiques, se parent le plus de vertu démocratique<sup>224</sup>. En révélant le moment de formation des nouvelles institutions démocratiques comme le produit de négociations entre dirigeants dans un moment d'incertitude<sup>225</sup>, les auteurs n'apportent finalement qu'une explication du seul moment de la transition, en ignorant à la fois tout volontarisme des dirigeants mais également toute dynamique

<sup>222</sup> HERMET (Guy), Sociologie de la construction démocratique. Paris : Economica, 1986, p.93-4.

<sup>223</sup> SANTISO (Javier), « La démocratie incertaine : La théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine », *op. cit.*, p.974-5.

<sup>224</sup> En concevant la démocratie comme le résultat, parfois non voulu, de négociations entre élites, les auteurs se gardent d'une interprétation par trop volontariste de la construction de la démocratie. Ils soulignent néanmoins « le haut degré d'incertitude qui marque des situations où les événements inattendus (la *fortuna*), l'information insuffisante, les choix audacieux et pressés, la confusion entre les motivations et les intérêts, la variabilité voire l'indétermination des identités politiques, ainsi que les talents d'individus particuliers (la *virtù*) sont décisifs dans les résultats finaux » (cf. O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), Transitions from authoritarian rule, Tentative conclusions about uncertain democracies, *op. cit.*, p.5). Cette tendance à valoriser le rôle des dirigeants politiques a été enrichie par certains auteurs qui en viennent à considérer leur seule volonté et habileté comme facteur explicatif de la transition, à l'instar de DI PALMA (Giuseppe), To craft democracies. Berkeley : University of California Press, 1990, 248 p. Comme le fait remarquer Karen Remmer, cette orientation n'est pas sans danger, elle « peut conduire dangereusement à ressusciter les vieux stéréotypes sur la nature irrationnelle et personnalisée de la réalité politique latino-américaine », in REMMER (Karen), « New wine or old bottlenecks ? The study of Latin American democracy », *op. cit.*, p. 491.

<sup>225</sup> Karen Remmer souligne que l'insistance sur l'idée d'une incertitude est assez suspecte : « L'emphase mise sur l'incertitude (...) ne rend compte que d'une reconnaissance d'une incertitude théorique. Les événements sont décrits comme non prévisibles, soumis au hasard, et idiosyncrasiques lorsque nous n'avons pas d'autres manières de les expliquer ». Cf. REMMER (Karen), « New wine or old bottlenecks ? The study of Latin American democracy », *op. cit.*, p.485.

d'ensemble du régime politique, voire toute explication générale de la résurgence durable de la démocratie dans la région pendant la période<sup>226</sup>.

À n'appréhender que les seuls moments de la négociation lors de la transition démocratique, il est vrai que les événements peuvent paraître finalement assez proches en Europe du Sud et en Amérique latine. Pour des raisons qui combinent difficultés économiques, contexte international et ce que Guy Hermet a appelé l'« effet Tocqueville »<sup>227</sup>, les militaires latino-américains se sont généralement retirés du pouvoir en bon ordre, contre la promesse de leur impunité<sup>228</sup>. La période de la transition démocratique *stricto sensu* s'est déroulée en Amérique du Sud de manière relativement rapide et aisée, hormis le cas chilien. Mais, contrairement à ce qui s'est passé en Europe du Sud, les élections fondatrices n'ont pas mis sur les rails des régimes structurés sur des institutions solides : elles ont ouvert dans chaque pays une nouvelle période où la normalité institutionnelle s'est avérée généralement plus difficile à gérer que les circonstances exceptionnelles de la seule transition. Aux incertitudes de la transition ont succédé de fait des démocraties bien incertaines.

---

<sup>226</sup> David Levine fait remarquer qu'il est difficile de ne pas dissocier le processus de transition *stricto sensu* des dynamiques du régime démocratique dans son ensemble, cf. LEVINE (Daniel), « Paradigm lost : Dependence to Democracy », *World Politics*, 40, 3, avril 1988, p.377-394. Dans sa recension critique de l'ouvrage de Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter, l'auteur fait d'ailleurs remarquer que le sous-titre de l'édition qui rassemble les quatre volumes « *Prospects for Democracy* » semble particulièrement mal choisi. Pour une critique resituant le modèle dans l'évolution de la recherche latino-américaine sur la démocratie, cf. ROITMAN (Marcos), « Teoría y práctica de la democracia en América Latina », p.60-97, in GONZALEZ CASANOVA (Pablo), ROITMAN ROSENMAN (Marcos), *La democracia en América Latina*. Mexico : UNAM, La Jornada, 1995, 716 p.

<sup>227</sup> Inspiré des considérations d'Alexis de Tocqueville sur « l'accablement soudain et inouï » qu'aurait expérimenté le roi Louis-Philippe face à la Révolution de 1848, Guy Hermet propose « une seconde forme de ce ressentiment, plus noble en somme : celle qui se traduit par une maturation plus lente de cette prise de conscience de l'illégitimité d'un pouvoir autocratique et qui motive dans les meilleures circonstances les artisans des réformes ou des transitions démocratiques négociées ». Cf. HERMET (Guy), *Les désenchantements de la liberté*, Paris : Fayard, 1993, p.131.

<sup>228</sup> Seule déroge à cette règle générale l'Argentine, où la junte militaire, vaincue aux Malouines, abandonne le pouvoir à des civils qui vont juger les responsables des crimes contre les Droits de l'Homme commis pendant la période de la dictature. Mais la réaction des militaires va finalement conduire à une amnistie.

## **2) Un modèle insuffisant pour rendre compte de l'évolution de processus non linéaires**

La reprise en main autoritaire d'un Alberto Fujimori au Pérou ou les rebellions militaires des *carapintadas* en Argentine constituent les signes les plus visibles d'une dégradation latente de la légitimité des procédures nées des transitions démocratiques. Le Pérou constitue la seule expérience véritable de retour en arrière autoritaire. Mais les autres pays pâtiennent de manière permanente de la baisse dramatique de la participation électorale, de l'élection de figures néo-populistes ou d'anciens dictateurs, de réformes institutionnelles renforçant l'exécutif par rapport au législatif, de l'absence d'un véritable pouvoir judiciaire indépendant, et des effets désastreux de décentralisations concédées sans véritables dévolutions de compétences et sans réelles ressources. Les réformes politiques et économiques devaient mener à une restructuration des institutions publiques, pour faire naître de ces anciens « Léviathans créoles »<sup>229</sup> des États modernes, régulateurs et efficaces. La transformation de l'action publique a été réelle. Mais ses effets réformateurs et démocratiques ont été estompés, entre autres, par la corruption de certaines élites, l'omniprésence du trafic de drogue, la généralisation de la violence et le renforcement croissant des inégalités sociales.

Un des facteurs avancés pour expliquer cette évolution différente est lié aux conséquences de la très forte crise économique qu'ont connue les pays d'Amérique latine simultanément aux transitions économiques pendant la décennie quatre-vingt. Ni le contexte économique, ni les choix de politiques économiques réalisés pendant cette période de changement ne sont absents des analyses des partisans d'une conception concertée de la transition démocratique. Mais ces derniers en prennent acte pour montrer que l'émergence de démocraties pendant des périodes de très forte crise économique, dans des pays connaissant des

niveaux intermédiaires de développement et de très vives inégalités sociales, leur permet de faire voler en éclats l'ensemble du débat conceptuel sur les « prérequis » ou les « préconditions » de la démocratie qui était au cœur de la théorie de la modernisation<sup>230</sup>. En ce qui concerne les choix réalisés pendant la période de changement d'un régime à l'autre, ces auteurs s'intéressent seulement, lors du « moment économique »<sup>231</sup> de l'élaboration des pactes de transition, aux effets de la mise en œuvre simultanée par les dirigeants de l'ouverture démocratique et de politiques de réformes économiques d'ajustement structurel. C'est en effet dans une articulation pertinente de l'agenda des réformes que les dirigeants des nouvelles démocraties, pour voir leur légitimité reconfortée, pourront parvenir à un équilibre entre « bonne gouvernabilité » et maîtrise des demandes sociales<sup>232</sup>.

La remise en cause, partielle, du modèle de la démocratie concertée n'a réellement surgi qu'avec l'analyse de ce qui est venu après l'étape de la transition strictement dite. Cette dernière devient en effet un processus politique inscrit dans la durée, qui intègre l'étape de la consolidation démocratique, conçue non comme la séquence temporelle suivant la transition, mais bien comme un lent processus de stabilisation, d'enracinement, voire de réaménagement, des institutions et des pratiques politiques mises en place pendant la transition. Il existe bien une forme de consensus académique sur les modalités des transitions latino-américaines, marquées par le rôle des dirigeants politiques, et des négociations où la prudence l'a emporté sur les

---

<sup>229</sup> L'expression est reprise de Marcos Kaplan, in KAPLAN (Marcos), Estado y sociedad en América Latina. Mexico : UNAM, 1978, 223 p.

<sup>230</sup> Le débat sur les préconditions sociales et économiques de la démocratie a été longtemps prégnant dans l'analyse de la formation de régimes démocratiques, en particulier à partir des travaux de Seymour Lipset (LIPSET (Seymour), « Some social requisites of democracy : economic development and political legitimacy », American Political Science Review, 53, mars 1959, p.69-105 et LIPSET (Seymour), The political man. New York : Doubleday, 1960, 432 p.) ou de Dankwart Rustow (RUSTOW (Dankwart), « Transitions to democracy : towards a dynamic model », Comparative Politics, 2, 3, avril 1970, p.337-63).

<sup>231</sup> Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter considèrent que la réalisation des pactes comporte trois moments, le moment militaire, le moment politique et le moment économique, in O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain democracies, *op. cit.*

<sup>232</sup> Sur l'articulation entre ouverture politique et libéralisation économique, cf. BRESSER PEREIRA (Luis Carlos), MARAVALL (José María), PRZEWORSKI (Adam), Economic reforms in new democracies. Cambridge :

principes à l'heure de construire les nouveaux cadres institutionnels. Par contre, les débats académiques sur la consolidation se polarisent entre ceux qui la considèrent acquise dès lors qu'aucun acteur politique ne remet plus en cause le strict respect des procédures démocratiques<sup>233</sup> et ceux qui valorisent une vision plus qualitative de la démocratie, insérée généralement dans une réflexion plus large sur la nature des régimes politiques concernés, et leurs objectifs, sur l'évolution de certaines de leurs caractéristiques (l'affirmation de la règle de droit, par exemple), ou sur leur insertion dans un contexte mondialisé<sup>234</sup>. Guy Hermet montre les limites d'une vision trop procédurale de la consolidation, en constatant que « l'Amérique latine piétine malheureusement toujours devant l'avancée décisive et constamment remise à plus tard qui lui permettrait de passer de la démocratie politique restaurée à la démocratie sociale ou simplement plus sociale »<sup>235</sup>.

Les difficultés que connaissent les jeunes démocraties latino-américaines ont conforté certains auteurs dans leur entreprise de dépasser une analyse exclusivement centrée sur l'identification du comportement des dirigeants politiques pendant la période de la transition, et sur les résultats de leurs interactions. En proposant « l'identification des différents types de démocraties qui surgissent de modes distincts de transitions démocratiques, ainsi que l'analyse

---

Cambridge University Press, 1993, 227 p. et DUCATENZEILER (Graciela), OXHORN (Philip), (dir.), What kind of democracy ? What kind of market ? University Park : The Pennsylvania State University Press, 1998, 270 p.

<sup>233</sup> Sur cette approche « procédurale » de la consolidation démocratique, cf. MAINWARING (Scott), O'DONNELL (Guillermo), VALENZUELA (Samuel), Issues in democratic consolidation, the new South American democracies in comparative perspectives. Notre Dame : University of Notre Dame Press, 1992, 357 p. et LINZ (Juan José), STEPAN (Albert), Problems of democratic transition and consolidation. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996, 479 p.

<sup>234</sup> Cf. en particulier les articles rassemblés dans le dossier « La consolidation de la démocratie, nouveaux questionnements », coordonné par Graciela Ducatzenzeiler et Diane Éthier, in Revue internationale de politique comparée, 8, 2, été 2001, p.191-332.

<sup>235</sup> HERMET (Guy), « L'Amérique latine face à la théorie démocratique », Cahiers du GELA-IS, 1, 2001, p.13. Dans le même texte, Guy Hermet fait le constat qu'une vision procédurale de la consolidation est non seulement insuffisante mais dangereuse : « des démocraties qui se stabiliseraient ou se consolideraient en Amérique latine dans l'état assez formel qu'elles ont atteint il y a peu d'années ne seraient-elles pas vouées à la paralysie, voire déjà moribondes ? », *ibid.* p.11-12.

de leurs conséquences potentielles au niveau politique, économique et social »<sup>236</sup>, Terry Lynn Karl réintroduit ainsi une interrogation sur le devenir des régimes nés des transitions démocratiques. Sans renier une approche de la démocratie comme un choix contingent réalisé par des dirigeants politiques dans une période d'incertitude, l'auteur insiste sur le fait que « même dans une période de très forte incertitude créée par une transition de régime, où les contraintes apparaissent comme plus relâchées et où une grande possibilité de résultats paraît possible, les décisions prises par les différents auteurs répondent et sont conditionnées par le type de structures socioéconomiques et d'institutions politiques déjà présentes »<sup>237</sup>.

Ces dernières agissent comme des « conditions restrictives » (« *confining conditions* ») qui déterminent le cadre des choix des acteurs et définissent une approche où le résultat final est dépendant à la fois des choix effectués par les acteurs dans des configurations particulières, et par les effets en retour des cadres définis par ces actions (« *path-dependent approach* ») – ce qui vaut d'ailleurs tant pour l'influence de la situation antérieure sur le moment de la transition que pour les conséquences de cette dernière sur l'évolution postérieure. Dès lors les décisions prises pendant la transition démocratique ont un effet sur la période postérieure, et peuvent même devenir des sources de blocages pour une évolution dans l'avenir.

L'auteure propose de distinguer les différentes sortes de transitions, selon une double opposition, recours au compromis ou à l'imposition d'une part, rôle prépondérant des élites ou du peuple de l'autre (transitions « par en haut » ou « par en bas »<sup>238</sup>). Or, en Amérique latine, les

---

<sup>236</sup> KARL (Terry Lynn), « Dilemmas of democratization in Latin America », *Comparative Politics*, 23, 1, octobre 1990, p.1. Cf. également KARL (Terry Lynn), SCHMITTER (Philippe), « Les modes de transition en Amérique latine, en Europe du Sud et de l'Est », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 128, mai 1991, p.285-302.

<sup>237</sup> *ibid.*, p.6. De ce fait certaines structures sociales peuvent constituer autant d'obstacles à la construction d'un régime démocratique. L'auteur met en avant, par exemple, pour expliquer la consolidation des démocraties, l'importance du fait que les propriétaires terriens jouent un rôle secondaire dans l'économie d'exportation, ou que l'agriculture fondée sur une exploitation de la main d'œuvre ne soit pas dominante, avec les cas exemplaires du Venezuela et du Chili, où une économie d'exportation fondée respectivement sur le pétrole et le cuivre avait réduit le rôle politique des propriétaires terriens.

<sup>238</sup> En reprenant cette dichotomie, Graciela Ducatenzeiler et Fernando Chichilla suggèrent que les expériences du Salvador et du Guatemala constituent des « transitions ambivalentes » au sens où elles introduisent à la fois des

transitions ont été très majoritairement le fait de négociations entre élites, généralement par compromis, plus rarement par imposition de l'un des secteurs de l'élite (Brésil, Equateur). Et les cas où les régimes démocratiques ont été les plus stables correspondent à des situations de compromis entre élites, généralement formalisé par un pacte fondateur plus ou moins explicite (Costa Rica, Colombie, Venezuela, dans les années cinquante, mais aussi le Chili entre 1932 et 1970 et l'Uruguay depuis 1984). Ces pactes sont caractérisés par le fait d'inclure le plus grand nombre d'acteurs possibles, et de contenir différentes négociations conditionnées les unes aux autres (sur le devenir des militaires, le calendrier et les règles électorales, le compromis social).

La « négociation sur la négociation » est essentielle dans ces accords, puisque ces derniers ne vont pas seulement définir les nouvelles procédures démocratiques, mais également déterminer d'importants éléments substantiels. Du fait de leur caractère spécifique, il est nécessaire de les distinguer d'accords de type néo-corporatiste, sectoriels, ou bien d'accords partiels qui n'incluent pas l'ensemble des acteurs et ne sont que l'expression d'une évolution dans l'exercice du pouvoir de l'élite<sup>239</sup>. Enfin, l'auteure insiste sur le fait que ces pactes ne sont pas neutres : ils s'inscrivent dans l'évolution d'un régime politique où les élites politiques dominantes cherchent à assurer la continuité de l'exercice de leur pouvoir. En effet, si le pacte inclut l'ensemble des acteurs, il définit également les cadres de leur participation, généralement dans le sens de la préservation des intérêts essentiels de l'élite et de la démobilisation, ou la marginalisation, d'éventuels acteurs politiques émergents. De ce fait, les pactes circonscrivent très nettement la nature et les paramètres du régime démocratique qui en résulte.

---

dimensions de « transitions par en haut » (négociations entre dirigeants politiques des deux bords) et de « transitions par en bas » (cette négociation ayant été permise par une mobilisation collective armée). Cf. DUCATENZEILER (Graciela), CHINCHILLA (Fernando), « Pactos de paz : proceso de pacificación y transición hacia la democracia en El Salvador y Guatemala », *op. cit.*

<sup>239</sup> L'auteur distingue ainsi le pacte de *Punto Fijo* du Venezuela en 1958, de l'accord au Salvador entre la Démocratie chrétienne et l'armée de 1983, connu comme le *Pacto de Apaneca*. Cet accord partiel est analysé plus longuement dans le chapitre 5.



Or, l'auteure signale combien ces régimes doivent compter avec un contexte difficile, par la permanence du rôle des militaires et la forte crise économique. Ainsi les mesures prises pour assurer la continuité des nouvelles règles démocratiques dans les premiers temps de la transition peuvent se révéler être à terme des obstacles pour une démocratisation généralisée à l'ensemble de la société. Cette analyse des effets des modalités de la transition sur l'évolution postérieure des régimes conclut sur le type de régimes auxquels conduisent les différentes modalités de transition. Le multipartisme peut être restrictif dans le cas d'impositions internes, fictif dans le cas d'impositions externes, corporatiste ou consociatif dans le cas de pactes et seulement véritablement compétitif dans le cas de réformes.

### **3) Un modèle incomplet pour des situations intégrant des acteurs politiques ayant eu recours à la violence**

Les deux cas étudiés dans ce travail sont bien des processus de démocratisation, même si, comme le montrent les chapitres suivants, la transition ne se réalise pas *stricto sensu* d'un régime militaire autoritaire à un régime démocratique. Il est d'ailleurs symptomatique que la Colombie et le Salvador ne soient pas compris dans l'analyse comparée sur les transitions démocratiques dans la décennie quatre-vingt en Amérique latine. Les quelques tentatives pour étudier ces processus selon les modèles concertés n'ont abouti qu'à mettre en lumière les insuffisances de ce choix méthodologique<sup>240</sup>. Cette situation relève à la fois des caractéristiques des régimes

---

<sup>240</sup> L'exemple le plus significatif pour le Salvador est DOMINGUEZ (Jorge), « Democratic transitions in Central America and Panama », p.131, in DOMINGUEZ (Jorge), LINDENBERG (Marc), Democratic transitions in Central America. Gainesville : University Press of Florida, 1997, 210 p. L'auteur tente d'analyser les transitions démocratiques centraméricaines à la lumière des apports de Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter, tout en soulignant combien pèsent quatre facteurs de différenciation, le recours à la force dans l'origine des démocratisations, les choix rationnels face à l'état de guerre, les pressions internationales et la crise économique. Dans le reste de l'ouvrage, composé de témoignages de personnalités politiques centraméricaines, l'apport théorique est limité à des recommandations pour renforcer les processus en cours.

politiques qu'ils ont connus, des modalités de démocratisation qu'ils ont expérimentées et de la nature même du régime auquel ils ont conduit.

La Colombie constitue, avec le Venezuela et le Costa Rica, l'un des trois pays d'Amérique latine qui a connu des modalités de restauration des institutions démocratiques après une guerre civile et un régime militaire. La formule négociée entre les principaux dirigeants politiques consistait à enterrer l'affrontement partisan au profit d'un partage pragmatique et programmé du pouvoir<sup>241</sup>. Cette modalité a constitué une forme de modèle *a posteriori* pour la « transitologie » des années quatre-vingt. *A contrario*, l'évolution politique du Salvador à partir de 1979, à l'instar de ses voisins centraméricains, constitue le cas exemplaire d'une évolution institutionnelle qui n'a de démocratique que les apparences. Alors que les pays d'Amérique du Sud connaissent les premiers craquèlements de la règle autoritaire, le Salvador évolue de formes classiques d'autoritarisme militaire vers des dynamiques de conflit interne et d'interventions extérieures dans lesquelles la constitution d'un régime politique civil, légitimé par des élections régulières, mais non totalement pluralistes, est initialement conçue comme un instrument de la lutte anti-insurrectionnelle. Le fait de considérer la seule mise en place d'élections au résultat non contesté et au rythme régulier comme une transition démocratique doit être compris, pour les théoriciens des transitions démocratiques, comme une « tromperie électorale »<sup>242</sup>.

---

<sup>241</sup> Les trois pays connaissent en effet une guerre civile, une brève parenthèse autoritaire puis la restauration de la démocratie par des mécanismes concertés, respectivement en 1948 au Costa Rica, en 1957-58 en Colombie par la mise en place du *Frente Nacional*, et en 1958 au Venezuela par le *Pacto de Punto Fijo*. Sur l'analyse comparée de ces trois pays, où est mis en avant l'aspect concerté entre les élites politiques des règles du régime, cf. PEELER (John), *Latin American democracies : Colombia, Costa Rica, Venezuela*. Chapel Hill : University of North Carolina, 1985, 193 p., actualisé par PEELER (John), « Elite settlements and democratic consolidation, Colombia, Costa Rica, Venezuela », p.81-112, in HIGHLEY (John), GUNTHER (Richard), *Elites and democratic consolidation in Latin America and Southern Europe*. Cambridge : Cambridge University Press, 1992, 354 p. La mise en place du *Frente Nacional* en Colombie est analysé plus longuement dans le chapitre 3.

<sup>242</sup> Cf. LINZ (Juan José), STEPAN (Albert), *Problems of democratic transition and consolidation*. *op. cit.*, p.4. Les auteurs emploient l'expression d'« *electoral fallacy* ». Dans une même optique, Terry Lynn Karl utilise le terme d'« électoralisme » (cf. KARL (Terry Lynn), « Imposing consent ? Electoralism versus democratization in El Salvador », p.9-36, in DRAKE (Paul), SILVA (Eduardo), *Elections and democratization in Latin America*. San Diego : University of California, 1986, 335 p.) ou de « régime électocratique » (cf. KARL (Terry Lynn), « Dilemmas of democratization in Latin America », *op. cit.*, p.15). Cet aspect fait l'objet d'une analyse plus approfondie dans le chapitre 5. Par ailleurs, il est intéressant de constater que l'idée d'une transition politique est

Les modalités de la démocratisation diffèrent également. Dans les deux cas, la démocratisation est un des résultats de la fin de conflits internes révolutionnaires. Les auteurs de Transitions from authoritarian rule conçoivent des cas de démocratisations initiées par des révoltes sociales organisées ou par des révolutions marxistes, mais uniquement dans le cadre d'une typologie fondée sur des idéaux-types<sup>243</sup>. Leur modèle d'analyse est construit uniquement pour des cas de « transitions non-révolutionnaires depuis des régimes autoritaires »<sup>244</sup> où la démocratisation part d'ouvertures volontaires réalisées par des modérés du camp autoritaire sans situation de conflit armé interne.

Dans les deux cas, enfin, les accords permettent la participation d'acteurs politiques jusque-là exclus. Mais à la différence notoire des transitions démocratiques en Europe du Sud ou dans le reste du continent<sup>245</sup>, cette possibilité est liée au fait que les signataires reconnaissent l'abandon du recours à la violence armée. Or, cet aspect est pratiquement absent du modèle d'analyse proposé par Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter. Le fait que les transitions démocratiques étudiées par ces analyses se soient déroulées dans un contexte généralement pacifié, et de manière relativement pacifique, a conduit de nombreux auteurs à faire d'une conjoncture un facteur explicatif, et dès lors à penser l'absence de violence politique comme une condition nécessaire pour mettre en œuvre ce genre de transitions politiques<sup>246</sup>. En effet dans les

---

souvent utilisée au Salvador pour qualifier la rupture du régime autoritaire lors du coup d'État en 1979, ce qui permet de rattacher le cas salvadorien au reste du continent. Cf. BALOYRA (Enrique), El Salvador in transition. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1982, 236 p. et BALOYRA (Enrique), « Dilemmas of political transition in El Salvador », Journal of International Affairs, 38, 2, hiver 1985, p.221-242. De ce fait, de nombreux auteurs qualifient la signature de la paix en 1992 comme la fin de cette période de transition, et non comme l'amorce d'une transition démocratique, cf. TURCIOS (Roberto), « El Salvador : una transición histórica y fundacional », Nueva Sociedad, 150, juillet 1997, p.112-118.

<sup>243</sup> Cf. en particulier STEPAN (Alfred), « Paths toward redemocratization : theoretical and comparative considerations », p. 64-84, in O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), Transitions from authoritarian rule, Comparative perspectives. *op. cit.*

<sup>244</sup> O'DONNELL (Guillermo), « Introduction to the Latin American cases », *op. cit.*, p.10.

<sup>245</sup> Ces transitions démocratiques ont effectivement permis la participation de forces politiques jusque là interdites par les régimes militaires, à l'image partout des partis communistes, dans certains pays des partis de la gauche modérée, voire du centre, ou le cas échéant de mouvements régionalistes.

<sup>246</sup> Samuel Huntington affirme ainsi que « le recours à la violence (pendant les transitions démocratiques) augmente le pouvoir des spécialistes de la violence au sein du gouvernement et de l'opposition » et est donc nuisible au

cas considérés, la recherche du compromis aboutit tout d'abord à l'exclusion de l'opposition armée d'un processus de négociation réalisé entre modérés – comme l'ETA en Espagne, ou le *Frente Patriótico Manuel Rodríguez* au Chili – et de façon plus significative au rejet ou à l'occultation du phénomène de la violence politique en général, avant et pendant la période autoritaire, et ce quel qu'en soit l'auteur. En Espagne aussi bien que dans le Cône Sud, les régimes militaires se sont légitimés eux-mêmes en tant que réaction à l'existence de gouvernements progressistes ou aux actions subversives de guérillas révolutionnaires. De ce fait, la construction des nouvelles démocraties a reposé, pour leurs nouveaux dirigeants, sur le rejet ou l'oubli de ce qui était interprété comme les deux composantes du visage de Janus de la violence politique, l'autoritarisme militaire et la subversion révolutionnaire<sup>247</sup>. Lorsqu'il n'est pas possible de reconnaître que la violence politique a été présente dans les années qui ont précédé la transition, il n'est pas possible non plus de faire de son renoncement un des piliers des nouvelles institutions.

L'Espagne et les pays du Cône Sud représentent ainsi autant de modalités différentes de ce double rejet, où pour cristalliser le parallélisme des violences, les amnisties ou les condamnations mettent sur le même plan la lutte armée révolutionnaire et la terreur anti-subversive. En Espagne, la reconnaissance de violations aux Droits de l'Homme commises par le régime militaire en place est absente, comme est inexistante la reconnaissance de la violence armée utilisée par certains de ses opposants<sup>248</sup>. En Uruguay, les clauses du *Pacto del Club naval*

---

processus dans son ensemble, in HUNTINGTON (Samuel), *The third wave, democratizations in the late twentieth century*. Norman : University of Oklahoma Press, 1991, p.207.

<sup>247</sup> Sur la question plus générale de l'usage politique du pardon et de l'amnistie, en particulier en Argentine, au Chili et en Uruguay, cf. LEFRANC (Sandrine), *Politiques du pardon*. *op. cit.*

<sup>248</sup> Le « modèle espagnol » est exemplaire sur cette question. Il n'y a eu aucune reconnaissance de l'usage de la violence d'État par le régime franquiste, et donc aucune poursuite contre les militaires. Les amnisties de juillet 1976 et d'octobre 1977, couvrent essentiellement les faits commis pendant la guerre civile, ainsi que les condamnations d'actions de rébellion contre le régime franquiste commises jusqu'au jour des premières élections. Elles permettent le retour de nombreux exilés politiques. Mais elles ne concernent ni les membres d'ETA, certes encore actifs, ni les membres d'anciennes guérillas qui avaient combattu par les armes le régime franquiste jusqu'aux années soixante, et dont les survivants s'étaient exilés en France. Ces dernières ne représentaient plus, au moment de la transition

de juillet 1984 prévoient de mettre sur le même plan amnisties des militaires et des prisonniers politiques, parmi lesquels de nombreux membres de la guérilla, afin d'éviter toute reconnaissance officielle de la pratique de la violence par le régime autoritaire. Ce parallélisme est confirmé dans la « *Ley de caducidad de la pretención punitiva del Estado* » de décembre 1986, puis par l'échec du référendum d'annulation d'avril 1989.

Au Chili en 1978 et au Brésil en 1979, c'est le régime militaire lui-même qui inclut, dans une symétrie à l'application juridique pour le moins partielle, les condamnés politiques au sein des amnisties qu'il s'autoconcède<sup>249</sup>. Au Chili, les tentatives faites par la suite de revenir sur l'oubli doivent se faire dans le cadre étroit de l'amnistie de 1978, jamais remise en cause. Ainsi la Commission Rettig, créée en avril 1990, a pour seul but de faire la lumière sur les cas de disparitions, et n'aboutit qu'à la possibilité de la reconnaissance de la victime et de la réparation du préjudice subi, jamais à l'identification des responsabilités, encore moins à leur condamnation. Par ailleurs, aucune mesure ne concerne le cas de peines de prison pour des délits politiques prononcés par le régime militaire – membres pour la plupart de la guérilla du *Frente Patriótico Manuel Rodríguez*, toujours en activité pendant la transition<sup>250</sup>.

Si l'Argentine représente, malgré l'échec postérieur, le seul exemple d'une tentative de condamnation des actes de violence commis pendant les années de la dictature, c'est là encore à partir du double rejet des acteurs qui ont eu recours à la violence armée. Parmi les premières mesures de sa présidence, Raúl Alfonsín abroge l'amnistie que les militaires se sont autoconcédée peu avant la fin du régime et ordonne la poursuite, d'une part des principaux responsables de la junte militaire, de l'autre des dirigeants des groupes de guérilla. Dans un

---

démocratique, que les seuls fantômes d'un passé qu'il fallait occulter à tout prix. Sur ces dernières, cf. MARTINEZ LOPEZ (Francisco), *Guérillero contre Franco*. Paris : Syllepse, 2001, 177 p.

<sup>249</sup> Dans les deux cas, ces mesures se traduisent concrètement par la possibilité du retour au pays des exilés politiques, la plupart des condamnations politiques ayant été commuées en années d'exil. Elles ne concernent pas les prisonniers politiques.

climat de tension croissante, des peines sont prononcées contre les principaux responsables de la junte militaire, ainsi que contre certains dirigeants de la guérilla. Si le processus se concentre sur la responsabilité des militaires et la reconnaissance des crimes commis pendant la dictature, et en particulier des disparitions, les amnisties prononcées en octobre 1989 et en décembre 1990 affirment à nouveau le parallélisme entre les deux sources de la violence politique<sup>251</sup>.

Dans les expériences sud-américaines, les commissions d'enquête organisées pendant les premières années des régimes démocratiques n'ont pour but que de permettre la reconnaissance de l'existence d'une violence d'État, et de lever éventuellement les amnisties prises par les militaires avant la fin du régime autoritaire. Portées par une forte rhétorique de réconciliation, elles ne visent que la reconnaissance d'un crime commis par le pouvoir militaire, parfois sa réparation, et très rarement l'identification des responsabilités et une éventuelle condamnation. Elles ne sont nullement l'instrument par lequel il est mis fin à une situation de guerre civile ou d'affrontement violent et par lequel les parties prenantes manifestent explicitement leur abandon du recours à la violence armée. Or les cas étudiés ici se situent dans un processus qui inclut une résolution d'un conflit armé, limitant par là sur ce point central les apports du modèle des transitions concertées.

Les processus étudiés dans ce travail comportent une évolution des régimes politiques vers une forme plus achevée de démocratisation. Les analyses sur les transitions démocratiques concertées permettent dès lors d'en comprendre certains aspects, mais, dans la mesure où elles sont marquées par une forte approche séquentielle et où elles ignorent la violence politique, les

---

<sup>250</sup> Le cas de 400 prisonniers politiques, et des 1300 cas en attente de procès pour des délits semblables, n'est réglé qu'en 1994 par une amnistie, à la suite d'un accord entre le gouvernement et les partis de droite.

<sup>251</sup> Le Président Carlos Menem amnistie en effet en même temps les membres des juntes condamnés en 1985, plusieurs hauts gradés de l'armée et de la police reconnus responsables d'actes de violations des droits de l'homme, les militaires qui s'étaient mutinés contre son prédécesseur en réaction aux condamnations et des dirigeants de la

apports de ces analyses doivent être complétés par la prise en compte de la violence politique, dans les deux cas considérés, et plus largement dans les cas de transitions démocratiques qui incluent une résolution de conflit interne.

### *B. QUAND LA PAIX ET LA DEMOCRATIE SE CONSTRUISENT ENSEMBLE*

Jusqu'à très récemment, l'analyse théorique des transitions démocratiques et celle de la résolution des conflits internes se sont ignorées. Il est vrai que la « troisième vague »<sup>252</sup> de démocratisations s'est réalisée largement dans des situations pacifiées, mais en plus dans des contextes où la violence politique a été occultée au nom de la recherche du compromis.

La réflexion sur la construction parallèle, voire concomitante, de la paix et de la démocratie, ressurgit avec les débats qui interviennent au tournant des années quatre-vingt-dix sur l'intervention de la communauté internationale dans des situations de crise. Mais cette rencontre se fait avant tout sous l'égide du « *post-conflict peace-building* », où la construction de la démocratie n'est conçue que comme un simple élément, voire comme une forme de conséquence, de la résolution du conflit interne. Pour construire une société pacifiée, il semble nécessaire de construire les institutions et les règles qui permettent une résolution pacifique des conflits, et ce « *state building* » est censé prendre naturellement les formes d'un « *democratic state building* ». L'organisation systématique d'élections pluralistes et transparentes à l'issue des interventions de la communauté internationale marque ainsi symboliquement le caractère nécessairement démocratique des nouvelles institutions<sup>253</sup>.

---

guérilla « *montonera* ». L'annonce faite par le Président Kirchner sitôt après son élection en 2003 de revenir sur cette amnistie concerne une nouvelle fois les officiers supérieurs de l'armée et les dirigeants de la guérilla.

<sup>252</sup> Pour reprendre la distinction de Samuel Huntington, in HUNTINGTON (Samuel), *The third wave*, *op. cit.*

<sup>253</sup> Comme exemple illustratif de cette situation, cf. GUERRERO (Juan Carlos), BERMUDEZ (María del Mar), « Les élections dans les opérations internationales de pacification : un instrument de réconciliation ? Une réflexion sur la Bosnie », *Cultures et Conflits*, 40, automne 1999, p.129-162

Réduire la construction de la démocratie à une simple conséquence de la résolution du conflit interne, comme la proposition inverse, apparaît comme une perspective assez limitée. Quoique différents, ces deux processus sont, dans le cas de la résolution de conflits internes à caractère révolutionnaire, très fortement dépendants. Lorsqu'une société connaît une transition qui intègre à la fois le passage du conflit armé à la paix et de l'autoritarisme à la démocratie, il n'est pas possible de penser que ces deux évolutions soient autonomes l'une de l'autre.

Trois approches des analyses sur ce double phénomène cherchent à montrer comment la construction de la démocratisation agit sur la démilitarisation et vice versa, l'une et l'autre perturbant ou s'alimentant de manière réciproque et permanente. Une première vision de cette rencontre est proposée par les chercheurs qui ont analysé l'évolution du choix des acteurs, et tout particulièrement celui des guérillas, depuis une perspective privilégiant la paix ou la poursuite du conflit comme un choix rationnel. Une deuxième approche consiste à enrichir les analyses de la transition démocratique au vu des expériences qui contenaient un important aspect de démilitarisation, tout particulièrement à partir des cas centraméricains. Les récentes études comparées des processus de paix en Amérique latine proposent, enfin, une troisième vision, où le lien dynamique entre démilitarisation et démocratisation devient central.

### **1) Choix des acteurs et calculs rationnels**

L'analyse de l'évolution d'acteurs armés vers des modalités d'action légales demeure un domaine relativement peu investi par la réflexion théorique. Il est ainsi significatif que les trop rares travaux existants sur cette transformation en demeurent à une analyse monographique, riche de détails et de réflexions, mais sans véritable cadre théorique, qu'il s'agisse de la



Colombie<sup>254</sup> ou du Salvador, alors que les réflexions théoriques dont il va être question ici tiennent plus de propositions de recherche que de véritables études, la connaissance des terrains se voyant sacrifiée à la proposition théorique.

Un certain nombre d'analyses, en particulier anglo-saxonnes, inspirées du néo-institutionnalisme, s'est intéressée à l'évolution de mouvements révolutionnaires armés vers des partis politiques, en cherchant à en comprendre les raisons, et les contextes dans lesquels elle s'est inscrite. Ces analyses se sont appuyées sur le présupposé que les acteurs politiques peuvent réaliser un calcul rationnel pour déterminer à partir de leur situation présente leur meilleure option pour l'avenir, et en montrant à quel point le comportement de ces acteurs est lié à leur évaluation de la modification du contexte institutionnel dans lequel ils sont appelés à évoluer.

Dans son analyse comparée de l'évolution d'un certain nombre de guérillas vers une négociation qui inclut la remise des armes et leur transformation en parti politique, Matthew S. Shugart<sup>255</sup> s'inspire des travaux de Robert Dahl<sup>256</sup> sur l'intégration par le gouvernement de ses opposants, en fonction de la relation entre coût de suppression et coût de tolérance. L'auteur signale que dans le contexte d'un conflit armé, les coûts d'intégration ou de suppression sont particulièrement importants, puisqu'ils supposent le recours direct à la violence de la part de l'un ou l'autre des acteurs. Mais cela n'affecte pas selon lui le mécanisme même du raisonnement. L'analyse va chercher à mettre en rapport l'évaluation des coûts pour les deux acteurs, d'une part les coûts de conflit - parvenir pour le régime à une victoire militaire (*coût de suppression*) ou pour la guérilla à poursuivre le conflit armé (*coût de résistance*) -, de l'autre les coûts de compétition – pour le régime, accepter l'entrée d'un nouveau venu sur la scène institutionnelle

---

<sup>254</sup> Par exemple, un des rares travaux consacré à l'évolution politique de trois des organisations de guérillas colombiennes qui ont signé un accord de paix avec le gouvernement ne comprend pas de chapitre théorique sur ce type de processus, malgré l'originalité de la démarche, la richesse des études de cas et la pertinence des réflexions apportées. Cf. PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), De las armas a la política. Bogota : Tercer Mundo, IEPRI, 1999, 333 p.

(*coût de tolérance*), pour les insurgés, celui d'entrer dans la compétition électorale (*coût de participation*). Suivant les analyses de Robert Dahl, un accord entre les deux parties peut être obtenu uniquement si les deux acteurs perçoivent simultanément leurs coûts de compétition inférieurs à ceux de conflit. Si un seul des deux acteurs perçoit son coût de compétition inférieur à celui de conflit, le conflit armé se poursuit, mais il existe la potentialité qu'il soit résolu par une négociation, dont le contenu devra porter sur la réduction du coût de conflit de l'autre partie.

L'auteur signale que dans le cas de conflits armés internes à caractère révolutionnaire, les dirigeants de l'un ou l'autre des camps en présence ont généralement une marge de manœuvre assez limitée en ce qui concerne les coûts du conflit, soit parce qu'ils sont supportés de manière importante par un acteur extérieur, soit parce qu'ils envisagent des stratégies de long terme. De ce fait, la possibilité d'action se situe essentiellement dans les coûts de compétition. Dans la vision néo-institutionnaliste qui est celle de l'auteur, ces coûts sont pour la plupart liés à la configuration des institutions. Dès lors, le calcul des acteurs sur la situation peut être modifié par un changement du contexte institutionnel, qui est lui-même le résultat éventuel du contenu des négociations entre gouvernement et guérillas. Or, celles-ci dépendront du type de relation entre les coûts de compétition et de conflit signalé plus haut.

Si, pour le gouvernement, le coût de compétition est inférieur à celui de conflit (et le contraire pour la guérilla), la négociation portera sur la manière de favoriser la participation politique de la guérilla, afin qu'elle accepte l'accord, en créant de nouvelles institutions représentatives, en réformant leur rôle ou en modifiant la législation électorale<sup>257</sup>, mais avec des dispositions militaires qui traduisent la position de force du gouvernement (la remise des armes

---

<sup>255</sup> SHUGART (Matthew Soberg), « Guerrillas and elections : an institutionalist perspective on the costs of conflict and competition », *op. cit.*

<sup>256</sup> DAHL (Robert), *Polyarchy : participation and opposition*. New Haven, Yale University Press, 1971, 257 p.

<sup>257</sup> Le gouvernement s'engagera à permettre que l'élection garantisse une représentation effective et visible des minorités politiques, par la transparence du scrutin, ou l'introduction de mécanismes assurant une meilleure représentation de l'opposition, entre autres par une modification du type de scrutin, un relèvement des seuils de

par la guérilla et le cessez-le-feu précèdent les réformes institutionnelles). Dans le cas contraire, l'accord pourra être obtenu s'il fournit des garanties au gouvernement que ces intérêts seront respectés dans les nouvelles institutions<sup>258</sup>, mais, de la même façon les dispositions militaires seront cette fois plus favorables à la guérilla, les réformes précédant sa démobilisation.

Deux éléments majeurs signalés par l'auteur tempèrent néanmoins l'automaticité de ce schéma : d'une part, même dans un scénario qui est *a priori* défavorable pour le gouvernement, c'est ce dernier qui conserve pendant les négociations la maîtrise des institutions et de leurs réformes éventuelles ; d'autre part, il s'agit d'un processus mouvant, où les décisions prises peuvent avoir des effets non attendus.

L'auteur applique ce schéma aux cas du Venezuela, du Zimbabwe, de la Colombie, du Nicaragua, du Salvador et de la Namibie, et propose un schéma idéal-typique à partir des différentes relations existant entre gouvernements et guérillas. Dans le cas colombien par exemple<sup>259</sup>, les réformes institutionnelles du début des années quatre-vingt ne paraissent pas suffisantes pour baisser le coût de participation de la guérilla, ce qui aboutit à un échec de la négociation. Par contre les nouvelles modalités de vote adoptées pour les législatives de 1990 et la convocation à des élections pour une Assemblée Constituante de 1991, attractives pour les groupes armés à vocation nationale, permettent d'expliquer leur réinsertion. Mais ces modalités n'affectent pas les perceptions des groupes les mieux implantés localement, éclairant par là leur choix de continuer la lutte.

---

participation dans le cas de représentation proportionnelle, une augmentation du nombre de sièges ou une modification du nombre des circonscriptions.

<sup>258</sup> Par des règles spéciales de majorité pour des décisions importantes comme les réformes constitutionnelles, ou par l'ouverture progressive et non immédiate des postes de représentation à l'élection, ou encore par la conservation de privilèges institutionnels (représentants nommés et non élus, postes à vie, ...).

<sup>259</sup> Seul le cas colombien est rapidement évoqué ici, à la fois parce qu'il est illustratif de l'échec des négociations des années 1982-86 et de la réussite, partielle, de celles de 1990-91 et parce que le cas salvadorien n'est pas achevé au moment de la rédaction de l'article. L'ensemble de ces processus est analysé de façon comparée dans la deuxième partie de cette thèse. Par ailleurs, le tableau des situations possibles est reproduit page suivante.

**Tableau 2 : Actions des négociateurs et effets sur les accords dans des conflits avec des guérillas**<sup>260</sup>

<i>Action</i>	<i>Effet sur le coût de participation</i>	<i>Effets sur le coût de tolérance</i>	<i>Conditions et résultat de l'accord</i>	<i>Exemples</i>
<b>Situations favorables au gouvernement</b>				
Cessez-le-feu sans démobilisation	Baisse	Augmentation (depuis un niveau bas)	Réforme institutionnelle, échec de l'accord	Colombie 1982-86
Cessez-le-feu avec démobilisation	Reste élevé, peut augmenter	Le fait baisser encore plus	Si l'ex-guérilla peut devenir un allié politique, réformes institutionnelles Si l'ex-guérilla ne peut pas constituer un parti politique, accord instable	Voir "Réformes Institutionnelles permettant la participation de la guérilla" Nicaragua 1990
Réformes institutionnelles permettant la participation de la guérilla	Baisse	Demeure acceptable	Transformation de la guérilla en parti politique, accord	Colombie (M19) Venezuela
<b>Situations favorables à la guérilla</b>				
Réformes institutionnelles garantissant les intérêts vitaux du gouvernement	Augmente (depuis un niveau bas)	Baisse	Action de vérification de tiers	
Avec démobilisation de la guérilla			Si l'ex-guérilla peut devenir un parti politique, accord stable Si l'ex-guérilla ne peut pas devenir un parti politique, accord instable	Zimbabwe Namibie
Cessez-le-feu sans démobilisation	Baisse, mais peut être compensé par le type de réformes institutionnelles	Augmente de manière significative	Pas d'accord du gouvernement	Pas de cas
<b>Guerre interne</b>				
Cessez-le-feu sans démobilisation	Baisse	Augmente de façon significative	Pas d'accord du gouvernement	Pas de cas
Démobilisation	Augmente de façon significative	Baisse	Pas d'accord des guérillas	Pas de cas
Réformes institutionnelles (des deux types)	Incertain	Incertain	Difficile, nécessite une démobilisation parallèle	Salvador

<sup>260</sup> D'après SHUGART (Matthew Soberg), "Guerrillas and elections : an institutionalist perspective on the costs of conflict and competition", *op. cit.*, p. 147

Dans une optique sensiblement proche du point de vue théorique, Jeffrey J. Ryan<sup>261</sup> complète utilement l'analyse précédente, sans y faire pourtant référence. En élargissant sa perspective à l'analyse de la manière dont les processus de transition démocratique modifient les comportements des acteurs qui y participent, l'auteur cherche à montrer comment les évolutions institutionnelles dans le sens d'une ouverture démocratique, sans restriction aux seules élections, ont modifié l'évolution des groupes révolutionnaires de l'action armée vers trois scénarios possibles, un arrangement concerté, une reddition négociée, une disparition du mouvement révolutionnaire. L'auteur reprend les travaux sur les succès des mouvements révolutionnaires armés à renverser les pouvoirs en place, et en particulier l'idée que seuls ceux qui ont su s'assurer d'un large appui de l'ensemble des opposants au régime ont pu parvenir à leurs buts. Il montre que la capacité de ces mouvements à orienter leur intégration dans la scène institutionnelle légale dépend également de l'importance des soutiens dont ils peuvent bénéficier pendant ce processus. L'analyse porte dès lors sur comment l'évolution d'un régime à un autre affecte la capacité des guérillas à structurer et à conserver des soutiens, et dès lors à réussir ou non leurs processus de transformation en parti politique.

Les trois scénarios évoqués correspondent à trois situations différentes. Pendant une transition démocratique, un mouvement révolutionnaire peut disparaître, parce qu'il n'a pas su construire ou conserver des soutiens à ce moment-là ; le Venezuela est ici donné en exemple<sup>262</sup>. Une reddition négociée peut être envisagée, là où la transition à la démocratie a eu lieu, en excluant les acteurs armés. Une guérilla avec un faible soutien social peut y être intégrée, afin d'éviter sa disparition, mais à condition qu'elle accepte le *statu quo* institutionnel. La guérilla

---

<sup>261</sup> RYAN (Jeffrey), « The impact of democratization on revolutionary movements », *op. cit.*

<sup>262</sup> Curieusement l'analyse ne porte que sur la fin du mouvement de guérilla au Venezuela et son affaiblissement à partir des élections de 1958 et 1963 ; elle n'évoque pas l'intégration en 1971 du MAS à la vie politique légale.

guatémaltèque serait illustrative de ce processus<sup>263</sup>. Enfin, un accord négocié peut avoir lieu, là où une guérilla a réussi à se constituer de larges soutiens politiques et sociaux et qu'elle réussit à les conserver pendant la transition démocratique – situation qui serait illustrée par le cas salvadorien<sup>264</sup>.

Le cas de la Colombie n'est pas traité par Jeffrey Ryan. En reprenant cependant les paramètres proposés par ce dernier, Lawrence Boudon montre les difficultés que le cas colombien pose à ce modèle<sup>265</sup> : la réinsertion du M-19 pourrait être considérée comme un arrangement concerté, dans lequel l'ancien mouvement de guérilla fait prévaloir ses idées de réforme lors de la Constituante de 1991 grâce à l'appui électoral dont il a bénéficié, mais à condition de comprendre la Constituante comme une transition démocratique, ce qu'elle n'est pas *stricto sensu*. Toutefois, le modèle proposé n'explique ni l'échec postérieur du M-19, ni la réinsertion isolée de l'EPL, sans coalition de soutien, ni le refus de négociation des FARC ou de l'ELN, qui disposent d'une importante coalition de soutien, mais localisée dans leurs zones d'action.

Les travaux décrits ci-dessous proposent des typologies, voire des modélisations, sur des processus où se joignent démocratisation et démilitarisation. Trois types de limites, inhérentes à leur démarche, constituent autant d'obstacles qu'il convient de dépasser.

---

<sup>263</sup> Il s'agit dans ce cas d'une analyse prospective puisque l'accord de paix n'était pas encore signé au moment de la publication de cet article.

<sup>264</sup> L'illustration est néanmoins peu convaincante à la fois sur l'identification de la transition et sur la nature de la coalition de soutien pendant la transition. D'une part, l'auteur considère que la transition démocratique au Salvador commence en 1982 avec la mise en place du calendrier électoral. Cette interprétation est pour le moins partielle, comme cela a déjà été évoqué note 242 et est analysé dans le chapitre 5. D'autre part, il mentionne, en reprenant les termes de Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter, que cette coalition se fait avec les secteurs récalcitrants à la démocratie (les « *democratic recalcitrants* »), ceux qui rentrent dans les négociations en rejetant leur caractère anti-démocratique et demeurent à l'expectative de l'évolution de la transition. Il ne les identifie pas dans sa présentation du cas. Les seuls secteurs de la gauche que le FMLN n'intègre pas (et seulement à partir de 1989) sont les anciens dirigeants du FDR qui retournent au Salvador en 1989 pour se présenter aux élections, en précédant la guérilla... ils ne peuvent de ce fait être considérés comme des « récalcitrants ».

<sup>265</sup> BOUDON (Lawrence), « Guerrillas and the state : the role of the state in the colombian peace process », Journal of Latin American Studies, 28, 2, mai 1996, p.285-86.

D'une part, ils sont marqués par une approche comparative dont la portée explicative est limitée par les caractéristiques des situations choisies. Pour aborder une comparaison plus large, chacun introduit des cas où le processus de paix n'est pas encore abouti au moment de l'étude (le Salvador pour Matthew S. Shugart, le Guatemala pour Jeffrey J. Ryan). Ceci conduit les auteurs à estimer la résolution de la négociation à partir de l'état et de l'évolution du conflit, position en contradiction avec leur volonté d'analyser les modalités précises et le contexte particulier de l'évolution d'acteurs armés vers des modalités civiles de participation.

D'autre part, ils évaluent la réussite du processus de négociation à l'aune exclusive de la capacité de l'ancienne guérilla à devenir un parti politique important, en particulier en fonction de ses résultats électoraux. Néanmoins la diversité des situations et des évolutions de ces partis est telle qu'il est difficile de les comprendre en ne prenant en compte que le seul contexte de leur réinsertion. Dans certains cas où les guérillas se sont démobilisées dans des contextes défavorables, les partis qui en sont issus sont parvenus à occuper une place charnière sur les scènes politiques nationales (Uruguay et Venezuela). Dans d'autres où les conditions étaient plus propices, ils ont connu des succès électoraux importants mais éphémères (Colombie), ne se sont pas implantés de façon conséquente (Guatemala), ou bien ne sont parvenus à devenir une des forces politiques les plus importantes qu'après plusieurs élections, dans un climat politique de plus en plus éloigné du contexte de la résolution du conflit armé (Salvador).

Ce problème de surdétermination du devenir des partis surgis de mouvements de guérilla à partir des modalités et des contextes de leur réinsertion renvoie à une troisième limite. La perspective utilisée par ces deux auteurs consiste à comprendre la manière dont des guérillas démobilisées peuvent participer à des institutions existantes, c'est-à-dire circonscrit l'analyse à la relation dynamique entre les préférences des mouvements de guérillas, d'un côté, et les capacités à faire évoluer le contexte institutionnel par le gouvernement en place, de l'autre. Rapport

dynamique aux multiples configurations, certes, mais rapport limité ici à deux acteurs, dont la seule interférence extérieure serait la sanction périodique des électeurs.

Deux problèmes surgissent rapidement, au moins dans l'analyse des deux cas étudiés. Le premier est qu'il est particulièrement difficile, en Colombie et au Salvador, de considérer tant le gouvernement que les guérillas comme des acteurs homogènes, cohérents et structurés. En ce qui concerne les gouvernements, ils agissent dans le cadre d'États faiblement institutionnalisés, où les structures chargées du maintien de l'ordre et de la sécurité jouissent d'une autonomie certaine, et où la mise en œuvre de la décision publique doit prendre en compte l'existence d'acteurs privés organisés, légaux ou illégaux, particulièrement influents. Pour les guérillas, leurs caractéristiques d'acteurs clandestins armés les conduisent à être à la fois très structurées et hiérarchisées, et internement cloisonnées, et très sensibles par ailleurs aux divisions et aux scissions. La notion même de « position de guérillas » n'a pas de sens dès qu'il existe plusieurs mouvements, et il est même nécessaire de l'évaluer avec prudence au sein d'un même groupe.

Le deuxième problème provient des caractéristiques qui viennent d'être décrites : dans ce rapport entre gouvernements et guérillas, ce n'est pas tant la relation en soi qui est importante, comme l'affirment les deux auteurs mentionnés, mais bien l'évolution du contenu de cette relation et du contexte dans lequel elle s'insère (qui porte sur les règles mêmes de fonctionnement du système politique). Cette relation doit être appréhendée en prenant en compte l'intervention d'autres acteurs, qu'il s'agisse d'autres partis politiques, syndicats ou mouvements sociaux, ou d'autres mouvements clandestins (en particulier en Colombie, les autres guérillas demeurées actives, et les autres organisations faisant usage de la violence, comme les paramilitaires ou les trafiquants de drogue), voire d'intervenants internationaux (comme au Salvador, la mission des Nations unies ou le gouvernement des États-Unis), dont le rôle peut être particulièrement significatif, dans un sens ou dans l'autre.



## **2) Inclure la démilitarisation dans l'analyse de la démocratisation**

La prise en compte des effets liés aux processus de négociations de démilitarisation conduit à enrichir les perspectives sur les démocratisations, à condition d'analyser l'interaction entre les deux processus. Il convient dès lors d'aller au-delà d'une perspective centrée soit sur le moment de la transition, soit sur celle des négociations, et sur les seules préférences des auteurs. Ces deux approches vont être prolongées en cherchant à analyser deux processus liés, d'une part la construction du nouveau régime, et en particulier des institutions qui ont fait l'objet des réformes, et de l'autre la manière dont les acteurs politiques et sociaux s'approprient ces nouvelles institutions dans le cadre de relations sociales pacifiées.

Ainsi la plupart des analyses sur les processus récents de démocratisation en Amérique centrale, très largement inspirées des travaux antérieurs sur la démocratisation, intègrent la dimension de la démilitarisation. Par-delà leur diversité d'approches et de thématiques, une évolution sensible apparaît par rapport à la perspective dominante dans l'étude des transitions démocratiques en Amérique du Sud. En introduisant dans leur analyse les effets liés à la démilitarisation, ces auteurs restituent les dynamiques du conflit armé, de son évolution et de la manière dont ce dernier a modifié la société et les comportements des acteurs politiques et sociaux. De ce fait, les auteurs qui ont étudié les démocratisations centraméricaines s'inspirent généralement des études sur les transitions démocratiques qui mettent l'accent sur l'interaction entre facteurs structurels et comportement des acteurs.

Une première réflexion dans ce sens a été ébauchée par des travaux sur les tentatives de résolution du conflit colombien dans les années quatre-vingt et sur les possibilités d'une comparaison à d'autres cas. Mark Chernick<sup>266</sup> propose ainsi une réflexion sur les cas où des négociations avec des guérillas sont comprises dans un processus de transition ou d'ouverture

démocratique. Le résultat de l'interaction entre ces deux processus dépend du niveau de développement de l'insurrection et du type d'ouverture démocratique. Au Venezuela, l'ouverture est menée par les dirigeants politiques pour insérer de leur propre volonté une guérilla affaiblie militairement. En Colombie, les négociations entre une insurrection minoritaire mais prolongée et un régime qui connaît un processus d'ouverture (et non de transition) démocratique ne peuvent porter que sur les conditions qui régulent l'accès au pouvoir (et non sur la distribution du pouvoir).

L'achèvement des processus de paix centraméricains dans la décennie 1990 a permis d'inclure davantage d'exemples de cas de démocratisations qui contenaient des éléments importants de résolution d'un conflit interne et dès lors de parvenir à un niveau plus élaboré de généralisation, avec des approches qui dépassaient généralement la seule préférence des acteurs.

Graciela Ducatenzeiler et Fernando Chichilla analysent l'achèvement des négociations entre gouvernements et guérillas au Salvador et au Guatemala comme des transitions originales qu'ils qualifient de « pactes de paix »<sup>267</sup>. Ils soulignent à quel point lorsque des pays connaissent un conflit interne, une transition à la démocratie est impossible si elle se réalise sans parvenir à une fin réelle de l'affrontement armé. En effet, la démocratie suppose la garantie de droits politiques d'expression et de représentation pour tous, ce qui est impossible dans une situation de guerre. De ce fait, les « pactes de paix » supposent d'utiliser des mécanismes de résolution pacifique des conflits pour parvenir à la paix au moyen de la négociation, ce qui permettra en retour de garantir le respect des droits fondamentaux. Cette manière d'analyser la démocratisation et la négociation de la paix comme des processus enchevêtrés repose sur l'idée que la démocratisation permet de résoudre des problèmes qui étaient à la base des conflits

---

<sup>266</sup> CHERNICK (Mark), « Negotiated settlement to armed conflict : lessons from the colombian peace process ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 30, 4, Hiver 1988-89, p.53-88.

<sup>267</sup> DUCATENZEILER (Graciela), CHINCHILLA (Fernando), « Pactos de paz : proceso de pacificación y transición hacia la democracia en El Salvador y Guatemala », *op. cit.*

armés : « l'obtention d'une paix longue et durable n'est possible que si la principale cause des guerres civiles y est résolue, c'est-à-dire si les changements institutionnels entendent répondre à l'imperméabilité du système politique aux demandes sociales. Ainsi les pactes de paix établissent des compromis qui permettent l'intégration des demandes des guérillas dans le système représentatif (ce qui suppose dès lors leur reconversion en partis politiques) »<sup>268</sup>. Dans la résolution de ces conflits, la paix et la démocratie s'accompagnent mutuellement : de même que seule la paix peut garantir de parvenir à une démocratie effective, cette dernière est le meilleur instrument pour établir une paix dans la durée. L'analyse ne se limite pas au seul moment de la transition. Les auteurs montrent en effet combien le contenu de l'accord négocié influence considérablement la vie politique postérieure. Au Salvador, où les Accords de paix se sont contentés en grande partie d'« institutionnaliser le conflit », le FMLN a pu devenir un parti structuré sur un programme politique, lié à ses revendications historiques. Au contraire, le contenu de l'Accord de paix au Guatemala, qui inclut plus de thèmes substantiels (droits indigènes) a contribué à ôter des revendications programmatiques au parti issu de la guérilla, puisque ses demandes ont été en quelque sorte reprises par le texte négocié.

Dans une démarche similaire, Peter Calvert propose une analyse des cas centraméricains où il intègre les étapes de la transition et celles de la négociation<sup>269</sup> : le processus compte quatre étapes, qui peuvent être entrecroisées. Le *démarrage* du processus est un moment particulièrement sensible, puisque dans un conflit armé annoncer sa volonté de négocier revient à reconnaître qu'il n'est pas possible de s'imposer militairement ; il convient d'autre part de trouver un médiateur *ad hoc*. La phase de *négociation* peut être très longue, d'autant qu'elle commence par de lentes discussions sur le calendrier et l'agenda des discussions. Le fait de rendre publiques les conversations est également un point sensible. La signature des accords ne

---

<sup>268</sup> *ibid.*, p.168.

scelle que la réussite de ces deux premières étapes et ouvre deux moments tout aussi difficiles, la *mise en œuvre*<sup>270</sup>, et la *démocratisation*. Pendant la première, les parties doivent appliquer les mesures sur lesquelles elles se sont mises d'accord, en particulier sur la démobilisation et la démilitarisation, tout en essayant de limiter les marges d'action de l'autre afin qu'il ne prenne pas un ascendant trop important<sup>271</sup>. Enfin, la *démocratisation* dépasse le seul aspect, certes indispensable, du strict respect des procédures électorales, et suppose une compréhension et une pratique effective par tous les acteurs de la société des nouvelles normes. Après une comparaison étape par étape dans chaque cas étudié, l'auteur montre combien « la principale leçon des processus de paix en Amérique centrale est qu'il s'agit bien de *processus* et qu'ils doivent être maintenus pendant une longue période de temps pour être effectifs »<sup>272</sup>. Si les premières étapes ont été souvent difficiles, du fait de l'intensité du conflit et de la méfiance réciproque, les dangers les plus importants résident dans la difficulté de trouver des fonds pour la reconstruction, phénomène symptomatique du désintérêt international pour les situations de reconstruction après la fin du conflit.

Tout en s'inspirant des analyses sur les transitions démocratiques, cette étude souligne, à l'aide des apports des réflexions sur les résolutions de conflit, l'importance qu'il y a à prolonger l'analyse au-delà du seul moment de la négociation des nouvelles institutions. Comme il a été vu précédemment, dans le cas de situations où il n'y a pas d'acteurs violents, les insuffisances de la consolidation peuvent susciter de graves dysfonctionnements mais elles remettent rarement en

---

<sup>269</sup> CALVERT (Peter), « The democratic transition in Central America », *op. cit.* Son analyse porte spécifiquement sur le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua et le Panama, mais intègre des éléments de la Colombie.

<sup>270</sup> L'auteur emploie le terme anglais d'« *implementation* » qu'il est possible de traduire par l'exécution ou la mise en œuvre. Il s'agit du même terme que celui qui est employé dans l'analyse séquentielle des politiques publiques pour décrire le moment de mise en œuvre d'une politique. Le caractère très sensible de cette étape dans les cas analysés a conduit à utiliser, en espagnol, le néologisme « *implementación* » (le Diccionario de la Real Academia ne reconnaît que l'existence du verbe « *implementar* »), alors que le mot « *cumplimiento* » existe.

<sup>271</sup> L'auteur montre combien le fait que, dans cette étape, les guérillas colombiennes qui ont négocié un accord aient été l'objet d'un harcèlement permanent (« *heavy attrition* »), par l'utilisation, ou la menace de l'utilisation, de la force par le gouvernement ou par des forces paramilitaires, a mis fin effectivement aux accords. Cf. CALVERT (Peter), « The democratic transition in Central America », *op. cit.*, p.3

cause la continuité des procédures démocratiques. Lorsque ces transitions intègrent la démobilisation d'acteurs armés, l'échec de la consolidation peut avoir pour conséquence un éventuel retour à une situation de conflit armé, soit par le retrait du processus de paix de l'opposition armée, soit plus généralement par des scissions de membres de l'ancienne guérilla, mécontents de leur situation<sup>273</sup>.

Sans renier une conception de la transition démocratique fondée sur une négociation entre élites dirigeantes, un certain nombre d'auteurs ont déplacé leur intérêt, de la simple négociation des procédures démocratiques, à la manière dont ces négociations interagissent avec les contraintes structurelles et conjoncturelles pour former le contexte dans lequel les procédures vont se dérouler.

Dans une étude comparée sur le Salvador et le Nicaragua, Laura Nuzzi O'Shaughnessy et Michael Dodson, montrent combien, dans les situations où démocratisation et démilitarisation se déroulent simultanément, trois facteurs centraux permettent de poser des bases solides pour la consolidation des régimes démocratiques<sup>274</sup> : les choix effectués par les principaux acteurs pendant la négociation, leur volonté de « sous-utiliser » leur pouvoir, et l'influence des situations historiques et structurelles sur leurs choix. Les auteurs s'intéressent à la mise en œuvre parallèle de deux mesures décidées dans les négociations, l'une liée à la démilitarisation (les processus de démobilisation parallèles des deux camps), l'autre à la démocratisation (les réformes de la justice). Ils montrent, dans le cas du Salvador, combien pèsent les facteurs structurels (les pressions internationales) pour parvenir à une réussite, contrairement au cas nicaraguayen.

---

<sup>272</sup> *ibid.*, p.21 ; souligné par l'auteur.

<sup>273</sup> Le cas le plus évident de ce genre de situation a été la remobilisation des anciens *contras* au Nicaragua après la signature d'accords sur leur démobilisation. Cf. BATAILLON (Gilles), « *Contras et recontras* nicaraguayens (1982-93), réflexions sur l'action armée et la constitution d'acteurs politico-militaires », *op. cit.* Des situations semblables ont lieu en Colombie, soit lors de la scission qui se produit au sein de l'EPL pendant les négociations, soit de manière non formelle, de nombreux membres des guérillas démobilisées ayant fait le choix de retourner à la lutte armée dans des organisations n'ayant pas signé la paix.

<sup>274</sup> DODSON (Michael), NUZZI O'SHAUGHNESSY (Laura), « Political bargaining and democratic transition, the case of Nicaragua and El Salvador », *Journal of Latin American Studies*, 31, 1, février 1999, p.99-127.

Dans une approche qui combine résultat contingent et contextes structurels, Einar Berntzen propose une étude comparée de la consolidation démocratique en Amérique centrale<sup>275</sup>. Pour permettre d'affirmer qu'il existe effectivement une démocratie consolidée, il est nécessaire que trois conditions favorables soient réunies, un changement structurel conduisant *de facto* à la réduction du pouvoir oligarchique, et deux aspects plus conjoncturels, le comportement démocratique des élites, et l'appui des États-Unis, ou du moins leur neutralité bienveillante. Ces trois conditions doivent conduire au respect de quatre aspects plus ponctuels, scrutins libres et pluralistes, droits politiques réels pour l'opposition, retrait effectif des gouvernements battus aux élections, et pouvoir assuré effectivement par les partis victorieux dans les urnes. La combinaison de ces facteurs permet d'affirmer qu'il existe des démocraties au Costa Rica depuis 1948, et au Nicaragua depuis 1990, mais ni au Salvador, ni au Guatemala ni au Honduras pendant la décennie 1980, puisque dans ces pays il n'y a pas de changements structurels modifiant le pouvoir oligarchique, et la permanence des militaires n'autorise pas à dire que les partis remportant les élections assument effectivement le pouvoir<sup>276</sup>.

Enfin, dans un travail sur l'Amérique centrale, Terry Lynn Karl applique un schéma qui combine négociation de procédures démocratiques et structures politiques et économiques pour qualifier de « régimes hybrides » les situations nées des processus concomitants de démocratisation et de démilitarisation<sup>277</sup>.

---

<sup>275</sup> BERNTZEN (Einar), « Democratic consolidation in Central America : a qualitative comparative approach », *Third World Quarterly*, 14, 3, 1993, p.589-604.

<sup>276</sup> Publiée avant le règlement des guerres civiles au Salvador et au Guatemala, l'analyse n'introduit pas les cas de ces deux pays après la signature de la paix. Le tableau reproduit à la page suivante introduit ces deux cas, à partir des facteurs définis par l'auteur.

<sup>277</sup> KARL (Terry Lynn), « The hybrid regimes of Central America », *Journal of democracy*, 6, 3, july 1995, p.72-86.

**Tableau 3 : Démocratisations en Amérique Centrale**<sup>278</sup>

Cas	Conditions favorables			Résultats				Démocratie
	Changement structurel réduisant de facto le pouvoir oligarchique	Comportement démocratique des élites	Appui ou neutralité des États-Unis	Élections pluralistes	Respect des droits politiques de l'opposition	Retrait effectif des gouvernements battus aux élections	Élections conduisent les vainqueurs à assurer effectivement le pouvoir	
<b>Démocratisations réussies</b>								
Costa Rica depuis 1949	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Nicaragua depuis 1990	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
<i>El Salvador depuis 1992</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>
<i>Guatemala depuis 1996</i>	<i>Partiellement</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Oui</i>	<i>Partiellement</i>	<i>Partiellement</i>
<b>Régimes révolutionnaires</b>								
Nicaragua 1979-84	Oui	Non	Non	Non	Non	Non	Non	Non
Nicaragua 1984-90	Oui	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui	Non
<b>Démocratisations ratées</b>								
Honduras 1957-63	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Guatemala 1945-50	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
Guatemala 1950-54	Oui	Oui	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
El Salvador 1931	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
<b>Démocraties apparentes</b>								
Honduras depuis 1980	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non
El Salvador 1982-1992	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non
Guatemala 1984-1996	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Non	Non

<sup>278</sup> D'après BERTZEN (Einar), « Democratic consolidation in Central America : a qualitative comparative approach », *op. cit.*, p.595. Les cas en italique ont été rajoutés à partir des critères définis par l'auteur.

Sans pour autant revenir au débat sur les « préconditions » de la démocratie que l'auteure a elle-même contribué à remettre en cause, elle constate à quel point l'extrême vulnérabilité politique et militaire, la très forte relation économique de la région avec les États-Unis et la confusion entre pouvoir politique, autorité militaire et élites économiques constituent pour les pays centraméricains un point de départ particulièrement défavorable pour la consolidation d'un régime démocratique. Dans ces cas de figure, la transition contient trois aspects intrinsèquement liés : « un changement dans le régime politique remet immédiatement en question le modèle économique qui a prévalu et le rôle des militaires, et *vice versa* »<sup>279</sup>.

Les circonstances des guerres civiles, et en particulier le renforcement du rôle des militaires aux dépens de l'élite économique, la transformation de celle-ci du fait de sa moindre dépendance de la propriété de la terre, et la diffusion de mouvements populaires, armés ou non, permettent une remise en question du modèle économique antérieur, et par conséquent l'adoption de règles démocratiques. Celles-ci ne sont plus aujourd'hui questionnées ; mais leur application est partielle, tant au niveau fonctionnel que territorial, ce qui aboutit à une distribution inégale de la citoyenneté, selon les contextes locaux où se mélangent respect du pluralisme, pratiques héritées de l'autoritarisme et réseaux clientélistes. Cette situation est problématique à double titre. D'une part, au niveau institutionnel, « si les règles sont partielles, les vainqueurs égoïstes, et les perdants non représentés de manière adéquate, les bonnes dispositions à jouer les règles du jeu vont diminuer »<sup>280</sup>. D'autre part, au niveau des politiques macro-économiques, le choix de la réduction du rôle de l'État peut affaiblir l'efficacité et la marge de financement des actions

---

<sup>279</sup> *Ibid.*, p.79. Dans le texte original : « a change in the polity immediately calls into question the prevailing economic model and the role of military, and vice versa ».

<sup>280</sup> *Ibid.*



décidées dans le cadre des Accords de Paix, et en particulier les mesures destinées aux anciens combattants de l'un ou l'autre des deux camps, ou plus largement à la reconstruction du pays<sup>281</sup>.

Par-delà la spécificité des cas analysés, ces études constituent autant de contributions à la réflexion sur les transitions démocratiques. L'introduction de la démilitarisation oblige à repenser à la fois les étapes et les aboutissements de ces transitions. Celles-ci ne sont plus des moments bornés, mais bien des processus politiques longs, où interagissent en permanence les facteurs liés aux structures politiques, sociales et économiques, et les choix et les comportements des acteurs, individuels et collectifs. Ces analyses des transitions démocratiques obligent à porter une attention particulière aux dangers potentiels d'une consolidation partielle, et à aller au-delà de l'idée que les premières élections ou la réforme de telle ou telle institution sont autant de signes de l'achèvement de ces processus.

### **3) Concevoir la résolution du conflit armé et la transition vers un régime démocratique comme des processus achevés**

De manière parallèle aux travaux qui viennent d'être évoqués, des études centrées sur la résolution de conflits internes ont cherché à introduire la variable de la démocratisation pour comprendre en quoi elle affectait la négociation d'un conflit armé interne, puis la démilitarisation.

Deux ouvrages nord-américains récents ont proposé des analyses comparées sur les processus de paix en Amérique latine, dans lesquelles sont introduites des réflexions théoriques sur le lien entre démilitarisation et démocratisation. Ils ont tous les deux la particularité d'être

---

<sup>281</sup> L'écart entre d'une part les besoins liés à la reconstruction et à la réinsertion des anciens combattants des deux bords et de l'autre les orientations néolibérales prises par le gouvernement salvadorien est analysé *in* BOYCE (James), Economic policy for building peace : the lessons of El Salvador. Boulder : Lynne Rieder, 1996, 359 p.

coordonnés par deux spécialistes du conflit salvadorien, d'une part Cynthia Arnson<sup>282</sup>, de l'autre Tommie Sue Montgomery<sup>283</sup>, dans le cadre de recherches longues financées par des organismes nord-américains et européens<sup>284</sup>.

Malgré la volonté explicite dans son titre de lier démocratisations et résolutions de conflit interne, l'ouvrage de Tommie Sue Montgomery porte en réalité sur une analyse comparée des interventions multilatérales dans les Amériques, qu'il s'agisse de missions à caractère politique (Nicaragua, Salvador, Haïti, Guatemala), électoral (élections nicaraguayennes de 1989, salvadoriennes de 1994, haïtiennes de 1995, dominicaines de 1990, 1994 et 1996 et mexicaines en 1994) ou diplomatique (résolution de la guerre entre le Pérou et l'Équateur en 1995). La construction parallèle de la paix et de la démocratie n'est dès lors analysée qu'à partir du rôle de la communauté internationale dans certains cas, avec une approche marquée par une volonté de prescription<sup>285</sup>.

Plus ambitieux sur le plan théorique, plus centré sur le lien entre démilitarisation et démocratisation, l'ouvrage coordonné par Cynthia Arnson est construit en deux moments. Une première partie présente des analyses des cas du Nicaragua, du Salvador, du Guatemala, du Mexique, de la Colombie et du Pérou, ainsi que du rôle de la communauté internationale en Amérique centrale et de la dimension indigène dans la recherche d'accords au Guatemala et au Mexique. Une deuxième partie s'intéresse à trois problèmes récurrents dans les périodes de mise

---

<sup>282</sup> ARNSON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America. *op. cit.* L'auteur a publié plusieurs ouvrages sur le Salvador dans les années quatre-vingt, dont une recherche sur le conflit armé (ARNSON (Cynthia), El Salvador, a revolution confronts the United States. Washington : Institute for Policy Studies, 1982, 117 p.) et une sur la politique extérieure nord-américaine vers l'Amérique centrale, (ARNSON (Cynthia), Crossroads, Congress, the President and Central America. University Park : Penn State Press, 1993, 369 p.).

<sup>283</sup> MONTGOMERY (Tommie Sue), Peacemaking and democratization in the western hemisphere. *op. cit.* L'auteur a écrit une des œuvres de référence sur le conflit salvadorien, plusieurs fois réédité et actualisé : MONTGOMERY (Tommy Sue), Revolution in El Salvador. Boulder : Westview, 1995 (1ère ed. 1982), 344 p.

<sup>284</sup> Celui de Tommie Sue Montgomery a été élaboré dans le cadre d'une action du North-South Center de l'Université de Miami, financé par le United States Institute of Peace et la Ford Foundation et a donné lieu à une conférence tenue en avril 1996 sur « *Multilateral approaches to peacemaking and democratization in the hemisphere* ».

en œuvre des accords, le rôle de la justice dans la réconciliation, la sécurité régionale et les politiques macro-économiques.

À partir de cette double approche, géographique et thématique, la coordinatrice propose une véritable réflexion théorique comparée sur les processus de paix, entendus comme une combinaison entre résolution de conflits internes et démocratisation. Comme cela a déjà été indiqué en introduction générale, la définition proposée par l'auteur des processus de paix suppose que la recherche de la fin des hostilités ne soit pas réduite au strict domaine militaire mais touche également certains des principaux problèmes politiques, économiques et sociaux qui ont conduit au conflit armé. Cela ne signifie pas que la résolution du conflit va conduire au règlement de toutes les causes structurelles qui ont conduit au conflit, et de fait permettre la consolidation du régime démocratique. Par contre les causes du conflit vont bien être au centre de l'agenda de négociations, la fin du conflit étant de ce fait liée à la mise en œuvre des réformes qui ont été accordées.

Dans les cas étudiés, l'auteur affirme qu'il existe une relation d'interdépendance entre, d'une part résolution des conflits, et de l'autre transition et consolidation démocratiques : « si ces deux domaines d'étude n'ont pas toujours été enchevêtrés, c'est une hypothèse de ce travail comparé que ces deux champs d'étude peuvent produire des aperçus utiles qui permettent de comprendre comment et pourquoi les processus de paix sont possibles, et comment et pourquoi la nature du système politique est modifiée par le processus qui conduit à résoudre le conflit »<sup>285</sup>.

---

<sup>285</sup> L'ouvrage est ainsi encadré par une introduction et une conclusion confiées à des grands témoins, respectivement Alvaro de Soto et Blanca Antonini, tous deux hauts fonctionnaires des Nations unies, qui proposent des réflexions à vocation plus pratique sur le rôle de la communauté internationale dans les interventions multilatérales.

<sup>286</sup> *Ibid.* p.2-3. De manière symptomatique par rapport à ce qui a été signalé dans l'introduction de ce chapitre, l'auteur signale une ample bibliographie sur la démocratisation d'une part, sur la négociation et résolution de conflits de l'autre, et insiste sur l'absence de travail, préalable au sien, à l'intersection des deux ; elle signale par ailleurs les limites de l'application de l'analyse des transitions démocratiques latino-américaines des années quatre-vingt aux transitions incluant le règlement d'un conflit armé.

Sept thèmes communs à ces expériences permettent ainsi de caractériser les modalités de règlements de conflits, en soulignant dans chaque aspect les dimensions liées à la démilitarisation et celles de la démocratisation :

- une ouverture démocratique entreprise par le pouvoir pendant la période de l'affrontement armé (par exemple, la mise en place d'élections),

- l'importance dans les négociations des aspects liés à la démilitarisation (procédures de démobilisations, programmes de reconstruction des régions affectées par la guerre, création de nouvelles institutions de sécurité inexistantes pendant le conflit),

- la perception par les principaux négociateurs d'une forme de légitimité de leur interlocuteur (pour les gouvernements en place, assise électorale, autonomie vis-à-vis des forces armées ou du pouvoir économique ; pour les dirigeants de la guérilla, capacité à convaincre leurs propres troupes),

- une évolution politique de l'élite, qui n'est pas liée seulement à la situation militaire, et qui permet un élargissement des thèmes discutés dans les négociations,

- l'existence au sein des principales parties d'objectifs diversifiés pour la réalisation desquels la continuation de la guerre est perçue comme un obstacle (cet aspect ayant pour corollaire que la seule situation militaire n'est pas l'unique raison conduisant à la négociation),

- la nécessité d'élargir les discussions à l'ensemble de la société civile au-delà des principaux négociateurs, la négociation militaire étant aussi un accord politique,

- enfin, le rôle essentiel joué par des acteurs externes, organisations internationales, régionales ou États tiers.

À ces éléments qui caractérisent le moment de la négociation s'ajoutent ceux qui concernent plus spécifiquement celui de la mise en œuvre des accords et de la recherche des modalités de règlement de différents problèmes liés aux crimes commis pendant la guerre et à

leur impunité, à la transformation des appareils de sécurité, et enfin, au contexte économique dans lequel se déroule la reconstruction.

La coordinatrice de l'ouvrage signale combien la phase de consolidation est sensible dans ces transitions particulières. La négociation aboutit généralement à définir un calendrier relativement précis concernant les dispositions de réforme et de démobilisation, qui structure en quelque sorte le moment de la consolidation. Un double écueil menace cette étape. Une réalisation partielle des dispositions décidées peut mettre en danger l'ensemble du processus de résolution du conflit. Mais en même temps, la consolidation du régime démocratique ne doit se résumer au seul constat de la mise en œuvre des dispositions négociées. En réglant des conflits internes longs et meurtriers, les Accords de paix revêtent en effet une importance symbolique fondamentale. Le conflit étant lié à des facteurs structurels, un certain nombre d'entre eux se retrouvent au centre des négociations. Ces textes créent une très forte attente de la part de l'ensemble de la société, avec la généralisation de l'idée que ces accords vont permettre de résoudre l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontés les pays en question.

Or, les accords ne concernent généralement qu'un nombre d'aspects précis et limité. Dès lors, la réalisation de ceux de ces points relatifs aux causes structurelles du conflit est extrêmement sensible et conditionne de fait l'impact réel de la mise en œuvre des procédures démocratiques. Le non-respect des engagements ou la partialité de leur réalisation peut affaiblir des institutions étatiques déjà peu solides, et conduire à des situations nouvelles non seulement de désenchantement envers la résolution du conflit, mais plus largement de méfiance ou de prise de distance vis-à-vis des institutions, à l'image de la violence non politique ou de l'absentéisme lors des élections. « Le fait que l'expansion formelle des droits politiques ne conduise pas à leur jouissance et à leur exercice effectifs par les citoyens indique que les processus de paix ne sont pas la panacée pour les maux d'une nation, ni même les garants des libertés constitutionnelles, mais plutôt des facteurs contribuant à l'évolution politique d'une nation. En cherchant à résorber

les raisons structurelles de l'affrontement armé et en réformant les 'règles du jeu' par lesquelles devront être réglés les futurs conflits, ils ne parviendront pas à 'résoudre' tous les problèmes de la société à la table de négociation, mais conduiront plutôt à créer des formes nouvelles, plus démocratiques et participatives, pour le déroulement des débats dans le régime de l'après-guerre »<sup>287</sup>.

Malgré la multiplication des cas sur la résolution des conflits internes, et une volonté nouvelle de les insérer dans des analyses comparées, le constat pessimiste sur l'absence de lien entre l'étude des démocratisations et des transitions et celle des résolutions de conflits internes demeure. De nombreuses études en restent largement à un aspect monographique, et dans les entreprises de comparaison, à l'instar de deux ouvrages cités, l'effort de théorisation n'a véritablement été approfondi que dans l'ouvrage de Cynthia Arnson. Les conclusions les plus prometteuses sur ce domaine résident dans l'idée d'identifier effectivement ces phénomènes comme des processus dynamiques, c'est-à-dire des phénomènes où la résolution du conflit n'est pas un simple retour à la situation antérieure à la guerre, tant les revendications des secteurs mobilisés, le comportement des élites, la composition de la société ont été bouleversés par la période de l'affrontement armé. De même, la mise en œuvre des dispositions accordées lors de la paix et les modalités de la participation politique de l'ancienne guérilla, et en particulier tout ce qui relève du domaine de l'ouverture démocratique, contribuent à modifier les sociétés au point que l'approfondissement de l'accomplissement de la paix devient tout autre chose que la simple mise en œuvre des accords signés.

---

<sup>287</sup> Cf. ARNSON (Cynthia), « Lessons learned in comparative perspective », p.450, in ARNSON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America, *op. cit.* Souligné par l'auteur.

*C. LA DEMOCRATIE, AU CROISEMENT DE L'EVOLUTION DES STRUCTURES  
SOCIALES ET DES CHOIX POLITIQUES*

Comprendre les phénomènes analysés ici comme des processus où se rencontrent transitions démocratiques et résolutions de conflits internes suppose de les insérer dans une continuité temporelle. Si les orientations qui viennent d'être présentées tant sur les transitions démocratiques que sur les négociations et les résolutions de conflits internes sont utiles pour analyser le moment particulier qui fait l'objet de cette thèse, il convient néanmoins de ne pas les appréhender comme des faits sociaux isolés. Il s'agit bien d'étudier des processus de paix, c'est-à-dire, pour revenir à la définition du terme « processus » proposée par le Trésor de la Langue Française, « une suite continue de faits, de phénomènes présentant une certaine unité ou une certaine régularité dans leur déroulement ». Il est dès lors nécessaire d'analyser non seulement comment se fait la négociation, qu'elle porte sur des aspects politiques et/ou militaires, mais également comment elle s'insère dans un processus social et politique plus large, qui la conditionne mais qu'elle contribue bien évidemment à faire évoluer.

L'hypothèse retenue ici consiste à affirmer qu'il n'est pas possible de comprendre la manière dont le moment de la résolution négociée s'inscrit dans une continuité historique, sans chercher à identifier le type de régime politique d'où surgissent ces processus, et sans évaluer les effets en retour de cette négociation sur le régime. Pour comprendre ces deux phénomènes, il convient de se situer à la croisée d'une analyse des démocratisations fondée sur une approche ouverte de la « *path dependency* »<sup>288</sup> et d'une étude des résolutions de conflits internes comme

---

<sup>288</sup> Les travaux sur les changements des régimes inspirés d'une approche de « *path dependency* » sont trop nombreux pour être ici présentés. Pour une présentation des débats autour de cette notion, depuis une perspective institutionnaliste, cf. THELEN (Kathleen), « Historical institutionalism in comparative politics », Annual review of political science, vol.2, 1999, p.366-404. Pour une discussion de la notion, avec une application au cas centraméricains, cf. MAHONEY (James), « Path-dependent explanations of regime change : Central America in comparative perspective », Studies in Comparative International Development, 36, 1, printemps 2001, 111-141. La

des processus dynamiques, non exclusivement limités à l'aspect de la simple négociation. Il s'agit bien dès lors de comprendre les positions adoptées par les principaux acteurs politiques et sociaux pendant la guerre, puis dans la négociation, au regard de la manière dont le conflit armé les a modifiés. L'évolution des élites, puis celle des mouvements sociaux, vont être successivement analysées pour aboutir à discuter de la pertinence d'un modèle théorique particulier pour ces transitions démocratiques nées d'une situation d'insurrection révolutionnaire, celui des « transitions insurgées ».

### **1) La démocratie, choix contraint d'élites oligarchiques affectées par un conflit prolongé**

Le modèle dominant dans l'analyse des transitions démocratiques a consacré le rôle central des dirigeants politiques dans l'évolution des régimes de l'autoritarisme vers le pluralisme. Mais la perspective stratégique adoptée conduit à s'intéresser essentiellement au comportement des individus qui représentent les élites, les dirigeants politiques qui participent aux négociations, pendant le seul moment de la transition, et à leurs interactions en fonction des positions relatives de chacun. Cette approche ne s'interroge ni sur ce qui définit le fait qu'il s'agisse d'élites ni sur les effets de l'évolution politique et sociale du régime autoritaire sur leur changement d'attitude, dans un sens favorable, ou du moins non opposé, à la démocratie.

Certains auteurs, dont l'apport est analysé plus avant, ont montré le rôle joué avant et/ou pendant ces transitions par des acteurs collectifs et sociaux, en particulier les organisations du mouvement ouvrier, en cherchant à comprendre leur action au regard de l'évolution du contexte politique et social du régime autoritaire. Lorsque ces transitions incluent la fin d'un conflit armé,

---

plupart des références sur l'évolution des régimes démocratiques ici discutées, qu'il s'agisse des travaux de Terry Lynn Karl, David et Ruth Collier ou Elizabeth Wood se reconnaissent, d'une manière ou d'une autre, dans cette approche.



il paraît d'autant plus nécessaire de s'interroger sur la manière dont les acteurs politiques et sociaux sont sensibles aux effets de l'évolution d'une conjoncture. Ignorer cela dans le cas d'un affrontement armé prolongé, même si celui-ci n'a pas conduit au renversement du pouvoir en place, et se concentrer sur la seule analyse des interactions entre dirigeants politiques apparaîtrait comme une analyse extrêmement partielle. L'existence d'un conflit interne prolongé a modifié l'attitude des élites envers le régime politique, envers leurs opposants armés, et envers la possibilité d'une solution négociée. Cette évolution doit être étudiée dans les deux pays.

Dans l'analyse précédente sur les transitions démocratiques, il a été montré combien la Colombie et le Salvador avaient connu des expériences d'évolution de leur régime politique différentes du reste de l'Amérique du Sud. Tous deux ne connaissent pas pour autant des histoires similaires. En Colombie, à l'instar du Costa Rica et du Venezuela, la résolution concertée d'un conflit interne et d'une brève période d'autoritarisme militaire a abouti au renouvellement des institutions de l'État libéral par un accord des deux principales forces politiques, sur des bases qui ont pu être interprétées comme de type consociatif<sup>289</sup>. Au Salvador, c'est davantage une élite économique agro-exportatrice qui se maintient au pouvoir grâce à un pacte implicite avec l'armée. La pratique limitée mais régulière de la démocratie à Bogotá, avec des alternances programmées, contraste avec un usage purement formel de consultations électorales largement truquées à San Salvador, où les officiers se succèdent les uns après les autres à la Présidence. Pour autant, dans les deux cas il s'agit de régimes fortement oligarchiques, où des élites économiques et sociales sont homogènes, structurées, organisées<sup>290</sup>.

---

<sup>289</sup> Le régime politique colombien du *Frente Nacional* est analysé plus en détail dans le chapitre suivant. Pour une application de la théorie consociative au cas colombien, cf. DIX (Robert), « Consociational democracy, the case of Colombia », *Comparative Politics*, 12, 3, avril 1980, p.303-315.

<sup>290</sup> Marquées par la colonisation, la plupart des sociétés des pays d'Amérique latine sont fortement oligarchiques au sens où des lignages et des réseaux familiaux, relativement réduits, concentrent une large partie de la richesse. Sur une analyse de la constitution de ces réseaux, cf. BALMORI (Diana), VOSS (Stuart), WORTMAN (Miles), *Las alianzas de familias y la formación del país en América Latina*. Mexico : Fondo de Cultura Económica, 1990 (1 éd. en anglais 1984), 335 p. Pour une analyse centrée sur le cas de l'Amérique centrale, cf. CASAUS ARZU (Marta

Si ce phénomène est particulièrement visible au Salvador, du fait de la taille réduite du pays, il n'en est pas moins présent en Colombie. Et de ce fait le surgissement d'un conflit interne, et les résolutions postérieures constituent autant d'expressions des évolutions sociales, politiques et économiques qui traversent ces groupes. Il est dès lors nécessaire de montrer comment le conflit participe à modifier la position politique et sociale de ces élites et comment cette évolution a un rôle particulièrement significatif non seulement sur la possibilité d'une résolution négociée, mais également sur le contenu substantiel de celle-ci.

Il ne s'agit pas pourtant de faire de la variable agraire, et particulièrement du degré de concentration ou de fractionnement de la propriété de la terre, le seul déterminant explicatif de l'évolution politique. Comme l'affirme Guy Hermet, centrer l'analyse sur ce genre de déterminant ne peut conduire à aucun lien de causalité, elle permet tout au plus d'aboutir à trois « quasi-certitudes » : la peur des propriétaires terriens face à toute velléité de réforme agraire, qui est interprétée comme le danger potentiel d'une révolte agraire, et donc leur opposition à tout régime démocratique qui propose une vision réformiste en la matière, le caractère dangereux pour un régime démocrate d'annoncer une réforme agraire sans véritable concrétisation, et enfin, le comportement politique des travailleurs agricoles dans les zones demeurées latifundiaires qui peut évoluer d'un contrôle clientéliste à des formes de révoltes contre toute forme d'ordre. Si la variable agraire doit être retenue, c'est « dans une autre perspective, celle qui couvre non pas le fait assez simple de l'appropriation de la terre, mais le contrôle infiniment plus complexe des fruits de la révolution agro-commerciale »<sup>291</sup>.

---

Elena), « La metamórfosis de las oligarquías centroamericanas », Revista Mexicana de Sociología, 54, 3, juillet 1992, p.69-105.

<sup>291</sup> Cf. HERMET (Guy), Sociologie de la construction démocratique. *op. cit.*, le chapitre IV « Les substrats agraires de la différenciation politique », et tout particulièrement les p.103-4.

Dans cette optique, Enrique Baylora a cherché à caractériser la domination autoritaire qui a prévalu en Amérique centrale entre les années quarante et la fin des années soixante-dix<sup>292</sup>. En s'inspirant des analyses de Barrington Moore sur les origines sociales de la dictature et de la démocratie<sup>293</sup>, l'auteur reprend l'expression de « despotisme réactionnaire » forgée par Salvador Giner pour l'Europe du Sud, afin d'analyser des sociétés où l'exploitation de la main d'œuvre dans l'agriculture repose sur des mécanismes non-exclusivement liés au capital, puisque la concentration de la propriété de la terre, et l'abondance d'une main d'œuvre disponible, encadrée dans des mécanismes de travail forcé (esclavage, servage, ou formes plus modernes agissant sur la législation du travail), ont été possibles grâce à l'existence d'un État autoritaire puissant, garantissant la continuité de ces mécanismes.

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les bénéficiaires de ce système, les familles des propriétaires terriens pratiquant l'agro-exportation acquièrent rapidement des positions de pouvoir qui leur permettent de remplacer les élites traditionnelles. L'émergence de ce type d'élites est particulièrement forte au Guatemala et au Salvador, et seulement partielle au Honduras et au Nicaragua, où elles cohabitent avec l'aristocratie coloniale. La continuité de ces élites économiques se caractérise par le fait qu'elles conçoivent l'État exclusivement comme un instrument pour garantir leur pouvoir face à la menace potentielle que peuvent représenter d'autres groupes sociaux, ce qui se traduit par des accords entre l'oligarchie et l'armée permettant d'assurer la continuité d'un régime combinant modèle agro-exportateur, capitalisme préindustriel et autoritarisme politique<sup>294</sup>.

---

<sup>292</sup> BALOYRA (Enrique), « Reactionary despotism in Central America », *Journal of Latin American Studies*, 15, 2, novembre 1983, p.295-319.

<sup>293</sup> MOORE (Barrington), *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*. Paris : La Découverte, 1983 (1<sup>ère</sup> éd. en anglais 1966), 431 p.

<sup>294</sup> L'auteur montre combien au Salvador l'accord entre l'oligarchie terrienne et l'armée va conduire à un rapprochement réel entre ces deux groupes, comme l'avait déjà analysé Thomas Anderson (ANDERSON (Thomas), *Matanza : El Salvador's communist revolt of 1932*. Lincoln : University of Nebraska, 1981 (1<sup>ère</sup> éd. 1971), 175 p.). Cet aspect est développé dans le chapitre suivant.

Ce modèle est contesté dans tous les pays de l'isthme dans les années soixante-dix par différentes voies (mobilisation sociale plus importante, prônant parfois la lutte armée, émergence de secteurs de l'armée soit plus réformistes, soit plus interventionnistes, apparition de mouvements et partis liés aux nouvelles classes moyennes urbaines, comme la Démocratie chrétienne) et son incapacité à se réformer le conduit à des ruptures plus ou moins violentes pendant les conflits qui ont traversé l'isthme dans les années quatre-vingt, que Jeffrey Paige analyse en adaptant les thèses de Barrington Moore aux cas étudiés<sup>295</sup>.

Contrairement aux pays européens et asiatiques étudiés par ce dernier, le développement capitaliste de l'Amérique centrale est initié par une élite agraire qui concentre à la fois la production, la transformation et l'exportation des biens (essentiellement, selon les pays, le café, le sucre, le coton ou la banane). Il n'existe pas de ce fait de bourgeoisie industrielle, et la progressive diversification des fonctions exercées par l'oligarchie terrienne (commerce, finance) n'est que le résultat de son développement et ne constitue pas autant de signes de l'apparition de nouveaux groupes sociaux au sein des classes moyennes émergentes<sup>296</sup>. De ce fait, les évolutions analysées par Barrington Moore ne peuvent se produire, ni une révolution bourgeoise permettant un régime démocratique, ni non plus une défaite de cette révolution qui déboucherait sur un autoritarisme conservateur, ou éventuellement à une solution fasciste. C'est bien la modernisation et la transformation capitaliste de l'agriculture qui conduisent à l'autoritarisme. Et dès lors les origines de cette évolution ne se trouvent pas dans le caractère forcé du travail mais plutôt dans l'existence d'une abondante main d'œuvre bon marché largement disponible, facteur permettant d'expliquer les limitations de l'ouverture démocratique, puisqu'une coercition

---

<sup>295</sup> Cf. PAIGE (Jeffery), *Coffee and power, Revolution and the rise of democracy in Central America*. *op. cit.*

<sup>296</sup> Il n'y a pas en Amérique centrale de contribution significative de mobilisations politiques ou sociales spécifiques aux classes moyennes, extrêmement faibles jusqu'aux années soixante-dix, en grande partie occultées par le conflit interne des années quatre-vingt, à la construction de la démocratie.

importante est nécessaire pour maintenir la concentration de la terre et empêcher l'organisation des travailleurs.

Des différences existent au sein de l'élite entre les propriétaires terriens davantage tournés vers la culture et la transformation de produits agricoles, réticents à toute discussion sur la répartition de la propriété, et ceux qui ont légèrement diversifié leurs activités agricoles vers le commerce et la finance, et peuvent se montrer plus favorables à une évolution contrôlée vers des mécanismes de démocratie et de participation. Mais ces clivages demeurent extrêmement faibles en Amérique centrale jusqu'aux années soixante-dix par rapport aux clivages qui existent dans les pays industrialisés entre aristocratie traditionnelle et bourgeoisie industrielle. Dans d'autres pays, c'est le développement d'une classe moyenne, voire celui de la classe ouvrière, qui a opéré des fractures au sein des élites et favorisé une évolution vers un régime réellement démocratique. En Amérique centrale, ce n'est que la mobilisation des secteurs les plus radicalisés à travers le recours aux armes et des guerres révolutionnaires longues pendant les années quatre-vingt, qui a permis la fracture entre les élites agro-industrielles et les secteurs les plus traditionnels. L'avènement d'une démocratie pluraliste par l'existence d'un accord négocié reflète une rencontre entre les secteurs les plus modernes de l'oligarchie terrienne et ceux que la guérilla cherchait à représenter. Mais ce processus n'aboutit qu'à une reconfiguration interne de l'oligarchie, en aucun moment il ne marque son déplacement par d'autres secteurs<sup>297</sup>.

Jeffrey Paige conclut à l'existence d'une forme distincte de transition à la démocratie, initiée à travers une révolution sociale par en bas, qu'il est possible de retrouver au Costa Rica en

---

<sup>297</sup> Dans son article cité, Marta Elena Casaus montre combien, dans tous les pays de l'isthme, ce sont des dirigeants de l'oligarchie, membres de familles traditionnelles (Alfredo Cristiani au Salvador, Alvaro Arzú au Guatemala, Antonio Lacayo au Nicaragua) qui mènent les processus de négociation, en les accompagnant de la mise en œuvre de politiques néolibérales. Les partis qu'ils créent ou qu'ils rénovent partagent tous une orientation néolibérale dans les questions économiques et pragmatique sur les aspects politiques. Il s'agit dès lors bien d'une « métamorphose » de l'oligarchie, en rien de sa disparition. Cf. CASASUS ARZU (Marta Elena), « La metamorfosis de las oligarquías centroamericanas », *op. cit.* Sur une analyse comparée de l'évolution des partis de droite en Amérique centrale, cf. FONT FABREGAS (Joan), « Las derechas centroamericanas del anticomunismo al neoliberalismo », p.109-150, *in*

1948, au Nicaragua et au Salvador au tournant des années quatre-vingt-dix. Dans ces transitions, la mobilisation armée du camp révolutionnaire conduit à des divisions de l'élite, en particulier sur les questions de l'opportunité de tentatives réformistes (réforme agraire) et de l'intervention directe ou indirecte des États-Unis. Le contexte international dans lequel se déroulent les conflits armés, et en particulier la pression des organismes internationaux, conduit à la mise en œuvre de politiques économiques néo-libérales, qui s'imposent comme préalables à toute discussion et limitent dès lors les revendications de la gauche révolutionnaire. Ces transitions aboutissent à des situations où le secteur agro-industriel sort renforcé, et où la gauche désarmée devient un acteur politique légal, dans un contexte institutionnel assez fragile. Pour l'auteur, ces transitions particulières, qu'il qualifie de « transitions par en bas » (« *transitions from above* »), ont pour avantage de conduire à des situations de rupture importante avec les institutions antérieures, contrairement aux transitions concertées de l'Amérique du Sud, ce qui peut augurer dans l'avenir d'une consolidation plus réussie.

Particulièrement illustratif pour le cas salvadorien, du fait du caractère restreint, homogène et structuré de l'élite agro-exportatrice, le raisonnement peut également être appliqué au cas colombien, d'autant que ce pays a connu des variations tout à fait similaires en ce qui concerne la place de l'agriculture, et tout particulièrement du café, dans son économie<sup>298</sup>. Pour certains auteurs, la dégénérescence du conflit interne, en particulier dans les années 1980, a conduit à ce que certaines élites colombiennes aient accepté une discussion, avec une partie des guérillas démobilisées, des institutions du *Frente Nacional* vers des pratiques plus démocratiques.

---

CARDENAL (Ana Sofía), MARTI (Salvador), América Central, las democracias inciertas. Madrid : UAB, Tecnos, 1998, 364 p.

<sup>298</sup> Ainsi au début des années 1980, le secteur primaire représentait plus de 30 % du PNB au Salvador et environ 20 % en Colombie. En 2000, cette part a baissé à moins de 10 % au Salvador, et à environ 13 % en Colombie. En ce qui concerne la part du café dans les exportations, les deux pays connaissent une évolution comparable : sur la même période, cette proportion est passée en Colombie de 44 % à 6 %, et au Salvador de 55 % à 10 %.

Jesús Antonio Bejarano fait remarquer que s'il est certain que la présence des guérillas n'est jamais parvenue à interrompre la production économique du pays, il convient néanmoins de prendre en compte le coût économique grandissant du conflit interne. Cette situation peut conduire les élites économiques à penser que le coût de la résolution du conflit est inférieur à celui de sa continuation<sup>299</sup>. Eduardo Pizarro développe un argumentaire similaire en signalant que la prolongation du conflit interne et l'apparition de la violence politique des trafiquants de drogue a conduit les élites à accepter un processus de négociation dans le sens d'une ouverture démocratique, faisant de cette dernière une décision stratégique pour éviter une évolution vers un conflit catastrophique<sup>300</sup>. Mais à la différence du cas salvadorien, c'est une conjonction de formes différentes de violence, et tout particulièrement celle de trafiquants de drogue, davantage que la seule lutte armée de guérillas révolutionnaires, qui a conduit à cette situation. Ces réflexions appellent d'ailleurs à être intégrées dans une analyse plus large de l'évolution récente des élites des pays latino-américains, dans le sens de la diffusion des modèles néolibéraux<sup>301</sup>.

## **2) Des mobilisations collectives au cœur des transitions démocratiques**

Comme il a été souligné plus haut, la perspective dominante sur les transitions démocratiques exclut de son analyse non seulement tout acteur qui aurait recours à la violence, mais plus généralement toute réflexion sur la présence de la violence politique avant ou pendant la transition. De même, ce point de vue considère le rôle de la mobilisation collective, et tout particulièrement des organisations du mouvement ouvrier, non seulement comme un aspect

---

<sup>299</sup> Cf. BEJARANO (Jesús Antonio), « Reflections », p.202-3, in ARNISON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America, *op. cit.*

<sup>300</sup> Cf. PIZARRO (Eduardo), Insurgencia sin revolución, *op. cit.*, p.243-44.

<sup>301</sup> À l'image du travail entrepris in DEZALAY (Yves), GARTH (Bryant), La mondialisation des guerres de palais. Paris : Le Seuil, 2002, 504 p.

marginal mais éventuellement comme un facteur nuisible à la démocratisation<sup>302</sup>. Comme pour la place de la violence politique, une conjoncture historique particulière dans laquelle les organisations ouvrières, souvent détruites, ou du moins sérieusement affaiblies par la période autoritaire, ne participent pas directement au changement de régime, est transformée en facteur favorable à la transition démocratique.

Pour les chercheurs qui ont mis en avant le modèle de la transition concertée, les organisations ouvrières doivent conserver des positions modérées pendant la période de la transition, car cela contribue à renforcer au sein des élites la perception selon laquelle le changement de régime ne suppose pas un désordre économique et social. Cette modération participerait à convaincre les dirigeants du régime les plus réticents à une ouverture à accepter la démocratisation<sup>303</sup>. Pourtant, certains auteurs ont participé à restaurer une réflexion sur le rôle des mobilisations collectives dans les processus de transitions démocratiques en analysant le rôle des organisations ouvrières et l'intensité des mobilisations collectives avant et pendant les processus de transition. Ils montrent combien, selon la formule d'Elisabeth Wood, « la mobilisation politique peut contribuer à précipiter la démocratisation plutôt qu'à l'empêcher »<sup>304</sup>.

---

<sup>302</sup> Ainsi pour Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter « le plus grand danger qui menace le régime de transition est celui qui provient de l'action collective de la classe ouvrière », in O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), *Transitions from authoritarian rule, Tentative conclusions about uncertain democracies*, *op. cit.* p.55 ; ces réflexions les conduisent à indiquer dans leur travail qu'il est préférable pour l'avenir de la transition démocratique que ce soient les partis de centre-droit qui remportent largement les premières élections.

<sup>303</sup> L'argument de la modération se retrouve dans l'ensemble de la littérature sur les transitions démocratiques, d'autant qu'il repose sur les réflexions, déjà citées, de Robert Dahl sur les coûts de tolérance et de suppression. Il est souvent conforté par le rappel des expériences historiques de l'Europe occidentale, où la démocratie a été consolidée dans tous les pays après la défaite d'importantes mobilisations ouvrières. De même, l'exemple *a contrario* est constitué par les interruptions des processus de libéralisation, limitée et progressive, menés par les militaires en Argentine et au Chili au début des années quatre-vingt, expliquées par l'existence de mobilisations sociales. Généralement, les auteurs concluent que si la mobilisation populaire contribue effectivement à contester le régime autoritaire, il est nécessaire qu'elle modère ses revendications pendant le moment de la transition démocratique. Pour une synthèse sur ce thème, cf. VALENZUELA (Samuel), « Labor movements in transitions to democracy : a framework for analysis », *Comparative Politics*, 21, 4, juillet 1989, p.445-472.

<sup>304</sup> WOOD (Elisabeth J.), *Forging democracy from below*, *op. cit.*, p.18. En anglais, « *political mobilization may impel rather than derail the process of democratic transition* ».



Si Ruth Collins et James Mahoney<sup>305</sup> reconnaissent que les transitions démarrent à partir des divisions dans l'élite dirigeante sur l'opportunité ou non d'entreprendre une libéralisation politique, ils signalent combien la perspective stratégique dominante se concentre sur le seul moment de la négociation et de ce fait ne s'interroge pas sur les raisons possibles de cette tentative d'ouverture. Pour eux, même si cette approche avait voulu chercher à en comprendre les raisons, elle aurait sous-valorisé le rôle des acteurs sociaux, du fait de leur polarisation sur les acteurs individuels, leurs calculs stratégiques, et leurs interactions exclusives, sans considération sur ce qui les entoure<sup>306</sup>. Or, le mouvement ouvrier y est l'un des acteurs principaux, contribuant par ses actions à montrer les limites du régime en place, obtenant bien souvent une place dans les négociations où il cherche à approfondir le processus de démocratisation.

Deux cas de figure sont distingués sur l'importance de l'action des acteurs sociaux pendant le processus qui mène à la transition démocratique pour comprendre combien leur action est centrale. Une première situation est celle où les dirigeants du pouvoir autoritaire en place n'avaient pas de projet particulier de libéralisation et où les mobilisations collectives ont œuvré à déstabiliser et délégitimer le régime, et de ce fait ont contribué à l'obliger à négocier son retrait. Dans ce cas, que les auteurs qualifient de « *destabilization/extrication* », la mobilisation collective participe à déstabiliser le régime et à déclencher la transition – comme en Espagne<sup>307</sup>,

---

<sup>305</sup> À partir de réflexions sur le populisme (COLLIER (David), COLLIER (Ruth Berins), Shaping the political arena. Princeton : Princeton University press, 1979, 877 p.), Ruth Collier s'est intéressée au rôle des mobilisations collectives, et en particulier celles des organisations de la classe ouvrière, dans les processus de démocratisations ; les considérations qui suivent s'inspirent directement de COLLIER (Ruth), MAHONEY (James), « Adding collective actors to collective outcomes », Comparative Politics, 29, 3, 1997, p.285-303. Ruth Collier a prolongé ses réflexions dans une étude comparée sur le rôle des mobilisations sociales pendant les transitions démocratiques en Europe et en Amérique latine in COLLIER (Ruth), Paths toward democracy. Cambridge : Cambridge University Press, 1999, 230 p.

<sup>306</sup> Les auteurs soulignent cet aveuglement méthodologique en utilisant les mêmes références documentaires que les tenants des perspectives stratégiques, voire les propres résultats de recherche de ces derniers sur les cas considérés.

<sup>307</sup> Cette réflexion constitue une contribution à une remise en question de la lecture pacifiée et démobilisée de la transition espagnole, en montrant l'intensité de la mobilisation sociale, ainsi que de la répression qui s'en est suivie, dès la fin des années soixante et pendant toute la décennie soixante-dix. Le nombre de grèves augmente de façon très importante pendant les dernières années du régime franquiste : leur nombre annuel dépasse systématiquement entre 1973 et 1977 le niveau établi l'année précédente. Si le mouvement ouvrier n'est pas un acteur central de la transition démocratique proprement dite, il n'en est pas moins un contributeur essentiel de la délégitimation du

au Pérou et en Argentine. Une deuxième situation, le « jeu de transition », se retrouve là où, face à l'existence d'un projet de libéralisation existant, la mobilisation collective contribue à s'opposer au projet initial et à approfondir l'ouverture concédée, dans le cadre des négociations de la transition, à l'image de l'Uruguay et du Brésil. La mobilisation des organisations ouvrières pendant la période antérieure à la transition démocratique proprement dite, en opposition aux projets d'ouverture limitée du pouvoir autoritaire, ne signifie pas pour autant que le régime à venir va répondre aux revendications du mouvement ouvrier ; ce dernier parvient néanmoins à imposer que la gauche politique participe à la négociation<sup>308</sup>.

En se centrant davantage sur le moment de la transition en tant que tel, Nancy Bermeo<sup>309</sup> cherche à montrer les limites d'une lecture trop automatique de l'argument de la modération comme condition pour le succès d'une transition démocratique. Le cas portugais, où la mobilisation révolutionnaire qui a conduit à la fin du régime autoritaire n'a pas créé pour autant de contre-réaction interrompant la transition démocratique, est souvent considéré comme une exception en la matière. Mais il convient de reconsidérer la modération qui aurait caractérisé le « modèle » espagnol : l'intense mobilisation sociale et la présence significative d'une violence politique n'ont pas empêché la réussite du processus<sup>310</sup>. L'auteur complète ce premier constat en comparant le nombre de grèves dans six pays (Brésil, Chili, Equateur, Corée du Sud, Pérou et Philippines) pendant les cinq années précédant les élections fondatrices : le mouvement ouvrier

---

régime autoritaire, dont le caractère corporatif supposait l'encadrement des travailleurs par la Phalange, parti-syndicat unique.

<sup>308</sup> Il est d'ailleurs significatif que le Brésil et l'Uruguay soient pratiquement les deux seuls pays d'Amérique latine où la transition démocratique voit l'émergence de nouveaux partis de gauche, en grande partie liés aux organisations syndicales mobilisées contre le régime autoritaire, et qui vont occuper une place significative dans le nouveau paysage politique, respectivement le *Partido dos Trabalhadores* et le *Frente Amplio*. Dans les autres pays, des partis de gauche, qui existaient précédemment et qui avaient été interdits pendant la dictature, se reconstituent, comme au Chili et au Pérou, à l'image de ce qui s'est passé quelques années plus tôt en Espagne.

<sup>309</sup> BERMEO (Nancy), « Myths of moderation, confrontation and conflict during democratic transitions », *Comparative Politics*, 29, 3, 1997, p.305-22.

<sup>310</sup> L'auteur fait remarquer que la période 1976-1979 n'est pas seulement une période de mobilisation sociale intense, comme cela a déjà été évoqué. Ce sont également des années où le discours politique est marquée par une forte radicalisation et où le niveau atteint par la violence politique est le plus important.

ne devient pas plus modéré au fur et à mesure de l'avancée de la transition. Il est même possible d'affirmer que la modération de la classe ouvrière n'est pas une condition nécessaire pour la réussite d'une transition démocratique. De même, l'existence de groupes révolutionnaires armés relativement puissants dans les deux derniers cas, et d'un niveau élevé de violence politique en Corée du Sud, pendant les moments de leurs transitions démocratiques n'a pas conduit non plus à une interruption du processus et à un retour en arrière autoritaire<sup>311</sup>.

L'argument de la modération n'apparaît dès lors nullement comme une condition de la réussite d'une transition démocratique. Sans remettre en cause l'idée d'une relation entre coût de tolérance et coût de suppression, l'auteur suggère de repenser la manière dont ces derniers sont estimés. Ce n'est pas tant l'existence d'une mobilisation radicale en tant que telle qui affecte ou non la réussite ou pas de la transition démocratique, mais bien plutôt la manière dont l'élite au pouvoir estime les effets que peut avoir pour elle l'existence de cette mobilisation radicale.

La démocratie n'est rejetée par les élites que lorsque ces dernières la perçoivent, pour une raison ou pour une autre, comme la possibilité que les secteurs les plus radicaux accèdent au pouvoir et que cela signifie des conséquences directes contre elles. Mais c'est bien le seul cas où l'argument de la modération peut être vérifié. Dans de nombreuses autres situations, l'élite au pouvoir, face à l'existence d'un secteur radical de l'échiquier politique, fortement mobilisé, estime que les élections vont se traduire par la défaite des partis qui représentent cette option. Les élections peuvent être remportées alors soit par des partis modérés, soit, le cas échéant, par les partis représentant directement les intérêts de l'élite. Et la démocratie se traduira pour les anciennes élites au pouvoir, soit, au pire, par une sortie du pouvoir sans frais, soit, au mieux, par une nouvelle légitimation de leur influence politique<sup>312</sup>.

---

<sup>311</sup> Le seul cas d'interruption du régime démocratique est la reprise en main autoritaire d'Alberto Fujimori au Pérou, mais qui est intervenue à l'issue de 14 ans de régime démocratique.

<sup>312</sup> L'auteur donne comme exemples la Chine en 1989 comme cas de processus avorté par crainte des effets d'une démocratisation, la Grèce en 1975 et le Pérou en 1977 comme élections remportées par des partis modérés,

Paradoxalement, une lecture du fait qu'une mobilisation radicale pendant une période de transition démocratique peut signifier un retour en arrière autoritaire, si généralisée parmi ceux qui se réclament d'une analyse stratégique des transitions, conduirait ces auteurs à ne pas comprendre le cas qu'ils considèrent comme modèle. En Espagne, la transition démocratique s'est non seulement déroulée sans encombre, malgré l'existence d'un niveau élevé de mobilisation politique et sociale et d'une violence politique armée, mais elle a permis en plus à un secteur significatif des anciennes élites liées au régime autoritaire de rester au pouvoir, désormais par la voie démocratique, tout en marginalisant les partis les plus radicaux<sup>313</sup>.

### **3) Les « transitions insurgées », ou la paradoxale voie armée vers la démocratie**

Elisabeth Wood prolonge, dans son analyse comparée des cas salvadoriens et sud-africains, à la fois les contributions de Jeffery Paige sur les « transitions par en bas », et l'apport des analyses des transitions démocratiques qui ont mis en avant le rôle des mobilisations collectives, en proposant le modèle des « transitions insurgées » (« *insurgent transitions* ») pour expliquer l'évolution vers des régimes démocratiques de situations dans lesquelles l'opposition

---

permettant le départ sans frais des militaires, et enfin, comme cas de victoire des élites au pouvoir aux premières élections le Portugal en 1975 (affirmation de nouvelles élites, le PS et le PSD, alors que le Parti communiste obtient environ 20 % des voix), et l'Espagne en 1977 (nouvelle légitimation d'élites liées à l'ancien régime, sous couvert de la UCD, alors que le Parti communiste n'obtient que 9 % des voix, et les partis régionalistes 7 %).

<sup>313</sup> Une lecture purement stratégique de ce cas devrait conduire à retourner l'argument de la modération : les élites au pouvoir ont intérêt à ce qu'il existe une mobilisation radicale pendant la transition démocratique, mais seulement dans la mesure où elles sont capables de l'instrumentaliser à leur profit pour s'imposer sans peine aux élections, et ainsi demeurer au pouvoir. La peur du « péril rouge » n'intervient pas avant la transition, ni pendant la discussion des nouvelles institutions mais bien à l'occasion de la campagne électorale. Lors des premières élections générales en Espagne en 1977, comme au Salvador en 1994, puis au Guatemala en 1999, la participation de la gauche, et en particulier de ses secteurs les plus radicaux, est autorisée. Mais les campagnes électorales sont marquées par un discours de diabolisation et de menaces implicites d'interventions de l'armée en cas de victoires des partis radicaux. Ces élections sont largement remportées par les partis de centre ou de droite et voient la gauche radicale marginalisée, ou bien obtenir des résultats bien inférieurs à ses attentes.

des élites dominantes à la participation politique de larges secteurs de la population avait conduit à des conflits armés longs<sup>314</sup>.

Cette modalité de transition démocratique est semblable en de nombreux points aux transitions concertées, puisqu'elle contient d'importants éléments de négociation, d'incertitude, et qu'elle confère une place importante aux choix et aux préférences des acteurs. Mais s'il existe effectivement des ruptures et des négociations au sein des élites avant et pendant les « transitions insurgées », celles-ci ne se situent pas à l'origine du processus et ne sont pas déterminantes. Car contrairement aux démocratisations concertées, c'est une mobilisation sociale armée soutenue pendant une décennie qui constitue ici le principal aiguillon des « transitions insurgées ». Elle est à la base des changements qui ont affecté les intérêts économiques de l'élite, conduit les principaux acteurs à la négociation, défini l'évolution du processus de transition et structuré l'accord final.

De ce fait, l'analyse des transitions démocratiques concertées ne reflète que partiellement les situations étudiées. En se centrant sur les ruptures qui peuvent se produire au sein des élites au pouvoir, comme unique point de départ des transitions, et sur les négociations internes au sein de ces dernières pour l'élaboration d'un pacte, cette approche ignore pratiquement l'existence d'autres acteurs sociaux, et leur rôle éventuel dans le déclenchement de la transition démocratique<sup>315</sup>.

---

<sup>314</sup> WOOD (Elisabeth J.), *Forging democracy from below*. *op. cit.* et WOOD (Elisabeth J.), « An insurgent path to democracy, popular mobilization, economic interests and regime transition in South Africa and El Salvador », *op. cit.* L'auteur suggère dans la conclusion de son ouvrage qu'il est possible d'appliquer le modèle des transitions insurgées au Guatemala (avec la URNG) et en Pologne (avec Solidarność) par l'importance de la mobilisation sociale, bien qu'en Pologne la contestation n'ait pas été armée. Au Guatemala, le cas le plus semblable au cas salvadorien, le fait que la guérilla ait été beaucoup moins forte a conduit à ce que l'élite en place fasse beaucoup moins de concessions dans les négociations.

<sup>315</sup> Sur cet aspect, l'étude des « transitions insurgées » serait plus proche de celle qui a prévalu dans l'étude des transitions démocratiques dans les pays d'Europe centrale et orientale ou en Afrique subsaharienne, plutôt que dans celle des transitions concertées en Europe du Sud et en Amérique du Sud. Sur un bilan récent des analyses des transitions dans les pays d'Europe centrale et orientale, *cf.* le dossier thématique « Les transitions démocratiques, regard sur l'état de la transitologie », *Revue Française de Science Politique*, 50, 4-5, octobre 2000.

Les choix méthodologiques de l'auteure la conduisent à concevoir son analyse aux croisements des études privilégiant une vision centrée sur le rôle des structures et de celles qui mettent l'accent prioritairement sur les acteurs. Dès lors, elle s'inspire fortement des travaux sur les transitions qui donnent une importance à la fois aux formes antérieures du régime, et donc à la « *path dependency* », et au rôle des principaux acteurs sociaux.

Dans des sociétés oligarchiques, où il existe une forte cohésion des élites, les modalités connues d'évolution du régime, triomphe d'une révolution, transition concertée ou constitution d'une large alliance d'opposition contre le pouvoir en place, semblent presque impossibles. La « transition insurgée » se présente dès lors comme une situation où la mobilisation armée des classes populaires et des forces insurgées n'a pas été assez importante pour renverser le pouvoir en place, mais l'a été suffisamment pour être en mesure, dans une négociation, de forcer les élites récalcitrantes au compromis.

Ces circonstances initiales conduisent logiquement à en déduire que les acteurs principaux de ces processus sont les représentants des différents groupes sociaux, dont la confrontation des intérêts est au centre du conflit. La négociation ne se fait pas dès lors entre différents secteurs de l'élite, voire entre modérés des deux bords, comme dans le cas de négociations concertées, mais bien entre les plus hauts représentants des deux parties qui jusque-là se sont livrés à un conflit armé de forte intensité, l'élite gouvernementale d'une part, et ce qui peut être dénommé comme une « contre-élite insurgée », les représentants des secteurs sociaux auparavant exclus de la scène institutionnelle et mobilisés dans la lutte armée, de l'autre<sup>316</sup>. Davantage que dans les autres modalités de transition, l'identité de ces deux groupes est

---

<sup>316</sup> L'auteur fait ici remarquer que la légitimité dans la négociation des représentants de la guérilla (ou des secteurs sociaux mobilisés dans la contestation révolutionnaire) est liée essentiellement au fait qu'ils sont reconnus comme tels par les groupes qu'ils dirigent. Leur origine sociale (souvent de classe moyenne) et le fait qu'ils soient devenus par la suite des membres de l'élite gouvernante, n'affecte en rien la légitimité de leur représentativité au moment de la négociation. Pour une minutieuse analyse des origines sociales des dirigeants de la guérilla en Amérique latine,

fortement liée à la virulente opposition qui existe entre eux, du fait à la fois du caractère oligarchique (et donc excluant) de la société et de la prolongation de l'affrontement armé.

La mobilisation armée de secteurs importants d'une société face à une élite oligarchique n'augure pas *per se* de l'avènement d'une transition démocratique. Mais c'est bien le fait que cette mobilisation populaire ait duré qui a été à l'origine des changements structurels permettant la résolution du conflit. En effet, dans une société oligarchique, les parties en présence dans le conflit sont fortement interdépendantes, et c'est cette caractéristique qui peut conduire à une résolution démocratique. Le conflit armé a pour effet de modifier progressivement les conditions de production, ce qui représente pour certaines élites économiques un coût de plus en plus significatif<sup>317</sup>. Cette situation peut les conduire à rompre progressivement l'homogénéité du régime qui a prévalu jusqu'à alors. Ce secteur de l'élite préfère une forme de compromis avec des « contre-élites insurgées », dans lequel la possibilité pour ces derniers de participer légalement à la vie politique y est acceptée contre la garantie en retour du respect par les insurgés dans le nouveau régime des structures de production de l'élite.

Or, ce dernier aspect, sensible dans tout processus de transition<sup>318</sup>, l'est particulièrement dans les « transitions insurgées », tant il a été au cœur de la constitution de l'oligarchie en tant que telle avant le conflit et a pu affecter son existence pendant celui-ci. « La mobilisation armée diminue les ressources des élites – les biens sont détruits, des grèves coûteuses se produisent, les coûts de sécurité augmentent, les investissements sont paralysés, et les impôts augmentent. Si l'insurrection dure longtemps, les bénéfices attendus d'une démocratie peuvent paraître attractifs

---

qui corrobore l'idée que la très grande majorité d'entre eux proviennent de la classe moyenne, cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), *Guerrillas and revolution in Latin America*, *op. cit.*

<sup>317</sup> L'auteur contraste par exemple comment le conflit modifie au Salvador les secteurs les plus dynamiques de l'économie (un commerce dopé par la migration et par l'aide nord-américaine remplace en effet une agro-exportation en déclin) alors qu'en Afrique du Sud les mobilisations syndicales, sociales et militaires de l'ANC conduisent à une situation d'incertitude sur la croissance économique, affectant les niveaux d'investissement étranger.

- à condition que les clauses distributives de la transition ne menacent pas de façon importante le *statu quo* dans la distribution de la propriété »<sup>319</sup>. Cela va conduire ce secteur de l'élite à s'assurer que les modalités négociées n'affectent pas le régime de la propriété (ou prévoient des compensations significatives en cas d'expropriations ou nationalisations de biens), et limitent également les capacités redistributives de l'État. Le contexte international dans lequel se déroulent ces transitions (chute du bloc de l'Est, mondialisation néo-libérale, rôle des organismes multilatéraux) apporte la garantie à ce secteur de l'élite que le régime qui va se mettre en place devra être dans l'obligation de respecter les cadres du modèle capitaliste néolibéral<sup>320</sup>, même dans l'hypothèse d'un gouvernement dirigé par les anciens insurgés.

Par rapport à d'autres conflits internes, l'auteure conclut au fait qu'une résolution négociée est possible là où les deux principales parties sont fortement interdépendantes et où elles perçoivent que les enjeux du conflit sont négociables et divisibles. Ceci est paradoxalement le cas dans des sociétés oligarchiques traversées par des conflits armés de type révolutionnaire, l'insurrection participant à remettre en cause la validité, pour certains secteurs de l'élite, des mécanismes coercitifs pratiqués jusqu'à alors.

En conclusion de sa réflexion, l'auteure discute la présomption optimiste de Jeffery Paige sur le fait que les régimes démocratiques nés de « transitions par en bas » connaîtraient des consolidations plus faciles. En effet, les « transitions insurgées » ne lèvent en aucune manière les interrogations paradoxales relevées dès le début de ce chapitre. Pour reprendre les termes d'Alain Rouquié, les insurrections léninistes ont effectivement accouché de la démocratie

---

<sup>318</sup> Moment parmi d'autres pour des auteurs comme Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter, ce moment devient essentiel pour les auteurs qui considèrent qu'un accord sur les institutions suppose un accord sur les enjeux substantifs qu'ils comportent.

<sup>319</sup> WOOD (Elisabeth J.), *Forging democracy from below. op. cit.*, p.15. La formulation anglaise « *the distributional terms of the transition* » a été traduite par « les clauses distributives de la transition ».

<sup>320</sup> Cet aspect est d'autant plus important qu'il reflète le changement des élites économiques, puisque leur situation antérieure reposait sur un contrôle de type oligarchique des principales productions du pays, fortement internationalisé à l'exportation, mais largement protégé par des barrières douanières à l'importation, assez éloigné



bourgeoise. Or, les réformes socio-économiques revendiquées à l'occasion des premières ne sont envisageables dans la deuxième que dans l'hypothèse, en rien garantie, que le mouvement politique issu des guérillas s'impose par les urnes.

En effet, les résultats obtenus au niveau socio-économique dans la seule négociation sont loin de correspondre à ce que le mouvement insurgé avait revendiqué pendant la lutte armée. Dans les maigres domaines dans lesquels les accords reprennent en partie les revendications socio-économiques qui ont conduit au conflit, la lenteur et les dysfonctionnements dans la mise en œuvre de ces dispositions en limitent rapidement toute portée<sup>321</sup>. Par ailleurs, le contexte général de réduction du rôle de l'État dans lequel se produit le processus de démocratisation limite toute possibilité d'application effective d'un programme politique un tant soit peu volontariste en matière sociale. Enfin, les difficultés et les retards dans l'application des dispositions négociées dans un sens plus démocratique, en ce qui concerne les domaines administratifs, institutionnels, juridiques, et tout particulièrement dans les aspects de défense et sécurité, éloignent d'autant l'éventualité de changements possibles dans d'autres domaines.

Des régimes autoritaires, à caractère fortement répressif, sont certes devenus démocratiques. Mais la société, malgré l'évolution de son caractère oligarchique, demeure encore fortement marquée par de profondes inégalités socio-économiques. Or, davantage que dans d'autres cas de transitions démocratiques, cette situation peut se révéler d'autant plus dramatique qu'elle est vécue comme telle par ceux qui ont contribué en toute première ligne à la faire évoluer. C'est bien une mobilisation soutenue et intense, ayant eu recours aux armes, de secteurs jusque-là exclus qui est au cœur des « transitions insurgées ». La démobilisation

---

des cadres prônés par le modèle capitaliste néolibéral. Mais ce changement est le produit d'une mobilisation soutenue.

<sup>321</sup> À l'instar du Programme de distribution des terres au Salvador. Les difficultés et leurs lenteurs de son application réelle sont analysés dans le chapitre 9.

militaire ne signifie pas pour autant que les oppositions politiques et sociales n'existent plus, bien au contraire.

Une des tâches principales de ces nouveaux régimes réside dans leur capacité de permettre que s'exprime la polarisation de la société, à la fois par un affrontement partisan qui reflète effectivement l'existence de différentes options opposées dans un système politique dans lequel il existe une possibilité de représentation de la minorité et où l'éventualité d'une alternance est une éventualité plausible, et par la garantie que la revendication sociale soit possible et respectée dans sa diversité.

### CHAPITRE 3 : ÉMERGENCE ET ÉVOLUTION HISTORIQUES DE DEUX LUTTES RÉVOLUTIONNAIRES INACHEVÉES

Le Salvador et la Colombie ont connu tous deux des mouvements de guérillas liés aux deux vagues révolutionnaires décrites dans le premier chapitre. Mais comme dans chacun des pays, l'émergence et l'évolution des mouvements de guérilla se sont inscrites dans des histoires nationales spécifiques. Ce sont les rencontres du contexte national et local avec les dynamiques continentales, voire mondiales, qui permettent d'expliquer la continuité ou non dans le temps du mouvement de guérilla, l'évolution éventuelle de ses buts, de ses perceptions et de ses modalités d'action.

Il ne s'agit pas de faire ici une histoire politique des mouvements de guérilla dans chacun des deux pays, ce travail ayant déjà été réalisé, au moins en partie, tant en Colombie<sup>322</sup> qu'au Salvador<sup>323</sup>. Au-delà de l'émergence de groupes de guérilla, l'intention de la réflexion est plutôt de comprendre comment l'échec de l'insurrection initiale et l'installation dans un conflit armé appelé à se prolonger modifie progressivement la relation entre les guérillas et l'État. Le conflit passe progressivement d'une confrontation localisée où, malgré la rhétorique idéologique d'une prise du pouvoir, le contenu politique porté par les guérillas est généralement faible, à une relation qui conjugue capacité militaire et dialogue politique, à travers laquelle la guérilla entend montrer, par son action armée, l'illégitimité politique du gouvernement en place.

---

<sup>322</sup> Voir les travaux de Eduardo Pizarro et de William Ramirez Tobón, en particulier PIZARRO (Eduardo), « La guerrilla revolucionaria en Colombia », p.391-413, in SANCHEZ (Gonzalo), PEÑARANDA (Ricardo), Pasado y presente de la violencia en Colombia. Bogotá : CEREC, 1986, 413 p. ; PIZARRO (Eduardo), « La insurgencia armada, raíces y perspectivas », p.411-444, in LEAL BUITRAGO (Francisco), ZAMOSC (León), Al filo del caos : crisis política en la Colombia de los años 80. Bogotá : IEPRI, Tercer Mundo, 1990, 514 p. ; PIZARRO (Eduardo), « Elementos para una sociología de la guerrilla en Colombia », Análisis Político. 12, janvier 1991, p.7-22 ; PIZARRO (Eduardo), Insurgencia sin revolución. *op. cit.* et RAMIREZ TOBON (William), Estado, violencia y democracia. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1990, 286 p.

<sup>323</sup> MONTGOMERY (Tommy Sue), Revolution in El Salvador. Boulder : Westview, 1995, 344 p.

Ce chapitre, premier moment de la comparaison entre les deux cas, est consacré à l'analyse de l'établissement et de l'évolution du rapport entre les gouvernements d'une part et les mouvements révolutionnaires de l'autre, dans lequel les données politiques et militaires sont intrinsèquement liées. La compréhension de ce processus doit permettre de saisir réellement la portée des conflits dans les deux pays, leur prégnance dans les sociétés politiques et leur éventuelle évolution postérieure vers une négociation.

L'insurrection colombienne semble ainsi très localisée et, malgré son étonnante survie dans le temps, comparée aux expériences dans les autres pays, incapable jusqu'aux années soixante-dix de se placer en véritable contestataire de la légitimité de l'État, tant ses réussites sont liées à des contextes locaux et ruraux très spécifiques. Le cas salvadorien apparaît totalement opposé, puisque l'insurrection surgit d'emblée comme une alternative à des institutions considérées comme entachées d'illégitimité et devant être remplacées. Or ces deux contextes originaux dans lesquels les insurrections ignorent les institutions existantes, et où toute négociation est impossible, évoluent vers une confrontation sur le même terrain. Les guérillas colombiennes, par l'apparition de nouveaux acteurs et la rénovation de ses pratiques, à la fin des années soixante-dix, s'adressent désormais directement à l'État, et veulent apparaître comme l'opposition la plus radicale. De son côté, le FMLN, après avoir cherché à mobiliser de larges secteurs sociaux dans des grèves et des manifestations de protestation, cherchant à la fois des revendications concrètes et un changement des structures sociales, se lance dans la guerre en se concevant comme un contre-État.

Ce premier moment, initié par l'émergence de mouvements révolutionnaires faisant le choix de l'insurrection armée, s'achève dans les deux cas lorsque le conflit entre guérillas et État acquière à la fois une dimension militaire et politique marquée, l'intensité de l'affrontement armé servant de support à une lutte politique à la fois sur les modalités des règlements du conflit et sur la nature même des institutions politiques. Dans les deux cas, ces premières expériences

apparaissent liées à des événements traumatiques et fondateurs, moments d'intense violence politique dont les conséquences marquent le devenir des mouvements révolutionnaires et le régime politique qui s'y constitue. De la *Violencia* colombienne à l'élection de Belisario Betancur à la présidence en 1982, le régime du *Frente Nacional* et son prolongement constituent le scénario de l'affrontement entre les guérillas colombiennes et l'État. Entre la *Matanza* de 1932 au Salvador et le coup d'État militaire d'octobre 1979, prolongé par l'insurrection générale de janvier 1981, l'accord exclusif entre armée et oligarchie terrienne, dont l'anticommunisme est un des ciments majeurs, marque les formes de l'affrontement entre le FMLN et l'État.

*A. COLOMBIE : DES AUTODEFENSES RURALES AUX GUERILLAS  
IDEOLOGIQUES DES ANNEES SOIXANTE-DIX : LA PROGRESSIVE APPARITION  
DE L'ÉTAT COMME ENNEMI*

Bien que le recours à la violence soit fréquent dans une histoire politique marquée par l'affrontement bipartisan, les guérillas, comme mouvements armés recherchant la mise en place d'un pouvoir révolutionnaire, n'apparaissent que tardivement dans l'histoire politique colombienne. Il est nécessaire de comprendre les modalités de leur apparition et les facteurs de leur continuité dans un contexte historique particulier pour saisir à quel point elles s'inscrivent d'abord dans des conflictualités locales et tardent à s'affirmer face à un État central qu'il s'agit de renverser.

**Carte 1 : Carte de la Colombie**



Depuis la formation des partis politiques en Colombie, entre 1840 et 1850, et la mise en place d'un régime bipartisan, les affrontements entre libéraux et conservateurs pour le contrôle du pouvoir peuvent donner lieu à de très violents affrontements armés, tant au niveau local que national. Mais ils demeurent le fait de factions armées, organisées de manière temporaire dans des conjonctures spécifiques par des dirigeants politiques locaux et rapidement démobilisables, ou intégrables dans l'armée nationale, dès que l'objectif d'arrivée au pouvoir de l'un ou l'autre des partis est atteint. Ainsi, par exemple, même la plus longue de ces confrontations armées, la guerre des Mille Jours (1899-1903), ne donna pas lieu à la constitution de groupes armés au-delà du conflit<sup>324</sup>. Constituées pour une seule guerre, ces armées n'intègrent pas de véritables structures qui survivraient à un engagement précis, et n'ont pas de projet autonome de remise en cause de l'ordre politique et social, deux éléments essentiels pour la mise en place de véritables mouvements armés révolutionnaires.

### **1) *Violencia et Frente Nacional* : la prégnance du contexte initial dans le surgissement des guérillas communistes**

Ce passage va se réaliser par la rencontre de ces deux éléments, dont le développement a d'abord été parallèle, puis convergent, pendant l'époque de la *Violencia*<sup>325</sup>.

La diffusion d'un projet radical de critique sociale va se réaliser par l'apparition et l'action de mouvements révolutionnaires indépendants des deux formations politiques

---

<sup>324</sup> Sur la guerre des Mille Jours, cf. BERGQUIST (Charles), Café y conflicto en Colombia (1886-1910), Bogotá : El Ancora, 1999, 403 p., et en particulier la deuxième partie (p.161-292) sur la formation et démobilisation des armées partisanses.

<sup>325</sup> Cette période de l'histoire colombienne, marquée par une intense mobilisation politique et de très violents affrontements entre libéraux et conservateurs qui firent environ 250 000 morts entre 1946 et 1957, a été très largement étudiée. Un ouvrage fondateur est GUZMAN CAMPOS (Germán), FALS BORDA (Orlando), UMAÑA LUNA (Eduardo), La violencia en Colombia. Bogotá : Tercer Mundo, tome 1, 1962, 430 p., tome 2, 1964, 460 p. Sur des interprétations plus récentes, voir SANCHEZ (Gonzalo), MEERTENS (Donny), Bandoleros, gamonales y campesinos. Bogotá : El Ancora, 1983, OQUIST (Paul), Violencia, conflicto y política en Colombia.

dominantes. Diverses expressions témoignent de l'existence d'une contestation radicale à un ordre politique figé dans la confrontation bipartisane que les effets au niveau national, voir local, de la crise économique mondiale de 1929 vont contribuer à diffuser. Ainsi voient le jour des partis marxistes, comme le *Partido Socialista Revolucionario* (PSR) en 1926, puis le *Partido Comunista de Colombia* (PCC) qui lui succède partiellement en 1930, de même que des syndicats révolutionnaires, en particulier dans les productions agricoles orientées vers l'exportation (café et bananes), dans les zones pétrolières, et dans quelques industries (transport ferroviaire), des sociétés ouvrières dans la petite industrie ou l'artisanat, ou des ligues agraires. Le développement de ces mouvements se fait dans un contexte de violence, comme en témoigne la répression sanglante contre la grève des ouvriers agricoles des plantations de banane de la *United Fruit* en décembre 1928, connue comme la « *masacre de las bananeras* ».

Pourtant, après la tentative d'insurrection révolutionnaire du 28 juillet 1929, qui touche essentiellement le Tolima et le Santander, et n'est vraiment effective que dans la région du Libano<sup>326</sup>, le mouvement communiste préfère l'action légale à la lutte armée. L'évolution du PCC témoigne de ce choix. Ses actions, calquées sur les indications de la III<sup>e</sup> Internationale, favorisent de 1930 à 1936 la stratégie de « classes contre classes », mais exclusivement à travers des voies légales (grèves, marches contre la faim et le chômage de 1930 à 1932, participation aux élections, dont l'élection présidentielle de 1934). Le rejet rhétorique de la « légalité bourgeoise » ne conduit pourtant jamais le PCC à appeler à une insurrection armée, et il entretient même des relations étroites avec le Parti Libéral, en vue d'alliances électorales locales.

Les politiques réformistes du Président Alfonso López, à travers la « *Revolución en marcha* », son rôle direct dans l'organisation des travailleurs, voire sa médiation dans de

---

Bogotá : Instituto de Estudios Colombianos, 1978, 339 p. (1<sup>ère</sup> éd. en anglais : 1975) et surtout PÉCAUT (Daniel), *Ordre et violence en Colombie*. Paris : EHESS, 1987, 486 p.

<sup>326</sup> Cf. « Los Bolcheviques del Libano », p.11-110, in SANCHEZ (Gonzalo), *Ensayos de historia social y política del siglo XX*. Bogotá : El Ancora, 1985, 275 p.



nombreux conflits du travail, contribuent à isoler le Parti communiste, avec de vives tensions entre les situations locales et les indications de sa direction, et facilitent le changement de stratégie. En 1935, l'adoption de la stratégie de front populaire, selon les indications de la III<sup>e</sup> Internationale<sup>327</sup>, permet au parti de retrouver une certaine place, au prix de l'acceptation totale des institutions, et d'une allégeance directe au président López. En témoignent la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1936, les slogans « *Avec López, contra la reacción* » et la place modeste occupée lors de la fondation d'une confédération syndicale unitaire, la *Confederación de Trabajadores de Colombia*<sup>328</sup>. Cette modération était justifiée par l'annonce d'une politique de front populaire, dont la réalité concrète n'a pourtant jamais existé au-delà du discours présidentiel. L'abandon de toute référence à cette tentative ne modifie pourtant en rien la ligne légaliste des communistes<sup>329</sup>.

La création de mouvements armés durables et la transformation des formes habituelles de la protestation rurale constitue le deuxième temps de ce processus. En réaction aux mouvements de concentration de la propriété de la terre liés à la modernisation de l'agriculture dans les années quarante et effectués souvent de façon violente, des factions armées partisans, plus ou moins organisées, ont évolué dans certaines régions rurales vers des mouvements paysans d'autodéfense, constitués dans un premier temps pour se protéger durablement de la violence d'autres factions. Or, pendant les deux mandats présidentiels successifs remportés par le Parti conservateur, pourtant minoritaire, (Mariano Ospina Pérez, de 1946 à 1949 et Laureano Gómez

---

<sup>327</sup> Sur l'influence de la III<sup>e</sup> Internationale en Amérique latine, cf. CABALLERO (Manuel), *Latin America and the Comintern, 1919-1943*. Cambridge : Cambridge University Press, 1986, 213 p.

<sup>328</sup> Créée en 1938, la CTC prend son nom définitif en 1943. Les communistes avaient 4 sièges dans le comité exécutif, contre 8 pour les libéraux. Ils appuieront totalement la politique présidentielle, y compris lorsqu'il s'agit de limiter l'usage de la grève.

<sup>329</sup> Daniel Pécaut a qualifié la position du PCC de « surconformisme », pour rendre compte de sa totale subordination d'abord au Président López, puis au Parti Libéral en général, entre 1936 et 1945, et qui se manifeste en particulier par l'appui d'une collaboration de la CTC avec le patronat, et par la brève transformation du Parti Communiste en *Partido Socialista Democrático* en 1944-45. La grève du secteur public en 1945 et l'appui à la candidature présidentielle de Gabriel Turbay mettent fin à cette stratégie, mais provoquent la division à la fois du parti et du syndicat. Cf. PÉCAUT (Daniel), *L'ordre et la violence*, *op. cit.*, p.210-229.

de 1949 à 1953) face à un Parti libéral divisé (entre un secteur modéré, dit « officialiste », et les partisans de Jorge Eliécer Gaitán), les institutions responsables du maintien de l'ordre public, et en particulier la police, sont utilisées pour réduire la résistance armée au Parti conservateur, surtout après l'assassinat de Jorge Eliécer Gaitán le 9 avril 1948.

Face à l'hégémonie exercée par le Parti conservateur, tant du point de vue politique que militaire, ces autodéfenses, confrontées à une répression grandissante, évoluent vers des formes plus organisées de lutte armée, et se constituent en guérillas<sup>330</sup>, très majoritairement sous des bannières libérales<sup>331</sup>, mais également communistes dans certaines régions<sup>332</sup>. Ce changement n'est pas linéaire, il évolue selon les régions et le contexte politique, certains groupes revenant à des formes d'autodéfense après s'être constitués en guérillas. Mais ce qui apparaît significatif est que le changement de nature s'accompagne d'une continuité exceptionnelle dans la durée, marquant ainsi une forte rupture au regard de l'histoire politique antérieure.

En effet, l'existence de guérillas révolutionnaires en Colombie est souvent expliquée comme une simple étape d'une continuité historique de l'affrontement armé, inhérente à l'histoire nationale. Face à cette représentation déterministe, il est possible d'opposer une

---

<sup>330</sup> Le mot « guérilla » est utilisé par les mouvements eux-mêmes et repris par les différentes analyses. Son usage reflète une différenciation vis-à-vis d'autres groupes armés tant dans les modalités d'action, en établissant une distanciation plus grande entre les membres de la guérilla et leurs communautés rurales d'origine, que dans leurs références politiques, puisque la lutte armée y est subordonnée à un projet politique plus large de contestation de l'ordre établi. Il est ainsi significatif que les auteurs de *La violencia en Colombia*, distinguent dans les groupes en conflit les guérillas des autres mouvements armés, « *autodefensas* », « *cuadrillas* » ou « *pájaros* » au service de l'ordre conservateur ou groupes de bandits. La distinction entre guérilla et bandits est claire dans une annotation au sujet de l'amnistie de 1953 : « On qualifie aujourd'hui de guérillero l'homme qui a combattu pour un idéal et se trouve actuellement au travail, respectueux des lois. Le bandit est au contraire celui qui lutta autrefois, mais qui ne voulut ou ne put rester en paix et décida de vivre en dehors des lois » in GUZMAN CAMPOS (Germán), FALS BORDA (Orlando), UMAÑA LUNA (Eduardo), *La violencia en Colombia*, op. cit, tome 1, p. 145 et chapitre 5 de façon plus générale.

<sup>331</sup> Les « guérillas libérales » se développent dans l'ensemble des régions touchées par la *Violencia*. Très distinctes, tant en effectif qu'en organisation, selon les régions, elles demeurent sous un contrôle théorique de la direction du Parti libéral. Parfois, elles constituent de véritables armées comme dans les Llanos Orientales. Sur cette région, cf. FRANCO ISAZA (Eduardo), *Las guerrillas del Llano*. Bogotá : Librería Mundial, 1959, 349 p.

<sup>332</sup> Les guérillas communistes se développent presque exclusivement dans la zone centrale du pays, d'abord au sud des départements de Cundinamarca, Tolima et Huila, puis ensuite vers le Meta et le Caquetá. Sur l'évolution des formes d'autodéfense paysannes vers des guérillas communistes, cf. RAMIREZ TOBON (William), « La guerrilla rural en Colombia : una vía hacia la colonización armada ? », *Estudios Rurales Latinoamericanos*, 4, 2, mai

compréhension de ces mouvements comme un phénomène nouveau qui surgit effectivement dans le contexte spécifique de la *Violencia*<sup>333</sup> mais qui se prolonge dans les années suivantes. La formation de guérillas libérales peut être effectivement interprétée comme un prolongement des dynamiques de l'affrontement bipartisan. Néanmoins, ni les amnisties proposées par le général Rojas Pinilla en 1953 et 1954<sup>334</sup>, ni le retour du Parti libéral au pouvoir à partir de 1957 sous la formule du *Frente Nacional*<sup>335</sup> ne se traduisent par une démobilisation de ces groupes. S'il n'existe plus à partir de 1957 de guérillas libérales, une partie de leurs dirigeants et combattants rejoint les guérillas communistes, montrant la continuité dans le temps de cette action.

La conjonction entre mouvements armés durables et revendications politiques et économiques de remise en cause de l'ordre établi semble effectivement se réaliser dans les années de la *Violencia*. Les guérillas communistes surgissent comme une réaction de certaines communautés rurales pour assurer leur propre survie, puis comme une forme de résistance à un contexte d'extrême violence, lui-même créé par une dynamique à laquelle la guérilla est en partie étrangère. Les affrontements se multiplient entre groupes armés très localisés et très violemment

---

1981, p.199-205 et PIZARRO (Eduardo), Las FARC (1949-1966), de la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha. Bogotá : Tercer Mundo, Universidad Nacional, 1991, 245 p.

<sup>333</sup> « La lutte armée des paysans colombiens, quelles qu'en soient les limites, a une longue tradition. Ce n'est que partiellement et au cours de la Violence que cette lutte, qui trouve en partie son origine dans la structure agraire du pays, devient aussi une lutte pour des solutions radicales », in GILHODES (Pierre), La question agraire en Colombie. Paris : Colin, 1974, p.366

<sup>334</sup> La première voit la démobilisation de 6 500 combattants, dont plus de 3 500 hommes commandés par Guadalupe Salcedo dans les Llanos.

<sup>335</sup> En réponse au régime militaire du général Gustavo Rojas Pinilla, les principaux dirigeants des Partis libéral (Alberto Lleras Camargo) et conservateur (Laureano Gomez) s'accordent par les pactes de Benidorm (juillet 1956) et Sitges (juillet 1957) pour mettre en place le régime du *Frente Nacional* (1957-1974), avec une alternance programmée des deux partis à la présidence (présidence libérale de 1958 à 1962 avec Alberto Lleras Camargo, puis conservatrice de 1962 à 1966 avec Guillermo León Valencia, puis libérale de 1966 à 1970 avec Carlos Lleras Restrepo, et enfin conservatrice de 1970 à 1974 avec Misael Pastrana) et un partage égal des postes politiques et administratifs à tous les niveaux. Sur le Frente Nacional, voir HARTLYN (Jonathan), La política del gobierno de coalición. Bogotá : Tercer Mundo, Uniandes, 1993, 351 p. et DIX (Robert), Colombia, the political dimensions of change. Londres : Yale University Press, 1967, 452 p. Sur les négociations qui y ont mené, cf. WILDE (Alexander), « Conversations among gentlemen : oligarchical democracy in Colombia », p.28-81, in LINZ (Juan), STEPAN (Alfred), The breakdown of democratic regimes : Latin America. Baltimore : The John Hopkins University Press, 1978, 216 p. et HARTLYN (Jonathan), « Military governments and the transition to civilian rule : the colombian experience 1957-58 », Journal of Interamerican Studies and Worlds Affairs, 26, 2, mai 1984, p.245-281.

opposés entre eux au point de constituer une « guerre civile de guérillas »<sup>336</sup>. Paradoxalement, les facteurs qui expliquent la spécificité du surgissement pendant l'époque de la *Violencia* de la guérilla communiste se prolongent pendant toute la période initiale du *Frente Nacional*. Se protégeant, puis résistant par les armes aux effets de la confrontation violente entre les deux partis dominants, les mouvements de guérilla continuent à employer la violence armée, lorsque les directions de ces deux partis se sont entendues pour rétablir un régime civil qui exclut d'autres groupes politiques du partage du pouvoir<sup>337</sup>.

En effet, les actions de l'armée dans les zones où s'étaient repliées les guérillas communistes, au nom du fait que ces régions échappaient au contrôle du pouvoir central et s'étaient constituées en « républiques indépendantes » (mai 1964 à Marquetalia, avril 1965 à El Pato, août 1965 à Rio Chiquito), vont se traduire par un nouveau déplacement de ces colonnes et par la création en mai 1966 du premier mouvement unifié des guérillas communistes, les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia* (FARC).

Ce changement ne modifie pas substantiellement le mode d'action de ces mouvements, évoluant en permanence entre groupes de défense armée, destinés à protéger l'exploitation économique de nouvelles terres, et guérilla organisée<sup>338</sup>. Ce contexte particulier marque les modalités d'action de la guérilla dans ses premières années.

À la différence de nombreux pays latino-américains, la guérilla communiste se forme en milieu rural, de façon relativement autonome des orientations du Parti communiste, à partir de conflits locaux pour la propriété et l'exploitation de la terre, d'abord marqués par des affrontements partisans, puis par des confrontations avec les forces de l'ordre. Bien que

---

<sup>336</sup> Pour reprendre l'expression de Paul Oquist sur la prolongation des formes de lutte armée pendant le *Frente Nacional*. Cf. OQUIST (Paul), *Violencia, conflicto y política en Colombia*, *op. cit.*, p.279-291.

<sup>337</sup> La continuité de la guérilla communiste pendant les premières années du *Frente Nacional* a été particulièrement analysée par Eduardo Pizarro in PIZARRO (Eduardo), *Las FARC (1949-1966), de la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha*, *op. cit.*

l'identification idéologique soit forte, les guérillas communistes demeurent situées dans une confrontation localisée en milieu rural, sans véritable possibilité d'entreprendre une lutte armée orientée vers le renversement du régime, les discours et déclarations en ce sens demeurant largement rhétoriques.

Il est d'ailleurs symptomatique que la justification des opérations militaires contre les zones de repli en 1964-65, ayant pour base le rétablissement de l'ordre dans des régions où régnerait un pouvoir indépendant et subversif, provienne avant tout des dirigeants des deux partis dominants, et particulièrement du député conservateur Alvaro Gómez Hurtado<sup>339</sup>. Le faible niveau d'organisation et l'absence réelle de volonté de prise du pouvoir de la part des guérillas communistes ne semblaient pas justifier une telle réaction. Les « républiques indépendantes » n'étaient que des zones de colonisation agricole, parvenues à un certain degré d'organisation interne, où avaient été mises en œuvre quelques modalités de socialisation des moyens de production. Elles sont restées à la périphérie de l'économie nationale. Sur le plan politique, leur importance est également marginale : les relations entre leurs dirigeants et ceux du Parti communiste demeurent lâches, et dans la rhétorique ambiguë de la « combinaison de toutes les formes de lutte », adoptée par le parti dès 1961, elles ne sont pas comprises véritablement comme une première étape de la lutte révolutionnaire, mais plutôt comme une réaction, juste et nécessaire, à la répression officielle. Cette modalité de lutte est d'ailleurs critiquée par le mouvement communiste international, tant la diffusion de la victoire de la révolution cubaine se réalise alors sur des formes d'action plus volontaristes que l'autodéfense armée des paysans<sup>340</sup>.

---

<sup>338</sup> Cette modalité d'action a été nommée par William Ramirez Tobón la « colonisation armée », cf. RAMIREZ TOBON (William), « La guerrilla rural en Colombia : una vía hacia la colonización armada ? », *op. cit.*

<sup>339</sup> Voir en particulier le discours d'Alvaro Gómez Hurtado lors de l'ouverture des sessions du Sénat le 25 octobre 1961, reproduit in ALAPE (Arturo), La paz, la violencia, testigos de excepción. *Op. cit.* p.244-6 et 248-9.

<sup>340</sup> Ernesto Guevara dresse un véritable réquisitoire contre les autodéfenses colombiennes, considérées comme non révolutionnaires (cf. GUEVARA (Ernesto), La guerra de guerrillas. *op. cit.*). Lors des sommets de l'OLAS, les tensions sont vives entre les dirigeants cubains et les représentants des FARC et du PCC, isolés au niveau continental sur leur position de combinaison de la voie électorale et de la lutte armée. Il est symptomatique que les témoignages publiés à la fin des années soixante hors de Colombie sur ces expériences mettent davantage en avant

Il y a bien dans la création des FARC en mai 1966 une volonté de mettre véritablement la lutte armée au service de la conquête du pouvoir, en intégrant, organisant et hiérarchisant différents groupes sous l'autorité centrale du Parti et en cherchant une présence véritablement nationale. Pourtant la tentative se transforme rapidement en échec, en particulier lorsque des colonnes constituées dans les zones de présence ancienne se regroupent et se déplacent vers le Quindío. Les affrontements avec l'armée s'y soldent par des pertes très importantes et affaiblissent pour longtemps la nouvelle organisation<sup>341</sup>. En 1968, Ciro Trujillo, un des dirigeants les plus importants, est tué dans le Boyacá. « Malgré ses intentions manifestes (...) de se constituer à terme en une force destinée à la conquête du pouvoir, son rayon d'action et sa présence régionale réduiront les FARC à une guérilla davantage orientée à la 'participation sociale' des communautés sous son influence, plutôt qu'à une forme de 'substitution sociale' »<sup>342</sup>.

Cette situation, née d'une conjoncture particulière, va se prolonger dans le cas des FARC jusqu'à la fin des années soixante-dix, à la marge de l'évolution de la scène politique nationale, de l'existence d'autres groupes de guérilla et du contexte international. Contrairement à de nombreuses guérillas latino-américaines surgies dans les années soixante, l'organisation se maintient, mais au prix de l'abandon d'une stratégie de présence nationale, d'une faiblesse militaire et d'une marginalisation politique, y compris par rapport au Parti communiste qui la concevait comme une réserve stratégique. Jusqu'en 1978, les FARC sont présentes dans le Caquetá, le Tolima, l'Huila, le Cauca, le Santander et l'Antioquia, et si les affrontements avec

---

la lutte armée et le lien avec la révolution mondiale que l'aspect rural de ces luttes. Pour les publications en français, cf. pour les FARC, Journal d'un guérillero. Paris : Seuil, 1968, 125 p. et ARENAS (Jacobo), Colombie, guérillas du peuple. Paris : Editions Sociales, 1969, 144 p. et pour l'ELN, ARENAS (Jaime), Dans la guérilla. Paris : Calmann-Lévy, 1972, 287 p.

<sup>341</sup> Dans un texte publié en 1985, Jacobo Arenas, commandant des FARC, reconnaît que l'organisation avait perdu 70 % de ses ressources dans cette action, et qu'elle ne parviendra à se reconstituer qu'au début des années 1980. Cf. ARENAS (Jacobo), Cese al fuego, una historia política de las FARC. Bogotá : Oveja Negra, 1985, p.90.

<sup>342</sup> PIZARRO (Eduardo), Las FARC (1949-1966), de la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha, *op. cit.*, p.201.

l'armée sont violents, ils demeurent épisodiques. « Une des caractéristiques les plus prononcées de la lutte armée d'inspiration communiste, dans sa modalité d'autodéfense ou en tant que guérilla, a été sa continuité par-delà les changements de la situation politique. En Colombie, la guerre de guérillas a été condamnée depuis ses débuts à n'être qu'une guerre périphérique. Ou plutôt, une série de guerres locales avec une très faible capacité de peser par elles-mêmes sur le pouvoir central »<sup>343</sup>.

## 2) Les tentatives de renouvellement par les autres groupes de guérilla

Par deux fois, de nouveaux mouvements de guérilla essaient de constituer une alternative à cette impasse. Elles cherchent à rompre avec une pratique qui a pu être perçue comme « l'expression régionale de la lutte pour la terre plutôt que de la lutte pour le pouvoir »<sup>344</sup>, en orientant directement leurs discours et leurs actions sur ce dernier objectif, à travers une liaison beaucoup plus forte avec les secteurs émergents, en particulier urbains, d'une société en voie de modernisation.

La première tentative est une conséquence directe de la révolution cubaine et des efforts pour répandre au niveau continental les mouvements révolutionnaires. Certains groupes politiques de gauche, radicalisés par le succès du M-26 à Cuba et par la diffusion internationale du modèle « foquiste », choisissent la lutte armée et constituent des foyers de guérillas, tous rapidement défaits, comme le *Movimiento Obrero-Estudiente-Campesino* (MOEC) en 1959. Deux mouvements perdurent, l'*Ejército de Liberación Nacional* (ELN) et l'*Ejército Popular de Liberación* (EPL). Tous deux surgissent principalement de secteurs urbains, même s'ils agissent plutôt en milieu rural, et imposent une lecture nouvelle de la confrontation politique et du but de

---

<sup>343</sup> *ibid.*, *op. cit.*, p.23

<sup>344</sup> GILHODES (Pierre), La question agraire en Colombie, *op. cit.*, p. 383.

la lutte armée, leur premier objectif étant la conquête du pouvoir, et leur action la confrontation directe avec les forces de l'État.

Constitué en juillet 1964, l'ELN apparaît dès ses origines comme un groupe d'inspiration guévariste. Les premières colonnes, entraînées à Cuba, tentent de constituer des foyers insurrectionnels dans la région du Magdalena Medio dès janvier 1965 (prise de Simacota, Santander). Elles se considèrent comme l'avant-garde armée d'une révolution imminente. La force militaire de l'ELN demeure très faible et n'acquiert qu'une présence régionale. Ses liens avec les paysans des zones où elle agit sont beaucoup plus distanciés que dans le cas des FARC. Entre 1972 et 1974, l'armée colombienne parvient même à détruire pratiquement l'organisation, d'abord en 1972-73, par la capture d'une grande partie des réseaux urbains, puis en septembre 1974, par l'élimination de la colonne la plus importante à Anorí (Antioquia). De nombreux dirigeants de l'organisations, tels que Ricardo Lara Parada ou Domingo Laín, sont tués pendant cette période. Malgré ses faiblesses structurelles, l'ELN introduit une forte nouveauté par rapport aux FARC dans sa conception de la conquête du pouvoir et de son rapport à l'État. Son texte constitutif, le *Manifiesto de Simacota*<sup>345</sup>, appelle l'ensemble de la population à la lutte armée, et en particulier des groupes sociaux urbains (ouvriers, intellectuels, étudiants) très peu représentés au sein des FARC. L'attraction exercée par ce groupe est manifeste dans la brève participation de Camilo Torres à l'ELN, d'octobre 1965 à sa mort dans un accrochage avec l'armée le 15 février 1966. Il s'y intégra après l'échec de sa tentative de créer un mouvement politique alternatif aux deux grands partis. Son engagement participe à la diffusion de l'idée que la lutte armée révolutionnaire est la seule alternative face aux blocages du système politique, au sein de larges milieux sociaux, en particulier les étudiants, les intellectuels, et les secteurs les plus

---

<sup>345</sup> Reproduit in PIZARRO (Eduardo), *Insurgencia sin revolución*, *op. cit.*, p.251.



progressistes du clergé<sup>346</sup> et de l'armée. L'appui de l'ELN aux mobilisations sociales des années soixante (mouvements étudiants, en particulier à Bogotá et à Cali, mobilisations de l'*Unión Sindical Obrera* dans le secteur pétrolier) renforce ce crédit auprès des milieux politiques et sociaux les plus radicalisés.

L'EPL surgit quant à lui à partir d'un courant maoïste, qui crée, à la suite de son expulsion du Parti communiste en février 1964, le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)<sup>347</sup>. En décembre 1965, cette formation choisit la lutte armée comme unique voie pour la prise du pouvoir, et deux ans après développe des bases d'appui rurales dans le nord du pays (dans la haute vallée du Sinú et du San Jorge, région à cheval entre les départements d'Antioquia et de Córdoba, puis dans la région côtière de l'Urabá). En dépit là aussi de la mort précoce de ses premiers dirigeants, l'EPL concrétise son action politico-militaire par l'expropriation des grandes propriétés terriennes de la région et la distribution de biens aux paysans.

De leur création à la moitié des années quatre-vingt, ces deux groupes demeurent politiquement marginaux et militairement faibles, minés par les divisions et scissions internes, les difficiles conditions de la lutte armée et les attaques des forces de l'ordre. Mais contrairement à la quasi-totalité des groupes de guérilla formés en Amérique latine sur le modèle cubain, ils parviennent à survivre et à acquérir une certaine influence régionale. Ils se distinguent des FARC dans leur relation au pouvoir politique. Le recours à la violence politique en soi n'est pas véritablement nouveau : ces groupes prolongent en effet des formes historiques de violence rurale. Ainsi, dans certaines régions, des groupes d'autodéfense intègrent les nouveaux mouvements ; de même l'ELN et l'EPL agissent dans des régions où l'intensité de la violence

---

<sup>346</sup> L'ELN apparaît comme le groupe de guérilla colombien le plus fortement influencé par les secteurs les plus progressistes de l'Église catholique colombienne.

<sup>347</sup> Sur l'histoire de l'EPL de sa fondation à la remise des armes en 1991, voir VILLARRAGA (Alvaro), PLAZAS (Nelson), *Para reconstruir los sueños*. Bogotá : Fundación para la cultura democrática, 1995 (2 ed.) , 470 p.

politique était forte<sup>348</sup>. C'est bien l'orientation de cette violence politique sur des objectifs clairement identifiés qui paraît novateur : les attaques contre les formes les plus apparentes de l'autorité étatique (en particulier ses institutions chargées du maintien de l'ordre, forces armées et police, perçues comme l'ennemi le plus important) ou du pouvoir économique (actions contre les grands propriétaires terriens) illustrent une stratégie nouvelle d'utilisation de la lutte armée pour la conquête effective du pouvoir central, que l'on ne retrouve que très partiellement dans le cas des FARC.

En cela, le développement de ces deux groupes n'est ni un phénomène totalement importé, comme résultat de vagues internationales de diffusion du mouvement révolutionnaire international, ni une simple continuité de violences régionales spécifiques. S'ils se nourrissent de ces deux éléments, l'ELN et l'EPL participent également d'une dynamique propre au régime politique de la Colombie des années cinquante et soixante. Ils peuvent être compris, non plus simplement comme l'organisation de paysans en lutte pour la défense de leurs terres, mais de plus en plus comme l'expression la plus radicale des formes d'opposition politique au *Frente Nacional*, c'est-à-dire comme un acteur qui cherche à participer, par une voie extrême, aux débats sur les modalités du régime politique et de la distribution du pouvoir.

Cette dimension se retrouve amplifiée avec l'apparition de nouveaux mouvements de guérilla dans les années soixante-dix, et en particulier du *Movimiento 19 de Abril* (M-19), deuxième moment de ce processus. Organisation iconoclaste, aux identifications idéologiques et aux orientations stratégiques floues, le M-19 s'est caractérisé davantage par ses coups d'éclat que par des actions de long terme et par une visibilité beaucoup plus importante que pour les

---

<sup>348</sup> Sur des analyses de la continuité entre différentes vagues de violence régionale, en particulier pour ces deux groupes, voir sur la région du Magdalena Medio VARGAS (Alejo), « Tres momentos de la violencia política en San Vicente de Chucurí », *Análisis Político*, 8, septembre 1989, p.33-47 ou sur le Quindío ORTIZ (Carlos Miguel), *La violence en Colombie, racines historiques et sociales*. Paris : L'Harmattan, 1990, 310 p.

autres guérillas en milieu urbain<sup>349</sup>. Son recrutement, ses références et ses modes d'action sont proches en effet des perceptions des classes moyennes urbaines<sup>350</sup>. Il se constitue en réaction à la fois aux divisions idéologiques des guérillas antérieures mais également aux blocages institutionnels du régime politique, et en particulier à la fraude de l'élection présidentielle de 1970<sup>351</sup>. Il regroupe ainsi la fraction la plus radicale de l'ANAPO et des groupes dissidents des FARC. Entre 1974 et 1979 ses actions témoignent d'une guérilla qui s'inspire des mouvements de guérillas urbains du Cône Sud, tant dans ses objectifs et ses discours que dans ses méthodes. Seul mouvement de guérilla à faire en Colombie des actions urbaines un des éléments centraux de son action<sup>352</sup>, du moins dans cette première étape, mais également seul mouvement à s'attaquer directement aux institutions et aux symboles de l'État, le M-19 a pu être qualifié comme « la moins idéologique, la plus pragmatique et la 'moins marxiste' des organisations politico-militaires latino-américaines »<sup>353</sup>.

---

<sup>349</sup> Les publications sur le M-19 sont plus nombreuses que sur les autres organisations de guérilla, du fait de sa plus grande proximité avec les milieux intellectuels. Pour une histoire officielle du M-19 de sa création à sa démobilisation, publiée à titre individuel après la démobilisation par un de ses anciens membres, mais qui reprend très largement un texte écrit antérieurement au sein de l'organisation, cf. VILLAMIZAR (Darío), *Aquel 19 será*, Bogotá : Planeta, 1995, 615 p. Pour des approches plus académiques, voir les travaux d'Eduardo Pizarro, William Ramirez Tobón et Jaime Zuluaga.

<sup>350</sup> Au point que le M-19 a pu être qualifié comme fille de la bourgeoisie colombienne. Si le portrait n'est pas faux, une analyse plus fine de l'origine sociale des membres du M-19 montrerait sans doute qu'une grande partie d'entre eux provient effectivement de familles traditionnelles de l'oligarchie ou des classes moyennes, confrontées à la modernisation économique et à l'émergence de nouvelles élites économiques et financières.

<sup>351</sup> Le 19 avril 1970, l'élection présidentielle, considérée comme la dernière du pacte constitutif du *Frente Nacional*, oppose le dirigeant conservateur Misael Pastrana, candidat commun des deux grands partis, le général et ancien dictateur Gustavo Rojas Pinilla, de l'ANAPO, le conservateur indépendant Belisario Betancur et un dissident libéral de la région Caraïbe, Evaristo Sourdis. Au cours de l'élection la plus disputée de l'histoire politique colombienne jusqu'aux années quatre-vingt-dix, Misael Pastrana recueille officiellement 1 614 419 voix alors que Gustavo Rojas Pinilla en obtient 1 557 482. Malgré les fortes présomptions de fraude, le dirigeant de l'ANAPO accepte sa défaite, ce qui conduit à de fortes tensions au sein de son parti. Sa fraction la plus radicale évolue vers la lutte armée, en reprenant la référence à la date de l'élection « frauduleuse ».

<sup>352</sup> À l'exception du petit groupe *Autodefensa Obrera* (ADO), connu surtout pour l'assassinat en septembre 1978 de Rafael Pardo Buelvas, ministre de l'intérieur du gouvernement de Adolfo López Michelsen, et qui signa la paix en 1982 sous la Présidence de Belisario Betancur.

<sup>353</sup> Jorge Castañeda attribue ce qualificatif au M-19 et à l'*Organización Revolucionaria del Pueblo Armado* (ORPA), mouvement guatémaltèque fondé en 1972 par Rodrigo Asturias, le fils de l'écrivain Miguel Angel Asturias, qui s'est caractérisé par un discours moins idéologique que les deux autres mouvements de guérilla au Guatemala, et qui signa la paix en 1996. Cf. CASTAÑEDA (Jorge), *La utopía desarmada*, op. cit. p.111.

Ses orientations idéologiques évoluent en effet vers un discours davantage nationaliste, voire « bolivariste », que marxiste révolutionnaire, cherchant à récupérer l'histoire colombienne contre l'oligarchie qui l'aurait détournée. Il fait de nombreuses références à Simón Bolívar, en particulier lors du premier fait d'armes qui a consisté à voler l'épée du *Libertador*, mais également aux mouvements des *comuneros*, à la geste populiste de Jorge Eliécer Gaitán ou aux aspects sociaux de la dictature du général Rojas Pinilla<sup>354</sup> ; Il revendique également de la démocratie et des processus électoraux, se présentant comme « la démocratie en armes ». En cela, il a en quelque sorte réalisé la fusion des courants les plus populaires du libéralisme colombien, qui prônent une démocratie radicale mais conduite par une élite, et le volontarisme révolutionnaire des guérillas guévaristes<sup>355</sup>. Son optique le conduit également à être le premier mouvement à introduire en Colombie, à la fin des années soixante-dix, le thème de l'existence de prisonniers politiques et de la défense des Droits de l'Homme, cherchant ainsi à montrer l'absence de légitimité du gouvernement sur un répertoire jusqu'alors ignoré par les guérillas. Son mode d'action et sa propre vision politique le conduit à concevoir la lutte armée, non comme le moyen pour imposer un régime révolutionnaire, mais comme la voie pour faire pression sur le gouvernement et l'obliger à mettre en œuvre des réformes, en particulier politiques et institutionnelles. Et dès lors à se concevoir véritablement comme l'opposition armée.

---

<sup>354</sup> Le M-19 a mis en avant ces références face aux autres mouvements de guérilla, accusés d'avoir importé des doctrines étrangères. Le contraste est d'autant plus fort avec les autres mouvements qu'il s'agit de figures souvent critiquées, voire vilipendées, par la gauche « classique » colombienne. Pour simple illustration, le Parti communiste a longtemps qualifié le populisme de Jorge Eliécer Gaitán de fascisme et le général Rojas Pinilla est avant tout considéré comme un militaire autocrate, dont le gouvernement est le seul à avoir interdit le Parti communiste. Même la référence à Simón Bolívar est très tardive au sein des autres mouvements de guérilla, et ne date que des années quatre-vingt.

<sup>355</sup> Les objectifs du M-19 « n'étaient pas de mettre en place une politique révolutionnaire, avec de solides bases organisationnelles parmi les syndicalistes ou les secteurs urbains marginaux, (...) mais de s'engager pour une révolution par le haut qui combinait la tradition jacobine colombienne avec les doctrines de la libération nationale de la fin des années 70 et début des 80 », ce que les auteurs synthétisent sous l'appellation de « *popular liberalism* », in CHERNICK (Mark), JIMENEZ (Michael), « Popular liberalism, radical democracy and marxism : leftist politics in contemporary Colombia, 1974-91 », in CARR (Barry), ELLNER (Steve), The Latin American left from Allende to Perestroika. Boulder : Westview, 1993, p.70

Ce positionnement est particulièrement fort lors de la présidence de Julio César Turbay Ayala, entre 1978 et 1982, lorsqu'aux mesures restrictives en matière d'ordre public adoptées par l'exécutif en début de mandat, répondent plusieurs actions spectaculaires du M-19 (en particulier le vol des armes de la caserne du *Cantón Norte* à Bogotá en janvier 1979, puis la prise de l'ambassade de la République dominicaine en février-mars 1980). S'en suivent des poursuites et des arrestations contre les principaux responsables de l'organisation, mais aussi contre l'ensemble des mouvements politiques de gauche et des syndicats, voire contre toute forme d'opposition au gouvernement.

Il est certain que l'usage de la violence armée et du terrorisme brouille le discours politique d'ouverture et de réforme. D'autant que la forme d'action du M-19 influe sur sa relation avec la population et avec le pouvoir. D'une part, la stratégie choisie se fait aux dépens de la construction sur le long terme de liens sociaux et territoriaux, construits sur la coercition ou la conviction, qui caractérisent les autres mouvements armés et qui leur permettent d'avoir une implantation locale ; le M-19 ne peut dès lors compter que sur des appuis diffus au sein de la société colombienne, une forme de sympathie généralisée, mais difficilement quantifiable et mobilisable. D'autre part, « le M-19 justement parce qu'il n'est pas marxiste et encore moins léniniste mais s'ancre dans une tradition politique nationale (...) est d'autant plus dangereux pour le système »<sup>356</sup>, ce qui en fait la cible privilégiée des actions des forces de l'ordre, et donne à la menace représentée par le mouvement une importance surdimensionnée par rapport à ses moyens et ses effectifs réels.

De plus petits mouvements surgissent également dans les années soixante-dix, avec des conceptions de la lutte armée et des modes d'action proches de celle du M-19, à l'image du *Partido Revolucionario de los Trabajadores* (PRT), formé à la fin des années soixante-dix

---

<sup>356</sup> ROUQUIÉ (Alain), *L'État militaire en Amérique latine*, *op. cit.*, p.263, n.55.

comme une scission de l'EPL. Il convient de distinguer le *Movimiento Armado Quintín Lame*, qui apparaît en 1977 comme une forme d'autodéfense armée des communautés indigènes du sud-ouest du pays. Plus proche dans son fonctionnement, dans son comportement et dans ses relations avec les communautés indiennes, des FARC de l'époque de la *Violencia* que des autres guérillas, le *Quintín Lame* occupe une place à part parmi les organisations armées colombiennes, parce qu'il introduit de façon nouvelle les revendications agraires, sociales et identitaires des indiens<sup>357</sup>. Il ne participe que de façon marginale à cette évolution des guérillas dans les années soixante et soixante-dix vers un discours et une lutte centrées davantage sur l'État.

### **3) Les guérillas colombiennes, une forme d'opposition radicale au régime ?**

Cette évolution permet aux mouvements de guérilla de prétendre occuper un espace particulier dans la vie politique colombienne, comme expression la plus radicale de l'opposition au régime du *Frente Nacional*, à la fois contestation armée et pression pour une réforme des institutions. Les difficultés qu'éprouvent les autres formes d'opposition à obtenir un degré significatif de représentation laissent, en effet, un espace ouvert.

Le régime bipartisan, mis en place à partir de 1957, n'est pas entièrement consensuel : des oppositions civiles apparaissent et constituent, du moins jusqu'en 1978, la principale menace à sa stabilité. Des factions de l'un ou l'autre des partis cherchant à montrer leur influence et se présentant contre leurs propres dirigeants, lors des élections primaires, ou même en tant que candidats indépendants, s'érigent en opposition au régime, mais de manière conjoncturelle et

---

<sup>357</sup> Sur l'expérience du Quintín Lame, cf. IBEAS (Juan), « Génesis y desarrollo de un movimiento armado indígena en Colombia », *América Latina Hoy*, 10, juin 1995, p.37-48 ; PEÑARANDA (Ricardo), « De rebeldes a ciudadanos, el caso del Movimiento Armado Quintín Lame » p.75-131, in PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), *De las armas a la política*. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1999, 333 p.

sans remettre en cause le pacte fondateur<sup>358</sup>. Représentant un défi plus important pour le régime, trois groupes parviennent à regrouper des secteurs critiques au *Frente Nacional* : le *Movimiento Revolucionario Liberal* (MRL) de 1959 à 1967, l'*Alianza Nacional Popular* (ANAPO) de 1960 à 1974, et le *Frente Amplio* de Camilo Torres en 1963-64. L'échec de ces trois expériences et leur incapacité à s'imposer en tant qu'alternative politique contribuent à affaiblir la capacité de réforme du régime, et conduit certains de leurs membres les plus radicalisés vers la lutte armée, qui s'impose comme une forme d'opposition.

Constitué en septembre 1959 autour d'Alfonso López Michelsen, le MRL apparaît comme une scission du Parti libéral, en regroupant une jeune garde progressiste, autour d'un projet politique qui valorise les luttes sociales, en particulier agraires, et s'oppose à la stricte alternance politique imposée par le pacte du *Frente Nacional*. Quoique le mouvement tienne un discours politique assez radical, en particulier sur les questions de la réforme agraire, exerce une véritable influence dans les zones de conflit, et présente des candidatures séparées aux différents élections, il demeure un groupe de pression libéral, dont les élus nationaux s'alignent sur les positions de la ligne « officielle ». Sa dissolution en 1967 et l'incorporation de ses dirigeants au sein du Parti libéral démontrent les limites d'une expérience qui aura permis de rallier une partie des secteurs urbains et de la paysannerie radicalisés au régime, mais laissera la grande majorité hors des mécanismes de représentation.

L'ANAPO surgit en avril 1960 au contraire comme une véritable opposition à l'accord bipartisan, en tentant de capitaliser au travers d'un message populiste et nationaliste la popularité du général Rojas Pinilla, déposé en octobre 1958. L'utilisation pragmatique de la règle d'alternance à tous les postes électifs imposée par le *Frente Nacional* lui permet d'obtenir des élus, sous bannière libérale ou conservatrice, tout en apparaissant véritablement l'alternative au

---

<sup>358</sup> À l'image des candidatures dissidentes de Jorge Leyva en 1958 et 1962, d'Alfonso López Michelsen en 1962, ou de Evaristo Sourdis, libéral, et de Belisario Betancur, conservateur, en 1970.

régime lors des élections présidentielles de 1966 et 1970. Il rallie un électorat beaucoup plus populaire que celui des deux grands partis au pouvoir. Pourtant l'absence de réaction face à la courte défaite, lors des élections contestées de 1970, marque l'épuisement de cette expérience. Malgré une dernière tentative aux élections présidentielles de 1974, l'ANAPO, affaibli par la mort de son dirigeant en 1975, n'occupe plus qu'une place marginale.

Enfin, la tentative de Camilo Torres d'organiser, en 1964-65, le *Frente Unido* comme une plate-forme de l'ensemble des mouvements de gauche pour la prise du pouvoir se révèle rapidement un échec du fait des rivalités entre groupes et de l'isolement de Camilo Torres.

Ces échecs successifs ont une double conséquence sur les mouvements de guérilla. Sur le plan individuel, de nombreux militants et dirigeants de ces organisations rejoignent les mouvements de guérilla (évolution de Camilo Torres vers l'ELN, de la fraction de gauche de l'ANAPO vers le M-19, de dirigeants régionaux du MRL vers l'EPL). Sur le plan politique, la disparition des formes civiles d'opposition au régime, effective dès le début des années soixante-dix, laisse un espace ouvert aux mouvements armés qui apparaissent comme la seule forme d'opposition structurée.

Comprendre les mouvements de guérilla comme l'expression la plus radicale de l'opposition au régime revient à interpréter l'existence de mouvements de guérilla par le degré d'ouverture ou de fermeture du régime politique et par la capacité des deux grands partis à représenter et canaliser les luttes sociales. Le *Frente Nacional* apparaît effectivement comme un régime politique clos : il repose sur l'accord des deux plus grands partis, le partage des postes électifs et une alternance programmée. L'instauration de cette forme pour le moins restreinte de pratique démocratique favorise le recours par les mouvements sociaux et politiques qui s'estiment peu ou pas représentés à des voies extralégales, et en particulier à la violence<sup>359</sup>.

---

<sup>359</sup> Cette interprétation a été longtemps dominante dans la sociologie politique colombienne. Les premières analyses se trouvent dans Comisión de Estudios sobre la Violencia, *Colombia : violencia y democracia*, Bogotá : Universidad



« L'inexistence d'espaces démocratiques réels pour les forces politiques différentes des deux grands partis bloquaient leurs aspirations à peser sur les décisions politiques hors des étroites voies prévues pour cela, ce qui a eu pour conséquence immédiate la 'désinstitutionnalisation' des luttes politiques, syndicales et sociales qui débordaient des cadres légaux et qui prenaient une dimension comparable aux formes de participation permise par la loi »<sup>360</sup>. En utilisant eux-mêmes cette analyse, reprise des théoriciens révolutionnaires, les mouvements de guérilla acquièrent dès lors une légitimité de fait et se posent en concurrents des partis dominants. Ils justifient leur recours aux armes par « l'épuisement des voies légales ».

Appliquée à la Colombie du *Frente Nacional*, cette interprétation trouve ses limites si elle se restreint à une lecture fonctionnelle, centrée sur le rôle des partis politiques comme relais des luttes sociales, qui ne serait plus assumé ni par le Parti libéral ni par le Parti conservateur pendant cette période. Leur accord organique de duopole sur tous les mécanismes de représentation, leur assure en effet l'accès automatique aux postes de responsabilité, sans besoins de prendre en compte les différents intérêts sociaux lors des élections<sup>361</sup>.

Pour être véritablement fertile, l'analyse doit être prolongée au-delà du simple rôle des partis politiques. Car, au contraire, l'accord renforce le rôle des deux partis. Assurés de l'accès aux postes de responsabilités, et donc aux ressources publiques, ces derniers peuvent consolider les relations clientélistes avec leurs bases sociales. Ce sont d'autres faiblesses du fonctionnement des institutions qui peuvent expliquer que l'espace laissé progressivement inoccupé par les deux

---

Nacional, 1987, 318 p. Voir également les travaux d'Eduardo Pizarro, en particulier, PIZARRO (Eduardo), « Democracia restringida y desinstitutionalización política », p.303-343, in MEDELLIN TORRES (Pedro), dir., La reforma del Estado en América Latina. Bogotá : FESCOL, 1989, 440 p. ; PIZARRO (Eduardo), « La guerrilla revolucionaria en Colombia », p.391-413, in SANCHEZ (Gonzalo), PEÑARANDA (Ricardo), Pasado y presente de la violencia en Colombia. Bogotá : CEREC, 1986, 413 p. et PIZARRO (Eduardo), « La insurgencia armada, raices y perspectivas », p.411-444, in LEAL BUITRAGO (Francisco), ZAMOSC (León), Al filo del caos : crisis política en la Colombia de los años 80. Bogotá : IEPRI, Tercer Mundo, 1990, 514 p.

<sup>360</sup> PIZARRO (Eduardo), « La guerrilla revolucionaria en Colombia », *op. cit.*, p.396.

<sup>361</sup> Pour une analyse fonctionnelle du rôle des deux partis dans une approche consociative, cf. DIX (Robert), Colombia, the political dimensions of change, *op. cit.* et DIX (Robert), « Consociational democracy, the case of Colombia », Comparative Politics, 12, 3, avril 1980, p.303-315.

formations politiques principales permette l'apparition d'acteurs armés. La participation prolongée des deux partis au pacte de gouvernement va modifier leur fonctionnement et leur influence sur la société. Les directions des deux partis étaient structurées très fortement selon des clivages idéologiques avant 1946. Elles se transforment avec le *Frente Nacional* davantage en élites gestionnaires pour lesquelles la logique de compétence administrative l'emporte sur celle de l'affiliation partisane. Les pratiques clientélistes, bases de l'irradiation des directions des partis vers les caciques locaux puis vers le reste de la société, suivent cette évolution, en reposant moins sur le vote, et donc sur l'affiliation partisane, et davantage sur le soutien à des décisions de politique macroéconomique. Les deux pratiques politiques qui soutenaient la compétition bipartisane, le vote et le clientélisme, perdent progressivement leur contenu représentatif pour ne devenir que les formes symboliques des institutions. La quasi-permanence des affiliations idéologiques aux élections témoigne ainsi davantage de la répétition figée et mécanique du vote que du bon fonctionnement des rouages clientélistes.

Accord entre deux partis qui perdent progressivement leur capacité d'encadrement de la société pour se transformer en gérants d'un État dont la présence est bien loin d'être comparable à celles des partis, le *Frente Nacional* se caractérise aussi par le « contrôle restreint qu'il exerce sur son environnement »<sup>362</sup>, espace de faible régulation et institutionnalisation politique où les conflits sociaux sont livrés à eux-mêmes et peuvent facilement dériver vers l'usage de la violence armée. Ces espaces en friche de régulation politique favorisent le développement de l'action des guérillas.

La continuité de mouvements de guérilla, exceptionnelle au regard du reste de l'Amérique latine, est ainsi élucidée. Il reste à analyser l'évolution et l'importance relative des

---

<sup>362</sup> PÉCAUT (Daniel), *Crónica de dos décadas de política colombiana*. Bogotá : Siglo XXI, 1988, p.21. Eduardo Pizarro répond aux thèses sur les limites de la « désinstitutionnalisation » en affirmant que ce n'était pas tant le degré de fermeture du régime qui explique le choix des armes, mais plutôt le fait que les insurgés percevaient ce régime comme très fortement fermé ; cf. PIZARRO (Eduardo), *Insurgencia sin revolución*. *op. cit.*, p.118 et sq.

guérillas par rapport aux autres acteurs armés et aux autres mobilisations sociales pour comprendre comment de mouvements locaux d'autodéfense, ils vont devenir la forme d'opposition la plus radicale au régime à la fin des années soixante-dix et surtout au début des années quatre-vingt. Le changement est loin d'être linéaire : luttes sociales et mouvements armés semblent ainsi connaître des évolutions non convergentes. Des mouvements sociaux revendicatifs relativement structurés et autonomes apparaissent alors. Les mouvements étudiants de 1969 à 1974, les mobilisations agraires de la *Asociación Nacional de Usuarios Campesinos*, (ANUC) lors de la mise en place d'une esquisse de réforme agraire dans les années 1970-72, la multiplication des « *paros cívicos* » en 1974-75, le nombre croissant de grèves, de plus en plus longues et dures, entre 1975 et 1977, dans de nombreux secteurs de l'industrie (en particulier à Ecopetrol en 1976) culminent dans la grève générale du 14 septembre 1977. Les mouvements de guérilla se montrent néanmoins incapables de les inciter, voire de les saisir, pour parvenir à déstabiliser le régime<sup>363</sup>, alors même que ce dernier rencontre des difficultés à se renouveler après la fin formelle du *Frente Nacional* (1974). La fin de la présidence de Alfonso López Michelsen, est marquée pourtant par une « crise morale » alimentée par les habituels conflits entre les différentes factions partisans auxquels s'ajoutent les tensions avec les groupes économiques et l'armée (suite en particulier aux mises à la retraite de manière anticipée des généraux Valencia Tovar en mai 1975 et Matallana en décembre 1977). Une telle situation ne se traduit pas pour autant en renforcement politique et militaire des mouvements de guérillas<sup>364</sup>.

---

<sup>363</sup> Ainsi, les déclarations des principales autorités publiques lors de la grève du 14 septembre 1977 la qualifiant de « petit 9 avril » (Alfonse López Michelsen), ou d'« authentique subversion suscitant terreur et panique » (El Tiempo), relèvent, à l'image des discours dans les années cinquante d'Alvaro Gomez Hurtado sur le danger des « républiques indépendantes », davantage d'une crainte des élites dirigeantes dans une situation de faiblesse que d'une véritable situation pré-insurrectionnelle créée par les groupes de guérilla.

<sup>364</sup> PÉCAUT (Daniel), « La Colombie de 1974 à 1979 : du 'mandat clair' à la 'crise morale' », Problèmes d'Amérique latine, 52, 1979, p.7-56.

#### 4) Les résultats paradoxaux d'une politique répressive

La présidence de Julio César Turbay (1978-1982) est caractérisée par une plus forte relation entre l'évolution des différents groupes de guérilla et le comportement des autorités politiques, et par une évolution décisive de la place occupée par les mouvements révolutionnaires armés. Mais ce changement n'est pas imputable à un renforcement significatif des moyens d'actions des guérillas. Il provient de deux phénomènes différents dont les effets conjugués vont affecter particulièrement les groupes de guérilla.

La généralisation de la culture et du trafic de drogues dans le pays dans les années soixante-dix a pour corollaire la diffusion de la violence et de la corruption<sup>365</sup>. Hausse de la délinquance, des extorsions et des séquestres, scandales de corruption ou de malversations ne sont alors que les manifestations visibles de cette situation. Or la lutte contre l'insécurité constitue un des thèmes principaux de la campagne du candidat libéral et une des premières politiques à être mises en œuvre après les élections, sous la forme de l'*Estatuto de Seguridad*, promulgué le 6 septembre 1978, en vertu des dispositions constitutionnelles sur l'état de siège. Plus que le recours aux mesures d'exception, pratique courante dans les institutions colombiennes, l'emphase utilisée et la manière dont le problème est présenté rendent compte de la vision du président Turbay. En effet, le texte, au nom de la lutte contre l'insécurité, est essentiellement orienté vers la lutte antisubversive. Il est doublé peu après par la revitalisation de l'article 28 de la Constitution, tombé en désuétude, qui permet l'arrestation temporaire de toute personne suspecte de mettre en cause l'ordre public. Cette interprétation de la violence et de l'insécurité comme provenant exclusivement des groupes de guérilla est nouvelle dans cette dimension. Elle est renforcée par deux événements, déjà mentionnés, l'assassinat de l'ancien

---

<sup>365</sup> Une étude de Fedesarrollo de 1978 estime que les revenus de la drogue en 1977, que ce soit la production et vente de marijuana, ou de plus en plus la transformation de la coca produite dans d'autres pays andins, s'élevaient à 600 millions de dollars, soit un tiers des exportations de café. Cf. *ibid.*

ministre de l'Intérieur du gouvernement de López Michelsen, Rafael Pardo Buelvas, par le groupe ADO, le 12 septembre 1978, et le vol de plusieurs milliers d'armes du dépôt de l'armée du *Cantón Norte* à Bogotá par le M-19 le 1<sup>er</sup> janvier 1979. De leur côté, les FARC et le ELN reprennent leurs actions de façon plus importante, même leurs effets demeurent localisés.

Ces différents événements ne traduisent pourtant en aucune façon une montée en force des groupes insurrectionnels, ni même une montée de la violence politique et une polarisation semblable à celle du Salvador qui, en 1979, se trouve dans une situation pré-insurrectionnelle<sup>366</sup>. Les guérillas colombiennes demeurent faibles, tant en effectifs qu'en matériel. Mais, sans doute pour la première fois dans l'histoire politique contemporaine du pays, elles sont considérées comme une des préoccupations majeures d'un gouvernement et font l'objet d'un traitement et d'une politique spécifiques. L'ampleur des arrestations arbitraires et de la torture<sup>367</sup> contre le M-19, mais également contre toute forme de subversion, voire contre toute critique à la politique mise en œuvre, et l'appui dont bénéficie le gouvernement au sein des élites politiques et économiques sur la politique menée, au moins dans ses débuts, approfondissent l'impression que le pays se polarise autour du conflit entre l'État et les guérillas.

Cette forme de reconnaissance est pourtant paradoxale : elle n'est pas due à l'intensité de l'action des guérillas ni à un appui populaire à leur projet, mais plutôt aux politiques mises en

---

<sup>366</sup> À cette période, le parallèle n'est pas fait en Colombie avec la crise centraméricaine. La comparaison est réalisée davantage avec les disparitions pendant la dictature argentine, et surtout avec la situation de l'Uruguay entre 1972 et 1976, où le président Bordaberry, élu de manière démocratique, laissa de plus en plus les mains libres à l'armée dans la répression de la guérilla des *Tupamaros* et de toute la gauche en général, jusqu'au coup d'État de 1976. Le parallèle repose sur le fait qu'il s'agit de régimes démocratiques civils qui connaissent une dégradation de la situation du respect des droits fondamentaux. Les militaires colombiens n'ont jamais eu ni l'ambition, ni les moyens d'effectuer un coup d'État. Cf. CHERNICK (Mark), « Negotiated settlement to armed conflict : lessons from the colombian peace process », *op. cit.*, p.57-8.

<sup>367</sup> Les sources officielles font état de 60 000 arrestations entre 1978 et 1979, Eduardo Pizarro les estime à 82 000 sur toute la présidence Turbay (PIZARRO (Eduardo), « La insurgencia armada, raices y perspectivas », *op. cit.*, p.431). L'usage de la torture est dénoncé par des instances non gouvernementales, par des journaux comme l'*Espectador* dès novembre 1979, par des commissions parlementaires et des Forums sur les Droits de l'Homme au printemps 1980, et par la première enquête menée par Amnesty International en Colombie en 1979-80 (cf. Recomendaciones al gobierno colombiano de una misión de Amnesty Internacional a la República de Colombia, Londres : Amnesty International, 1980). Il n'est officiellement reconnu par un jugement du Conseil d'État colombien qu'en 1985.

œuvre contre elles. Elle ne se traduit pas dans un premier temps par un renforcement de leur présence ou de leur action, mais se construit sur l'affaiblissement du fonctionnement des institutions démocratiques, désormais critiquées également en matière de respect de l'État de droit et de violations des Droits de l'Homme, domaine dans lesquels leur action était jusqu'alors plutôt correcte. Toute aggravation de la situation de violence dans le pays contribue ainsi à rendre la visibilité des actions des guérillas des années 1980-81 surdimensionnée par rapport à leur véritable force.

Le contexte général de violence s'aggrave effectivement à partir de 1980, même si les guérillas ne sont que partiellement responsables de cette situation. Le M-19, affaibli par la détention d'un grand nombre de ses membres à la suite du vol des armes, multiplie néanmoins des actions d'éclat. L'occupation de l'ambassade de la République dominicaine à Bogotá entre le 27 février et le 27 avril 1980, menée pour la libération des guérilleros arrêtés et jugés, avec la détention du nonce apostolique et d'une quinzaine d'ambassadeurs, dont celui des États-Unis<sup>368</sup>, ne parvient pas au but recherché initialement, mais offre une tribune internationale de grande ampleur à la guérilla. La résolution négociée de cette opération permet tant au M-19 qu'au gouvernement de proposer pour la première fois une solution de dialogue au conflit armé. Forte de ce qu'elle considère comme un succès, l'organisation multiplie les actions les plus variées entre février et mai 1981 : occupation de Mocoa, capitale du Putumayo, tentative de débarquement d'un groupe de 150 combattants dans les côtes pacifiques du Nariño<sup>369</sup>, transports de chargements massifs d'armes par bateau et avion. L'ensemble de ces actions démontre que le

---

<sup>368</sup> L'ambassadeur des États-Unis publie son récit de cet événement quelques années plus tard in ASECIO (Diego), *Terror en la Embajada*. Bogotá : Norma, 1983, 259 p.

<sup>369</sup> Rapidement encerclé par l'armée, le groupe fuit en Équateur, d'où l'armée le remet directement aux autorités colombiennes. Cette action conduit à la rupture des relations diplomatiques entre la Colombie et Cuba, accusée d'avoir armé et entraîné les guérilleros débarqués. Si cette décision traduit surtout l'alignement pro-américain de la politique extérieure colombienne pendant la présidence Turbay (appui au Royaume-Uni pendant la guerre des Malouines), elle est significative également de la vision du gouvernement pour lequel la violence est liée à l'existence de guérillas, résultat de la volonté de Cuba de déstabiliser l'Amérique latine. Le gouvernement Turbay entretient par ailleurs d'excellentes relations avec l'Union Soviétique.

M-19 cherche à tirer parti de sa célébrité nouvelle en menant des opérations importantes dans des zones rurales. Ces initiatives, très coûteuses en combattants et en ressources, soulignent également les difficultés de ce mouvement et surtout l'éloignement de sa perspective initiale, centrée sur les institutions étatiques. De même, les FARC mènent des combats de forte intensité, dans une perspective désormais offensive, dans le Cauca, la région de l'Urabá, le Huila, et le Caquetá. Ces deux derniers départements sont le lieu de très vifs combats, et l'armée concentre jusqu'à 10 000 hommes dans le premier et 7 000 dans le deuxième.

Le contexte international ne suffit pas pour expliquer cette hausse du niveau d'activité des guérillas. La victoire des sandinistes puis l'insurrection salvadorienne constituent effectivement une source d'émulation pour les guérillas colombiennes. Mais, du moins jusqu'en 1982, le conflit colombien demeure éloigné de la crise en Amérique centrale. Les seuls éléments de son internationalisation sont les relations entre Cuba et le M-19 qui relèvent d'un appui logistique davantage que d'une véritable stratégie d'internationalisation de la révolution<sup>370</sup>.

Le dynamisme des guérillas colombiennes au tournant des années quatre-vingt résulte principalement de l'accroissement généralisé de la violence dans le pays. La relation entre le développement de la culture et du trafic de drogue et l'expansion de la guérilla doit évidemment être lue au regard de la diversité des situations régionales. Mais il n'en demeure pas moins que pendant cette période le développement de nouveaux fronts des organisations existantes est particulièrement intense dans les zones où la culture et la transformation de la coca croissent de manière très importante, comme au Caquetá et au Putumayo. Le lien est d'autant plus fort que durant les années soixante-dix, les FARC se sont renforcées dans les zones de colonisation agricole, qui correspondaient en grande partie à ce moment-là à des zones de culture de la

---

<sup>370</sup> Cuba a soutenu le M-19, particulièrement à ce moment-là, davantage que tout autre mouvement de guérilla en Colombie. Sur ce point, cf. CASTAÑEDA (Jorge), *La utopía desarmada*, *op. cit.* p.132-34.

coca<sup>371</sup>. Cette conjonction de la culture de drogue et de l'apparition de groupes de guérillas fait surgir d'autres formes de violence, comme les organisations paramilitaires, plus ou moins autonomes de l'armée, pratiquant une violence antisubversive de grande ampleur, et ne se limitant plus à être de simples gardes armées des grands propriétaires. En décembre 1981, la création du groupe paramilitaire *Muerte a Secuestradores* à Cali, témoigne de l'apparition d'une « guerre sale » et du développement d'une violence aux figures multipliées et aux relations entre elles chaque fois plus complexes.

Les groupes de guérillas se sont maintenus en dépit des actions de l'armée dans les années soixante, puis dans les années soixante-dix, se sont affrontées plus directement aux institutions étatiques, dans le cas des organisations plus récentes, ou ont entrepris des actions plus offensives, dans le cas des groupes plus anciens. De ce fait, ils constituent de plus en plus un défi pour la stabilité des institutions colombiennes. Mais, contrairement à la situation centraméricaine, la menace ne se traduit pas par la possibilité d'une insurrection généralisée. Il est vrai que le niveau de violence dans lequel le président Turbay va laisser le pays à la fin de son mandat est bien plus élevé que lors de sa prise de possession. Mais cela n'est dû qu'en partie aux actions de la guérilla. Celle-ci s'est effectivement renforcée en effectifs<sup>372</sup>, et elle a acquis surtout un statut politique de premier plan. La politique de sécurité menée par l'exécutif, dirigée explicitement contre la subversion, lui a conféré indirectement une reconnaissance implicite.

Il en va de même avec les brèves tentatives de dialogue et d'amnistie. En juillet 1980, le président Turbay propose un premier projet de loi d'amnistie. Après discussions, le projet est adopté par le Congrès le 23 mars 1981 (loi 37) : il stipule que tout guérillero sera amnistié s'il dépose ses armes dans les quatre mois suivants, sans possibilité de négocier ou amender les

---

<sup>371</sup> Sur ce sujet voir JARAMILLO (Jaime), MORA (Leonides), CUBIDES (Fernando), Colonización, coca y guerrilla. Bogotá : Universidad Nacional, 1986, 239 p.

<sup>372</sup> Ainsi le nombre de « fronts » des FARC passe de 9 en 1979 à 27 en 1983, cf. PÉCAUT (Daniel), « Crise, guerre et paix en Colombie », Problèmes d'Amérique latine, 84, 2<sup>e</sup> trimestre 1987, p.8



termes de cette amnistie, et sans perspective de dialogues ou négociations. L'état de siège ne sera levé qu'en cas de succès de cette mesure. La proposition, qui fait suite à la résolution négociée de la prise de l'ambassade de la République dominicaine, n'est en soi pas exceptionnelle. Par le passé, d'autres lois d'amnistie ont été votées, dans la tradition de l'arrangement des conflits par des « *gentlemen's agreements* »<sup>373</sup>. Le président Turbay ne fait ici qu'étendre à des mouvements armés révolutionnaires des mesures qui avaient permis par le passé la continuité des institutions face à des remises en causes conjoncturelles : en faisant voter un texte qui ne fait que proposer le pardon à un groupe affaibli, il rassure le pays en démontrant que le rapport de force politique lui est favorable. Rejetée par les différents groupes armés et par le Parti communiste, critiquée par les secteurs les plus ouverts du Parti libéral, la loi ne parvient pas aux effets escomptés.

Le M-19, tout en poursuivant ses actions armées, avait de son côté lancé plusieurs appels à la négociation, et convoqué en particulier un dialogue national au Panamá. Là encore, les initiatives ne semblent pas exceptionnelles, caractéristiques d'un mouvement qui a pratiqué en parallèle l'invective des autorités publiques et le recours à des actions armées. Ce dialogue de sourds entre le gouvernement et le M-19 a néanmoins un effet inattendu, en permettant des débats publics sur la nécessité de trouver une solution négociée au conflit. Les thèmes de discussion évoluent en effet au tournant de 1980 de la critique du gouvernement sur les questions de la justice et du respect des Droits de l'Homme au problème du conflit armé et de sa nécessaire résolution par des voies négociées.

Le projet présidentiel d'amnistie avait fait l'objet d'une contre-proposition émanant du *Foro para los Derechos Humanos* qui proposait une amnistie moins stricte. Le caractère restreint

---

<sup>373</sup> Les amnisties de 1953, 1954 et 1958, déjà évoquées, avaient ainsi permis de mettre fin aux affrontements bipartisans de la *Violencia*. Des amnisties ont été aussi décrétées en 1967 (mouvement des universités) et 1973 (grève à Ecopetrol). Sur l'usage des amnisties en Colombie, en particulier dans les années cinquante, voir « Las raíces históricas de la amnistía o las etapas de la guerra en Colombia », p.217-275 in SANCHEZ (Gonzalo), Ensayos de historia social y política del siglo XX. Bogotá : El Ancora, 1985, 275 p. Sur une perspective plus large,

du texte adopté, conduit de nombreuses personnalités de divers horizons à publier en juillet 1981, une lettre ouverte par laquelle ils demandent qu'une solution politique au conflit et qu'un dialogue avec les organisations armées soient recherchés. La lettre est signée par l'ancien général Matallana, l'ancien président Dario Echandía, le dissident libéral Luis Carlos Galán, et l'ancien ministre des affaires étrangères, Alfredo Vásquez Carrisoza. En octobre, le président Turbay décrète la constitution d'une *Comisión Nacional de Paz*, dirigée par l'ancien président Carlos Lleras Restrepo<sup>374</sup> et dont les membres sont censés représenter la diversité sociale et politique de la société colombienne. Là encore, le recours à ce genre de solutions n'est pas entièrement nouveau : il rappelle en effet l'époque de la *Violencia*<sup>375</sup>, l'intensité du conflit et sa résolution au niveau central par le pacte entre les deux partis et par l'œuvre médiatrice de la *Comisión de Paz*. Mais de ce fait, l'initiative présidentielle concourt à officialiser le parallélisme entre la violence des années cinquante et celle qui commence à se généraliser à la fin des années soixante-dix.

Les travaux de la commission dirigée par Carlos Lleras portent principalement sur trois domaines. D'une part, le respect des droits de l'homme, à travers l'assouplissement des mesures mises en place dans le *Estatuto de Seguridad*. D'autre part, la proposition d'une nouvelle amnistie afin que les groupes armés renoncent à l'usage de la violence. Enfin, à partir du constat de l'existence de conditions de pauvreté et sous-développement qui favorisaient l'insurrection, la mise en place de politiques sociales dans les zones les plus affectées par la violence<sup>376</sup>. Sur les

---

voir AFANADOR ULLOA (Miguel Angel), *Amnistías e indultos*. Bogotá : ESAP, 1993, 198 p. où la période Turbay est traitée particulièrement dans les p.67-84.

<sup>374</sup> Après la fin de sa présidence, Carlos Lleras était resté très influent au sein du Parti Libéral, sur une position réformatrice et modernisatrice, en particulier à partir de sa revue *Nueva Frontera*. Tout en restant au sein du Parti, il apportait un soutien au courant du *Nuevo Liberalismo*, et en particulier à Luis Carlos Galán.

<sup>375</sup> En mai 1958, au moment du passage du pouvoir entre la junte militaire qui avait succédé au général Rojas Pinilla et le premier président du *Frente Nacional*, Alberto Lleras, et pour sceller la réconciliation entre Libéraux et Conservateurs, une *Comisión de Paz* ou *Comisión Nacional Investigadora de las Causas de la Violencia* avait été mise en place (décret 942 du 27 mai 1958), afin de rechercher les causes de la violence et de servir de médiateur avec les groupes encore mobilisés. Les conclusions de cette commission sont rassemblées in GUZMAN CAMPOS (Germán), FALS BORDA (Orlando), UMAÑA LUNA (Eduardo), *La violencia en Colombia*. *op. cit.*

<sup>376</sup> Cf. entretien avec Carlos Lleras Restrepo, in BEHAR (Olga), *Las guerras de la paz*, Bogotá : Planeta, 1986, p.314-318

deux premiers aspects, le gouvernement reprend les travaux de la Commission. Les décrets d'application de l'article 28 de la Constitution viennent réglementer les conditions d'arrestation (décret 3642 de 1981). La mise en œuvre d'une nouvelle amnistie (décret 474 du 19 février et 1008 du 11 avril 1982), plus ouverte que la précédente, établit en particulier que l'armée devra cesser ses actions dans les régions où les guérilleros auront décidé de déposer les armes.

Mais les propositions les plus novatrices, portant sur la recherche du dialogue direct avec les mouvements de guérilla, achopperont rapidement à la fois sur l'intransigeance militariste de la guérilla et surtout sur l'opposition convergente du Président Turbay et de l'armée. La Commission avait en particulier esquissé des contacts avec le M-19 ; celui-ci apparaissait alors comme le plus dynamique et il s'était exprimé à plusieurs reprises en faveur du dialogue et de l'abandon des armes si le gouvernement décrétait une amnistie large et généreuse. Lors de son rapport final du 23 mars 1982, la Commission demande au gouvernement d'établir des sauf-conduits aux principaux dirigeants de la guérilla pour faciliter la possibilité d'une rencontre. Le 21 avril, Carlos Lleras écrit au président Turbay en suggérant le chemin à suivre pour réussir une réincorporation à la vie civile du M-19 et sollicite la possibilité d'une rencontre directe avec les dirigeants de ce mouvement. L'opposition de l'exécutif, des dirigeants du Parti conservateur et de l'armée, entraîne la démission des membres civils de la Commission le 13 mai 1982 et la fin de cette tentative de dialogue<sup>377</sup>.

Entre l'élection présidentielle du 30 mai qui voit la victoire de Belisario Betancur et la prise de possession du nouvel élu, le 7 août, le président Turbay lève l'état de siège (décret 1674 du 4 juin 1982). La mesure prenant effet le 20 juin, les six dernières semaines de son mandat

---

<sup>377</sup> Voir la lettre de démission publiée in *El Tiempo*, 15 mai 1982, p.1A et 6A. Le Président Turbay avait mis en avant la contradiction entre la politique menée jusqu'alors et de possibles rencontres directes, ainsi que le caractère partiel du dialogue, qui n'incluait que le M-19. Des raisons davantage liées à la conjoncture politique sont également avancées, les élections législatives ayant lieu en mars, l'élection présidentielle étant prévue pour le 30 mai, un succès éventuel de Carlos Lleras dans la négociation avec la guérilla pouvait favoriser la candidature de Luis Carlos Galán contre celle d'Alfonso López, dans un contexte de division des voix libérales.

auront été les seules pendant lesquelles le pays aura vécu sans état de siège ; elle est avant tout symbolique, puisqu'elle aurait de toutes façons été décidée par le nouveau président, et permet néanmoins la libération rapide de plusieurs dirigeants du M-19.

L'affrontement entre les forces de l'ordre et les guérillas a significativement changé de dimension entre le moment de la stigmatisation des « *Repúblicas Independientes* » et des actions contre Marquetalia, qui marquent le moment où les mouvements révolutionnaires deviennent des acteurs autonomes des affrontements bipartisans de la *Violencia*, et les premiers mois de la présidence de Belisario Betancur en 1982, qui donnent à ces mouvements une visibilité particulière. Les guérillas se sont multipliées, avec des orientations idéologiques diverses, mais sans création d'un organe unique de coordination. Elles se sont renforcées en effectifs<sup>378</sup> et en capacité militaire. Elles se sont surtout transformées en acteurs politiques capables de critiquer l'action de l'État, de proposer des alternatives aux politiques gouvernementales, de mettre en lumière les défaillances chaque fois plus importantes des institutions du *Frente Nacional*.

« D'un phénomène chronique mais marginal, enraciné dans la tradition de violence et dans les conflits pour la terre, (le problème des guérillas) se transforme en composante d'un processus qui, pour la première fois, affiche pour objectif la lutte pour le pouvoir »<sup>379</sup>. La relation entre l'État et les guérillas s'inscrit désormais dans une double confrontation, à la fois politique et militaire. Ainsi, la revendication du dialogue national, où chaque secteur de la société est convié à s'exprimer, antienne de certains groupes de lutte armée, est reprise par le nouveau Président, et symbolise cette nouvelle dimension du conflit. Espace hors des institutions, il doit être le lieu de résolution des défaillances de celles-ci, tout en étant soumis aux pressions militaires des groupes qui en sont les instigateurs.

---

<sup>378</sup> Le général Landazabal, alors ministre de la Défense estime en 1984 les effectifs des mouvements de guérilla à 15 600 hommes, dont 12 500 pour les FARC. Cf. ALAPE (Arturo), *La paz, la violencia*, *op. cit.* p.462.

<sup>379</sup> Cf. PÉCAUT (Daniel), « Crise, guerre et paix en Colombie », *op. cit.*, p.8

**Carte 2 : Carte du Salvador**



Map No. 3663 UNITED NATIONS August 1995

Department of Public Information Geographical Section

*SALVADOR : LA LENTE MISE EN PLACE DU MODELE CENTRAMERICAIN DE LUTTE POUR LA PRISE DU POUVOIR : REMPLACER L'ÉTAT BOURGEOIS*

Au contraire de la Colombie, le cas salvadorien, et en particulier l'émergence et l'évolution de la guérilla, est mieux connu. Le niveau plus important d'organisation atteint par le FMLN, paradigme du « modèle centraméricain » de la révolution, le surprenant échec de l'insurrection, la durée de la confrontation armée, l'importance de l'engagement des États-Unis dans le conflit, la mise en scène internationale de sa résolution, la réussite exemplaire de la conversion de la guérilla en parti politique ont contribué à faire du cas salvadorien un terrain abondamment travaillé. Et il est significatif qu'un certain nombre de travaux aient traité quasi exclusivement de l'émergence de la guérilla et des années qui ont précédé l'insurrection, pour essayer de comprendre cette situation comme une conjoncture révolutionnaire<sup>380</sup>, ou pour au contraire dénier ce caractère à la situation salvadorienne<sup>381</sup>.

Le propos consiste davantage ici à analyser, à l'instar de ce qui vient d'être fait pour la situation colombienne, l'émergence et l'évolution des mouvements révolutionnaires, dans la perspective de comprendre les modalités de leur relation à l'État. Cette situation semble beaucoup plus évidente que dans la situation colombienne, tant la répression de l'insurrection de 1932, à laquelle le Parti communiste avait appelé, a scellé la nature du régime, pour les quarante années qui suivirent, le fondant sur la peur partagée d'une nouvelle révolte communiste. Les maigres espaces de participation politique et syndicale ont obligé l'opposition à l'exil ou à la clandestinité. Si cette situation a radicalisé d'emblée les mouvements révolutionnaires, elle les a

---

<sup>380</sup> Le terme étant entendu par les auteurs dans une perspective académique. Trois ouvrages importants sur le contexte antérieur à 1979 sont CABARRUS (Carlos Rafael), *Génesis de una revolución. op. cit.*, DUNKERLEY (James), *The long war*. London : Verso, 1983, 264 p. et GORDON (Sara), *Crisis política y guerra en El Salvador*. Mexico : Siglo XXI, 1989, 347 p. ; on peut également citer des travaux plus généraux sur l'Amérique centrale mais faisant de larges développements sur la situation avant 1979, cf. ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale. op. cit.*; et DUNKERLEY (James), *Power in the isthmus*. London, Verso, 1988, 691 p.

obligé néanmoins, dans les années soixante-dix, à adopter une stratégie beaucoup plus pragmatique, où l'organisation des masses a précédé la lutte armée. Mais dans un contexte où l'opposition démocratique était structurée sur plusieurs clivages, le projet révolutionnaire n'est pas parvenu à s'imposer comme la seule source de contestation.

### 5) La *Matanza*, insurrection mythique, creuset d'un régime

Comme en Colombie, le surgissement des mouvements révolutionnaires et la progressive importance qu'ils acquièrent trouvent leur explication dans la conjonction de l'histoire nationale et de l'influence internationale. Ce dernier facteur est bien plus important qu'en Colombie, parce que le Salvador est devenu un des lieux de la guerre froide dans les années quatre-vingt. La « contagion révolutionnaire » joue un rôle non négligeable dans la formation même des mouvements, mais sans qu'il soit possible de considérer pour autant l'existence des guérillas au Salvador seulement comme le résultat des velléités prosélytes du mouvement communiste international. Le surgissement de mouvements de guérilla ne peut non plus s'expliquer ni comme une simple réaction à un régime politique reposant sur une entente entre une oligarchie terrienne, nationale et bien structurée, et l'armée, ni à l'absence d'ouvertures possibles à d'autres secteurs au sein de cet accord. Saisir le surgissement des mouvements révolutionnaires armés au confluent de cette double influence permet de montrer que l'objectif de la prise du pouvoir et dès lors la confrontation directe avec l'État étaient bien présentes dès l'origine, contrairement aux cas colombien. Il ne revêt néanmoins dans un premier moment qu'un aspect purement rhétorique, tant les mouvements de guérilla demeurent marginaux. Ce sont les modalités

---

<sup>381</sup> cf. GRENIER (Yvon), *Guerre et pouvoir au Salvador*. Sainte-Foy : Presses Universitaires de Laval, 1994, 350 p., GRENIER (Yvon), *The emergence of insurgency in El Salvador*. Basingstoke : Macmillan, 1999, 222 p. et BATAILLON (Gilles), *Violence et politique en Amérique centrale*. *op. cit.*

nationales et internationales de la dégénérescence progressive du « despotisme réactionnaire »<sup>382</sup> qui permettent d'analyser combien cette thématique devient centrale au fur et à mesure que la guérilla se renforce et qu'elle se présente comme une des alternatives au régime en place.

L'émergence des guérillas, quoique récente, s'explique à la fois par l'existence et l'évolution de mouvements révolutionnaires (partis et syndicats) qui agissent dans un premier temps de façon légale, puis choisissent la voie des armes dans un contexte de violence et d'usure des institutions. La continuité entre les guérillas des années quatre-vingt et l'histoire nationale et centraméricaine des mouvements révolutionnaires s'impose d'autant plus que l'organisation de direction unifiée des mouvements de guérilla créée en octobre 1980 a pris le nom du premier secrétaire général du *Partido Comunista de El Salvador* (PCS), Agustín Farabundo Martí. L'exécution le 1<sup>er</sup> février 1932, peu après avoir appelé à l'insurrection générale, de celui qui avait été le collaborateur de César Augusto Sandino pendant la résistance à la présence des *marines* nord-américains au Nicaragua, annonçait la *Matanza*, terrible répression qui allait suivre<sup>383</sup>. Le rappel du lien avec les mouvements des années 1930 revêt une symbolique politique importante<sup>384</sup>, mais une validité historique qu'il convient de reconsidérer.

Du début des années vingt à 1932 des mouvements populaires se développent au Salvador. Constitués d'abord en unions d'artisans ou de paysans, les syndicats locaux se regroupent en 1924 au sein de la *Federación Regional de Trabajadores de El Salvador*. Des politiques sociales et des instances de négociations ont même été mises en place par le pouvoir

---

<sup>382</sup> Cf. BALOYRA (Enrique), « Reactionary despotism in Central America », *op. cit.* Sur l'évolution et la crise de ce modèle dans le cas spécifique du Salvador, et par le même auteur, cf. BALOYRA (Enrique), El Salvador in transition. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1982, 236 p.

<sup>383</sup> Sur la *Matanza*, cf. ANDERSON (Thomas), Matanza : El Salvador's communist revolt of 1932. Lincoln, University of Nebraska, 1981 (1<sup>ère</sup> éd. 1971), 175 p. ; sur l'insurrection cf. DALTON (Roque), Miguel Mármol, los sucesos de 1932 en El Salvador. San Salvador : EDUCA, 1972, 559 p. ; sur le contexte politique cf. GUIDOS VEJAR (Rafael), El ascenso del militarismo en El Salvador. San Salvador : UCA, 1980, 156 p.

<sup>384</sup> La figure de Farabundo Martí est doublement symbolique de la continuité revendiquée par le FMLN. Les guérillas des années 1980 ont cherché à rappeler leur liens avec l'histoire nationale, ou régionale dans le cas de l'Amérique centrale, rompant ainsi avec l'aspect froid et impersonnel des mouvements des années soixante. Par



dans les années vingt. Le PCS est créé en 1929. Son action est plus significative auprès des organisations paysannes et des *cofradías* indiennes de l'ouest du pays. Les secteurs ouvriers de la capitale appuient, du moins jusqu'à l'élection présidentielle de 1931, plutôt Arturo Araujo, le dirigeant du *Partido Laborista*, membre de l'élite caféière, qui cherche à convaincre ses compatriotes des vertus du travaillisme britannique.

Ce dernier accède au pouvoir lors des premières élections présidentielles réellement ouvertes, en mars 1931, après une campagne aux accents réformistes. Un programme de gouvernement aux accents volontaristes ne débouche sur aucune réforme véritable, en partie à cause des effets de la crise économique mondiale. Cela provoque en réaction de nombreuses manifestations et grèves ouvrières et paysannes, malgré la répression dont elles font l'objet. L'oligarchie caféière s'inquiète à son tour, d'autant qu'elle est touchée par la baisse des prix mondiaux du café. Le gel des salaires des fonctionnaires et en particulier des militaires sert de prétexte à un coup d'État militaire le 2 décembre 1931, au cours duquel les jeunes officiers putschistes confient le pouvoir au vice-président, le général Maxiliano Hernández Martínez. Celui-ci se trouve confronté pendant quelques mois à une intense mobilisation sociale, en particulier paysanne, aux velléités des partisans d'Arturo Araujo de revenir au pouvoir, et à la nécessité d'obtenir des États-Unis la reconnaissance diplomatique d'un gouvernement *de facto*<sup>385</sup>.

L'insurrection de janvier 1932 lui donne l'occasion de régler l'ensemble de ces problèmes et d'instituer un régime politique qui tiendra jusqu'à 1979. Des élections locales sont en effet convoquées en janvier 1932. Le Parti communiste y participe, présente de nombreux candidats, en particulier des dirigeants indiens dans l'ouest du pays, et obtient des résultats

---

ailleurs, à la différence d'Augusto Sandino, Farabundo Martí a été un dirigeant communiste, marquant ainsi la plus forte affiliation idéologique de la guérilla salvadorienne par rapport aux mouvements nicaraguayens.

<sup>385</sup> Afin d'assurer la stabilité politique de l'Amérique centrale, les États-Unis refusent à partir de 1923 de reconnaître tout gouvernement sans légitimité constitutionnelle.

significatifs. L'annulation de l'élection constitue pour le PCS l'occasion d'appeler à une insurrection générale pour le 22 janvier. En réalité, les mobilisations paysannes se sont déjà étendues et dépasse largement l'influence communiste. L'arrestation et exécution du secrétaire général du PCS, la liquidation rapide des quelques cellules qui existaient au sein de l'armée, la désorganisation du parti, limitent rapidement le contrôle du Parti sur l'insurrection. Celle-ci se développe néanmoins, principalement dans l'ouest du pays ; les insurgés, paysans indigènes armés de *machetes*, révoltés contre leurs conditions de travail et la baisse de leurs salaires, qui ont été divisés par quatre en deux ans, réussissent à s'emparer de quelques villes. La répression massive et sauvage de l'armée, et d'une « garde civique » constituée pour l'occasion par les propriétaires terriens, vient y mettre tragiquement fin, en faisant en quelques semaines entre 10 et 20 000 victimes parmi la population indigène<sup>386</sup>. L'événement structure le Salvador contemporain à plusieurs titres, mais ne constitue en aucun cas une tentative insurrectionnelle de caractère révolutionnaire. « Saturnales indigènes écrasées dans le sang plutôt que 'révolution communiste' manquée, telle est la coloration réelle que la répression donne au soulèvement »<sup>387</sup>.

L'intensité du massacre et la destruction des structures d'organisation de la population indigène parviennent à faire pratiquement disparaître les cultures indigènes du pays<sup>388</sup>. La mémoire historique de cet événement, et la peur de sa reproduction, marquent encore le Salvador un demi-siècle plus tard, aussi bien dans la région affectée<sup>389</sup>, que dans le comportement de

---

<sup>386</sup> Evidemment objet de polémique, le nombre précis de victimes est inconnu. Les autorités reconnaissent 2 000 exécutions, le Parti communiste parlant de 30 à 40 000, le nombre probable se situant entre 10 et 20 000. Cf. GORDON (Sara), *Crisis política y guerra en El Salvador*. *op. cit.*, p.65. La population du Salvador était alors de 1,5 millions d'habitants, parmi lesquels entre 25 et 30 % d'indigènes. C'est donc entre 5 et 10 % de la population indigène qui est éliminée brutalement.

<sup>387</sup> ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*. *op. cit.*, p.69.

<sup>388</sup> Bien que la population y soit historiquement plus métissée qu'au Guatemala, pour des raisons liées à la fois au degré d'organisation des cultures précolombiennes, et au système de colonisation qui n'impose pas de sites différenciés d'habitat entre indigènes et métis, la population indigène du Salvador était estimée à 27 % de la population totale à la fin des années 20. Après 1932, elle devient, par intégration forcée et peur de représailles, statistiquement et socialement inexistante.

<sup>389</sup> Timothy Wickham-Crowley considère que la mémoire de la répression de 1932 est un des facteurs qui permettent d'expliquer pourquoi les habitants, en particulier ruraux, des zones occidentales du pays (départements de

l'oligarchie terrienne<sup>390</sup>. En ce qui concerne le fonctionnement du régime politique et les sources de sa contestation, deux conséquences politiques majeures sont à souligner, l'interdiction de toute contestation politique et la mise en place d'un accord entre militaires et oligarchie terrienne pour le partage du pouvoir.

Les organisations politiques et syndicales sont en effet interdites, la diffusion d'idées « anarchiques ou susceptibles de troubler l'ordre politique, économique et social » prohibée, une surveillance de la circulation des travailleurs et des rassemblements mise en place rapidement. Si les syndicats ouvriers retrouvent droit de cité quelques années plus tard, d'abord sous la forme d'instances corporatives, ainsi que les partis d'opposition, l'interdiction des syndicats agraires et du Parti communiste est intégrée à la Constitution en 1939<sup>391</sup>. Par la suite, la place occupée par le PCS résulte d'une situation paradoxale. Les dirigeants favorables à l'insurrection ayant été exécutés, c'est la ligne légaliste et civiliste qui prend les rênes d'une organisation désormais illégale et clandestine. Les communistes vont être présents dans la vie politique, en particulier à travers une action syndicale modérée et la participation aux élections, avec des résultats très limités, en investissant d'autres formations, comme le *Partido de Acción Renovadora*, de 1948 à 1965, puis à partir de 1969, la *Unión Democrática Nacional*, jusqu'à l'incorporation tardive du PCS au sein du FMLN en 1980.

À l'image du cas colombien, cette orientation s'explique par les indications données par la III<sup>e</sup> Internationale, en particulier en Amérique latine, où les partis communistes étaient appelés à respecter la légalité, à appuyer les tentatives réformistes de la bourgeoisie nationale dans leur

---

Ahuachapán et Sonsonate) se sont tenus pratiquement à l'écart du conflit entre le gouvernement et le FMLN de 1979 à 1992. Cf. WICKHAM-CROWLEY (Timothy), *Guerrillas and revolution in Latin America*. *op. cit.*

<sup>390</sup> Le fait que l'oligarchie terrienne comprenne l'insurrection de 1932 comme un résultat des espoirs frustrés créés au sein de la paysannerie par la présidence réformiste d'Arturo Araujo permet d'expliquer son rejet de la solution réformiste, incarnée par la Démocratie chrétienne, pendant le conflit des années quatre-vingt.

<sup>391</sup> L'interdiction constitutionnelle du syndicalisme agraire n'est levée que partiellement en 1982, celle du Parti communiste en 1992.

lutte contre le capitalisme international, et à condamner toute tentative insurrectionnelle<sup>392</sup>. Cette ligne conduit les dirigeants du PCS à participer à la brève expérience de la junte civile de gouvernement d'octobre 1960 à janvier 1961, en la personne de Fabio Castillo, à exprimer ouvertement une position nationaliste d'appui au gouvernement lors de la guerre contre le Honduras en 1969, puis à soutenir un démocrate-chrétien, José Napoleón Duarte, à l'élection présidentielle de 1972, au sein d'une large coalition d'opposition. Ces deux dernières expériences produisent des tensions internes, à l'origine de la scission de groupes minoritaires sur des positions plus radicales, futurs noyaux de mouvements de guérilla.

La deuxième conséquence relève de la nature du régime mis alors en place. Jusque-là l'oligarchie caféière, bien structurée, essentiellement nationale, contrôlant à la fois la production et l'exportation, exploitant de façon intensive, grâce à une population surnuméraire, des terres idéales pour la culture du café, était parvenue à contrôler le pouvoir. L'intervention décisive des forces armées dans la répression de l'insurrection indigène, leur permet de revendiquer avec succès le pouvoir politique. Et de 1932 à 1979, avec la brève et partielle exception de juntes civique-militaires en 1948-50 et 1960-61, des officiers se succèdent au pouvoir, le plus souvent par des coups d'État militaires immédiatement suivis d'une élection contrôlée, servant à rappeler la continuité formelle des institutions libérales.

Le général Hernández Martínez restaure l'ordre politique et rétablit la prospérité économique par des mesures protectionnistes et corporatives, prises en accord avec l'oligarchie caféière (suspension du paiement de la dette et des importations industrielles, création d'institutions telles la Banque Centrale ou la Compagnie du Café, avec des représentants de l'oligarchie terrienne). Mais ses quelques velléités populistes et son autoritarisme lui font perdre la présidence en 1944. Les généraux qui lui succèdent prolongent sa politique et ce n'est qu'avec

---

<sup>392</sup> ALEXANDER (Robert), *Communism in Latin America*. *op. cit.*

le coup d'État militaire des jeunes officiers de 1948 que le régime se met définitivement en place, sous la forme d'un accord organique entre les militaires, contrôlant le pouvoir politique, et l'oligarchie terrienne, disposant du pouvoir économique, qui fonctionne sur le sentiment commun que toute mobilisation sociale et politique doit être au mieux empêchée, voire éventuellement encadrée<sup>393</sup>. Les militaires disposent d'une certaine marge de manœuvre dans leur gestion des affaires publiques, tant qu'ils n'affectent ni la propriété ni les mécanismes de production et distribution de l'agroexportation. Dès les années cinquante, et de façon plus nette après la brève parenthèse de la junte réformatrice de 1960-61, l'adoption d'un modèle développementaliste modéré attribue un certain rôle à l'État, en particulier dans les secteurs des communications et des finances, et dans la promotion de l'industrialisation. Cette dynamique permet au Salvador de tirer pleinement parti des potentialités ouvertes par la création en 1958 du Marché commun centraméricain, au point de créer de sérieuses tensions avec le Honduras, manifestes lors de la guerre de 1969.

« Despotisme réactionnaire » au service d'un « réformisme contrôlé »<sup>394</sup>, l'accord fonctionne tant qu'il apporte à chaque partie le respect de ses intérêts et l'intégration progressive de secteurs sociaux émergents. Un temps, l'armée constitue pour les classes moyennes urbaines la seule forme d'ascension sociale, la carrière militaire ouvrant les portes du pouvoir politique et de l'enrichissement. Elle peut ainsi faire bénéficier certains secteurs des classes moyennes de l'« accès par l'État à la bourgeoisie »<sup>395</sup>.

Mais cet accord tacite ne parvient jamais à un degré d'institutionnalisation qui garantirait sa pérennité. Quelques militaires, en particulier le général Osorio, tentent de construire des bases plus solides, comme lors de la création du *Partido Revolucionario de Unificación Democrática*

---

<sup>393</sup> Sur les mécanismes du régime salvadorien entre 1948 et 1979, cf. BALOYRA (Enrique), El Salvador in transition. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1982, 236 p., et en particulier la première partie (« Salvadoran reality », p.1-74).

<sup>394</sup> ROUQUIÉ (Alain), Guerres et paix en Amérique centrale. *op. cit.* p.69

(PRUD), conçu pour structurer la société en organisations verticales, à l'image du PRI mexicain. L'expérience, réalisée avant l'élection présidentielle de 1950, n'est que purement formelle, et le PRUD est remplacé après le coup de 1960-61 par le *Partido de Conciliación Nacional* (PCN), au nom bien plus évocateur, qui devient le lieu de discussion et de négociation entre l'armée et l'oligarchie<sup>396</sup>. Ni régime corporatiste, ni pacte de partage du pouvoir, ni autoritarisme bureaucratique militaire, le régime salvadorien est bâti uniquement sur un accord de gestion *a minima*. Comme il repose sur une crainte partagée de la contestation sociale, il est dans l'incapacité de se régénérer.

## 6) Une opposition sans espace de participation

Ecrasée par la répression de l'insurrection de 1932, ligotée par les interdictions postérieures prises à son encontre, la contestation politique et syndicale tarde à s'exprimer de nouveau, tant elle ne peut s'inscrire que dans les brèves parenthèses que constituent les divers coups d'État militaires, pendant lesquels les bannières démocratiques et réformistes sont brandies contre le président en place, pour être sitôt enterrées. Les mouvements qui conduisent en 1944 à la chute du général Hernández Martínez permettent ainsi la création d'un parti politique représentant les classes moyennes de la capitale et quelques secteurs progressistes de l'armée, et surtout la constitution de la *Unión Nacional de Trabajadores*, fédération syndicale dans laquelle les communistes ont une certaine présence. Mais leur action est interrompue par le coup d'État d'octobre 1945 qui les oblige à agir à nouveau dans la clandestinité.

---

<sup>395</sup> ROUQUIÉ (Alain), *L'État militaire en Amérique latine*. *op. cit.*, p.362.

<sup>396</sup> Après 1979, le PCN va survivre au régime qu'il était censé organiser, et devient le parti des militaires. Allié naturel d'ARENA, il se caractérise néanmoins par un fort opportunisme, en particulier pendant la présidence Duarte. Crédité d'un peu moins de 20 % des voix en 1982 et 1984, il décline jusqu'à se stabiliser autour de 8 % des voix depuis 1989, avec une importante progression lors des élections législatives de 2003 (13 %).

Le régime mis en place en 1948 cherche à instituer un système corporatiste, dans lequel les syndicats sont mis au service de l'entente harmonieuse entre capital et travail et où le droit de grève est sévèrement réglementé. Au développement de syndicats indépendants dans les années cinquante au sein de la *Central General de Trabajadores Salvadoreños* (CGTS) répond la création de la *Central General de Sindicatos Salvadoreños* (CGSS), instance corporative liée au parti unique. La première réussit néanmoins à organiser une série de grèves en 1957-58, sévèrement réprimées, puis à appuyer le mouvement étudiant à partir de 1960. Les quatre mois de la junte civique-militaire de 1960-61 permettent un trop bref répit à l'opposition temporairement légalisée. Mais le nouveau coup d'État militaire met un frein à cette évolution. La CGTS retourne à la clandestinité et se retrouve affaiblie par ses propres dissensions internes (liées en particulier aux tensions entre communistes orthodoxes et militants attirés par les théories foquistes). Le nouveau régime va par ailleurs soutenir le syndicalisme officiel, en créant par exemple des mécanismes de redistribution sociale aux membres des syndicats, en édictant un nouveau Code du travail en 1965, ou en instituant des systèmes d'affiliation obligatoire dans les entreprises publiques, alors en plein développement. La fédération autonome tente de se reconstituer en 1965 en *Federación Unitaria Sindical de El Salvador* (FUSS).

Dans l'agriculture, l'action syndicale demeure interdite. Le pouvoir, inspiré par le réformisme de l'Alliance pour le progrès, crée un organe d'encadrement de la population rurale, la *Unión Comunal Salvadoreña*<sup>397</sup>. Le catholicisme social favorise la création de la *Federación Cristiana de Campesinos Salvadoreños* (FECCAS), premier syndicat agraire aux marges de la légalité. Influencée par les communistes dans les organisations ouvrières et par les catholiques

---

<sup>397</sup> Créée en 1966, la UCS, contrôlée par le pouvoir et soutenue par la coopération nord-américaine, devient l'organisation de mobilisation des paysans dans le cadre des tentatives de réforme agraire. Elle regroupait essentiellement des petits propriétaires situés aux abords des grandes villes et cultivant des cultures maraîchères. À la fin des années soixante-dix, elle devient la cible des milices paramilitaires. En 1980, une partie de ses membres rallie les organisations révolutionnaires, les autres constituant les noyaux des coopératives qui bénéficieront de la réforme agraire mise en place par la junte.

dans le monde rural, la contestation syndicale se développe progressivement, mais demeure à la merci des initiatives répressives du pouvoir.

Mais c'est surtout au niveau politique que se développe l'opposition au régime. Après la chute de la junte réformiste de 1960-61, le pouvoir militaire entreprend une ouverture contrôlée pour limiter la possibilité d'une nouvelle contestation. Les partis politiques sont autorisés, et la loi électorale, selon laquelle l'ensemble des sièges de l'Assemblée revenait au parti majoritaire, est remplacée par un système de représentation proportionnelle. Le *Partido Demócrata Cristiano* apparaît comme le grand bénéficiaire de cette réforme. Fondé en 1960, répondant aux aspirations modernisatrices des classes moyennes urbaines, il acquiert rapidement le statut de principal parti d'opposition et remporte de nombreux sièges de députés et des municipalités<sup>398</sup>. Deux partis moins importants, le PAR, dominé par les communistes, et le *Movimiento Nacional Revolucionario*, (MNR), social-démocrate, dirigé par Guillermo Ungo, complètent l'horizon contestataire. Comme pour les syndicats, leur existence demeure soumise à la bonne volonté des autorités militaires<sup>399</sup>.

Maintenir contrôlés les espaces de participation et de contestation politique et sociale suppose à la fois un niveau de croissance soutenue et une certaine efficacité dans la redistribution à travers les mécanismes corporatifs du PCN. Le caractère restreint de la redistribution a déjà été souligné. Or, à partir de 1966 les cours internationaux du café connaissent une chute qui se répercute instantanément sur une économie où, malgré des efforts de diversification, le degré de dépendance par rapport à la principale source de devises demeure extrêmement fort. La croissance économique ralentit (+7,1 % par an entre 1961 et 1967, +3,6 % par an entre 1968 et 1971), l'inflation apparaît. Des grèves éclatent pendant la campagne présidentielle de 1967, dans

---

<sup>398</sup> Le rôle du PDC est développé dans le chapitre suivant.

<sup>399</sup> C'est ainsi qu'aux élections présidentielles de 1967, le PAR, malgré des prises de position de plus en plus contestataires, fut autorisé à participer afin de diviser les voix de l'opposition. Son candidat, Fabio Castillo, fut



le secteur des taxis, dans l'industrie textile, parmi les travailleurs municipaux, puis pendant 40 jours dans une usine sidérurgique, mouvement qui aboutit à une grève générale de solidarité. Des fédérations syndicales ayant été à l'initiative de ces luttes quittent la centrale officielle, soit pour rejoindre la FUSS, soit pour agir de manière autonome. Une nouvelle grève importante se déroule en 1968 parmi les enseignants, secteur jusque-là plutôt fidèle au syndicat officiel.

Les mois qui précèdent la guerre de 1969 avec le Honduras apportent un bref répit au gouvernement : tous les secteurs de la société salvadorienne, y compris les syndicats et partis influencés par les communistes, rivalisent de patriotisme nationaliste et guerrier<sup>400</sup>. La reprise des cours internationaux du café permet de capitaliser cette situation à court terme, en particulier lors des élections législatives et municipales de 1970, pendant lesquelles le PCN progresse de 12 points par rapport à l'élection de 1968, en frôlant les 60 % des voix.

Pourtant, le retour forcé de dizaines de milliers de paysans ne fait qu'augmenter les tensions sur la terre et sur l'emploi, dans une situation économique affectée par la perte du principal débouché commercial, le marché hondurien. Une nouvelle grève des enseignants éclate en 1971, face aux projets de réforme du secteur. Les débats sur la nécessité de mettre en œuvre une réforme agraire se font jour, y compris au sein de certains secteurs de l'armée et du PCN, dont certains députés s'allieront en 1970 avec l'opposition à l'Assemblée pour voter des motions en faveur des réformes et une loi qui établit des modalités restreintes et très réglementées de

---

crédité de 14 % des voix, celui de la Démocratie Chrétienne, Abraham Rodríguez, de 21 %, soit 10 points de moins que le résultat obtenu à l'élection législative de l'année antérieure. Après les élections, le PAR fut interdit.

<sup>400</sup> Connue familièrement comme la « guerre du football », ou « guerre des cent heures », le conflit qui opposa les deux pays centraméricains en juillet et août 1969, s'explique essentiellement par les tensions liées à une inégale distribution des bénéfices de l'intégration centraméricaine. Le Honduras, moins développé que le Salvador, avait moins profité que son voisin de la croissance rapide des exportations régionales. La crise consécutive de l'industrie hondurienne de la banane conduit à des licenciements massifs, provoquant une intense pression sur la terre, et l'expulsion de milliers de paysans salvadoriens qui avaient migré au Honduras. Le retour des paysans salvadoriens dans leur pays faisait craindre à l'élite terrienne, qui avait commencé à diversifier ses cultures, l'augmentation des tensions dans un secteur où le sous-emploi était déjà très important, et la montée consécutive des revendications pour une réforme agraire. La guerre est réglée très rapidement par des pressions des États-Unis et une médiation de l'Organisation des États Américains, bien que la paix ne soit signée officiellement, dans un tout autre contexte, qu'en 1983. Sur la guerre de 1969, cf. ANDERSON (Thomas), *The war of the dispossessed*. Lincoln : University of

distribution des terres, , au nom des contraintes liées au système d'irrigation,. Malgré sa portée extrêmement limitée, cette loi provoque une vive opposition de la part de l'oligarchie terrienne, qui y voit un précédent inacceptable.

Mais c'est surtout dans l'alliance électorale de l'ensemble de l'opposition, et les résultats obtenus à l'élection présidentielle de 1972, que se manifestent de façon la plus évidente les difficultés du régime. En effet, la formule José Napoleón Duarte - Guillermo Ungo, sous l'étiquette de la *Unión Nacional Opositora*, est soutenue par le PDC, le MNR, et les communistes. La réforme agraire, la démocratisation, la critique à la situation de dépendance du pays constituent les principaux thèmes de l'opposition. Malgré une campagne de dénigrement et les habituelles opérations de fraude électorale, les premiers résultats indiquent la victoire de l'opposition à San Salvador. Les autorités interrompent alors les opérations de dépouillement, et l'annonce officielle des résultats accorde postérieurement la victoire au candidat officiel<sup>401</sup>. Une tentative de putsch par de jeunes officiers réclamant le respect du scrutin est rapidement contrôlée et sert de prétexte à une répression des partis d'opposition. José Napoleón Duarte est arrêté alors qu'il s'était réfugié dans l'ambassade du Venezuela, et condamné à s'exiler. Une législation très restrictive à la participation de partis d'opposition, y compris de droite, est alors mise en place. Les élections suivantes ne constituent qu'une pure caricature, et le PCN retrouve aux législatives de 1976 la totalité des sièges à l'Assemblée. Le général Carlos Humberto Romero, candidat du PCN, s'impose à la présidentielle de février 1977, par la fraude et le contrôle de l'activité de l'opposition politique<sup>402</sup>.

---

Nebraska, 1981, 203 p. et ROUQUIÉ (Alain), « Honduras-El Salvador, la guerre de cent heures, un cas de 'désintégration régionale' », *Revue Française de Science Politique*, décembre 1971, p.1290-1316.

<sup>401</sup> Le colonel Arturo Molina, du PCN, secrétaire particulier du président antérieur, obtient officiellement 334 600 voix, soit 43,4 %, José Napoleón Duarte 324 756, soit 42,1 % et le colonel Medrano 94 367, soit 12,2 %.

<sup>402</sup> La UNO avait présenté le colonel Claramount à la présidence et le démocrate-chrétien Antonio Morales Erlich à la vice-présidence. Les manifestations contre la fraude sont réprimées et les candidats de l'opposition s'exilent. L'état de siège est mis en place à ce moment-là et prolongé systématiquement jusqu'au coup militaire d'octobre 1979.

Le tour de vis autoritaire s'étend à d'autres secteurs, y compris ceux qui jusqu'alors bénéficiaient d'une certaine autonomie, en particulier l'Université publique. Celle-ci avait en effet servi de lieu de développement d'une contestation critique, où étaient représentées toutes les variantes de l'opposition<sup>403</sup>. Fermée à deux reprises, en 1972 et 1976, réformée dans un sens restrictif et conservateur, l'Université cesse d'être un espace ouvert, ce qui conduit de nombreux enseignants et étudiants à choisir une voie radicale de contestation, et à renforcer les mouvements de guérilla émergents.

### **7) Limites de la modernisation armée et émergence de l'Église catholique comme acteur d'opposition**

Les mesures qui suivent l'élection de 1972 ne peuvent pourtant être interprétées comme une simple attitude réactive de la part du régime face à la montée de la contestation. Pour les militaires au pouvoir, conscients des difficultés économiques, de l'importance du sous-emploi rural, des inégalités dans la répartition de la terre, il s'agissait de renforcer la place de l'armée dans la société. La tentative prendra deux directions : s'impliquer chaque fois davantage dans la gestion des services et entreprises publiques, et reconstruire les liens entre l'armée et la société, en remplaçant les instances corporatives qui montraient de sérieux signes d'inefficacité.

Les militaires occupent en effet une place de plus en plus importante dans la gestion des affaires économiques et sociales, à travers la mise en place de politiques sociales (logement, sécurité sociale), la dynamisation du commerce extérieur (contrôle des importations superflues, promotion des exportations, en particulier non traditionnelles, développement de zones

---

<sup>403</sup> Sur le rôle des universités au Salvador, voir les travaux d'Yvon Grenier, pour qui leur évolution est un des facteurs centraux d'explication de la crise salvadorienne. Voir sur la *Universidad de El Salvador* le chapitre « The university vanguard », p.97-128, in GRENIER (Yvon), *The emergency of insurgency in El Salvador*, *op. cit.* et sur la *Universidad Centroamericana*, GRENIER (Yvon), « Vers la 'libération universitaire du peuple salvadorien' : l'Université Centro-Américaine dans la transition politique au El Salvador », *Revue Canadienne d'Etudes du Développement*, 13, 1, 1992, p.7-38.

franches), et surtout la centralisation des organes de décision économique. Les officiers occupent de plus en plus des fonctions de direction, suivant des logiques hiérarchiques. Bien que dirigé par un militaire haut gradé, le gouvernement avait toujours inclus des civils. Pourtant, aux postes traditionnellement dévolus aux militaires (défense, travail) s'en ajoutent progressivement d'autres tout au long des années soixante-dix (direction du monopole public de télécommunications, ANTEL, direction de la statistique, ministère de l'intérieur, de l'agriculture, direction des instituts de développement industriel et agricole, participation à des postes clefs dans les conseils d'administrations des banques et entreprises publiques).

Cette orientation a des effets modérés sur les indicateurs économiques, la reprise d'une croissance soutenue<sup>404</sup> s'expliquant avant tout par une très forte hausse des cours mondiaux du café (+400 % entre 1975 et 1977) et du coton (+40 % entre 1975 et 1977), qui compense en partie la forte hausse des prix des matières énergétiques. La croissance ne conduit pas à une véritable industrialisation<sup>405</sup>, la plupart des bénéfices de la hausse des cours étant réinvestis dans l'immobilier, et encore moins un véritable développement (hausse de l'inflation, baisse des salaires). Ces résultats contrastés témoignent des tensions que produisent ces nouvelles orientations au sein de l'oligarchie traditionnelle, dont un secteur important s'oppose toujours à ce que l'État intervienne dans la réforme de la propriété de la terre, lorsque des projets de réforme agraire sont évoqués<sup>406</sup>, mais aussi lorsque des expropriations sont rendues nécessaires par des projets d'infrastructures (barrages hydrauliques) ou d'implantations industrielles.

---

<sup>404</sup> La croissance du PNB est de +5,1 % par an de 1970 à 1976 (GORDON (Sara), Crisis política y guerra en El Salvador. *op. cit.*, p.160) et de +5,7 % par an de 1974 à 1978 (ROUQUIÉ (Alain), Guerres et paix en Amérique centrale. *op. cit.*, p.101).

<sup>405</sup> Malgré la création d'emplois dans ce secteur, la population active occupée dans le secondaire baisse de 10 % en 1968 à 9,3 % en 1975, cf. GORDON (Sara), Crisis política y guerra en El Salvador. *op. cit.*, p.162).

<sup>406</sup> Dans son discours d'investiture, le général Molina déclare en juillet 1972, « nous ne pouvons fermer les yeux sur le fait que c'est dans le secteur agraire que se livrera la lutte pour la survie des idéaux de la liberté, de la libre entreprise, des droits individuels, c'est-à-dire du système démocratique et des bases institutionnelles de notre pays (...) Si nous n'employons pas de manière correcte les armes du développement économique et de la justice sociale, notre pays court le risque de connaître le sort tragique des peuples asservis sous la dictature communiste (...) Le futur de notre démocratie réside, de façon incontestable, sur ce que nous pouvons faire pour améliorer la situation

L'autre objectif, la reconstruction des liens entre armée et société, est confié à la *Organización Democrática Nacionalista* (ORDEN). Créée en 1964 par le colonel José Alberto Medrano, alors chef de la Garde Nationale, comme une organisation paramilitaire, dont le but était à la fois d'encadrer et de surveiller la population, en particulier rurale, afin de propager les idéaux de la civilisation occidentale et de combattre l'agitation communiste, la ORDEN acquiert très vite une dimension beaucoup plus importante. Ses membres sont formés aux interventions militaires et interviennent fréquemment comme milice supplétive de la Garde Nationale, puis de l'Armée, afin de régler par la violence les conflits agraires qui commençaient à se multiplier, et parfois les grèves, comme celles des enseignants de 1968. Dans la lignée des Gardes Civiques constituées pour réprimer l'insurrection de 1932, l'organisation permet à la fois de resserrer des liens quelque peu secoués entre militaires et oligarchie terrienne, et de constituer au sein de l'armée une hiérarchie parallèle, excluant les officiers les plus « démocrates ».

Mais en passant sous contrôle de l'armée, c'est-à-dire sous le contrôle direct du Président, à la suite de la destitution du colonel Medrano en 1970, la ORDEN se transforme non seulement en une instance paramilitaire de surveillance mais également en une structure d'encadrement, à vocation sociale et économique. L'existence d'un fort niveau de chômage et de sous-emploi facilite le recrutement d'une population nombreuse, parmi les secteurs les plus marginaux des périphéries urbaines et des campagnes, attirée par la sécurité d'une occupation rémunérée, de la promesse de prébendes de toutes sortes (promesses d'emploi pour des membres de la famille,

---

des classes les plus nécessiteuses, qui constituent plus de 60 % de la population ». Cité in GORDON (Sara), *Crisis política y guerra en El Salvador*, op. cit., p.165. Un projet de réforme agraire modérée est discuté en 1972 et préparé par les secteurs les plus réformistes de l'armée, mais il est retiré devant la vive opposition des associations patronales. Il en est de même en 1976 lorsqu'à travers l'*Instituto Salvadoreño de Transformación Agraria* (ISTA), le pouvoir tente de mettre en œuvre une réforme agraire portant sur un peu moins de 60 000 hectares dans l'est du pays (Usulután et San Miguel). Ces échecs répétés permettent à des représentants du patronat d'occuper des postes de responsabilité au sein de l'appareil d'État, et donc de limiter les velléités réformatrices de certains secteurs de l'armée.

d'accès à des services publics,...), voire par une sensation d'assumer une forme d'autorité<sup>407</sup>. L'encadrement est assuré par des officiers et par des notables locaux. Progressivement, avec la participation à partir de 1973 de la ORDEN à des actions violentes contre les organisations populaires et catholiques, en particulier en milieu rural, l'organisation se met à recruter de façon massive parmi les sectes protestantes, considérées comme plus sûres, parce que généralement conservatrices. Elle sert également à contrôler la mise en place, au début des années soixante-dix, de programmes de développement social local ou pour encadrer les mobilisations de paysans lors des tentatives de mise en place d'une réforme agraire en 1976. À la fois « véritable instrument de guerre sociale »<sup>408</sup> et mécanisme d'incorporation et encadrement de populations marginalisées, la ORDEN remplit la double fonction qui lui est assignée par le pouvoir, au moins jusqu'au milieu des années soixante-dix, en fournissant une activité à de nombreux paysans appauvris par la diversification de l'agriculture<sup>409</sup>.

Le développement du sucre et du coton, réalisés aux dépens des terres consacrées à l'élevage et aux cultures vivrières<sup>410</sup> introduisent de nouvelles relations sociales au sein du monde rural. Dans les nouvelles cultures, le statut des paysans se modifie : ils sont davantage intégrés au salariat, donc moins soumis aux relations personnelles avec les *hacendados*, mais

---

<sup>407</sup> Robert Armstrong et Janet Shenk citent un membre d'ORDEN : « Nous pouvons arrêter n'importe qui, n'importe quelle personne qui se promènerait par là et tenterait de mettre des idées bizarres dans la tête des gens. Ici, dans mon hameau, je me sens comme un Romero en petit. Ici, la loi, c'est moi ». ARMSTRONG (Robert), SHENK (Janet), El Salvador, the face of the revolution. Boston : South and Press, 1982, p. 101.

<sup>408</sup> ROUQUIÉ (Alain), Guerres et paix en Amérique centrale, op. cit, p.108.

<sup>409</sup> Pour une analyse comparée des capacités d'encadrement de la population rurale entre la ORDEN et la FECCAS, voir CABARRUS (Carlos Rafael), Génesis de una revolución. op. cit., et en particulier la troisième partie. Ce travail demeure la seule étude qui analyse la concurrence que se livrent au niveau local comment les deux organisations pour se constituer des soutiens.

<sup>410</sup> ROUQUIÉ (Alain), Guerres et paix en Amérique centrale, op. cit, p.113-122. Le coton, dans les années soixante, puis le sucre, dans les années soixante-dix, se développent de façon massive, au Salvador comme dans les autres pays centraméricains, sans pour autant diminuer les cultures de café. Le coton est une culture très mécanisée, ayant besoin de main d'œuvre de façon limitée et pour un temps réduit et ne nécessitant pas la présence permanente des propriétaires. Les paysans sont forcés de s'installer hors des propriétés, dans les périphéries urbaines, ou le long des routes. La canne à sucre, plus exigeante en main d'œuvre, se développe par contre sur d'anciennes terres peu exploitées, de piémont, obligeant les paysans, qui peuvent rester de façon permanente sur les plantations, à installer leurs cultures vivrières sur des terres plus hautes, donc moins fertiles. Pour une présentation des débats sur les effets

dans des conditions qui se traduisent par une baisse de leur niveau de vie. Dans les cultures de sucre, les paysans peuvent encore disposer d'un minuscule lopin de terre, raison qui justifie le maintien des salaires très bas. Mais ces lopins sont éloignés des zones de culture du sucre et sur des terres peu productives. Quant aux cultures de coton, plus exigeantes en terres et en main-d'œuvre, elles augmentent le nombre de paysans sans terres. Dans les années soixante-dix, les paysans salvadoriens connaissent à la fois un important chômage (40 % en 1973-74) et un accès encore plus difficile à la terre. Le Salvador agraire se caractérise alors par la coexistence entre ouvriers agricoles sans terres et paysans disposant de lopins minuscules (généralement moins d'un hectare), en propriété ou en location, utilisés pour les cultures vivrières, et qui louent leur force de travail sur les grands domaines, généralement dans d'autres régions<sup>411</sup>.

Impossibilité de participation politique pour l'opposition, ralentissement de la croissance économique, changements profonds dans la condition de la très grande majorité des paysans, les conditions semblent effectivement réunies pour le développement d'une insurrection. Pourtant, ce n'est encore qu'une faible minorité parmi les secteurs radicalisés des partis de gauche qui choisit la voie des armes, et leur présence dans le pays est encore marginale. À défaut d'assurer une redistribution sociale, les mécanismes d'encadrement de la population permettent en effet d'exercer un contrôle important. Parmi les secteurs contestataires, les organisations catholiques paraissent les plus dynamiques, en particulier dans le monde rural, face à des syndicats et des mouvements politiques révolutionnaires en retrait.

En Amérique centrale, à l'image du Brésil, des secteurs entiers de l'Église catholique s'engagent dans le chemin ouvert par le concile de Vatican II et confirmé, au niveau latino-

---

de la diversification agraire sur la radicalisation d'une partie des paysans salvadoriens, cf. KINCAID (Douglas), « Des paysans aux rebelles : communautés et classes dans le Salvador rural », *op. cit.*

<sup>411</sup> La proportion de paysans sans terres progresse de 27,6 % de la population active dans l'agriculture en 1961 à 38,1 % en 1971, celle des paysans disposant de parcelles de moins d'une hectare stagnante de 23,1 % à 22 %, celles des ouvriers agricoles permanents passant de 12,4 % à 17,1 %. Cf. SELIGSON (Mitchell), « Thirty years of transformation in the agrarian structure of El Salvador », *Latin American Research Review*, 30, 3, 1995, p.62-63.

américain, lors de la Conférence de Medellín de 1968. L'ensemble de l'Église catholique salvadorienne, traditionnellement conservatrice, n'est pas touché par un engagement qui prendra d'ailleurs deux orientations. L'une modérée, inspirée par le christianisme social, reste proche du Parti démocrate-chrétien, l'autre, plus dynamique et plus visible, mais moins nombreuse, se tourne vers une orientation plus radicale, proche de la théologie de la libération. Ces deux courants sont d'ailleurs perméables l'un à l'autre, du moins jusqu'à la fin des années soixante-dix. Ainsi, la FECCAS, initialement constituée en 1964 comme une fédération démocrate-chrétienne de syndicats agraires, s'engage à partir de 1974 sur des voies plus radicales<sup>412</sup>. Au Salvador, l'option préférentielle pour les pauvres touche tous les niveaux de la hiérarchie catholique. De nombreux prêtres créent des communautés évangéliques de base et des pastorales de parole. Le changement est également perceptible aux plus hauts niveaux de la hiérarchie, comme en témoigne le changement d'attitude de M<sup>gr</sup> Oscar Romero à partir de 1977, puis le comportement plus modéré de son successeur, M<sup>gr</sup> Arturo Rivera y Damas, ou dans les lieux de formation, en particulier la *Universidad Centroamericana*, fortement influencée par les jésuites.

Les missions se développent dans les zones rurales les plus pauvres dès 1969, dans un engagement où se mêlent foi catholique, conscience politique et action revendicative. Sous la conduite des prêtres, des grèves ou des occupations de terres sont menées dans différentes régions à partir de 1973, ou lors de manifestations pour l'augmentation des salaires des journaliers en 1976 dans plusieurs régions. Les autorités ecclésiastiques s'élèvent contre le niveau de violence et de répression, comme la fermeture de l'Université en 1976, mais sans que les condamnations ne soient vraiment systématiques et reprises par l'ensemble de l'institution.

---

<sup>412</sup> La FECCAS sera un des lieux les plus importants de radicalisation des paysans salvadorien. Elle adopte le centralisme démocratique comme principe de fonctionnement en 1975 et constitue une des organisations fondatrices des deux premières organisations de masse, la FAPU en 1974, qu'elle quitte pour rejoindre le BPR en 1975. L'organisation est assez bien implantée dans le centre du pays, essentiellement dans des régions productrices de sucre des départements de San Salvador (Aguilares), de Cuscatlán (Suchitoto) et de San Vicente, et dans les régions cotonnières autour du Río Lempa (départements de San Vicente et Usulután). Au Honduras voisin, des organisations



Ce n'est qu'à partir des mobilisations de 1976, et de la répression conséquente de la part de milices organisées par les propriétaires terriens, avec en particulier l'assassinat des pères Rutilio Grande et Alfonso Navarro en mars et avril 1977 et l'occupation militaire de plusieurs églises en 1977, que l'Église catholique s'érige dans sa grande majorité contre la répression officielle<sup>413</sup>.

Après avoir été un des acteurs les plus importants dans les mobilisations agraires, l'Église catholique devient entre 1977 et le début de la guerre civile une des plus importantes sources de critique politique et sociale, non seulement au régime politique, mais également à l'organisation socio-économique du pays. Son influence ne s'explique pas tant par la diffusion d'un message progressiste auprès des populations rurales, dont l'étendue demeure difficilement quantifiable, que par le magistère moral qu'elle exerce sur le pouvoir et par la formation apportée aux classes moyennes urbaines, en particulier par l'Université Centraméricaine<sup>414</sup>. Les homélies de M<sup>gr</sup> Romero témoignent de cette position : s'il condamne la violence, qu'elles qu'en soient ses formes, et appelle à la paix et à la concorde civile, il critique particulièrement les inégalités sociales, l'absence de démocratie, et les répressions systématiques. Face aux exactions commises par l'armée, par la ORDEN, ou par d'autres milices paramilitaires, l'Église répond en s'érigeant en contre-pouvoir. Elle organise des manifestations de protestation, mène des enquêtes sur les disparitions, fait des lieux de culte des refuges pour les victimes des persécutions, et propose sa médiation dans les conflits agraires et sociaux, voire même dans les rivalités entre les membres

---

chrétiennes se développent au même moment en milieu rural, mais ne se radicalisent pas du fait de l'existence d'une réforme agraire, même limitée, et d'une répression moins forte.

<sup>413</sup> Ainsi même M<sup>gr</sup> Aparicio, qui en 1967 avait menacé d'excommunier toute personne qui voterait pour le PAR demande en avril 1977 au Président de mettre fin aux campagnes de répression contre les prêtres.

<sup>414</sup> Tout en reconnaissant l'existence d'un secteur très radical au sein de l'Église catholique salvadorienne, Yvon Grenier fait remarquer qu'il est très difficile d'établir un lien direct entre l'action sociale de l'Église auprès des paysans et le ralliement de ces derniers à l'insurrection. Les effets locaux de l'action de prêtres prêchant la théologie de la libération n'ont été étudiés que dans des cas localisés (comme le travail de Carlos Rafael Cabarrús, Génesis de una revolución, *op. cit.* sur la paroisse d'Aguilares (San Salvador) autour du Père Rutilio Grande). Il existe par ailleurs des témoignages directs sur les expériences de Zacamil (San Salvador), autour du Père Pablo Galdamez et de Suchitoto (Cuscatlán) autour du Père José Alas. Cf. GRENIER (Yvon), The emergence of insurgency in El Salvador, *op. cit.*, p.129-161. Sur ces trois endroits, qui constituent sans doute les expériences les plus achevées en matière de conscientisation des paysans, la remarque de Douglas Kincaid peut être répétée : aucun ne constituera dans la décennie qui suit un des bastions de l'insurrection armée.

de l'oligarchie. L'absence de M<sup>gr</sup> Romero et de quatre autres évêques à la cérémonie d'investiture du président Carlos Humberto Romero témoigne de cette prise de distance par rapport au pouvoir institué, et d'une certaine manière de la transformation de l'Église en véritable opposition civile au régime.

La situation au Salvador apparaît beaucoup plus tendue que celle de la Colombie à la même période. L'Église catholique salvadorienne joue un rôle dans la dénonciation des exactions, des violations des droits de l'homme et de l'absence de démocratie, beaucoup plus notoire que celui de certains secteurs de la gauche colombienne, et certains mouvements de guérillas. C'est à travers son action, et non celle de guérillas ou d'ONG étrangères, que sont publiés à l'étranger les premiers rapports significatifs sur la situation des Droits de l'homme au Salvador, dans lesquels la persécution religieuse joue un rôle essentiel<sup>415</sup>.

### **8) Radicalisation des mouvements révolutionnaires et polarisation du conflit**

Face à l'espace occupé par l'Église catholique comme opposition au régime, la gauche révolutionnaire parvient difficilement à faire entendre sa voix. Sur le plan électoral, les limitations introduites à partir de 1972 réduisent très sensiblement la marge d'action du Parti communiste, même dans une perspective légaliste, au point de faire pratiquement disparaître l'UDN. L'action syndicale, forte dans les années soixante, marque le pas au début des années soixante-dix<sup>416</sup>. Devant l'impossibilité d'agir sur la scène politique, l'opposition contestataire commence à s'organiser autour de l'articulation parti - mouvement de masse - organisation

---

<sup>415</sup> Le Département d'État du gouvernement nord-américain publie un premier rapport très critique envers le gouvernement en mars 1977, et le comité des relations internationales du Congrès nord-américain consacre deux audiences en juillet 1977 à la situation au Salvador ; deux autres rapports suivent en janvier 1979 au Comité Interaméricain des Droits de l'Homme de l'OEA, et en février au Département d'État.

<sup>416</sup> En 1974, il n'y a eu qu'une seule grève importante, de même qu'en 1975, et quatre en 1976. GORDON (Sara), *Crisis política y guerra en El Salvador. op. cit.*, p.183

armée, mais dans des modalités diverses selon les organisations. Le parti a pour rôle de définir l'orientation générale. L'organisation de masse, rassemblement de fédérations syndicales et d'associations, est chargée jusqu'à l'insurrection de l'essentiel de l'action politique, par des manifestations massives. L'action du mouvement armé en tant que tel se borne essentiellement à la préparation de l'insurrection, soit par l'exécution de responsables politiques et militaires, soit par des enlèvements avec demande de rançons qui permettent de financer l'action révolutionnaire. Cette organisation caractéristique des expériences centraméricaines, pensée à partir des limites avérées du foquisme, se structure surtout au Salvador, très marginalement touché par la première vague révolutionnaire.

Jusqu'au milieu des années soixante-dix, la multiplication des organisations témoigne avant tout de la division et de la faiblesse de la gauche révolutionnaire, traversée par quatre courants principaux<sup>417</sup>. Les communistes, dirigés par Jorge Schafick Handal, poursuivent la ligne légaliste, mais l'UDN, transformée en organisation de masse, est quasiment absente, et la confédération syndicale influencée par les communistes ne parvient pas à rallier les syndicats qui quittent la centrale officielle et forment de nouvelles fédérations<sup>418</sup>; le PCS ne crée que très tardivement, vers la fin de l'année 1979, un groupe armé, les *Fuerzas Armadas de Liberación*.

Un deuxième groupe est constitué par une dissidence du Parti communiste, constituée en 1970, en opposition à la ligne majoritaire du PCS qui appuyait la candidature présidentielle de José Napoleón Duarte au sein de la UNO. Menée par celui qui fut secrétaire général du Parti communiste de 1964 à 1970, Salvador Cayetano Carpio, cette tendance cherche à intégrer action socio-politique et lutte militaire sur une ligne d'opposition de classe et regroupe les principaux animateurs de la vague de grèves de la fin des années soixante. Elle dispose d'un groupe armé,

---

<sup>417</sup> Un cinquième courant, de moindre importance, participe en mai 1980 à la création du FMLN, le *Partido Revolucionario de los Trabajadores Centroamericanos*.

<sup>418</sup> Comme la *Federación Nacional de Sindicatos de Trabajadores Salvadoreños* (FENASTRAS), créée en 1972.

les *Fuerzas Populares de Liberación* (FPL), créées en 1970, et du *Bloque Popular Revolucionario* (BPR)<sup>419</sup>, organisation de masse née en 1975.

Un troisième groupe s'est créé en 1971 par une rencontre entre des militants du Parti communiste, d'orientation maoïste, et un groupe radicalisé du mouvement de jeunesse de la démocratie chrétienne. Constitué en *Ejército Revolucionario del Pueblo* (ERP) dirigé par Joaquín Villalobos, il a une vision beaucoup plus militariste et insurrectionnelle, ce qui réduit l'importance de son parti, le *Partido de la Revolución Socialista* (PRS) et de son organisation de masse, les *Ligas Populares - 28 de Febrero* (LP-28).

Enfin, le quatrième groupe, la *Resistencia Nacional* (RN), dirigée par Ernesto Jovel, jusqu'à sa mort en septembre 1980, puis par Fermán Cienfuegos, surgit comme une scission de l'ERP, en réaction à l'assassinat du poète Roque Dalton par la direction de ce groupe en 1975. Son organisation de masse, le *Frente de Acción Popular Unificada*, (FAPU)<sup>420</sup>, créée en 1974, et son groupe armé, les *Fuerzas Armadas de la Resistencia Nacional* (FARN), surgi tardivement en 1977, sont mis au service de la recherche de larges alliances d'opposition, y compris avec les partis bourgeois et certains secteurs progressistes de l'armée.

Jusqu'au coup d'État militaire d'octobre 1979, les deux principales organisations de masse, le BPR et le FAPU, sont les instruments de la lutte révolutionnaire les plus importants. Larges rassemblements de syndicats et d'associations, constitués souvent à partir d'une lutte ou d'une mobilisation précise, ils proposent à partir de l'enjeu de la mobilisation une lecture plus large aboutissant à la nécessité d'un changement de régime politique. Cela conduit les syndicats les plus radicalisés à se mobiliser en faveur d'autres secteurs que les leurs.

---

<sup>419</sup> Regroupant syndicats agraires, ouvriers, et étudiants et associations de quartier, le BPR est l'organisation de masse la plus nombreuse, en particulier à cause de l'importance de ses bases paysannes (dont le FECCAS). Il a d'ailleurs été successivement dirigé par deux dirigeants venus du syndicalisme agricole, Juan Chacón, jusqu'à son assassinat le 27 novembre 1980, puis Facundo Guardado.

L'existence de ces deux organisations n'est véritablement effective qu'à partir de 1976-77, années pendant lesquelles se multiplient les grèves<sup>421</sup>, les occupations de terres, de lieux publics (ministères, églises, ambassades), manifestations souvent accompagnées par des commandos armés (en mai et en octobre 1977, les manifestants répondent par les armes à la répression policière). Bien que le gouvernement édicte fin 1977 une loi renforçant les mesures répressives<sup>422</sup>, qui permet de chasser les paysans qui avaient envahi des terres, les occupations se multiplient : occupation du ministère du Travail en novembre 1977, occupation de la cathédrale de San Salvador et des ambassades du Costa Rica, Panama, Venezuela et Suisse en février 1978, occupation des représentations de l'ONU et de l'OEA en juin 1978, occupation de l'ambassade du Mexique et des locaux de la Croix Rouge en janvier 1979. La période de mars à mai 1979 est symptomatique de cette situation. Plusieurs grèves éclatent en mars et avril ; celle d'une entreprise d'énergie parvient à suspendre la distribution d'électricité au niveau national.

Pour prévenir d'autres arrêts de travail lors du 1<sup>er</sup> mai, les autorités arrêtent cinq dirigeants du BPR, dont Facundo Guardado. L'organisation entreprend de nouvelles occupations (Cathédrale et ambassades du Costa Rica et de France) et lance une série de grèves. Deux manifestations massives, le 8 et le 22 mai, sont sévèrement réprimées par l'armée, faisant au total près de quarante morts. En juin, plus de 10 000 enseignants participent à une grève massive.

Jusqu'à cette période, les groupes armés n'ont qu'une action relativement marginale, sans véritable perspective insurrectionnelle. Leur action se limite à l'assassinat de personnalités

---

<sup>420</sup> Le FAPU constitue le deuxième rassemblement en nombre. Créé initialement à partir des mobilisations paysannes lors de la construction du barrage de *Cerrón Grande* en 1972, il reste longtemps très influencé par la théologie de la libération et participe à diverses tentatives de rassemblement de l'opposition.

<sup>421</sup> Le nombre de grèves augmente considérablement puisque 18 grèves importantes se déroulent en 1977 et 40 entre janvier 1978 et février 1979, puis 20 dans les seuls mois d'août et septembre 1979. En 1977, trois des principales fédérations syndicales (FENASTRAS, FUSS, FESTIAVTSCES) s'unissent au sein de la CUTS. Cf. GORDON (Sara), *Crisis política y guerra en El Salvador*. *op. cit.* p.226, 254, 269.

<sup>422</sup> La *Ley de defensa y garantía del orden público* entrée en vigueur en décembre 1977.

proches du pouvoir<sup>423</sup>, à des enlèvements d'hommes d'affaires, salvadoriens ou étrangers, ou à l'exécution de membres de forces de l'ordre ou de la ORDEN. Destinées à créer un climat de terreur au sein du pouvoir, sans distinction d'orientations politiques, puisqu'elles touchent autant les secteurs traditionnels que les réformateurs, ces actions demeurent ciblées, moins significatives que les mobilisations de masse.

L'entrée triomphale à Managua de l'opposition unie, menée par les sandinistes, le 19 juillet 1979 ravive le climat de tension. Chacun des protagonistes du conflit au Salvador interprète l'évènement selon sa propre vision. Les secteurs les plus traditionnels de l'armée et de l'oligarchie, frappés par l'improbable chute d'Anastasio Somoza et la débandade de la Garde Nationale, dont certains officiers se réfugient au Salvador, le perçoivent comme une menace communiste, et pour l'éviter multiplient la violence paramilitaire contre les milieux progressistes. Le président Carlos Humberto Romero, dans une ultime tentative de rester au pouvoir, annonce en mai et juin 1979 des élections anticipées, une hausse générale des salaires, la levée de l'état de siège et l'autorisation de rentrer d'exil pour les dirigeants de l'opposition. Les secteurs les plus « démocrates » au sein de l'armée, écartés depuis l'échec de leur tentative de coup d'État de 1972, profitent des médiations nord-américaines pour préparer un nouveau coup d'État. L'opposition civile, partis d'opposition, syndicats, et représentations des organisations radicales, se regroupe au sein du *Foro Popular* en septembre 1979, à l'image du *Frente Amplio de Oposición* au Nicaragua, sur une plate-forme démocratique<sup>424</sup>. Quant aux

---

<sup>423</sup> Comme le Ministre des Affaires Etrangères, Mauricio Bergonovo en mai 1977, l'ancien président Osmín Aguirre en juillet 1977, le recteur de l'Université Carlos Alfaro Castillo, en septembre 1977, le ministre de l'Education Carlos Herrera Rebolledo, en mai 1979, ou le frère du président Carlos Humberto Romero en septembre 1979.

<sup>424</sup> Le *Foro Popular* regroupait les trois partis d'opposition (PDC, MNR, UDN), les principaux syndicats (les trois centrales confédérées au sein de la CUTS, et d'autres fédérations importantes, dont la FESINCONSTRANS), ainsi que les LP-28, organisation de masse de l'ERP. Le rassemblement est incomplet, les deux principales organisations de masse (BPR et FAPU) étant absentes, même si le FAPU est en quelque sorte représenté par la fédération syndicale qu'il contrôle, FENASTRAS. Les syndicats quittent d'ailleurs assez vite le *Foro*. Le BPR refusait quant à lui tout type d'alliance avec l'opposition démocratique. Cf. GORDON (Sara), *Crisis política y guerra en El Salvador*. *op. cit.* p.270-1.

organisations révolutionnaires, elles voient dans le succès du FSLN la confirmation de la validité d'une stratégie insurrectionnelle combinant action de masse et lutte armée.

Le coup d'État militaire du 15 octobre 1979, mené par de jeunes officiers progressistes, chasse le président Romero du pouvoir et met ainsi fin au régime institué en 1948. La situation des mouvements révolutionnaires est à ce moment-là significative de la polarisation qui se fait jour. Hormis le PCS, les autres groupes se sont constitués d'abord comme des mouvements armés, mais ils ont assis leur influence à travers leurs organisations de masse, et les syndicats agraires ou ouvriers qu'ils contrôlent, et en organisant des mobilisations sociales pour obtenir des revendications précises. En cela, et à l'opposé des guérillas colombiennes, ils se sont adressés d'emblée à l'État, dans un discours qui combine à la fois des demandes partielles et un changement radical. Leurs actions, pour lesquelles ils sont capables de mobiliser des dizaines de milliers de personnes, prennent pour cibles directes les lieux de pouvoir politique (occupations de ministères et ambassades) et économique (invasion de terres, occupations d'usines).

Bien que plus pragmatique, leur action est davantage marquée au niveau idéologique. Les mouvements révolutionnaires se réclament tous du marxisme, mais leurs divisions ne sont pas le reflet des différents courants de l'extrême gauche. Elles sont davantage le produit de leur histoire propre, et de compréhensions différentes de la stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir, clivées en particulier sur la question des alliances. Le PCS suit une ligne légaliste, acceptant de travailler avec des secteurs modérés de l'opposition. Pour les FPL, au contraire, les groupes révolutionnaires doivent mener seuls la lutte. La *Resistencia Nacional* et l'ERP adoptent une position intermédiaire, acceptant des alliances ponctuelles si elles peuvent contribuer à renforcer le mouvement révolutionnaire, mais dans la perspective de la prise du pouvoir.

Or la question des alliances est loin d'être marginale. Il existe alors au Salvador, contrairement à la Colombie, une opposition au régime, qui n'a cessé de dénoncer le caractère oligarchique et autoritaire du régime, avec autant de virulence que les mouvements

révolutionnaires. Le camp « réformiste » est incarné au niveau électoral par le PDC, au niveau moral par l'Église, à la fois dans son travail social, et dans son discours très ferme vis-à-vis de la montée de la violence, et matérialisé par les officiers progressistes à partir du coup militaire. Il constitue un acteur influent que les mouvements révolutionnaires ne peuvent ignorer. Or révolutionnaires et réformistes s'opposent violemment, la rigidité tactique et idéologique des premiers, l'anticommunisme et la pureté démocratique des seconds empêchant tout rapprochement<sup>425</sup>. Dès lors, si les mouvements révolutionnaires salvadoriens s'adressent effectivement à l'État, combinant luttes pour des revendications ponctuelles et projet de transformation radicale de la société, ils ne parviennent pas à s'imposer comme les seuls porteurs de l'opposition au régime, ni encore moins à rallier l'ensemble de la population.

Les suites du coup d'État, et la formation de la première junte civile-militaire, contribuent à approfondir les divisions entre les mouvements révolutionnaires et les secteurs réformistes, d'autant que l'oligarchie traditionnelle, civile et militaire, contribue par la terreur à exacerber les divisions. Les quinze mois qui séparent le coup d'État militaire d'octobre 1979 et l'insurrection finale de janvier 1981, avec en particulier l'accord entre le Parti démocrate-chrétien et l'armée en janvier 1980, se révèlent cruciaux. Dans un niveau de violence encore plus intense, ils se soldent par une polarisation de la situation, avec la disparition des forces réformistes comme acteur autonome, une partie ralliant les mouvements révolutionnaires, l'autre accédant au pouvoir en s'alliant à l'armée, sur un projet dont le contenu réformiste va progressivement s'étioler<sup>426</sup>.

---

<sup>425</sup> Après l'élection présidentielle de 1977, le candidat démocrate-chrétien, José Antonio Morales Erlich avait déclaré : « Comment demander au peuple qu'il participe aux élections une autre fois ? Que devenons-nous ceux qui veulent voir les changements s'effectuer à travers le processus électoral ? Nous ne pouvons pourtant pas devenir des guérilleros ! ». Cité in WEBER (Stephen), José Napoleón Duarte and the Christian Democratic Party in salvadorean politics. Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1979, p.256

<sup>426</sup> La chronologie de cette période est principalement reprise du livre de Sara Gordón (GORDON (Sara), Crisis política y guerra en El Salvador. *op. cit.*), l'ouvrage le plus digne de foi en la matière. Les sources documentaires directes y sont en effet systématiquement croisées avec les informations de la presse mexicaine, en particulier les quotidiens El Día, L'Excelsior et Unomásuno. La multiplication des groupes et des sous-groupes, dans tous les mouvements politiques salvadoriens, et en particulier dans la mouvance révolutionnaire, illustre l'aspect fractionnel



La première junte affiche pourtant d'emblée un projet réformiste, en apparaissant comme une alliance entre les secteurs progressistes de l'armée et les organisations d'opposition unies au sein du *Foro Popular*. Le colonel Adolfo Majano y représente la *Juventud Militar*, la faction la plus démocrate au sein de l'armée. Le colonel Abdul Gutiérrez, plus proche du commandement militaire, ancien gérant d'ANTEL, incarne une ligne plus dure, pour laquelle l'indispensable modernisation et démocratisation du régime devait être menée par l'armée, fût-ce au prix de la répression des mouvements révolutionnaires. Guillermo Ungo, dirigeant du MNR, Ramón Mayorga Quiroz, recteur de l'Université centraméricaine, et Mario Andino, membre de la bourgeoisie moderniste<sup>427</sup>, complètent la direction de la junte. Une grande partie des ministres est liée au *Foro Popular* ou à la UCA, à l'image de Salvador Samayoa ou d'Enrique Alvarez Córdoba, respectivement ministres de l'Agriculture et de l'Éducation. Une autre partie appartient aux secteurs les plus progressistes de la démocratie chrétienne, comme Rubén Zamora et Héctor Dada, aux ministères de la Présidence et des Affaires Étrangères<sup>428</sup>. L'objectif de la junte consiste à élargir les mécanismes de la démocratie participative, en mettant en œuvre une démocratisation des institutions, une réforme économique (agraire, financière et commerciale) et en dissolvant les organisations paramilitaires, en particulier ORDEN. Des tensions apparaissent

---

de la vie politique de ce pays, mais constitue une gageure pour la reconstitution des événements. Les divergences concernant les dates des événements importants entre les différentes sources consultées ont été indiquées.

<sup>427</sup> La nomination d'un représentant de la bourgeoisie moderniste avait été proposée par l'armée, afin de contrebalancer l'influence du *Foro Popular* au sein de la junte. Elle résultait du fait que le coup d'État avait été préparé également par des civils. L'alliance permettait d'avoir le soutien d'une partie au moins de l'oligarchie traditionnelle, mais constituait une source de friction avec les partis de centre. Mario Andino, gérant de la Conelca, filiale de la Phelps Dodge, était en fait très lié au colonel Gutiérrez, son entreprise étant le principal fournisseur de fils de cuivre de ANTEL, le monopole public des télécommunications. Cf. ARNSON (Cynthia), *El Salvador, a revolution confronts the United States*. Washington : Institute for Policy Studies, 1982, p.42. et DUNKERLEY (James), *The long war*. *op. cit.*, p.138.

<sup>428</sup> Au total, le gouvernement est composé de cinq militaires, quatre membres des secteurs réformistes de la bourgeoisie, six personnes proches de la UCA et quinze personnalités des partis adhérents du *Foro Popular* (dont cinq du PDC, cinq de l'UDN et quatre du MNR).

pourtant très vite, le colonel Gutiérrez imposant immédiatement des militaires partisans d'une répression des organisations révolutionnaires dans les postes chargés du maintien de l'ordre<sup>429</sup>.

Si la junte prend des mesures de caractère démocratique et réformiste, et prépare la réforme agraire, la répression contre les mouvements révolutionnaires s'intensifie<sup>430</sup>. L'action de l'armée se double des exactions commises par les milices paramilitaires, comme les Escadrons de la Mort qui apparaissent à ce moment. Face à un gouvernement qui reprend dans ses discours une partie de leurs revendications, tout en les combattant par la répression, la position des groupes révolutionnaires témoigne de la diversité de leurs stratégies et de leur difficulté à imposer leur lecture de la situation. Le PCS, à l'instar des autres organisations représentées au sein du *Foro Popular*, soutient une junte qui compte cinq membres de l'UDN au sein du cabinet, au nom de la constitution d'une large alliance contre l'oligarchie. Les deux organisations représentées indirectement au sein du *Foro Popular*, l'ERP, à travers les LP-28, et la *Resistencia Nacional*, à travers la fédération syndicale FENASTRAS, cessent rapidement de soutenir la junte, à la suite d'actions de répression<sup>431</sup>. Quant au BPR, il continue à ignorer toute tentative réformiste dans laquelle il ne voit que la continuité du régime précédent. Face au danger que peut représenter pour leur survie une junte à la fois réformiste et répressive, les organisations révolutionnaires vont multiplier grèves, manifestations, occupations d'immeubles, ainsi que les attaques armées ponctuelles contre les forces de l'ordre. Les tensions entre militaires et civils au

---

<sup>429</sup> À l'image de la nomination des colonels José Guillermo García, un des instigateurs du coup et éminence grise de la tendance dure, au Ministère de la Défense, Nicolás Carranza comme vice-ministre, Eugenio Vides Casanova à la direction de la Garde Nationale et Reynaldo López Nuila à la direction de la Police. Le colonel Gutiérrez réussira à réorganiser l'armée sous son contrôle, en limitant les espaces de participation qui y avaient été créés, et surtout en constituant un nouvel organisme d'intelligence, qui permet de remplacer la ORDEN, effectivement dissoute, mais dont les cadres se retrouvent soit à des postes civils, soit au sein du nouvel organisme.

<sup>430</sup> Dans les trois semaines qui suivent le coup d'État militaire la répression fait plus de victimes que pendant toute la Présidence Romero. En 1980, le nombre de victimes est estimé à 12000, et en 1981 à 16000, d'après MONTGOMERY (Tommy Sue), *Revolution in El Salvador*. *op. cit.*, p.110

<sup>431</sup> L'ERP, après plusieurs volte-face, prendra pour prétexte l'envoi de troupes contre ses militants qui avaient essayé de prendre des localités dans la banlieue de San Salvador le lendemain du coup d'État. De même FENASTRAS se retire à la suite de répression contre certains de ses militants.

sein de la junte, en particulier à propos de la répression, conduisent le PCS à retirer son appui à la junte, puis l'ensemble des membres civils à démissionner début janvier 1980.

La deuxième junte, produit de l'accord entre l'armée et le PDC, est constituée le 10 janvier : elle comprend les mêmes militaires plus, pour le PDC, José Antonio Morales Erlich et Héctor Dada, ainsi que l'indépendant Ramón Aválos Navarrete<sup>432</sup>. La junte n'en est pas moins réformiste, la Démocratie chrétienne ayant exigé que l'armée accepte son programme de réformes pour y participer. Mais pour les groupes révolutionnaires, le paysage politique est simplifié. Désormais aucune organisation politique de gauche, même modérée, ne soutient le nouveau gouvernement. Dans un contexte de violence croissante, qui cristallise les positions de chacun, les différentes formations de gauche vont se rassembler derrière les mouvements révolutionnaires. Ce rassemblement se fait de manière progressive, par le regroupement des organisations de masse en janvier 1980, des partis politiques en avril, des organisations de guérilla en octobre.

Pour le PCS, qui avait recherché jusque-là à structurer de larges alliances d'opposition, et qui semblait le plus modéré de tous les groupes, c'est désormais l'union entre les groupes révolutionnaires qui prime, autour de l'idée de l'insurrection armée. Le 11 janvier 1980, soit le lendemain de la constitution de la deuxième junte, les principales organisations de masse (BPR, FAPU, LP-28 et l'UDN) créent la *Coordinadora Revolucionaria de Masas* (CRM), qui rassemble désormais leurs actions sur une plate-forme politique de changement radical. Les organisations de masse poursuivent leurs mobilisations. La manifestation du 22 janvier rassemble plus de 100 000 personnes à San Salvador ; la dispersion par les forces de l'ordre fait une cinquantaine de victimes. En mars, une grève générale paralyse pendant deux jours l'activité

---

<sup>432</sup> La nomination de ce dernier, sans affiliation politique connue, est purement formelle ; il n'y exerce d'ailleurs aucun pouvoir. Sa présence dans la junte symbolise surtout le refus de la Démocratie chrétienne de la participation de la bourgeoisie moderniste à la junte. D'après Tommy Sue Montgommery, Ramón Aválos était le médecin personnel du colonel Gutiérrez. Cf. MONTGOMERRY (Tommy Sue), *Revolution in El Salvador*. *op. cit.*, p.129.

économique de la capitale. Le 24 mars, la violence paraît atteindre un climax avec l'assassinat de M<sup>gr</sup> Romero. Le 30, plus de 100 000 manifestants participent à son enterrement, au cours duquel l'armée intervient à nouveau.

Les partis et mouvements de gauche civils se regroupent également. Les secteurs les plus progressistes du PDC réagissent au durcissement de la junte. Le 23 février, le Procureur Général Mario Zamora, membre de l'aile gauche du PDC, est assassiné par les Escadrons de la Mort. En réaction, le 4 mars, Héctor Dada démissionne de la junte et demande au parti d'abandonner l'alliance avec les militaires. La crise au sein de la Démocratie chrétienne est résolue par l'entrée de José Napoleón Duarte au sein de la junte, et l'expulsion de l'aile gauche du parti. Celle-ci constitue le 18 avril le *Frente Democrático Revolucionario* (FDR) avec le MNR et les organisations de masse rassemblées au sein de la CRM. Les partis de la gauche modérée demeurent faibles en termes d'effectifs et d'influence. Néanmoins, le ralliement au camp révolutionnaire de personnalités telles que Guillermo Ungo, Héctor Dada ou Rubén Zamora, opposants de longue date au régime militaire, membres des premières juntes pendant lesquelles les tensions avec les guérillas avaient été vives, possède une valeur symbolique aussi forte que, de l'autre côté du spectre politique, le pacte entre la PDC et l'armée, et l'entrée de José Napoleón Duarte au sein de la junte. L'ensemble du paysage politique est désormais polarisé en deux camps, et les alliés d'hier sont désormais adversaires dans une lutte où la recrudescence de la violence cristallise les oppositions<sup>433</sup>. L'Église catholique et les deux universités ont d'ailleurs choisi leur camp, en cautionnant par leur présence la formation du FDR.

---

<sup>433</sup> La proximité entre les principaux protagonistes de la guerre civile au Salvador a été brillamment illustrée par Gabriel Zaid ; cf. ZAID (Gabriel), « Colegas enemigos », *Vuelta*, 56, juillet 1981, p.9-27. Son analyse montre les responsabilités de la fragmentation de l'élite intellectuelle, unie dans l'opposition démocratique au régime militaire, mais se divisant dans l'évolution vers le conflit. Écrit par un philosophe libéral, publié dans la revue dirigée par Octavio Paz, l'article contient, dans une perspective plus large, une forte critique à l'élitisme, au dogmatisme et à l'aveuglement insurrectionnel des dirigeants révolutionnaires. Publié peu de temps après l'insurrection, le texte devient rapidement la référence des intellectuels libéraux, qui dénoncent l'irresponsabilité des dirigeants révolutionnaires, et l'aveuglement de ceux qui les appuient. Ses différentes traductions reprennent d'ailleurs davantage la critique aux dirigeants révolutionnaires que les responsabilités des élites démocrates. Cf. en français

L'ensemble de la gauche s'inscrit désormais dans une optique révolutionnaire, avec pour seule stratégie la préparation unitaire de l'insurrection armée. Les organisations de masse et le FDR appellent encore à des grèves et des manifestations, mais sans le succès rencontré entre janvier et mars. Les appels à des grèves générales fin mai et surtout le 13 août s'avèrent des semi-échecs. La mise en œuvre de la réforme agraire et les mesures répressives, menées de front dans les zones d'influence des organisations populaires, expliquent en partie que le camp révolutionnaire ne parvienne pas à mobiliser au-delà de ses propres militants. Mais en réalité, les mouvements révolutionnaires donnent désormais la priorité à l'action armée sur la mobilisation sociale. Une partie des dirigeants des mouvements de masse a été arrêtée. La majorité des cadres et des militants rejoignent progressivement les mouvements armés. La volonté de donner aux grèves du mois d'août un caractère insurrectionnel en témoigne.

L'accord sur un but commun ne signifie pas encore le ralliement à une démarche véritablement unitaire. Au début de l'année 1980, le PCS, les FPL et les FARN ont créé une instance de coordination militaire, sur une ligne insurrectionnelle, qui devient en mai, avec le ralliement de l'ERP, la *Dirección Revolucionaria Unificada* (DRU)<sup>434</sup>. L'instance de coordination est néanmoins peu opérationnelle, minée par les divisions entre stratégies. Chaque guérilla continue à faire prévaloir sa vision de la victoire. Les FARN tentent d'ailleurs de faire de la grève de mai une insurrection, en l'accompagnant d'attaques contre des casernes, convaincues qu'elles pourront rallier les secteurs les plus progressistes de l'armée. En juin, l'ERP tente une autre action. Ces tentatives se soldent par des échecs cuisants et coûteux.

---

« Une guerre des chefs, lecture de la tragédie salvadorienne », *Esprit*, 60, décembre 1981, p. 26-38 et en anglais « Enemy colleagues », *Dissent*, 29, 1, hiver 1982, p.18-40.

<sup>434</sup> D'après Sara Gordon, le PCS, les FPL et les FARN créent la *Coordinación Revolucionaria* le 10 janvier, qui devient la DRU le 22 mai avec l'incorporation de l'ERP. D'après Tommy Sue Montgomery le PRTC est également incorporé en mai.

Elles renforcent les partisans d'une démarche unitaire, concrétisée par la création du FMLN le 11 octobre, comme l'organe de direction commune des groupes armés<sup>435</sup>. Les actions isolées démontrent surtout que les guérillas sont mal préparées à l'option militaire et qu'elles sous-estiment leur adversaire. Mais la situation se polarise de plus en plus : si une esquisse de dialogue est apparue entre le FDR et le PDC en vue des élections constituintes annoncées pour 1982, l'assassinat le 27 novembre de six dirigeants du FDR<sup>436</sup>, y met subitement fin et conforte le choix des armes pour les révolutionnaires.

Le 10 janvier 1981, le FMLN lance son « offensive finale ». Malgré une situation confuse pendant 48 heures, l'insurrection générale n'a pas lieu. Mal préparée entre des organisations peu habituées à travailler ensemble, précipitée par l'arrivée de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis, l'action des guérillas est conçue comme une offensive éclair. Mais elle présume de l'absence de résistance d'une armée qui, malgré de sérieuses défaillances, ne se rallie à l'insurrection que dans deux garnisons mineures. Elle surestime également l'appui populaire, la grève de soutien ayant totalement échoué. Le FMLN se retire dans le nord-est du pays, et parvient, malgré son échec initial, et après six mois de réorganisation, à s'implanter durablement dans les départements de Cabañas, Chalatenango, Morazán et San Vicente<sup>437</sup>.

---

<sup>435</sup> D'après Sara Gordon, le FMLN est composé initialement du PCS, des FPL et de l'ERP. Les FARN avaient quitté la DRU en septembre, isolées dans leur idée de rallier les secteurs progressistes. L'échec de cette tentative, et la mort le 20 septembre dans un accident d'avion des dirigeants favorables à cette stratégie, les conduisent à rallier le FMLN fin octobre. Le PRTC suit cette voie en décembre.

<sup>436</sup> Dont Enrique Álvarez Córdoba, secrétaire général du FDR et ancien Ministre de l'Agriculture, Juan Chacón, secrétaire général du BPR, Manuel Franco, secrétaire général de l'UDN, et Enrique Barrera du MNR.

<sup>437</sup> Comme le fait remarquer Douglais Kincaid le choix de ces zones ne s'explique pas parce que l'organisation et la conscientisation des paysans y était plus importante (si des prêtres y ont effectivement été présents depuis les années soixante, les actions de mobilisations ont été plus fortes dans le centre du pays – ce sont par ailleurs des zones où la proportion de paysans sans-terre est plutôt inférieure à la moyenne), mais davantage pour des raisons stratégiques (présence moins permanente de l'armée et des organisations paramilitaires, zones de montagnes et de forêts, proximité des « *bolsones* », les zones frontalières en litige avec le Honduras, possibilité de créer une zone relativement isolée au nord du Rio Lempa ou du Rio Torola...). Cf. KINCAID (Douglas), « Des paysans aux rebelles : communautés et classes dans le Salvador rural », *op. cit.*, p.154-155. La différence entre les régions où l'action contestataire est forte dans les années soixante-dix (San Salvador, et les régions productrices de sucre du

Avec l'insurrection du FMLN, la violence politique qui sévit au Salvador depuis la fin de la présidence Romero a enfin un nom. La guerre, révolutionnaire pour les uns, civile pour les autres, commence. Elle ne prendra fin que onze ans plus tard, presque jour pour jour, période pendant laquelle la guérilla se conçoit comme un double pouvoir, source alternative d'autorité politique. La confrontation acquiert une dimension à la fois politique et militaire, la guérilla faisant entendre sa voix sur tous les domaines d'action de l'État. Elle conteste la présence civile et militaire de l'État dans les zones de conflit, présente un projet politique de réforme des institutions politiques, économiques et sociales, prend position face aux initiatives du gouvernement, à la mise en œuvre d'élections ou de politiques réformistes. Elle déploie par ailleurs une importante pression internationale d'une diplomatie parallèle qui s'appuie sur une solidarité transnationale et sur une action plus classique auprès des gouvernements étrangers et des organismes multilatéraux.

Entre le surgissement des mouvements révolutionnaires armés et le tournant des années quatre-vingt, les régimes politiques de la Colombie et du Salvador se trouvent confrontés à un défi qui a véritablement changé de dimension. Même si les guérillas demeurent divisées et ne constituent pas une véritable menace militaire en Colombie, elles acquièrent un indéniable statut politique, en revendiquant avec un certain succès le rôle d'opposition, face à un accord entre les deux grands partis qui est parvenu à se perpétuer sans véritablement se renouveler. La guérilla salvadorienne s'est lancée dans un conflit armé qu'elle espérait court et triomphant mais qui se transforme en une confrontation longue, sanglante et sans vainqueur, face à un gouvernement

---

centre du pays) et les actions de forte présence du FMLN dans les années quatre-vingt (nord et est du pays) invite à considérer que l'insurrection impose de nouvelles logiques d'affrontement.

surgi d'un coup d'État progressiste et qui évolue vers une alliance inédite entre les velléités réformistes du PDC et les ardeurs modernisatrices et autoritaires de l'armée.

Ces deux conflits s'inscrivent, chacun à sa manière, dans une conflagration plus générale qui a fait de l'Amérique centrale et des Caraïbes entre 1979 et 1989 un des derniers lieux de la guerre froide. Dès l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche, les États-Unis font tout pour contenir l'influence communiste afin d'éviter un embrasement dans une arrière-cour qui avait été un peu délaissée, dans une défense effrénée de la démocratie. Le remède est simple : puisque s'attaquer directement à la Cuba de Fidel Castro revient à prendre le risque d'une guerre mondiale, il faut renforcer les régimes amis, par la démocratisation incitative de leurs institutions et la modernisation de leurs armées, et mener une guerre sans merci face aux éventuels propagateurs, le Nicaragua sandiniste et la Grenade de Maurice Bishop, dans laquelle tous les moyens étaient permis, depuis l'intervention militaire directe jusqu'au financement et à l'entraînement d'armées d'opposants. L'internationalisation du conflit salvadorien est claire, et celui-ci devient le principal théâtre d'engagement militaire des États-Unis à l'étranger depuis la guerre du Vietnam. Dans le cas colombien, ce contexte est plus lointain, mais il n'en est pas moins prégnant, expliquant en particulier la politique extérieure du président Belisario Betancur ou l'interprétation donnée par les ambassadeurs nord-américains à Bogotá. Par ailleurs, pendant la même décennie l'ensemble des pays latino-américains connaît des expériences de transitions politiques qui pour la plupart se déroulent sans violence, et aboutissent à la généralisation de régimes démocratiques.

Le contexte de la guerre froide n'épuise pas évidemment les interprétations données des deux conflits. Mais il permet d'éclairer la nature avant tout politique et idéologique de l'affrontement militaire entre États et guérillas. Car il s'agit bien d'une lutte pour le pouvoir, qui comprend à la fois une dimension militaire et une dimension politique. Toute initiative de l'une des parties en présence suscite de la part de l'autre réaction, représailles ou réplique. Cette



nécessité de réponse démontre que même si chaque acteur se conçoit comme la seule autorité légitime, il n'ignore jamais complètement l'existence et le comportement de l'autre. Ces confrontations sont bien des dialogues permanents, dont il s'agit de montrer les dynamiques pour comprendre pourquoi elles pourront aboutir à un rapprochement final.

**DEUXIEME PARTIE**

**LA COLOMBIE ET LE SALVADOR**

**DE LA RÉVOLUTION PAR LES ARMES A LA PAIX NÉGOCIÉE**

## INTRODUCTION

Le chapitre antérieur vient de décrire l'évolution parallèle des cas colombien et salvadorien jusqu'au début des années quatre-vingt. Cette décennie est à la fois celle de l'intensification du conflit et celle d'une négociation qui va aboutir à la remise des armes et à de profondes réformes politiques dans chaque pays.

L'étude comparée de la genèse des mouvements de guérillas et celle menée dans cette partie des modalités de résolution du conflit armé conduisent à penser que la comparaison entre ces deux cas paraît peu pertinente, tant les différences factuelles imposent une prudence dans la valeur explicative des conclusions qui seraient apportées. Or, il convient d'ajouter à la différence contextuelle, pour les deux cas particuliers, une distinction liée à l'orientation majeure des recherches entreprises pour les analyser et à la quasi-absence de travaux menant une étude comparée des deux.

Les travaux sur le processus de paix au Salvador sont innombrables<sup>438</sup>, en particulier aux États-Unis, et il serait illusoire de chercher à les résumer à une seule approche. Pourtant, du fait d'être devenu un des rares cas de négociation aboutie dans le contexte de l'immédiat après-guerre froide grâce à une intervention de la communauté internationale longtemps considérée comme exemplaire, le processus de paix au Salvador est rarement abordé dans une perspective comparée, hormis lorsqu'il est considéré comme modèle à suivre, ce qui fausse d'emblée la démarche. Cette tendance à une analyse monographique est sans doute encore plus forte en Colombie, mais pour des raisons différentes, car comme il a déjà été signalé, la sociologie de la violence a mis l'accent sur l'analyse des contextes protéiformes de violence, locaux, historiques

---

<sup>438</sup> La quasi-totalité des travaux sur le processus de paix au Salvador a été réalisée aux États-Unis. Si les analyses sur le processus de paix au Salvador pendant les années quatre-vingt-dix demeurent pourtant bien moins nombreuses

et sociaux, aux dépens d'une approche comparée avec d'autres pays, et d'une analyse des possibles dépassements.

La plupart des rares travaux comparant les deux processus se sont limités à éclairer un cas à la lumière de l'autre, dans un sens dicté par une sinueuse chronologie. « La Colombie est le pays d'Amérique latine où les négociations de paix ont commencé »<sup>439</sup>. De ce fait les premières tentatives colombiennes du milieu des années quatre-vingt servent tout d'abord d'exemple pour une crise centraméricaine qui semblait alors sans solution<sup>440</sup>. Une décennie plus tard, la signature de la paix au Salvador paraît riche d'enseignements pour sortir les négociations de paix en Colombie de leur enlèvement, qu'il s'agisse d'analyser la situation<sup>441</sup> ou de proposer des

que celles portant sur les modalités de l'intervention nord-américaine dans les années quatre-vingt, leur volume n'en demeure pas moins important. Voir en bibliographie finale les références des travaux les plus significatifs.

<sup>439</sup> BEJARANO (Jesús Antonio), « Reflections », p.201, in ARNSON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America. *op. cit.*

<sup>440</sup> Deux travaux académiques sont significatifs : DEAS (Malcolm), « The colombian peace process 1982-85 and its implication for Central America », p.91-110, in DI PALMA (Giuseppe), WHITEHEAD (Laurence), The Central American impasse. Londres : Croom Helm, 1986, 252 p. et CHERNICK (Mark), « Negotiated settlement to armed conflict : lessons from the colombian peace process », Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 30, 4, Hiver 1988-89, p.53-88. Par ailleurs, les actes d'un colloque organisé par le Parti Libéral colombien s'inscrivent dans ce même effet de démonstration : Procesos de reconciliación nacional en América Latina. Bogotá : Instituto de Estudios Liberales, 1986, 155 p.

<sup>441</sup> À partir de 1992, le cas salvadorien est présenté comme un modèle à suivre pour nombre d'observateurs colombiens. Les travaux du CINEP, centre jésuite de recherche et de formation, s'inscrivent particulièrement dans cette optique, comme en témoigne De la Guerra a la paz, experiencias latinoamericanas. Bogotá : CINEP, 1995, 243 p. et la réédition de six articles d'Ignacio Ellacuría, in ELLACURIA (Ignacio), De Salvador a Colombia : seis pistas para la paz. Bogotá : CINEP, 1994, 135 p. Quelques auteurs cherchèrent dans la comparaison les voies d'une solution au conflit colombien. Le débat entre Daniel Garcia-Peña et Jesús Antonio Bejarano, qui ont occupé tous deux des responsabilités dans les structures gouvernementales chargées de la négociation avec la guérilla, est particulièrement illustratif des limites de cette discussion. Cf. d'une part GARCIA-PEÑA (Daniel), « La paz en El Salvador : qué lecciones hay para Colombia ? » p.65-128, in OROZCO ABAD (Ivan), ed., Negociaciones de Paz, Los casos de Colombia y El Salvador. Bogotá : CINEP (Documentos ocasionales 67), 1993, 165 p. et de l'autre BEJARANO (Jesús Antonio), « Entre los laberintos de la paz y las anchas avenidas de la democracia, reflexiones sobre los procesos de paz en Colombia y El Salvador », p.11-40, in La Paz más allá de la guerra. Bogotá : CINEP (Documentos ocasionales 68), 1993, 116 p. Jesús Antonio Bejarano a par ailleurs prolongé et formalisé sa réflexion sur la négociation à partir de la comparaison Colombie, Salvador, Guatemala in BEJARANO (Jesús Antonio), Una agenda para la paz, *op. cit.* Enfin, quelques auteurs colombiens s'intéressèrent à l'analyse du conflit salvadorien, comme Eduardo Pizarro (PIZARRO (Eduardo)), « Una paz sin victorias, balance del proceso de paz centroamericano », Análisis Político, 5, septembre 1988, p.28-45). Il faut enfin souligner la fine analyse de Juan Gabriel Gomez, juriste colombien qui fit partie de la mission des Nations unies au Salvador (GOMEZ (Juan Gabriel)), « La construcción de la paz y la democracia en El Salvador. Un balance de los Acuerdos de Paz y su cumplimiento », Análisis Político, 19, mai 1993, p.63-76). La participation de la Colombie d'abord au groupe de Contadora puis plus significativement comme « pays ami » du Secrétaire Général des Nations unies pendant le processus de paix au Salvador et le nombre significatif de Colombiens ayant participé à la mission de l'ONU au Salvador ou au sein de la Commission de la Vérité, puis au Guatemala, est par ailleurs symptomatique de l'intérêt porté en Colombie au processus centraméricain.

solutions<sup>442</sup>. Cette situation va se prolonger avec l'engagement progressif des États-Unis dans le conflit colombien à travers la guerre contre le trafic de drogues et le Plan Colombie<sup>443</sup>. Enfin, plus récemment, les deux cas ont été insérés dans des travaux comparatifs sur les processus de paix dans l'ensemble de la région<sup>444</sup>. À la rareté de ce type d'approches, il convient d'ajouter l'absence de référence à l'autre pays chez les acteurs eux-mêmes, les leçons de l'un ou l'autre des cas étant pour ainsi dire absents de leurs réflexions<sup>445</sup>.

---

<sup>442</sup> Des colloques à vocation « *policy oriented* » se multiplient en Colombie dès 1995 à partir d'une analyse de la négociation et de la résolution des conflits des cas centre-américains. Les exemples les plus significatifs sont SANIN (Javier) (éd.), Memorias. Primera conferencia iberoamericana de paz y tratamiento de conflictos. Bogotá : Pontificia Universidad Javeriana, 1997, 393 p. et Paz y guerra en conflictos de baja intensidad : El caso colombiano. Bogotá : Programa para la Reinserción, 1996, 307 p.

<sup>443</sup> Un exemple intéressant du renouvellement de l'intérêt des États-Unis pour la comparaison des deux conflits, en particulier du fait de l'intervention militaire, est ARNSON (Cynthia), « El Salvador and Colombia, Lessons of the peace process », p.41-46, in STUDEMEISTER (Margarita), El Salvador : implementation of the peace accords. Washington : US Institute of Peace, 2001, 64 p.

<sup>444</sup> Parmi les travaux comparés sur l'étude des processus de paix en Amérique latine présentés au chapitre 2 le plus significatif de cette situation est ARNSON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America, *op. cit.* où l'article sur la Colombie est écrit par Mark Chernick et discuté par Jesús Antonio Bejarano, celui sur le Salvador par Hector Dada et Antonio Cañas. Il est significatif de l'évolution des deux processus que le premier porte sur une histoire récente des tentatives de négociations entre gouvernement et guérilla, alors que le deuxième est une analyse de l'évolution de la situation politique au Salvador depuis la signature de la paix. Pour une autre étude, faite au Pérou et inscrite dans le même programme de recherche comparée, cf. BASOMBRIO IGLESIAS (Carlos), La paz, valor y precio. Lima : Instituto de Defensa Legal, 1996, 226 p.

<sup>445</sup> Deux évocations incidentelles ont pu être relevées pour chacun des cas, dans des témoignages écrits des principaux acteurs. Dans son autobiographie, José Napoleón Duarte rejette, lorsqu'il rend compte des négociations de La Palma (octobre 1984), le parallélisme avec la politique de paix du gouvernement colombien en des termes peu amènes pour Belisario Betancur (cf. DUARTE (José Napoleón), My story. New York : Putnam, 1986, p. 227). Dans ses mémoires, Rafael Pardo, principal négociateur du gouvernement colombien avec le M-19, puis Ministre de la Défense lors des négociations avec la CGSB, évoque la rencontre de Caracas entre le gouvernement salvadorien et le FMLN (mai 1990) comme exemple à suivre lors de la négociation sans demande de cessez-le-feu préalable qui allait démarrer dans la même ville entre le gouvernement colombien et la CGSB un an plus tard (cf. PARDO (Rafael), De primera mano, Bogotá : Norma, 1996, p.368). Le parallélisme est d'ailleurs confirmé par Jesús Antonio Bejarano, mais il ne relèverait que de circonstances fortuites : « Il y avait une grande similitude entre l'agenda de négociations signé par le gouvernement colombien et la guérilla à Caracas en 1991, celui signé au Guatemala postérieurement, et celui développé à peu près parallèlement au Salvador, malgré le fait qu'il n'y ait eu ni accord ni communication entre les négociateurs. J'étais le représentant du gouvernement colombien, et je peux assurer que nous n'avons eu aucun contact avec les négociateurs salvadoriens ». (cf. BEJARANO (Jesús Antonio), « Reflections », *op. cit.*, p.201-2). Enfin, dans des articles écrits bien après la fin du conflit salvadorien, Joaquín Villalobos, l'un des principaux dirigeants du FMLN, affirme que l'expérience du M-19 a servi d'exemple au FMLN. Il affirme en particulier que sur la question d'une résolution négociée du conflit dans un cadre démocratique, « la stratégie du FMLN en la matière prenait modèle, notamment sur l'attitude de Cuba à propos de l'Angola, sur celle du Mouvement du 19 avril en Colombie et sur celle du Nicaragua vis-à-vis de Contadora » (cf. VILLALOBOS (Joaquín), « Ni vainqueurs, ni vancus : la paix au Salvador », Critique Internationale, 5, automne 1999, p.142), ou que « les négociations avec le M-19 dans les années 1980 ont eu une influence déterminante sur les guérillas du Salvador pour que celles-ci cessent de considérer la négociation comme un péché » (cf. « Las negociaciones de paz son complejas pero terrenales », entrevista con Joaquín Villalobos, Semana, n°984, 23 avril 2001). Ces dernières affirmations relèvent néanmoins davantage de réflexions *a posteriori* que d'une influence réelle. Ce constat a été

Il semble pourtant possible de mener cette analyse de manière comparée, et ce pour trois types de raisons. Les deux premières tiennent à la nature des processus étudiés. Il n'est pas question d'ignorer les différences importantes qui existent entre le Salvador et la Colombie en matière de conflit interne et de résolution négociée. Mais il est possible de constater que les deux cas choisis ici se différencient des autres pays qui ont connu des insurrections armées, et particulièrement de ceux qui ont expérimenté des solutions négociées, sur deux éléments majeurs : d'une part, l'intensité du conflit entre guérillas et gouvernement, de l'autre, la nature de sa résolution. Ces points communs permettent de mettre en lumière le troisième aspect, plus substantiel, une similitude dans les modalités des relations entre gouvernement et guérilla qui se sont établies au cours des années de l'affrontement armé, conditionnant les modalités de la négociation et de la participation de la guérilla à la vie politique.

Le premier élément justifiant la comparaison est la nature de la violence politique que ces deux pays ont connue, au-delà des circonstances historiques qui viennent d'être analysées. Car la seule existence d'une confrontation entre État et guérillas n'est pas suffisante pour rendre compte de la situation propre à chaque pays. Ni même le fait que les insurrections, du fait de leur échec initial, n'aient pas donné lieu au triomphe de la Révolution, comme à La Havane ou à Managua, et se soient transformées en conflits prolongés.

Le cas de la Colombie paraît plus simple. En effet, les guérillas révolutionnaires s'y développent dès les années soixante et survivent aux actions que l'armée mène contre elles, mais leurs actions politiques et militaires ne sont jamais parvenues à remettre en cause les institutions. Leur présence géographique est importante et en croissance, en particulier dans les régions de colonisation agricole, de développement de cultures illicites ou de découverte de riches gisements de ressources naturelles (pétrole, charbon). Mais elle n'a jamais couvert l'ensemble du

---

confirmé par les entretiens menés dans chaque pays avec différents acteurs des deux processus, l'évocation de la situation de l'autre pays suscitant au mieux de l'indifférence, généralement l'expression d'une ignorance.

territoire national, et a en particulier très marginalement atteint des régions stratégiques pour l'économie du pays, les régions de cultures traditionnelles (l'axe du café), la côte atlantique (à l'exception de la Sierra Nevada de Santa Marta et de la région de l'Urabá) ou les grandes métropoles urbaines (sauf à certains moments et de façon assez secondaire l'existence de milices urbaines dans les périphéries de Medellín et Cali).

Malgré son niveau de violence, et son extension dans le temps, le conflit entre les guérillas et l'armée ne touche, directement ou indirectement, qu'une partie minoritaire de la population. S'il y a bien un affrontement armé interne, il n'existe pas pour autant de guerre civile en Colombie. Le conflit entre État et guérillas est compris au mieux comme une des composantes de cette forme contemporaine de la *Violencia*, plus longue, moins intense, et surtout plus complexe que celle des années 1947-57. La situation colombienne répond dès lors davantage au qualificatif d' « insurrection chronique »<sup>446</sup>, qui peut dériver vers des situations dans lesquelles « la guerre cesse d'être une prolongation de la politique par d'autres moyens pour se transformer en un substitut permanent de la politique »<sup>447</sup>, mais seulement dans des contextes localisés. Et à la différence du Pérou, qui a connu au début des années quatre-vingt-dix une situation comparable, la résolution du problème d'une insurrection armée prolongée dans le temps n'a pas signifié une reprise en main autoritaire.

Le cas salvadorien, par contre, est plus proche de la situation de la guerre civile. L'usage de ce terme pour rendre compte des onze années d'affrontements entre l'État et les guérillas a fait l'objet d'un débat académique. Son emploi par les acteurs eux-mêmes n'est d'ailleurs que tardif, il ne commence à s'imposer qu'avec les médiations régionales et internationales<sup>448</sup>.

---

<sup>446</sup> CHERNICK (Mark), « Negotiated settlement to armed conflict : lessons from the colombian peace process », *op. cit.*

<sup>447</sup> PIZARRO (Eduardo), *Insurgencia sin revolución*, *op. cit.*, p.xxii.

<sup>448</sup> Les différents textes signés par les deux parties entre 1989 et 1992, y compris l'Accord de paix, ne mentionnent jamais le terme de « guerre civile » et décrivent la situation comme un « conflit armé ». Le rapport de la Commission de la Vérité, publié en mars 1993, évoque la « guerre ». Par contre les analyses des Nations unies sur la

Jusqu'alors les guérillas employaient davantage des termes liés à la lutte armée révolutionnaire, à l'insurrection populaire ou à la libération nationale, le gouvernement et l'armée évitant quant à eux l'usage d'un terme qui supposait la reconnaissance des insurgés comme acteur politique et militaire. Jusqu'à 1989, le gouvernement des États-Unis réfute l'emploi d'un terme qui ne trouve pas de place dans une interprétation dominée par le conflit Est-Ouest et le refoulement du communisme, et où il s'agit d'affronter un conflit de basse intensité<sup>449</sup>.

La quasi-totalité des travaux académiques y ont pourtant recours<sup>450</sup>. Dans un pays qui rassemblait au début du conflit 5 millions d'habitants sur 21 000 km<sup>2</sup>, l'affrontement militaire entre une armée qui compta jusqu'à 60 000 hommes, sans inclure les milices paramilitaires, et une guérilla forte de 8 000 combattants, fit entre 70 et 80 000 victimes<sup>451</sup> et sans doute près d'un million de déplacés ou réfugiés. Même si le conflit n'a pas interrompu l'activité sociale et économique, le bouleversement y est considérable et durable : entre 1979 et 1991, le PIB par habitant du Salvador chute des trois quarts<sup>452</sup>.

Le terme ne fait pourtant pas l'unanimité, et certains auteurs en récusent même l'usage, au nom du fait que le conflit armé n'a ni polarisé ni mobilisé l'ensemble de la population sur un clivage unique, et n'a jamais paralysé totalement l'activité économique du pays, tant le conflit se

situation salvadorienne utilisent le terme de « guerre civile ». Cf. *The United Nations and El Salvador, 1990-1995*. New York : Département d'information des Nations unies, 1995, 611 p. et en particulier l'introduction (p.3-66).

<sup>449</sup> À l'exception notable de Deane Hinton, Ambassadeur des États-Unis à San Salvador entre 1980 et 1983, nommé par l'administration de Ronald Reagan, qui qualifia le conflit, dès son discours de possession en octobre 1980, de guerre civile. Cf. BALOYRA (Enrique), *El Salvador in transition*. *op. cit.*, p.130.

<sup>450</sup> Sans récuser l'utilité du terme « guerre civile », Alain Rouquié lui préfère celui de « guerre intestine », qui a pour avantage de rendre comte de la dimension régionale du conflit, cf. ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*, *op. cit.*

<sup>451</sup> Le chiffre des victimes est bien entendu sujet à de nombreuses polémiques. Le chiffre de 75 000 morts est avancé dans les publications des Nations unies. Rapporté à la population totale, la proportion de victimes est un peu inférieur à celui de la guerre de Sécession aux États-Unis, généralement considérée comme l'une des guerres civiles les plus meurtrières.

<sup>452</sup> La chute du PIB n'est véritablement forte que pendant les trois premières années du conflit – le PIB connaît ensuite une stagnation ou une progression faible. Mais la prolongation de la guerre va affecter durablement l'état des infrastructures. Des calculs effectués par la Banque Mondiale estiment que le niveau virtuel du PIB par habitant du Salvador en 2000, aurait dû être, en l'absence des pertes et des coûts liés au conflit interne, de 75 % à 100 % supérieur au niveau qu'il a réellement atteint en 2000. Cf. *The economic and social costs of armed conflict in El*



déroule majoritairement dans des régions d'importance économique et stratégique secondaire. L'existence de différents axes de clivage politique, la possibilité progressive d'une expression de la contestation pendant le conflit, l'absence de véritables « territoires libérés », voire le caractère non systématique du recours à la terreur<sup>453</sup>, plaident pour utiliser avec prudence le terme de guerre civile dans le cas salvadorien<sup>454</sup>. Si ces objections doivent être effectivement considérées, afin de conserver en mémoire les spécificités des modalités de l'affrontement armé au Salvador, elles ne constituent pas néanmoins des limitations majeures à l'emploi de ce terme dans ce travail.

La différence fondamentale entre les deux cas étudiés réside bien dans l'écart qualitatif entre une « insurrection chronique » dans un cas, une guerre civile dans l'autre. Pourtant, au-delà de la différence qualitative signalée, un premier élément permet de justifier le rapprochement entre ces deux cas : le Salvador et la Colombie constituent, dans l'histoire contemporaine de l'Amérique latine, et hormis les pays où triompha une insurrection révolutionnaire, les pays où la relation numérique entre guérilleros et soldats est la plus favorable aux premiers, les taux étant

---

Salvador. Washington : The World Bank, Conflict prevention and reconstruction unit, Dissemination note n°8, janvier 2003.

<sup>453</sup> L'analyse précise de la dimension, des formes et des modalités de la violence politique pendant le conflit salvadorien, au regard d'autres cas de guerres civiles, demeure un chantier de recherche encore peu exploré (cf. les axes de travaux proposés in WOOD (Elisabeth), Political violence during El Salvador's Civil War, 2002, 10 p., [www.santafe.edu/files/gems/civilwarviolence/woodmemo.pdf](http://www.santafe.edu/files/gems/civilwarviolence/woodmemo.pdf)). Si le recours aux exécutions extrajudiciaires et aux disparitions forcées constitue la forme de violence la plus répandue pendant tout le conflit, il est particulièrement important entre le coup d'État d'octobre 1979 et l'insurrection de janvier 1981. Entre 1980 et 1984, années de loin les plus meurtrières de la guerre, ont lieu les plus importants massacres de population civile par l'armée, mais ils sont notoires plus par leur impact que par leur nombre. Yvon Grenier rappelle qu'un organisme comme Americas Watch ne dénombre que sept massacres importants entre 1980 et 1984 (en particulier ceux du Rio Sumpul en mai 1980, du Rio Lempa en octobre 1981, de El Mozote en décembre 1981 ou de Las Hojas en février 1983), et plus aucun après. (Cf. GRENIER (Yvon), Guerre et pouvoir au Salvador, *op. cit.*, p.237, n.139). Après 1984, davantage que les disparitions et les massacres, la violence politique a majoritairement pris la forme de déplacements forcés de populations civiles, en particulier dans les zones de combats, dont certaines ont été pratiquement vidées de leur population. Malgré l'intensité et la longueur du conflit, l'usage de la terreur de masse a été bien moins systématique et meurtrier qu'au Guatemala dans les années 1981-83.

<sup>454</sup> Ainsi Yvon Grenier préfère utiliser le terme de « guerre interne », qu'il conçoit comme « une compétition entre acteurs politiques d'un même pays en priorité basée sur l'usage de la force dans une période prolongée », l'usage de « guerre civile » signifiant selon lui que le conflit a pour épïcêtre la société civile. Cf. GRENIER (Yvon), Guerre et pouvoir au Salvador, *op. cit.*, p.11-13. Dans son étude comparée sur les crises au Nicaragua, Salvador et Guatemala, Gilles Bataillon distingue le premier cas, relevant de la situation de guerre civile, de deux derniers, considérés

tout à fait comparables entre les deux cas<sup>455</sup>. Ainsi en 1987, il y avait en Colombie 1 guérillero pour 3,9 soldats, et au Salvador 1 pour 4,2 soldats en 1980 (la proportion évoluera progressivement en faveur de l'armée jusqu'à la signature de l'accord de paix). Le rapport entre les effectifs de la guérilla et la population totale démontre également la spécificité de ces deux pays (voir tableau page suivante). Pour ces deux indicateurs, les données sont beaucoup plus proches des situations de triomphe de l'insurrection (Cuba en 1959 et Nicaragua en 1979) ou de conflit ouvert (conflit au Nicaragua entre les sandinistes et la *contra*) que des autres pays où la guérilla n'a pas réussi à s'imposer (Pérou et Guatemala). Une réelle proximité entre les deux cas, condition indispensable pour une comparaison, apparaît au regard de cet indicateur.

**Tableau 4 : Effectifs comparés des guérillas<sup>456</sup>**

Cas	Effectifs des guérillas	Effectifs de l'armée	Armée / guérillas	Population / guérillas	Population / Armée	Population / hommes en armes	Population
<i>Révolutions triomphantes</i>							
<b>Cuba (1958)</b>	3000	14000	4,7	2220	476	392	6660000
<b>Nicaragua (1979)</b>	2000	7100	3,6	1050	296	231	2100000
<i>Insurrections révolutionnaires ayant donné lieu à des conflits prolongés</i>							
<b>Colombie (1987)</b>	17000	66200	3,9	1209	310	247	20553000
<b>Salvador (1980)</b>	3000	12500	4,2	1667	400	323	5000000
<b>Salvador (1983)</b>	7000	33000	4,7	750	159	131	5250000
<b>Salvador (1992)</b>	8000	60000	7,5	738	98	87	5900000
<b>Guatemala (1987)</b>	2000	32500	16,3	4308	265	250	8616000
<b>Guatemala (1997)</b>	1000	44000	44,0	10900	248	242	10900000
<b>Pérou (1987)</b>	2000	127000	63,5	10171	160	158	20342000
<i>Conflit armé entre un régime révolutionnaire et des forces contre-révolutionnaires</i>							
<b>Nicaragua (1990)</b>	23000	80000	3,5	174	50	39	4000000

comme des affrontements armés. Cf. BATAILLON (Gilles), Violence et politique en Amérique centrale ; essai sur la mise en place de la guerre civile au Nicaragua et des affrontements armés au Guatemala et au Salvador. *op. cit.*

<sup>455</sup> Le caractère forcément imprécis des effectifs des guérillas, et même des forces armées, invitent à ne prendre ces indications numériques qu'avec précaution. Elles ne servent ici qu'à donner des ordres de grandeur comparés.

<sup>456</sup> Ce tableau reproduit et actualise ceux établis par Yvon Grenier in GRENIER (Yvon), Guerre et pouvoir au Salvador, *op. cit.*, p. 231-34. Après 1987, les chiffres sont ceux indiqués officiellement lors des accords de paix, cf. SPENCER (Denise), Demobilization and reintegration in Central America. *op. cit.*, p.4

Le deuxième élément justifiant la comparaison relève de la nature de la résolution des conflits armés. Les analyses sur le devenir des mouvements de guérilla en Amérique latine montrent que les deux pays se sont trouvés dans des situations spécifiques, non prévues ni par les révolutionnaires, ni par les militaires, insurrection chronique colombienne, guerre civile, mâtinée de guerre froide au Salvador. Or, à partir de ces impasses militaires, les deux pays étudiés sont les seuls en Amérique latine, avec le Guatemala et le Pérou, à connaître des conflits internes prolongés, qui opposent le pouvoir en place et les mouvements de guérilla, alors que le reste du continent expérimente des transitions négociées vers la démocratie, généralement pacifiques. Pourtant, dans les deux cas, et à la différence sensible des deux autres cas signalés, le conflit est à la fois militaire et politique, le dialogue étant possible, et recherché, à chaque moment de la confrontation militaire, en même temps que cette dernière contribue à modeler le dialogue en retour. Dans les deux cas, le conflit fait évoluer les contextes politiques, sociaux et économiques au point que les institutions auxquelles les guérillas s'affrontent se sont profondément transformées en une décennie. Les guérillas elles-mêmes souffrent d'importantes mutations, que ce soit par l'effet de la confrontation, ou par réaction aux changements nationaux et internationaux de leur environnement. Dans les deux cas, le conflit aboutit à une solution négociée, totale au Salvador, partielle en Colombie, où la réinsertion politique des mouvements de guérilla s'accompagne de très importantes réformes des institutions dans le sens d'une ouverture démocratique.

En troisième lieu, la comparaison est justifiée par la structure de l'étude qui va être suivie. En effet, il est proposé ici de comprendre l'évolution du conflit et de son contexte en Colombie et au Salvador à travers trois moments des politiques de paix et des négociations : l'échec des solutions de dialogue national, les impasses des formules de légitimation par les institutions et enfin, l'intensité de la violence qui mène à la négociation. La succession de ces

trois moments semble effectivement différencier les deux cas étudiés des autres situations en Amérique latine<sup>457</sup>.

En effet, dans les autres cas latino-américains précédemment cités d'intégration de guérillas dans l'espace politique légal, il semble bien que ces trois étapes ne se retrouvent pas, ou seulement en partie. Le cas vénézuélien, comme il a été signalé plus haut, ne relève que d'une seule étape, la légitimation du régime politique par une stratégie d'ouverture contrôlée vers des opposants militairement défaits. Au Nicaragua, les quelques négociations entre le gouvernement sandiniste et les *contras*, puis surtout les multiples accords entre le gouvernement de Violeta Chamorro et les diverses formations encore mobilisées de *recompas* ou *recontras*, résultent d'autres logiques : pour les premiers, d'une acceptation par Managua d'une solution régionale, dans l'optique d'un relâchement de la pression nord-américaine, puis dans les deuxièmes de tentatives chaotiques et inabouties de construction d'une scène politique.

Le cas le plus prochain est le Guatemala, où la signature d'un Accord de Paix peut être interprétée également au regard de la deuxième étape, puisque la mise en œuvre d'un processus électoral participe, comme au Salvador, de la légitimation du régime par les urnes. Mais la phase initiale du dialogue national est totalement absente, tant la solution de répression menée par l'armée au pouvoir, sous les présidences du général Lucas García (1978-82) et du général Ríos Montt (1982-83), obère dès l'origine toute forme de dialogue. Et si, comme au Salvador, un démocrate-chrétien, Vinicio Cerezo, remporte les premières élections présidentielles en 1985, et met en œuvre dans son pays les recommandations d'Esquipulas II, c'est sans le volontarisme

---

<sup>457</sup> Elles recouvrent évidemment pour chaque cas national des périodes chronologiques successives, d'autant que chacune des étapes est conçue comme une tentative de dépasser les échecs de la précédente. Mais pour cette même raison, la périodisation proposée pour chacune de ces étapes n'est pas stricte, et bien des éléments qui caractérisent chacune d'entre elles trouvent leur origine dans l'étape précédente et se prolongent dans la postérieure. Ces étapes sont donc analysées successivement, avec pour chacune d'entre elles une analyse comparée des deux cas. Suivre un ordre chronologique ne suppose pourtant pas de prétendre à une reconstitution exhaustive des événements qui ont conduit à la signature de la paix entre gouvernements et mouvements de guérilla pendant les périodes considérées dans chacun des pays, d'autant que la reconstitution minutieuse des événements a déjà été faite. Les références bibliographiques à ces travaux sont indiquées systématiquement.

réformiste de José Napoleón Duarte et avec une marge d'action encore plus réduite vis-à-vis de l'armée. Quant au troisième élément, enfin, il semble pratiquement absent, tant la guérilla a été affaiblie militairement et politiquement dans les années quatre-vingt, et ne maintient plus qu'une présence de second ordre. Davantage qu'à la polarisation et à l'intensité de la violence, les négociations sont en effet plutôt dues à un effet de contagion, dans la continuité de ce qui a pu être interprété au Salvador comme le succès de l'intervention internationale pour la résolution des conflits et la construction de la démocratie<sup>458</sup>.

Les quatre chapitres de cette deuxième partie cherchent à analyser de manière comparée les différentes étapes qui mènent à la démobilisation des guérillas dans des cadres politiques renouvelés suivant les trois moments annoncés plus haut.

Dans un premier temps, des solutions d'ouverture et de dialogue national sont mises en œuvre par des mandataires forts de leurs positions particulières dans la scène politique et de leur volontarisme réformiste. Si elles permettent la reconnaissance du conflit, elles se révèlent être, dans des contextes de haut niveau de violence politique, des marchés de dupes, dans lesquels chaque acteur ne semble rechercher que sa propre légitimation politique et profiter, le cas échéant, des trêves accordées pour se renforcer militairement. En Colombie, la période s'étend sur les trois premières années de la Présidence de Belisario Betancur, entre sa prise de possession en août 1982 et l'attaque du M-19 contre le Palais de Justice en novembre 1985. Elle est marquée par l'installation d'une Commission de paix et l'amnistie d'octobre 1982, la rencontre entre le Président et les commandants du M-19 à Madrid en octobre 1983 puis en décembre 1984 à Mexico et surtout la signature des accords de La Uribe avec les FARC en mars 1984, et d'accords avec le M-19, l'EPL et ADO en août 1984. Au Salvador, cette étape concerne les deux

---

<sup>458</sup> Sur le processus de paix au Guatemala, cf. JONAS (Suzanne), *Of centaurs and doves, Guatemala's peace process*. Boulder : Westview, 2000, 299 p. et McCLEARY (Rachel), *Dictating democracy*. Gainesville : University

phases de la participation de la Démocratie Chrétienne au gouvernement, d'abord pendant la junte (janvier 1980 - mars 1982), puis pendant les quatre premières années de la présidence de José Napoleón Duarte entre son élection en juin 1984 et mars 1988, date à laquelle le PDC perd sa majorité absolue à l'Assemblée. La période est marquée par les trois rencontres entre le gouvernement et la guérilla, à La Palma le 15 octobre 1984, Ayagualo le 30 novembre de la même année puis à la Nonciature de San Salvador les 4 et 5 octobre 1987. (Chapitre 4)

Les échecs du dialogue national suscitent, dans un deuxième temps, des tentatives de légitimation des institutions en place par un traitement de ce qui fut analysé comme les « conditions objectives de l'insurrection », incluant élections régulières, orientation de l'aide nord-américaine sur des actions civiques et participation à une coopération régionale pour le Salvador, décentralisation, politiques sociales et de développement régional pour la Colombie. En cessant de considérer comme prioritaire le contact avec les groupes armés, voire en les ignorant, les solutions de légitimation institutionnelle se révèlent incapables de résoudre le conflit armé à court terme et sont rejetées et discréditées par les guérillas. Elles n'en constituent pas moins une étape essentielle, car elles définissent le cadre dans lequel les négociations postérieures vont se dérouler. Pour la Colombie, cette étape, dont certains éléments apparaissent pendant la Présidence Betancur, trouve sa pleine réalisation pendant les deux premières années de la Présidence Barco. La réponse aux « conditions objectives de la violence » devient un programme central de gouvernement, de la prise de possession présidentielle en août 1986 à l'ouverture de négociations avec le M-19 en janvier 1989, à la suite du dénouement de l'enlèvement du dirigeant conservateur Alvaro Gómez Hurtado en mai 1988. Au Salvador, des éléments se retrouvent également dans la période précédente, puisque la mise en œuvre de la réforme agraire pendant la junte de 1979-82, et l'initiation du processus électoral dès l'élection

pour l'Assemblée Constituante de 1982 font pleinement partie de cette stratégie. Elle atteint son paroxysme au niveau national à la fin de la Présidence Duarte, avec trois caractéristiques centrales : les alternances législative (1988) puis présidentielle (1989), qui permettent de montrer que si les élections n'ont pas signifié une complète démocratisation, elles ont ouvert une certaine bipolarisation de la vie politique, puis l'orientation de l'aide militaire nord-américaine, après l'essoufflement des réformes, sur une professionnalisation de l'armée salvadorienne, et, enfin, au niveau régional la mise en place des accords d'Esquipulas II en août 1987. (Chapitre 5)

Renforcées militairement pendant les dialogues nationaux, cherchant à reprendre l'initiative afin d'apparaître comme des interlocuteurs politiques incontournables face aux tentatives de légitimation, les guérillas s'engagent dans des actions armées d'envergure, qu'elles conçoivent comme finales et qui ne parviennent pourtant pas aux buts recherchés. La guerre semble portée à son paroxysme, dépassant le niveau de violence déjà élevé des années précédentes, avec l'apparition de nouveaux acteurs armés en Colombie, et l'utilisation d'armes à haut potentiel de destruction au Salvador. Gouvernements et guérillas sont sommés de choisir entre la poursuite du conflit avec un coût humain, matériel et politique considérable ou la recherche d'une solution négociée. Contrairement aux deux phases antérieures, ce troisième moment est analysé dans deux chapitres différents, consacrés au cas colombien puis au salvadorien. Les liens entre la résolution d'un accord et les premiers temps de la participation politique de la guérilla dans une scène politique renouvelée constituent en effet le centre de ce travail, ce qui justifie un traitement plus détaillé que pour les deux moments antérieurs, tout en conservant une dimension comparative.

En Colombie, la délimitation des périodes correspond davantage aux dynamiques propres à chaque mouvement, mais pour le plus significatif d'entre eux, le M-19, elle commence dès 1985, lorsque, auréolé de la récente signature d'un accord de paix avec le gouvernement, il devient la cible privilégiée des actions de l'armée, et perd de nombreux cadres et militants ; les

échecs militaires et politiques successifs (Palais de Justice en novembre 1985, *Batallón América* au début 1986) marquent le mouvement au point de le conduire à accepter une négociation à partir de mai 1988. Or ces discussions se déroulent en même temps qu'une entreprise de renouvellement des institutions menée par l'exécutif. De ce fait, la négociation mène la guérilla à signer la paix et à participer pour la première fois à des élections le jour même où les électeurs sont invités à déposer un bulletin officiel appelant à la convocation d'une Constituante. Le contexte marque à ce point la participation politique du parti surgi de la guérilla que ses premiers succès électoraux vont être aussi importants que temporaires et sa fulgurante existence sur la scène politique va pratiquement se confondre avec celle de l'Assemblée Nationale Constituante (Chapitre 6).

Au Salvador, les premiers mois de la Présidence Cristiani montrent que l'espoir d'une solution négociée peut s'accompagner d'une très forte intensification de la violence, comme en témoignent les deux offensives du FMLN (novembre 1989 et juillet 1990). Si la première fut plus visible à cause des combats dans les quartiers résidentiels de la capitale et surtout du massacre des jésuites de l'Université Centraméricaine, la seconde fut sans doute plus violente et plus intense, avec le recours à des armes nouvelles pour la guérilla. Or toutes deux s'inscrivent dans une dynamique renouée, où il ne s'agit plus de l'emporter par les armes mais de se placer dans une position de force dans une négociation désormais cadrée par l'intervention des Nations unies. L'accord obtenu prévoit la démilitarisation du FMLN et d'une partie de l'armée. Il prévoit également la transformation de l'ancienne guérilla en parti politique. Après deux ans de transition, les élections générales de 1994 vont lui donner l'occasion à la fois de mesurer véritablement son importance politique dans le pays, et de résoudre les clivages existants pendant la lutte armée. (Chapitre 7).



## **CHAPITRE 4 : LES IMPASSES DES POLITIQUES DE PAIX FONDEES SUR LE DIALOGUE NATIONAL**

Après l'échec des insurrections initiales, et l'incapacité des forces armées à mettre une fin définitive aux organisations subversives, les deux pays s'installent dans un conflit armé sans solution militaire apparente. Face à la montée de la violence armée, la Colombie et le Salvador ont connu une première étape de tentative de résolution du conflit armé de la part des régimes en place fondée sur des postulats comparables.

Dans chaque pays, un projet présidentiel de nature réformiste, volontariste et atypique dans les histoires politiques nationales, cherche à résoudre une crise qui semble sans solution immédiate. En dénonçant les blocages des systèmes institutionnels, voire les injustices des modes de production et de répartition de la richesse, Belisario Betancur en Colombie et José Napoleón Duarte au Salvador investissent le fort crédit personnel et le charisme dont ils jouissent au service d'un projet de réforme qui inclut la consolidation d'institutions démocratiques (régularité du scrutin et respect des procédures électorales, extension de l'élection à des mandats locaux autrefois nommés, ...) et des politiques sociales redistributives. Mais par-delà ce réformisme classique, dont les réalisations s'avèrent limitées, leur action politique vis-à-vis des insurgés se caractérise surtout par la promesse d'une paix qui devrait être obtenue par une action volontaire. La reconnaissance politique de la guérilla se réaliserait au moyen de conversations directes et publiques, impliquant la participation personnelle du Président, et de dialogues nationaux, réunions auxquelles participeraient des représentants de différents partis, syndicats, groupes sociaux et mouvements armés, organes parallèles aux institutions politiques existantes. Dirigeants politiques hors des normes de leurs pays, et proposant des formules politiques inédites, autant Belisario Betancur que José Napoleón Duarte conçoivent leur action politique à

travers une relation personnelle entre le mandataire et le peuple, par-delà les partis ou les institutions existantes. Ces deux mandataires, parfois qualifiés de dirigeants populistes, sont restés trop peu de temps au pouvoir dans des systèmes politiques permettant la représentation d'une opposition à leur action, et n'ont pas disposé de véritables d'appareils au service de leurs projets, pour réellement pouvoir mettre en œuvre un projet de cette nature. Leur conception de la pratique du pouvoir et des politiques mises en œuvre pour résoudre le conflit armé est marquée par l'idée qu'une relation particulière doit exister entre le présidente et le peuple. Elle répond chez Belisario Betancur à une perception personnalisée du christianisme social<sup>459</sup>, et chez José Napoleón Duarte à une pratique paternaliste de la doctrine démocrate chrétienne<sup>460</sup>.

Dans des contextes extrêmement polarisés, ces solutions, menées par des dirigeants politiques dont le principal atout, leur caractère hors norme, se révèle rapidement source d'isolement, échouent et aboutissent à la généralisation du conflit. Leur incapacité à construire des espaces de rencontre hors des institutions a pourtant une conséquence majeure qui marque les résolutions et négociations à venir dans les deux pays : nulle solution de paix et de participation des mouvements de guérilla à la vie politique nationale ne peut se préparer ni se réaliser en ignorant les cadres fixés par les institutions de chaque pays.

S'il y a effectivement des éléments de comparaison entre ces deux périodes, c'est bien à partir de leur signification dans le processus de paix de chacun des pays. Et si des proximités peuvent être établies entre les deux mandataires, tant dans leur idéologie, leur pratique de

---

<sup>459</sup> Son idéologie politique a été analysée comme une « libre interprétation personnelle de la doctrine sociale de l'Église », in RAMIREZ (Socorro), RESTREPO (Luis Alberto), Actores en conflicto por la paz. Bogota : CINEP, Siglo XXI, 1988, p.55. Plusieurs ouvrages rassemblant des textes ou des discours de Belisario Betancur sont significatifs de cette vision, le plus récent étant BETANCUR (Belisario), El Homo Sapiens se extravió en América Latina. Bogota : El Navegante, Tercer Mundo, 1990, 339 p.

<sup>460</sup> Sur l'idéologie de José Napoleón Duarte avant 1979, cf. WEBER (Stephen), José Napoleón Duarte and the Christian Democratic Party in salvadorean politics, *op. cit.* Concernant la période postérieure, et en particulier sa participation à la junte, puis les premières années de sa présidence, la meilleure source sur sa vision politique demeure son autobiographie, DUARTE (José Napoleón), My story. *op. cit.* Le texte est marqué néanmoins par les circonstances de sa publication en 1986 aux États-Unis, dans un clair objectif de pression sur les milieux de

gouvernement, et leur manière de comprendre les raisons de l'insurrection armée et d'en déduire la nature des réponses à y apporter, il ne s'agit pas pour autant d'établir des variantes nationales d'une forme de résolution des conflits, un volontarisme modéré inspiré par la démocratie chrétienne<sup>461</sup>. Belisario Betancur et José Napoleón Duarte ont bénéficié d'aides substantielles de la part de fondations ou de partis démocrates-chrétiens (essentiellement du Venezuela et d'Allemagne), mais cela ne fait pas de leurs politiques de paix des expériences strictement démocrates-chrétiennes<sup>462</sup>. D'autant qu'il n'existe pas non plus d'inspiration réciproque, la politique de paix de Belisario Betancur constituant pour José Napoleón Duarte un échec<sup>463</sup>.

#### *A. COLOMBIE : LES ILLUSIONS DE LA TREVE ARMEE*

En Colombie, « chacun des trois gouvernements en place entre 1978 et 1990 apporte une solution différente à la crise en fonction de la perception qu'il en a : (...) on assiste à un effort croissant pour régler simultanément le problème de la violence et celui de la crise politique. Ce faisant la pratique de la politique de paix va bien au-delà du simple choix entre le dialogue et la force »<sup>464</sup>. Cette lecture du conflit au travers de l'existence d'une crise politique transforme

décisions nord-américains, ce dont témoigne l'importance accordée aux épisodes concernant les assassinats de civils nord-américains au Salvador.

<sup>461</sup> Sur la Démocratie chrétienne en Amérique latine, cf. WILLIAMS (Edward), Latin American christian democratic parties. Knoxville : University of Tennessee Press, 1967, 305 p., actualisé par LYNCH (Edward), Latin America's Christian Democratic parties. Westport : Greenwood, 1993, 197 p.

<sup>462</sup> Malgré les deux expériences de recherche de la paix ici comparées et celle de Vinicio Cerezo au Guatemala, le rôle régional du gouvernement démocrate chrétien au Venezuela, les propositions de médiation du gouvernement ouest-allemand en 1981, puis les travaux de la fondation Konrad Adenauer, il n'existe pas de façon explicite un projet démocrate chrétien de résolution des conflits formalisé pour l'Amérique latine.

<sup>463</sup> Les médiations internationales entreprises par Belisario Betancur au début de son mandat pour la recherche d'une paix régionale en Amérique centrale ont d'ailleurs contribué à ce que José Napoleón Duarte ne l'apprecie pas particulièrement. Dans le cadre d'une politique extérieure non-alignée, Belisario Betancur a réactivé le *Grupo de Contadora*. En avril et mai 1983, il est à l'initiative de deux rencontres à Bogota entre le FDR et le gouvernement salvadorien, en présence de Richard Stone, ambassadeur nord-américain itinérant pour l'Amérique centrale. Dans sa biographie, José Napoleón Duarte règle ses comptes avec son homologue colombien, en qualifiant d'échec la politique de paix de Belisario Betancur. Cf. DUARTE (José Napoleón), My story. *op. cit.*, p.227.

<sup>464</sup> BEJARANO (Jesús Antonio), « Colombie : rétrospective de la politique de paix », Problèmes d'Amérique latine, 16, janvier 1995, p.42. Une version ce texte, en espagnol, plus détaillée, se trouve in BEJARANO (Jesús Antonio), « La política de paz durante la administración Barco », p.79-98, in DEAS (Malcolm), OSSA (Carlos), El gobierno

l'affrontement entre gouvernement et guérillas en un des problèmes majeurs du pays : tout projet politique doit inclure une politique de paix, qui se veut à la fois analyse et solution à ce problème. Dans un régime politique de compromis dans lequel les différences idéologiques entre libéraux et conservateurs se sont estompées, au point que les principaux dirigeants partagent pratiquement les mêmes options en matière institutionnelle et économique, et dans un contexte de relative croissance, le problème du conflit interne s'impose comme un des modes de différenciation, non seulement entre adversaires aux mêmes élections<sup>465</sup>, mais également entre présidents successifs. Le meilleur moyen de construire cette différenciation est de procéder à une *tabula rasa* des décisions précédentes et de présenter la politique choisie comme nouvelle et inédite, quelques en soient les options privilégiées.

La succession entre Julio César Turbay et Belisario Betancur en 1982 témoigne particulièrement de cette volonté. La prise de l'Ambassade de la République Dominicaine a constitué la première occasion dans laquelle les parties en présence dans le conflit armé colombien manifestent leur volonté de dialogue<sup>466</sup>. L'événement annonce en effet les modalités de la confrontation politique et militaire et les formes de dialogue pour la période à venir, ainsi que les formes d'un éventuel dialogue. Comme il a déjà été mentionné, le Président Turbay crée

---

Barco : política, economía y desarrollo social en Colombia 1986-1990. Bogota : Fedesarrollo, Fondo Cultural Cafetero, 1994, 542 p.

<sup>465</sup> Ainsi s'opposent en 1982, le conservateur Belisario Betancur, partisan du dialogue, et le libéral Alfonso López, séide de la paix libérale, puis en 1986, le libéral Virgilio Barco, qui promet la paix par une politique sociale ambitieuse, et le conservateur Alvaro Gómez Hurtado, défenseur de la solution répressive, puis en 1990, César Gaviria, qui s'inscrit dans la continuité de la politique de négociation amorcée dans la présidence antérieure, et deux candidats conservateurs, à nouveau Alvaro Gómez Hurtado et Rodrigo Lloreda, tous deux sur une ligne répressive. Le fait que des accords de paix soient signés avec plusieurs organisations ne tempère pas ce clivage, déplacé pourtant temporairement par les effets de l'application d'une stratégie économique néo-libérale par César Gaviria, puis l'importance acquise par les trafiquants de drogue et le paramilitarisme. Les élections très disputées de 1994 opposent encore le partisan du dialogue (Ernesto Samper) et celui de la solution forte (Andrés Pastrana). Les difficultés surgies en raison de l'affaire du financement de la campagne d'Ernesto Samper par des trafiquants de drogue opèrent un transfert des oppositions sur cette question. Pourtant la rencontre entre Andrés Pastrana, candidat conservateur pour les élections de 1998, et Manuel Marulanda, *Tirofijo*, dirigeant des FARC, pendant la campagne, redonne à ce thème un aspect central.

<sup>466</sup> BEJARANO (Ana María), « Estrategias de paz y democracia », p.57-124, in LEAL BUITRAGO (Francisco), ZAMOSC (León), Al filo del caos : crisis política en la Colombia de los años 80. Bogota : IEPRI, Tercer Mundo, 1990, 514 p.

une commission de dialogue indépendante du gouvernement. Cet espace spécifique, à la marge des institutions, est censé permettre la rencontre entre le régime et ses opposants armés. Le mécanisme n'est pas nouveau et ses maigres résultats ont montré rapidement ses limites. Mais il montre également que la création de cet espace particulier apparaît comme la seule réponse apportée pour faire face à une revendication qui remet en cause la représentativité et la légitimité des institutions. Les appels répétés du M-19 à un « dialogue national », dans lequel des représentants des différents courants politiques et secteurs sociaux discuteraient des réformes politiques et sociales nécessaires, comme celui qui a été convoqué à Panama en juillet 1981, apparaissent comme une invocation rhétorique. Ils servent à mettre en avant la bonne disposition du mouvement à discuter, et donc, à l'opposé, l'absence de volonté du gouvernement. Ils démontrent également la recherche de cet espace hors des institutions, traduction, dans le domaine de la confrontation entre État et guérillas, des insuffisances du régime politique hérité du *Frente Nacional*.

Le contexte politique de la fin de la Présidence Turbay, marqué par la répression et la confiance de chacun des adversaires dans leur capacité militaire pour vaincre l'autre, ne permet pas la réussite de l'ébauche de négociation mise en œuvre. Pourtant, elle annonce les chemins pris par son successeur ainsi que la crise à venir. Car c'est bien la jonction entre politique de paix et crise politique qui permet de concevoir que le seul moyen pour permettre le dialogue avec les guérillas soit la création d'espaces hors des institutions. Dès lors la réussite de ces dialogues doit non seulement passer par un effectif rapprochement entre guérillas et gouvernement mais également par la légitimation de ces nouveaux espaces au sein des institutions existantes. Ce point d'achoppement des différentes politiques de paix menées entre 1978 et 1990 ne pourra se résoudre, du moins partiellement, que par le recours à une instance à la valeur symbolique particulière qui permet de résoudre à la fois la crise politique et le conflit interne, l'Assemblée Constituante de 1991.

### 1) Belisario Betancur, une figure isolée, un projet politique atypique

La place occupée par Belisario Betancur au sein de la classe politique colombienne avant sa présidence est significative de son projet et de sa pratique politique, en particulier sur les questions du conflit et de la paix. L'arrivée à la Présidence d'un homme comme Julio César Turbay avait montré qu'il existait au sein des élites colombiennes une certaine capacité de renouvellement. En effet, sa famille appartenait à une immigration récente et son influence politique était moins liée à une implantation régionale due à la propriété de la terre. Il n'en demeure pas moins que les Turbay se sont imposés au sein du Parti libéral en utilisant les instruments les plus classiques de la politique colombienne, réseaux clientélistes et maîtrise de l'appareil du parti.

La trajectoire de Belisario Betancur est plus hétérodoxe. Son origine très modeste est un fait suffisamment rare chez un dirigeant politique colombien de premier niveau pour être souligné, et ce d'autant plus qu'il a su rappeler pendant sa carrière politique qu'il est toujours resté « *el hijo del arriero de Amagá* »<sup>467</sup>. Avocat brillant, il entre très vite en politique sous la bannière de Laureano Gómez, devient dans les années cinquante député puis sénateur, et s'oppose à la dictature militaire puis à la première présidence libérale du *Frente Nacional* au nom d'un conservatisme populaire et anti-oligarchique. Candidat du *laureanismo* à la candidature du Parti conservateur pour l'élection présidentielle de 1962, il échoue face à un candidat plus consensuel, Guillermo León Valencia, mais est nommé ministre du travail, et s'y gagne, dans une

---

<sup>467</sup> Le « fils du muletier d'Amagá », ville dont est originaire Belisario Betancur. Cette formule semble avoir un rôle éminemment symbolique, car s'il est certain que son père était d'origine extrêmement modeste, son activité professionnelle a varié dans le temps, phénomène très fréquent dans des régions rurales. La figure du muletier renvoie en effet à l'histoire de la colonisation agricole de l'Antioquia et de la région du café, dont l'imaginaire collectif retient qu'elle a été réalisée à dos de mulet.

période marquée par de nombreux conflits et grèves, une solide animosité parmi le patronat et les deux partis traditionnels<sup>468</sup>.

En parallèle il mène des activités intellectuelles et éditoriales, et livre des analyses percutantes, aux références éclectiques, inspirées à la fois de penseurs marxistes, chrétiens et nationalistes, démontrant dès le début des années soixante la nécessité d'une réforme agraire, ce qui l'éloigne progressivement du secteur *laureanista*. Candidat indépendant à l'élection présidentielle de 1970, il y rassemble davantage une sympathie diffuse qu'un appui structuré parmi les classes moyennes urbaines, les syndicalistes, les intellectuels, mais aussi parmi les petits producteurs de café de l'Antioquia et du Caldas. Sa critique modérée aux institutions du *Frente Nacional*, inspirée des expériences démocrates-chrétiennes d'autres pays latino-américains, est néanmoins éclipsée par la contestation plus radicale de l'ancien général Gustavo Rojas Pinilla et par la polarisation de l'élection entre ce dernier et le candidat officiel du *Frente Nacional*, Misael Pastrana. Les 450 000 voix recueillies (près de 12 %), les 12 sénateurs et 25 députés élus sous sa bannière donnent à sa candidature un succès d'estime, mais qui ne lui permet pas d'espérer un avenir politique hors du Parti conservateur. Réintégrant son parti, il y incarne alors une figure autonome, par-delà la division entre le groupe modéré dirigé par Mariano Ospina puis Misael Pastrana d'une part, et celui constitué sur une ligne plus autoritaire autour de l'héritage de Laureano Gómez, relayé par son fils, Alvaro Gómez Hurtado. Il entretient par ailleurs de bonnes relations avec certains libéraux et avec les dirigeants de l'ANAPO. Ambassadeur en Espagne au moment de la transition démocratique, il y est favorablement impressionné par son aspect pacifique et concerté.

Lors de l'élection présidentielle de 1978, désigné candidat par le Parti conservateur et appuyé par l'ANAPO, il prend soin de ne pas s'immiscer dans les divisions des conservateurs aux

---

<sup>468</sup> C'est également pendant cette période que se déroulent les opérations militaires contre les *Repúblicas independientes*, à l'origine de la création des FARC.

élections législatives et élabore une campagne non partisane, sur des slogans nationaux et unitaires<sup>469</sup>. Battu de peu par Julio César Turbay (150 000 voix d'écart), il réussit néanmoins à mobiliser à la fois l'électorat conservateur traditionnel des petites villes et du monde rural des cordillères andines, et en particulier de la région caféière, et un électorat provenant des classes moyennes des grandes villes<sup>470</sup>.

Le scénario se répète quatre ans plus tard. À nouveau, le Parti conservateur s'unit sur la candidature de Belisario Betancur, déclarée dès 1978, malgré les vellétés d'Alvaro Gómez. Une nouvelle fois le candidat déploie une campagne unitaire, nationale et volontariste face au discours partisan, voire dogmatique, du candidat libéral, Alfonso López<sup>471</sup>. Sa victoire est nette, avec plus de 400 000 voix d'avance. Une fois encore, son résultat est supérieur à celui obtenu par le Parti conservateur, qui a pourtant progressé aux législatives. Le phénomène est particulièrement significatif dans les grandes villes, où un électorat indépendant des structures bipartisanes, et donc plus volatile, se porte sur sa candidature<sup>472</sup>.

Pourtant les circonstances ne sont pas tout à fait identiques et l'analyse de l'élection révèle les faiblesses du Président nouvellement élu. Si Alfonso López pâtit d'être le candidat de la continuité après deux présidences libérales, dont la sienne, au bilan mitigé, et souffre de la concurrence de la candidature dissidente de Luis Carlos Galán (11 % des voix), les libéraux sont

---

<sup>469</sup> Face à Julio César Turbay qui développa une campagne sur le thème « *Liberal, vota liberal* », Belisario Betancur répondit « *Colombiano, vota colombiano* ».

<sup>470</sup> Le nombre de voix obtenu par Belisario Betancur à la présidentielle est ainsi supérieur de 40 % au nombre de voix obtenues du Parti conservateur aux législatives. Ce taux atteint 150 % à Bogota, 122 % à Medellín et 105 % à Cali. Sur ces calculs, et de façon plus générale sur les élections de 1978, cf. GILHODES (Pierre), « Les élections colombiennes de 1978 », Problèmes d'Amérique latine, 52, 1979, p.63-88.

<sup>471</sup> Celui-ci avait par exemple déclaré, à l'adresse des propriétaires de café connaissant d'importantes épidémies (la *roya*) que « *el café es rojo, la roya es azul* », en faisant référence aux couleurs des Partis Libéral (rouge) et Conservateur (bleu). Cf. GILHODES (Pierre), « Les élections colombiennes de mars et mai 1982 », Problèmes d'Amérique latine, 67, 1983, p.35-63.

<sup>472</sup> La candidature de Belisario Betancur aux élections de 1978 puis surtout de 1982 est la première bénéficiaire de ce type d'électorat, que les politologues colombiens décriront comme la « *franja* », la frange indépendante des structures bipartisanes, électorat urbain, généralement jeune, de classe moyenne et supérieure. Cet électorat se reportera postérieurement sur les candidats perçus comme les plus réformateurs, voire les plus modernistes, indépendamment de leur étiquette politique, Belisario Betancur et Luis Carlos Galán en 1982, Virgilio Barco en 1986, Cesar Gaviria en 1990, le M-19 à la Constituante de 1990, et les candidatures locales indépendantes plus tard.



toujours majoritaires. Belisario Betancur ne dispose pas d'un appui réel au Congrès, où la majorité libérale est largement contrôlée par le président sortant. De façon plus significative, les deux factions conservatrices s'approprient la victoire électorale, sans pour autant donner un appui véritable au nouvel élu. Être élu sans véritable raz de marée populaire (le pourcentage obtenu par Belisario Betancur est sensiblement le même en 1978 et 1982) et sans appui d'un des secteurs importants des partis traditionnels constitue un problème de taille pour un Président qui conçoit sa campagne et son action politique par dessus les partis.

La fragilité du nouvel élu ne réside pourtant pas simplement dans les conditions de son élection. Plus substantiellement, le programme politique de sa campagne demeure flou, tout particulièrement sur la question devenue centrale des moyens pour parvenir à la paix. Tous les candidats ont placé la paix au centre de leur campagne. Au slogan d'Alfonso López « *la paz es liberal* », Belisario Betancur répond « *la paz es nacional* ». Sur le thème de la paix, pourtant central pour lui, il demeure imprécis sur ses intentions : l'ouverture au dialogue, l'acceptation des propositions de la *Comisión Nacional de Paz*, constituent les rares éléments avancés pendant sa campagne, mais suffisent à le démarquer de son concurrent libéral<sup>473</sup>.

## 2) Précipiter les conditions de la paix

« Je lève un drapeau blanc de paix pour l'offrir à tous mes compatriotes. Je tends ma main à tous les insurgés pour qu'ils s'incorporent au plein exercice de leurs droits (...) Je déclare la paix à tous mes concitoyens, sans aucune distinction »<sup>474</sup>. Dans son discours d'investiture, prononcé le 7 août, d'abord devant le Congrès, puis de façon inédite face à la foule sur la Plaza de Bolívar, le nouvel élu annonce la politique de paix à venir. S'il existe un conflit armé en

---

<sup>473</sup> Les propositions du candidat du Nouveau Libéralisme et celles du candidat de la gauche, Gerardo Molina, plus achevées, constitueront d'ailleurs le vivier au sein duquel Belisario Betancur puisera les éléments constitutifs de sa politique de paix.

Colombie, c'est pour des raisons subjectives, mais également objectives, les structures politiques et économiques archaïques et inégalitaires qu'il convient de réformer. S'il existe des guérillas, il faut leur proposer une large amnistie permettant un dialogue sur leurs revendications<sup>475</sup>.

Toutes les mesures à venir découlent de cette vision du problème : les guérillas sont reconnues comme des acteurs politiques, qu'il faut combattre en tant que tels, et non plus des bandes armées. Pour mettre fin au problème de la violence, il est nécessaire d'ôter aux guérillas, et en particulier au M-19, le statut de seule opposition au régime bipartisan qu'elles avaient commencé à acquérir, en les reconnaissant et en mettant en œuvre parallèlement depuis la Présidence des programmes de réforme politique et sociale visant à réduire la base de leurs revendications. Le nouveau Président va dès lors mener sa politique de paix au pas de charge, vers trois directions différentes, la reconnaissance des guérillas, la réforme politique et la mise en place de projets de développements régionaux. En moins de deux ans, il forme une Commission de Paix, propose une large et généreuse amnistie aux membres des guérillas détenus, convoque tous les partis à une rencontre politique, lance une politique extérieure non-alignée, favorise les enquêtes judiciaires sur le paramilitarisme et les recherches académiques sur la violence, met en œuvre le *Plan Nacional de Rehabilitación*, volet social de la paix, et signe avec les principaux groupes de guérilla des accords de trêve sans reddition et de dialogue national.

---

<sup>474</sup> Cf. RAMIREZ (Socorro), RESTREPO (Luis Alberto), *Actores en conflicto por la paz*, *op. cit.*, p.62.

<sup>475</sup> En mettant sa Présidence sous le signe de la recherche de la paix, Belisario Betancur a facilité le développement d'un large débat public sur les manières de parvenir à la paix, qui s'est traduit par un nombre important de publications, la plupart de nature polémique et partisane. Les contributions académiques spécifiques sur le processus de paix de Betancur sont rares. Deux travaux ont recueilli documents et entretiens sur la question de la violence et de la paix, mais en remontant jusqu'à la *Violencia* : ALAPE (Arturo), *La Paz, la violencia, testigos de excepción*. Bogota : Planeta, 1985, 640 p. et BEHAR (Olga), *Las guerras de la paz*. Bogota : Planeta, 1986, 416 p. Des analyses conjoncturelles se sont attelées à la compréhension des événements (DEAS (Malcolm), « The troubled course of Colombian peacemaking », *Third World Quarterly*, 8, avril 1986, p.639-57 et PÉCAUT (Daniel), « Crise, guerre et paix en Colombie », *Problèmes d'Amérique latine*, 84, 2<sup>e</sup> trimestre 1987, p.3-28). Des travaux ont resitué la période par rapport à d'autres expériences (cf. BEJARANO (Ana María), « Estrategias de paz y democracia », *op. cit.* et SANCHEZ (Gonzalo), PEÑARANDA (Ricardo), *Pasado y presente de la violencia en Colombia*. Bogota : CEREC, 1986, 413 p.). Mais le travail de référence sur la période demeure, par son caractère systématique et minutieux, RAMIREZ (Socorro), RESTREPO (Luis Alberto), *Actores en conflicto por la paz*, *op. cit.*

De natures réformistes, les solutions proposées ne sont en rien originales. Pourtant elles apparaissent comme des formules inédites, par l'emphase, le volontarisme et la rapidité des décisions, d'une part, et de l'autre, l'accent mis davantage sur le dialogue politique avec les guérillas que sur des réformes sociales et économiques qui se révéleront de faible ampleur. Si le régime colombien s'était caractérisé par sa capacité à coopter progressivement des forces politiques contestataires (l'ANAPO, le MRL), cette pratique n'avait plus concerné depuis le *Frente Nacional* des oppositions armées et n'avait jamais été affichée comme une politique d'État. Jamais un Président n'a pris de manière aussi claire des mesures visant à inclure dans le régime des acteurs qui s'étaient dressés en armes contre lui, ni l'a annoncé de manière aussi conséquente et significative. Et de façon plus symptomatique pour l'analyse, jamais un Président ne s'est impliqué aussi personnellement dans cette politique, au point d'en devenir à le principal inspirateur, le pivot indispensable et de personnifier ses réussites et ses échecs.

Cette implication personnelle transparait dans les diverses rencontres directes que le Président a pu avoir avec des responsables de la guérilla<sup>476</sup>, rencontres là aussi inédites dans l'histoire politique de la Colombie, et non renouvelées, même lors des négociations à venir, sinon à l'occasion de signatures d'accords de paix<sup>477</sup>. Avec les dialogues salvadoriens, dirigés là aussi par le Président en fonction, et qui ont lieu à peu près au même moment, ces rencontres demeurent également une exception en Amérique latine<sup>478</sup>. Dans les deux cas d'ailleurs, elles

---

<sup>476</sup> Ainsi, Belisario Betancur rencontre le 8 octobre 1983 deux des principaux commandants du M-19 (Alvaro Fayad et Iván Marino Ospina) à Madrid. Une deuxième rencontre directe a eu lieu le 5 décembre 1984 à Mexico avec Iván Marino Ospina. Ces deux rencontres ont un effet assez limité sur les négociations et dialogues en cours et témoignent plutôt de la recherche par le M-19 d'une reconnaissance directe. Le Président a su d'ailleurs les utiliser pour renforcer son image d'homme de paix. La première a lieu quelques mois après la reprise des combats par le M-19, et se passe dans une bonne entente entre les deux parties, malgré l'absence de résultats concrets. La deuxième se déroule dans un moment de crise du processus de paix, et est habilement utilisée par le Président pour affaiblir la position du dirigeant du M-19.

<sup>477</sup> Et à l'exception, déjà évoquée, des rencontres entre Andrés Pastrana et les dirigeants des FARC, pendant sa campagne électorale puis lors de sommets dans la zone de distension

<sup>478</sup> À l'exception également d'une rencontre secrète au sommet entre le Président guatémaltèque Alvaro Arzú et les dirigeants de la URNG à février 1996 à Mexico, à quelques mois de la signature de l'accord de Paix.

sont utilisées davantage pour rechercher une forte visibilité et reconnaissance des participants plutôt que pour apporter une contribution significative aux négociations.

Mais la personnalisation de la politique de paix de Belisario Betancur passe également par le fait de s'entourer d'une équipe restreinte de collaborateurs<sup>479</sup> et par la création de commissions, par-delà les institutions existantes, chargées de favoriser un climat politique et un dialogue propice à la paix. Ni commissions parlementaires, ni agences spécialisées, ni dépendances ministérielles, les organes créés par le nouveau Président ont une double vocation. À partir des lignes d'action tracées par l'exécutif (amnistie, dialogue), et de sa compréhension de la violence (les conditions subjectives et objectives de la subversion), elles doivent non seulement trouver des solutions juridiques pour la réincorporation à la vie civile des membres des groupes de guérillas, mais également discuter, analyser et proposer des mesures sur l'ensemble des problèmes à l'origine du conflit armé.

Une de ces instances sera la *Cumbre Política Multipartidaria*, lieu de réflexion et de proposition sur les réformes politiques nécessaires à la mise en œuvre de la paix, puisque le conflit résultait, entre autres causes, du mauvais fonctionnement des institutions. Réunie dès le 15 septembre 1982, et composée d'élus des différents partis nommés par le Président, la *Cumbre* décline très rapidement, en l'absence de la présence des deux partis principaux.

Mais c'est surtout la *Comisión de Paz*, créée par le décret 2771 du 19 septembre 1982, qui est chargée d'atteindre l'essentiel de ces objectifs. Belisario Betancur avait promis pendant sa campagne la réinstallation d'une Commission de Paix. Pour marquer la continuité avec les efforts déployés quelques mois auparavant pendant la Présidence Turbay, la présidence est confiée à

---

<sup>479</sup> Belisario Betancur s'entoura d'hommes politiques dont l'action allaient par-delà leurs fonctions officielles : ainsi, entre autres, Bernardo Ramírez, initialement Ministre des Communications, puis Conseiller pour la paix, enfin Ambassadeur à Londres, John Agudelo Ríos, coordinateur puis président de la Commission de Paix ou Alvaro Leyva, dirigeant conservateur. Bernardo Ramirez revient sur son expérience *in* RAMIREZ (Bernardo), « Belisario Betancur y la quimera del poder », p.297-331, *in* CABALLERO (Carlos), La pasión de gobernar, la administración Betancur 10 años después. Bogota : Tercer Mundo, ANIF, 1997, 410 p.

nouveau à Carlos Lleras<sup>480</sup>. La rupture avec l'ancienne formule est pourtant frappante : la composition de la commission veut représenter l'ensemble des secteurs politiques et sociaux du pays, mais de façon indépendante des partis ou des organismes professionnels. Quarante personnes ont été choisies, selon des critères à la fois d'appartenance politique et d'origine socioprofessionnelle, qui leur donne en quelque sorte une double représentativité partisane et sociale<sup>481</sup>. La Commission apparaît comme une interprétation au service du projet politique du Président du caractère consociationnel du régime politique colombien. Dépassant les divisions partisans, elle est conçue comme une instance indépendante des partis et de leurs luttes intestines, représentation de ce « mouvement national » que le Président appelle de ses vœux.

À l'image de nombreuses initiatives du début du mandat de Belisario Betancur, l'aspect symbolique l'emporte sur la réalité. « Comme la *Cumbre Política*, la *Comisión de Paz* était une instance officiellement légitimée pour œuvrer à un dialogue entre différents secteurs sociaux et politiques, débat qui depuis le *Frente Nacional* n'était pas possible dans son lieu naturel, le Congrès. La *Comisión* et la *Cumbre* constituaient dès lors un Congrès alternatif, éloigné du contrôle bipartisan, mais dépourvu de tout pouvoir décisionnel »<sup>482</sup>. Chargée de repenser l'ensemble des problèmes liés au conflit armé, tout en ne disposant ni d'une définition claire de ses attributions, ni de moyens autonomes, liée directement au Président sans que ce dernier soit tenu par ses propositions, la Commission est progressivement saisie d'un nombre croissant de problèmes, tout en se délitant progressivement. Ses membres sont régulièrement interpellés et appelés pour servir de médiateurs lors de problèmes locaux. La loi d'amnistie de novembre 1982

---

<sup>480</sup> Pour des raisons de santé, mais surtout par désaccord avec le fonctionnement de la nouvelle Commission, Carlos Lleras démissionne au bout de six jours, et est remplacé par Otto Moralez Benitez, ancien ministre libéral et ancien membre de la *Comisión Investigadora de las Causas de la Violencia*.

<sup>481</sup> La composante partisane de la Commission est la suivante : 12 sont membres du Parti Libéral, 12 du Parti Conservateur, 6 de mouvements de gauche, 1 de l'ANAPO, 1 du *Nuevo Liberalismo*, les autres étant indépendants ; quant aux secteurs sociaux représentés, la Commission compte 13 anciens ministres, 6 syndicalistes, 2 dirigeants patronaux, 2 évêques, 2 généraux à la retraite, 5 cadres, 3 parlementaires, 1 journaliste, 1 dirigeant paysan. Cf. RAMIREZ (Socorro), RESTREPO (Luis Alberto), *Actores en conflicto por la paz*. *op. cit.* p.77-78.

<sup>482</sup> Cf. RAMIREZ (Socorro), RESTREPO (Luis Alberto), *Actores en conflicto por la paz*. *op. cit.*, p.83-84.

oriente ses travaux sur la recherche de contacts directs avec les groupes de guérilla et la préparation des accords de trêve. Mais très rapidement le travail de la Commission se résume à l'action de son Président et d'une demi-douzaine de ses membres, les autres s'en étant éloignés, pour des raisons personnelles ou politiques<sup>483</sup>.

L'ambiguïté du rôle de la Commission de Paix apparaît lors de la préparation de la loi d'amnistie. Revendication du M-19 lors de la Présidence Turbay, reprise par Belisario Betancur pendant sa campagne électorale, l'amnistie est comprise comme la première étape nécessaire à la mise en place de négociations et à la signature éventuelle d'accords. Pour les groupes de guérilla, elle signifie la libération de nombreux militants condamnés et emprisonnés, et donc la possibilité de reconstituer l'organisation et de mener à la fois une activité politique et militaire. Pour le Président, l'amnistie est non seulement le symbole de la rupture avec l'*Estatuto de Seguridad* de son prédécesseur mais surtout une évidente démonstration de bonne volonté envers les groupes armés. À la reprise des sessions de la nouvelle législature, et avant même la prise de possession du nouveau président, trois projets d'amnistie sont présentés et discutés au Congrès<sup>484</sup>. Votée par les deux chambres en un temps record, la loi 35 est promulguée par le Président le 19 novembre 1982, et ouvre les bénéfices d'une large amnistie automatique à toute personne condamnée pour des délits politiques.

Le texte de l'amnistie est essentiellement préparé d'une part au Congrès, de l'autre par la multiplication de rencontres directes avec le M-19, principal mouvement de guérilla concerné,

---

<sup>483</sup> Pour un témoignage personnel et journalistique de l'action de la *Comisión de Paz*, cf. RESTREPO (Laura), *Historia de una traición*. Bogota : Plaza y Janés, 1986, 255 p.

<sup>484</sup> Des représentants libéraux proches d'Alfonso López proposent un texte assez restrictif, le représentant communiste, Gilberto Vieira, un texte d'amnistie général, le sénateur socialiste, et ancien candidat à la Présidence, Gerardo Molina, soumet un texte proposant une amnistie et libération des prisonniers politiques. C'est ce dernier texte qui est repris pour l'essentiel, par le gouvernement, avec l'ajout d'articles sur le doublement des peines encourues par la détention illégale d'armes. Ces derniers points constitueront une des ambiguïtés majeures de tout le processus puisqu'à aucun moment une remise des armes ne sera explicitement demandée par le gouvernement.

afin d'obtenir son approbation et son appui<sup>485</sup>. La démarche démontre le caractère personnalisé de la politique de paix de Belisario Betancur : tout en instituant un organisme représentatif de la société colombienne pour proposer des mesures pour la paix, il peut, dans son urgence pour la paix, lui préférer la recherche personnelle d'une double légitimité, auprès des deux secteurs dont l'appui lui est nécessaire : les secteurs traditionnels des deux partis, représentés au Congrès, et le M-19, comme l'organisation armée, qui sans être la plus nombreuse, est devenue la plus visible. Cette caractéristique est renforcée par le fait que l'amnistie constitue la première, et sans doute la principale, mesure concrète de Belisario Betancur en faveur de la paix.

Le 1<sup>er</sup> décembre, soit moins de quatre mois après son arrivée au Palacio de Nariño, Belisario Betancur déclare « *lo que había que dar ya está dado* » (« tout ce qui devait être donné l'a déjà été »). L'amnistie, la *Comisión de Paz*, et la *Cumbre Multipartidaria* sont les trois principaux instruments d'une politique volontariste d'ouverture et de réforme que le Président cherche à transformer non seulement en un projet de son gouvernement, mais également des partis, des mouvements de guérilla et de la société toute entière. Face à la nouveauté d'une politique largement attendue pour résoudre la crise politique, et qui semble appuyée par une opinion publique très favorable au Président, l'ensemble des acteurs politiques, surpris par la rapidité des mesures, demeurent quelque temps à l'expectative.

---

<sup>485</sup> Une rencontre a eu lieu le 16 septembre à Cali entre le sénateur libéral Germán Bula, rapporteur du projet gouvernemental, et Jaime Bateman, le dirigeant du M-19. Des dirigeants du M-19 libérés à partir de septembre constitueront un Comando Politique dont les membres assisteront aux débats parlementaires sur la loi d'amnistie. D'autres rencontres avec des dirigeants du M-19 auront lieu mi-octobre à la prison de La Picota à Bogota. Ce rapprochement semblait indiquer au gouvernement que le M-19, associé à la loi d'amnistie, pourrait rapidement se convertir en mouvement politique légal. L'expectative se brise pourtant très vite lorsque le 29 octobre, alors que Germán Bula participe à un rassemblement pacifique du M-19 à Florencia (Caquetá), un commando militaire de l'organisation réalise une action à Chía (Cundinamarca) qui se solde par la mort d'un policier, de trois guérilleros, et l'arrestation de 8 autres. Cette attitude ambiguë, et assumée par la direction du mouvement, n'était que le reflet du maintien par le M-19 de sa stratégie habituelle, dans laquelle les réformes politiques et le dialogue national ne peuvent être obtenus que par la pression par les armes. Dans un moment d'ouverture politique, cette attitude se révéla suicidaire.

### 3) Les accords de trêve, faux aboutissement d'un processus rapidement et définitivement embourbé

Pourtant les failles de la politique présidentielle apparaissent très vite. Les forces armées, bénéficiaires d'importantes hausses budgétaires, demeurent silencieuses face à un processus qu'elle réproouvent, tout en continuant des actions militaires face aux guérillas, mais tirent profit de la première occasion venue pour manifester ouvertement leur opposition<sup>486</sup>. Le progressif délitement de la *Cumbre* est représentatif de la position des partis traditionnels, initialement réticents, puis ouvertement hostiles à une politique de paix qu'ils jugent hâtive et désordonnée<sup>487</sup>. La désorganisation et l'affaiblissement de la *Comisión de Paz* traduisent l'absence véritable de représentativité de ses membres ou l'absence de soutien à la politique des secteurs qu'ils représentent<sup>488</sup>. Enfin le refus de l'amnistie par les groupes de guérilla scelle rapidement l'illusion d'y voir la signature prochaine de la paix. Le M-19, principal bénéficiaire de ces mesures, alterne des déclarations contradictoires<sup>489</sup>, les autres groupes refusent une amnistie partielle.

Un an après l'élection présidentielle, le 25 mai 1983, le Président de la *Comisión de Paz* démissionne en signalant que le gouvernement devait « *combatir contra los enemigos de la paz y*

---

<sup>486</sup> Leur neutralité dure jusqu'au début 1983, lorsque la publication du rapport du *Procurador General de la Justicia* sur le développement du paramilitarisme accuse nommément des militaires d'y participer. Les Forces Armées dénoncent collectivement cette accusation. Le Ministre de la Défense, le général Landazábal, rend public son désaccord sur l'amnistie et la politique de paix. La tension sera permanente, jusqu'à la démission du général Landazábal, demandée par le Président en janvier 1984. À l'image des rencontres directes avec le M-19, les tensions avec l'armée sont arrangées par des rencontres personnelles au plus haut niveau.

<sup>487</sup> Si la proposition de loi d'amnistie recueille l'unanimité des parlementaires, la politique de Belisario Betancur ne recevra véritablement d'appui que des élus du *Nuevo Liberalismo*, associé au gouvernement, et de façon plus critique, du secteur libéral proche de Carlos Lleras.

<sup>488</sup> Les seuls aspects probants de l'action de la *Comisión* sont les rapprochements avec les FARC qui aboutissent à une première rencontre le 30 janvier 1983 à Colombia (Huila), suivie de diverses déclarations de ce mouvement en faveur de l'amnistie. Malgré les obstacles, et le jeu ambigu de l'organisation, ces rapprochements permettront, face à l'attitude intransigeante du M-19, de maintenir un dialogue avec les FARC qui aboutit à la signature des accords de trêve de La Uribe le 28 mars 1984.

<sup>489</sup> Le M-19 refuse d'abord l'amnistie, puis la critique pour être trop partielle. La mesure va se traduire par la libération de plusieurs centaines de militants des groupes de guérilla dont la très grande majorité appartenaient au M-19. Le 9 avril 1983, l'organisation annonce la reprise de ses activités militaires, officiellement suspendues en octobre 1982.



*de la rehabilitación, que están agazapados por fuera y por dentro del gobierno* »<sup>490</sup>. Avant même la détérioration à venir du processus de paix, Otto Morales souligne l'échec de la politique phare de Belisario Betancur. Dans une volonté d'incarner personnellement et exclusivement sa politique, le Président l'a fragmentée en créant des espaces extra-institutionnels chargés de la construction de réponses spécifiques à des problèmes liés à la paix, mais sans jamais en consolider une seule. Chacun d'entre eux semblait avoir une double mission, construire un des aspects nécessaires à la mise en œuvre de la paix et établir en même temps des soutiens à la politique présidentielle. De ce fait toute réussite d'une des actions dans un aspect particulier devient immédiatement source de contestation. À terme l'échec de chaque organisme est double, contribuant en même temps au fiasco de la politique de paix et à l'isolement du Président.

Cette situation explique les développements à venir, et en particulier le fait que la signature d'accords de trêve avec trois organisations de guérilla ne semble aboutir qu'à créer de nouvelles confrontations.

La nomination du général Matamoros au Ministère de la défense le 19 janvier 1984 en remplacement du général Landazábal ne signifie pas une reprise en main du Président face aux secteurs les plus réticents à sa politique. Celui-ci recherche en effet le compromis et à la mi-1984, il procède à trois nominations ministérielles par lesquelles il cherche à rompre son isolement et se concilier des adversaires de sa politique. Hernán Vallejo, président de la puissante association des éleveurs, la FEDEGAN, est nommé ministre de l'Agriculture. La maladie du général Matamoros l'oblige à laisser l'intérim du ministère de la Défense au général Vega Uribe<sup>491</sup>. Le 28 juin 1984, Jaime Castro accède au ministère de l'Intérieur. Libéral, proche

---

<sup>490</sup> Le gouvernement « devait combattre les ennemis de la paix et de la réhabilitation qui étaient blottis hors du gouvernement et en son sein », cité in RAMIREZ (Socorro), RESTREPO (Luis Alberto), *Actores en conflicto por la paz*, *op. cit.*, p.81.

<sup>491</sup> À la suite du décès du général Matamoros en janvier 1985, le général Vega Uribe est nommé officiellement, avec le titre de « Ministre de la Paix ». Partisan de la solution répressive, il avait dirigé, sous la Présidence Turbay, l'organisme de l'armée chargé de la répression de la guérilla (la *Brigada de Institutos Militares*) et était fortement

d'Alfonso López, il est nommé parce que le Président conçoit sa très bonne connaissance des dédales de la politique colombienne comme une opportunité pour briser son propre isolement. Pourtant chacun dans leur domaine respectif, ces trois ministres s'emploient à restreindre la marge d'action, déjà étroite, du Président. Jaime Castro en particulier réduit la politique de paix à la recherche de la démobilisation des guérillas, et n'utilise ses relations parlementaires que pour la seule réforme politique aboutie, l'élection des maires au suffrage universel direct.

En ce sens, les négociations entreprises avec les FARC semblent une bouée de sauvetage pour un processus moribond ; elles aboutissent à la signature des Accords de La Uribe (Meta) le 28 mars 1984. Les accords prévoient une trêve dans les deux mois, avec la nomination d'une Commission pour la vérifier, et dénoncent l'usage des enlèvements. Sans référence explicite à la remise des armes, le texte évoque la trêve comme une opportunité pour les FARC de rechercher d'autres formes d'action politique. Le 28 mai 1984, soit vingt ans quasiment jour pour jour après les événements de Marquetalia, l'État-major des FARC ordonne le cessez-le-feu à ses 27 fronts.

Pourtant depuis 1982, les FARC ne cessaient d'affirmer leur nouvelle vocation offensive et militaire. La politique de Belisario Betancur les prend initialement de cours. Cinq mois avant la signature des accords, la direction de ce groupe analyse la nouvelle situation en soulignant combien la négociation directe avec le gouvernement n'aboutira qu'à un armistice temporaire, non contraignant, puisque aucune remise des armes n'est prévue dans la loi d'amnistie, et permettrait la préparation à un conflit plus important. Le gouvernement n'ignorait pas cette évolution, mais, à l'image de la création d'instances visant à créer un courant favorable à la paix, il considère que l'accord de trêve par les FARC doit conduire cette organisation à privilégier l'action politique civile et à renoncer aux armes.

---

soupçonné d'avoir commandité l'usage de la torture dans les interrogatoires des guérilleros emprisonnés. En juin 1985 le Conseil d'État reconnaît officiellement la responsabilité de l'État colombien dans la pratique de la torture au sein de la *Brigada de Institutos Militares* entre 1978 et 1982.

La trêve signée avec les FARC gèle temporairement les négociations avec les autres groupes, tout en incitant ces derniers, et en particulier le M-19, à trouver d'autres modalités d'arrangement, sous peine d'être considéré comme un adversaire de la paix. Le M-19 refuse les accords de La Uribe, et maintient sa stratégie de pression directe sur le Président à la fois politique et militaire<sup>492</sup>, en déniait toute représentativité aux travaux de la *Comisión de Paz*. Suivant sa politique de création d'institutions *ad hoc*, le Président annonce la création le 24 juillet 1984 d'une nouvelle Commission, la *Comisión de Diálogo y Negociación*, composée de 40 membres, qui a pour vocation spécifique de préparer la négociation avec le M-19 et l'EPL et de préparer un Dialogue National.

L'EPL avait manifesté dès le début 1984 sa disposition à négocier, avec des revendications plus pragmatiques que le M-19, et une attitude généralement plus conciliante. Tout en reconnaissant les Accords de la Uribe, ce groupe lie une éventuelle signature à un processus semblable avec le M-19. Le 23 août 1984, un accord de trêve est signé avec la nouvelle Commission à Medellín. Il prévoit la suspension des actions armées de la part de l'EPL et l'ouverture d'un Dialogue national. Pour ce mouvement, la négociation est réalisée dans l'idée de profiter de l'ouverture démocratique proposée par le Président, tout en en reconnaissant les limites et en ne renonçant pas à la lutte armée, provisoirement suspendue<sup>493</sup>. Avec le petit groupe ADO, un accord similaire est signé à Bogota le même jour<sup>494</sup>. Avec le M-19, les négociations,

---

<sup>492</sup> Après la rupture de la trêve en 1983, le M-19 reprend ses activités militaires, par des actions plus visibles que véritablement efficaces (prise de Florencia le 13 mars 1984, actions dans le Cauca, dans les quartiers populaires de Cali).

<sup>493</sup> Pour une présentation du point de vue de la guérilla des négociations entre l'EPL et le gouvernement Betancur, cf. VILLARRAGA (Alvaro), PLAZAS (Nelson), Para reconstruir los sueños. Bogota : Fundación para la cultura democrática, 1995 (2 ed.), 470 p. et en particulier les pp.157-176.

<sup>494</sup> Ce groupe essentiellement connu pour l'assassinat de l'ancien ministre Rafael Pardo Buelvas avait été celui qui avait le moins bénéficié de l'amnistie puisque cette action, considérée comme « hors combat », était exclue des bénéfices de la loi d'amnistie. C'est le seul groupe pour lequel l'accord de paix signifie sa dissolution, ses membres ralliant d'abord la *Unión Patriótica*, puis les FARC.

dans un climat de vive tension, dues aux provocations et violences de chaque camp<sup>495</sup>, aboutissent le 24 août 1984 aux Accords de Corinto (Cauca). Le groupe en profite pour occuper la ville de Corinto pendant une semaine en y remplaçant les autorités officielles. Interprétée par le M-19 comme une victoire politique, cette occupation temporaire est très vivement critiquée par les opposants à la politique de Belisario Betancur. Sur le même modèle que l'accord avec l'EPL, le texte prévoit un cessez-le-feu et la convocation d'un Dialogue National. Seul l'ELN, et trois groupes plus petits, (PRT, MIR-*Patria Libre* et *Quintín Lame*) restent à l'écart de ce processus.

L'aboutissement de ces négociations constitue pour le Président une occasion de démultiplier les instances chargées de la paix. Deux nouvelles commissions de suivi sont créées, chacune de 40 membres, la *Comisión de Verificación*, pour les FARC, la *Comisión de Negociación y Diálogo*, pour les trois accords postérieurs. Par ailleurs, une dizaine de commissions thématiques sont chargées de mettre en œuvre le Dialogue National. Le 1<sup>er</sup> novembre 1984 est installée la *Comisión Coordinadora del Diálogo Nacional* à laquelle participent des représentants des groupes de guérillas ayant signé des accords de trêve. Mais à l'image des autres organismes similaires, le Dialogue National s'effrite progressivement<sup>496</sup>, les partis politiques traditionnels et le gouvernement ne s'y associant pas officiellement, les groupes de guérilla, et en particulier le M-19 l'utilisant davantage comme vitrine de revendication que comme lieu d'un véritable dialogue.

---

<sup>495</sup> Le 5 août une réunion entre le M-19 et la nouvelle commission est interrompue par des actions de l'armée. Le 10 août, Carlos Toledo Plata est assassiné. Membre de la direction du M-19, ancien parlementaire de l'ANAPO, il avait bénéficié de l'amnistie et repris des activités civiles. Le M-19 répond par des actions violentes, dont la prise de Yumbo, un quartier industriel de Cali. Peu avant la signature de l'accord, la colonne dirigée par Carlos Pizarro est attaquée alors qu'elle se dirigeait vers le lieu de signature de la paix. De façon plus générale, pour une présentation du point de vue de la guérilla des négociations entre le M-19 et le gouvernement Betancur, cf. VILLAMIZAR (Darío), *Aquel 19 será*, *op. cit.*, pp.311-64.

<sup>496</sup> En février 1985 a lieu la première réunion plénière de toutes les commissions du Dialogue National. Elle est également la dernière. Le projet de réforme agraire constitue le seul projet discuté par la Commission, repris par le gouvernement pour être présenté au Congrès, où il est finalement rejeté.

La stratégie de Belisario Betancur de démultiplier les instances de rencontres entre différents secteurs sociaux afin de favoriser le dialogue et, *in fine*, la paix, semble poussée à l'extrême. Désormais ce sont près de 400 personnes qui participent à ces organes, dont des dirigeants des guérillas. Et une nouvelle fois, cette situation fait du Président le seul arbitre, face à des institutions autonomes, auxquelles il n'impose ni agenda, ni thèmes de discussion, mais par lesquelles, en contrepartie, il ne se sent pas contraint.

#### 4) Les guérillas face à une trêve inattendue

La signature des accords signifie pour les guérillas deux attitudes différentes. Pour les FARC, dans leur stratégie graduelle, la trêve est conçue comme un moment de renforcement militaire sans combat et d'action légale. Pour le M-19 et l'EPL, la période est davantage marquée par une confrontation permanente avec les institutions, dans laquelle l'affrontement est à la fois politique et militaire, attitude qui aboutit très rapidement à la rupture de la trêve.

Les FARC y voient l'occasion de consolider leur stratégie de « combinaison de toutes les formes de lutte », en leur permettant leur transformation en armée populaire, sans la nécessité de maintenir un combat permanent du fait de la trêve, d'une part, et en facilitant la création d'un parti politique destiné à mener la lutte légale, d'autre part. Après quatre tentatives infructueuses, la *Comisión de Verificación* finit par se réunir pour la première fois le 6 octobre 1984 à Casa Verde (Meta). Des rencontres régulières ont lieu, auxquelles participent des dirigeants politiques hostiles au processus de paix. Pour un mouvement armé peu porté à la médiatisation, ces rencontres sont l'occasion de faire connaître ses positions<sup>497</sup>. La trêve commence officiellement au 1<sup>er</sup> décembre 1984 pour un an ; reconduite fin novembre 1985 pour une période non précisée,

---

<sup>497</sup> Cette période correspond également au moment de publication d'ouvrages sur les FARC, à l'image de ARANGO (Carlos), *FARC, 20 años de Marquetalia a La Uribe*. Bogota : Aurora, 1984, 263 p. ou de témoignages écrits par des

elle est renouvelée de manière indéfinie en mars 1986. Emaillée d'incidents plus ou moins importants et d'accrochages sporadiques, la trêve n'est pourtant jamais officiellement dénoncée ni par les FARC ni par la *Comisión de Verificación* ou le gouvernement<sup>498</sup>.

Les FARC décident la constitution en mars 1985 d'un mouvement politique légal, la *Unión Patriótica* (UP), officiellement créée le 28 mai 1985, qui a pour vocation de représenter sur l'arène électorale le projet politique des FARC, sans pour autant signifier l'abandon de la lutte armée. La UP apparaît comme une volonté d'agir de façon plus large, en regroupant différents mouvements de gauche, même si le PC prédominait au sein de cette alliance. De nombreux cadres politiques des FARC et des dirigeants syndicaux ou sociaux constituent la structure de la UP. Cette force politique parvient à obtenir une présence et des résultats électoraux sans commune mesure avec toutes les tentatives précédentes de la gauche colombienne<sup>499</sup>, tout en appuyant d'importants mouvements sociaux, comme les marches paysannes et les « *paros cívicos* » et en promouvant la réunification syndicale<sup>500</sup>. Pour les opposants au processus de paix, les membres de la UP apparaissent comme des représentants légaux, civils, d'un groupe de guérilla actif, qui, s'il a signé un accord de trêve, n'a pas renoncé à l'usage des armes. Ils font l'objet d'une répression sanglante. Entre la création de la UP et les élections de 1986, plus de 300 de ses membres sont assassinés, en partie par d'autres groupes de guérilla hostiles à la trêve, mais très majoritairement par les mouvements paramilitaires<sup>501</sup>.

---

dirigeants de la guérilla, comme ARENAS (Jacobo), *Cese al fuego, una historia política de las FARC*. Bogota : Oveja Negra, 1985. Cette « visibilité » publique des FARC est suffisamment rare pour être soulignée.

<sup>498</sup> La continuité de la trêve avec les FARC constitue d'ailleurs le seul acquis formel de la politique de paix de Belisario Betancur que son successeur devra gérer.

<sup>499</sup> Aux élections de 1986, le candidat de la UP pour les présidentielles, Jaime Pardo Leal, rassemble 328 752 voix, soit 4,5 %. Aux élections, la UP obtient 3 sénateurs, 6 représentants, et de nombreux élus locaux. Ses résultats les plus importants sont obtenus à la fois dans des régions où les FARC sont très présentes (les départements peu peuplés de l'Amazone et des Llanos) et dans des régions de tradition ouvrière et syndicale (le bassin pétrolier du Magdalena Medio et les villes principales).

<sup>500</sup> L'aboutissement de ce processus a lieu entre le 15 et le 17 novembre 1983, par la création de la *Confederación Unica de los Trabajadores* qui rassemble la centrale contrôlée par les communistes (la CSTC), les syndicats indépendants, et les plus importants syndicats des deux autres centrales réformistes, la UTC et la CTC.

<sup>501</sup> L'élimination systématique de membres de la UP ne cesse pas avec la fin de la présidence Betancur. Le 11 octobre 1987 Jaime Pardo Leal est assassiné, le nombre estimé de membres tués est de 500. Le 3 mars 1989 sont

Pour le M-19, les accords ne constituent qu'une étape dans la stratégie de pression sur le Président pour que celui-ci s'engage dans une véritable rupture avec les institutions. L'occupation pendant une dizaine de jours du village de Corinto, où sont signés les accords, demeure pour le mouvement l'exemple du pouvoir acquis par une double pression politique et militaire auquel il aspire. Si le cessez-le-feu est déclaré à compter du 30 août 1984, le mouvement ne renonce pas à ses activités. En septembre, il multiplie à la fois la recherche de contacts avec les dirigeants politiques des partis et avec l'armée pour les inciter à participer au Dialogue National et des actions de mobilisations pacifiques (manifestations à Cali le 30 novembre et à Medellín le lendemain, recherche prosélyte de financements). Parallèlement, la trêve lui donne l'occasion de réunir l'ensemble de sa direction nationale, ce qui n'avait pu être fait depuis 1978. Cette mobilisation continue sert de prétexte à l'armée et aux secteurs civils opposés au processus de paix pour exprimer publiquement leur désaccord. La rencontre déjà évoquée entre Belisario Betancur et Iván Marino Ospina le 5 décembre à Mexico ne fait que rendre explicite une dégradation du processus de paix.

Le caractère superficiel de la trêve éclate vers la mi-décembre lorsque l'encerclement par l'armée d'une partie des troupes du M-19 regroupées près de Corinto à la suite des accords tourne à l'affrontement direct. Le détachement de la guérilla résiste à trois semaines de combat. Un accord négocié permet la retraite de la colonne à un endroit plus sûr dont l'inviolabilité est garantie. Le M-19 décide d'y tenir, entre le 7 et le 21 février 1985, sa IX<sup>e</sup> Conférence Nationale<sup>502</sup> et y convoque un Congrès pour la Paix et la Démocratie, sommet parallèle aux rencontres du Dialogue National, réunies en janvier à Bogota.

---

assassinés Teofilo Forrero, dirigeant historique du PC, et José Antequera, sénateur de la UP. Le 22 mars 1990 Bernardo Jaramillo, candidat de la UP aux élections présidentielles est assassiné. À l'élimination des dirigeants nationaux s'ajoute celle des cadres et militants régionaux, en particulier dans le Magdalena Medio.

<sup>502</sup> C'est à cette occasion qu'Iván Marino Ospina est remplacé par Alvaro Fayad comme n°1 de l'organisation.

Ces deux événements, connus comme les affrontements de Yarumales et le Congrès de Los Robles, au-delà de leur influence militaire et politique assez marginale sur le processus de paix, sont très représentatifs de la conception de son action par le M-19 : Yarumales est conçu comme une résistance militaire victorieuse qui permet d'établir un rapport de force favorable, seule condition pour établir un rassemblement politique, le Congrès de Los Robles, où des membres extérieurs au mouvement peuvent participer pour dialoguer et lancer la nouvelle consigne du mouvement : « *ser gobierno* ». Une surévaluation de la situation armée aboutit à une valorisation excessive de la force politique du mouvement, dans un contexte général de crise du processus de paix<sup>503</sup>. Dans ce contexte, le M-19 réalise ses dernières actions de propagande légale (manifestation à Bogota le 15 mars à l'issue de laquelle les membres de l'organisation qui participaient au *Diálogo Nacional* retournent à la clandestinité, organisation de camps d'entraînement de milices urbaines dans les quartiers populaires des grandes villes).

Le 20 mai, le M-19 prend l'initiative d'une rencontre entre différents mouvements de guérilla et à la création de la *Coordinadora Nacional Guerrillera* (CNG), où des mouvements ayant signé la trêve, à l'exception notable des FARC, se regroupent avec ceux qui étaient restés en marge du processus de paix. Les affrontements se multiplient, la tension est à son comble<sup>504</sup> : la première action de la CNG consiste à soutenir la grève générale appelée par les syndicats pour le 20 juin, cherchant ainsi à convertir la mobilisation sociale en situation insurrectionnelle. Le 19 juin, dans une annonce télévisée, Carlos Pizarro met fin à quatre mois d'une attitude ambiguë, en annonçant la rupture de la trêve et la reprise par le M-19 des actions armées. Les actions civiles

---

<sup>503</sup> Ainsi, en février 1985 le *Procurador General de la Justicia*, Carlos Jimenez Gomez, qui avait publié en février 1983 un rapport très critique contre le paramilitarisme, rend public un rapport mettant en cause les mouvements de guérilla dans la détérioration de la situation d'ordre public. Emanant d'une personnalité indépendante, le rapport rend compte d'une dégradation de l'image de la guérilla, et en particulier du M-19.

<sup>504</sup> Ainsi le 23 mai un double attentat a lieu à Cali. Une bombe est déposée dans un bus transportant des soldats, faisant un mort et sept blessés. Revendiquée par un groupe jusqu'alors inconnu, composé en partie d'anciens membres du M-19, l'action est attribuée par l'armée au M-19 qui a toujours nié sa participation. Quelques heures plus tard, une grenade explose dans une cafétéria où se trouvaient plusieurs dirigeants du M-19, blessant très grièvement Antonio Navarro. Les blessés de deux attentats se retrouvent dans le même hôpital...



sont abandonnées et l'organisation s'oriente désormais exclusivement vers l'offensive militaire. Suite logique de l'attitude du mouvement depuis la mise en place de la politique de paix par Belisario Betancur, la décision reflète également l'échec d'une politique de tension à outrance<sup>505</sup>. La mort d'Iván Marino Ospina dans un combat avec la police à Cali, le 28 août 1985, renforce la décision militaire du mouvement qui multiplie les confrontations avec l'armée.

Pourtant le 6 novembre 1985 un événement dramatique marque durablement la confrontation entre le M-19 et les institutions colombiennes, et plus généralement l'histoire politique du pays. Pour la première fois, un groupe de guérilla occupe par les armes une des institutions centrales du pays, au cœur même de la capitale. Et pour la première fois, l'armée assume entièrement l'autonomie qu'elle a de tout temps revendiquée dans le domaine du maintien de l'ordre public. Un commando de 35 guérilleros du M-19 s'empare du Palais de Justice et y retient en otage les magistrats de la *Corte Suprema de Justicia* et du *Consejo de Estado*, et les 200 personnes qui se trouvaient dans le bâtiment. Leur revendication est d'y déposer une plainte par les armes afin d'y faire juger le Président pour trahison des engagements pris lors de la mise en place des Commissions de Paix et de la signature des accords de trêve. L'armée réplique immédiatement et à l'issue de 28 heures d'une lutte sans merci, ignorant les dramatiques appels aux cessez-le-feu du Président de la Cour Suprême, Alfonso Reyes Echandía, les militaires reprennent l'immeuble en flammes. La démesure des moyens militaires employés compensa l'improvisation et l'absence de préparation à ce type d'opérations. Dans les cendres du Palais de Justice gisent une centaine de victimes, dont douze des plus hauts magistrats du pays<sup>506</sup>.

---

<sup>505</sup> Derrière l'unanimité que le M-19 a toujours manifesté à l'extérieur du mouvement, la décision reflète également la difficulté des dirigeants promouvant l'utilisation des espaces donnés par la politique de paix du Président à s'imposer face aux partisans d'une ligne militaire.

<sup>506</sup> De nombreux ouvrages ont cherché à comprendre le drame du Palais de Justice, essentiellement depuis une perspective journalistique. Les plus informés semblent être en Colombie : BEHAR (Olga), *Noches de Humo*. Mexico : Claves latinoamericanas, 1988, 244 p. et JIMENO (Ramón), *Noche de lobos*, Bogota : Siglo XXI, 1989, 218 p. Une enquête est menée quelques années plus tard, avec une reconstitution minutieuse des événements, in CARRIGAN (Ana), *The Palace of justice : a Colombian tragedy*. New York : Four Walls, 1993, 303 p.

Une nouvelle fois, le M-19 a présumé de sa force politique et militaire, ignorant l'évolution des rapports de force entre le Président et les membres de son cabinet et de l'armée opposés au processus de paix. À l'irrationalité politique de la prise du Palais de Justice par la guérilla a répondu la démesure d'une opération militaire menée dans le dessein d'éliminer le commando du M-19, sans prendre en compte la vie des otages. Face au défi qui lui est lancé par le M-19, à ses revendications impossibles, et son aveuglement politique et militaire, le Président n'avait plus le choix : il a assumé dès le début des opérations la décision que les circonstances lui ont imposée, celle de laisser l'armée pleinement autonome dans les modalités de l'intervention militaire. L'extrémisme de la guérilla a renforcé encore davantage l'isolement de Belisario Betancur. Et ce qui faisait initialement son crédit devient sa principale faiblesse, au fur et à mesure de l'usure de sa politique de paix.

Cet échec politique et militaire retentissant n'arrête pourtant pas le M-19. Entre décembre 1985 et mars 1986, il entreprend une marche des montagnes du Cauca vers la ville de Cali. Le *Batallón América*, colonne importante, et conçue comme l'ébauche d'une future armée bolivarienne, cherche à rejoindre les quartiers populaires de la capitale du Valle pour y faire jonction avec ses milices urbaines. Après de nombreux combats, la colonne parvient pratiquement à sa destination, mais l'insurrection attendue ne se produit pas, ce qui l'oblige à un repli, émaillé d'affrontements avec l'armée. Dirigée par deux des principaux commandants militaires, l'opération a, certes montré l'audace militaire du M-19, mais au prix de nombreuses pertes. Le résultat symbolique, celui d'avoir porté la lutte armée aux portes des villes, paraît bien éloigné de l'objectif quasiment continental de l'opération, reflet de l'écart grandissant entre la démesure des revendications et des objectifs et la réalité de l'évolution du rapport de force avec l'armée.

Avec l'EPL, le processus suit un développement parallèle. Le groupe avait signé la trêve avec des revendications plus réalistes que celles du M-19. Cependant les accrochages avec

l'armée et les tensions avec les grands propriétaires des régions où ce groupe est présent aboutissent à une dégradation de la situation. Dès septembre 1984 des détachements de l'armée attaquent un camp de l'EPL. Les porte-parole de la guérilla exigent que les faits soient éclaircis, sous peine de rompre la trêve et annoncent qu'ils continuent à pratiquer des enlèvements. L'assassinat d'Oscar William Calvo, porte-parole du groupe, le 20 novembre 1985 met fin à la trêve avec l'EPL.

Fin 1985, la politique de paix de Belisario Betancur n'est plus que l'ombre d'elle-même. Les mouvements de guérilla qui avaient revendiqué l'amnistie et le dialogue national se sont placés d'eux-mêmes hors des espaces ouverts par le Président et ont fini par déclarer ouvertement la rupture de la trêve. Au gouvernement, des hommes connus pour vouloir mettre en œuvre une solution répressive occupent des positions stratégiques. À l'intérieur même des instances consacrées à la paix, la crise est manifeste. John Agudelo Ríos, qui assurait la direction des différentes commissions depuis mai 1983, démissionne le 20 septembre 1985, en invoquant les tensions avec le ministre de l'Intérieur. Une nouvelle Commission, la *Comisión de Paz, Diálogo y Verificación*, formée le 18 octobre 1985, prend le relais<sup>507</sup>. Face à cette détérioration de son projet politique, le Président ne dispose plus de l'autorité morale et du crédit qui lui avaient permis d'imposer ses choix pendant les premiers mois de sa présidence et dont il disposa longtemps, même dans les périodes les plus tendues du processus de paix. Ainsi, pour la gestion de la prise du Palais de Justice, ou pour l'envoi des secours moins d'une semaine plus tard après l'explosion du volcan du Nevado del Ruiz et la destruction de la ville d'Armero qui fit 10 000 victimes, ce n'est plus l'État qui est critiqué mais bien l'action personnelle du Président.

---

<sup>507</sup> La nouvelle commission est composée uniquement de représentants officiels de partis politiques ou d'associations corporatives. Son existence est purement formelle, une partie de ses membres refusant d'y participer, une autre démissionnant après les événements du Palais de Justice. Elle aura pour seule tâche de gérer l'accord avec les FARC et en particulier de prolonger la trêve de manière indéfinie.

À la fin de sa présidence, l'homme qui avait déclaré la paix aux mouvements de guérilla dans son discours d'investiture laisse un pays divisé et ensanglanté où la violence s'est étendue et a pris de nouveaux visages. Les combats ont repris avec tous les mouvements de guérilla, exceptées les FARC qui se maintiennent dans une trêve lourde d'ambiguïtés. Les violations aux Droits de l'Homme, l'usage de la torture et des disparitions opérées par des membres des organismes de l'État sont en augmentation. À la violence officielle se sont ajoutées de nouvelles formes de violence, le paramilitarisme et le trafic de drogue, de plus en plus autonomes, dont les logiques d'action vont chaque fois davantage au-delà de celles de simples forces supplétives employées pour les basses besognes. Le nombre d'acteurs ayant recours à la violence se multiplie et les relations entre eux prennent des formes de plus en plus complexes.

Parmi les acteurs violents, les guérillas évoluent dans une direction paradoxale. La politique adoptée dès 1982 les reconnaît comme des acteurs politiques, mais face au contexte de la politique de paix présidentielle, elles s'orientent vers des comportements de plus en plus militaristes. Quelques-unes forment des commandos politiques qui prennent place au sein des instances créées, mais sans renoncer à des logiques de confrontation militaire. Les commissions rencontrent d'évidentes difficultés, liées tant à leur nature qu'au contexte général du processus de paix. Or les guérillas utilisent ces difficultés pour justifier leur refus de continuer à y participer. Parallèlement leur présence dans ces instances rendra ceux de leurs membres qui y participent plus vulnérables aux attaques des adversaires de leur légalisation. Entre 1983 et 1986, les groupes de guérilla perdent un nombre significatif de cadres et de militants, et tout particulièrement ceux qui assumaient en leur sein des fonctions plus politiques que militaires, situation qui n'est pas sans conséquence sur l'évolution postérieure de ces groupes<sup>508</sup>.

---

<sup>508</sup> Ce phénomène est particulièrement significatif pour le M-19, dont l'ensemble de la direction est décimé pendant cette période (après la mort de Jaime Bateman en avril 1983 dans un accident d'avion, quatre des cinq premiers dirigeants dans la hiérarchie sont tués lors d'affrontements avec les forces de l'ordre (Alvaro Fayad en mars 1986, Iván Marino Ospina en août 1985, Gustavo Arias en juillet 1986), ou très grièvement blessés (Antonio Navarro en

Par ailleurs leur perception de la lutte centrée exclusivement sur la dimension militaire les conduit à entreprendre des actions sans en mesurer les conséquences politiques, ou à s'entredéchirer. Les événements du Palais de Justice conduisent de larges secteurs de la société à refuser tant l'aventurisme de la guérilla que la brutalité de l'armée. L'assassinat en janvier 1986 de Ricardo Lara Parada par ses anciens camarades de l'ELN démontre que les guérillas ne conçoivent d'autre voie que celle de la violence<sup>509</sup>. Enfin, le massacre de Tacueyó, connu en janvier 1986, illustre par l'absurde les extrêmes auxquels conduit la lutte armée<sup>510</sup>. Le paradoxe de la période pour les mouvements de guérilla réside bien dans cette évolution : si en 1982 le Président Betancur donne corps à leur revendication d'être une forme d'opposition aux institutions du *Frente Nacional*, où le recours aux armes se justifiait comme moyen pour obtenir une véritable démocratisation des institutions, en 1986, cette position semble plus que jamais remise en cause.

Les raisons de l'échec de la politique de paix de Belisario Betancur sont nombreuses et ne peuvent simplement être réduites à l'action des « ennemis de la paix » ou à celle des erreurs d'un Président qui a excessivement confié dans le crédit politique dont il disposait. Dans une conception liant la résolution de l'insurrection armée à la crise politique, le fiasco de la présidence Betancur aboutit à un double résultat. D'une part, il met en évidence les limites d'une certaine conception de la paix, à laquelle il serait possible de parvenir par un volontarisme réformiste qui ôterait aux mouvements armés leurs revendications en leur donnant un espace de discussion, à travers les instances du dialogue national. De l'autre, il révèle l'échec de la stratégie

---

mai 1985). Plus d'une vingtaine de dirigeants, dont une grande partie des fondateurs, sont également tués pendant cette période. Les FARC sont aussi atteintes par cette situation, à travers l'élimination systématique des cadres politiques de la UP, ainsi que, dans une moindre mesure, l'EPL.

<sup>509</sup> Ancien dirigeant de l'ELN, Ricardo Lara Parada avait abandonné la lutte armée et dirigeait un important mouvement syndical et politique dans le Magdalena Medio.

<sup>510</sup> Plus de 160 membres du *Frente Ricardo Franco*, accusés de trahison, y ont été fusillés par leurs propres dirigeants. Ce front, initialement conçu par les FARC, avait rallié une partie des jeunes communistes de la capitale sur une ligne d'affrontement militaire total. En désaccord avec son organisation d'origine lors de l'amnistie,

des mouvements armés qui, utilisant les ambiguïtés de la politique de paix, ont maintenu une double action, à la fois politique et militaire. Ils ont ainsi provoqué la radicalisation des oppositions à leur projet tout en concourant également à la généralisation du recours à la violence, ce qui a réduit d'autant la lisibilité de leurs résultats. Pour tous les acteurs de ce processus, « la paix était pendant cette époque comme le lièvre mécanique des courses de lévriers : un objectif inatteignable malgré tous les efforts déployés pour le rattraper »<sup>511</sup>.

### *B. SALVADOR : « LE REFORMISME SOUS ETAT DE SIEGE »*<sup>512</sup>

À l'image de Belisario Betancur, la place occupée par José Napoleón Duarte dans la vie politique salvadorienne témoigne d'une position particulière. Mais à la différence du premier, électron libre au sein du Parti conservateur, son influence lui est acquise principalement comme dirigeant du Parti démocrate chrétien.

#### **1) La formation d'un parcours dans une opposition contrôlée puis dans l'exil**

Pendant les années soixante, l'influence de José Napoleón Duarte se confond avec la croissance de son parti, dont il assume le poste de secrétaire général de 1961 à 1970. S'il est vrai que le PDC s'impose rapidement comme le principal parti d'opposition autorisé, il ne joue pas pour autant un simple rôle de faire-valoir<sup>513</sup>. Constitué en 1960, influencé par le message social de l'Église, le parti dénonce très fermement les excès du régime militaire (dans les années

---

ce front avait pris son autonomie, et s'était rapproché du M-19, avec lequel il a mené plusieurs actions conjointes, tout en procédant à l'exécution de certains dirigeants de la UP.

<sup>511</sup> RAMIREZ TOBON (William), « La liebre mecánica y el galgo corredor : la paz actual con el M-19 », *Análisis Político*, 7, mai 1989, p.54

<sup>512</sup> Selon l'expression d'Enrique Baylora, in BALOYRA (Enrique), *El Salvador in transition. op. cit.*, p.101.

soixante la corruption, ensuite davantage la répression politique) et propose un discours réformiste, prônant la démocratisation, la nécessité d'une réforme agraire et un rôle important de l'État dans la direction de l'économie. Il conçoit une prise graduelle du pouvoir par la voie électorale, misant sur l'évolution sociologique de l'électorat et sur le délitement du pacte entre l'armée et l'oligarchie terrienne. Le PDC est traversé par deux courants principaux, l'un plus marqué par le christianisme social, l'autre sur une position plus traditionnellement démocrate chrétienne. Si tous deux refusent l'emploi de la violence, et donc le recours aux armes, et si tous deux sont marqués par un fort anticommunisme, celui-ci est particulièrement virulent chez les seconds.

Entre 1964 et 1968, la représentation parlementaire du PDC augmente de 14 à 19 députés sur les 52 sièges de l'Assemblée, et pendant la législature 1968-70, il parvient à faire voter des initiatives en alliance avec d'autres députés d'opposition et même avec les secteurs les plus progressistes du parti officiel ; il remporte par ailleurs de nombreuses municipalités<sup>514</sup>. Son influence et son dynamisme en font à l'époque le seul véritable parti politique de masse en Amérique centrale, tant le PDC se caractérise par une idéologie cohérente, une véritable organisation militante, avec des structures d'encadrement permanentes (comme les syndicats paysans ou l'organisation de jeunesse) et un électorat important et fidélisé, regroupant en même temps les nouvelles classes moyennes urbaines et le monde rural. En concentrant son action politique sur les villes principales, le parti accompagne le processus d'urbanisation rapide et de constitution d'une classe moyenne que connaît alors le Salvador. L'importance du PDC en fait d'ailleurs l'institution au sein de laquelle de nombreux dirigeants politiques font leur première

---

<sup>513</sup> Sur José Napoleón Duarte et le PDC à cette période, cf. WEBER (Stephen), José Napoleón Duarte and the Christian Democratic Party in salvadorean politics. *op. cit.*

<sup>514</sup> Le PDC gouverne en particulier la capitale sans interruption de 1964 à 1978, et la transforme en véritable vitrine de la gestion municipale démocrate-chrétienne. Les maires sont successivement José Napoleón Duarte (1964-70), Carlos Rebollo Herrera (1970-74) et José Antonio Morales Erlich (1974-76).

expérience, pour plus tard évoluer éventuellement vers des positions plus radicales<sup>515</sup>. Au tournant des années soixante-dix, le PDC constitue le principal parti de l'union de l'opposition.

Pendant cette période, José Napoleón Duarte s'impose comme un des principaux dirigeants de la tendance démocrate chrétienne et du parti, son charisme en faisant un des hommes politiques les plus populaires du pays. Premier dirigeant démocrate chrétien à remporter un poste électif d'importance, la mairie de San Salvador, il apparaît comme le seul candidat à pouvoir battre le parti officiel lors de l'élection présidentielle de 1972, à laquelle il concourt au nom d'une large alliance incluant les communistes<sup>516</sup>.

La fraude sur les résultats de cette élection, la répression de la contestation, dans une atmosphère putschiste, puis la reprise en main autoritaire pendant la présidence Molina, marquent les limites de l'expérience d'ouverture contrôlée entreprise par les militaires salvadoriens au pouvoir. Les années soixante-dix signifient un coup d'arrêt à la progression électorale du PDC, et la remise en cause de la place occupée au sein d'un système politique contrôlé. José Napoleón Duarte est forcé à un exil au Venezuela dont il ne rentre qu'après le coup d'État militaire des officiers progressistes d'octobre 1979. Face à cette situation, le PDC maintient une position légaliste : il refuse de participer aux élections législatives de 1972, puis à celles de 1976, et voit le nombre de ses municipalités se réduire à moins d'une dizaine. Le scénario de fraude, répression et exil se répète aux élections présidentielles de 1977 avec la candidature du colonel Claramount pour l'alliance de l'opposition.

Face au raidissement des militaires, le PDC perd très rapidement dans les années soixante-dix la position acquise difficilement, élection après élection, pendant les années

---

<sup>515</sup> Comme en témoigne l'administration municipale de San Salvador, où travailleront dans les années soixante de nombreux futurs cadres de la guérilla, l'organisation de jeunesse, dont une partie ralliera l'ERP, ou la FECCAS, fédération de syndicats ruraux, créée en 1964 qui rejoint postérieurement les FPL.

<sup>516</sup> Initialement très réticent à accepter le soutien de l'UDN, le parti dominé par les communistes, José Napoleón Duarte s'y résout parce que le PDC apparaît comme le partenaire dominant d'une alliance de sociaux-démocrates peu implantés et de communistes divisés sur la stratégie électoraliste.



soixante. Sans perspective de développement électoral, la stratégie légaliste du parti est affaiblie par l'exil de ses principaux dirigeants. Pourtant, comme il a été montré au chapitre précédent, l'épuisement des voies légales ne se traduit pas dans le Salvador de la fin des années soixante-dix par l'essor conséquent et immédiat des groupes révolutionnaires. Le PDC maintient une attitude particulièrement critique face à la politique autoritaire, mais sans pour autant opter pour une solution plus radicale, à l'exception de quelques secteurs minoritaires qui vont s'en détacher. Si la politique des présidents Molina puis Romero ne le lui laisse plus d'espace politique, il bénéficie, par conséquence indirecte, du fait que les seuls véritables acteurs d'opposition au régime à la fin des années soixante-dix sont l'Église catholique et l'Université Centraméricaine. Le long éloignement du pays de José Napoleón Duarte ne réduit d'ailleurs pas sa popularité, son exil lui permettant d'apparaître comme le martyr de la lutte démocratique, option modérée dans un contexte général de radicalisation, de répression et d'intolérance politique.

Si la montée de la répression ne conduit pas le PDC à durcir ses positions, il entreprend néanmoins un rapprochement avec différents groupes de l'opposition, y compris armée, comme en témoigne sa présence au *Foro Popular* en septembre 1979. Mais à la différence du rôle moteur qu'il avait joué dans l'alliance électorale constituée dix ans auparavant, le PDC n'y est plus qu'un membre parmi d'autres, ses capacités de mobilisation et d'encadrement étant particulièrement affaiblies<sup>517</sup>. Acteur marginal lors du coup d'État des officiers progressistes d'octobre 1979, préparé par les secteurs modernistes de l'armée et de la bourgeoisie, le parti ne prête qu'un appui modéré à la première junte. La candidature de José Antonio Morales Erlich à un des postes de direction, dans le contingent du *Foro Popular*, est même repoussée par les membres de ce dernier au profit de celle de Guillermo Ungo. Et si cinq membres du PDC

---

<sup>517</sup> Dans sa bibliographie, José Napoleón Duarte évoque la faiblesse du parti pendant la période 1979-82 : « Le PDC devait être reconstruit. En 1980 nous n'existions pratiquement pas comme organisation de masses. (...) Pour l'élection de 1982, le parti n'avait récupéré que la moitié de son niveau d'organisation » cf. DUARTE (José Napoleón), *My life*, *op. cit.*, p.178-9.

participent au gouvernement, leur présence témoigne davantage de l'engagement personnel de dirigeants de l'aile gauche plutôt que du soutien de la direction nationale. Celle-ci demeure en effet attentiste face à une junte qui annonce pourtant un programme politique réformiste et démocratique mais dont les soutiens, militaires progressistes, membres du secteur privé, intellectuels, ne constituent que très partiellement les bases sociales du parti.

## 2) La recherche d'une légitimité démocratique par les réformes

La deuxième junte, constituée en janvier 1980, sur une alliance entre les militaires et le PDC reflète un certain équilibre interne entre l'aile gauche du parti et les partisans de José Napoleón Duarte<sup>518</sup> et le ralliement à l'idée que seule l'alliance avec l'armée peut permettre la mise en œuvre effective d'un programme réformiste. Le « courage douteux »<sup>519</sup> dont font preuve alors les démocrates-chrétiens représente une conversion inattendue. Les négociations avec les officiers putschistes traduisent leur vision d'un « réformisme sous état d'urgence » qu'ils vont alors chercher à mettre en œuvre. Au nom d'une défense des principes démocratiques, ils refusent toute participation à la junte de personnalités représentant des intérêts particuliers, et insistent sur l'importance de la convocation d'élections pluralistes. Très attachés au respect de la personne humaine, ils mettent en avant la nécessaire promotion des droits de l'homme et la lutte contre la répression. Enfin, ils présentent aux officiers de la junte l'ensemble des politiques

---

<sup>518</sup> Le choix du PDC de participer seul à la junte avec les militaires semble le résultat d'un compromis entre l'aile gauche, qui y voit l'occasion de mettre en œuvre les réformes, et le centre, plus favorable à la convocation immédiate d'élections. Les deux démocrates-chrétiens qui y participent, Hector Dada et José Antonio Morales représentent chacune de ces deux tendances. José Napoleón Duarte reste temporairement hors de la junte, se préparant pour une éventuelle élection présidentielle, qu'il conçoit alors comme la seule voie d'accès au pouvoir. (cf. DUARTE (José Napolón), *My life*, *op. cit.*, p.106-7). L'évolution de la situation et les pressions nord-américaines lui font changer assez rapidement d'avis.

<sup>519</sup> D'après l'expression de Gabriel Zaid, in ZAID (Gabriel), « Salvador, Amérique centrale, comment en finir avec la terreur ? », *Esprit*, 94-95, octobre-novembre 1984, p.108.

réformistes nécessaires comme condition indispensable à leur participation, nationalisation du secteur exportateur et des banques, réforme agraire<sup>520</sup>.

Dans le contexte de polarisation du conflit, le PDC cherchait à faire évoluer la situation née du putsch vers une véritable démocratie. Mais il ne s'agissait pas de constituer un simple gouvernement transitoire dont la seule tâche serait l'organisation d'élections, à l'image des coups d'État militaires de 1944, 1948 et 1960 par lesquels des officiers avaient déposé les présidents en place pour convoquer de nouvelles élections. Leur participation au gouvernement a un double objectif : la convocation d'élections libres s'accompagne en effet des mesures nécessaires à la mise en œuvre de politiques réformistes créant les conditions structurelles nécessaires à l'émergence d'une véritable société démocratique.

Le contexte de la violence politique conforte le parti dans son choix : si l'assassinat de Mario Zamora conduit l'aile gauche à la scission en mars 1980, puis à son ralliement postérieur au FDR, la très grande majorité des cadres et des militants du parti<sup>521</sup> soutiennent le remplacement au sein de la junte d'Hector Dada, démissionnaire, par José Napoleón Duarte.

Parti prônant la voie électorale et le refus des solutions imposées, le PDC arrive au pouvoir au sein d'une junte militaire sans légitimité démocratique et qui se caractérise de plus en plus par une violente répression et par une absence de volonté de contrôle des éléments

---

<sup>520</sup> Terry Lynn Karl a analysé comment la vision politique du PDC de la démocratisation politique au Salvador s'inspire en partie des expériences vénézuéliennes et chiliennes : elle combine la recherche du consensus, ou du pacte, qui permet de transformer l'adversaire en partenaire, l'occupation du centre du spectre politique, avec des alliances conjoncturelles à droite ou à gauche, la mise en œuvre d'un programme réformiste contrôlé et la recherche d'une légitimité internationale, le tout dans un contexte qui rend difficile chacun de ces points. L'auteur cite une interview de José Napoleón Duarte dans lequel celui-ci pousse le parallèle avec l'expérience vénézuélienne en déclarant : « Nous croyons que nous pouvons réaliser ce que les Vénézuéliens ont fait... nous sommes en train de suivre l'exemple vénézuélien, et je suis Rómulo Betancourt ». Cf. KARL (Terry Lynn), « After La Palma : the prospects for democratization in El Salvador », *World Policy Journal*, 2, 2, printemps 1985, p.309, note 5.

<sup>521</sup> Hautement symbolique par le postérieur ralliement de Rubén Zamora et Hector Dada au camp révolutionnaire, la scission de l'aile gauche a des effets numériques variables sur les effectifs du parti selon les observateurs. Tommie Sue Montgomery évoque des « désertions de masse parmi les adhérents du parti » qu'elle évalue pourtant seulement à 5 %. (MONTGOMERY (Tommy Sue), *Revolution in El Salvador*. *op. cit.*, p.136), Terry Karl parlant d'une perte d'environ un cinquième des effectifs (KARL (Terry Lynn), « Imposing consent ? Electoralism versus democratization in El Salvador », p.16, in DRAKE (Paul), SILVA (Eduardo), *Elections and democratization in Latin America*. San Diego : University of California, 1986, 335 p.).

paramilitaires les plus extrémistes. D'autant que la montée en puissance du PDC à l'intérieur de la junte, qui se traduit en son sein par la consolidation du secteur plus traditionnel, est parallèle au renforcement des secteurs les plus durs au sein de l'armée<sup>522</sup>. Prônant une transformation de la société par les réformes, il apparaît trop extrême pour l'oligarchie traditionnelle et le secteur privé et trop timoré pour la gauche révolutionnaire. Alors que la réussite de ce parti avait reposé avant 1979 sur ses structures militantes et son implantation territoriale, il a évolué davantage vers un appareil de cadres, dans un contexte général où toute mobilisation sociale est susceptible d'être réprimée<sup>523</sup>.

Les résultats escomptés des actions réformistes du PDC trouvent très rapidement leurs limites dans les conjonctures très particulières dans lesquelles elles sont mises en œuvre. Le pacte avec l'armée met effectivement les réformes au centre de la politique économique. La nationalisation des secteurs financiers et exportateurs, décidée par la première junte et reprise par le PDC, était conçue comme un instrument pour renforcer l'intervention de l'État dans l'économie afin de permettre une certaine capacité de redistribution des ressources vers les populations les plus défavorisées<sup>524</sup>. Elle n'est appliquée que partiellement, d'autant que les secteurs qui en étaient les plus fervents partisans ont quitté le parti. Mais même limitée, cette mesure suscite une vive opposition de la part des grands propriétaires qui boycottent les instances mises en place. Et sa portée est d'autant plus faible que le contexte de récession et de chaos économique qui

---

<sup>522</sup> Ce processus, connu comme la « *derechización* », a lieu parallèlement pendant l'année 1980 au sein du PDC, par la scission de l'aile gauche, et au sein de l'armée. Les tensions au sein de l'armée, entre le secteur progressiste des officiers représenté par le colonel Majano et les partisans d'une ligne dure, le Haut Commandement, menés par le colonel Gutiérrez et le colonel Garcia, étaient de plus en plus fortes. En janvier, le colonel Majano avait dénoncé le fait que l'armée s'éloignait des positions réformistes, et demanda la démission du colonel Gutiérrez. En avril, il fait arrêter le colonel D'Aubuisson, accusé de fomenter un coup d'État contre la junte, mais devra le libérer faute de preuves. L'épreuve de force se retourne contre le secteur progressiste. Le colonel Majano est remplacé à la mi-mai de son poste de commandant de la junte par le colonel Gutierrez, et les officiers qui le soutiennent sont mutés à des postes subalternes. Le colonel Majano est définitivement exclu de la junte en décembre 1980, puis exilé, scellant ainsi le contrôle total des partisans de la ligne dure sur la junte et sur l'armée.

<sup>523</sup> Le PDC a essayé d'organiser des manifestations au printemps 1980 pour contrecarrer l'influence des organisations révolutionnaires, mais sans succès.

<sup>524</sup> Voir le chapitre sur le rôle de l'État pour les démocrates-chrétiens en Amérique latine, cf. LYNCH (Edward), *Latin America's Christian Democratic parties*, *op. cit.*, p.

caractérise la fin de l'année 1980 réduit pratiquement à néant les capacités d'intervention économique de l'État<sup>525</sup>.

La réforme agraire constitue sans doute le point nodal du projet réformiste<sup>526</sup>. Revendication longtemps portée par le PDC et par l'ensemble de l'opposition civile pendant le régime militaire, elle représente encore en 1980 le symbole qui par lui-même mettrait fin aux bases du régime autoritaire qui avait duré jusqu'en 1979, en démantelant le pouvoir des « quatorze familles » et empêchant ainsi toute restauration éventuelle de l'ordre ancien. Le fait que l'armée cautionne et appuie la réforme entreprise par le PDC renforce cet aspect.

Mais dans la situation particulière créée par le coup d'État des officiers progressistes et la participation de la Démocratie chrétienne au gouvernement d'une part et par la croissance des organisations populaires et leur évolution vers la lutte armée de l'autre, la réforme agraire

---

<sup>525</sup> Entre 1978 et 1980, le PNB a diminué de 15 %, l'investissement privé de 50 %, et les réserves de la Banque Centrale passent de près de 800 millions de dollars à 10 millions. L'industrie fonctionnait en 1980 à 50 % de ses capacités et la récolte de 1980 est la plus mauvaise depuis 1932. La chute mondiale des cours du café, du sucre et du coton ne font qu'aggraver une situation économique déjà désastreuse.

<sup>526</sup> Au cœur de plusieurs problèmes considérés comme centraux dans l'analyse du conflit au Salvador (le problème de l'inégalité dans la distribution de la terre et donc l'enjeu constitué par l'encadrement des paysans tant pour le gouvernement comme pour la guérilla, le caractère réformiste du pouvoir en place qui le distingue des dictatures militaires, etc.), la réforme agraire a fait l'objet de nombreuses analyses. Deux travaux ont montré les liens entre redistribution de la terre et contrôle politique des paysans : cf. BROWNING (David), « Agrarian reform in El Salvador », *Journal of Latin American Studies*, 15, 2, novembre 1983, p.399-426 et MASON (David), « Land reform and the breakdown of clientelist politics in El Salvador », *Comparative Political Studies*, 18, 4, janvier 1986, p.487-516. Une analyse postérieure rend compte à la fois de la réforme de 1980 et des tentatives de relance pendant la présidence Duarte : DUFUMIER (Marc), « La question agraire au Salvador », *Problèmes d'Amérique latine*, 83, 1<sup>er</sup> trimestre 1987, p.66-91. Par ailleurs, la discussion sur les effets de la réforme agraire, en particulier sur la proportion de paysans sans terre, et leur lien avec une insurrection agraire, a fait l'objet d'un large et vif débat dans la *Latin American Research Review*. Mitchell Seligson actualise les données statistiques en la matière, et constate une réduction du nombre de paysans sans-terre ou ayant moins d'un hectare (qui ne seraient plus que 18 % de la population active, contre 28 % en 1971) (cf. SELIGSON (Mitchell), « Thirty years of transformation in the agrarian structure of El Salvador », *Latin American Research Review*, 30, 3, 1995, p.43-74). Avec d'autres méthodes de calcul, Martin Diskin considère ces données comme sous-évaluées (il les estime à 23 % de la population active) (cf. DISKIN (Martin), « Distilled conclusions : the disappearance of the agrarian question in El Salvador », *Latin American Research Review*, 31, 2, 1996, p.111-126). Le débat est complété par une contribution de Jeffrey Paige déplaçant l'angle d'analyse vers les structures agraires dans leur ensemble (PAIGE (Jeffrey), « Land reform and agrarian revolution in El Salvador », *Latin American Research Review*, 31, 2, 1996, p.127-139) et par une réponse d'ensemble de Mitchell Seligson, où il intègre d'autres éléments conjoncturels dans l'analyse des insurrections agraires (SELIGSON (Mitchell), « Agrarian inequality and the theory of peasant rebellion », *Latin American Research Review*, 31, 2, 1996, p.140-157). Enfin pour des analyses comparées avec les autres expériences de réforme agraire en Amérique latine, voir THIESENHUSEN (William C.), *Broken promises, Agrarian reform and the Latin American campesino*. Boulder : Westview, 1995, 226 p. et PELUPESSY (Wim), RUERD (Ruben), *Agrarian policies in Central America*. Basingstoke : Macmillan, 2000, 209 p.

acquiert une nouvelle dimension. Il s'agit désormais également d'encadrer la population rurale, permettant à la fois un effectif contrôle territorial que ni le PDC ni l'armée n'exercent effectivement et un important effet démonstratif, par lequel il apparaît que les revendications sociales de la guérilla, et tout particulièrement l'accès à la terre et l'organisation des paysans, par des coopératives et des syndicats agraires, peuvent être mises en œuvre par le pouvoir en place. Cet effet démonstratif est également important pour la légitimation internationale de la junte, en particulier aux États-Unis où le gouvernement démocrate, la presse et la direction de l'AFL-CIO soutiennent l'effort réformiste du régime.

Là encore, le contexte politique dans lequel est lancée la réforme agraire s'avère symptomatique de la fonction avant tout préventive de la mesure. Les décrets 153 et 154 sont promulgués<sup>527</sup> le 6 mars 1980, soit quelques jours avant l'entrée de José Napoleón Duarte dans la junte (10 mars). Cette simultanéité est utilisée par le PDC pour afficher son réformisme, le lancement de la réforme agraire étant l'occasion d'une vaste campagne de communication sur le thème « *la reforma es para todos* ».

La réforme est divisée initialement en deux étapes, la première phase visant l'expropriation, la distribution et la transformation en structures coopératives des propriétés de plus de 500 hectares, la seconde celles des propriétés entre 100 et 500 hectares. Seule la première phase est mise en œuvre (décret 154) : elle concerne majoritairement des terres consacrées à l'élevage et à la culture du coton, la quasi-totalité des propriétés utilisées pour les cultures d'exportation les plus rentables (café et sucre) faisant partie de la deuxième catégorie. Au total, au titre de la première phase, 240 000 hectares, soit 15 % du total des terres cultivables, sont effectivement expropriées et redistribuées au bénéfice d'environ 30 000 paysans<sup>528</sup>. Les

---

<sup>527</sup> Le décret 153 constitue une véritable loi-cadre de la réforme agraire, le décret 154 lance la première phase de la réforme en autorisant le déploiement de l'armée.

<sup>528</sup> D'après les chiffres de BROWNING (David), « Agrarian reform in El Salvador », Journal of Latin American Studies, 15, 2, novembre 1983, p.414.

expropriations s'arrêtent rapidement, le 14 mai, le colonel Gutiérrez annonçant le gel de la première phase et l'ajournement de la deuxième, postérieurement annulée.

Une troisième phase est lancée six semaines après les deux premières (décret 207 du 28 avril 1980), dans laquelle les paysans en faire-valoir indirect se voient attribuer la propriété des petites parcelles qu'ils cultivent au sein de grandes exploitations<sup>529</sup>. Environ 64 000 familles bénéficient de cette mesure qui concerne un peu moins de 100 000 hectares<sup>530</sup>.

Au total, la dimension de la réforme est considérable : les terres distribuées représentent environ 20 % de la surface cultivable du pays, les bénéficiaires également un cinquième de la population active dans l'agriculture. Mais les effets réels vont être limités par les nombreuses difficultés rencontrées. La répartition est extrêmement localisée dans le pays<sup>531</sup>. Seul un

---

<sup>529</sup> Ce dernier volet de la réforme agraire est le plus représentatif de l'aspect préventif de la réforme agraire inspiré par l'assistance technique fournie par le gouvernement nord-américain. Initialement, la troisième phase devait concerner la création de coopératives de crédit et de commercialisation pour les paysans disposant de parcelles minuscules (70 % des propriétés étant de moins de 2 hectares). À partir des thèses de Roy Prosterman, créateur de la réforme agraire mise en œuvre au Sud-Vietnam, cette troisième phase est transformée en un programme « *land to the tiller* », précédemment appliqué, avec un certain succès par les États-Unis en Corée du Sud et à Taiwan, et avec des résultats moins probants au Vietnam pendant la guerre. Peu rentable économiquement, car les parcelles distribuées sont très réduites, et souvent peu productives, cette redistribution a un but essentiellement politique en transformant les journaliers et les ouvriers agricoles en propriétaires minifundiaires et en évitant ainsi leur ralliement ou leur soutien aux révolutionnaires. Au Salvador, la mesure se révélera économiquement contre-productive, les parcelles concédées aux journaliers pour leur autosubsistance sur les grandes propriétés étaient généralement tournantes sur une même propriété, en fonction de la rotation des cultures d'exportation ; leur fixation perturbe les cultures d'exportation. Sur les thèses de Roy Prosterman, et leur application au Salvador, voir les textes reproduits dans le chapitre consacré à la réforme agraire « Peasants and oligarchs in the agrarian reform », p.157-187, in GETTLEMAN (Marvin), LACEFIELD (Patrick), MENASHE (Louis), MERMELSTEIN (David), RADOSH (Ronald), El Salvador : Central America in the new cold war. New York : Grove Press, 1981, 397 p. et plus généralement HANSTADT (Timothy), PROSTERMAN (Roy), Temple (Mary), Agrarian reform and grassroots development. Boulder : Rienner, 1990, 339 p. Pour une évaluation comparée des effets de la réforme agraire au Salvador et dans l'un des cas asiatiques cités, cf. PELUPESSY (Wim), « Institutional constraints and internal dynamics of land reform in El Salvador and Taiwan », p.17-43, in PELUPESSY (Wim), RUERD (Ruben), Agrarian policies in Central America, *op. cit.*

<sup>530</sup> D'après les chiffres de DUFUMIER (Marc), « La question agraire au Salvador », Problèmes d'Amérique latine, 83, 1<sup>er</sup> trimestre 1987, p.79

<sup>531</sup> À cela s'ajoute une forte localisation géographique : les bénéficiaires de la première phase se concentrent principalement sur les grandes propriétés de la côte, ceux de la troisième dans les départements de l'ouest du pays (80 % des bénéficiaires sont concentrés dans les départements de Sonsonate, Ahuachapán et La Libertad). Ces deux régions n'ont été que peu touchées par les mobilisations des syndicats paysans d'orientation révolutionnaire dans les années soixante-dix et ne seront que marginalement affectées par le conflit armé. Ce sont aussi les régions où la UCS, l'organisme officiel d'encadrement de la population rurale, est la mieux implantée.

cinquième des bénéficiaires reçoit des titres de propriétés définitifs. L'accompagnement technique et la formation fournis par l'ISTA sont très précaires et limités<sup>532</sup>.

Mais plus que les modalités de la distribution, c'est le contexte de violence dans lequel la réforme se déroule qui en limite les effets. Le jour du lancement de la première phase, l'état d'urgence est décrété, officiellement pour garantir que les expropriations se déroulent dans de bonnes conditions. Il ne sera plus levé. Si l'armée occupe effectivement les terres, c'est pour contrôler la distribution, lorsqu'elle a lieu, et identifier les dirigeants élus par les paysans. Un très grand nombre d'entre eux sont postérieurement assassinés, ainsi que des membres de l'ISTA<sup>533</sup>. De nombreuses coopératives sont progressivement abandonnées par leurs membres pour échapper à la violence, et peu de paysans bénéficiaires de la troisième phase réclameront leurs propriétés pour les mêmes raisons. L'armée, qui reprend à la fin de 1980 le contrôle des organismes chargés de la réforme agraire, annule de nombreuses distributions et opère des restitutions aux anciens propriétaires. La restauration en mai 1982 par la Constituante de la possibilité de louer des terres met pratiquement fin à l'illusion de réduire considérablement la proportion des paysans sans-terre.

Les résultats de la réforme agraire en termes de production agraire demeurent difficiles à évaluer dans un contexte de chute généralisée de la production économique. Ses effets en termes de changements structurels dans l'accès à la terre paraissent pour le moins limités. Et le lancement de la réforme coïncide avec une augmentation de la violence et de la répression, dans

---

<sup>532</sup> L'organisme qui avait travaillé sur une redistribution agraire limitée dans les années soixante a été reconstruit hâtivement à la veille du lancement de la réforme agraire. Il ne dispose pas des moyens pour assurer son rôle d'appui technique. Pour protester contre les conditions de mise en œuvre de la réforme, le ministre de l'Agriculture, Jorge Villacorta, qui avait succédé à Enrique Alvarez Córdoba début janvier, démissionne fin mars, et l'ensemble des collaborateurs de l'ISTA se mettent en grève en mai 1980. Proche de Rubén Zamora, Jorge Villacorta rejoint le FDR en exil, puis retourne au Salvador avec Guillermo Ungo en 1989 ; il est élu député en 1991 pour la CD, et va être réélu en 1994, 1997 et 2000.

<sup>533</sup> L'assassinat le plus visible étant celui du directeur de l'ISTA, et secrétaire général de la UCS, José Rodolfo Viera tué le 2 janvier 1981 en compagnie de deux assesseurs nord-américains en plein jour dans la cafétéria de l'Hôtel Sheraton de San Salvador. La Commission de la Vérité montrera la responsabilité d'officiers de la Garde Nationale. Cet assassinat entraîne l'exil de nombreux responsables de la réforme agraire.



un contexte où les organisations populaires abandonnent progressivement l'action légale et se préparent à l'insurrection<sup>534</sup>. Cette diffusion de la violence limite particulièrement la volonté distributive de la réforme. Pourtant, et malgré toutes ces limitations, cette dernière parvient en partie à sa volonté préventive. Pour les dirigeants démocrates-chrétiens comme pour le gouvernement Carter, l'incapacité des organisations populaires à organiser des grèves insurrectionnelles à partir du printemps 1980, puis l'échec de l'insurrection de janvier 1981 s'expliqueraient par les effets de la réforme agraire<sup>535</sup>. L'affirmation tient davantage de la légitimation *a posteriori* de la stratégie réformiste que d'un lien effectif, qui, s'il demeure difficile à évaluer, n'en semble pas moins trop réducteur tant l'efficacité de la réforme a été limitée, par le peu de temps sur lequel elle s'est réalisée et par le contexte de violence généralisée. Par contre, le cas salvadorien semble bien refléter par l'extrême les conclusions de Guy Hermet sur le lien qui peut être fait entre réforme agraire et démocratisation, quand il affirme à quel point une mauvaise application de réformes agraires peut être « mobilisatrice des ennemis de la démocratie et démobilisatrice de ses amis »<sup>536</sup>.

L'augmentation de la violence et de la répression, la visibilité de la guerre, rendue manifeste par l'insurrection de janvier 1981, suivie de peu par le rétablissement de l'aide militaire au Salvador par le Président Carter le dernier jour de son mandat, obèrent désormais la portée des velléités réformistes des démocrates-chrétiens. Au sein du gouvernement, l'armée renforce sa position vis-à-vis du PDC. L'élection de Ronald Reagan à la présidence des États-Unis laisse peu

---

<sup>534</sup> Ce sont en effet entre mars 1980 et décembre 1981 que sont commis les plus importants massacres (Rio Sumpul, Rio Lempa, El Mozote) ainsi que les assassinats les plus retentissants, commis par les Escadrons de la Mort ou par l'armée (hormis ceux de M<sup>gr</sup> Romero, de Mario Zamora, des dirigeants du FDR et de Rodolfo Vieira, déjà cités, c'est également à cette période que sont assassinées les quatre religieuses nord-américaines).

<sup>535</sup> Ainsi dans sa biographie, après avoir évoqué l'insurrection de la guérilla et qualifié de « miracle » le fait qu'elle ne réussisse pas, José Napoleón Duarte explique cette situation : « Une des principales raisons pour lesquelles le peuple ne se rallia pas à l'appel des guérillas à l'insurrection fut notre programme de réforme agraire ». DUARTE (José Napolón), *My life*, *op. cit.*, p.162-3. Pour une analyse similaire d'un conseiller de Jimmy Carter, cf. PASTOR (Robert), « Continuity and change in US foreign policy », cité in ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*, *op. cit.*, p.206 et 208.

<sup>536</sup> HERMET (Guy), *Sociologie de la construction démocratique*. Paris : Economica, 1986, p.103-104.

de marge, au moins dans un premier temps, à l'option réformiste incarnée par le PDC<sup>537</sup>. En effet, les nouveaux conseillers en sécurité de la Maison Blanche conçoivent le problème centraméricain, et la situation au Salvador en particulier, comme une lutte contre le communisme international<sup>538</sup>. L'aide militaire nord-américaine passe de 5 à 30 millions de dollars, la nécessité de prouver les progrès en matière de respect des droits de l'homme pour approuver cette aide, impérative pendant la présidence Carter, est assouplie, les premiers militaires salvadoriens sont accueillis aux États-Unis pour y être entraînés aux techniques contre-insurrectionnelles dès le début de 1982.

Ce renforcement est parallèle à celui du FMLN, qui malgré son échec initial en janvier 1981, réussit à se replier dans les régions frontalières du nord et de l'est du pays, où chacune des organisations structure des zones d'influence. Pendant toute l'année 1981, des combats importants opposent l'armée et le FMLN, en particulier autour du volcan Guazapa, et dans le Morazán, à la frontière avec le Honduras<sup>539</sup>. Début 1982, la guérilla détruit la base aérienne d'Ilopango, mène des combats dans les départements de San Miguel et d'Usulután, et organise des raids sporadiques dans les environs de la capitale.

---

<sup>537</sup> L'influence de l'oligarchie terrienne salvadorienne auprès des secteurs les plus conservateurs du Parti républicain autour de Jesse Helms est manifeste pendant les premiers mois de la présidence de Ronald Reagan, pendant lesquels la junte, et tout particulièrement le PDC, est perçue comme illégitime, parce que parvenue au pouvoir par la force, et dangereuse, parce que cherchant à mettre en œuvre des politiques redistributives. Ce n'est paradoxalement que la virulence de l'extrême droite salvadorienne qui conduit l'administration Reagan à accepter et soutenir la démocratie chrétienne au pouvoir. Alain Rouquié fait remarquer que la croisade démocratique du Président Reagan en Amérique centrale apparaît davantage comme une réhabilitation discrète de la politique des Droits de l'homme de Jimmy Carter que comme le résultat des velléités bellicistes des *think tank* conservateurs. Cf. ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*, *op. cit.*, p.297-300.

<sup>538</sup> Le document le plus représentatif de cette vision est le rapport du Département d'État sur le Salvador (connu comme le *White Paper* « Communist interference in El Salvador ») publié le 23 février 1981, soit à peine un mois après l'investiture de Ronald Reagan, dans lequel sont avancés les liens entre la guérilla salvadorienne et l'ensemble des pays du Bloc de l'Est, et en particulier le Vietnam. Apportant des preuves qui ne reflètent que très partiellement des relations bien plus complexes, le document a surtout pour but de convaincre les alliés des États-Unis de la nécessité d'appuyer la politique de Washington au Salvador.

<sup>539</sup> C'est à l'occasion de cette offensive de l'armée, menée en accord avec des troupes honduriennes, qu'a lieu le massacre du Mozote (Morazán), les 10 et 11 décembre 1981, lors duquel le bataillon Atlacatl de l'armée extermine la population de ce village, faisant plus de 200 victimes civiles. Ce massacre est suivi de plusieurs autres dans la zone, le nombre de victimes étant supérieur à 500.

### 3) Trouver une solution à la guerre : élections et/ou dialogues ?

Dans ce contexte, le projet réformiste subit une réduction de ses ambitions comparable à celle qu'a connu la politique de Belisario Betancur. Après que les réformes aient été dévitalisées par la violence armée, la crise économique et la virulence des oppositions qu'elles suscitent, le projet réformiste du PDC se concentre sur les deux aspects qui vont constituer la véritable armature des solutions préconisées, la convocation d'élections pluralistes et l'organisation de dialogues au sommet avec la guérilla. Ces deux aspects paraissent particulièrement liés. En septembre 1981, la junte annonce l'organisation d'élections pour une Assemblée Constituante en mars 1982 et pour désigner un Président en mars 1984. En réponse, le mois suivant, Daniel Ortega dans un discours aux Nations unies présente une proposition de négociation de la direction du FMLN, renouvelée début 1982 dans une lettre à Ronald Reagan<sup>540</sup>.

Le lien entre la convocation à des élections et l'organisation de dialogues au sommet structure dans cette période les relations entre le gouvernement et la guérilla. Pour cette dernière, un rapport de force favorable sur le terrain, une situation de présence effective dans une partie du territoire du pays, et une indéniable capacité à rendre compte à l'extérieur d'une situation présentée comme un double pouvoir<sup>541</sup>, permettent de négocier d'égal à égal avec le gouvernement salvadorien, voire de l'ignorer et de s'adresser directement à l'administration Reagan. « Les insurgés opposent à la consultation électorale des conversations qui laissent

---

<sup>540</sup> L'ensemble des propositions de dialogue et de négociations, tant de la guérilla que du gouvernement, jusqu'à octobre 1989 ont été reproduits *in* CORDOVA MACIAS (Ricardo), BENITEZ MAINAUT (Raul), La paz en Centroamérica, expediente de documentos fundamentales. Mexico : UNAM, Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Humanidades, 1989, 460 p. Pour les textes postérieurs, *cf.* The United Nations and El Salvador, 1990-1995. *op. cit.*

<sup>541</sup> Ce dont témoigne par exemple la Déclaration franco-mexicaine d'août 1981 qui reconnaît le FMLN comme un acteur belligérant. L'expression de double pouvoir ou pouvoir partagé est utilisée par la guérilla jusqu'à la fin des années quatre-vingt. Elle est également présente dans les analyses académiques : *cf.* GLEIJESES (Piero), « The case for power sharing in El Salvador », Foreign Affairs, 5, été 1983, p.1048-1060.

ouvertes toutes les options, et notamment celle où les insurgés auraient, sans sanction électorale, leur place au gouvernement »<sup>542</sup>.

Pour le gouvernement, au contraire, si les dialogues constituent également l'occasion de mettre en avant leur disposition et leur bonne volonté, il est inconcevable de les réaliser hors de ce qui constitue sa légitimité, les élections et les institutions. Pour un gouvernement issu d'un coup d'État, non pourvu de légitimité démocratique, il ne peut y avoir de dialogue sans élections préalables, conçues à la fois comme l'unique occasion de réaliser des choix fondamentaux sur la guerre et la paix, et l'instrument exclusif de désignation d'une majorité en position effective de négocier. Après l'organisation d'élections, le dialogue peut dès lors se tenir, il ne représente pour le gouvernement ni enjeu, ni danger.

Les propositions de dialogue formulées par le FMLN restent dès lors sans réponse tant que les élections ne sont pas organisées. Le scrutin de mars 1982 participe à son tour à modifier l'équilibre des forces entre les principaux acteurs du conflit salvadorien<sup>543</sup>. Malgré la confusion de la campagne électorale et l'absence de grandes manifestations publiques, malgré l'absence de clarté sur le rôle de l'Assemblée qui devra être élue, et malgré le boycott armé lancé par le FMLN, la participation est élevée. Et celle-ci ne peut être simplement expliquée par les menaces voilées de représailles et la capacité de contrôle de l'armée sur les éventuels abstentionnistes. S'il est vraisemblable que le nombre total de participants a été surestimé<sup>544</sup>, il n'en demeure pas moins que ces premières élections sont une réussite pour la junte. Les images des électeurs salvadoriens, patientant à des bureaux électoraux sous la menace éventuelle de la guérilla, font plus pour la légitimité du régime que les documents du Département d'État.

---

<sup>542</sup> ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*, *op. cit.*, p. 289

<sup>543</sup> L'analyse des élections, de leur signification, et de leur contribution à la construction d'un régime démocratique au Salvador est étudiée de manière plus approfondie dans le chapitre 6.

<sup>544</sup> Officiellement, le nombre de suffrages exprimés est de 1 551 687. Il s'agit de la participation la plus élevée à des élections au Salvador depuis lors, en incluant les élections postérieures à la signature de la paix.

Mais la réussite est paradoxale. Le PDC obtient certes une majorité avec 40,1 % des voix, mais il trouve face à lui deux opposants virulents, le PCN, le parti du régime militaire qui recueille 19,2 % des voix, et surtout ARENA, constituée par les secteurs les plus conservateurs de l'oligarchie terrienne, publiquement lancée en octobre 1981, et créditée de 29,5 % des suffrages. La paralysie institutionnelle qui s'en suit, et l'obligation pour les démocrates-chrétiens de gouverner avec la droite, repousse la perspective d'un dialogue au sommet avec la guérilla.

Les élections présidentielles de mars 1984, pour lesquelles le candidat démocrate chrétien promet la paix par la négociation, dégagent une majorité claire pour José Napoleón Duarte, et lui permettent de relancer la possibilité d'un dialogue<sup>545</sup>. Le nouveau président, enfin doté de la légitimité démocratique qu'il poursuit depuis 1972, lance, de sa propre initiative, une invitation à la guérilla. Sa proposition repose sur un rapport de force militaire plus favorable du fait de la réorganisation de l'armée par les conseillers nord-américains en des unités plus mobiles et plus aguerries dans la lutte anti-insurrectionnelle. Pour renforcer l'aspect public, José Napoleón Duarte invite la guérilla à négocier lors d'un discours aux Nations unies et s'engage à y participer personnellement. L'armée et l'administration Reagan, initialement réticents, et apparemment non informés de l'initiative présidentielle, donnent leur aval à la condition que la discussion soit uniquement centrée sur les possibilités ouvertes par la nouvelle Constitution. Le FMLN qui n'est pas en position de force<sup>546</sup>, accepte la proposition et la médiation de M<sup>gr</sup> Rivera, mais n'envoie

---

<sup>545</sup> Sur les dialogues, cf. BALOYRA (Enrique), « Negotiating war in El Salvador, the politics of endgame », *Journal of Interamerican Studies and Worlds Affairs*, 28, 1, printemps 1986, p.123-147, SHARPE (Kenneth), DISKIN (Martin), « Facing facts in El Salvador : reconciliation or war », *World Policy Journal*, 1, 3, printemps 1984, p.515-547 et KARL (Terry Lynn), « After La Palma : the prospects for democratization in El Salvador », *op. cit.*

<sup>546</sup> Après les succès des opérations de la fin 1981 et début 1982, la guérilla a reconverti ses forces mobiles en bataillons plus importants numériquement. Cette tactique s'avère payante tout au long de l'année 1983 lors d'attaques importantes à des villes ou des garnisons, voire dans la destruction d'infrastructures importantes, mais rend plus vulnérables les détachements de guérilleros. Simultanément, l'armée, avec l'aide des conseillers nord-américains, se modernise en équipements, se transforme en force anti-insurrectionnelle et emploie massivement des moyens aériens. En 1984, l'armée parvient à récupérer une partie des territoires sous influence du FMLN. Celui-ci revient alors à des tactiques plus mobiles. À cette situation militaire, s'ajoutent les tensions politiques au sommet, et surtout leur résolution par la violence, manifestes lors de l'assassinat à Managua en mars 1983 de Mélida Anaya Montes, n°2 des FPL, suivi du suicide de Salvador Cayetano Carpio, principal dirigeant des FPL, qui ont semé des doutes sur la capacité de la guérilla salvadorienne à éviter les liquidations et purges internes.

néanmoins aucun de ses principaux dirigeants militaires. La première rencontre a lieu à La Palma, dans le nord du Chalatenango, le 15 octobre 1984<sup>547</sup>.

Les retrouvailles entre les colistiers de 1972 se réalisent dans une ambiance cordiale, mais n'en sont pas moins pour autant un dialogue de sourds. José Napoleón Duarte se tient à une ligne constitutionnelle : le Salvador est doté désormais d'institutions renouvelées, d'élections régulières et transparentes qui garantissent la possibilité de la participation politique de la guérilla si celle-ci remet ses armes. Les émissaires du FMLN-FDR rappellent que la violence des escadrons de la mort, le gel des réformes et le non-respect des droits de l'homme limitent toute possibilité de participation de la gauche à la vie politique.

Le 30 novembre a lieu une deuxième rencontre, à Ayagualo (La Libertad)<sup>548</sup>. La guérilla présente un contre-projet, dans lequel la négociation entre les deux parties d'un nouveau cadre institutionnel, politique et militaire (délimitation d'un cessez-le-feu sur la base de territoires séparés, fusion des armées, formation d'un gouvernement d'unité nationale) précède l'éventuelle convocation de nouvelles élections. Le camp révolutionnaire sait qu'il s'agit de propositions inacceptables. Le refus de José Napoleón Duarte est immédiat et les conversations sont rompues.

Deux tentatives ont lieu postérieurement, sans plus de résultats. Après avoir entrepris une régionalisation maladroite de la négociation en mars 1986, le Président propose en août une nouvelle rencontre. Fixée au 19 septembre 1986, à Sesorí (San Miguel), dans une région contrôlée par la guérilla, la rencontre n'a finalement pas lieu et José Napoleón Duarte transforme la réunion en meeting démocrate chrétien, montrant par la caricature la fonction que ces rencontres remplissent pour chacune des parties.

---

<sup>547</sup> Le Président est accompagné par les deux vice-présidents, Abraham Rodríguez et René Fortín Magaña, le ministre de la défense, le général Vides Casanova, le ministre de la présidence, Julio Adolfo Rey Prendes, ainsi que par José Francisco Guerrero, dirigeant du PCN. Le FMLN est représenté par Fermán Cienfuegos, dirigeant des FARN, Facundo Guardado, Lucio Rivera et Nidia Díaz, et le FDR par Guillermo Ungo et Rubén Zamora.

<sup>548</sup> À cette rencontre participent pour le gouvernement Abraham Rodríguez, un des deux vice-présidents, le ministre de la présidence, Julio Adolfo Rey Prendes, le secrétaire à la Défense, colonel López Nuila, le ministre du Plan,

Une dernière rencontre se déroule entre l'administration démocrate chrétienne et la guérilla les 4 et 5 octobre 1987 à la Nonciature de San Salvador, dans le cadre de la mise en œuvre des Accords d'Esquipulas II<sup>549</sup>. Les deux parties, pour des raisons différentes, se perçoivent en position de force, et les effets d'annonce, les positions traditionnelles et les discours de propagande pour la paix l'emportent encore une fois sur une négociation véritable. José Napoleón Duarte se sent légitimé par une solution régionale qu'il interprète comme une confirmation de la ligne suivie jusqu'alors : le processus régional lui permet de ne pas changer les propositions avancées à La Palma trois ans auparavant, et d'évoquer la possibilité de la participation politique du FMLN dans des institutions renouvelées par une amnistie large. La guérilla, quant à elle, avance toujours la nécessité de traduire la situation de double pouvoir en un gouvernement d'union nationale et une fusion des forces armées avant toute négociation ultérieure. Deux commissions sont malgré tout constituées, qui ne se réuniront à Caracas que pour y être ajournées. Derrière l'apparente continuité de deux monologues, la rencontre marque néanmoins un tournant.

Pour les démocrates-chrétiens, le dialogue tient du chant du cygne. Si le contexte régional conforte la ligne présidentielle, la situation à l'intérieur révèle la faiblesse du parti au pouvoir. Le PDC rencontre de sérieuses difficultés dans la relation avec ses bases sociales et syndicales, pourtant une des composantes centrales de son projet politique. Une partie de ses succès électoraux en 1984 et 1985 s'explique en effet par les capacités d'encadrement que représente la

---

Fidel Chávez Mena, et pour la guérilla Rubén Zamora et deux autres membres du FDR et pour le FMLN seulement Facundo Guardado.

<sup>549</sup> Après les piétinements des solutions préconisées par les pays voisins du Groupe de Contadora (Colombie, Mexique, Panama, Venezuela), les tentatives centraméricaines de négociation sont initiées par la réunion d'Esquipulas (Guatemala) en mai 1986 et ratifiées par les pays de l'isthme en août 1987 à Ciudad de Guatemala par l'accord dit « Esquipulas II ». Ce texte qui reconnaît les gouvernements, quels que soient leur alignement international, comme légitimes, et donc les insurrections, quelles que soient leurs orientations idéologiques, comme illégitimes, propose un véritable programme pour la paix, incluant entre autres, dialogues nationaux, amnistie, élections démocratiques, réconciliation nationale et vérification régionale. Sur le contexte des négociations de 1987, cf. LUNGO UCLES (Mario), « Prolongación de la guerra o solución política negociada : el dilema salvadoreño actual », *Nueva Sociedad*, 87, janvier 1987, p.26-33.

*Unión Popular Democrática* (UPD)<sup>550</sup> qui s'est engagée pleinement dans les campagnes électorales. L'absence de politiques sociales conduit la confédération réformiste à critiquer ouvertement le gouvernement, à appeler à des grèves dans la santé et le secteur public entre mars et novembre 1985. Face aux mesures économiques d'austérité annoncées en janvier 1986 (« *el paquetazo* »), incluant une dévaluation du *colón* de 100 % et une hausse des prix de certains services, elle constitue, avec d'autres nouveaux syndicats, la *Unión Nacional de Trabajadores Salvadoreños* (UNTS). La nouvelle confédération montre sa combativité en rassemblant 60 000 personnes le 21 février 1986 contre les mesures économiques, et 80 000 à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai. Les tentatives du PDC de reconstruire une confédération syndicale s'avèrent un échec. Un phénomène semblable se déroule en milieu rural, où la volonté du parti de revitaliser la réforme agraire, en mobilisant le réseau des coopératives affiliées à la UCS, se traduit par de vives tensions à la base. La situation économique est devenue totalement dépendante de l'aide nord-américaine, réduisant d'autant le potentiel distributif des politiques réformistes<sup>551</sup>.

À cela, il convient d'ajouter l'incapacité du Président à mettre en œuvre de manière effective la poursuite judiciaire de militaires ayant participé à des violations des Droits de l'homme, ainsi que, de manière de plus en plus visible, une corruption généralisée des cadres et des dirigeants démocrates-chrétiens. Cette situation, dont la guérilla tire parti en refusant de négocier avec un gouvernement affaibli, annonce la crise du PDC, qui apparaît en plein jour aux

---

<sup>550</sup> Construite au moment de la mise en place de la réforme agraire, pour contrebalancer l'influence des confédérations syndicales ralliées au FDR, la UPD est une coalition de fédérations syndicales réformistes, dont la UCS, l'union constituée par le gouvernement militaire pour encadrer les paysans. Elle s'était surtout illustrée par l'organisation d'une manifestation le 27 septembre 1983, pendant les débats de la Constituante sur la réforme agraire, qui constitue la première manifestation massive depuis 1980.

<sup>551</sup> Les protestations des entrepreneurs sont également manifestes, un lock-out général des industries et des commerces étant organisé avec succès en janvier 1987. Moins surprenantes politiquement, elles dénotent néanmoins une perte de confiance des classes moyennes urbaines qui composaient une grande partie de l'électorat du PDC, et un regain d'influence des organismes liés à l'élite économique, à l'origine de ce mouvement.



élections législatives de 1988, où il perd un tiers de son électorat et de ses sièges au Parlement, et par conséquent sa majorité<sup>552</sup>.

Des changements importants se réalisent parallèlement dans la guérilla, dont la participation diffère sensiblement, même si elle ne montre de signes tangibles d'ouverture. Les dirigeants du FDR n'y ont plus qu'une participation symbolique, alors qu'ils tenaient le rôle de porte-parole aux rencontres précédentes. Le retour au Salvador les 21 et 23 novembre 1987 de Rubén Zamora et de Guillermo Ungo, pour participer aux élections, introduit une certaine distance, sinon dans le projet final, du moins dans la stratégie suivie entre les deux composantes, civile et militaire, du camp révolutionnaire. Par ailleurs, la présence à la Nonciature de deux hauts commandants du FMLN, Leonel González et Shafick Handal, souligne la volonté, jusque-là absente, des principaux responsables de la guérilla de montrer leur disposition à négocier<sup>553</sup>.

Malgré ces changements, rien de nouveau ne surgit des négociations de 1987, et le conflit au Salvador semble se perpétuer dans le même équilibre dynamique, où aucune des deux parties ne parvient à s'imposer sur l'autre. Pourtant les conditions de la relation entre conflit armé et négociation politique évoluent de façon sensible avec les élections législatives de mars 1988 et présidentielles de mars 1989 qui voient s'imposer très facilement une ARENA modernisée, emmenée par Alfredo Cristiani et qui s'est apparemment délestée de son passé conspirateur.

---

<sup>552</sup> Le PDC commence alors son déclin. En 1988 le parti connaît une grave crise lors de la nomination de son candidat aux élections présidentielles, que la figure tutélaire de José Napoleón Duarte, affaibli par une grave maladie à partir de mai 1988, ne peut trancher. La disparition du dirigeant du PDC en février 1990 affecte profondément le parti. Ses résultats aux élections législatives montrent une rapide décroissance, pour passer d'un parti majoritaire à forte présence urbaine à une organisation très minoritaire, dont les quelques bastions sont aujourd'hui essentiellement en milieu rural : après avoir obtenu 52,3 % des voix de 1985, il rassemble 35,2 % en 1988, 28,0 % en 1991, 17,6 % en 1994, 8,35 % en 1997 et se stabilise autour de 7,2 % en 2000 et 2003.

<sup>553</sup> Le changement d'attitude du FMLN vis-à-vis d'une solution négociée est à peine amorcé en 1987. Il exprime une certaine préoccupation face aux solutions préconisées à Esquipulas II, qui se traduisent par un changement de la position internationale du Nicaragua vis-à-vis de la guérilla salvadorienne. Si les sandinistes vont continuer à appuyer le FMLN par une aide militaire et logistique, leur acceptation d'Esquipulas II les oblige néanmoins à transformer un appui jusque-là officiel en une pratique plus cachée. D'autre part, les accords d'Esquipulas II assimilent le FMLN et la *Contra* nicaraguayenne à des forces insurgées et illégitimes, parallèle que la guérilla salvadorienne ne peut accepter politiquement.

José Napoleón Duarte n'est pas parvenu au but qu'il s'était fixé en arrivant à la présidence, obtenir la paix par les élections, les réformes et le dialogue personnel avec la guérilla. Comme dans l'expérience de Belisario Betancur, son échec ne s'explique pas uniquement par ses propres erreurs, son excessive confiance en son charisme politique ou son paternalisme, ni non plus par le simple fait d'être inséré dans un des derniers conflits de basse intensité de la guerre froide, ce qui a particulièrement limité sa marge d'action. Mais son échec signe à la fois celui du projet politique de la démocratie chrétienne salvadorienne, et celui d'une certaine conception de la paix.

## **CHAPITRE 5 : LES INSUFFISANCES DES SOLUTIONS INSTITUTIONNELLES DE LEGITIMATION DES RÉGIMES**

L'échec des politiques de paix menées par José Napoleón Duarte au Salvador et par Belisario Betancur en Colombie semble patent. Tous deux laissent en fin de mandat une situation plus aiguë en matière de conflit interne et de violence politique. Cette incapacité à obtenir la paix se double d'un échec politique puisque, dans un cas comme dans l'autre, leurs successeurs appartiennent à des partis opposés, se réclament d'idéologies ou de projets politiques différents et proposent des solutions au conflit fondées sur le constat de l'impuissance des politiques mises en œuvre jusqu'alors. L'écart entre ce qu'ils avaient tous deux promis dans leurs campagnes électorales ou dans leurs discours d'investiture et la situation à la fin de leur mandat semble si important que lors des célébrations futures des succès des négociations entamées postérieurement, il ne sera fait allusion aux tentatives du milieu des années quatre-vingt que de façon marginale. Oubli paradoxal, car en cherchant à résoudre le conflit armé à travers des solutions à la crise politique, ces tentatives ont établi un certain nombre de cadres, non existants auparavant, qui vont s'imposer comme incontournables et structurants de la négociation à venir. Ainsi, il apparaît impossible désormais de créer des espaces hors des institutions, car ces dernières, malgré leurs limites, sont posées comme des préalables, alors qu'il n'existe pas de consensus sur les modalités de la recherche de la paix.

Dans les deux cas, pourtant, à la recherche de la paix par le dialogue national et les rencontres directes succèdent d'autres types de tentatives dont la réussite s'avère tout aussi limitée et dont le bilan est également critiqué, mais qui contribuent à établir les futurs cadres d'une négociation fructueuse. Dans un mouvement de balancier, les solutions désormais prônées prennent les stratégies antérieures à rebours. Pour marquer la différence, des experts sont

sollicités, afin qu'ils analysent les raisons du conflit, qu'ils évaluent les effets des politiques antérieures et qu'ils proposent de nouvelles lignes d'actions. Dans le cas colombien, une double évaluation est menée par les responsables de la nouvelle politique de paix au moment de la transition entre la fin du mandat de Belisario Betancur et l'entrée en fonction de son successeur. Des chercheurs et des universitaires reconnus, analysent d'une part, la politique de paix antérieure, et, d'autre part, les causes du conflit et de la violence<sup>554</sup>. Au Salvador, cette évaluation est menée de façon parallèle sur l'aspect militaire, dans une série de rapports des conseillers militaires nord-américains<sup>555</sup>, et sur la dimension économique par la FUSADES, le « *think tank* » constitué pour appuyer l'équipe du nouveau président salvadorien.

Dans les deux pays, les évaluations menées n'apportent pas des réponses très originales à l'explication du conflit : elles mettent en avant les « conditions objectives », déjà soulignées par les études antérieures, inégalités sociales, fortes disparités dans la distribution de la propriété et des richesses, dysfonctionnements des institutions politiques qui n'ont pas permis l'effective représentation de secteurs sociaux émergents. Elles posent comme naturelle la relation entre l'existence d'un certain nombre de conditions objectives et l'émergence d'un mouvement révolutionnaire armé capable, sinon de s'imposer, du moins de défier durablement le régime en place. Mais face à ce constat, il ne s'agit plus de faire de l'État l'instrument de la résolution d'inégalités sociales, au moyen de politiques redistributives de type populiste. Le volontarisme réformiste de la réforme agraire salvadorienne est ainsi sévèrement critiqué. Il ne s'agit pas non

---

<sup>554</sup> L'évaluation administrative est publiée en partie *in* Presidencia de la República, Hacia una nueva Colombia, Historia de un Proceso, Vol. I. Bogota : Consejería para la Reconciliación, Normalización y Rehabilitación, 1989, 366 p. ; ce volume constitue le premier d'une compilation de l'ensemble des textes officiels portant sur la politique de paix sous la Présidence Barco. L'étude académique apparaît *in* Comisión de Estudios sobre la Violencia, Colombia : violencia y democracia, Bogota : Universidad Nacional, 1987, 318 p., ouvrage qui s'impose comme un des moments de formalisation d'une approche sociologique de l'étude de la violence.

<sup>555</sup> Les évaluations régulières d'experts des forces armées nord-américaines ont pour unique objectif l'analyse des modalités de la présence armée des États-Unis, et non celle du régime politique salvadorien. Pourtant à la fin de la Présidence Duarte, certaines contribuent au changement de ligne du régime. Parmi les évaluations rendues publiques, la plus diffusée fut celle réalisée par quatre lieutenants colonels : BACEVICH (Andrew J.), HALLUMS

plus de faire du Président, ou d'une autre figure tutélaire, la « seule incarnation messianique »<sup>556</sup> d'une paix possible, par-delà les partis ou les groupes. Les démarches individuelles de Belisario Betancur, la dilution des responsabilités au sein des instances créées, les dialogues au sommet avec la participation personnelle de José Napoleón Duarte font désormais partie d'un passé qu'on ne souhaite pas voir se répéter.

Dans le contexte mondial de la fin des années quatre-vingt, l'heure est à la valorisation d'une démocratie efficace dans laquelle l'État ne doit plus assumer d'autres fonctions économiques que celle du respect des conditions de la libre concurrence et doit concentrer ses ressources à ses strictes fonctions régaliennes, et, dans le cas des pays les moins développés, à assurer l'accès au marché aux populations les plus défavorisées par des politiques sociales extrêmement ciblées. Les solutions préconisées dans les documents mentionnés suivent ce canevas. Dans les deux cas, les conflits armés peuvent se résoudre par l'adaptation des institutions démocratiques. Il convient de répondre aux contestations dont elles sont l'objet, en les modernisant en Colombie, en les inscrivant dans la durée pour le Salvador. De même, si ces institutions ne parviennent pas à répondre aux aspirations des populations les plus défavorisées, il convient de repenser les politiques sociales pour rendre l'action de l'État à la fois plus visible et plus efficace envers ceux-là mêmes qui en avaient été précédemment marginalisés.

Le réformisme volontariste et personnalisé cède la place à des solutions plus institutionnelles comme moyen de résoudre le conflit interne. Car il s'agit toujours d'ôter à la guérilla ses revendications sur les insuffisances de l'action publique et sur les limites des institutions représentatives. Mais c'est désormais par des solutions institutionnelles, provenant non plus d'un seul dirigeant, quelle que soit son aura politique, ou d'une multitude de

---

(James D.), WHITE (Richard H.), YOUNG (Thomas), American military policy in small wars, the case of El Salvador. Washington : Institute for Foreign Policy Analysis, Pergamon Brasseys, 1988, 58 p.

<sup>556</sup> L'expression est de Ana María Bejarano, in BEJARANO (Ana María), « La paz en la administración Barco : de la rehabilitación social a la negociación política », Análisis Político, 9, janvier 1990, p.10

commissions aux responsabilités dispersées, mais bien d'une seule et même instance, le gouvernement efficace d'un État renouvelé et modernisé.

Mises en œuvre dans des contextes d'affrontement armé intense, ces stratégies ont pour corollaire d'ignorer politiquement l'adversaire. Le conflit armé est désormais résumé à sa dimension militaire, toujours aussi intense, sans que les autorités civiles abandonnent pour autant cette question aux seuls militaires, la consolidation des institutions démocratiques signifiant que ces derniers doivent agir dans le strict respect de leurs fonctions constitutionnelles. En ne sollicitant plus le dialogue avec les guérillas, en ne les invitant plus à discuter des réformes éventuelles, ou même à négocier les conditions de la remise de leurs armes, les gouvernements résument la dimension politique du conflit armé, toujours présente, aux seuls cadres qu'eux-mêmes lui définissent. Une réponse institutionnelle est censée apaiser une scène politique interne qui se cristallisait chaque fois davantage sur les questions liées au traitement de l'ordre public, au détriment d'autres formes de clivages, tout en ouvrant la possibilité à ce que la dimension politique du conflit s'exprime à travers des voies constitutionnelles.

*A. COLOMBIE : LEGITIMER L'ACTION PUBLIQUE PAR UNE POLITIQUE SOCIALE AMBITIEUSE ET UNE REFORME DE L'ÉTAT*

Les derniers mois de la Présidence Betancur marquent, comme il a déjà été évoqué, le plein échec de sa politique de paix. Tous les mouvements de guérilla ont rompu les accords signés, à l'exception des FARC qui se maintiennent dans une trêve plus encombrante et ambiguë que réellement annonciatrice d'une paix réelle. La dissémination de la violence armée, et les formes extrêmes qu'elle a pu prendre, participent à discréditer le projet politique porté par les guérillas. Le long débat sur les responsabilités de chaque acteur lors de la prise du Palais de Justice, en particulier au Congrès et dans la presse, enterre définitivement les options lancées par

le président Betancur en 1982, mais sans que pour autant s'impose la solution militaire et répressive incarnée par le président Turbay quatre ans auparavant, tant ses excès s'avèrent éloignés des pratiques d'un régime qui se targue de sa continuité démocratique. Les institutions colombiennes, un temps ébranlées, reprennent progressivement leur immuable fonctionnement. D'autant que le débat sur la prise du Palais de Justice se confond progressivement avec la campagne des élections législatives de mars 1986 et surtout présidentielles d'août 1986.

### **1) Moderniser la vision classique du libéralisme colombien comme moyen de résoudre le conflit armé**

Le candidat libéral, Virgilio Barco, désigné par son parti dès août 1985, profite de ce contexte pour avancer ses propositions en matière de paix. Lors du débat parlementaire sur les événements du Palais de Justice, il y inaugure la formule de « *mano tendida y pulso firme* », reprise plus tard pour qualifier sa politique de paix<sup>557</sup>. Il diffuse une analyse sur le conflit centrée sur les conditions objectives qui le conduit à donner la priorité de vastes réformes pour résoudre le conflit et non à organiser des rencontres avec la guérilla<sup>558</sup>. La volonté de se différencier d'une politique dont l'échec se révèle patent est d'autant plus manifeste que le candidat libéral semble prendre le contrepoint du Président en exercice. Peu connu par le grand public, peu charismatique, piètre orateur, il dispose surtout d'une légitimité technocratique, acquise au long

---

<sup>557</sup> La formule, qu'il est possible de traduire par une « main tendue mais avec fermeté » apparaît alors comme une synthèse des deux politiques de paix précédentes, la répression et le contrôle de l'opposition de Julio César Turbay, l'amnistie et l'ouverture au dialogue de Belisario Betancur. Son succès apparaît alors lié à la recherche de solutions modérées. L'expression n'a pourtant pas grand chose d'original et sa généralité qualifie en réalité l'ensemble des politiques de paix gouvernementales en Colombie.

<sup>558</sup> L'organisation par le Parti libéral d'un colloque sur les processus de réconciliation nationale en Amérique latine auquel participe Virgilio Barco, est symptomatique de cette position. Le soutien de la Fondation Neumann, la fondation du FDP allemand, est également significatif de la différence d'orientation par rapport à la Présidence antérieure. Cf. les actes *in* Procesos de reconciliación nacional en América Latina. Bogota : Instituto de Estudios Liberales, 1986, 155 p.

des différents postes qu'il a occupés (plusieurs fois ministre, maire de Bogota entre 1966 et 1970, puis Ambassadeur à Washington et représentant à la Banque Mondiale).

Face au discours au-dessus des partis de Belisario Betancur, et aux difficultés auxquelles cet isolement l'a conduit, Virgilio Barco fait appel pendant sa campagne, non sans un certain sectarisme, à l'esprit partisan des libéraux, et annonce en cas de victoire la constitution d'un gouvernement uniquement libéral, en contradiction avec l'article 120 de la Constitution, qui permet la participation du parti vaincu. Incontestable dans la forme, la différence avec le président sortant est pourtant moins flagrante qu'il n'y paraît, tant le candidat libéral occupe au sein de son parti une position particulière, sans identification à l'une de ses tendances, sans assise clientéliste, reprenant sur le fond la critique modernisatrice d'un Luis Carlos Galán sans pour autant s'aventurer dans la dissidence<sup>559</sup>.

Précédée par une large victoire des libéraux aux élections législatives, où le déclin du *Nuevo Liberalismo* conduit Luis Carlos Galán à se retirer de la course, l'élection présidentielle donne un très large avantage à Virgilio Barco. Avec près de 4 215 000 voix (58 % des votants) il s'impose non seulement avec la plus grande marge de différence sur son concurrent conservateur, Alvaro Gómez, mais également avec le nombre d'électeurs le plus important de l'histoire électorale, dans un contexte de hausse significative de la participation<sup>560</sup>. Son succès réside dans sa capacité à rallier à la fois l'ensemble de l'électorat libéral, et donc aussi celui du *Nuevo Liberalismo*, et un électorat plus large, montrant ainsi à un pays qui doutait de ses institutions, qu'il était possible de mobiliser les références classiques et historiques d'un des deux grands partis colombiens tout en l'orientant au service d'un projet réformiste et modernisateur.

---

<sup>559</sup> « À B(elisario) Betancur, marginal de son parti, a succédé V(irgilio) Barco tout aussi marginal dans le libéralisme classique au point que l'on peut se demander si, sans confondre les styles, la Colombie n'est pas condamnée à connaître des B(elisario) Betancur tant que le système des partis et les partis eux-mêmes ne se seront pas modernisés, les présidents sentant la nécessité de réformes modernisatrices mais devant les imposer à leurs propres partis généralement liés au *statu quo* », in GILHODES (Pierre), « Les élections colombiennes de 1986, contexte, résultats, perspectives », *Problèmes d'Amérique latine*, 84, 2<sup>e</sup> trimestre 1987, p.32



En matière de solutions apportées au conflit, son discours de possession établit le cadre général de son action. La démocratie représentative est évoquée comme « des procédés pour exprimer, dans un esprit de coexistence, les différentes aspirations et les dissidences »<sup>561</sup>. Il n'y a dès lors pas besoin d'en appeler, comme son prédécesseur, directement aux groupes de guérilla. Ces derniers ont une place dans une société politique constituée par nature de conflits, mais à condition d'en respecter les institutions. « Le gouvernement doit toujours être disposé à examiner de nouvelles perspectives et à considérer des propositions de rapprochement. Notre effort de réconciliation doit continuer dans des cadres clairs et institutionnels. Parce qu'il s'agit précisément de récupérer la normalité et de rétablir la coexistence ». Dans cette orientation, le nouveau Président ajoute qu'« il faut mettre en œuvre un plan qui permette la réincorporation de ceux qui ont choisi la voie de la subversion armée ».

La vision du traitement de groupes révolutionnaires armés découle d'une perception plus globale. Virgilio Barco affirme la légitimité de l'expression des oppositions et des conflits dans un système démocratique, tout en reconnaissant la nécessité de réformer les institutions colombiennes afin que ces conflits puissent effectivement s'exprimer. Il ne rejette pas *a priori* la participation des insurgés à ce débat démocratique, et ne criminalise pas d'emblée le choix des armes. La relation avec les groupes de guérilla ne constitue pas la priorité de son action, elle n'est conçue que comme le résultat de sa politique de promotion de la réconciliation au sein de la société colombienne. Pour cela il pense disposer du mandat de la majorité qui s'est exprimée en sa faveur pendant les élections. « (Le Président) maintient (sur ce point) la philosophie centrale de son gouvernement : il existe un 'gouvernement-programme' libéral qui est l'expression d'une volonté majoritaire de la nation, qui recherche des transformations de la société colombienne,

---

<sup>560</sup> Il faut attendre l'élection d'Andrés Pastrana au second tour des élections présidentielles de 1998 pour voir ce résultat dépassé, avec une hausse en 12 ans de la participation de 7 300 000 votants en 1986 à 11 700 000 en 1998.

<sup>561</sup> Le discours de possession du Président Barco a été partiellement reproduit *in* Presidencia de la República, Hacia una nueva Colombia, *op. cit.*, pp. 33-38.

parce qu'elles sont justes et nécessaires et non comme le résultat d'un pacte avec des groupes insurgés qui les lui auraient imposées comme condition pour se réincorporer à la société »<sup>562</sup>.

Afin de réussir dans le volet de sa politique qui concerne spécifiquement l'attitude à adopter vis-à-vis des groupes de guérillas, le nouvel élu va institutionnaliser sa politique de paix, en créant un organisme administratif spécialisé, rattaché directement à la Présidence, seul responsable de la définition de la politique de paix, mais qui pourra bénéficier en retour de l'aide de l'exécutif pour assurer un consensus sur cette politique au sein de l'ensemble des institutions.

Il s'agit par là de remédier à ce qui est perçu comme les limites de l'expérience antérieure, la dilution des responsabilités, l'absence de clarté sur les objectifs et les politiques mises en œuvre et sur la nature des instances créées. Mais les solutions préconisées ne constituent pas une réponse particulière au problème de l'insurrection armée. En effet, pendant les premiers mois de son mandat, le nouveau Président procède à un changement important au sein de la haute administration publique colombienne, en créant des instances spécialisées, composées de personnalités reconnues pour leur connaissance des dossiers et leur qualification d'expertise, souvent rattachés directement à la Présidence, avec de larges compétences dans leur domaine<sup>563</sup>.

Dans le domaine de la paix, la restructuration se traduit par la création de la *Consejería Presidencial para la Reconciliación, Normalización y Rehabilitación*<sup>564</sup> qui devient au fil des

---

<sup>562</sup> CEPEDA (Fernando), « Una Colombia nueva : la visión política del Presidente Barco », p. 63, in DEAS (Malcolm), OSSA (Carlos), El gobierno Barco : política, economía y desarrollo social en Colombia 1986-1990. Bogota : Fedesarrollo, Fondo Cultural Cafetero, 1994, 542 p.

<sup>563</sup> Le fait de constituer une équipe de gouvernement davantage sur une légitimité technocratique que sur une filiation partisan ou clientéliste est un phénomène qui a commencé sous la présidence Betancur, s'est généralisé avec Virgilio Barco et est devenu un projet politique avec Cesar Gaviria ; il correspond à une réforme de l'État rendue nécessaire par l'adaptation de ses structures à une conception d'un État efficient, rationalisé et modernisé. En Colombie cette évolution se réalise hors des structures des partis traditionnels, et souvent en concurrence avec elles, ce qui va limiter ainsi l'émergence d'une technocratie, contrairement à ce qui se développe durant cette période au Mexique ou au Brésil. Sur la réforme de l'État en Colombie à cette période, cf. MEDELLIN TORRES (Pedro), dir., La reforma del Estado en América Latina. Bogota : FESCOL, 1989, 440 p.

<sup>564</sup> L'appellation de « Conseil Présidentiel pour la Réconciliation, Normalisation et Réhabilitation », derrière son aspect verbeux, rend compte des priorités de la nouvelle administration, et surtout de sa volonté d'éviter le terme de « paix » dont elle pense qu'il a été galvaudé par les tentatives de la Présidence Betancur. La *réconciliation* était comprise comme le développement d'actions de l'État vers la société, et la *normalisation* rendait compte de la volonté de faire des institutions le lieu d'expression et de résolution des différences et des conflits ; l'usage du terme

mois une véritable administration de mission sur les questions de la paix, du conflit et du dialogue avec les guérillas, mais aussi du volet social de cette action. L'équipe de la *Consejería* est extrêmement réduite, sans véritable administration subordonnée, ni compétences programmatiques définies *a priori*. Son premier titulaire, Carlos Ossa, prend progressivement en charge à la fois les relations avec les guérillas et les autres acteurs violents, mais aussi la gestion politique des questions d'ordre public (en particulier les manifestations paysannes) ainsi que la direction de la politique sociale, à travers le *Plan Nacional de Rehabilitación*. Au-delà de la figure de Carlos Ossa, qui s'impose comme un « super-ministre de la Paix », c'est la composition de la *Consejería* qui est remarquable. Fait exceptionnel dans l'administration colombienne, sa composition est très stable pendant huit ans, demeurant pratiquement la même durant toute la présidence Barco, renouvelée sans changement majeur pendant l'administration Gaviria<sup>565</sup>.

Encadrée par les orientations présidentielles, l'action de la *Consejería* va se concentrer, du moins jusqu'à 1988, d'un côté sur une gestion routinière de la trêve avec les FARC, comme seul contact maintenu avec les guérillas, et de l'autre sur les vellétés de réforme politique et surtout la priorité accordée à la politique sociale, à travers le *Plan Nacional de Rehabilitación*.

La nouvelle administration accepte la continuité de la trêve avec les FARC, seul héritage formel de la politique de Belisario Betancur, mais sans lui conférer une réelle importance. Carlos Ossa se rend au siège du Secrétariat général des FARC à La Uribe, à trois occasions rapprochées

---

*rehabilitation* renvoie quant à lui aux politiques de développement dans des régions de colonisation, entreprises lors des premières années du *Frente Nacional*, volet social de l'accord politique destiné en grande partie aux anciens membres des guérillas libérales et communistes alors démobilisées.

<sup>565</sup> La *Consejería* est composée par des personnes qui sont à la fois de bons connaisseurs des problèmes régionaux et sociaux liés au conflit, et sont proches des milieux modernisateurs du Parti libéral, ou ont une sensibilité de gauche. A l'équipe initiale, composée de Jesús Antonio Bejarano, spécialiste d'histoire économique agraire, Tarcisio Siabatto, agronome, Rafael Pardo et Gabriel Silva, remplacé postérieurement par Ricardo Santamaría, tous trois venus de la Universidad de los Andes, s'ajoutent par la suite, Rodrigo Zapata, dirigeant d'un syndicat paysan et deux sociologues, Carlos Eduardo Jaramillo et Reinaldo Gary. Cet effectif ne varie pratiquement pas pendant huit ans. Les hommes qui la dirigent en sont tous issus, à la seule exception d'Horacio Serpa, successivement Carlos Ossa (septembre 1986 - mars 1988), Rafael Pardo (mars 1988 – août 1990), Jesús Antonio Bejarano (août 1990 - janvier 1992), Horacio Serpa (janvier 1992 - 1992), Ricardo Santamaría (1992-1993) et Carlos Eduardo Jaramillo (1993-1994). Pour un témoignage personnel sur le travail de cette instance, et sur les négociations postérieures, cf. PARDO (Rafael), *De primera mano*, *op. cit.*

(le 18 septembre et le 16 novembre 1986 et le 1<sup>er</sup> février 1987), pour des rencontres où chacune des parties manifeste sa volonté de ne pas rompre le dialogue, mais selon sa propre vision du problème : pour le gouvernement, la réconciliation et les réformes sociales, pour les FARC, la restauration de la Commission de Vérification.

Les rencontres se transforment rapidement en accusations réciproques, la guérilla constatant l'incapacité du gouvernement de garantir l'ordre public, et donc les conditions d'une réinsertion politique de la guérilla, face à la montée de la violence des trafiquants de drogue et du paramilitarisme, le gouvernement soulignant les ambiguïtés entre le discours conciliateur du Secrétariat et les actions militaires sur le terrain. Une quatrième et dernière rencontre a lieu le 28 octobre 1987, pour manifester la continuité d'un contact après l'assassinat de Jaime Pardo Leal (11 octobre 1987) mais sans plus de résultats concrets. Par ailleurs, le « téléphone rouge » installé entre la Présidence et la Uribe à partir des accords de 1984 continue à fonctionner, mais son usage est réduit à des communications routinières<sup>566</sup>.

Au fur et à mesure de ces rencontres sans résultats concrets, émaillées d'accrochages mineurs sur le terrain, la situation se détériore avec les FARC. L'importante attaque à Puerto Rico (Caquetá) de deux fronts des FARC contre un détachement de l'armée le 16 juin 1987 fait 27 morts et 44 blessés. Le gouvernement décrète que toute attaque importante des FARC signifiera une rupture de la trêve dans le département concerné. Mais le contact n'est pas rompu pour autant avec le Secrétariat.

Pendant toute cette période, les deux parties ne semblent disposées ni à un réel rapprochement, ni à une rupture franche. Le gouvernement ne veut pas prendre l'initiative d'une

---

<sup>566</sup> « Nous nous limitons à leur demander des explications sur des problèmes qui avaient lieu à différents endroits du pays. A la Consejería, arrivaient toutes sortes de gens, des familles de personnes séquestrées, des gens à qui la guérilla leur avait brûlé un bus, et comme ils savaient que nous parlions avec eux, ils venaient nous voir pour savoir si on pouvait pas leur en parler, pour que la guérilla leur rembourse le bus, pour qu'ils lâchent un gamin quand les familles savaient que la guérilla l'avait recruté. Dans ces cas on demandait à Jacobo Arenas qu'il relâche le gamin. Parfois, on leur demandait des renseignements sur des personnes séquestrées. Ils n'ont jamais reconnu qu'ils

rupture de la trêve, acte publiquement coûteux, d'autant qu'il est engagé dans une guerre ouverte avec les trafiquants de drogue<sup>567</sup>, mais n'apporte aucun contenu substantiel à la négociation. Les FARC, tout en continuant leurs actions militaires, recherchent par la continuité des rencontres la notoriété acquise après les accords de La Uribe, d'autant qu'ils sont pendant cette période le seul groupe à se maintenir officiellement en trêve. Sans résultat sur cet aspect, elles donnent de moins en moins de substance au contact avec le gouvernement : « Depuis le début, (l'administration Barco) a cherché à ôter à la guérilla la place qu'elle occupait en diminuant la pertinence du dialogue et de la négociation dans la stratégie de paix (...). La négociation se vit réduite au thème du désarmement, de la démobilisation et de la réincorporation des guérillas alors que le thème des réformes (agraire, urbaine, politique, etc.) était décidé et mis en œuvre par des canaux parallèles sur lesquels la guérilla n'avait aucune influence. Dans ces conditions le dialogue perd tout intérêt pour les guérillas, et en particulier pour les FARC »<sup>568</sup>. Celles-ci se rapprochent d'ailleurs progressivement des autres mouvements de guérilla.

Sans être véritablement rompue, la trêve s'est totalement désagrégée, aucune des deux parties ne prenant une initiative quelconque pour la restaurer. Les affrontements militaires entre les fronts des FARC et l'armée deviennent de plus en plus fréquents. Et si un certain nombre d'actions se réalisent davantage à l'initiative des fronts régionaux, et non du Secrétariat central, celui-ci ne les désavoue en aucune manière. En mars 1988, les autorités militaires affirment d'ailleurs que les FARC sont devenues l'organisation de guérilla la plus active sur le terrain<sup>569</sup>.

---

*avaient séquestré des gens. Mais parfois les gens étaient libérés. Ou parfois on savait simplement que la personne en question était morte* ». Entretien avec un ancien membre de la Consejería para la Rehabilitación.

<sup>567</sup> Le Président avait signé le 15 décembre 1986 la loi autorisant l'extradition de Colombiens reconnus coupables de trafic de drogue. La loi va être postérieurement invalidée par la Cour Suprême de Justice.

<sup>568</sup> BEJARANO (Ana María), « La paz en la administración Barco : de la rehabilitación social a la negociación política », *op. cit.*, p.15

<sup>569</sup> L'affirmation relève de deux perceptions dominantes au sein de l'armée colombienne à ce moment-là, une détérioration réelle des relations entre le gouvernement et les FARC d'une part et la sensible diminution du niveau d'action du M-19, davantage que d'une réalité sur le terrain. En effet, d'après les statistiques rapportées par Mauricio García sur les actions des guérillas, l'organisation la plus active en nombre d'actions est l'ELN, et les FARC ne les

Fin décembre 1988, le Président déclare au sujet des Accords de la Uribe « *no nos queda hoy sino su espíritu* »<sup>570</sup>.

La priorité du gouvernement en matière de paix passe en effet par des actions dont la guérilla est exclue, du moins jusqu'à la fin de l'année 1988, d'une part la réforme politique, de l'autre la mise en œuvre d'un ambitieux programme de politique sociale. La réforme politique s'appuie principalement sur l'idée de transformer le traditionnel système bipartisan, constitué en réalité d'une pléthore de clientèles locales mal articulées aux partis nationaux, en un affrontement effectif de deux options programmatiques.

L'opiniâtre résistance des partis traditionnels au Congrès limite très rapidement cette réforme à deux éléments, la constitution d'un gouvernement sans participation du Parti conservateur et la mise en œuvre de la décentralisation et de l'élection des maires au suffrage universel, organisée pour la première fois en mars 1988. Ces mesures ont d'ailleurs été décidées par l'administration antérieure. À plusieurs reprises, le Président Barco va chercher à relancer la réforme politique, en proposant un référendum sur la réforme constitutionnelle, mais sans parvenir à imposer ses vues au Congrès<sup>571</sup>. En février 1988, un accord avec le Parti conservateur (*Acuerdo de Nariño*) permet de relancer temporairement les discussions sur la réforme

---

dépassent qu'à partir de 1991. Cf. GARCIA DURAN (Mauricio), *Procesos de paz : de La Uribe a Tlaxcala. op. cit.*, en particulier Anexo I, p.255-265.

<sup>570</sup> Au sujet des accords de La Uribe, « il ne nous reste plus aujourd'hui que leur esprit ». C'est également dans ce discours que le Président reconnaît l'existence de conversations avec le M-19. Discours prononcé à l'occasion de la clôture des sessions du Congrès, 16 décembre 1988, reproduit *in* Presidencia de la República, *El camino de la paz. Historia de un Proceso, Vol. II*. Bogota : Consejería para la Reconciliación, Normalización y Rehabilitación, 1989, p.80.

<sup>571</sup> Le plébiscite de 1957 avait donné, entre autres choses, au Parlement la compétence exclusive en matière de réforme constitutionnelle ; les modalités de celles-ci sont fixées par les amendements apportés en 1968 à la Constitution de 1886 (article 218) qui prévoyait comme seule possibilité de réforme constitutionnelle le vote à la majorité simple par chacune des deux Chambres lors de deux sessions parlementaires ordinaires consécutives. L'opposition des parlementaires au projet du Président Barco va réduire ses ambitions réformatrices.

constitutionnelle, par la constitution d'une commission multipartite, avec l'idée de lever l'opposition des secteurs traditionnels des deux grands partis<sup>572</sup>.

Au caractère limité de cette réforme s'ajoute l'évolution de l'affrontement avec les trafiquants de drogue qui va conduire le gouvernement à adopter des mesures restrictives en matière de libertés politiques, en apparence contradiction avec sa volonté réformatrice<sup>573</sup>. Les différentes sources de blocages aux projets de réforme politique conduisent en réalité à donner à la politique sociale, pendant les deux premières années du mandat présidentiel, une dimension encore plus centrale dans la stratégie de l'exécutif.

## 2) Lutter contre la pauvreté et la marginalisation pour obtenir la paix

Pour combattre les inégalités sociales et économiques analysées comme l'une des causes du conflit armé, la *Consejería* va être chargée de la direction politique du *Plan Nacional de Rehabilitación* (PNR), qui devient rapidement le programme phare de la nouvelle administration. En 1982, Belisario Betancur avait déjà lancé un programme de politique sociale ciblée sur les zones de conflit, volet social de sa stratégie de paix, initialement conçu comme un programme d'investissement en infrastructures mis en œuvre par l'armée. À partir de 1985, une version plus ambitieuse du programme entendait l'adapter aux nécessités de chaque région en faisant participer les communautés rurales. Ce qui était déjà connu comme le PNR eut des effets très limités, tant les difficultés financières et l'évolution de la politique de paix ont obéré sa concrétisation sur le terrain<sup>574</sup>.

---

<sup>572</sup> L'initiative, bien accueillie par le Parti conservateur, est néanmoins bloquée début avril par le Conseil d'État. A cette occasion est pensée par la *Consejería* la possibilité que des porte-parole des guérillas soient entendus par la Commission multipartite, si ces mouvements acceptaient parallèlement de négocier leur démobilisation.

<sup>573</sup> Le 27 janvier 1988, surlendemain de l'assassinat de Carlos Mauro Hoyos, Procureur Général de la Nation, le gouvernement annonce le « *Estatuto para la Defensa de la Democracia* », ensemble de mesures qui s'assimilent à un état d'urgence.

<sup>574</sup> Pour une présentation du PNR entre 1982 et 1986, cf. RAMIREZ (Socorro), RESTREPO (Luis Alberto), *Actores en conflicto por la paz*. *op. cit.*, p. 133-138 et 199-202.

Virgilio Barco situe le PNR au centre de son action politique, de son discours et des moyens engagés. Programme de développement social et régional, il englobe l'ensemble des actions de l'État vers les régions bénéficiaires, en soutenant autant des travaux d'infrastructure (construction de voies ou d'édifices publics, électrification,...) que des projets productifs, à partir du postulat qu'une action dynamique contre l'extrême pauvreté dans les régions les plus marginalisées devra contribuer à réduire considérablement la violence, et en particulier les guérillas<sup>575</sup>. Le nombre de municipalités concernées est sensiblement augmenté, passant à près de 300 en 1988, et le critère de zone atteinte par la violence est progressivement remplacé par celui du retard socio-économique comme facteur d'éligibilité pour les nouvelles régions bénéficiaires. Le budget du PNR est augmenté considérablement et représente jusqu'à 7 % des dépenses publiques en 1988, et 14 % en 1990.

Mais c'est surtout dans les pratiques introduites que le Plan est novateur : sous la conception d'une responsabilité partagée entre l'État, les autorités locales et les communautés bénéficiaires dans les projets de développement, il crée en effet des mécanismes de participation de la population, dans la définition de ses besoins, l'orientation des ressources et le contrôle des actions effectivement réalisées<sup>576</sup>. La création de Comités locaux de réhabilitation, puis celle des *Veedurías populares*, structures dont la composition est ouverte, chargées pour les premières de

---

<sup>575</sup> La réorientation du PNR par rapport à l'optique initiale du Président Betancur sur des bases régionales, à partir du constat d'une corrélation entre régions déprimées économiquement et régions touchées par la violence est une des conséquences de l'évaluation de la politique de paix précédente. Le chapitre « Desequilibrios regionales y conflictos sociales » (p.190-210) est représentatif de cette optique *in* Comisión de Estudios sobre la Violencia, *Colombia : violencia y democracia*, *op. cit.* Cette réorientation du PNR va aboutir en réalité à un déplacement des solutions proposées pour les problèmes des régions rurales de la priorité accordée à une réforme agraire, caractéristique de la Présidence Betancur, à la mise en œuvre de programmes de développement social sous Virgilio Barco. Malgré une relance de la réforme agraire pendant les premiers mois de la présidence Barco, le projet est rapidement abandonné au profit de l'importance donnée au PNR. Pour une présentation des débats sur le lien entre réforme agraire et processus de paix, *cf.* GROS (Christian), « Colombie : réforme agraire et processus de paix », *Problèmes d'Amérique latine*, 84, 2<sup>e</sup> trimestre 1987, p.100-120.

<sup>576</sup> A l'image de ce qui a été signalé précédemment pour l'évolution des pratiques de l'administration publiques colombienne, les nouvelles orientations du PNR ne sont pas spécifiques à la Colombie. Elles reflètent la mutation du rôle de l'État dans les pays en voie de développement, particulièrement sensible dans les domaines des politiques sociales et de développement, sous l'égide d'orientations fixées par les organismes multilatéraux. L'appui substantiel du PNUD au PNR est l'expression de cette orientation.



définir les besoins, et pour les secondes de contrôler les dépenses, a pour volonté de montrer que l'État peut être un lieu de médiation collective des besoins et des intérêts de chacun à une population dont la participation politique était jusque là limitée à un encadrement clientéliste. En devenant le lieu unique de distribution des ressources allouées par le PNR, ces structures parviennent, non sans difficulté, à limiter temporairement, et dans certaines circonstances, l'influence politique des caciques locaux assise sur la distribution clientéliste des ressources<sup>577</sup>.

Les réussites locales, même si elles sont limitées, donnent au PNR une visibilité rarement atteinte auparavant par une politique sociale. De plus, en régionalisant les solutions, le Plan cherchait à répondre en partie à des phénomènes de violence dont les expressions devenaient de plus en plus différenciées selon les régions, avec des articulations et des interférences<sup>578</sup> différentes entre les acteurs armés, guérillas ou paramilitaires, les trafiquants de drogue, et les formes ou non de mobilisations sociales et civiques existantes<sup>579</sup>.

Le bilan de la réorientation du PNR sous la présidence Barco doit être néanmoins relativisé au regard des objectifs généraux visés. Transformé en un programme de réduction de la

---

<sup>577</sup> Les réalités locales des municipalités bénéficiaires du PNR sont trop diverses pour qu'il soit possible d'avancer des conclusions généralisantes, mais il est certain que dans certaines régions le programme est parvenu à s'imposer comme le seul lieu d'allocation des ressources, et remplaçant dès lors non seulement les caciques locaux mais aussi les groupes de guérilla, comme cela a été le cas, dans des contextes assez différents dans le Guaviare ou dans les régions indigènes du Cauca (pour ces deux cas, cf. GROS (Christian), « Les paysans des cordillères andines face aux mouvements de guérilla et à la drogue : victimes ou acteurs ? », *Revue Tiers Monde*, 32, 128, octobre 1991, p.811-830). La progressive évolution du PNR vers des formes de distribution moins participatives à partir de 1990, du fait de la massification de son action, le contrôle plus important exercé par des caciques locaux conduit le programme vers des mécanismes de plus en plus clientélistes, qui servent de prétexte pour son abrogation avec l'arrivée à la Présidence d'Ernesto Samper en 1994.

<sup>578</sup> Daniel Pécaut reprend ce terme des analyses de Michel Dobry sur les crises politiques en l'appliquant à l'évolution des stratégies politiques, explicites ou non, des différents acteurs, in PÉCAUT (Daniel), « Colombie : au-delà du point de non-retour ? », *Problèmes d'Amérique latine*, 86, 4<sup>e</sup> trimestre 1987, en particulier p.19-22

<sup>579</sup> Les années 1986 et 1987 sont en effet marquées par un niveau élevé de mobilisations sociales au niveau local, prenant la forme de *paros cívicos* ou de marches agraires. 124 *paros cívicos* ont lieu pendant ces deux années, alors qu'il y en avait eu 31 sous la présidence Turbay et 97 sous celle de Betancur. Ces mobilisations, souvent appuyées par la UP, répondent à des logiques différentes selon qu'il s'agisse de régions où l'organisation syndicale est traditionnellement forte (Côte Atlantique, Magdalena medio), où la production agricole est orientée vers l'exportation (zones de production de bananes) ou bien de régions de colonisation récente, avec la présence souvent massive de production de drogue et l'absence quasi-totale d'infrastructures publiques (Putumayo, Caquetá,...), ou par le fait de la découverte de gisements importants (pétrole en Arauca). Dans les premiers mois de 1987, ce genre de mobilisations touche entre autres les départements du Boyacá, de l'Arauca, du Nariño, les deux Santander, et le

pauvreté et des inégalités régionales, le PNR avait pour but de montrer que l'État était capable de devenir l'instance de distribution des ressources, et par cette action d'intégrer les populations bénéficiaires, c'est-à-dire les plus pauvres, à l'économie nationale. Le conflit armé, les mobilisations sociales, la diffusion des violences ne s'expliquaient dans ce schéma que par une marginalisation socio-économique à laquelle il était possible de remédier par des solutions techniques. Face aux impasses auxquels ont conduit les solutions politiques de Belisario Betancur, le gouvernement de Virgilio Barco a parié sur une forme de dépolitisation, non seulement des « conditions objectives » de l'existence d'une insurrection, mais également de l'insurrection elle-même. Cette situation s'explique sans aucun doute par la volonté de dépasser le contexte politique de la fin de la présidence Betancur, et en particulier la cristallisation d'une forme de traumatisme collectif causé par les événements du Palais de Justice. Elle se double également du fait que le gouvernement est conduit à placer sa priorité en matière de sécurité intérieure dans la lutte contre les trafiquants de drogue, en particulier contre le Cartel de Medellín<sup>580</sup>, et cherche dès lors à dépolitiser dans la mesure du possible ses relations avec les groupes de guérilla.

En tant que réponse aux problèmes d'inégalités sociales et régionales qui affectent les régions les plus marginalisées, le PNR a pu engendrer quelques résultats concrets en matière de

---

Chocó, une grève générale est convoquée par la CUT en février et en juin, et de nouvelles marches ont lieu à nouveau en juin dans le Nariño et dans l'ensemble du nord-est.

<sup>580</sup> Contrairement à ses prédécesseurs, Virgilio Barco considère la lutte contre les trafiquants de drogue comme un problème de sécurité nationale, et pas simplement comme une lutte contre la criminalité organisée. Toute sa présidence est marquée par les effets de cette guerre, puisqu'à la remise en pratique de l'extradition (qui n'a pourtant été appliquée que dans des cas assez limités, et en particulier contre Carlos Lehder en février 1987) répond la stratégie de la terreur des cartels, par des assassinats de personnalités (comme Guillermo Cano en décembre 1986, Carlos Mauro Hoyos, Procureur de la République, en janvier 1988, Antonio Roldán Betancur, le gouverneur de l'Antioquia, en juillet 1989, Carlos Valencia, le magistrat qui avait signé le mandat d'arrêt contre Pablo Escobar, Valdemar Franklin, le commandant de la police de l'Antioquia et Luis Carlos Galán en août 1989) ou par des actes de terrorisme (dont les plus sanglants ont été les attentats dans le vol Cali-Bogota en novembre 1989 et contre l'immeuble du DAS à Bogota en décembre). Sur le parallélisme entre effets de la guerre contre les trafiquants de drogue et négociations de paix avec les mouvements de guérilla cf. OROZCO ABAD (Iván), « Los diálogos con el narcotráfico : historia de la transformación fallida de un delincuente común en un delincuente político », Análisis Político, 11, septembre 1990, p.28-58. et KLINE (Harvey), State building and conflict resolution in Colombia, 1986-1994. Tuscaloosa : University of Alabama Press, 1999, 240 p.

construction d'infrastructures, et a participé dans diverses circonstances locales et régionales, à la progressive construction d'une institutionnalisation des mécanismes de redistribution. Si la mise en œuvre de politiques sociales n'est en effet pas une stratégie nouvelle en Amérique latine et ailleurs, pour permettre la résolution d'une insurrection révolutionnaire, il s'agit d'un recours caractéristique des pays dans lequel l'État est traditionnellement fort, et de ce fait, la pratique est plutôt novatrice en Colombie. Au-delà des projets effectivement réalisés, le PNR participe ainsi à une forme d'irrigation de la présence étatique en Colombie, et de ce fait prend à rebours la dynamique amorcée lors de l'administration précédente selon laquelle la résolution de l'existence d'une insurrection armée ne peut se réaliser hors des institutions existantes.

Mais la vision du PNR comme une solution à terme aux problèmes de la violence armée porte en elle-même ses propres limites, imposées à la fois par les rythmes politiques courts de la vie politique colombienne et par le contexte même des années 1986-90. Porté par un « mythe technocratique »<sup>581</sup>, considéré comme la seule solution à l'existence d'une insurrection armée, il propose en effet une conception particulière de l'existence d'une insurrection, « une lecture où, au détriment d'une conception systémique de la crise, il est mis en avant une distorsion dans le fonctionnement ponctuel de l'appareil social » ; (... c'est un) « schéma où il n'y a pas de place pour des déformations structurelles, dans lequel il n'existe que des dysfonctionnements ponctuels, des déviations sectorielles, ce qui enlève son statut politique global à l'insurrection et la réduit à la simple captation perverse à son profit de problèmes locaux »<sup>582</sup>. Même à supposer que les problèmes des régions marginalisées ne s'expliquent que pour ces raisons, et quelles que soient les ressources dégagées, le PNR ne pouvait, dans le court laps de temps d'une présidence, modifier substantiellement des distorsions localisées, résultat d'une longue histoire de choix

---

<sup>581</sup> Selon l'expression d'Eduardo Pizarro, cité in BEJARANO (Ana María), « La paz en la administración Barco : de la rehabilitación social a la negociación política », *op. cit.*, p. 12-13.

politiques et économiques particuliers. Par ailleurs, ces résultats se trouvaient limités par les mesures prises au niveau de la politique économique, et en particulier une stricte orthodoxie financière et budgétaire, ainsi que par l'orientation du programme vers des communautés quasi exclusivement rurales, ignorant en grande partie le développement massif de la pauvreté dans les villes, résultat de l'exode rural<sup>583</sup>.

Pensée comme une politique d'envergure, le PNR est aussi mis en avant par le Président Barco comme un de ses programmes phares, et dès lors condamné à une réussite dans le court laps de temps du quadriennat présidentiel. Or cette première limitation conduit à une deuxième, produit du contexte particulier des années 1986-90, la multiplication déjà évoquée d'acteurs politiques ayant recours à la violence armée. En guerre ouverte avec les trafiquants de drogue, reconnaissant et combattant, même partiellement et tardivement, le paramilitarisme<sup>584</sup>, le gouvernement cherche à éviter absolument d'ouvrir la possibilité d'une confrontation avec un autre acteur armé. Mais en voulant « traiter un problème éminemment politique sans recourir à la politique »<sup>585</sup>, il se trouve face à l'impossibilité, sauf à se déjuger, de prendre l'attitude volontariste qui permettrait de convertir les éventuels acquis du PNR en une occasion de créer les conditions favorables à un dialogue politique avec les insurgés.

---

<sup>582</sup> RAMIREZ TOBON (William), « Desarrollo y subversión política : un marco evaluativo sobre el proceso de paz en el gobierno de Virgilio Barco », in RAMIREZ TOBON (William), Estado, violencia y democracia. Bogota : Tercer Mundo, IEPRI, 1990, p. 165 et 166-7.

<sup>583</sup> Pour un développement de ces critiques, cf. CORREDOR (Consuelo), « Discurso y realidad del PNR », Revista Análisis, 2, avril 1989, p.XXXX et MORA (Leonidas), CORREDOR (Consuelo), « El Plan Nacional de Rehabilitación : alcances y limitaciones », Economía Colombiana, 224-225, décembre 1989-janvier 1990, p.57-67.

<sup>584</sup> Phénomène surgi dès le début des années quatre-vingt, souvent en collusion avec l'armée, le paramilitarisme se développe de manière massive pendant la présidence Barco et se caractérise par sa violence « anti-révolutionnaire », assassinats de membres de la UP ou de syndicalistes, puis massacres de populations soupçonnées d'appuyer ou de soutenir la guérilla. Le gouvernement ne reconnaît officiellement ce nouvel acteur et ne décrète l'état d'urgence qu'après le massacre de La Rochela (Santader) en janvier 1989 où sont tués 12 enquêteurs.

<sup>585</sup> Selon l'expression de Daniel Pécaut in PÉCAUT (Daniel), « Crise, guerre et paix en Colombie », Problèmes d'Amérique latine, 84, 2<sup>e</sup> trimestre 1987, p.21.

### **3) Des guérillas restreintes à une action purement militaire sans débouchés politiques à court terme**

Ignorés par le gouvernement pendant les deux premières années de la présidence Barco, les mouvements de guérillas maintiennent un fort niveau d'activité militaire, mais sans parvenir pour autant à faire évoluer le gouvernement sur l'ouverture de dialogues. La constitution de la *Coordinación Nacional Guerrillera* en mai 1985 avait eu pour but de réunir les mouvements qui avaient accepté la trêve puis étaient revenus à l'action armée (M-19, EPL) et ceux qui s'étaient maintenus hors du processus de paix (ELN, PRT, MIR-*Patria Libre*<sup>586</sup> et *Quintín Lame*). Des rencontres au sommet ont lieu avec une certaine fréquence (août 1986, décembre 1986 à La Havane, mars 1987), créant ainsi une dynamique qui favorise le rapprochement avec les FARC. Ce dernier devient manifeste avec la création en septembre 1987 de la *Coordinación Guerrillera Simón Bolívar* (CGSB), organe de coordination de l'ensemble des groupes de guérilla en activité (FARC, ELN, M-19, EPL, PRT, et *Quintín Lame*), sur des consignes de guerre totale et de refus de solutions négociées avec le gouvernement.

De 1986 à 1988, les différents mouvements de guérilla semblent effectivement tournés vers l'action armée, ce dont témoigne la fréquence des différentes réunions au sommet de la CGSB (septembre 1987, avril 1988, octobre 1988), occasions répétées d'affrontements verbaux avec le gouvernement. La constitution de cet organe unitaire représente une nouveauté indéniable dans un pays dans lequel l'idée même de structurer un mouvement armé unitaire n'apparaissait que dans les mouvements les plus récents, et où les différents groupes sont au niveau local, sinon en confrontation directe, du moins en concurrence entre eux. Pourtant, malgré

---

<sup>586</sup> Ce petit mouvement de guérilla s'incorpore à l'ELN en juin 1987. Il conserve néanmoins une certaine autonomie interne qui le conduit, dans le contexte de la Constituante et de la négociation avec plusieurs autres groupes de guérilla, à la scission en avril 1991 et à la constitution de la *Corriente de Renovación Socialista* (CRS). Il négocie postérieurement avec le gouvernement un accord de paix signé en avril 1994, dans lequel des mesures de réinsertion seront décidées pour plus de 400 ex-combattants.

cet affichage unitaire, chaque organisation poursuit sa propre orientation et l'instance de coordination ne parvient jamais à être autre chose qu'une occasion de rencontres périodiques<sup>587</sup>, sans réussir à peser sur le gouvernement pour l'ouverture de négociations. Hormis la continuité routinière de la trêve avec les FARC, entre l'élection de Virgilio Barco et la *Iniciativa para la Paz* de septembre 1988, le gouvernement ne fait aucun geste public vers les guérillas.

Les FARC continuent dans l'attitude ambiguë qui les caractérise depuis la signature des Accords de La Uribe, avec des tensions de plus en plus perceptibles entre les fronts locaux et le Secrétariat central. La situation dans le Caquetá, l'une des régions de développement récent des FARC, est illustrative de ces difficultés internes. Une rencontre entre Carlos Ossa et les dirigeants des fronts XIV et XV agissant dans le Caquetá en mars 1987 augure de la possibilité de réaliser des dialogues régionaux. Les actions militaires de ces fronts contre l'armée (à Puerto Rico en juin, puis à San José del Fragua en novembre) conduisent le gouvernement à suspendre la trêve dans le département, mais sans rompre le dialogue, et témoignent de la volonté d'action et de la marge d'autonomie de ces fronts. Leurs déclarations bellicistes en décembre, puis ouvertes à la négociation à la mi-février, et leur soutien à des formules locales de dialogue, à travers le *Comité del Diálogo del Caquetá*, rapidement désavoué par Carlos Ossa, montrent leur capacité à agir de manière autonome par rapport au Secrétariat central.

Par ailleurs, la poursuite de l'élimination de la UP, et l'adoption par le gouvernement de mesures de répression face à des mobilisations sociales (comme lors du mouvement régional de grèves dans le nord-est en juin 1987 ou lors de la grève générale convoquée par la CUT le 27

---

<sup>587</sup> Ce n'est qu'avec les négociations postérieures de Caracas (juin - novembre 1991) et Tlaxcala (mars - avril 1992) entre le gouvernement et la CGSB que celle-ci apparaît comme une structure de représentation des dirigeants des groupes qui la constituent (alors réduits aux FARC, à l'ELN et à une dissidence de l'EPL). La CGSB n'a jamais atteint le degré de structuration de son équivalente au Guatemala, la UNRG, et encore moins du FMLN.

octobre 1988) renforcent les FARC dans leur volonté de privilégier la dimension militaire au sein de la « combinaison de toutes les formes de lutte »<sup>588</sup>.

Revenu à une logique uniquement militaire, l'EPL participe à la logique unitaire de la CGSB. Des premiers contacts établis entre des dirigeants de l'organisation et des membres de la *Consejería* en février 1987 en vue d'un éventuel dialogue échouent très rapidement, devant l'opposition de Carlos Ossa et surtout après l'assassinat le 15 février d'Ernesto Rojas, l'un des principaux dirigeants du groupe.

Le M-19 apparaît affaibli par l'échec de ses opérations spectaculaires de 1985-86 et la perte de nombreux cadres<sup>589</sup>, reflet de la priorité donnée au sein de l'armée à la lutte contre ce mouvement<sup>590</sup>. Sa direction adopte une attitude moins agressive que pendant la fin de la présidence Betancur. Très impliqué dans la CNG, puis dans la création de la CGSB avec les FARC, le groupe n'y a néanmoins qu'un rôle secondaire, car la ligne moins militariste qu'il y défend demeure largement minoritaire. Ses appels au dialogue n'apportent pas de nouveauté particulière : réguliers, ils reprennent les mêmes thèmes, même si la revendication de la restauration des instances du Dialogue national est conçue, dans la continuité des décisions prises au Congrès de Los Robles, comme l'occasion de réaliser un gouvernement d'union nationale, seule voie de sortie au conflit armé. Au plan local, le groupe se concentre sur les régions indigènes du Cauca, où il cherche à encadrer des mobilisations politiques des paysans indigènes, en relation avec le *Quintín Lame*, avec lequel il lance en février puis en mai 1987 une

---

<sup>588</sup> Cela apparaît de manière manifeste pendant la période de négociation entre le gouvernement et le M-19 (janvier 1989 – mars 1990) lorsque les FARC assument une position de leadership politique au sein de la CGSB en critiquant très fortement l'attitude du M-19 et en réclamant sans cesse des formes de dialogue national ouvertes à toutes les forces de guérilla.

<sup>589</sup> Aux pertes significatives déjà signalées dans le chapitre antérieur, et à l'éloignement prolongé de Colombie d'Antonio Navarro, des suites de ses graves blessures, il convient d'ajouter celle de deux des cinq principaux membres de l'organisation, Gustavo Arias, en juillet 1986, et Gerardo Quevedo en juin 1987, et d'au moins quatre autres membres de la direction nationale du mouvement jusqu'à la mi-1988, ainsi que celle en octobre 1986 du dirigeant du petit mouvement de guérilla équatorien *Alfaro Vive Carajo*, émanation du M-19.

initiative pour la paix régionale, introduisant la revendication d'une « indigénisation » du PNR. Ces actions y trouvent par ailleurs un écho limité à cause du dynamisme local des actions du PNR et de la volonté d'autonomie des communautés indigènes.

Cette période est également marquée pour le M-19 par de nombreuses réunions d'instances de direction, à différents niveaux<sup>591</sup>, à partir desquelles la direction, et en particulier Carlos Pizarro, va repenser l'action de l'organisation. La faiblesse politique et militaire est constatée, sans que cela se traduise pour autant par un rejet de la lutte armée et ou par le constat de l'incapacité de se restructurer.

D'autres organisations de guérilla en Colombie ont en effet traversé par le passé des moments de réduction significative de leurs capacités militaires et politiques, et elles sont parvenues à se reconstituer, au prix de longues années d'efforts, à l'image des FARC après les affrontements de 1967-68 ou de l'ELN après Anorí en 1974, même si dans l'histoire, dans la conception de la lutte et dans les pratiques du M-19, l'urgence des résultats immédiats l'emporte sur le travail de longue haleine<sup>592</sup>. À la différence de ces deux cas, les difficultés du M-19 apparaissent néanmoins comme plus difficiles à identifier, car les membres de l'organisation sont la cible, de manière permanente, à la fois des organismes officiels chargés du maintien de l'ordre, ainsi que des trafiquants de drogue et du paramilitarisme<sup>593</sup>. Depuis la mort de Jaime Bateman en avril 1983, le mouvement connaît des problèmes permanents d'organisation et de hiérarchie, avec

---

<sup>590</sup> Entre 1985 et 1988, d'importants contingents de trois brigades de l'armée se déploient dans la zone du Cauca où se trouve le détachement le plus significatif du M-19. Cette présence militaire ne parvient pas à le détruire mais limite de façon considérable ses possibilités d'action.

<sup>591</sup> Réunion de la Direction nationale en janvier 1987 à La Havane, réunion de la *Comandancia Nacional Urbana* en décembre 1987, réunion élargie lors du « Campo Reencuentro » en janvier 1988, première conférence régionale de la Région Centre en octobre 1988.

<sup>592</sup> Le seul véritable précédent dans le cas du M-19 est la période 1979-1982, pendant laquelle une grande partie de la direction a été arrêtée à la suite de l'opération de la prise des armes du *Cantón Norte*.

<sup>593</sup> Si, comme tous les autres mouvements de guérilla, le M-19 a pu avoir des relations avec les trafiquants de drogue, selon les moments et les circonstances, et en particulier à l'occasion d'achats ou de convoi d'armes, une très vive confrontation s'est faite jour à partir des années 1981-1982 avec les trafiquants de drogue dans la région de Medellín, lors de la constitution du groupe paramilitaire *Muerte A Secuestradores* à l'occasion d'un enlèvement réalisé fin 1981 par le M-19 ; ce dernier sort particulièrement affaibli de cette nouvel affrontement.



la succession de quatre commandants en trois ans. D'autant que dans le contexte général de diffusion de la violence armée, la justification du recours aux armes, fût-ce la recherche d'une démocratie plus efficace, s'estompe au profit des moyens utilisés. Aucune décision formelle n'intervient pendant cette période quant au devenir de l'organisation en tant que telle. Mais il est certain que l'orientation des consignes et de l'action vers une activité plus politique que purement militaire permet de mieux comprendre le choix réalisé peu après par Carlos Pizarro.

Sans qu'elles signifient la décision de se démobiliser, les attitudes publiques du mouvement pendant cette période reflètent une certaine modération. À l'occasion de la libération de Camila Michelsen<sup>594</sup> en juillet 1987, Carlos Pizarro évoque la nécessité de retrouver le dialogue national en des termes très semblables à ceux employés pendant l'époque des accords de Corinto. Mais en janvier 1988 les nouveaux mots d'ordre proclament « *Vida para la nación, paz a las Fuerzas Armadas, guerra a la oligarquía* »<sup>595</sup>, slogan qui, au-delà de l'habituelle rhétorique du M-19, rend compte d'une tempérance inusitée envers l'armée, acteur qui cesse d'être identifié comme l'ennemi absolu, et comme la simple représentation des intérêts de l'élite politique colombienne. Cette déclaration s'accompagne d'un cessez-le-feu pendant six mois<sup>596</sup>.

Les virulentes déclarations fin février de la direction du mouvement contre l'« *Acuerdo de Nariño* » par lequel le Président Barco obtient l'appui du Parti conservateur pour discuter d'une réforme constitutionnelle, puis son insistance à ce que la 2<sup>ème</sup> Réunion de Commandants de la

---

<sup>594</sup> Fille du financier Jaime Michelsen, propriétaire du groupe *Grancolombiano* dont la faillite avait causé la ruine de nombreux petits épargnants, Camila Michelsen avait été enlevée en septembre 1985. Cette longue rétention n'a néanmoins été revendiquée par le M-19 que très tardivement, à l'occasion de la disparition d'un de ses dirigeants.

<sup>595</sup> Le slogan « Vie à la nation, paix aux Forces Armées, guerre à l'oligarchie » est lancé à l'occasion de la rencontre de janvier 1988 qui constitue un des derniers moments de rassemblement des cadres et de la direction du mouvement avant les négociations finales.

<sup>596</sup> C'est également à cette période qu'à lieu un premier contact à Bogota entre Rafael Pardo et deux membres du M-19, Ramiro Lucio et Carlos Alonso Lucio, le premier ayant représenté le M-19 lors du Dialogue national entrepris pendant la Présidence Betancur, le deuxième, son neveu, ayant fait partie du groupe chargé de la formation des milices urbaines, en particulier à Cali. Le contact n'est pas repris alors par la direction du mouvement. Cette initiative, non évoquée dans l'ouvrage de Dario Villamizar, rend compte de la dispersion organisationnelle du mouvement. Ramiro Lucio accompagne la démobilisation du M-19 en devenant un de ses porte-parole. Carlos Alonso Lucio s'éloigne progressivement du mouvement, en particulier après la mort de Carlos Pizarro. Ambitieux, charismatique et sur de lui, il a été élu représentant à la Chambre sur son nom propre en 1994 et 1998.

CGSB, réunie en avril, condamne le projet présidentiel et appelle à une Constituante, témoignent de l'évolution du groupe. Il veut apparaître à nouveau comme un acteur critique de l'évolution du régime politique, et pas seulement comme une organisation de lutte armée. Enfin, l'enlèvement d'Alvaro Gómez Hurtado, le dirigeant du groupe le plus traditionnel du Parti conservateur, le 29 mai 1988, et surtout les négociations pour sa libération, deviennent l'occasion pour l'organisation de montrer qu'elle dispose encore de certains moyens d'action, tout en suggérant des propositions de dialogue beaucoup plus réalistes. Ainsi, dernière étape de cette évolution, « le séquestre d'Alvaro Gómez a cessé d'être le geste orgueilleux et abstrait du comportement traditionnel de la guérilla, pour devenir un événement avec de plus grandes doses de réalité »<sup>597</sup>.

*B. SALVADOR : LA PARADOXALE STRUCTURATION D'UNE SCENE POLITIQUE  
CONSTRUITE DE TOUTES PIECES*

Concernant le conflit armé salvadorien, cette étape de l'analyse des processus de paix n'est pas aussi clairement définie dans le temps. En effet, l'alternance présidentielle de 1989, précédée par la victoire d'ARENA aux législatives de 1988, ne signifie pas un changement de politique présidentielle aussi tranché qu'en Colombie. Si la présidence Duarte est bien marquée à la fois par l'effort réformiste et par la recherche de dialogues avec la guérilla, ces deux éléments caractérisent surtout le début de son mandat. L'incapacité à revitaliser les réformes lancées en partie par la junte de 1979 et les dialogues inaboutis avec la guérilla obligent le dirigeant démocrate-chrétien à d'autres choix. La mise en place de mesures d'ajustement économique dès

---

<sup>597</sup> RAMIREZ TOBON (William), « La liebra mecánica y el galgo corredor : la paz actual con el M-19 » in RAMIREZ TOBON (William), *Estado, violencia y democracia*. *op. cit.*, p. 126.

1986, l'adoption progressive des mesures avancées par Esquipulas II et la continuité de l'affrontement armé traduisent l'abandon progressif du réformisme volontariste<sup>598</sup>.

Si la césure est moins tranchée qu'en Colombie, c'est avant tout parce que les deux stratégies cohabitent plus qu'elles ne se succèdent. De la même manière que le projet réformiste s'est déroulé sur deux moments différents, celui des juntes, du coup d'État d'octobre 1979 à l'élection constitutive de 1982 puis celui des trois premières années de la présidence Duarte, la réponse institutionnelle peut être trouvée à différentes périodes. Sa capacité effective à résoudre le conflit interne doit être analysée à la lumière de l'évolution du contexte, des acteurs qui la prennent en charge et de la manière dont ils s'en servent.

La stratégie institutionnelle se déploie en effet sur deux moments, avec une caractéristique commune, la recherche de la constitution d'une scène politique stabilisée et non polarisée, qui puisse être considérée comme suffisamment démocratique, pour pouvoir servir de contre-modèle à l'insurrection révolutionnaire à l'intérieur du pays, et pour valider l'aide nord-américaine à l'extérieur.

Le « premier cycle électoral » (l'élection constitutive de 1982, la présidentielle de 1984, les législatives de 1985) constitue un moment initial à travers lequel la légitimité du régime se voit affirmée par une stratégie à trois dimensions : l'usage politique de la mise en place d'un calendrier électoral contre la mobilisation révolutionnaire, la réorientation de l'action de l'armée selon les recommandations des conseillers militaires nord-américains, et finalement le versement d'une importante aide économique. L'administration Reagan, initiatrice de cette stratégie, confie le rôle principal au PDC, et tout particulièrement à José Napoleón Duarte. Pourtant ce premier

---

<sup>598</sup> A ces éléments, il convient d'en ajouter d'autres, comme la progressive perte de crédibilité du gouvernement démocrate chrétien par la hausse de la corruption et l'incapacité à mettre en œuvre des mesures en faveur du respect des droits de l'homme, ou l'évolution de la relation entre José Napoleón Duarte et l'armée salvadorienne ; si l'armée cautionne les élections, en rejetant les accusations de fraude lancées par la droite en 1984 et 1985, et ne s'oppose pas aux dialogues de La Palma et Ayagualo, l'intervention personnelle du Président contre l'avis de l'armée dans la résolution de l'enlèvement de sa fille par le FMLN en octobre 1985 réduit sa crédibilité.

moment n'aboutit ni à obtenir la paix ni même à consolider la légitimité du régime. Un deuxième temps, plus significatif, marqué par la rénovation du projet idéologique d'ARENA, par ses victoires électorales de 1988 et 1989, et par le pragmatisme affiché par le nouveau Président, confère une assise inattendue, à la droite du champ politique, au cadre établi en 1982, et lui assure une continuité non susceptible d'être discutée dans le cas de négociations à venir.

En Colombie, les solutions institutionnelles de plans de développement social et régional n'ont pas pu écarter la participation de la guérilla du débat sur la nécessaire réforme du régime politique colombien, tout en prédéfinissant les bornes d'une négociation. De même, au Salvador, la recherche d'une légitimité des institutions par l'affirmation de leur propre existence ne parvient pas à contenir la force acquise par les mouvements révolutionnaires, mais structure le domaine du possible. Par les offensives de novembre 1989 et de juillet 1990, le FMLN rappelle les limites de la solution institutionnelle et met en lumière le fait que les seules élections, même lorsqu'elles permettent une alternance, ne constituent qu'une forme partielle et inachevée d'une démocratie, et oblige de ce fait le gouvernement à considérer que la négociation est la seule possibilité de résolution du conflit<sup>599</sup>. Mais de façon significative, dans les négociations qui suivent, la guérilla ne parvient pas à remettre en cause l'« acquis institutionnel » des six élections qui se sont succédées depuis 1982. Après l'offensive, les deux camps « savent désormais de manière claire et définitive qu'il n'y aura pas de solution militaire au conflit et qu'on ne peut opposer les élections comme alternative à une solution négociée, pas plus que la négociation ne doit exclure les processus électoraux et la continuité du système représentatif »<sup>600</sup>.

---

<sup>599</sup> Comme pour le cas colombien, les négociations qui démarrent en 1989 et aboutissent à la signature des Accords de Paix sont analysées dans le chapitre suivant.

<sup>600</sup> ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*. *op. cit.*, p.367.

### 1) Du calendrier électoral comme instrument de légitimation

Autant le contexte menant au coup d'État d'octobre 1979 et à l'insurrection de janvier 1981 ne peut être compris sans référence à l'histoire nationale du Salvador, autant il est nécessaire de saisir le panorama régional et mondial, et en particulier la reprise de la guerre froide<sup>601</sup> à partir de 1979-80, pour comprendre l'évolution du conflit armé et les différentes propositions de résolution négociée. Les propositions réformistes du Président Duarte s'inséraient dans la volonté de conserver une dimension nationale au conflit ou du moins à son règlement. Les solutions institutionnelles se comprennent par contre, et du moins dans un premier temps, dans le cadre d'une solution semblable préconisée pour tous les pays connaissant la réalité ou la menace d'une insurrection révolutionnaire en Amérique centrale. Il devient dès lors nécessaire de comprendre la situation salvadorienne au regard d'une échelle plus large, et de l'inclure en particulier dans sa dimension régionale, ce qui passe par l'analyse de la stratégie de l'administration Reagan en Amérique centrale. Aux crédits militaires d'urgence succède en effet une politique qui va comprendre trois grands axes, une assistance militaire de très grande dimension, la légitimation des régimes par les élections, et une aide économique significative ; la cohérence d'ensemble de ces mesures, apparaît progressivement, en particulier dans le rapport de la Commission Bipartisane sur l'Amérique centrale<sup>602</sup>.

---

<sup>601</sup> Comme cela a déjà été évoqué dans les deux chapitres précédents, il ne faut pas comprendre l'expression de guerre froide comme un affrontement indirect des deux super puissances dans un terrain tiers, l'Union Soviétique ayant été quasiment absente au Salvador, mais plutôt dans le cadre d'une stratégie de *containment* de la part des États-Unis face à une situation interne et régionale qui est interprétée comme une menace d'expansion communiste de la part de deux « clients » de Moscou, La Havane et Managua.

<sup>602</sup> La Commission présidée par Henry Kissinger rend son rapport en 1984. Formée par l'administration Reagan afin de pourvoir sa politique centraméricaine d'une légitimité politique et de lui fournir un appui au Congrès, qui avait été jusque là très réticent à voter des crédits à des régimes non démocratiques, la Commission propose dans son rapport un plan de paix durable pour l'Amérique centrale dans lequel elle insiste sur la démocratie et le développement et demande une aide économique massive. Comme le fait remarquer Alain Rouquié, cette commission participe à une discrète réhabilitation de la politique des droits de l'homme du Président Carter. Cf. ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*. *op. cit.*, p.298-299.

En juin 1982, Ronald Reagan lance sa « croisade démocratique », fer de lance de sa politique extérieure dans le monde, et en particulier dans l'hémisphère occidental. Il ne s'agit pas d'une conversion tardive au messianisme démocratique, à l'attention tatillonne au respect des procédures démocratiques et des droits de l'homme, et à la respectabilité de façade des régimes soutenus par Washington de par le monde, empressement plus caractéristique des administrations démocrates en matière de politique étrangère. Pour l'administration Reagan, il s'agit bien plutôt de signifier aux ennemis de la liberté que leurs jours sont comptés. Non seulement parce que les États-Unis sont disposés à employer contre eux tous les moyens disponibles, et en particulier l'intervention militaire, directe ou indirecte, mais surtout parce que leurs régimes sont substantiellement voués à disparaître, ce qui est au demeurant démontré par la viabilité éloquente des démocraties partout ailleurs<sup>603</sup>.

À l'origine même de la conception de cette politique, l'Amérique centrale et les Caraïbes constituent, plus que toute autre région du monde, l'espace privilégié de son application<sup>604</sup>. Ignorant superbement l'existence de Cuba, cette politique est dirigée explicitement contre l'éventuel effet d'entraînement que peut représenter le régime sandiniste du Nicaragua, ou toute autre tentative socialisante, à l'image de la Grenade de Maurice Bishop, et vise à prévenir la possibilité d'un embrasement régional. En proclamant la suprématie de la démocratie libérale, il s'agit, tout en les combattant par les armes, de prendre à contre-pied ceux qui se prévalent d'une conception radicale ou sociale de la démocratie. Il leur est désormais exigé, en quelque sorte, des

---

<sup>603</sup> Les résultats en Amérique centrale de cette politique sont constatés de manière arithmétique par Edwin Corr, ambassadeur des États-Unis au Salvador, à l'occasion de son départ du pays en 1988 : « En 1980 il y avait quatre dictatures et une démocratie, et en 1988 quatre démocraties et une dictature ». Cité in ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*. *op. cit.*, p.298

<sup>604</sup> Les transitions démocratiques en Amérique du Sud qui débutent avec la fin du régime militaire argentin en 1983 et se généralisent progressivement ne peuvent être interprétées comme une conséquence directe de la croisade démocratique de Ronald Reagan, celle-ci agissant comme un simple contexte favorable. Pour une analyse de l'importance relative de l'influence directe d'acteurs étrangers dans les transitions démocratiques en Amérique du Sud, cf. WHITEHEAD (Lawrence), « International aspects of democratization », p.3-46, in O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), WHITEHEAD (Lawrence), *Transitions from authoritarian rule, Comparative Perspectives*. *op. cit.*

preuves de leur engagement démocratique, tout en légitimant *a posteriori* par les urnes les régimes appuyés par Washington, dont la plupart sont issus de successions militaires, de révolutions de palais ou de coups d'États.

Cette vague d'élections particulières s'étend à tout l'isthme, les constituantes convoquées par les militaires ou les juntes en 1980 au Honduras, en 1982 au Salvador, en 1984 au Guatemala ouvrant partout un cycle électoral, marqué par la répétition à un rythme accéléré des consultations. La volonté de construire une scène politique stabilisée, même à travers une participation limitée, distingue ces élections « démonstratives »<sup>605</sup> de celles à caractère non concurrentiel convoquées antérieurement par les militaires pour s'assurer de leur continuité au pouvoir, et pour lesquelles Guy Hermet a proposé un cadre d'analyse<sup>606</sup>. Dans tous les cas, les élections des années quatre-vingt n'offrent que la possibilité d'une participation limitée, se déroulent dans une ambiance de guerre ou de conflit interne, sous l'étroite surveillance de l'armée, et rien ne semble y garantir que le verdict des urnes sera respecté. Mais en permettant que les militaires s'effacent formellement devant des civils qui annonceront leur volonté de respecter le calendrier électoral et d'accepter la limitation de la durée de leur mandat, elles remplissent pour Washington la fonction attendue d'« élections talisman »<sup>607</sup>.

---

<sup>605</sup> L'expression d'« élections démonstratives » a été très largement utilisée pour rendre compte des élections en Amérique centrale dans les années quatre-vingt. Initialement l'appellation a été conçue spécifiquement pour rendre compte de la volonté des États-Unis de donner par l'élection une façade démocratique à des régimes soutenus militairement, dans des situations d'interventions militaires ouvertes, volonté qui doit être comprise autant en fonction des besoins de la politique intérieure que des orientations de la politique étrangère. L'analyse comparée a été menée sur le Vietnam du Sud entre 1964 et 1973, la République Dominicaine en 1965, et le Salvador entre 1982 et 1984. Cf. HERMAN (Edward), BRODHEAD (Franck), Demonstration elections : US staged elections in the Dominican Republic, Vietnam and El Salvador. Boston : South End, 1984, 270 p.

<sup>606</sup> Pour une analyse des élections à caractère non concurrentiel, cf. HERMET (Guy) « Les élections dans les régimes autoritaires, esquisse d'un cadre d'analyse », p.21-57, in ROUQUIÉ (Alain), LINZ (Juan), Des élections pas comme les autres. Paris : Presses de la FNSP, 1978, 180 p.

<sup>607</sup> Cf. LAFEBER (Walter), « The Reagan administration and revolutions in Central America », Political Science Quarterly, 99, 1, printemps 1984, p.13. L'organisation d'élections générales semi-pluralistes en 1984 au Nicaragua constitue une réponse des *comandantes* à la stratégie des États-Unis. La victoire électorale du FSLN et son maintien au pouvoir conduit Washington à dénoncer la terreur et l'intimidation que feraient régner les sandinistes sur la population, enlevant ainsi une quelconque valeur de légitimation à la consultation populaire. Ces déclarations rappellent que l'objectif primordial de la politique nord-américaine en Amérique centrale demeure la volonté de mettre fin au régime sandiniste.

Ce premier cycle électoral peut être effectivement interprété à l'aune de la stratégie nord-américaine dans les trois pays d'Amérique centrale soutenus par Washington. Il est en effet prêté à ces « élections de basse intensité »<sup>608</sup> la faculté de signifier par elles-mêmes et par elles seules le caractère pleinement démocratique des régimes. Parce que plusieurs options y sont présentes, elles apparaissent comme pluralistes, alors même que toute une partie du paysage politique ne peut y participer. Parce qu'elles se traduisent par l'arrivée au pouvoir des civils, elles certifient d'un nouvel équilibre entre civils et militaires au profit des premiers et de la conversion des seconds à un rôle plus conventionnel, garantie de leur bonne conduite sur le terrain au regard du respect des Droits de l'homme, alors même que l'autonomie de l'armée en matière de sécurité interne et d'ordre public se renforce. Parce qu'enfin, en réintégrant en quelque sorte dans le cours de la modernité politique occidentale des expériences jusque là trop exceptionnelles<sup>609</sup>, elles ont pour fonction de normaliser trois pays trop connus pour leur prétorianisme, et occultent par là même l'impérieuse nécessité de réformes démocratiques plus approfondies, qu'il s'agisse de la restauration de l'État de droit, de la séparation effective des pouvoirs, et en particulier de la construction d'un pouvoir judiciaire autonome, ou de la défense réelle des Droits de l'homme. Les élections, et leur répétition programmée, confèrent en somme au seul respect de la procédure du suffrage la vertu de la pleine pratique démocratique<sup>610</sup>.

Pourtant, si la stratégie régionale de Washington relève bien d'une vision d'ensemble, ses effets doivent être resitués dans les contextes de chacun des pays considérés. L'indéniable volonté de démonstration de ces élections n'est pas équivalente partout : elle ne prend réellement son sens qu'en fonction des trajectoires politiques que le suffrage tente de restituer et des

---

<sup>608</sup> ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*. *op. cit.*, p.280 et suivantes.

<sup>609</sup> Les précédentes périodes démocratiques datent de 1944 à 1954 pour le Guatemala (présidences de Juan José Arévalo et Jacobo Arbenz), de 1957 à 1963 au Honduras (présidence de Ramón Villeda Morales), et au Salvador, comme il a été rappelé dans le chapitre 3, de la brève présidence Araujo en 1931.



équilibres politiques qu'il fait naître<sup>611</sup>. Au Honduras, pays qui du fait de sa situation géopolitique doit être aux yeux de Washington exemplaire entre tous, elles permettent de restaurer le bipartisme traditionnel entre parti Libéral et parti National, sans pour autant remettre en cause ni la place occupée par l'armée, ni surtout la présence sur le territoire de troupes des États-Unis ou des bases d'entraînement de la *contra* nicaraguayenne. Au Guatemala, dont les militaires gouvernent le pays et mènent la lutte contre-insurrectionnelle sans l'aide ni les conseils des États-Unis, les élections proviennent davantage de la volonté du commandement militaire de rendre le pays plus présentable au niveau international, de régler les tensions internes au sein de l'armée et les problèmes institutionnels et économiques provoqués par la présidence Rios Montt. La victoire surprise du candidat démocrate-chrétien Vinicio Cerezo, n'apporte cependant que peu de changements réels, tant il demeure sous la tutelle des militaires<sup>612</sup>.

## 2) La difficile structuration d'une scène politique

Paradoxalement, le résultat le plus décevant pour l'administration nord-américaine survient dans le pays pour lequel cette stratégie a été mise en œuvre. Au Salvador, la période du premier cycle électoral, 1982-1985, structure en effet un paysage politique singulier<sup>613</sup>. La forte

<sup>610</sup> Alain Rouquié rapporte les déclarations de Vinicio Cerezo, le candidat démocrate-chrétien victorieux à la première élection présidentielle du Guatemala en 1985, selon laquelle les élections lui auraient donné « la présidence mais pas encore le pouvoir » in ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale. op. cit.*, p.285.

<sup>611</sup> Pour une analyse comparée des élections centraméricaines et de leurs effets sur chaque pays, Cf. BOOTH (John), SELIGSON (Mitchell), *Elections and democracy in Central America*. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1989, 214 p. ; 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée : 1995, 299 p.

<sup>612</sup> Ce n'est qu'avec les victoires aux élections présidentielles de Jorge Serrano en 1991 et d'Alvaro Arzú en 1999 que l'institution militaire s'efface progressivement dans la gestion des affaires publiques devant des dirigeants civils qui émanent de nouveaux partis de droite. Le respect de l'armée et l'absence de réelle condamnation pour des atteintes aux Droits de l'homme dans le cadre des Accords de Paix signés en 1995 témoignent néanmoins d'une puissance inaltérée des militaires.

<sup>613</sup> Pour le rôle particulier qu'elle occupe dans l'étude de l'évolution politique du Salvador des années quatre-vingt, mais également parce qu'elle constitue un objet connu et familier pour l'analyse politique, la place occupée par les élections salvadoriennes dans le conflit interne a été très largement étudiée. Du fait du contexte particulier dans lequel elles se déroulent, leur analyse se limite très souvent à une description de l'évolution des résultats. Pour les travaux les plus intéressants, en dehors des contributions déjà citées, cf. BALOYRA (Enrique), « Dilemmas of political transition in El Salvador », *Journal of International Affairs*, 38, 2, hiver 1985, p.221-242 ; BALOYRA (Enrique), « The Salvadoran elections of 1982-1991 », *Studies in comparative international development*. 28,

participation enregistrée à l'élection constituante apparaît pour Washington comme un important signal de la réussite de cette stratégie. Pourtant ni la composition de la Constituante, ni la pratique politique qui s'y déroule, ne sont complètement conformes aux résultats attendus. La majorité relative détenue par le PDC oblige ce dernier à dialoguer avec les diverses composantes de la droite<sup>614</sup>. Les États-Unis appuyaient l'option démocrate-chrétienne, grâce un important support logistique et financier, parce que l'arrivée au pouvoir de l'option la plus dure, incarnée par le dirigeant d'ARENA, Roberto D'Aubuisson, hypothèquerait l'éventualité de transformer à court terme le pays en une démocratie. Les appuis consentis, dans une moindre mesure, au PCN, le parti des militaires, laissent d'ailleurs envisager que Washington pariait sur la continuité de la formule inaugurée en janvier 1980, plutôt que sur le triomphe exclusif du PDC<sup>615</sup>.

Or, la virulence des conflits entre le réformisme affiché des chrétiens-démocrates et les partis de droite pendant la campagne et dans les débats de la Constituante empêchent la reconduction de l'alliance de circonstance entre José Napoleón Duarte et les militaires de la junte. ARENA exige de participer au gouvernement et présente Roberto d'Aubuisson comme candidat au poste de Président par intérim que doit élire la Constituante en l'attente de l'élection présidentielle à venir. Cette perspective, totalement contraire à l'effet de démonstration attendu, conduit les États-Unis à une intervention directe auprès du haut commandement militaire. Le

---

3, automne 1993, p.3-30 ; CORDOVA MACIAS (Ricardo), « Procesos electorales y sistema de partidos en El Salvador, 1982-1989 », *Foro Internacional*, 32, 4, 128-129, p.519-559 ; KARL (Terry Lynn), « After La Palma : the prospects for democratization in El Salvador », *World Policy Journal*, 2, 2, printemps 1985, p.305-32 ; KARL (Terry Lynn), « Imposing consent ? Electoralism versus democratization in El Salvador », p.9-36, in DRAKE (Paul), SILVA (Eduardo), *Elections and democratization in Latin America*. San Diego : University of California, 1986, 335 p. et SERVELLON (Sergio), « Elecciones, resultados, y perspectivas en El Salvador », *Annales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes*. 11-12, 1993, p.387-393.

<sup>614</sup> Le PDC y détient 24 sièges sur 60, ARENA 19, le PCN 14, et deux petites formations de droite les 3 restants. Le PDC l'emporte très largement dans la capitale et dans les grandes villes, reflétant la continuité de l'électorat démocrate-chrétien des années soixante et soixante-dix. ARENA et le PCN bénéficient par contre d'un électorat rural, en particulier dans les zones de conflit, où l'armée joue un rôle politique important, ou bien dans les régions rurales où les structures d'encadrement mises en place par les militaires dans les années soixante-dix sont encore influentes, en particulier la ORDEN, transformée en véritable milice paramilitaire.

<sup>615</sup> Cette continuité aurait eu pour avantage d'établir une forme de consensus d'acteurs politiques perçus comme modérés (le PDC et le PCN), et d'entraîner les plus extrêmes (ARENA) par effet de contagion. Sur les élections de

général Vernon Walters se rend au Salvador fait connaître sa préférence pour la candidature d'Alvaro Magaña, un entrepreneur sans affiliation politique connue, élu président en avril 1982.

Le compromis est pourtant fragile. Roberto d'Aubuisson est élu président de l'Assemblée Constituante. L'opposition entre l'extrême droite et les chrétiens-démocrates est tellement virulente que les travaux de la Constituante sont paralysés, alors que le FMLN se renforce sur le terrain militaire<sup>616</sup>. Une nouvelle intervention des États-Unis lie la continuité de l'aide militaire à la résolution de la crise. En août 1982, les principaux partis signent le Pacte d'Apaneca, dans lequel ils s'engagent à un *modus vivendi*, par la constitution d'une commission multipartidaire à laquelle participent les militaires, le partage des postes politiques et administratifs et l'accélération du calendrier électoral. La référence aux accords politiques entre les principaux partis au Costa Rica en 1948, en Colombie (accord du *Frente Nacional* par les pactes de Sitges et de Benidorm) en 1957, et surtout au Venezuela (*Pacto de Punto Fijo*) en 1958 est particulièrement explicite<sup>617</sup>.

---

1982, et la volonté des États-Unis d'y imposer un consensus, cf. KARL (Terry Lynn), « Imposing consent ? Electoralism versus democratization in El Salvador », *op. cit.*

<sup>616</sup> Une importante action militaire du FMLN en juin 1982 dans le Morazán aboutit à la capture de nombreux militaires, et en particulier du colonel Adolfo Castillo, vice-ministre de la Défense. Une campagne militaire d'envergure se déroule d'octobre à décembre 1982

<sup>617</sup> Terry Lynn Karl remarque que la référence au *Pacto de Punto Fijo* se retrouve y compris dans l'emprunt des formulations utilisées. Cf. KARL (Terry Lynn), « Imposing consent ? Electoralism versus democratization in El Salvador », *op. cit.*, p.21, n.18.

**Tableau 5 : Résultats des élections au Salvador 1982 - 1985**

Le nombre de voix est indiqué en milliers

**28 MARS 1982****Elections constituantes**

Abstention: 21,5 %

Parti	Voix	%	Sièges
ARENA	402	29,5	19
divers droite*	153	11,2	3
PCN	261	19,2	14
PDC	546	40,1	24

\*: Acción Democrática (44, 3,5 %, 2 sièges), Partido Popular Salvadoreño (40, 2,9 %, 1 siège), Partido de Orientación Popular (13, 0,9 %)

**25 MARS 1984****Elections présidentielles (1er tour)**

Abstention: 51,1 %

Candidat (Parti)	Voix	%
N. DUARTE (PDC)	550	43,4
R. D'AUBUISSON (ARENA)	377	29,8
F. GUERRERO (PCN)	245	19,3
(divers droite)*	145	10,9

\*: Acción Democrática (101, 7,4 %), Partido Popular Salvadoreño (24, 1,9 %), PAISA (15, 1,2 %), Partido de Orientación Popular (5, 0,4 %)

**6 MAI 1984****Elections présidentielles (2è tour)**

Abstention: 44 %

Candidat (Parti)	Voix	%
N. DUARTE (PDC)	753	53,6
R. D'AUBUISSON (ARENA)	652	46,4

**MARS 1985****Elections législatives**

Abstention: 41 %

Parti	Voix	%	Sièges
ARENA	287	29,7	25*
divers droite**	92	9,6	2
PCN	81	8,4	*
PDC	505	52,3	33

\*: coalition ARENA PCN

\*\* : AD (35, 3,7 %, 1 siège), PAISA (33 - 3,4 %, 1 siège), PPS (16 - 1,7 %), PAR (3 - 0,3 %), POP (0,8 - 0,1 %).

À l'image des élections, le pacte est marqué par une indéniable volonté de démonstration, cette dernière ne se limitant pas au seul établissement d'un cadre et de règles du jeu acceptés par tous les partis. Il faut également pouvoir montrer que la procédure démocratique permet non seulement d'établir une représentation des opinions divergentes, mais aussi de participer à la construction d'un consensus, et par-là conduire à la formation d'un gouvernement efficace, capable de gérer les affaires civiles dans une situation de guerre interne. Si le seul recours au suffrage n'était pas suffisant, il convenait d'utiliser les habits formels de la démocratie consociationnelle pour renforcer les fondations de l'édifice en construction.

Mais encore plus que l'accord entre le PDC et l'armée en 1980, et que les élections de 1982, ce pacte ne représente qu'une unité de façade. Il permet à une alliance entre ARENA et le PCN de dominer la Constituante pendant quelques mois, jusqu'à ce que les effets des actions militaires du FMLN fin 1982 et début 1983 n'engendrent une forte tension au sein de l'armée. Les rivalités deviennent publiques entre d'une part le haut commandement et le Ministre de la Défense, et de l'autre les officiers qui mènent la guerre sur le terrain. Les premiers sont convaincus de la nécessité de l'aide nord-américaine, fût-ce au prix de l'acceptation d'un certain nombre de réformes, de la limitation du paramilitarisme et du respect de certaines normes en matière de respect des Droits de l'homme. Les officiers présents sur le front sont quant à eux partisans d'une stratégie de confrontation directe et d'une lutte à outrance<sup>618</sup>. Cette discorde

---

<sup>618</sup> Ce conflit prend la forme d'une quasi-mutinerie du lieutenant-colonel Sigifredo Ochoa, commandant les garnisons de Cabañas puis de Chalatenango. Partisan d'une stratégie offensive, de méthodes expéditives, recourant s'il le faut aux milices paramilitaires, il est l'un des officiers les plus reconnus pour son action sur le terrain. A la tête de troupes qui subissent très fortement les effets de l'offensive du FMLN pendant toute la deuxième moitié de 1982, contestant la stratégie de l'armée qui consiste à privilégier la défense de sites stratégiques plutôt que l'attaque frontale de la guérilla, il conteste en janvier 1983 la décision du Ministre de la Défense, le général Garcia qui cherche à l'éloigner en le nommant attaché militaire à l'Ambassade du Salvador en Uruguay. Cette tension rend compte aussi de l'opposition entre les officiers et le commandement, critiqué pour mener une guerre sans tenir compte de la situation sur le terrain. Sigifredo Ochoa est appuyé dans cette mutinerie par ARENA. La crise se résout par sa nomination comme attaché militaire à Washington, et par le remplacement comme Ministre de la Défense en mars 1983 du général Garcia par le général Vides Casanova, un militaire connu pour sa fermeté mais plus neutre politiquement. Après son séjour à Washington, Sigifredo Ochoa quitte l'armée, devient un des dirigeants d'ARENA et est élu à l'Assemblée en 1988.

s'exprime au niveau politique par une rupture de l'alliance entre le PCN, où est influent le commandement militaire, et ARENA, qui se fait la porte-parole des officiers.

La Constituante est alors gouvernée par le PDC et le PCN, alliance purement conjoncturelle, qui éclate à son tour sur la question agraire. En effet, ARENA, qui détient plusieurs postes clefs, dont le Ministère de l'Agriculture et la direction de l'ISTA, a pu geler la mise en œuvre des phases déjà annoncées de la réforme. Lors des discussions sur la question de la terre pendant la Constituante, le parti de Roberto d'Aubuisson fait voter l'ensemble de la droite sur l'ajournement définitif des mesures décidées par la junte<sup>619</sup>.

L'échec initial de la solution institutionnelle prônée par Washington, qui cherchait à résoudre à la fois le conflit armé et l'instabilité politique par la construction d'une scène politique démocratique et débarrassée de ses excès, semble manifeste. Au moment de la proclamation de la nouvelle constitution, la stratégie électorale ne porte pas véritablement ses fruits. L'Assemblée Constituante, divisée entre trois groupes aux options divergentes et aux alliances instables et conjoncturelles, s'enlise et ne parvient pas à s'imposer comme le lieu de résolution de différents entre options politiques divergentes, même dans le cadre d'un spectre politique limité. L'armée ne semble pas non plus une entité homogène, tant les divisions sont flagrantes entre un groupe nationaliste, proche du PCN et de l'option développementaliste et modernisatrice des années soixante-dix, une faction dure, proche idéologiquement d'ARENA, et un groupe émergent, qui cherche à dépasser ce clivage au nom de la professionnalisation des officiers parmi lesquels les effets de l'assistance militaire nord-américaine commencent à se faire sentir. À cette fragilité institutionnelle s'ajoute en écho une situation plus que critique sur le terrain militaire. Le FMLN

---

<sup>619</sup> En contrôlant le Ministère de l'Agriculture et l'ISTA, ARENA limite considérablement les aides financières et techniques apportées aux bénéficiaires de la Phase I et freine la légalisation des micropropriétés au titre de la Phase III. Lors des débats de l'Assemblée Constituante sur la question agraire, ARENA fait passer deux décisions, la première pour augmenter le plafond autorisé pour la propriété individuelle de 100 à 245 ha, ce qui réduit pratiquement à néant les terres susceptibles d'être expropriées et distribuées au titre de la Phase II, la seconde pour permettre aux propriétaires expropriés au titre des Phases I et III de racheter leurs terres. En contrepartie, le PDC,

s'est réorganisé en bataillons plus importants et oriente son action sur des points stratégiques et fait subir des revers très sérieux à l'armée<sup>620</sup>.

Les difficultés internes du Président Reagan quant à sa politique centraméricaine illustrent l'absence de résultats démonstratifs à court terme de l'option électoraliste. Les refus de vote par le Congrès d'octrois de crédits supplémentaires pour le Salvador obligent même le Président à exercer son droit de veto en novembre 1983. Afin d'accélérer la constitution d'un espace politique stabilisé, l'administration nord-américaine appuie de façon ouverte et massive la campagne du candidat Duarte à l'élection présidentielle. Le fait que cette dernière se soit jouée sur une bipolarisation claire, entre la paix par la solution négociée prônée par le PDC et la victoire militaire comme seule alternative avancée par ARENA, constitue pour les conseillers nord-américains un signe de la structuration d'une scène politique au Salvador, malgré une baisse sensible de la participation<sup>621</sup> et une forte reprise des hostilités. L'effet de démonstration à l'extérieur du Salvador, et en particulier aux États-Unis, est acquis : la victoire de José Napoleón Duarte se traduit par un assouplissement des positions du Congrès nord-américain, celui-ci approuvant en quelques mois une aide militaire supérieure à celle qui a été accordée pendant les quatre années antérieures<sup>622</sup>. Mais sur le plan intérieur, les deux victoires électorales successives du PDC aux présidentielles de 1984 et aux législatives et municipales de 1985 vont modifier la

---

qui a organisé d'importantes manifestations de paysans, obtient la reconnaissance des organisations paysannes, mais un droit de grève extrêmement limité.

<sup>620</sup> Les résultats de cette réorientation stratégique, déjà évoquée dans le chapitre précédent, se traduisent entre autres choses par la destruction, le 31 décembre 1983 et 1<sup>er</sup> janvier 1984, de la base de El Paraiso (300 morts, 200 blessés) ou celle du pont Cuscatlán, par lequel la route Panaméricaine traverse le Río Lempa. Les sources officielles salvadoriennes estiment en 1983 les pertes et désertions dans l'armée à près de 20 % des effectifs.

<sup>621</sup> Alors que l'abstention avait été de 21,5 % à l'élection constituante, elle se situe à 51 % pour le premier tour de la présidentielle, à 44 % au second et à 41 % pour les législatives de mars 1985.

<sup>622</sup> En 1984, l'aide votée est de 62 millions de dollars. Si la réélection de Ronald Reagan en 1984 va faciliter cette situation, le consensus bipartisan qui se dégage au Congrès sur le vote des crédits est d'autant plus remarquable que les démocrates sont majoritaires à la Chambre des Représentants pendant toute cette période et le deviennent également au Sénat à partir de 1986. Cf. KARL (Terry Lynn), « Imposing consent? Electoralism versus democratization in El Salvador », *op. cit.*, p. 26.

donne. En réouvrant la possibilité de la solution réformiste, évoquée au chapitre précédent, elles relèguent à un deuxième plan la stratégie institutionnelle inspirée par Washington.

Comme il a été évoqué plus haut, les deux stratégies sont parallèles pendant la Présidence Duarte. Avec l'échec des dialogues, l'essoufflement des réformes et le déclin de l'influence politique des chrétiens-démocrates, la solution institutionnelle réapparaît au devant de la scène en 1988-89. Cette résurgence est permise par l'évolution des institutions civiles mises en place par la stratégie nord-américaine<sup>623</sup>. Les trois premières élections n'ont pas conduit à la construction d'une démocratie réelle et à la résolution du conflit armé. Il est même possible d'affirmer qu'elles ont gelé pendant un temps toute possibilité de parvenir à un accord avec la guérilla. Elles établissent néanmoins un cadre propice à la construction d'une scène institutionnelle qui va perdurer et va s'imposer comme incontournable à terme dans les négociations à venir. « L'analyse des élections (de 1982, 1984, 1985) montre qu'elles ont évolué vers autre chose que l'exercice anti-démocratique de démonstration voulue par leurs commanditaires. Mais elles ne peuvent jouer pour autant le rôle d'élections 'fondatrices' qui caractérisent les démocratisations durables »<sup>624</sup>.

La continuité du rôle de l'élection comme garant de la construction d'une scène institutionnelle, même partielle, va être en réalité permise par un changement de « promoteur ». Les alternances de 1988 et 1989 ne conduisent pas seulement à des modifications au sein des pouvoirs législatifs et exécutifs ; elles désignent également les nouveaux garants de la continuité

---

<sup>623</sup> Un effet parallèle se déroule au sein de l'armée salvadorienne. L'assistance nord-américaine permet en effet à l'institution militaire de retrouver une homogénéité interne à partir d'une autonomie en matière de sécurité, d'une efficacité dans la lutte anti-insurrectionnelle, et de l'affichage d'un rôle plus légaliste. La mise en place de programmes d'actions civiques (en particulier dans le département de San Vicente et autour du volcan Guazapa) participe également de la modification du rôle de l'armée, bien que ces opérations n'aient eu qu'un succès assez limité. Malgré ces changements, l'armée salvadorienne demeure très fortement structurée sur les solidarités entre générations d'officiers sortis de l'Ecole Militaire (les *tandas*), et ce n'est qu'avec les Accords de Paix que l'on assiste à un renouvellement significatif. Comme l'analyse est davantage centrée sur les aspects politiques, l'évolution de l'armée salvadorienne pendant la guerre civile n'est pas davantage étudiée. Sur cette évolution, cf. WALTER (Knut), WILLIAMS (Philip), *Militarisation and demilitarisation in El Salvador's transition to democracy*. *op. cit.*

<sup>624</sup> KARL (Terry Lynn), « Imposing consent ? Electoralism versus democratization in El Salvador », *op. cit.*, p.13.



des institutions : au PDC, dont personne ne contestait les références démocratiques, va en effet succéder ARENA, parti de l'extrême droite salvadorienne, prônant à sa création une solution militariste de type putschiste, mais qu'une importante rénovation interne va conduire non seulement à accepter le jeu électoral et à y participer, mais à en devenir le principal acteur.

### 3) Une paradoxale légitimation : la transformation d'ARENA

Si la stratégie nord-américaine permet une progressive mutation de l'armée, et par-là contient les possibilités d'une victoire militaire du FMLN, sa plus grande réussite *a posteriori* se situe sur la scène électorale. Lors de la mise en place du calendrier électoral, puis surtout lors des élections de 1984 et 1985, l'administration nord-américaine avait affiché ouvertement ses préférences pour le PDC, en raison de sa virulente opposition à la figure de Roberto d'Aubuisson<sup>625</sup>. Pour de nombreux observateurs, la stratégie de Washington semblait se limiter à porter José Napoleón Duarte au pouvoir, tant ce dernier apparaissait comme le seul dirigeant politique capable de mettre en œuvre la démocratisation attendue de son pays, jouant ainsi par sa modération et son habileté politique un rôle fonctionnel dans la construction d'une scène politique consolidée dans un moment de transition démocratique<sup>626</sup>.

---

<sup>625</sup> L'opposition des États-Unis à Roberto d'Aubuisson s'est manifestée de façon visible par le refus de lui accorder un visa ou par le fait que les différents diplomates en poste au Salvador ont maintenu un discours constant de rejet (l'Ambassadeur Robert White l'a qualifié en 1982 d'« assassin pathologique » - cité in ROUQUIÉ (Alain), Guerres et paix en Amérique centrale. *op. cit.*, p.225 -, l'Ambassadeur Thomas Pickering et le sous-secrétaire à la Défense Fred Iklé de « fasciste » en décembre 1983 - cité in SHARPE (Kenneth), DISKIN (Martin), « Facing facts in El Salvador : reconciliation or war », World Policy Journal, 1, 3, printemps 1984, p.536). Lors de son voyage au Salvador en décembre 1983, George Bush, alors vice-président des États-Unis, a demandé la radiation de l'armée de 25 officiers soupçonnés d'activités paramilitaires et de violations des Droits de l'Homme.

<sup>626</sup> Ainsi Jeffrey J. Ryan cherche à étudier le cas salvadorien à partir des analyses théoriques sur le rôle des partis ou mouvements centristes dans la stabilisation de scènes politiques en construction et fortement polarisées, en montrant qu'au Salvador « l'apparition du centre (avec une aide extérieure substantielle) a été nécessaire pour produire la transition vers l'acceptation par tous des élections mais que l'existence a pu signifier un obstacle vers une évolution significative au-delà ce stade » ; la démocratie réformatrice proposée par le PDC a en somme « permis une transition vers, mais pas à, (*towards, though not to*) un système démocratique » (Cf. RYAN (Jeffrey), « Democratic transition and consolidation in a polarized system, the role of the center in El Salvador », Party Politics, 3, 2, 1997, p.185.). Cette situation, et le déclin électoral postérieur du PDC dans le cadre particulier de la construction d'une scène politique démocratique, lui permet d'ébaucher une rapide comparaison avec le rôle joué par la UCD d'Adolfo Suárez en Espagne pendant la transition démocratique et sa postérieure disparition du paysage politique. Ce dernier constat,

La déliquescence et la corruption qui minent le pouvoir chrétien-démocrate à partir de 1987, la maladie et l'effacement du Président, et la guerre de succession qui déchire le parti, constituent autant d'éléments qui paraissent obérer l'ensemble de la stratégie nord-américaine. La victoire attendue d'ARENA aux élections sert de présage à l'échec de la construction d'une scène politique stable et démocratique, le remplacement de Roberto d'Aubuisson par Alfredo Cristiani comme président du parti et candidat à l'élection présidentielle étant interprété comme un simple changement de façade<sup>627</sup>.

Pourtant l'évolution essentielle ne se situe pas au sein de la formation démocrate-chrétienne dont l'existence est extrêmement liée à la figure de José Napoleón Duarte, mais bien plutôt au sein d'ARENA, dont la mutation reflète les changements structurels qui affectent l'oligarchie pendant la guerre, capable désormais de représenter une alternative et de capter un électorat large et diversifié.

ARENA apparaît publiquement dans la vie politique salvadorienne en 1981. L'intention initiale de ces fondateurs est de constituer un groupe politique en mesure de représenter directement les intérêts de l'oligarchie terrienne, éventuellement par le recours aux armes, dans une entreprise inédite au Salvador depuis 1932. Les volontés développementalistes de certains officiers, et le rôle de plus en plus affirmé de l'État, et donc de l'armée, dans les années soixante-dix, avaient perturbé l'entente implicite entre l'armée et le secteur privé, mais sans réellement les

---

au-delà d'un parallélisme intéressant, survalorise néanmoins le contexte de la transition, et en particulier le rôle modérateur des partis de centre dans une circonstance polarisée et sous-estime fortement la faiblesse historique de l'implantation politique du centre, inexistant en Espagne avant la transition, récent au Salvador.

<sup>627</sup> De nombreuses analyses datant de 1988 et 1989 témoignent d'une interprétation de la défaite des démocrates-chrétiens comme celle de l'échec de la stratégie nord-américaine de construction d'une scène politique, augurant d'un raidissement du conflit. Pour un exemple, cf. SMYTH (Franck), « Consensus or crisis? Without Duarte in El Salvador », *Journal of Interamerican studies and world affairs*, 30, 4, hiver 1988-89, p.29-52. Dans ces travaux, l'évolution d'ARENA est ignorée ou sous-évaluée et les vertus démocratisantes de la Présidence Duarte souvent surestimées. Au niveau de la politique interne nord-américaine, cette situation se traduit par le fait qu'après la victoire électorale d'Alfredo Cristiani, les démocrates font voter au Congrès une demande de conditionnalité de l'aide au Salvador qui n'existait plus depuis 1984. Parmi les rares travaux qui s'intéressent à ce moment-là l'évolution interne d'ARENA et à sa capacité à rallier un électorat plus large, cf. MILES (Sara), OSTERTAG (Bob), « D'Aubuisson's new Arena », *NACLA Report on the Americas*, 23, 2, juillet 1989, p.14-39.

remettre en cause. Pendant cette période, il n'a pas existé de parti politique représentant *stricto sensu* l'oligarchie terrienne, celle-ci s'exprimant seulement au travers d'organismes patronaux. Le coup d'État d'octobre 1979 bouleverse profondément cette situation<sup>628</sup>. Pour la première fois depuis les années trente, l'oligarchie traditionnelle ne voit plus dans l'armée la garantie de la représentation et de la protection de ses intérêts face à ce qu'elle considère comme une menace, le développement des organisations populaires puis de la guérilla.

Une partie d'entre elle va dès lors s'atteler à la formation d'un mouvement qui puisse jouer un rôle à la fois politique et paramilitaire, financé par les contributions des grands propriétaires, en mesure de remplacer la fonction assurée par l'armée, à la fois la protection des biens, et en particulier des terres, et la répression contre les organisations populaires. Cette continuité va être assurée par la collusion directe entre les organismes de sécurité, de renseignement et d'encadrement mis en place par l'armée à la fin des années soixante-dix, et en particulier de la ORDEN et de ANSESAL<sup>629</sup>, voire certaines unités de l'armée, et les nouvelles milices mises en places, connues de manière générique comme les Escadrons de la Mort<sup>630</sup>. L'aspect sécuritaire se double assez rapidement de la constitution d'un parti politique, ARENA, face à l'annonce par la junte de l'organisation des élections constituintes. Les références idéologiques du nouveau parti le situent clairement à l'extrême droite, avec un discours très nationaliste, très virulent contre le communisme, et la gauche en général, mais également contre toute forme d'interventionnisme de l'État en matière économique et sociale, et donc également opposé au réformisme démocrate-

---

<sup>628</sup> Le coup d'État ne fait que cristalliser une situation déjà tendue. En mai 1979, le Président Romero avait annoncé aux représentants du secteur privé que face à la dégradation de la situation, l'armée n'était plus en mesure d'assurer la protection de tous.

<sup>629</sup> L'ANSESAL était l'organisme chargé des questions d'intelligence et sécurité intérieure, dépendant directement du Président. Roberto d'Aubuisson en a été un de ses principaux animateurs à la fin des années soixante-dix.

<sup>630</sup> Cette appellation recouvre en réalité une myriade de groupes aux dénominations diverses, certains à caractère semi-légal, d'autres clandestins. Leur période d'activité la plus intense couvre les mois qui séparent le coup d'État d'octobre 1979 du lancement de l'insurrection par le FMLN, ainsi que l'année 1989, mais ils seront actifs jusqu'en 1992. Roberto d'Aubuisson en est la tête visible en 1979-80, période pendant laquelle il dénonce publiquement à la télévision les ennemis à abattre. Il y a ensuite un rôle plus discret.

chrétien, valorisant la propriété privée, la réussite individuelle, et prônant la solution militaire comme seule voie de résolution possible du conflit interne<sup>631</sup>.

La participation aux élections constituintes de 1982 ne témoigne en rien de la conversion des dirigeants d'ARENA aux vertus du respect du suffrage et du pluralisme politique, mais bien plutôt d'une stratégie qui combine action politique et recours à la terreur. Les bons résultats électoraux obtenus, en particulier dans les zones rurales et de forte présence militaire, témoignent du fait que le parti a réussi son implantation à la droite de l'échiquier politique, en s'imposant sur le PCN, et en apparaissant comme un parti capable de rallier le vote « officialiste »<sup>632</sup>. Pendant la Constituante, ARENA continue à s'affirmer comme un acteur incontournable, et parvient à limiter la volonté réformiste du PDC, en particulier sur les questions agraires. Malgré, ou à cause, de ses liens directs avec les Escadrons de la Mort, Roberto d'Aubuisson, après avoir été élu Président de la Constituante, s'impose comme le candidat naturel à la présidentielle.

Pourtant à l'issue du premier cycle électoral, le constat est plus tempéré. Sur les trois consultations, et malgré la baisse de la participation, ARENA obtient des résultats d'une remarquable stabilité (29,5 % à la Constituante de 1982, 29,8 % au premier tour de la présidentielle de 1984, 29,7 % aux législatives de 1985), mais qui reflètent également sa difficulté à aller au-delà de son électorat initial. L'élection présidentielle de 1984 s'est jouée sur un choix réel, bien que limité, entre une recherche du dialogue et de réforme et l'option militariste défendue par ARENA. Elle s'est traduite par un clair rejet de cette dernière<sup>633</sup>. Les

---

<sup>631</sup> La création d'ARENA a lieu clandestinement au Guatemala en mai 1981, sa première réunion publique au Salvador ayant lieu le 30 septembre ; le contenu idéologique et les symboles partisans d'ARENA ont été directement inspirés par le dirigeant de l'extrême droite guatémaltèque, Mario Sandoval, et de son mouvement le MLN, ainsi que par les secteurs les plus conservateurs de la droite du Parti républicain nord-américain. C'est à cette occasion que Roberto d'Aubuisson réapparaît publiquement.

<sup>632</sup> Le vote « officialiste » est considéré en Amérique latine comme celui qui se porte sur les candidats présentés ou appuyés par le gouvernement et/ou les militaires au pouvoir.

<sup>633</sup> Alors que la droite était majoritaire au premier tour, José Napoleón Duarte s'impose sur Roberto d'Aubuisson au second tour avec 53,6 % des voix.

élections législatives de 1985 confirment que la droite est confinée jusqu'à la consultation suivante au rôle d'opposant, sans pouvoir peser sur les réformes annoncées.

L'autre ressource employée jusqu'alors par le parti de Roberto d'Aubuisson montre également ses limites : lorsque les dirigeants d'ARENA ont voulu faire jouer leur proximité avec certains officiers, la démarche s'est révélée beaucoup moins productive que pendant la période des juntes, les États-Unis exerçant une pression de plus en plus forte sur l'armée pour mettre fin aux pratiques les plus visibles de violation des Droits de l'Homme<sup>634</sup>. La distance entre le commandement de l'armée et ARENA devient évidente à l'issue de l'annonce des résultats des élections législatives de 1985, et de la majorité absolue obtenue par le PDC : face aux accusations de fraude d'ARENA et du PCN à l'encontre des démocrates-chrétiens, l'armée fait savoir publiquement que le résultat des élections doit être respecté, qu'elle n'interviendra pas, et qu'elle regrette les effets des divisions partisans dans un contexte de conflit interne.

Cette double limitation du projet initial va conduire la direction du parti à une remise en cause assez importante de sa stratégie et de son positionnement. Mais l'évolution ne se réalise pas dans le sens de la contestation des élections, au contraire. « Le moment électoral a montré les larges limites institutionnelles que la droite ne pourra pas facilement franchir, car en y obtenant un relatif succès, elle a perdu l'intérêt de transgresser les règles. Une des causes souterraines de la tendance prétorienne au Salvador, la peur durable de la droite que la possibilité d'élections libres signifierait une perte de contrôle définitive du gouvernement, se retrouve ainsi neutralisée »<sup>635</sup>. En septembre 1985, Roberto d'Aubuisson cède sa place à Alfredo Cristiani

---

<sup>634</sup> L'épisode de la mutinerie du lieutenant-colonel Ochoa, évoqué plus haut, s'inscrit dans cette ligne. De même au début de son mandat, José Napoleón Duarte obtient de l'armée l'éloignement de certains officiers connus pour leur proximité avec les Escadrons de la Mort, dont en particulier le colonel Nicolas Carranza, qui avait été Vice-Ministre de la Défense après le coup d'État d'octobre 1979 puis directeur d'ANTEL à partir de décembre 1980, et qui dirigeait alors la *Policia de Hacienda*, connue pour son action antisubversive. Malgré une réduction du nombre d'actions visibles de violation des Droits de l'homme, ces mutations ne touchent que les officiers les plus en vue.

<sup>635</sup> BALOYRA (Enrique A.), « Salvaging El Salvador », *Journal of democracy*, 3, 2, avril 1992, p.74. L'auteur fait remarquer que ce n'est qu'à partir de l'élection d'Alfredo Cristiani en 1989 qu'ARENA cesse de contester les résultats des élections, mais également d'inciter à la fraude.

comme Président d'ARENA. Formé aux États-Unis, diplômé de Georgetown, il a su développer et diversifier les affaires d'une prestigieuse famille ayant fondé sa prospérité sur la transformation du café (les Cristiani-Burkard). Le nouveau dirigeant d'ARENA semble être l'antithèse de l'ancien major, responsable des services secrets puis tête visible des Escadrons de la Mort. Le parti oriente désormais son discours vers une critique de la gestion du PDC, en particulier sur la corruption et la récession, prône une solution économique à la chilienne, fondée sur une profonde réforme de type néolibéral et se montre plus pragmatique dans sa relation avec l'armée et avec les États-Unis.

La stratégie s'avère payante, le parti dépassant largement le palier atteint en 1985. Aux élections législatives de mars 1988, ARENA remporte 48,1 % des voix, et détient, en alliance avec le PCN, la majorité absolue à l'Assemblée. Un an plus tard, un seul tour suffit à Alfredo Cristiani, avec 53,8 % des voix, pour être élu Président. Dans un contexte de baisse de la participation<sup>636</sup>, les positions occupées par ARENA et par le PDC s'invertissent, non seulement comme parti dominant mais aussi dans la composition de leur électorat : ARENA rallie un vote urbain, de classes moyennes, alors que le PDC réalise ses meilleurs résultats dans les départements ruraux.

---

<sup>636</sup> Le taux d'abstention y a atteint respectivement 55 et 57 %. Cela signifie qu'un tiers des votants de 1982 n'a pas participé à ces élections.

**Tableau 6 : Résultats des élections au Salvador 1988 - 1991**

Le nombre de voix est indiqué en milliers

**20 MARS 1988**

**Élections législatives**

Abstention: 55 %

Parti	Voix	%	Sièges
ARENA	448	48,1	31*
PCN	79	8,5	*
divers droite**	78	8,3	7
PDC	327	35,1	22

\*: coalition ARENA PCN

\*\* : AD (16 - 1,7 %), PAR (5 - 0,5 %), POP (2 - 0,2 %), PAISA (20, 2,1 %), Liberación, (35 - 3,8 %)

**19 MARS 1989**

**Élections présidentielles**

Abstention: 57 %

Candidat (Parti)	Voix	%
A. CRISTIANI (ARENA)	505	53,8
divers droite*	22	2,3
(PCN)	38	4,1
F. CHAVEZ MENA (PDC)	338	36,0
G. UNGO (CD)	128	3,8

\*: AD (4 - 0,5 %), MAC (9 - 1 %), UP (4,6 - 0,5 %), PAR (3 - 0,3 %).

**10 MARS 1991**

**Élections législatives**

Abstention: 52 %

Parti	Voix	%	Sièges
ARENA	466	44,3	39
divers droite*	41	3,9	1
PCN	95	9,0	9
PDC	294	28,0	26
CD	128	12,1	8
UDN	28	2,7	1

\*: AD, MAC

Le contexte institutionnel joue certes un rôle dans cette évolution. Mais l'ascension d'ARENA ne peut être comprise seulement comme un virage tactique dans un contexte mouvant, le changement du parti reflétant une importante mutation au sein des élites économiques salvadoriennes<sup>637</sup>. Si l'expression des « quatorze familles » rendait surtout compte d'une représentation, il n'en demeure pas moins que l'élite économique salvadorienne continuait à être extrêmement concentrée.

Pourtant des divisions importantes la traversent. Dans la culture du café, qui reflète de manière exemplaire une situation plus globale, tant ce secteur demeure socialement et économiquement essentiel pour le pays, apparaît, dès le début des années soixante, une différenciation entre grands propriétaires concentrés sur la seule production du café, regroupés au sein de la traditionnelle *Asociación Salvadoreña del Café* fondée en 1929, et propriétaires, souvent de taille moins importante, qui intégraient dans leurs activités la transformation et l'exportation du café, au sein de la *Asociación Salvadoreña de Beneficiadores y Exportadores de Café*, créée en 1961. De manière symptomatique cette représentation corporative rassemble des transformateurs du café issus de familles d'immigration plus récente au Salvador, et dont les activités économiques sont plus diversifiées dans l'agro-industrie, le commerce ou l'industrie<sup>638</sup>.

L'ensemble du secteur souffre des effets conjugués de la guerre et des politiques réformistes du Président Duarte<sup>639</sup>, auxquels s'ajoute une piètre conjoncture internationale, avec

---

<sup>637</sup> L'analyse de la guerre civile au Salvador, centrée sur la stratégie de l'administration Reagan, sur l'évolution de l'action du FMLN, ou sur l'aspect électoral a généralement sous-valorisé les changements sociaux du pays pendant la guerre et leurs effets sur chacun des acteurs en présence. Les quelques travaux existants concernent essentiellement l'élite économique, et en particulier l'oligarchie terrienne, et ont été présentés dans la fin du chapitre 2.

<sup>638</sup> Cette distinction a été mise en lumière en particulier par Jeffery Paige, qui évoque la différence entre « *agro-industrialists* » et « *agrarians* ». Cf. PAIGE (Jeffery), *Coffee and power, Revolution and the rise of democracy in Central America*, *op. cit.*, et en particulier le chapitre 6 (p.187-218).

<sup>639</sup> Bien que la réforme agraire n'ait affecté les producteurs de café que de manière marginale (les terres susceptibles d'être expropriées au titre de la phase I de la réforme et utilisées pour la production de café ne représentent que 10 % de l'ensemble des terres consacrées à cette culture), le gouvernement Duarte nationalise le secteur financier et exportateur, et met en place l'INCAFE, institut d'État chargé de la commercialisation du café, ce qui enlève une part importante de leurs excédents tant aux producteurs qu'aux transformateurs. Par ailleurs, l'incertitude créée par la réforme agraire et le climat de violence conduit de nombreux producteurs à négliger le renouvellement de leurs cultures, voire de leur production, et à vendre ou parcelliser leurs terres.



une baisse des cours internationaux pendant toute la période, et une sévère épidémie de *roya*. Pendant la décennie quatre-vingt, la production de café diminue de 15 %, les exportations de 30 % en volume entre 1982 et 1987. La part du café dans les exportations de biens du pays frôle les 50 % entre 1970 et 1979, dépasse les 60 % entre 1980 et 1986, pour diminuer rapidement après, et ne représenter que 25 % en 1992. De même la valeur des exportations de café qui représente 300 millions de dollars au début de la guerre, augmente jusqu'à 560 millions en 1985 puis diminue très fortement pour ne plus représenter que 160 millions en 1991. Sixième exportateur mondial de café en 1982, le Salvador régresse tout au long de la décennie<sup>640</sup>.

Pourtant les effets n'atteignent pas de même manière producteurs et transformateurs<sup>641</sup>. Les premiers sont les plus affectés par la réforme agraire, même si elle est limitée en ce qui concerne le café, parce que la taille de leurs propriétés les rend susceptibles d'être expropriés. Ils sont également les grands perdants dans la création d'INCAFE, les nouvelles modalités de commercialisation ayant introduit des prix d'achat relativement bas et une fiscalité pesant essentiellement sur les producteurs, tout en conservant une relative autonomie au secteur transformateur ; celui-ci a bénéficié, lorsque cela a été le cas, et contrairement aux grands propriétaires terriens, d'excellentes conditions financières d'expropriation. Il n'a souffert que très marginalement de la concurrence du nouvel organisme<sup>642</sup>.

---

<sup>640</sup> Cette évolution se fait essentiellement au profit des pays voisins, dans un premier temps du Costa Rica, à plus long terme du Guatemala et du Honduras. Entre 1982 et 1992, les exportations de café doublent en volume au Guatemala, augmentent de 50 % au Honduras et au Costa Rica, alors qu'elles stagnent au Salvador, et diminuent de 50 % au Nicaragua. Entre 1982 et 2001 la part de l'ensemble de l'Amérique centrale dans les exportations mondiales de café est à peu près constante (entre 12 et 15 %) et comparable à celle de la Colombie (2<sup>e</sup> exportateur mondial jusqu'à la fin des années 1990). Le Salvador représente 30 % des exportations de café de l'ensemble de l'Amérique centrale en 1982, 24 % de 1987 à 1992, 17 % en 1997 et 14 % en 2001, le Guatemala passe dans le même temps de 23 à 33 %, le Honduras de 15 à 25 %. Voir le tableau reproduit en annexes.

<sup>641</sup> Pour une analyse détaillée des effets différenciés de la guerre sur les deux secteurs de l'élite, voir, en plus des travaux d'Elizabeth Wood et de Jeffery Paige, déjà cités, ceux d'Ana Sofia Cardenal : CARDENAL (Ana Sofia), « Elites agrarias, estructura económica y transición hacia la democracia en El Salvador », Revista CIDOB d'Afers Internacionals, 34-35, décembre 1996, p.125-147, CARDENAL (Ana Sofia), « La variable 'élite agraria' en la transición salvadoreña hacia la democracia », Politeia, 21, 1998, p.107-140 et CARDENAL (Ana Sofia), La democracia y la tierra, cambio político en El Salvador. Madrid : CIS, Siglo XXI, 2002, 162 p.

<sup>642</sup> Alors que le prix payé aux producteurs diminue d'un quart entre 1980 et 1986, les transformateurs maintiennent un quasi contrôle du marché intérieur : censée à la fois transformer et commercialiser le café, l'activité d'INCAFE

Si l'évolution du secteur du café est hautement symbolique, du fait du rôle joué par cette culture dans le développement agricole du pays, elle s'inscrit plus largement dans un contexte global de lent déclin de l'agro-exportation dans son ensemble, dont la part dans le PNB diminue constamment<sup>643</sup>, phénomène renforcé par la baisse relative dans les années quatre-vingt des exportations face à deux autres modalités de financement de l'économie salvadorienne, l'aide financière des États-Unis et surtout les transferts familiaux envoyés par les travailleurs émigrés aux États-Unis<sup>644</sup>. Or ces deux types de sources de financement ont profité particulièrement aux élites économiques présentes dans les secteurs industriels et commerciaux<sup>645</sup>.

L'ensemble de ces modifications n'est pas sans effet sur la représentation politique de ces deux groupes et leur influence sur la vie politique salvadorienne. Au début des années quatre-vingt, ce sont essentiellement les producteurs et grands propriétaires qui sont à l'origine de la création d'ARENA<sup>646</sup>. Affaiblis par la conjoncture économique, absents pour la plupart du pays, ils ne représentent plus le secteur le plus dynamique au sein de l'élite économique, puisqu'ils sont progressivement remplacés par les agro-industriels. Le remplacement de Roberto d'Aubuisson par Alfredo Cristiani à la tête du parti en septembre 1985 n'est que le reflet de cette évolution. Ce sont les dirigeants agro-industriels, commerciaux et industriels qui organisent avec

---

est très rapidement handicapée par un haut niveau d'incompétence et de corruption. La part du café transformé par INCAFE passe de 28 % en 1980 à 4 % en 1983, remonte pendant la Présidence Duarte jusqu'à 12 %, puis s'effondre.

<sup>643</sup> Alors que la part de l'agriculture d'exportation (café, coton, sucre, non transformés) dans le PNB se situait autour de 15 % au début des années soixante-dix, et progresse au niveau record de 25 % en 1977 (du fait d'une très forte hausse des cours mondiaux du café), elle se situe autour de 20 % au début de la guerre civile et diminue jusqu'à moins de 5 % en 1992. Cette diminution se fait essentiellement au bénéfice du commerce (25 % au début de la guerre, près de 40 % à la fin), la part de l'industrie demeurant stable (entre 15 et 20 %). Cf. WOOD (Elisabeth J.), *Forging democracy from below*, *op. cit.*, p.56.

<sup>644</sup> Même si pendant toute la durée de la guerre les capitaux provenant des exportations demeurent plus importants que les deux autres sources de revenus mentionnées, celles-ci croissent considérablement et compensent en partie la chute de près de 50 % des revenus des exportations. En 1992, l'année de la signature de la paix, les transferts familiaux deviennent plus importants que les exportations (respectivement 686 contre 598 millions de dollars).

<sup>645</sup> Les transferts familiaux ont favorisé une consommation de produits de première nécessité ainsi que de produits intermédiaires, et dans une moindre mesure l'immobilier, l'aide nord-américaine a été captée par l'industrie locale ou bien par le secteur commercial qui a largement profité de la très nette hausse des importations (stabilisées à un niveau de 1 milliard de dollars par an jusqu'en 1988, leur valeur annuelle double à partir de 1989). Cette évolution a été relayée dans les années suivant la signature des Accords de paix par la politique d'ouverture commerciale et de promotion des exportations des administrations Cristiani puis Calderón Sol.

succès le *lock-out* national contre la politique économique du gouvernement en janvier 1987. Ce sont eux qui sont à l'initiative de la création de FUSADES qui s'impose très rapidement comme le *think tank* pour la mise en œuvre des réformes néolibérales, dont la pleine efficacité ne pourra être atteinte que dans un contexte pacifié<sup>647</sup>. Ce sont eux enfin qui entourent Alfredo Cristiani dans son équipe de gouvernement<sup>648</sup>. Néolibéral sur le plan économique, ce secteur de l'élite salvadorienne s'accommode sans encombre des procédures électorales mises en place depuis 1982 d'autant plus que c'est par ce biais qu'il a accédé au pouvoir. La démocratie représentative et le pluralisme politique sont acceptés, ainsi que l'éventuelle participation politique de la gauche, tant que cela ne suppose ni réformes approfondies ni remises en causes structurelles<sup>649</sup>. Cette vision est d'ailleurs confortée par l'évolution des dirigeants civils du FDR, leur retour au Salvador et leur participation aux élections, fait qui donne une concrétisation réelle aux affirmations réitérées selon lesquelles les élections étaient ouvertes à la participation de tous<sup>650</sup>.

Au lendemain de son élection, Alfredo Cristiani est en position de force pour annoncer une relance des négociations. Le secteur dominant des élites a non seulement « réorienté ses

<sup>646</sup> Quelques grandes familles ont financé, depuis Miami ou le Guatemala, la formation et l'activité à la fois d'ARENA et des Escadrons de la Mort.

<sup>647</sup> La *Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social* a été créée en 1983 par un ensemble de dirigeants économiques, agro-industriels, industriels et commerçants, comme une instance de réflexion et d'étude sur l'économie salvadorienne. Les producteurs agricoles y sont extrêmement minoritaires (11 sur les 248 membres fondateurs), et aucune des grandes familles de ce secteur n'y est présente. Face aux difficultés économiques et aux velléités redistributives du Président Duarte, l'administration Reagan va décider de canaliser une grande partie de l'aide économique à travers FUSADES, qui va recevoir de l'US-AID et de l'Ambassade des États-Unis au Salvador plus de 100 millions de dollars entre 1984 et 1992 (sur ces chiffres cf. STAHLER-SHOLK (Richard), « El Salvador's negotiated transition : from low-intensity conflict to low-intensity democracy », *op. cit.*, p.39). FUSADES devient à la fin des années quatre-vingt le lieu de formation et de socialisation d'experts dont une grande partie constituera les cadres du gouvernement Cristiani.

<sup>648</sup> C'est ainsi que l'on retrouve parmi les proches d'Alfredo Cristiani, des hommes comme Roberto Llach Hill ou Miguel Angel Salaverria, Ambassadeur à Washington.

<sup>649</sup> Dans les entretiens rapportés par Jeffery Paige, et réalisés avant la fin de la guerre, l'auteur montre combien de nombreux dirigeants de ce secteur de l'élite ne sont pas défavorables à la participation d'un FMLN démobilisé aux élections, mais à condition que les négociations visant à cette réinsertion politique ne supposent ni réformes de l'armée, ni discussions sur les Droits de l'homme, ni évidemment des réformes de type socio-économique. Cf. PAIGE (Jeffery), *Coffee and power, Revolution and the rise of democracy in Central America*, *op. cit.*

<sup>650</sup> Ce retour, évoqué dans le chapitre antérieur, a lieu en novembre 1987. Dans un contexte particulièrement difficile, Guillermo Ungo et Rubén Zamora fondent *Convergencia Democrática*. Leur candidature à l'élection présidentielle de mars 1989 conforte les dirigeants d'ARENA dans leur stratégie : en ralliant 3,8 % des voix Guillermo Ungo ne constitue en rien une menace pour Alfredo Cristiani.

intérêts principaux vers les activités dopées par les transferts familiaux, commerce, services financiers, bâtiment, immobilier (et ...) n'est dès lors plus lié à une agriculture fondée sur le contrôle d'une main d'œuvre bon marché » mais de plus « contrôle non seulement un nouvel appareil pour la représentation des élites mais surtout le gouvernement du Salvador »<sup>651</sup>, ce qui permet de reconsidérer la possibilité de négociations sous un autre angle que celui de la seule visibilité recherchée par un José Napoleón Duarte. Cela ne signifie pas pour autant que l'ensemble des élites salvadoriennes partage l'idée que la seule solution passe par des négociations, loin de là. Mais pendant cette période, une préférence pour une résolution rapide de la situation interne se généralise effectivement au sein des secteurs émergents de l'élite. La position du nouveau Président et de ceux qui l'entourent est confortée par trois facteurs concordants, la perception d'un affaiblissement du FMLN, du fait de la réorientation de sa stratégie<sup>652</sup>, la préférence croissante de l'administration nord-américaine pour une solution négociée<sup>653</sup>, et la montée de l'opposition à la poursuite de la guerre dans l'opinion publique<sup>654</sup>.

---

<sup>651</sup> Cf. WOOD (Elisabeth J.), *Forging democracy from below*, *op. cit.*, p.77. Comme le fait remarquer l'auteure, les transitions en Amérique latine ont conduit dans bien d'autres cas à des reconfigurations au sein des élites favorisant celles qui se structuraient le mieux au modèle néo-libéral et à l'ouverture commerciale ; ce qui apparaît exceptionnel dans le cas salvadorien est que la transition a été l'occasion de la formation du nouveau secteur dominant au sein de l'élite, et que celui-ci contrôle pleinement les domaines économiques et politiques.

<sup>652</sup> Le regroupement de forces et l'orientation de ses actions vers des formes plus conventionnelles opéré vers la fin 1983 a permis au FMLN d'entreprendre des actions d'envergure (attaques contre la base de La Unión en octobre 1985, contre la garnison de El Paraiso en avril 1987) mais l'a rendu plus vulnérable aux attaques d'une armée mieux entraînée à la lutte anti-insurrectionnelle, ce qui a augmenté les pertes et affaibli certaines structures de la guérilla. A partir de 1986, le FMLN retrouve une stratégie insurrectionnelle plus classique, tout en généralisant ses opérations à l'ensemble du pays, touchant la capitale et les départements de l'ouest, jusque là épargnés. Il réoriente ses actions sur la déstabilisation du gouvernement (assassinats ou enlèvements de maires pour empêcher l'exercice local du pouvoir, pratique croissante du sabotage économique par la destruction d'infrastructures et de récoltes ou l'organisation de grèves du transport). Le gouvernement et les conseillers nord-américains interprètent l'absence d'actions d'envergure comme un signe de faiblesse et considèrent que le sabotage économique conduira inexorablement à l'affaiblissement du soutien populaire à la guérilla.

<sup>653</sup> L'arrivée à la Maison Blanche de George Bush en janvier 1989 et l'évolution du contexte international, vont conduire la nouvelle administration à une position beaucoup plus pragmatique à l'égard du Salvador. En juin 1988, l'Ambassadeur Edwin Corr prévenait le Secrétariat d'État des dangers de promouvoir de manière prématurée une solution négociée. Mais dès le début 1989, le ton change. En février 1989, James Baker rend compte d'une position favorable à la négociation de la participation conditionnée du FMLN aux élections de 1989. Le nouvel Ambassadeur à San Salvador, William Walker, affiche en septembre des convergences entre Alfredo Cristiani et l'administration nord-américaine sur la nécessité de rechercher une solution négociée. Cette position nouvelle de Washington apparaît publiquement après l'offensive du FMLN. Un certain nombre de déclarations en ce sens apparaissent *in* BYRNE (Hugh), *El Salvador's civil war, a study of revolution*. Boulder : Rienner, 1996, p.174-175.

La solution institutionnelle pour la résolution de la guerre civile au Salvador passait par la construction d'une scène politique stabilisée et pacifiée, sanctionnée par des élections régulières. Les élections se sont affirmées comme le lieu de l'affrontement entre les différentes options politiques non armées, depuis ARENA jusqu'à la gauche « civile » des anciens dirigeants du FDR, et permettent une alternance indiscutée. Mais elles semblent déboucher également sur la période d'affrontement armé le plus intense depuis 1981. À l'image de la situation colombienne, la solution institutionnelle n'est pas parvenue à remplir l'objectif qui lui était assigné par ses concepteurs, mais forge néanmoins un cadre qui ne pourra plus être remis en cause. Incapables par elles-mêmes de résoudre le conflit, les élections, principal instrument pérenne de la solution institutionnelle, constituent néanmoins une amorce inachevée de la construction d'un régime démocratique, et parviennent « à institutionnaliser l'incertitude pour une partie du spectre politique »<sup>655</sup>.

Pour assurer son arrivée au pouvoir, ARENA a accepté les règles de la scène électorale. Dans les négociations qui vont s'amorcer, le FMLN va exiger et obtenir des améliorations du cadre institutionnel, mais la pratique des élections depuis 1982 ne permet plus de remettre en question ni les fondements ni les acquis de la scène institutionnelle.

---

<sup>654</sup> Les sondages réalisés par le seul institut de sondage salvadorien crédible (l'IUDOP de la *Universidad Centroamericana*) rendent compte à partir de 1988 (et à l'exception de ceux effectués peu après l'offensive de décembre 1989) d'une hausse significative et constante de l'opinion favorable à la recherche d'une solution négociée. Certains résultats de ces sondages sont reproduits in RYAN (Jeffrey), « Democratic transition and consolidation in a polarized system, the role of the center in El Salvador », *op. cit.*, p.181-182. Pour une analyse intégrant les différents changements de perception des principaux acteurs, voir l'analyse d'Edwin Corr, qui fut ambassadeur des États-Unis au Salvador, in CORR (Edwin), « Social transformation for peace in El Salvador », *Annals of the American Academy of Political and Social Sciences*, 541, septembre 1995, p.144-156.

<sup>655</sup> STAHLER-SHOLK (Richard), « El Salvador's negotiated transition : from low-intensity conflict to low-intensity democracy ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 36, 4, hiver 1994, p.5.

## **CHAPITRE 6 : L'INSCRIPTION DE LA DEMOBILISATION DE LA GUERILLA COLOMBIENNE DANS UN PROCESSUS DE REFORME DES INSTITUTIONS POLITIQUES**

L'enlèvement d'Alvaro Gómez en Colombie en mai-juillet 1988 et l'offensive du FMLN en novembre-décembre 1989 apparaissent dans les deux pays, avec les évidentes différences d'intensité armée dans les conflits, comme les moments significatifs d'une évolution de la relation entre gouvernements et mouvements révolutionnaires armés. Les événements par eux-mêmes n'ont pas de signification s'ils ne sont pas resitués dans les contextes historiques qui les ont produits et dans la continuité temporelle dans laquelle ils s'inscrivent. Si les deux faits ont été ici choisis comme moments charnières, ce n'est pas par leur importance en eux-mêmes, mais parce qu'ils vont être l'occasion d'une évolution des acteurs en présence, du fait des impasses auxquelles ont conduit les stratégies déployées jusqu'alors et de la nécessité d'entamer des négociations réelles pour parvenir à une solution du conflit interne. Dans la perspective privilégiée dans ce travail, ce troisième moment doit être compris comme le dépassement des stratégies mises en œuvre auparavant pour parvenir à une solution, qu'il s'agisse des ouvertures du dialogue national et de la rencontre directe entre Présidents et commandants des guérillas, ou des politiques de légitimation des régimes, au moyen de programmes de développement ou de la construction d'une scène politique stabilisée.

Opposées dans les programmes d'action choisis, les politiques antérieures avaient pour point commun l'idée qu'il était possible de réduire la menace révolutionnaire non seulement par les armes, mais également en partant des modalités d'action dont dispose le régime lui-même. Il s'agissait de répondre aux insuffisances relevées par les mouvements révolutionnaires, la fermeture politique à une expression contestataire et/ou des inégalités socio-économiques. Le but

recherché était la réduction du soutien populaire dont pouvaient se prévaloir les mouvements révolutionnaires, en orientant leurs bases sociales potentielles vers un soutien au régime. Par-delà les visions classiques de la lutte anti-insurrectionnelle, ces politiques avaient un double but : légitimer les régimes en place au regard des normes internationales en matière de démocratie et de respect des Droits de l'homme, dans un moment où la région connaissait des transitions élevant le niveau d'exigence des procédures démocratiques<sup>656</sup>, et stabiliser au niveau politique et social des pays dans le contexte de la diffusion généralisée du modèle économique néolibéral.

Remettre en cause les stratégies des deux moments antérieurs a pour conséquence de renoncer à leur fondement commun, et à l'idée qu'il n'est pas possible de réduire la menace constituée par les mouvements révolutionnaires, ni par la voie militaire, ni par les mécanismes institutionnels. Avant même de permettre la reconnaissance que l'ennemi militaire d'hier puisse devenir l'adversaire politique de demain, la négociation suppose que les deux parties en présence acceptent que les stratégies déployées jusqu'alors pour éliminer l'autre ne soient pas parvenues au but recherché. Le défi est de taille pour les guérillas : concevoir la négociation comme une solution au conflit ne suppose pas simplement de renoncer à terme à la lutte armée dans une perspective révolutionnaire, mais également de consentir à une forme substantielle de changement de modes d'action, de renoncer à la nature même du mouvement, en tant qu'organisation armée<sup>657</sup>. Pour le gouvernement en place le défi n'en est pas moins important. Sa nature en tant que tel n'est pas remise en cause ; mais négocier avec la guérilla suppose la

---

<sup>656</sup> Ce contexte s'applique évidemment dans le cas salvadorien, et rend illusoire le caractère démocratique du calendrier électoral mis en place en 1982 ; il joue également pour la Colombie, où les limites des rouages démocratiques mais vieillissants de la Constitution de 1886 et de ses amendements favorisant la continuité bipartisane, apparaissaient de plus en plus évidentes.

<sup>657</sup> Comme cela a été signalé dans les chapitres antérieurs, l'éventualité ne fait pas partie du domaine du possible pour les guérillas, leur renonciation à la lutte armée n'étant envisagée qu'en cas de renversement du régime. D'autre part, le retour à des modalités d'action politiques non armées, à travers leur transformation, soit en partis politiques soit en syndicats, apparaît plus lointain dans les deux cas ; en effet en Colombie ces guérillas ne surgissent pas directement de mouvements politiques et sociaux (à l'exception des FARC), et au Salvador ces actions politiques et syndicales n'ont été réellement développées que sur une partie très restreinte de la fin des années soixante-dix, la constitution du FMLN signifiant l'abandon même de ces mobilisations.

reconnaissance d'un acteur dont les modes d'action représentent non seulement l'inefficacité, mais surtout la négation même de ses propres institutions. L'objet des négociations, quant à lui, conduit à la reconnaissance que le rapport de force militaire avec une organisation subversive peut influencer l'évolution institutionnelle du régime.

L'ensemble de ces considérations, où les aspects politiques et militaires deviennent intrinsèquement liés, permet de comprendre que chacun des deux acteurs ne pourra renoncer à ce qui constitue son organisation même qu'en fin de processus, ou dans un cadre qui présente des garanties jugées suffisantes. Dans les deux pays, les questions les plus sensibles de la négociation et de la mise en œuvre des points accordés porteront sur l'aspect de la démilitarisation et de la remise des armes et des questions qui leur sont liées (pour le Salvador, le problème des réformes de l'armée et la question de la reconnaissance des violations aux Droits de l'homme, et pour la Colombie, le problème de la garantie de la sécurité pour les membres de la guérilla démobilisée). Les autres questions apparaissent comme secondaires, à la fois parce qu'il est plus difficile de les mettre en œuvre, et parce que leur non-réalisation entraînerait beaucoup moins facilement une remise en cause de l'ensemble du processus.

Ce travail ne cherche pas à se centrer exclusivement sur l'analyse des mécanismes de la négociation entre gouvernements et guérillas, d'autant que d'autres travaux ont déjà approfondi ce point, en en restituant la chronologie et en les analysant à partir des théories sur la négociation<sup>658</sup>. Si les différents moments de cette négociation sont ici restitués, c'est pour essayer de les interpréter en lien avec les diverses étapes du processus d'ouverture politique qui leur sont concomitantes. En effet, l'articulation entre démobilisation et ouverture politique va peser sur les

---

<sup>658</sup> Sur la Colombie, les travaux déjà évoqués de Jesús Antonio Bejarano, de Pedro Valenzuela, ou de Mauricio Garcia sont représentatifs de cette orientation. Cf. respectivement BEJARANO (Jesús Antonio), Una agenda para la paz, aproximaciones desde la teoría de la resolución de conflictos., *op. cit.*, VALENZUELA (Pedro), « Un marco analítico del proceso de terminación de conflictos violentos, con aplicación al caso colombiano », *op. cit.*, et GARCIA DURAN (Mauricio), Procesos de paz : de La Uribe a Tlaxcala. *op. cit.* Pour le Salvador, cf. MARTINEZ PEÑATE (Oscar), El Salvador : del conflicto armado a la negociación, 1979-1989. Ontario : Bandek, 1995, 212 p.



modalités de participation de l'ancienne guérilla à la vie politique. Il n'est donc pas possible de saisir la portée réelle de ces négociations sans comprendre la manière dont celles-ci s'articulent au processus de démocratisation, ou d'approfondissement des institutions politiques existantes. La remise des armes par la guérilla ne peut être interprétée de ce fait comme une simple condition pour l'accès aux urnes pour le mouvement qui en serait issu. Le lien entre démobilisation des guérillas et démocratisation du régime est essentiel, et ne peut être résumé ni à une subordination de l'un à l'autre, ni à une forme d'échange fonctionnel. Dans les deux cas, les deux phénomènes s'accompagnent de manière permanente, en se renforçant ou se perturbant mutuellement selon les circonstances, pour aboutir à une reconfiguration politique significative, dépassement à la fois des logiques qui ont conduit à l'affrontement armé mais aussi de celles qui se sont constituées pendant le conflit interne. Ce dépassement conduit à penser que les modalités de la participation politique des partis politiques issus des anciennes guérillas sont bien plus influencées par l'intrication de la démocratisation et de la démilitarisation que par les logiques propres à la période de la lutte armée.

C'est ainsi qu'il faut comprendre les apports des deux moments précédents de tentative de résolution du conflit, décrits dans les deux chapitres antérieurs : sans parvenir aux buts attendus, ils ont fourni des cadres dans lesquels va s'inscrire la solution négociée, l'impossibilité d'aller au-delà des institutions existantes, et la nécessité de prendre en compte les dynamiques créées au sein de ces institutions. Les acteurs de ces processus, et tout particulièrement les guérillas, sont tenus par cet acquis, mais le résultat de leur négociation va conduire à les dépasser.

Comme il a été signalé dans l'introduction de cette partie, l'importance de ce troisième moment justifie une analyse plus approfondie, et conduit dès lors à séparer en deux chapitres l'analyse des cas colombien et salvadorien, tout en conservant la démarche de l'analyse comparée qui conduit ici à éclairer les différences entre les deux cas étudiés, en particulier sur la dimension

et les conséquences des accords signés. En Colombie, le processus de négociation qui commence avec le M-19 va s'étendre à d'autres groupes de guérilla, mais les plus importants d'entre eux vont rester à l'écart, ce qui mène, au mieux, à une paix partielle. Au Salvador, la direction du FMLN parvient à maintenir l'unité de représentation des groupes qui le composent, comme elle l'avait fait depuis 1981, et la signature de la paix signifie l'arrêt total des hostilités. Cela conduit à une différence plus essentielle. Au Salvador, démobilisation et démocratisation constituent des éléments fondamentaux des négociations puis des accords signés par les deux parties, et de ce fait du paysage politique qui s'y forge. En Colombie, les mobilisations pour une modernisation des institutions et la négociation pour la démobilisation du M-19, puis des autres guérillas, apparaissent comme des processus à la fois proches et parallèles, aux rencontres fréquentes, mais dont l'aboutissement, la Constitution de 1991, n'est que partiellement tributaire de la seule démobilisation.

#### *A. LE RAPIDE ABOUTISSEMENT D'UNE NEGOCIATION INATTENDUE*

À l'issue des différents événements suscités par l'enlèvement et la libération d'Alvaro Gómez Hurtado (mai-juillet 1988), les pourparlers entre le gouvernement et le M-19 démarrent officiellement en décembre 1988 en suivant de façon générale le schéma proposé par le Président Barco dans son *Iniciativa para la Paz* : la négociation est conditionnée unilatéralement à des gestes de bonne volonté de la part de la guérilla, des mécanismes de consultation sur les processus de réforme et de participation politique sont prévus, mais sans que la réforme des institutions puisse être abordée. La disposition du mouvement de guérilla et l'empathie entre les deux équipes de négociateurs permettent de donner un rythme soutenu aux rencontres, et d'introduire progressivement des éléments concernant la réforme politique et des mécanismes contrôlés de dialogue national. Le processus est rapide. Quinze mois seulement séparent la

première rencontre entre les représentants du gouvernement et la direction du M-19 en janvier 1989 et la signature de l'accord le 9 mars 1990 entre le Président Barco et Carlos Pizarro.

Le surlendemain, le M-19, devenu parti politique, participe aux élections législatives et locales. Ce même jour, les électeurs colombiens sont invités à déposer dans l'urne un bulletin de vote officieux par lequel ils peuvent demander l'organisation d'un référendum pour une Assemblée Constituante. La démobilisation du M-19 et les différentes expressions favorables à une rénovation des institutions colombiennes se rencontrent ainsi d'une manière inattendue. Il convient d'analyser les modalités de cette rencontre, et pas seulement celles de la seule négociation. Le processus de paix colombien ne peut être réduit à la simple reddition négociée de petits mouvements de guérilla affaiblis. S'il est parvenu à un résultat, même partiel, où se sont rencontrées démocratisation et démilitarisation, c'est bien parce que ses promoteurs ont su l'inscrire comme l'une des composantes de la réforme politique alors en discussion.

### **1) Nouvelles inattendues d'un enlèvement<sup>659</sup>**

La détention d'Alvaro Gómez Hurtado n'avait pourtant pas été pensée par le M-19 comme une occasion de négocier en position de force les conditions de sa démobilisation. Les revendications du mouvement lors de la revendication de l'enlèvement portent essentiellement sur la création de larges commissions de dialogue, à l'image de celles qui avaient existé sous la présidence Betancur. Mais pendant les deux mois de cet enlèvement, puis pendant tout le reste de l'année 1988, l'organisation accompagne, avec une certaine habileté politique, les conséquences publiques et sociales de son action, plutôt qu'elle n'en est à l'initiative. À l'occasion de la prise de

---

<sup>659</sup> La référence au roman de Gabriel García Márquez relatant l'enlèvement de nombreux journalistes, et tout particulièrement ceux de Diana Turbay et de Marina Montoya, par des trafiquants de drogue entre août 1990 et janvier 1991 est assumée ; le seul lien entre les deux événements étant le rôle indéniable joué par Diana Turbay dans le processus de paix avec le M-19. Cf. GARCIA MARQUEZ (Gabriel), Noticia de un secuestro, Mexico : Diana, 1996, 346 p.

l'Ambassade de la République Dominicaine et des négociations qui en suivirent, en 1980, le mouvement était ressorti renforcé, et surtout conforté pour l'avenir sur le bien-fondé de la lutte armée et de ses actions spectaculaires. Le M-19 acquiert également un certain bénéfice de la détention du dirigeant conservateur, mais avec un résultat final qui n'était pas initialement prévu, sa démobilisation négociée et sa transformation en un acteur politique légal<sup>660</sup>. En effet, ce sont avant tout les circonstances produites par cet événement qui vont conduire Carlos Pizarro à penser que la décision de transformer la guérilla en un acteur légal, fût-ce au prix de sa démobilisation, voire de la dissolution de l'organisation, ne pouvait plus être remise en cause.

Les négociations pour la libération du dirigeant conservateur conduisent en effet à la rencontre avec des représentants du Parti conservateur et de la presse pour négocier la libération, à l'organisation d'une première réunion le 30 juin, puis à la formation d'un mini-sommet à Panamá le 14 juillet, qui a pour but de préparer l'organisation d'un sommet de dialogue national à Bogotá à l'occasion de la libération. Si cette revendication rappelle la volonté du M-19 de retrouver les modalités du processus de paix de Belisario Betancur, par la mise en place de structures parallèles aux institutions existantes, l'organisation de guérilla adopte néanmoins un profil moins directif, avec des propositions plus réalistes. La libération d'Alvaro Gómez le 20 juillet est suivie de l'organisation de la *Cumbre de Salvación Nacional* le 29 juillet, tenue dans les locaux du CELAM, dans le quartier Usaquén de Bogotá, sous l'égide de l'Église Catholique, avec la participation de nombreuses organisations politiques et sociales, à l'exception notable du gouvernement et du Parti libéral. Ce sommet publie ses propositions de réforme politique et

---

<sup>660</sup> William Ramírez signale qu'en 1980 « la loterie de l'Ambassade avait récompensé le M-19 », parce qu'il en sortait politiquement renforcé (RAMIREZ TOBON (William), « La liebre mecánica y el galgo corredor : la paz actual con el M-19 », *op. cit.*, p.50). Mais il en garda longtemps une valorisation excessive des effets politiques de ses actions spectaculaires. Les suites de l'enlèvement d'Alvaro Gómez constituent sans doute la seule autre fois que le M-19 sort « récompensé » d'une action spectaculaire. Avec, là encore, une perception excessive de son action par rapport à ses résultats concrets.

appelle à la création d'une *Comisión de Convivencia Democrática* pensée comme le lieu de discussion entre gouvernement et guérilla.

L'écho rencontré par cette initiative, puis l'organisation de sommets similaires en province<sup>661</sup>, augurent, avant même l'ouverture officielle de négociations directes, de l'intrication qui va se produire entre la négociation de paix en elle-même et un débat au sein de la société colombienne sur la nécessité d'une réforme des institutions. Contrairement au dialogue national entrepris tambour battant comme une des conséquences des accords de trêve signés en 1983 et 1984, les diverses rencontres des années 1988 et 1989 sont plus discrètes. Mais elles cristallisent peu à peu un véritable rapprochement entre la paix et la réforme constitutionnelle, qui va aboutir à l'idée progressivement généralisée que les deux ne s'accompliront réellement que si elles se réalisent de concert.

Conçu aussi par le M-19 comme un moyen pour obliger le gouvernement à reconnaître le dialogue direct avec les mouvements de guérilla, l'enlèvement d'Alvaro Gómez oblige effectivement l'exécutif à préciser ses intentions sur un thème sur lequel il semble pouvoir être dépassé par les événements. Très attentif à limiter toute action qui pourrait donner une visibilité forte au M-19, l'exécutif met en œuvre divers contacts pour négocier la libération du dirigeant conservateur, et remet en cause la représentativité des instances de dialogues, en refusant d'y participer<sup>662</sup>. Le Président, dans une rencontre avec les responsables de la *Cumbre de Salvación Nacional*, signale que son projet de réforme constitutionnelle présenté en juillet contient 56 des

---

<sup>661</sup> Parallèlement à la rencontre de Bogotá se déroule un sommet régional à Cali. Des rencontres pour la paix, avec la participation de fonctionnaires et d'élus locaux et de fronts de la guérilla ont lieu en octobre dans le Huila, en novembre dans le Caquetá et le Tolima, en décembre dans le Cauca. Une nouvelle vague de sommets régionaux est organisée à nouveau en février 1989.

<sup>662</sup> Le gouvernement a peu apprécié le fait que la libération du dirigeant conservateur soit due davantage aux médiations entreprises par ses proches qu'à celles lancées par lui-même. La surreprésentation du Parti conservateur et la présence de la gauche, légale et armée, à la rencontre d'Usaquén est perçue par le gouvernement comme le fait que la recherche de la paix est alors portée par l'opposition : « La vraie importance de cette rencontre (...) a été qu'elle a créé un nouveau climat et un nouvel intérêt pour le processus de paix, tout en donnant, à ce moment-là, à la paix un certain biais d'opposition ». Cf. PARDO (Rafael), *De primera mano*, op. cit., p.91. La rencontre met en effet

78 propositions de la *Cumbre*. Un mois après la libération d'Alvaro Gómez, Virgilio Barco annonce qu'il rendra public prochainement son plan de paix.

Celui-ci était préparé depuis le début de l'année, en particulier avec la hiérarchie militaire, à partir du constat de la paralysie des relations avec les FARC et de la nécessité de trouver d'autres modalités, mais l'enlèvement précipite sa conclusion. La *Iniciativa para la Paz*, rendue publique le 1<sup>er</sup> septembre 1988, constitue le premier document gouvernemental de la présidence Barco dirigé explicitement vers les guérillas. Il présente un schéma de discussion avec les organisations de guérilla, conditionné à des gestes de paix manifestes de ces dernières, et présente un itinéraire pour la démobilisation et la remise des armes en trois étapes, détente, transition et démobilisation, avec des modalités parallèles de négociation et de débats politiques, liés en particulier à la réforme institutionnelle<sup>663</sup>. Pensé initialement pour relancer les contacts avec les FARC, ce document suscite rapidement une très vive réaction des organisations de guérilla : qualifié par les FARC d'« ultimatum militaire enrobé de rhétorique pure », il est également l'objet d'un rejet unitaire des mouvements de guérilla réunis à la 3<sup>ème</sup> Conférence de la CGSB en octobre 1988<sup>664</sup>.

L'initiative gouvernementale est l'objet de propositions concurrentes, dont la plus significative est le plan de paix présenté en novembre 1988 par le sénateur conservateur Alvaro

en valeur deux acteurs que l'exécutif et la direction du Parti libéral n'apprécient que modérément, le secteur proche d'Alvaro Gómez au sein du Parti conservateur et le M-19.

<sup>663</sup> Le peu d'originalité dans les solutions proposées, proches de l'itinéraire de démobilisation annoncé par le Président Barco dans son discours d'investiture, l'absence d'un contenu politique fort, et une certaine souplesse dans les termes employés (il n'est pas demandé par exemple aux groupes de guérilla de déposer les armes immédiatement ni de proclamer un cessez-le-feu ou une trêve, mais d'exprimer une volonté manifeste de paix) s'expliquent par la volonté de la *Consejería* de compter sur l'accord de l'armée. La *Iniciativa para la Paz* est reproduite in Presidencia de la República, *El camino de la paz*, *op. cit.*, p.27-63. Sur une analyse de la réception de ce document au moment où il a été lancé, *cf.* « El plan Barco : ¿ Paz o pacificación ? ¿ Integración social o desmovilización militar ? », *Análisis Político*, 5, septembre 1988, p.97-103. Comme l'analyse Jesús Antonio Bejarano, sa grande simplicité lui augure une réussite exceptionnelle puisqu'il contient le schéma de négociation appliqué à l'ensemble des accords de démobilisation signés entre 1990 et 1994, tout en constituant un carcan pour les discussions postérieures avec la CGSB. Sur cette analyse, *cf.* BEJARANO (Jesús Antonio), « La política de paz durante la administración Barco », *op. cit.*, p.94-95.

Leyva Durán, qui rencontre un écho beaucoup plus favorable auprès des partis traditionnels ; il propose, selon un cadre classique, la constitution d'une Commission de personnalités qui devrait rencontrer les différentes parties en présence et proposer un schéma de dialogue au Président<sup>665</sup>. L'acceptation de deux anciens présidents, Misael Pastrana et Alfonso López, de M<sup>gr</sup> Mario Revollo Bravo, archevêque de Bogotá et de Fabio Echeverri Correa, dirigeant de l'association patronale ANDI, confère à cette initiative une forte visibilité. Le M-19 et les FARC accueillent favorablement une proposition qui rappelle les expériences des Présidences Turbay et Betancur et redonne une place centrale aux mouvements de guérilla, formule qu'elles n'avaient cessé d'appeler de leurs vœux face à la stratégie déployée par le Président Barco, et se montrent disposées à appeler à un cessez-le-feu pour la fin de l'année.

Ces deux déclarations convergentes reflètent pourtant des positions différentes. Les FARC voient dans la proposition Leyva l'occasion d'apparaître comme un acteur de bonne volonté dans un schéma sur lequel ils peuvent conserver une maîtrise, et répondent favorablement à la formation de la Commission des Notables, tout en poursuivant leurs actions militaires. Pour le M-19, il s'agit simplement de donner le change ; la direction du mouvement multiplie les contacts et les déclarations en faveur d'une négociation<sup>666</sup>. Début décembre, un

---

<sup>664</sup> Cette réaction est d'autant plus décevante pour le gouvernement que cette conférence a été l'occasion de sérieuses tensions entre les FARC et le M-19 au sujet du séquestre d'Alvaro Gómez, qui seront lissées par leur rejet commun du texte gouvernemental et par leur appui à la grève générale annoncée par la CUT pour le 27 octobre.

<sup>665</sup> Alvaro Leyva, fils de Jorge Leyva, dirigeant du Parti conservateur qui avait par deux fois présenté une candidature dissidente aux élections présidentielles de 1958 et 1962, apparaissait comme une figure un peu iconoclaste au sein du Parti conservateur. Il avait déjà joué un rôle important sur les questions du conflit armé en étant un conseiller proche de Belisario Betancur entre 1982 et 1986 ; il a participé aux négociations visant à la libération d'Alvaro Gómez et à l'ensemble des instances de dialogue mises en place postérieurement. Pendant toute cette période il est le plus actif au sein du Parti conservateur sur les questions de paix et de conflit. En 1990, il est élu à l'Assemblée Constituante sur la liste présentée par le mouvement issu du M-19. Sur son témoignage pendant cette période, cf. LEYVA (Alvaro), *La guerra vende más*. Bogotá : Oveja Negra, 1989, 179 p.

<sup>666</sup> Le M-19 a multiplié les contacts pendant cette période en envoyant des émissaires au Ministre de la Défense, en établissant une correspondance avec Julio César Turbay, ou en participant à des rencontres régionales pour la paix dans le Cauca. La réponse positive de l'ancien Président libéral, dans lequel il évoque la possibilité d'un appui à la réforme politique comme instrument de paix tout en signalant que les négociations ne pourront se faire que par la voie d'un contact direct avec le gouvernement, contribue grandement à faire avancer les discussions.

contact radiophonique quotidien a été établi au moyen du « téléphone rouge » installé entre la Présidence et le Secrétariat des FARC, où s'est installé le commandant du M-19.

Le Président Barco rend compte publiquement de cette dichotomie le 16 décembre<sup>667</sup> ; les événements à venir vont la confirmer. Entre les deux groupes, la disposition à négocier est totalement opposée. En janvier 1989 a lieu la première rencontre directe entre Rafael Pardo, qui a pris la succession en mars 1988 de Carlos Ossa à la tête de la *Consejería de Reconciliación, Normalización y Rehabilitación*, et Carlos Pizarro. Le processus prend fin quinze mois plus tard avec la signature d'un accord de paix avec le M-19, la remise des armes et la transformation du mouvement en parti politique à la veille des élections législatives et locales de mars 1990. De son côté, la Commission de Notables commence ses travaux en février. Après plusieurs mois de contacts infructueux, et de déclarations contradictoires des FARC, la Commission constate en février 1990, dans sa dernière apparition publique en tant que telle, que les FARC ne semblent pas disposées à négocier<sup>668</sup>.

En réalité, le processus qui a été ouvert avec l'enlèvement d'Alvaro Gómez Hurtado en mai 1988, et qui a abouti à une négociation réelle entre le gouvernement et un mouvement de guérilla tout au long de l'année, ne porte plus seulement sur les cadres d'un éventuel dialogue national. Il évolue vers une rencontre progressive entre réforme constitutionnelle, d'une part, et de l'autre négociation d'un espace institutionnel de participation politique pour la guérilla réinsérée, au point que les deux phénomènes s'enchevêtrent, pouvant entraîner avancées et blocages réciproques.

---

<sup>667</sup> Voir le Discours de clôture de la séance parlementaire, déjà évoqué chapitre 5, note 570.

<sup>668</sup> Les plus petits groupes de guérilla vont néanmoins utiliser ce mécanisme pour exprimer leur volonté de dialoguer avec le gouvernement, à l'image de l'EPL le 2 avril, du *Quintín Lame* le 17 mai ou du PRT le 12 juin. Les FARC manifestent à l'issue de la 4ème conférence de la CGSB le 8 juillet leur disposition à négocier. La remise du rapport de la Commission des Notables à la mi-juillet met en avant la volonté de négocier de tous les groupes, à l'exception de l'ELN. Le gouvernement constitue une Commission pour préparer le dialogue avec ces organisations. Le 21 octobre a lieu la seule rencontre de la Présidence Barco entre des représentants du gouvernement et la CGSB. À une semaine de la signature du volet politique de l'accord avec le M-19, cette rencontre est purement rhétorique.



## 2) Un démarrage rapide pour une négociation resserrée

L'annonce de la première rencontre entre la direction du M-19 et les représentants du gouvernement, le 10 janvier 1989, crée une forte expectative dans l'ensemble du paysage politique colombien<sup>669</sup>. Le gouvernement de Virgilio Barco avait affiché longtemps son refus total d'établir des relations directes avec les mouvements de guérilla, hormis la gestion routinière pendant quelques mois de l'accord avec les FARC, allant même jusqu'à critiquer fortement des événements dont les guérillas pouvaient avoir été à l'origine, à l'image des différentes rencontres organisées lors de l'enlèvement et libération d'Alvaro Gómez. Le M-19 apparaissait encore publiquement comme un mouvement extrêmement militariste et peu disposé à négocier, la tuerie du Palais de Justice marquant bien davantage l'image du mouvement que la réserve des deux années écoulées depuis lors. L'évolution depuis 1987 de la direction du mouvement vers une position plus modérée est effective, mais elle n'est connue que du gouvernement, de certains dirigeants politiques et des autres groupes de guérilla<sup>670</sup>, sans apparaître encore publiquement.

Lors de cette réunion, afin d'éviter que se reproduisent les problèmes de la Présidence Betancur, l'équipe gouvernementale établit très clairement les conditions de la négociation, suivant les cadres établis par la *Iniciativa para la Paz*. Cela lui permet également de se concevoir à l'initiative des négociations, et d'en conserver la maîtrise. C'est à la guérilla de manifester sa volonté de négocier, et donc de montrer des signes réels d'une volonté de démobilisation. Ce

---

<sup>669</sup> Sur le processus de paix entre le M-19 et le gouvernement, cf. RAMIREZ TOBON (William), « La liebre mecánica y el galgo corredor : la paz actual con el M-19 », *op. cit.*; ZULUAGA (Jaime), « La negociación con el M-19 : paz con democracia », *Economía Colombiana*, 224-225, décembre 1989-janvier 1990, p.7-14 et ZULUAGA (Jaime), « De guerrillas a movimientos políticos, análisis de la experiencia colombiana, el caso del M-19 », p.1-74, in PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), *De las armas a la política*, *op. cit.*, ainsi que plus largement dans le cadre de l'analyse de la politique de paix de Virgilio Barco, BEJARANO (Ana María), « La paz en la administración Barco : de la rehabilitación social a la negociación política », *op. cit.*, BEJARANO (Jesús Antonio), « La política de paz durante la administración Barco », *op. cit.* et RAMIREZ TOBON (William), « Desarrollo y subversión política : un marco evaluativo sobre el proceso de paz en el gobierno de Virgilio Barco », *op. cit.*

<sup>670</sup> Le début du processus a été très suivi par les FARC, le « téléphone rouge » installé entre la Présidence et le Secrétariat des FARC ayant servi comme lien de communication avec le M-19. Les FARC assurent par ailleurs la sécurité du camp où a lieu la première rencontre et y envoient des représentants.

n'est plus à l'État de déclarer unilatéralement la paix et de proclamer des amnisties. La négociation ne peut être par ailleurs le résultat d'une action d'éclat de la guérilla qui instituerait de ce fait un rapport de force favorable. La trêve proclamée par le M-19 à la fin de 1988, et le fait qu'elle se traduise effectivement par une diminution sensible du nombre de ses actions armées<sup>671</sup>, ainsi que les contacts directs établis au même moment, sont interprétés par le gouvernement comme une volonté réelle de négocier. Dans une stratégie de contrôle sur l'agenda, et pour parvenir à un résultat à la fois rapide et satisfaisant pour les deux parties, la négociation va être réalisée par l'équipe de la *Consejería de Reconciliación*, sous l'autorité directe du Président, mais avec une certaine capacité d'initiative<sup>672</sup>.

Créer des conditions favorables pour la réussite de ces négociations a pour le gouvernement une double fonction pédagogique. Il s'agit d'une part de promouvoir sa volonté de réforme et d'ouverture politique, puisque la *Iniciativa* prévoyait, comme un résultat de la négociation, la possibilité pour les mouvements de guérilla démobilisés d'être entendus par le Congrès à l'occasion des discussions sur la réforme constitutionnelle en cours. De l'autre, le gouvernement pariait sur la possibilité d'étendre ces négociations à d'autres mouvements de guérilla, afin d'isoler les FARC qui paraissaient le mouvement le plus hostile à cette initiative, et de neutraliser, ou du moins de diminuer, l'affrontement militaire avec les guérillas dans un contexte de guerre ouverte contre les paramilitaires et les trafiquants de drogue<sup>673</sup>.

---

<sup>671</sup> Les statistiques compilées par Mauricio Garcia sur le nombre d'actions armées par chacune des guerillas rendent compte de la différence entre les deux organisations qui ont déclaré une trêve fin 1988 : alors que le M-19 met pratiquement fin à toute action armée à partir de décembre 1988, les FARC maintiennent un niveau d'action similaire. Cf. GARCIA DURAN (Mauricio), *Procesos de paz : de La Uribe a Tlaxcala. op. cit.*, annexe I et particulièrement pour les FARC p.264-5 et pour le M-19, p.268-9.

<sup>672</sup> En dehors de l'équipe de négociation du gouvernement, dirigée par Rafael Pardo, participent régulièrement Eduardo Diaz, directeur du PNR et la journaliste Diana Turbay, fille de l'ancien président Turbay, qui jouera un rôle important de diffusion de ces rencontres à travers sa revue *Hoy por hoy*, mais aussi de relais du soutien discret, mais permanent, apporté par l'ancien Président libéral. Voir son témoignage sur la première rencontre in TURBAY (Diana), « La paz... ¿ ahora sí es posible ? », *Hoy por hoy*, 160, 17 janvier 1989, p.20-24.

<sup>673</sup> Comme cela a été évoqué dans le chapitre précédent, c'est de cette période que date la reconnaissance officielle de la lutte contre le paramilitarisme, le massacre de La Rochela (Santander) ayant lieu le 20 janvier 1989.

Le M-19 accepte ce cadre de négociation relativement rigide, dans une attitude assez innovante pour une organisation davantage connue pour la virulence de son discours à l'égard du gouvernement. Cette situation s'explique par le fait que le mouvement conçoit l'ouverture des pourparlers comme un résultat de l'enlèvement d'Alvaro Gómez, et des différentes rencontres réalisées à l'occasion de sa libération. Il cherche à montrer que les négociations engagées dépassent le cadre strict de la *Iniciativa* et constituent une étape vers la réalisation d'un pacte national qu'il appelle de ses vœux pour une démocratisation pleine des institutions colombiennes<sup>674</sup>.

Au-delà du contexte qui conduit la direction du M-19 à accepter de rencontrer les négociateurs gouvernementaux en vue d'une éventuelle démobilisation, et des différences des attentes de chacun, l'élément le plus significatif est la volonté des deux parties de construire les bases nécessaires à un accord mutuel qui permette de ne pas laisser cette rencontre sans lendemain. Dès la réunion de janvier, la « première déclaration commune » appelle les autres forces politiques, partis ou guérillas, à œuvrer pour « une solution politique du conflit de la Nation colombienne, qui doit passer par un itinéraire clair vers la pleine démocratie et par un chemin certain vers la démobilisation de la guérilla avec les garanties nécessaires »<sup>675</sup>. Une deuxième rencontre a lieu à peine trois semaines plus tard, les 3 et 4 février : les deux parties s'accordent pour constituer une *Mesa de Trabajo* avec la participation de représentants des partis politiques, du gouvernement, et de la guérilla, où seront discutées différentes questions relatives à la réforme constitutionnelle<sup>676</sup>.

---

<sup>674</sup> Les différents documents de l'organisation à ce moment-là et les témoignages d'anciens membres du M-19 rendent compte de cette perception, que l'on retrouve de manière ouvertement affichée dans le récit donné in VILLAMIZAR (Darío), *Aquel 19 será*, *op. cit.*, p.549-551.

<sup>675</sup> Cf. Presidencia de la República, *El camino de la paz*, *op. cit.* Le texte de la première déclaration commune est reproduit p.87-88.

<sup>676</sup> Cf. Presidencia de la República, *El camino de la paz*, *op. cit.* p.109-112.

### **3) L'élargissement par les deux parties des accords obtenus au moyen des « *Mesas de Trabajo* », modalité de concertation intermédiaire entre le dialogue national et la négociation directe**

La réussite de ces deux premières rencontres tient autant à la disposition réelle des deux parties qu'aux modalités de la négociation. Du côté de la guérilla, la participation personnelle de Carlos Pizarro concourt à engager définitivement la décision de son organisation. Du côté gouvernemental, la confiance accordée par le Président à Rafael Pardo permet une réelle concentration de ses possibilités d'action. Entre les deux hommes, et entre leurs conseillers proches, une véritable rencontre se produit sur une volonté réformatrice commune, bien au-delà des seuls points accordés<sup>677</sup>. Si cette configuration réduite facilite les accords, elle rend nécessaire l'approbation des points accordés par l'ensemble de chacune des deux parties.

Cet effort de conviction est entrepris parallèlement et rapidement. Du côté gouvernemental, le Président Barco reconnaît dès le lendemain le premier accord signé et salue la bonne disposition du M-19. Les deux principaux partis s'expriment également en un sens favorable, dans un empressement remarquable envers un gouvernement qui n'a jamais compté avec des soutiens importants au sein des deux partis, et qui a vu nombre de ses projets freinés par l'une ou l'autre des factions libérales ou conservatrices. L'armée est informée et consultée immédiatement par le gouvernement, comme elle le sera en permanence pendant tout le processus. Les rencontres régionales pour la paix, organisées dès la fin 1988, sont l'occasion pour les représentants du gouvernement de diffuser le contenu des accords conclus dans différentes régions.

---

<sup>677</sup> Les réelles entente et estime personnelles qui se sont nouées entre les deux principaux négociateurs ont constitué un facteur important de réussite pour la négociation, en particulier dans les moments de crise. Il convient néanmoins de ne pas considérer cette empathie comme un facteur central de réussite de la négociation, à l'image de ce qui a été relayé de ces rencontres dans la presse colombienne. Les deux principaux témoignages sur ces négociations rendent compte effectivement de la proximité qui se noue alors entre Rafael Pardo et Carlos Pizarro, sans toutefois en

Un phénomène semblable se réalise, au sein du M-19. Carlos Pizarro cherche à rallier ses troupes sur les points accordés avec le gouvernement, il organise une réunion interne des commandants organisée en février, des discussions avec les détachements du groupe présents dans d'autres parties du pays et surtout un échange intense avec les membres de la direction résidants à l'extérieur. Cette préoccupation conduit à la signature d'accords partiels entre le gouvernement et différentes composantes du groupe de guérilla<sup>678</sup>. Elle permet d'éviter par la suite les éventuelles scissions au sein de l'organisation. Si le M-19 était traditionnellement un mouvement fortement hiérarchisé et centralisé, structuré autour de l'autorité et du charisme de sa direction, la fragilité institutionnelle qu'il connaissait depuis 1986 pouvait néanmoins être à la source de contestations internes, voire de tensions centrifuges, que son commandant voulait éviter<sup>679</sup>. Dans un deuxième temps, le M-19 va s'attacher à rencontrer des responsables politiques et sociaux, et même certains militaires, afin de tenter d'élargir la portée du processus en cours<sup>680</sup>.

Le processus paraît alors irréversible, au point que face à l'assassinat de certains de ses membres pendant cette période, le M-19 confirme sa volonté d'aller de l'avant<sup>681</sup>. Une nouvelle rencontre entre les deux parties aboutit le 17 mai à la « quatrième déclaration commune », ou

surestimer l'importance. Cf. PARDO (Rafael), *De primera mano*, *op. cit.*, en particulier p.120 et *sq.* et VILLAMIZAR (Darío), *Aquel 19 será*, *op. cit.*, en particulier, p.550.

<sup>678</sup> Ces accords sont formalisés par une rencontre à Mexico entre les représentants du gouvernement et la direction à l'étranger, et en particulier Antonio Navarro, initialement réticent au processus tel qu'il s'engageait, les 3 et 4 mars, rendue publique le 6 mars par la « troisième déclaration commune » qui confirme les accords conclus en Colombie. Cf. Presidencia de la República, *El camino de la paz*, *op. cit.*, p.173-176. À la fin mars, et à la suite d'un accrochage entre l'armée et un détachement du M-19 dans le Huila, une rencontre entre représentants du gouvernement et commandement de ce groupe aboutit à une déclaration semblable. Cf. Presidencia de la República, *El camino de la paz*, *op. cit.*, p.201-2.

<sup>679</sup> Par cette entreprise, la direction du M-19 parvient à construire un appui interne quasi unanime aux accords signés avec le gouvernement. Une fraction extrêmement marginale s'y opposera néanmoins et cherchera des années plus tard à reconstruire un mouvement de guérilla, le *Frente Jaime Batemán*, de manière très localisée et sans succès.

<sup>680</sup> Dans le prolongement des contacts établis à l'occasion des différents forums organisés à l'issue de la libération d'Alvaro Gómez, la direction du M-19 intensifie ses rencontres, à partir de l'année 1989. Afin de rechercher des soutiens à son éventuelle démobilisation, elle maintient des contacts fréquents avec des personnalités de la vie politique colombienne, comme les anciens présidents Misael Pastrana et Julio César Turbay, avec les responsables des partis de gauche et des syndicats, ou avec certains responsables militaires, actifs ou à la retraite.

<sup>681</sup> Plusieurs assassinats ont lieu pendant cette période, le plus important étant celui de Afranio Parra tué par la police à Bogotá le 7 avril. Membre fondateur de l'organisation, Afranio Parra avait été l'un des instigateurs des milices urbaines organisées dans la banlieue de Cali, faisait partie du *Comando Superior* et avait participé à la

« *Declaración de Santo Domingo* »<sup>682</sup>, par laquelle la guérilla accepte le regroupement de tous ses effectifs armés dans un même campement<sup>683</sup>, et le gouvernement s'engage à la mise en place des *Mesas de Trabajo*, auxquelles sont invités à participer les partis politiques. Leur rôle consiste à discuter des propositions pour la réforme des institutions politiques qui seront présentées au Congrès afin d'y être éventuellement ajoutées à la ratification en deuxième lecture des dispositions déjà votées, lors de l'ouverture de la session parlementaire ordinaire (le 20 juillet). Le M-19 délègue 12 représentants à ces rencontres. L'engagement du gouvernement est affiché : pour la première fois depuis le début des négociations, la déclaration est signée par le Ministre de Gouvernement, et fait l'objet d'une présentation à la télévision par le Président Barco le soir même.

La portée de l'accord est importante, car il dépasse le cadre rigide de la *Iniciativa para la Paz*. Il permet en effet la création d'un espace parallèle aux institutions existantes pour un dialogue élargi sur des thèmes plus larges que la simple reddition négociée d'un mouvement de guérilla. Si le gouvernement en accepte le principe, c'est parce qu'il compte sur l'appui et l'encadrement des deux grands partis et qu'il a établi que les éventuels points accordés demeurent conditionnés à l'approbation parlementaire. Ce dernier point introduit une contrainte de temps importante, puisque la réforme doit être votée lors de la dernière session parlementaire de la mandature, qui doit s'ouvrir le 18 juillet et se clore le 16 décembre, des élections générales étant programmées pour le 11 mars 1990.

Cette volonté de contrôle marque effectivement la stratégie gouvernementale, cherchant à éviter les erreurs de la présidence antérieure : « la bonne disposition est la *Iniciativa para la*

---

première rencontre avec le gouvernement. Son assassinat est très vivement condamné par le gouvernement qui procède rapidement à l'arrestation des policiers coupables.

<sup>682</sup> Cf. Presidencia de la República, *El camino de la paz*, *op. cit.*, p.187-191.

<sup>683</sup> Le campement est installé dans le lieu-dit de Santo Domingo, Tacueyó, municipalité de Toribío, Cauca, dans une zone de fort peuplement indigène, et avec une présence importante des FARC. Les effectifs du M-19 s'y concentrent progressivement, en conservant leurs armes jusqu'à la remise finale.

*Paz* ; la volonté de contrôle s'exprime dans son refus du fait que l'éventuel processus qui en découle sorte de son emprise et se convertisse en un espace d'expressions subversives, de propositions et contre-propositions diffuses »<sup>684</sup>.

Les *Mesas de Trabajo* commencent leurs travaux dès le début du mois d'avril, avec une forte participation gouvernementale et la présence de dirigeants des deux partis principaux<sup>685</sup> sur trois thèmes, la justice et le maintien de l'ordre public, les questions socio-économiques et les aspects constitutionnels et politiques. Leur fonction est de rassembler les accords pour leur présentation au Congrès. Au début du mois de mai, elles s'élargissent à divers organismes, syndicats, organisations patronales, associations, pour constituer les *Mesas de Análisis y Concertación*, lieux de débats ouverts sur des aspects thématiques particuliers, afin d'élargir la portée du processus de négociation.

Pour le M-19, le but recherché est atteint. Sa volonté de négocier et son engagement à se démobiliser semblent aboutir à ce qu'il a longtemps mis en avant comme une de ses revendications principales, la création d'un grand dialogue national ouvert à tous et qui permette d'évoluer vers une pratique institutionnelle et une vie politique réellement démocratiques. Les débats et les résultats auxquels les différentes *Mesas de Análisis* sont parvenues élargissent d'ailleurs dans bien des cas les propositions initiales de la guérilla<sup>686</sup>.

Une semaine avant le début de la session parlementaire, les *Mesas de Análisis* concluent leurs travaux et remettent leurs propositions. Parmi les trois thèmes qui ont fait l'objet de discussions, les conclusions les plus avancées et les plus concrètes portent sur les aspects

---

<sup>684</sup> RAMIREZ TOBON (William), « La liebre mecánica y el galgo corredor : la paz actual con el M-19 », *op. cit.*, p.52. Dans le texte original, l'auteur fait référence à la formule employée par le Président Barco pour résumer sa politique de paix, évoquée dans le chapitre précédent, « *mano tendida y pulso firme* ».

<sup>685</sup> La *Unión Patriótica* refuse d'y participer, en protestation contre les assassinats de ses cadres et militants, mais aussi parce que les FARC poursuivent la stratégie concurrente de discussions avec la Commission des Notables, évoquée dans le chapitre antérieur.

<sup>686</sup> Mauricio Garcia a comparé systématiquement, thème par thème, les propositions initiales du M-19 et les points auxquels sont parvenues les *Mesas de Trabajo* et les *Mesas de Análisis y Concertación* à l'issue de leurs travaux, et a

constitutionnels et électoraux, en particulier sur les questions de la réforme constitutionnelle et sur l'amélioration des procédures électorales (vote secret et obligatoire, circonscription nationale, financement public), reflétant ainsi les priorités du M-19. Sur les questions d'ordre public, les conclusions renvoient surtout à la création de commissions d'étude sur le paramilitarisme et le trafic de drogue, ainsi qu'à l'allègement des procédures d'état d'urgence et à l'adoption de normes de droit international humanitaire. Sur les questions socio-économiques, domaine dans lequel le M-19 a apporté le moins de contributions, les conclusions des *Mesas* prévoient de nombreuses dispositions, mais qui relèvent davantage de déclarations d'intention que de mesures précises.

Une nouvelle rencontre entre Carlos Pizarro et Rafael Pardo aboutit, le 17 juillet, à la « cinquième déclaration commune » où les conclusions des *Mesas de Análisis*, une fois révisées et approuvées par les *Mesas de Trabajo*, sont considérées comme la base du futur accord politique ; de manière parallèle une commission doit établir les modalités de démobilisation de la guérilla<sup>687</sup>.

Les propositions des *Mesas* n'ont jusque-là aucun caractère contraignant, puisqu'elles demeurent soumises d'abord à leur insertion dans l'accord politique final, puis au vote par les parlementaires de la réforme constitutionnelle en cours de discussion. À ce moment-là, la réussite du processus ne réside pas dans les points accordés, car « étant donné la faiblesse de l'État et le fractionnement du pouvoir, (...) il n'était pas possible d'attendre du gouvernement qu'il mette en œuvre tous les points accordés. Leur portée va dépendre de la dynamique politique du pays, comme cela devint manifeste avec la réforme constitutionnelle. La plus grande réussite

---

montré à quel point ces derniers sont beaucoup plus larges. Cf. GARCIA DURAN (Mauricio), Procesos de paz : de La Uribe a Tlaxcala. *op. cit.*, annexe III, p.292-308.

<sup>687</sup> Cf. Presidencia de la República, El avance hacia la reconciliación, Historia de un Proceso, Vol. III. Bogotá : Consejería para la Reconciliación, Normalización y Rehabilitación, 1990, p.157-160.



pour le M-19 dans les discussions des *Mesas de Análisis* a été de mettre en lumière la nécessité indiscutable des réformes politiques et sociales comme élément du processus de réinsertion »<sup>688</sup>.

Lors de l'ouverture de la session parlementaire, le Président Barco présente les éléments de la réforme déjà approuvés en première lecture l'année précédente, qui portent essentiellement sur des aspects de démocratie participative, sur une réforme du Congrès et sur une modification des mécanismes de réforme de la Constitution, ainsi que les différents points négociés avec le M-19. Il donne toute latitude au Congrès pour inclure ces derniers dans la réforme constitutionnelle<sup>689</sup>. Conforme à la volonté présidentielle de compter sur de larges appuis pour un projet de réforme qui avait déjà été paralysé à plusieurs occasions, cette mesure aboutit à un retard important dans la discussion des points accordés avec le M-19.

#### **4) Un accord de paix conçu comme un pacte politique pour la réforme des institutions**

Parallèlement, et face à la nécessité d'aboutir à un accord avant l'échéance de la fin de la session parlementaire, l'avancée vers une démobilisation liée à une réforme politique s'accélère. Une nouvelle rencontre entre les deux parties aboutit le 26 septembre à la « sixième déclaration commune » par laquelle les avancées obtenues sur les accords dans les *Mesas* sont rendues publiques, en vue de la rédaction de l'accord politique final, ainsi que celles sur la formalisation des modalités de la démobilisation, les deux aspects allant désormais de pair<sup>690</sup>. Le lendemain, le mouvement de guérilla fait paraître dans la presse une longue déclaration sur sa « décision de désarmer ses structures militaires pour se doter d'une plus grande efficacité politique »<sup>691</sup>. La 10<sup>e</sup> (et dernière) Conférence Nationale du M-19, qui avait commencé le même jour, s'achève le 5

---

<sup>688</sup> Cf. GARCIA DURAN (Mauricio), *Procesos de paz : de La Uribe a Tlaxcala*, *op. cit.*, p.111.

<sup>689</sup> Une version rendue publique de ce discours apparaît in Presidencia de la República, *El avance hacia la reconciliación*, *op. cit.*, p.165-172.

octobre, les délégués votant à la quasi-unanimité l'approbation des points accordés jusque-là et la transformation en parti politique.

Les discussions sur l'accord final aboutissent à la fin du mois d'octobre et le texte final rassemble en 27 propositions l'essentiel des conclusions de la *Mesa de Trabajo* qui vont être soumises au vote du Congrès. Sur l'aspect constitutionnel, l'accord prévoit l'organisation d'un référendum sur la paix et sur la démocratie qui porterait à la fois sur les modalités de la réforme constitutionnelle et du processus de paix en cours. Il fixe par ailleurs de façon précise les conditions accordées aux guérillas démobilisées participant aux élections au travers de la création d'une *Circunscripción Nacional Especial de Paz*<sup>692</sup>. Sur les aspects socio-économiques et de justice et ordre interne, l'accord reprend avec peu de modifications les conclusions des *Mesas de Trabajo* (commissions d'étude sur les dimensions et les effets du trafic de drogue et du paramilitarisme, et nombreuses dispositions socio-économiques). Parallèlement une commission est chargée de régler les questions de démobilisation et de désarmement, et les deux aspects, contenu politique et démobilisation, sont conditionnés l'un à l'autre.

Le gouvernement voit dans l'ensemble de la démarche suivie et dans les points accordés une opportunité supplémentaire de faire avancer sa réforme politique. Pour le M-19, le point névralgique de l'ensemble de l'accord réside dans les conditions favorables accordées pour sa participation aux élections, seul point réellement détaillé dans l'accord. Il entend en effet

---

<sup>690</sup> Cf. Presidencia de la República, *El avance hacia la reconciliación*, *op. cit.*, p.175.

<sup>691</sup> « Hemos decidido », *El Tiempo*, 26 septembre 1988, p.11C.

<sup>692</sup> La *Circunscripción Nacional Especial de Paz* prévoyait un système spécifique et assez complexe d'attribution de sièges, par lequel il fallait au moins 12212 voix pour obtenir un sénateur et 4043 pour un représentant (chiffres correspondant à la moyenne des résultats obtenus respectivement par le sénateur et le représentant le plus mal élu lors des trois élections législatives antérieures) et établissait à partir de ce plancher des paliers de plus en plus élevés pour disposer d'un nouvel élu. Les élus ainsi désignés venaient s'ajouter au nombre de sièges du Sénat et de la Chambre. Il n'était appliqué qu'une seule fois, mais était particulièrement avantageux. Ainsi dans l'éventualité que le M-19 ait un résultat semblable à celui de la UP en 1986 (environ 250 000 voix), il aurait obtenu 13 représentants et 9 sénateurs, alors que la UP en avait respectivement 6 et 3. Les modalités précises de ce système de « *favorabilidad política* », sont présentées en annexes. Une forme adaptée de ce système sera repris pour les élections municipales et départementales pour les mouvements démobilisés après la Constituante, et inspire les modalités d'élection spécifiques mises en œuvre avec la Constitution de 1991 pour la représentation politique des minorités (indiens au Sénat et communautés noires à la Chambre).

capitaliser sous forme de résultat électoral ce qui a toujours constitué sa force, son sens de la communication politique et sa popularité, toujours difficile à quantifier, mais en indéniable croissance depuis le début du processus, et ainsi compenser le peu de temps qu'il lui reste pour préparer sa campagne électorale et le faible contenu substantiel de l'accord.

Le consensus recherché s'ébrèche néanmoins. Fin octobre, le Parti conservateur se retire des discussions. Le 2 novembre, *le Pacto Político por la Paz y la Democracia*<sup>693</sup> est signé par le gouvernement, le M-19, le Parti libéral, les présidents du Congrès et du Sénat, et placé sous la tutelle spirituelle de l'Église catholique. Afin d'accélérer le processus avant la fin de la session parlementaire, le gouvernement propose au vote du Congrès deux projets de loi séparés, le premier portant sur la loi d'amnistie pour les membres des organisations de guérilla qui auraient signé un accord de démobilisation avec le gouvernement, le second rassemblant les dispositions du *Pacto Político*.

#### *B. UN PROCESSUS FRAGILISE PAR LA CONFLUENCE DE LA VIOLENCE ET DE L'OPPOSITION A LA REFORME*

Malgré le retard par rapport aux échéances initiales, l'apparente réussite des négociations de paix avec le M-19 repose jusqu'à la signature du *Pacto Político* sur deux éléments centraux, la volonté indéniable de la direction du mouvement de guérilla de se convertir en une force politique, et l'impulsion donnée par le gouvernement à un processus qui est en convergence avec sa volonté de réforme des institutions. Malgré des visions et des priorités différentes, les deux parties en présence partagent l'idée que la démobilisation de la guérilla ne prend totalement son sens que si elle s'accompagne d'une importante réforme politique.

---

<sup>693</sup> Cf. Presidencia de la República, *El avance hacia la reconciliación*, *op. cit.*, p.205-234.

Or la rencontre entre démobilisation et approfondissement de la pratique démocratique dans le processus de paix colombien se réalise dans un contexte politique général tout à fait particulier. Si le gouvernement accorde de l'importance à la démobilisation du M-19, c'est avant tout parce qu'il y voit une manière d'appuyer ses efforts réformateurs. Ceux-ci constituent une des pierres angulaires de la lutte de l'exécutif contre les trafiquants de drogue.

### **1) La lutte contre les trafiquants de drogue, un contexte qui va peser lourdement sur le processus de paix**

Contrairement à la lutte contre les guérillas, qui passe pendant les deux premières années de son mandat par des politiques de développement social et régional, le Président Barco affronte ouvertement et dès le début de son mandat les trafiquants de drogue, en refusant d'emblée toute perspective d'une négociation. En décembre 1986, la signature de la loi autorisant l'extradition de nationaux a signifié le début d'une lutte sans merci menée par les trafiquants de drogue contre le gouvernement. Les responsables des différents cartels considèrent en effet, et avec raison, que le fait d'être jugé et arrêté en Colombie leur laisse beaucoup plus de marge de manœuvre possible, au vu des conditions du système pénitentiaire colombien, que l'éventualité d'une extradition, arrestation et jugement aux États-Unis.

Dès janvier 1988, la stratégie présidentielle met en parallèle la lutte directe contre les trafiquants et la réforme politique : Virgilio Barco annonce en même temps le *Estatuto para la Defensa de la Democracia*, mesures de limitation des droits civils dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, et sa volonté de réformer la Constitution pour renforcer le fonctionnement des institutions. Alors que la guerre contre les trafiquants de drogue ne fait qu'augmenter tout au long du mandat présidentiel, les projets de réforme s'enlisent dans les oppositions des deux partis principaux au Congrès ou dans les arguties constitutionnelles de leur mise en œuvre.

Si le séquestre d'Alvaro Gómez, sa résolution, puis l'officialisation des dialogues avec le M-19 et la volonté des FARC d'apparaître comme un acteur incontournable obligent effectivement le gouvernement à prendre davantage en compte la relation avec la guérilla, cela ne réduit en rien l'intensité du conflit avec les trafiquants de drogue. Les derniers mois de la Présidence Barco constituent ainsi la période la plus forte d'affrontement, les trafiquants de drogue, et en particulier les responsables du Cartel de Medellín, ayant à plusieurs occasions fait au gouvernement des propositions de négociation restées sans réponse. La *Iniciativa para la paz*, puis l'ouverture de négociations avec la guérilla renforcent les cartels dans leur stratégie de pression par la terreur. Celle-ci se révèle d'autant plus visible que les actions menées atteignent beaucoup plus directement l'État que celles menées par les guérillas.

L'inflexibilité du gouvernement sur cette question et la possibilité de la ratification dans les derniers mois de 1989 par le Congrès de la réforme constitutionnelle, ouvrant la possibilité de la participation politique du M-19, ravivent la tension. D'autant que Luis Carlos Galán fait figure de favori de la course à la candidature libérale pour l'élection présidentielle et que le contexte de division du Parti conservateur lui laisse présager une possible victoire. Or l'ancien dirigeant du *Nuevo Liberalismo*, revenu dans le giron de son parti d'origine, met en effet au premier plan de son projet la volonté réformatrice et la lutte contre la violence, par l'ouverture de négociations avec les guérillas et l'affrontement direct contre le trafic de drogue. S'il ne fait que prolonger en la matière la vision du Président Barco, il lui confère toutefois l'ambition et le charisme qui le caractérise.

La violence des trafiquants de drogue va s'exercer directement contre des fonctionnaires et des dirigeants politiques de haut niveau. À l'assassinat de responsables de la lutte contre le trafic de drogue, policiers, enquêteurs, juges, en particulier dans l'Antioquia, ou de personnalités connues pour leur opposition à toute négociation, dirigeants politiques, journalistes, succèdent en effet des actions contre des responsables nationaux, puis des actions terroristes d'envergure

visant à déstabiliser le gouvernement. Après l'attentat qui a visé le général Maza Marquez, directeur du DAS, en mai 1989, Antonio Roldán Betancur, le gouverneur de l'Antioquia, est assassiné le 5 juillet 1989. Le juge chargé de l'enquête sur l'assassinat de Guillermo Cano en décembre 1986 est menacé de mort et démissionne le 14 août. Le surlendemain, Carlos Valencia, le magistrat qui avait signé le mandat d'arrêt contre Pablo Escobar, est assassiné. En réaction, plusieurs milliers de magistrats démissionnent. Le matin du 18 août, Waldemar Franklin, le chef de la police de l'Antioquia est tué. Le soir même, alors qu'il allait commencer une réunion de campagne à Soacha, Luis Carlos Galán est abattu par des sicaires.

Même dans le contexte de très haute violence politique de la Colombie des années quatre-vingt, l'assassinat d'un dirigeant politique de cette stature, candidat présidentiel, constitue un événement sans précédent. Le gouvernement réagit avec une fermeté affichée, et lance une vaste opération policière et militaire contre les narcotrafiquants, en restaurant l'extradition de nationaux, en renforçant la législation et en multipliant les arrestations et les saisies de biens, appuyé par une aide militaire d'urgence des États-Unis. Même si les effets de cette réponse n'atteignent pas directement les plus hauts responsables des Cartels de la drogue<sup>694</sup>, les *Extraditables* déclarent une guerre totale contre l'État. Plutôt que de viser des personnalités identifiées, leurs actions s'orientent désormais sur le terrorisme aveugle, et les attentats sanglants se multiplient : le 5 septembre, une bombe détruit le siège du journal *El Espectador* et fait plus de 70 blessés, le 27 novembre l'explosion en vol de l'avion effectuant la liaison Cali-Bogotá fait 107 morts, et le 6 décembre l'attentat contre le siège du DAS à Bogotá produit 60 morts et 700 blessés.

---

<sup>694</sup> Si la valeur des biens saisis est importante, la plupart des personnes arrêtées sont rapidement relâchées. Trois trafiquants de drogue d'importance secondaire sont extradés. La seule réussite d'importance de cette opération est l'exécution par la police du numéro 2 du cartel de Medellín, José Gonzalo Rodríguez Gacha le 14 décembre.

## **2) La rencontre implicite entre trafiquants de drogue et oppositions politiques aux réformes**

Tout au long de 1989, une collusion de fait va se réaliser entre la stratégie de déstabilisation par la violence des trafiquants de drogue contre la politique du gouvernement ou tout candidat s'inscrivant dans la même optique et les positions des factions des deux partis traditionnels les plus opposés aux vellétés réformatrices.

L'éventualité d'une candidature, et d'une victoire, de Luis Carlos Galán semble favoriser la possibilité d'une réforme rapide des institutions, sur laquelle ce dernier s'était prononcé favorablement et dont il était un des promoteurs au Congrès. Sa montée en puissance comme candidat favorise dès lors le contenu politique de l'accord avec le M-19 et l'éventualité d'une démobilisation réelle. L'offensive terroriste des narcotrafiquants produit à court terme l'effet escompté. L'assassinat du candidat libéral décapite le secteur réformateur du Parti libéral et oblige le gouvernement à réorienter ses priorités sur la lutte contre les trafiquants de drogue. Les événements approfondissent les oppositions à la négociation avec la guérilla, rendues déjà manifestes lors du retrait du Parti conservateur de la *Mesa de Trabajo* et son absence lors de la signature du *Pacto Político*, ce qui retarde d'autant l'avancée de la démobilisation du M-19<sup>695</sup>.

Vers la mi-novembre, lors des premières discussions au Congrès du contenu politique du *Pacto Político*, certains députés contestent les conditions accordées au M-19 pour sa participation politique aux élections générales, en les jugeant trop généreuses<sup>696</sup>. Face à la montée des oppositions et des obstructions, la direction du M-19 demande aux parlementaires

---

<sup>695</sup> Comme il a été évoqué plus haut, les conclusions des *Mesas de Análisis* devaient être présentées au Congrès dès l'ouverture de la séance parlementaire, le 20 juillet. Le contexte de violence et l'offensive des narcotrafiquants retarde cette présentation, au point que fin août, la direction du M-19 fait publier une lettre dans la presse pour relancer les discussions.

<sup>696</sup> La contre-proposition des députés fixait un nombre forfaitaire de sièges (2 représentants et 2 sénateurs), indépendamment du nombre de voix. Cette obstruction parlementaire au processus est due en grande partie à la pression, directe ou indirecte, des trafiquants de drogue.

d'ignorer s'ils le souhaitent les dispositions négociées, mais de voter le référendum de convocation d'une Assemblée Constituante à la mi-janvier.

La discussion parlementaire sur la réforme et sur le *Pacto Político* débute quelques jours avant la fin de la session parlementaire, alors que le M-19 est devenu un parti politique et a cantonné l'ensemble de ses effectifs à Santo Domingo, et que la vague d'attentats a atteint son climax. Afin d'éviter toute contestation de constitutionnalité, le sénateur Federico Estrada avait introduit un article additionnel dans la réforme proposant la convocation pour la fin janvier d'un référendum sur trois points, la réforme politique, les modalités de participation du M-19 aux élections et le vote obligatoire. Le gouvernement avait appuyé cette initiative, qui liait la réforme des institutions et la démobilisation de la guérilla et laissait au pouvoir législatif l'initiative de la convocation du référendum. Lors de la discussion de cette modalité en commission de la Chambre des Représentants dans la nuit du 29 au 30 novembre, un groupe de députés propose un amendement afin d'inclure comme point du référendum la prohibition de l'extradition de nationaux. Soumis au vote, l'amendement est approuvé en commission. En liant réforme constitutionnelle et démobilisation du M-19, le gouvernement avait cherché à donner une vision d'ensemble au processus de paix ; l'introduction de l'interdiction de l'extradition dénaturait l'édifice réformateur dans son ensemble.

Devant l'importance de la menace, le gouvernement mobilise les principaux dirigeants nationaux des deux partis politiques, dont la plupart s'étaient exprimés pour la réforme, afin d'empêcher le vote de l'amendement par la Chambre réunie en séance plénière. Il est néanmoins trop tard, le Président de la Chambre soumettant le 30 novembre au vote des représentants le texte de la réforme en bloc, et non le vote article par article. La réforme politique est ainsi approuvée par la Chambre, prévoyant sa validation par un référendum qui incluait le vote sur la prohibition de l'extradition. L'exécutif et les secteurs réformateurs des deux partis reportent leurs efforts sur le Sénat qui doit confirmer le vote pour que la réforme soit définitivement approuvée.



Misael Pastrana et Julio César Turbay mettent leur démission en jeu. La commission du Sénat approuve le 14 décembre le texte tel que la Chambre l'avait adopté ; le lendemain, lors du vote en plénière, la mobilisation des sénateurs libéraux parvient à rejeter le vote de l'amendement litigieux, en l'absence des conservateurs. Mais le temps manque pour une ratification de la nouvelle version du texte à la Chambre, indispensable à son approbation finale. Pour éviter toute dérive de la réforme, le Président Barco demande le 15 décembre le retrait du texte.

Les pressions des trafiquants de drogue sont parvenues à leur but : de l'ensemble du projet réformateur soumis au vote des parlementaires, et donc des modalités négociées avec la guérilla, il ne reste rien, si ce n'est le vote de la loi d'amnistie<sup>697</sup>.

*C. LA FRUCTUEUSE RENCONTRE ENTRE LA DEMOBILISATION DU M-19 ET  
LES MOUVEMENTS POUR LA CONVOCATION DE LA CONSTITUANTE*

La poursuite du processus de paix dépend dès lors du seul groupe de guérilla qui est confronté à l'alternative d'une démobilisation sans garanties politiques ni contreparties négociées, ou d'un retour à l'action armée, devenu totalement contradictoire avec les déclarations de ses principaux dirigeants depuis le début de l'année 1989. Dans la décision de poursuivre la démobilisation, acquise au sein de l'organisation dans les jours qui suivent le rejet de la réforme, pèse le choix inaltérable du principal dirigeant du M-19 que les mois qui précèdent ont confirmé dans sa volonté de transformer son organisation en un mouvement politique non armé.

Mais ce choix a cessé d'être celui d'un mouvement isolé dans ses certitudes insurrectionnelles. En effet, un des éléments centraux de la décision de poursuivre réside dans un

---

<sup>697</sup> La proposition d'amnistie a également fait l'objet d'un amendement cherchant à l'étendre aux trafiquants de drogue, mais qui a pu être rejeté. La Loi 77/89 prévoit la possibilité pour le Président de concéder une amnistie aux membres d'une organisation de guérilla qui aurait signé un accord de démobilisation avec le gouvernement.

des effets à moyen terme de l'assassinat de Luis Carlos Galán. Son enterrement a constitué le point de départ d'une importante mobilisation civique, en particulier d'étudiants, qui reprend le flambeau réformateur du dirigeant libéral assassiné et porte en particulier la revendication de la convocation d'une Assemblée Constituante. Si les trafiquants de drogue ont réussi effectivement à décapiter le secteur réformateur du Parti libéral, ils ont néanmoins donné une occasion tragique à l'ensemble de ceux qui se reconnaissent dans la volonté de moderniser les institutions colombiennes de se mobiliser. C'est dans une forte sensibilité à ce contexte qu'il faut comprendre la décision de la direction du M-19 de poursuivre sa démobilisation, même sans garanties gouvernementales. Dissociées par l'échec de la réforme au Congrès, la démocratisation des institutions et la démobilisation de la guérilla vont reprendre des chemins parallèles, mais que la conjonction des actions de différents acteurs politiques secondaires vont rapprocher.

### **1) Une démobilisation et une participation à la vie politique au rythme d'un cycle électoral exceptionnel**

L'ensemble des discours du M-19 depuis le début des négociations se concentre essentiellement sur la nécessité de réformer les institutions par la convocation d'une Assemblée Constituante, et d'approfondir la pratique démocratique. L'organisation se trouve en synchronie avec de nombreux secteurs de la société colombienne qui se reconnaissent dans une volonté réformatrice, sans constituer pour autant un ensemble structuré et homogène<sup>698</sup>.

L'échec de la réforme par la voie parlementaire conduit le gouvernement à rechercher d'autres appuis pour des solutions extra-constitutionnelles, qu'il trouve à travers le soutien donné

---

Réglémentée par le décret 206 du 22/01/1990, elle sera immédiatement appliquée pour les deux principaux dirigeants du M-19.

<sup>698</sup> Autour de cette option se retrouvent le gouvernement, une partie des dirigeants nationaux libéraux, mais pas toujours suivis par leurs troupes régionales, certaines figures isolées du Parti conservateur, même si la direction du parti y est majoritairement opposée, les conservateurs et libéraux qu'Alvaro Gómez cherche à entraîner dans sa

au mouvement étudiant pour la Constituante, parrainage « officialisée » le 12 février par la déclaration favorable à la convocation d'une Constituante des précandidats libéraux à la candidature. « Passager clandestin aux élections locales du 11 mars 1990 »<sup>699</sup>, le mouvement pour la Constituante propose à cette occasion aux électeurs la « *séptima papeleta* »<sup>700</sup>, bulletin officiel exprimant leur volonté de convoquer une Assemblée Constituante.

Parallèlement, le M-19 poursuit son processus de démobilisation. Après l'échec de la réforme au Congrès, la volonté commune d'aller de l'avant et de concrétiser la démobilisation du mouvement est ratifiée dans la « septième déclaration commune »<sup>701</sup>. L'étroitesse du cadre législatif limite néanmoins les bénéfices accordés à des amnisties individuelles rapidement concédées<sup>702</sup>.

Sachant l'impossibilité d'une nouvelle négociation politique importante, et conscient du courant d'opinion favorable à sa démobilisation, le mouvement oriente sa priorité sur sa participation aux deux élections à venir, et veut apparaître comme un mouvement politique réformateur et moderne. Dans cette optique, le gouvernement garantit le déplacement à Bogotá des deux plus importants dirigeants du M-19 afin qu'ils rencontrent les principaux acteurs du défunt *Pacto Político*, et préparent leur candidature aux élections législatives et locales de mars et présidentielle de mai<sup>703</sup>.

---

candidature dissidente à l'élection présidentielle, de nombreux secteurs des partis et mouvements de gauche, et surtout de nombreux mouvements sociaux et civiques et des personnalités isolées.

<sup>699</sup> BLANQUER (Jean-Michel), « Colombie : la nouvelle constitution », *Problèmes d'Amérique latine*, 7, octobre-décembre 1992, p.84.

<sup>700</sup> Le « septième bulletin » doit son nom au fait que ce jour là se déroulaient six élections, pour la Chambre des Représentants, pour le Sénat, pour les postes de gouverneurs, pour les Assemblées départementales, pour les mairies, ainsi que la primaire ouverte pour la désignation du candidat du Parti libéral à l'élection présidentielle.

<sup>701</sup> Cf. Presidencia de la República, *El avance hacia la reconciliación*, *op. cit.*, p.305-307.

<sup>702</sup> Celles-ci sont demandées, négociées et accordées courant janvier et font l'objet de la dernière, « déclaration commune », le 25 janvier. Cf. Presidencia de la República, *El avance hacia la reconciliación*, *op. cit.*, p.311-3.

<sup>703</sup> Jusqu'à ce moment, les seuls cadres du M-19 autorisés à avoir une activité légale étaient les douze représentants désignés à l'occasion des premiers accords signés. Le reste de la direction poursuivait son activité dans la clandestinité.

Le 8 mars, le M-19 remet ses armes à des délégués de l'Internationale Socialiste chargés de leur destruction. Le lendemain, une cérémonie officielle dans le campement de Santo Domingo marque la fin de l'action armée du M-19, et la démobilisation de 791 guérilleros. Le soir même est signé à Bogotá l'accord final, *el Acuerdo Político*<sup>704</sup>, entre le Président Barco et les deux principaux dirigeants du M-19, dans lequel les principaux points du *Pacto Político* sont repris sous forme de déclarations d'intentions, sans toutefois de réelles contraintes d'application.

Les élections de mars marquent ainsi les retrouvailles entre la démobilisation de la guérilla et la réforme des institutions. La première participation du M-19 à des élections coïncide avec l'initiative de la « *séptima papeleta* ». Dans des élections marquées par le triomphe du Parti libéral<sup>705</sup>, le M-19 obtient des résultats modestes, mais tout à fait encourageants dans la perspective de l'élection présidentielle, au vu des conditions de sa participation<sup>706</sup>. Par ailleurs, des centaines de milliers d'électeurs manifestent leur volonté de convoquer une Assemblée Constituante. Le nouveau rendez-vous entre approfondissement de la démocratie et participation politique de la guérilla démobilisée semble fixé aux élections présidentielles qui ont lieu huit semaines après.

Le succès public rencontré par la « *séptima papeleta* » permet de relancer le processus de réforme constitutionnelle. Fort d'un soutien populaire, le Président Barco annonce en mars sa

---

<sup>704</sup> Cf. Presidencia de la República, *El avance hacia la reconciliación*, *op. cit.*, p.359-364.

<sup>705</sup> Dans un contexte de baisse de la participation, le Parti libéral, fort du pourcentage de votes le plus élevé obtenu depuis 1970, consolide sa majorité parlementaire en obtenant 66 sièges au Sénat sur 114 et 119 à la Chambre sur 199 (5 sénateurs et 15 représentants de plus qu'en 1986) ; il obtient par ailleurs 527 mairies (74 de plus qu'en 1986), et parmi elles 19 des 25 villes les plus peuplées, dont Bogotá et Medellín, reprises aux conservateurs. Sur les élections de 1990, cf. PINZON DE LEWIN (Patricia), LLORENTE (María Victoria), « Les élections de 1990 en Colombie : continuité et ouverture », *Problèmes d'Amérique latine*, 2, juillet-septembre 1991, p.77-86.

<sup>706</sup> Pour les élections législatives, le M-19 présentait deux listes dans le département de Cundinamarca, l'une pour le Sénat, avec l'ancien général Matallana, et l'autre pour la Chambre, avec Vera Grabe. Cette dernière obtient 31 149 et est élue représentante. Selon les dispositions du *Pacto Político*, ce résultat lui aurait permis d'obtenir 2 sièges au Sénat et 4 à la Chambre. Aux élections municipales, le nouveau parti se présente dans six villes et remporte la mairie d'un village du Cauca. Il enregistre de bons scores à Yumbo, banlieue populaire de Cali où Rosemberg Pabón, l'ancien chef de la prise de l'Ambassade de la République Dominicaine, manque de peu l'élection (en obtenant 42 % des voix) et à Bogotá, où Carlos Pizarro obtient 70 000 voix (soit 7,8 %, le résultat le plus élevé jusque là pour un candidat indépendant). Pour un témoignage sur la campagne électorale, cf. GRABE (Vera), *Razones de vida*, *op. cit.*, p.366-67.

volonté de convoquer un référendum sur l'organisation d'une élection pour une Assemblée Constituante à l'occasion de la présidentielle. Contrairement à toutes les tentatives antérieures, le Conseil d'État ne bloque pas le décret de convocation et « la *Constituyente* commence son parcours non pas contre mais à côté de la légalité »<sup>707</sup>.

## **2) « *Por las urnas, por el pueblo, al poder* »<sup>708</sup> : l'élection présidentielle comme horizon indépassable**

De son côté, le M-19 prépare activement l'élection présidentielle. Les résultats obtenus à l'élection de mars, les sondages favorables à la candidature présidentielle de Carlos Pizarro, la perspective d'une élection imminente pour une Assemblée Constituante confortent la direction de l'organisation dans l'idée qu'être « entré à la compétition électorale avec son passé de mouvement de guérilla comme capital politique accumulé transformé en offre de paix, changement et démocratie »<sup>709</sup> avait été un bon calcul. La priorité est dès lors donnée à l'élection dans laquelle le M-19 voit la possibilité de parvenir au pouvoir, ou au moins d'obtenir ce qui n'avait pas pu l'être par la négociation. Des rencontres avec Bernardo Jaramillo, le candidat présidentiel de la UP, laissent envisager, sinon une candidature commune, du moins un rapprochement substantif. Mais son assassinat le 22 mars 1990 conduit la UP à se retirer de l'élection. Le 3 avril, le M-19 et une dizaine de petits groupes politiques constituent la *Alianza Democrática M-19* (ADM-19).

La rencontre entre démobilisation et participation aux élections et la proximité calendaire entre les deux conduisent à une continuité au sein de la nouvelle organisation des tendances déjà

---

<sup>707</sup> BLANQUER (Jean-Michel), « Colombie : la nouvelle constitution », *op. cit.*, p.85. Malgré le fait que cette procédure de réforme constitutionnelle ne soit pas prévue par la Constitution, la Cour Suprême ne déclare pas inconstitutionnel le décret 927 du 3 mai 1990, en considérant que l'état de siège alors en vigueur élargit les compétences présidentielles au point de lui permettre, dans un moment particulièrement « anormal », de consulter le « constituant primaire » (les termes étant repris du texte de la décision de la Cour Suprême).

<sup>708</sup> Cette légère (et facile) déformation du slogan du M-19 « *Por las urnas, por el pueblo, al poder* » est assez représentative de l'impatience électorale qui saisit alors l'ancienne guérilla.

<sup>709</sup> Cf. ZULUAGA (Jaime), « De guerrillas a movimientos políticos ... », *op. cit.*, p.34.

existantes au sein du M-19 sur son absence de définition idéologique et sa préférence pour des actions aux effets rapidement visibles<sup>710</sup>. Préparée dans l'urgence de la campagne présidentielle, la présentation du nouveau parti insiste davantage sur le sens politique de la démobilisation du M-19 que sur un contenu programmatique approfondi, qui ne présente que des considérations générales sur la paix, la réconciliation, la démocratie. La vision politique de la ADM-19 tient alors de l'accumulation, plus que de la synthèse, de la reprise modernisée des accents populistes, nationalistes et anti-oligarchiques de l'ANAPO, du discours de rénovation morale et de lutte contre la corruption et le clientélisme de Luis Carlos Galán, et d'une référence assez vague à la social-démocratie, le tout s'articulant sur une impérieuse réforme des institutions. La version civile du « *popular liberalism* »<sup>711</sup> apparaît plus diluée et éclectique que celle qui avait caractérisé sa période militaire<sup>712</sup>.

Portée par des sondages présidentiels favorables et par l'indéniable popularité acquise par Carlos Pizarro, devenu en quelques semaines le « *Comandante Papito* », l'organisation se concentre exclusivement sur la campagne électorale. Cela concourt à retarder d'autant la construction du parti, de ses structures internes, militantes et idéologiques, et à s'appuyer au sein de la nouvelle organisation politique sur la seule hiérarchie de l'ancienne structure militaire. Les

---

<sup>710</sup> Les différents faits d'armes du M-19, et le discours par lequel il les présentait, rendaient compte « non seulement d'une vocation au pouvoir mais surtout d'une fantaisie politique : la croyance d'être aux marches du pouvoir. Cette obsession de la conquête du pouvoir national à court terme s'est communiquée à la ADM-19, a marqué son action politique et a déterminé dans de nombreux aspects son comportement ambigu entre l'opposition au gouvernement et la collaboration ». Cf. ZULUAGA (Jaime), « De guerrillas a movimientos políticos ... », *op. cit.*, p.41. Pour un prolongement de cette analyse, cf. LOPEZ DE LA ROCHE (Fabio), *Izquierdas y cultura política*. Bogotá : CINEP, 1994, 326 p., en particulier le chapitre « El M-19, del extremo izquierdismo a la renovación democrática y colombianista de la izquierda », p.255-304.

<sup>711</sup> CHERNICK (Mark), JIMENEZ (Michael), « Popular liberalism, radical democracy and marxism : leftist politics in contemporary Colombia, 1974-91 », *op. cit.*

<sup>712</sup> La place de la référence au populisme est ainsi significative. Dans les travaux sur le populisme en Amérique latine, et tout particulièrement en Colombie, il est courant de voir le M-19 catalogué comme une « guérilla populiste », du fait de ses liens initiaux avec le populisme traditionnel de l'ANAPO, de son discours et de ses pratiques. Mais l'ADM-19 n'apparaît pas, dans ces mêmes travaux, comme une illustration de l'existence d'un discours néo-populiste médiatique contemporain, qu'incarneraient davantage des figures « anti-système » et non professionnelles de la politique comme Antanas Mockus ou Sergio Cabrera ou des dirigeants politiques venant des partis traditionnels mais ayant adopté ce discours, à l'image de Noemí Sanín. Cf. HERMET (Guy), « Del populismo de los antiguos al populismo de los modernos », p.13-33, in HERMET (Guy), LOAEZA (Soledad),

forces de la guérilla démobilisée s'annoncent ainsi comme ses futures faiblesses : « son pari pour la paix et pour la réconciliation et son discours démocratique se sont convertis, à cause des ambiguïtés et des absences de définition dans lesquels ils sont déroulés, dans certaines des fragilités de la nouvelle organisation »<sup>713</sup>.

La ADM-19 n'allait pas tarder à avoir l'occasion la plus éclatante et la plus tragique de faire montre de sa volonté de paix et de réconciliation. Les paroles prononcées par Carlos Pizarro à l'occasion de la cérémonie de remise des armes prennent un ton prophétique. « Nous savons tous que devant nous s'ouvre le grand pari, un pari pour lequel nous allons risquer notre vie, pour lequel nous allons risquer nos rêves, pour lequel nous allons risquer en sautant dans le vide et en jouant à pile ou face l'avenir de la Colombie »<sup>714</sup>. Le 26 avril, sept semaines après la remise de la dernière arme de son organisation, et une semaine après le lancement de sa campagne, le dernier commandant du M-19 est assassiné dans un avion. Avec un discours prônant la réconciliation et la paix, Antonio Navarro reprend le flambeau pour une fin de campagne réalisée sous très haute surveillance.

Les résultats de l'élection présidentielle confirment, au sein du bipartisme, les tendances des élections de mars. Dans un contexte de baisse sensible de la participation, César Gaviria s'impose avec 47,8 %, mais avec un nombre de voix inférieur à celui qui s'est porté sur son nom lors de la primaire libérale. Au sein d'un camp conservateur divisé, Alvaro Gómez rassemble près du double de voix que Rodrigo Lloreda, le candidat officiel (23,7 % contre 12,1 %). La nouveauté provient de la ADM-19 : Antonio Navarro réalise, avec 754 790 voix, soit 12,4 %, une percée remarquable pour un candidat non issu de l'un des deux partis dominants. Par ailleurs,

---

PRUD'HOMME (Jean-François), Del populismo de los antiguos al populismo de los modernos. Mexico : El Colegio de México, 2001, 430 p.

<sup>713</sup> Cf. ZULUAGA (Jaime), « De guerrillas a movimientos políticos ... », *op. cit.*, p.37.

<sup>714</sup> Discours prononcé le 9 mars 1990 par Carlos Pizarro, reproduit partiellement in VILLAMIZAR (Darío), Aquel 19 será, *op. cit.*, p.575.

la convocation de l'Assemblée Constituante est approuvée massivement par plus de 5 200 000 électeurs (88 %).

L'ancienne guérilla réussit son premier test électoral national. L'analyse de son électorat révèle une composition du vote pour la ADM-19 qui va être à peu près constante jusqu'en 1994. Très majoritairement urbain, de classes moyennes, ce parti attire fortement la *franja* – ainsi les voix des villes de plus de 150 000 habitants représentent 56 % de son électorat (alors qu'elles comptent pour 46 % des suffrages). Mais il réussit également des résultats tout à fait significatifs, très supérieurs à sa moyenne nationale, dans des départements où le contrôle clientéliste du vote, libéral ou conservateur, est en crise, et tout particulièrement dans les départements de la région caraïbe ou dans le sud-ouest<sup>715</sup>. La carte électorale de l'ADM-19 ne correspond par ailleurs en rien aux lieux d'action militaire du M-19.

### **3) Le volontarisme réformiste de la ADM-19 à l'épreuve des faits**

Le paysage politique singulier surgi de l'élection présidentielle se structure autour de deux pôles réformistes, les secteurs appuyant le nouveau Président au sein du Parti libéral et la ADM-19. Tout au long de sa campagne, César Gaviria a réussi en effet à se présenter comme le candidat qui incarne à la fois la continuité avec la Présidence Barco et le renouvellement par le projet réformiste de Luis Carlos Galán. Alors qu'il a été formé politiquement dans les secteurs traditionnels du Parti libéral, il représente néanmoins une jeune génération de dirigeants politiques colombiens qui construisent leur légitimité sur leur expertise technocratique, tout en conservant de solides bases locales. Ministre des finances puis de l'intérieur du Président Barco,

---

<sup>715</sup> Le Tableau 8 (p.429) montre la répartition départementale du vote d'Antonio Navarro qui obtient ses meilleurs scores dans les départements caraïbes du nord-est : 36,1 % dans l'Atlántico, 26,2 % dans le César, 25,6 % dans la Guajira, 24,5 % dans le Magdalena. À Barranquilla, Santa Marta et Valledupar, Antonio Navarro arrive en tête. Par ailleurs, il recueille également de bons résultats dans le sud-ouest du pays : 27,2 % dans le Nariño, 14,4 % dans le Putumayo et dans le Valle et 13,3 % dans le Caquetá.



il avait été nommé chef de la campagne de Luis Carlos Galán, et a su à cette occasion saisir avec un grand opportunisme la montée du courant réformiste. Moins hétérodoxe dans sa trajectoire politique que ces deux prédécesseurs, il n'en est pas pour autant proche des dirigeants historiques du Parti libéral. Nommé largement à l'occasion de la primaire libérale, il est en effet le premier candidat du Parti à ne pas devoir sa nomination à des négociations internes au sein du parti, phénomène renforcé par l'usage pour la première fois du *tarjetón* à l'occasion de l'élection présidentielle<sup>716</sup>.

Afin de renforcer la vision héritée de son prédécesseur selon laquelle la réforme des institutions était une étape nécessaire pour résoudre les problèmes de violence en Colombie, César Gaviria va rechercher des formes d'alliances ou de rapprochements avec les autres secteurs réformistes. Peu après son élection, il rassemble une commission inter-partidaire (à laquelle participent en plus des deux partis traditionnels, le MSN et la ADM-19) afin d'obtenir un accord sur les conditions de l'élection de l'Assemblée Constituante et sur les domaines qui relèveront de ses compétences<sup>717</sup>. Parallèlement, il donne une interprétation modernisée de la vieille pratique consociationnelle du *Frente Nacional* en constituant un gouvernement d'unité nationale, incluant les forces politiques qui ont participé à l'élection. Deux ministères sont confiés au MSN, dont celui de la Justice, et le Ministère de la Santé est proposé à la ADM-19.

Incorporer un ancien commandant guérillero au gouvernement reflète un « effet politique de démonstration et le besoin du gouvernement de mettre en avant des résultats concrets dans sa

---

<sup>716</sup> La procédure électorale antérieure en vigueur consistait à déposer dans l'urne un bulletin en faveur du candidat, généralement distribué à l'entrée du bureau de vote par ses partisans. Cette procédure ouvrait de larges possibilités au contrôle d'un vote clientéliste. À partir de l'élection présidentielle de mai 1990, les électeurs expriment leur choix au moyen d'un bulletin unique qui présente l'ensemble des candidats, connu familièrement comme le *tarjetón*.

<sup>717</sup> Le décret 1926 du 24 août 1990 issu de cette commission est partiellement remis en cause le 9 octobre par le Conseil d'État sur les questions de compétence, ce qui donne à la future Assemblée une totale souveraineté sur le contenu de ses travaux. Par ailleurs les modalités de suffrage sont validées (maintien de la représentation proportionnelle avec plus fort reste mais avec circonscription nationale, usage du *tarjetón*) ainsi que la possibilité de réserver deux sièges supplémentaires à des mouvements de guérilla qui auront négocié des accords de paix avec le gouvernement. Cette décision du Conseil d'État donne le signal du début de la campagne électorale pour la Constituante, dont l'élection est convoquée pour le 9 décembre.

politique de pacification »<sup>718</sup>. Au sein de la ADM-19, cette proposition rencontre un accueil d'autant plus positif que l'organisation la conçoit comme la conséquence des bons résultats électoraux obtenus, et plus seulement comme une conséquence mécanique de l'accord de paix. Sa présence au gouvernement et la perspective de la Constituante la renforce dans la vision qu'elle a d'elle-même, comme un médiateur à la fois entre divers courants rénovateurs et entre les organisations révolutionnaires armées encore en activité et la politique légale<sup>719</sup>.

Dans le premier aspect, la ADM-19 dirige sa pratique politique sur la construction de consensus afin d'approfondir la démocratie. L'action du Ministère de la Santé est orientée essentiellement sur la lutte contre la corruption et sur une plus large transparence<sup>720</sup>. Mais la priorité essentielle constitue la préparation de l'élection à l'Assemblée Constituante. La liste présentée par la ADM-19 reflète la volonté de construire un large consensus. Un nombre important d'anciens dirigeants du M-19 y côtoie en effet des personnalités politiques, sociales ou intellectuelles de tous bords, à l'image du libéral Carlos Ossa, le premier *Consejero para la Reconciliación* du Président Barco, du conservateur Alvaro Leyva, dont le rôle dans la négociation lors de la libération d'Alvaro Gómez Hurtado a été souligné plus haut, ou du sociologue Orlando Fals Borda.

Dans le second, la ADM-19 va chercher à accompagner les autres processus de négociation qui s'ébauchent. Un certain nombre de groupes de guérilla ont en effet manifesté leur

---

<sup>718</sup> LEAL BUITRAGO (Francisco), « Estructura y coyuntura de la crisis política », p.45, in LEAL BUITRAGO (Francisco), ZAMOSC (León), *Al filo del caos : crisis política en la Colombia de los años 80*. Bogotá : IEPRI, Tercer Mundo, 1990, 514 p.

<sup>719</sup> « *En raison de ce que nous représentions, le nouveau gouvernement offre un Ministère à la ADM-19 : quatre mois après notre démobilisation, nous étions dans le gouvernement, ce qui pour nous était très important pour la négociation et pour notre conduite appuyée par un large soutien populaire* ». Entretien avec un ancien dirigeant de la ADM-19.

<sup>720</sup> Le poste de Ministre de la Santé a été occupé par la ADM-19 d'août 1991 à novembre 1992, date à laquelle le parti se retire du gouvernement en protestation contre la stratégie de guerre intégrale alors mise en œuvre par le gouvernement contre les guérillas. Les titulaires successifs ont été Antonio Navarro (août 1991 à novembre 1991), Camilo Gonzalez (novembre 1991 à juillet 1992) et Gustavo de Roux (juillet à novembre 1992). La priorité donnée à la lutte contre la corruption et à la transparence s'explique aussi en grande partie par la faible marge de manœuvre politique et financière d'un ministère d'importance secondaire et à vocation sociale dans le cadre de la mise en place du programme d'ajustement néo-libéral par le gouvernement Gaviria.

volonté d'initier des négociations avec le gouvernement, et ont participé aux différentes rencontres organisées lors de la libération d'Alvaro Gómez. L'EPL avait montré sa disposition à ouvrir des dialogues, mais dans le schéma de la Commission des Notables. En avril 1989, il décrète un cessez-le-feu. Ses activités militaires diminuent effectivement pour quelque temps, mais reprennent à un niveau plus intense avant la fin de l'année.

L'aboutissement des négociations avec le M-19 et la perspective de la Constituante relancent ce processus, et début mai 1990 l'EPL exprime sa volonté de dialoguer avec le gouvernement : le 24 mai, à trois jours de la présidentielle, la « première déclaration commune » entre le gouvernement et l'EPL ouvre des négociations pour une démobilisation orientée à la participation de l'organisation dans la Constituante à venir. La négociation, plus ardue qu'avec le M-19 du fait de la plus grande importance numérique de l'organisation, de sa présence géographique plus large, et d'une structuration interne plus diversifiée et plus complexe, n'en est pas moins rapide. Elle est en effet bornée par la perspective d'une participation à la Constituante. L'accord est signé dix mois plus tard, le 15 février 1991 et prévoit la démobilisation de 2000 combattants, des programmes de développement local et de réinsertion et la nomination de deux constituants<sup>721</sup>. Un processus similaire se déroule avec deux autres groupes, le PRT (21 janvier 1991, 200 combattants) et le *Quintín Lame* (27 mai 1991, 157 combattants), qui obtiennent tous deux un siège d'observateur sans droit de vote à la Constituante. Pendant cette période, les anciens dirigeants du M-19 cherchent à jouer un rôle de médiateur et à présenter la ADM-19 comme le récepteur naturel des forces politiques issues des guérillas démobilisées. La rapidité des négociations et l'intégration d'une grande partie des cadres des guérillas démobilisées doivent

---

<sup>721</sup> Sur la négociation entre le gouvernement et l'EPL, cf. ZULUAGA (Jaime), « Para hacer de los sueños una realidad », *Análisis Político*, 12, janvier 1991, p.61-66, VILLARRAGA (Alvaro), PLAZAS (Nelson), *Para reconstruir los sueños. op. cit.*, et GARCIA DURAN (Mauricio), *Procesos de paz. op. cit.*, p.119-138. Sur l'ensemble des négociations postérieures à celle du M-19, cf. VILLAMIZAR (Darío), *Un adiós a la guerra*. Bogotá : Planeta, 1997, 427 p.

pourtant être mises davantage sur l'effet d'attraction exercé par la réussite électorale de la ADM-19 que sur une quelconque capacité politique d'intégration réelle de cette dernière<sup>722</sup>.

*D. OBTENIR PAR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE CE QUI N'A PAS PU L'ETRE  
DANS LA NEGOCIATION, UNE ENTREPRISE DONT LA REUSSITE PASSE PAR LA  
DISSOLUTION DE LA SPECIFICITE DE LA ADM-19*

Les contextes de la convocation à l'Assemblée constituante, les résultats de l'élection et la manière dont vont se dérouler ses travaux représentent pour les dirigeants du M-19 autant d'occasions de confirmer le bien-fondé de leur décision de se désarmer. Dans la lettre invitant les partis aux négociations qui conduisent à l'accord du 3 août, le Président Gaviria mentionne explicitement que la Constituante repose sur la conjonction entre une volonté de démocratisation et le processus de démobilisation de certaines guérillas : « Nous devons montrer que la réforme constitutionnelle est un instrument de réconciliation nationale. Cela n'est pas dû seulement au fait que certains groupes de guérillas qui se sont démobilisés et qui ont rempli certaines conditions peuvent éventuellement y siéger. L'élargissement de la démocratie et le changement institutionnel apporteront aux groupes d'opposition dans la société l'occasion de sortir de la marginalité dans laquelle ils se trouvent. La réforme est un mécanisme de pacification nationale »<sup>723</sup>. Ce discours, même porté par un autre projet politique et par un grand sens de

---

<sup>722</sup> Si les 2 membres de plein droit issus du EPL et les 2 observateurs issus du PRT et du *Quintín Lame* viennent effectivement se joindre au groupe parlementaire de la ADM-19 à la Constituante, l'intégration au sein du parti des nouveaux arrivants est beaucoup plus problématique. Seule une partie des cadres du EPL (Bernardo Gutierrez, Carlos Franco, Aníbal Palacios) et du PRT (Enrique Flórez) s'y investissent, en ajoutant des identifications à des groupes nouveaux dans un ensemble déjà peu structuré, davantage qu'en contribuant à l'unité du parti. Après un bref passage au sein de la ADM-19, les militants du *Quintín Lame* choisissent de constituer un mouvement politique indigène.

<sup>723</sup> Cité in NIELSON (Daniel), SHUGART (Matthew Soberg), « Constitutional change in Colombia : policy adjustment through institutional reform », *Comparative Political Studies*, 32, 3, mai 1999, p.327.

l'opportunisme, rencontre pleinement la vision qui a conduit les commandants du M-19 à négocier la remise de leurs armes et leur participation à la vie politique.

### 1) La ADM-19 au cœur de la Constituante

À l'exception d'un taux de participation extrêmement faible<sup>724</sup>, l'ancienne guérilla a toutes les raisons de se réjouir des résultats de l'élection constituante du 9 décembre 1990. Pour sa troisième participation à une élection en dix mois, la ADM-19 frôle le million de voix et peut se prévaloir d'être la seule force politique à progresser numériquement par rapport aux élections présidentielles. Avec 26,7 % des suffrages, elle s'impose comme la première liste au niveau national, et n'est dépassée, en terme d'affiliation partisane, que par la vingtaine de listes du Parti libéral<sup>725</sup>. Enfin, avec 19 sièges sur 70, elle devient une des forces incontournables de la future

---

<sup>724</sup> Le taux d'abstention était de 45 % pour les élections législatives et locales de mars, de 57 % pour la présidentielle de mai, et de 74 % pour l'élection à l'Assemblée Constituante. La faible participation s'explique en grande partie par l'absence de mobilisation des dirigeants politiques traditionnels, en particulier au niveau local, soit parce qu'ils étaient opposés au processus constituant, soit plus généralement parce qu'ils n'y voyaient pas une véritable source d'influence, de pouvoir ou de ressources politiques. Les faibles résultats obtenus par les deux grands partis reflètent cette situation : le Parti libéral passe de 59 % en mars à 48 % en mai et 31 % en décembre, le vote conservateur officiel de 31 % en mars à 12 % en mai et 11 % en décembre. Même le vote pour la dissidence conservatrice du MSN pâtit de ce phénomène puisqu'elle descend de 24 % à la présidentielle à 15 % à la Constituante. L'ensemble des voix recueillies par des forces émanant, officiellement ou en dissidence, du bipartisme diminue de 90 % aux législatives et 83 % à la présidentielle à 58 % à la Constituante.

<sup>725</sup> Celui-ci avait en effet été le seul mouvement politique à participer à l'élection en multipliant les listes (les trois listes présentées par le Parti conservateur résultant davantage de dissensions internes que d'une stratégie électorale). La législation électorale colombienne établissant un système de répartition proportionnelle sans seuil minimal et au plus fort reste, et ne limitant pas le nombre de listes qu'un même parti peut déposer, un parti peut déposer un nombre très important de listes afin de faire jouer au maximum l'effet du plus fort reste. Cette technique, connue en Colombie sous le nom de « *operación avispa* », transforme de fait le système proportionnel en un système majoritaire, la plus grande partie des candidats se faisant élire parce qu'ils ont des « plus forts restes » plus importants que les autres. Cela conduit à sur-représenter les listes ayant obtenu des scores très faibles, puisqu'elles obtiennent des sièges avec un nombre de voix très inférieur au quotient électoral et constitue de ce fait une incitation à la multiplication des listes afin de maximiser cet effet, même pour des mouvements ayant un faible électorat. Ce système a par ailleurs le grand avantage de permettre à des partis sans véritable structure centrale de faire élire des dirigeants politiques avec une forte influence locale, même si la circonscription est nationale. Le Parti libéral est passé maître dans l'usage d'une technique largement généralisée par tous les mouvements. À titre d'exemple, sur les 20 listes libérales qui ont eu des élus à la Constituante, 14 d'entre elles ont obtenu un élu exclusivement au plus fort reste. L'effet de dispersion des voix peut être illustré lors des élections à la Constituante (où pourtant cet effet est moins fort que dans des élections législatives) par la comparaison entre la liste présentée par la *Unión Cristiana* qui avec 115 200 voix obtient seulement 2 sièges par quotient et les deux listes indigènes qui avec moins de 30 000 voix chacune obtiennent toutes les deux 1 siège au plus fort reste.

assemblée, le Parti libéral en ayant obtenu 25, le MSN d'Alvaro Gómez 11 et le Parti conservateur 9 (la UP obtenant 2 sièges, ainsi qu'une liste chrétienne et deux listes indigènes).

L'analyse des résultats de cette élection par les dirigeants de la ADM-19 les conduit à les interpréter comme une forme de victoire sur les autres secteurs réformateurs<sup>726</sup>, qu'il s'agisse des listes du Parti libéral proches du Président ou d'une ligne réformatrice et menées par des dirigeants importants (Horacio Serpa, Carlos Lemmos, Jaime Castro) ou du mouvement d'Alvaro Gómez. Cette victoire leur apparaît également comme un indicateur du fait qu'Antonio Navarro a acquis une stature politique nationale de première dimension et peut croire en ses chances lors de la présidentielle<sup>727</sup>.

**Tableau 7 : Résultats des élections pour l'Assemblée Nationale Constituante en Colombie**  
**(9 décembre 1990)**

Le nombre entre parenthèses correspond au nombre de listes du parti ayant obtenu des élus. Seules celles-là sont indiquées dans le tableau.

<i>Affiliation partisane</i>	<i>Voix</i>	<i>%</i>	<i>Sièges</i>
Partido Liberal (20)	1 158 344	31,2 %	25
ADM-19 (1)	992 613	26,7 %	19
MSN (1)	574 411	15,5 %	11
Partido Conservador (3)	422 110	11,4 %	9
Unión Cristiana (1)	115 201	3,1 %	2
Union Patriótica (1)	95 088	2,5 %	2
Listes indigènes (2)	54 222	1,5 %	2

<sup>726</sup> La liste de la ADM-19 a effectivement rallié une bonne partie de la *franja*. Elle est en tête dans 132 municipalités du pays, parmi lesquelles les villes les plus peuplées. Une analyse de la géographie électorale de la ADM-19 pour l'élection constituante confirme les tendances présentes lors de l'élection présidentielle, évoquées note 715, comme le montre le Tableau 8, p.429 : l'organisation réalise ses meilleurs scores dans les départements de la côte caraïbe (Atlántico, Magdalena, César, La Guajira – départements, où elle dépasse 40 % des voix -, Bolívar, Sucre), dans les zones métropolitaines de Bogotá et de Cali, ainsi que dans l'extrême sud du pays (Nariño, 38,7 % des voix, Valle 28,7 %, Putumayo et Caquetá).

Enfin la nature, le contenu et le résultat des débats constitutants vont dans un sens qui permet également à la ADM-19 de confirmer qu'elle a réussi sa conversion en parti politique<sup>728</sup>. L'évolution de la Constituante, et de ses relations avec les autres acteurs institutionnels, va conduire à en faire l'organe d'une profonde rénovation des institutions, d'une représentation effectivement plurielle, à défaut de réussir à être une véritable incitation pour la paix dans le pays. L'ancienne guérilla va accompagner tout ce processus, en devenant un de ses acteurs centraux, sans en être néanmoins ni le seul, ni le plus innovateur. En effet, son discours va progressivement perdre de sa spécificité dans l'esprit qui prévaut au sein de la Constituante. Elue face à l'opposition, au mieux l'indifférence, des barons régionaux des deux grands partis, devant compter avec la présence parallèle du Congrès élu quelques mois plus tôt avec une participation électorale bien plus significative, « la Constituante va donc devoir compenser, par la force du langage, du symbole et du renouveau, sa faible assise électorale »<sup>729</sup>. Or « aucune majorité automatique ne se dégage *a priori* et pour la première fois une assemblée colombienne peut prétendre représenter le pays dans sa diversité. Seule une dynamique de réconciliation nationale peut permettre de transformer cette diversité en atout »<sup>730</sup>.

Le contexte de son élection, les équilibres entre les forces en présence vont conduire progressivement à ce que la Constituante, et en particulier les trois forces principales qui la composent, le secteur du Parti libéral proche du Président, la ADM-19 et le MSN. Au nom de leur volonté commune de réformer les institutions et de supprimer les composantes essentielles de l'ancien système, elles s'y rencontrent plutôt que s'y opposent, élimant leurs différences. De ce fait, une culture du compromis se développe, faite, non d'échanges de prébendes ou de promesses

---

<sup>727</sup> Un sondage effectué à cette époque sur les intentions de vote en cas d'élection présidentielle place Antonio Navarro en tête avec 56,2 % (Sondage « Centro Nacional de Consultoría », décembre 1990). Cf. « Cuesta abajo », *Semana*, 31 mai 1994, p.28.

<sup>728</sup> Il n'est pas question ici d'analyser la Constituante et les apports de la nouvelle Constitution, mais plutôt les effets de son existence sur la place occupée par le parti politique issu de la guérilla et sur l'évolution de ce dernier.

<sup>729</sup> BLANQUER (Jean-Michel), « Colombie : la nouvelle constitution », *op. cit.*, p. 85.

de vote comme dans l'ancien Congrès, mais d'appuis réciproques à des volontés de voir des problèmes précis être discutés et introduits dans la nouvelle *Carta Magna*. Ce compromis est illustré par l'élection d'une Présidence triumvirale (Horacio Serpa, Antonio Navarro et Alvaro Gómez). Il aboutit également à ce que les thèmes discutés soient orientés en grande partie à la limitation de ce qui est perçu comme les abus les plus importants du régime antérieur davantage qu'à la construction d'une scène politique nouvelle, et à l'éviction des thèmes considérés comme trop sensibles ou comme pouvant entraîner de trop fortes oppositions<sup>731</sup>. En ce sens, la progressive imposition de la Constituante sur les autres institutions colombiennes, en particulier sur le Congrès et la Cour Suprême, donne une plus forte visibilité à ses principaux acteurs. La ADM-19 bénéficie de cette situation au même titre que les autres forces réformatrices.

## **2) L'incapacité à se différencier de la temporalité exceptionnelle de la Constituante**

La fin des travaux de la Constituante et l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution le 4 juillet 1991 marque la fin de cette période exceptionnelle, tant pour les institutions colombiennes que pour la ADM-19. En apparaissant comme un des acteurs centraux de la rénovation institutionnelle, ce mouvement en sort politiquement renforcé. Une dernière étape électorale clôt ce cycle politique exceptionnel. La Constituante ayant dissout le Congrès, dans une volonté de montrer la fin de l'ancien régime<sup>732</sup>, des élections législatives exceptionnelles sont

---

<sup>730</sup> *ibid.*, p.86.

<sup>731</sup> Cela explique à la fois l'aspect quelque peu procédurier et très long (380 articles) du texte finalement adopté, son insistance sur des points qui peuvent paraître de détail, mais également l'absence de débats sur des thèmes sensibles et particulièrement les compétences des forces armées et leur autonomie en matière de justice militaire ou bien des contradictions surprenantes sur certains aspects (la Constituante a par exemple mis fin au Concordat, élément de polémique important, mais n'a pas discuté des questions longtemps impossibles dans la législation colombienne du fait de l'influence de l'Église Catholique, à l'image du divorce, tout en invoquant au début du texte une référence alambiquée à la protection divine qui a fait l'objet d'un très long débat).

<sup>732</sup> La décision de dissolution du Congrès est prise le 8 juin par un accord entre le Président Gaviria, la direction du Parti libéral, et les trois coprésidents de la Constituante. Une « Commission Spéciale Législative », connue comme



programmées en octobre 1991, pour une courte législature devant se terminer en 1994, année où le cycle électoral quadriennal reprend normalement ; le même jour ont lieu les premières élections pour les postes de gouverneurs de département.

Malgré la normalisation de la conjoncture électorale, un taux de participation (45 %) comparable aux élections précédentes, et la remobilisation des structures d'encadrement des dirigeants traditionnels, la ADM-19 s'attend à confirmer sa progression et sa marche vers le pouvoir, et ne modifie en rien sa stratégie d'alliances et de construction de consensus. Elle constitue pour le Sénat une liste qui cherche une nouvelle fois à refléter la diversité du camp réformateur<sup>733</sup>.

En obtenant 9 sénateurs (sur 100) et 14 représentants (sur 155), l'ancienne guérilla confirme qu'elle occupe une position particulière dans l'échiquier politique. Elle se place en tête au Sénat, juste devant la liste conservatrice dissidente menée par Andrés Pastrana, et obtient des représentants dans onze départements – à Bogotá et dans le Valle, elle élit même deux représentants. Mais contrairement à ses espérances, son résultat ne lui permet de remettre en cause ni la majorité libérale, ni la domination des forces issues des deux partis traditionnels<sup>734</sup>. Elle échoue également à attirer durablement l'électorat nouveau qui s'était porté sur la candidature d'Antonio Navarro à l'élection présidentielle ou sur la liste présentée à l'occasion

le « *Congresito* », est instituée, dont les 36 participants sont élus par la Constituante parmi ses membres à la proportionnelle, pour faire office d'organe législatif entre juillet 1991 et février 1992. Son rôle a essentiellement consisté à prendre les décrets d'application nécessaires aux mesures introduites dans la nouvelle Constitution.

<sup>733</sup> L'accord politique ayant conduit à la Constituante interdisait aux Constituants de se présenter aux élections législatives. Cette mesure, prise pour souci de rénovation, se retourne contre ses promoteurs, puisqu'elle empêche les grandes figures de la Constituante d'être présentes à la Chambre, et ouvre la voie aux dirigeants traditionnels, absents à la Constituante, pour revenir à la Chambre. La ADM-19 compose à nouveau une liste de large rassemblement, quelque peu hétéroclite. Parmi les élus figurent 17 anciens guérilleros et des personnalités aussi diverses que Carlos Albornoz, dirigeant conservateur du Nariño, Samuel Moreno, gendre de l'ancien général Rojas Pinilla, Pedro Bonnet, libéral, consultant du groupe Santo Domingo, l'un des plus importants groupes privés colombiens, et Mario Laserna, professeur de droit à la Universidad de los Andes.

<sup>734</sup> L'abstention, 63 %, est intermédiaire entre celle des élections législative présidentielle de 1990 et celle pour la Constituante. Même si le Parti libéral connaît une décroissance, par rapport aux très bons résultats obtenus en 1990, il conserve néanmoins sa majorité au Sénat, où il obtient 54 sièges sur 100, et à la Chambre des Représentants avec 86 sièges sur 155. Le Parti conservateur obtient 22 sièges au Sénat et 23 à la Chambre. Le MSN connaît une chute comparable à celle de la ADM-19, avec seulement 5 sénateurs et 12 représentants.

de l'élection pour l'Assemblée constituante. Cette situation ne peut être mise sur le compte de la seule remobilisation des dirigeants traditionnels. Avec 455 000 voix à l'élection pour le Sénat (9,3 %), la ADM-19 voit en effet son électorat diminuer d'un tiers par rapport à la Présidentielle et de moitié par rapport à la Constituante, alors que la participation a augmenté. Ce premier signal d'un possible déclin aussi rapide que fût l'ascension n'est pas réellement analysé de manière globale au sein de l'organisation, et ne fait que renforcer les habituelles tensions entre les différents sous-groupes qui la composent. Plutôt que d'évaluer sa campagne, les raisons de cette désaffection soudaine, et de réfléchir au rôle d'une représentation parlementaire qui demeure significative, les dirigeants de la ADM-19 se complaisent dans le constat du retour au Congrès des caciques traditionnels des deux grands partis. Cette absence de réflexion quant au devenir de l'organisation se reflète rapidement sur la difficulté à transformer quelques bons résultats au niveau régional en une présence institutionnelle durable. Aux élections pour les gouverneurs, les candidats présentés ou appuyés par la ADM-19 n'obtiennent des résultats significatifs que dans deux départements secondaires, la Guajira et le Nariño, et dans une moindre mesure dans le Norte de Santander et dans le Valle. Dans les autres départements, y compris dans la région caraïbe, ils sont largement marginalisés.

Ne disposant pas de cadres régionaux, hormis quelques exceptions, la ADM-19 ne parvient pas à structurer dans le temps les très bons résultats obtenus dans certains départements lors de deux élections précédentes. Aux élections sénatoriales, la baisse de son résultat est sensible dans tout le pays, mais elle est particulièrement manifeste dans les départements de la côte caraïbe où la ADM-19 avait obtenu précédemment ses meilleurs scores, comme le montre le Tableau 8, p.429, et où l'organisation obtient des résultats inférieurs à ceux des élections présidentielles. Dans certains de ces départements, elle perd plus de 30 points de pourcentage entre décembre 1990 et octobre 1991. Ainsi, dans l'Atlántico, où Antonio Navarro avait obtenu plus de 36 % des voix aux élections présidentielles, la ADM-19 en recueille 42,2 % à l'élection

pour la Constituante mais seulement 14,0 % aux législatives. Dans le César, la ADM-19 passe de 26,2 % à 46,3 %, puis s'effondre à 14,2 %, dans le Magdalena de 24,5 % à 43,0 % puis s'écroule à 10,2 %.

Dans l'un des rares départements où la ADM-19 compte avec une structure locale réelle, La Guajira, ses résultats électoraux paraissent assez significatifs de ses difficultés à articuler un écho régional avec la dynamique nationale. Lors de l'élection présidentielle, Antonio Navarro avait recueilli 25,6 % des voix. La ADM-19 est créditée de 41,7 % à l'élection pour la Constituante. En octobre 1991, le candidat appuyé par la ADM-19 au poste de gouverneur obtient un résultat significatif (28,2 %), sans parvenir toutefois à être élu. Mais le candidat pour le siège de représentant rassemble seulement 19,0 % des voix, et la liste nationale pour le Sénat, 17,5 %.

Dans les départements du sud-est, la chute est beaucoup moins forte. Dans le Nariño, la ADM-19 passe de 27,2 % à 38,7 % puis chute à 19 %. Mais dans des départements comme le Caquetá et le Putumayo, et dans une mesure moindre dans le Valle, elle retrouve à l'occasion de l'élection pour le Sénat les résultats obtenus à la présidentielle.

Tout à son aura nouvellement acquise d'artisan de la nouvelle Constitution, la ADM-19 prépare en réalité l'élection présidentielle de 1994, conçue comme l'échéance politique où s'exprimera véritablement le potentiel rénovateur des nouvelles institutions.

La ADM-19 peut en effet se prévaloir d'avoir introduit des changements substantiels dans le fonctionnement des institutions colombiennes, lors d'un grand exercice délibératif et pluraliste conforme à ce que le M-19 avait longtemps revendiqué. La Constituante matérialisait ce grand dialogue national, ce « *sancocho nacional* » appelé en son temps par Jaime Bateman, où tout le monde avait sa place (« *una Colombia en la que quepamos todos* »), et qui permettait le surgissement d'un nouveau pacte de gouvernement. De ce fait, pour l'ancienne guérilla, le texte

de la Constitution de 1991 va remplacer comme texte de référence de leur action politique l'accord négocié dont ils ont été en grande partie frustrés à l'occasion de leur démobilisation. Si cette situation sanctionne en quelque sorte une participation politique normalisée, elle n'est pas sans danger pour un mouvement politique encore peu organisé et structuré. Car, plus que la propriété exclusive d'un groupe, la Constitution apparaît comme le résultat de la conjonction des efforts réformateurs de différents secteurs. La possibilité pour la ADM-19 de s'en revendiquer doit être analysée à l'aune de l'influence réelle qu'elle y a exercé et de sa capacité à être présente dans les nouvelles institutions.

La ADM-19 peut se considérer comme l'un des principaux instigateurs et inspirateurs de la Constituante, en mettant en jeu sa démobilisation pour contribuer, en conjonction avec d'autres acteurs politiques, à son émergence. Pourtant, l'action de ses constituants n'a pas toujours été un vecteur de dynamisme aussi central que son discours pouvait laisser l'espérer. Les apports des élus de la ADM-19 aux travaux de la Constituante ont été certes divers et souvent essentiels, en particulier sur les questions des droits politiques et sociaux. Mais ils ont été davantage le fait d'initiatives individuelles que l'expression dans leur ensemble d'un projet politique clair et défini, au-delà de la volonté de détruire les bases de l'ancien système, objectif par ailleurs partagé par la quasi-totalité majorité des constituants. De plus les recherches d'alliances tous azimuts et de compromis larges ont permis de contribuer à l'esprit conciliateur de l'Assemblée Constituante, mais ont significativement restreint sa marge d'action dans de nombreux domaines.

Cette situation ne constitue pas une limitation en soi. Elle est même relativement logique dans le contexte d'une démobilisation accélérée et du rythme exceptionnel des consultations électorales (quatre élections nationales entre mars 1990 et octobre 1991). Elle est également conforme d'une certaine manière au discours de l'ancienne guérilla pour laquelle il s'agissait de prendre les armes pour obliger à un grand dialogue national sur le contenu duquel elle ne s'était

jamais réellement exprimée, préférant penser que le fait même de créer les conditions du dialogue permettrait en soi l'émergence d'un projet politique nouveau.

Pourtant la faiblesse institutionnelle du parti va conduire à une absence de contrôle substantiel sur le comportement de ses élus et de ses différentes représentations locales, et contribuer au très rapide essoufflement de ce qui constituait une des rares références du nouveau mouvement, l'esprit rénovateur de la Constitution. Le comportement de ses représentants au *Congresito* puis celui de ses parlementaires pendant la courte législature 1992-1994 n'a en rien rendu compte d'un projet effectivement rénovateur. Si là encore nombre d'entre eux se sont signalés par des initiatives rénovatrices, leur action en tant que groupe a été encore plus faible que pendant la Constituante, la plupart d'entre eux recherchant surtout une présence politique personnelle. De même, au niveau local, les recherches d'alliances conduisent au nom de la lutte contre les caciques traditionnels à appuyer des dirigeants politiques de tous bords, stratégie qui réussit uniquement dans le cas de candidats issus de mouvements civiques locaux bien connus, ce qui contribue à obscurcir d'autant un projet politique propre<sup>735</sup>. De façon paradoxale, la ADM-19 a reproduit de ce fait, et pour des raisons liées à sa constitution, non seulement la faiblesse programmatique des partis traditionnels colombiens mais aussi leurs tendances centrifuges et leur comportement éclaté. Le résultat de son passage au Ministère de la Santé s'est de même rapidement trouvé bloqué par la difficulté à lui fournir un contenu substantiel au-delà de la lutte, certes indispensable, contre la corruption.

---

<sup>735</sup> Cette flexibilité par rapport aux identifications partisans affichées est certes une caractéristique de la politique colombienne, et a été pratiquée en son temps par la ANAPO, le MOIR ou la UP, permettant à ces mouvements minoritaires d'obtenir des élus. Mais la ADM-19 en a fait un emploi très élargi, avec des résultats parfois intéressants, comme dans les cas de Barranquilla et Riohacha, mais la plupart du temps décevants.

**Tableau 8 : Résultats électoraux obtenus par la ADM-19 aux élections de 1990-1991 par départements**

<i>Départements</i>	Présidentielle mai 1990		Assemblée Constituante décembre 1990		Sénat octobre 1991	
	A. Navarro	%	Liste ADM19	%	Liste ADM19	%
<i>Antioquia</i>	44925	6,8	58692	14,2	26779	4,9
<i>Atlántico</i>	91444	<b>36,1</b>	100020	<b>42,2</b>	45208	<b>14,0</b>
<i>Bolívar</i>	30095	<b>16,2</b>	45745	<b>30,8</b>	15365	6,8
<i>Boyaca</i>	23649	9,6	34662	21,5	12054	6,3
<i>Caldas</i>	16004	6,9	21368	15,2	7644	4,0
<i>Caquetá</i>	5059	<b>13,3</b>	6943	25,5	4609	<b>13,7</b>
<i>Cauca</i>	16099	9,2	19434	18,5	8088	7,1
<i>César</i>	25351	<b>26,2</b>	28709	<b>46,3</b>	13472	<b>14,2</b>
<i>Córdoba</i>	10812	6,8	27898	24,5	12908	7,0
<i>Cundinamarca</i>	152186	10,9	198707	26,4	82153	9,5
<i>Chocó</i>	897	2,4	2602	12,3	745	2,3
<i>Huila</i>	15192	10,5	20724	22,7	9419	8,6
<i>La Guajira</i>	11692	<b>25,6</b>	15634	<b>41,7</b>	9942	<b>17,5</b>
<i>Magdalena</i>	32272	<b>24,5</b>	43222	<b>43,0</b>	15884	<b>10,2</b>
<i>Meta</i>	5625	5,5	14197	23,2	4949	5,6
<i>Nariño</i>	61831	<b>27,3</b>	55949	<b>38,7</b>	36136	<b>19,0</b>
<i>Nte de Santander</i>	18117	9,4	34810	<b>29,9</b>	19538	<b>12,3</b>
<i>Quindío</i>	10105	10,1	12991	25,9	12456	<b>15,4</b>
<i>Risaralda</i>	9486	5,5	17463	22,1	7512	7,6
<i>Santander</i>	36889	10,2	56739	26,3	23069	8,4
<i>Sucre</i>	14224	11,9	28379	<b>30,7</b>	11704	9,2
<i>Tolima</i>	21936	9,9	31113	24,9	12252	7,7
<i>Valle</i>	92217	<b>14,4</b>	105966	<b>28,7</b>	53321	<b>11,8</b>
<i>Arauca</i>	665	5,3	3187	15,4	1513	6,2
<i>Casanare</i>	1253	5,4			1576	7,0
<i>Putumayo</i>	3909	<b>14,4</b>	6232	<b>29,9</b>	3537	<b>14,1</b>
<i>San Andrés</i>	709	6,7	1227	<b>33,7</b>	1015	8,7
<i>Amazonas</i>	195	3,9			459	8,4
<i>Guainía</i>	121	5,5			265	8,2
<i>Guaviare</i>	213	3,8			527	<b>10,4</b>
<i>Vaupés</i>	88	3,4			73	2,7
<i>Vichada</i>	77	2,1			295	6,3
<i>Exterior</i>	1403	8,3				
<b>TOTAL</b>	<b>754740</b>	<b>12,5</b>	<b>992613</b>	<b>26,7</b>	<b>454467</b>	<b>9,4</b>

En gras, résultats supérieurs au résultat national

## **CHAPITRE 7 : AU SALVADOR, NEGOCIER DANS LA GUERRE LA DEMOCRATISATION ET LA DEMILITARISATION**

De manière bien plus prononcée qu'en Colombie, le conflit militaire acquiert au Salvador à la fin des années quatre-vingt une dimension jusque là inégalée. Les mois qui séparent l'offensive de novembre 1989 des dernières négociations au siège des Nations unies à New York fin décembre 1991 constituent en effet une période où les discussions avancent au gré des affrontements militaires et de la généralisation de la violence à l'ensemble de la société et du territoire salvadoriens. Les Accords de Paix scellent de ce fait la résolution d'un conflit armé qui a déchiré le pays pendant douze ans ; ils constituent également un instrument de réconciliation nationale dont les apports doivent empêcher qu'une situation semblable ne puisse se reproduire. Les points qui seront accordés incluent dès lors non seulement des éléments pour la résolution des problèmes qui ont conduit au soulèvement armé, mais également de ceux qui ont marqué l'affrontement politique et militaire des années quatre-vingt.

Démocratisation du régime et démilitarisation de la société apparaissent ainsi comme les piliers fondamentaux des Accords de Paix, ceux sur lesquels la négociation sera la plus ardue, ceux pour lesquels la mise en œuvre et l'application sera la plus longue et difficile. Ils apparaissent également comme des éléments liés l'un à l'autre, la réalisation effective de l'un ne pouvant être actée si l'autre n'est pas acquis. Si les Accords de paix prévoient bien d'autres dispositions, en matière de Droits de l'Homme, sur des questions socio-économiques, sur des programmes de réinsertion pour les anciens combattants, celles-ci vont apparaître tout au long de la période comme secondaire, et occuper une place marginale dans le texte des Accords de paix.

L'accent mis sur le lien entre démilitarisation et démocratisation est certes le produit de l'évolution du contexte de la négociation, en particulier dans sa phase finale, et du rôle que vont y jouer les Nations unies. Mais il apparaît surtout comme un axe essentiel dans les stratégies

adoptées par chacun des deux principaux acteurs de la fin du conflit, le gouvernement d'Alfredo Cristiani d'une part, le commandement du FMLN de l'autre.

Pour la guérilla, le renoncement à la lutte armée est loin de constituer un préalable à une discussion pour des réformes politiques, à l'inverse du parcours du M-19. Elle entend au contraire peser de toute la force militaire qu'elle a acquise pour faire évoluer les points centraux de la négociation en un sens qui puisse lui être favorable, afin de garantir les conditions de sa transformation en parti politique et de rechercher l'affaiblissement de l'armée, c'est-à-dire en œuvrant pour une négociation qui comprenne la réforme politique. De ce fait, la guérilla va parvenir à lever les obstacles à la mise sur place d'un régime réellement démocratique, en pesant pour que l'armée cesse d'être considérée comme la garante des institutions et de la vie politique. Mais dans le cadre relativement étroit de la négociation, elle ne réussit pas, et parfois ne cherche pas, à obtenir la réalisation d'un programme socio-économique qui reflèterait le projet politique qui a conduit à la lutte armée. Car à l'image du processus colombien, négocier la mise en place d'institutions réellement démocratiques conduit à accepter que les réformes socio-économiques ne soient que le résultat d'une éventuelle victoire électorale et non de la négociation.

Au Salvador, ce sont bien les Accords de Paix, et non un nouveau texte constitutionnel, qui acquièrent une valeur symbolique comme texte scellant la paix et la réconciliation nationale, perçu comme tel par l'ensemble des acteurs politiques et sociaux. Dès lors, ni la convocation d'une Constituante, représentant la diversité du pays, ni la modification du calendrier électoral, pour permettre d'avancer la participation politique de l'ancienne guérilla, ne sont nécessaires. Elections présidentielles et législatives ne sont prévues qu'en mars 1994, date à laquelle la conjonction des scrutins n'est due qu'à un hasard calendaire<sup>736</sup>. La comparaison avec la Colombie éclaire un paradoxe constitutionnel : à Bogotá, la transformation de l'ancienne guérilla

---

<sup>736</sup> Les élections présidentielles ont lieu tous les cinq ans à partir de 1984. Les élections législatives ont lieu tous les trois ans à partir de 1985. De ce fait, les deux scrutins ont lieu les mêmes années tous les 15 ans (1994, 2009, 2024).



colombienne en parti politique a conduit à mettre fin à l'existence de la vieille Constitution de 1886, qui avait pourtant montré par le passé sa capacité d'adaptation ; à San Salvador, la Constitution de 1982, construite dans une perspective contre-insurrectionnelle avec l'aide de Washington, survit au contexte qui l'a vu naître, et régit aujourd'hui les conditions de participation de l'ancienne guérilla, au prix, il est vrai, de profondes réformes, en particulier sur la place de l'armée, sur l'organisation de la justice et sur la réglementation de l'organisation des élections.

De ce fait, l'ancienne guérilla devra attendre plus de deux ans entre la signature de la paix en janvier 1992 et sa première participation à des élections en mars 1994. La présence du parti politique issu de la guérilla dans des élections pluralistes apparaît dès lors comme un résultat final de sa réinsertion politique et non comme une forme de catalyseur de cette dernière. Pour le FMLN, la période entre la signature des Accords des Paix et les premières élections auxquelles il concourt est pour le moins particulière : tout en devant se démobiliser et se transformer en parti politique, l'ancienne guérilla prend part aux deux processus interdépendants que sont la démilitarisation et la démocratisation de la société salvadorienne par le seul fait d'être l'une des parties signataires des Accords, et sans disposer d'aucune légitimité électorale conférée par les urnes. *A contrario* du M-19, c'est bien l'ancienne guérilla, et non le parti qui en est surgi, qui va négocier pendant ces deux années les modalités d'application de ce qui est prévu dans l'Accord signé.

L'insertion de l'ancienne guérilla dans la vie institutionnelle et l'application des réformes sont bien liées par les Accords de Paix. Pourtant le contexte de leur application respective fait qu'au terme de la période transitoire que viennent clore les élections de 1994 chacune commence à se dérouler de manière autonome, loin de la symbiose quasi totale qui s'est produite entre les deux phénomènes en Colombie. De ce fait, les conditions initiales de la participation du FMLN à la vie institutionnelle salvadorienne, les élections de 1994, puis la scission du FMLN entre ses

composantes, et la formation du nouveau parti, peuvent encore être interprétées par le poids des années de guerre et par le contexte de leur résolution. Par contre, son évolution postérieure, et les progrès constants aux élections législatives et municipales réalisés depuis, sont à mettre au compte de l'ancrage durable du FMLN dans la vie politique salvadorienne contemporaine, à partir de thématiques et de mobilisations chaque fois plus éloignées de la résolution du conflit armé. La fusion entre démobilisation et démocratisation qui a été au cœur de la fulgurante réussite du M-19, ne se réalise pas au Salvador, permettant ainsi au FMLN de contester dès 1997 sur des enjeux différents de ceux de la guerre la place de premier parti politique à ARENA.

Afin de comprendre cette évolution, ce chapitre porte essentiellement sur l'analyse des événements politiques de la période de la présidence d'Alfredo Cristiani (1989-1994). Un premier temps étudie le processus qui conduit à la négociation de la paix, depuis les premières déclarations présidentielles, la reprise des rencontres entre gouvernement et guérillas, et l'offensive du FMLN de décembre 1989, jusqu'aux derniers moments de la négociation à New York et la signature de la paix à Mexico le 16 février 1992. Un deuxième moment considère le moment de cette double transition, entre février 1992 et mars 1994, afin de comprendre les liens entre le processus de démobilisation et celui de la transformation du FMLN, dont un moment où celui-ci n'est plus une guérilla, mais n'est pas encore un parti politique dont l'importance a été validée par une élection. Enfin, le dernier point considère le moment de cristallisation de la transformation du FMLN, les élections de 1994, avec ses conséquences internes pour l'ancienne guérilla, et tout particulièrement l'analyse de la scission qui la traverse alors.

*A. NEGOCIER DANS LA GUERRE POUR GARANTIR LES CONDITIONS DE LA  
DEMOBILISATION*

La victoire d'ARENA aux élections présidentielles de 1989 scelle, comme il a été vu dans le chapitre 5, le renforcement d'un secteur modéré au sein de l'élite salvadorienne contre les partisans de la solution militaire. Mais cette évolution n'est pas perçue au-delà du parti au pouvoir. Les invitations au dialogue d'Alfredo Cristiani surprennent de ce fait le commandement de la guérilla. Les négociations n'aboutissent pas. L'offensive, préparée de longue haleine, et déclenchée le 11 novembre 1989 par le FMLN, permet effectivement d'interpréter l'attitude de la guérilla face au dialogue réamorçé par le nouveau Président comme une stratégie d'attente. Il ne s'agit pourtant pas un d'un acte strictement militaire. Comme dans l'ensemble du conflit salvadorien, il est nécessaire d'en interpréter à la fois les intentions et les évolutions qui en découlent comme des éléments modifiant les relations politiques et militaires entre les deux principaux protagonistes.

**1) Une offensive sans vainqueur ni vaincu mais qui change les modalités de la négociation**

Le lendemain de son élection à la présidence, Alfredo Cristiani fait une proposition de paix au FMLN. Dans son discours d'investiture, le 1<sup>er</sup> juin 1989, il confirme son propos en annonçant un plan de paix avec des conversations directes régulières qui ne présupposent pas la reddition préalable du FMLN<sup>737</sup>. Les déclarations ne sont pas purement formelles. Les rencontres

---

<sup>737</sup> Ces propositions contrastent avec la fermeté affichée avant les élections. Le FMLN avait en effet déclaré le 23 janvier 1989 qu'il était prêt à participer pacifiquement aux élections contre des réformes de procédure (report de six mois, révision de la composition de la Commission Electorale, maintien de l'armée dans ses casernes). Cette déclaration, à fort contenu tactique, signifiait néanmoins que le FMLN était disposé à abandonner l'idée d'un pouvoir dual et à se soumettre au verdict des urnes. Une commission interpartisane s'était réunie à Oaxtepec (Mexique) les

au sommet démarrent à Mexico du 13 au 16 septembre, puis se prolongent à San José (Costa Rica) du 15 au 17 octobre<sup>738</sup>. Ces négociations achoppent rapidement sur les questions de l'armée et du cessez-le-feu, mais n'en représentent pas moins une avancée significative par rapport aux dialogues antérieurs. La troisième rencontre est prévue à Caracas le 20 novembre.

Le FMLN était conscient que la réussite du projet réformiste porté par les chrétiens-démocrates pouvait *in fine* réussir à affaiblir ses positions. La relève assurée par ARENA dans le cadre de la stratégie de légitimation du régime par les élections est interprétée au contraire comme un facteur favorable à la victoire de l'insurrection. En déplaçant le pendule électoral vers une droite connue pour sa proximité avec les militaires et avec les États-Unis, en affaiblissant considérablement le centre, et en ne permettant pas l'émergence de la gauche civile, les élections sont perçues par le FMLN comme l'occasion d'une polarisation du pays entre les deux options, et donc d'une accentuation des contradictions. Les dirigeants de la guérilla veulent exploiter cette situation en préparant une offensive d'envergure qui porterait le conflit dans la capitale. La participation aux négociations constitue de ce fait une stratégie d'attente. L'attentat du 31 octobre contre les locaux de la centrale syndicale FENASTRAS<sup>739</sup> fournit le prétexte de ce qui va constituer un des tournants de la guerre. Le 11 novembre 1989, le FMLN déclenche la plus importante opération militaire depuis 1981. Son amplitude et ses conséquences marquent définitivement la suite de la guerre en ouvrant un cycle de négociations nouveau.

Au regard de la stratégie d'action du FMLN, l'offensive de novembre 1989 occupe une place particulière. Elle est effectivement l'action militaire d'envergure la plus importante depuis plusieurs années, voire depuis l'insurrection initiale. Elle ne constitue pas pour autant l'action la

---

20 et 21 février pour discuter ces propositions. Alors que le PDC se montrait plutôt favorable, ARENA avait émis une fin de non recevoir.

<sup>738</sup> Le nouveau Président n'y participe pas directement mais y délègue une équipe rapprochée qui constituera le noyau dur des négociateurs gouvernementaux.

<sup>739</sup> Cet attentat qui fit 30 morts, dont la Secrétaire Générale de l'organisation, s'inscrit dans une série d'actions violentes des Escadrons de la Mort ou de l'armée contre la gauche ou des institutions qui y sont assimilées.

plus importante de la fin de la guerre puisque les différentes campagnes qui se dérouleront courant 1990 et 1991 atteindront des niveaux d'engagement et d'armement parfois bien supérieurs. Mais elle apparaît bien comme un moment d'inflexion politique pour le FMLN<sup>740</sup>.

La guérilla veut montrer à ses adversaires que l'évolution internationale et régionale ne signifie en rien son affaiblissement. Les mécanismes de coopération intergouvernementale mis en place au niveau régional depuis la rencontre d'Esquipulas, par l'organisation périodique de sommets présidentiels, conduisaient en effet de plus en plus à une légitimation des régimes et donc à une assimilation des forces insurgées, c'est-à-dire le FMLN et la UNRG guatémaltèque d'un côté, les organisations de la *contra* nicaraguayenne de l'autre, comme des acteurs politiques illégitimes. Dans ce contexte, le régime sandiniste a accéléré le calendrier électoral pour permettre la tenue d'élections libres, avec la participation pleine de l'opposition, en février 1990. La chute du Mur de Berlin, deux jours avant le déclenchement de l'insurrection du FMLN, est une coïncidence chronologique éclairante sur un contexte international changeant face auquel la guérilla salvadorienne croit nécessaire d'affirmer son existence autonome pour montrer que sa force n'est pas liée exclusivement à ses anciens soutiens internationaux, désormais en perte de vitesse<sup>741</sup>. Mais cette situation est à double tranchant, puisque l'évolution du contexte international rend désormais quasiment impossible tout triomphe d'une révolution par les armes et la survie du régime qui en naîtrait. Le FMLN agit donc dans l'idée de renforcer sa position dans les négociations et non dans l'objectif de remporter l'assaut final.

---

<sup>740</sup> Sur l'offensive de novembre 1989 et ses effets politiques, cf. LEOGRANDE (William M.), « After the battle of San Salvador », World Policy Journal, 7, spring 1990, p.331-356.

<sup>741</sup> Trois témoignages de deux dirigeants importants du FMLN publiés dans des revues anglo-saxonnes spécialisées sur les questions politiques internationales au cours de l'année 1989 illustrent cette vision stratégique de la guérilla salvadorienne. Cf. SAMAYOA (Salvador), « Negotiations or total war » (entretien avec Terry L. KARL), World Policy Journal, 6, 2, printemps 1989, p.321-355, VILLALOBOS (Joaquín), « A democratic revolution for El Salvador », Foreign Policy, 74, printemps 1989, p.103-122 et VILLALOBOS (Joaquín), « Popular insurrection : desire or reality », Latin American Perspectives, 16, 3, été 1989, p.5-37.

**Carte 3 : Avancée territoriale du FMLN lors de l'offensive de novembre 1989**

D'après MONTGOMERY (Tommy Sue), Revolution in El Salvador. *op. cit.*

En dépit de ce contexte international et des limites politiques qu'il crée, l'offensive est préparée et présentée au sein de la guérilla dans l'esprit d'une campagne victorieuse qui permettrait de parvenir au pouvoir, avec un discours galvanisateur interne particulièrement fort. La mobilisation de la quasi-totalité des effectifs, le déploiement d'actions militaires dans des régions jusque là peu affectées, comme les départements de l'ouest du pays, et la concentration des forces sur la capitale, où sont utilisés, et donc rendus très vulnérables, de nombreux réseaux de soutien clandestins témoignent de l'importance accordée en interne à cette offensive.

Militairement, les résultats sont significatifs, sans répondre toutefois à l'ambition du triomphe révolutionnaire attendu. Une fois encore, le soulèvement populaire n'est pas au rendez-vous. Après avoir tenu près d'une semaine les banlieues populaires de San Salvador, pourtant bombardées sans relâche par l'armée, puis avoir porté les combats dans les quartiers les plus résidentiels de la capitale, le FMLN se retire en bon ordre. Ses pertes sont importantes, tant en combattants qu'en soutiens. Mais la guérilla a réussi à élever le niveau de l'affrontement militaire, démontrant une fois de plus à la société salvadorienne, au gouvernement et à ses soutiens internationaux, l'incapacité de l'armée à la contrôler et encore moins à la réduire.

Le gain politique le plus important pour le FMLN n'est pourtant pas lié à sa propre action, mais aux modalités de réponse de l'armée : surprise par l'ampleur de l'offensive, celle-ci retrouve des comportements caractéristiques du pire moment de la répression du début des années quatre-vingt. Aux bombardements des banlieues populaires succèdent le pillage des villas des quartiers résidentiels où, pour chasser la guérilla, les militaires pratiquent des destructions massives. Cependant, au-delà même des combats, des destructions, des bombardements, des nombreuses victimes civiles, un événement dramatique rencontre un écho international et constitue le summum de la réaction militaire : dans la nuit du 16 novembre, un détachement de l'armée

assassine au sein même de l'Université Centraméricaine six jésuites, dont Ignacio Ellacuría, le recteur et Ignacio Martín-Baró, le vice-recteur, ainsi qu'une femme de chambre et sa fille<sup>742</sup>.

Par les effets combinés de l'offensive du FMLN et de la réaction militaire, le conflit atteint en quelques jours des proportions nouvelles. La capitale est le lieu d'affrontements militaires majeurs, où les secteurs les plus aisés de la société salvadorienne, et en particulier les milieux proches du gouvernement<sup>743</sup>, sont directement touchés par le conflit. Pour la première fois avec cette magnitude depuis l'assassinat de M<sup>gr</sup> Romero, l'Église redevient une cible.

Sur ce dernier aspect, la logique est ici pourtant bien différente de la période de la junte civico-militaire : si les jésuites de l'Université Centraméricaine ont été de fervents partisans au Salvador de la théologie de la libération, et figuraient en bonne place sur les listes des Escadrons de la mort au début des années quatre-vingt, ils ont assumé depuis le milieu des années quatre-vingt une position plus modérée, prônant une solution négociée et démocratique du conflit, au nom d'une analyse, lucide et sans concession pour aucune des deux parties engagées dans la guerre, de l'évolution de la société salvadorienne<sup>744</sup>. Cependant, le commandement militaire n'a cessé de percevoir les jésuites comme le principal soutien intellectuel et moral du FMLN dans le pays, ainsi qu'en témoigne la virulente campagne de presse menée contre eux les jours précédant le massacre. En raison de la position assumée par les religieux de l'Université Centraméricaine leur assassinat n'apparaît pas seulement comme un acte du commandement militaire contre

---

<sup>742</sup> Malgré la situation chaotique pendant les journées de l'offensive, les responsabilités de l'armée sont rapidement prouvées dans l'assassinat des jésuites. Les enquêtes menées ultérieurement démontreront la responsabilité directe d'officiers du bataillon *Atacatl*, l'un des bataillons de lutte anti-insurrectionnelle formés par l'assistance militaire des États-Unis, et le fait que les ordres aient été donnés au plus haut niveau de la hiérarchie militaire.

<sup>743</sup> Comme il a été montré dans le chapitre précédent, les secteurs les plus traditionnels de l'oligarchie salvadorienne ont été assez tôt touchés directement par le conflit, à la fois par l'effet des mesures prises par la junte puis par le gouvernement démocrate-chrétien, et par le fait que leur richesse reposait largement sur la propriété de la terre. Les secteurs émergents au sein de cette oligarchie, ceux qui avaient pris progressivement le contrôle au sein d'ARENA et donc du gouvernement, avaient été plus épargnés.

<sup>744</sup> Les éditoriaux et articles publiés dans la revue de la UCA, *Estudios Centroamericanos* (ECA), témoignent de cette prise de position. ECA a été la seule revue d'analyse politique indépendante au Salvador pendant tout le conflit, complétée par l'autre revue d'information de la UCA, *El Salvador Proceso*, au caractère plus informatif et documentaire. Une édition posthume des articles les plus marquants d'Ignacio Ellacuría a été réalisée in ELLACURIA (Ignacio), *Veinte años de historia en El Salvador*. San Salvador : UCA, 1991.



l'Église engagée dans la lutte révolutionnaire, il s'apparente avant tout à une volonté de supprimer un médiateur potentiel dans une hypothétique négociation<sup>745</sup>.

## **2) Des pressions internationales convergentes pour une solution négociée**

L'offensive de novembre 1989 ne scelle pas la fin de la guerre par la victoire militaire d'un des deux camps. Mais elle marque une nouvelle période dans l'affrontement, ouverte par l'élection du Président Cristiani, dans laquelle les avancées réelles de la négociation et le renforcement des actions militaires vont de pair. À l'inverse du cas colombien, cette dernière phase des dialogues n'est pas marquée par la réduction de l'activité militaire de la guérilla. Des deux côtés, les campagnes militaires permettent d'arriver en position de force à une négociation. Par ailleurs, comme la guérilla négocie comme elle a combattu, en conservant son unité de représentation, l'accord éventuel peut effectivement conduire à la fin totale de l'affrontement. Ce contexte explique que le point le plus difficile à négocier ne sera pas, comme en Colombie, l'acceptation des modalités de participation de l'ancienne guérilla au processus de réforme des institutions, mais bien le processus de démilitarisation effective des deux camps<sup>746</sup>.

Si le FMLN a réussi pendant l'offensive à rompre l'assimilation entre la fin de la guerre froide et son propre affaiblissement, il sait néanmoins que les circonstances internationales lui

---

<sup>745</sup> L'assassinat des jésuites va constituer le fait qui suscitera la mobilisation transnationale la plus effective en faveur d'une résolution négociée rapide, en particulier aux États-Unis, comme en témoigne les travaux de la Commission Moakley, évoquée plus en-avant. Le Président Cristiani a reçu personnellement de fortes pressions de ses anciens enseignants jésuites de Georgetown University. Pour un exemple en France de la mobilisation de la Corporation de Jésus sur ce sujet, cf. CALVEZ (Jean-Yves), « Jésuites au Salvador », *Études*, 372, 1, janvier 1990, p.5-15.

<sup>746</sup> L'analyse ne rentre pas ici dans le détail des négociations, mais cherche simplement à en restituer les principaux éléments afin de comprendre la manière dont les processus de démilitarisation et de démocratisation ont été liés. De nombreux travaux, recensés en bibliographie finale, ont analysé ces négociations. Les principales sources utilisées sur cet aspect ont été BALOYRA (Enrique A.), « Salvaging El Salvador », *Journal of democracy*, 3, 2, avril 1992, p.70-80, CORDOVA MACIAS (Ricardo), « El Salvador en transición : el proceso de paz », *América Latina Hoy*, 10, juin 1995, p.63-70, KARL (Terry Lynn), « La revolución negociada de El Salvador », *Revista Occidental*, 9, 3, 1992, p.277-292, SULLIVAN (Joseph), « How peace came to El Salvador », *Orbis*, 38, 1, hiver 1994, p.83-98,

sont à terme défavorables. La guérilla salvadorienne pourra certes compter sur la solidarité politique des sandinistes pendant de nombreux mois, mais la tenue d'élections générales en février 1990 oblige Managua à une retenue officielle, manifeste dans les déclarations des présidents centraméricains lors du sommet de San Isidro de Coronado (Costa Rica, 10-12 décembre 1989) tenu peu après l'offensive, dans lesquelles Daniel Ortega se joint à ses collègues pour condamner expressément l'attitude belliciste du FMLN.

Cela ne signifie pas pour autant que la situation internationale soit ouvertement favorable au gouvernement d'Alfredo Cristiani. Sur le plan interne, le comportement de l'armée pendant l'offensive conduit à renforcer les distances entre ceux qui sont favorables à une solution négociée et ceux qui préconisent la victoire militaire<sup>747</sup>. D'autant que Washington va peser chaque fois davantage pour parvenir à une résolution rapide et négociée du conflit salvadorien. L'intervention *Just Cause* le 21 décembre 1989 au Panamá permet, en effet, de réduire rapidement la menace que pouvait représenter pour les États-Unis le général Noriega sur les questions du canal de Panamá et du trafic de drogue dans la région. Avec l'annonce d'élections pluralistes au Nicaragua permettant la participation de toute l'opposition, le seul problème de taille dans la région pour la nouvelle administration Bush demeure le Salvador. Pour des raisons différentes, l'attitude du Congrès nord-américain va dans le même sens : si lors de l'offensive de novembre, il a voté le rétablissement de l'aide militaire, conditionnée depuis la victoire électorale d'Alfredo Cristiani, il réintroduit de nouvelles restrictions, lors de la publication du rapport Moakley en avril 1990, puis du vote en octobre 1990 de l'amendement Dolle<sup>748</sup>. L'ensemble de

---

ainsi que les ouvrages déjà cités, MONTGOMERY (Tommy Sue), *Revolution in El Salvador*. *op. cit.* et WOOD (Elisabeth J.), *Forging democracy from below*. *op. cit.*

<sup>747</sup> Comme cela a déjà été évoqué plus haut, ces orientations ne peuvent être résumées à une opposition entre oligarchie civile et commandement militaire : elles traversent bien ces deux secteurs.

<sup>748</sup> Inspiré en grande partie par les groupes de pression liés à l'Église catholique, et en particulier aux jésuites, et par les groupes de défense des droits de l'homme, le Congrès institue dès janvier 1990 une Commission spéciale, dirigée par le représentant Moakley (démocrate), chargée d'enquêter sur le massacre des jésuites. Ses conclusions publiées le 30 avril mettent en avant la responsabilité directe du haut commandement militaire salvadorien. En octobre, un amendement est déposé par le sénateur Dolle, et voté par le Congrès : la moitié des 85 millions de dollars votés en

ces circonstances constitue autant de pressions pour le gouvernement Cristiani qui sait que le caractère indéfectible du soutien de Washington dépend de l'avancée effective des négociations.

Les deux parties sollicitent rapidement l'aide du Secrétariat général des Nations unies, et pour la première fois de la guerre, les premières rencontres aboutissent sur des textes qui vont constituer les bases de la négociation à venir. Le 4 avril 1990, les parties s'engagent par l'Accord de Genève<sup>749</sup> à rechercher une solution politique au conflit, sous la médiation des Nations unies. Un mois après, du 16 au 21 mai à Caracas, les thèmes et le calendrier des négociations à venir sont établis<sup>750</sup> : les accords sur le devenir des forces armées, les droits de l'homme, les réformes du système judiciaire, électoral et constitutionnel et les thèmes socio-économiques constituent les points de l'agenda des discussions à venir et conditionnent *in fine* le cessez-le-feu et l'accord de paix final.

Pour la guérilla, il ne s'agit pas de négocier seulement les conditions de sa démobilisation, mais bien la définition du nouveau cadre politique dans lequel celle-ci aura lieu. Or le gouvernement n'est pas disposé à accepter des réformes majeures : le statut et le devenir de l'armée vont longtemps demeurer le principal point d'achoppement. De ce fait, après les deux rencontres initiales, les négociations avancent plus lentement. Une première rencontre, du 18 au 26 juin à Oaxtepec (Mexique), s'arrête au constat des différends existants sur l'armée : le FMLN

---

crédits d'aide au Salvador sont gelés jusqu'au jugement des responsables du massacre. L'amendement est approuvé en janvier. Ce vote du Congrès aura peu d'incidences réelles, le Président Bush rétablissant une grande partie de l'aide en décembre 1990, puis la confirmant en janvier 1991 après qu'un hélicoptère de l'armée nord-américaine avait été abattu par le FMLN. Mais il a une portée symbolique importante. En effet, dans le contexte des discussions en cours, cet élément va être utilisé à la fois par le FMLN dans les négociations avec le gouvernement, et par les secteurs les plus ouverts à la négociation au sein du gouvernement dans ses relations avec le haut commandement militaire. Selon les chiffres officiels, l'aide financière des États-Unis au Salvador diminue en valeur absolue depuis 1987. La part consacré à l'aide militaire stagne à 81 millions de dollars par an de 1988 à 1990, diminue à 67 millions en 1991, pour pratiquement disparaître après. Il convient de remarquer que la part de l'aide militaire par rapport à l'aide totale demeure pratiquement constante entre 1985 et 1991, oscillant entre 20 et 25 %.

<sup>749</sup> L'ensemble des textes signés par les deux parties pendant le processus de paix, ainsi que les principaux documents des instances mises en places par les Accords de Paix et de l'ONUSAL, ont été publiés *in The United Nations and El Salvador, 1990-1995*. New York : Département d'information des Nations unies, 1995, 611 p. Ce document existe en plusieurs langues, la pagination renvoie ici à la version anglaise. Pour le texte de l'Accord de Genève, *cf.* p. 115-6.

<sup>750</sup> *Cf. The United Nations and El Salvador, 1990-1995. op. cit.*, p.117.

demande l'épuration des officiers responsables de violations des droits de l'homme, la dissolution des bataillons spéciaux, s'appuyant en cela sur les conclusions du rapport Moakley, voire la fusion des deux armées, ou leur dissolution pour la création d'une police civile, ensemble de points rejetés d'emblée par le gouvernement. La réunion du 26 juillet à San José (Costa Rica) se clôt par un accord obtenu *in extremis* par Alvaro de Soto, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, par lequel les deux parties acceptent un mécanisme de vérification de l'ONU sur les questions liées aux droits de l'homme. Ce premier pas se révélera décisif dans les mois suivants. Mais il apparaît alors comme un point de détail isolé qui ne laisse pas entrevoir d'avancées significatives à moyen terme<sup>751</sup>.

Les rencontres suivantes (San José du 13 au 18 septembre, Mexico du 29 au 30 octobre) s'achèvent également sur un constat d'échec. Le mémorandum proposé lors de la dernière rencontre par Alvaro de Soto porte sur la démilitarisation et sur la poursuite des grands crimes impunis. Ces points demeurent inacceptables aux yeux du gouvernement et de l'armée<sup>752</sup>.

La contestation internationale du rôle de l'armée permet au FMLN d'orienter ses revendications sur la démilitarisation et de renforcer simultanément sa situation militaire. Les actions entreprises à partir du 20 novembre par la guérilla témoignent de l'utilisation de sa force militaire dans l'objectif de consolider sa position dans les négociations. Elle parvient à infliger de sévères revers à l'armée, et en particulier au bataillon *Bracamonte*, l'un des bataillons spéciaux, sur la frontière avec le Honduras. Elle multiplie les actions de sabotage dans l'ensemble du pays. En utilisant des missiles sol-air SAM de fabrication soviétique, des détachements de la guérilla réussissent pour la première fois à abattre deux avions de l'armée, les 23 novembre et 4 décembre, mettant ainsi fin à la supériorité aérienne de l'armée salvadorienne. À la mi-décembre,

---

<sup>751</sup> « Sorti du chapeau », selon ses propres termes, par Alvaro de Soto, l'Accord de San José fournira la base à la future mission des Nations unies. Reproduit in *The United Nations and El Salvador, 1990-1995. op. cit.* p.107-9.

<sup>752</sup> Il s'agit pourtant là des bases des futures instances qui seront mises en place après la signature des Accords de Paix (respectivement la Commission *ad hoc* et la Commission de la Vérité)

un hélicoptère de l'armée nord-américaine est également abattu. Sans avoir la dimension symbolique de l'offensive de novembre 1989, cette nouvelle vague d'actions militaires d'envergure entraîne des répercussions militaires et psychologiques sans doute plus importantes, en particulier sur l'armée salvadorienne<sup>753</sup>. Et malgré les nombreuses déclarations internationales condamnant cette nouvelle escalade, le FMLN parvient à en faire un usage politique fort : il remettra ainsi au Nicaragua les missiles SAM non utilisés<sup>754</sup>.

### **3) Entre affrontements armés et élections, négocier les institutions politiques de l'après-guerre**

En dépit de la recrudescence des opérations militaires et malgré l'absence visible de terrains d'entente, les négociations reprennent, à la fois sur les questions du devenir de l'armée et sur les réformes constitutionnelles. Les contraintes institutionnelles pèsent alors dans un double sens. D'une part, la proximité des élections législatives du 10 mars 1991 empêche le FMLN de rendre public tout accord qui pourrait bénéficier à ARENA. De l'autre, la volonté gouvernementale de ne pas altérer le fonctionnement des institutions existantes impose un calendrier de négociation extrêmement serré. Une très importante réforme constitutionnelle serait nécessaire pour permettre l'adoption des réformes envisagées. Le refus du gouvernement de modifier l'article 248 relatif à la réforme constitutionnelle oblige à recourir aux dispositions de

---

<sup>753</sup> Pour le Général Ponce, alors Ministre de la Défense, il s'agissait d'une « opération de grande dimension qui ne peut être caractérisée que comme une offensive » (cité in MONTGOMERY (Tommy Sue), *Revolution in El Salvador*, *op. cit.*, p.222). L'amendement Dolle au Congrès nord-américain qui suspendait l'aide stipulait en effet que celle-ci pouvait être restaurée en cas de nouvelle offensive du FMLN, ce que fera d'ailleurs le Président Bush, en livrant rapidement du matériel de guerre, et en particulier des avions et des hélicoptères.

<sup>754</sup> Comme l'analyse Alain Rouquié, le FMLN retourne à son profit le contexte de l'après-guerre froide. Les missiles SAM proviennent en effet de l'armée sandiniste qui ne pouvait auparavant les livrer ouvertement au FMLN sans risquer une crise stratégique majeure dans la région. Les officiers nicaraguayens impliqués dans la livraison vont d'ailleurs être arrêtés. En les utilisant, puis en les rendant, le FMLN montre que désormais il n'existe plus de limites stratégiques à l'usage d'armements très sophistiqués, tout en inscrivant à son profit la volonté de désarmement. Cf. ROUQUIÉ (Alain), *Guerres et paix en Amérique centrale*, *op. cit.*, p. 370. La gestion de l'incident de l'hélicoptère nord-américain, où deux officiers vont être abattus par le FMLN alors qu'ils avaient survécu à la destruction de leur

réforme prévues dans la Constitution, c'est-à-dire l'approbation par deux législatures successives. Par conséquent, le texte de l'accord devait être approuvé par la législature sortante avant la fin de son mandat, le 30 avril.

Les réunions de Mexico (3 et 4 janvier 1991) et de San José (Costa Rica) (19 au 21 février) se terminent sans aucun accord public. Le déroulement et les résultats des élections renforcent pourtant les partisans de la négociation. Pour la première fois, le FMLN ne conteste pas la légalité des élections et proclame un cessez-le-feu pour le jour du scrutin. Dans un contexte de participation légèrement supérieure aux trois élections précédentes, ARENA l'emporte, mais, avec 44,3 % des voix, la parti d'Alfredo Cristiani subit un léger tassement de son électorat et perd, à lui seul, la majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Il peut toutefois compter avec le PCN, qui reste stable avec 9 %. Le PDC amorce sérieusement son déclin, mais obtient encore 28 % des voix. Enfin, la gauche civile, représentée par *Convergencia Democrática* et par la UDN, obtient 15 % des voix et 9 élus<sup>755</sup>.

Le 4 avril, une nouvelle ronde de négociations reprend à Mexico, toujours sur la question de l'armée et sur les réformes constitutionnelles. Les combats reprennent dès que se précise la possibilité d'aboutir à un accord, ce qui constitue une donnée constante de ce problème. L'armée entreprend plusieurs opérations de reconquête territoriale, en particulier dans des zones de forte influence de la guérilla, cherchant ainsi une symétrie avec l'offensive du FMLN de novembre et voulant démontrer qu'il n'existe pas de zones ou de régions « libérées »<sup>756</sup>. Ces opérations et la nécessité d'obtenir un accord à Mexico conduisent les autorités nord-américaines à effectuer plusieurs missions de haut niveau au Salvador, dont celle du Général Colin Powell, alors chef

---

appareil relève d'une logique semblable, le FMLN faisant savoir très rapidement que les guérilleros impliqués ont été arrêtés et seront jugés. Ils vont effectivement être remis à la justice après la signature de la paix.

<sup>755</sup> Le nombre des députés avait été élargi à 84 sièges pour favoriser la représentation des partis minoritaires. ARENA en obtient 39, le PCN, 9, un petit parti de droite, 1, le PDC, 26, la CD, 8 et la UDN 1. Dans le cadre de l'élection du bureau de l'Assemblée à la proportionnelle de ses composantes, Rubén Zamora devient vice-président de l'Assemblée.

d'état-major, le 8 avril, et de Bernard Aronson, sous-secrétaire d'État aux affaires américaines, le 12, afin de neutraliser les éléments les plus durs de l'armée et de la droite. Des rencontres directes entre l'Ambassadeur des États-Unis, William Walker et des commandants du FMLN dans les communautés de réfugiés salvadoriens au Honduras ont lieu par ailleurs.

Les pressions internationales permettent d'aboutir, le 27 avril, à l'accord de Mexico<sup>757</sup>, par lequel les parties s'entendent sur l'ampleur des réformes constitutionnelles (subordination de l'armée au pouvoir civil, création d'une nouvelle police civile qui remplace les différents corps de police existants, réforme de la justice, réforme électorale) et sur l'institution d'une Commission de la Vérité indépendante, chargée d'enquêter sur les grands crimes contre les droits de l'Homme pendant le conflit.

Les 29 et 30 avril, après un intense débat, l'Assemblée sortante adopte les réformes de la Constitution rendues obligatoires par l'Accord de Mexico. Pour la première fois de l'histoire politique du Salvador, une réforme constitutionnelle de cette ampleur est adoptée selon les mécanismes prévus par la Constitution ; c'est également la première occasion où ARENA fait jouer sa majorité parlementaire pour approuver des réformes à laquelle d'importants secteurs du parti demeurent opposés<sup>758</sup>. Les réformes vont être votées entre mai et octobre par l'Assemblée entrante, ce qui permet leur entrée en vigueur.

L'accord ne règle pourtant pas le conflit, aucune mesure n'étant encore décidée sur la démilitarisation et sur un éventuel cessez-le-feu<sup>759</sup>. Les discussions suivantes achoppent sur le

<sup>756</sup> L'armée réussit ainsi à occuper la ville de Perquín (Morazán) qui a été l'un des sanctuaires de l'ERP, et le 11 avril tue dans une embuscade un des commandants des FPL.

<sup>757</sup> Reproduit in *The United Nations and El Salvador, 1990-1995*, *op. cit.* p.167-9.

<sup>758</sup> La partie militaire de ces accords sera extrêmement critiquée par l'armée, qui y voit une réduction de son rôle sans garanties effectives de la démobilisation du FMLN. Des rumeurs de coup d'État au sein de certains secteurs de l'armée et de la droite la plus dure circuleront pendant plusieurs jours.

<sup>759</sup> Rafael Moreno, membre de la commission de négociation du FMLN, a calculé le temps consacré aux différents points de l'accord final, en reprenant les thèmes discutés à chaque ronde de négociation : sur les deux ans de négociation, (1990-1991), la négociation sur la démilitarisation a duré 19 mois, celle sur le cessez-le-feu s'est étendue sur 7 mois, celle sur les questions socio-économiques a été présente pendant 7 mois, mais avec seulement 23 journées de négociation effective sur le thème, les réformes constitutionnelles 23 jours, et tous les autres thèmes,

point le plus sensible, la démobilisation simultanée du FMLN et de l'armée : si les contacts sont régulièrement maintenus, les rencontres de Caracas (24 mai au 3 juin), de Querétaro (Mexique) (16 au 22 juin) et de Mexico (9 juillet) ne parviennent pas à dégager de véritables accords. La crise des négociations conduit à des interventions internationales pressantes, comme lors de la Première Conférence Ibéroaméricaine du 18-19 juillet de Guadalajara (Mexique) à laquelle sont conviés de manière non officielle des représentants du FMLN. Lors du sommet de Moscou fin juillet entre George Bush et Mikhaïl Gorbatchev, les deux grands évoquent la résolution du conflit en Amérique centrale. Dans une lettre commune du 1<sup>er</sup> août au Secrétaire Général des Nations unies, James Baker, Secrétaire d'État, et Aleksandr Bessmertnykh, ministre des Affaires Etrangères, saluent les progrès accomplis, mais expriment leur inquiétude sur le blocage des négociations et lui demandent de prendre des initiatives personnelles pour parvenir un accord.

Le démarrage des activités de l'ONUSAL le 26 juillet, puis l'invitation qu'adresse le 27 août Javier Pérez de Cuéllar aux deux parties pour qu'elles reprennent les négociations à New York sous sa médiation personnelle relancent le processus. Les discussions du 16 au 25 septembre s'achèvent par l'Accord de New York par lequel le gouvernement et le FMLN acceptent la création de la *Comisión Nacional para la Consolidación de la Paz* (COPAZ), organe de médiation et de vérification des accords de paix, composé par des représentants des signataires et des partis politiques présents à l'Assemblée, la création de la Commission *ad hoc* pour l'épuration de l'armée, ainsi que le principe de la répartition de terres pour les paysans et du respect de l'utilisation de la terre telle qu'elle a été pratiquée dans les zones de conflit<sup>760</sup>. La

---

droits de l'homme, Commission de la Vérité, réformes au système judiciaire et électoral et participation politique du FMLN, quelques heures seulement chacun. Cf. MORENO (Rafael), « Peculiaridades del proceso de negociación salvadoreño y requisitos para resolver políticamente un conflicto armado », contribution au colloque « Foro sobre la construcción de la paz en América Latina », Bogotá, 1995, 9 p. Du même auteur, cf. « El proceso de negociación desde la perspectiva del FMLN », p.17-47, in *De la Guerra a la paz, experiencias latinoamericanas*. Bogotá : CINEP, 1995, 243 p.

<sup>760</sup> Reproduit in *The United Nations and El Salvador, 1990-1995*. *op. cit.* p.159-63. Dans les régions de conflit, de nombreuses communautés rurales ont été déplacées, et ont occupé et cultivé dans des conditions très difficiles des terres qui ne leur appartenaient pas légalement. Les « *tenedores* » se sont souvent installés de façon spontanée, mais



résolution 714 du Conseil de Sécurité (30 septembre) prend acte de ces avancées et demande aux deux parties de continuer leur négociation.

Les dernières négociations avant les discussions finales ont lieu au Mexique, à Mexico (11 au 22 octobre et 5 au 15 novembre), puis à San Miguel de Allende (du 25 novembre au 11 décembre), et permettent des avancées significatives sur les questions encore en suspens, ce qui se concrétise à partir de la mi-novembre par une déclaration de cessez-le-feu du FMLN sur ses actions offensives et par une sensible réduction en intensité des combats. Les questions du cessez-le-feu total, de la démobilisation du FMLN et d'une moitié de l'armée restent néanmoins en discussion. Les équipes de négociation se déplacent au siège des Nations unies à partir du 16 décembre pour la dernière ligne droite des discussions, où leur conclusion est programmée pour le 31 décembre à minuit, avec la fin du mandat de Javier Pérez de Cuéllar. À la suite de plusieurs négociations marathons, et avec l'intervention d'experts délégués à la fois par les Nations unies et par le Département d'État, le texte est finalement signé dans les délais impartis.

Après les dernières discussions sur la programmation des modalités de mise en œuvre, les Accords de paix, scellant la fin du conflit au Salvador, sont formellement signés à Mexico le 16 janvier 1992. L'ensemble des dispositions signées jusqu'alors ainsi que les derniers points négociés sont intégrés dans l'accord. Le cessez-le-feu total est établi pour le 1<sup>er</sup> février 1992. Signe tangible de la réussite de l'aspect militaire des accords, il va être respecté par les deux parties. La démobilisation des deux camps est programmée en plusieurs phases et doit se terminer le 31 octobre 1992<sup>761</sup>.

---

de nombreux lieux ils sont organisés et proches de la guérilla. Cet accord gèle jusqu'à une nouvelle distribution la situation. L'accord ne précise aucune modalité de distribution, généralise la distribution aux « paysans sans terre », et omet le terme de « réforme agraire ». La distribution des terres va être très lente, et ne va être destinée qu'aux anciens combattants et aux « *tenedores* ».

<sup>761</sup> Comme il sera vu plus en avant, la démobilisation prendra plus de temps que prévu, pour des raisons imputables aux deux parties, et la fin officielle du conflit sera annoncée finalement le 15 décembre 1992.

*B. DEMOBILISER LES FORCES COMBATTANTES, DEMOCRATISER LA SOCIÉTÉ,  
LA DIFFICILE MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS*

Dès le lendemain du 16 janvier 1992, avec le début de la période d'application des Accords de paix, le FMLN est confronté au double défi de sa démilitarisation et de sa transformation en parti politique dans un pays dont les institutions sont en train d'être profondément réformées<sup>762</sup>.

### 1) Des réformes substantielles pour démilitariser le Salvador

Les Accords de paix formalisent en effet l'ensemble des mesures négociées dans les accords précédents, réformes qui ont pour ambition de changer un certain nombre de problèmes structurels qui ont caractérisé pour certains la période autoritaire avant 1979, pour d'autres la « démocratie sous état de siège » mise en place depuis 1982 et qui expliquent partiellement le contexte ayant conduit et entretenu la guerre civile.

Les réformes les plus importantes concernent l'armée et sa place dans les institutions du pays. L'armée est désormais soumise au pouvoir civil, son statut constitutionnel est normalisé, elle cesse d'être considérée comme la garante des institutions. Elle devra démobiliser tous les bataillons spéciaux entraînés pour la lutte anti-insurrectionnelle, réduire de moitié ses effectifs, qui doivent passer de 80 000 à 40 000 hommes, dissoudre les unités de police qui en dépendent

---

<sup>762</sup> Entre la signature des Accords et les élections de 1994 se déroule une période particulière où démocratisation et démobilisation s'accompagnent, sous la houlette des Nations unies. Le « *cumplimiento* » (mise en œuvre) des Accords a fait l'objet de travaux différents de ceux qui se sont centrés sur la négociation en tant que telle et sur l'analyse de l'élection de 1994. Pour les travaux les plus significatifs sur cette période, cf. GOMEZ (Juan Gabriel), « La construcción de la paz y la democracia en El Salvador. Un balance de los Acuerdos de Paz y su cumplimiento », *Análisis Político*, 19, Mai 1993, p.63-76, EVANS (Ernest), « The El Salvadoran peace process five years on : an assesment », *Studies in conflict and terrorism*, 21, 171-172, 1998, p.171-179 et MASSÉ (Frédéric), « De la violencia a lo político, una reconversión lograda ? », *Análisis Político*, 36, janvier 1999, p.40-57, ainsi que l'ouvrage BRIONES (Carlos), RAMOS (Carlos), *Gobernabilidad en Centroamérica : gobernabilidad, economía y*

(*Policía de Hacienda, Policía Nacional et Guardia Nacional*), ainsi que le service d'intelligence. Ses officiers supérieurs devront répondre des crimes contre les droits de l'homme commis pendant le conflit à travers les mécanismes prévus par la Commission *ad hoc* et par la Commission de la Vérité. Les fonctions de police sont dévolues désormais à une nouvelle police civile (*Policía Nacional Civil*) qui ne sera plus un corps militaire et qui devra être composée majoritairement de personnes n'ayant combattu dans aucun des deux camps.

Par ailleurs, le système judiciaire est réformé dans le sens d'une plus grande indépendance vis-à-vis de l'exécutif et une *Procuraduría* sur les questions des droits de l'homme est instituée. La législation électorale est également revue, en particulier l'instance chargée de la vérification des processus électoraux, là aussi dans un sens de plus grande indépendance vis-à-vis de l'exécutif ou des partis. Enfin, un ensemble de mesures socio-économiques sont prévues, principalement sur le transfert de terres aux anciens membres de la guérilla, sur la légalisation des terres occupées et sur la mise en place d'un forum sur les questions socio-économiques, avec la participation du gouvernement, des représentants du patronat et des syndicats.

Enfin, le dernier point substantif des accords de paix (Chapitre VI), avant ceux portant sur les modalités précises du cessez-le-feu, concerne la participation politique du FMLN. Sur ce point précis, les Accords introduisent une séparation de fait entre l'échéancier purement militaire de la démobilisation des effectifs du FMLN et celui de la participation politique aux nouvelles institutions.

En effet, la démilitarisation du FMLN, parallèle à celle de l'armée, devra être achevée le 31 octobre par la démobilisation par tranches de 20 % des effectifs de la guérilla et par la livraison et destruction de tout le matériel de guerre. Les modalités et les échéances de sa transformation en acteur politique légale sont plus diffuses : les Accords la conçoivent

effectivement, et en définissent le cadre juridique, en prévoyant sa légalisation en tant que parti politique pour le 1<sup>er</sup> mai, et la pleine liberté d'expression et d'exercice des droits civiques de ses membres, avec les mesures de sécurité qui s'imposent. Ils conditionnent cette transformation à la fin formelle du conflit, c'est-à-dire à la démobilisation totale de l'ancienne guérilla. Néanmoins, cette transformation ne pourra avoir d'effets en termes politiques et institutionnels qu'à partir des élections suivantes<sup>763</sup>, programmées pour le 19 mars 1994, soit plus de deux ans après la signature de la paix, et près de 18 mois après la date prévue pour la fin de sa démobilisation.

## **2) La création de nouvelles identifications politiques à l'occasion des renégociations d'une démobilisation retardée**

Pendant cette période transitoire, le FMLN n'existe institutionnellement que comme l'une des deux forces politiques signataires des Accords de paix. C'est à ce titre qu'il négocie pendant cette période avec le gouvernement, soit directement, soit par la médiation de la mission des Nations unies. Sa présence au sein de la COPAZ où deux de ses membres (Joaquín Villalobos et Francisco Jovel) le représentent, apparaît ainsi comme sa seule existence officielle, au sein d'une instance dont le rôle demeure essentiellement la diffusion des discussions postérieures à l'Accord de paix auprès des différents partis politiques<sup>764</sup>.

---

<sup>763</sup> Comme cela a été évoqué, le texte final des Accords de paix renvoie sur les questions électorales aux points négociés lors de l'Accord de Mexico d'avril 1991, portant seulement sur la création d'une nouvelle instance chargée de la vérification des élections, le *Tribunal Supremo Electoral*, sur son rôle et sur les moyens d'assurer son indépendance vis-à-vis des partis, et d'autre part sur la révision des listes électorales. À aucun moment une modification du calendrier électoral n'est évoquée, ni l'adoption d'un système préférentiel pour l'ancienne guérilla (à l'image de la « *favorabilidad política* » colombienne), ni la révision des modes de scrutins en vigueur, lesquels sont pourtant particulièrement favorables au parti au pouvoir (surreprésentation des circonscriptions rurales aux législatives, absence de représentation des partis minoritaires aux municipales, etc.).

<sup>764</sup> Dans le contexte polarisé de l'après-guerre, la COPAZ va jouer un rôle important, mais secondaire, dans la diffusion du processus de paix parmi les autres partis, et parmi d'autres forces politiques et sociales, dans un rôle de conciliation et médiation, sans parvenir pour autant à jouer un rôle semblable à l'Assemblée nationale constituante en Colombie. À la fin de son terme, ses membres constitueront la *Fundación para la Paz*, FUNDAPAZ, qui va jouer le même rôle.

Entre janvier 1992 et mars 1994 la polarisation de la vie politique salvadorienne s'accroît sur la question de la mise en œuvre des accords. À ce moment se généralise en effet l'idée que l'effective application des Accords de paix deviendra le signe tangible de la démocratisation du pays. Cette situation conduit à un dédoublement temporaire mais important des cadres d'action politiques : d'un côté, la négociation directe entre gouvernement et FMLN pour l'application des dispositions des Accords - où l'ONUSAL joue un rôle très important dans les moments de crise - de l'autre, la continuité des institutions élues (exécutif et législatif) pendant le conflit qui continuent leur mandat constitutionnel et disposent d'une certaine capacité à modifier les points accordés, comme va le montrer le vote de l'amnistie. Or dans cette situation, le gouvernement d'Alfredo Cristiani dispose d'une présence double, à la fois comme interlocuteur privilégié du FMLN et de l'ONUSAL, en tant que signataire des Accords de paix, et comme l'exécutif élu, tirant sa légitimité de l'élection de 1989, appuyé par une solide majorité à l'Assemblée, élue en 1991.

Cette ambiguïté sur la nature transitoire du FMLN et sur sa participation aux institutions explique en partie les grandes difficultés de mise en œuvre des mesures décidées pendant toute l'année 1992. Pour de nombreux responsables du FMLN, les armes continuent à représenter non seulement ce qui a permis de mettre en échec le gouvernement et l'armée pendant la guerre civile, mais également la garantie et le moyen de pression dont dispose l'organisation pendant cette période qui suit la signature de la paix. Très rapidement, les retards et les louvoisements du gouvernement et de l'armée dans l'application des dispositions, en particulier dans un premier temps sur la démobilisation des unités de police militaire et des bataillons anti-insurrectionnels, puis sur l'épuration des officiers impliqués dans des crimes contre les droits de l'homme et plus tard sur les programmes de distribution de terres, sont utilisés comme prétextes par le FMLN pour retarder sa propre démobilisation. Or, cette situation contribue à prolonger la période transitoire, puisqu'elle retarde également la transformation formelle de l'ancienne guérilla en

parti politique : en liant démobilisation de l'ancienne guérilla et légalisation du parti qui en serait issu, les Accords de Paix prévoyaient la reconnaissance légale du FMLN pour le 1<sup>er</sup> mai. Celle-ci ne sera effective que huit mois plus tard, à la mi-décembre.

Le caractère irréaliste du calendrier de démobilisation, établi dans l'urgence de la négociation des derniers jours de décembre 1991, est rapidement souligné par les deux parties, et va faire l'objet de nouvelles discussions sous l'égide de l'ONUSAL. Or, ces négociations ne sont plus marquées par le contexte de l'affrontement armé, mais bien par celui de la construction de la paix, ce qui fait apparaître de nouveaux clivages politiques, des tensions au sein de groupes auparavant homogènes et des alliances implicites entre adversaires de la veille. Ces négociations fournissent à certains acteurs l'occasion de lier deux éléments que l'Accord de paix conçoit de façon séparée, les modalités de la réinsertion des anciens combattants et la question d'une éventuelle amnistie concernant les conclusions à venir des Commissions *ad hoc* et de la Vérité. Le FMLN met en avant à plusieurs reprises que les textes des Accords de Paix demeurent assez flous sur les modalités d'un programme effectif de réinsertion de ses anciens membres, que les blocages sur la question de la distribution des terres ne permettent pas de garantir une démobilisation réelle de la plupart de ses combattants et que par ailleurs rien n'a été prévu en la matière pour les cadres et commandants de l'ancienne guérilla. Il lie par ailleurs sa propre démobilisation à la mise en œuvre effective des recommandations de la Commission *ad hoc* sur l'épuration des forces armées qui a remis son rapport au Président le 22 septembre<sup>765</sup>.

Entre octobre et décembre 1992, ces négociations au plus haut niveau permettent de redéfinir et de préciser les conditions du *Programa de Transferencia de Tierras* qui prévoit le

---

<sup>765</sup> Même si le rapport de la Commission est demeuré officiellement confidentiel, ses recommandations concernant une centaine d'officiers, dont une grande partie des officiers supérieurs, vont être rapidement connues et créer un important malaise au sein des Forces armées. Les radiations ou mutations recommandées ne vont être entièrement appliquées qu'à la fin juin 1993, à la suite de nombreuses pressions internationales, et seulement sous un couvert officiel de mesures d'avancement et de retraites présentées comme normales par le Président Cristiani. Ces mesures

transfert de terres aux anciens combattants des deux bords et aux « *tenedores* »<sup>766</sup> ainsi que d'élaborer un programme de formation pour les cadres de l'ancienne guérilla<sup>767</sup>. Le gouvernement accepte ces nouvelles dispositions, plutôt favorables au FMLN, contre l'appui d'un secteur de l'ancienne guérilla au vote rapide d'une amnistie couvrant les responsables identifiés dans le futur rapport de la Commission de la Vérité. Les frontières entre adversaires de la guerre semblent n'être plus aussi nettes que par le passé. Lors de ces négociations, les divisions internes se font jour ouvertement au sein de l'ancienne guérilla, certains cherchant à faire prévaloir le texte des Accords de Paix dans leur version originelle, d'autres privilégiant une renégociation concertée de certaines modalités pour éviter d'éventuelles réactions de l'armée ou des secteurs les plus durs de la droite. Le FMLN n'a jamais été homogène. Mais à cette occasion, les divisions conduisent la direction de l'ERP à rechercher des soutiens à sa position auprès des adversaires d'hier contre leurs propres anciens camarades d'armes, pour des raisons qui tiennent à la fois d'analyses politiques sur la situation et d'intérêts institutionnels bien compris<sup>768</sup>.

---

se traduisent par la sortie de l'armée d'une grande partie de la génération d'officiers qui ont été actifs pendant le conflit.

<sup>766</sup> Le programme prévoit au total 47500 bénéficiaires, dont 15000 parmi les anciens membres de l'armée, 7500 parmi les anciens membres de la guérilla et 25000 parmi les « *tenedores* ». Cette redistribution semble à l'avantage de l'ancienne guérilla, si on la rapporte au nombre des démobilisés, 30000 pour l'armée, 8000 pour le FMLN, et si on tient en compte le fait que de nombreux « *tenedores* » avaient été pendant la guerre encadrés par le FMLN, même si cette situation n'était pas généralisée.

<sup>767</sup> Ce programme intitulé « *Programa de reinserción de líderes y mandos medios* » est destiné à 600 anciens dirigeants et cadres du FMLN et est orienté principalement sur des bourses et des crédits pour une formation professionnelle et universitaire.

<sup>768</sup> Cette fracture opposait en effet d'une part l'ERP et la RN, et de l'autre les trois autres organisations, FPL, PCS et PRTC. Le discours de l'ERP, et en particulier de Joaquín Villalobos, mêle à cette occasion une volonté de concertation et de modération dans les discussions avec le gouvernement et l'armée, et un intérêt à voir le commandement de son organisation amnistiée rapidement. Il savait en effet que les actions de la guérilla sur lesquelles la Commission de la Vérité portait ses enquêtes étaient essentiellement les assassinats des maires dans les zones de conflits, plus d'autres actions isolées (assassinats de personnalités de la vie politique salvadorienne, d'anciens membres du FMLN déserteurs ou de responsables d'ONGs, attentat de la *Zona Rosa* contre les *marines*, séquestration de Inés Duarte, exécution des officiers survivants de l'hélicoptère de l'armée nord-américaine). L'exécution des maires était la seule action sur laquelle la Commission pouvait faire porter la responsabilité sur l'ensemble du commandement de l'organisation incriminée, dans ce cas l'ERP. Celle-ci, dans un geste de transparence, reconnut publiquement sa responsabilité à la Commission de la Vérité. L'analyse de Joaquín Villalobos sur cet épisode, et plus largement sur la question de l'amnistie et de la réconciliation, peut se trouver in VILLALOBOS (Joaquín), « Ni vainqueurs, ni vancus : la paix au Salvador », *op. cit.*, particulièrement p.142-150.

### 3) La difficulté à rendre les armes

Les différentes négociations sur l'application des Accords de Paix ont reporté au 15 décembre 1992 la date de la fin formelle de la guerre civile. Ce jour-là, l'ensemble des effectifs de l'ancienne guérilla est démobilisé (au total 8876 anciens guérilleros et 3486 blessés et invalides de guerre, selon les chiffres de l'ONUSAL) et la totalité de l'armement remis à l'ONUSAL est officiellement détruit. Selon les dispositions des Accords de paix, le FMLN devient légalement un parti politique.

Le processus de mise en œuvre des Accords est pourtant loin d'être achevé. Le 15 mars 1993, le rapport de la Commission de la Vérité est rendu public<sup>769</sup>. Les travaux de la Commission rendent responsables les Forces armées, la police ou les groupes paramilitaires pour 95 % des actes de violations des droits de l'homme commis pendant la guerre civile. Seuls les 5 % restants sont attribués au FMLN, essentiellement dans le cas d'enlèvements et exécutions de maires dans les zones de présence de la guérilla.

La Commission est une instance d'enquête et de vérification et non de condamnation ; néanmoins ses membres, pensant que leurs travaux ne pourraient être relayés par une justice salvadorienne qui avait fait preuve par le passé de son inaction à mettre fin à l'impunité, décident de rendre publics les noms des personnes reconnues comme responsables et recommandent qu'elles soient démisées de leurs fonctions et interdites de tout poste public ou électif pendant dix ans, bannies de la vie publique pour les responsables politiques ou radiées de l'armée pour les militaires<sup>770</sup>. Cela concerne pratiquement l'ensemble du haut commandement militaire de l'armée salvadorienne, et pour la guérilla, le commandement de l'ERP. La Commission demande

---

<sup>769</sup> Le rapport, intitulé « De la folie à l'espoir : la guerre de 12 ans au Salvador », a fait l'objet, contrairement à celui de la Commission *ad hoc*, d'une publication rapide et d'une diffusion rapide. La version anglaise se trouve in The United Nations and El Salvador, 1990-1995. *op. cit.*, p.291-414. La version espagnole a été amplement publiée au Salvador, en particulier par les éditions de la UCA.



également la démission de l'ensemble des membres de la Cour Suprême de Justice pour leur incapacité à mettre fin à l'impunité pendant la guerre.

La publication du rapport suscite une nouvelle période de tensions, essentiellement au sein des Forces Armées et du gouvernement, ce qui oblige le Président Cristiani à rendre compte publiquement de ses réticences personnelles, arguant du fait que la Commission a dépassé ses compétences et que seules les mesures respectant la Constitution pourront être appliquées. Ses critiques rendent compte en réalité de la vive opposition du haut commandement de l'armée. Le vote d'une amnistie générale par l'Assemblée, le 20 mars, une semaine après la publication du rapport de la Commission de la Vérité, empêche toute traduction légale des recommandations de la Commission, ces dernières ne dépassant pas le stade de la condamnation morale<sup>771</sup>.

Ce vote illustre la dualité des scènes politiques évoquée plus haut et leur usage par le gouvernement. « même si le gouvernement avait donné son accord formel pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission de la Vérité, son mandat issu des urnes allait dans le sens de la continuité, avec le moins de changements possibles pour mettre un terme à la guerre et désarmer le FMLN »<sup>772</sup>. ARENA, qui dispose avec l'appui des députés du PCN de la majorité absolue à l'Assemblée, a jusqu'alors voté les principales dispositions des Accords de Paix, et en particulier les mesures constitutionnelles, il est vrai non sans débats et sans critiques, mais dans un esprit de concertation avec les autres composantes représentées à l'Assemblée, comme en témoigne le vote qui a porté Rubén Zamora à la vice-présidence de l'Assemblée. La discussion et

---

<sup>770</sup> Sur le rôle d'accusation morale que se donne la Commission de la Vérité au Salvador, ce qui la différencie des cas chilien et en particulier argentin, cf. GOMEZ (Juan Gabriel), « La construcción de la paz y la democracia en El Salvador. Un balance de los Acuerdos de Paz y su cumplimiento », *op. cit.*, en particulier pp.71-72.

<sup>771</sup> La Commission de la Vérité avait pour fonction d'identifier les responsabilités des plus grands crimes, mais pas de les juger. C'était aux autorités salvadoriennes de prendre les mesures qu'elles jugeraient nécessaires, soit un jugement, soit une application des recommandations. De ce fait, le vote de l'amnistie n'est pas formellement contraire à la lettre des Accords de Paix, même s'il est attentatoire à son esprit. Comme cela a été déjà mentionné plus haut à propos de la Commission *ad hoc*, les officiers incriminés vont être effectivement retirés de l'armée à la mi-1993, mais sous couvert d'une mesure normale d'avancement et de retraites.

<sup>772</sup> DODSON (Michael), NUZZI O'SHANGHNESSY (Laura), « Political bargaining and democratic transition, the case of Nicaragua and El Salvador », *op. cit.*, p.106.

le vote de l'amnistie sont menés rapidement. Plus que le principe d'une amnistie, qui était conçu comme un des éléments du processus de réconciliation nationale en cours, c'est son adoption précipitée comme une réponse immédiate face aux conclusions de la Commission de la Vérité qui fait l'objet de vives critiques.

Contrairement à l'esprit de concertation qui existait, les dirigeants d'ARENA exploitent à ce moment précis la position privilégiée dont ils bénéficient pendant cette période, en tant que seul acteur de poids présent dans les deux scènes politiques. L'utilisation de cette dualité sur un thème, l'amnistie, bien loin de l'esprit des Accords de paix alimente de sérieuses critiques de la part des autres parties prenantes au processus et soulève une vive inquiétude au Secrétariat général des Nations unies. Elle rend compte d'un sentiment généralisé jusqu'à ce moment-là : si la bonne volonté du Président Cristiani ne peut être remise en cause, les principaux attermolements et lenteurs, voire les obstacles, à la mise en œuvre effective des Accords proviennent principalement du gouvernement et de l'armée. Le FMLN n'hésite pas d'ailleurs à tirer parti de cette situation pour ralentir sa propre démobilisation.

Pour autant, la guérilla ne profite pas longtemps de cette position plutôt favorable. L'incident le plus grave de la période est en effet à mettre au compte du FMLN. Le 23 mai 1993, une cache d'armes appartenant au FMLN explose à Managua. Comme les combattants de l'ancienne guérilla se sont effectivement totalement démobilisés au 15 décembre 1992, le FMLN est censé avoir rendu toutes ses armes au 1<sup>er</sup> avril 1993. Ne pouvant travailler que sur les déclarations des deux parties prenantes, la division militaire de l'ONUSAL constate alors que l'arsenal rendu correspond effectivement aux affirmations initiales. Elle laisse cependant planer un doute sur la véracité de ces déclarations, en raison de la mauvaise qualité de l'arsenal remis et des estimations officieuses sur l'armement réel du FMLN. L'explosion du *buzón de Santa Rosa* démontre que le FMLN a conservé une partie significative de ses meilleures armes. Cette attitude est justifiée par la direction de l'ancienne guérilla qui explique combien les armes demeurent

pour eux la seule garantie possible d'une réalisation effective des Accords dans un contexte de profonde méfiance vis-à-vis de l'armée.

Le commandement du FMLN va être l'objet d'une critique extrêmement forte de l'ensemble des parties prenantes au processus. Le gouvernement et l'armée vont jusqu'à demander que la légalisation du FMLN comme parti politique soit annulée. Prenant acte des multiples pressions nationales et internationales, le commandement du FMLN collabore avec l'ONUSAL à la remise et destruction des 128 caches d'armes qui ont été maintenues, dont l'ensemble représente 30 % du total de l'arsenal remis<sup>773</sup>, et va s'engager publiquement le 18 août 1993 à ne plus détenir aucune arme. À l'issue de cette déclaration et de la destruction effective des armes, le Secrétaire général des Nations unies peut affirmer que « les structures militaires (du FMLN) ont été effectivement démantelées et que ses anciens membres ont été démobilisés et intégrés, en toute légalité, à la vie civile, institutionnelle et politique du pays, tel que cela a été établi dans les Accords de paix »<sup>774</sup>.

Ce dernier épisode de la démobilisation du FMLN semble bien constituer l'ultime contretemps majeur de la difficile mise en œuvre des dispositions prévues sur la démilitarisation dans les Accords de Paix. Nœud gordien des négociations, cette question est également centrale dans les premiers mois de la paix, même si elle ne semble régie que par des dispositions techniques. Elle conditionne, en effet, l'évolution des deux principales forces dans cette période de transition, et en particulier de la guérilla, qui d'organisation politico-militaire doit se transformer en parti politique. Le FMLN, en tant que parti politique, tient d'ailleurs sa première convention nationale en septembre 1993. La décision de participer aux élections y est adoptée.

---

<sup>773</sup> De l'avis de nombreux experts consultés à cette occasion par les Nations unies, l'ensemble des armements remis dans le cadre de la livraison et destruction programmée par les Accords, et ceux remis et détruits après l'explosion du *buzón de Santa Rosa*, correspondent à l'évaluation qui pouvait être faite du matériel de guerre détenu par le FMLN à la fin de la guerre. Malgré cela, le trafic d'armes, et en particulier d'armes légères, prolifère en Amérique centrale après la fin de la guerre au Salvador.

Pourtant, malgré sa transformation en parti politique, le FMLN demeure au niveau institutionnel ce qu'il a été pendant la guerre, simple appareil unitaire de direction et de représentation. Pendant toute cette période, et même après les élections de 1994, les différentes organisations qui composent le front poursuivent leurs existences parallèles, avec des directions, des appareils militants, des congrès, des fondations de réinsertion, des sièges séparés. Les décisions importantes sont prises au sein de chacune des organisations, puis ensuite discutées au sein de la direction collégiale.

Toute la structure de direction du *Frente* avait été pensée de manière paritaire, faisant prévaloir une logique d'organisation sur une logique majoritaire. Chacune des cinq organisations, indépendante de son importance, était représentée de manière égale dans les structures de direction. Le niveau le plus élevé de commandement militaire du FMLN, la *Comandancia general*, était composé des dirigeants de chacun des cinq groupes. La direction politique était assumée par la *Comisión Política*, composée de 15 membres, 3 par organisation, le *Consejo Nacional*, organe délibératif, formé quant à lui par 10 membres par organisation. Cette pratique paritaire a été maintenue pendant les négociations, les porte-parole du FMLN aux différents moments de la négociation sont tournants, afin que les cinq forces qui le composent soient représentées à un moment ou un autre. Elle va continuer pendant les premiers mois de la mise en œuvre des Accords dans les différentes instances créées à cette occasion.

La campagne pour les élections de mars 1994 agit comme un accélérateur des modes d'organisation institutionnels du nouveau parti. La *Comandancia general* disparaît, remplacée par le poste de *Coordinador general*, dont le premier titulaire n'est nommé qu'après les élections. Quatorze délégués, nommés par l'organisation majoritaire dans chaque département du pays, viennent s'ajouter au *Consejo Nacional*. Si l'importance relative des organisations du

---

<sup>774</sup> La déclaration des dirigeants du FMLN et le « Rapport du Secrétaire Général des Nations unies sur l'identification et destruction des dépôts d'armes clandestines du FMLN (document S/26371, 30/08/1993) », dont est

FMLN des unes par rapport aux autres était à peu près connue, elle ne reposait sur aucune mesure réelle, du fait de la clandestinité. L'établissement par l'ONUSAL des effectifs démobilisés constitue le premier décompte objectif qui permet de mesurer réellement l'importance de chacune : sur 15000 personnes démobilisées (8500 combattants, 2500 blessés de guerre et 4000 cadres politiques), 34 % appartenaient au FPL, 26 % à l'ERP, 17 % à la RN, 15 % aux FAL et 8 % au PRTC<sup>775</sup>. La répartition des candidatures aux élections de 1994 va plus ou moins refléter cet équilibre.

*C. LE FMLN AU MIRROIR DES URNES OU LA PARADOXALE REUSSITE  
POLITIQUE DE LA PAIX*

Ni « élections du siècle », comme l'ont affirmé les médias, ni fin du processus de paix, les élections générales de mars 1994 agissent néanmoins comme un moment de cristallisation de l'évolution des forces politiques et de leur influence réelle, en révélant le nouveau paysage politique au Salvador. Les institutions mises en place par les Accords de Paix permettent en effet à l'ancienne guérilla de mesurer les dimensions réelles de l'influence dont elle dispose dans le pays et lui fournissent également le nouveau cadre dans lequel elle devra agir. Si le résultat des élections de 1994, puis la scission quasi immédiate entre ses principaux dirigeants, peuvent apparaître comme décevants après douze années de guerre, ils sont pourtant pour le FMLN le début d'un itinéraire opposé à celui de la ADM-19, marqué par des progrès électoraux constants, en particulier aux élections législatives et municipales. Cette réussite advient alors même que le

---

tiré cette citation, sont reproduits, *in The United Nations and El Salvador, 1990-1995. op. cit.*, p.473-476.

<sup>775</sup> L'ONUSAL a établi en effet un recensement en indiquant l'organisation d'origine et le type d'activité (combattante, politique ou blessé et mutilé de guerre). La répartition au sein de la catégorie « combattants » met à parité les FPL et l'ERP (31 % chacune), et place la RN bien plus devant les FAL (18 contre 13 %), ce qui est assez significatif des pratiques et des forces de chaque organisation. Pour une analyse en détail des chiffres de ce

FMLN participe aux élections dans le cadre institutionnel et réglementaire qui avait été défini en 1982, dans l'objectif explicite de servir de légitimation au régime contre lequel la guérilla combattait. Les seules modifications de législation électorale opérées depuis lors ont concerné seulement l'augmentation du nombre de députés de 60 à 84, peu avant les élections législatives de 1991, et la réforme du *Tribunal Supremo Electoral* dans le cadre des Accords de paix.

### **1) Le FMLN face aux « élections du siècle », l'apprentissage difficile du rôle de principal parti d'opposition**

Si les élections de 1994 ne sont pas formellement les premières élections libres de l'histoire du pays, puisqu'elles s'inscrivent dans la suite du calendrier électoral mis en place depuis 1982, elles sont indubitablement les premières élections véritablement pluralistes de la vie politique salvadorienne depuis 1932. De ce fait, elles ont été analysées comme des élections « fondatrices », à l'image des premières élections qui ont marqué les processus de transitions démocratiques en Europe du Sud puis en Amérique latine. La continuité du calendrier électoral, et surtout la constance des résultats par rapport aux scrutins antérieurs, limitent néanmoins la pertinence de l'analyse des élections de 1994 comme des élections réellement fondatrices, tant on y retrouve la faiblesse relative de la participation, un vote majoritaire à droite, la stabilité du parti majoritaire qui demeure au pouvoir et la poursuite de l'érosion électorale du centre<sup>776</sup>.

Sans être fondatrices, elles ont bien une valeur symbolique indéniable tant elles apparaissent comme l'acte politique qui clôt les années de guerre pour laisser place à un nouveau

---

recensement, cf. LUCIAK (Ilja), After the revolution, Gender and democracy in El Salvador, Nicaragua and Guatemala, *op. cit.*

<sup>776</sup> Et aux facteurs qui viennent d'être énoncés, il faudrait ajouter *a posteriori* qu'ARENA va s'imposer à nouveau aux élections législatives de 1997 et présidentielles de 1999, contrairement à ce qui s'est produit dans tous les autres pays d'Amérique latine, à l'exception notable de la *Concertación* au Chili, où le parti qui a gagné les premières élections a perdu les suivantes.

paysage politique, au travers duquel l'équilibre militaire se traduit en une hiérarchie électorale<sup>777</sup>. En cela, « si les Accords de paix ont été une évaluation de la relation de forces existantes qui a permis de convertir les forces et les appuis accumulés dans des atouts politiques pour la transition, les élections apparaissent comme le scénario idéal pour transformer ces atouts militaires hérités de la guerre en de réelles quotes-parts de pouvoir institutionnel »<sup>778</sup>. Ce rôle symbolique est d'ailleurs renforcé par l'analyse des Nations unies, qui, à l'image de ce qui s'est passé dans de nombreuses interventions multilatérales pour le maintien ou la construction de la paix dans les années 90, conçoivent la tenue d'élections libres et pluralistes comme l'acte final de leur rôle<sup>779</sup>.

Pour le FMLN, il s'agit bien de la première mesure de son influence au suffrage universel. Or l'ancienne guérilla demeure convaincue qu'elle n'a pas pu combattre pendant douze ans dans un pays aussi exigu et sans un relief qui facilite la guerre de guérilla sans compter sur de solides bases sociales. Pour ses dirigeants, cette base sociale va s'exprimer naturellement en votes pour le parti issu de l'ancienne guérilla. De ce fait, le travail sur le contenu programmatique et la mobilisation de l'électorat apparaît comme secondaire face aux luttes internes pour obtenir des positions éligibles sur les listes nationales et départementales, laissant apparaître au grand jour les tensions qui existent entre les cinq composantes du FMLN, et rompant l'unité de représentation qui avait existé pendant la guerre, puis pendant la négociation et la mise en œuvre

---

<sup>777</sup> Du fait de leur caractère fortement symbolique, premières élections après la signature de la paix et premières élections avec la participation du FMLN, les élections de 1994 ont fait l'objet de nombreuses analyses. Parmi les plus significatives, cf. ALCANTARA SAEZ (Manuel), « El Salvador : les élections du siècle ». Problèmes d'Amérique latine, 15, octobre 1994, p.73-85. (Version espagnole : « Las elecciones del siglo », Revista de Estudios Políticos, 85, juillet-septembre 1994, p.323-337) ; DADA (Hector), « El Salvador : elecciones y democracia », Nueva Sociedad, 132, juillet-août 1994, p.22-28 ; GONZALEZ MARRERO (Secundido), HARTO DE VERA (Fernando), « Transición y elecciones en El Salvador », América Latina Hoy, 8, junio 1994, p.73-80 et SERVELLON (Sergio), « Les enseignements politiques des élections générales de 1994 », Annales de l'Amérique latine et des Caraïbes, 13, 1995, p.117-135.

<sup>778</sup> Cf. RAMOS (Carlos), « El Salvador : transición y procesos electorales a finales de los 90 », Nueva Sociedad, 158, novembre 1998, p.32.

<sup>779</sup> Sur cet aspect, et en particulier sur le travail de la division électorale de l'ONUSAL, cf. MONTGOMERY (Tommie Sue), REITAN (Ruth), « The good, the bad, and the ugly : observing elections in El Salvador », p. 139-159, in MONTGOMERY (Tommie Sue), Peacemaking and democratization in the western hemisphere. *op. cit.*

des accords. De même, les distances se font à chaque fois plus fortes entre le FMLN, qui jouit à la fois du prestige d'avoir mené la guerre, et dispose d'importantes structures militantes, et de celui d'avoir signé la paix, et ses anciens alliés du FDR, désormais regroupés au sein de la *Concertación Democrática*, et en particulier Rubén Zamora. Ce dernier, depuis la disparition de Guillermo Ungo en février 1991, apparaît comme le seul dirigeant d'envergure nationale ayant une expérience politique nationale et internationale mais il ne dispose pas d'un véritable appareil militant ; il n'apparaît pas par ailleurs comme un des principaux artisans des négociations finales auxquelles il n'a pas participé directement.

Les discussions autour du candidat que devra présenter le FMLN aux élections présidentielles constituent ainsi une nouvelle source de friction entre les différentes organisations qui composent le front. Les FPL proposent dans un premier temps une formule Rubén Zamora – Facundo Guardado, solution à laquelle les autres composantes, en particulier l'ERP et la RN, répliquent par l'idée d'une candidature commune avec la Démocratie chrétienne, autour de la figure d'Abraham Rodríguez, tête de file de la gauche du PDC<sup>780</sup>. L'accord n'est obtenu que tardivement sur une candidature commune CD-FMLN autour de la formule Rubén Zamora - Francisco Lima<sup>781</sup>, dont la campagne va être minée par les tensions entre les différentes organisations qui le soutiennent. La gauche se présente par contre divisée aux élections législatives et aux élections municipales<sup>782</sup>. Les procédures internes de choix des candidats

---

<sup>780</sup> Pour cela, l'ERP et la RN vont appuyer Abraham Rodríguez dans la primaire interne au sein du PDC contre le dirigeant du parti Fidel Chávez Mena, qui va s'imposer. La proximité entre certains dirigeants de l'ERP et de la RN et le PDC s'explique en partie par le fait que ces deux organisations ont pour origine les secteurs les plus radicalisés des Jeunesses démocrates-chrétiennes.

<sup>781</sup> Avocat, Francisco Lima avait été vice-président du colonel Rivera entre 1961 et 1966.

<sup>782</sup> Comme le fait remarquer Manuel Alcántara Sáez, au-delà de l'image politique de la désunion, les effets institutionnels de cette dispersion des candidatures sont opposés dans les deux élections. Aux législatives, une stratégie de dispersion peut permettre de gagner quelques sièges (la représentation proportionnelle au plus fort reste dans le cadre de circonscriptions élisant un faible nombre de députés favorise relativement les petites listes - 20 députés sont élus sur une base nationale, les 64 autres l'étant selon des circonscriptions départementales). Par contre le mode de scrutin aux municipales impose de larges coalitions (la liste arrivant en tête remporte l'ensemble des sièges, selon le système du *winner takes all*). Cf. ALCANTARA SAEZ (Manuel), « El Salvador : les élections du siècle », *op. cit.*, p.79-82.



occasionnent de nouvelles tensions entre organisations, et conduisent la plupart du temps à ce que la désignation des têtes de liste s'effectue avant tout au regard de l'équilibre existant entre les organisations ou à l'aune du rôle joué par les candidats pendant la guerre ou au sein de l'appareil du FMLN et non selon leur implantation locale<sup>783</sup>. Les principaux dirigeants de chaque organisation s'assurent une position éligible. L'écart entre l'équilibre constaté à l'occasion de la démobilisation et la répartition des candidatures par organisation fait l'objet d'après discussions et récriminations internes<sup>784</sup>.

Si les élections se déroulent dans des conditions correctes, de sérieux problèmes ont marqué à la fois la campagne et l'inscription des électeurs. La vague d'assassinats fin 1993 de dirigeants de l'ancienne guérilla<sup>785</sup> laisse présager une dégradation de la situation et amène l'ONUSAL à intervenir. Pendant la campagne, ARENA n'a pas hésité à employer un discours très agressif contre le FMLN avec un recours massif aux moyens de communication et un financement très supérieur à celui des autres partis. Par ailleurs de très nombreux incidents ont marqué la constitution de la liste électorale, provoquant de nombreuses irrégularités le jour du

---

<sup>783</sup> Aux élections législatives, le système électoral impose que les noms des candidats ne soient pas rendus publics sur les listes, ce qui favorise les logiques d'appareil dans le choix des candidats. Le FMLN avait tablé sur l'élection de 27 candidats, qui avaient été répartis selon l'importance relative de chaque organisation. Il comptait également obtenir entre 50 et 60 municipalités.

<sup>784</sup> Francisco Jovel (PRTC) occupe la première place sur la liste nationale, Eduardo Sancho (RN) sur la liste pour San Salvador. Schafik Handal (PCS) est candidat à la mairie de San Salvador. Pour sa part Salvador Sánchez Cerén (FPL) ne participe pas à l'élection mais va être élu *Coordinador general* du FMLN fin 1995. Seul Joaquín Villalobos demeure en retrait, mais il assure l'élection de plusieurs des hauts dirigeants de l'ERP. Sur les 84 candidats à l'élection législative de 1994 pour le FMLN, 22 proviennent des FPL, 22 du PCS, 15 de l'ERP et 12 du PRTC, ce qui aboutit à une surreprésentation du PCS et du PRTC au détriment de l'ERP et de la RN.

<sup>785</sup> Par rapport à la Colombie, le nombre d'assassinats d'anciens membres de la guérilla est extrêmement faible. Les assassinats de trois dirigeants du FMLN (le 25 octobre, Francisco Velis, membre du Conseil National, le 30 octobre, Eleno Hernán Castro, membre de la commission agraire, et le 9 décembre Mario López, membre de l'équipe de négociation du FMLN), abattus selon des méthodes propres aux escadrons de la mort, va conduire l'ONUSAL et les parties signataires à constituer une commission d'étude et à renforcer les mesures de protection.

vote<sup>786</sup>. La participation atteint 52,3 %, en hausse par rapport aux scrutins précédents, mais demeure néanmoins décevante eu égard à l'importance de l'élection<sup>787</sup>.

Le candidat d'ARENA, Armando Calderón Sol, ancien ministre d'Alfredo Cristiani et représentant des secteurs les plus conservateurs du parti, manque de peu l'élection au premier tour du scrutin présidentiel avec 49 % des voix. Aux législatives, son parti demeure de loin le premier du pays et maintient, avec 44,8 %, le même résultat qu'en 1991 et exactement le même nombre de sièges (39). Le mode de scrutin des élections municipales permet par ailleurs à ARENA de contrôler 206 municipalités sur les 262 du pays. La campagne, dans laquelle Alfredo Cristiani s'est engagé personnellement, axée sur le rôle d'ARENA dans l'obtention de la paix, a produit les résultats escomptés. Malgré l'érosion subie par le PCN, qui passe de 9 à 4 députés, la droite conserve la majorité absolue à l'Assemblée.

Au centre, le PDC poursuit sa lente mais inexorable érosion, son candidat présidentiel, Fidel Chávez Mena, n'obtenant que 16,4 % des voix, et le parti ne conservant que 16 députés, contre 28 dans la législature précédente.

Le fait de devenir le premier parti d'opposition n'est qu'une amère victoire pour le FMLN. À l'élection présidentielle, Rubén Zamora ne recueille qu'un quart des suffrages<sup>788</sup>. Aux législatives, le FMLN ne rassemble que 21 % des voix, et obtient 21 députés<sup>789</sup>. Aux municipales, le FMLN ne l'emporte que dans 16 villes, dont une seule de plus de 20 000 habitants, Nejapa (San Salvador), et deux de plus de 10 000 habitants, El Paisnal (San Salvador)

---

<sup>786</sup> C'est le principal point de critique de la division électorale de l'ONUSAL, relayée par de nombreux observateurs étrangers, qui a estimé à 400 000 les électeurs potentiels qui n'ont pas pu être inscrits, soit près de 20 % du corps électoral. Parmi ceux-là, la proportion d'électeurs favorables au FMLN est particulièrement importante.

<sup>787</sup> Il s'agit néanmoins de la participation la plus importante aux élections salvadoriennes depuis la mise en place du calendrier électoral en 1982 et jusqu'aux législatives de 2000, à l'exception de l'élection à l'Assemblée Constituante de 1982. Mais comme il a été vu au chapitre 4, la participation à cette élection a fait très probablement l'objet de fraudes. Les résultats des élections de 1994 sont présentés dans le Tableau 9, p.467. Une analyse comparée par départements est présentée en annexes.

<sup>788</sup> Son score est même inférieur à la somme des suffrages exprimés pour le FMLN et pour la CD aux législatives.

<sup>789</sup> La répartition des sièges selon l'origine des organisations est la suivante : 6 pour les FPL, 5 pour l'ERP et le PCS, 3 pour la RN et 2 pour le PRTC.

et Suchitoto (Cuscatlán), gagnant essentiellement dans des villages de ses anciennes zones d'influence, sans toutefois l'emporter dans les villes importantes de ces départements<sup>790</sup>. Avec une meilleure implantation locale, le PDC obtient plus de municipalités (29) que le FMLN, alors qu'il a obtenu moins de voix au niveau national.

Le second tour confirme la polarisation de l'électorat salvadorien, puisque Armando Calderón est élu avec 68,2 % des voix, montrant ainsi les limites de la gauche à mobiliser au-delà de l'électorat qui s'est porté sur son candidat au premier tour.

Même si les dirigeants de l'ancienne guérilla ne s'attendaient pas à un triomphe électoral, les résultats de l'élection sont particulièrement décevants. Seulement un cinquième de l'électorat a voté pour le FMLN. Il est vrai que l'absence d'expérience de l'ancienne guérilla en matière électorale l'a desservi face à des appareils comme ceux d'ARENA, du PDC ou du PCN. Parmi cinq organisations, seul le PCS avait une lointaine expérience électorale. Et si les FPL réussissent assez vite à transformer leur structure militaire en appareil partisan, la situation est plus délicate pour les autres groupes : l'ERP n'organise la campagne que très tardivement dans ses anciennes zones de présence, la RN et le PRTC se concentrent sur les lieux où leurs dirigeants se présentent<sup>791</sup>. Mais ni les ressources financières d'ARENA, ni les failles dans le système d'inscription des électeurs ne permettent d'expliquer l'ampleur de la défaite<sup>792</sup>.

---

<sup>790</sup> Les 5 municipalités remportées dans le Morazán (dont Perquín) sont détenues par d'anciens de l'ERP ; les autres par d'anciens des FPL, dont 4 dans le Chalatenango (Arcatao, Nueva Trinidad, San Antonio los Ranchos, San José de las Flores) et 2 dans le San Vicente (dont Tecoluca). Dans le cas du Morazán et du Chalatenango, il s'agit de villages frontaliers avec le Honduras, véritables bastions du FMLN pendant la guerre.

<sup>791</sup> Comme cela a déjà été mentionné, cela explique la surreprésentation, par rapport aux effectifs, du PCS et des FPL à la fois dans l'ensemble des candidats du FMLN, et en particulier dans les élus.

<sup>792</sup> L'ampleur de l'avance du candidat d'ARENA aux présidentielles dissipe toute contestation de sa victoire. Les problèmes de l'inscription d'électeurs ont néanmoins eu des effets aux élections municipales, en particulier dans les anciennes zones de présence de la guérilla, où ARENA l'emporte dans de nombreux cas avec peu de voix d'avance.

**Tableau 9 : Élections au Salvador de Mars et Avril 1994****19 MARS 1994****Elections présidentielles: (1er tour)**

Abstention: 47,7 %

Candidat (Parti)	Voix	%
A. Calderón Sol (ARENA)	651	49,0
Escobar García (PCN)	70	5,4
F. Chávez Mena (PDC)	214	16,4
Escalante de Rey (MAC)	10	0,8
R. Zamora (Coalición)	326	24,9
Martinez Meléndez (MU)	31	2,4
Rodríguez Engelhard (MSN)	14	1,1

**Élections législatives**

Abstention: 46,2 %

Parti	Voix	%	Sièges
ARENA	606	44,8	39
MU	33	2,4	1
PCN	83	6,0	4
PDC	240	17,6	18
CD	60	4,7	1
FMLN	289	21,8	21*

autres partis: MSN: (13 - 0,95 %), MAC (12 - 0,86 %), MNR (9 - 0,73 %)

\*: Le groupe du FMLN se divise en deux groupes le 1<sup>er</sup> mai : FPL, PRTC et PC forment un groupe de 14 députes, RN et ERP en forment un de 7**Élections municipales**

Parti	Nombre de Municipalités obtenues
ARENA	206
MAC	1
PCN	10
PDC	29
FMLN	16

**19 AVRIL 1994****Elections présidentielles: (2è tour)**

Abstention: 53,8 %

Candidat (Parti)	Voix	%
A. Calderón Sol (ARENA)	818	68,2
R. Zamora (Coalición)	379	31,8

D'autant qu'une analyse détaillée des résultats n'est pas sans surprises pour le FMLN. Alors que le vote pour ARENA est réparti de manière à peu près égale sur tout le pays, le vote FMLN apparaît comme un vote essentiel urbain, particulièrement concentré sur la capitale et ses alentours, alors que le PDC conserve de nombreux bastions dans les départements les plus ruraux. Aux élections législatives, le FMLN obtient ses meilleurs résultats dans les départements les plus peuplés et tout particulièrement dans celui de San Salvador où l'écart entre le résultat départemental (29,5 %) et le résultat national est le plus fort. Le même phénomène se reproduit aux élections municipales, le FMLN obtenant de très bons résultats à San Salvador et surtout dans les villes environnantes, bien qu'il y soit devancé par ARENA<sup>793</sup>.

Par contre, dans les anciennes zones de présence permanente, les résultats sont faibles pour l'ancienne guérilla, le FMLN n'obtenant aux législatives que 15,8 % dans le Morazán, 15,9 % dans l'Usulután ou 18,9 % dans le Chalatenango. Dans les départements où le FMLN avait maintenu pendant la guerre une activité importante, les résultats sont également décevants : 12,1 % dans le département de Cabañas<sup>794</sup>, 15,0 % dans le San Miguel, 18,3 % dans le Cuscatlán. Ces résultats, à peu près homogènes, ne peuvent pas s'expliquer ni par l'organisation de guérilla qui était présente pendant la guerre, ni par les formes d'encadrement, politique ou militaire, éventuellement mises en place. Ils ne peuvent se comprendre que partiellement par les tensions au sein du FMLN : les difficultés interne de l'ERP, ses relations difficiles avec le reste de l'organisation, la sous-mobilisation des cadres et des militants de l'ERP constituent une explication plausible au faible résultat obtenu dans le Morazán. Si le résultat est un peu meilleur dans les anciennes zones de présence des FPL dont les cadres se sont investis plus tôt dans la

---

<sup>793</sup> À San Salvador, Shafick Handal obtient 24,1 % pour le FMLN, alors que Mario Valiente, le candidat d'ARENA est crédité de 48,4 %. Dans les villes les plus importantes des environs de San Salvador (Soyapango, Ciudad Delgado, Mejicanos, Apopa, Ilopango), le FMLN obtient plus de 30 % et l'écart est plus serré avec ARENA. Les victoires d'ARENA dans toutes ces villes témoignent néanmoins de sa grande capacité d'attraction de l'électorat populaire.

campagne, il n'en est pas moins décevant, au vu de la présence et de l'activisme de cette organisation pendant la guerre. Le seul département de présence de la guérilla où le FMLN parvient à égaler son score national est le San Vicente, où le PRTC a concentré ses forces pour faire élire Nidia Díaz.

Dans ces régions, de façon encore plus visible qu'ailleurs, le FMLN a surestimé sa force et sous-estimé celle de ses adversaires : depuis la signature des Accords de Paix, le gouvernement et ARENA ont entrepris, dans la perspective des élections de 1994, des actions très visibles de présence dans les anciennes zones d'influence du FMLN afin d'y affaiblir les structures d'encadrement et d'organisation que l'ancienne guérilla y a maintenu<sup>795</sup>. Le parti au pouvoir a combiné avec efficacité des choix judicieux de figures locales et de dirigeants communautaires comme candidats aux élections et la mobilisation d'un répertoire de la peur, par l'effet de déstabilisation que signifierait une victoire électorale du FMLN, y compris au niveau local<sup>796</sup>. Dans les zones de forte présence de la guérilla pendant le conflit, ARENA l'a généralement emporté aux élections municipales par le vote majoritaire des chefs-lieux de municipalités, alors que les villages et hameaux ont voté massivement pour le FMLN. Et dans ces départements, où les structures d'encadrement paramilitaire, comme l'ancienne ORDEN, et la présence de l'armée ont été importantes pendant toute la guerre, ARENA et le PDC devançant largement le FMLN, et le PCN y réalise ses meilleurs scores, montrant que les réseaux

---

<sup>794</sup> Avec le département de La Unión, bastion traditionnel de la droite, il s'agira des seuls régions où le FMLN n'obtiendra pas de député élus sur des bases territoriales.

<sup>795</sup> Sur cet aspect, cf. BINFORD (Leigh), « Grassroots development in conflict zones of northeastern El Salvador », *Latin American Perspectives*, 24, 2, mars 1997, p.56-79.

<sup>796</sup> Cet argument de la peur, combiné à la modération du FMLN évoquée plus bas, est au cœur du modèle d'explication du comportement électoral proposé par Leonard Wantchekon pour expliquer pourquoi des électeurs ruraux qui auraient gagné davantage à des politiques redistributives, et en particulier à une réforme agraire, ont voté majoritairement pour le parti qui y était le moins favorable. Cf. WANTCHEKON (Leonard), « Strategic voting in conditions of political instability : the 1994 elections in El Salvador », *Comparative Political Studies*, 32, 7, octobre 1999, p.810-834. L'étude est une tentative nécessaire d'apporter une réflexion modélisée pour l'analyse des comportements politiques dans le cas d'élections ayant résulté de la résolution d'un conflit interne. Mais la proposition semble néanmoins biaisée par le fait que l'attente de la réforme agraire est posée comme seule attente électorale des électeurs ruraux.

clientélistes ruraux de la Démocratie chrétienne et les capacités de mobilisation politiques des secteurs proches de l'armée y sont encore particulièrement prégnants<sup>797</sup>.

À l'issue de la première consultation électorale, la géographie et la sociologie de l'électorat du FMLN, un vote urbain, de classes moyennes, ressemble en ce sens à celui qui se portait à la fin des années soixante-dix sur la Démocratie chrétienne lorsque celle-ci représentait l'opposition au régime militaire. Il ne reflète que très partiellement les bases sociales de la guérilla dans ses zones de présence pendant la guerre civile. Ainsi, aux présidentielles Ruben Zamora recueille 41 % de ses voix dans le département de San Salvador, alors que ce département ne représente que 30 % des votants. La proportion est encore plus forte pour le FMLN seul, puisque aux législatives, alors que la part du département de San Salvador représente 31 % du nombre total de votants, le nombre de suffrages obtenu par le FMLN dans ce département représente 43 % du total de son électorat. Dans les deux élections, cette proportion est pour ARENA similaire à la moyenne et pour le PDC et le PCN de 20 %.

Pour les dirigeants du FMLN, le bilan de l'élection est d'autant plus décevant qu'ARENA contrôle l'ensemble des pouvoirs. La préparation de l'élection a conduit le mouvement à tenir un discours aux effets paradoxaux. La transformation de l'ancienne guérilla en parti politique est passée par un important travail interne auprès des bases et des anciens combattants du FMLN, centré essentiellement sur l'acquis des Accords de Paix, présenté comme le résultat de la force politique et militaire du FMLN pendant la guerre civile. Dans cette optique, les élections devaient être en quelque sorte la traduction par le suffrage de ce rapport de force. Elles devaient permettre d'accélérer les mesures prévues par les Accords pour les anciens combattants et de mettre en œuvre des politiques pour le plus grand nombre. Un résultat important aurait assuré par

---

<sup>797</sup> Ainsi dans le Chalatenango, ARENA obtient 45 % des voix, le PDC 22 %, le FMLN 19 % et le PCN 7,5 %. Dans le Cabañas, ARENA dépasse les 50 %, le PDC obtient 16 %, le PCN 13 % et le FMLN 12 %. Dans le Morazán, ARENA obtient 39 %, le PDC 23 %, le FMLN 16 % et le PCN 11 %. Dans l'Usulután, ARENA obtient 44 %, le

ailleurs l'obtention de positions institutionnelles (députés, mairies) et aurait fourni des postes aux dirigeants et aux militants de l'appareil du nouveau parti. Cette conception conduit d'ailleurs le FMLN à adopter des discours modérés pendant la campagne, en particulier sur le domaine économique, et à ne pas attaquer de front ARENA<sup>798</sup>.

Si la possibilité de l'emporter aux élections présidentielles est très mince, le FMLN comptait néanmoins sur un bon résultat aux législatives, et surtout aux municipales. Or au lendemain des élections, la seule représentation acquise par le FMLN est la vingtaine de députés et la quinzaine de municipalités obtenues, ce qui limite d'emblée la capacité d'action et l'obtention de positions institutionnelles. Il semble être le grand perdant des effets du système électoral : les logiques majoritaires du système électoral ont fortement défavorisé l'ancienne guérilla au niveau des élections municipales, sans qu'elle soit particulièrement avantagée par la représentation proportionnelle aux élections législatives – celle-ci étant appliquée au plus fort reste, dans le cadre de circonscriptions relativement petites, avec un faible nombre d'élus, elle favorise plutôt les petites formations politiques<sup>799</sup>.

Cette situation s'avère d'autant plus problématique pour l'ancienne guérilla que l'ensemble du dispositif mis en place après la signature de la paix à la fois pour la reconstruction du pays et

PDC 21 %, le FMLN 15 % et le PCN 6 %. Même dans le San Vicente, où le FMLN fait un bon score, devant d'une courte tête le PDC (22,7 % contre 22,5 %), ARENA est loin devant avec 43 % des voix.

<sup>798</sup> Les campagnes les plus agressives, qui cherchent à mettre en évidence les liens existants entre des secteurs d'ARENA et les Escadrons de la Mort vont d'ailleurs faire l'objet de vives critiques à la fois de l'ONUSAL et du *Tribunal Superior Electoral* et être rapidement arrêtées. Par contre la campagne agressive d'ARENA, montrant à la télévision des images de violence assimilées à l'action du FMLN, n'est pas arrêtée, les représentants d'ARENA au sein du TSE faisant valoir que cette campagne n'est pas organisée par eux mais par un organisme indépendant.

<sup>799</sup> Comme cela a déjà été évoqué plus haut, seulement 20 des 84 députés sont élus sur une liste nationale. Les 64 autres sont élus sur des circonscriptions départementales, selon une répartition qui favorise les départementaux les moins peuplés, puisque le département de San Salvador, qui représente environ un tiers de la population, n'élit que 16 députés, alors que les 8 départements les moins peuplés en élisent 3 chacun. La répartition proportionnelle au plus forte reste assure pratiquement un élu dans chaque département à la liste arrivée troisième, ce qui a été le cas du PDC en 1994, puis du PCN à partir de 1997, au détriment relatif de la liste arrivée première. Dans 5 des 8 départements qui élisent 3 députés, ARENA, le FMLN et le PDC obtiennent chacun un élu, alors que ARENA y obtient 43 % en moyenne, les deux autres moins de 20 % chacun. Mais au niveau national, il n'y a pas de distorsions significatives pour les grands partis entre pourcentage de voix et pourcentage de sièges à l'Assemblée. Le système favorise en réalité le parti arrivé troisième par rapport aux plus petits partis (ainsi, en 1994, le PDC obtient 21,4 %



pour l'aide aux guérilleros démobilisés est extrêmement centralisé, par le gouvernement salvadorien, à travers soit la *Secretaría de Reconstrucción Nacional* qui concentre une grande partie de l'aide internationale, soit des fondations privées, à l'image de FUSADES, soit, enfin, les mairies, très majoritairement aux mains d'ARENA.

La situation du FMLN au lendemain de sa première participation à des élections semble être l'exacte opposée de celle de la ADM-19 au même moment de sa réinsertion politique. Ayant été une force de guérilla bien plus nombreuse et bien mieux équipée, ayant pu négocier un véritable texte d'Accords de Paix, garanti par la communauté internationale, et disposant à l'issue de sa démobilisation d'un appareil militant bien plus important que le M-19, le FMLN se retrouve, malgré des résultats électoraux comparables<sup>800</sup>, dans une position institutionnelle beaucoup plus faible, sans capacité d'influencer sur la création de nouvelles institutions, ni les modalités de la reconstruction, et sans présence au gouvernement.

## **2) Scissions et tensions internes au sein du FMLN pour solder les années de conflit**

Le résultat des élections attise deux types des tensions internes, l'une, déjà latente entre les différentes composantes du front, l'autre, en partie liée à la première, entre dirigeants des organisations et anciens combattants. Au sommet, la rupture entre les différentes composantes du Front semble consommée. Lors du vote pour l'élection du bureau de la nouvelle Assemblée législative, la représentation parlementaire se scinde en deux, un tiers d'entre elle votant pour un bureau pluripartidaire, à la proportionnelle, soutenant de fait la candidate d'ARENA à la

---

des sièges avec 17,9 % des voix, en 1997, le PCN obtient 13,1 % des sièges avec 8,1 % des voix, 16,7 % des sièges avec 8,8 % des voix en 2000 et 19 % des sièges avec 12,9 % des voix en 2003).

<sup>800</sup> Comme cela vient d'être analysé dans le chapitre antérieur, après avoir laissé les armes en mars 1990, la ADM-19 a obtenu 12,4 % aux présidentielles de mai 1990, se voit confier le Ministère de la Santé en août et rallie 27,1 % des suffrages et 19 élus à l'élection pour l'Assemblée Nationale Constituante de décembre. Par ailleurs, la forte

présidence de l'Assemblée, Gloria Salguero Gross, deux tiers refusant ce compromis. Dans ce cadre, Ana Guadalupe Martínez, ancienne responsable diplomatique de l'ERP, est élue vice-présidente de l'Assemblée, Eduardo Sancho, ancien dirigeant de la RN, secrétaire. La division se fait sur un choix d'action politique. Au sein du FMLN, les élections marquent définitivement la fin de la période de l'immédiat après-guerre, pendant lesquels la recherche du compromis prévalait sur l'affrontement idéologique interne afin de permettre la mise en œuvre effective des dispositions négociées.

Lors de la scission, les anciens dirigeants de l'ERP<sup>801</sup> et de la RN, les deux mouvements les moins marqués par un modèle idéologique pendant la guerre, font le choix d'une stratégie de conciliation avec les principaux partis du centre et de droite, et en particulier avec ARENA. Ils font valoir que les divisions nées de la période militaire, puis de la guerre civile ont été enterrées par les Accords de Paix et doivent désormais être dépassées. Sept de leurs huit députés composent un nouveau groupe au sein de l'Assemblée, et vont former en mars 1995 une nouvelle organisation politique, le *Partido Demócrata*, d'orientation sociale-démocrate, qui va se situer sur une ligne politique de gauche réformiste<sup>802</sup>, n'hésitant pas durant la législature à rechercher des stratégies de compromis et d'alliances avec ARENA, en particulier lors de la signature en mai 1995 du Pacto de San Andrés<sup>803</sup>.

---

popularité d'Antonio Navarro à ce moment-là, couronnée par son élection comme co-président de la Constituante, contraste avec une direction du FMLN d'où n'émerge aucune figure forte.

<sup>801</sup> L'ancien *Ejército Revolucionario del Pueblo* a été la seule organisation de la guérilla salvadorienne à prendre acte des changements politiques et à se rebaptiser *Expresión Renovadora del Pueblo*, en conservant le même acronyme.

<sup>802</sup> Le PD est formé par les cadres dirigeants de l'ERP, de la RN, et par une partie du MNR. Joaquín Villalobos avait théorisé cette position dans un ouvrage publié avant la fin de la guerre, cf. VILLALOBOS (Joaquín), *Una revolución en la izquierda para una revolución democrática*. Quito : CEDEP, 1993, 88 p. Cet ouvrage, initialement publié en 1992 au Salvador, est diffusé à l'étranger dans l'édition signalée.

<sup>803</sup> Ce texte est conçu comme un accord de gouvernabilité par lequel les parties s'engagent à soutenir les politiques d'ajustement et d'ouverture commerciales, compensées par une augmentation de l'effort budgétaire sur les programmes sociaux. Par la formalisation de cet accord à travers un pacte signé par différents partis, ses promoteurs cherchent à le situer dans la tradition de la signature de pactes politiques lors des transitions démocratiques (Venezuela, Colombie dans les années 1950, Espagne, Uruguay dans les années 1980). Du fait de la polarisation de la vie politique, cette pratique n'a jamais été véritablement opérante au Salvador, à l'image de l'échec du pacte d'Apaneca d'août 1982.

Au contraire les membres des FPL, du PCS et du PRTC considèrent que si les moyens de l'affrontement avec leurs adversaires politiques sont désormais exclusivement politiques et électoraux, cela n'empêche en rien d'avoir avec eux de réelles divergences. Derrière les clivages politiques se dessinent également de fortes confrontations personnelles entre les deux porte-parole les plus visibles du Front, Joaquín Villalobos pour la fraction dissidente, Shafick Handal pour ceux qui demeurent fidèles à l'organisation. Cette confrontation s'avère d'autant plus forte qu'il s'agit bien d'une dispute sur la direction du mouvement politique issu de l'ancienne guérilla, avec pour ligne de mire la nomination de celui qui incarnera le nouveau FMLN, voire de celui qui le représentera aux élections présidentielles de 1999 : la pratique collégiale de la direction du FMLN pendant la guerre et pendant la négociation a conduit en effet à ne pas faire émerger de dirigeant unique pouvant personnifier à lui seul l'ensemble de l'organisation, situation dont l'ancienne guérilla vient de pâtir lors de l'élection présidentielle de 1994. Même si la scission peut être lue sur un clivage entre secteur « orthodoxe » et secteurs plus « modernes » du parti, la personnification des rivalités et la permanence des cultures organisationnelles<sup>804</sup> l'emportent sur la discussion idéologique et programmatique.

Au sein d'une organisation où les identités des cinq mouvements qui la composent sont encore particulièrement prégnantes, la scission produit des effets très forts, en particulier entre dirigeants et militants insérés dans les structures organisationnelles du parti d'une part et anciens combattants et bases sociales de l'autre. Cette distance s'exprime de manière particulièrement forte au sein de l'ERP. Le caractère ouvertement réformiste du discours adopté par Joaquín Villalobos suscite, à partir de la fin des années quatre-vingt, des discussions au sein de sa propre

---

<sup>804</sup> Les cinq composantes du Front se distinguent, comme il a été vu dans les chapitres antérieurs, davantage par les circonstances de leurs origines et par le fait qu'elles ont mené des existences parallèles pendant toute la guerre civile. De ce fait, leurs différences sont construites davantage sur des identités organisationnelles que sur des clivages idéologiques.

organisation sur son statut de commandant en chef, alors que sa direction était incontestée jusqu'alors. Mais les logiques de la guerre imposaient une obéissance totale à la direction.

La signature de la paix va permettre d'ouvrir un vif débat interne. Pour la direction de l'ERP, l'adaptation aux nouvelles circonstances du pays passe par une révision exhaustive, immédiate et qui doit être menée tambour battant des référents sur lesquels s'appuyait la lutte armée. L'attitude de Joaquín Villalobos depuis la signature des Accords, lors de la discussion de l'amnistie, de la campagne électorale, ou plus encore depuis les élections, avec la pratique d'alliance avec ARENA menée par les sept députés scissionnistes à l'Assemblée, déclenchent de vives tensions internes. D'autant que la volonté de s'adapter aux circonstances d'un Salvador désormais démocratique passe pour la direction de l'ERP également par une adoption sans ménagement des mécanismes libéraux de marché, comme en témoigne la nouvelle ligne commerciale imposée à *Radio Venceremos* et les orientations ouvertement néo-libérales prescrites au sein des communautés<sup>805</sup> et des fondations encadrées par l'ERP. Cette situation est particulièrement visible dans le nord du Morazán à cause de la forte présence locale de l'ERP, et de son rôle dans ce département pendant la guerre, où les tensions entre direction et bases prennent des tournures très brutales.

De fait, la plus grande partie des militants et des cadres moyens de l'ERP et de la RN décident de rester au sein du FMLN, ou, désenchantés, rompent tout lien avec l'une ou l'autre des

---

<sup>805</sup> Un des exemples les plus significatifs est la situation à Meanguera (Morazán). Comme cela a été évoqué dans les chapitres antérieurs, la stratégie de terreur adoptée par l'armée au début des années 1980 a conduit de nombreux habitants des zones de combat à fuir au Honduras, où se restructurent des communautés d'exilés, souvent encadrés par la guérilla, avec un travail important de prêtres. À la fin des années 1980, la direction de l'ERP demande à ces communautés de revenir au Salvador et de se réinstaller, pour des raisons stratégiques. Cette réimplantation se fera dans de très importantes difficultés, dues à la méfiance des forces armées et du gouvernement. Près de 8000 personnes se regroupent dans la communauté d'exilés Segundo Montés, à forte dominante ERP, se réinstallent à Meanguera, où un travail collectif est maintenu à un niveau important, en particulier au travers de structures coopératives. Ces communautés vont bénéficier, par les Accords de paix, de la légalisation des terres qu'ils occupent. Rapidement la direction de l'ERP préconise des solutions de réinsertion économique individuelle, sur la lignée de ce qui est proposé par le *Secretaría de Reconstrucción Nacional*, passant par la liquidation des coopératives et du travail communautaire existant. Ces orientations conduisent à de très vives tensions internes au sein de la communauté qui vont tarder longtemps à se cicatiser.

organisations. Très rapidement la scission échoue à rallier au-delà des dirigeants des organisations dissidentes. Si la quasi-totalité des anciens combattants et cadres moyens reste au FMLN, la scission contribue néanmoins à accroître la faiblesse institutionnelle déjà signalée de l'ancienne guérilla : la représentation parlementaire du FMLN est réduite après la scission à 14 députés et 11 maires, le *Partido Demócrata* ralliant 7 députés et 5 maires.

Confronté à une situation délicate à la fin 1994, le FMLN va néanmoins parvenir à se stabiliser et à se consolider sur la scène politique. La deuxième Convention du parti, en décembre 1994 acte le départ des dirigeants de l'ERP et de la RN et décide d'importantes réformes d'organisation interne. L'auto-dissolution de ses différentes composantes (essentiellement les FPL, le PCS et le PRTC<sup>806</sup>, auxquelles viennent s'ajouter les tendances composées par les militants de l'ERP et de la RN qui n'ont pas accompagné leurs dirigeants dans la scission et se sont regroupés dans la *Tendencia Democrática*) est décidée dans le but de transformer le FMLN d'un « parti de partis » en un parti qui reconnaît certes la possibilité d'expression de tendances internes mais où l'adhésion ne repose plus sur l'appartenance initiale à l'une ou l'autre de ses composantes, ouvrant ainsi la porte à de nouvelles adhésions et de nouveaux axes de clivages internes.

De ce fait la représentation paritaire est abandonnée, et substituée par un mécanisme de délégation majoritaire, à la fois sur une base nationale (délégués élus par la Convention nationale) et départementale (délégués élus par les autorités départementales du parti). Par ailleurs les statuts imposent un système de rotation au poste de délégués (nul ne pouvant y être élu pour plus de deux mandats – le système est également appliqué ultérieurement pour les mandats électifs nationaux – le Coordinateur est élu pour une année), ainsi qu'un quota qui garantit un nombre minimal de femmes et de jeunes parmi les délégués.

---

<sup>806</sup> Le PRTC s'autodissout le 30 juillet, le PCS le 5 août, les FPL le 9 décembre 1995.

L'ensemble de ces transformations internes permettent de réaliser en décembre 1995 la troisième convention nationale du parti qui réélit Salvador Sánchez Cerén comme coordinateur général du parti. Le FMLN peut désormais préparer les élections législatives et municipales de mars 1997 dans des structures renouvelées, adaptées aux circonstances de la vie démocratique et non plus aux contraintes imposées par la lutte armée et la clandestinité.

**TROISIÈME PARTIE**

**LES CHEMINS DIVERGENTS DES TRANSITIONS INSURGÉES**

## INTRODUCTION

Il n'est pas possible de réduire les processus de paix, partiels en Colombie, aboutis au Salvador, aux seules modalités de la démobilisation des acteurs armés, d'une part, aux seules logiques des réformes institutionnelles dans le sens d'une pratique politique plus démocratique, d'autre part. La signature de la paix, les premières participations aux élections, les congrès des organisations qui entérinent leur renoncement aux armes, leur intégration dans de nouvelles institutions, constituent autant d'éléments d'un processus où la démilitarisation et la démocratisation s'accompagnent mutuellement, au point que les succès, ou les limites, d'un domaine interfèrent sur l'autre. Or cette relation d'enchevêtrement n'est pas seulement valable pour le strict moment de la transition. Elle se prolonge, avec des effets dissemblables, sur l'évolution postérieure du régime et des institutions et sur la participation politique du parti issu de l'ancienne guérilla.

Cette réflexion a cherché de manière permanente à comprendre les évolutions politiques et institutionnelles de chaque période au regard de la manière dont sont incorporés les effets des étapes précédentes. Il n'est apparu possible de comprendre les modalités de la résolution du conflit interne sans prendre en compte les effets du prolongement de l'affrontement armé sur les acteurs en présence et sur les sociétés dans lesquelles ils agissent. Dans le même type d'approche, il convient de s'interroger sur la manière dont les formes adoptées pour parvenir à l'accord de paix conduisent effectivement à la réalisation du double objectif affiché, la paix et la démocratie. Cela suppose d'analyser jusqu'à quel point le comportement des acteurs politiques, et tout particulièrement celui des anciennes guérillas, est déterminé soit par le contexte de la modalité de résolution du conflit, soit au contraire par leur capacité à s'en détacher.



Dans le cadre d'une réflexion sur les trajectoires politiques des sociétés politiques ayant connu une transition démocratique, et sur les effets des modalités de cette dernière sur la suite de l'évolution politique, les transitions qui ont inclus un règlement négocié d'un conflit interne occupent une place particulière. La faiblesse de la participation politique, la difficulté de l'institutionnalisation des procédures électorales, sans parler du contexte de délinquance et d'approfondissement des inégalités sociales que connaissent aujourd'hui des pays comme le Salvador ou la Colombie, et plus largement le Guatemala ou le Nicaragua, ont ainsi conduit nombre de chercheurs à évoquer le passage de conflits armés de basse intensité à des démocraties de faible qualité. Pour les pays qui ont connu des conflits internes, qualifiés pendant la guerre froide de conflits de basse intensité, l'expression de « démocratie de basse intensité » rencontre un certain succès, d'abord pour qualifier les tentatives de mise en place d'élections pendant le conflit<sup>807</sup>, puis surtout pour qualifier les situations nées de l'accord<sup>808</sup>, exemple parmi d'autres de la qualification de ces démocraties à adjectifs<sup>809</sup> que connaissent les régimes latino-américains contemporains. Néanmoins, ce type de caractéristiques ne se retrouvent pas uniquement dans les cas de transitions ayant inclus la résolution d'un conflit armé interne,

---

<sup>807</sup> Ainsi Graciela Ducatenzeiler et Fernando Chinchilla l'ont utilisé pour qualifier la situation au Salvador entre 1982 et 1991, cf. DUCATENZEILER (Graciela), CHINCHILLA (Fernando), « Pactos de paz : proceso de pacificación y transición hacia la democracia en El Salvador y Guatemala », *Revista de Ciencias Sociales*, *op. cit.*, p.166

<sup>808</sup> Sur le Salvador, cf. STAHLER-SHOLK (Richard), « El Salvador's negotiated transition : from low-intensity conflict to low-intensity democracy ». *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 36, 4, hiver 1994, p.1-60. L'analyse ne porte que sur les élections de 1994: l'auteur montre à quel point les difficultés techniques, le contexte international et surtout le comportement des deux principaux acteurs (ARENA et FMLN) ont conduit à en faire une élection sans véritable enjeu. Sur le Nicaragua, cf. SPALDING (Rose), « From low-intensity war to low-intensity peace : the nicaraguan peace process », *op. cit.* Pour Rose Spalding, une paix de basse intensité se caractérise par l'absence d'intégration des anciens combattants à la société, le maintien d'une polarisation politique forte et susceptible de s'exprimer par la violence, l'absence de capacité de l'État à imposer véritablement comme garant de l'ordre et la faible légitimité du régime aux yeux de secteurs majoritaires de la population. Sur l'ensemble du continent, dans une perspective qui rend compte de la prégnance du rôle des militaires, cf. KRUIJT (Dirk), « Low intensity democracies : Latin America in the post-dictatorial era », *Bulletin of Latin American research*, 20, 4, octobre 2001, p.409-430.

<sup>809</sup> COLLIER (David), LEVITSKY (Steven), *Democracy 'with adjectives', Conceptual innovation in comparative research*. Notre Dame : University of Notre Dame, The Helen Kellogg Institute for International Studies (Working Paper n°230), 1996, 37 p. Dans leur recension des formes de qualifier les nouveaux régimes démocratiques, les auteurs ont recensé jusqu'à 550 adjectifs, soit, comme ils le font remarquer eux-mêmes, davantage de catégories que de cas existants. L'appellation proposée par Richard Staler-Sholk y est présente.

comme cela a déjà été présenté dans le chapitre 2. Rien n'indique par ailleurs que ce soient effectivement les caractéristiques de la transition qui aient conduit à des pratiques démocratiques dégradées.

À la lumière des deux cas choisis, il est possible de formuler différemment cette interrogation sur les effets à terme des modalités de résolution du conflit armé interne.

La construction d'une scène démocratique au Salvador connaît d'importantes difficultés. Mais au-delà de cet inachèvement, ce pays apparaît comme le cas par excellence dans lequel un accord de paix où sont reconnus à la fois la polarisation politique et idéologique de la société et l'abandon du recours à la violence peut conduire à la construction d'une scène politique qui est en même temps démocratique, pacifiée et polarisée<sup>810</sup> – alors même que cette polarisation était au centre même des raisons de la perpétuation du conflit armé. C'est bien à l'explicitation de cette caractéristique particulière qu'il convient de s'atteler : une polarisation politique et idéologique de la société, ou du moins d'une partie significative d'entre elle, entre deux options opposées et radicales, a été au cœur du conflit armé. Après un long et difficile processus de paix négocié, la mise en place de réformes politiques, et la laborieuse transformation d'une guérilla en parti politique, cette polarisation se retrouve dans les urnes. Sa confirmation scrutin après scrutin ne constitue pas pour autant la source potentielle de la reprise d'un conflit armé ou d'une interruption de la continuité démocratique.

En Colombie, par contre, l'échec de la généralisation de la négociation à l'ensemble des guérillas et donc de la résolution réelle du conflit interne s'est doublé postérieurement de la

---

<sup>810</sup> Ce qualificatif est repris de la typologie des régimes politiques établis par Giovanni Sartori, qui distingue la polarité (nombre de pôles de clivages autour desquels se structure la scène politique) et la polarisation (distance entre les différents partis sur les clivages) et qualifie un système de polarisé, lorsque « le spectre des opinions politiques est extrême, quand les pôles de droite et de gauche d'un système politique sont littéralement 'deux pôles à part' ». Il s'agit d'un indicateur de distance pour indiquer une situation où manque le consensus de base ». Cf. SARTORI (Giovanni), Parties and party system. Londres : Cambridge University Press, 1976, p.138. Dans son actualisation de cette typologie Daniel Louis Seiler montre que l'existence d'une polarisation, même forte, ne conduit pas forcément au conflit puisqu'elle peut être structurée sur des clivages. Cf. SEILER (Daniel Louis), La Politique comparée. Paris : Colin, 1982, p. 128 *et sq.*

disparition des guérillas réinsérées comme acteurs politiques significatifs. Pour des raisons qui tiennent à la fois de la recherche permanente du consensus de la part des guérillas devenues partis politiques, du raidissement des partis traditionnels et de la perpétuation du conflit interne, la scène politique issue de ce processus de paix partiel n'a jamais réellement reflété la polarisation qui a été au cœur du conflit. Elle se révèle dès lors incapable, malgré les nombreuses tentatives postérieures de relance du processus de paix, d'intégrer les mouvements de guérilla demeurés en activité.

Pour comprendre cette évolution d'ensemble, il convient de dépasser une vision de la transformation de l'ancienne guérilla en parti politique résumée à une lecture de réussite au regard de leurs résultats électoraux dans le cas salvadorien et d'échec dans le cas colombien. Il est nécessaire de réfléchir plus largement à la capacité de ces acteurs politiques à exister à la fois dans le moment de la transition, comme cela a été analysé dans les deux chapitres précédents, mais également à affirmer la pérennisation de leur présence par delà le très particulier contexte de leur émergence, comme cela va être fait dans les chapitres qui viennent. En effet, quelles que soient les étiquettes idéologiques assumées à l'occasion de leur démobilisation, les partis issus des guérillas apparaissent comme des acteurs incarnant une forme de radicalité nouvelle, et inédite dans leurs pays respectifs. Dès lors leur comportement et leur permanence constituent des clefs essentielles pour expliquer que les scènes politiques où ils participent expriment la polarisation politique qui était au cœur du conflit armé ou au contraire maintiennent les formes de clivages caractéristiques de l'affrontement institutionnel antérieur.

Or ces deux moments, celui de la transition et celui de son prolongement, relèvent de dynamiques et temporalités différentes. Le premier repose sur la nécessité de transformer des structures héritées des modalités d'action et d'organisation dictées par les besoins de la lutte armée et la clandestinité en un appareil partisan ouvert, transparent et démocratique. La transformation de l'ennemi militaire d'hier en adversaire politique d'aujourd'hui pose la question

des formes d'alliances politiques, de la distinction entre les thématiques sur lesquelles la recherche du consensus et de la concertation est nécessaire, et celles sur lesquelles le nouveau parti doit construire sa différenciation dans le paysage politique. Par ailleurs, avoir une existence politique légitimée par des mécanismes extérieurs à la démocratie représentative (soit la lutte armée, soit le fait d'être signataire d'un accord de paix) conduit à être particulièrement attentif à la mise en œuvre des dispositions négociées, tant sur le plan de la réforme institutionnelle que sur celui de la démobilisation et de la réintégration des anciens combattants.

Le deuxième moment, celui de la pérennisation de la présence politique des partis, fait appel à d'autres logiques, qui tiennent essentiellement à la capacité de renouveler son discours et ses références, en subsumant le suivi des questions liées aux modalités de règlement du conflit armé dans un cadre revendicatif plus large. Au niveau de l'organisation interne, le parti est conduit à intégrer des nouveaux adhérents, militants et cadres qui n'ont pas participé directement à la lutte armée, obligeant de ce fait à d'autres formes d'intégration et de structuration interne par rapport à celles qui ont prévalu pendant la guerre. Les fractions et les divisions politiques, programmatiques et stratégiques qui existaient pendant le conflit armé au sein des organisations armées sont de ce fait progressivement remplacées par de nouvelles formes de clivages internes. Plus largement, les alliances politiques, la question des relations avec des mouvements sociaux nouveaux, structurés sur d'autres axes que simplement l'appui à la lutte révolutionnaire, l'intégration des thématiques sociales et culturelles nouvelles, se réalisent sur des logiques qui vont progressivement s'imposer non seulement sur celles qui prévalaient pendant le conflit armé, mais également sur celles, exceptionnelles, du moment de la transition d'organisation de lutte armée à parti politique.

La pérennisation des partis politiques issus de guérillas se comprend dès lors à la lumière de leur capacité à dépasser cette mutation de leur « écosystème révolutionnaire »<sup>811</sup> vers des modalités d'action plus propices à un environnement démocratique par delà le seul moment de la transition et l'étape un peu plus longue, mais également temporaire, de l'application des mesures négociées. Les difficultés de ces métamorphoses singulières de guérillas en parti politique résident bien dans cette capacité à articuler des processus qui renvoient aux temporalités distinctes du conflit armé, de sa résolution, et de l'après-guerre. Ainsi, par exemple, si le suivi de l'application des mesures négociées, et en particulier celles liées à la réinsertion des anciens membres des guérillas, renvoient davantage aux problèmes qui étaient au cœur du conflit, et aux modalités de la résolution de ce dernier, l'évolution du parti s'inscrit par contre dans une redéfinition idéologique et programmatique, davantage en lien avec l'évolution sociale et politique de leur pays après la fin de la guerre civile.

La différence entre les cas colombien et salvadorien en ce qui concerne l'évolution des anciennes guérillas en partis politiques réside bien sur ce deuxième moment, celui de la pérennisation de leur présence après la transition en tant que telle, puisque c'est à cette étape que leurs trajectoires divergent. Alors même que certaines organisations de guérilla colombiennes semblaient, malgré leur faiblesse militaire et leur absence de définition programmatique, avoir réussi leur transformation en parti politique en s'insérant avec succès dans une dynamique de réforme politique, du fait de leurs discours nouveaux et de leurs pratiques conciliatrices, elles s'avèrent incapables par la suite de se différencier du moment même qui les aura vu naître. Le FMLN par contre, moins avantagé par les urnes lors de la première consultation électorale à laquelle il participe, réussit mieux à pérenniser sa présence dans le paysage politique salvadorien.

---

<sup>811</sup> Le terme est ici repris de l'expression « écosystème communiste » forgée par Georges Lavau dans son analyse du Parti communiste français et de ses relations avec les organisations et mouvements qui lui sont proches. Cf. LAVAU

Cette évolution repose sur une évolution paradoxale. Les scissions rapides du parti de ses fractions les plus modérées, les plus favorables à des alliances extérieures, les plus disposées à solder rapidement les années de la lutte armée ont conduit le parti à gérer progressivement, sans précipitations, le remplacement des logiques de la transition à celles permettant d'assurer la pérennité de sa présence dans la vie politique salvadorienne comme une alternative à ARENA. Cette évolution est d'autant plus remarquable que le FMLN réussit à conserver une partie de ses bases sociales rurales, malgré les difficultés des programmes de réinsertion dans l'agriculture, tout en apparaissant désormais comme un parti dont les références essentielles sont les classes moyennes et ouvrières urbaines.

Afin de comprendre les raisons de cette divergence, cette dernière partie s'interroge sur les liens entre les modalités de règlement du conflit et l'évolution postérieure du parti politique issu de la guérilla. Il serait en effet limité de comprendre le succès électoral du FMLN à partir de 1997 ou l'échec de l'ADM-19 en 1994 à la seule lumière des caractéristiques des processus de paix dans les deux pays, abouti dans un cas, partiel dans l'autre, de la même manière que cet élément n'explique pas la réussite rapide de l'ADM-19, et le succès relatif du FMLN à l'occasion des premières consultations. Si ce contexte initial est prégnant, c'est davantage par la capacité des partis politiques issus des guérillas à s'en défaire, et à s'inscrire dans l'évolution du paysage politique national. En effet, ces partis agissent face à d'autres formations, qui ont elles-mêmes été modifiées par les modalités de la résolution du conflit interne puis par l'évolution postérieure. Les partis traditionnels colombiens ont retrouvé dès la fin des travaux de la Constituante leur hégémonie sur la vie politique, avec des contestations ponctuelles et locales de mouvements indépendants. Au Salvador, par contre ARENA se trouve dans un contexte assez similaire à celui du FMLN, dans une orientation politique opposée : la double opposition dans

laquelle elle s'inscrivait a désormais disparue, puisque cette formation entendait s'opposer à la fois à la guérilla, et aux politiques réformistes de la Démocratie chrétienne.

Cette dernière partie est structurée en deux chapitres. Dans les deux pays, les voies de la singulière métamorphose que constitue l'évolution des guérillas en parti politique sont analysées à travers les liens entre deux processus que les Accords de paix présentent de manière liée : la possibilité de la participation à la vie institutionnelle du parti politique et les programmes visant à assurer la réinsertion dans la société des anciens guérilleros. Or pour les organisations politiques issues de la guérilla, ces deux aspects sont en même temps liés, conditionnés l'un à l'autre, et vont être progressivement séparés. En effet, d'un côté leur évolution partisane et électorale reflète leur capacité à être en phase avec l'évolution des secteurs de la société qu'elles prétendent représenter. Par ailleurs, le suivi des programmes de réinsertion renvoie quant à lui aux problèmes qui étaient au cœur du conflit (l'accès à la terre par exemple), et l'évolution du pays a conduit à ce que ces thèmes ne soient plus aussi centraux. En Colombie, les anciennes guérillas se trouvent ainsi confrontées à une spirale de la désagrégation : l'échec politique et leur quasi-disparition à partir de 1994 les conduit à ne plus exister qu'à travers les programmes de réinsertion, ce qui renforce leur dépendance et leur vulnérabilité vis-à-vis des autorités centrales du pays. Au Salvador, par contre, le FMLN, malgré ses disputes internes, et les scissions qu'il connaît, devient un parti politique en capacité de concurrencer victorieusement ARENA. Or cette progression électorale, tout à fait inédite pour un parti politique issu d'une guérilla, s'accompagne d'un suivi des programmes de réinsertion de moins en moins central dans ses actions. En effet, alors que les programmes de réinsertion sont essentiellement tournés vers l'agriculture, et l'accès à la propriété de la terre, cherchant à répondre à l'un des enjeux centraux du conflit armé, l'orientation générale du parti reflète l'évolution du pays, dans lequel la question agraire tend, sinon à disparaître, du moins à devenir beaucoup moins importante (Chapitre 8).

Pour clore cette réflexion, il convient de revenir sur les effets des modalités de transitions démocratiques et de résolution de conflit interne sur la question de l'opposition et de la radicalité politique. En effet, les guérillas ont cherché à incarner pendant la période de la lutte armée l'opposition politique la plus radicale au régime, et ont subordonné à l'idée de parvenir au pouvoir par les armes toute forme de contestation sociale. Leur transformation de partis politiques modifie cette situation. Au Salvador, où le processus a abouti à la fin effective du conflit armé, le FMLN voit son environnement politique et militant proche se transformer rapidement. Ses relations avec les syndicats montre combien le fait de perpétuer cette subordination cesse d'apporter des résultats concrets. Des formes nouvelles de radicalité surgissent, à l'image des revendications féministes, que le parti issu de la guérilla se doit d'incorporer dans ses discours, et surtout dans ses pratiques, non sans difficultés. En Colombie, le processus de paix n'est que partiel. Ce sont donc les organisations de guérilla encore actives qui prétendent incarner cette opposition radicale. Cela conduit à s'interroger sur les effets à terme des modalités de résolution du conflit utilisées en 1990-1991 pour les organisations de guérilla encore actives, et à expliciter les raisons pour lesquelles toutes les tentatives de renouveler des négociations de paix ont échoué.



## **CHAPITRE 8 : DE GUERILLAS À PARTIS POLITIQUES, LES VOIES D'UNE SINGULIERE METAMORPHOSE**

La guérilla salvadorienne et certains groupes de guérilla colombiens ont négocié avec les gouvernements en place la fin d'un conflit armé prolongé et leur transformation en partis politiques, dans un cadre plus large de réformes des institutions politiques permettant une pratique plus démocratique. Le processus temporaire de transformation de leurs structures militaires en appareils partisans est initié par le moment de la signature de la paix, et clôt par leur première participation aux élections. Cette métamorphose, inscrite dans une transition particulière plus large, se cristallise dans une circonstance particulière, celle, généralement concomitante, de la remise des dernières armes et de la création du nouveau parti politique.

Ce moment d'évolution du groupe a été extrêmement rapide en Colombie. En septembre 1989, le gouvernement et la direction du M-19 se mettent d'accord sur le texte définitif de l'accord, en octobre la décision est ratifiée par le congrès du M-19, en novembre le *Pacto político* est signé entre le Président et le groupe de guérilla, et ce dernier devient un parti politique. La guérilla abandonne les armes le 9 mars et se présente devant les électeurs deux jours plus tard. En avril, six mois à peine après la conclusion de la négociation, le nouveau parti se fond dans une structure plus large, la *Alianza Democrática M-19*, marquant sa volonté de créer un regroupement par-delà le simple appareil de l'ancienne guérilla. Fin mai, son candidat rallie 12 % des voix à la présidentielle. À la rapidité du processus va s'ajouter l'exceptionnelle fréquence des consultations, puisque le processus constituant va donner à la ADM-19 l'occasion de se présenter devant l'électorat deux autres fois en deux ans dans des élections nationales.

Au Salvador le processus est plus long, soumis à l'échéancier des accords de paix et à ses reprogrammations successives, et moins exceptionnel, puisqu'il se réalise selon le calendrier

électoral défini en 1983. L'accord de paix signé en janvier 1992 prévoit la démilitarisation totale du FMLN comme condition de sa reconnaissance comme parti politique. Ce n'est qu'en août 1993 que la guérilla remet ses dernières armes, ce qui permet au FMLN de devenir un parti politique et de tenir sa première convention nationale en tant que tel le mois suivant. Et comme le processus de paix ne modifie en rien le calendrier électoral, ce n'est que neuf mois plus tard, en mars 1994, que le parti peut se présenter aux élections, où il obtient un quart des suffrages, 21 députés et 15 municipalités. Nulle consultation exceptionnelle ne vient donner une nouvelle chance électorale à l'ancienne guérilla, et ce n'est qu'à l'issue normale de la législature, en mars 1997, que le FMLN a l'opportunité de faire évoluer sa position au sein du paysage politique salvadorien.

Ce contexte initial, tout à fait particulier dans les deux cas, marque considérablement les premiers pas des partis politiques issus de la guérilla. En Colombie, l'ancienne guérilla parvient à des résultats électoraux significatifs par sa capacité à s'inscrire dans un moment de rénovation des institutions et de la vie politique et en s'affirmant comme un des inspirateurs et des artisans de la Constituante. Au Salvador, le FMLN gère initialement avec une certaine difficulté un double héritage, parfois contradictoire, celui d'être à la fois un mouvement qui a mis en échec par les armes le régime pendant une douzaine d'années et celui qui a signé avec le gouvernement les Accords de paix qui ont mis fin au conflit interne.

Le choix des noms pris par les nouvelles organisations partisans est ainsi illustratif de la manière dont elles entendent assumer ou non leur histoire récente dans le contexte spécifique de leur création.

En Colombie, en combinant un nom consensuel, non marqué idéologiquement, *Alianza Democrática*<sup>812</sup>, avec le sigle de leur organisation armée, les dirigeants du M-19 veulent avant

---

<sup>812</sup> La seule référence implicite du nom choisi est constituée par le rappel de la filiation avec la ANAPO (*Alianza Nacional Popular* du général Rojas Pinilla) de certains des fondateurs du M-19. Le slogan de la ADM-19 ("*Más que*

montrer leur volonté de construire un mouvement plus large, nouveau, pouvant rallier un éventail de militants et d'électeurs, tout en rappelant la geste contestatrice de l'ancienne guérilla<sup>813</sup>.

Au Salvador, le choix, débattu, de conserver le nom de « *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* » pour le nouveau parti est significatif de la difficile gestion de l'équilibre entre le legs de la période de la lutte armée et celui de la négociation de la paix. Pour les guérilleros qui ont participé à la lutte armée, l'identification est en effet bien plus forte à leur organisation armée (FPL, ERP, ...), chacune dotée théoriquement d'un parti politique<sup>814</sup>, qu'à l'instance de coordination, de représentation et de direction unique, plus identifiable à l'extérieur de la guérilla et à l'étranger. Ce sont effectivement chacune des cinq composantes qui ont fait la lutte armée, mais c'est néanmoins au nom du *Frente* que la paix a été signée. Le choix de ce nom, et de la postérieure dissolution de ses composantes, témoigne de cette volonté de combiner la mémoire des années de la lutte armée et le rappel de l'obtention de la paix par la négociation. Il va signifier également un important travail de transfert de l'identification partisane et organisationnelle des militants de chacune des cinq organisations armées vers le nouveau parti.

Dans les deux pays les organisations de guérilla qui ont signé un accord de paix bénéficient d'une forme immédiate de reconnaissance, qui se traduit en une sympathie, une opinion plutôt favorable pour leur contribution à la paix. En Colombie, cette situation se concrétise assez rapidement en un résultat électoral significatif pour l'ancien M-19. Du fait de la

---

*un partido*") rappelle l'idée, présente dans l'ANAPO, d'un rassemblement qui aille au-delà des cadres classiques du parti politique.

<sup>813</sup> Comme cela a déjà été évoqué, la ADM-19 naît de la fusion du M-19 et d'une dizaine d'autres petits groupes, la plupart surgis à l'occasion des débats politiques pour une réforme politique. L'ambiguïté entre la volonté d'affirmer un lien entre le moment présent de réforme et le passé de l'organisation fondée par Jaime Bateman sera particulièrement contestée par les autres organisations de guérilla démobilisées qui rallient ce parti, dont ils plaident, sans succès, pour en changer « *el apellido* », le nom de famille.

<sup>814</sup> Chacune des cinq organisations du FMLN était censée s'organiser entre un parti politique, un front de masses et une organisation de lutte armée. L'importance de chacune de ces trois structures au sein des cinq organisations étaient cependant très variables. Si les fronts de masses ont eu une certaine importance, en particulier celui des FPL et celui de la RN, ces structures ont été largement dévitalisées à partir du début de la lutte armée. Seul le PCS, et dans une moindre mesure le PRTC, disposaient d'un véritable appareil partisan. Les FPL, l'ERP et la RN étaient davantage des organisations armées.

confusion entre processus de démobilisation du M-19 et organisation de la Constituante, le calendrier institutionnel défini par cette dernière va prolonger pour un temps la réussite électorale de l'ancienne guérilla. Au Salvador, la reconnaissance internationale apportée par les Accords de paix permet au FMLN d'avoir une existence institutionnelle pendant les quinze mois qui séparent l'accord de paix des premières élections. À l'occasion de ces dernières, il devient la principale force d'opposition au parti de droite au pouvoir.

Dans les deux cas, et contrairement à la guérilla guatémaltèque, voire aux différents groupes de la *contra* nicaraguayenne, les anciennes organisations armées sont parvenues à imposer leur présence lors de leurs premières participations à des élections : si elles n'ont pas accédé immédiatement au pouvoir, elles acquièrent néanmoins une position institutionnelle importante, en ralliant entre un cinquième et un quart des suffrages. Cette réussite initiale réside en grande partie sur leur capacité à tirer parti de la situation particulière née d'un accord de paix, où elles réussissent à capitaliser à la fois les héritages de la lutte armée et les bénéfices de l'accord négocié.

Dans les deux cas, un aspect particulier de cette réussite, déjà abordé dans les deux chapitres précédents, révèle la distance entre la temporalité de la lutte armée et celle de la lutte électorale que les nouvelles organisations partisans doivent réussir à incorporer dans leurs pratiques : leurs anciennes zones de présence et d'influence en tant que guérillas ne correspondent que très rarement à leurs nouveaux bastions électoraux, et *vice versa*. En Colombie, la ADM-19 obtient ses meilleurs résultats électoraux aux scrutins de 1990-1991 dans des départements où le M-19 n'avait jamais fait acte de présence, et tout particulièrement dans les grandes villes et dans la région caraïbe. Inversement dans les départements où les détachements du M-19 avaient été particulièrement actifs (le Cauca, le Huila, le Tolima), la

ADM-19 n'a jamais obtenu de résultats significatifs, y compris au niveau local<sup>815</sup>. Au Salvador, le même phénomène paraît encore plus significatif, au regard de la volonté de la guérilla, pendant les années du conflit armé, de structurer sa présence locale en un pouvoir révolutionnaire. En 1994, le FMLN recueille ainsi ses plus hauts scores dans les grandes villes (San Salvador, Santa Ana), et dans les départements du centre du pays (San Salvador, La Libertad, Sonsonate), où il n'avait été présent que de manière épisodique pendant le conflit, alors qu'il obtient des résultats décevants dans les zones frontalières avec le Guatemala où il avait maintenu pendant longtemps une véritable présence et influence comme guérilla pendant le conflit. Depuis lors, dans un contexte de croissance électorale, ces tendances se confirment, bien qu'une forme de normalisation territoriale du vote pour l'ancienne guérilla se produise très progressivement<sup>816</sup>.

Pour des dirigeants politiques, le fait d'avoir joué un rôle important dans le processus de transition démocratique et d'avoir obtenu un résultat significatif lors de la première consultation électorale ne garantit en aucune manière une continuité de leur présence dans le paysage politique, comme l'a démontré par excellence le cas d'Adolfo Suárez dans le cas espagnol, ou dans une moindre mesure celui de Raúl Alfonsín en Argentine. Dans le cas particulier des transitions intégrant la résolution négociée d'un conflit interne, la pérennisation de la présence des anciennes guérillas dans la vie politique repose sur un processus de différenciation du contexte particulier de leur première participation. Ces nouveaux partis ne doivent en effet leur continuité qu'à leur capacité à se détacher de ce contexte initial, par l'intégration d'autres

---

<sup>815</sup> Il est vrai que le M-19 ne s'était pas caractérisé par une volonté de consolider une assise territoriale. Mais un constat similaire peut être fait pour les autres groupes de guérillas qui ont participé au sein de la ADM-19. Décimés par différents acteurs armés, les militants de l'EPL auront beaucoup de difficultés à asseoir leur influence dans l'Urabá en résultats électoraux et ne doivent les quelques résultats obtenus qu'à la tenacité de certains de ses cadres. Seul le *Quintín Lame* s'inscrit dans une logique un peu différente, comme cela est traité dans le cours de ce chapitre.

<sup>816</sup> La distribution du vote pour le FMLN lors des élections de 1994, analysée dans le chapitre 7, reste en effet à peu près la même depuis, comme cela va être montré dans le chapitre 8. Des tableaux de répartition du vote par départements et par élections, ainsi qu'une carte des résultats obtenus à l'élection municipale de mars 2003 sont

revendications que celles liées exclusivement à l'application des dispositions de l'Accord de paix au Salvador, de la nouvelle Constitution en Colombie, et donc par le renouvellement de leurs discours, de leurs pratiques et de leurs identités, et par la redéfinition de leur univers de référence.

Afin d'évaluer, dans un premier temps, la réussite au Salvador de cette continuité et son échec en Colombie, il convient de mettre en lumière les relations qui existent entre deux aspects centraux de cette évolution, d'une part, les dynamiques proprement partisans, de l'autre les questions liées à la réinsertion individuelle des membres des guérillas. Il paraît d'autant plus important de comprendre ces deux thèmes de manière articulée qu'ils sont au cœur du processus négocié entre gouvernement et guérillas. Les travaux sur la résolution négociée des conflits internes présentés dans le chapitre 2, et tout particulièrement les réflexions sur les « transitions insurgées », ont signalé à quel point l'échec de l'un des deux peut affecter l'autre, et par extension remettre en cause le processus de paix dans son ensemble.

Le premier aspect concerne l'évolution proprement politique des partis issus des guérillas, l'évolution de leur organisation et de leurs pratiques internes depuis les congrès fondateurs, les débats sur leurs stratégies et leurs alliances électorales, sur la définition de leur discours idéologique et programmatique. À travers tous ces aspects, communs à l'étude de tous partis politiques, il est possible d'évaluer une dimension spécifique à ces formations, la prégnance des héritages de la période de la lutte armée. La continuité des hiérarchies militaires en directions politiques ou l'explicitation des fractions, divisions et scissions qui traversent ces groupes permettent d'illustrer l'ampleur réelle des mutations.

Le second aspect est constitué par l'analyse de la conception par les anciennes guérillas de l'accompagnement qu'elles entendent réaliser de la mise en œuvre des dispositions en faveur

---

présentés en annexe. La comparaison entre cette dernière carte et la Carte 3, p.437 est une illustration de ces différences. Seul dérogeant à cette règle quelques départements, comme le San Vicente.

de leurs anciens membres, prévues dans les accords, et qui vont être exécutées par les gouvernements, avec l'assistance technique de la communauté internationale. Il s'agit de programmes complexes, supposant une importante coordination interministérielle, supposées ne durer qu'un temps déterminé, celui nécessaire à la réinsertion dans la société des membres des anciennes guérillas. Ces actions, négociées trop rapidement dans les deux cas, et tout particulièrement en Colombie, vont faire l'objet de nombreuses critiques, en raison de leur lenteur et leur faible efficacité. Ils pâtissent de leur complexité technique et de la difficulté à leur trouver des financements, et de la faible priorité qui leur est donnée par les principaux signataires des accords. Il ne s'agit pas ici de faire l'évaluation de ces programmes de réinsertion afin de préconiser une efficacité plus forte<sup>817</sup>, mais bien d'analyser ce que l'existence des dispositifs institutionnels mis en place pour assurer ces programmes a significé pour le processus de paix et pour le devenir politique par les anciennes guérillas. En effet, les modalités d'application des accords peuvent modifier l'équilibre fragile qui existe entre les deux signataires, et conduire à donner l'avantage de l'un sur l'autre. Afin de garantir le respect des engagements et d'accompagner la mise en œuvre des programmes destinés à la réinsertion de ses membres, chaque organisation de guérilla a créé une fondation, en Colombie comme au Salvador. Les liens entre ces fondations et les partis issus de la guérilla, d'une part, avec les institutions publiques de l'autre constituent dès lors autant d'indicateurs de la capacité des organisations politiques nées à l'occasion des accords de paix de gérer le contexte particulier de leur genèse, sur une thématique particulièrement sensible.

---

<sup>817</sup> Comme cela a été mentionné dans l'introduction générale, le domaine de la réinsertion des anciens combattants de guérillas démobilisées est un domaine largement investi par les organismes multilatéraux et par les organisations non-gouvernementales, et sur lequel existe une importante expertise. Plusieurs références à des travaux comparés ont été signalés à cette occasion.

Pour les deux situations nationales, l'analyse aborde dans un premier temps l'évolution proprement partisane et électorale des partis issus de l'ancienne guérilla, et leurs réussites au Salvador et échecs en Colombie aux élections qui ont suivi leur première participation au suffrage universel. Dans un second temps, l'étude est consacrée à l'action de ces partis sur les questions de la réinsertion. Du fait des différences entre les deux pays, cette réflexion se fonde sur des approches légèrement distinctes. En Colombie, c'est le devenir des fondations créées pour accompagner les programmes de réinsertion qui va être analysé, et en particulier de la difficulté pour l'ancienne guérilla à exister de manière autonome au niveau politique et institutionnel. Au Salvador, l'accompagnement du parti issu de la guérilla des programmes de réinsertion est lié d'avantage à la difficile résolution de la question agraire, du fait des orientations majoritaires de ces programmes.

Pour le cas colombien, la priorité donnée à l'évolution proprement politique se traduit dans une focalisation extrême de l'action de la *Alianza Democrática M-19* sur les circonstances qui ont vu le succès électoral initial, le moment de réforme institutionnelle, la volonté de changement, de représenter une alternative au bipartisme traditionnel et à ses pratiques de clientélisme et corruption. Les autres actions sont subsumées à cette stratégie, et en grande partie limitées aux questions de la paix. La faiblesse initiale des mécanismes de réinsertion n'est véritablement pensée que tardivement. Or la combinaison entre son incapacité à produire un discours programmatique qui aille au-delà de la nécessaire réforme des institutions et le recours à certaines des pratiques qu'elle critique condamne la ADM-19 à un rapide et inexorable déclin politique. La défaite électorale de 1994 qui voit la quasi-disparition de son groupe parlementaire et sa marginalisation lors du scrutin présidentiel entraîne la fin de ce parti, sans que d'autres espaces d'action politique et sociale aient été investis avec succès. Inexistante au niveau électoral, quasiment absente dans d'autres sphères de la vie publique, l'ancienne guérilla ne doit plus, pour quelque temps, sa survie institutionnelle qu'à sa participation, sous couvert de



l'existence de fondations, aux seuls programmes de réinsertion, entraînant de fait une dépendance extrême vis-à-vis du pouvoir exécutif.

Au Salvador, les premières échéances électorales se traduisent par un résultat décevant et surtout par une scission fratricide. Cette situation a néanmoins contribué à ce que le parti politique issu de la guérilla solde progressivement le double héritage de la lutte armée et de la négociation de paix. En se détachant du contexte initial qui l'a vu cesser d'être une guérilla pour devenir un parti politique, il parvient progressivement à s'imposer comme la principale alternative à ARENA, en développant un discours politique opposé au programme néo-libéral du gouvernement, tout en acceptant les contraintes de l'action publique, en particulier au niveau municipal. Or cette situation a été permise par la déconnexion progressive avec le contexte de l'application des Accords de paix. Le lien initial avec les fondations de réinsertion se détend progressivement, le parti concevant ces relations dans une relation de subordination et utilisant ces thématiques pour peser dans l'arène politique face au gouvernement, en particulier lors de renégociations directes de certains aspects des programmes de réinsertion. Mais la capacité du FMLN à se différencier du contexte initial du processus de paix passe également par une forme de différenciation entre l'action proprement partisane, reflétant les changements de la société salvadorienne, et le travail de suivi de la réinsertion de ses anciens membres, orienté sur les problèmes agraires.

#### *A. EN COLOMBIE, L'INEXORABLE DECLIN DES ANCIENNES GUERILLAS*

L'ancienne guérilla a réussi pendant la Constituante à participer avec succès à un moment exceptionnel de réforme institutionnelle. Même si les résultats des élections législatives de 1991 constituent une déception, il n'en demeure pas moins que la ADM-19 peut prétendre jouer un rôle non négligeable dans la vie politique colombienne, comme la principale force politique

alternative au bipartisme. Pourtant très rapidement les résultats aux élections successives se révèlent autant d'échecs, entraînant une spirale de la défaite et de la désagrégation, au point que les anciennes organisations de guérilla disparaissent de la vie politique colombienne, sans qu'aucune force alternative ne prenne leur place. Par ailleurs leur incapacité à investir avec succès d'autres domaines d'action limite rapidement la présence de ces organisations aux espaces institutionnels consacrés aux questions de la réinsertion, créant de ce fait une dépendance extrêmement forte envers les responsables de ces politiques et plus largement envers les orientations de l'exécutif colombien en la matière.

### **1) La fin d'une expérience politique insolite**

Les résultats obtenus par la ADM-19 aux élections postérieures à 1992 illustrent combien cette formation reproduit très vite les pratiques des partis traditionnels et perd simultanément l'électorat qui s'est porté sur elle en 1990-1991. Les élections locales de mars 1992 confirment la tendance des élections législatives de 1991, avec la diminution de son électorat global (240 000 voix) et la difficulté à donner une implantation locale à une dynamique qui a été jusque là avant tout nationale. La ADM-19 obtient, en son nom propre, un maire (dans le département de Sucre), 260 conseillers municipaux et 17 députés aux assemblées départementales. Elle ne parvient pas à faire élire un seul conseiller municipal à Bogotá. L'élection du prêtre Bernardo Hoyos, candidat indépendant, comme maire de Barranquilla, symbolise la difficulté pour l'ADM-19 d'articuler son action partisane à des dynamiques locales. Alors qu'il s'agit de la ville où le parti a obtenu jusque là ces meilleurs scores, son appui à un dirigeant issu de mouvements civiques ne lui donne pas l'occasion de structurer son appareil militant.

Sa participation au gouvernement, à travers le Ministère de la Santé, conduit progressivement à atténuer sa position critique vis-à-vis des deux partis traditionnels. De ce fait, sa sortie du gouvernement en novembre 1992, sur un désaccord à propos de la politique de

guerre à outrance menée par le Président Gaviria contre les FARC avec les guérillas encore en activité<sup>818</sup>, peut être interprétée comme une volonté de retrouver une forme d'autonomie. La perspective des élections de 1994 renforce également au sein de l'ancienne guérilla cette tendance, l'organisation étant portée par l'illusion de remporter à nouveau un succès électoral, bâti sur l'originalité de son mouvement et de son discours, raison pour laquelle elle prend ses distances avec le Parti libéral au pouvoir.

Par les effets conjugués de ses faiblesses institutionnelles, de ses divisions internes et de sa volonté de capitaliser au maximum en sièges un résultat électoral qu'elle croit important, la ADM-19 adopte pour les élections législatives de 1994 dans les faits la tactique de la « *operación avispa* »<sup>819</sup>. Plus qu'un choix délibéré, la décision relève davantage de l'absence d'une ligne politique directrice<sup>820</sup>. Quelles que soient les circonstances qui expliquent cette situation, la multiplication des listes (douze pour l'élection sénatoriale, 29 dans huit départements pour l'élection à la Chambre des Représentants) apparaît comme l'illustration parfaite de la reproduction des pratiques des partis traditionnels. Cet élément n'est pas isolé. Alors même que la ADM-19 se défend d'être un parti comme les autres, son fonctionnement interne révèle les mêmes failles que celles des Partis libéral ou conservateur, même si les raisons en sont différentes. Ainsi l'organisation est marquée par la personnalisation des directions et des hiérarchies internes. Son groupe parlementaire a démontré son absence d'unité d'action et de discours. La faible structuration interne de l'organisation partisane se reflète dans l'absence d'un véritable débat programmatique. En l'absence d'un Congrès fondateur, reporté à plusieurs

---

<sup>818</sup> À l'issue de l'échec des dialogues de Caracas et Tlaxcala (Mexique) avec les FARC, le Président Gaviria déclenche une campagne militaire d'envergure contre les guérillas. Les différentes négociations menées avec les guérillas restées en activité sont analysées dans le chapitre 9.

<sup>819</sup> La tactique de la « *operación avispa* », présentation par un même parti d'une multitude de listes pour faire jouer au maximum l'effet du plus fort reste, a été expliquée dans le chapitre 6.

<sup>820</sup> Dans ses mémoires, Vera Grabe signale combien le choix de multiplier les listes ne relève pas véritablement d'une stratégie délibérée, mais davantage d'une absence de décision au sein de la direction centrale de l'ADM-19 qui laissa libre cours aux ambitions et aux initiatives individuelles. Cf. GRABE (Vera), *Razones de vida*. Bogotá : Planeta, 2000, p.441 et suivantes.

occasions et jamais réalisé, la direction du parti est assumée, sans véritable mandat, par Antonio Navarro d'une part, par les élus nationaux de l'autre, renforçant les affrontements personnels et les logiques individuelles. Nourries et contradictoires au moment de la Constituante, les discussions internes perdent de leur intensité dès la fin 1991. Ce n'est qu'en février 1993 que le parti entame un processus de débats internes, en vue de l'élaboration d'un programme pour les élections de 1994, qui aboutit à l'organisation d'un « *Foro Ideológico Nacional* »<sup>821</sup>, mais qui ne conduit pas vraiment à la construction d'une plate-forme électorale. C'est également à cette occasion qu'Antonio Navarro renonce ouvertement à la présidence du parti pour se consacrer à l'élection présidentielle<sup>822</sup>.

En multipliant les listes, la ADM-19 renonce implicitement à l'une des modalités qui exprimaient le mieux la volonté de réformer les institutions afin de permettre l'émergence d'une vie politique structurée sur des affrontements partisans et idéologiques réels et visibles, et non sur la mobilisation ponctuelle de clientèles locales. La constitution d'une liste nationale lui permettait par ailleurs de rallier, avec plus ou moins de bonheur, des personnalités diverses, et de constituer ainsi une offre politique censée refléter une recherche de concertation et une forme d'unité nationale. Parmi les 12 listes présentées pour le Sénat, neuf sont dirigées par d'anciens membres de l'une ou l'autre des anciennes organisations de guérilla, dont sept de l'ancien M-19, limitant par-là d'emblée le pluralisme que la *Alianza Democrática* prétend refléter.

---

<sup>821</sup> Les conclusions ont été publiées in *Alianza Democrática M-19, Foro ideológico Nacional, Conclusiones*. Bogota, février 1993, 36 p. Malgré la diversité des contributions, elles sont significatives d'une difficulté pour le parti à aller au-delà de la demande d'une réforme politique et d'une lutte contre le clientélisme et la corruption.

<sup>822</sup> Il est remplacé dans un premier temps par une direction collégiale de cinq personnes, qui nomme postérieurement l'un des siens, Carlos Franco, issu de l'EPL, comme président du parti. Il le restera jusqu'en octobre 1997. Au sein de cette direction, seul un des membres provient de l'ancienne M-19. Mais cette tardive ouverture se produit à un moment où le parti en déclin.

Au niveau électoral, le résultat est catastrophique. Au Sénat, aucune des douze listes présentées ne recueille suffisamment de voix pour obtenir un siège<sup>823</sup>. Or, ce résultat n'est pas dû simplement à la division des listes, il reflète plus largement l'effondrement de son électorat. Avec à peine 140 000 suffrages, soit 2,4 % du total, les listes de la ADM-19 rallient moins d'un tiers des voix obtenues lors des législatives précédentes. Ce résultat n'aurait donné à une liste unique que trois sénateurs. Le résultat est similaire à la Chambre des Représentants, où la ADM-19 n'obtient qu'un seul siège, dans le département de l'Atlántico<sup>824</sup>.

La marginalisation politique de la ADM-19 se confirme quelques semaines plus tard au premier tour des élections présidentielles de mai 1994. Antonio Navarro se présente en ticket avec Jesús Piñacué, un dirigeant indigène. Il obtient moins de 220 000 voix, soit 3,8 %. La défaite n'est pas seulement numérique : dans un contexte de très forte polarisation du premier tour entre les deux candidats libéraux et conservateurs qui font quasiment jeu égal (Ernesto Samper recueille 46,1 % des suffrages et Andrés Pastrana 45,5 %, avec une différence de 35 000 voix), le dirigeant de la ADM-19 n'est pas parvenu à faire entendre une voix alternative et à incarner la critique au système bipartisan<sup>825</sup>.

Après sa défaite, il proclame publiquement la fin de l'expérience partisane de la ADM-19. La déconfiture politique de l'ancienne guérilla est d'autant plus paradoxale que la victoire du candidat libéral au deuxième tour, au terme d'une campagne très intense, se joue en grande partie

---

<sup>823</sup> La liste de la ADM-19 qui rallie le plus de voix, celle de Vera Grabe, obtient 18 916 voix ; il lui aura manqué un peu moins de 3 000 voix pour être élue, le sénateur le plus mal élu en ayant recueilli 21 861. Les autres candidats de la ADM-19 sont loin derrière, entre 15 500 et 8 500 voix.

<sup>824</sup> Janeth Suárez, jusque là conseillère municipale de Barranquilla, devient ainsi la seule élue nationale de l'ADM-19. À elle seule, elle rallie un cinquième de l'ensemble des voix qui se sont portées sur les 28 listes présentées par son parti.

<sup>825</sup> D'autant que la géographie électorale du vote pour Antonio Navarro n'est pas qu'une simple reproduction, réduite au tiers, de celle qui caractérisait son électorat quatre ans plus tôt. S'il conserve certaines zones de force, dans une dimension beaucoup plus modeste, en particulier les départements caraïbes (8,1 % dans l'Atlántico, 6,8 % dans la Guajira) et ceux du sud-est (7,4 % dans le Putumayo, 6,7 % dans le Nariño), il ne parvient plus à rallier le vote urbain dans une proportion significative (il n'obtient que 4,7 % des voix à Bogotá, ou 3,9 % à Cali, par exemple). Les deux seules villes à faire exception sont de Pasto (9,8 %), et Barranquilla (9,5 %), où Antonio Navarro avait installé son siège de campagne.

sur sa capacité à convaincre qu'il est le mieux placé pour parvenir à une paix négociée avec les acteurs armés, et en particulier les guérillas.

Les élections locales d'octobre 1994 ratifient la chute électorale de l'ADM-19 qui avec moins de 150 000 voix n'obtient plus sur son nom que 120 conseillers municipaux et 7 députés départementaux dans tout le pays. À leur niveau, ces élections apportent la confirmation de la fin de cette expérience. Si c'est à cette occasion que plusieurs dirigeants de l'ADM-19 sont élus à des mairies significatives, c'est en leur nom propre, à la tête d'alliances locales, sans référence aucune à leur ancienne organisation. Le plus connu d'entre eux n'est autre qu'Antonio Navarro qui brigue avec succès la mairie de sa ville natale, Pasto (Nariño), dont il devient le premier mandataire de 1995 à 1997 à la tête d'une coalition locale.

Les diverses élections de 1994 sonnent ainsi le glas de la vie politique du parti issu de la démobilisation du M-19, où s'étaient regroupés des dirigeants d'autres mouvements de guérilla démobilisés. La fin de cette expérience inédite se joue à plusieurs niveaux.

Sur un premier plan, la ADM-19 n'est pas parvenue à s'imposer comme le lieu naturel d'action partisane des anciennes organisations de guérilla, comme cela avait été son intention originelle. La place accordée aux autres groupes a constitué dès le début une source de conflits internes. La volonté des dirigeants du M-19 d'ouvrir leurs listes à des personnalités extérieures réduisait d'autant la place accordée aux autres organisations ayant signé un accord de paix. Le lien avec la plus importante des anciennes guérillas, l'EPL, a en particulier toujours été laborieux et problématique. Contrairement aux trois autres groupes, l'unité politique et institutionnelle interne de ce mouvement était déjà fragile pendant les dernières années de son activité militaire, situation qui a compliqué sa transformation en parti politique après la signature de la paix. Une partie de ses dirigeants a conçu *Esperanza, Paz y Libertad* comme l'organisation politique issue de l'EPL, en particulier au niveau local, le lien avec la ADM-19 ne se faisant en réalité qu'au sommet. D'autres ont préconisé l'intégration immédiate et totale au sein de la ADM-19. Au-delà

de ce débat interne, la place accordée aux anciens dirigeants de l'EPL au sein de la direction de l'ADM-19 ne rend pas compte de l'importance de ce groupe<sup>826</sup>. Le PRT choisit d'emblée une position plus claire, intégration totale au sein de la ADM-19 au niveau politique, maintien d'une autonomie en ce qui concerne la réinsertion. Au sein du *Quintín Lame*, ses dirigeants choisissent dès 1991 de constituer un parti politique indigène autonome, la *Alianza Social Indígena*, et quittent rapidement la *Alianza Democrática*<sup>827</sup>. Enfin, les membres de la *Corriente de Renovación Socialista*, mouvement de guérilla issu de l'ELN qui négocie la remise de ses armes en avril 1994, ne s'intègrent pas à la ADM-19. Les titulaires des deux sièges de représentants obtenus dans le cadre de l'accord de paix agissent de manière autonome et les dirigeants de la CRS tentent seuls leurs chances aux élections postérieures.

Mais cette situation ne se traduit pas pour autant par le succès d'autres entreprises alternatives. Les dirigeants issus de groupes de guérilla, et qui s'aventurent seuls sur le terrain électoral, y obtiennent des résultats encore plus marginaux. En 1993, Bernardo Gutiérrez, ancien dirigeant de l'EPL, fait scission de la ADM-19 et se présente seul aux élections pour le Sénat de 1994. Il y obtient moins de 5 000 voix, score bien inférieur à celui de ses anciens camarades de la ADM-19. En 1998, les dirigeants de la *Corriente de Renovación Socialista* connaissent des

---

<sup>826</sup> À titre d'exemple, parmi les 9 sénateurs de la ADM-19 élus en 1991, 3 viennent du M-19, 2 de l'EPL et 4 n'étaient pas antérieurement membres d'une organisation armée. En 1994, sur les 12 listes présentées, une seule était dirigée par un ancien de l'EPL. Les effectifs démobilisés de l'EPL étaient pourtant deux fois et demi supérieurs à ceux du M-19. Pour un témoignage de la perception par d'anciens de l'EPL de la marginalisation de leur organisation au sein de la ADM-19, Cf. VILLARRAGA (Alvaro), PLAZAS (Nelson), Para reconstruir los sueños. op. cit., et tout particulièrement le dernier chapitre.

<sup>827</sup> Le délégué du *Quintín Lame* à la Constituante avait rejoint la représentation parlementaire de la ADM-19. Mais rapidement, ce groupe participe, avec d'autres mouvements indigènes, à la création de la *Alianza Social Indígena* (ASI), qui s'impose progressivement aux élections, d'abord dans le Cauca, puis dans les autres départements où la population indigène est proportionnellement significative. Au niveau national, la ASI obtient un sénateur en 1991 (circonscription spéciale), aucun en 1994, 2 sénateurs (un sur la circonscription nationale et un sur la circonscription spéciale) et 2 représentants en 1998 (dans le Guainía et le Vaupés), un sénateur (circonscription nationale) en 2002. Au niveau local, il obtient un nombre croissant de maires et de députés départementaux, et son candidat l'emporte comme gouverneur du Vichada en 1997. Sur l'évolution du *Quintín Lame* et la création de la ASI, Cf. LAURENT (Virginie), « Población indígena y participación política en Colombia : las elecciones de 1994 », Análisis político, 31, mai 1997, p.63-81, et plus largement LAURENT (Virginie), Communauté indiennes et espaces politiques en Colombie, motivations, champ d'action et impacts, 1990-1998. Thèse, Sociologie, Université Paris 3, IHEAL, 2001, 858 p.

échecs semblables : sous l'étiquette de la CRS, León Valencia obtient à peine plus de 13 000 voix aux élections pour le Sénat ; sous une autre étiquette, Adolfo Bula, l'un des représentants nommés pour la législature 1994-1998 au titre de l'Accord de paix, en recueille moins de 8 500.

Les échecs nationaux se doublent de l'incapacité à s'imposer durablement au niveau local, et ce malgré la mise en place à partir de fin 1994 dans certaines municipalités d'un système de favorabilité électorale qui permet aux anciens membres d'organisations de guérilla démobilisées de se présenter dans des conditions plus avantageuses<sup>828</sup>. Une des seules régions où des dirigeants politiques issus d'un mouvement de guérilla maintiennent une certaine présence politique locale est l'Urabá où certains cadres et militants d'*Esperanza, Paz y Libertad* ont un rôle politique local, malgré les attaques permanentes dont ils font l'objet, de la part de leurs anciens camarades d'armes restés en activité, dissidence de l'EPL ou des FARC, de la part aussi des paramilitaires, voire dans certaines occasions des autorités officielles, et dans un contexte de conflit armé ouvert. Les cadres de l'EPL parviennent ponctuellement, dans un contexte extrêmement difficile, à une certaine influence locale, à l'image du rôle joué par des personnalités comme Mario Agudelo, élu conseiller municipal, puis maire d'Apartadó (2000-2003), ou Aníbal Palacio, ancien sénateur de la ADM-19 (1991-1994), élu maire de Turbó (2000-2003).

Deuxième volet de cette désagrégation, l'échec se joue également dans la survie politique collective du noyau dur de la ADM-19, celui-là même qui provient de l'ancien M-19. Certains militants, emmenés par Germán Rojas, constituent, peu après la défaite électorale de 1994, une scission qui se veut plus proche des idées originales du M-19 et créent un parti qui reprend exactement le nom de l'ancienne organisation armée. Les résultats obtenus par ce groupe

---

<sup>828</sup> La *Circunscripción especial para la paz* est appliquée selon les mêmes fonctionnements que les circonscriptions pour les minorités noires et indigènes au niveau national (pré-attribution d'un certain nombre de sièges, avec vote sur une liste séparée). Ce système ne s'applique qu'au niveau local, dans les municipalités où les anciennes guérillas avaient une certaine présence, et pour une seule fois.



témoignent d'un échec politique cuisant. Aux élections sénatoriales de 1998, Germán Rojas obtient moins de 5 500 voix. Aux élections présidentielles de 1998 et 2002, à l'occasion desquelles ni la ADM-19 ne présente de candidat, ni Antonio Navarro ne songe à une nouvelle candidature, la nouvelle formation fait acte de présence. En 1998, Germán Rojas rassemble moins de 17 000 voix, soit 0,16 %. Augusto Lora, un ancien militaire, en obtient 11 000 quatre ans plus tard, soit 0,10 %.

Le troisième aspect de la défaite électorale est la survie sans gloire d'un parti désormais déserté par ses principaux animateurs. Pour la plupart des militants et des dirigeants provenant du M-19 qui ne se sont pas investis dans la politique locale, la période est plutôt à l'éloignement de la politique, à l'image de la plupart des anciens députés et sénateurs de la ADM-19 qui sont nommés dans des postes diplomatiques colombiens en Europe<sup>829</sup>. En juin 1997, une conférence nationale tente de donner une nouvelle dynamique au parti, en l'orientant davantage sur la vie politique locale et en renonçant à présenter un candidat à l'élection présidentielle. Mais la tentative échoue. Aux élections pour le Sénat de 1998, les trois listes qui s'en revendiquent, emmenées entre autres par Carlos Franco et Fabio de Jesús Villa, obtiennent à peine un peu plus de 13 000 voix chacune. Cantonné dans la marginalité politique, la ADM-19 paraît être réduite à un simple prête-nom pour des candidats de circonstance, à l'image de ce que sont devenus l'ANAPO ou le MOIR. Ainsi pour les élections à la Chambre des représentants de 2002, il existe encore 16 listes se réclamant de l'étiquette ADM-19, il s'agit généralement d'affiliations locales, de connivence, sans véritable lien avec l'ancienne organisation armée, ni avec la structure centrale du mouvement politique. Elles obtiennent toutes des résultats extrêmement faibles.

---

<sup>829</sup> Peu de temps après son élection à la présidence Ernesto Samper procède à la nomination de cinq « conseillers en matière de paix et de droits de l'homme » dans les ambassades des principaux pays européens, tous anciens membres de guérillas démobilisés, et anciens députés ou sénateurs de la ADM-19. À leur retour en Colombie, en 1997-1998, certains cessent de participer à la vie politique, d'autres y reviennent, dans différents groupes, à l'image d'Eduardo Chávez, désormais proche conseiller d'Ingrid Betancourt, ou de Vera Grabe qui après une période

La disparition électorale de l'ADM-19 à partir de 1994 est significative de la difficulté pour ce mouvement d'exister politiquement. En effet, après la parenthèse de la Constituante, les deux partis traditionnels ont recouvert la domination qu'ils exerçaient sur l'exécutif et l'immense majorité du corps législatif<sup>830</sup>. L'existence d'une alternative politique au bipartisme dans la Colombie des années 1990 n'est plus représentée par des figures dissidentes des deux partis, comme ont pu l'être Luis Carlos Galán, Alvaro Gómez Hurtado, ou dans une moindre mesure au début des années 1990 Andrés Pastrana, ni par un troisième parti à l'image de ce qu'a été l'ANAPO à un moment. L'esprit rénovateur incarné par les forces politiques nouvelles qui ont été au cœur de la Constituante s'est essoufflé. À l'image de l'évolution de la ADM-19, le MSN d'Alvaro Gómez va en effet perdre de son dynamisme et de son écho électoral. De son côté, le courant appuyant César Gaviria voit son influence diminuer au sein du Parti libéral.

La remise en cause du bipartisme traditionnel, et de ses pratiques politiques, émane davantage dans la deuxième moitié des années 1990, d'une part, des formations regroupées par commodité sous l'appellation de « *movimientos cívicos independientes* », de l'autre, et dans une dimension différente des partis communautaires.

D'une part, à partir de 1994, une pléthore de mouvements et de personnalités politiques indépendants surgissent, pour la plus grande partie locaux, et sans union entre eux, à l'image au niveau local d'un Antanas Mockus à Bogotá, ou d'un Bernardo Hoyos à Barranquilla, ou encore au niveau national de figures indépendantes aussi différentes et antithétiques que Carlos Alonso Lucio, Ingrid Betancourt ou Carlos Moreno de Caro. Leur seul point commun est de n'appartenir à aucun des deux grands partis, et, pour certains d'entre eux, d'avoir un discours critique vis-à-vis

---

consacrée à l'enseignement universitaire, revient à la vie politique lors de l'élection présidentielle de 2002, comme candidate à la vice-présidence de Luis Eduardo Garzón.

<sup>830</sup> La reconstitution d'une hégémonie des deux partis est manifeste aux élections législatives (les deux partis obtiennent ensemble 85 sénateurs sur 100 en 1991, 91 en 1994, et 87 en 1998) et aux élections présidentielles (où les candidats officiels de deux partis remportent plus de 90 % des voix au premier tour en 1994 et plus de 70 % en 1998).

du bipartisme<sup>831</sup>. Ces candidats s'imposent en particulier aux élections locales, dans les mairies, à certaines occasions aux postes de gouverneurs des départements, et tirent profit des particularités du mode de scrutin pour parvenir sur leur seul nom au Sénat ou à la Chambre des Représentants, malgré le fait qu'ils ne disposent pas d'un appareil partisan. Mais ils ne constituent en aucun moment une menace globale pour la domination exercée par les deux partis traditionnels sur l'exécutif et le législatif<sup>832</sup>.

D'autre part, les facilités politiques données par la Constitution de 1991 ont permis l'émergence de mouvements politiques indigènes, et, dans une bien moindre mesure, de mouvements politiques issus des communautés noires<sup>833</sup>. Ces deux courants représentent une autre forme de critique au contrôle exercé par les deux partis principaux sur la vie politique, d'autant qu'au-delà d'un discours politique communautaire, ils concourent à affaiblir les pratiques clientélistes auprès de populations particulièrement exposées en la matière.

L'incapacité de la ADM-19 à s'inscrire dans cette dynamique du surgissement de mouvements indépendants est particulièrement illustrative de sa difficulté à survivre au contexte très particulier de son émergence dans la vie politique colombienne. Elle ne participe à cette dynamique que de manière extrêmement marginale, en appuyant localement tel ou tel candidat. Et les rares anciens dirigeants de ce groupe à être toujours actifs dans la politique colombienne le sont sous des bannières indépendantes.

---

<sup>831</sup> Sur l'émergence de nouvelles forces politiques en Colombie dans les années 90, Cf. La Oposición política en Colombia. Bogota : IEPRI, FESCOL, 1996, 90 p., PIZARRO (Eduardo), « Hacia un sistema multipartidista, las terceras fuerzas en Colombia hoy », Análisis Político, 31, mai 1997, p.82-104 et PIZARRO (Eduardo), « Las nuevas fuerzas en Colombia hoy, entre la fragmentación y la impotencia », p.297-333, in PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), De las armas a la política. *op. cit.*

<sup>832</sup> L'absence de définition claire sur les mouvements indépendants de la vie politique colombienne et l'élasticité des partis traditionnels peut conduire à une confusion entre candidats indépendants et figures dissidentes de l'un des partis principaux qui reprennent à un moment donné la critique au bipartidisme. En réalité seules ces dernières sont en mesure de rallier véritablement un électorat national, à l'instar de Noemí Sanín en 1998 qui avec 27,2 % des voix à l'élection présidentielle de 1998 menaçait sérieusement les deux candidats principaux. La victoire électorale dès le premier tour d'Alvaro Uribe en 2002 est due également en partie à sa capacité à rallier une partie significative de l'électorat qui se porte habituellement sur les candidats indépendants.

<sup>833</sup> Cf. AGUDELO (Carlos), « Colombie, changement constitutionnel et organisations des mouvements noirs », Problèmes d'Amérique Latine, 32, janvier-mars 1999, p.43-51.

La défaite électorale ne va pas signifier seulement la fin de l'expérience de la ADM-19. Elle va également marquer la dispersion d'un collectif, puisque ses principaux animateurs vont appuyer de manière divergente certains partis ou candidats, selon des logiques individuelles, au gré des changements de la vie politique colombienne, en particulier sur les questions de la résolution du conflit interne.

Certains, à l'instar d'anciens dirigeants de l'EPL ou de la CRS, appuient politiquement le gouvernement d'Ernesto Samper, puis la candidature d'Horacio Serpa en 1998 et en 2002, au nom du positionnement plus à gauche au sein du Parti libéral de ces deux dirigeants, de leurs liens, en particulier pour le second, avec le syndicalisme, et de leur politique plus ouverte en matière de négociation avec les guérillas. Quelques anciens cadres participent même directement sous la Présidence Samper aux gestions de l'instance chargée du dialogue avec les guérillas encore en activité. D'autres soutiennent le camp conservateur, et la candidature d'Andrés Pastrana en 1998, en particulier dans ses efforts de négociation avec les FARC. Enfin, en 2002, certains voient dans la stratégie « dure » du président d'Alvaro Uribe la manière de régler la question du conflit interne, à l'image de Carlos Franco, devenu responsable du *Programa Presidencial de Derechos Humanos*, sous la direction du vice-président Francisco Santos, avec lequel il travaille depuis plusieurs années.

Dans cette évolution, il est significatif que la position occupée depuis 1994 sur la scène politique colombienne par l'ancien numéro 2 du M-19, Antonio Navarro, relève davantage de sa capacité à apparaître comme une figure politique indépendante que de sa filiation avec l'ancienne guérilla. Après son élection à la mairie de Pasto, il constitue un nouveau parti politique (*Via Alterna*) qui regroupe quelques anciens cadres du M-19 et d'autres militants politiques indépendants et critiques. Il remporte haut la main un siège de représentant pour Bogotá en 1998, en y obtenant près de 118 000 voix, soit 9,6 % des suffrages de la capitale, sa liste se plaçant

première<sup>834</sup>. Son action comme représentant est surtout marquée par la lutte contre les pratiques de corruption et de clientélisme au sein même de l'institution parlementaire.

Aux élections municipales de 2000, le mouvement parvient à faire élire trois maires et quelques conseillers municipaux, en particulier à Bogotá. Il s'allie avec d'autres formations en vue des élections de 2002. Aux élections à la Chambre, Gustavo Petro conserve le siège de représentant pour Bogotá (avec un peu moins de 80 000 voix, soit 4,9 % des voix dans la capitale), montrant que contrairement aux autres figures indépendantes de la vie politique colombienne, la mouvance créée autour d'Antonio Navarro réussit à élargir légèrement son importante popularité au-delà de sa simple personne. Aux élections sénatoriales, la liste menée par l'ancien n°2 du M-19 rassemble un peu plus de 210 000 voix aux élections sénatoriales, ce qui lui permet de faire élire un deuxième sénateur en plus de lui – 10 000 voix supplémentaires lui auront manqué pour en obtenir un troisième. Sa liste obtient le deuxième résultat au niveau national. Pour la première élection nationale à laquelle il se présente depuis son échec à l'élection présidentielle de 1994, Antonio Navarro obtient sensiblement le même nombre de voix que huit ans plus tôt.

Néanmoins, comme le montre le Tableau 10 la répartition de son électorat a connu un changement très important, et correspond désormais davantage à celui des dirigeants politiques indépendants, plutôt qu'à l'insolite carte électorale de l'ADM-19. Contrairement à 1994, son électorat est désormais extrêmement concentré dans les villes, et tout particulièrement dans la capitale, qui représente plus de 40 % de l'ensemble des voix qui se sont portées sur sa liste (ce taux a doublé depuis 1994). Il maintient également une influence certaine dans le Nariño, qui lui apporte un cinquième de son électorat total. Symétriquement, Antonio Navarro ne bénéficie plus de la bonne implantation de l'ADM-19 dans les départements caraïbes : il recueillait encore plus

---

<sup>834</sup> Lors de la même élection, son frère, Jorge Navarro, est élu représentant dans le Nariño.

de 8 % des voix dans l'Atlántico et 6,8 % dans la Guajira en 1994, il n'y est plus crédité respectivement que de 0,7 % et 0,2 % en 2002.

**Tableau 10 : Comparaison des résultats obtenus par Antonio Navarro à l'élection présidentielle de 1994 et à l'élection sénatoriale de 2002**

Seuls sont présentés les dix départements où le candidat a obtenu le plus de voix.

Élection présidentielle de 1994				Élection sénatoriale de 2002			
Département	(1)	(2)	(3)	Département	(1)	(2)	(3)
Bogotá	42297	4,66	19,30	Bogotá	87609	5,47	41,67
Atlántico	20887	8,06	9,53	Nariño	39328	11,27	18,70
Valle	19251	3,30	8,78	Valle	16792	1,81	7,99
Antioquia	15228	2,38	6,95	Cundinamarca	10740	1,98	5,11
Nariño	13577	6,66	6,19	Antioquia	10626	1,01	5,05
Santander	13300	3,87	6,07	Santander	5460	0,93	2,60
Cundinamarca	9903	3,26	4,52	Tolima	4918	1,54	2,34
Bolívar	8742	4,19	3,99	Atlántico	4071	0,66	1,94
Cauca	7808	5,47	3,56	Quindío	3110	1,73	1,48
Sucre	7327	5,59	3,34	Huila	2996	1,27	1,42
<i>Total National</i>	<i>219212</i>	<i>3,83</i>			<i>210264</i>	<i>2,30</i>	

(1) : Nombre de voix obtenues par Antonio Navarro dans le département

(2) : Pourcentage des voix d'Antonio Navarro par rapport à l'ensemble des voix exprimées dans le département

(3) : Pourcentage du résultat départemental par rapport au résultat national obtenu par Antonio Navarro

Enfin, aux élections présidentielles, ce mouvement politique présente et appuie la candidature indépendante du dirigeant syndical Luis Eduardo Garzón, dont la candidate à la vice-présidence est Vera Grabe<sup>835</sup>. La proximité entre les deux courants aboutit d'ailleurs à leur convergence dans la création en juillet 2003 du *Polo Democrático Independiente*, mouvement politique qui rassemble les figures indépendantes les plus critiques.

<sup>835</sup> Le résultat relativement décevant obtenu par le candidat indépendant (680 000 voix, soit 6,2 %) a confirmé ce qui est signalé en note 832 : la mouvance de l'électorat indépendant n'est ni homogène ni constante, et l'appui d'un mouvement politique indépendant à une candidature à la présidentielle ne garantit en rien un transfert des voix. Lors

Par ailleurs, quelques autres anciens cadres et dirigeants du M-19 parviennent à retrouver des postes élus, essentiellement en leur nom propre, avec diverses alliances politiques locales. Certaines relèvent de dynamiques locales, à l'instar du mandat de Luis Fernando Rincón, élu ADM-19 à la Chambre des Représentants pour le César (1991-1994), puis qui s'impose, sous une liste locale, à la mairie d'Aguachica (César) (1995-1997). Son action municipale demeure sans doute la plus médiatisée, par ses actions en faveur de la paix dans une zone particulièrement exposée, où sont présents plusieurs fronts de guérilla, des formations paramilitaires, et une importante présence militaire. Il organise ainsi une *Consulta popular* le 27 août 1995 en faveur de la paix. Son assassinat en août 2000 par des paramilitaires, lors de la campagne pour les élections municipales, a mis précipitamment fin à l'expérience politique locale sans doute la plus visible d'un ancien cadre du M-19. Moins médiatiques, d'autres figures de l'ancienne guérilla parviennent obtiennent des mandats locaux. Rosemberg Pabón a été élu maire de Yumbo (banlieue industrielle de Cali, Valle) (1998-2000)<sup>836</sup>, à la tête également d'une coalition locale ; la qualité de sa gestion municipale lui a valut de nombreux éloges. L'élection d'Everth Bustamante, à la mairie de Zipaquirá (Cundinamarca) (2001-03)<sup>837</sup> relève pour sa part davantage d'alliances locales avec les partis traditionnels.

---

de l'élection présidentielle de 2002, l'électorat indépendant s'est en réalité dispersé entre Luis Eduardo Garzón, l'autre candidate indépendante, Noemí Sanín qui a obtenu 5,8 % des voix, et surtout Alvaro Uribe.

<sup>836</sup> L'ancien commandant militaire de la prise de l'Ambassade de la République Dominicaine en 1980, y avait raté de peu l'élection municipale lors de la première participation électorale du M-19 en 1990. Constituant en 1990-1991, il est candidat au poste de gouverneur du Valle en 1991, où il obtient un peu plus de 70 000 voix (14 %). Il est élu maire de Yumbo en 1998. Il manque de peu d'être élu sénateur en 2002, comme numéro 3 de la liste d'Antonio Navarro.

<sup>837</sup> Impliqué dans des fonctions de représentation extérieure au sein du M-19, il est élu sénateur en 1991. Après 1994, il occupe des fonctions administratives dans les gouvernements locaux de la capitale et du département de Cundinamarca, tout en poursuivant une formation en économie régionale à la Universidad de los Andes.

## **2) Les anciennes guérillas dans les dédales institutionnels des programmes de réinsertion**

La difficulté d'exister pour l'ancienne guérilla démobilisée n'apparaît pas uniquement politique et électorale. Elle se reflète également sur les questions de la paix et de la réinsertion. Or la disparition politique de la ADM-19 à partir de 1994 va conduire à une situation où la seule présence institutionnelle des mouvements de guérilla est bornée aux questions de la réinsertion. Leur visibilité devient dès lors liée à la place occupée par ces thématiques au sein du dispositif institutionnel colombien. Le fait que « l'expérience de la réinsertion soit plus dramatique que celle de la guerre »<sup>838</sup> n'est pas valable seulement pour les membres des anciennes organisations de guérilla ; elle l'est également pour le devenir institutionnel de ces dernières.

Dans un pays où le conflit interne n'a cessé de s'intensifier pendant toute la décennie 1990, les membres des anciennes guérillas démobilisées parviennent difficilement à faire entendre leur voix. Les expériences de signature d'accords de paix avec certaines organisations de guérilla ont certes été partielles, et elles ont été émaillées d'innombrables erreurs et difficultés. Cela n'explique néanmoins pas l'oubli dans lequel elles sont tombées. En effet, la défaite électorale de l'ADM-19 en 1994 a semblé emporter avec elle l'ensemble de l'expérience des processus de démobilisation. Et ce qui était présenté au début de la décennie 1990 comme un exemple à reproduire ailleurs devient rapidement un modèle de négociation archaïque et dépassé qu'il convient de ne plus suivre. Non seulement la fenêtre d'opportunité que représentait la Constituante est close, mais surtout cette expérience est désormais perçue comme un obstacle pour tout nouveau processus de paix avec des guérillas encore en activité. La mémoire des processus de paix est rapidement ensevelie, et il faudra le labeur tenace de quelques travaux

---

<sup>838</sup> ALAPE (Arturo), « Procesos de reinserción de la insurgencia armada, la experiencia del EPL », in Procesos de paz y negociación en Colombia. *op. cit.*, p.15



académiques pour la restaurer<sup>839</sup>. Le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la démobilisation du M-19 est ainsi passé quasiment inaperçu. Si les initiatives et mobilisations nationales en faveur de la paix se multiplient en Colombie dans la deuxième moitié des années 1990 (à l'image au niveau national du *Mandato ciudadano por la paz* de 1997 ou de la *Asamblea permanente por la Paz*, et au niveau régional des actions dans le Magdalena Medio, dans l'Urabá, dans le Putumayo, entre autres), il est significatif que l'expérience et le rôle joué par les membres des anciens guérillas n'y soit pas de premier plan.

Cette marginalisation est particulièrement notoire sur la question de la réinsertion proprement dite<sup>840</sup>. Les questions pratiques relatives à la démilitarisation des anciens membres des guérillas vont certes garantir aux représentants des anciennes guérillas une certaine présence au sein de l'appareil institutionnel, mais celle-ci se révèle de plus en plus limitée et liée au bon vouloir de l'exécutif en place. Les accords avec les guérillas avaient en effet prévu un programme de réinsertion des anciens membres des organisations armées et des politiques de développement social dans les régions où les groupes armés avaient été présents – à l'exception, comme il a déjà été dit, de l'accord avec le M-19, du fait des circonstances particulières de sa démobilisation.

---

<sup>839</sup> Les ouvrages colombiens, déjà cités, portant sur les processus de démobilisation commencent à être publiés à partir de 1995, avec la publication la même année de deux ouvrages de mémoire militante, celui sur le M-19 (VILLAMIZAR (Darío), *Aquel 19 será*, *op. cit.*) et celui sur l'EPL (VILLARRAGA (Alvaro), PLAZAS (Nelson), *Para reconstruir los sueños*, *op. cit.*). En 1996, Rafael Pardo publie ses mémoires. En 1997, Darío Villamizar publie une chronique des différents processus de négociation (VILLAMIZAR (Darío), *Así se negoció*). Mais ce n'est qu'en 1999 qu'est publié le premier ouvrage académique, qui analyse la démobilisation et l'évolution politique des anciennes guérillas, Cf. PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), *De las armas a la política*, *op. cit.*

<sup>840</sup> Comme cela a été présenté dans l'introduction de cette thèse, le terme de réinsertion est ici employé pour rendre compte des programmes mis en œuvre pour faciliter le retour à la vie civile des membres des organisations de guérilla ayant signé la paix (aide au financement de projets économiques, formation, distributions de terres, etc.). En Colombie, ce processus n'a été étudié de manière systématique que pour les membres de l'EPL, et dans une moindre mesure pour ceux de la CRS, en particulier par une équipe de chercheurs comprenant Arturo Alape et Fabio Lopez de La Roche, cofinancé par le *Programa para la Reinserción* et la Fondation Progresar. Des éléments de cette recherche ont été publiés in LOPEZ DE LA ROCHE (Fabio), « La reinserción como construcción de una nueva forma de relación social », *Historia crítica*, 7, Janvier 1993, p.15-29, ALAPE (Arturo), « Procesos de reinserción de la insurgencia armada, la experiencia del EPL », p.24-30, in *Procesos de paz y negociación en Colombia*, *op. cit.* (suivi d'un commentaire de Tomás Concha), ALAPE (Arturo), « La reinserción del EPL : esperanza o frustración », *Colombia Internacional*, 36, octobre 1996, p.19-27 et dans LOPEZ DE LA ROCHE (Fabio), « Problemas y retos de

Sous la présidence Gaviria, le mécanisme institutionnel pensé pour l'exécution des programmes de réinsertion prévoit une importante participation des anciennes organisations de guérilla, chacune d'entre elles désormais représentées par une fondation<sup>841</sup>. Dès avril 1991, le gouvernement crée le *Consejo Nacional de Normalización*, instance collégiale où sont représentées les différentes fondations, chargée de coordonner la politique de réinsertion et d'évaluer ses résultats, ainsi que la *Oficina Nacional de Reinserción*, organe administratif chargé de la mise en œuvre des mesures visant à la réinsertion des membres des anciennes organisations de guérilla et qui va à son tour constituer 17 sections départementales. L'ensemble est placé dans un premier temps sous l'autorité directe de la Présidence, puis rapidement sous la responsabilité du *Plan Nacional de Rehabilitación*, nom donné depuis la présidence Barco à l'ensemble de la politique publique de développement social. Ces programmes s'adressent alors à environ 3400 membres des anciennes organisations de guérilla, 900 pour le M-19, 2100 pour l'EPL, 200 pour le PRT et 160 pour le *Quintín Lame*.

Cette décision, prise dans l'urgence, conduit en réalité à séparer trois aspects de la politique de paix menés jusqu'alors sous la seule responsabilité de la *Consejería de Paz*, et qui étaient à la base de la politique menée depuis le début de la Présidence Barco : la négociation directe avec les groupes de guérilla toujours en activité que mène encore la *Consejería*<sup>842</sup>, la réforme politique, discutée alors par la Constituante, dont les travaux ont commencé en février et enfin les aspects liés à la réinsertion, politiques sociales régionales et mesures individuelles sous la responsabilité de la nouvelle structure créée. Cette situation alimente au sein des groupes

---

los procesos de reinserción. Reflexiones generales apoyadas en el estudio de caso del EPL », p.147-174, in PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), *De las armas a la política*. *op. cit.*

<sup>841</sup> Ces fondations sont respectivement COMPAZ pour le M-19, *Progresar* pour l'EPL, *Corpadec* pour le PRT et *Sol y Tierra* pour le Quintín Lame.

<sup>842</sup> Cette date correspond au début des conversations avec la CGSB, pendant lesquelles le gouvernement va chercher à convaincre les organisations de guérilla d'intégrer la Constituante : le 1<sup>er</sup> mai 1991, l'occupation pacifique de l'Ambassade du Venezuela par des dirigeants de la CGSB conduit à l'ouverture des négociations, qui commencent le mois suivant à Caracas. La *Consejería de Paz*, sous la responsabilité de Jesús Antonio Bejarano, y joue un rôle de première ligne.

démobilisés une division des tâches qui va demeurer, entre, d'une part, les aspects politiques et électoraux, et d'autre part ceux relevant des questions de la réinsertion individuelle des anciens guérilleros.

Les premiers mois des programmes de réinsertion se révèlent chaotiques. De l'aveu même des responsables gouvernementaux chargés de réfléchir aux programmes de réinsertion, ceux-ci ont été largement improvisés, d'autant que les priorités des négociations entre gouvernements et guérillas portaient sur d'autres thèmes : « *Nous n'avions aucun autre exemple en Amérique de ce qu'était la réinsertion. Ici nous avons réincorporé des groupes à une société qui existait déjà. Nous avons du tout inventer. La seule référence que nous avions était le Zimbabwe. Dans le processus de négociation, le plus important est l'aspect politique, on ne traite pas de choses plus quotidiennes. La réinsertion est idéalisée, on pense qu'elle va se passer naturellement, on réfléchit davantage au futur de l'organisation, à comment appuyer la transition des structures militaires* »<sup>843</sup>. La mise en œuvre du programme est ralentie à la fois par les difficultés à coordonner des actions spécifiques au sein de programmes d'actions plus généraux concernant la politique sociale, par les lenteurs du déblocage des financements, par les obstacles mis par d'autres institutions officielles, nationales ou départementales, et en particulier par les forces de l'ordre<sup>844</sup>, mais également par les importantes difficultés d'organisation interne des fondations.

La situation du M-19 relève du cas extrême, puisque non seulement il n'existe aucun accord véritable du fait des circonstances particulières de sa démobilisation, mais en plus aucune mesure précise de réinsertion n'a été prévue, au-delà des amnisties individuelles. Par ailleurs l'organisation accorde une importance toute relative à cette question pendant les premiers mois

---

<sup>843</sup> Entretien avec un responsable du Programme de réinsertion.

<sup>844</sup> De nombreux incidents avec les forces de l'ordre émaillent à la fois le moment de la négociation et les premiers temps de l'application des accords. Quelques uns de ces incidents ont conduit à de sérieux accrochages, voire à des assassinats de militants des organisations de guérilla, dont les responsabilités n'ont jamais été réellement élucidées.

suivant sa légalisation. Les anciens membres du M-19 vont être de fait incorporés *a posteriori* au bénéfice du programme de réinsertion. Les autres organisations ont certes négocié dans les accords de paix des dispositions de réinsertion de plus en plus précise. Leur situation n'en est pas pour autant bien meilleure. Les mesures négociées l'ont été dans un contexte d'urgence pour des anciens combattants d'autant plus vulnérables que leur dépendance socio-économique envers leur organisation était plus grande<sup>845</sup>.

Éminemment transversales, les mesures à prendre relèvent à la fois des compétences des ministères de l'intérieur, de la justice, de la défense, du développement social, de l'éducation, et bien souvent de l'agriculture, et obligent à mobiliser rapidement des ressources financières et des mécanismes institutionnels, alors même que la situation des anciens membres des organisations de guérilla est dramatique. Les difficultés initiales de la mise en œuvre des programmes de réinsertion conduisent à réformer à plusieurs occasions le fonctionnement du dispositif.

Cette évolution s'inscrit dans un changement plus large de la politique de paix du gouvernement, dans les derniers mois de l'année 1991. La clôture des travaux de la Constituante et l'élection d'un nouveau Congrès mettent fin à la possibilité de reproduire avec les organisations de guérilla les plus importantes le mécanisme de négociation et d'intégration dans les institutions mis en place avec le M-19, l'EPL, le PRT et le *Quintín Lame*.

Le gouvernement donne alors une inflexion différente à sa politique de paix. Horacio Serpa devient le principal négociateur du gouvernement avec la CGSB et donne ainsi un tonalité

---

<sup>845</sup> Une recension d'ensemble de la situation socio-économique des membres des anciennes guérillas n'a été menée que pour l'EPL et la CRS. En effet, la réinsertion des anciens membres de l'EPL a fait l'objet d'une large recherche, menée de pair par le CINEP et le *Programa para la Reinserción*. Deux présentations différentes apparaissent in URIBE (María Victoria), *Ni canto de gloria ni canto fúnebre, el regreso del EPL a la vida civil*. Bogotá : CINEP, 1994, 59 p. et LOPEZ DE LA ROCHE (Fabio), « Problemas y retos de los procesos de reinserción, reflexiones generales apoyadas en el estudio del caso del EPL », p.147-174, in PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), *De las armas a la política*, *op. cit.* La comparaison avec les autres groupes relève davantage de l'extrapolation ; mais il est possible d'affirmer que du fait des structures et des pratiques militantes de leur organisation, en moyenne les membres du M-19 étaient plus urbains, mieux formés, mieux intégrés dans la société colombienne que ceux des autres groupes, plus isolés et dépendants de leur organisation. Le cas du *Quintín Lame* est très particulier, l'organisation ayant pratiqué une incorporation temporaire et cyclique de ses membres.

plus politique aux discussions<sup>846</sup>. Parallèlement, le Président décide de la création du *Programa Presidencial para la Reinserción*, qui est mis sous la responsabilité de la *Consejería Presidencial para la Política Social*, nouvellement créée. L'objectif est double : en plaçant à nouveau les programmes de réinsertion sous la responsabilité directe de l'exécutif, il cherche à rendre plus agiles les décisions prises et à rendre plus visibles le dispositif dans son ensemble, et la place accordée aux anciennes organisations de guérilla en particulier ; mais en nommant deux chefs d'entreprise<sup>847</sup> à la tête des deux instances, il montre la voie d'une approche plus gestionnaire dans le traitement des programmes de réinsertion.

Le couplage apparent entre politique de paix et mécanismes de réinsertion est néanmoins passager. L'échec des conversations de Tlaxcala entre le gouvernement et la CGSB, en mai 1992, les déclarations des deux parties affirmant que seule une solution militaire est envisageable, les offensives de grande ampleur de la guérilla dès septembre, l'annonce par le gouvernement d'une guerre ouverte contre la guérilla en novembre et le retrait conséquent de la ADM-19 du gouvernement conduisent à réduire l'importance politique accordée aux questions relatives à la réinsertion. Dès la fin 1992, le *Programa para la Reinserción* cesse dès lors de dépendre de la Présidence pour retrouver définitivement le giron de la politique sociale générale, et du *Plan Nacional de Rehabilitación*. À partir de ce moment, cette politique perd progressivement de sa spécificité, ce dont témoigne le fait que les mesures adoptées se confondent de plus en plus avec celles de la politique sociale générale.

Les errements institutionnels du programme destiné à aider à la réinsertion des membres des anciennes organisations de guérilla n'ont pas contribué à sa consolidation et à la réussite des politiques mises en œuvre. Les problèmes de financement, d'accompagnement technique, de

---

<sup>846</sup> Les négociations avec la CGSB et leur lien avec l'évolution du processus de réforme politique sont analysés dans le chapitre suivant.

<sup>847</sup> Respectivement Gilberto Echeverry à la *Consejería* et Jhon Gómez Restrepo au *Programa Presidencial para la Reinserción*. Gilberto Echeverry est remplacé en septembre 1992 par Alejandro Linares.

viabilité des projets entrepris demeurent. Les discussions entre le gouvernement et les fondations des anciennes guérillas contribuent à donner un nouveau souffle aux programmes de réinsertion.

En mai 1993, le gouvernement et les fondations créées par chaque organisation<sup>848</sup> signent un *Pacto para la consolidación de las acuerdos de paz*. Dans un contexte déconnecté du conflit interne, le texte cherche à améliorer le fonctionnement des programmes de réinsertion. S'il ne se traduit par aucun engagement concret, il prévoit néanmoins de renforcer les mécanismes de concertation initialement prévus et cherche à introduire des priorités de financement pour certaines actions spécifiques. La signature de ce nouveau texte est surtout l'occasion pour le gouvernement d'affirmer l'importance de sa relation avec les fondations issues des anciennes guérillas, alors même que la ADM-19 prépare les élections de 1994.

La fin de la présidence Gaviria n'implique pas de réelle modifications pour ce programme<sup>849</sup>, hormis la signature de trois accords de démobilisation supplémentaires, avec la *Corriente de Renovación Socialista* en avril 1994, avec les *Milicias de Medellín* en mai, avec le *Frente Francisco Garnica* en juin, qui au total représentent 1500 combattants. Bien que ces accords soient signés en période électorale, leur visibilité va être assez faible, du fait de la polarisation du débat politique entre les deux tours de l'élection présidentielle sur la possibilité de parvenir à une paix durable avec les organisations de guérilla les plus importantes.

Peu après son élection à la Présidence, Ernesto Samper confirme la division établie entre négociation de la paix et gestion des accords signés. Sur le premier aspect, il procède à un renouvellement de fond en comble des politiques menées par son prédécesseur. La *Consejería para la Paz* disparaît. Elle est remplacée par la *Oficina del Alto Comisionado para la Paz*, confiée à Carlos Holmes Trujillo et composée essentiellement d'universitaires un peu atypiques

---

<sup>848</sup> Aux quatre groupes initiaux se sont rajoutés les *Comandos Ernesto Rojas*, petit détachement urbain de guérilla, qui faisait partie de l'EPL, et n'avait été ni intégré dans l'accord avec l'EPL, ni participé à la scission. Ils signent un accord avec le gouvernement le 20 mars 1992.

dans le monde académique et n'ayant pas par ailleurs d'expérience politique en la matière<sup>850</sup>, à laquelle participent quelques anciens cadres de la guérilla démobilisée, en particulier de l'EPL. Par contre sur le second, la continuité avec les décisions prises par son prédécesseur est assumée par le nouveau Président : le *Programa para la Reinserción* est maintenu, désormais rattaché à la *Red de Solidaridad Social*, qui succède au *Plan Nacional de Rehabilitación* comme lieu d'élaboration et de mise en œuvre de la politique sociale, thématique que le nouvel élu entend particulièrement promouvoir. Afin d'assurer la continuité de son action, la direction du programme est confiée à Tomás Concha, qui avait participé par le passé à l'équipe de la *Consejería de Paz*.

La signature de trois accords de démobilisation donne au Programme un nouveau souffle, avec l'ajout de 1500 bénéficiaires, et de tâches différentes en fonction des dispositions accordées. L'accord avec la CRS se fait sur un modèle semblable à celui des quatre premières organisations ; ce groupe obtient deux sièges à la Chambre des représentants pour la législature 1994-1998, et l'engagement du gouvernement sur des politiques de développement régional et sur les mesures de réinsertion pour environ 700 membres. Par contre, celui avec les *Milicias de Medellín* comporte, pour leurs 650 membres, un aspect inédit de transformation des structures miliciennes en coopératives de sécurité, destinées à patrouiller dans les quartiers populaires de la périphérie de Medellín et à faire le lien entre population et forces de l'ordre<sup>851</sup>.

---

<sup>849</sup> Pour un bilan institutionnel de la politique de réinsertion sous la présidence de Cesar Gaviria, Cf. PNR, *El programa de reinserción en Colombia : 1990-1994, Balance de un proceso*. Bogotá : 1994, 94 p.

<sup>850</sup> À l'image de personnes comme Daniel Garcia-Peña ou Alfredo Molano, connu pour ses travaux sur l'histoire orale de la violence.

<sup>851</sup> Les Milices de Medellín étaient initialement une tentative de l'ELN d'organiser des milices de guérilla urbaine dans les banlieues populaires de Medellín, qui n'ont jamais atteint un niveau de développement important. Trois d'entre elles négocient avec le gouvernement un accord de démobilisation. Il s'agit de la seule expérience en Colombie de transformation d'anciens guérilleros en membres de forces de l'ordre, bien qu'il s'agisse ici davantage de forces supplétives que de véritables unités de police. L'expérience ne se révélera pas vraiment comme une réussite. Cf. JARAMILLO (Ana María), *Milicias populares en Medellín : entre la guerra y la paz*. Medellín : Corporación Región, 1994, 38 p. et JARAMILLO (Carlos Eduardo), « Las milicias de Medellín, reflexiones iniciales sobre el proceso de negociación », *Colombia Internacional*, 36, octobre 1996, p.9-15.

Parallèlement à la gestion de la réinsertion des combattants issus des trois groupes récemment démobilisés, le Programme met en œuvre une importante action de diffusion de l'expérience colombienne en la matière, en particulier à l'étranger, en lien direct avec les fondations. Entre le directeur du programme, ancien des équipes de négociation depuis la présidence Barco et les responsables des fondations issues des guérillas démobilisées, en particulier les quatre premières, s'établit une connivence de fait, tous ayant partagé une expérience de négociation et de réintégration de guérillas qui semble désormais anachronique, vouée à être remplacée soit par une stratégie de guerre ouverte soit par des négociations partielles et thématiques. Pendant la présidence Samper le *Programa presidencial para la reinsertión* se transforme progressivement en une véritable « administration militante »<sup>852</sup> à son échelle, sous la bienveillante autorité de Eduardo Díaz Uribe, alors directeur de la *Red de Solidaridad Social* et qui avait été, sous la Présidence Barco, directeur du *Plan Nacional de Rehabilitación*, et avait à ce titre accompagné le début du processus de négociation avec le M-19.

C'est en effet de ce moment que date un important travail de réflexion sur les processus passés, en lien direct avec les fondations issues des anciennes guérillas, au sein des publications internes du Programme, comme la revue *Bitácora*, lieu de discussion et de débats sur les expériences de réinsertion, de la réédition de textes relatifs aux accords de paix<sup>853</sup>, ou de la mise en place de l'*Observatorio para la Paz*. Ces actions se cristallisent dans le soutien de publications sur l'histoire de ces négociations<sup>854</sup>, ou dans un soutien actif et une présence

---

<sup>852</sup> Dans un contexte institutionnel totalement différent, Calliope Spanou a forgé cette expression pour rendre compte de l'expérience des administrations publiques françaises chargées de domaines investis par les nouveaux mouvements sociaux (environnement, droits de la femme, droits des consommateurs), où l'administration chargée de ces questions prend souvent appui sur les associations militantes afin d'asseoir son influence dans le cadre institutionnel, face à des administrations plus anciennes et plus importantes. Cf. SPANOU (Calliope), *Fonctionnaires et militants*. Paris : L'Harmattan, 1991, 314 p.

<sup>853</sup> À l'image de la brochure *Acuerdos de Paz* qui reproduit les textes des huit accords signés avec les organisations de guérilla, ainsi que le *Pacto para la consolidación de los Acuerdos de Paz*.

<sup>854</sup> En plus d'un appui important aux deux ouvrages déjà cités relatifs à l'histoire du M-19 et de l'EPL (respectivement VILLAMIZAR (Darío), *Aquel 19 será*, op. cit. et VILLARRAGA (Alvaro), PLAZAS (Nelson), *Para reconstruir los sueños*. op. cit), le Programme collabore activement avec le *Centro de documentación para la*



institutionnelle à des colloques organisés en Colombie sur l'analyse de l'expérience colombienne<sup>855</sup>.

Pendant cette période, les débats académiques sur la sociologie de la violence et sur l'analyse des politiques de paix évoluent en effet vers une approche davantage centrée sur la négociation et la résolution négociée du conflit armé interne. Cette orientation est manifeste dans les travaux de Jesús Antonio Bejarano ou de Pedro Valenzuela, déjà cités, dans différents ouvrages publiés par le CINEP<sup>856</sup>, dans les travaux du Projet sur les processus de paix comparés en Amérique latine du *Woodrow Wilson International Center for Scholars*, déjà évoqué précédemment, qui tient sa rencontre à Bogotá en juin 1996<sup>857</sup> ou encore à l'occasion de la table ronde d'août 1997 sur les processus de paix lors du 10<sup>ème</sup> Congrès d'Histoire de Colombie qui donne son origine à l'ouvrage *De las armas a la política* déjà mentionné. Or l'action du *Programa para la Reinserción* apparaît comme une contribution institutionnelle à cette évolution, soutenant, participant et apportant son témoignage à la plupart de ces initiatives. Cette action de diffusion permet aux fondations issues des guérillas démobilisées de participer à l'évolution de la réflexion sur ces questions. Mais leur présence reste soumise aux aléas de la conception par le pouvoir en place du rôle des politiques de réinsertion.

---

*paz*, émanation du COMPAZ, la fondation issue du M-19, à la réalisation d'ouvrages sur certaines figures de la lutte armées (VILLAMIZAR (Darío), *Jaime Bateman : profeta de la paz*. Bogotá : Compaz, 1995, 421 p.) ou sur l'histoire de la négociation avec les différents groupes (VILLAMIZAR (Darío), *Así se negoció*).

<sup>855</sup> Le Programme co-organise avec l'ONG espagnole *Centro de Investigación para la Paz* une rencontre internationale dont les actes sont publiés in *Paz y guerra en conflictos de baja intensidad : El caso colombiano*. Bogotá : Programa para la Reinserción, 1996, 307 p.

<sup>856</sup> L'intérêt du CINEP pour l'analyse du conflit armé et du processus de paix colombien et la publication d'ouvrages sur ces questions est bien plus ancien. Mais la période 1994-1997 est assez fertile en travaux soit sur l'étude détaillée des processus de paix colombiens, soit sur la comparaison avec les cas centraméricaines. Cette orientation est due en partie au soutien d'ONG françaises, comme le CCFD et la FPH. Un exemple particulièrement illustratif est *De la Guerra a la paz, experiencias latinoamericanas*, *op. cit.*, publié en 1995, actes d'une rencontre tenue à Villa de Leyva en 1994.

<sup>857</sup> Les actes de la réunion de Bogotá ont été publiés in *Procesos de paz y negociación en Colombia*. *op. cit.*, sous la forme de résumés. Un nombre significatif des contributions académiques à cette rencontre ont été publiés sous forme plus scientifique quelques mois plus tard dans un numéro de *Colombia Internacional* (36, octobre 1996) entièrement consacré à l'étude des processus de paix en Colombie.

En effet la politique de réinsertion initiée en 1990-1991 s'épuise progressivement par la réduction des effectifs à qui elle est censée s'adresser. Les mesures mises en œuvre s'intègrent de plus en plus dans les dispositifs de droit commun de la politique sociale ; cette orientation est ratifiée par chacun des présidents successifs. À cette banalisation succède une réorientation totale du dispositif institutionnel, qui s'adresse désormais aux membres de groupes de guérilla encore actifs qui auraient décidé individuellement de remettre leurs armes aux pouvoirs publics. En 1997, Ernesto Samper fait voter une loi sur la démobilisation volontaire qui oriente de manière déterminante l'action du programme de réinsertion vers cette nouvelle optique. Andrés Pastrana renforce cette orientation : le programme devient la nouvelle *Dirección general de reinserción*, désormais rattachée au Ministère de l'Intérieur. Gloria Quiceno, ancienne membre du M-19, élue ADM-19 à la Chambre des représentants pour l'Antioquia de 1991 à 1994, en devient la directrice et oriente l'action de ce dispositif vers la réinsertion volontaire des membres des FARC ou de l'ELN qui auraient décidé volontairement et individuellement de quitter les organisations de guérillas. Avec l'accession à la présidence d'Alvaro Uribe, l'action de ce programme est portée exclusivement sur le programme de démobilisation volontaire : elle se double de mesures prises par l'armée dans le même sens, et constitue l'un des axes centraux de la communication présidentielle en matière de politiques de paix<sup>858</sup>.

Cette inflexion des programmes publics de réinsertion a pour corollaire de marginaliser les fondations issues des guérillas démobilisées, qui n'ont désormais plus de place dans les nouvelles orientations prises par les politiques officielles de réinsertion. Désormais livrées à elles-mêmes, elles évoluent rapidement vers des situations internes particulièrement critiques, à l'image du devenir politique des partis surgis des anciennes guérillas.

---

<sup>858</sup> Cette orientation est justifiée par le faible coût financier de la politique de démobilisation volontaire par rapport aux bénéfices attendus : Cf. PINTO BORREGO (María Eugenia), VERGARA BALLEEN (Andrés), LAHUERTA PERCIPIANO (Yilberto), Diagnóstico del programa de reinserción en Colombia : mecanismos para incentivar la

*B. AU SALVADOR, L'INCROYABLE SURVIE DU FMLN*

Plus encore qu'en Colombie, la guérilla salvadorienne a mobilisé pendant une douzaine d'années l'ensemble des ressources dont elle disposait au service de la lutte armée révolutionnaire. Au moment de la signature des accords de paix, il ne s'agit dès lors pas simplement de démobiliser quelques milliers de combattants et de transformer une organisation politico-militaire clandestine en un parti politique légal. Le FMLN doit modifier une vision des rapports avec d'autres organisations, syndicats, mouvements sociaux, organisations non gouvernementales, voire comités de solidarité à l'étranger, qu'il s'agit de repenser, puisque l'ensemble de ce dispositif a été conçu exclusivement pendant la guerre civile pour contribuer à la victoire de la lutte armée. C'est l'ensemble d'un univers politique qu'il convient de modifier. Et ce changement est d'autant plus important à comprendre que, comme cela a été étudié dans les chapitres antérieurs, la guérilla s'est appuyée sur une très forte mobilisation politique et sociale de ses partisans pendant la période de lutte armée. Plus que la mobilisation sociale en elle-même, et son influence ou non sur la démocratisation, ce sont ici les formes de relation entre le parti politique issu de la guérilla et ces mobilisations qui apparaissent importantes à analyser, pour comprendre les dynamiques nouvelles surgies à l'aune du processus conjoint de démilitarisation et de démocratisation. Mais afin de maintenir la comparaison avec le cas colombien, il s'agit dans ce chapitre de comprendre d'une part, l'évolution proprement électorale, et d'autre part le suivi de la réinsertion. Les relations entre le nouveau parti et l'ensemble de son environnement, en particulier syndicats et organisations non gouvernementales sont étudiées dans le chapitre suivant.

Or, comme en Colombie, la priorité de l'ancienne guérilla est d'abord et avant tout donnée à la création du parti politique et à la préparation des élections. Au nom du fait que ce qui n'a pas pu être obtenu dans la négociation pourra l'être après la victoire électorale, nationale ou locale, ou du moins après l'obtention d'un groupe parlementaire significatif, l'effort est porté vers la création du parti. Dans un premier temps, la subordination des liens avec d'autres organisations est maintenue au nom de la priorité donnée au fait de parvenir au pouvoir. La période qui suit immédiatement les élections de 1994 apparaît comme un moment de questionnement sur cette situation : au sein du parti, les divisions internes vont conduire ceux qui y restent à perpétuer l'idée que la priorité doit être donnée à la consolidation interne du parti. Le bon résultat obtenu aux élections législatives et municipales de 1997 vient conforter cette stratégie. Mais, à l'image des actions autour de la réinsertion, des mobilisations sociales autonomes d'organisations autrefois subordonnées au FMLN se développent, ou des thématiques nouvelles apparaissent, qui critiquent l'action du parti : celui-ci entend les contrôler ou les intégrer, mais avec de sérieuses difficultés, montrant ainsi que ces mouvements s'inscrivent désormais dans une logique d'autonomie vis-à-vis du parti.

Il est certain que la transformation d'un « écosystème révolutionnaire » conçu pour la lutte armée en un parti politique dans des institutions démocratiques suppose la normalisation du rôle et de la place de ce parti, et la progressive autonomisation des formes de mobilisation autres que celles purement électorales. Néanmoins, l'héritage des pratiques issues de la guerre civile demeure présent, et la lente évolution des relations entre le parti politique et les autres formes de mobilisation sociale témoignent des difficultés d'une transformation progressive de l'ancienne guérilla<sup>859</sup>.

---

<sup>859</sup> À l'image de l'intérêt porté par la communauté internationale à la situation politique du Salvador, le nombre d'études académiques portant sur le Salvador de l'après 1994 a fortement diminué par rapport à l'intense production sur la période de la guerre et de l'intervention des États-Unis ou sur celle de la résolution du conflit sous l'égide des Nations unies. Les quelques travaux existants portent sur l'analyse de conjonctures politiques à la suite d'élections, et

### 1) Le FMLN au défi de la démocratie, l'affirmation d'un parti capable de contester le pouvoir à ARENA

À l'issue des élections de 1994 puis du départ des principaux dirigeants de l'ERP et de la RN, le FMLN se transforme progressivement en un parti politique où les héritages de la période de la lutte armée et de la clandestinité s'estompent. Si les identités organisationnelles internes demeurent influentes, elles vont être, sinon remplacées, du moins complétées peu à peu par une ligne de fracture entre les secteurs les plus « orthodoxes » et ceux plus « rénovateurs ». Ces deux secteurs n'étant que partiellement formalisés en tendances internes du parti, leur appellation correspond davantage à une pratique médiatique qu'à une réalité institutionnelle – seul, en effet, le courant « orthodoxe » s'était structuré en une tendance organisée au sein du parti. Sur le plan idéologique, les deux courants sont séparés par la volonté de considérer le parti comme social-démocrate pour les « rénovateurs », comme ouvertement socialiste, voire révolutionnaire, pour les « orthodoxes ». Sur le plan tactique, les secteurs plus modérés sont plus disposés à rechercher des ouvertures et des alliances au-delà du parti, en particulier vers le centre-gauche, même si cette volonté existe également au sein du secteur le plus orthodoxe. Mais les distinctions sont autant, sinon plus, des conflits entre personnes, en particulier entre Salvador Sánchez Cerén et Facundo Guardado, qu'entre lignes politiques différentes<sup>860</sup>.

Par ailleurs, si le conflit interne s'est polarisé sur l'opposition entre ces deux groupes, ils ne résument pas à eux seuls tout le FMLN où existent d'autres sensibilités non alignées à l'un ou l'autre des deux tendances principales. De même, si les pratiques et les relations héritées de la

---

plus rarement sur le devenir des anciens membres de la guérilla. Pour ce qui concerne l'intérêt académique porté au Salvador, la situation semble être redevenue semblable à l'avant 1979, lorsque le constat pouvait être fait que le Salvador était le pays latino-américain le moins étudié par la communauté académique des États-Unis (cité *in* WIARDA (Howard), KLINE (Harvey), Latin American politics and development. Boulder : Westview, édition de 1979).

<sup>860</sup> Cette opposition est symptomatique de l'évolution des lignes de clivage interne, où les allégeances et les fidélités aux commandements hiérarchiques et historiques au sein de chaque organisation de guérilla tendent à être moins

période de la guerre continuent à marquer la vie du parti, avec des disputes internes particulièrement vives, et quelques scissions individuelles, la généralisation de la compétition électorale et du pluralisme conduisent à certaines évolutions, comme l'investiture des candidats par les militants, et favorisent l'émergence de figures internes au sein du parti qui n'ont pas directement participé à la guérilla. Enfin, le FMLN remédie à sa faible visibilité au niveau latino-américain, en accueillant, à San Salvador en juillet 1996, la 6<sup>ème</sup> rencontre du *Foro de São Paulo*, rassemblement des partis et mouvements de la gauche latino-américaine<sup>861</sup>.

Le fait que le FMLN apparaisse de plus en plus comme l'alternative la plus crédible au gouvernement d'ARENA se trouve renforcé par la perte de popularité dont pâtit le gouvernement d'Armando Calderón Sol, miné par plusieurs cas de corruption, et par la crise larvée de la Démocratie chrétienne. De ce fait, les élections qui suivent montrent que le FMLN évolue du statut de deuxième force politique du pays largement distancée par ARENA en 1994 à une situation où il peut désormais faire jeu égal avec le principal parti de droite. Certes les pratiques héritées de la guerre et de la clandestinité continuent à marquer les disputes internes du parti, mais elles entraînent également des effets paradoxaux : ayant fonctionné pendant toute la guerre avec une direction collégiale, représentant la diversité de ses composantes, le FMLN n'a jamais compté sur un chef incontestable, apte à représenter l'ensemble du mouvement. De ce fait, à la différence du FSLN au Nicaragua, et de la place prépondérante occupée par Daniel Ortega, le nouveau FMLN, transformé en parti politique, semble dans l'incapacité chronique de se doter d'un seul dirigeant, charismatique et incontesté, et se structure autour de figures plus ou moins importantes dont aucune n'exerce un ascendant sur l'ensemble du parti. Cette situation le met en

---

prégnants qu'auparavant : en effet, tous deux s'étaient disputés le commandement militaire des FPL, assumé par Salvador Sánchez Cerén depuis le suicide de Salvador Cayetano Carpio

<sup>861</sup> Malgré cela, l'évolution récente du FMLN demeure relativement méconnue hors du pays, y compris au sein des mouvements de gauche latino-américains, dont certains sont parvenus récemment à une forte médiatisation, en particulier grâce à leur intégration dans le mouvement alter-mondialiste. Au vu de l'intense activité diplomatique du

position de faiblesse pour la préparation du scrutin présidentiel, comme cela a été le cas en 1999, et pourrait l'être en 2004, mais lui permet de retrouver son unité à l'occasion de scrutins de liste, comme les élections législatives et municipales de 1997, 2000 et 2003.

C'est ainsi qu'aux élections législatives et municipales de 1997, et à la surprise d'un grand nombre d'observateurs, le FMLN connaît une très importante progression, de plus de 11 points de pourcentage, et parvient à talonner ARENA qui connaît une baisse d'ampleur similaire<sup>862</sup>. Alors qu'en 1994, ARENA a obtenu plus du double des voix que le FMLN, les deux partis ne sont désormais séparés que par 40 000 voix, ARENA obtenant 35,4 % et 28 députés contre 33,0 % et 27 députés pour le FMLN. Dans un contexte de participation faible (60 % d'abstention), la polarisation de la vie politique entre ARENA et le FMLN s'avère d'autant plus manifeste que la Démocratie chrétienne s'est présentée divisée<sup>863</sup> et que les petits partis de gauche sont marginalisés : *Convergencia Democrática* ne rallie que 3,5 % des suffrages et le *Partido Demócrata* est balayé de la scène électorale avec seulement 1,2 % des voix<sup>864</sup>. La progression électorale est d'autant plus éloquente qu'elle se produit de manière égale sur l'ensemble du pays : le FMLN progresse par rapport au résultat obtenu aux élections législatives de 1994 d'entre 9 et 15 points de pourcentage dans tous les départements, sans distinction d'une

---

FMLN pendant la guerre, et de son réseau de comités de soutien de par le monde, cette situation apparaît comme assez paradoxale.

<sup>862</sup> Sur les élections de 1997, Cf. MASSÉ (Frédéric), « La situation politique au Salvador après les élections de 1997 », *Problèmes d'Amérique latine*, 30, juillet 1998, p.93-106 et MONTGOMERY (Tommy Sue), « El Salvador's extraordinary elections », *LASA Forum*, printemps 1997. Les résultats nationaux des élections législatives de 1997, 1999 et 2003 et de l'élection présidentielle de 2003 sont présentés dans le Tableau 11 page 529.

<sup>863</sup> Les luttes pour le contrôle de l'appareil du PDC ont été si vives avant l'élection de 1997 que c'est le Tribunal électoral qui a dû trancher, provoquant une importante scission de l'aile la plus à gauche du parti. Le PDC obtient 8,3 % des voix et 9 députés. La scission, le PRSC, 3,6 % et 3 députés. L'ensemble de la mouvance démocrate-chrétienne, officielle et dissidente, perd un tiers de son électorat par rapport à 1994.

<sup>864</sup> La CD obtient 2 sièges ; le PD, qui avait concouru en alliance avec le PDC dans quatre départements, en obtient un seul (Juan Ramón Medrano dans le département de San Miguel). Par ailleurs, le PD obtient une seule municipalité, dans le Morazán. Le PD paye de ce fait sa stratégie de rupture avec le FMLN, et sa politique de recherches d'alliances très variées (d'abord avec ARENA dans le cadre de pactes de gouvernement, puis avec le PDC pour les élections de 1997). Ayant perdu la possibilité légale de continuer à se présenter (fixée par la législation électorale à 3 %), le PD se dissout.

présence active ou non de la guérilla pendant la période de la guerre civile, à l'exception de La Unión (+ 4,9 points), bastion traditionnel de la droite et du PDC, et surtout du Morazán<sup>865</sup>.

Les élections municipales confirment cette progression. Tirant les leçons de l'élection de 1994, le FMLN a la plupart du temps présenté des candidats choisis par les militants locaux, et n'a pas hésité à recourir à des alliances à configurations diverses, généralement avec la CD, parfois avec l'une ou l'autre des factions démocrates-chrétiennes. Si ARENA conserve 162 municipalités, le FMLN l'emporte dans 54 d'entre elles et surtout s'impose dans 9 des 10 villes les plus peuplées du pays, dont la capitale, et dans 6 capitales départementales, administrant de ce fait au niveau municipal plus de la moitié de la population du pays. Une quinzaine d'autres villes auraient pu être gagnées si le FMLN s'y était présenté en coalition avec la CD, à l'image de San Miguel, Ahuachapán et San Francisco Gotera, toutes trois capitales départementales. Héctor Silva devient maire de San Salvador<sup>866</sup>. Le choix de candidats nouveaux, pour la plupart ayant une bonne implantation locale, dont l'intégration au parti est récente, témoigne d'une volonté d'ouverture ; cette pratique n'ira pas sans désagréments pour le FMLN, puisque ces nouveaux élus, sans liens anciens d'allégeances, n'hésiteront pas, pour certains d'entre eux, à quitter le parti au premier désaccord avec ses instances dirigeantes.

Cette progression électorale permet au FMLN d'entretenir des espoirs de remporter l'élection présidentielle de 1999, ce qui contribue à renforcer les rivalités politiques au sein de

---

<sup>865</sup> L'ancien bastion de l'ERP pendant la guerre est le seul département où le vote pour le FMLN régresse (14,9 %, soit -0,9 point de pourcentage). Dans un département où le vote pour l'ancienne guérilla avait été faible en 1994, le PD obtient un résultat significatif (7,7 %) limitant d'autant la progression du FMLN. Le bon résultat d'ARENA (37,1 %), le succès d'un parti évangéliste (15 %), le maintien du PDC à un niveau supérieur à son résultat national (13,4 %), témoignent du fractionnement politique de ce département. Si le résultat du PD n'est pas négligeable, il est néanmoins insuffisant pour assurer la pérennité de ses structures organisationnelles et partisans, y compris dans le département. Aux élections suivantes, ses électeurs se porteront soit sur le FMLN, soit sur le PDC (avec qui le PD va faire alliance), soit sur l'abstention.

<sup>866</sup> Héctor Silva a été membre de l'aile gauche du PDC dans les années soixante-dix, puis avait rejoint le FDR en mars 1980 après l'assassinat de Mario Zamora. Il a vécu hors du pays pendant la guerre, puis est revenu au Salvador avec Guillermo Ungo. Elu député de la CD de 1991 à 1994, il a travaillé comme médecin dans les quartiers populaires de la capitale. Sur la gestion municipale du FMLN à partir de 1997, et en particulier à San Salvador, Cf. DIAZ (Nidia), « El buen gobierno, el reto de la izquierda en El Salvador », p. 111-132, in STOLOWICZ (Beatriz), *Gobiernos de izquierda en América Latina, le desafío del cambio*. Mexico : UAM, Plaza y Valdes, 2001, 211 p.



l'ancien bloc révolutionnaire<sup>867</sup>, et à raviver les ambitions personnelles au sein du FMLN. Au terme de discussions très vives et d'un scrutin très serré lors de la 5<sup>e</sup> convention nationale du parti de décembre 1997, deux des figures tutélaires du camp « orthodoxe », Salvador Sánchez Cerén et Shafick Handal, sont écartées des postes de direction au profit de Facundo Guardado, principal dirigeant du courant « réformateur » qui s'impose comme coordinateur.

L'alternance interne atteste de la relative évolution du parti, puisque la fracture entre « orthodoxes » et « réformistes » ignore désormais le clivage de la participation ou non à la guerre civile, et celui de l'appartenance à tel ou tel ancien groupe de guérilla ; elle permet par ailleurs l'accession d'une proportion plus importante de femmes, et de personnalités n'ayant pas participé directement à la lutte armée à des postes de responsabilité.

Pourtant, les disputes et les tensions internes, toujours présentes, vont transformer le processus de sélection d'un candidat à l'élection présidentielle en un parcours chaotique, dévastateur en interne. Après de nombreux mois de disputes entre les secteurs « orthodoxes » et les dirigeants « réformateurs », après trois conventions des délégués du parti n'ayant abouti à rien, et après l'éviction, sous différents prétextes de procédure, de personnalités susceptibles d'incarner une filiation moins directe avec les années de lutte armée<sup>868</sup>, le choix se porte sur la formule Facundo Guardado – Nidia Díaz. Paradoxalement, le fragile contrôle des « rénovateurs » sur les instances de direction se traduit par le sacrifice de la recherche de solutions d'ouverture, auxquelles ils sont plutôt favorables, au profit de solutions bancales assurant la cohésion du parti, et par l'augmentation des conflits de procédure et de réglementation interne, aux dépens d'un débat programmatique.

---

<sup>867</sup> À la fin 1997, *Convergencia Democrática* va rompre son alliance nationale avec le FMLN en vue d'une action autonome, et se transforme, avec l'appui de quelques cadres venant du PD, en *Centro Democrático Unido* (CDU), pour parrainer une nouvelle candidature de Rubén Zamora.

<sup>868</sup> Plusieurs candidats avaient été pressentis, les « rénovateurs » appuyant Héctor Dada ou particulièrement Héctor Silva, les secteurs « orthodoxes », Salvador Arias, connu pour son travail auprès des syndicats paysans, ou Victoria de Avilés dont la gestion à la tête de la nouvelle *Procuraduría para los Derechos Humanos* avait été remarquée.

**Tableau 11 : Résultats des élections au Salvador de 1997 à 2003****16 MARS 1997****Élections législatives**

Abstention: 60 %

Parti	Voix	%	Sièges
ARENA	396301	35,39	28
MU	25244	2,25	1
PCN	97362	8,69	11
PLD	35279	3,15	1
PRSC	40039	3,57	3
PDC	93645	8,35	11*
CD	39145	3,49	2
FMLN	369709	32,1	27

Autres : PD : 1,2 %, MSN: 0,6 %, PL : 0,2 %

\* : le PDC obtient 7 députés seul, et 4 en coalition avec le PD (dont 3 du PDC et 1 du PD)

**19 MARS 1999****Élections présidentielles (1<sup>er</sup> tour)**

Abstention: 47,7 %

Candidat (Parti)	Voix	%
Francisco FLORES (ARENA)	614268	51,96
Hernan CONTRERAS (PCN)	45140	3,82
Salvador NELSON (LIDER)	19269	1,63
Rodolfo PARKER (PDC)	67207	5,68
Ruben ZAMORA (CDU)	88640	7,50
Facundo GUARDADO (FMLN)	343472	29,05

**MARS 2000****Élections législatives**

Parti	Voix	%	Sièges
ARENA	436169	36,04	29
PCN	106802	8,82	14
PAN	44901	3,71	2
PDC	87074	7,19	5
CDU	65070	5,38	3
FMLN	426289	35,22	31

Autres : USC : 1,9 % ; PLD : 1,3 %, PPL : 0,4 %

**MARS 2003****Élections législatives**

Parti	Voix	%	Sièges
ARENA	446 279	31,9	27
PCN	181 167	13,0	16
PDC	101 854	7,3	5
CDU	89 090	6,4	5
FMLN	475 130	34,0	31

Autres : PMR : 1,9 %, PPR : 1,6 % ; AP 1,1 %, FUERZA : 1,1 %, PAN : 1,0 %, PSD : 0,7 %

Quoique leur parti soit également traversé par des conflits internes, les dirigeants d'ARENA parviennent, de leur côté, à s'accorder sur la personne de Francisco Flores, un jeune cadre de 39 ans, formé aux États-Unis, député depuis 1994, ancien président du Congrès, peu impliqué dans la vie interne de son parti. Il se présente à la candidature en ignorant les disputes internes du parti et développe pendant sa campagne un discours personnel de réconciliation et d'apaisement, évitant habilement d'apparaître dans la continuité de son prédécesseur<sup>869</sup>.

Dans un contexte de participation comparable à celle des élections de 1994, Francisco Flores s'impose, dès le premier tour, avec 52,0 % des voix. Facundo Guardado en obtient 28,9 %, Rubén Zamora 7,6 % et Rodolfo Parker (PDC) 5,8 %. En raison des attentes quant à la réalisation d'un bon score, le résultat obtenu par le candidat du FMLN est interprété comme une déception. En dépit des progrès enregistrés en 1997, l'ancienne guérilla semble renvoyée à l'équilibre politique sorti des urnes en 1994, confortant sa place de principal parti d'opposition, mais loin derrière le parti au pouvoir (les deux partis sont séparés exactement par la même différence en points de pourcentage en 1994 et en 1999), sans même obtenir cette fois la possibilité d'un deuxième tour.

Pourtant pour l'ancienne guérilla, l'élection confirme les tendances déjà présentes lors des législatives de 1997. Les anciens alliés de la coalition révolutionnaire (FMLN et CDU) progressent et obtiennent ensemble 36,5 %, soit le même résultat qu'aux législatives de 1997. Pour le FMLN, l'élection présidentielle contribue à asseoir la normalisation de la répartition géographique de son vote. Au niveau national, l'ancienne guérilla perd certes quatre points de pourcentage par rapport à son résultat lors des législatives de 1997, mais en gagne quatre au regard du score obtenu par le candidat unique de la gauche en 1994. Surtout elle progresse

---

<sup>869</sup> Pour une présentation assez favorable de la campagne électorale de Francisco Flores, Cf. GEYER (Georgie Anne), « The amazing new 'center' in Central America », *The Washington Quarterly*, 22, 3, été 1999, p.197-211

fortement dans les départements de province où ses résultats avaient été les plus faibles<sup>870</sup>, et inversement marque le pas dans le département de la capitale, où elle recule de 2,5 points de pourcentage, du fait du bon résultat de Rubén Zamora (11,6 %) qui réussit à retenir sur son nom une partie importante du vote des classes moyennes intellectuelles de la capitale.

Au sein du parti, la piètre performance de Facundo Guardado ravive les divisions internes, marginalise les tenants d'une ligne rénovatrice et donne l'occasion lors de la convention nationale du parti de juillet 1999 au secteur orthodoxe de reprendre la direction du parti, avec Fabio Castillo<sup>871</sup> à sa tête. Les règles qui limitent le nombre de mandats successifs de postes de direction conduisent à un important renouvellement des cadres dirigeants, puisque seuls trois des membres de la *Comisión Política* sortante et sept membres du *Consejo Nacional* sortants sont réélus.

Les législatives de mars 2000 permettent au parti de refaire partiellement son unité<sup>872</sup>. Dans un contexte de forte abstention (64 %), le FMLN fait en effet jeu égal avec ARENA, puisque, si cette dernière devance d'une courte tête l'ancienne guérilla (36,0 % contre 35,2 %, soit 10 000 voix d'écart), le FMLN obtient plus de sièges (31 contre 29). La polarisation entre les deux grands partis est encore plus manifeste qu'en 1997 : si le PCN se maintient (8,8 % et 14 sièges – son relatif succès s'explique parce qu'il a rallié certains dirigeants historiques d'ARENA), permettant ainsi à la droite de conserver le contrôle de l'Assemblée<sup>873</sup>, le PDC s'affaiblit encore plus (7,2 % et 5 sièges), et la CDU ne décolle pas (5,4 % et 3 députés). Le

---

<sup>870</sup> Dans 5 départements, le vote FMLN progresse, par rapport à 1994, de plus de 10 points de pourcentage, dans 5 autres entre 7,5 et 10 points. À l'exception d'un seul d'entre eux (le San Vicente, où la progression du FMLN s'explique par la candidature de Nidia Diaz à la vice-présidence), il s'agit des 9 départements où le candidat de la gauche en 1994 avait obtenu ses plus faibles résultats.

<sup>871</sup> Avocat, Fabio Castillo a été un dirigeant historique du Parti Communiste Salvadorien. Il a participé à la brève expérience de la junte civile et militaire de 1960-61, et a été candidat à l'élection présidentielle de 1967. Il s'agit du premier coordinateur du FMLN qui n'est pas issu de l'une des directions militaires des anciens groupes de guérilla.

<sup>872</sup> Sur les élections législatives et municipales de 2000, Cf. SPENCE (Jack), "Left gains and competitive balance following El Salvador's March elections", LASA Forum

FMLN peut se prévaloir d'avoir constamment progressé depuis 1994 et d'avoir pratiquement doublé ses voix, alors que dans le même temps ARENA a perdu plus d'un quart et le PDC presque deux tiers de leurs électorats respectifs.

Cette progression se traduit aux élections municipales par la victoire du FMLN dans 79 villes (dont 11 en coalition avec d'autres partis, le PDC, la USC ou la CDU)<sup>874</sup>. Héctor Silva est réélu à San Salvador avec plus de 56 % des voix, et le FMLN s'impose dans 12 des 19 villes autour de la capitale et dans la moitié des capitales départementales, gouvernant au niveau local désormais près de 70 % de la population.

Huit ans après la fin de la guerre, et six ans après sa première participation à des élections, le FMLN a effectivement réussi sa conversion en parti politique. Au sein de l'organisation, les héritages de la guerre civile et de la clandestinité demeurent, en particulier sur l'influence des dirigeants historiques, mais elles se dissipent progressivement. Si les divisions et les tensions internes sont particulièrement fortes, elles relèvent davantage d'une part de logiques de pouvoir et d'appareil interne existants dans tout parti politique et de l'autre des défis que l'action politique et les responsabilités locales dans un contexte mondialisé posent à la gauche latino-américaine. En ce sens, ses divisions semblent davantage comparables à celles qui déchirent fréquemment le PT brésilien ou le PRD mexicain qu'aux difficultés du FSLN au Nicaragua ou des groupes politiques surgis de la guérilla guatémaltèque<sup>875</sup>.

---

<sup>873</sup> Cette majorité va d'ailleurs permettre l'élection d'un député d'ARENA à la présidence de l'Assemblée, contrairement à la pratique qui veut que la présidence revienne au parti qui compte avec la représentation parlementaire la plus nombreuse.

<sup>874</sup> L'éclatement de la coalition entre le FMLN et la CDU à Santa Ana lui vaut cependant la perte de la deuxième ville du pays. Lorsqu'elle se présente seule, la CDU ne remporte que 4 mairies, dont Meanguera (Morazán), au terme d'un duel avec le FMLN.

<sup>875</sup> Pour une analyse comparée de l'action politique des partis politiques centraméricains issus de guérillas, le FSLN au Nicaragua depuis sa défaite aux élections de 1990, le FMLN depuis la signature de la paix en 1994 et au Guatemala le *Frente Democrático Nueva Guatemala* créé en 1995 puis l'*Alianza Nueva Nación* qui intègre en 1999 le FDNG et l'URNG, à la suite de la signature de la paix en décembre 1996, Cf. la synthèse de Salvador Martí, MARTI (Salvador), « La izquierda centroamericana : ¿renacimiento o debacle ? », *op. cit.*, utilement actualisée par LEMOINE (Maurice), *Amérique centrale, les naufragés d'Esquipulas*. Nantes : L'Atalante, 2002, 805 p., et tout particulièrement les chapitre « De décompositions en recompositions », p. 635-698.

Malgré la consolidation à l'occasion des scrutins de 2000 de ses résultats électoraux, la fracture interne entre « orthodoxes » et « rénovateurs » est si forte que le parti semble au bord d'une nouvelle scission majeure, qui se révélerait beaucoup plus autodestructrice qu'en 1994. Néanmoins le contrôle exercé par les « orthodoxes » sur l'appareil du parti, et leur plus grande influence sur les structures militantes, en particulier hors de la capitale, vont leur permettre de conserver l'unité du FMLN, au prix de départs, ponctuels et sur des bases individuelles, des figures les plus importantes du camp « rénovateur ». C'est ainsi que la Convention nationale de novembre 2001 voit la majorité « orthodoxe » consolider sa majorité interne, et porte à nouveau Salvador Sánchez Cerén à la tête du parti. À cette occasion, les tensions sont telles entre les deux groupes que Facundo Guardado finit par être exclu en octobre 2001, et que plusieurs figures du camp « rénovateur » font le choix quelques semaines plus tard de partir du FMLN, à l'image de Francisco Jovel, l'ancien commandant en chef du PRTC, ou de Raúl Mijango, l'un des dirigeants de l'ERP à être restés au FMLN après la scission de 1994. Un an plus tard, fin 2002, le maire de San Salvador, Héctor Silva et certains de ses proches, comme Héctor Dada, quittent le parti à la suite des rivalités internes dans la préparation de la campagne pour les élections législatives et municipales de mars 2003<sup>876</sup>. Ces départs réduisent d'autant la diversité interne du parti, le concentrant sur un courant « orthodoxe » désormais débarrassé des figures les plus visibles de son opposition interne.

Apparemment insensible à ces divisions internes, les résultats des élections législatives et municipales de mars 2003 conduisent à une inversion des premiers rôles, sans bousculer néanmoins les grands équilibres politiques, et toujours dans le cadre d'une abstention très

---

<sup>876</sup> Pendant ses mandats de maire de San Salvador, Héctor Silva a joui d'une très forte popularité. Depuis son élection, il a tenu à s'entourer de collaborateurs choisis davantage sur leurs compétences que sur leur affiliation partisane, et sa gestion municipale a fait l'objet de nombreux éloges. Au sein du parti, il a été l'un des dirigeants du courant « réformateur ». Son émergence comme le seul candidat capable d'emporter les élections présidentielles de 2004 pour le FMLN a attisé de sérieuses tensions avec les dirigeants historiques du FMLN. Ses tentatives de

importante (65 % des inscrits). Dans un contexte de légère érosion des deux grands partis, l'ancienne guérilla devient, en effet, le parti le plus important du Salvador, puisqu'elle devance désormais ARENA de près de 30 000 voix. Le FMLN obtient 34,0 %, soit 1,2 point de pourcentage de moins qu'en 2000, mais conserve 31 députés, alors qu'ARENA recueille 31,9 %, soit 4,1 points de moins, et voit sa représentation parlementaire diminuer à 27 sièges<sup>877</sup>. Avec une progression importante, le PCN confirme largement sa position de tiers parti (12,9 % et 16 sièges). La traditionnelle orientation à droite de l'ancien parti des militaires laisse penser qu'ARENA est en mesure de contrôler la majorité absolue de l'assemblée, à un siège près. Mais sa pratique opportuniste peut le conduire à des alliances conjoncturelles avec le FMLN, comme cela a été le cas lors de l'élection du bureau de l'Assemblée législative.

Les partis modérés sont cantonnés à une position très minoritaire. Le PDC se maintient à son étiage (7,3 % et 5 sièges). Avec 6,4 %, la CDU progresse légèrement, mais en deçà de ses espérances, et obtient 5 députés, score essentiellement dû à ses bons résultats dans le département de San Salvador (où la candidature d'Héctor Silva à un siège de député a permis à son nouveau parti de rassembler 12,3 % des voix, et de remporter deux des 16 sièges de député attribués à ce département<sup>878</sup>) et dans celui de Sonsonate (13,6 %).

Les élections municipales s'inscrivent dans la même dynamique, ARENA perdant une vingtaine de mairies, essentiellement au profit du PCN. Le FMLN l'emporte dans 74 municipalités (dont 62 en son nom propre et 12 en coalition, avec le CDU ou le PDC), soit une très légère érosion par rapport à 2000, mais consolide sa présence dans les municipalités du grand San Salvador et les autres grandes villes du pays. Il l'emporte dans la moitié des capitales

---

médiation dans le conflit social dans le secteur de la santé fin 2002 ont été utilisées par ses opposants internes pour demander son départ. Après sa sortie du FMLN, il rallie le CDU.

<sup>877</sup> Pour la première fois depuis 1989, ARENA obtient moins d'un tiers des sièges (28), ce qui l'empêche désormais de bloquer seule une initiative de veto parlementaire à une loi présidentielle, qui pour être approuvée doit être votée par une majorité des deux tiers de l'Assemblée.

<sup>878</sup> Ce résultat est à peu près semblable à celui obtenu par Rubén Zamora lors de l'élection présidentielle de 1999.

départementales<sup>879</sup>. Dans la capitale, le départ d'Héctor Silva n'entache en rien l'influence du FMLN dont le candidat, Carlos Rivas Zamora, à peu près inconnu du grand public, s'impose largement face à la candidate d'ARENA, avec plus de 8 points de différence (49 % contre 41 %), duel qui marginalise toutes les autres candidatures, et tout particulièrement celle de la CDU.

Si les résultats ne changent pas profondément l'équilibre politique du pays<sup>880</sup>, puisque la droite conserve la majorité à l'Assemblée, ils témoignent néanmoins de la place occupée par le FMLN comme seule alternative à ARENA. Les crises internes du parti, le départ de figures historiques ou importantes constituent autant de difficultés pour constituer un rassemblement qui puisse obtenir un résultat électoral plus conséquent. Néanmoins ces péripéties ne semblent altérer en rien les résultats obtenus par le FMLN.

Comme lors des scrutins précédents, les partis nés de scissions de l'ancienne guérilla sont totalement marginalisés. Avec 1,85 % des voix, Facundo Guardado et son parti, le *Partido del Movimiento Renovador* échouent totalement, même si paradoxalement quelques centaines de voix lui ont manqué pour obtenir un député au plus fort reste dans la circonscription nationale<sup>881</sup>. Ce groupe perd la possibilité de se représenter aux élections. La candidature d'Héctor Silva dans les listes de la CDU ne constitue pas véritablement une scission : l'ancien maire de la capitale a fait partie pendant la guerre du FDR, puis de la CD au moment de la négociation de la paix, et n'avait rejoint le FMLN que dans la perspective de sa candidature à la mairie de San Salvador. Néanmoins les progrès du CDU demeurent limités<sup>882</sup> et cette formation ne semble pas pouvoir

---

<sup>879</sup> Dans les trois capitales départementales où le FMLN et la CDU se présentent ensemble, ils parviennent à s'imposer contre le maire en place, à Santa Ana et Cojutepeque contre ARENA, à Usulután contre le PCN. Par contre le FMLN perd Ahuachapán et Sonsonate au profit d'ARENA et San Francisco Gotera au profit du PDC.

<sup>880</sup> Les résultats électoraux aux législatives reflètent en effet une forte stabilité des préférences électorales des Salvadoriens depuis 1997 : le FMLN et ARENA remportent chacun environ un tiers des suffrages, les trois partis mineurs (PCN, PDC et CDU) se répartissent un quart des voix, dans la hiérarchie indiquée.

<sup>881</sup> Par ailleurs, aux élections municipales, le PMR participe à des coalitions qui s'imposent dans 4 villes secondaires, 3 dans le San Miguel (en coalition avec le PDC et le PSD) et une à La Unión (avec le PDC).

<sup>882</sup> En dehors de ses 5 députés, la CDU remporte, en son nom seul, 4 municipalités (dont 3 dans le département de Sonsonate) et participe à des coalitions avec le FMLN qui s'imposent dans 6 villes (dont Santa Ana, Cojutepeque et Usulután, toutes trois capitales départementales).



concurrer réellement le FMLN qui récupère aisément sa représentation parlementaire de 2000. Même hypothétiquement rassemblés, le CDU et le PMR ne menacent en aucune façon le FMLN : l'apparente complémentarité de leurs résultats électoraux révèle davantage les distances que les proximités entre ces deux formations<sup>883</sup>.

Malgré le fait que, pour la première fois depuis 1994, le FMLN voit sa progression enrayée, aucun groupe, mouvement ou personnalité politique ne parvient à constituer une véritable concurrence au parti de l'ancienne guérilla, d'autant que ceux qui se sont reconnus dans l'action politique du FMLN puis l'ont quitté se dispersent dans différentes organisations dont l'écho électoral est faible ou marginal, comme la CDU, le PMR, le PDC<sup>884</sup>, ou d'autres formations secondaires<sup>885</sup>.

La légère érosion du résultat national du FMLN occulte des évolutions importantes, qui confirment la normalisation de la répartition du vote pour ce parti au niveau national et son enracinement territorial dans l'ensemble du pays, sans exceptions. Comme cela a déjà été signalé plus haut, le FMLN avait connu en 1997 une progression très significative dans l'ensemble du pays (il gagne plus de 9,5 points de pourcentage dans 12 départements sur 14). Or entre 1997 et 2003, son résultat national stagne autour d'un tiers de l'électorat national. Pourtant, dans le même temps, il progresse de plus de 5 points de pourcentage dans la moitié des départements. Et les départements où l'ancienne guérilla améliore le plus son résultat électoral entre 2000 et 2003,

---

<sup>883</sup> Une analyse des voix obtenues par la CDU et le PMR montre en effet que l'électorat de ces deux formations est très différent. Celui de la CDU est très largement concentré dans le grand San Salvador (il obtient ses deux meilleurs scores dans le département de la capitale et dans celui voisin de La Libertad), dans les autres grandes villes (Santa Ana, San Miguel) et dans les départements de l'ouest où le PDC avait par le passé une forte influence (Ahuachapán et Sonsonate). Le PMR, quant à lui, obtient, à son niveau, ses meilleurs scores dans les départements plus ruraux du centre et du nord du pays (La Libertad, Cuscatlán, San Vicente, Cabañas, Chalatenango), où il devance généralement la CDU, reflet de la continuité d'une certaine influence des anciens dirigeants des FPL qui ont suivi Facundo Guardado. Ensemble, ils obtiennent 8,2 % au niveau national, mais ne dépassent 6,5 % que dans les départements de San Salvador, La Libertad et Sonsonate.

<sup>884</sup> Quelques cadres du PD avaient rejoint le PDC après leur échec électoral de 1997, en particulier dans le département du San Miguel. Fin 2002, Ana Guadalupe Martínez, après avoir été proche du CDU, rejoint le PDC.

<sup>885</sup> Ainsi par exemple, les députés sortis fin 2002 du FMLN ne se sont pas regroupés dans une même formation, certains ayant accompagné Facundo Guardado au sein du PMR, d'autres, comme Francisco Jovel, préférant une dynamique autonome.

parfois de façon très significative (comme ceux de Santa Ana, Cabañas et Cuscatlán où elle connaît une augmentation supérieure à 5 points de pourcentage) font partie de ceux où elle avait le moins bien progressé en 1997 et en 2000. Au contraire ceux où elle subit ses plus fortes variations négatives correspondent à ceux où elle obtenait jusque là ses meilleurs résultats (San Salvador, La Libertad, Sonsonate – départements où par ailleurs la CDU et/ou le PMR obtiennent leurs meilleurs scores). Si le FMLN continue à réaliser son score le plus élevé dans le département de la capitale, la part représentée par les voix qu'il y obtient sur son résultat national se rapproche progressivement de la proportion représentée par ce département sur l'électorat national<sup>886</sup>.

Dans ce contexte plutôt favorable, et en vue des élections présidentielles de mars 2004, le FMLN se retrouve devant la difficulté de se choisir un candidat à la fois incontesté au niveau interne et qui puisse rallier un électorat plus large. Afin d'éviter une répétition du chaotique processus de sélection du candidat présidentiel de 1999, la direction du parti opte pour une procédure de choix qui sacrifie une nouvelle fois des candidatures d'ouverture à la cohésion du parti. La nécessaire acceptation dans un premier temps des candidatures à l'élection primaire par le *Consejo Nacional* permet d'écarter des figures qui ne proviennent pas directement du parti.

Au terme de cette première étape, seuls Shafick Hándal et Oscar Ortiz<sup>887</sup> s'affrontent dans une primaire interne, réservée aux adhérents du FMLN. Celui qui fut pendant près d'une trentaine d'années secrétaire général du Parti communiste l'emporte d'une courte tête, au terme

---

<sup>886</sup> Alors que le département de San Salvador regroupe à peu près 30 % de l'électorat salvadorien, la part des voix que le FMLN y obtient rapporté à son résultat national représente plus de 43 % en 1994, 39 % en 1997 et 2000 et moins de 34 % en 2003. De même le pourcentage des voix obtenues dans le reste du pays se rapproche progressivement de son résultat national (17,7 % dans les 13 départements de province, contre 21,4 % au niveau national en 1994, 31,3 % contre 34 % en 2003). Le vote pour ARENA est beaucoup mieux réparti au niveau national, puisqu'il n'y a pas de différence notable entre les résultats obtenus au niveau national, dans le département de San Salvador, et en province, depuis 1994. Par contre, le PDC, et tout particulièrement le PCN, dont les électoraux sont majoritairement ruraux dès 1994, voient une confirmation de cette situation : ainsi la part des voix obtenues par le PCN dans le département de San Salvador sur son résultat national baisse de 20 % en 1994 à 8 % en 2003.

d'un débat interne qui s'est cristallisé sur l'éventuelle nécessité d'une relève des générations au sein du parti, plutôt que sur un débat programmatique ou entre tendances. Une nouvelle fois, c'est un dirigeant historique, en filiation directe avec les années de la lutte armée, qui va représenter le parti aux élections. Afin de démontrer une volonté d'ouverture et d'affirmer ses liens avec le mouvement social, l'ancienne guérilla choisit le Dr Guillermo Mata-Benett, dirigeant du syndicat des médecins durant le long conflit dans le secteur de la santé, comme candidat à la vice-présidence.

Le résultat qu'obtiendra l'ancien dirigeant du Parti communiste salvadorien à l'élection présidentielle près de douze ans après la signature de la paix constituera un véritable indicateur pour l'avenir du parti. Comme en 1999, ARENA a désigné un candidat venu de l'entreprise privée, Tony Saca, qui n'est pas un hiérarque du parti. Mais la polarisation attendue entre le FMLN et ARENA va être tempérée par la candidature d'Héctor Silva, au nom d'une coalition du centre regroupant la CDU, le PDC et d'autres petits mouvements. Dans ce contexte, le résultat obtenu à l'élection présidentielle permettra de savoir jusqu'à quel point une des plus hautes figures de l'organisation pendant la période de la lutte armée permettra au FMLN de dépasser son électorat actuel, stabilisé autour d'un tiers des votants. Un résultat moyen devra conduire à s'interroger sur la nécessité d'un important renouvellement générationnel de ses dirigeants, par l'émergence d'une génération de dirigeants qui n'ont pas participé directement à la lutte armée, ou qui n'y ont pas eu de responsabilités élevées, et qui se sont fait remarquer, depuis la signature de la paix, à la tête d'administrations locales ou dans les structures internes du parti.

---

<sup>887</sup> Agé de 41 ans, réélu maire en 2003 de Nueva San Salvador (l'ancienne Santa Tecla, capitale du département de La Libertad), Oscar Ortiz représente une des figures montantes au sein du FMLN.

## **2) Le FMLN face au devenir de ses anciens membres : réussir l'accompagnement des programmes de réinsertion sans s'y enfermer**

La question de la réinsertion des membres de l'ancienne guérilla se pose avec la même acuité au FMLN qu'aux organisations de la guérilla colombienne. Mais les modalités de l'accord de paix donnent à cette question une dimension beaucoup plus importante. Dans un premier temps, il ne s'agit pas seulement de réinsérer dès janvier 1992 environ 7 000 combattants valides du FMLN, 3 000 blessés de guerre et 4 000 militants politiques, auxquels s'ajoute le programme supplémentaire obtenu en décembre 1992 et destiné aux 600 dirigeants et cadres moyens de la guérilla. La réinsertion s'adresse également aux démobilisés des forces armées, qui représente la moitié des effectifs, soit environ 30 000 anciens soldats, et sur des modalités particulières, aux 25 000 « *tenedores* » potentiels. De ce fait, les programmes de réinsertion vont être à la fois encore plus centralisés qu'en Colombie et beaucoup moins articulés autour de la relation entre gouvernement et fondations issues des anciennes guérillas.

Parallèlement à l'avancée des négociations, le gouvernement avait mis en place dès 1991 le *Plan de Reconstrucción Nacional* qui va être chargé de l'ensemble des programmes destinés à la reconstruction des infrastructures, à la réinsertion des anciens combattants des deux bords et à la promotion du développement local des régions où le conflit armé a été le plus fort (115 communes sur les 262 du pays sont concernées). Dès la signature de la paix, la *Secretaría de Reconstrucción Nacional*, organe gouvernemental à statut ministériel, est créée pour assurer ces fonctions. Il va travailler en étroite association avec les municipalités concernées.

Les mesures de réinsertion négociées dans les accords prévoient, de manière assez classique, des mesures individuelles de régularisation administrative, l'attribution d'un pécule pour assurer une période transitoire, et surtout la possibilité de participer à l'une des modalités de réinsertion, soit l'attribution de terres, soit la formation et le crédit pour un projet productif, soit

une bourse d'étude. Par ailleurs, le programme prévoit une mesure spéciale de légalisation de la propriété de la terre occupée pour les « *tenedores* », dans le cas d'une douzaine de communautés. Hormis cette dernière disposition, les mesures de réinsertion, à l'image de ce qui s'est passé en Colombie, sont pensées de manière individuelle, sans favoriser les programmes collectifs<sup>888</sup>, et sans penser la participation de structures organisées, comme les fondations. Mais contrairement aux mesures prises avec les dernières organisations colombiennes à avoir négocié un accord de paix, l'ensemble des aides financières allouées le sont sous forme de crédits remboursables à des taux préférentiels et non de dons.

La mesure la plus visible de l'ensemble du dispositif, le *Programa de Transferencia de Tierras*, prévoit la distribution de terres aux anciens combattants des deux bords. Ce programme est symbolique de l'intrication des différentes dynamiques à l'œuvre, celles héritées du déclenchement du conflit, des formes que ce dernier a prises et des modalités de résolution tentées, et de leur transformation dans la résolution du conflit. Il prétend répondre à l'une des questions centrales qui ont été à la source du conflit, l'accès inégal à la propriété de la terre. Il fait l'écho à la solution réformiste prônée par les démocrates-chrétiens comme solution au conflit, et tout particulièrement à la réforme agraire. Il cherche surtout à régler la question du « double pouvoir » existant dans les zones de conflit pendant la période de la lutte armée, et de la reconnaissance de la propriété de fait exercée par les partisans du FMLN sur de nombreuses terres. Mais l'ensemble du dispositif est suffisamment encadré par le gouvernement pour n'apparaître ni comme une réforme agraire, ni comme la reconnaissance d'une emprise territoriale exercée par la guérilla. En incluant les démobilisés de l'armée, dont les bénéficiaires potentiels sont deux fois plus nombreux que ceux de l'ancienne guérilla, le programme exclut toute idée de reconnaissance d'un double pouvoir. En dehors des démobilisés, il ne concerne que les

---

<sup>888</sup> Les crédits pour la production sont distribués de manière individuelle. Le bénéficiaire peut ensuite s'il le souhaite s'associer à d'autres. Comme en Colombie, les cas de réussite de réinsertion économique réussis sont en très grande

« *tenedores* », et exclut de ce fait la quasi-totalité de la population paysanne ; il ne s'agit en aucune manière de relancer la politique de réforme agraire du début des années 1980.

Le *Programa de Transferencia de Tierras* apparaît comme une modalité de réinsertion parmi d'autres, même si c'est celle qui va être choisie majoritairement parmi les démobilisés des deux bords. L'attribution de propriétés repose sur un principe de vente à terme par l'acquéreur (qui dispose d'un crédit avec une période initiale de 5 ans de grâce) et de non-expropriation pour l'ancien propriétaire, puisqu'elle ne peut se faire que sur des terres volontairement vendues par leurs propriétaires, État ou grands propriétaires, à une banque publique (le *Banco de Tierras*) qui est chargée de la transaction. Elle ne prévoit par ailleurs aucune mesure d'incitation à la formation de structures coopératives ou mutualistes. Les dispositions des accords prévoyaient initialement 47 500 bénéficiaires potentiels, dont 7 500 anciens du FMLN, 15 000 anciens soldats démobilisés et 25 000 « *tenedores* », et la redistribution de 166 000 hectares. Ces chiffres connaissent de nombreuses réévaluations à la baisse, dues aux difficultés d'établissement des listes de bénéficiaires, et des lenteurs du programme. En 2000, soit huit ans après la signature des Accords, le *Programa de Transferencia de Tierras* touche finalement environ 36 000 personnes, pour un peu moins de 103 000 hectares redistribués<sup>889</sup>, ce qui constitue environ un tiers de l'amplitude de la réforme agraire appliquée sous la Présidence Duarte<sup>890</sup>.

---

majorité le fait de projets collectifs.

<sup>889</sup> Le nombre total de bénéficiaires potentiels a été constamment revu à la baisse, 38 100 en octobre 1995, 36 480 en 1998. Le nombre effectif de bénéficiaires de ce programme a été chiffré par des sources officielles en 1999 à 33 846 (soit 71 % du chiffre initial), dont 7 807 anciens soldats, 5 264 anciens membres du FMLN et 20 775 « *tenedores* », (Gobierno de El Salvador, *Informe sobre el cumplimiento de los Acuerdos de Paz*, [www.caspres.gob.es/acuerdos](http://www.caspres.gob.es/acuerdos), 11/01/1999) et à 36 100 en 2000 selon une étude académique publiée in *Tierra Conflicto y Paz*.

<sup>890</sup> La réforme agraire mise en place en 1980 a concerné 95 000 familles (soit, en comptant 1,5 actif par famille bénéficiaire, environ 21 % de la population active dans l'agriculture) et a porté sur 300 000 hectares (un cinquième de la superficie cultivable). Le *Programa de Transferencia de Tierras* a concerné au mieux 36 000 familles (soit, selon le même mode de calcul, environ 8,5 % de la population active dans l'agriculture) et 103 000 hectares (7 % des terres cultivables). Calculs effectués à partir des estimations faites in SELIGSON (Mitchell), « Thirty years of transformation in the agrarian structure of El Salvador », *op. cit.* Sur la comparaison statistique entre la réforme agraire et le *Programa de Transferencia de Tierras*, cf. PELUPESSY (Wim), « Institutional constraints and internal dynamics of land reform in El Salvador and Taiwan », *op. cit.*

Afin d'accompagner ces programmes, les anciennes organisations de la guérilla créent des fondations, à l'image de la *Fundación 16 de Enero* qui dans un premier temps regroupe les cinq composantes du FMLN. Ces structures sont pensées par l'ancienne guérilla à la fois comme un moyen de pression sur le gouvernement pour l'obliger à tenir ses engagements et par ailleurs comme une façon de maintenir un encadrement des bénéficiaires au-delà du parti politique. Les retards et difficultés initiales d'une réinsertion qui se fait, tout autant qu'en Colombie, dans un climat d'urgence et d'improvisation, conduisent à de sérieuses tensions entre les bénéficiaires et les structures chargées de la mise en œuvre des programmes. Gouvernement et ancienne guérilla se rejettent mutuellement les responsabilités des lenteurs bureaucratiques, en particulier dans la vente puis la légalisation des terres, et de l'inexactitude des listes de bénéficiaires<sup>891</sup>.

Les lenteurs des programmes de réinsertion individuelle sont particulièrement sensibles pour les anciens membres des forces armées. Le peu d'accompagnement officiel, la faible organisation interne, le fait qu'une partie des effectifs - qui sans faire partie de l'armée étaient mobilisés temporairement, milices rurales, par exemple - n'aient pas été prises en compte dans les programmes de réinsertion, vont conduire à d'importantes mobilisations des anciens combattants, par des manifestations pacifiques (occupation de l'Assemblée ou d'autres immeubles publics, blocages de routes) sévèrement réprimées, à l'image des actions entreprises par le mouvement le plus visible, la *Asociación de Desmovilizados de las Fuerzas Armadas de El Salvador* (ADEFAES).

Les anciens combattants du FMLN ne participent que de manière assez tardive et sporadique à ces mobilisations. Les liens entre direction du parti et possibilités d'une

---

<sup>891</sup> Comme dans tout processus de démobilisation, les effectifs des deux bords ont été artificiellement gonflés dans les derniers mois précédant la signature de la paix. Pour les Forces armées, cela permettait de ne pas démobiliser les effectifs les plus entraînés et les mieux préparés. Pour le FMLN, comme d'ailleurs pour les guérillas colombiennes, cela avait pour avantage d'apparaître comme une force plus importante, et de recevoir une aide plus significative. Cette situation a conduit le FMLN à éprouver de très importantes difficultés pour fournir des listes exactes de démobilisés.

mobilisation sont assez représentatifs de la conception par la première de ses liens avec les mouvements sociaux. Dans un premier temps, la direction du parti réussit en effet à convaincre ses anciens combattants que la meilleure manière d'obtenir des programmes plus efficaces passe par la négociation directe au sommet avec le gouvernement. Quelques mesures vont être remportées, comme le report de la date de la fin du programme de réinsertion ou la modification des listes de bénéficiaires. Tout particulièrement le groupe parlementaire du FMLN va réussir à faire discuter la question de la dette agraire. Un projet présidentiel initial sur la question prévoyait l'effacement de 70 % des dettes de 100 000 agriculteurs à la condition du remboursement immédiat du solde. La mesure pouvait être étendue aux coopératives à condition de transférer la terre à leurs membres et de se transformer en simple union de petits propriétaires. Les mobilisations de nombreuses organisations paysannes et l'action à l'Assemblée du groupe parlementaire du FMLN vont permettre de transformer cette mesure. La dette agraire est finalement annulée pour tous les agriculteurs dans sa totalité jusqu'à hauteur de 60 000 dollars, ainsi que pour tous les bénéficiaires du *Programa de Transferencia de Tierras*. Pour les dettes supérieures, un mécanisme de rééchelonnement est prévu. Enfin, la mesure concernant les coopératives devient purement incitative.

Mais au niveau local la situation est très variable selon les cas<sup>892</sup>. Dans certaines régions où la guérilla a été présente pendant la guerre, elle a incité à d'importantes mobilisations avant la signature de la paix pour occuper des terres et renforcer les communautés de « *tenedores* ». Face aux lenteurs du programme, ou pour bénéficier d'un meilleur accompagnement, en termes d'assistance technique, nombreuses de ces communautés se mobilisent de manière autonome pour obtenir l'accélération de la légalisation, indépendamment des prises de positions du FMLN.

---

<sup>892</sup>, Cf. FOLEY (Michael), « Laying the groundworks : the struggle for civil society in El Salvador », Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 38, 1, printemps 1996, p.67-104.



Là où l'ancienne guérilla maintient une importante présence militante, la direction du parti parvient à encadrer dans un premier temps ces mobilisations, comme dans le Chalatenango. Mais même dans des régions de présence de l'ancienne guérilla, c'est lorsque les bénéficiaires se sont organisés par eux-mêmes, en autonomie par rapport aux dirigeants locaux du parti, que leurs actions et leurs entreprises ont été les plus fructueuses, à l'image de la réussite de certaines organisations coopératives autonomes et de l'échec de celles qui étaient directement influencées par le FMLN, comme dans l'Usulután ou le San Vicente. Dans d'autres régions, où les divisions du parti ont affaibli ses structures militantes et rendu ténus les liens avec les directions nationales, comme dans le Morazán, la situation s'avère beaucoup plus chaotique. Par ailleurs, dans l'ensemble du territoire, le FMLN ne parvient que très partiellement à articuler d'une part, les mobilisations pour une mise en œuvre effective des dispositions concernant la distribution de terres à ses anciens combattants et les actions de mouvements et syndicats agraires regroupant plus largement des paysans n'ayant pas participé directement au conflit, et donc non concernés directement par le *Programa de Transferecia de Tierras*, d'autre part l'ensemble des mobilisations agraires avec celles plus larges de l'évolution politique et sociale du pays.

Or cet apparent échec du FMLN est particulièrement illustratif de son évolution. Pour des raisons politiques et symboliques, les Accords de paix ont prévu un programme de réinsertion pour les anciens combattants dont l'orientation prioritaire était l'accès à la terre. Or si avant la guerre civile, le Salvador était un pays principalement agricole, tant du point de vue de la composition de la population agricole, des structures d'exportation ou des revenus d'exportation, cela n'est plus le cas dans la décennie 1990.

Cette évolution ne signifie en aucune manière une amélioration des conditions de vie dans le monde rural, modifiée très marginalement par la réforme agricole puis par le *Programa de*

*Transferecia de Tierras*<sup>893</sup>. Le fait que la plupart des anciens combattants devenus paysans parcellaires se trouvent dans une situation dramatique du point de vue de la survie économique de leurs exploitations, individuelles ou collectives, vient corroborer une situation critique. Mais il est certain que la question agraire n'a plus l'importance centrale qu'elle avait dans les débats politiques du pays à la fin des années 1970.

L'une des clefs pour comprendre la transformation réussie du FMLN de guérilla en parti politique et sa pérennisation dans la vie politique salvadorienne réside dans sa capacité à refléter cette évolution, fût-ce au prix de la marginalisation de ses composantes agraires. L'évolution de ses débats internes, la composition des ses militants, les bases de son électorat montrent aujourd'hui que le FMLN est un parti dont les bases et les références sont principalement urbaines, de classes moyennes et ouvrières. Cela explique ses difficultés pour accompagner une réinsertion de ses anciens membres qui se réalise essentiellement dans l'agriculture mais permet de comprendre par extension sa capacité à dépasser les cadres établis par ces programmes et à pouvoir survivre à leur progressive disparition.

---

<sup>893</sup> Le fait que les mesures de distribution de terres ne concernent que les anciens membres de l'armée ou du FMLN, ou les « *tenedores* », et l'étendue assez faible des terres distribuées, a contribué à ce que ces mesures n'aient pas un effet sensible sur la diminution de la proportion de paysans sans terres. Dans leur débat sur l'éventuelle disparition de la question agraire évoqué chapitre 4, Mitchell Seligson, Martin Diskin et Jeffery Paige s'accordent sur un point : si le nombre de paysans sans terre, ou disposant de moins d'une hectare, a diminué pendant les années de la guerre, réduisant d'autant l'importance de la question agraire, c'est avant tout par la diminution globale de l'importance de l'agriculture dans l'économie salvadorienne (elle regroupait 43 % de la population active en 1980 et 33 % en 1991), du fait d'une progressive industrialisation mais surtout de l'exil rural et de la migration vers les États-Unis. En aucune manière cela s'est traduit par une amélioration des conditions de vie des paysans salvadoriens : la proportion de paysans sans terre ou de paysans disposant de parcelles inférieures à une hectare n'aurait diminué au Salvador entre 1971 et 1992, d'après les calculs de Mitchell Seligson, que de 60,1 à 50,7 % de la population active dans l'agriculture. Même si ces calculs ont été réalisés avant la fin de l'application de l'accord de paix, les trois auteurs s'accordent pour dire que l'effet sur ces chiffres de la mise en œuvre du *Programa de Transferecia de Tierras* va être peu significatif. En effet, dans l'hypothèse dans laquelle tous les bénéficiaires s'intégreraient effectivement dans l'agriculture, avec une population active dans l'agriculture constante, et selon les mêmes méthodes de calculs que ceux adoptés par Mitchell Seligson, l'application totale du PTT aboutirait à faire diminuer seulement de 4 points de pourcentage la proportion de paysans sans terres, ou disposant de moins d'une hectare, dans la population active agricole. Cf. SELIGSON (Mitchell), « Thirty years of transformation in the agrarian structure of El Salvador », *op. cit.*, DISKIN (Martin), « Distilled conclusions : the disappearance of the agrarian question in El Salvador », *op. cit.*, PAIGE (Jeffrey), « Land reform and agrarian revolution in El Salvador », *op. cit.* et SELIGSON (Mitchell), « Agrarian inequality and the theory of peasant rebellion », *op. cit.*

Les Accords de paix avaient établi une relation forte entre la démobilisation effective, accompagnée de programmes de réinsertion pour les anciens guérilleros, et la possibilité pour la guérilla de se transformer en parti politique et de se présenter aux élections. En Colombie comme au Salvador, les organisations concernées ont dès lors dû gérer ces deux processus de manière parallèle. Or si les processus de réforme politique incluant la fin d'un conflit armé interne supposent bien un enchevêtrement initial entre démocratisation et démobilisation, comme l'affirme Cynthia Arnson<sup>894</sup>, leur évolution dans le temps conduit à des trajectoires disjointes. D'un côté, les partis politiques issus d'anciennes guérillas recherchent la pérennisation de leur présence en renouvelant leur discours et leurs pratiques par rapport à la période du conflit armé et de sa résolution négociée, et y parviennent éventuellement en se détachant du contexte initial imposé par l'accord de paix. De l'autre, l'accompagnement des processus de réinsertion, davantage liés aux problèmes qui étaient au cœur du conflit armé, suppose une action constante pour obtenir une application effective des mesures obtenues dans la négociation.

En Colombie, les mouvements issus de la guérilla ont eu le plus grand mal à renouveler leurs actions par rapport au moment de la résolution négociée, ce qui a renforcé leur degré de dépendance vis-à-vis des mécanismes institutionnels prévus pour la réinsertion. Au Salvador, au contraire, le FMLN a consolidé sa position dans la scène politique salvadorienne en reflétant les évolutions récentes de la société salvadorienne, ce qui le conduit à traiter de manière secondaire la question de la réinsertion de ses anciens membres, très majoritairement axée sur l'agriculture.

Le bilan tiré par chaque mouvement, dix ans après la démobilisation des guérillas, dans chacun des deux pays, permet de voir combien leur compréhension des raisons de leur succès ou

---

<sup>894</sup> ARNSON (Cynthia), *Comparative peace processes in Latin America*, *op. cit.*

de leur échec est liée pour eux à la réalisation de ce moment particulier de la résolution négociée et reflète leur capacité à le dépasser pour pérenniser leur présence politique.

En Colombie, les anciennes guérillas comprennent leur échec politique, au-delà de leurs erreurs internes, essentiellement par le non-aboutissement de la réforme institutionnelle, facteur central dans l'explication d'une part du prolongement du conflit armé interne avec les guérillas et les paramilitaires, et d'autre part du renouvellement des pratiques clientélistes de la part des deux grands partis traditionnels, y compris au niveau du gouvernement central, ce qui permet de comprendre l'absence d'espace pour une force à la fois démocratique, alternative et critique<sup>895</sup>.

Au Salvador, les anciennes guérillas font effectivement le constat de la mise en œuvre partielle et partielle de certaines dispositions des Accords, en particulier sur les questions de la réinsertion, sur les thèmes socio-économiques ou sur le devenir de l'armée et des forces de police ; mais les difficultés actuelles du pays, face auxquelles le FMLN entend se mobiliser, ne relèvent pas de ces limites. Elles sont davantage expliquées par les politiques du gouvernement en place, qui n'entend compenser les effets sur les populations les plus défavorisées d'une mise en œuvre drastique d'orientations néo-libérales du point de vue économique que par des politiques sécuritaires<sup>896</sup>.

---

<sup>895</sup> Antonio Navarro a réalisé un bilan du processus de démobilisation des guérillas colombiennes, et tout particulièrement du M-19, lors du Séminaire « Haciendo paz: reflexiones y perspectivas del proceso de paz en Colombia » organisé à Bogotá début 2001. Le texte a été publié in NAVARRO (Antonio), « La desmovilización del M-19 diez años después », *Revista Semana*, n°986, 23 avril 2001.

<sup>896</sup> Deux textes, publiés le 16 janvier 2002, signés par la « Comisión Política » du FMLN, sont symptomatiques de cette analyse : « Comunicado de prensa de la Comisión política del FMLN, 16 de enero del 2002 » et « Posición oficial del FMLN en el X aniversario de la firma del acuerdo de paz », consultables in [www.fmln.sv.org](http://www.fmln.sv.org).

## **CHAPITRE 9 : LES DÉFIS DE LA DÉMOCRATIE ET DU PLURALISME FACE AUX HÉRITAGES DE LA VIOLENCE**

Dans les deux pays étudiés, les guérillas qui ont participé à une solution négociée du conflit interne, ont, au moment de leur démobilisation militaire, largement donné la priorité de leur action politique à leur propre transformation en parti, et dès lors à leur capacité à s'imposer lors de consultations électorales, à négocier des positions de pouvoir, à établir des alliances ou des coalitions, tout en accompagnant les programmes de réinsertion. Pour comprendre la dynamique du devenir des anciennes organisations de guérilla dans leurs sociétés respectives, il est nécessaire de dépasser une évolution lue à l'aune exclusive du verdict des urnes.

En redéfinissant leur propre identité politique en tant que partis, ces organisations ont également repensé le type de relations qu'elles avaient entretenu jusqu'alors avec d'autres acteurs politiques et sociaux, et en particulier avec ceux qui leur étaient idéologiquement proches, et qui avaient été jusqu'alors subordonnés aux priorités de la lutte armée. Pour certaines d'entre elles, cette reformulation de leur action politique est allée jusqu'à discuter, ponctuellement, ou de manière plus structurée, avec les partis politiques représentant les idées politiques qu'ils ont combattu par les armes.

Ce questionnement de leur environnement politique paraît caractéristique pour chacune d'entre elles de la manière dont elles ont traité un aspect qui relève largement des héritages de la période du conflit interne. En effet, la pérennisation de la présence des partis issus des anciennes guérillas conduit à ce que les temporalités spécifiques de la période de l'après-guerre s'imposent progressivement sur celles du conflit et de son règlement. Or, à ce niveau les trajectoires des deux cas choisis divergent.

Dans des situations pacifiées, comme au Salvador, la fin de la lutte armée dans un contexte de démocratisation des institutions oblige les partis issus des anciennes guérillas à repenser les relations avec des syndicats, mouvements sociaux ou organisations non gouvernementales, désormais autonomes, voire critiques, au-delà du lien de subordination qui avait prévalu pendant le conflit armé. Le nouveau parti se trouve confronté à la nécessité d'incorporer véritablement leurs demandes et leurs revendications dans le cadre du débat électoral et de l'action institutionnelle, tout autant que dans ses pratiques internes. Alors que les guérillas avaient cherché à incarner pendant toute la période de la lutte armée la seule opposition réelle au régime, l'expression même de la radicalité politique, elles se trouvent face à des expressions contestatrices, généralement sur des thèmes précis, qui l'obligent à reconsidérer son action, ses discours, ses pratiques.

Dans des situations où prévalent encore les logiques de l'affrontement militaire, comme en Colombie, les anciennes guérillas sont appelées à survivre dans un contexte extrêmement précaire, du fait de leur position en porte-à-faux. Dans ce cas, les modalités partielles et tronquées du processus de paix n'ont pas permis que celui-ci aboutisse à une scène politique à la fois polarisée et pacifique. Même si les partis politiques issues des guérillas recherchent des positions de compromis ou de modération, ils apparaissent, pour les acteurs politiques traditionnels, comme des concurrents contestataires, dangers potentiels de subversion de l'ordre politique. Par contre, pour les guérillas demeurées en activité, ces groupes ont trahi l'idéal révolutionnaire, et elles seules sont à même d'incarner la véritable alternative au régime. Cette situation est d'autant inconfortable pour les guérillas devenues partis politiques que le questionnement dont elles sont l'objet rejaillit sur le processus d'ensemble qui les a conduit à une paix négociée. C'est ainsi qu'en Colombie la défaite politique de l'ADM-19 et l'éclatement du collectif qu'elle représentait va rejaillir plus largement sur le processus de paix dans son

ensemble, à tel point que sa reproduction avec les guérillas demeurées en activité paraît désormais impossible.

*A. AU SALVADOR, UNE ANCIENNE GUERILLA AU DEFI D'INCORPORER DE  
NOUVELLES EXPRESSIONS DE LA RADICALITE POLITIQUE*

Davantage qu'en Colombie, la guérilla salvadorienne avait mobilisé pendant une douzaine d'années l'ensemble des ressources dont elle disposait au service de la lutte armée révolutionnaire. Au moment de la signature des accords de paix, il ne s'agit dès lors pas simplement de démobiliser quelques milliers de combattants et de transformer une organisation politico-militaire clandestine en un parti politique légal. C'est une vision des rapports avec d'autres organisations, syndicats, mouvements sociaux, organisations non gouvernementales, voire comités de solidarité à l'étranger, qu'il s'agit de repenser, puisque l'ensemble de ce dispositif avait été conçu exclusivement pendant la guerre civile pour contribuer à la victoire de la lutte armée. C'est l'ensemble d'un univers politique qu'il convient de modifier<sup>897</sup>.

Ce changement est d'autant plus important à analyser que, comme cela a été montré dans les chapitres antérieurs, la guérilla s'est appuyée sur une très forte mobilisation politique et sociale de ses partisans pendant la période de lutte armée. Plus que la mobilisation sociale en elle-même, et son influence ou non sur la démocratisation, ce sont ici les formes de relation entre le parti politique issu de la guérilla et ces mobilisations, dynamisation, accompagnement ou encadrement, qui apparaissent importantes à analyser, pour comprendre les dynamiques nouvelles surgies à l'aune du processus conjoint de démilitarisation et de démocratisation.

---

<sup>897</sup> Pour une analyse des effets de la fin de la lutte armée sur les visions politiques et les pratiques du FMLN, cf. MUNCK (Gerardo), BONIFACE (Dexter), « Political process and identity formation in El Salvador : from armed left to democratic left », p.34-53, in MUNCK (Gerardo), DE SILVA (Purnaka), *Postmodern insurgencies*. Basingstoke : Macmillan, New York : St Martin's Press, 2000, 285 p.

Il est certain que la transformation d'un « écosystème révolutionnaire » conçu pour la lutte armée en un parti politique dans des institutions démocratiques suppose la normalisation du rôle et de la place de ce parti, et la progressive autonomisation des formes de mobilisation autres que celles purement électorales. Néanmoins, l'héritage des pratiques issues de la guerre civile demeure présent, et la lente évolution des relations entre le parti politique et les autres formes de mobilisation sociale témoigne des difficultés d'une transformation progressive des modes d'action de l'ancienne guérilla.

Il convient de rappeler que cette évolution du parti et de son environnement militant se réalise dans un cadre institutionnel profondément rénové, mais qui demeure soumis en permanence à des tensions. L'absence de conflit armé et l'exemplaire transformation sur la scène électorale de la guérilla en parti politique représente un succès indéniable. Mais la montée de la délinquance et de la criminalité, le maintien de très importants niveaux de pauvreté, les tensions sociales liées aux difficultés des programmes de réinsertion des anciens combattants apparaissent comme autant de freins structurels au développement réel d'une démocratie. Même dans un cadre strictement institutionnel, les difficultés qui émaillent régulièrement les élections, dans le financement et le déroulement des campagnes, dans l'inscription des électeurs, l'absence de reconnaissance de l'opposition au niveau municipal ou dans un autre registre, l'utilisation périodique de l'armée à des fins de maintien de l'ordre interne, constituent de sérieux handicaps non résolus à ce jour. Malgré les succès électoraux du FMLN, il n'en demeure pas moins que, à l'image de nombreuses autres transitions démocratiques, en particulier en Europe du sud et en Amérique latine, « la consolidation de la démocratie (salvadorienne) ne sera véritablement testée que le jour où ARENA perdra l'élection présidentielle »<sup>898</sup>.

---

<sup>898</sup> WOOD (Elisabeth J.), *Forging democracy from below*. *op. cit.*, p.212.



Le chapitre antérieur a montré combien les formes d'articulation entre parti politique, fondations créées pour accompagner la réinsertion et mobilisations d'anciens guérilleros sur cette revendication ont abouti à remettre en question des liens initialement très forts entre les dirigeants et une partie de ceux qui ont constitué les bases de la lutte armée pendant une douzaine d'années. Les difficultés du nouveau parti sur ce thème reflètent en réalité une évolution plus large de ses référents d'action, aspect qui va être développé sur deux questions, choisies parce qu'elles apparaissent particulièrement pertinentes des formes de reconfiguration des liens entre parti politique et organisations sociales. L'évolution des formes de la mobilisation syndicale reflète, d'une part, la difficulté pour le FMLN de repenser de nouvelles formes d'organisations liées au travail, alors même que son identité de parti de gauche place au centre de son action les revendications des travailleurs. Ce thème a été choisi parce qu'il reflète l'évolution d'une temporalité particulièrement prégnante pendant la période de la lutte armée. D'autre part, la prise en compte dans l'action politique du FMLN de revendications féministes que le parti entend promouvoir avec force, voire d'une perspective de genre, désormais intégrée dans ses statuts, témoigne de sa difficulté à intégrer véritablement dans ses pratiques, tout autant que dans son discours, une thématique de contestation politique et culturelle qui n'a été utilisée pendant la guerre que sur un pur plan rhétorique. Cette dimension paraît assez représentative, pour sa part, des temporalités surgies dans l'après-guerre.

### **1) Trouver une nouvelle place dans la scène de la conflictualité sociale**

Au-delà de l'arène électorale, la signature de la paix impose au FMLN de reconsidérer radicalement les relations avec les mouvements sociaux proches de l'ancienne guérilla. L'ensemble de la mobilisation sociale et syndicale, y compris des organisations non armées, avait été complètement orienté vers la lutte armée et la victoire révolutionnaire pendant la période 1979-1992, comme en témoignent les tentatives de grèves générales lors des grandes

offensives du FMLN, ou l'encadrement des populations civiles dans les zones de présence de la guérilla ou dans les camps de réfugiés au Honduras. Désormais, le FMLN doit repenser ses relations avec l'ensemble de ces organisations, syndicats ouvriers et paysans, mouvements et mobilisations sociales, ou pour le dire d'une autre manière, avec l'ensemble des groupes qui concourent à former la société civile.

Les relations que le FMLN entretient avec les syndicats qui lui sont proches après 1992 témoignent de la difficulté du parti issu de la guérilla à renouveler son action revendicative dans les domaines liés au travail<sup>899</sup>. Pendant toute la période de la guerre civile, l'ensemble des organisations syndicales ont été subordonnées au conflit, par l'un ou l'autre camp. Le FMLN avait fait de la mobilisation sociale une des pierres angulaires de sa stratégie révolutionnaire. L'organisation de syndicats révolutionnaires, réunis dans des fronts de masse, les manifestations très importantes dans la période précédant le début de l'insurrection armée, puis leur utilisation dans le cadre d'actions subversives, ou leur mobilisation à l'occasion des grandes offensives constituent autant d'exemples de cette stratégie. La répression subie par le mouvement syndical révolutionnaire témoigne de cette implication, à l'image de l'attentat contre FENASTRAS en décembre 1989, qui servira de justification à l'offensive finale. Le gouvernement de son côté ne s'était pas privé de faire de même, en utilisant les syndicats démocrates-chrétiens, en particulier agraires, pour encadrer la réforme agraire, avec l'aide financière et logistique de l'agence de coopération internationale des États-Unis.

À l'occasion de la négociation de la paix, les questions socio-économiques sont reléguées à un second plan, les Accords de paix prévoyant seulement la création d'un Forum de consultation socio-économique, tripartite, gouvernement, patronat, syndicats, afin d'adapter la

---

<sup>899</sup> Pour une analyse de l'évolution du paysage syndical dans le Salvador de l'après-1992, et en particulier de la relation entre le FMLN et les syndicats qui lui sont proches, cf. FITZSIMMONS (Tracy), ANNER (Mark), « Civil society in a postwar period : Labor in the salvadoran democratic transition », *Latin American Research Review*, 34, 3, 1999, p.103-128.

législation sociale aux nouveaux cadres démocratiques. Mais les textes n'imposaient aucune contrainte, ni dans les modalités de réunion du Forum, ni dans les thématiques traitées, ni encore moins dans les résultats escomptés. Si le Forum s'est effectivement réuni à plusieurs occasions, les seules discussions concrètes porteront sur l'éventualité du passage en droit national d'un certain nombre de conventions de l'OIT. Malgré le fait qu'il s'agisse des conventions les moins contraignantes, aucune modification concrète ne sera apportée à la législation du travail.

La priorité donnée par le nouveau parti à la dimension politique et électorale affaiblit d'autant le dynamisme des syndicats. Dans ce domaine comme dans d'autres, la scission affecte la capacité d'organisation des organisations proches du FMLN. Les anciens dirigeants de l'ERP, et tout particulièrement en ce domaine ceux de la RN, passent brusquement d'une instrumentalisation de l'action syndicale par les organisations armées à la négation même de la nécessité pour un parti d'entretenir des relations avec des organisations syndicales<sup>900</sup>.

La situation n'est guère meilleure au sein des mouvements politiques restés au sein du FMLN. Une confédération comme FENASTRAS, créée pour soutenir l'action révolutionnaire à la fin des années 1970, puis engagée directement dans l'organisation de grèves et de manifestations pendant le conflit armé, ne semble plus en mesure de prolonger dans le paysage syndical de l'après-guerre l'activisme qui l'avait caractérisée. Les priorités données à l'action politique par la direction du FMLN conduisent à priver les syndicats de leurs meilleurs cadres, dans une reproduction pacifique de la subordination de l'action syndicale au parti. La faiblesse organisationnelle de cette confédération syndicale l'a entraînée dans une situation de crise interne, où la mauvaise gestion des ressources, la chute très importante de son nombre

---

<sup>900</sup> Cette situation est particulièrement forte au sein de la RN puisqu'elle avait développé un important travail syndical avant et pendant la guerre. FENASTRAS avait été ainsi à l'origine créée par des militants de la RN. De son côté, l'ERP n'a pratiquement pas eu d'appareil syndical. Le paradoxe, après la signature de la paix, entre la revendication d'une identité sociale-démocrate et la distanciation avec les syndicats est assez révélatrice de la difficulté des dirigeants du *Partido Democrata* à élaborer une identité politique à leur mouvement, par delà la négation de ce qu'ils ont été pendant la guerre.

d'adhérents, les départs de ses syndicats les plus dynamiques, et la quasi-réduction de l'aide financière internationale sont autant de phénomènes qui se sont renforcés mutuellement, dans une spirale de désagrégation. L'incapacité du FMLN à remédier à la crise d'une organisation syndicale proche semble caractéristique de sa difficulté à repenser ses relations avec les organisations sociales, dans une configuration qui a subi de très importants changements structurels.

La transition démocratique permet certes une action syndicale pacifique. Mais les orientations néo-libérales de la politique économique, les privatisations des grandes entreprises publiques, la réduction de l'emploi public, et surtout la multiplication des *maquiladoras*, réduisent d'autant les marges d'actions classiques d'un syndicalisme politiquement aligné. Cette situation ne se traduit pas pourtant par une réduction d'ensemble du mouvement syndical. En effet, le pays connaît l'émergence d'un syndicalisme autonome, non affilié politiquement, en particulier dans les domaines qui bénéficient le plus de la croissance économique, à l'image du bâtiment où un système de *closed-shop* perdure. Ce phénomène touche d'ailleurs dans les mêmes proportions les organisations proches de la Démocratie chrétienne.

Le long conflit dans le secteur de la santé, qui a été sans doute un des plus importants des dernières années, est particulièrement significatif de cette situation<sup>901</sup>. Une grève touche en effet les hopitaux publics, contre le programme de privatisation, à laquelle participent à la fois médecins et personnel hospitalier, entre septembre 2002 et juin 2003. Trois manifestations d'envergure nationale réunissent plusieurs centaines de milliers de personnes entre septembre et décembre 2002, devenant les plus importantes depuis la signature de la paix. Le FMLN a constamment affiché sa solidarité avec les travailleurs grévistes, et a cherché à accompagner leurs revendications à l'Assemblée. Il est à l'initiative des différents votes à l'Assemblée contre

---

<sup>901</sup> Sur ce conflit, cf. SCHULD (Leslie), « El Salvador : who will have the hospitals », NACLA Report on the Americas, 36, 4, janvier 2003, p.42-45.

le programme des privatisations, et en particulier du blocage le 14 décembre du veto présidentiel. Mais ce sont des syndicats et des organisations professionnelles autonomes qui ont été à l'origine des mobilisations, et non des centrales proches de l'ancienne guérilla.

Dans une inversion de la situation antérieure, c'est l'organisation politique qui a été touchée dans ses équilibres internes, autant que dans ses choix politiques, par les effets de la mobilisation sociale. Comme cela a été évoqué dans le chapitre antérieur, la médiation d'Héctor Silva, en tant que maire de la capitale, dans le conflit entre syndicats de travailleurs de la santé et ministère de la Santé, va être exploitée par ses adversaires internes pour l'écarter du parti. Par ailleurs, le FMLN a choisi comme candidat à la vice-présidence pour les élections présidentielles de mars 2003 un des dirigeants du mouvement des médecins qui n'avait pas été jusque là proche de l'ancienne guérilla. Cette volonté d'« ouverture » démontre pour le parti plus un désir de capitaliser électoralement le dynamisme d'une mobilisation sociale qui a compté avec un important soutien populaire plutôt qu'une véritable capacité de l'encadrer et de l'animer.

## **2) Incorporer de nouvelles revendications radicales, l'exemple du féminisme**

La prise en compte par le nouveau parti des revendications féministes, et les relations qu'il entretient avec les organisations féministes, constitue le deuxième thème révélateur de la difficulté pour le FMLN d'incorporer de nouvelles pratiques et de redéfinir ses relations avec d'autres organisations, en particulier contestatrices<sup>902</sup>. Mais contrairement aux deux aspects

---

<sup>902</sup> La question de la prise en compte des femmes dans les processus de paix, ou de l'émergence des mouvements féministes, généralement depuis une perspective de genre, est un des aspects les plus travaillés sur la situation contemporaine des pays de l'isthme centraméricain, en particulier au Nicaragua. Sur le rôle des femmes pendant les années 1980 (période sandiniste au Nicaragua, période de la lutte armée au Salvador et au Guatemala), cf. MASON (David), « Women's participation in Central American revolutions », *Comparative political studies*, 25, 1, avril 1992, p.63-89 et KAMPWIRTH (Karen), *Women and guerrilla movement, Nicaragua, El Salvador, Chiapas, Cuba* ; University Park : Penn State University Press, 2002, 194 p. Sur la période postérieure à la signature de la paix, pour les travaux les plus significatifs dans une perspective comparée, cf. KAMPWIRTH (Karen), « Feminism,

traités précédemment (les mobilisations agraires dans le chapitre précédent, les syndicats ouvriers dans la section antérieure), cet aspect semble révélateur de la temporalité de l'après-guerre, tant ces revendications sont nouvelles par rapport aux thèmes de conflictualité pendant le conflit interne et obligent le parti à se positionner par rapport à des questions qui pour lui sont en grande partie inédites.

Pendant la période de la lutte armée, le FMLN a eu une attitude paradoxale, comparé aux autres mouvements de guérilla, en particulier en Colombie, au Nicaragua et au Guatemala : tout en étant une des organisations de guérilla à incorporer le plus de femmes, il a été également l'une de celles qui a le moins développé de revendications féministes. En effet, parmi ses effectifs, la proportion de femmes était significative, estimée à 30 % parmi les combattants de base, et 20 % parmi le commandement<sup>903</sup>, ce qui faisait de la guérilla salvadorienne l'une des plus féminisées en Amérique latine. Mais le FMLN n'a que tardivement incorporé dans son programme politique des revendications explicitement féministes, et en particulier d'égalité entre les sexes. Les pratiques au sein de l'organisation reflètent cette absence d'intérêt. La très grande majorité des femmes parmi les effectifs du FMLN étaient affectée à des tâches d'accompagnement logistique des unités combattantes (cuisine, santé, etc.), ou à des tâches politiques au sein de la population

---

antifeminism and electoral politics in postwar Nicaragua and El Salvador », *Political Science Quarterly*, 113, 2, 1998, p.259-279, LUCIAK (Ilja), « Gender equality and electoral politics on the left : a comparison of El Salvador and Nicaragua », *Journal of Interamerican Studies and Worlds Affairs*, 40, 1, printemps 1998, p.39-66 et LUCIAK (Ilja), *After the revolution, Gender and democracy in El Salvador, Nicaragua and Guatemala. op. cit.* Sur le Salvador, cf. BLUMBERG (Rae Lesser), « Risky business : what happens to gender equality and women's right in post-conflict societies ? Insights from NGO's in El Salvador », *International Journal of Politics, Culture and Society*, 15, 1, septembre 2001, p.161-173 et MURGUIALDAY (Clara), « Mujeres, transición democrática y elecciones, El Salvador en tiempos de posguerra », *Nueva Sociedad*, 141, p.34-42.

<sup>903</sup> Quelques femmes sont parvenues à des postes très importants de commandement, à l'image de Mélida Anaya Montes (la *Comandante Ana María*), ancienne numéro 2 des FPL jusqu'à son assassinat en 1983 à Managua, de Nidia Díaz au sein du PRTC, de Mercedes del Carmen Letona ou de Ana Guadalupe Martínez au sein de l'ERP. Au sein de la direction unifiée de la guérilla, 3 membres sur 15 étaient des femmes. Sur ces estimations, cf. MONTGOMERY (Tommy Sue), *Revolution in El Salvador., op. cit.*, p.123-5. Par ailleurs, plus le degré de commandement était élevé, plus la proportion de femmes était faible, comme en témoigne la distribution du programme d'aide aux 600 cadres et dirigeants du FMLN négocié après la signature des accords. Les bénéficiaires étaient divisés en trois catégories selon leur degré de commandement. Si les femmes représentaient 20 % de l'ensemble des bénéficiaires, soit un pourcentage comparable à l'estimation de leur proportion aux postes de

civile, et pour celles parvenues à des responsabilités, à des postes de représentation diplomatique. Comme pour de nombreuses autres revendications, la place accordée aux demandes féministes a été longtemps sacrifiée aux urgences de la guerre et de la clandestinité. Mais contrairement à d'autres thèmes, comme cela vient d'être montré avec les luttes syndicales, le FMLN n'a pas incité à la création de véritables organisations de femmes en appui à son action, ou lorsqu'il l'a fait, elles ne sont pas parvenues à une structuration interne importante et ont largement été subordonnées à d'autres buts<sup>904</sup>.

Les effectifs lors de la démobilisation ont confirmé l'estimation sur la proportion de femmes au sein du FMLN<sup>905</sup>, puisque 30 % de l'ensemble des effectifs démobilisés étaient des femmes (4500 sur 15000) ; elles étaient 36 % parmi le personnel politique, 22 % parmi les blessés de guerre et 30 % parmi les combattants. Ces proportions ne varient pas beaucoup d'une organisation à l'autre, le pourcentage de femmes étant un peu plus élevé que la moyenne pour l'effectif total au sein de la RN et du PCS, pour les combattants au sein de la RN, et pour le personnel politique au sein de l'ERP, du PRTC et du PCS. Les chiffres de ce recensement montrent que plus de la moitié des femmes engagées dans le FMLN déclaraient avoir eu des activités d'appui logistique (dont 30 % comme cuisinières, et 15 % comme infirmières) et seulement 15 % estimaient avoir été combattantes.

Comme pour d'autres aspects, la signature de la paix signifie l'émergence possible d'autres formes d'actions et d'autres revendications pour le parti issu de la guérilla, mais avec le déplacement des priorités de la lutte armée vers la préparation des élections. Le surgissement de revendications féministes intervient dans ce contexte, et dans un premier temps dans le

---

commandement pendant la guerre, elles ne représentaient que 11,5 % de la catégorie correspondant au niveau de direction le plus élevé.

<sup>904</sup> Dans la stratégie des fronts de masses mise en place à la fin des années 1970, différentes composantes du FMLN ont cherché à créer des organisations de femmes. Mais, contrairement aux syndicats, ces organisations n'ont jamais été très numériquement importantes et politiquement significatives.

questionnement des bénéficiaires des programmes de réinsertion et dans la réalisation d'une plate-forme revendicative en vue des élections de 1994. En effet, si la part des femmes parmi les bénéficiaires réelles des programmes de réinsertion est à peu près équivalente à leur proportion au sein des effectifs de l'ancienne organisation de guérilla, les conditions d'attribution des terres et de leur mise en culture renforcent les situations d'inégalité dans laquelle se trouvent déjà un nombre important de femmes dans le monde rural. Les programmes, fondés sur des critères d'attribution individuelle, ne prennent quasiment pas en compte les situations de famille, négligeant épouses ou compagnes qui ont été elles-mêmes combattantes ou « *tenedoras* », ignorant les veuves d'anciens du FMLN, ou les épouses d'anciens combattants invalides comme bénéficiaires éventuels. Du fait d'un taux d'alphabétisation plus bas, les femmes bénéficiaires du programme rencontrent par ailleurs de plus importantes difficultés dans les rééchelonnements des dettes. L'incorporation d'un nombre significatif de femmes au programme n'interviendra d'ailleurs que dans un deuxième temps, à l'occasion de nouvelles discussions sur la liste de bénéficiaires.

Même si la situation des femmes dans la guérilla n'a pas été celle d'une égalité avec les hommes, en particulier en ce qui concerne la participation aux activités militaires et l'accession aux postes de direction, leur incorporation, dans une proportion significative, à la lutte armée les a conduit à exercer d'autres actions que celles traditionnellement dévolues à la femme salvadorienne, en particulier en milieu rural. Le retour à la paix s'est néanmoins accompagné pour la plus grande majorité à des fonctions quotidiennes liées à l'entretien de la famille et de la maison.

Cette situation de discrimination envers les femmes dans le cadre des programmes de réinsertion va constituer un des premiers thèmes de mobilisation d'un discours féministe qui

---

<sup>905</sup> Pour l'ensemble de ces chiffres, cf. LUCIAK (Ilja), After the revolution, Gender and democracy in El Salvador, Nicaragua and Guatemala, *op. cit.*



prend forme au sein même du nouveau parti. Or très vite, ce mouvement va se développer à la fois à l'intérieur du FMLN, par les revendications pour la prise en compte de revendications féministes et pour la mise en place de quotas de représentation, et à l'extérieur, à travers la constitution d'organisations féministes qui vont prendre leur autonomie par rapport au FMLN. De ce fait, la capacité de ce dernier à la fois à intégrer cette critique dans ses pratiques institutionnelles et à formaliser une relation qui ne soit pas de pure subordination avec les organisations féministes autonomes est significative de son action dans la temporalité de l'après-guerre.

Pendant les derniers mois du conflit interne, de nouvelles organisations de femmes surgissent au sein de la guérilla, largement à l'initiative interne de militantes, mais toujours suivant les logiques de chacune des organisations qui composent alors le FMLN<sup>906</sup>. Dans l'urgence de la négociation puis de la transformation en parti politique, deux processus dans lesquels les femmes participent proportionnellement peu, ces groupes sont conçus par la direction du FMLN quasi exclusivement comme de simples manières de récolter des fonds internationaux d'organismes multilatéraux. Ils vont acquérir progressivement une autonomie par rapport à leur organisation d'origine, en particulier à partir d'actions communes. La préparation de l'élection de 1994 a donné au mouvement féministe la première occasion d'apparaître publiquement comme un mouvement autonome, à travers le groupe *Mujeres '94* rassemblement d'organisations qui va au-delà des mouvements liés au FMLN et qui formalise, après un travail de débat interne, une revendication en quatorze points adressée aux candidats à l'élection

---

<sup>906</sup> A l'image de *Mujeres por la Dignidad y la Vida* (mouvement plus connu comme *Las Dignas*) au sein de la RN ou de l'*Instituto de Investigación, Desarrollo y Capacitación de la Mujer* du PCS, ou du *Movimiento de Mujeres Melida Anaya Montés*, au sein des FPL. La référence au sein de ce dernier groupe à l'ancienne numéro 2 du mouvement, qui n'était pas particulièrement connue pour ses prises de positions féministes, est assez significative d'une identification plus forte, à ce moment-là, à l'organisation d'origine qu'à la cause défendue.

présidentielle<sup>907</sup>. Le mouvement réussit concrètement, d'abord par des mobilisations sociales, puis par l'adoption d'une loi, à imposer que les candidats à des postes électifs soient à jour dans le paiement, le cas échéant, de pensions familiales<sup>908</sup>.

Bien que Rubén Zamora soit le seul candidat à reprendre ces points, et à les intégrer à sa campagne, le FMLN se montre dans l'ensemble relativement sceptique, voire rétif, à incorporer dans son programme une perspective féministe. Cette situation conduit à approfondir la distance entre organisations de femmes et structures de parti. Dans un premier temps, certains de ces groupes restent au FMLN, tout en s'affirmant comme désormais autonomes des organisations de guérilla originelles, avant même la dissolution de ces composantes, puis s'émancipent du parti de l'ancienne guérilla, même si leurs dirigeantes en restent membres à titre individuel. Ainsi le *Movimiento Mérida Anaya Montes* proclame rapidement son autonomie vis-à-vis des FPL, puis sous le nom de *Las Méridas* se détache du FMLN. Au sein d'autres groupes, la réticence du FMLN à incorporer des revendications féministes conduit à une prise de distances encore plus forte avec le parti. Le mouvement de *Las Dignas* revendique ainsi non seulement une autonomie institutionnelle complète, mais également un départ au niveau individuel, en refusant la possibilité d'une double adhésion au parti et à l'organisation féministe.

Les organisations de femmes demeurant au sein du parti vont chercher à y imposer leurs revendications. Cette action porte un certain nombre de fruits. Le FMLN entend se présenter comme le parti le plus ouvert à la participation des femmes, dans un pays où la proportion de ces dernières en politique a toujours été extrêmement marginale. Dès sa première convention de 1993, il intègre parmi les objectifs de son programme l'obtention des mêmes droits pour les deux sexes et la lutte contre la marginalisation et l'oppression que les femmes ont connue

---

<sup>907</sup> Sur cette action, cf. SAINT-GERMAIN (Michelle), « *Mujeres'94* : Democratic transition and the women's movement in El Salvador », *Women and Politics*, 18, 2, 1997, p.75-99.

traditionnellement dans la société salvadorienne. Un *Secretariado Nacional de la Mujer* est mis en place au moment de la transformation formelle en parti politique pour répondre à cette exigence. Mais dans un moment clef d'affirmation d'une orientation politique et d'une redéfinition des équilibres et des structurations internes du parti, le fonctionnement de cette instance est ralenti à la fois par l'importance secondaire accordée à cette question au sein des priorités du parti et par la permanence des clivages entre organisations. Ainsi, à la mi-1995, près de deux ans après sa création, les débats pour l'élection de la direction du *Secretariado*, conduisent à combiner un principe de représentation paritaire des cinq organisations membres, alors en cours de rediscussion au sein du parti, et une logique de délégation reposant sur l'élection directe par les militants.

L'une des revendications de *Mujeres '94* concerne une participation égale des femmes et des hommes aux postes de direction et de responsabilité. Mais les courants féministes au sein du parti vont échouer, dans un premier temps, à imposer un quota de 30 % de femmes pour les élections de 1994. Ces dernières occupent néanmoins une place non négligeable dans les listes du FMLN à l'Assemblée législative puisqu'elles constituent le quart des candidats. Sur les 21 députés élus du FMLN avant la scission, cinq sont des femmes, ce qui va faire du groupe parlementaire de l'ancienne guérilla, avant la scission, le plus féminisé de l'Assemblée<sup>909</sup>. Au sein des structures interne de direction, la proportion de femmes progresse légèrement, passant de 20 % à la *Comisión Política* et 14 % au *Consejo Nacional* en 1992-94 à respectivement 27 % et 18 % en 1994-95.

À l'occasion de la convention nationale de 1994, comme cela a été souligné plus haut, le parti décide de la mise en place un système de quotas garantissant une proportion de femmes

---

<sup>908</sup> Sur cette mobilisation, cf. BLUMBERG (Rae Lesser), « Risky business : what happens to gender equality and women's rights in post-conflict societies ? Insights from NGO's in El Salvador », *International Journal of Politics, Culture and Society*, 15, 1, septembre 2001, p.161-173.

parmi les délégués aux conventions. La détermination du quota prend néanmoins de nombreux mois, signe d'une acceptation relative de cette idée au sein du FMLN. À la demande initiale d'un quota de 30 %, la direction du parti répond en s'engageant à adopter un chiffre calculé en fonction de la proportion de femmes au sein des adhérents du FMLN. Elle refuse par ailleurs d'inscrire ce principe dans les statuts du parti. En décembre 1995, ce quota est provisoirement fixé à un minimum d'un tiers, puis finalement défini à un minimum de 35 % en 1997. Cette proportion a été depuis lors respectée à l'occasion de chaque renouvellement des instances de direction nationale (en 1999-2001, elle est de 40 % à la *Comisión Política* et de 36 % au *Consejo Nacional*). Malgré le fait que plusieurs dirigeantes du parti soient régulièrement parmi les mieux placées lors des élections des instances de direction, aucune d'entre elles n'a été élue au poste de Coordinateur<sup>910</sup>.

Le quota ne s'applique néanmoins pas pour les élections nationales. La pression des mouvements féministes restés au sein du parti produit d'importants débats internes sur cette question et permet dans un premier temps l'augmentation du nombre de femmes présentées à l'occasion des différents scrutins. Pour les élections législatives de 1997, le FMLN présente 24 candidates, dont 9 vont être élues, composant le tiers du groupe parlementaire. En 1998, le principe de présenter un homme et une femme sur le ticket présidentiel à l'occasion de l'élection présidentielle de 1999, est adopté. Malgré cette avancée formelle, l'absence d'une réglementation interne sur cette question fragilise cette situation, fortement perturbée par les vives tensions entre « orthodoxes » et « rénovateurs » qui contribuent à reléguer au deuxième plan les revendications de représentation, chacun de ces courants privilégiant la nomination de leurs propres cadres aux

---

<sup>909</sup> En 1994, seuls deux partis comptent des députées dans leur groupe parlementaire : 3 sur 39 à ARENA et 1 sur 18 au PDC. Après la scission, elles seront 3 sur 14 au sein du FMLN, et 2 sur 7 parmi les dissidents.

<sup>910</sup> En 1994 et 1995, Nidia Díaz est la mieux élue au sein du *Consejo Nacional* et ne se présente pas face à Salvador Sánchez Cerén. En décembre 1997, Violeta Menjívar est la mieux élue. Peu investie dans la rivalité entre « orthodoxes » et « rénovateurs », elle est invitée, par le courant « rénovateur », alors majoritaire, à retirer sa candidature au poste de Coordinateur, pour laisser la place à Facundo Guardado.

postes de direction plutôt que l'adoption de normes valables pour l'ensemble du parti et l'ouverture à d'autres thématiques. Les très vifs débats qui ont déchiré le parti à l'occasion de la nomination d'un candidat à l'élection présidentielle de 1999 ont achevé d'éloigner certaines organisations féministes du FMLN, du fait du contexte dans lequel s'est réalisé la mise à l'écart de Victoria de Avilés de la course à la candidature<sup>911</sup>. La candidature de Nidia Díaz comme vice-présidente ne contribue à apaiser cette critique, tant la campagne électorale est orientée quasi exclusivement sur la seule figure du candidat à la Présidence. Cette situation va contribuer à affaiblir les structures internes consacrées aux questions féministes : à l'éloignement de certaines dirigeantes s'ajoute la difficulté à faire fonctionner une instance unitaire dans un parti divisé.

La lente résolution de la crise interne ne va pourtant pas contribuer à améliorer la proportion de femmes candidates. C'est ainsi qu'aux élections législatives de 2000 et de 2003, le nombre de femmes présentées par le FMLN diminue légèrement (respectivement 22 et 21 sur 84) et la proportion de femmes dans le groupe parlementaire est stabilisée à un niveau bien inférieur à celui de 1997, et même à celui de 1994 (dans les deux cas, 7 députées sur 31 élus, soit 22 %).

Par ailleurs, la féminisation des postes de direction et de représentation demeure limitée au niveau national. Les structures départementales et locales du parti ne sont concernées que partiellement par l'application d'un système de quotas. Même lorsque les structures locales appliquent ce principe, les modalités du scrutin législatif ne favorisent pas leur élection. Aux élections législatives, les huit départements les moins peuplés élisent trois députés. Or la représentation proportionnelle au plus fort reste garanti pratiquement à chacun des trois

---

<sup>911</sup> Parmi les différents candidats pressentis, l'ancienne *Procuradora para la Defensa de los Derechos Humanos* était celle qui était la plus connue pour ses positions féministes. De ce fait elle a bénéficié de l'appui des organisations féministes au sein du FMLN, et même au-delà. Présentée, et soutenue, par le groupe « orthodoxe », elle va faire l'objet de critiques très virulentes de la part des « rénovateurs » qui n'hésiteront pas à critiquer le fait qu'une femme soit candidate à la Présidence.

principaux partis l'élection d'un seul député dans ces départements<sup>912</sup>. Si le FMLN se différencie des autres partis dans le fait de placer des femmes comme têtes de listes dans les listes départementales (ainsi en 1997 des femmes occupaient la tête de liste dans quatre départements, dont Violeta Menjívar à San Salvador et Nidia Díaz à San Vicente), il s'est rapidement aligné sur la pratique des autres partis : aucune femme n'est tête de liste départementale, ni en 2000, ni en 2003. Le maintien d'une proportion significative de femmes élues est dès lors dû essentiellement à leur sur-représentation dans la liste nationale, et dans une moindre mesure dans la liste du département de la capitale, ce qui conduit les partisans d'un système de quotas à investir encore davantage les luttes d'appareil au sein des instances centrales afin d'obtenir des positions éligibles sur ces deux listes<sup>913</sup>.

Dans le cadre des autres élections, la situation a plutôt tendance à se dégrader en matière de représentation des femmes. Ainsi, pour les élections municipales, la proportion de femmes élues est bien inférieure à celle des élections législatives, et a tendance à diminuer (2 sur 21 en 1994, soit 13,3 %, 6 sur 48 en 1997, soit 12,5 %, et enfin 4 sur 74 en 2003, soit 5,5 %). En ce qui concerne les élections présidentielles, le recul est également significatif. Le principe d'un ticket mixte homme/femme, adopté en 1999, n'est plus réintroduit à l'occasion de la préparation du scrutin de 2003, et aucune femme ne participe à l'élection primaire.

---

<sup>912</sup> Cela a déjà été le cas en 1994, où les trois partis principaux (à l'époque ARENA, le FMLN et le PDC) ont obtenu chacun un député dans cinq des huit départements concernés. A partir de 1997, les trois partis principaux ont obtenu chacun un siège dans la totalité de ces huit départements (le partage se faisant entre désormais entre ARENA, le FMLN et le PCN, sauf à de très rares exceptions).

<sup>913</sup> Sur les 84 députés, 20 sont élus sur une répartition proportionnelle à partir des résultats nationaux, les 64 autres sur une base départementale. Le département de San Salvador élit 16 députés, les cinq autres les plus peuplés entre 4 et 6, les huit départements les moins peuplés 3. De ce fait, seules les femmes placées en position éligible sur la liste nationale et sur la liste pour San Salvador ont des possibilités d'être élues. Ainsi en 2003, il y avait 9 femmes candidates sur la liste nationale (45 % des candidats), dont 3 ont été élues, 4 candidates sur la liste pour San Salvador (25 % des candidats), dont 3 ont été élues, et 8 candidates sur les listes des treize autres départements (17 % des candidats) dont une seule a été élue.

À l'image de l'accompagnement des mesures de réinsertion, les relations du parti surgi de l'ancienne guérilla avec le syndicalisme d'une part, avec le mouvement féministe de l'autre, témoignent de sa difficulté à renouveler ses pratiques internes. Si certains comportements hérités de la période de la guerre révolutionnaire s'estompent, d'autres demeurent vivaces. Les tensions entre organisations de guérilla, les clivages sur la participation directe ou non à la lutte armée disparaissent progressivement et sont remplacés par des affrontements internes où positions idéologiques et rivalités personnelles se combinent. La tendance au fractionnement et à la division existante dans toute organisation révolutionnaire armée et clandestine, particulièrement forte au Salvador avant le début de la guerre civile, est toujours présente. Mais elle est désormais tempérée par l'obligation d'obtenir un certain résultat électoral pour survivre au niveau politique. Sur ce dernier point, le FMLN demeure sans rival. Évoluant désormais dans un cadre démocratique, dans un contexte de pluralité politique et sociale, le FMLN a remplacé l'orientation de toute son action à la priorité donnée à la victoire militaire par celle du triomphe électoral. Ce déplacement constitue une marque indéniable de la réussite politique des Accords de paix. Il est néanmoins révélateur de la poursuite de certains héritages, car le FMLN, même renouvelé, éprouve des difficultés à établir des relations d'égalité avec d'autres organisations sociales, surtout lorsque ces dernières ont constitué une des composantes de son écosystème et qu'elles adoptent un discours plus radical, sur certains thèmes, que lui.

### *B. LA COLOMBIE FACE AUX HERITAGES DE LA VIOLENCE*

Plus de dix ans se sont écoulés depuis la signature à Bogotá de l'*Acuerdo final* entre le gouvernement colombien et le M-19 et depuis celle à Mexico des *Acuerdos de Paz* entre le gouvernement salvadorien et le FMLN. En Colombie, le processus incluant la transformation de certains mouvements de guérilla en parti politique, dans un cadre institutionnel renouvelé,

semble s'être terminé en 1994, année de la défaite électorale de l'ADM-19 et des derniers accords signés avec des petits groupes de guérilla.

La relative distance chronologique par rapport aux événements qui font l'objet de la réflexion de ce travail permet de les considérer avec un certain recul. Plutôt qu'un constat d'échec dans un cas et de réussite dans l'autre, c'est davantage une forme générale de scepticisme, voire de dénigrement, plus ou moins confirmé par les faits, qui marque les analyses réalisées dix ans après les faits des processus de paix analysés.

Il est certain que depuis la signature de l'accord entre le gouvernement colombien et le M-19 et la tenue de la Constituante, la situation colombienne s'est empirée en matière de conflit interne, et qu'en matière de politique intérieure, les partis issus de la guérilla ont disparu, et les autres courants politiques qui avaient animé l'esprit réformateur de la Constituante se sont désagrégés. De manière plus significative, le modèle de processus de négociation avec la guérilla a été complètement remis en cause. Il apparaît comme non applicable pour le cas des organisations de guérilla restées en activité, ses caractéristiques et ses résultats étant désormais interprétés comme un obstacle en tant que tel empêchant toute avancée décisive de la discussion avec les groupes restés en activité.

La Constituante avait en effet cherché à apporter un répit à une situation de très forte dégradation en matière de conflit interne et de sécurité publique. Elle contribue effectivement à intégrer les mouvements de guérilla les plus faibles. Si le bilan est mitigé avec les guérillas, il est certain que la période considérée va conduire à une certaine évolution de la violence exercée par les trafiquants de drogue. La Constituante ratifie dans la nouvelle *Carta Magna* l'interdiction de l'extradition des nationaux. L'une des principales revendications des cartels est ainsi satisfaite. D'autre part, le gouvernement va concentrer son action sur les grands cartels, dans un premier



temps celui de Medellín, puis celui de Cali, avec une certaine réussite<sup>914</sup>. Par ailleurs, la période voit apparaître un nouvel acteur, les organisations paramilitaires, comme des acteurs ayant recours à la violence armée qui s'adressent directement aux autorités publiques.

Dans les années 1990, le conflit interne en Colombie prend néanmoins une dimension inédite de banalisation de la violence<sup>915</sup>. Les acteurs armés se multiplient, voient leurs effectifs s'accroître, ainsi que leurs sources de financement et leurs zones de présence. Les effectifs de la guérilla ont ainsi à peu près triplé pendant la période 1990-2002 : le nombre de combattants des FARC serait ainsi passé de 5 800 à 18 000, celui de l'ELN de 1 800 à 4 000<sup>916</sup>. Cette croissance se double du caractère chaque fois plus hétéroclite et dispersé de chacun d'entre eux, tant dans la nature de leur action que dans les formes de son organisation interne. Cela se vérifie autant pour les guérillas que pour les autres acteurs armés. L'éclatement des grands cartels de la drogue en petites entreprises « délocalisées » peut se généraliser à l'ensemble des autres acteurs. La perméabilité entre eux est devenue chaque fois plus importante. Mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils agissent de manière concertée, les logiques locales de relations entre les différents groupes étant de plus en plus prégnantes et de plus en plus changeantes. Très opposées dans certaines régions, les différentes organisations armées peuvent trouver des *modus vivendi* dans d'autres à un moment donné, sans que cela ne signifie aucune garantie sur la durée de

---

<sup>914</sup> Cette réussite est paradoxale. Dans un premier temps, elle aboutit au démantèlement effectif des deux cartels. La reddition volontaire de Pablo Escobar et de ses principaux lieutenants en juin 1991, sa fuite spectaculaire en juillet 1992 et son exécution par la Police en décembre 1993 apparaissent comme les épisodes les plus illustratifs de cette action contre le Cartel de Medellín. Néanmoins à la suite de la destruction des deux cartels les plus importants, les trafiquants de drogue se sont réorganisés en groupes plus petits, plus localisés, et moins facilement identifiables. Ils ne cherchent plus à apparaître dans la vie politique, directement, ou par intermédiaires. Mais leur dispersion rend encore plus difficile toute action des forces de l'ordre contre eux.

<sup>915</sup> Pour une analyse des effets de la coexistence de différents groupes armés et de leur interpénétration, cf. PÉCAUT (Daniel), « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien », *Cultures et conflits*, 24-25, hiver-printemps 1996-97, p.147-179. (version anglaise « From the banality of violence to real terror : the case of Colombia », p.141-167, in KOONINGS (Kees), KRUIJT (Dirk), *Societies of fear : the legacy of civil war, violence and terror in Latin America*. *op. cit.*)

<sup>916</sup> Sur les chiffres de 1990, cf. GARCIA DURAN (Mauricio), *Procesos de paz : de La Uribe a Tlaxcala*. *op. cit.*, p.209. Sur ceux de 2002, cf. PÉCAUT (Daniel), « Guerre, processus de paix, polarisation politique », *Problèmes d'Amérique latine*, 44, printemps 2002, p.15

l'affrontement ou de l'entente<sup>917</sup>. Au sein des institutions, le consensus sur la nécessité de trouver une solution négociée au conflit interne, du moins jusqu'en 2002, va de pair avec l'inanité des solutions proposées.

Il ne s'agit pas ici d'analyser dans le détail l'échec des négociations de paix entre les gouvernements successifs avec les groupes de guérillas restés en activité, et l'évolution de ces derniers, mais d'explicitier les conséquences de l'expérience de la Constituante et du processus de paix de 1990-1991, en particulier sur les possibilités à terme de conduire à l'aboutissement d'autres négociations<sup>918</sup>. Même si le caractère partiel du processus colombien a été souligné à de nombreuses reprises, et même si le conflit interne en Colombie a des particularités spécifiques, l'absence de portée à terme du processus de paix engagé en 1990-91 n'en demeure pas moins étonnante. Le pays d'Amérique latine où les négociations de paix ont commencé, il y a maintenant plus de vingt ans, est ainsi le seul à ce jour où le problème de la résolution du conflit armé interne demeure toujours d'actualité<sup>919</sup>.

### **1) La dynamique entravée de la Constituante**

Dans la partie antérieure, il a été souligné combien le thème de la politique de paix était devenu, à partir des années 1980, un des principaux thèmes de différenciation entre candidats à l'élection présidentielle puis entre mandataires successifs. Cette différenciation apparaissait de

---

<sup>917</sup> Ainsi certaines régions où avaient « cohabité » de manière implicite différents groupes armés ont pu devenir à certains moments de véritables zones de guerre, sans que le rapport de force militaire soit permanent. Les offensives menées par les groupes paramilitaires contre les guérillas dans l'Urabá, le César ou tout particulièrement la zone du Magdalena Medio montrent à quel point les emprises territoriales exercées par l'un ou l'autre groupe sont mouvantes.

<sup>918</sup> Les ouvrages sur le conflit armé et la possibilité d'une paix négociée en Colombie pendant les années 1990 abondent. Parmi les ouvrages récents, et dans une perspective de science politique, histoire et sociologie, il convient de souligner le volume qui recueille la réflexion de plusieurs des meilleurs spécialistes du pays sur l'analyse de l'évolution du conflit et sur les cadres possibles d'une négociation, à partir des expériences passées. Cf. LEAL BUITRAGO (Francisco) (dir.), Los laberintos de la guerra. Bogotá : Tercer Mundo, Universidad de los Andes, 1999, 335 p.

manière d'autant plus manifeste que le paysage politique colombien s'est caractérisé par une forte homogénéité idéologique entre les deux principaux partis sur les autres thèmes politiques et économiques. Cette caractéristique va s'amplifier de manière particulièrement forte dans les années 1990, pendant lesquelles les candidats aux élections présidentielles n'hésiteront plus à afficher, comme un argument de campagne, leur capacité à rencontrer directement les dirigeants de la guérilla pour discuter de la paix. Mais toutes les modalités de relancer des négociations et des conversations directes avec les groupes de guérilla se sont révélées des échecs retentissants.

Pour le gouvernement, tout groupe de guérilla qui manifestait une volonté explicite de paix pouvait participer à la dynamique enclenchée avec la Constituante, comme l'a démontré l'inclusion de l'EPL, du PRT et du *Quintín Lame*. Les deux groupes de guérilla principaux demeurent un temps dans une certaine expectative. L'ELN, qui s'est tenue à l'écart de tout le processus de paix sous la présidence Betancur reste l'organisation dont l'activité militaire est la plus intense<sup>920</sup>, du moins jusqu'en 1990. Si elle participe à l'instance de coordination des guérillas mise en place, son rôle n'y est pas prépondérant.

Comme cela a déjà été évoqué dans le chapitre 6, ce sont les FARC qui vont entamer le changement d'attitude le plus important. Elles sont théoriquement toujours en trêve pendant les deux premières années de la présidence Barco malgré les innombrables accrochages avec l'armée. En dépit de quelques actions importantes de fronts régionaux, leur niveau d'action militaire n'est pas très élevé pendant cette période, et en tous cas bien inférieur à celui de l'ELN. Devant le retrait progressif du M-19, le Secrétariat des FARC assume progressivement la

---

<sup>919</sup> Le seul autre pays d'Amérique latine qui connaisse une insurrection armée avec laquelle le gouvernement ait été en négociation sans aboutir à la fin formelle de la lutte est le Mexique. Mais le conflit au Chiapas est d'une intensité armée insignifiante au regard de la situation colombienne.

<sup>920</sup> Comme pour le cas des autres organisations, l'analyse du nombre d'actions de chacune des organisations de guérilla est effectué à partir des données compilées par Mauricio García, in GARCIA DURAN (Mauricio), *Procesos de paz : de La Uribe a Tlaxcala*. *op. cit.*, en particulier Annexe I, p.253-285.

direction politique de la CGSB<sup>921</sup>. En septembre 1988, la direction des FARC inspire une déclaration commune de la CGSB qui rejette publiquement la *Iniciativa para la Paz* du Président Barco et invite le mois suivant le gouvernement à relancer le dialogue national. En décembre, dans une déclaration commune avec le M-19, elles accueillent favorablement l'initiative de paix d'Alvaro Leyva et semblent disposées à rencontrer la Commission des Notables, entretenant pendant la période de février 1989 à février 1990 l'illusion que cette solution peut prospérer. Par ailleurs, bien qu'elles désapprouvent officiellement la volonté de négociation du groupe de Carlos Pizarro, les FARC suivent et surveillent de près le processus, fournissant une certaine aide logistique de manière particulièrement visible au début des contacts avec le gouvernement. La détermination inébranlable de Carlos Pizarro de parvenir à la paix quelles que soient les conditions proposées par le gouvernement et l'attitude du Congrès vont conduire à une prise de distance définitive par rapport à la position beaucoup plus ambiguë des FARC. Les différentes initiatives de ces dernières et la réunion en octobre 1989 entre le Secrétariat des FARC et Rafael Pardo, le *Consejero para la Reconciliación, Normalización y Rehabilitación* sont autant de contacts sans contenu réel.

Des deux côtés, les déclarations publiques révèlent non seulement la dégradation progressive de contacts qui n'ont jamais été très probants, mais surtout l'idée que seule prévaut désormais la solution militaire. En décembre 1989, le Président Barco rend officiel les contacts avec le M-19 et constate la fin des Accords de La Uribe. Le ministre de l'Intérieur, Carlos Lemos Simmonds multiplie les déclarations hostiles envers les FARC. En février 1990, la Commission des Notables constate que les FARC ne sont pas disposées à négocier. En avril, Rafael Pardo envoie une longue lettre au Secrétariat des FARC dans laquelle il affirme que toutes les déclarations de ces dernières en faveur du dialogue et d'une solution négociée n'étaient motivées

---

<sup>921</sup> Cette situation est assez temporaire et dure jusqu'à la mort en août 1990 de Jacobo Arenas, le dirigeant historique des FARC.

uniquement que par une volonté de propagande armée. De son côté, l'organisation de guérilla répond point par point à toutes les déclarations du gouvernement ou de la Commission des Notables en signalant le manque de volonté officielle de dialogue. Elle constate que pendant les derniers mois de la présidence Barco, l'ensemble des efforts gouvernementaux en matière de paix sont orientés à l'accélération du processus de démilitarisation du M-19 qu'elle critique et condamne ouvertement<sup>922</sup>.

Les élections législatives de mars puis présidentielles de mai 1990, et surtout le changement dans l'exécutif vont signifier une évolution radicale dans la relation entre le gouvernement et les FARC. Dans le moment de la transition entre les deux mandataires, la continuité de l'équipe en charge des questions de paix et de sécurité va faciliter le maintien du contact avec les FARC qui n'entreprennent pas, comme cela avait été le cas quatre ans auparavant, d'actions armées particulières le jour de la prise de possession de César Gaviria. La trêve va être de courte durée. Tout en gérant les processus en cours avec les groupes les plus petits en cours de démobilisation, le gouvernement affiche rapidement sa volonté de reprendre les négociations avec la CGSB, acceptant le principe d'une rencontre au plus haut niveau et la présence d'un médiateur international. Le cadre étroit posé par la *Iniciativa para la Paz* va être progressivement levé. Ainsi l'exécutif va cesser de considérer qu'il est indispensable qu'une guérilla doive préalablement montrer des signes explicites de bonne volonté, et qu'un cessez-le-feu unilatéral est une condition *sine que non* pour entamer un dialogue. En quelques mois, toutes les déclarations convergent sur la différenciation entre les négociations avec la CGSB et celle avec les groupes restés en activité, changement que l'exécutif rend officiel en février 1991 en

---

<sup>922</sup> Tout en assurant une présence militaire autour du campement de Santo Domingo où se sont regroupés la grande majorité des combattants du M-19, les FARC vont réaliser quelques actions de déstabilisation du processus dans d'autres régions, ou tenter de convaincre les unités du M-19 non encore regroupées de se maintenir à l'écart du processus.

acceptant le principe de conversation avec la guérilla, à l'étranger et surtout sans conditions préalables, ni sur un cessez-le-feu, ni sur les thèmes de discussion.

Le changement de style n'est pas dû simplement à la bonne volonté du nouveau Président. Deux circonstances majeures interviennent, qui montrent encore une fois la forte intrication à ce moment-là entre le processus de réforme des institutions politiques et celui du processus de paix. Depuis mars 1990 et le mouvement de la « *séptima papeleta* », la possibilité de l'organisation d'une Assemblée constituante se concrétise chaque mois davantage. La CGSB multiplie les déclarations favorables à la réforme politique, et apporte mois après mois de nouvelles propositions : intégration de nombreux thèmes dans la Constituante, report de la date de l'élection, augmentation du nombre d'élus, participation directe de délégués de la guérilla<sup>923</sup>, etc. La volonté réelle de la guérilla de se démobiliser pour participer à la Constituante est alors tout à fait improbable. Mais en retrouvant le ton de censeur averti de la politique gouvernementale qui avait été celui des FARC aux meilleures heures du processus de paix de la présidence Betancur, la CGSB montre au gouvernement son dynamisme.

En réalité, malgré les régulières déclarations de bonne volonté, les deux camps sont depuis septembre 1990 en guerre ouverte, multipliant les actions armées d'envergure. Le 9 décembre 1990, jour de l'élection pour l'Assemblée Constituante, l'armée attaque et occupe Casa Verde, le siège du Secrétariat des FARC à La Uribe (Meta). Le résultat est symbolique. Quelques guérilleros sont tués, quelques armements sont détruits. Aucun dirigeant n'est arrêté. Mais l'endroit qui a servi de base politique et militaire depuis une dizaine d'années à la direction des FARC est désormais aux mains de l'armée colombienne. La réponse de la guérilla ne tarde pas. Le 5 février 1991, lendemain du jour où le gouvernement fait savoir sa volonté de

---

<sup>923</sup> A la fin 1990, elle demande 20 sièges au sein de la Constituante (8 pour les FARC, 8 pour l'ELN et 4 pour la dissidence de l'EPL). Postérieurement, elle va revendiquer 35 sièges qui s'ajouteraient aux 70 élus. Le nombre grandissant et chaque moins acceptable de sièges demandés montre que les guérillas abandonnent assez rapidement l'idée d'une éventuelle participation.

négociation sans conditions, et date de l'installation de la Constituante, la CGSB lance des actions sur l'ensemble du pays, en attaquant des détachements de l'armée mais surtout en dynamitant de nombreux équipements et infrastructures publiques. Le conflit armé entre le gouvernement et les guérillas reprend à une dimension nouvelle, à la fois au niveau de sa répartition territoriale et du type d'actions entreprises. Pour les FARC, cette offensive marque la fin d'une période de relative accalmie et le retour à un niveau d'action militaire très important, supérieur à celui de l'ELN, qui annonce l'augmentation en effectifs très significative de la décennie 1990.

Au-delà du choix symbolique des dates d'une part et d'autre, ces actions vont conduire en réalité à montrer que, malgré les déclarations réciproques, il n'y aura de rencontres réelles entre les logiques de la réforme politique, portées par la Constituante, et celles de la recherche d'une paix intégrale avec les mouvements de guérilla restés en activité. Si ces derniers acceptent la proposition gouvernementale d'une rencontre de haut niveau, sans conditions préalables, ni agenda prédéterminé, les atermoiements des uns et des autres retardent l'organisation d'une telle réunion. Pendant ce temps, la Constituante poursuit ses travaux, incorporant progressivement les représentants des petits groupes de guérilla démobilisés. Son mandat court jusqu'à la fin juin 1991, ce qui limite d'autant les possibilités pour les groupes de guérilla actifs de participer directement aux débats sur la réforme institutionnelle.

Les 30 avril et 1<sup>er</sup> mai 1991, des dirigeants de la CGSB et des constituants occupent l'ambassade du Venezuela pour obliger le gouvernement à reprendre les négociations. Le 15 mai, dans une réunion à Cravo Norte (Arauca), les deux parties s'accordent pour commencer les négociations à Caracas à partir de début juin<sup>924</sup>. Pour la première fois, le gouvernement

---

<sup>924</sup> Sur les négociations entre le gouvernement et la CGSB à Caracas et Tlaxcala, cf. GARCIA (Ricardo), « La paz esquiwa : negociaciones, desencuentros y rediseños de estrategias », *Revista Javeriana*, 118, 590, novembre 1992, p.316-323 ; RAMIREZ TOBON (William), « Las nuevas ceremonias de la paz », *Análisis Político*, 14, septembre 1991, p.8-33 et RAMIREZ TOBON (William), « ¿ Alguién quiere volver a Tlaxcala ? », *Análisis Político*, 16, mayo

colombien accepte de négocier, ouvertement, et de manière transparente, au plus haut niveau<sup>925</sup>, avec des guérillas qui n'ont pas manifesté ouvertement leur volonté de cesser les hostilités. Les deux parties sont conscientes que les discussions vont avoir lieu sans cessez-le-feu, comme au Salvador. Ni le gouvernement, ni la CGSB ne se priveront pas de chercher à faire balancer en leur faveur le rapport de force militaire sur le terrain, tout en rejetant sur l'autre la responsabilité de l'augmentation des hostilités.

Quatre cycles de négociation vont avoir lieu dans la capitale vénézuélienne entre juin et décembre, régulièrement entrecoupés de très sérieux affrontements armés. La première rencontre permet d'avancer rapidement sur la définition d'un agenda portant sur une dizaine de thèmes, la plupart d'entre eux portant sur des questions politiques et économiques nationales. Mais la discussion sur le premier d'entre eux, la formulation d'une modalité de cessez-le-feu, avec un éventuel regroupement des effectifs de la CGSB dans des campements prédéterminés, pour permettre la poursuite de négociations sur d'autres thèmes, va constituer le principal obstacle à une avancée décisive de la négociation. Propositions et contre-propositions sur ce point se succèdent : alors que la guérilla revendique une présence territoriale dans trois cinquièmes des communes colombiennes, le gouvernement ne lui propose qu'une soixantaine de campements dans des régions isolées. Les discussions conduisent à établir une forme de pré-accord sur une centaine de municipalités, mais dans lesquelles la CGSB demande à pouvoir être présente non seulement dans les zones rurales mais également dans chacun des chefs-lieux. Le refus par le

---

1992, p.55-68, ainsi que l'analyse faite Jesús Antonio Bejarano, qui a été alors l'un des principaux négociateurs du gouvernement, cf. BEJARANO (Jesús Antonio), « Los diálogos de Caracas, un examen de las incompatibilidades básicas » in BEJARANO (Jesús Antonio), Una Agenda para la paz. Bogotá : Tercer Mundo, 1995, p.83-108.

<sup>925</sup> La délégation gouvernementale va être composée, outre des responsables de la Consejería de Paz, emmenés par Jesús Antonio Bejarano, par deux vice-ministres. Le ministre de l'Intérieur, Humberto de la Calle, inaugure chacun des cycles de négociation.



gouvernement de cette dernière revendication gèle les discussions sur le seul point sur lequel un accord aurait pu être possible<sup>926</sup>.

En l'absence d'arrangement sur ce premier aspect, aucun autre thème n'est abordé réellement, les discussions avançant seulement sur des points marginaux, comme la création de commissions avec la participation de dirigeants patronaux et politiques chargées de diffuser les avancées éventuelles, ou l'accord sur la présence d'observateurs étrangers. Néanmoins aucun de ces accords ponctuels n'est suffisamment important pour enclencher une dynamique potentielle, à l'image de ce qu'a été l'accord de San José sur les Droits de l'homme d'octobre 1990 dans le cas salvadorien. De même, la présence d'observateurs étrangers n'apporte en aucune manière le rôle décisif de médiateur joué par les Nations unies.

En janvier 1992, Jesús Antonio Bejarano est remplacé par Horacio Serpa comme *Consejero para la Paz* et donc comme principal responsable gouvernemental de la négociation. Ce changement matérialise la volonté présidentielle de rompre avec le type de discussions menées jusqu'alors<sup>927</sup> et de donner une visibilité politique plus forte aux discussions avec les groupes de guérilla encore en activité. Le Président compte sur l'habileté politique de l'ancien coprésident de l'Assemblée constituante. Mais cette démonstration est à double tranchant : la récente promulgation de la nouvelle Constitution limite d'emblée toute la portée politique que pourront avoir les accords éventuels. Il s'avère manifeste que le tout nouveau texte constitutionnel ne pourra connaître de modifications majeures issues d'une négociation bilatérale<sup>928</sup>. D'autant que cette dernière viendrait rompre le contexte politique de concertation et

---

<sup>926</sup> Comme le fait remarquer Mark Chernick, l'attitude de la guérilla sur ce point révèle l'importance qu'elle donne à son pouvoir local et territorial, dimension jusque-là quasiment ignorée dans les négociations, et qui va devenir absolument essentielle pendant la décennie 1990. Cf. CHERNICK (Mark), « Negotiating peace amid multiple forms of violence », p.181, in ARNISON (Cynthia), *Comparative peace processes in Latin America*, *op. cit.*

<sup>927</sup> Horacio Serpa est ainsi le premier responsable de la *Consejería de Paz* à ne pas y avoir travaillé précédemment. Le chapitre 5 a évoqué la continuité des équipes chargées des questions de la paix sous les présidences de Virgilio Barco et César Gaviria.

<sup>928</sup> Pendant la conversations de Caracas, la Constituante avait manifesté à plusieurs reprises sa bonne volonté pour inclure des dispositions favorisant la réinsertion politique d'un groupe de guérilla. Elle introduira de fait certaines

consensus qui a été celui de la Constituante, incarnation politique de la pluralité du pays, climat que les secteurs du Parti libéral proches du président ont su si bien capitaliser à leur faveur<sup>929</sup>.

Pendant l'interruption des discussions, la paix est signée au Salvador. En tant que président d'un pays ami, César Gaviria assiste le 16 janvier 1992 à la signature à Mexico des Accords de paix entre le gouvernement salvadorien et le FMLN. Six semaines plus tard, les conversations reprennent à Tlaxcala, à moins de cent kilomètres de la capitale mexicaine. Plutôt que de rappeler les quelques avancées des conversations précédentes, les discussions commencent par deux présentations unilatérales des positions en matière de conflit et paix.

Très rapidement, devant l'impossibilité d'avancer sur les modalités du cessez-le-feu, les discussions abordent des thèmes de plus en plus éloignés de l'agenda initial de négociation, dans une perspective de plus en plus générale. Le gouvernement déclare que la rencontre est ouverte à tous les thèmes, sans exclusives. De longues séances sont ainsi consacrées par le gouvernement à la présentation de sa politique d'ouverture économique et commerciale, que la direction de la guérilla commente et critique. Les rencontres s'enlisent durablement. Fin mars, la nouvelle de la mort de l'ancien ministre Argelino Durán, alors qu'il avait été enlevé par la guérilla, constitue pour le gouvernement la preuve que la guérilla ne cherche même plus à maintenir l'illusion du dialogue. Les tentatives de médiation de l'Église catholique, puis du président du Congrès, n'y changeront rien. Début mai, la CGSB propose d'interrompre les conversations et de les reprendre en octobre. Aucune des parties n'est dupe. Le cycle de discussions au plus haut niveau commencé en juin 1991 à Caracas s'achève à Tlaxcala moins d'un an plus tard. Tout contact est désormais rompu et aucune autre tentative n'aura lieu sous la présidence Gaviria.

---

dispositions en ce sens dans certains articles à validité temporaire. Le *Congresito*, assemblée provisoire surgie de la Constituante et qui siège d'avril à octobre 1991 en l'attente de nouvelles élections législatives, fera de même.

<sup>929</sup> Comme cela a déjà été évoqué dans le chapitre 6, les trois secteurs politiques qui ont le plus appuyé le processus de réforme politique (le secteur du Parti libéral qui soutient le Président Gaviria, le MSN d'Alvaro Gómez Hurtado et la ADM-19) sortent politiquement renforcés de la fin des travaux de la Constituante. Davantage que les deux

Le conflit militaire, qui ne s'était interrompu à aucun moment, reprend avec une intensité encore plus accrue, sous les déclarations agressives de chacun des deux acteurs principaux. Le Président lance une guerre intégrale contre les guérillas, qualifiées à nouveau par ses ministres des délinquants de droit commun qui ont cessé de poursuivre un objectif politique. Celles-ci en réponse multiplient les actions armées, et démontrent qu'elles demeurent particulièrement dynamiques. Face à la recrudescence de la violence armée, César Gaviria proclame, en novembre 1992, l'état de commotion intérieure et la guerre intégrale contre les guérillas. La politique de paix se résume alors à réutiliser les cadres stricts de réinsertion prônés par son prédécesseur pour gérer les négociations avec la CRS, puis avec les Milices de Medellín, comme cela a déjà été évoqué précédemment.

## 2) L'épuisement des solutions politiques

En 1990, César Gaviria est parvenu à la présidence à l'issue d'une des périodes de violence politique les plus intenses qu'ait connu la Colombie. Sans modifier radicalement les politiques de son prédécesseur, il a mené jusqu'au bout le double processus de démilitarisation de certains groupes de guérilla et de démocratisation des institutions. Les conversations de Caracas et Tlaxcala ont représenté une certaine innovation par rapport au modèle de négociation hérité de son prédécesseur, mais sans contribution décisive à l'obtention d'une solution négociée. Lorsqu'il transmet son poste à Ernesto Samper en juillet 1994, la situation en matière de conflit interne semble encore plus grave. L'attitude de la guérilla à cette occasion symbolise bien le changement intervenu. En juillet 1990, elle avait accueilli le nouveau président dans un calme relatif, sans entreprendre d'actions militaires significatives. Quatre ans plus tard, la « *despedida a Gaviria* » (« l'au revoir à Gaviria ») se traduit par de nombreuses actions armées dans tout le

---

autres groupes, le Parti libéral, et en son sein les secteurs favorables au président, apparaît comme le grand gagnant

pays, dont un attentat qui coûte la vie à un général et par l'occupation temporaire de La Calera, dans les hauteurs de Bogotá.

Cette aggravation du conflit interne se double pour les anciennes guérillas qui se sont transformées en partis politiques de l'impasse que représentent successivement la sortie du gouvernement, la désagrégation sous les effets de la violence armée, en particulier pour l'EPL, puis leur incapacité à survivre à leurs échecs aux élections législatives et présidentielle de 1994. Or la situation qui porte cet échec ne peut se résumer seulement à l'éclatement organisationnel de la ADM-19 et à sa disparition programmée comme mouvement politique significatif. Elle n'est pas non plus le fait de l'éloignement du pouvoir central des principaux animateurs des politiques de paix et de négociation sous les présidences Barco et Gaviria<sup>930</sup>.

C'est plus largement la possibilité d'un enchevêtrement entre démocratisation et démilitarisation qu'avait pu représenter à un moment donné le processus constituant qui est désormais en crise, et cela quelques mois à peine après la promulgation de la nouvelle *Carta Magna*. Les processus ponctuels de négociation avec quelques autres groupes de guérilla (le CRS, les Milices de Medellín, évoquées précédemment) témoignent d'ailleurs de cet aspect. Au-delà de l'importance pour ces organisations et pour leurs membres de signer un accord avec le gouvernement, aucune référence significative sur la démocratisation des institutions n'est réalisée à ces occasions.

---

des élections législatives d'octobre 1991.

<sup>930</sup> Dans la réflexion sur l'évolution des politiques de réinsertion en Colombie (chapitre 8), il a été montré combien l'accession à la Présidence d'Ernesto Samper signifie un profond renouvellement des principaux responsables en matière de paix. Rafael Pardo et Jesús Antonio Bejarano séjournent pour un temps à l'étranger, le premier suivant une formation universitaire aux États-Unis puis travaillant avec César Gaviria à l'OEA, le second étant nommé ambassadeur successivement au Salvador puis au Guatemala. Les cadres de l'ancienne *Consejería de Paz* qui demeurent sont chargés plus spécifiquement des questions de réinsertion et non de la tentative de reprendre des négociations. Il convient de rappeler qu'à cette période, les anciens représentants et sénateurs de la ADM-19 battus en 1994 sont également nommés dans des postes diplomatiques en Europe, alors que d'autres s'investissent dans la politique locale. Ce sont ainsi tous les animateurs, d'un côté comme de l'autre, du processus de paix qui s'éloignent des centres de décisions.

La « structure d'opportunités »<sup>931</sup> qu'a pu représenter à un moment donné, pour les guérillas, la conjoncture de la Constituante s'avère désormais inexistante. Toute tentative postérieure de négociation avec les guérillas va échouer.

Entre 1994 et 1998, la volonté manifestée initialement par le président Samper se heurte très rapidement aux ambiguïtés de sa politique en matière de sécurité<sup>932</sup>. Ainsi le gouvernement cherche à démontrer, de manière explicite, et en particulier au niveau international, que les autorités publiques et les forces de l'ordre sont irréprochables en matière de Droits de l'homme, contrairement aux guérillas. Il fait ainsi adopter en décembre 1994 par le Congrès la ratification par la Colombie du deuxième protocole additionnel à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre<sup>933</sup>, et invite les grandes organisations internationales à vérifier le respect de ces engagements sur le terrain.

Mais il promet peu de temps après l'organisation des « coopératives de sécurité », à travers lesquelles les autorités publiques autorisent la formation de groupes armés dans les villages affectés par la violence. Cette stratégie a montré son efficacité par le passé au Guatemala au début des années 1980 et au Pérou contre la guérilla du Sentier lumineux. Elle n'est pas sans effets dans l'Antioquia où le gouvernement départemental d'Alvaro Uribe Vélez (1995-1998) l'a mise en œuvre. Mais dans un contexte où il existe déjà un nombre important d'acteurs armés, en particulier paramilitaires, cette mesure suppose la propagation des armements et la diffusion de

---

<sup>931</sup> Ce qualificatif est repris de l'analyse de la relation entre mouvements sociaux et configurations étatiques qui a été développée par la sociologie de la mobilisation des ressources. Pour des exemples, cf. TILLY (Charles), From mobilization to revolution. *op. cit.*, GIUGNI (Marco), McADAM (Doug), TILLY (Charles), From contention to democracy. *op. cit.* et McADAM (Doug), TARROW (Sidney), TILLY (Charles), Dynamics of contention. *op. cit.*

<sup>932</sup> Pour une analyse de la politique de paix sous le gouvernement d'Ernesto Samper, et sur l'évolution de la situation de violence pendant cette période, cf. sur le début de la période, PÉCAUT (Daniel), « Présent, passé, futur de la violence », p.17-63, in BLANQUER (Jean-Michel), GROS (Christian), La Colombie à l'aube du troisième millénaire. Paris : IHEAL, 1996, 438 p., et sur la fin l'ensemble des articles rassemblés in « Une guerre contre la société », Problèmes d'Amérique latine, 34, juillet 1999, p.5-116.

<sup>933</sup> Le deuxième Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (dit Protocole II) a été adopté au niveau international en juin 1977. La ratification par la Colombie est adoptée par le Congrès le 16 décembre 1994 et le protocole entre en vigueur à compter du 15 janvier 1996. Lors de vote, le gouvernement déclare qu'il se considère engagé par le texte y compris avant sa date d'entrée en vigueur légale.

la légitimation par l'État du recours à la violence, phénomènes peu compatibles avec l'affirmation du respect des populations civiles dans les conflits armés internes.

Par ailleurs, la crise politique que va représenter le scandale du financement de la campagne électorale du Président Samper par les cartels de la drogue, les procédures juridiques qui s'en suivent et le conflit au plus haut niveau avec Washington sur cette question, affaiblissent le gouvernement, et conduisent à geler définitivement toute possibilité de négociation avec les guérillas qui se gaussent de l'absence de légitimité du gouvernement central.

La présidence Pastrana va totalement modifier cette situation. La rencontre entre Andrés Pastrana et les dirigeants des FARC pendant la campagne électorale et sa promesse de mettre en place une zone démilitarisée pour entamer des négociations, créent un nouveau climat favorable à la reprise de discussions sérieuses. Les contacts établis par ailleurs entre des représentants de la société civile et l'ELN permettent d'amorcer un dialogue en Europe.

Pourtant là encore, malgré un contexte général qui est *a priori* le plus favorable à une solution négociée depuis la Constituante, les tentatives de dialogue ne vont conduire nulle part<sup>934</sup>. Le Président concède effectivement aux FARC une zone démilitarisée, dont la superficie est deux fois supérieure à celle du Salvador<sup>935</sup>. Les deux parties s'entendent sur des thèmes de discussion, dont la formulation trop générale et abstraite donne rapidement à penser qu'il n'en sortira aucun engagement concret. Quelques accords mineurs, sur la libération de prisonniers ou sur des trêves temporaires, permettent régulièrement d'entretenir l'illusion que le contact est maintenu, et pourra être développé.

Les FARC saisissent l'occasion qui leur est fournie pour affirmer leur volonté d'apparaître comme une puissance alternative à celle du gouvernement. Ainsi, à l'occasion de

---

<sup>934</sup> Sur le bilan de la politique de paix du président Pastrana, resitué dans l'évolution du conflit interne, cf. PÉCAUT (Daniel), « Guerre, processus de paix, polarisation politique », *op. cit.*

chaque remise de prisonniers ou accord de prolongation sur la zone démilitarisée, les FARC déploient, face aux responsables gouvernementaux et aux représentants de pays étrangers, un faste protocolaire et cérémonial digne de celui d'un État. Dans la zone démilitarisée, l'absence d'engagements réels des deux parties conduit la guérilla à revendiquer, avec un certain succès, l'exercice des compétences des autorités de police et de justice. Par ailleurs, la guérilla ne se prive pas de l'opportunité offerte pour se livrer à d'autres activités que celles liées à la seule préparation de la négociation. Hors de la zone, les combats se poursuivent. Les atermoiements de chaque partie, les critiques de part et d'autre conduisent à la rupture de la négociation à partir de février 2002, et à la fin de la démilitarisation de la « *zona de despeje* ».

Avec l'ELN, les contacts établis en Europe nourrissent une rencontre entre cette guérilla et des représentants de la « société civile colombienne », qui aboutissent aux accords de Mayence en juillet 1998. Pendant deux ans et demi, des effets d'annonce des deux côtés sur la volonté de faire participer la communauté internationale à la négociation permettent d'entretenir l'idée que le gouvernement et cette organisation pourraient trouver un terrain d'entente. Mais la rencontre à La Havane en janvier 2001 ne débouche sur aucun engagement concret des deux parties.

Ces deux tentatives de négociations révèlent effectivement la remise en cause du type de processus de paix qui a été mené, avec un certain succès, avec le M-19 et d'autres groupes de guérilla. Or, il convient de rappeler que l'aboutissement de ces processus ne tient en aucune manière aux cadres étroits de démobilisation proposés par la *Iniciativa para la Paz* du Président Barco. Les gouvernements Barco puis Gaviria n'ont jamais eu d'autre modèle de négociation que celui qui visait à la démobilisation unilatérale des groupes de guérilla. Ils n'ont jamais offert aux guérillas une négociation pour discuter ensemble les réformes à apporter au cadre

---

<sup>935</sup> La « *zona de despeje* » couvre cinq communes (La Uribe, San Vicente del Caguán, La Macarena, Mesetas et Vista Hermosa) du département du Meta, qui correspondent aux zones où le Secrétariat des FARC avait établi son

institutionnel, à l'armée ou aux politiques économiques, changements qui permettraient d'assurer et de garantir la transformation des guérillas en partis politiques. C'est le contexte très particulier de la Constituante, auquel ont contribué à leur manière les Présidents Barco et Gaviria, et surtout la capacité politique du mouvement politique issu de certaines guérillas à s'y intégrer, au point même de s'y confondre, qui a été à la base de l'intrication possible entre démilitarisation, même partielle, et réformes démocratiques.

« 'Des armes à la politique' : un beau titre. En d'autres temps, sa signification aurait été évidente. Aujourd'hui elle ne l'est plus »<sup>936</sup>. Dans le prologue au seul ouvrage académique consacré à l'évolution des guérillas colombiennes en partis politiques, Daniel Pécaut constate que s'il est possible d'analyser avec scepticisme le processus de paix colombien, ce n'est pas tant sur le constat du maigre bilan des expériences passées, mais bien davantage sur le fait que les expériences de réinsertion politique sont représentatives d'un moment particulier d'articulation entre les guérillas, le gouvernement et les sociétés dans lesquelles elles agissent, et que de ce fait, elles sont difficilement imitables, en tant que telles.

En effet, les guérillas contemporaines ne sont plus dans une relation exclusive de contestation du pouvoir politique vis-à-vis du gouvernement contre lequel elles s'insurgent en prétendant représenter les sociétés dans lesquelles elles agissent. Les formes prises par le conflit armé ont conduit au fait que les organisations de guérilla en activité se structurent aujourd'hui en fonction d'une multiplicité de référents complexes et diversifiés.

Elles sont immergées dans des logiques territoriales et locales qui ne correspondent plus en rien au modèle idéal dans lequel les paysans apportaient un soutien humain et logistique à des guérillas qui les représentaient. Les relations qu'entretiennent aujourd'hui les FARC et l'ELN avec les populations locales dans les régions dans lesquelles elles agissent relèvent à la fois de

---

siège. Leur population est estimée à environ 100 000 personnes.



logiques de surveillance, de protection, de contrôle social et de terreur, dans un contexte temporel très rapidement évolutif. Si elles prétendent continuer à exercer une influence sur les autorités politiques locales, ce n'est plus à travers un parti ou un front de masse, ni même par des représentants plus ou moins nommés ou autorisés, mais davantage par des formes de vigilance armée des maires et des représentants locaux du gouvernement national.

Par ailleurs, le contexte mondialisé devient de plus en plus prégnant pour comprendre la perpétuation du conflit interne en Colombie, en partie par la perméabilité des guérillas à un trafic de drogues dont les logiques de fonctionnement sont totalement transnationalisées. Ce phénomène a conduit en conséquence à une internationalisation croissante du traitement du conflit, qu'il s'agisse de l'intervention directe des États-Unis, des contributions diplomatiques de pays latino-américains ou européens, de la présence d'organismes multilatéraux en Colombie chargés de certains aspects liés au conflit (réfugiés et déplacés, protection des populations civiles, etc.), ou encore de l'action d'organisations non gouvernementales colombiennes ou étrangères<sup>937</sup>.

Or, cette mutation n'est pas unilatérale. La capacité de représentation et d'action du régime politique colombien a subi une dégradation considérable, affecté de plein fouet par la crise globalisée de l'État et de l'action publique. De ce fait, il convient de penser l'éventuelle résolution du conflit interne en Colombie autrement que par la seule intégration des guérillas dans les institutions, c'est-à-dire de réfléchir aux éventuelles modalités de sa résolution au-delà de l'enchevêtrement entre démocratisation et démilitarisation. Le constat est d'autant plus paradoxal que ce domaine, peu investi au niveau académique, demeure encore largement nécessaire mais apparaît en même temps comme insuffisant.

---

<sup>936</sup> PÉCAUT (Daniel), « Prologo », p.XXV, in PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), De las armas a la política. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1999, 333 p.

La comparaison des deux cas a été construite sur l'intensité de l'affrontement armé entre gouvernement et guérillas, sur la constance de son double volet politique et militaire, sur les modalités du règlement du conflit armé, et enfin sur les différences dans l'évolution des partis politiques issus des anciennes guérillas. Dans les deux cas, la possibilité de résolution était fondée sur des modalités de rencontre entre les deux acteurs principaux qui permettaient cette intrication, nécessaire et complexe, entre la démocratisation et la démilitarisation. L'aboutissement, total dans un cas, partiel dans l'autre, n'a pas signifié pourtant la fin de la violence.

Une décennie après la signature de la paix et la démobilisation des guérillas, un seul chiffre impose une comparaison d'un nouveau genre, et reflète l'évolution problématique du conflit interne en Colombie, de sa résolution au Salvador. Les deux pays se disputent en effet, année après année, la sombre palme du pays qui connaît le taux le plus élevé au monde d'homicides dus à la délinquance et à la criminalité. Cet aspect est une illustration parmi d'autres de la conclusion de Daniel Pécaut au prologue évoqué ci-dessus : « Le monde tel qu'il est actuellement contribue à nourrir encore plus les réticences des acteurs armés colombiens devant la perspective de changer les armes pour la politique »<sup>938</sup>.

---

<sup>937</sup> L'internationalisation du conflit interne colombien devient de ce fait une dimension nouvelle dans l'analyse de ce dernier, alors que cet aspect était jusqu'alors à peu près ignoré. Pour un exemple d'analyses colombiennes sur cet aspect, cf. *El Plan Colombia y la internacionalización del conflicto*. Bogotá : IEPRI, Planeta, 2001, 339 p.

<sup>938</sup> PÉCAUT (Daniel), « Prólogo », *op. cit.*, p.26

**CONCLUSION GÉNÉRALE**

Les cas salvadoriens et colombiens apparaissent bien comme des formes de transitions démocratiques qui incluent la résolution d'un conflit armé interne. Il convient de comprendre les situations étudiées ici, et plus largement les exemples nicaraguayen et guatémaltèque, dans la vague démocratique qui a touché le reste de l'Amérique latine. Mais, comme l'a montré le chapitre 2, ils constituent des processus spécifiques, du fait de la concomitance entre résolution du conflit armé et réforme politique, et de ce fait relèvent davantage du modèle des « transitions insurgées » que de celui des transitions concertées. Les modèles théoriques établis pour l'analyse des transitions démocratiques latino-américaines n'apparaissent que partiellement pertinents, tant la présence d'un conflit armé modifie singulièrement la négociation d'un nouveau cadre institutionnel, puis les modalités de participation des acteurs politiques qui y concourent. Or, dans une analyse qui a cherché à s'interroger sur le devenir d'acteurs armés qui ont participé à des processus de paix incluant la démilitarisation et la démocratisation, à la fois pendant la période de définition des nouvelles procédures institutionnelles et après leur établissement, il convient de réfléchir sur les effets à terme de cette caractéristique spécifique, et tout particulièrement sur l'importance qu'y joue le fait qu'il s'agissait de sociétés polarisées et violentes.

Une des principales différences signalées entre les transitions concertées et celles qui sont étudiées dans ce travail réside dans le fait que les premières reposent essentiellement sur la rencontre circonstanciée entre les intérêts des modérés (les « *softliners* ») du camp autoritaire et ceux de l'opposition démocratique, et la marginalisation progressive des représentants les plus durs (les « *hardliners* ») des deux bords.

En Colombie et au Salvador, il y a bien des discussions entre dirigeants politiques avant même l'organisation d'élections réellement pluralistes pour définir ensemble les nouvelles procédures démocratiques. Mais la négociation se fait entre, d'une part, les principaux

responsables du régime, ou leurs représentants directs, et parmi eux les plus hauts gradés de l'armée, et de l'autre, les dirigeants en chef des guérillas encore en activité, qui combattent par les armes ceux qu'ils rencontrent à la table des négociations. La légitimité des uns et des autres n'est pas liée au fait qu'ils soient, comme en Europe méridionale ou en Amérique du Sud, d'une part, les représentants modérés du régime autoritaire, et de l'autre, les figures politiques historiques d'avant la période autoritaire revenues d'exil, ou les jeunes cadres de l'opposition démocrate formés dans les rares espaces de liberté politique ou syndicale que permettait le régime militaire.

La possibilité de la négociation pendant la guerre, sans cessez-le-feu préalable, est menée à son terme, à la suite de l'échec des « modérés » à résoudre le conflit. En effet, dans les deux cas, les entreprises des modérés ne se sont révélées être que des « marchés de dupe » marqués par l'intensification du conflit armé – et sa dissémination en Colombie. L'échec à résoudre le conflit de figures gouvernementales comme Belisario Betancur en Colombie et José Napoleón Duarte au Salvador entache durablement toute velléité réformiste. Cette caractéristique n'est pas spécifique aux cadres du régime. Une analyse comparable montre les mêmes tendances au sein du camp révolutionnaire. Au Salvador, les dirigeants civils, regroupés au sein du *Frente Democrático Revolucionario*, dont les positions sont plus modérées que celles des commandants des organisations armées, ont été en première ligne dans les dialogues avec le gouvernement Duarte, puis ont joué un rôle de pionniers de la réinsertion politique dès 1988. Mais ils ont, par la suite, été marginalisés à l'occasion des négociations finales. De même, l'exécution des jésuites de l'Université centraméricaine par l'armée en novembre 1989 fait disparaître des figures dont l'autorité morale aurait pu servir à rapprocher les modérés des deux bords. En Colombie, les assassinats politiques de la période 1988-90 visent largement les figures les plus modérées, ou les plus ouvertes au dialogue, de chaque camp, à l'instar de la liquidation systématique des

cadres et militants de la *Unión Patriótica*, ou des assassinats de Luis Carlos Galán, Carlos Pizarro ou Bernardo Jaramillo.

Dans les deux cas, l'échec, l'élimination ou la mise hors jeu des modérés conduit à une période marquée par un très vif affrontement militaire. Or ce sont en partie les effets de cette intensification qui rendent possible la résolution négociée du conflit. En Colombie, l'apparition massive des trafiquants de drogue et des paramilitaires conduit à une escalade du conflit armé dans laquelle les petits mouvements de guérilla s'épuisent militairement et ne réussissent plus à imposer une différence entre la lutte armée révolutionnaire et d'autres formes de violence. Au Salvador, l'engagement massif des États-Unis auprès du gouvernement et l'appui des pays socialistes au FMLN transforment le conflit en un scénario de la guerre froide, lecture qui doit être dépassée (la fin du Bloc de l'Est, et plus significativement la défaite électorale des sandinistes, n'entraînant pas *ipso facto* la déroute de la guérilla) pour parvenir à la négociation, par la volonté de retrait des États-Unis puis l'intervention de l'ONU.

Il suffit de lire les signatures apposées au bas des accords de paix entre gouvernements et guérillas pour constater que ce sont des dirigeants qualifiés comme des « durs » qui ont été les principaux acteurs des négociations. Si Alfredo Cristiani, Président du Salvador de 1989 à 1994, et à ce titre un des principaux acteurs de la résolution négociée, est sans doute un démocrate convaincu, il n'en demeure pas moins membre d'une des familles les plus traditionnelles du pays, grand propriétaire terrien et dirigeant d'un parti viscéralement anticommuniste, représentant directement les intérêts de l'oligarchie terrienne. Un portrait similaire peut être fait de César Gaviria, Président de la Colombie de 1990 à 1994, dont les positions fortement néo-libérales au niveau économique contrastent dans un paysage politique longtemps marqué par un consensus en matière de politique économique.

Du côté des guérillas, les accords de paix au Salvador portent la signature des commandants militaires des cinq organisations qui composent le FMLN, ainsi que de quatre

principaux dirigeants politiques de ces groupes. Et en Colombie, le fait que le M-19 soit la première organisation à signer un accord avec le gouvernement peut être interprété de la même façon : bien qu'il s'agissait du groupe le plus modéré du point de vue politique et idéologique, son radicalisme armé en avait fait, pendant les années 1980, l'organisation de guérilla la plus visible et la plus agressive contre les institutions centrales de l'État colombien.

Par ailleurs, dans les deux pays, les négociations ont reçu la caution morale, et parfois le soutien, de dirigeants politiques qui s'étaient illustrés par leur radicalisme dans la lutte contre la guérilla, et qu'il est difficile de qualifier de « modérés ». Ainsi, au Salvador, Roberto D'Aubuisson, le créateur des Escadrons de la Mort, responsable intellectuel de nombreux assassinats au début de la guerre civile, s'est prononcé pour la réconciliation peu avant sa mort en février 1992. En Colombie, l'ancien Président Gabriel Turbay, dont la gestion répressive a été analysée, apporta un soutien moral et politique décisif à l'équipe gouvernementale qui négocia avec le M-19, et Alvaro Gómez Hurtado, le pourfendeur dans les années soixante des *Repúblicas Independientes*, devenu dans les années quatre-vingt le dirigeant du secteur le plus traditionnel du Parti conservateur, et séquestré à ce titre par le M-19, a partagé la direction de l'Assemblée Constituante de 1991 avec le groupe parlementaire issu de cette même guérilla et une fraction du Parti libéral.

Cette marginalisation des modérés et la polarisation de la négociation sur les dirigeants les plus « durs » de chaque camp, se retrouve, *mutatis mutandis*, dans les cas guatémaltèque<sup>939</sup> et nicaraguayen : « Les pactes (de paix) ne sont pas le fruit de la prééminence du centre idéologique

---

<sup>939</sup> Pour une analyse en ce sens du processus de paix au Guatemala, cf. SICHAR MORENO (Gonzalo), « Fracaso con gobiernos reformistas y éxito con la derecha en los diálogos de paz de Guatemala », *Afers Internacionals*, 42, 1998, p.125-142.

sur les extrêmes comme dans le cas des pactes démocratiques, mais plutôt le résultat d'une modération des durs et d'un choix de la réforme par les radicaux »<sup>940</sup>.

Or il est important de signaler que cette différenciation centrale entre les transitions démocratiques concertées et celles de pays ayant connu une transition incluant aussi le règlement d'un conflit armé interne ne se limite pas au seul moment de la négociation des nouvelles règles du jeu. En effet, là où la volonté de mettre fin à un conflit armé interne définit les modalités même de la transition démocratique, les configurations politiques qui naissent des accords ont pour particularité de continuer à exprimer la polarisation politique qui a existé pendant les années du conflit armé, mais désormais sur une scène électorale et pacifiée.

Dans le cas des transitions concertées, la modération politique est érigée par les théoriciens de ces transitions comme une dimension devant être recherchée pour assurer le succès de la poursuite du processus<sup>941</sup>. Les différents exemples d'Europe du Sud ou d'Amérique du Sud montrent d'ailleurs combien cette modération s'est prolongée à l'occasion des élections fondatrices, puisque ces consultations électorales ont été marquées généralement par la victoire des partis de centre ou de centre-droit, voire dans quelques cas d'alliances intégrant des formations de centre-gauche, et par la marginalisation des formations les plus radicales.

Après les élections fondatrices, une double évolution dans la configuration des forces politiques se produit dans les pays qui ont connu des transitions concertées. À gauche, non seulement les partis les plus réformistes marginalisent les formations les plus radicales, mais au sein même de ces partis, ce sont les dirigeants les plus modérés qui s'imposent contre les

---

<sup>940</sup> DUCATENZEILER (Graciela), CHINCHILLA (Fernando), « Pactos de paz : proceso de pacificación y transición hacia la democracia en El Salvador y Guatemala », *op. cit.*, p.150. Il conviendrait d'ajouter que cette modération se limite à l'acceptation du fait que le conflit peut être résolu par une voie négociée, et non aux options idéologiques de chacun des deux camps.

<sup>941</sup> Cet aspect, conséquence d'un processus qui met en avant la recherche du compromis et la marginalisation des options radicales et de la violence politique, est particulièrement présent dans O'DONNELL (Guillermo),



dirigeants historiques, à l'instar de l'évolution qu'ont connue les partis socialistes espagnol, portugais, grec ou chilien. Cette évolution ouvre de ce fait la porte à des alternances postérieures sans risques de remise en cause des institutions démocratiques, ni des orientations économiques, tant leurs programmes et leurs politiques sont modérés. Par ailleurs, il n'y a pratiquement pas de création de partis qui représentent une continuité idéologique avec l'ancien régime ou avec l'armée, ou bien ceux-ci connaissent de sévères défaites électorales – seul le cas chilien faisant exception, les deux partis de droite reconnaissant leur filiation avec le régime militaire. Lorsque les partis de droite s'imposent aux élections, c'est au terme d'une importante révision programmatique, comme cela a été le cas, là encore, dans les trois pays d'Europe méridionale.

Or les situations où la démocratisation et la démilitarisation se réalisent en même temps s'inscrivent dans une dynamique différente. En effet, ces pays vont voir la formation d'une scène politique polarisée autour des partis considérés comme les plus radicaux, représentant les options qui se sont affrontées par les armes, formations au sein desquelles les dirigeants les plus orthodoxes vont s'imposer sur les plus réformateurs ; dans cette scène politique, les partis modérés vont rapidement soit disparaître, soit se maintenir à des niveaux très faibles.

Cette évolution se retrouve dans les trois pays centraméricains, mais le cas salvadorien semble le plus paradigmatique. Pendant la guerre, le paysage politique s'était polarisé entre ARENA et la démocratie chrétienne<sup>942</sup>. À partir de 1994, une autre polarisation voit le jour dans le panorama électoral salvadorien, désormais entre ARENA et le FMLN, qui ensemble rallient systématiquement plus de deux tiers de l'électorat<sup>943</sup>. Si cette opposition entre les deux partis

---

SCHMITTER (Philippe), Transitions from authoritarian rule, Tentative conclusions about uncertain democracies. *op. cit.*

<sup>942</sup> Comme il a été analysé dans les chapitres 5 et 7, ces élections se déroulent dans un contexte particulier, puisque la participation de la gauche y est impossible en réalité. La somme des pourcentages obtenus par ARENA et par le PDC augmente régulièrement entre 1982 et 1989 pour passer de 70 à 90 %, aboutissant *de facto* à un quasi-bipartisme. Aux élections législatives de 1991, qui voient la participation pour la première fois de la gauche civile, cette proportion retrouve le niveau de 1982.

<sup>943</sup> Avec, comme cela a été analysé dans le chapitre 8, une progressive évolution favorable à l'ancienne guérilla : bien qu'elle obtienne en 1994 moins de la moitié des voix qu'ARENA, elle fait jeu égal à partir de 1997 avec cette

principaux ne conduit pas à une bipolarisation totale, aucun des autres partis, et en particulier ceux du centre, ne peut néanmoins s'imposer durablement comme une alternative<sup>944</sup>.

L'affirmation de la place désormais occupée par l'ancienne guérilla dans la vie politique se réalise dans une évolution différente de celle des partis de gauche dans les transitions concertées. En effet, au sein même du parti issu de l'ancienne guérilla, ce sont les secteurs les plus orthodoxes qui contrôlent les structures de direction, sans que les multiples scissions qui s'opèrent ne parviennent à contester l'hégémonie de cette organisation sur la gauche. Ainsi les courants de centre-gauche sortis du FMLN peu après les élections de 1994 qui se regroupent au sein du *Partido Demócrata* sont totalement marginalisés lors des élections législatives de 1997, où ils n'obtiennent que 1,2 %. La défaite de Facundo Guardado à l'élection présidentielle de 1999 scelle l'incapacité du courant « réformateur » à asseoir son influence au sein du parti. Ce courant crée un nouveau parti, le *Partido del Movimiento Renovador*, qui, avec 1,9 % des voix aux élections législatives de 2003, échoue une nouvelle fois à concurrencer le FMLN. De même, les anciens cadres de la gauche civile, menés par Rubén Zamora, regroupés au sein de *Convergencia Democrática*, puis du *Centro Democrático Unido* (CDU) depuis 1997, malgré une certaine influence, demeurent cantonnés à une position secondaire, n'obtenant qu'entre 5 et 7 % des voix aux élections législatives et 7,5 % au scrutin présidentiel de 1999.

L'évolution politique est comparable à celle que connaît le FSLN au Nicaragua, où après la défaite électorale de 1989, le parti, contrôlé par les proches de Daniel Ortega, consolide sa position de premier parti de l'opposition, en obtenant 40,8 % en 1990, 36,7 % en 1996 et 42,3 %

---

dernière aux législatives, obtient un groupe parlementaire plus important en 2000 et la dépasse également en nombre de voix en 2003.

<sup>944</sup> Le PDC aurait pu jouer ce rôle, puisqu'il obtient 18 % des voix et 18 sièges en 1994. Mais à partir de 1997, son électorat se stabilise autour des 8 %. *Convergencia Democrática*, devenu le CDU, ne parvient jamais à dépasser les 7 %. Le rôle de tiers parti est en réalité assuré par l'ancien parti des militaires, le PCN, avec 9 % des voix en 1997 et 2000, et 13 % en 2003 (16 élus).

en 2001. De son côté, la scission du *Movimiento de Renovación Sandinista* emmenée par Sergio Ramírez échoue à l'élection de 1996 avec 1,3 % des voix.

La comparaison avec la Colombie, en terme d'évolution du panorama politique, trouve ses limites dans le fait que le processus n'a abouti qu'à une négociation partielle. Malgré cela, le même constat de marginalisation des modérés peut pourtant être fait. Après son apothéose concordant avec la Constituante, la *Alianza Democrática M-19* a disparu de la scène politique à partir de 1994, entraînant dans sa chute toute illusion de voir apparaître une formation politique importante dans le panorama colombien qui puisse occuper une position alternative entre, d'un côté, l'habituelle dispute institutionnelle entre les deux partis traditionnels, et de l'autre, la consolidation des organisations de guérilla, dans une lutte armée de plus en plus perméable à la violence du trafic de drogue.

Les tendances qui viennent d'être dégagées sont-elles spécifiques aux deux cas choisis, ou reflètent-elles plus largement des caractéristiques communes aux expériences des pays ayant connu un règlement négocié d'un conflit armé interne prolongé qui comprenait de profondes réformes institutionnelles ? Les références aux cas guatémaltèque et nicaraguayen invitent à prolonger la réflexion sur d'autres pays. Dans l'introduction, puis dans la première partie, il a été évoqué à plusieurs reprises combien les situations colombienne, et surtout salvadorienne, était davantage comparable, en termes de processus d'évolutions institutionnelles, aux cas d'Afrique australe qu'à ceux des transitions concertées d'Europe méridionale ou de l'Amérique du Sud.

Or cette comparaison ne se limite pas aux strictes modalités de règlement négocié du conflit. Plus sans doute que dans le cas des transitions concertées, les expériences décrites dans ce travail invitent à prolonger la temporalité de l'analyse pour comprendre véritablement leurs résultats et leur portée. Les réflexions sur l'évaluation des réussites des processus de paix, évoquées dans le premier chapitre, paraissent marquées par les mêmes velléités normatives et

prescriptives que les réflexions sur la consolidation des régimes issus de transitions démocratiques concertées, présentées dans le deuxième chapitre. L'absence de reprise des hostilités, pour une part, l'acceptation par toutes les parties en présence des institutions démocratiques, pour l'autre, constituent bien deux conditions nécessaires pour apprécier la réussite d'une résolution par la négociation du conflit interne, construite sur l'enchevêtrement de la démilitarisation et de la démilitarisation. Les Accords de paix signés au Salvador, la conjonction entre accords de démobilisation et Constituante en Colombie, n'avaient finalement pour objectif affiché que l'affirmation du lien entre ces deux aspects.

Sans pour autant s'avancer dans une définition plus substantielle de la paix et de la démocratie, cette intrication, présente dans le conflit tout autant que dans les modalités de sa résolution, invite pourtant à penser une modalité à la fois simple et différente d'évaluation de ces processus dans le temps qui résiderait dans la capacité du régime issu de la résolution négociée à exprimer politiquement, pacifiquement, et sans danger de déstabilisation ou de retour en arrière, la polarisation qui était au cœur du conflit. Cet élément va au-delà du respect et de l'acceptation par tous des règles de fonctionnement du régime démocratique, considéré comme un élément effectivement nécessaire. Elle déplace en effet la réflexion du bon fonctionnement des institutions selon certains modèles au résultat auquel conduit la mise en place de ces procédures.

Dans une comparaison entre les transitions dans les pays d'Amérique latine et ceux d'Europe centrale et orientale, Guy Hermet s'interroge sur un élément semblable, en montrant combien une des différences importantes entre les expériences de transitions démocratiques dans les deux régions réside dans le paradoxe qui résulte dans le résultat des élections, à la suite des cheminements liés aux révisions idéologiques qui ont accompagné les transitions<sup>945</sup>. En Amérique latine, partisans des régimes autoritaires et opposants plus ou moins radicaux se sont

---

<sup>945</sup> HERMET (Guy), « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine / Europe de l'Est », *Revue Internationale de Politique comparée*, 8, 2, été 2001, p.285-304, et tout particulièrement les p.300-301.

tous ralliés aux vertus et à la prudence politique de la démocratie pluraliste, généralement avant même les premières élections fondatrices. En Europe centrale et orientale, la conversion fut à la fois plus forcée et plus rapide. Cela a conduit à une situation totalement opposée quant à la continuité ou non des anciennes élites au pouvoir. En Amérique latine, aucun des anciens représentants du régime autoritaire ne s'est imposé aux élections. Par contre, dans plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, certains apparatchiks des anciens partis uniques, généralement transformés en partis sociaux-démocrates, et plus ou moins modernisés, sont parvenus à revenir au pouvoir, à la faveur d'alternances démocratiques.

À l'aune de cette lecture, les deux cas ici considérés reflètent une capacité encore plus agile pour les anciennes élites de conserver leur pouvoir, qu'ils n'ont au demeurant jamais quitté, malgré les changements introduits. En Colombie, la défaite électorale de l'ADM-19 s'est produite dans un contexte plus large de reproduction de ce que la Constituante avait cherché à empêcher, ou du moins à limiter, la réaffirmation de l'hégémonie du bipartisme traditionnel sur la vie politique. Au Salvador, après deux élections présidentielles depuis la signature de la paix, c'est effectivement toujours ARENA qui gouverne le pays.

Pourtant dans la réflexion sur les résultats de ces deux processus, ce constat semble partiel. Le FMLN s'est affirmé progressivement comme un parti politique de tout premier plan, par-delà ses tensions internes, ses divisions et ses scissions, et par-delà ses difficultés à renouveler ses relations avec les organisations du mouvement social. Il compte désormais avec un groupe parlementaire supérieur à celui d'ARENA, gouverne les villes les plus peuplées du pays, dont la capitale, et se pose comme une alternative possible pour les prochaines élections présidentielles. Cette situation a fait évoluer le paysage politique salvadorien progressivement vers un bipartisme reflétant l'opposition idéologique qui s'est cristallisée en affrontement armé pendant la guerre, marginalisant les options les plus modérées des deux bords. Or cette tendance n'a pas été immédiate : elle n'était pas évidente au regard des résultats des premières élections

après la signature de la paix, en 1994, mais se trouve confirmée scrutin après scrutin depuis les élections législatives et municipales de 1997.

Ni pour les principaux acteurs de la vie politique salvadorienne, ni pour ses observateurs, cette évolution ne signifie une remise en cause de la transition politique, ni un quelconque danger de retour à la situation antérieure, soit par une reprise en main autoritaire des élites dirigeantes ou l'armée, soit par l'éventualité d'une insurrection révolutionnaire conduisant à un nouveau conflit. Or cette possibilité que les nouvelles institutions démocratiques permettent l'expression pacifiée d'une polarisation politique réelle, reflet de celle qui était au cœur d'un conflit interne, se retrouve davantage dans les pays ayant connu un règlement négocié d'un affrontement armé prolongé comprenant une réforme démocratique.

Il apparaît en effet que ces processus ont conduit à des paysages politiques polarisés sur les options partisans reflétant les options idéologiques qui s'étaient affrontées de manière violente – et s'il est évident que ces groupes ont accepté ouvertement le principe du pluralisme démocratique et des institutions libérales, ils n'en sont pas devenus pour autant des forces politiques modérées. Ce sont généralement les formations issues directement des anciennes guérillas qui concurrencent les partis politiques liés aux régimes autoritaires ou aux gouvernements précédents. De manière générale, cet affrontement est relativement équilibré en termes électoraux, démontrant ainsi que les deux parties autrefois en conflit armé bénéficient chacune d'un important appui, au-delà des accusations réciproques d'illégitimité ou d'absence de représentativité qui avaient émaillé la période de l'affrontement armé puis celle de la négociation<sup>946</sup>. Et contrairement aux cas d'Amérique latine, voire d'Europe centrale et orientale qui viennent d'être évoqués, au fil des consultations, les rapports de force électoraux sont d'une

---

<sup>946</sup> Cet élément diffère particulièrement ces cas des démocraties concertées. En effet, les pays concernés avaient connu une mobilisation armée contre les gouvernements en place, qui si elle n'avait pas réussi à s'imposer, était parvenue à une certaine forme de continuité de sa présence territoriale, démontrant ainsi au mieux l'existence d'une

remarquable constance, sans changement significatif, sans disparitions d'anciennes forces ou apparition de nouvelles, et sans retournement de majorités ni alternances. Paradoxalement du fait de la plus forte opposition politique qui existait avant l'accord, ce n'est pas tant la réalité de l'alternance qui sert de signe de réussite dans le temps de la transition politique, mais bien la continuité institutionnelle du régime dans un contexte polarisé.

En effet, dans les pays ayant connu des transitions démocratiques concertées, comme cela a déjà été mentionné, le panorama partisan voit s'affronter des formations nouvelles – ou restaurées quasi artificiellement après de très nombreuses années d'interdiction et d'exil – et se résume en Europe méridionale à une confrontation entre centre-gauche et centre-droit, tous deux partageant, non seulement évidemment les règles démocratiques et institutionnelles, mais également l'essentiel des options en matière de politiques économiques et sociales, convergence renforcée par les options prises en la matière par la construction européenne.

En Amérique du Sud, un phénomène similaire de modération se produit, soit à travers des mécanismes quasi permanents d'alliances entre les partis modérés, intégrant des partis de gauche, comme au Chili et en Uruguay, soit par des alliances ponctuelles et circonstanciées entre différents mouvements, comme au Brésil ou en Argentine, permettant au parti arrivé en tête aux élections de gouverner, tout en devant, du fait de ses alliances, modérer la portée de son programme. Cette modération s'est accompagnée de phénomènes rapides et normalisés d'alternances politiques, qui ne signifient en aucune manière une remise en cause de la transition démocratique.

La situation est toute autre dans les pays ayant connu des règlements de conflits internes par une négociation qui incluait des réformes institutionnelles dans le sens d'une

---

base sociale, au pire une capacité d'coercition sur une partie du territoire. Cela est très différent de forces politiques absentes du pays à cause d'un exil ou d'une interdiction.

démocratisation. Dans quelques cas, le verdict des urnes a conduit à exacerber les tensions, et par conséquent a servi de prétexte à des formes d'interruption du processus démocratique, soit par la reprise du conflit armé, soit par une reprise en main autoritaire, soit par l'imposition d'une tutelle extérieure (à l'instar de l'Angola dans le premier cas, du Zimbabwe ou du Cambodge dans le deuxième, du Liban dans le dernier, comme exemples de chacune de ces trois situations – avec le fait que dans ces deux derniers cas, les consultations électorales ont repris dans un cadre contrôlé).

Par contre dans d'autres situations, la scène électorale reflète désormais l'ancienne polarisation militaire. Au Mozambique, le FRELIMO, ancien parti-État, détient toujours le pouvoir, après s'être imposé à deux reprises par les urnes, mais l'ancienne RENAMO, organisation armée devenue parti politique, est loin d'avoir été marginalisée et s'est imposée désormais comme une alternative possible. Ainsi en 1999, Joachim Chissano est réélu Président avec 52,3 %, mais Alfonso Dalkhama, le dirigeant historique de la RENAMO, obtient 47,7 %. Aux législatives, le FRELIMO l'emporte avec 48,5 % et 133 députés sur 250, mais la RENAMO en obtient 38,8 % et 117 sièges<sup>947</sup>. Au Nicaragua, comme cela a déjà été esquissé, l'affrontement politique se résume, depuis 1989 et à l'occasion des trois consultations, à un bipartisme entre le PLC, le vieux parti des élites libérales, longtemps sous la coupe de la dynastie Somoza, et désormais restauré, constamment majoritaire, et un FSLN devenu parti politique, évoluant autour des 40 %, avec une forte constance dans les résultats. En 2001, Enrique Bolaños s'impose avec 56,3 % des voix sur Daniel Ortega (42,3 %), et le PLC conserve la majorité au Parlement (53,2 %, 47 sièges sur 93) suivi par le FSLN (42,1 %, 43 sièges).

À ce panorama, il est possible d'ajouter, comme l'ont fait certains auteurs, la situation dans deux autres pays d'Afrique australe ayant connu des règlements négociés de situation de

---

<sup>947</sup> Sur la participation de la RENAMO à la dernière élection, cf. CAHEN (Michel), *Les Bandits*. *op. cit.*



conflit interne. En Namibie, la SWAPO, ancienne organisation armée qui a lutté pour l'indépendance obtenue en 1990, domine largement le paysage politique, avec environ trois quarts de l'électorat depuis trois consultations, sans véritable opposition. Mais en Afrique du Sud, la situation est davantage comparable aux cas qui viennent d'être évoqués. En dépit de l'esprit consensuel qui a prévalu dans les étapes de la négociation finale, dans la règle initiale d'un gouvernement d'unité nationale et dans l'élaboration de la nouvelle constitution, l'ANC, redevenue un parti légal en 1990 (elle avait été bannie en 1961), a conforté son hégémonie électorale depuis la première élection ouverte à tous d'avril 1994 puisqu'elle recueille deux tiers des voix, face aux autres partis africains (en particulier *l'Inkhata* qui recueille 10,5 %, en partie par sa forte influence dans le *Zululand*), et tout particulièrement face aux anciens partis blancs existant sous l'apartheid qui n'ont pas disparu. En 1994, l'élection semblait refléter effectivement le clivage entre d'une part, l'ANC, largement majoritaire dans le pays, et tout particulièrement parmi la population noire, et de l'autre le Parti national du Président de Klerk qui avec 20,4 %, soit un pourcentage sensiblement plus important que celui de la population blanche, s'impose comme le principal parti d'opposition. Or l'expression électorale de ce clivage, avec une telle hégémonie de l'ANC, n'a significé à aucun moment une remise en cause des fondements qui ont permis l'évolution vers la nouvelle « république arc-en-ciel ». Seule différence notable par rapport aux autres cas signalés plus haut : les élections de 1999 ont montré une évolution sensible de la hiérarchie des partis d'opposition, puisque avec 9,6 %, le Parti démocrate, constitué en 1989 en partie par des dirigeants modérés *afrikaners* sur un programme de démocratie multiraciale, devance désormais un Parti national qui a connu une véritable déroute (6,9 %), montrant ainsi une relative évolution dans la continuité ou non des forces politiques existantes avant la transition – évolution qui devra être confirmée à la prochaine élection de 2004.

Ce constat d'expériences similaires dans d'autres pays ayant connu des cas de résolution négociée d'un conflit armé s'inscrit dans une réflexion qui s'interroge sur les effets de trajectoire, et donc dans ce cas précis sur les effets de la confrontation armée sur les modalités de sa résolution, puis sur les effets de ces dernières sur la situation politique de l'après-conflit. Dès lors de même qu'il n'est pas possible de comprendre ces processus sans prendre en compte l'importance centrale du rôle de la violence et celui de la mobilisation politique et sociale à la fois pendant l'affrontement armé et pendant sa résolution négociée, il convient également de réfléchir à la possibilité de la construction de scènes politiques où s'exprime cette polarisation politique de la société, sans que cet affrontement partisan entre ceux qui sont considérés comme les plus « durs », les plus « radicaux » ou les plus « extrêmes » signifie pour autant un danger de remise en cause du processus dans son ensemble.

Le choix de comparer les situations colombiennes et salvadoriennes ne s'imposait pas d'emblée, du fait de la différence entre les cas. Pourtant, il a été montré combien les deux cas pouvaient être analysés au travers d'une grille semblable, au travers d'une évolution comparable des modalités de l'affrontement entre gouvernements et guérilla et surtout d'une résolution où confluaient une réforme démocratique des institutions et la fin des hostilités armées – explicite et totale au Salvador, réalisée par les faits et de manière partielle en Colombie. Or cette conjonction se traduit dans les deux cas par la réussite électorale initiale de l'ancienne guérilla et sa capacité à s'intégrer dans un cadre institutionnel rénové. Par contre, la divergence de leur évolution politique est flagrante. Et celle-ci ne peut en aucune manière être expliquée exclusivement par les modalités de la résolution négociée.

Plutôt que de se limiter à un constat de succès dans un cas et d'échec dans l'autre, il convient de signaler, à la lumière d'autres situations semblables qui viennent d'être signalées, combien ce type de processus peut aboutir, dans certaines situations, à l'émergence d'une scène politique polarisée, où les ennemis qui hier s'affrontaient par les armes sont désormais les

principaux concurrents pour la victoire électorale, actant ainsi une réussite du processus de paix. Il y a sans doute là, dans le constat généralement sceptique des résultats des transitions démocratiques, et celui, pas moins optimiste de la situation colombienne contemporaine, matière à une espérance, à la fois académique et politique.

## **BIBLIOGRAPHIE**

Cette bibliographie présente l'ensemble des ouvrages et articles qui ont été utilisés pour la réalisation de ce travail, qu'ils aient été, ou non, cités ou référencés dans le corps du texte. Elle est organisée de façon thématique, en quatre grandes sections, présentant successivement les ouvrages théoriques généraux, les ouvrages comparés sur l'Amérique latine, ceux sur la Colombie, puis ceux sur le Salvador (avec une sous-section initiale sur l'Amérique centrale). Les deux premières sections sont structurées selon l'ordre de présentation des principales thématiques théoriques discutées dans le corps de la thèse (révolution, guérillas, guerre civile, négociations et résolutions de conflit, transition démocratique, transitions démocratique incluant la résolution d'un conflit armé interne, mouvements de guérilla et partis de gauche face à la démocratisation).

**Nombre de références : 624)**

### **OUVRAGES THÉORIQUES GÉNÉRAUX**

#### **MÉTHODOLOGIE**

- 1) CURAPP, Les méthodes au concret, Démarches, formes de l'expérience et terrains d'investigation en science politique. Paris : PUF, 2000, 328 p.

#### **REVOLUTION, GUERILLAS**

##### *Analyses comparées*

- 2) ARENDT (Hannah), Essai sur la révolution. Paris : Gallimard, 1990 (1<sup>è</sup> éd. 1963), 457 p.
- 3) CHALIAND (Gérard), Mythes révolutionnaires du Tiers Monde. Paris : Seuil, 1976, 265 p.
- 4) CHALIAND (Gérard), Stratégies de la guérilla. Paris : Gallimard, 1994 (1<sup>ère</sup> éd. 1984), 938 p.
- 5) CHALIAND (Gérard), Voyage dans vingt ans de guérilla. Paris : Aube, 1988, 215 p.
- 6) CLAUSEWITZ (Carl von), De la guerre. Paris : Editions de minuit, 1955, 755 p.
- 7) DESAI (Raj), ECKSTEIN (Harry), « Insurgency : the transformation of peasant revolution », World Politics, 42, 4, juillet 1990, p.441-465.
- 8) DIX (Robert), « The varieties of revolution », Comparative politics, 15, 3, avril 1983, p.281-294.

- 9) DIX (Robert), « Why revolutions succeed and fail », Polity, 16, 3, printemps 1984, p.423-446.
- 10) FORAN (John), « A theory of third world social revolutions : Iran, Nicaragua, and El Salvador compared », Critical Sociology, 19, 2, 1993, p.3-27.
- 11) GOODWIN (Jeff), SKOCPOL (Theda), « Explaining revolutions in the contemporary Third World », Politics and Society, 17, 4, 1989, p.489-509.
- 12) HUNTINGTON (Samuel), Political order in changing societies. New Haven : Yale University Press, 1968, 488 p.
- 13) MOORE (Barrington), Les origines sociales de la démocratie et de la dictature. Paris : La Découverte, 1983 (1<sup>ère</sup> éd. en anglais 1966), 431 p.
- 14) MULLER (Edward), SELIGSON (Mitchell), « Inequality and insurgency », American Political Science Review, 81, 2, juin 1987, p.425-451.
- 15) PAIGE (Jeffery), Agrarian revolutions. New York : Free Press, 1975, 435 p.
- 16) SKOCPOL (Theda), États et révolutions sociales. Paris : Fayard, 1985 (1<sup>ère</sup> éd. en anglais : 1979), 486 p.
- 17) TILLY (Charles), From mobilization to revolution. Reading : Addison-Wesley, 1978, 349 p.
- 18) WALTON (John), Reluctant rebels. New York : Columbia University Press, 1984, 230 p.
- 19) WOLF (Eric), Les guerres paysannes du vingtième siècle. Paris : Maspéro, 1974 (1<sup>ère</sup> éd. en anglais : 1969), 310 p.

### ***Bibliographie***

- 20) JOES (Anthony James), Guerrilla warfare: a historical, biographical and bibliographical sourcebook. Westport : Greenwood, 1996, 312 p.

### ***Etudes sur des cas spécifiques***

- 21) CAHEN (Michel), Les Bandits. Paris : C. Gulbekian, 2002, 354 p.
- 22) GEFFRAY (Christian), La cause des armes au Mozambique, Anthropologie d'une guerre civile. Paris : Karthala, 1990, 256 p.
- 23) MARTINEZ (Luis), la guerre civile en Algérie. Paris : Karthala, 1998, 429 p.

## **VIOLENCE POLITIQUE, GUERRES CIVILES**

### ***Violence politique***

- 24) BIGO (Didier), HERMANT (Daniel), Approches polémologiques. Paris : Fondation pour les études sur la Défense Nationale, 1991, 557 p.
- 25) BRAUD (Philippe), La violence politique dans les démocraties européennes. Paris : L'Harmattan, 1993, 415 p. (également paru *in* Cultures et conflits, 9-10)
- 26) DONEGANI (Jean-Marie), SADOUN (Marc), « Ce que la politique dit de la violence », Raisons politiques, 9, février 2003, p.3-18.
- 27) GURR (Ted), Handbook of Political conflict. New York : Free Press, 1988, 566 p.
- 28) GURR (Ted), Why men rebel. Princeton, Princeton University Press, 1970, 421 p.
- 29) MICHAUD (Yves), Violence et politique; Paris : Gallimard, 1978, 231 p.

- 30) SEMELIN (Jacques), « Rationnalités de la violence extrême », Critique internationale, 6, hiver 2000, p.121-175.
- 31) SEMELIN (Jacques) (dir.), « Violences extrêmes », Revue Internationale des Sciences Sociales, 174, décembre 2002, p.425-557.
- 32) SIMMEL (Georg), Le Conflit. Strasbourg : Circé, 1992, 162 p.
- 33) WEBER (Max), Économie et société. Paris, Plon, Pocket Agora, 1995, 2 tomes, 410 p. et 424 p.
- 34) WIEVIORKA (Michel), « Violence sociale et terrorisme », Sociologie du travail, 4, 1986, p.443-457.
- 35) WIEVIORKA, (Michel), Sociétés et terrorismes. Paris : Fayard, 1988, 565 p.

### ***Guerres civiles***

- 36) DERRIENNIC (Jean-Pierre), Les guerres civiles. Paris : Presses de Sciences Po, 2001, 281 p.
- 37) MARCHAL (Roland), MESSIANT (Christine), « De l'avidité des rebelles », Critique Internationale, 18, janvier 2003, p. 91-113.
- 38) MARCHAL (Roland), MESSIANT (Christine), « Les guerres civiles à l'heure de la globalisation. Nouvelles réalités et nouveaux paradigmes », Critique Internationale, 16, juillet 2002, p.58-69.
- 39) MARCHAL (Roland), « Les frontières de la guerre et de la paix », Politix, 58, 2002, p.39-59.
- 40) SINGER (David), SMALL (Melvin), Resort to arms, international and civil wars 1816-1980. Beverly Hills : Sage, 1982
- 41) ZARTMANN (William), Collapsed states, the desintegration and restoration of legitimate authority. Boulder : Lynne Rider, 1995, 303 p.

## **PAIX, NEGOCIATIONS, RESOLUTIONS DE CONFLITS**

### ***Négociations et résolutions de conflits***

- 42) GALTUNG (Johan), Peace by peaceful means. Oslo, Londres : International Peace Research Institute, Sage, 1996, 280 p.
- 43) GALTUNG (Johan), JACOBSEN (Carl), Searching for peace. Londres : Pluto, 2000, 290 p.
- 44) HAMPSON (Fen Osler), Nurturing peace, Why peace settlemeent succeed or fail. Washington : US Institute of Peace Press, 1996, 287 p.
- 45) IKLE (Fred), Every war must end. New York : Columbia University Press, 1991 (1<sup>ère</sup> édition 1971), 160 p.
- 46) KING (Charles), Ending civil wars. Oxford : Oxford University Press, International Institute for Strategic Studies (Adelphi Paper n°308), 1997, 94 p.
- 47) LICKLIDER (Roy) (ed.), Stopping the killing, How civil wars ends. New York : New York University Press, 1993, 354 p.
- 48) LICKLIDER (Roy), « Early returns : results of the first wave of statistical studies of civil war termination », Civil Wars, 1, 3, automne 1998, p.121-132
- 49) LICKLIDER (Roy), « The consequences of negotiated settlements in civil wars, 1945-1993 », American Political Science Review, 89, 3, septembre 1995, p.681-690.

- 50) MUNCK (Ronaldo), DE SILVA (Purnaka), Postmodern insurgencies. Basingstoke : Macmillan, New York : St Martin's Press, 2000, 285 p.
- 51) STEDMAN (Stephen), « Spoiler problems in peace process », International security. 22, 2, automne 1997, p.5-53.
- 52) WALTER (Barbara), « Designing transitions from civil wars », International Security, 24, 1, été 1999, p.127-155.
- 53) WALTER (Barbara), « The critical barrier to civil war settlement », International Organization, 51, 3, été 1997, p.335-64.
- 54) ZARTMAN (William), Elusive peace, negotiating an end to civil wars. Washington: Brookings Institution, 1995, 353 p.

***Construction de la paix, désarmement, démobilisation***

- 55) BALL (Nicole), Making peace work. Washington : ODC, 1996, 121 p.
- 56) BARASH (David), WEBEL (Charles), Peace and conflict studies. Thousand Oaks : Sage, 2000, 570 p.
- 57) BERDAL (Mats R.), Disarmament and demobilisation after civil wars. Oxford : Oxford University Press, International Institute for Strategic Studies (Adelphi Papers, 303), 1996, 88 p.
- 58) COUSENS (Elizabeth), KUMAR (Chetan), Peace-building as politics. Boulder : Lynne Rienner, 2001, 247 p.
- 59) DARBY (John), The effects of violence on peace processes. Washington : US Institute of Peace Press, 2001, 153 p.
- 60) KUMAR (Khrishna), Postconflict elections, democratization and international assistance. Boulder : Lynne Rienner, 1998, 265 p.
- 61) KUMAR (Khrishna), Rebuilding societies after civil war. Boulder : Lynne Rienner, 1997, 329 p.
- 62) STEDMAN (Stephen), ROTHCHILD (Donald), COUSENS (Elizabeth), Ending civil wars, the implementation of peace agreements. Boulder : Lynne Rienner, 2002, 729 p.

***Etudes de cas de résolutions de conflits ou de disparitions de la violence politique (hors Amérique latine)***

- 63) EADE (Deborah), WILLIAMS (Suzanne), « Building bridges in Southern Africa : conflict, reconstruction and reconciliation in times of change », Development in Practice, 7, 4, novembre 1997, p.436-509.
- 64) GRIFFITH (Allan), Conflict and resolution : peace building through the ballot box in Zimbabwe. Oxford : New Cherwell Press, 1998, 337 p.
- 65) MARCHAL (Roland), MESSIANT (Christine), Les chemins de la guerre et de la paix. Paris : Karthala, 1997, 259 p.
- 66) SOMMIER (Isabelle), La violence politique. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 1998, 253 p.
- 67) STEDMAN (Stephen), Peacemaking in civil war : international mediation in Zimbabwe. Boulder : Lynne Rienner, 1990, 254 p.

- 68) BERMEO (Nancy), « Myths of moderation, confrontation and conflict during democratic transitions », Comparative Politics, 29, 3, 1997, p.305-22.
- 69) COLLIER (David), COLLIER (Ruth Berins), Shaping the political arena. Princeton : Princeton University press, 1979, 877 p.
- 70) COLLIER (Ruth), MAHONEY (James), « Adding collective actors to collective outcomes », Comparative Politics, 29, 3, 1997, p.285-303.
- 71) COLLIER (Ruth), Paths toward democracy. Cambridge : Cambridge University Press, 1999, 230 p.
- 72) DEZALAY (Yves), GARTH (Bryant), La mondialisation des guerres de palais. Paris : Le Seuil, 2002, 504 p.
- 73) DI PALMA (Giuseppe), To craft democracies. Berkeley : University of California Press, 1990, 248 p.
- 74) HERMET (Guy), « Les démocratisations au vingtième siècle : une comparaison Amérique latine / Europe de l'Est », Revue Internationale de Politique comparée, 8, 2, été 2001, p.285-304.
- 75) HERMET (Guy), Les désenchantements de la liberté, Paris : Fayard, 1993, 335 p.
- 76) HERMET (Guy), LOAEZA (Soledad), PRUD'HOMME (Jean-François), Del populismo de los antiguos al populismo de los modernos. Mexico : El Colegio de México, 2001, 430 p.
- 77) HERMET (Guy), ROUQUIE (Alain), LINZ (Juan), Des élections pas comme les autres. Paris : Presses de la FNSP, 1978, 180 p.
- 78) HERMET (Guy), Sociologie de la construction démocratique. Paris : Economica, 1986, 172 p.
- 79) LECHNER (Norberto), Los patios interiores de la democracia. Santiago : Fondo de Cultura Económica, 1990, 183 p.
- 80) LINZ (Juan José), STEPAN (Albert), Problems of democratic transition and consolidation. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1996, 479 p.
- 81) LIPSET (Seymour), « Some social requisites of democracy : economic development and political legitimacy », American Political Science Review, 53, mars 1959, p.69-105
- 82) LIPSET (Seymour), The political man. New York : Doubleday, 1960, 432 p.
- 83) MOORE (Barrington), Les origines sociales de la démocratie et de la dictature. Paris : La Découverte, 1983 (1<sup>ère</sup> éd. en anglais 1966), 431 p.
- 84) O'DONNELL (Guillermo), El Estado burocrático autoritario. Buenos Aires : Belgrano, 1982, 496 p.
- 85) O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), WHITEHEAD (Lawrence), Transitions from authoritarian rule. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1986, 4 vol. (O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), WHITEHEAD (Lawrence), Transitions from authoritarian rule, Comparative Perspectives. Baltimore : Johns Hopkins University, 1986, vol. 1, 190 p.; O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), Transitions from authoritarian rule, Latin America. Baltimore : Johns Hopkins University, 1986, vol. 2., 244 p. ; O'DONNELL (Guillermo), SCHMITTER (Philippe), Transitions from authoritarian rule, Tentative conclusions about incertain democracies. Baltimore : Johns Hopkins University, 1986, vol. 4, 78 p.).
- 86) RUSTOW (Dankwart), « Transitions to democracy : towards a dynamic model », Comparative Politics, 2, 3, avril 1970, p.337-63



## ***GENERALITES AMERIQUE LATINE***

### **AMERIQUE LATINE GENERALITES, HISTOIRE, DEVELOPPEMENT POLITIQUE**

- 87) BETHELL (Leslie), (ed.), The Cambridge history of Latin America. Cambridge, Cambridge University Press, 1991, 9 vol.
- 88) DABENE (Olivier), La région Amérique latine. Paris : Sciences Po, 1997, 378 p.
- 89) DOMINGUEZ (Jorge), LOWENTHAL (Abraham), Constructing democratic governance. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1996, 577 p.
- 90) LINZ (Juan), STEPAN (Alfred), The breakdown of democratic regimes : Latin America. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1978, 216 p.
- 91) O'DONNELL (Guillermo), El Estado burocrático autoritario. Buenos Aires : Belgrano, 1982, 496 p.
- 92) ROUQUIE (Alain), Amérique latine, introduction à l'Extrême-Occident. Paris, Seuil, 1998 (1ère éd. 1987), 484 p.
- 93) WIARDA (Howard), KLINE (Harvey), Latin American politics and development. Boulder : Westview, 1996 (1ère éd. 1979), 577 p.

### **GUÉRILLAS, MOUVEMENTS RÉVOLUTIONNAIRES ET RÉVOLUTIONS EN AMÉRIQUE LATINE**

#### *Analyses comparées*

- 94) BATAILLON (Gilles), Violence et politique en Amérique centrale ; essai sur la mise en place de la guerre civile au Nicaragua et des affrontements armés au Guatemala et au Salvador. Thèse, Sociologie, Paris : EHESS, 1996.
- 95) BATAILLON (Gilles), « Réflexion sur l'histoire du communisme en Amérique latine », Communisme, 59-60, 1999, p.61-80.
- 96) CASTRO (Daniel), Revolution and revolutionaries, Guerrilla movements in Latin America. Wilmington : Scholarly Ressources, 1999, 236 p.
- 97) CHILDS (Matt), « An historical critique of the emergence and evolution of Ernesto Che Guevara's Foco theory », Journal of Latin American Studies, 27, 3, 1995, p.593-624.
- 98) DEBRAY (Régis), Révolution dans la révolution ?. Paris : Maspero, 1967, 138 p.
- 99) DEBRAY (Régis), La critiques des armes. Paris : Seuil, 1974, 323 p.
- 100) DEMELAS (Marie-Danielle), « De la 'petite guerre' à la guerre populaire : genèse de la guérilla comme valeur en Amérique du Sud », Cahiers des Amériques latines, 36, décembre 2001, p.17-36.
- 101) FAURIOL (George), Latin American insurgencies. Washington : National Defense University Press, 1985, 214 p.
- 102) GANDOLFI (Alain), Les luttes armées en Amérique latine. Paris : PUF, 1991, 254 p.
- 103) GILLEPSIE (Richard), « Guerrilla warfare in the 1980s », p.187-203 in CARR (Barry), ELLNER (Steve), The Latin American left from Allende to Perestroïka. Boulder : Westview, 1993, 256 p.
- 104) GOTT (Richard), Guerrillas movements in Latin America. London : Nelson, 1970, 452 p.

- 105) GRENIER (Yvon), « De l'inflation révolutionnaire, guerre interne, coups d'État et changements radicaux en Amérique latine », Études Internationales, 1, mars 1991, p.47-61.
- 106) GROSS (Liza), Handbook of leftist guerrilla groups in Latin American and the Caribbean. Boulder : Westview, 1995, 165 p.
- 107) GUEVARA (Ernesto), La guerra de guerrillas. Paris : Maspero (Cahiers libres), 1962 (1<sup>ère</sup> éd. en espagnol 1960), 203 p.
- 108) LARTEGUY (Jean), Les guérilleros, Paris : Solar, 1967, 443 p.
- 109) LOWY (Michael), Le marxisme en Amérique latine. Paris : Maspero, 1980
- 110) MANSILLA (H. C. F.), « Los iluminados y sus sombras », Nueva Sociedad, 105, décembre 1990, p.118-129.
- 111) McCLINTOCK (Cynthia), Revolutionary movements in Latin America. Washington : United States Institute of Peace, 1998, 492 p.
- 112) PEREYRA (Daniel), Del Moncada a Chiapas, historia de la lucha armada en América Latina. Madrid : La Catarata, 1994, 256 p.
- 113) RADU (Micheal), TISMANEANU (Vladimir), Latin American revolutions. Washington, Pergamon Brassey's, 1990, 386 p.
- 114) RANGEL (Carlos), Du bon sauvage au bon révolutionnaire. Paris : Laffont, 1976, 397 p.
- 115) SELBIN (Eric), Modern Latin American revolutions. Boulder : Westview, 1993, 244 p.
- 116) VAYSSIÈRE (Pierre), Les révolutions en Amérique latine. Paris : Le Seuil, 1991, 409 p.
- 117) WICKHAM-CROWLEY (Timothy), « Ganadores, perdedores y fracasados : hacia una sociología comparativa de los movimientos guerrilleros latinoamericanos », p.144-192, in ECKSTEIN (Susan), (ed.), Poder y protesta popular. Mexico : Siglo XXI, 2001, 428 p. (1<sup>ère</sup> éd. en anglais Power and popular protest. Berkeley : University of California Press, 1989, 342 p.).
- 118) WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Exploring revolution, essays on Latin American insurgency and revolutionary theory. London : Sharpe, 1991, 241 p.
- 119) WICKHAM-CROWLEY (Timothy), Guerrillas and revolution in Latin America. Princeton : Princeton University Press, 1992, 424 p.

### ***Guérillas indigènes***

- 120) LE BOT (Yvon), Violence de la modernité en Amérique latine. Paris : Karthala, 1994, 291 p.

### ***Influences internationales***

- 121) CABALLERO (Manuel), Latin America and the Comintern, 1919-1943. Cambridge : Cambridge University Press, 1986, 213 p.
- 122) JOHNSON (Cecil), Communist China and Latin America. New York : Columbia University Press, 1970, 322 p.

### ***Études de cas nationaux autres que le Salvador et la Colombie***

#### *Analyses*

*Cuba*

- 123) LACOSTE (Yves), « Stratégies autour de la Sierra Maestra », Hérodote, 1980

*Guatemala*

- 124) LE BOT (Yvon), La guerre en pays maya. Paris : Karthala, 1992, 335 p.  
 125) JONES (Suzanne), The battle for Guatemala. Boulder : Westview, 1991, 288 p.

*Nicaragua*

- 126) BOOTH (John), The end and the begining. Boulder : Westview, 1985, 363 p.  
 127) CHRISTIAN (Shirley), Nicaragua : Revolution in the family. New York : Random, 1985, 337 p.

*Pérou*

- 128) DEGREGORI (Carlos Iván), Qué difícil es ser Dios. Lima : El zorro de abajo, 1989, 29 p.  
 129) DEGREGORI (Carlos Iván), Las rondas campesinas y la derrota de Sendero Luminoso. Lima : IEP-UNSCH, 1996, 269 p.  
 130) STERN (Steve) (éd.), Los senderos insólitos del Perú. Lima : IEP-UNSCH, 1999, 490 p.

*Témoignages*

- 131) DEBRAY (Régis), Nous les Tupamaros. Paris : Maspéro, 1971, 252 p.  
 132) GABEIRA (Fernando), Les guérilleros sont fatigués. Paris : A. M. Métaillé, 1998 (1<sup>ère</sup> éd. en français 1980, en portugais 1979), 259 p.  
 133) Avec Douglas Bravo dans les maquis vénézuéliens. Paris : Maspéro, 1968, 80 p.

**AUTRES MOUVEMENTS POLITIQUES EN AMERIQUE LATINE***Gauche non armée, mouvements sociaux*

- 134) ALEXANDER (Robert), Communism in Latin America. New Brunswick : Rutgers University Press, 1957, 449 p.  
 135) CARR (Barry), ELLNER (Steve), The Latin American left from Allende to Perestroïka. Boulder : Westview, 1993, 256 p.  
 136) ECKSTEIN (Susan), (ed.), Poder y protesta popular. Mexico : Siglo XXI, 2001, 428 p. (1<sup>ère</sup> éd. en anglais Power and popular protest. Berkeley : University of California Press, 1989, 342 p.; 2<sup>e</sup> éd. revue et augmentée, 2001, 424 p.)

*Autres mouvements et courants politiques*

- 137) LYNCH (Edward), Latin America's Christian Democratic parties. Westport : Greenwood, 1993, 197 p.  
 138) WILLIAMS (Edward), Latin American christian democratic parties. Knoxville : University of Tennessee Press, 1967, 305 p.

## VIOLENCE POLITIQUE

- 139) KOONINGS (Kees), KRUIJT (Dirk), Societies of fear : the legacy of civil war, violence and terror in Latin America. London : Zed Books, 1999, 335 p.

## DEMOCRATISATION, TRANSITION DEMOCRATIQUE, RECONCILIATION

- 140) COLLIER (David), NORDEN (Deborah), « Strategic choice models of political change in Latin America », Comparative Politics, 24, 2, janvier 1992, p.229-243.
- 141) COLLIER (David), LEVITSKY (Steven), Democracy 'with adjectives', Conceptual innovation in comparative research. Notre Dame : University of Notre Dame, The Helen Kellogg Institute for International Studies (Working Paper n°230), 1996, 37 p.
- 142) COUFFIGNAL (Georges) (dir.), Réinventer la démocratie, le défi latino-américain. Paris : Presses de la FNSP, 1992, 330 p.
- 143) DABENE (Olivier), « Amérique latine : les voies de la réconciliation », Politique Internationale, 73, automne 1996, p.103-114.
- 144) DABENE (Olivier), Amérique latine, La démocratie dégradée. Bruxelles : Complexe, 1997, 154 p.
- 145) DUCATENZEILER (Graciela), OXHORN (Philip), (dir.), What kind of democracy ? What kind of market ? University Park : The Pennsylvania State University Press, 1998, 270 p.
- 146) GONZALEZ CASANOVA (Pablo), ROITMAN ROSENMANN (Marcos), La democracia en América Latina. Mexico : UNAM, La Jornada, 1995, 716 p.
- 147) HERMET (Guy), « L'Amérique latine face à la théorie démocratique », Cahiers du GELA-IS, 1, 2001, p.11-30.
- 148) HIGHLEY (John), GUNTHER (Richard), Elites and democratic consolidation in Latin America and Southern Europe. Cambridge : Cambridge University Press, 1992, 354 p.
- 149) KARL (Terry Lynn), « Dilemmas of democratization in Latin America », Comparative Politics, 23, 1, octobre 1990, p.1-21.
- 150) KRUIJT (Dirk), « Low intensity democracies : Latin America in the post-dictatorial era », Bulletin of Latin American Research, 20, 4, octobre 2001, p.409-430
- 151) KOURLIANDSKY (Jean-Jacques), « Amérique latine, la démocratie périphérique », Relations Internationales et Stratégiques, 14, été 1994, p.55-65.
- 152) LECHNER (Norberto), Los patios interiores de la democracia. Santiago : Fondo de Cultura Económica, 1990, 183 p.
- 153) LECHNER (Norberto), « A la recherche de la communauté perdue : les défis de la démocratie en Amérique latine », Revue Internationale de Sciences Sociales, 129, août 1991, p.577-590.
- 154) LEFRANC (Sandrine), Politiques du pardon. Paris : PUF, 2002, 363 p.
- 155) LEVINE (Daniel), « Paradigm lost : Dependence to Democracy », World Politics, 40, 3, avril 1988, p.377-394
- 156) REMMER (Karen), « New wine or old bottlenecks ? The study of Latin American democracy », Comparative Politics, 23, 4, juillet 1991, p.479-495.

- 157) SANTISO (Javier), « La démocratie incertaine : La théorie des choix rationnels et la démocratisation en Amérique latine », Revue Française de Science Politique, 43, 6, décembre 1993, p.970-993.

#### MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES ET PARTIS DE GAUCHE FACE À LA DEMOCRATISATION

- 158) ANGELL (Alan), « Incorporating the left into democratic politics », part II, p.3-25, in DOMINGUEZ (Jorge), LOWENTHAL (Abraham), Constructing democratic governance. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1996, 577 p.
- 159) BROWN (Ed), « Articulating opposition in Latin America : the consolidation of neoliberalism and the search for radical alternatives », Political Geography, 15, 2, 1996, p.169-192.
- 160) CARR (Barry), ELLNER (Steve), The Latin American left from Allende to Perestroïka. Boulder : Westview, 1993, 256 p.
- 161) CASTAÑEDA (Jorge), La utopía desarmada. Mexico : Joaquín Mortiz, 1994 (1ère éd. 1993), 579 p.
- 162) DUNKERLEY (James), « Beyond utopia : the state of the left in Latin America », New Left Review, 206, juillet 1994, p.27-43.
- 163) RYAN (Jeffrey), « The impact of democratization on revolutionnary movements », Comparative Politics, 27, 1, octobre 1994, p.27-44.
- 164) STOLOWICZ (Beatriz), Gobiernos de izquierda en América Latina, el desafío del cambio. Mexico : UAM, Plaza y Valdes, 2001, 211 p.

#### ANALYSES COMPAREES DE PROCESSUS DE PAIX, DE DEMOBILISATIONS ET DE REINSERTIONS

- 165) ARNSON (Cynthia), Comparative peace processes in Latin America. Washington, Stanford : W. Wilson Center Press, Stanford University Press, 1999, 493 p.
- 166) BASOMBRIO IGLESIAS (Carlos), La paz, valor y precio. Lima : Instituto de Defensa Legal, 1996, 226 p.
- 167) BEJARANO (Jesús Antonio), Una Agenda para la paz. Bogotá : Tercer Mundo, 1995, 268 p.
- 168) DEAS (Malcolm), « The colombian peace process 1982-85 and its implication for Central America », p.91-110, in DI PALMA (Giuseppe), WHITEHEAD (Laurence), The Central American impasse. Londres : Croom Helm, 1986, 252 p.
- 169) De la Guerra a la paz, experiencias latinoamericanas. Bogotá : CINEP, 1995, 243 p.
- 170) MONTGOMERY (Tommie Sue), Peacemaking and democratization in the western hemisphere. Coral Glabes : North South Center Press, University of Florida, 2000, 334 p.
- 171) OROZCO ABAD (Ivan), ed., Negociaciones de Paz, Los casos de Colombia y El Salvador. Bogotá : CINEP (Documentos ocasionales 67), 1993, 165 p.
- 172) OSORIO (Tamara), AGUIRRE (Mariano), Después de la guerra. Barcelona : Icaria, 294 p.
- 173) Procesos de reconciliación nacional en América Latina. Bogotá : Instituto de Estudios Liberales, 1986, 155 p.

- 174) SHUGART (Matthew Soberg), « Guerrillas and elections : an institutionnalist perspective on the costs of conflict and competition », International Studies Quarterly, 36, 1992, p.121-152.

**AUTRES CAS DE PROCESSUS DE PAIX ET D'INCORPORATION DE MOUVEMENTS ARMES DANS LA POLITIQUE LEGALE**

*Venezuela*

- 175) ELLNER (Steve), Venezuela's Movimiento al Socialismo. Durham : Duke University Press, 1988, 262 p.

*Guatemala*

- 176) JONAS (Suzanne), Of centaurs and doves, Guatemala's peace process. Boulder : Westview, 2000, 299 p.
- 177) McCLEARY (Rachel), Dictating democracy. Gainesville : University Press of Florida, 1999, 297 p.

*Nicaragua*

- 178) BATAILLON (Gilles), « *Contras et recontras nicaraguayens (1982-93), réflexions sur l'action armée et la constitution d'acteurs politico-militaires* », Cultures et Conflits, 12, hiver 1993, p.63-103.

**PROBLEME DE LA TERRE ET REFORME AGRAIRE**

- 179) HANSTADT (Timothy), PROSTERMAN (Roy), Temple (Mary), Agrarian reform and grassroots development. Boulder : Rienner, 1990, 339 p.
- 180) THIESENHUSEN (William C.), Broken promises, agrarian reform and the Latin American campesino. Boulder : Westview, 1995, 226 p.

## **COLOMBIE**

### **REGIME ET HISTOIRE POLITIQUES**

#### *Histoire politique*

- 181) BERGQUIST (Charles), Café y conflicto en Colombia (1886-1910), Bogotá : El Ancora, 1999, (1ère éd. en anglais, Duke University Press, 1978, en espagnol, 1981), 403 p.
- 182) HARTLYN (Jonathan), « Colombia : the politics of violence and accomodation », p.291-334, in DIAMOND (Larry), LINZ (Juan), LIPSET (Seymour Martin), Democracy in developing countries : Latin America. Boulder : Lynne Rienner, 1989, 515 p.
- 183) HARTLYN (Jonathan), « Presidentialism and Colombian politics », p.220-253, in LINZ (Juan), VALENZUELA (Arturo), The failure of presidential democracy : the case of Latin America (Vol 2), Baltimore : The John Hopkins University Press, 1994, 358 p.
- 184) KLINE (Harvey), « Colombia : building democracy in the midst of violence and drugs », part III, p.20-42, in DOMINGUEZ (Jorge), LOWENTHAL (Abraham), Constructing democratic governance. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1996, 577 p.
- 185) KLINE (Harvey), « Colombia : the attempt to replace violence with democracy », p.173-199, in WIARDA (Howard), KLINE (Harvey), Latin American politics and development. Boulder : Westview, 1996 (4è éd. : 1ère éd. 1985), 577 p.
- 186) LEAL BUITRAGO (Francisco), Estado y política en Colombia. Bogotá : Siglo XXI, CEREC, 1984, 294 p.
- 187) OSTERLING (Jorge Pablo), Democracy in Colombia : clientelist politics and guerilla warfare. New Brunswick : Transaction Books, 1989, 353 p.
- 188) PALACIOS (Marco), Entre la legitimidad y la violencia. Bogotá, Norma, 1995, 386 p.
- 189) PIZARRO (Eduardo), « Democracia restringida y desinstitucionalización política », p.303-343, in MEDELLIN TORRES (Pedro), dir., La reforma del Estado en América Latina. Bogotá : FESCOL, 1989, 440 p.
- 190) POSADA-CARBO (Miguel), The politics of reforming the state. Londres : Macmillan - New York : St. Martin's Press, 1998, 286 p.
- 191) SANCHEZ (Gonzalo), Ensayos de historia social y política del siglo XX. Bogotá : El Ancora, 1985, 275 p.
- 192) SCARFETTA (Olga), « Political traditions and the limits of democracy in Colombia », International Journal of Politics, Culture and Society, 5, 2, 1991, p.143-166
- 193) TIRADO MEJIA (Alvaro), (dir.), Nueva Historia de Colombia. Bogotá : Planeta, 1989, 7 vol.

#### *Dans une perspective comparée*

- 194) DABENE (Olivier), « Les narcodémocraties andines », Les Etudes du CERI, 20, septembre 1996, p.1-32. (version espagnole : América Latina Hoy, 15, avril 1997).
- 195) MARTZ (John), « Party elites and leadership in Colombia and Venezuela », Journal of Latin American Studies, 24, 1, février 1992, p.87-121.
- 196) PEELER (John), Latin American democracies : Colombia, Costa Rica, Venezuela. Chapel Hill : University of North Carolina, 1985, 193 p.
- 197) PEELER (John), « Elite settlements and democratic consolidation, Colombia, Costa Rica, Venezuela », p.81-112, in HIGHLEY (John), GUNTHER (Richard), Elites and democratic consolidation in Latin America and Southern Europe. Cambridge : Cambridge University Press, 1992, 354 p.
- 198) SHUGART (Matthew Soberg), « Leaders, rank and file, and constituents : electoral reform in Colombia and Venezuela », Electoral Studies, 11, 1, 1992, p.21-45.

### ***La période historique de la Violence (1947-1953)***

- 199) FRANCO ISAZA (Eduardo), Las guerrillas del Llano. Bogotá : Librería Mundial, 1959, 349 p.
- 200) GILHODES (Pierre), « La Violence en Colombie, banditisme et guerre sociale », Caravelle, cahiers du monde hispanique et luso-brésilien, 26, 1976, p.69-81.
- 201) GILHODES (Pierre), La question agraire en Colombie. Paris : Colin, 1974, 537 p.
- 202) GUZMAN CAMPOS (Germán), FALS BORDA (Orlando), UMAÑA LUNA (Eduardo), La violencia en Colombia. Bogotá : Tercer Mundo, tome 1, 1962, 430 p., tome 2, 1964, 460 p.
- 203) OQUIST (Paul), Violencia, conflicto y política en Colombia. Bogotá : Instituto de Estudios Colombianos, 1978, (1<sup>ère</sup> éd. en anglais : 1975), 339 p.
- 204) PÉCAUT (Daniel), « Quelques réflexions sur le phénomène de la 'violence' dans les années 1945-1953 », Caravelle, cahiers du monde hispanique et luso-brésilien, 26, 1976, p.55-67
- 205) PÉCAUT (Daniel), Ordre et violence en Colombie. Paris : EHESS, 1987, 486 p.
- 206) SANCHEZ (Gonzalo), MEERTENS (Donny), Bandoleros, gamonales y campesinos. Bogotá : El Ancora, 1983.
- 207) SCHMIDT (Steffen), « La Violencia revisited : the clientelist bases of political violence in Colombia », Journal of Latin American Studies, 6, 1, 1973, p.97-111.

### ***Les négociations pour le rétablissement du régime civil***

- 208) HARTLYN (Jonathan), « Military governments and the transition to civilian rule : the colombian experience 1957-58 », Journal of Interamerican Studies and Worlds Affairs, 26, 2, mai 1984, p.245-281
- 209) WILDE (Alexander), « Conversations among gentlemen : oligarchical democracy in Colombia », p.28-81, in LINZ (Juan), STEPAN (Alfred), The breakdown of democratic regimes : Latin America. Baltimore : The John Hopkins University Press, 1978, 216 p.

### ***Le Frente Nacional***



- 210) BERRY (Albert), HELLMAN (Ronald), SOLAUN (Mauricio), Politics of compromise, coalition government in Colombia. New Brunswick : Transaction Books, 1980, 488 p.
- 211) DIX (Robert), Colombia, the political dimensions of change. Londres : Yale University Press, 1967, 452 p.
- 212) DIX (Robert), « Consociational democracy, the case of Colombia », Comparative Politics, 12, 3, avril 1980, p.303-315.
- 213) DIX (Robert), « Social change and party system stability in Colombia », Government and opposition, 25, 1, hiver 1990, p.98-114.
- 214) HARTLYN (Jonathan), La política del gobierno de coalición. Bogotá : Tercer Mundo, Uniandes, 1993, 351 p. (1ed. en anglais : The politics of coalition rule. Cambridge : Cambridge University, 1988, 296 p.)
- 215) RUHL (J. Mark), « An alternative to the bureaucratic-authoritarian model, the case of Colombian modernization », Interamerican Economic Affairs, 35, 2, automne 1981, p.43-69.

### ***La vie politique après 1970***

- 216) DIX (Robert), The politics of Colombia. New York : Praeger, 1987, 247 p.
- 217) LEAL BUITRAGO (Francisco), ZAMOSC (León), Al filo del caos : crisis política en la Colombia de los años 80. Bogotá : IEPRI, Tercer Mundo, 1990, 514 p.
- 218) LEAL BUITRAGO (Francisco), Tras las huellas de la crisis política. Bogotá : Tercer Mundo, 1986, 298 p.
- 219) PEARCE (Jenny), Colombia inside the labyrinth. London : Latin American Bureau, 1990, 331 p.
- 220) PÉCAUT (Daniel), « La Colombie après les élections de 1970 », Problèmes d'Amérique latine, 20, 1971, p.7-57
- 221) PÉCAUT (Daniel), « La Colombie de 1974 à 1979 : du 'mandat clair' à la 'crise morale' », Problèmes d'Amérique latine, 52, 1979, p.7-56
- 222) PÉCAUT (Daniel), Crónica de dos décadas de política colombiana. Bogotá : Siglo XXI, 1988, 438 p.

### ***Présidence de Julio César Turbay (1978-1982)***

- 223) GILHODES (Pierre), « Les élections colombiennes de 1978 », Problèmes d'Amérique latine, 52, 1979, p.63-88.

### ***Présidence de Belisario Betancur (1982-1986)***

- 224) CABALLERO (Carlos), La pasión de gobernar, la administración Betancur 10 años después. Bogotá : Tercer Mundo, ANIF, 1997, 410 p.
- 225) GILHODES (Pierre), « Les élections colombiennes de mars et mai 1982 », Problèmes d'Amérique latine, 67, 1983, p.35-63.
- 226) PÉCAUT (Daniel), « Colombie, une démocratie à la croisée des chemins », Problèmes d'Amérique latine, 67, 1983, p.3-31.

### ***Présidence de Virgilio Barco (1986-1990)***

- 227) DEAS (Malcolm), OSSA (Carlos), El gobierno Barco : política, economía y desarrollo social en Colombia 1986-1990. Bogotá : Fedesarrollo, Fondo Cultural Cafetero, 1994, 542 pages.
- 228) GILHODES (Pierre), « Les élections colombiennes de 1986, contexte, résultats, perspectives », Problèmes d'Amérique latine, 84, 2<sup>e</sup> trimestre 1987, p.29-44.

*Présidence de César Gaviria (1990-1994) et postérieures*

**VIOLENCE**

*Etudes sur la violence comme phénomène social*

- 229) Comisión de Estudios sobre la Violencia, Colombia : violencia y democracia, Bogotá : Universidad Nacional, 1987, 318 p.
- 230) DEAS (Malcolm), GAITAN (Fernando), Dos ensayos especulativos sobre la violencia. Bogotá : FONADE, DNP, 1990, p.
- 231) ORTIZ (Carlos Miguel), La violence en Colombie, racines historiques et sociales. Paris : L'Harmattan, 1990, 310 p.
- 232) PÉCAUT (Daniel), « Guérillas et violence : le cas de la Colombie », Sociologie du travail, 28, 4, 1986, p.484-505.
- 233) PÉCAUT (Daniel), « Colombie, violence et démocratie », Revue Politique et Parlementaire, 91, 940, avril 1989, p.59-73 (version espagnole : « Colombia, violencia y democracia », Análisis Político, 13, mai 1991, p.35-49)
- 234) PÉCAUT (Daniel), « Trafic de drogue et violence en Colombie », Cultures et conflits, 3, automne 1991, p.141-156.
- 235) PÉCAUT (Daniel), « Violence et politique : quatre éléments de réflexion à propos de la Colombie », Cultures et conflits, 13-14, printemps-été 1994, p.155-166.
- 236) PÉCAUT (Daniel), « Violence et politique en Colombie », p.477-493, in DUBET (François), WIEWORKA (Michel), Penser le sujet. Paris : Fayard, 1995, 633 p.
- 237) PÉCAUT (Daniel), « Réflexions sur la violence en Colombie », p.225-271, in HERITIER (Françoise), De la violence. Paris : Odile Jacob, 1996, 400 p.
- 238) PÉCAUT (Daniel), « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien », Cultures et conflits, 24-25, hiver-printemps 1996-97, p.147-179. (version anglaise « From the banality of violence to real terror : the case of Colombia », p.141-167, in KOONINGS (Kees), KRUIJT (Dirk), Societies of fear : the legacy of civil war, violence and terror in Latin America. London : Zed Books, 1999, 335 p.)
- 239) PÉCAUT (Daniel), « Présent, passé, futur de la violence », p.17-63, in BLANQUER (Jean-Michel), GROS (Christian), La Colombie à l'aube du troisième millénaire. Paris : IHEAL, 1996, 438 p. (version espagnole : Desarrollo económico, 36, 144, janvier 1997, p.891-930).
- 240) PÉCAUT (Daniel), « La contribución del IEPRI a los estudios sobre la violencia en Colombia », Análisis Político, 34, mai 1998, p.72-88.
- 241) SANCHEZ (Gonzalo), PEÑARANDA (Ricardo), Pasado y presente de la violencia en Colombia. Bogotá : CEREC, 1986, 413 p. (Version anglaise revue et augmentée : BERGQUIST (Charles), SANCHEZ (Gonzalo), PEÑARANDA (Ricardo), Violence in Colombia. Wilmington : SR Books, 1992, 337 p.)

*Etudes de la violence comme un phénomène politique (conflit, négociation, paix)*

- 242) Comisión de Superación de la Violencia, Pacificar la paz. Bogotá : IEPRI, CINEP, 1992, 301 p.
- 243) La paz : más allá de la guerra. Bogotá : CINEP (Documentos ocasionales 68), 1993, 116 p.
- 244) Paz y guerra en conflictos de baja intensidad : El caso colombiano. Bogotá : Programa para la Reinserción, 1996, 307 p.
- 245) LEAL BUITRAGO (Francisco), El oficio de la guerra. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1994, 298 p.
- 246) SANCHEZ (Gonzalo), « Guerra y política en la sociedad colombiana », Análisis Político, 11, décembre 1990, p.7-27 (version française : « Guerre et politique dans la société colombienne », Problèmes d'Amérique latine, 98, 4è trimestre 1990, p.31-48).
- 247) SANCHEZ (Gonzalo), Guerra y política en la sociedad colombiana. Bogotá : El Ancora, 1991, 228 p. (version française : Guerre et politique en Colombie. Paris : L'Harmattan, 1998, 216 p.)
- 248) SANCHEZ (Gonzalo), « La guerre contre les Droits de l'homme », Problèmes d'Amérique latine, 44, printemps 2002, p.63-79.
- 249) SANIN (Javier) (éd.), Memorias, Primera conferencia iberoamericana de paz y tratamiento de conflictos. Bogotá : Pontificia Universidad Javeriana, 1997, 393 p.

*Etudes sur les aspects socio-économiques de la violence*

- 250) GRANADA (Camilo), ROJAS (Leonardo), « Los costos del conflicto armado », Planeación y Desarrollo, 26, 4, octobre 1995, p.119-151
- 251) GROS (Christian), « Colombie : réforme agraire et processus de paix », Problèmes d'Amérique latine, 84, 2è trimestre 1987, p.100-120. (version espagnole : « Reforma agraria y proceso de paz en Colombia », Revista Mexicana de Sociología, 50, 1, janvier 1988).
- 252) GROS (Christian), « Les paysans des cordillères andines face aux mouvements de guérilla et à la drogue : victimes ou acteurs ? », Tiers Monde, 32, 128, octobre 1991, p.811-830
- 253) RICHANI (Nazih), « The political economy of violence : the war-system in Colombia ». Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 39, 2, été 1997, p.37-81.

**ANALYSES REGIONALES DE LA VIOLENCE**

- 254) MARTIN (Gérard), « Violences stratégiques et violences désorganisées en Uraba (Colombie) », Cultures et conflits, 24-25, hiver-printemps 1996-97, p. 181-221.
- 255) SANCHEZ (Gonzalo), « Paz y violencia, las lecciones del Tolima », Historia crítica, 7, Janvier 1993, p.50-54.
- 256) VARGAS (Alejo), « Tres momentos de la violencia política en San Vicente de Chucurí », Análisis Político, 8, septembre 1989, p.33-47.

**MOUVEMENTS ET PARTIS DE GAUCHE**

- 257) CHERNICK (Mark), JIMENEZ (Michael), « Popular liberalism, radical democracy and marxism : leftist politics in contemporary Colombia, 1974-91 », p.61-81 in CARR (Barry), ELLNER (Steve), The Latin American left from Allende to Perestroika. Boulder : Westview, 1993, 256 p.
- 258) LOPEZ DE LA ROCHE (Fabio), Izquierdas y cultura política. Bogotá : CINEP, 1994, 326 p.
- 259) La Oposición política en Colombia. Bogotá : IEPRI, FESCOL, 1996, 90 p.
- 260) SANCHEZ (Ricardo), Las izquierdas en Colombia. Bogotá : Universidad Nacional, 1996, 181 p.

### GUERRILLAS ET MOUVEMENTS REVOLUTIONNAIRES

- 261) JARAMILLO (Jaime), MORA (Leonides), CUBIDES (Fernando), Colonización, coca y guerrilla. Bogotá : Universidad Nacional, 1986, 239 p.
- 262) PÉCAUT (Daniel), « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », Cahier des Amériques latines, 36, décembre 2001, p.65-92
- 263) PIZARRO (Eduardo), « La guerrilla revolucionaria en Colombia », p.391-413, in SANCHEZ (Gonzalo), PEÑARANDA (Ricardo), Pasado y presente de la violencia en Colombia. Bogotá : CEREC, 1986, 413 p.
- 264) PIZARRO (Eduardo), « La insurgencia armada, raíces y perspectivas », p.411-444, in LEAL BUITRAGO (Francisco), ZAMOSC (León), Al filo del caos : crisis política en la Colombia de los años 80. Bogotá : IEPRI, Tercer Mundo, 1990, 514 p.
- 265) PIZARRO (Eduardo), « Elementos para una sociología de la guerrilla en Colombia », Análisis Político. 12, janvier 1991, p.7-22.
- 266) PIZARRO (Eduardo), Insurgencia sin revolución. Bogotá : Tercer Mundo, 1996, 267 p.
- 267) RAMIREZ TOBON (William), « La guerrilla rural en Colombia : una vía hacia la colonización armada ? », Estudios Rurales Latinoamericanos, 4, 2, mai 1981, p.199-205.

### *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC)*

- 268) ARANGO (Carlos), FARC, 20 años de Marquetalia a La Uribe. Bogotá : Aurora, 1984, 263 p.
- 269) ARENAS (Jacobo), Colombie, guérillas du peuple. Paris : Editions Sociales, 1969, 144 p.
- 270) ARENAS (Jacobo), Cese al fuego, una historia política de las FARC. Bogotá : Oveja Negra, 1985, 172 p.
- 271) ARENAS (Jacobo), Vicisitudes del proceso de paz. Bogotá : Oveja Negra, 1990, 326 p.
- 272) Journal d'un guérillero. Paris : Seuil, 1968, 125 p.
- 273) GUARACA (Jaime), Colombia y las FARC-EP : origen de la lucha guerrillera. Tafalla : Txalaparta, 1999, 217 p.
- 274) MOLANO (Alfredo), Trochas y fusiles. Bogotá : IEPRI, El Ancora, 1994, 230 p.
- 275) PIZARRO (Eduardo), Las FARC (1949-1966), de la autodefensa a la combinación de todas las formas de lucha. Bogotá : Tercer Mundo, Universidad Nacional, 1991, 245 p.
- 276) TRUJILLO (Ciro), Ciro : páginas de su vida. Bogotá : Abejón Mono, 1974, 111p.

***Ejército de Liberación Nacional (ELN)***

- 277) ARENAS (Jaime), La guerrilla por dentro. Bogotá : Tercer Mundo, 1971, 304 p.  
(version française : Dans la guérilla. Paris : Calmann-Lévy, 1972, 287 p.)

***Ejército Popular de Liberación (EPL)***

- 278) CALVO (Fabiola), EPL : 10 hombres, un ejército, una historia, Bogotá : ECOE, 1986, 147 p.  
279) CALVO (Fabiola), Colombia, EPL, una historia armada. Madrid : Vosa, 1987, 191 p.  
280) VILLARRAGA (Alvaro), PLAZAS (Nelson), Para reconstruir los sueños. Bogotá : Fundación para la cultura democrática, 1995 (2 ed.) , 470 p.

***Movimiento 19 de Abril (M-19)***

- 281) BATEMAN (Jaime) (entretien avec), Tenga..! Esta es Colombia. Lima : HL, 1984, 97 p. (publié en Colombie sous le titre Oiga hermano)  
282) BECASSINOS (Angel), M-19, El heavy-metal latinoamericano, Bogotá : Fundación Santo Domingo, 1989, 213 p.  
283) GRABE (Vera), Razones de vida. Bogotá : Planeta, 2000, 466 p.  
284) LARA (Patricia), Siembra vientos y recogerás tempestades. Bogotá : Punto de Partida, 1982, 191 p.  
285) PIZARRO LEON-GOMEZ (Carlos) (entretien avec), Guerra a la guerra. Bogotá : Tiempo Presente, 1988, 137 p.  
286) VILLAMIZAR (Darío), Aquel 19 será, Bogotá : Planeta, 1995, 615 p.  
287) VILLAMIZAR (Darío), Jaime Bateman : profeta de la paz. Bogotá : Compaz, 1995, 421 p.  
288) VILLAMIZAR (Darío), Por unas horas hoy, por siempre mañana. Bogotá : Pa'lante, 1994, 108 p.

*Sur la prise de l'Ambassade de la République Dominicaine (1979)*

- 289) ARANGO (Carlos), Agradezco a Dios y al Comandante Uno, Bogotá : ECOE, 1984, 187 p.  
290) ASECIO (Diego), Terror en la Embajada, Bogotá, Norma, 1983, 259 p. (1 éd. en anglais : Our man is inside, 1982)  
291) FAJARDO (Darío), ROLDAN (Miguel Angel), Soy el Comandante Uno, Bogotá : Oveja Negra, 1980, 220 p.  
292) PABON PABON (Rosemberg), Así nos tomamos la Embajada. Bogotá : Planeta, 1984, 167 p.

*Sur la prise du Palais de Justice (1986)*

- 293) BEHAR (Olga), Noches de Humo. México : Claves latinoamericanas, 1988, 244 p.  
294) CARRIGAN (Ana), The Palace of justice : a Colombian tragedy. New York : Four Walls, 1993, 303 p.  
295) JIMENO (Ramón), Noche de lobos, Bogotá : Siglo XXI, 1989, 218 p.

- 296) LOPEZ CABALLERO (Juan Manuel), Palacio de Justicia, ¿ defensa de nuestra instituciones ? Bogotá : Retina, 1987, 136 p.
- 297) MANTILLA ESCOBAR (David), Holocausto a la justicia. Medellín : Alicia, 1986, 240 p.
- 298) HERNANDEZ (Germán), La justicia en llamas. Bogotá : Carlos Valencia, 1986, 192 p.
- 299) PEÑA GOMEZ (Manuel Vicente), Palacio de Justicia, las dos tomas, Bogotá : Ciudad Abierta, 1987 (2 ed.), 413 p.

*Sur l'enlèvement d'Alvaro Gómez Hurtado (1989)*

- 300) GOMEZ HURTADO (Alvaro), Soy libre. Bogotá : Gama, 1989, 273 p.
- 301) MANRIQUE (Felio Andrade), Ricardo, Rolando está en camino. Bogotá : Kelly, 1989, 276 p.
- 302) MARIN BERNAL (Rodrigo), Itinerario político de un secuestro. Bogotá : Tercer Mundo, 1988, 235 p.

*Movimiento Armado Quintín Lame*

- 303) IBEAS (Juan), « Génesis y desarrollo de un movimiento armado indígena en Colombia », América Latina Hoy, 10, juin 1995, p.37-48

**NEGOCIATIONS DE PAIX DANS LA POLITIQUE COLOMBIENNE**

- 304) AFANADOR ULLOA (Miguel Angel), Amnistías e indultos. Bogotá : ESAP, 1993, 198 p.
- 305) ALAPE (Arturo), La Paz, la violencia, testigos de excepción. Bogotá : Planeta, 1985, 640 p.
- 306) ANGELERI (Sandra), VILLALON (María Eugenia), « Sobre armas y urnas : pactos y acuerdos entre los gobiernos y las guerrillas colombianas contemporáneas », Cuestiones Políticas, 21, 1998, p.75-100.
- 307) BEHAR (Olga), Las guerras de la paz. Bogotá : Planeta, 1986, 416 p.
- 308) CAÑÓN (J. J.), « Pactos políticos y democratización en Colombia », Politeia, 14, 1990, p.445-472.
- 309) CHERNICK (Marc), « Aprender del pasado : breve historia de los procesos de paz en Colombia 1982-1996 », Colombia Internacional, 36, octubre 1996, p.4-8
- 310) CRANDALL (Russell), « The end of the civil conflict in Colombia : the military, the paramilitary and a new role for the Unites States », SAIS Review, 19, 1, hiver 1999, p.223-237.
- 311) FLOREZ (Enrique), VALENZUELA (Pedro), « De la oposición armada al frustrado intento de alternativa democrática en Colombia », Colombia Internacional, 36, octubre 1996, p.31-40
- 312) GARCIA DURAN (Mauricio), Procesos de paz : de La Uribe a Tlaxcala. Bogotá : CINEP, 1992, 321 p.
- 313) KLINE (Harvey), State building and conflict resolution in Colombia, 1986-1994. Tuscaloosa : University of Alabama Press, 1999, 240 p.
- 314) LEAL BUITRAGO (Francisco) (dir.), Los laberintos de la guerra. Bogotá : Tercer Mundo, Universidad de los Andes, 1999, 335 p.

- 315) PALACIOS (Marco), « Colombia : ni estado de guerra, ni estado de paz, estado en proceso de paz », Foro Internacional, 40, 1, janvier 2000, p.15-40.
- 316) PIZARRO (Eduardo), « La guerrilla y el proceso de paz », p.247-260, in GALLON GIRALDO (Gustavo), Entre movimientos y caudillos. Bogotá : CINEP, CEREC, 1989, 590 p.
- 317) Procesos de paz y negociación en Colombia. Bogotá : Uniandes, FESCOL, W. Wilson International Center for scholars, 1996, 75 p.
- 318) TOKATLIAN (Juan Gabriel), « Los diálogos gobierno-guerrilla en Colombia y las experiencias internacionales : ¿ Negociando la paz o perpetuando la guerra ? », Historia crítica, 7, Janvier 1993, p.5-8
- 319) VALENZUELA (Pedro), « Un marco analítico del proceso de terminación de conflictos violentos, con aplicación al caso colombiano », América Latina Hoy, 10, juin 1995, p.29-36.
- 320) VILLAMIZAR (Darío), Un adiós a la guerra. Bogotá, Planeta, 1997, 427 p.
- 321) WATSON (Cynthia), « Guerrilla groups in Colombia : reconstituting the political process », Terrorism and political violence, 4, 2, été 1992, p.84-102.

### POLITIQUE DE PAIX GOUVERNEMENTALE

- 322) BEJARANO (Ana María), « Estrategias de paz y democracia », p.57-124, in LEAL BUITRAGO (Francisco), ZAMOSC (León), Al filo del caos : crisis política en la Colombia de los años 80. Bogotá : IEPRI, Tercer Mundo, 1990, 514 p.
- 323) BEJARANO (Jesús Antonio), « Colombie : retrospective de la politique de paix », Problèmes d'Amérique latine, 16, janvier 1995, p.41-60
- 324) WILLS OBREGON (María Emma), « Las políticas gubernamentales frente al proceso de paz : entre el peso del pasado y un futuro incierto », p.129-186 in UNGAR (Elisabeth), Gobernabilidad en Colombia. Bogotá : UniAndes, 1993, 234 p.

### POLITIQUE DE PAIX SOUS LA PRESIDENCE DE BELISARIO BETANCUR (1982-1986)

- 325) BETANCUR (Belisario), El Homo Sapiens se extravió en América Latina. Bogotá : El Navegante, Tercer Mundo, 1990, 339 p.
- 326) CHERNICK (Marc), « Negotiated settlement to armed conflict : lessons from the colombian peace process ». Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 30, 4, Hiver 1988-89, p.53-88.
- 327) DEAS (Malcolm), « The troubled course of Colombian peacemaking », Third World Quarterly, 8, avril 1986, p.639-57.
- 328) HOBBSBAWM (Eric), « Colombia asesina », Revista de la Universidad Nacional, 2, 10, décembre 1986, p.56-61 (version anglaise New York Review of Books, 20 novembre 1986).
- 329) PÉCAUT (Daniel), « Crise, guerre et paix en Colombie », Problèmes d'Amérique latine, 84, 2è trimestre 1987, p.3-28.
- 330) RAMIREZ (Socorro), RESTREPO (Luis Alberto), Actores en conflicto por la paz. Bogotá : CINEP, Siglo XXI, 1988, 293 p.
- 331) RESTREPO (Laura), Historia de una traición. Bogotá : Plaza y Janés, 1986, 255 p.
- 332) SILVA GARCIA (Germán), El proceso de paz, un paso adelante, dos pasos atrás. Bogotá : FESIP, 1985, 170 p.

*Documents officiels*

- 333) Presidencia de la República, El camino de la paz. Bogotá : 1982, n.p.

**POLITIQUE DE PAIX SOUS LA PRESIDENCE DE VIRGILIO BARCO (1986-1990)**

- 334) BEJARANO (Ana María), « La paz en la administración Barco : de la rehabilitación social a la negociación política », Análisis Político, 9, janvier 1990, p.7-29
- 335) BEJARANO (Jesús Antonio), « La política de paz durante la administración Barco », p.79-98, in DEAS (Malcolm), OSSA (Carlos), El gobierno Barco : política, economía y desarrollo social en Colombia 1986-1990. Bogotá : Fedesarrollo, Fondo Cultural Cafetero, 1994, 542 p.
- 336) BOUDON (Lawrence), « Guerrillas and the state : the role of the state in the colombian peace process », Journal of Latin American Studies, 28, 2, mai 1996, p.279-297.
- 337) CEPEDA (Fernando), « Una Colombia nueva : la visión política del Presidente Barco », p. 49-78, in DEAS (Malcolm), OSSA (Carlos), El gobierno Barco : política, economía y desarrollo social en Colombia 1986-1990. Bogotá : Fedesarrollo, Fondo Cultural Cafetero, 1994, 542 p.
- 338) « El plan Barco : ¿ Paz o pacificación ? ¿ Integración social o desmovilización militar ? », Análisis Político, 5, septembre 1988, p. 97-103.
- 339) HERRAN (María Teresa), « Plan de paz : lo bueno, lo malo, lo regular y lo necesario », Arco, 306, octobre-novembre 1988, p.33-40.
- 340) PARDO (Rafael), De primera mano, Bogotá : Norma, 1996, 516 p.
- 341) PÉCAUT (Daniel), « Colombie : au-delà du point de non-retour ? », Problèmes d'Amérique latine, 86, 4è trimestre 1987, p.3-22.
- 342) PIZARRO (Eduardo), « La iniciativa de paz : una propuesta importante, susceptible de perfección », Arco, 306, octobre-novembre 1988, p.42-48.
- 343) RAMIREZ TOBON (William), « Desarrollo y subversión política : un marco evaluativo sobre el proceso de paz en el gobierno de Virgilio Barco », p.147-286, in RAMIREZ TOBON (William), Estado, violencia y democracia. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1990, 286 p.

*Documents officiels*

- 344) Presidencia de la República, Hacia una nueva Colombia, Historia de un Proceso, Vol. I. Bogotá : Consejería para la Reconciliación, Normalización y Rehabilitación, 1989, 366 p.
- 345) Presidencia de la República, El camino de la paz, Historia de un Proceso, Vol. II. Bogotá : Consejería para la Reconciliación, Normalización y Rehabilitación, 1989, 298 p.
- 346) Presidencia de la República, El avance hacia la reconciliación, Historia de un Proceso, Vol. III. Bogotá : Consejería para la Reconciliación, Normalización y Rehabilitación, 1990, 453 p.

*Plan Nacional de Rehabilitación*



- 347) BERNAL (Fernando), (dir.), PNR : 11 años de camino. Bogotá : Presidencia de la República, 1994, 375 p.
- 348) CORREDOR (Consuelo), « Discurso y realidad del PNR », Revista Análisis, 2, avril 1989.
- 349) MORA (Leonidas), CORREDOR (Consuelo), « El Plan Nacional de Rehabilitación : alcances y limitaciones », Economía Colombiana, 224-225, décembre 1989, janvier 1990, p.57-67.
- 350) PNR Balance 1990-1994. Bogotá : PNR, 1994, 25 p.
- 351) PNR, El programa de reinserción en Colombia : 1990-94, Balance de un proceso. Bogotá : 1994, 94 p.
- 352) Presidencia de la República, Así estamos cumpliendo : Plan Nacional de Rehabilitación una estrategia de desarrollo social y regional para la reconciliación, 1986-1990. Bogotá : 1988, 189 p.
- 353) Presidencia de la República, Memorias del PNR 1982-1994. Bogotá : 1994, 180 p.

#### ***Processus de paix avec le M-19***

- 354) RAMIREZ TOBON (William), « La liebre mecánica y el galgo corredor : la paz actual con el M-19 », Análisis Político, 7, mai 1989, p.46-59.
- 355) ZULUAGA (Jaime), « La negociación con el M-19 : paz con democracia », Economía Colombiana, 224-225, décembre 1989-janvier 1990, p.7-14.

#### ***Relations avec les trafiquants de drogue***

- 356) OROZCO ABAD (Iván), « Los diálogos con el narcotráfico : historia de la transformación fallida de un delincuente común en un delincuente político », Análisis Político, 11, septembre 1990, p.28-58.

#### **POLITIQUE DE PAIX SOUS LA PRESIDENCE DE CESAR GAVIRIA (1990-1994)**

- 357) GARCIA (Ricardo), « La paz esquiva : negociaciones, desencuentros y rediseños de estrategias », Revista Javeriana, 118, 590, novembre 1992, p.316-323
- 358) RAMIREZ TOBON (William), « Las nuevas ceremonias de la paz », Análisis Político, 14, septembre 1991, p.8-33.
- 359) RAMIREZ TOBON (William), « ¿Alguien quiere volver a Tlaxcala? », Análisis Político, 16, mai 1992, p.55-68.
- 360) REYES POSADA (Alejandro), « Anotaciones sobre el proceso de paz », Historia crítica, 7, Janvier 1993, p.39-41.

#### ***Processus de paix avec l'EPL***

- 361) URIBE (María Victoria), Ni canto de gloria ni canto fúnebre, el regreso del EPL a la vida civil. Bogotá : CINEP, 1994, 59 p.
- 362) ZULUAGA (Jaime), « Para hacer de los sueños una realidad », Análisis Político, 12, janvier 1991, p.61-66.

#### ***Processus de paix avec le Quintín Lame***

- 363) TATTAY (Pablo), « La construcción de la paz en el nororiente caucano », p.30-43, in BERMUDEZ (Suzy), (dir.), Culturas para la paz. Bogotá : Tercer Mundo, 1995, 313 p.

***Processus de paix avec les Milices de Medellin***

- 364) JARAMILLO (Ana María), Milicias populares en Medellín : entre la guerra y la paz. Medellín : Corporación Región, 1994, 38 p.
- 365) JARAMILLO (Carlos Eduardo), « Las milicias de Medellín, reflexiones iniciales sobre el proceso de negociación », Colombia Internacional, 36, octobre 1996, p.9-15.

***Documents officiels***

- 366) Acuerdos de paz. Bogotá : Programa para la Reinserción, Centro de Documentación para la paz, 1995, 117 p.
- 367) Legislación de paz. Bogotá : Programa para la Reinserción, Centro de Documentación para la paz, 1996, 206 p.

***Le cadre institutionnel des négociations : l'Assemblée Constituante***

- 368) BLANQUER (Jean-Michel), « Colombie : la nouvelle constitution », Problèmes d'Amérique latine, 7, octobre-décembre 1992, p.83-97.
- 369) GARCIA-PEÑA (Daniel), « El viejo congreso y la paz », Historia crítica, 7, janvier 1993, p.45-49
- 370) LEYVA (Alvaro), La guerra vende más. Bogotá : Oveja Negra, 1989, 179 p.
- 371) KOURLIANDSKY (Jean-Jacques), « De l'avant à l'après guerre froide, l'exception colombienne », Relations Internationales et Stratégiques, été 1995, 8, p.45-52.
- 372) NIELSON (Daniel), SHUGART (Matthew Soberg), « Constitutional change in Colombia : policy adjustment through institutional reform », Comparative Political Studies, 32, 3, mai 1999, p.313-341.
- 373) PINZON DE LEWIN (Patricia), LLORENTE (María Victoria), « Les élections de 1990 en Colombie : continuité et ouverture », Problèmes d'Amérique latine, 2, juillet-septembre 1991, p.77-86.
- 374) RAMIREZ TOBON (William), « Las fértiles cenizas de la izquierda », Análisis Político, 10, mai 1990, p.37-45.
- 375) SANTOS PEREZ (Antonia), IBEAS MIGUEL (Juan), « Elecciones y reforma política en Colombia », Revista de Derecho Político, 40, 1995, p.341-378.
- 376) VAN COOT (Donna Lee), « Unity through diversity : ethnics politics and democratic deepening in Colombia », Nationalism and Etnic politics, 2, 4, hiver 1996, p.523-549.

**REINSERTION ET ACTIVITE POLITIQUE DES MOUVEMENTS REINSERES**

- 377) ALAPE (Arturo), « La reinserción del EPL : esperanza o frustración », Colombia Internacional, 36, octobre 1996, p.19-27.

- 378) BOUDON (Lawrence), « Colombia's M-19 Democratic Alliance : a case-study in new-party self-destruction », Latin American Perspectives, 28, 1, Janvier 2001, P.73-92.
- 379) LOPEZ DE LA ROCHE (Fabio), « La reinserción como construcción de una nueva forma de relación social », Historia crítica, 7, Janvier 1993, p.15-29.
- 380) Los caminos entre la guerra y la paz. Bogotá : Fondo editorial para la paz, Progresar, 1993, 170 p.
- 381) FRANCO (Carlos), « Reflexiones sobre la paz a partir de la experiencia del proceso de negociación », p.44-53, in BERMUDEZ (Suzy), (dir.), Culturas para la paz. Bogotá : Tercer Mundo, 1995, 313 p.
- 382) MORENO (Florentino), « Reinserción de guerrilleros, ¿ entrando en la casa del enemigo ? », Historia crítica, 7, Janvier 1993, p.30-38.
- 383) PEÑARANDA (Ricardo), GUERRERO (Javier), De las armas a la política. Bogotá : Tercer Mundo, IEPRI, 1999, 333 p.
- 384) PINTO BORREGO (Paría Eugenia), VERGARA BALLEEN (Andrés), LAHUERTA PERCIPIANO (Yilberto), Diagnóstico del programa de reinserción en Colombia : mecanismos para incentivar la desmovilización voluntaria individual. Bogotá : Departamento Nacional de Planeación, Archivos de Economía, n°211, noviembre 2002, 85 p. in [www.dnp.gov.co](http://www.dnp.gov.co)
- 385) ROJAS OROZCO (Rodrigo), « Reinserción y educación : el programa piloto-experimental de pedagogía para la paz y la reconciliación nacional », Revista Javeriana, 590, 118, 60, Novembre-décembre 1992, p.325-339.
- 386) TATTAY (Pablo), « La reinserción desde la perspectiva indígena », Revista Javeriana, 590, 118, 60, Novembre-décembre 1992, p.311-317.

#### **NEGOCIATIONS POSTÉRIEURES AVEC LES MOUVEMENTS DE GUÉRILLA NON RÉINSÉRÉS**

- 387) CORDOBA (Piedad), PALACIOS (Marco), « La paz en la administración Pastrana », Análisis Político, 34, mai 1998, p.64-69.
- 388) SAMPER (Ernesto), (entretien avec), « Colombie : l'ombre du narcoterrorisme », Politique Internationale, 65, automne 1994, p. 269-275.
- 389) ZULUAGA (Jaime), PIZARRO (Eduardo), « Hacia dónde va la paz? », Análisis Político, 36, janvier 1999, p.103-115.

## *AMERIQUE CENTRALE*

### GENERALITES AMERIQUE CENTRALE

#### *Histoire politique de l'Amérique centrale*

- 390) BALOYRA (Enrique), « Reactionary despotism in Central America », Journal of Latin American Studies, 15, 2, novembre 1983, p.295-319.
- 391) BOOTH (John), « Socioeconomic and political roots of national revolts en Central America », Latin American Research Review, 26, 1, 1991, p.33-74.
- 392) CASAUS ARZU (Marta Elena), « La metamórfosis de las oligarquías centroamericanas », Revista Mexicana de Sociología, 54, 3, juillet 1992, p.69-105
- 393) LENTNER (Howard), State formation in Central America. Westport : Grennwood, 1993, 249 p.
- 394) LINDENBERG (Marc), « World economic cycles and Central American political instability », World Politics, 62, 3, avril 1990, p.397-421.
- 395) MAHONEY (James), The legacies of Liberalism. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2001, 396 p.
- 396) MAHONEY (James), « Path-dependent explanations of regime change : Central America in comparative perspective », Studies in Comparative International Development, 36, 1, printemps 2001, 111-141.
- 397) PASTOR (Rodolfo), Historia de Centroamérica. México : El Colegio de México, 1988, 272 p.
- 398) PEREZ BRIGNOLI (Hector), A brief history of Central America. Berkeley : University of California, 1989, 223 p.
- 399) TORRES RIVAS (Edelberto), Interpretación del desarrollo social centroamericano. San José (CR) : EDUCA, 1971, 319 p.
- 400) TORRES RIVAS (Edelberto), Crisis del poder en Centroamérica. San José (CR) : EDUCA, 1981, 251 p.
- 401) WILLIAMS (Robert), States and social conflict, coffee and the rise of national governments in Central America. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1994, 357 p.
- 402) WOODWARD (Ralph L.), Central America, a nation divided. New York, Oxford : Oxford University Press, 1976, 344 p.

#### *Conflits internes et évolution politique en Amérique centrale pendant les années 80*

- 403) BATAILLON (Gilles), « Amérique centrale : entre violence et démocratie », Hérodote, 57, 2è trimestre 1990, p.211-238.
- 404) BATAILLON (Gilles), Centroamérica entre democracia y desorganización : análisis de los actores y de los sistemas de acción. Guatemala : FLACSO, 1993, 236 p.
- 405) BOOTH (John), SELIGSON (Mitchell), Elections and democracy in Central America. Chapell Hill : University of North Carolina Press, 1989, 214 p. ; 2è édition revue et augmentée : 1995, 299 p.
- 406) BOOTH (John), WALKER (Thomas), Understanding Central America. Boulder : Westview, 1989, 208 p. (2è éd. 1993)

- 407) COLEMAN (Kenneth), HERRING (George), The Central American crisis. Wilmington : Scholarly Resources, 1985, 240 p. ; 2<sup>e</sup> édition revue et augmentée : Understanding the Central American crisis. 1991, 240 p.
- 408) CORDOVA MACIAS (Ricardo), BENITEZ MAINAUT (Raul), La paz en Centroamérica, expediente de documentos fundamentales. Mexico : UNAM, Centro de Investigaciones Interdisciplinarias en Humanidades, 1989, 460 p.
- 409) DABENE (Olivier), « Invention et rémanence d'une crise : leçons d'Amérique centrale », Revue Française de Science Politique, 42, 4, août 1992. p.555-581.
- 410) DESTEXHE (Alain), Amérique centrale, enjeux politiques. Bruxelles : Complexe, 1989, 279 p.
- 411) DI PALMA (Giuseppe), WHITEHEAD (Lawrence), The Central American impasse. London : Croom Helm, 1986, 252 p.
- 412) DUNKERLEY (James), Power in the isthmus. London : Verso, 1988, 691 p.
- 413) HOLDEN (Robert), « Constructing the limits of state violence in Central America : towards a new research agenda », Journal of Latin American Studies, 28, 2, mai 1996, p.435-459.
- 414) LANDAU (Saul), The guerrilla wars of Central America : Nicaragua, El Salvador, and Guatemala. New York : St Martin's Press, 1993, p.589-604.
- 415) LEIKEN (Robert), Central America, anatomy of a conflict. New York : Pergamon, 1984, 351 p.
- 416) LEMOINE (Maurice), Amérique centrale, les naufragés d'Esquipulas. Nantes : L'Atalante, 2002, 805 p.
- 417) PAIGE (Jeffery), Coffee and power, Revolution and the rise of democracy in Central America. Cambridge (Mass.), Londres : Harvard University Press, 1997, 432 p.
- 418) ROUQUIE (Alain), Guerres et paix en Amérique centrale. Paris : Le Seuil, 1992, 413 p.
- 419) ROUQUIE (Alain), Les forces politiques en Amérique centrale. Paris : Karthala, 1991, 302 p.
- 420) TORRES RIVAS (Edelberto), « Escenarios y lecciones de las elecciones centroamericanas 1980-1991 », Revista Mexicana de Sociología, 54, 3, juillet 1992, p.45-67.
- 421) TORRES RIVAS (Edelberto), « Revoluciones sin cambio democrático », Nueva Sociedad, 150, juillet 1997, p.84-89.

### *L'intervention des États-Unis en Amérique centrale*

- 422) ARNSON (Cynthia), Crossroads, Congress, the President and Central America. University Park : Penn State Press, 1993, 369 p.
- 423) DODD (Thomas), « The United States, El Salvador, and the Central American peace process », Diplomatic record, 1992, p.215-232.
- 424) GLEIJESES (Piero), « Reflections on the victory : The United States and Central America », SAIS Review, 10, 2, automne 1990, p.167-178.
- 425) HAHN (Walter), Central America and the Reagan doctrine. Lanham : University Press of America, 1987, 318 p.
- 426) HOLDEN (Robert), « Securing Central America against communism : the United States and the modernization of surveillance in the Cold War », Journal of Interamerican Studies and Worlds Affairs, 41, 1, printemps 1999, p.1-30.
- 427) LaFEBER (Walter), Inevitable revolutions : the United States in Central America. New York : Norton, 1983, 357 p.

- 428) LaFEBER (Walter), « The Reagan administration and revolutions in Central America », Political Science Quarterly, 99, 1, printemps 1984, p.
- 429) MORENO (Dario), « Respectable intervention : the United States and Central American Elections », p.224-243, in BOOTH (John), SELIGSON (Mitchell), Elections and democracy in Central America. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1995 (2<sup>e</sup> édition revue et augmentée), 299 p.
- 430) PARIS (Laurence), « La puissance américaine et l'instrumentalisation de la démocratie en Amérique centrale », Cahiers des Amériques Latines, 22, 1997, p.25-39.
- 431) WHITEHEAD (Lawrence), « Explaining Washington's Central American policies », Journal of Latin American Studies, 15, 2, novembre 1983, p.321-363.
- 432) ZARATE (Juan Carlos), Forging democracies. Lanham : University Press of America, 1994, 161 p.

### *Négociation de la paix dans les années 1990*

- 433) BARANYI (Stephen), « Central America : a firm and lasting peace ? », SIPRI Yearbook, 1995, p.147-170.
- 434) CHILD (Jack), The Central America peace process 1983-1991, sheathing swords, building confidence. Boulder : Rienner, 1992, 200 p.
- 435) COLBURN (Forrest), « The fading of the revolutionnary era in Central America », Current History, 91, 562, février 1992, p. 70-73.
- 436) PEARCE (Jenny), « Peace building in the periphery : lessons from Central America », Third World Quarterly, 20, 1, 1999, p.51-68.
- 437) PEARCE (Jenny), « From civil war to 'civil society' : has the end of the Cold War brought peace to Central America ? », International Affairs, 74, 3, juin 1998, p.587-615.
- 438) PEARCE (Jenny), « How useful is 'civil society' as a conceptualization of democratization processes ? : With reference to Latin America », Issues in Peace Research, 1995/1996, p.137-164.
- 439) PECENY (Mark), STANLEY (William), « The resolution of civil wars in Central America », International Organization, 55, 1 novembre 2001, p.149-182
- 440) PIZARRO (Eduardo), « Una paz sin victorias, balance del proceso de paz centroamericano », Análisis Político, 5, septembre 1988, p.28-45.
- 441) SPENCER (Denise), Demobilization and reintegration in Central America. Bonn : BICC, 1997, 75 p.
- 442) STAHLER-SHOLK (Richard), « Central America : a few steps backward, a few steps forward », Latin American perspectives, 26, 2, mars 1999, p.3-12.

### *Transitions démocratiques et évolution politique dans les années 90*

- 443) BERNTZEN (Einar), « Democratic consolidation in Central America : a qualitative comparative approach », Third World Quarterly, 14, 3, 1993, p.589-604.
- 444) BOTELLA (Joan), SANAHUJA (Josep), Centroamérica después de la crisis. Barcelone : ICPS, 1998, 197 p.
- 445) CALVERT (Peter), « The democratic transition in Central America », Conflict Studies, 307, mars 1998, p.1-24.
- 446) CARDENAL (Ana Sofia), MARTI (Salvador), América Central, las democracias inciertas. Madrid : UAB, Tecnos, 1998, 364 p.

- 447) DABENE (Olivier), « Election et crise en Amérique centrale », Etudes, 372-2, janvier 1990, p.159-172.
- 448) DABENE (Olivier), « Amérique centrale : de la fin de la crise régionale à la poursuite des crises locales », Cultures et Conflits, 1, hiver 1990-1991, p.24-37.
- 449) DABENE (Olivier), « L'acte du vote en situation de crise : l'Amérique centrale », Politix, 22, 2<sup>e</sup> trimestre 1993, p.84-93.
- 450) DABENE (Olivier), « Amérique centrale : les élections de 1993-94 ». Problèmes d'Amérique latine, 15, octobre 1994, p.61-71
- 451) DOMINGUEZ (Jorge), LINDENBERG (Marc), Democratic transitions in Central America. Gainesville : University Press of Florida, 1997, 210 p.
- 452) DUNKERLEY (James), The pacification of Central America : political change in the isthmus. London : Verso, 1994, 180 p.
- 453) GOODMAN (Louis), LEOGRANDE (William), MENDELSON (Johanna), Political parties and democracy in Central America, Boulder : Westview, 1992, 407 p.
- 454) GORDON (Sara), « Procesos de transición política en Centroamérica », Foro Internacional, 32, 3, octobre 1991, p.273-284.
- 455) KARL (Terry Lynn), « The hybrid regimes of Central America », Journal of democracy, 6, 3, july 1995, p.72-86.
- 456) LINARD (André), « Amérique centrale, les frustrations de la paix », Dossiers du GRIP, 205, septembre 1995, p.1-75.
- 457) PEELER (John), « Elites and democracy in Central America : autumn of the oligarchs ? », p.185-200, in BOOTH (John), SELIGSON (Mitchell), Elections and democracy in Central America. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1989, 214 p.
- 458) PEELER (John), « Elites and democracy in Central America », p.243-263, in BOOTH (John), SELIGSON (Mitchell), Elections and democracy in Central America. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1995 (2<sup>e</sup> édition revue et augmentée), 299 p.
- 459) PELLETIER (Stephen), Revolution reassessed. Amonk : Sharpe, 2003
- 460) ROBINSON (Linda), « Why Central America is still not democratic ? », SAIS Review, 12, 2, été 1992, p.81-96.
- 461) SIEDER (Rachel), Central American fragile transition. Basingstoke : Macmillan, 1996, 298 p.
- 462) TORRES-RIVAS (Edelberto), « La gobernabilidad centroamericana en los noventa », América Latina Hoy, 8, juin 1994, p.27-33.
- 463) VILAS (Carlos), « Después de la revolución : democratización y cambio social en Centroamérica », Revista Mexicana de Sociología, 54, 3, juillet 1992, p.3-44.
- 464) VILAS (Carlos), (éd.) Democracia emergente en Centroamérica. Mexico : UNAM, 1993, 420 p.
- 465) VILAS (Carlos), « Democratización y gobernabilidad en un escenario posrevolucionario : Centroamérica », Foro Internacional, 34, 1, janvier 1994, p.29-65 (version anglaise : « Prospects of democratization in a post-revolutionary setting : Central America », Journal of Latin American Studies, 28, 2, mai 1996, p.461-503).

- 466) BARNES (William), « Incomplete democracy in Central America, polarization and voter turnout in Nicaragua and El Salvador », Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 40, 3, automne 1998, p.63-101.
- 467) DODSON (Michael), NUZZI O'SHANGHNESSY (Laura), « Political bargaining and democratic transition, the case of Nicaragua and El Salvador », Journal of Latin American Studies, 31, 1, février 1999, p.99-127.
- 468) KAMPWIRTH (Karen), « Feminism, antifeminism and electoral politics in postwar Nicaragua and El Salvador », Political Science Quarterly, 113, 2, 1998, p.259-279.
- 469) RILLAERTS (Stéphane), « Nicaragua - Salvador : de la révolution au féodo-libéralisme », Cahiers Marxistes, 19, juillet 1995, p.197-216.
- 470) GEYER (Georgie Anne), « The amazing new 'center' in Central America », The Washington Quarterly, 22, 3, été 1999, p.197-211.
- 471) LUCIAK (Ilja), « Gender equality and electoral politics on the left : a comparison of El Salvador and Nicaragua », Journal of Interamerican Studies and Worlds Affairs, 40, 1, printemps 1998, p.39-66.
- 472) LUCIAK (Ilja), After the revolution, Gender and democracy in El Salvador, Nicaragua and Guatemala. Baltimore, Londres : 2001, The Johns Hopkins University Press, 297 p.

### *Evolution économique*

- 473) PELUPESSY (Wim), WEEKS (John), Economic maladjustment in Central America. Basingstoke : Macmillan, 1993, 198 p.
- 474) PELUPESSY (Wim), RUERD (Ruben), Agrarian policies in Central America. Basingstoke : Macmillan, 2000, 209 p.



## ***EL SALVADOR***

### **HISTOIRE POLITIQUE - REGIME POLITIQUE AVANT 1979**

- 475) ANDERSON (Thomas), Matanza : El Salvador's communist revolt of 1932. Lincoln : University of Nebraska, 1981 (1<sup>ère</sup> éd. 1971), 175 p.
- 476) ANDERSON (Thomas), The war of the dispossessed. Lincoln : University of Nebraska, 1981, 203 p. (version espagnole : La guerra de los desposeídos. San Salvador : UCA, 1984, 183 p.)
- 477) BROWNING (David), El Salvador, la tierra y el hombre. San Salvador : Ministerio de Educación, 1982 (1<sup>è</sup> éd. en anglais, 1971), 490 p.
- 478) DALTON (Roque), Miguel Mármol, los sucesos de 1932 en El Salvador. San Salvador : EDUCA, 1972, 559 p.
- 479) GUIDOS VEJAR (Rafael), El ascenso del militarismo en El Salvador. San Salvador : UCA, 1980, 156 p.
- 480) GUIDOS VEJAR (Rafael), MENJIVAR (Rafael), (éd.), El Salvador de 1840 a 1935, estudiado y analizado por extranjeros. San Salvador : UCA, 1978, 269 p.
- 481) ROUQUIE (Alain), « Honduras-El Salvador, la guerre de cent heures, un cas de 'désintégration régionale' », Revue Française de Science Politique, décembre 1971, p.1290-1316.
- 482) WEBER (Stephen), José Napoleón Duarte and the Christian Democratic Party in salvadorean politics. Baton Rouge : Louisiana State University Press, 1979, 233 p.
- 483) WHITE (Alastair), El Salvador. New York : Praeger, 1973, 288 p.

### **HISTOIRE POLITIQUE - REGIME POLITIQUE APRES 1979**

#### ***L'évolution vers la crise de 1979***

- 484) BALOYRA (Enrique), El Salvador in transition. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1982, 236 p.
- 485) CABARRUS (Carlos Rafael), Génesis de una revolución. Mexico : CIESAS, Casa Chata, 1983, 411 p.
- 486) DUNKERLEY (James), The long war. London : Verso, 1983 (1<sup>è</sup> éd. 1982), 264 p. (1985, 328 p.)
- 487) GORDON (Sara), Crisis política y guerra en El Salvador. Mexico : Siglo XXI, 1989, 347 p.

#### ***Guerre civile (1979-1992)***

- 488) ARMSTRONG (Robert), SHENK (Janet), El Salvador, the face of the revolution. Boston : South End Press, 1982, 283 p.
- 489) BALOYRA (Enrique), « Negotiating war in El Salvador, the politics of endgame », Journal of Interamerican Studies and Worlds Affairs, 28, 1, printemps 1986, p.123-147.

- 490) BYRNE (Hugh), El Salvador's civil war, a study of revolution. Boulder : Rienner, 1996, 241 p.
- 491) CALVEZ (Jean-Yves), « Jésuites au Salvador », Etudes, 372, 1, janvier 1990, p.5-15.
- 492) ELLACURIA (Ignacio), Veinte años de historia en El Salvador. San Salvador : UCA, 1991, 3 vol.
- 493) ELLACURIA (Ignacio), De Salvador a Colombia : seis pistas para la paz. Bogotá : CINEP, 1994, 135 p.
- 494) El Salvador : guerra, política y paz, 1979-1988. San Salvador : CINAS, CRIES, 1988, 229 p.
- 495) GARCIA (Txema), El Salvador : de la lucha armada a la negociación. Tafalla : Txalaparta, 1993, 244 p.
- 496) GASPAS TAPIA (Gabriel), « Guerra y transición en El Salvador », p.83-129, in GASPAS TAPIA (Gabriel), La transición en América Latina, los casos de Chile y El Salvador. México : UAM, 1991, 141 p.
- 497) GETTLEMAN (Marvin), LACEFIELD (Patrick), MENASHE (Louis), MERMELSTEIN (David), RADOSH (Ronald), El Salvador : Central America in the new cold war. New York : Grove Press, 1981, 397 p.
- 498) GILLY (Adolfo), Guerra y política en El Salvador. México : Nueva Imagen, 1981, 196 p.
- 499) GIRALT BARRAZA (Salvador), « El Salvador : history of an insurgency », Low intensity conflict and law enforcement, 3, 2, automne 1994, p. 259-289.
- 500) GLEIJESES (Piero), « The case for power sharing in El Salvador », Foreign Affairs, 5, été 1983, p.1048-1060.
- 501) GRENIER (Yvon), Guerre et pouvoir au Salvador. Sainte-Foy : Presses Universitaires de Laval, 1994, 350 p.
- 502) GRENIER (Yvon), The emergence of insurgency in El Salvador. Basingstoke : Macmillan, 1999, 222 p.
- 503) LEOGRANDE (William M.), « After the battle of San Salvador », World Policy Journal, 7, spring 1990, p.331-356.
- 504) LOPEZ VIGIL (Marta), Don Lito de El Salvador. Barcelone : Claret, 1982, 85 p.
- 505) LUNGO UCLES (Mario), « Prolongación de la guerra o solución política negociada : el dilema salvadoreño actual », Nueva Sociedad, 87, janvier 1987, p.26-33.
- 506) MANWARING (Max), PRISK (Court), El Salvador at war, an oral history of conflict. Washington : National Defense University, 1988, 500 p.
- 507) MANWARING (Max), PRISK (Court), « A strategic view of insurgencies : insights from El Salvador », Small wars and insurgencies, 4, 1, printemps 1993, p.53-72.
- 508) MARTINEZ PEÑATE (Oscar), El Salvador : del conflicto armado a la negociación, 1979-1989. Ontario (CA) : Bandek, 1995, 212 p.
- 509) MENZEL (Sewall H.), Bullets vs ballots. Boulder : Lynne Rienner, 1994, 109 p.
- 510) MONTGOMERY (Tommy Sue), Revolution in El Salvador. Boulder : Westview, 1995 (1ère ed. 1982), 344 p.
- 511) MONTGOMERY (Tommy Sue), « Armed struggle and popular resistance in El Salvador », p.101-120, in CARR (Barry), ELLNER (Steve), The Latin American left from Allende to Perestroïka. Boulder : Westview, 1993, 256 p.
- 512) MORONI BRACAMONTE (José Angel), SPENCER (David E.), Strategy and tactics of the Salvadoran FMLN guerrillas. Westport : Praeger, 1995, 197 p.

- 513) PEARCE (Jenny), Promised land, peasant rebellion in Chalatenango. Londres : Latin American Bureau, 1986, 320 p.
- 514) ROMERO (M<sup>gr</sup> Oscar), Su diario. San Salvador : Arzobispado de San Salvador, 1990, 471 p.
- 515) SAMAYOA (Salvador), « Negotiations or total war » (entretien avec Terry L. KARL), World Policy Journal, 6, 2, printemps 1989, p.321-355.
- 516) SHARPE (Kenneth), DISKIN (Martin), « Facing facts in El Salvador : reconciliation or war », World Policy Journal, 1, 3, printemps 1984, p.515-547.
- 517) SMYTH (Franck), « Consensus or crisis? Without Duarte in El Salvador », Journal of Interamerican studies and world affairs, 30, 4, hiver 1988-89, p.29-52.
- 518) SUNDARAM (Anjali), GELBER (George), A decade of war. London : CIIR, 1991, 269 p.
- 519) VILLALOBOS (Joaquín), « A democratic revolution for El Salvador », Foreign Policy, 74, printemps 1989, p.103-122.
- 520) VILLALOBOS (Joaquín), « Popular insurrection : desire or reality », Latin American Perspectives, 16, 3, été 1989, p.5-37.
- 521) WICKHAM-CROWLEY (Timothy), « Understanding failed revolution in El Salvador : a comparative analysis of regime types and social structures », Politics and society, 17, 4, 1989, p.511-537.
- 522) ZAID (Gabriel), « Colegas enemigos », Vuelta, 56, juillet 1981, p.9-27 (version française : « Une guerre des chefs, lecture de la tragédie salvadorienne », Esprit, 60, décembre 1981, p. 26-38 ; version anglaise : « Enemy colleagues », Dissent, 29, 1, hiver 1982, p.18-40).
- 523) ZAID (Gabriel), « Salvador, Amérique centrale, comment en finir avec la terreur ? », Esprit, 94-95, octobre-novembre 1984, p. 105-111.

#### ***Evolution politique et électorale pendant la guerre civile 1979 - 1992***

- 524) BALOYRA (Enrique), « Dilemmas of political transition in El Salvador », Journal of International Affairs, 38, 2, hiver 1985, p.221-242.
- 525) BALOYRA (Enrique), « The Salvadoran elections of 1982-1991 », Studies in comparative international development, 28, 3, automne 1993, p.3-30.
- 526) BALOYRA (Enrique), « Elections, civil war and transition in El Salvador 1982-1994, a primary evaluation », p.45-65, in BOOTH (John), SELIGSON (Mitchell), Elections and democracy in Central America. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1995 (2<sup>e</sup> édition revue et augmentée), 299 p.
- 527) CORDOVA MACIAS (Ricardo), « Procesos electorales y sistema de partidos en El Salvador, 1982-1989 », Foro Internacional, 32, 4, 128-129, p.519-559.
- 528) DUARTE (José Napoleón), My story. New York : Putnam, 1986, 284 p.
- 529) GARCIA (José Z.), « El Salvador, recent elections in historical perspective », p.60-92, in BOOTH (John), SELIGSON (Mitchell), Elections and democracy in Central America. Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1989, 214 p.
- 530) GRENIER (Yvon), « Vers la 'libération universitaire du peuple salvadorien' : l'Université Centro-Américaine dans la transition politique au El Salvador », Revue Canadienne d'Etudes du Développement, 13, 1, 1992, p.7-38.

- 531) HERMAN (Edward), BRODHEAD (Franck), Demonstration elections : US staged elections in the Dominican Republic, Vietnam and El Salvador. Boston : South End, 1984, 270 p.
- 532) KARL (Terry Lynn), « After La Palma : the prospects for democratization in El Salvador », World Policy Journal, 2, 2, printemps 1985, p.305-32.
- 533) KARL (Terry Lynn), « Imposing consent ? Electoralism versus democratization in El Salvador », p.9-36, in DRAKE (Paul), SILVA (Eduardo), Elections and democratization in Latin America. San Diego : University of California, 1986, 335 p.
- 534) MILES (Sara), OSTERTAG (Bob), « D'Aubuisson's new Arena », NACLA Report on the Americas. 23, 2, juillet 1989, p.14-39.
- 535) SERVELLON (Sergio), « Elecciones, resultados, y perspectivas en El Salvador », Annales des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. 11-12, 1993, p.387-393.
- 536) WOLF (Daniel), « ARENA in the arena : factors in the accomodation of the salvadoran right to pluralism and the broadening of the political system », LASA Forum, 23, 1, printemps 1992

#### *Evolution des militaires salvadoriens*

- 537) STANLEY (William), The protection racket state. Philadelphie : Temple University Press, 1996, 328 p.
- 538) WALTER (Knut), WILLIAMS (Philip), Militarisation and demilitarisation in El Salvador's transition to democracy. Pittsburgh : University of Pittsburgh, 1997, 244 p.

#### *Intervention des États-Unis au Salvador*

- 539) ARNSON (Cynthia), El Salvador, a revolution confronts the United States. Washington : Institute for Policy Studies, 1982, 117 p.
- 540) BACEVICH (Andrew J.), HALLUMS (James D.), WHITE (Richard H.), YOUNG (Thomas), American military policy in small wars, the case of El Salvador. Washington : Institute for Foreign Policy Analysis, Pergamon Brassey's, 1988, 58 p.
- 541) BONNER (Raymond), Weakness and deceit, US policy and El Salvador. New York : Times Books, 1984, 408 p.
- 542) MONTGOMERY (Tommy Sue), « Fighting guerrillas : the United States and low-intensity conflict in El Salvador », New Political Science. 18-19, automne-hiver 1990, p.21-53 (version espagnole : Estudios Centroamericanos, 46, 510, avril 1991, p.267-293).

#### *Problème de la terre, réforme agraire, élites agraires*

- 543) BROWNING (David), « Agrarian reform in El Salvador », Journal of Latin American Studies, 15, 2, novembre 1983, p.399-426.
- 544) DISKIN (Martin), « Distilled conclusions : the disappearance of the agrarian question in El Salvador », Latin American Research Review, 31, 2, 1996, p.111-126.
- 545) DUFUMIER (Marc), « La question agraire au Salvador », Problèmes d'Amérique latine, 83, 1<sup>er</sup> trimestre 1987, p.66-91.

- 546) KINCAID (Douglas), « Peasants into rebels : community and class in rural El Salvador », Comparative Studies in Society and History, juillet 1987, p.466-494 (version française : « Des paysans aux rebelles : communautés et classes dans le Salvador rural », Les Temps Modernes, 44, 517-8, septembre 1989, p.130-175).
- 547) MASON (David), « Land reform and the breakdown of clientelist politics in El Salvador », Comparative Political Studies, 18, 4, janvier 1986, p.487-516.
- 548) PAIGE (Jeffrey), « Coffee and power in El Salvador », Latin American Research Review, 28, 3, 1993, p.7-40.
- 549) PAIGE (Jeffrey), « Land reform and agrarian revolution in El Salvador », Latin American Research Review, 31, 2, 1996, p.127-139.
- 550) PELUPESSY (Wim), « El sector agro-exportador de El Salvador, la base económica de una oligarquía no-fraccionada », Boletín de estudios latinoamericanos y del Caribe, 43, décembre 1987, p.53-80.
- 551) SELIGSON (Mitchell), « Thirty years of transformation in the agrarian structure of El Salvador », Latin American Research Review, 30, 3, 1995, p.43-74.
- 552) SELIGSON (Mitchell), « Agrarian inequality and the theory of peasant rebellion », Latin American Research Review, 31, 2, 1996, p.140-157.

## NEGOCIATIONS DE PAIX

### *Processus de paix et négociations*

- 553) ANEJA (Atul), « A negotiated peace in El Salvador », Strategic Analysis, 13, 1, avril 1990, p.95-108
- 554) BALOYRA (Enrique A.), « Salvaging El Salvador », Journal of democracy, 3, 2, avril 1992, p.70-80.
- 555) BARRÉ (Marie-Chantal), « Le conflit du Salvador, les difficultés du processus de paix », Le Trimestre du Monde, 9, 1<sup>er</sup> trimestre 1990, p.115-125.
- 556) BENITEZ MAINAUT (Raul), « Empate militar y reacomodo político en El Salvador », Nueva Sociedad, 106, avril 1990, p.73-81.
- 557) BLAND (Gary), « The prospects for peace in El Salvador », SAIS Review, 10, 2, automne 1990, p.191-209.
- 558) CORDOVA MACIAS (Ricardo), « El Salvador en transición : el proceso de paz », América Latina Hoy, 10, juin 1995, p.63-70.
- 559) CORR (Edwin), « Social transformation for peace in El Salvador », Annals of the American Academy of Political and Social Sciences, 541, septembre 1995, p.144-156.
- 560) DODSON (Michael), JACKSON (Donald), « Re-inventing the rule of law : Human Rights in El Salvador », Democratization, 4, 4, hiver 1997, p.110-134.
- 561) DROUHAUD (Pascal), « El Salvador : une étape nouvelle vers la paix », Relations Internationales et Stratégiques, 8, hiver 1992, p.97-104.
- 562) DROUHAUD (Pascal), « Salvador : la construction de la paix », Défense nationale, 49, 1, janvier 1993, p.121-130.
- 563) DROUHAUD (Pascal), « Salvador : les fruits de la paix », Défense nationale, 50, 6, juin 1994, p.141-153.

- 564) GOMEZ (Juan Gabriel), « La construcción de la paz y la democracia en El Salvador. Un balance de los Acuerdos de Paz y su cumplimiento », Análisis Político, 19, Mai 1993, p.63-76.
- 565) KARL (Terry Lynn), « La revolución negociada de El Salvador ». Revista Occidental, 9, 3, 1992, p.277-292. (traduction de la version anglaise : Foreign Affairs, 71, 2, printemps 1992, p.147-164.)
- 566) MONTOBBIO (Manuel), La metamórfosis del Pulgarcito, transición política y proceso de paz en El Salvador. Barcelona : Icaria, Guatemala : FLACSO, 1999, 383 p.
- 567) MUNCK (Gerardo), « Beyond electoralism in El Salvador : conflict resolution through negotiated compromise ». Third World Quarterly, 14, 1, 1993, p.75-93.
- 568) STAHLER-SHOLK (Richard), « El Salvador's negotiated transition : from low-intensity conflict to low-intensity democracy ». Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 36, 4, hiver 1994, p.1-60.
- 569) SULLIVAN (Joseph), « How peace came to El Salvador », Orbis, 38, 1, hiver 1994, p.83-98.
- 570) SULLIVAN (Joseph), « The Salvadoran peace process : key factors in reaching agreement », Diplomatic record, 1992-93, p.23-49.
- 571) TULCHIN (Joseph), BLAND (Gary), Is there a transition to democracy in El Salvador ?. Boulder : Lynne Rienner, 1992, 213 p.
- 572) VILLALOBOS (Joaquín), Una revolución en la izquierda para una revolución democrática. Quito, CEDEP, 1993, 88 p.
- 573) VILLALOBOS (Joaquín), « Ni vainqueurs, ni vancus : la paix au Salvador », Critique Internationale, 5, automne 1999, p.139-153.
- 574) WOOD (Elisabeth J.), Forging democracy from below. Cambridge : Cambridge University Press, 2000, 247 p.
- 575) WOOD (Elisabeth J.), « An insurgent path to democracy, popular mobilization, economic interests and regime transition in South Africa and El Salvador », Comparative Political Studies, 34, 8, octobre 2001, p.862-888 (publié en espagnol in Estudios Centroamericanos, 641-2, 2002)

### ***Rôle des Nations Unies***

- 576) ADAMS (Thomas), « Disengage, disarm, demobilize : the success of ONUSAL in implementing the 1992 El Salvador peace accords », Low intensity conflict and law enforcement, 3, 2, automne 1994, p.290-299.
- 577) BENITEZ MAINAUT (Raul), « La ONU y el proceso de paz en El Salvador », Análisis Político, 17, septembre 1992, p.83-93.
- 578) BERTRAM (Eva), « Reinventing governments : the promise and perils of United Nations peace building », Journal of Conflict Resolution, 39, 3, septembre 1995, p.387-418
- 579) DOYLE (Michael), JOHNSTONE (Ian), ORR (Robert), Keeping the peace. Cambridge : Cambridge University Press, 1997, 428 p.
- 580) FISHEL (Kimbra), CORR (Edwin), « The United Nations involvement in the Salvadorean peace process », World Affairs, 160, 3, printemps 1998, p.202-211.

- 581) GRENIER (Yvon), DAUDELIN (Jean), « Foreign assistance and the market place of peacemaking : lessons from El Salvador », International Peacekeeping, 2, 3, automne 1995, p.350-364
- 582) MONTGOMERY (Tommy Sue), « Getting to peace in El Salvador : the role of the United Nations Secretariat and ONUSAL ». Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 37, 4, hiver 1995, p.139-172.
- 583) MUNCK (Gerardo), KUMAR (Chetan), « Civil conflicts and the condition for successful international intervention : a comparative study of Cambodia and El Salvador », Review of International Studies, 21, 1995, p.159-181.
- 584) SAMAYOA (Salvador), El Salvador, la reforma pactada. San Salvador : UCA, 2002, 671 p.
- 585) SOTO (Alvaro de), CASTILLO (Graciana del), « Obtacles to peacebuilding », Foreign Policy, 94, printemps 1994, p.69-83.
- 586) STANLEY (William), HOLIDAY (David), « Peace Mission strategy and domestic actors : UN mediation : verification and institution-building in El Salvador », International Peacekeeping, 4, 2, été 1997, p.22-49.

### *Textes officiels*

- 587) Comisión de la Verdad, De la locura a la esperanza. San Salvador : Naciones Unidas, 1992
- 588) Gobierno de El Salvador, Informe sobre el cumplimiento de los Acuerdos de Paz, San Salvador : octobre 1995, 50 p. (version actualisée : [www.casapres.gob.es/acuerdos](http://www.casapres.gob.es/acuerdos))
- 589) The United Nations and El Salvador, 1990-1995. New York : Département d'information des Nations Unies, 1995, 611 p.

## SITUATION POLITIQUE APRES LES ACCORDS

### *Bilans de la mise en œuvre des accords et du processus de paix*

- 590) EVANS (Ernest), « The El Salvadoran peace process five years on : an assesment », Studies in conflict and terrorism, 21, 171-172, 1998, p.171-179.
- 591) MONTOBBIO (Manuel), « Diez años del proceso de paz », Política Exterior, 82, juillet 2001, p.43-49.
- 592) STUDEMEISTER (Margarita), El Salvador : implementation of the peace accords. Washington : US Institute of Peace, 2001, 64 p.

### *Transition démocratique et évolution politique*

- 593) BRIONES (Carlos), RAMOS (Carlos), Gobernabilidad en Centroamérica : gobernabilidad, economía y democracia en El Salvador. San Salvador : FLACSO, 1995, 419 p.
- 594) CARR (Matthew), « El Salvador : too cheers for democracy ? », Race and Class, 36, 1, 1994, p.1-22.
- 595) CORDOVA MACIAS (Ricardo), « El Salvador : transition from civil war », part IV, p.26-49, in DOMINGUEZ (Jorge), LOWENTHAL (Abraham), Constructing democratic governance. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 1996, 577 p.

- 596) FOLEY (Michael), « Laying the groundworks : the struggle for civil society in El Salvador », Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 38, 1, printemps 1996, p.67-104.
- 597) LUNGO UCLES (Mario), « Redefining democracy in El Salvador : new spaces and new practices for the 1990s », Social Justice, 19, 4, hiver 1992, p.110-125.
- 598) MASSÉ (Frédéric), « De la violencia a lo político, una reconversión lograda ? », Análisis Político, 36, janvier 1999, p.40-57.
- 599) RYAN (Jeffrey), « Democratic transition and consolidation in a polarized system, the role of the center in El Salvador », Party Politics, 3, 2, 1997, p.169-188.
- 600) TURCIOS (Roberto), « El Salvador : una transición histórica y fundacional », Nueva Sociedad, 150, juillet 1997, p.112-118.
- 601) ZAMORA (Ruben), « Democratic transition or modernization ? The case of El Salvador since 1979 », p.165-179, in DOMINGUEZ (Jorge), LINDENBERG (Marc), Democratic transitions in Central America. Garneville : University Press of Florida, 1997, 210 p.

### *Elections de 1994*

- 602) ALCANTARA SAEZ (Manuel), « El Salvador : les élections du siècle ». Problèmes d'Amérique latine, 15, octobre 1994, p.73-85. (Version espagnole : « Las elecciones del siglo », Revista de Estudios Políticos, 85, juillet-septembre 1994, p.323-337).
- 603) DADA (Hector), « El Salvador : elecciones y democracia », Nueva Sociedad, 132, juillet-août 1994, p.22-28
- 604) GONZALEZ MARRERO (Secundido), HARTO DE VERA (Fernando), « Transición y elecciones en El Salvador », América Latina Hoy, 8, junio 1994, p.73-80.
- 605) SERVELLON (Sergio), « Les enseignements politiques des élections générales de 1994 », Annales de l'Amérique latine et des Caraïbes, 13, 1995, p.117-135.

### *Evolution politique et électorale postérieure*

- 606) CORDOVA MACIAS (Ricardo), « El Salvador, ¿ se mueve el péndulo hacia la izquierda ? », Nueva Sociedad, 168, juillet 2000, p.23-32.
- 607) DIAZ (Nidia), « El buen gobierno, el reto de la izquierda en El Salvador », p.111-132, in STOLOWICZ (Beatriz), Gobiernos de izquierda en América Latina, le desafío del cambio. Mexico : UAM, Plaza y Valdes, 2001, 211 p.
- 608) MASSÉ (Frédéric), « La situation politique au Salvador après les élections de 1997 », Problèmes d'Amérique latine, 30, juillet 1998, p.93-106.
- 609) MONTGOMERY (Tommy Sue), « El Salvador's extraordinary elections », LASA Forum, 27, 1, printemps 1997, p.4-8.
- 610) RAMOS (Carlos), « El Salvador : transición y procesos electorales a finales de los 90 », Nueva Sociedad, 158, noviembre 1998, p.28-39.
- 611) SPENCE (Jack), « Left Gains and Competitive Balance following El Salvador's March Elections », LASA Forum,

### *Evolution sociale et économique*



- 612) BINFORD (Leigh), « Grassroots development in conflict zones of northeastern El Salvador », Latin American Perspectives, 24, 2, mars 1997, p.56-79.
- 613) BLUMBERG (Rae Lesser), « Risky business : what happens to gender equality and women's rights in post-conflict societies ? Insights from NGO's in El Salvador », International Journal of Politics, Culture and Society, 15, 1, septembre 2001, p.161-173.
- 614) BOURGOIS (Philippe), « La violence en temps de guerre et en temps de paix. Leçons de l'après-guerre froide », Cultures et conflits, 47, automne 2002, p.81-116.
- 615) BOYCE (James), « Adjustment toward peace : economic policy and post-conflictual transition in El Salvador », World Development, 23, 12, décembre 1995, p.2067-2078.
- 616) BOYCE (James), « External assistance and the peace process in El Salvador », World Development, 23, 12, décembre 1995, p.2101-2116.
- 617) BOYCE (James), Economic policy for building peace : the lessons of El Salvador. Boulder : Lynne Rienner, 1996, 359 p.
- 618) CARDENAL (Ana Sofía), « Elites agrarias, estructura económica y transición hacia la democracia en El Salvador », Revista CIDOB d'Afers Internacionals, 34-35, décembre 1996, p.125-147.
- 619) CARDENAL (Ana Sofía), « La variable 'élite agraria' en la transición salvadoreña hacia la democracia », Politeia, 21, 1998, p.107-140.
- 620) CARDENAL (Ana Sofía), La democracia y la tierra, cambio político en El Salvador. Madrid : CIS, Siglo XXI, 2002, 162 p.
- 621) FITZSIMMONS (Tracy), ANNER (Mark), « Civil society in a postwar period : Labor in the salvadoran democratic transition », Latin American Research Review, 34, 3, 1999, p.103-128.
- 622) MURGUIALDAY (Clara), « Mujeres, transición democrática y elecciones, El Salvador en tiempos de posguerra », Nueva Sociedad, 141, p.34-42.
- 623) SAINT-GERMAIN (Michelle), « *Mujeres '94* : Democratic transition and the women's movement in El Salvador », Women and Politics, 18, 2, 1997, p.75-99.
- 624) WOOD (Elisabeth), SEGOVIA (Alexander), « Macroeconomic policy and the salvadoran peace accords », World Development, 23, 12, décembre 1995, p.2079-2099.



## LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS UTILISÉS

<b>ADM-19</b>	<i>Alianza Democrática M-19</i> (Colombie) : parti politique surgi de la démobilisation du M-19, créé en 1990
<b>ANAPO</b>	<i>Alianza Nacional Popular</i> (Colombie) : parti politique, dirigé par le général Rojas Pinilla
<b>ARENA</b>	<i>Alianza Republicana Nacionalista</i> (Salvador) : parti politique (droite), créé en 1982, au pouvoir depuis 1989
<b>BPR</b>	<i>Bloque Popular Revolucionario</i> (Salvador) : front de masse, lié aux FPL
<b>CD</b>	<i>Convergencia Democrática</i> (Salvador) : parti politique issu du FDR (centre-gauche), créé en 1988, se fond dans le CDU en 1998
<b>CDU</b>	<i>Centro Democrático Unido</i> (Salvador) : parti politique issu de la CD (centre-gauche), créé en 1998
<b>CGSB</b>	<i>Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar</i> (Colombie) : organe de représentation de la guérilla, créé en 1987 (regroupe FARC et ELN)
<b>COPAZ</b>	<i>Comisión Nacional para la Consolidación de la Paz</i> (Salvador) : commission multipartite formée après la signature de la paix
<b>CRS</b>	<i>Corriente de Renovación Socialista</i> (Colombie) : ancienne guérilla, scission de l'ELN, s'est démobilisée en 1994
<b>ELN</b>	<i>Ejército de Liberación Nacional</i> (Colombie) : guérilla, créée en 1964, initialement d'orientation guévariste, encore en activité
<b>EPL</b>	<i>Ejército Popular de Liberación</i> (Colombie) : ancienne guérilla, créée en 1964, initialement d'orientation maoïste ; la majorité interne s'est démobilisée en 1991 et est devenue <i>Esperanza, Paz y Libertad</i> ; la minorité est toujours en activité
<b>ERP</b>	<i>Ejército Revolucionario del Pueblo</i> (Salvador) : ancienne guérilla, créée en 1971, formait partie du FMLN ; après la signature de la paix est devenue <i>Expresión Renovadora del Pueblo</i> ; les principaux dirigeants sont sortis du FMLN en 1994 pour former le PD
<b>EZLN</b>	<i>Ejército Zapatista de Liberación Nacional</i> (Mexique) : guérilla apparue publiquement en 1994, toujours en activité
<b>FARC</b>	<i>Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia</i> : guérilla d'orientation communiste, créée en 1966, toujours en activité
<b>FDR</b>	<i>Frente Democrático Revolucionario</i> (Salvador) : mouvement politique créé en 1980 qui rassemblait les dirigeants civils, allié au FMLN
<b>FENASTRAS</b>	<i>Federación Nacional Sindical de Trabajadores Salvadoreños</i> : fédération syndicale proche du FMLN
<b>FMLN</b>	<i>Frente Farabundo Martí de Liberación Nacional</i> (Salvador) : organe de coordination des cinq groupes de guérilla, créé en 1980, s'est démobilisé en 1992, devenu parti politique en 1993
<b>FPL</b>	<i>Frente Popular de Liberación</i> (Salvador) : ancienne guérilla, créée en 1970, faisait partie du FMLN, s'est dissout dans le FMLN en 1995
<b>FSLN</b>	<i>Frente Sandinista de Liberación Nacional</i> (Nicaragua) : organe de coordination des trois groupes de guérilla, créé en 1960, au pouvoir de 1979 à 1989, parti politique d'opposition depuis.

<b>M-19</b>	<i>Movimiento 19 de Abril</i> (Colombie) : ancienne guérilla créée en 1970, s'est démobilisée en 1991
<b>M-26</b>	<i>Movimiento 26 de Julio</i> (Cuba) : mouvement de guérilla
<b>MAS</b>	<i>Movimiento al Socialismo</i> (Venezuela) : parti politique (gauche), surgi de la démobilisation de la guérilla
<b>MSN</b>	<i>Movimiento de Salvación Nacional</i> (Colombie) : parti politique (droite), dirigé par Alvaro Gómez Hurtado
<b>ONUSAL</b>	Mission des Nations Unies au Salvador
<b>PCN</b>	<i>Partido de Conciliación Nacional</i> (Salvador) : parti politique (droite), proche des militaires, au pouvoir jusqu'en 1979
<b>PCS</b>	<i>Partido Comunista de El Salvador</i> : parti politique, faisait partie du FMLN, s'est dissout dans le FMLN en 1995
<b>PD</b>	<i>Partido Demócrata</i> (Salvador) : parti politique (social-démocrate), rassemblait les dirigeants sortis du FMLN en 1994, s'est fondu dans le CDU
<b>PDC</b>	<i>Partido Demócrata Cristiano</i> (Salvador) : parti politique (démocrate-chrétien) au pouvoir de 1980 à 1982 (juntas) et de 1984 à 1989 (présidence de José Napoleón Duarte).
<b>PRT</b>	<i>Partido Revolucionario de los Trabajadores</i> (Colombie) : ancienne guérilla, créée en 1975, s'est démobilisée en 1991
<b>PRTC</b>	<i>Partido Revolucionario de los Trabajadores Centroamericanos</i> (Salvador) : ancienne guérilla, faisait partie du FMLN, s'est dissoute dans le FMLN en 1995
<i>Quintín Lame</i>	<i>Movimiento Armado Quintín Lame</i> (Colombie) : ancienne guérilla indigène, créée en 1980, s'est démobilisée en 1991
<b>RN</b>	<i>Resistencia Nacional</i> (Salvador) : ancienne guérilla, créée en 1975, faisait partie du FMLN, les principaux dirigeants en sont sortis en 1994 pour former le PD
<b>UCA</b>	<i>Universidad Centroamericana</i> (Salvador) : université jésuite au Salvador
<b>UP</b>	<i>Unión Patriótica</i> (Colombie) : parti politique, créé en 1982, proche des FARC
<b>URNG</b>	<i>Unión Revolucionaria Nacional Guatemalteca</i> (Guatemala) : organe de coordination de la guérilla, s'est démobilisé en 1996, est devenu un parti politique

**ANNEXES**

## LISTE DES ANNEXES

<i>A. LISTE DES ENTRETIENS</i>	647
<i>B. CHRONOLOGIE RESUMEE DU PROCESSUS DE PAIX EN COLOMBIE</i>	649
<i>C. CHRONOLOGIE RESUMEE DU PROCESSUS DE PAIX AU SALVADOR</i>	664
<i>D. RESULTATS ELECTORAUX EN COLOMBIE</i>	677
Résultats des élections présidentielles 1930–2002	678
Répartition des sièges à la Chambre des Représentants et au Sénat 1978-1998	680
<p>           Système de « <i>favorabilidad política</i> » tel qu’il était contenu dans le projet de réforme constitutionnelle présenté par le Président Barco au vote du Congrès, à la suite de la négociation avec le M-19         </p>	681
Résultats généraux obtenus par la ADM-19 lors des différentes élections entre 1990 et 1998.	683
Résultats obtenus par la ADM-19 aux élections de 1990 et 1991, présentation par listes.	684

<i>E. RESULTATS ELECTORAUX AU SALVADOR</i>	686
Liste des présidents et modes de succession depuis 1930	687
Résultats comparés en voix, et en sièges, aux élections législatives de 1994, 1997, 2000 et 2003	688
Résultats comparés des quatre principaux partis aux élections présidentielles de 1994 et 1999, par départements	689
Résultats comparés des quatre principaux partis aux élections législatives de 1994, 1997, 2000 et 2003, par départements	691
Évolution du vote pour le FMLN aux élections présidentielles et législatives depuis 1994, par départements	695
Carte des municipalités gagnées par chaque parti aux élections municipales de 2003	697
 <i>F. DONNEES MACROECONOMIQUES COMPAREES</i>	 698
Évolution comparée en volume brut et en part mondiale des exportations de café (pays d'Amérique centrale, Colombie, Mexique)	699

## A. LISTE DES ENTRETIENS

Pour chaque personne rencontrée, il a été indiqué la fonction au titre de laquelle elle a été interviewée, ainsi que la fonction occupée au moment de l'entretien si elle a un rapport avec les processus étudiés.

### **Entretiens réalisés pour l'étude du cas salvadorien**

*Entretiens réalisés à San Salvador.*

Oscar Bonilla, ancien représentant diplomatique du FMLN-FDR en France, membre de la COPAZ

Roberto Cañas, ancien dirigeant du FMLN (RN), signataire de l'Accord de paix

Rafael Guido Bejar, ancien cadre politique du FMLN

Carlos Henriquez Consalvi, ancien animateur de *Radio Venceremos*

Marisol Galindo, membre de PROESA (Fondation créée par l'ERP)

Irma Quijada, ancienne dirigeante du FMLN (ERP), membre de Las Dignas

Salvador Sánchez Cerén, ancien dirigeant du FMLN (FPL), coordinateur général du FMLN

Eduardo Sancho, ancien dirigeant du FMLN (RN), signataire de l'Accord de paix, député (1994-1997)

Gladys Medara, responsable de la Fundación 16 de Enero (fondation créée par le FMLN)

Oscar Santamaría, ancien responsable de la délégation gouvernementale dans les négociations de paix, signataire de l'Accord de paix

Roberto Turcios, directeur de la revue *Tendencias*

Général Mauricio Vargas, ancien membre de la délégation gouvernementale dans les négociations de paix, signataire de l'Accord de paix



### **Entretiens réalisés pour l'étude du cas colombien**

*Entretiens réalisés à Bogotá – dans le cas contraire, le lieu est indiqué.*

José Aristizábal, ancien dirigeant de la CRS, représentant (1994-1998)

Adolfo Bula, ancien dirigeant de la CRS, représentant (1994-1998)

Eduardo Chávez, ancien dirigeant du M-19, puis de la ADM-19, sénateur (1991-1994), en poste diplomatique à Paris (entretien réalisé à Paris)

Tomás Concha, ancien membre de l'équipe de la *Consejería para la Reconciliación*, directeur du *Programa Presidencial para la Reinserción*

Alberto Díaz Uribe, membre de la *Consejería para los Derechos Humanos*

Enrique Florez, ancien dirigeant du PRT, puis de la ADM-19

Carlos Franco, ancien dirigeant de l'EPL, puis de la ADM-19

Daniel Garcia-Peña, membre du *Alto Comisionado para la Paz*

Reinaldo Gari, ancien membre de l'équipe de la *Consejería para la Reconciliación*

Camilo González Posso, ancien ministre de la Santé pour la ADM-19

Vera Grabe, ancienne dirigeante du M-19, puis de la ADM-19, représentante (1990-1991), puis sénatrice (1991-1994), en poste diplomatique à Madrid (entretien réalisé à Madrid)

Carlos Ossa, ancien *Consejero para la Reconciliación*

Anibal Palacios, ancien dirigeant de l'EPL, puis de la ADM-19, sénateur (1991-1994) en poste diplomatique à Londres (entretien réalisé à Londres)

Otty Patiño, ancien dirigeant du M-19 puis de la ADM-19

Ricardo Santamaría, ancien membre de la *Consejería para la Reconciliación*, puis *Consejero para la Paz*

León Valencia, ancien dirigeant de la CRS (en tant que guérilla puis que parti)

Alvaro Villarraga, ancien dirigeant de l'EPL, membre du *Alto Comisionado para la Paz*

**B. CHRONOLOGIE DU PROCESSUS DE PAIX EN COLOMBIE (1982-1994)****1982****MAI**

Election présidentielle. Belisario Betancur l'emporte avec 3 134 962 voix. Alfonso López MICHELSEN obtient 2 856 700 voix

**AOUT**

Le 7, prise de fonction de Betancur. Dans son discours d'investiture, il insiste sur la paix et la conciliation, reconnaît l'existence de la guérilla en parlant des causes objectives de la rébellion.

Le 27, Betancur annonce la réinstallation de la Commission de Paix. Le M-19 demande à participer.

Huitième Conférence Nationale du M-19 dans le Putumayo, dans laquelle Bateman critique la stratégie militaire traditionnelle de la guérilla et propose un schéma beaucoup plus offensif

**SEPTEMBRE**

A partir de la troisième semaine, libération d'une vingtaine de membres du M-19 qui se joignent aux activités légales dans le cadre de l'ouverture et du dialogue.

Le 7, le Président convoque la réunion d'une "Cumbre Política Multipartidaria" pour discuter des nécessaires réformes politiques du régime colombien. Elle se réunit le 15, les débats dureront jusqu'au début de 1983.

Le 19, par le décret 2771, réinstallation de la Commission de Paix. Elle est présidée par C. Lleras, puis à partir du 29 par Otto Morales. Au fil du temps, son travail se délitera: à la mi 1984 elle ne sera plus composée que d'une douzaine de membres.

**OCTOBRE**

Lors de sa VIII Conferencia Nacional, le M-19 décide de créer une branche légale pour faire avancer le dialogue.

Le 19 le projet de loi d'amnistie est approuvé par les commissions parlementaires.

Le 22, rencontre à La Picota entre divers membres de la Commission de Paix et des dirigeants du M-19 au sujet des modalités de l'amnistie.

**NOVEMBRE**

Le 17 formation d'une entité de coordination interministérielle pour la Réhabilitation et nomination du Departamento Nacional de Planeación comme instance exécutoire. 129 communes dans 16 départements sont initialement choisies. 27 seront ajoutés en 1/83, puis 153 plus tard.

Le 18 adoption de la loi d'amnistie par le Congrès, ratification présidentielle le lendemain (Ley 35) et publication immédiate. Elle permet la libération de la plupart des prisonniers politiques mais accorde peu de garanties pour la légalisation du M-19.

**DECEMBRE**

Le 4 libération d'une grande partie des dirigeants du M-19. A leur sortie de prison, ils effectuent une manifestation sur la Place BOLIVAR dans laquelle ils affirment la volonté de paix du M-19.

**1983****JANVIER**

Réunion à Panama des dirigeants du M-19 afin de discuter de la position à tenir. La rupture de la trêve est décidée

Le 30, première réunion entre la Commission de Paix et les FARC à Colombia (Huila) sur les conditions de l'amnistie et du cessez-le-feu; elle se termine par une déclaration qui souligne la volonté de paix des deux parties, et l'appui des FARC à l'amnistie. Le Président nomme trois Altos Comisionados para la Paz chargés de faire le dialogue entre Commission de paix et guérillas.

**FEVRIER**

Le 5, publication du rapport du Procurador General de la Justicia Carlos JIMENEZ Gómez et du Minjusticia sur le paramilitarisme.

Le 9, première réunion du Comité de Rehabilitación. Le budget d'investissement pour 83-85 est de 68 millions de \$ qui seront principalement consacrés à des travaux d'infrastructure.

Le 19, les FARC font parvenir une lettre à Betancur dans laquelle ils présentent leur disposition au dialogue

**MARS**

Entre le 4 et le 6 réalisation du 3<sup>e</sup> *Foro Nacional por el Derecho a la Vida, la Paz y la Apertura Democrática* qui rassemble de nombreuses organisations non gouvernementales: il salue les efforts pour le dialogue et maintient de virulentes critiques contre la violation des Droits de l'Homme par les forces armées.

Le 20, les FARC condamnent le séquestre et demande la libération de tous les prisonniers détenus par ses fronts.

**AVRIL**

Le 9 à la suite de la radicalisation des positions gouvernementales, le M-19 déclare la trêve rompue et dissout le Comando Político. La première action consiste en la prise de El Paujil (Caquetá)

Signature d'un accord "Por la apertura y la paz democrática" entre le M-19 et les FARC afin de promouvoir l'unité de la guérilla.

Le 28, mort de Jaime Bateman dans un accident d'avion alors qu'il volait vers Panama.

**MAI**

Le 25, démission surprise de Otto MORALES de la présidence de la Commission de Paix. Après des débuts prometteurs, les négociations s'étaient rapidement ralenties. Dans sa lettre de démission il met en accusation « los enemigos agazados de la paz ». Il est remplacé par John Agudelo RIOS.

**JUILLET**

Le 5, les FARC font connaître la "Fórmula de cese al Fuego, Tregua y Paz", projet de processus de paix qui ajoute aux dispositions déjà accordées de nombreuses revendications d'ordre socio-économique souvent irréalisables et propose une Uribe démilitarisée comme lieu des négociations. Le 16, Ivan Marino OSPINA assume la direction du M-19.

**OCTOBRE**

Du 6 au 20, réalisation du Pleno Ampliado del Estado Mayor des FARC dans lequel elles adoptent une position d'acceptation agressive du processus de paix, compris comme une étape dans la conquête du pouvoir.

Le 8 rencontre entre Alvaro Fayad, Iván Marino OSPINA (M-19) et Belisario Betancur à Madrid

**1984****JANVIER**

Entre le 4 et le 10 plusieurs hauts gradés de l'armée, dont le Ministre de la Défense manifestent publiquement leur opposition à la politique de Betancur et en particulier au processus de paix, en condamnant l'amnistie et la rencontre de Madrid.

Le 18 le ministre de la défense, Gral Landazabal, démissionne, et trois autres généraux sont démis par le Président qui nomme le Gral Gustavo Matamoros ministre de la défense. Ce dernier ne restera pas longtemps à son poste: un cancer l'éloignera de son poste dès juin. Il décédera le 5/1/85.

**FEVRIER**

Le 15, le Gral. Matamoros faisant écho à un sentiment prédominant dans l'armée refuse toute possibilité d'une négociation sur cessez-le-feu et trêve. Les pressions militaires ont obligé au report d'une réunion entre la Commission de Paix et les FARC.

Le 19 Alfonso Gómez Gómez, Mingobierno, et Gustavo Matamoros, Mindefensa, déclarent qu'ils autorisent les négociations avec la guérilla, garantissent la sécurité du dialogue et l'accomplissement des engagements.

Le 23 dans une lettre à la Commission de Paix, le M-19 manifeste sa volonté d'arriver à un dialogue pacifique.

**MARS**

Le 13, le M-19 occupe Florencia pendant une heure.

Le 17, publication d'une "declaración conjunta" M-19 - EPL afin de chercher une unité face à l'ouverture.

Le 27, à la suite de l'opération du Yará, l'ambassadeur américain, Lewis TAMBS, dénonce l'existence de liens entre les FARC et les trafiquants de drogue et emploie l'expression de narcoguérillas.

Le 28 signature des accords de La Uribe entre le gouvernement et les FARC (cessez-le-feu le 28/5, création d'une Commission de vérification, trêve sur une période d'essai d'un an, condamnation du séquestre).

**AVRIL**

Le 1er, lors d'une allocution, le Président reconnaît l'accord avec les FARC.

Pendant tout le mois nombreuses actions militaires du M-19 (Corinto (Cauca), El Palo (Cauca), actions contre les Bataillons Pichincha (Cali) et Codazzi (Palmira).

Le 30 assassinat à Bogotá du Ministre de la justice Rodrigo Lara Bonilla par des tueurs à gages au services de trafiquants de drogue.

**MAI**

Le 14, les FARC annoncent le cessez-le-feu, Il commence le 28 (20è anniversaire des FARC) ;

Le 30, formation de la Comisión de Verificación.

Le 30, le Gral Vega Uribe adresse une circulaire aux forces armées dans laquelle, sans remettre en question les accords, il exprime son opposition à l'accord avec les FARC.

**JUIN**

Le 28, Betancur nomme Jaime CASTRO Ministro de Gobierno.

**JUILLET**

Le 14, première tentative de réunion de la Comisión de Verificación à Dolores (Tolima) frustrée par l'absence de démilitarisation de la zone.

Le 18 installation de la nouvelle Comisión de Negociación y Diálogo, composée de 40 membres et de délégués du M-19 et de l'EPL. Son objectif est de préparer l'accord avec le M-19 et le EPL.

**AOUT**

Le 10, Carlos TOLEDO PLATA (M-19) est assassiné à Bucaramanga. Sa mort repousse la date de signature des accords. En 1983, il y aura une trentaine d'amnistiés tués.

Le 11, actions du M-19 à Yumbo (Valle) et à Toribio (Cauca).

Le 19, déclaration commune EPL - FARC dans laquelle les deux organisations reconnaissent l'importance des accords de La Uribe.

Le 23, signature des accords de Medellín entre le EPL et le gouvernement. Le même jour, signature de l'accord avec une partie de l'ADO à Bogotá (siège de la Federación de trabajadores de la industria metalúrgica puis Cárcel de la Picota). Le même jour, pour manifester leur désaccord, l'ELN attaque Betoyes (Arauca).

Le 25, signature des accords entre le gouvernement et le M-19 à Corinto et El Hobo. Le M-19 restera à Corinto jusqu'au 30, et s'érigera en pouvoir local pendant ces jours-là .

Le 30, ordre de cessez-le-feu des différentes organisations. ADO s'intègre à la UP.

**SEPTEMBRE**

A partir du 4, échange assez vif de lettres entre le Président et le Ministre de Défense au sujet des armes du M-19.

Le 13, des dirigeants politiques et économiques du Huila manifestent leur opposition au processus de paix et aux accords. Début d'une série de déclarations ouvertes de groupes économiques, de secteurs des partis traditionnels, de militaires en retraite et de groupes sociaux opposés aux accords (le « golpe de opinión »)

Le 19, J. Castro déclare devant le Congrès que les accords de paix supposent la remise des armes et la démobilisation tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un premier pas vers la réincorporation légale.

Le 22, 3è tentative frustrée de réunion de la Comisión de Verificación à laquelle ne se présentent pas les FARC en faisant état des tensions avec l'armée. Le 29, 4è tentative frustrée de réunion de la Comisión de Verificación par la non-démilitarisation de La Uribe.

Le 29, Betancur prononce un discours en Arauca dans lequel il réaffirme la nécessité d'aller au bout de sa politique de paix et dénonce l'esprit conspirateur.

Le M-19 accepte les conditions gouvernementales pour le dialogue (lieu et thèmes précis et définis d'avance, participation non armée), mais entreprend une campagne de pression par des manifestations populaires.

**OCTOBRE**

Le 6, première réunion de la Comisión de verificación, à Casa Verde, La Uribe, pendant laquelle les FARC demandent la levée de l'Etat de siège. Les réunions suivantes se célébreront en ce lieu, qui verra défiler de nombreuses personnalités dont des adversaires du processus.

**NOVEMBRE**

Le 1er, installation de la Comisión Coordinadora del Diálogo Nacional.

Le 9, l'armée chasse brutalement des familles indiennes installées sur le territoire d'une hacienda entre Caloto et Corinto. Le 10, Ulcué CHOCUE, curé indien de Toribio est assassiné. Son assassinat provoque l'indignation nationale, jusqu'à une réprobation présidentielle. Les indiens entament plusieurs actions de protestation fortes: le 15 paros cívicos à Santander et blocage de la Panaméricaine, le 20, blocage d'autres routes. Le 29, un groupe de 40 guérilleros du Quintín Lame attaque le Ingenio Castilla.

Le 30, le M-19 réalise une manifestation populaire à Medellín, le 1er à Cali.

### **DECEMBRE**

Le 1er, début de la période probatoire de un an de cessez-le-feu entre le gouvernement et les FARC qui sera interprétée comme une trêve. Le cessez-le-feu sera émaillé d'incidents, exploités par les deux bords pour mettre en exergue l'absence de volonté de paix.

Dans la nuit du 5 au 6, rencontre entre Iván Marino OSPINA et Belisario Betancur à Mexico

A partir du 12 la tension monte autour du camp de regroupement du M-19 à Yarumales, commandé par Carlos Pizarro. Des vifs affrontements vont opposer l'armée et le M-19, jusqu'à un accord intervenu le 7 janvier.

## **1985**

### **JANVIER**

Le 17, les troupes du M-19 présentes à Yarumales se délaçant vers Los Robles, à 4 km.

Le 4, prise de Santander de Quilichao (Cauca), par un groupe commun Ricardo Franco - QL. Il s'agit de la première action d'envergure du QL.

Le 5, décès par maladie du Gral Matamoros. Il est remplacé par le Gral Miguel Vega Uribe qui assurait un intérim de fait depuis juin. Betancur le nommera "ministre de la paix".

Le 16 réunion de la Comisión Coordinadora de la Comisión de Verificación; le 23 réunion des sous-commissions de travail avec des représentants des forces vives de la nation. Ce sera l'unique réunion de ces entités.

### **FEVRIER**

Entre le 7 et le 21 se déroule la 9<sup>e</sup> Conférence Nationale du M-19 (Congreso por la Paz y la Democracia) à Los Robles (Cauca). La Conférence décide le remplacement de Iván Marino OSPINA par Alvaro Fayad à la direction du M-19. La fin de la Conférence se termine sur une convocation à une manifestation à Bogotá le 15/3 et sur des consignes sur la capacité de devenir gouvernement, par la voie légale ou révolutionnaire.

Le 21, la Comisión de Diálogo y Verificación se réunit et discute de la remise des armes; elle fixe comme délai mars 1986.

Le 27, première et dernière réunion plénière de toutes les sous-commissions du dialogue pour tenter de réorganiser et à donner un nouveau souffle au dialogue.

### **MARS**

Création de la UP après d'importantes discussions au sein des FARC. Six mois après sa formation, la UP compte déjà 165 dirigeants et militants assassinés.

### **MAI**

Le 15, le M-19 réalise une très importante manifestation à la Plaza de Bolívar (entre 10 et 20 000 personnes).

Le 20 rencontre entre des dirigeants des guérillas (sauf FARC et QL) pour discuter d'une position à tenir face à la grève générale et de la formation de la CNG.

Le 23, à Cali, A. Navarro est très sérieusement blessé dans un attentat. Il restera deux mois entre la vie et la mort, puis sera transféré à Mexico puis à La Havane.

### **JUIN**

Le 4, approbation parlementaire à la Ley de indulto (Ley 40), qui cherche à couvrir les manques de l'amnistie.

Le 6, après une importante répression non officielle, le décret 1506 (1560?) interdit la formation des campamentos.

Le 19, Le M-19 déclare que la trêve est rompue

Le 20, organisation de la grève générale.

### **AOUT**

Le gouvernement présente la deuxième étape du PNR (85-88) élaboré par Planeación et le PNUD qui se conçoit comme un large plan de réformes politiques et d'investissement social, avec pour principes la participation,

la prise en compte des spécificités régionales et la décentralisation. Il a un budget de 109 millions de \$. Etant données les circonstances futures, il ne sera pratiquement pas appliqué.

Le 28, Iván MARINO OSPINA est tué par la police à Cali

Le 30, Betancur répond aux groupes du Valle en réaffirmant la nécessité de la paix par la réconciliation, et en critiquant les excès de la déclaration. Sa défense est en grande partie rhétorique.

#### **SEPTEMBRE**

Le 20, John Agudelo RIOS démissionne de la présidence de la Commission de Paix.

#### **OCTOBRE**

Le 18, le Président forme par le décret 3030 une nouvelle Comisión de Paz, Diálogo y Verificación unique de 20 membres.

#### **NOVEMBRE**

Le 6, prise du Palais de Justice de Bogotá par le M-19. L'armée encercle puis attaque le Palais. Un incendie met fin aux combats en détruisant le bâtiment. Le bilan est d'une centaine de morts, dont tous les guérilleros et 12 membres de la Cour Suprême de Justice.

Le 9, signature d'accords entre la Commission et un secteur de l'ELN (comandos Antonio NARIÑO et Simón BOLIVAR) semblables aux accords de La Uribe.

Le 10 lors de l'enterrement des juges, le Président fait un discours dur.

Le 14, explosion du Nevado del Ruiz et destruction de la ville d'Armero.

Le 20, assassinat de Oscar William CALVO. L'EPL déclare la trêve rompue et rejoint la CNG. Il réalisera avec la M-19 la prise de Urao.

#### **DECEMBRE**

Le 29, publication du 2<sup>e</sup> rapport du Procurador sur les disparitions.

### **1986**

#### **JANVIER**

Formation du Batallón América, composé du M-19, du QL, d'un mouvement de guérilla équatorien (Alfaro Vive Carajo) et un péruvien (Tupac Amará II), esquisse d'une armée bolivarienne.

Le 10 est connu le massacre de Tacueyó: le Frente Ricardo Franco a jugé et exécuté sommairement 164 de ses membres accusés de trahison. Au même moment, l'ELN revendique l'assassinat de Ricardo Lara Parada, ancien dirigeant de l'ELN et dirigeant du Frente Amplio del Magdalena Medio.

#### **FEVRIER**

Début: actions du M-19 dans le Cauca

#### **MARS**

Le 2, signature d'un prolongement indéfini de la période d'essai entre les FARC et la Commission. ADO et les secteurs signataires de l'ELN approuvent la signature.

Le 13, Alvaro Fayad est tué par la police à Bogotá. Carlos Pizarro le remplace comme Commandant Général. La direction du M-19 est décimée

#### **AVRIL**

Début: Combats du M-19 aux environs de Cali.

#### **MAI**

Le 11, le Procurador dénonce violemment la montée de la violence officielle et paramilitaire impunie.

Le 25, élections présidentielles. VirgilioBarco (Libéral) s'impose avec 4 214 000 voix (58,3%). Alvaro Gómez Hurtado (Conservateur) obtient 2 587 000 voix (35,8) et Jaime Pardo LEAL (UP) 329 000 voix (4,5%)

#### **JUIN**

Le 13, le Procurador présente son rapport sur la prise du Palais de Justice en y signalant les responsabilités du Président et du Ministre de la Justice

#### **JUILLET**

Le 2, visite du Pape en Colombie, pendant laquelle il demande à la guérilla de déposer les armes

Le 20, lors de son dernier discours comme président, Betancur rejette les accusations du Procurador

Le 24, mort de Gustavo Arias, *Boris*, n°3 du M-19 dans un affrontement avec l'armée

#### **AOUT**

Du 1<sup>er</sup> au 10, *Cumbre de Dirigentes* de la CNG qui manifeste une distance mesurée vis-à-vis des FARC

Le 7, investiture de Virgilio Barco

Le 8, les FARC manifestent la continuité des accords de La Uribe et demandent la formation d'une commission de dialogue. Le 16, les autres groupes de guérilla manifestent leur opposition à toute forme de dialogue avec le nouveau gouvernement

#### **SEPTEMBRE**

Le 18, première rencontre entre Carlos OSSA et le Secrétariat général des FARC à La Uribe. Le gouvernement présente un document très général sur sa nouvelle politique de paix. Le 25, les FARC font connaître un premier mémorandum dans lequel elles présentent leurs exigences en matière de réhabilitation.

#### **NOVEMBRE**

Le 16, deuxième rencontre entre Carlos OSSA et le Secrétariat général des FARC à La Uribe. Les deux parties manifestent leur volonté de poursuivre le dialogue, sans véritable concrétisation, les FARC demandent le rétablissement de la Commission de Vérification.

#### **DECEMBRE**

Rencontre des dirigeants de la CNG à La Havane ; frictions entre le M-19 et les autres groupes sur la stratégie.

Le 15, Virgilio Barco signe la loi autorisant l'extradition

Le 17, assassinat de Guillermo CANO, directeur de *El Espectador*, par les trafiquants de drogue

### **1987**

#### **JANVIER**

Réunion de la Direction Nationale du M-19 à La Havane. Conférence Nationale qui adopte le principe du "pacto político para un gobierno de transición" comme voie de sortie de la guerre

#### **FEVRIER**

Le 1<sup>er</sup>, troisième rencontre entre rencontre entre Carlos OSSA et le Secrétariat général des FARC à La Uribe. Les discussions portent sur les modalités de rétablissement de la Commission de Vérification

Manifestation par l'EPL d'une volonté de se rapprocher de Carlos OSSA pour commencer des négociations ; refus de celui-ci sans remise des armes préalables. L'assassinat de Ernesto ROJAS, dirigeant de l'organisation, le 15/2 met fin à ce rapprochement.

#### **MARS**

Du 16 mars au 2 avril, réalisation de la 2<sup>e</sup> assemblée de commandants de la CNG dans la Magdalena Medio

#### **MAI**

Plusieurs rapprochements entre les FARC et les autres mouvements de guérilla, avec l'EPL et le M-19

Le 30, le M-19 et le Quintín Lame proposent une démilitarisation des zones indiennes du Cauca avec des plans de développement régionaux

#### **JUIN**

Publication de Colombia, violencia y democracia

Le 8, fusion de l'ELN et du MIR-Patria Libre, et formation de la Unión Camilista - ELN

Le 16, attaque d'un convoi militaire par deux fronts des FARC et l'armée à Puerto Rico (Caquetá), 27 militaires et 5 civils morts et 44 blessés. En réponse à l'attaque des FARC, Virgilio Barco annonce le 22 que la trêve sera considérée comme rompue dans les départements où les FARC auront attaqué l'armée. Ce sera le cas dans le Caquetá, le Huila (août).

#### **JUILLET**

Le 2, le M-19 affirme détenir depuis septembre 1985 Camila MICHELSEN, fille de Jaime MICHELSEN, gérant du Groupe Grancolombiano dont la faillite retentissante avait ruiné de nombreux petits épargnants. Elle est libérée le 30. A cette occasion Carlos Pizarro appelle à la conformation d'un dialogue national pour trouver les solutions au conflit

**AOUT**

Le 6, découverte des corps de Gerardo QUEVEDO et de sa compagne, membres de la Direction Nationale du M-19

Le 7, action armée des FARC à San Adolfo (Huila). Le gouvernement décrète que la trêve est rompue dans le Huila

Le 26, assassinat de Hector ABAD Gómez, président du *Comité para los Derechos Humanos*, précandidat libéral à la mairie de Medellín, dirigeant de mouvements civiques, par des trafiquants de drogue

**OCTOBRE**

Le 2, formation de la Coordinación Guerrillera Simón Bolívar (CGSB) par l'ensemble des mouvements de guérilla : déclarations très militaristes et refus du dialogue

Le 11, assassinat de Jaime Pardo LEAL, candidat de la UP à l'élection présidentielle de 1986

**NOVEMBRE**

Le 16 et 17, quatrième voyage de Carlos OSSA à La Uribe ; malgré une déclaration commune sur les dispositions communes à négocier, la rencontre n'aboutit à rien de concret.

Le 22, action armée des FARC à San José del Fragua (Caquetá) qui fait 14 morts. Le gouvernement maintient une position de dialogue, mais Cesar Gaviria, ministre de *Gobierno*, annonce qu'une poursuite des actions armées mettrait fin à la continuité du dialogue.

**1988****JANVIER**

Réunion entre la Comandancia du M-19 et la plupart des dirigeants et militants dans le "Campo Reencuentro". Cette réunion fait le bilan de la situation, évoque des difficultés internes et met en avant la nouveau mot d'ordre "Vida para la Nación. Paz a las Fuerzas Armadas. Guerra a la Oligarquía!". Le M-19 annonce un cessez-le-feu pour 6 mois à partir du 25/1. Il affirme la nécessité d'une unité dans la guérilla.

Le 18, enlèvement de Andrés PASTRANA par les extraditables, il est libéré au bout d'une semaine

Le 25, enlèvement et assassinat de Carlos MAURO HOYOS, Procurador General de la Nación

Le 27, le Président Barco fait adopter le "Estatuto para la Defensa de la Democracia" qui contient des mesures qui limitent les droits de l'homme. Simultanément V. Barco propose un plébiscite pour la réforme de la Constitution (pour le 13/3). V. Barco et PASTRANA s'accordent (Acuerdo de Nariño) sur des nouvelles modalités pour la réforme constitutionnelle: une Commission formée par représentants des partis discute l'agenda et la procédure de la réforme.

**FEVRIER**

Le 15, différents fronts régionaux des FARC proposent des cessez-le feu locaux et des dialogues avec les autorités locales. Dans le Caquetá des comités locaux pour la paix se réunissent jusqu'en juin. L'initiative est critiquée par C. OSSA

Le 20, à la suite d'un accord avec le Parti Conservateur, le projet de plébiscite est remplacé par un référendum

Le 25, début des travaux de la commission sur l'agenda et le processus de réforme.

**MARS**

La généralisation de l'action armée des FARC devient un fait ; les autorités militaires déclarent que c'est l'organisation la plus active

Le 10, lettre de CARABALLO dans lequel il met en avant les dispositions à négocier de l'EPL. Refus de Pardo par l'attitude militariste de l'EPL

Le 13, première élections populaire des maires: le Parti Conservateur réussit une avancée, mais le Parti Libéral divisé demeure majoritaire; l'UP obtient 20 mairies, 70 conseillers (percées en Antioquia et Santader) mais l'effet du paramilitarisme se fait sentir. Le Frente Popular (EPL) obtient 2 mairies, 30 conseillers, 2 députés départementaux.

**AVRIL**

Le 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> réunion de la CGSB à La Caucha (siège du secrétariat des Farc). Document final: "Acuerdo Político y Democrático": refus de l'accord de Nariño, convocation populaire pour le changement, appel à une nouvelle Constitution. Formation d'une Commission Exécutive et d'une représentation diplomatique et esquisse d'une unité militaire.

Le 4, le Conseil d'Etat déclare inconstitutionnelle la proposition de réforme de la Constitution par voie référendaire.



**MAI**

Le 29, enlèvement par le M-19 de Alvaro Gómez Hurtado

**JUIN**

Le 12, M-19 revendique le séquestre, propose un cessez-le-feu et un sommet de dialogue (*Cumbre de Salvación Nacional*)

Le 30, rencontre à Panama entre des émissaires du M-19 et des dirigeants conservateurs : accord de faire un mini-sommet (mini-cumbre) à la Nonciature Apostolique de Panama qui préparerait l'agenda et les modalités d'un sommet à réaliser en Colombie après la libération de A. Gómez.

**JUILLET**

Le 14, minisommet à la Nonciature à Panamá. Le M-19 s'engage à libérer A. Gomez

Le 20, libération de A. Gómez.

Le 21, V. Barco annonce sa disposition à négocier "en un diálogo desprovisto de cualquier forme de intimidación" et le 27, annonce son refus de participer à la *Cumbre* et présente son projet de réforme constitutionnelle.

Le 29, *Cumbre de Salvación Nacional*. Le sommet se déroule au *Centro de Estudios Pastorales* de Usaquén (Bogotá), avec une participation de représentants de nombreux mouvements politiques et sociaux.. Le M-19 fait parvenir un document, le gouvernement envoie sa participation à travers le Parti Libéral. Un sommet régional se tient simultanément à Cali. Le sommet s'achève sur la création d'une commission de suivi; on convoque une *Comisión de Convivencia Democrática* entre le 22/8 et le 22/9 comme lieu de dialogue entre le gouvernement, l'armée et la guérilla.

Le 29, l'EPL et l'ELN refusent toute participation au dialogue en l'absence de l'armée et du gouvernement. FARC et PRT adoptent une position plus souple.

**AOÛT**

V. Barco annonce plan de paix et désavoue la participation du Parti Libéral à la *Comisión de Convivencia Democrática*. Lors d'une rencontre Barco - commission de suivi, V. Barco dit être d'accord sur 56 des 78 propositions en affirmant qu'un grand nombre d'entre elles sont comprises dans son projet de réforme.

Le 22, installation de la *Comisión de Convivencia Democrática* au siège du CELAM, sans la participation du gouvernement, du Parti Libéral, des organisations économiques. Le M-19 fait connaître son projet pour la paix négociée.

Le 23, actions armées des FARC et de l'EPL à Saiza (Córdoba), 38 morts, 22 policiers capturés. En représailles, les paramilitaires massacrent 16 paysans à El Tomate (Córdoba).

**SEPTEMBRE**

Le 1<sup>er</sup>, le gouvernement rend public la *Iniciativa para la Paz*. Devant la pluralité des réactions des guérillas, (refus de l'EPL, de l'ELN et des FARC, position plus conciliatrices du PRT), le M-19 prend l'initiative d'un sommet de la CGSB.

Entre le 13 et le 16, IIIe Conférence de la CGSB, fortes critiques à l'action solitaire du M-19.

**OCTOBRE**

Le 1<sup>er</sup>, les FARC proposent l'organisation d'un dialogue national à travers une rencontre entre le cabinet et le secrétariat des FARC. L'attaque contre un bus dans le Caqueta conduit le gouvernement à privilégier l'option militaire avec les groupes qui refusent la *Iniciativa*.

Le 27, *Huelga general* organisée par la CUT. Forte réaction du gouvernement (emprisonnements de dirigeants, licenciements de syndicalistes).

**NOVEMBRE**

Propositions de paix de A. LEYVA : formation d'une commission chargée de déterminer avec le gouvernement les possibilités d'un dialogue ; réception positive de la part des FARC et du M-19.

Le 30, un rapport du DAS établit des liens entre les trafiquants de drogue et certains hauts responsables militaires

**DECEMBRE**

Tout au long du mois, établissement journalier d'un contact radial entre C. Pizarro et la Consejería de RNR, qui crée progressivement un climat de confiance

Le 3, dans des lettres à V. Barco, les FARC et M-19 manifestent leur décision de suspension des hostilités et d'accord avec les termes de la paix de LEYVA

Le 16, lors de son rapport au Congrès, V. Barco annonce qu'il existe des contacts entre le gouvernement et le M-19, et que des négociations vont se réaliser selon le schéma de la Iniciativa. Concernant les FARC, il déclare "de la tregua no nos queda sino el espíritu". La réforme constitutionnelle est discutée par le Congrès, celui-ci adopte un texte plus restreint que la proposition gouvernementale

## 1989

### JANVIER

Le 10, 1ère déclaration commune après deux jours de dialogue entre le M-19 et le gouvernement dans un campement à Ortega (Tolima). Cette déclaration met à la lumière publique l'existence de dialogue selon un agenda et des modalités qui dépassent l'Iniciativa. Malgré les déclarations d'unité de C. Pizarro, cette initiative est très mal ressentie par les autres membres de la CGSB (en particulier ARENAS)

Le 12, V. Barco reconnaît l'accord du 10 et met en avant la bonne volonté du M-19; les partis appuient l'initiative, l'UP manifestant la nécessité d'y inclure la CGSB.

Le 20, massacre de La Rochela, commis par des paramilitaires : 2 juges et 9 enquêteurs sont assassinés.

### FEVRIER

Les 3 et 4, 2è déclaration commune (Tolima): appel à participation des partis à une table de travail, afin de définir l'agenda d'une négociation entre le gouvernement, la guérilla et les partis; garanties gouvernementales pour les futurs porte-paroles du M-19. Les réunions traitent jusque là de distension, participation, dialogues régionaux, réforme de la justice.

Le 17, les FARC font connaître disposition à dialoguer à travers la Commission des Notables (Misael Pastrana, Alfonso López, Mgr Mario Revollo, Fabio Echeverri Correa, Hernando Santos (dir. El Tiempo)

Le 28, cessez-le-feu unilatéral des FARC du fait de la composition de la Commission

### MARS

Le 3, assassinat de Teofilo FORERO (PC); attentat où meurt ANTEQUERA (UP) et où est blessé Samper

Les 3 et 4, à la suite des rencontres internes au sein du M-19, et de la nécessité d'élargir le consensus sur les accords de janvier, rencontre à Mexico entre R. Pardo et A. Navarro qui ratifie les accords conclus et réitère les appels à la participation. Le 6, 3ème déclaration commune (Mexico).

Le 17, "Declaración de Santo Domingo" (4è déclaration commune) ouvre une nouvelle étape de normalisation institutionnelle de la guérilla. Elle convoque pour le 1/4 les Mesas de Trabajo qui sont censées présenter leurs conclusions avant le début de la séance ordinaire du Congrès. Le M19 est quasiment cantonné dans la Ciudadela de la Paz (Santo Domingo, Toribío, Cauca) et nomme 12 représentants.

Le 30, déclaration commune entre le gouvernement et la Compañía Gloria Amanda Rincón (détachement du M-19 commandé par Marcos Chalita)

### AVRIL

Le 3, installation des Mesas de Trabajo por la Paz y la Reconciliación Nacional (Palacio de Nariño), sous la tutelle spirituelle de l'Eglise Catholique, avec la participation du gouvernement, des Partis Libéral et Conservateur et du M-19. Début mai, elles convoquent les organisations sociales, politiques, économiques à participer aux Mesas de Análisis y Concertación qui commenceront leurs travaux le 10/5.

Le 7, assassinat de A. Parra (M-19) et de deux autres militants à Bogota

Le 18, reprise des Mesas de Trabajo qui avaient été provisoirement interrompues.

Le 19, V. Barco édicte trois décrets d'Etat de Siège pour lutter contre les groupes d'autodéfense et les paramilitaires

### MAI

Attentat contre le Gral. MAZA MARQUEZ, directeur du DAS.

Le 2, l'EPL décrète un cessez-le-feu

### JUIN

Le 12, C. Pizarro propose dans une lettre à V. Barco un Pacto político por la paz y la democracia (traduction législative du travail des Mesas de Concertación, réforme électorale, appui des partis à accords, engagement du gouvernement sur un référendum sur les réformes). Cette proposition concrète la volonté du M19 de démobilisation totale et de participation à la politique.

4ème conférence de la CGSB à La Uribe sans la participation de l'ELN ; dernière participation du M-19 à un organe de la CGSB

**JUILLET**

Le 5, assassinat de Antonio Roldán Betancur, gouverneur d'Antioquia, par les trafiquants de drogue.

Le 13, fin des travaux des Mesas de Análisis et présentation de leur traduction législative à la Mesa de Trabajo. Les accords seront discutés entre le gouvernement et le M19 jusqu'en septembre.

Le 17, la 5<sup>e</sup> déclaration commune annonce que les consensus des Mesas de Análisis formeront partie des accords politiques finaux, et qu'une commission sera formée pour la définition de la démobilisation.

Le 20, ouverture de la session ordinaire du Congrès: doit étudier en deuxième lecture le projet de réforme Constitutionnelle de V. Barco. Celui-ci donne toute latitude au Congrès pour y inclure les accords des Mesas.

**AOUT**

Le 16, assassinat de Carlos Valencia, haut magistrat qui avait signé le mandat d'amener contre P. ESCOBAR, et de V. FRANKLIN, chef de la police en Antioquia; 4600 magistrats démissionnent en réaction.

Le 18, assassinat de Luis Carlos Galán, sénateur, candidat du Nouveau Libéralisme à l'élection présidentielle; il avait tenu un discours de rénovation morale. Lors de son enterrement, une manifestation d'étudiants demande la convocation d'une Constituante, début du mouvement pour la "séptima papeleta"

En réaction aux assassinats, le gouvernement adopte des mesures contre les narcotraffiquants et déclenche une opération militaire et policière (11000 arrestations et perquisitions) (dont extradition).

Le 23, les "Extraditables" publient une déclaration de guerre totale contre l'Etat.

Le 25, V. Barco déclare que la Colombie est en guerre; annonce d'une aide militaire de 65 M\$ utilisée principalement dans la lutte antiguérilla.

Flambée de violence qui met en danger le processus de paix. Pour relancer le processus, C. Pizarro fait une proposition de Pacto de Salvacion Nacional.

**SEPTEMBRE**

Le 5, attentat contre l'immeuble de El Espectador (73 blessés)

Le 26, 6<sup>e</sup> déclaration commune déclaration d'accord sur les travaux des Mesas de Análisis qui aboutissent à un projet de réformes (circonscription nationale, circonscription électorale - le M-19 doit obtenir 12000 votes pour un sénateur et 4000 pour un représentant - vote obligatoire, Assemblée Constituante) et à un agenda précis de démobilisation. Le gouvernement s'engage à présenter le projet d'amnistie la première semaine d'octobre.

Le 27, le M-19 fait publier dans El Tiempo une déclaration d'intention de laisser les armes ("Hemos decidido", p.14B); à partir de ce moment, le M-19 ouvre des locaux dans plusieurs villes (Casas de la Paz) à partir desquelles il entreprend sa transformation en mouvement politique légal

**OCTOBRE**

Le 15, 10<sup>e</sup> Conférence Nationale du M-19: discussion du processus, vote (227/230 pour) sur l'approbation des accords, la transformation en parti, la candidature de C. Pizarro à la Présidentielle.

Le 21, rencontre dans le Meta entre gouvernement et CGSB

**NOVEMBRE**

Le 2, le *Pacto Político por la Paz y la Democracia* (accord final M-19 - gouvernement) est signé à Bogotá; il reprend 27 propositions des Mesas de Análisis. Le pacte est signé par le gouvernement, le Parti Libéral, les présidents des deux corps législatifs, l'Eglise et le M-19.

Retrait de l'appui du Parti Conservateur aux réformes; prétexte le Parti Libéral veut soumettre la réforme au vote thème par thème, le Parti Conservateur veut un seul vote d'ensemble.

Le 16, les modalités du référendum sont discutées par le Congrès; prise de conscience du coût politique par députés; Le rapporteur du projet propose, avec le soutien du Parti Conservateur que le M-19 dispose d'un quota de 2 représentants et 2 sénateurs

Le 27, attentat dans le vol Cali-Bogota (107 morts)

Le 29, le M-19 devient un parti politique lors d'une cérémonie au Centro de Convenciones Gonzalo Jimenez de Quezada, en présence entre autres de Turbay

**DECEMBRE**

Le 6, attentat contre le bâtiment du DAS à Bogota (60 morts, 700 blessés)

Le 14, face à l'échec probable de la réforme Constitutionnelle au Congrès, le M-19 engage tous les acteurs à se compromettre pour les accords

Le 15, deuxième discussion de la réforme constitutionnelle: le débat sur les Droits de l'Homme est laissé de côté; l'introduction de la discussion sur l'extradition bloque tout accord; la réforme est abandonnée.

Le 18, le M-19 discute de la position à tenir face à l'abandon de la réforme et décide de poursuivre le processus en solitaire

Le 22, vote de la Loi 77/89 qui facilite au Président la concession de l'amnistie.

Le 23, 7<sup>e</sup> déclaration commune entre le gouvernement et le M-19 ; Celui-ci annonce permanence des accords malgré la suspension, avec de nouveaux délais. Convoque une réunion de tous les acteurs politiques pour le 31/1.

## 1990

### JANVIER

Demande par lettre de A. Navarro et C. Pizarro afin de bénéficier de l'amnistie par la loi 77

Le 6, réunion à Santo Domingo entre le M-19 et le gouvernement afin de définir des mesures de protection pour les dirigeants du M-19

Le 17, avant la tenue d'un sommet interaméricain antidrogue, P. Escobar annonce une trêve et un désir de négocier; devant le refus du gouvernement, il relance une campagne d'attentats.

Le 23, le gouvernement répond favorablement à la demande d'amnistie pour les dirigeants du M-19

Le 25, 9<sup>e</sup> déclaration commune confirme l'amnistie et annonce l'abandon des armes de la part du M-19.

Du 23 au 30, voyage de C. Pizarro et A. Navarro à Bogota afin de redynamiser le processus de paix. La résistance à la formule référendaire comme voie de la réforme demeure importante. Ce n'est que la déclaration des précandidats libéraux qui permet de lever les ambiguïtés, qui resteront fortes du fait de l'opposition du Parti Conservateur et de la UP.

### FEVRIER

Le 1, C. Lemos Simmonds reconnaît que le processus est en difficulté parce que certains engagements ne sont pas tenus.

Création du Consejo Nacional de Rehabilitación (décret 314)

Le 6, C. Pizarro obtient un double de ses papiers d'identité afin de permettre son inscription comme candidat aux élections municipales à Bogota.

Le 9, lettre de l'EPL à la Commission de Notables pour discuter des modalités d'un cessez-le-feu. Le 28, il décrète un cessez-le-feu pour un mois

### MARS

Le 8, remise et destruction des armes du M19. Le 9, cérémonie officielle à Caloto (Cauca) puis signature à Bogota (Palacio de Nariño) entre V. Barco, C. Pizarro, A. Navarro de l'*Acuerdo Político*. Les accords de réinsertion portent sur 880 combattants.

Le 11, élections locales avec la première participation du M-19: C. Pizarro se présente à Bogota, Rosenberg PABON à Yumbo ; plusieurs centaines de milliers d'électeurs introduisent dans l'urne la "séptima papeleta" par laquelle ils demandent la tenue d'une Constituante

Le 22, assassinat de Bernardo Jaramillo, candidat de l'UP à l'élection présidentielle.

### AVRIL

Le 3, formation de la Alianza Democrática M-19

Le 24, la CGSB se déclare favorable à une Constituante

Le 26, assassinat de Carlos Pizarro lors de la campagne présidentielle dans l'avion Bogota-Barranquilla; le sicario est abattu sur le moment par un des gardes

### MAI

Le 3, l'EPL et le QL manifestent leur disposition à la démobilisation et à la négociation

Le 4, le décret 927 autorise la Registraduría à comptabiliser les votes en faveur de la Constituante

Le 13, attentat dans un centre commercial de Bogota: 15 morts, 56 blessés ; en 15 jours, les attentats dus aux narcotrafiquants font une centaine de morts

Le 15, H. SERPA officialise la disposition au dialogue avec l'EPL et le QL

Le 24, 1<sup>ère</sup> déclaration commune gouvernement-EPL sur le début du dialogue

La Cour Suprême déclare constitutionnel le décret 927 (elle approuve la modalité de réforme de la Constitution proposée par l'exécutif)

Le 27, élection présidentielle: abstention: 57,7%. C. Gaviria (Libéral) s'impose avec 2 982 000 voix (47,8%). A. Gómez Hurtado (MSN) obtient 1 434 000 voix (23,7 %), A. Navarro (ADM-19), 755 000 (12,4%) et R. LLOREDA (Conservateur), 735 000 (12,1%). Référendum sur la Constituante: 89% de oui.

### JUIN

Le 4, réunion conjointe entre le gouvernement, l'EPL, le QL et le PRT  
 Le 7, C. Gaviria forme un groupe d'experts pour analyser les modalités de la Constituante  
 Les 7-8-9, 2ème réunion entre le gouvernement et l'EPL à Cordoba

#### **JUILLET**

Le 15, dernière rencontre entre le gouvernement Barco et l'EPL  
 Le 17, investiture de C. Gaviria  
 Le 27, réunion entre SERPA et l'EPL: les deux parties confirment leur engagement pour la paix et la continuation des négociations

#### **AOUT**

Le 3, accord pour la Constituante entre le Président, les partis Libéral, Conservateur, MSN et ADM-19  
 Le 16, Jesús Antonio BEJARANO devient Conseiller pour la Paix; rencontre avec l'EPL  
 Le 23, création d'une commission gouvernementale de rapprochement entre le gouvernement et les FARC, l'EPL, le QL, et le PRT  
 Le 24, décret 1926, qui concrétisent l'accord de début août et autorise la tenue d'une élection constituante avec un "temario" limité  
 Le 30, enlèvements perpétrés par le Cartel de Medellin (Diana TURBAY)

#### **SEPTEMBRE**

Du 17 au 25, 1ère *Cumbre de Comandantes* de la CGSB qui concrétise les efforts d'homogénéisation de l'idéologie, de la stratégie et du commandement.  
 Le 25, nouveau plan de paix de C. Gaviria: flexibilisation des préconditions au dialogue de la Iniciativa, proposition de création de commissions mixtes de dialogue.

#### **OCTOBRE**

Le 9, la Cour Suprême déclare constitutionnel le décret de convocation à la Constituante, convoque les électeurs pour le 9/12, mais interdit tout accord préalable sur les thèmes dont pourra discuter la Constituante (qui est déclarée souveraine)

#### **DECEMBRE**

Crise dans les négociations entre le gouvernement et l'EPL; celui-ci demande l'élargissement de sa participation à la Constituante et l'implication de l'exécutif à son plus haut niveau dans les conversations  
 Le 9, élection pour l'Assemblée nationale constituante: abstention: 73,9%. Le Parti libéral obtient 25 sièges, la ADM19 19, le MSN 11, le Parti conservateur 9, la UP 2, les chrétiens 2 les listes indigènes 2  
 Le même jour, l'armée déclenche un opération militaire contre les FARC à La Uribe : prise de Casa Verde, mais les commandants réussissent à prendre la fuite ; en réponse vague d'attentats de la CGSB sur des objectifs militaires et économiques.  
 Le 20, voyage de Julio César SANCHEZ (Mingobierno) aux campements de l'EPL à Labores (Antioquia). Il réaffirme les postulats de base non négociables (2 représentants de l'EPL, désarmement avant la participation à la Constituante) et affirme que la Consejería a le plein appui de l'exécutif à son plus haut niveau.

### **1991**

#### **JANVIER**

Le 21, accord final avec le PRT (réinsertion: 200 combattants)  
 Le 22, décret 213 sur des mesures d'ordre public afin de favoriser le processus de paix avec l'EPL, le PRT et le QL  
 Les 24 et 25, assassinats de Marina MONTOYA et Diana TURBAY par les narcotrafiquants lors de l'opération de sauvetage

#### **FEVRIER**

Le 4, lettre de BEJARANO à la Commission de la Chambre des Représentants dans laquelle le gouvernement reconnaît la différence entre les processus de paix avec le M-19 et ceux avec la CGSB, et annonce qu'il est prêt "sin condicionamientos previos (...) a realizar conversaciones en el exterior".  
 Le 5, ouverture des travaux de la Constituante; 52 opérations militaires de la guérilla, 50 morts,  
 Le 9, dans une négociation sur le choix du site de négociation qui avantage la guérilla, celle-ci propose La Uribe  
 Le 15, accord final avec l'EPL, (réinsertion: 2 000 combattants)

**MARS**

Le 10, concentration des effectifs du QL

**AVRIL**

Scission au sein de l'ELN, formation de la CRS

**MAI**

Le 1<sup>er</sup>, prise de l'ambassade du Venezuela par trois chefs de la CGSB, un constituant du M-19, un dirigeant de la UP, un représentant du Parti Libéral et du Parti Conservateur pour forcer le gouvernement à en faire le lieu de la négociation.

Le 15, accord entre le gouvernement et les FARC à Cravo Norte (Arauca) sur le lieu de discussion (Caracas)

Le 19, C. Gaviria rend public la Estrategia Nacional contra la Violencia

Le 27, accord final avec le QL (157 combattants)

**JUIN**

Du 3 au 14, 1<sup>ère</sup> *ronda* de négociations entre le gouvernement et la CGSB à Caracas.

Le 9, reddition de P. ESCOBAR, "enfermé" dans une de ses maisons à Envigado

Du 20 au 25, 2<sup>ème</sup> *ronda* de négociations à Caracas ; le 25, signature de l'accord sur la "veeduría" des négociations. la 3<sup>ème</sup> *ronda* est prévue pour le 15/7.

**JUILLET**

Le 4, entrée en vigueur de la nouvelle Constitution, nomination d'une Assemblée Nationale provisoire (el *Congresito*) par les constituants (il fallait 2 voix pour élire un membre de l'Assemblée)

Offensive violente de la CGSB qui se traduit essentiellement par la destruction d'infrastructures. De nombreuses zones sont privées de communications ou d'énergie; quelques jours après l'attentat dans l'aéroport de Cartagena provoque l'organisation de journées de protestation civique contre le terrorisme principalement sur la côte caraïbe, dans le Meta, Huila y Casanare.

**AOUT**

Le 2, en raison de la protestation populaire, la CGSB annonce l'arrêt des destructions d'infrastructure

**SEPTEMBRE**

Du 9 au 20, 3<sup>ème</sup> *ronda* de négociations à Caracas ; elle est suivie d'une 4<sup>ème</sup> *ronda* du 26 septembre au 2 octobre

Le 30, attentat lors de la campagne électorale dans le Cauca; 7 morts. Aurelio IRAGORRI, président du Congrès et ex-directeur du Parti Libéral, est sérieusement blessé. Cet attentat pousse le gouvernement à déclarer l'interruption des négociations.

**OCTOBRE**

Le 27, élections législatives: abstention 63,3%. La ADM-19 obtient environ 450 000 voix (9%), 9 sénateurs et 13 représentants. Première élection populaire des gouverneurs.

**NOVEMBRE**

Le 10, signature des Actas de Caracas entre le gouvernement et la CGSB

**DECEMBRE**

1<sup>ère</sup> conférence nationale de la CRS, décision de faire une négociation, début de conversations informelles avec le gouvernement

**1992****JANVIER**

Le 13, H. SERPA est nommé Consejero de Paz.

VI *Cumbre de Comandantes* de la CGSB qui confirme la lutte armée comme instrument de la prise du pouvoir.

**MARS**

Le 10, les négociations entre la CGSB et le gouvernement reprennent à Tlaxcala (Mexique) du fait du coup d'Etat au Venezuela; 5<sup>ème</sup> *ronda* dans un climat de tension

Le 20, accord final avec les Comandos Erneto Rojas (25 combattants)  
 Le 21, suspensions des dialogues à la suite de la mort en captivité de Angelino GARZON, exministre des Travaux Publics

#### **AVRIL**

Attentat contre des dirigeants de la CRS (mort de 6 militants dont un membre de la Direction Nationale), gel du processus

Le 22, 6<sup>e</sup> *ronda* de négociations à Tlaxcala, sans agenda, dans un climat de confrontations sur les points à négocier

#### **MAI**

Le 4, la CGSB demande le report de la reprise des négociations au 31/10; le gouvernement réplique en soulignant le manque de volonté de négociation de la part de la guérilla, pas d'accord sur la reprise des négociations

Du 4 au 18, offensive militaire de la guérilla; nombreux actes de terrorisme

#### **JUIN**

Le 4, les propositions de dialogues régionaux prônés par la guérilla sont repoussés par le gouvernement

#### **JUILLET**

Le 4, au cours d'un large remaniement ministériel, Gustavo DE ROUX remplace Camilo GONZALEZ au Ministère de la Santé

Le 10, le président décrète l'Etat de commotion interne afin d'empêcher la libération de nombreux narcotrafiquants, rendue possible par une réforme de la législation pénale

Le 22, évasion de P. ESCOBAR

#### **AOUT**

Le 8, l'ELN se dit prêt à négocier dans un cadre régional

#### **SEPTEMBRE**

#### **OCTOBRE**

Importante offensive de la guérilla (70 morts)

#### **NOVEMBRE**

Le 7, lors d'une action de la guérilla, 26 soldats sont tués pendant leur sommeil; ce fait produit un fort impact

Le 8, C. Gaviria décrète l'Etat de commotion interne pour 90 jours et annonce une guerre intégrale contre la guérilla ; à partir du 15 les actions militaires contre la guérilla se multiplient (80 morts)

Le 24, retrait de l'ADM-19 du gouvernement à la suite d'un désaccord sur la politique de guerre intégrale

### **1993**

#### **JANVIER**

Le 31, constitution du groupe des *Pepes* (Perseguidos por Pablo Escobar) qui entreprend une série d'actions criminelles contre les intérêts du Cartel de Medellín.

Pendant toute la période, nombreux attentats à Bogotá

#### **FEVRIER**

Le 5, l'Etat de commotion interne décrété en 11/92 est prolongé de 90 jours

Le 18, arrestation de deux commandants de l'ELN

Le 23, C. Gaviria annonce un plan de guerre contre les narcos et la guérilla: 230 M\$, 26 000 soldats en plus

#### **MAI**

Réunion nationale de la CRS, décision d'une négociation rapide, contacts avec le gouvernement pour un préaccord sur la concentration des forces

#### **AOUT**

Début de la concentration de la CRS à Flor del Monte (Ovejas, Sucre)

Du 8 au 10, voyage de C. Gaviria à Cuba, reprise des relations diplomatiques rompues en 1981

**SEPTEMBRE**

Le 23, assassinat de Enrique BUENDIA et Ricardo GONZALEZ, la CRS suspend les négociations à un accord sur la surveillance du processus

Offensive Septembre Noir de la CGSB, 34 soldats tués

**NOVEMBRE**

Le 7, assassinat de Dario LONDOÑO, vice-président du Sénat, rapporteur de la loi sur l'ordre public (comprenant certaines réformes de la justice et des mesures de réinsertion)

**DECEMBRE**

Le 2, P. ESCOBAR est abattu à Medellín par un corps d'élite de la police

Le 15, adoption de la loi sur l'ordre public

**1994****JANVIER**

Le 23, massacre de 35 sympathisants de Esperanza, Paz y Libertad en Urabá; le gouvernement décrète l'Etat de Siège dans la zone

**MARS**

Le 13, élections législatives: abstention: 67,2%. La ADM-19 obtient des résultats médiocres, et conserve un seul représentant

**AVRIL**

Le 9, accord final avec la CRS, remise des armes à Flor del Monte

**MAI**

Le 25, élection présidentielle (1er tour): abstention: 66, 3%. E. Samper (Libéral) (45,3 %), A. PASTRANA (Conservateur) (43%), A. Navarro obtient seulement 3,8 %

Le 26, signature de l'accord final avec las Milicias de Medellín

**JUIN**

Le 19, 2è tour de l'élection présidentielle (2ème tour): abstention: 56, 6%. E. Samper (Libéral) est élu avec 51,6% des voix

Le 22, arrestation de F. CARABALLO (diss. EPL)

Le 30, accord final avec le Front Francisco GARNICA, remise des armes

**JUILLET**

Le 8, assassinat de Pablo GARCIA, chef des Milices Locales de Medellín

Du 16 au 23, offensive de la CGSB ("*despedida a Gaviria*") dans tout le pays, attentat contre le Général Carlos GIL COLORADO (le plus haut gradé de l'armée victime d'un attentat de la guérilla), prise de La Calera

**AOUT**

Le 7, investiture de E. Samper; dans son discours, il énonce une proposition de dialogue

Le 9, assassinat de Manuel CEPEDA, sénateur communiste de la UP, dans le cadre d'une période d'attaque de la part des narcos et des paramilitaires

**OCTOBRE**

Le 30, élections locales; pour la première fois, les anciens Territorios et Comisarías élisent leurs gouverneurs; succès des candidats des mouvements civiques

**NOVEMBRE**

Le 17, premier rapport du Alto Comisionado para la Paz; dans son discours des 100 jours E. Samper propose un cessez-le-feu

Le 18, les FARC se disent prêtes à engager le dialogue



*C. CHRONOLOGIE RESUMEE DU PROCESSUS DE PAIX AU SALVADOR (1979-1994)*

**1979**

**MAI**

Du 4 au 8, occupation par des membres du BPR de la cathédrale et de trois ambassades (France, Costa Rica, Venezuela) pour demander la libération de cinq dirigeants de l'organisation, dont Facundo Guardado.

Le 9, alors que des centaines de manifestants rejoignent l'occupation de la cathédrale, la Police Nationale tire pour disperser la manifestation. 22 morts.

Le 17, lors d'une réunion à la Casa Presidencial, le Président Romero fait comprendre à l'élite économique présente que l'Etat ne peut pleinement assurer la sécurité de tous. ce événement marquera la rupture de la coalition armée oligarchie et sera à l'origine du développement des milices d'extrême-droite.

Le 23, assassinat par les FPL du Ministre de l'Education, Carlos Antonio Herrera Rebollo

**JUILLET**

Le 17, au Nicaragua fin du régime de Somoza et entrée victorieuse de l'opposition unie à Managua. La fuite de nombreux militaires au Salvador fera prendre conscience à certains secteurs de l'armée salvadorienne de la nécessité d'éviter une situation semblable.

**AOUT**

Création du Foro Popular, rassemblement de partis et de syndicats de gauche avec une stratégie extra électorale dans le but de renverser le régime (sur le modèle de Frente Amplio du Nicaragua)

**OCTOBRE**

Le 15, coup militaire mené par des jeunes officiers progressistes qui déclarent vouloir dissoudre ORDEN et mettre en place un régime pluraliste et réformiste. La première junte est formée par Col. Abdul Gutierrez, Col. Adolfo Majano, Ramón Mayorga (recteur de la UCA), Guillermo Ungo et Mario ANDINO (représentant le secteur privé). Le Col. Gutierrez prendra rapidement contrôle des organismes de défense et sécurité en se faisant élire par des militaires à la junte et en nommant, sans consultation, Col. José Guillermo García ministre de la défense, et Col. Nicolás Carranza, vice-ministre, des hommes connus pour vouloir donner une réponse militaire à la subversion.

Le 17, dans une discussion sur les réformes, les membres armés proches de Gutierrez prônent la réorganisation de l'armée avant les réformes socio-économiques. Une division devient évidente entre le Haut Commandement derrière Gutierrez et le corps des officiers, fidèle à Majano. La dissolution de ANSESAL et ORDEN sera évitée par Gutierrez.

**DECEMBRE**

Le 7, le décret 43 de la Junte gèle toute possibilité de transfert de propriété de la terre en vue de la Réforme Agraire

Le PCS quitte la junte, puis forme avec la RN et les FPL un organe de coordination. Première rapprochement organisationnel du PCS vers les organisations révolutionnaires. L'ERP est encore au ban de la guérilla et le restera jusqu'à la création du DRU.

Grave crise au sein de la junte : les membres civils adressent un ultimatum à l'armée sur la répression et l'intransigeance sur les réformes. L'ultimatum est refusé. Le 26, García et le haut commandement se présentent à une réunion du cabinet et déclarent aux ministres qu'ils vont trop loin dans les réformes. Les ministres affirment que cela n'est pas de la compétence de l'armée. Les civils demandent leur médiation à l'armée qui n'intervient pas. La médiation de Mgr Romero échoue également.

**1980**

**JANVIER**

Le 3, démission de la junte de G. Ungo, R. Mayorga, des membres civils du cabinet et des dirigeants des entreprises publiques.

Le 5, rencontre entre le PDC, Majano, Gutierrez, García, Carranza afin de discuter de la participation du PDC à la junte Le 9, accord entre la Démocratie Chrétienne et l'armée. L'armée accepte les conditions du PDC pour participer au gouvernement : mener à bien des réformes socio-économiques (réforme agraire, nationalisation des banques), mettre un frein à la répression, exclure les représentants du secteur privé de la junte, dialoguer avec les organisations populaires, démettre García, Carranza et Col. Francisco Morán (chef de la Policía de Hacienda) et amender la Constitution.

- Le 10, formation de la 2<sup>e</sup> junta qui regroupe des représentants de l'armée et du PDC. Ceux-ci apportent un crédit politique et international au régime. José Napoleón Duarte nomme les trois représentants du PDC à la junta : José Antonio Morales, Hector Dada, José Ramón Avalos.
- Le 11, création de la *Coordinación Revolucionaria de Masas* qui regroupe les organisations de soutien aux groupes armés et l'UDN, et de manière clandestine, création du *Directorio Revolucionario Unificado* (DRU) qui devient l'organisme unifié de direction politique de la guérilla.
- Le 15, une lettre signée par 186 officiers est rendue publique dans un meeting de soutien à Majano demande la démission des ministres et vice-ministres de la défense du fait de leur éloignement de la Proclama. Crise la plus importante au sein de l'institution militaire. Les deux militaires inflexibles se maintiennent à leur poste.
- Le 22, la CRM organise une grande manifestation à San Salvador (200 000 personnes) qui sera réprimée par l'armée et les paramilitaires (49 morts, plusieurs centaines de blessés). Le nombre des personnes tuées par la répression est estimée à 12000 en 1980 et 16000 en 1981.

## FEVRIER

- Le 23, assassinat de Mario Zamora, procurador general de los pobres. La veille il avait été "dénoncé" par D'Aubuisson dans son programme de télévision.

## MARS

- Remplacement de Franck Devine par Robert White comme ambassadeur des EU au Salvador
- Le 3, démission de la junta de H. Dada qui dénonce la répression.
- Le 6, mise en place de la réforme agraire (décret 153) et semi-nationalisation du secteur bancaire. L'état de siège (décret 154) est proclamé, théoriquement pour faciliter la réforme agraire, pratiquement pour lutter contre la subversion. Ces mesures se traduisent par de nombreuses exactions dans les campagnes et la fuite de paysans vers San Salvador. L'armée se présente comme l'organisme chargé de mettre en place la réforme agraire. Seules les fermes de plus de 500 ha sont nationalisées. L'application militarisée de la réforme conduit Jorge Villacorta, vice-ministre de l'agriculture, à critiquer, puis devenu cible de la répression, à s'exiler.
- Le 10, réalisation d'une convention nationale au PDC pour élire le successeur de H. Dada qui se traduit par la mainmise de Duarte sur le parti et contribuera à la sortie de l'aile progressiste
- Le 24, assassinat de M<sup>re</sup> Romero lors d'une messe à San Salvador. 50 morts lors de son enterrement.

## AVRIL

- Le 18, fondation du Frente Democratico Revolucionario : regroupe la CRM, le MNR, le MPSC, plus des syndicats, des associations, des universités, des anciens du Foro Popular et de la première junta. Enrique Alvarez Cordoba est élu président. Une tournée internationale se traduit par le soutien de plusieurs pays européens, de la IS et du Mexique (ouverture de sièges).
- Le 30, tentative ratée de coup d'état orchestrée par D'Aubuisson. Le colonel Majano envoie des troupes loyales qui arrêtent D'Aubuisson. Celui-ci sera libéré faute de preuves. Peu après Majano est limogé de son poste de commandant en chef et remplacé par Col. Gutierrez.

## MAI

- Le 22, le PCS, l'ERP et les FPL forment officiellement la DRU, comme direction unifiée de la guérilla, composée de trois commandants de chaque groupe. Elle ne sera totalement opérationnel qu'au bout d'un an. Les discussions internes y demeureront vives entre les partisans de la guerre populaire prolongée (FPL) et ceux de l'insurrection populaire (les autres)

## JUIN

- Le 24-25, organisation d'une grève générale à l'initiative du FDR : 90% de grévistes. Cela traduit un changement de type d'actions : la manifestation de protestation est remplacée par la grève. A la suite de la grève, l'armée occupe le campus de l'Université, tue 22 personnes et procède à la destruction systématique du matériel, en particulier de la bibliothèque. L'armée occupera le campus pendant 4 ans.

## AOÛT

- Du 13 au 15, nouvelle grève générale, considérée comme insurrectionnelle par le FMLN parce qu'il cherchait à y tester les structures organisationnelles qui serviront pendant l'insurrection. Forte militarisation pour répondre à la grève.

## SEPTEMBRE

- Importante friction au sein de la DRU : la RN cherche à profiter des tensions dans l'armée par les actions de Col. Gutierrez visant à isoler Majano et à inclure les secteurs progressistes de l'armée dans le camp

révolutionnaire. Les autres formations critiquent la RN pour ces actions. La tension devient maximale lorsque la DRU veut adopte le centralisme démocratique, et non plus l'unanimité, et veut former un parti unifié révolutionnaire, conçu comme une avant-garde. Mis en minorité la RN se retire provisoirement de la DRU.

#### **OCTOBRE**

Le 15 Création du FMLN, par le PCS, l'ERP, le FPL, les FARN et le PRTC

#### **NOVEMBRE**

Le 27, l'assassinat des dirigeants du FDR à l'Université Nationale de San Salvador a pour conséquence de pousser le FDR vers la gauche révolutionnaire et d'en faire la représentation diplomatique du FMLN.

#### **DECEMBRE**

Après avoir échappé à un attentat en novembre, Majano est poursuivi pour trahison, arrêté le 20/2/81, jugé et condamné à mort. Parallèlement, réorganisation de la junte : N. Duarte devient président, Gutierrez vice-président, MORALES responsable de la réforme agraire, Carranza directeur de ANTEL.

Le 2, assassinat de quatre religieuses américaines par la Garde Nationale. En réaction Carter coupe l'aide militaire qui sera rétablie dès l'investiture de Reagan.

### **1981**

#### **JANVIER**

Assassinat de Rodolfo Viera, directeur de l'ISTA (Réforme agraire) et de deux membres de AIFLD par des escadrons de la mort. Les bénéficiaires de la réforme agraire (petits agriculteurs encadrés par la UCS) seront victimes d'expulsion et de massacres de la part des anciens propriétaires.

Le 10, offensive finale du FMLN ; la situation est instable pendant 48 heures, mais assez vite, elle n'obtient pas les résultats escomptés : les combats se poursuivent pendant plusieurs semaines, l'armée est restée fidèle au régime (sauf garnison de Santa Ana et San Francisco Gotera), la grève de soutien échoue, les actions à San Salvador ne réussissent pas. L'armée a pourtant mal répondu, et les observateurs qualifient de miracle le non-renversement du régime. Carter décide d'une aide militaire d'urgence de 10M\$ et de l'envoi de 19 instructeurs militaires.

Le 14, le FDR et le FMLN annoncent la formation de la Comisión Política Diplomática (7 membres : 5 pour chaque organisation militaire et deux pour le FDR) qui mènera toute l'activité diplomatique (représentations dans 33 pays).

#### **FEVRIER**

L'administration américaine fait publier un livre blanc dans lequel il cherche à mettre en évidence les liens entre le FMLN et le camp socialiste.

#### **MARS**

Nouvelle aide militaire américaine d'urgence de 25M\$ et envoi de 35 nouveaux instructeurs.

#### **MAI**

Le 22, la commission politico-diplomatique du FMLN-FDR propose pour la première fois de tenter de trouver une solution politique par la négociation au conflit armé. Refus gouvernemental.

Le 22, fondation secrète de ARENA au Guatemala par D'Aubuisson, influencé par la Nouvelle Droite américaine, récupérant l'héritage du MLN. Sa première réunion publique au Salvador aura lieu en Octobre.

#### **JUILLET**

Le FMLN lance une deuxième grande offensive, avec prise de prisonniers et sabotages d'objectifs économiques.

#### **AOUT**

Le 28, déclaration franco-mexicaine qui reconnaît la représentativité du FMLN-FDR comme force politique belligérante.

#### **OCTOBRE**

Le 4, D. Ortega présente à l'Assemblée générale des Nations Unies une proposition du FMLN d'entamer un dialogue en vue d'une solution négociée.

**DECEMBRE**

Offensive commune des armées salvadoriennes et honduriennes dans le Morazán. Pendant cette offensive a lieu le massacre del Mozote, au cours duquel un détachement de l'armée massacre la population entière d'un village (on retrouvera 482 corps).

**1982****JANVIER**

Le 18, les cinq commandants au sommet du FMLN adressent une lettre à REAGAN dans le sens d'une solution négociée.

Le 27, nouvelle attaque d'envergure du FMLN, destruction d'une partie de la force aérienne à Ilopango, attaques à San Miguel, Usulután, San Francisco Gotera, San Salvador et premières actions dans l'ouest du pays.

**MARS**

Elections constituanes. Le PDC (40%) obtient 24 sièges, ARENA (29%) 19, le PCN (19%) 14, et des petites formations de droite 3. L'attitude du FMLN est ambiguë : sans rejeter le principe de l'élection, il conteste la validité d'une élection organisée pendant un conflit. Son action armée empêchera que l'élection se déroule dans 28 municipalités.

**AVRIL**

L'Assemblée Constituante transfère le pouvoir à un gouvernement civil dirigé par Alvaro MAGAÑA qui sera président par intérim jusqu'à l'élection présidentielle de 1984. Les militaires transfèrent d'autres postes de responsabilités aux civils (ANDA, INSAFI) mais gardent une autonomie complète sur les affaires d'ordre public. La nomination de Magaña a été âprement discutée, D'Aubuisson cherchant à se faire élire, et les EU à l'en empêcher. L'assemblée élit D'Aubuisson comme son président et met à bas la réforme agraire.

**JUIN**

Offensive importante du FMLN dans le Morazán. Lors de l'envoi de renforts par l'armée, le FMLN parvient à capturer un nombre important de soldats, dont le Col. Adolfo Castillo, vice-ministre de la Défense

**AOUT**

Le 3, pacte de Apaneca entre les différents groupes au pouvoir : constitution d'une Commission Politique Transitoire qui doit gouverner le pays jusqu'aux législatives de 1985. Ce pacte permettra de limiter les tensions entre PDC et ARENA par un partage du pouvoir. Le pacte se rompt par l'extension de la guerre et le problème de la réforme agraire.

**OCTOBRE**

Le 26, le FMLN propose au gouvernement une nouvelle proposition de dialogue.

**1983****JANVIER**

Constitution du groupe de Contadora.

**MARS**

Visite de Jean Paul II au Salvador

**JUIN**

Le 5, le FMLN avance des propositions de paix en cinq points pour une solution politique

**JUILLET**

Le 18, la "Commission de Paix" créée par le président Magaña accepte de rencontrer des représentants de la guérilla. La rencontre a lieu à Bogota le 29/8.

Le 31, Richard Stone, ambassadeur des EU spécial pour l'Amérique Centrale rencontre un membre du FDR à Bogota par la médiation de Betancur.

**AOUT**

Le 30, Richard Stone rencontre G. Ungo à San José (CR).

**SEPTEMBRE**

Deane HINTON est remplacé par Thomas PICKERING comme ambassadeur des Etats-Unis au Salvador

Offensive militaire du FMLN sur la 3<sup>e</sup> brigade basée à San Miguel. Pendant la fin de l'année 1983, l'armée souffre d'importants revers

Le 27, la UCD, organisation contrôlée par le PCD, organise une importante manifestation de paysans à San Salvador en appui à la réforme agraire. Il s'agit d'une des premières manifestations importantes depuis 1981 et une des rares occasions où le PCD recourt à la mobilisation sociale.

## **DECEMBRE**

Le 31, le FMLN attaque de la garnison de la 4<sup>e</sup> brigade à El Paraiso, 300 soldats morts ou blessés, 200 capturés

## **1984**

### **JANVIER**

Le 1<sup>er</sup>, le FMLN détruit du Puente Cuscatlán par lequel la route panaméricaine traverse le Rio Lempa

Le 31, le FMLN fait une proposition de dialogue national en vue de la constitution d'un "gobierno provisional de amplia participación" qui étudierait les modalités de la paix.

### **MARS**

Le 25, élections présidentielles (1er tour). N. Duarte obtient 43,4% des voix, R. D'Aubuisson (ARENA) 29,8%, J. F. Guerrero (PCN), 19,3 %

### **MAI**

Le 6, 2<sup>e</sup> tour des élections présidentielles. N. Duarte l'emporte avec 53,6% des voix. Vice-président : Abraham RODRIGUEZ. Le pouvoir est partagé par le PDC, une partie du PCN et les officiers modernistes. Première expression "pluraliste", l'élection met au prise une ligne conciliatrice (DC) et une ligne dure et militariste (ARENA). La victoire de la ligne conciliatrice se traduira pourtant par un renforcement de la guerre.

Le 18, le FMLN fait parvenir sa proposition de janvier à Duarte.

### **OCTOBRE**

Le 8, N. Duarte lors d'un discours devant l'Assemblée Générale des Nations Unies invite le FMLN-FDR à dialoguer le 15 à La Palma.

Le 15, premières négociations à La Palma (Chalatenango) sous la médiation de Mgr. RIVERA : la représentation du gouvernement (N. Duarte, A. Rodriguez, R. Fortin Magaña, J. F. Guerrero, Gral Eugenio Vides, ministre de défense, Gral. Adolfo Blandon, chef de l'état-major) propose la démilitarisation sans conditions du FMLN ; le FMLN aborde les négociations en position de faiblesse (divisions internes, affaiblissement tactique), sa représentation (considérée comme de second ordre : Ungo, Zamora, représentant le FDR, F. Cienfuegos, F. Guardado, N. Diaz représentant le FMLN) propose un cessez-le-feu avec démarcation, la réorganisation de l'armée et un gouvernement de consensus qui annonce des élections libres.

### **NOVEMBRE**

Le 30, deuxième rencontre à Ayagualo. Le FMLN présente un plan général, alors que le gouvernement présente des demandes spécifiques. Le gouvernement propose la création d'une Commission Spéciale chargée de négocier la paix.

## **1985**

### **MARS**

Elections législatives. Avec 52,3% des voix, le PDC emporte 33 sièges. ARENA (29,7%) en a 13, le PCN (8,4%) 12

### **OCTOBRE**

Enlèvement d'Inés Guadalupe Duarte, fille du Président, par un commando du FMLN. Contre l'avis de l'armée, José Napoleón Duarte participe directement aux négociations pour la libération de sa fille.

## **1986**

### **JANVIER**

Duarte annonce la mise en place du "paquetazo", série de mesures économiques se traduisant par une dévaluation du colón, la hausse d'un certain nombre de produits de première nécessité et de services, et le gel des salaires

### **FEVRIER**

Le 21, la UNTS, confédération syndicale récemment créée, organise une importante manifestation contre les mesures économiques (60 000 personnes)

**MAI**

Le 1<sup>er</sup>, la UNTS organise un défilé à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai (80 000 personnes)

**JUIN**

Nouvelle proposition de dialogue à Sesori (San Miguel) dans une zone contrôlée par la guérilla qui demande la démilitarisation de la zone. Devant le refus des militaires, Duarte transforme la rencontre en meeting démocrate-chrétien.

**OCTOBRE**

Le 10, violent tremblement de terre à San Salvador qui provoque d'importants dégâts.

**1987****MARS**

Le 31, le FMLN attaque contre la 4<sup>e</sup> brigade à la garnison de El Paraiso, 70 soldats sont tués, dont un sergent de l'armée nord-américaine, premier victime militaire nord-américaine

**AOUT**

Le 7, signature des accords de Esquipulas II : reconnaissance de la légitimité des gouvernements en place et de l'illégitimité des mouvements armés. Obligations : réconciliation nationale (amnistie, dialogue), appel à cessez-le-feu, élections libres, suspension de l'assistance militaires aux insurgés. Esquipulas et les rencontres suivantes deviendront des instruments pour renforcer les pouvoirs civils en place face à l'insurrection mais également face au x durs de l'armée. La mise en place de Esquipulas au Salvador se traduira par l'amnistie, le retour de l'opposition de gauche démocratique, le retour de certains réfugiés

Le 12, Duarte annonce la formation de la Comisión Nacional de Reconciliación, à la suite des accords d'Esquipulas.

**OCTOBRE**

Le 4, 3<sup>e</sup> rencontre au sommet à la Nonciature de San Salvador entre gouvernement et guérillas (dernière participation des FDR) sans véritables résultats. Le gouvernement limite ses propositions au cadre constitutionnel (désarmement, démilitarisation, intégration à la vie politique). Formation de deux commissions, puis le dialogue s'interrompt du fait du durcissement du FMLN et des élections

Assassinat de Herbert ANAYA, président de la Commission Salvadorienne des Droits de l'Homme.

**NOVEMBRE**

Le 7, G. Ungo, R. Zamora et R. Roldan créent Convergencia Democrática à Guatemala. Ils décident de ne pas participer aux élections législatives et municipales de 1988.

Le 21-23, retour de G. Ungo et R. Zamora au Salvador à la suite des accords d'Esquipulas.

**1988****MARS**

Le 20, élections législatives, ARENA obtient 48,1% des voix, le PCN 8,5% - leur liste commune regroupe 31 sièges, le PDC obtient 35,1% et 22 sièges, les divers droite 8,5% et 7 sièges.

**1989****JANVIER**

Le 23, le FMLN présente une proposition de dialogue dans laquelle il abandonne l'idée d'un pouvoir partagé avant la participation aux élections ; ce calcul est fait sur l'analyse interne que le FMLN peut convertir son soutien populaire en votes : demande à participer aux élections, un report de six mois, le stationnement de l'armée dans ses casernes le jour de l'élection, la participation de CD au Conseil Electoral et la possibilité de vote par procuration pour les salvadoriens à l'étranger. Le président du CCE et la DC acceptent la proposition qui sera refusée par le gouvernement.

**FEVRIER**

Le 20 et 21, rencontre entre le FMLN et un groupe interpartite à Oaxtepec qui présentera un nouveau projet de report des élections afin de faciliter la participation du FMLN (réformes dans l'armée contre reconnaissance de l'armée comme seule composante militaire légitime, renonciation à la lutte armée, participation pacifique du FMLN). Refus gouvernemental qui perçoit le triomphe électoral prochain. Ces actions politiques du FMLN correspondent au début de la préparation de l'offensive de 1989.

**MARS**

Le 19, élections présidentielles. A. Cristiani (ARENA) l'emporte dès le premier tour avec 53,8 % des voix, F. Chavez Mena (PDC), 36,0 %. G. Ungo, au nom de la CD, obtient 3,8 % des voix. Premier passage de témoin du pouvoir exécutif entre civils depuis 50 ans. Le FMLN tente de perturber le déroulement de l'élection (attaques, grève du transport). 3 journalistes sont tués.

Le 21, Cristiani fait une proposition de dialogue immédiat avec le FMLN.

**AVRIL**

Le 6, contre-proposition de dialogue du FMLN présentée à New York : négociations, nouvelles élections, fin de l'aide militaire,...

**JUIN**

Le 1<sup>er</sup>, dans son discours d'investiture, Cristiani propose un plan en cinq points pour la négociation qui ne demande pas contrairement aux postulats de Duarte la reddition préalable du FMLN.

**AOUT**

Rencontre des présidents centre américains à Tela (HON) : appel à une solution politique négociée

**SEPTEMBRE**

Les 13, 15 et 16, première réunion à Mexico entre des représentants du gouvernement Cristiani et du FMLN. Accord sur la reprise des négociations et demande au Secrétaire Général de l'ONU d'envoyer un observateur. Le FMLN présente un projet de cessez-le-feu pour le 15/11 et de fin de la guerre pour le 31/1/90. Le gouvernement reconnaît un sérieux changement de ton dans les négociations.

**OCTOBRE**

Les 15, 16 et 17, deuxième réunion à San José de Costa Rica, avec un observateur des Nations Unies ; malgré des avancées, ces deux réunions achoppent sur des conceptions différentes de l'agenda : pour le gouvernement il ne peut y avoir de négociation politique sans cessez-le-feu, pour la guérilla il ne peut y avoir de cessez-le-feu sans garanties politiques et sociales en vue de la démobilisation. La réunion à Costa Rica établit les bases de ce qui deviendra la COPAZ.

Le 31, attentat contre FENASTRAS, 10 morts dont la secrétaire générale, Febe Elizabeth VELASQUEZ, 30 blessés. Cet attentat s'inscrit dans toute une série d'autres visant la gauche (maison de R. Zamora, université, centre luthérien) et de déclarations de l'armée signalant l'affaiblissement du FMLN. Le communiqué du FMLN condamne très vivement ces actes. Le gouvernement demande un retour au calme.

**NOVEMBRE**

Le 11, "Ofensiva final" du FMLN, dans le but d'augmenter la pression en vue de la négociation. Attaques des quartiers riches de San Salvador. L'armée bombarde les quartiers populaires. L'utilisation de missiles SAM 14 va déclencher la critique internationale et lever la suspension de l'aide militaire. Alors que les membres des guérillas participant à l'offensive déclarent chercher à renverser le gouvernement, la direction affirme qu'elle est disposée à négocier.

Le 12, Cristiani déclare l'état d'urgence

Le 16, massacre des jésuites à l'UCA : assassinat des jésuites Ignacio Ellacuria (recteur), Ignacio Martin-Baro, Segundo Montes, Amando Lopez, Juan Ramón Moreno et Joaquin Lopez, ainsi que d'une femme de service et de sa fille.

Le 20, la troisième réunion prévue à Caracas est annulée

**DECEMBRE**

Le sommet de San Isidro entre les chefs d'Etat centraméricains appelle le FMLN à cesser les hostilités. Le FMLN répond aux critiques mais accepte la médiation de l'ONU que le gouvernement n'a pas accepté.

Salvador Samayoa et Ana Guadalupe Martinez se réunissent avec Alvaro de Soto à Montréal pour demander que l'ONU s'engage davantage dans le processus et certifier que le FMLN respectera l'accord. Arias rencontrera des officiels américains pour faire pression auprès de Cristiani afin que celui accepte le geste du FMLN.

**1990****JANVIER**

Formation de la Commission Moakley au Congrès américain : elle est chargée de mener une enquête sur l'assassinat des jésuites et conclura à la responsabilité de hauts officiers de l'armée et à la réduction de l'aide militaire.

Le 13, assassinat de Hector Oqueli, bras droit de G. Ungo, à Guatemala.

Le gouvernement annonce le jugement de 9 militaires responsables du massacre des jésuites

## FEVRIER

J. Baker devant le Congrès : "Creemos que éste es el año para terminar la guerra a través de un acuerdo negociado que garantice un espacio político seguro para los salvadoreños".

Le 23, après une longue maladie, mort de J. N. Duarte

## AVRIL

Le 4, négociations à Genève sous l'égide de l'ONU qui reconnaît la spécificité du problème salvadorien et les raisons de l'insurrection. **L'accord de Genève** contient un ensemble de résolutions pour l'agenda des négociations. Les deux parties s'engagent à ne pas abandonner les négociations de forme unilatérale. Il y a accord pour demander la création du groupe des Amis (VEN, MEX, COL, ESP) et la Commission Interpartite.

Cristiani crée la Commission de Dialogue Interpartite

## MAI

Du 16 au 21, négociations à Caracas sous l'égide de l'ONU : définition de **l'agenda de Caracas**, agenda thématique.

Les deux rounds permettent une reconnaissance réciproque et établissent un agenda : droits de l'homme, constitution, armée, cessez le feu. Il y a accord sur DH, ce qui rend les conversations apparemment faciles mais le désaccord demeurera profond sur la réforme de l'armée et bloquera les négociations jusqu'en 4/91

## JUIN

Réunion à Oaxtepec pendant laquelle le FMLN présente un ensemble de revendications sur l'armée déjà présentées en 1989 qui provoquent une certaine tension (le FMLN demande une épuration, la dissolution des bataillons d'élite, une police civile ; le contexte est favorable à des revendications sur l'armée - publication du rapport Moakley sur l'assassinat des jésuites)

## JUILLET

Le 26, réunion à San José (CR) qui met en place la commission de l'ONU chargée de vérifier les accords sur les droits de l'homme (19 points). Cet accord sera "sorti du chapeau" par De Soto pour essayer de maintenir un contact dans une période où les négociations s'enlisent sérieusement. Dans ces négociations, les deux parties prennent conscience de l'impossibilité d'un cessez-le-feu rapide. Certains secteurs du FMLN se sentiront lésés par l'annonce gouvernementale que cet accord signifie la fin du conflit.

## AOUT

Le FMLN durcit ses positions sur les réformes de l'armée, tout en menant des attaques contre le palais présidentiel. Le FMLN se sent le vent en poupe, commence un cycle de attaque - négociation, vise un rallongement de la guerre pendant deux ans et cherche à lever l'échéance du cessez-le-feu (septembre). Villalobos propose même la suppression des deux armées.

## SEPTEMBRE

Du 13 au 18, rencontre à San José (CR) qui ne donne aucun résultat ; le durcissement de l'armée correspond à l'amendement Dolle (réduction de l'aide militaire de 50% par rapport aux 85M\$ prévus).

## OCTOBRE

Le 19, dans la perspective du débat au Congrès sur l'aide américaine au Salvador, CRITIANI effectue un voyage à Washington. Le Congrès coupe de 50% l'aide au Salvador et menace de la supprimer totalement si les responsables de l'assassinat des jésuites ne sont pas jugés et condamnés. Cette menace poussera les officiers salvadoriens à accepter la négociation.

Les 29 et 30, réunion à Mexico. Accord pour demander à De Soto de prendre une plus grande initiative dans sa médiation (possibilité de faire des propositions). De Soto propose deux mémorandums, sur la démilitarisation (l'épuration serait faite par une Commission ad hoc) et sur l'enquête des grands crimes impunis.

Le 31, devant l'échec du cessez-le-feu, accélération des négociations et demande plus pressante de médiation internationale.

## NOVEMBRE

Le 4, suspension des négociations et reprise des combats à une échelle importante.

Le 20, début d'une nouvelle vague d'actions armées sur une douzaine de villes. Le 23, le FMLN abat grâce à un missile sol-air un avion de l'armée. C'est la première action de ce genre pendant le conflit. Le 4/12 un autre avion sera abattu. Le FMLN fera subir au Bataillon Bracamonte une défaite sur la frontière avec le Honduras.



Ces actions sont de moindre envergure mais de plus grande effectivité militaire et effet psychologique sur l'armée que l'offensive de 11/89.

## **DECEMBRE**

Le FMLN envoie au gouvernement des EU une lettre à travers l'ONU dans laquelle il plaide pour l'approfondissement du processus de paix et demande une rencontre entre les deux parties. Les EU considèrent positivement la demande. Après quelques reports, la rencontre a lieu en 1/91. Il adresse également une proposition au gouvernement salvadorien afin de reprendre les négociations sur l'armée et de parvenir à un accord de cessez-le-feu le 31/12.

Annnonce du début du jugement des militaires responsables du massacre des jésuites

## **1991**

### **JANVIER**

Le 1<sup>er</sup>, De Soto présente aux deux parties un document sur le futur de l'armée, initiative qui sera suivie d'une rencontre à Mexico en janvier et d'une au Costa Rica en février.

Le 2, un hélicoptère militaire américain est abattu par le FMLN : mort du pilote, les deux officiers ayant survécu au crash sont tués postérieurement par la guérilla. Le 15, Bush décide en représailles la reprise de l'aide au Salvador, ce qui donnera des arguments aux partisans de la solution militaire.

### **FEVRIER**

Le 1<sup>er</sup>, Critiques anonymes dans la presse nord-américaine au Département d'Etat sur la gestion du processus de paix par De Soto. Malgré le démenti de Baker, l'impression qui domine est que les EU prennent leur distance par rapport aux négociations menées par l'ONU. Le doute ne sera levée qu'avec la rencontre Baker - Besmertnykh d'août. Les négociations demeurent bloquées sur le problème de la réforme constitutionnelle, ARENA refusant toute réforme sur l'article 248 (sur la réforme de la constitution). L'accord se réalisera finalement sur la possibilité d'un amendement exceptionnel pour des réformes exceptionnelles.

Malgré les tensions les dialogues ont permis un rapprochement des deux parties : elles parviennent à un quasi accord sur l'armée, mais le FMLN traîne la patte pour ne pas donner de gages à l'ARENA à la veille de l'élection.

Le 28, mort de G. Ungo à Mexico des suites d'une complication post-opératoire.

### **MARS**

Violeta CHAMORRO fait parvenir une proposition de négociation du FMLN aux ministres des Affaires Etrangères de la Communauté Européenne qui assistent à un sommet centro-américain à Managua.

Le 10, élections législatives. ARENA obtient 44,3 % des voix et 39 sièges, le PCN 9% et 9 sièges, le PDC 28% et 26 sièges, la CD et la UDN 14,8 % et 9 sièges. Il s'agit des premières élections non contestées par le FMLN qui déclare un cessez-le-feu électoral ; à cause du conflit, les élections ne pourront se tenir dans 21 municipalités. Nombreuses irrégularités en particulier dans les zones où la gauche a de l'influence.

### **AVRIL**

La Commission de Dialogue émet l'idée de la constitution d'une commission de la vérité.

Le 5, les négociations reprennent à Mexico et ne s'interrompent plus. Le gouvernement accepte les propositions de la guérilla sur la réforme constitutionnelle, sur la justice, le système électoral, la police civile, la guérilla abandonne ses revendications sur le changement de mode de réforme de la constitution. Toute réforme constitutionnelle devant être révisée par deux législatures pour être valable, les négociations s'accroissent en vue de la fin du terme législatif le 30/4.

Le 27, **accords de Mexico** sur une réforme constitutionnelle portant sur 35 articles. Vote à l'assemblée d'un amendement constitutionnel permettant les réformes électorales et de la justice.

Le 29, vote de la révision constitutionnelle ; permet de poursuivre les négociations sur les modalités de la démobilisation et du cessez-le-feu. Il s'agit de la première utilisation par l'ARENA de sa majorité législative pour appuyer des réformes que la totalité de son électorat n'appuie pas. Les accords provoquent l'hostilité de l'armée et les rumeurs de coup d'Etat vont grandissantes. Malgré cette avancée, les négociations se bloqueront, l'armée empêchant toute nouvelle réforme la concernant, le FMLN refusant tout cessez-le-feu sans garanties.

### **MAI**

Le 1<sup>er</sup>, début de la session parlementaire. Les députés CD et UDN organisent une manifestation pour célébrer leur prise de fonction (10000 manifestants). Zamora devient vice-président de l'Assemblée Nationale.

Le 20, vote au Conseil de Sécurité de l'ONU sur le Salvador : résolution 693, création de l'ONUSAL

Le 26, Perez de Cuellar nomme Murrack Goulding chargé de mission spécial pour les négociations.

**JUIN**

Du 16 au 22, négociations à Queretaro sur le cessez-le-feu : progrès importants. Le FMLN abandonne l'idée d'un "open-ended cease-fire" mais maintient sa revendication de fusion des armées.

**JUILLET**

Du 10 au 14, importante offensive du FMLN

Du 18 au 19, Sommet Ibéroaméricain à Guadalajara avec la présence des représentants du FMLN. Ceux-ci sont l'objet d'une pression internationale pour une résolution rapide du cessez-le-feu (abandon de la demande de fusion des armées, il est également demandé au gouvernement d'accélérer le vote de la réforme).

Le 26, l'ONUSAL initie ses travaux au Salvador. Elle est l'objet de critiques acides de la part de l'extrême droite. L'avance dans les négociations est concomitante avec une montée de la violence.

**AOÛT**

Le 1<sup>er</sup>, sommet Baker - Besmertnykh qui demande à Perez de Cuellar de prendre la direction de la négociation (cf. NYT 17/8). Celui-ci reprend les termes du Sommet Ibéroaméricain et propose à la fin août aux deux parties une rencontre à New York le 16 et 17/9.

Importante pression démocrate au Congrès pour couper l'aide américaine si les négociations n'avancent pas.

Le 31, après avoir déclaré vouloir chercher le dialogue avec le FMLN, William WALKER, ambassadeur des EU, visite la communauté d'exilés rapatriés de Santa Marta (Cabañas), dominée par la RN, l'inclut dans son programme d'aide aux municipalités et dialogue avec Raul HERCULES (Fidel RECINOS). Il y aura une nouvelle visite en septembre 91

**SEPTEMBRE**

Le 11, adoption par l'Assemblée de la réforme constitutionnelle.

Du 16 au 25, négociations au siège des Nations Unies, **le 25 accord de New York** sur les mécanismes de mise en œuvre et sur la portée de la démobilisation de l'armée (purge, réduction de l'effectif, incorporation d'anciens du FMLN dans la police, garantie au droit de la terre pour les membres du FMLN). Le FMLN abandonne l'idée de la fusion de deux armées et des revendications socio-économiques générales, le gouvernement celle du désarmement comme préalable à la signature des accords. Résolution 714. Création de la Commission ad hoc, composée de 3 citoyens salvadoriens indépendants (chargée d'émarger de l'armée les membres les moins aptes et les moins respectueux des droits de l'homme) et de la COPAZ (membres : 2 représentants du gouvernement dont un militaire, deux représentants de la guérilla, un représentant de chaque parti ou coalition représenté à l'Assemblée Nationale ; observateurs : archevêque de San Salvador et un représentant de l'ONU). Une importante pression internationale (les Amis, la CEE, les EU) est à l'origine des gestes de bonne volonté.

Le 25, 2<sup>e</sup> adoption par l'Assemblée de la réforme constitutionnelle.

Le 26, ouverture du procès des militaires responsables du massacre des jésuites : les 9 inculpés acceptent leur culpabilité sauf le colonel Benavides. Le 28, le colonel BENAVIDES et le lieutenant Yussi René Mendoza sont reconnus coupables, les autres sont acquittés.

**OCTOBRE**

Nouvelles étapes de négociation à Mexico.

**NOVEMBRE**

Le 16, la guérilla décrète une trêve indéfinie pendant une rencontre à Mexico.

Le 17, le New York Times affirme que le ministre de la Défense est impliqué dans le massacre des jésuites.

**DECEMBRE**

Le 3, les EU et l'URSS demandent aux deux parties d'accélérer les négociations pour parvenir à un cessez-le-feu.

Le 4, Perez de Cuellar demande au Conseil de Sécurité d'agiliser les rondes finales de négociation. Attitude positive du représentant des EU.

Le 10, nomination des trois membres de la Commission de la Vérité. Pression internationale pour mettre fin aux négociations : voyage de ARONSON et Colin POWELL au Salvador pour rencontrer les militaires, contact entre WALKER (ambassadeur des EU) et le FMLN. Les négociations reprennent à San Miguel de Allende et à New York.

Le 16, reprise des négociations à New York : le gouvernement demeure inflexible sur le cessez-le-feu, la disposition des deux parties est freinée par de nombreux détails techniques et l'absence de possibilité de décision de la représentation gouvernementale.

Le 24, les négociations parviennent à leur dénouement avec la demande du FMLN le 24 de reprendre sérieusement et le voyage de Cristiani à New York le 28 et l'envoi de six diplomates américains par BUSH le 29..

Le 31, signature d'un accord de paix préliminaire au sièges des Nations Unies

## 1992

### JANVIER

Le 1<sup>er</sup>, les accords de paix de New York entre le gouvernement et le FMLN marquent la fin de la guerre civile.

Le 8, violents combats dans le Chalatenango avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Le 12, fin des dernières négociations sur des points d'application.

Le 16, cérémonie officielle de **signature des accords de paix à Chapultepec (Mexico)** et accords sur un Plan de reconstruction Nationale

Le 23, après une période de tension entre militaires et guérillas au sein de la COPAZ sur la question de l'amnistie (les premiers prônant une amnistie générale, les seconds une amnistie avec un jugement préalable des grands crimes), une réunion à Mexico de la COPAZ parvient à un consensus sur une amnistie avec certaines exclusions. Cet accord permet la promulgation de la loi d'amnistie et de réconciliation nationale

Le 24, condamnation à 30 ans de prison des deux officiers jugés responsables de l'assassinat des jésuites. Trois autres gradés sont condamnés à 3 ans de prison pour des faits liés au massacre et au procès.

Le 30, retour de 30 hauts commandants du FMLN à San Salvador. Réunion rassemblant les dirigeants civils et politiques du gouvernement, des partis, de la guérilla.

### FEVRIER

Le 1<sup>er</sup>, entrée en vigueur du cessez-le-feu qui ne sera jamais violé. Installation de la COPAZ. Le FMLN doit être démilitarisé avant le 31/10.

Le 20, D'Aubuisson meurt à 48 ans à la suite d'un cancer. A la fin de sa vie, il avait appelé à la réconciliation et soutenu le processus de paix.

### MARS

Le 2, le gouvernement annonce la dissolution de la Guardia Nacional et de la Policía de Hacienda. Il a en réalité simplement transféré des effectifs vers l'armée. Vives protestations du FMLN. L'ONU pressione pour une dissolution le 28/6.

### MAI

Le 23, le FMLN devient un parti politique

### JUIN

Le 28, nouvelle annonce de dissolution masquée de la Guardia Nacional et de la Policía de Hacienda.

### AOÛT

Le 18, dissolution du Bataillon d'élite Bracamonte

### SEPTEMBRE

Le 11, règlement à La Haye du conflit territorial entre le Salvador et la Honduras.

Le 21, démobilisation du 2<sup>e</sup> contingent de 20% du FMNL.

Le 23, la Commission Ad Hoc rend publique la liste des militaires qui doivent être purgés dans les deux mois ; forte réaction militaire. La pression de l'ONU parvient à faire accepter une démobilisation des officiers incriminés pour 1/93.

### OCTOBRE

ONUSAL prend l'initiative d'un nouvel accord entre gouvernement et FMLN pour agiliser un des problèmes les plus ardues, la distribution des terres.

### NOVEMBRE

Devant les difficultés, les deux dernières phases de démobilisation sont repoussées au 20/11/92 et au 15/12/92

Le 20, la 3<sup>e</sup> phase de démobilisation commence ; l'effectif démobilisé est estimé entre 65 et 70% du total.

Importante tension ; chaque partie annonce la suspension du processus. L'intervention des autorités américaines (C. POWELL) parvient à débloquer la situation : Cristiani publie les mesures d'épuration de l'armée, le FMLN reprend la démobilisation.

### DECEMBRE

Le 12, dissolution du Bataillon Atlacatl.

Le 14, démobilisation des 2000 derniers combattants du FMLN ; le gouvernement n'a pas encore procédé à la radiation des 15 officiers de plus haut rang incriminés.

Le 15, une cérémonie marque la fin officielle de la guerre civile ; Le FMLN est reconnu comme parti politique par la Cour Suprême électorale

### 1993

#### JANVIER

Le 4, le gouvernement propose d'étaler jusqu'en mai le programme d'épuration de l'armée

#### FEVRIER

Le 6, date butoir pour que l'armée démobilise 50% de ses effectifs.

Le 11, le FMLN annonce la destruction des armes conventionnelles

Le 16, le FMLN annonce la destruction de 25 missiles

Fin des travaux du Forum Economique et Social : institutionnalisation du dialogue syndicats, patronat, gouvernement, accord sur l'adoption d'un certain nombre de conventions de l'OIT (droits syndicaux, protection des travailleurs). leur adoption réelle sera reportée jusqu'en 94.

#### MARS

Le 15, publication du rapport de la Commission de Vérité de l'ONU sur les crimes commis pendant la guerre civile. La mise en accusation de hauts responsables militaires provoque une attitude hostile de la part de Cristiani

Le 20, vote par le Congrès (47 pour sur 84) du loi d'amnistie générale. Cette loi est vivement critiquée, en particulier par l'Eglise et désapprouvée par Boutros BOUTROS-GHALI.

#### AVRIL

Le 1<sup>er</sup>, en vertu de la loi d'amnistie, libération des militaires condamnés pour le massacre des jésuites.

Le 13, un rapport de ONUSAL fait état de 106 anciens guérilleros assassinés depuis juin 1992 et de 165 menaces de mort.

#### MAI

Le 23, l'explosion d'un arsenal (le *buzón de Santa Rosa*) du FMLN à Managua provoque une crise importante car il montre que la FMLN est loin d'être désarmé, et qu'il bénéficie de complicités auprès d'officiers sandinistes.

Le 31, prolongation du mandat de l'ONUSAL de six mois.

#### JUIN

Le 24, remplacement des militaires incriminés par la Commission de Vérité

#### AOUT

Le 17, à la suite de l'explosion de l'arsenal de Managua, le FMLN reconnaît l'existence d'autres caches, et les remet à l'ONUSAL. Les cinq commandants du FMLN s'engagent à reconnaître que le FMLN a été totalement démilitarisé et que tout arsenal découvert serait de responsabilité personnelle.

Le 18, l'ONUSAL affirme que le FMLN est totalement démilitarisé

#### OCTOBRE

Les 25 et 30, assassinat de deux responsables du FMLN : le 25, Francisco VELIS, membre du Conseil National et, le 30, Eleno Hernán CASTRO, membre de la commission agraire du FMLN.

#### DECEMBRE

Le 8, accord entre l'ONU et le gouvernement à propos de la création d'un "groupe commun d'enquête" sur les groupes armés illégaux. Sa capacité d'action sera limitée (mandat de six mois, limitation dans les enquêtes)

Le 9, assassinat de Mario LOPEZ, dirigeant du FMLN, membre de l'équipe qui avait négocié les accords de paix. Les assassinats semblent particulièrement ciblés sur de hauts responsables politiques du FMLN.

### 1994

#### MARS

Le 19, les « élections du siècle ». première participation du FMLN à des élections.

Aux élections présidentielles, A. Calderon Sol (ARENA° obtient 49,0% des voix, R. Zamora (FMLN-CD), 24,9%, F. Chavez Mena 16,4%.

Aux élections législatives, ARENA obtient 44,8% des voix et 39 sièges, le PCN 6% et 4 sièges, le PDC 17,6% et 18 sièges, la CD 4,7% et 1 siège, le FMLN 21,8 % et 21 sièges.

**AVRIL**

Le 19, deuxième tour des élections présidentielles, A. Calderon s'impose avec 68,2% des voix.

**MAI**

Le 1<sup>er</sup>, lors de l'installation de la nouvelle assemblée législative, le groupe FMLN se divise en deux. 7 des 8 députés venus de l'ERP et de la RN quittent le groupe FMLN, et votent pour un bureau multipartite, portant G. Salguera à la présidence de l'Assemblée. Les 14 autres députés demeurent au sein du FMLN.

*D. RESULTATS ELECTORAUX EN COLOMBIE*

Tableau 1. Résultats des élections présidentielles 1930–2002

Tableau 2. Répartition des sièges à la Chambre des Représentants et au Sénat 1978-2002

Tableau 3. Système de « *favorabilidad política* » tel qu'il était contenu dans le projet de réforme constitutionnelle présenté par le président au vote du Congrès, à la suite de la négociation avec le M-19

Tableau 4. Résultats obtenus par la ADM-19 lors des différentes élections entre 1990 et 1998.

Sources : élaboration personnelle à partir des résultats électoraux publiés par la Registraduría Nacional del Estado Civil







Tableau 2 - Répartition des sièges à la Chambre des Représentants et au Sénat 1978-2002

## Sénat

	1978	1982	1986	1990	1991	1994	1998
Parti libéral	62	54	61	66	54	59	61
<i>Nuevo liberalismo</i>		9	6				
Parti conservateur	49	50	44	39	27	32	26
dont officiels					10		
dont NFD (Pastrana)					10	5	
Dont MSN (Gomez)					5	2	
ADM19				1	9		
UP	1	1	3		1	1	
Listes chrétiennes					3	3	2
Listes indigènes					1		1
Autres				8	5	5	10
<b>TOTAL</b>	112	114	114	114	100	100	100

## Chambre des Représentants

	1978	1982	1986	1990	1991	1994	1998
Parti libéral	111	99	104	119	86	88	87
<i>Nuevo liberalismo</i>		15	7				
Parti conservateur	83	84	82	65	23	51	38
MSN					12		
ADM19				1	14	1	
UP	5	1	6	1	3		
Listes chrétiennes						1	2
Autres				14	17	22	34
<b>TOTAL</b>	199	199	199	199	161	163	161

A partir de 1991, les résultats concernant la circonscription nationale. Deux sièges supplémentaires sont attribués sur la Circonscription spéciale pour les indigènes au Sénat et pour les communautés noires à la Chambre des représentants.

**Tableau 3 - Système de « *favorabilidad política* » tel qu'il était contenu dans le projet de réforme constitutionnelle présenté par le Président au vote du Congrès, à la suite de la négociation avec le M-19**

Le nombre de sièges gagnés était fonction du nombre de voix obtenues, selon l'échelle suivante

**Pour le Sénat**

<i>Critère qui s'ajoute au précédent</i>	<i>Nombre de voix représentées par le critère</i>	<i>Nombre de voix obtenues</i>	<i>Nombre de sièges obtenus</i>
moyenne des plus bas "plus fort reste" ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1978, 1982 et 1986		12212	1
plus bas "plus fort reste" ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1986	16584	16584	2
Idem		33168	3
moyenne des plus bas quotients ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1978, 1982 et 1986	23561	56729	4
plus bas quotients ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1978, 1982 et 1986	27842	84571	5
idem	27842	112413	6
moyenne de tous les "plus forts reste" ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1986	33769	146182	7
idem	33769	179951	8
moyenne des quotients ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1986	60024	239975	9
idem	60024	299999	10
etc. avec ajout du même critère			

### Pour la Chambre des représentants

	<i>Nombre de voix représentées par le critère</i>	<i>Nombre de voix obtenues</i>	<i>Nombre sièges obtenus</i>	<i>de</i>
<b><i>Critère qui s'ajoute au précédent</i></b>				
moyenne des plus bas "plus fort reste" ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1978, 1982 et 1986		4043		1
plus bas "plus fort reste" ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1986	6383	6383		2
Idem		12766		3
moyenne des plus bas quotients ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1978, 1982 et 1986	10301	23067		4
plus bas quotients ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1978, 1982 et 1986	13779	36846		5
Idem	13779	50625		6
moyenne de tous les "plus forts reste" ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1986	17176	67801		7
Idem	17176	84977		8
moyenne des quotients ayant permis d'obtenir un siège aux élections de 1986	34597	119574		9
Idem	34597	154171		10
etc. avec ajout du même critère	34597	188768		11
	34597	223365		12
	34597	257962		13
	34597	292559		14

**Tableau 5. Résultats obtenus par la ADM-19 lors des différentes élections entre 1990 et 1998.**

<b>Elections</b>	<b>Voix</b>	<b>Pourcentage</b>
Législatives mars 1990	31149	
Municipales mars 1990 (Bogota)	70000	7,8
Présidentielles mai 1990	754740	12,4
Constituante décembre 1990	992613	27,1
Législatives octobre 1991 (Sénat)	454467	8,3
Législatives mars 1994 (Sénat)	140189	2,6
Présidentielles mai 1994	217067	3,8
Législatives mars 1998 (Sénat)	32333	0,3

**Tableau 6. Résultats obtenus par la ADM-19 aux élections de 1990 et 1991, présentation par listes.**

Elections et tête de liste ADM19	Circonscription	Voix obtenues par la liste	Suffrages exprimés dans la circonscription	% des suffrages exprimés	Rang dans l'ensemble des listes	Nombre d'élus de la liste
<i>Chambre des Représentants Mars 1990</i>						
Vera Grabe	Cundinamarca	31149	1272610	2,45		1
<i>Constituante Décembre 1990</i>						
Antonio Navarro	Liste nationale	992613		27,1	1	19
<i>Sénat Octobre 1991</i>						
Vera Grabe	Liste nationale	454467		8,3	1	9
<i>Chambre des Représentants Octobre 1991</i>						
Gloria Quiceno	Antioquia	38376	613331	6,26		1
Manuel Espinosa	Atlantico	42406	362219	<b>11,71</b>	2	1
Luis Rincon	César	15061	119842	<b>12,57</b>		1
Gustavo Petro	Cundinamarca	12940	259695	4,98		1
Tomas Velazquez	Guajira	13670	72094	<b>18,96</b>	1	1
Jesus Rosero	Narino	37042	220896	<b>16,77</b>	1	1
Rafael Camargo	Norte de Santander	17876	181610	9,84	2	1
Nestor Garcia	Quindio	12340	93618	<b>13,18</b>		1
Ramiro Lucio	Bogota	60153	652630	9,22	1	2
Jesus Artunduaga	Bogota					
Carlos Gonzalez	Santander	26231	307375	8,53		1
Rafael Navarro	Valle	63302	503723	12,57	1	2
Luis Perez	Valle					

Elections et fête de liste ADM19	Circonscription	Nbre de voix obtenues par la liste	Nombre de suffrages exprimés dans la circonscription	% des suffrages exprimés	Rang dans l'ensemble des listes
<i>Gouverneurs Octobre 1991</i>					
German Rojas	Boyaca	12093	218131	5,54	
C. Vargas	Casanare	1189	32906	3,61	
Jose Antonio Pizarro	Cundinamarca	13017	261356	4,98	
C. Varas	Huila	9465	137521	6,88	
L. E. Gomez	Guajira	20447	72860	<b>28,06</b>	2
O. Perez	Magdalena	17518	179096	9,78	
R. Delgado	Nariño	58224	221416	<b>26,30</b>	2
G. Gomez	Norte de Santander	29479	181857	<b>16,21</b>	
P. Quinonez	Putumayo	2453	36542	6,71	
G. Toro	Risaralda	8630	107289	8,04	
R. Rosemberg Pabon	Valle	71520	504974	<b>14,16</b>	

*E. RESULTATS ELECTORAUX AU SALVADOR*

Tableau 1. Liste des présidents et modes de succession depuis 1930

Tableau 2. Résultats comparés en voix, et en sièges, aux élections législatives de 1994, 1997, 2000 et 2003

Tableau 3. Résultats comparés des trois principaux candidats aux élections présidentielles de 1994 et 1999, par départements

Tableau 4. Résultats comparés des quatre principaux partis aux élections législatives de 1994, 1997, 2000 et 2003, par départements

Tableau 5. Évolution du vote pour le FMLN aux élections présidentielles et législatives depuis 1994, par départements

Carte des municipalités gagnées par chaque parti aux élections municipales de 2003

Sources

Tableau 2 à 5 : élaboration personnelle à partir des résultats publiés par le Tribunal Supremo Electoral

Carte : La Prensa Gráfica, 18 mars 2003

**Tableau 1. Liste des présidents et modes de succession depuis 1930**

<b>Période et mode de succession</b>	<b>Chef de l'État</b>
Mars 1931 (élection ouverte) – Décembre 1931 (coup militaire)	Arturo Araujo
Décembre 1931 – Mars 1944 (élection contrôlée)	Général Maximiliano Hernández Martínez
Mars 1944 - Mai 1944 (démission)	Général Maximiliano Hernández Martínez
Mai 1944 – Octobre 1944 (coup militaire)	Général Andrés Ignacio Menéndez
Octobre 1944 – Janvier 1945 (élection contrôlée)	Colonel Osmín Aguirre
Mai 1945 – Décembre 1948 (coup militaire)	Général Castañeda Castro
Décembre 1948 – Septembre 1950 (élection contrôlée)	Junte : Lieutenant Colonel Manuel de J. Córdova, Major Oscar Osorio, Major Oscar Bolaños, Roberto Galindo Pohl, Humberto Costa
Septembre 1950 – 1956 (élection contrôlée)	Col. Oscar Osorio (PRUD)
1956 – Octobre 1960 (coup)	Col. José María Lemus (PRUD)
Octobre 1960 – Janvier 1961 (coup militaire)	Junte de gouvernement : Col. César Yannes, Miguel Castillo, Major Rubén Rosales, René Fortín Magaña, Ricardo Falla, Fabio Castillo
Janvier 1961 – 1962 (élection contrôlée)	Directoire civique militaire : Col. Julio Rivera, Col. Aníbal Portillo,...
1962 – 1967 (élection contrôlée)	Col. Julio Rivera (PCN)
1967 – Février 1972 (élection contrôlée et frauduleuse)	Col. Fidel Sánchez Hernández (PCN)
Février 1972 – Février 1977 (élection contrôlée)	Col. Arturo Molina (PCN)
Février 1977 – Octobre 1979 (coup militaire)	Gral. Carlos Romero (PCN)
Octobre 1979 – Janvier 1980 (démission des civils de la junte)	1 <sup>ère</sup> junte civile-militaire : Col. Abdul Gutierrez, Col. Adolfo Majano, Ramón Mayorga Quiroz, Guillermo Ungo, Mario Andino ; junte dirigée par Col. Majano
Janvier 1980 – Mai 1980 (tensions au sein de l'armée)	2 <sup>ème</sup> junte : Col. A. Gutierrez, Col. A. Majano, José Antonio Morales Ehrlich, Hector Dada (démissionne en mars, remplacé par José Napoleón Duarte), José Ramón Avalos ; junte dirigée par Col. A. Gutierrez
Mai 1980 – Décembre 1980 (démission forcée de Col. Majano)	3 <sup>ème</sup> junte : Col. A. Gutierrez, Col. A. Majano, J. A. Morales Ehrlich, J. N. Duarte, J. R. Avalos ; junte dirigée par Col. A. Gutierrez
Décembre 1980 – Avril 1981 (élection par Constituante)	4 <sup>ème</sup> junte : Col. Gutierrez, J. A. Morales Ehrlich, J. N. Duarte, J. R. Avalos ; junte dirigée par J. N. Duarte
Avril 1981 – Mars 1984 (élection pendant conflit armé)	Alvaro Magaña (indépendant)
Mars 1984 – Mars 1989 (élection pendant conflit armé)	José Napoléon Duarte (PDC)
Mars 1989 – Mars 1994 (élection)	Alfredo Cristiani (ARENA)
Mars 1994 – Mars 1999 (élection)	Armando Cardenal Sol (ARENA)
Mars 1999 – (Mars 2004 – élection)	Francisco Flores (ARENA)



**Tableau 2 - Résultats comparés en voix, et en sièges,  
aux élections législatives de 1994, 1997, 2000 et 2003**

	1994			1997		
	VOTES	%	SIEGES	VOTES	%	SIEGES
<b>PCN</b>	83 520	6,21	4	97 362	8,70	11
<b>ARENA</b>	605 775	45,03	39	396 301	35,39	28
<b>PDC</b>	240 451	17,87	18	93 545	8,35	9
<b>AUTRES</b>	67 887	5,05	1	123 541	11,03	6
<b>CD/CDU</b>	59 843	4,45	1	39 145	3,50	2
<b>FMLN</b>	<b>287 811</b>	<b>21,39</b>	<b>21</b>	<b>369 709</b>	<b>33,02</b>	<b>27</b>
	1 345 277		84	1 119 603		84

	2000			2003		
	VOTES	%	SIEGES	VOTES	%	SIEGES
<b>PCN</b>	106 802	8,82	14	181 167	12,95	16
<b>ARENA</b>	436 169	36,04	29	446 279	31,91	27
<b>PDC</b>	87 074	7,19	5	101 854	7,28	5
<b>AUTRES</b>	88 865	7,34	2	105 207	7,52	0
<b>CD/CDU</b>	65 070	5,38	3	89 090	6,37	5
<b>FMLN</b>	<b>426 289</b>	<b>35,22</b>	<b>31</b>	<b>475 130</b>	<b>33,97</b>	<b>31</b>
<b>TOTAL</b>	1 210 269		84	1 398 727		84

**Tableau 3 - Résultats comparés des trois principaux candidats aux élections présidentielles de 1994 et 1999, par départements**

1994	San Salvador	Santa Ana	San Miguel	La Libertad	Usulután	Sonsonate	La Unión	La Paz
ARENA	198 164	63 600	41 245	79 194	34 744	49 774	22 544	35 081
%	49,62	47,49	48,77	52,01	48,19	47,00	48,32	51,33
FMLN-CD	134 993	33 462	15 703	39 074	15 151	22 701	4 669	12 409
%	33,80	24,99	18,57	25,66	21,01	21,44	10,01	18,16
PDC	39 022	25 637	18 339	21 341	13 667	22 125	13 383	12 557
%	9,77	19,14	21,68	14,02	18,95	20,89	28,68	18,37
TOTAL	399 383	133 917	84 571	152 262	72 104	105 901	46 658	68 340
1999	San Salvador	Santa Ana	San Miguel	La Libertad	Usulután	Sonsonate	La Unión	La Paz
ARENA	185 051	59 391	38 639	76 238	32 167	44 128	19 175	32 890
%	48,74	53,97	50,67	56,10	52,69	49,33	55,79	53,98
CDU	44 287	8 445	3 676	10 664	1 877	6 384	557	2 507
%	11,66	7,67	4,82	7,85	3,07	7,14	1,62	4,11
FMLN-USC	118 408	28 327	24 154	35 673	20 583	25 891	7 295	16 613
%	31,18	25,74	31,67	26,25	33,72	28,94	21,23	27,27
TOTAL	379 702	110 047	76 257	135 888	61 048	89 454	34 367	60 930
Évolution en pourcentage du vote pour le FMLN								
Les départements sont classés par ordre décroissant par rapport aux élections de 1994								
	San Salvador	La Libertad	San Vicente	Santa Ana	Cuscatlán	Sonsonate	Usulután	Chalatenango
1994	33,80	25,66	25,06	24,99	23,70	21,44	21,01	20,93
1999	31,18	26,25	33,24	25,74	24,32	28,94	33,72	32,45
Différence 94-99 (en points de %)	-2,62	0,59	8,18	0,75	0,6	7,5	12,7	11,52

1994	Chalatenango	Cuscatlán	Ahuachapán	Morazán	San Vicente	Cabañas	TOTAL
ARENA	23994	26717	27516	15174	17565	16230	651632
%	47,68	54,77	45,36	42,13	46,89	53,44	49,11
FMLN-CD	10531	11561	11015	6031	9388	4941	331629
%	20,93	23,70	18,16	16,75	25,06	16,27	24,99
PDC	10436	5295	13530	8145	8046	4413	215936
%	20,74	10,85	22,30	22,62	21,48	14,53	16,27
	50320	48780	60662	36013	37463	30372	1326836
1999	Chalatenango	Cuscatlán	Ahuachapán	Morazán	San Vicente	Cabañas	TOTAL
ARENA	26 138	23 849	28 388	15 927	16 868	15 419	614 268
%	56,64	55,81	50,17	51,17	52,88	59,14	51,96
CDU	1 525	3 529	1 663	927	1 663	936	88 640
%	3,30	8,26	2,94	2,98	5,21	3,59	7,50
FMLN-USC	14 976	10 391	16 591	7 857	10 603	6 110	343 472
%	32,45	24,32	29,32	25,24	33,24	23,44	29,05
TOTAL	46 150	42 734	56 578	31 124	31 899	26 070	1 182 248

### Évolution en pourcentage du vote pour le FMLN

Les départements sont classés par ordre décroissant par rapport aux élections de 1994

	San Miguel	Ahuachapán	La Paz	Morazán	Cabañas	La Unión	TOTAL
1994	18,57	18,16	18,16	16,75	16,27	10,01	24,99
1999	31,67	29,32	27,27	25,24	23,44	21,23	29,05
Différence 94-99 (en points de %)	13,11	11,17	9,11	8,5	7,17	11,2	4,06

Tableau 4 - Résultats comparés des quatre principaux partis aux élections législatives de 1994, 1997, 2000 et 2003, par départements

1994	San Salvador	Santa Ana	San Miguel	La Libertad	Usulután	Sonsonate	La Unión	La Paz
ARENA	188 690	58 702	37 317	72 673	31 651	45 700	20 946	31 836
%	44,80	43,92	44,63	47,87	44,09	43,10	45,57	46,59
FMLN	124 196	28 685	12 575	33 288	11 440	17 715	3 141	10 906
%	29,49	21,46	15,04	21,93	15,94	16,71	6,83	15,96
PDC	47 896	28 043	19 708	23 700	15 171	24 871	13 833	13 896
%	11,37	20,98	23,57	15,61	21,13	23,45	30,09	20,34
PCN	16 468	6 978	5 045	6 644	4 242	8 112	3 359	7 333
%	3,91	5,22	6,03	4,38	5,91	7,65	7,31	10,73
1997	San Salvador	Santa Ana	San Miguel	La Libertad	Usulután	Sonsonate	La Unión	La Paz
ARENA	116 090	40 102	26 077	46 996	21 027	27 679	13 356	20 398
%	34,02	37,50	34,01	38,91	34,55	33,38	33,60	34,37
FMLN	142 117	33 776	20 989	41 461	17 474	26 444	4 657	18 434
%	41,64	31,58	27,38	34,33	28,71	31,89	11,71	31,06
PDC	12 724	12 058	7 955	6 744	6 423	10 370	8 028	5 767
%	3,73	11,28	10,38	5,58	10,55	12,50	20,19	9,72
PCN	15 987	9 107	8 042	8 653	7 160	8 079	7 132	9 963
%	4,68	8,52	10,49	7,16	11,77	9,74	17,94	16,79
2000	San Salvador	Santa Ana	San Miguel	La Libertad	Usulután	Sonsonate	La Unión	La Paz
ARENA	131 457	37 908	26 842	55 111	24 149	28 310	17 207	20 100
%	36,13	37,46	31,64	41,69	33,87	29,72	39,65	34,52
FMLN	163 043	31 514	25 644	48 628	25 652	30 495	6 719	18 340
%	44,81	31,14	30,23	36,79	35,98	32,01	15,48	31,50
PDC			18 623				6 350	
%			21,95				14,63	
PCN	11 629				10 494			
%	3,20				14,72			

2003	San Salvador	Santa Ana	San Miguel	La Libertad	Usulután	Sonsonate	La Unión	La Paz
ARENA	124 960	35 216	27 556	59 981	25 905	29 779	17 925	23 593
%	31,78	30,87	27,84	38,99	29,96	28,39	32,12	29,07
FMLN	160 465	43 462	32 610	48 622	33 821	28 879	10 112	23 215
%	40,81	38,10	32,94	31,61	39,11	27,53	18,12	28,60
PDC	15 881	10 995	10 676	6 537	6 938	7 818	8 024	10 440
%	4,04	9,64	10,78	4,25	8,02	7,45	14,38	12,86
PCN	14 169	10 408	17 342	13 324	13 544	16 351	15 833	18 136
%	3,60	9,12	17,52	8,66	15,66	15,59	28,38	22,34

### EVOLUTION EN POURCENTAGE DU VOTE POUR LE FMLN

Les départements sont classés par ordre décroissant par rapport aux élections de 1994

	San Salvador	San Vicente	La Libertad	Santa Ana	Chalatenango	Cuscatlán	Sonsonate	La Paz
1994	29,49	22,67	21,93	21,46	18,86	18,24	16,71	15,96
1997	41,64	38,50	34,33	31,58	29,10	27,74	31,89	31,06
2000	44,81	38,65	36,79	31,14	31,44	29,15	32,01	31,50
2003	40,81	36,70	31,61	38,10	31,81	34,89	27,53	28,60
<b>Progression en points de pourcentage</b>								
1994-1997	12,16	15,84	12,40	10,12	10,24	9,50	15,18	15,10
1997-2000	3,17	0,15	2,46	-0,44	2,34	1,41	0,12	0,44
2000-2003	-4,00	-1,95	-5,18	6,95	0,37	5,74	-4,48	-2,90

1994	Chalatenango	Cuscatlán	Ahuachapán	Morazán	San Vicente	Cabañas	TOTAL
ARENA	22 640	25 449	24 794	14 143	16 180	15 054	605 775
%	44,99	52,17	40,87	39,27	43,19	49,57	45,66
FMLN	9 492	8 899	9 633	5 670	8 491	3 680	287 811
%	18,86	18,24	15,88	15,74	22,67	12,12	21,69
PDC	11 170	6 046	14 499	8 411	8 430	4 777	240 451
%	22,20	12,39	23,90	23,36	22,50	15,73	18,12
PCN	3 751	4 020	7 866	4 038	1 589	4 075	83 520
%	7,45	8,24	12,97	11,21	4,24	13,42	6,29
1997	Chalatenango	Cuscatlán	Ahuachapán	Morazán	San Vicente	Cabañas	TOTAL
ARENA	18 414	13 758	17 157	12 393	12 826	10 028	396 301
%	41,03	32,97	32,32	37,09	39,10	40,02	35,39
FMLN	13 060	11 576	16 444	4 992	12 630	5 655	369 709
%	29,10	27,74	30,98	14,94	38,50	22,57	33,02
PDC	3 509	1 626	9 270	4 465	3 130	1 476	93 645
%	7,82	3,90	17,46	13,36	9,54	5,89	8,36
PCN	2 271	4 663	5 062	2 928	2 428	5 887	97 362
%	5,06	11,17	9,54	8,76	7,40	23,49	8,70
2000	Chalatenango	Cuscatlán	Ahuachapán	Morazán	San Vicente	Cabañas	TOTAL
ARENA	19 981	15 973	20 424	12 350	11 965	12 851	436 169
%	39,27	35,53	37,55	31,02	36,47	43,94	36,04
FMLN	15 998	13 104	13 770	9 432	12 678	6 784	426 289
%	31,44	29,15	25,32	23,69	38,65	23,20	35,22
PDC							87 074
%							7,19
PCN				8 094			106 802
%				20,33			8,82

2003	Chalatenango	Cuscatlán	Ahuachapán	Morazán	San Vicente	Cabañas	TOTAL
ARENA	20 557	17 167	26 169	12 647	11 197	13 600	446 279
%	35,94	30,26	35,62	25,92	28,13	39,65	31,91
FMLN	18 194	19 790	19 273	11 900	14 607	10 150	475 130
%	31,81	34,89	26,24	24,39	36,70	29,59	33,97
PDC	4 867	2 569	5 400	8 894	1 507	1 308	101 854
%	8,51	4,53	7,35	18,23	3,79	3,81	7,28
PCN	10 726	11 129	14 357	11 084	8 221	6 543	181 167
%	18,75	19,62	19,54	22,72	20,66	19,08	12,95

	Usulután	Ahuachapán	Morazán	San Miguel	Cabañas	La Unión	TOTAL
1994	15,94	15,88	15,74	15,04	12,12	6,83	21,69
1997	28,71	30,98	14,94	27,38	22,57	11,71	33,02
2000	35,98	25,32	23,69	30,23	23,20	15,48	35,22
2003	39,11	26,24	24,39	32,94	29,59	18,12	33,97
<b>Progression en points de pourcentage</b>							
1994-1997	12,78	15,10	-0,80	12,33	10,45	4,88	11,33
1997-2000	7,26	-5,66	8,75	2,85	0,63	3,77	2,20
2000-2003	3,13	0,92	0,70	2,71	6,40	2,64	-1,25

**Tableau 5 – Évolution du vote pour le FMLN aux élections législatives et présidentielles de 1994 à 2003 par département**

En gras, résultats départementaux supérieurs à la moyenne nationale

	San Salvador	Santa Ana	San Miguel	La Libertad	Usulután	Sonsonate	La Unión	La Paz
<b>LEGISLATIVES 1994</b>								
%	<b>29,49</b>	<b>21,46</b>	15,04	<b>21,93</b>	15,94	16,71	6,83	15,96
<b>PRÉSIDENTIELLES 1994 PREMIER TOUR</b>								
%	<b>33,80</b>	<b>24,99</b>	18,57	<b>25,66</b>	21,01	21,44	10,01	18,16
<b>PRÉSIDENTIELLES 1994 DEUXIÈME TOUR</b>								
%	<b>37,82</b>	<b>32,91</b>	24,86	30,93	28,65	31,51	19,54	27,44
<b>LEGISLATIVES 1997</b>								
%	<b>41,64</b>	31,58	27,38	<b>34,33</b>	28,71	31,89	11,71	31,06
<b>PRÉSIDENTIELLES 1999</b>								
%	<b>31,18</b>	25,74	<b>31,67</b>	26,25	<b>33,72</b>	28,94	21,23	27,27
<b>LEGISLATIVES 2000</b>								
%	<b>44,81</b>	31,14	30,23	<b>36,79</b>	<b>35,98</b>	32,01	15,48	31,50
<b>LEGISLATIVES 2003</b>								
%	<b>40,82</b>	<b>38,10</b>	32,94	31,61	<b>39,11</b>	27,53	18,12	28,60



	Chalatenango	Cuscatlán	Ahuachapán	Morazán	San Vicente	Cabañas	TOTAL
<b>LEGISLATIVES 1994</b>							
%	18,89	18,31	15,95	15,83	<b>22,69</b>	12,12	<b>21,39</b>
<b>PRESIDENTIELLES 1994 PREMIER TOUR</b>							
%	20,93	23,70	18,16	16,75	<b>25,06</b>	16,22	<b>24,99</b>
<b>PRESIDENTIELLES 1994 DEUXIEME TOUR</b>							
%	29,89	27,60	27,15	24,73	<b>33,64</b>	20,57	<b>31,65</b>
<b>LEGISLATIVES 1997</b>							
%	29,10	27,74	30,98	14,94	<b>38,50</b>	22,57	<b>33,02</b>
<b>PRESIDENTIELLES 1999</b>							
%	<b>32,45</b>	24,32	<b>29,32</b>	25,24	<b>33,24</b>	23,44	<b>29,05</b>
<b>LEGISLATIVES 2000</b>							
%	31,44	29,15	25,32	23,69	<b>38,65</b>	23,20	<b>34,85</b>
<b>LEGISLATIVES 2003</b>							
%	31,81	<b>34,89</b>	26,24	24,39	<b>36,70</b>	29,59	<b>33,97</b>



*F. DONNEES MACRO-ECONOMIQUES COMPAREES*

Évolution comparée en volume brut et en part mondiale des exportations de café (pays d'Amérique centrale, Colombie, Mexique).

**EXPORTATIONS MONDIALES DE CAFE**  
**PAYS MEMBRES L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFE**

	1982			1987			1992			Variation 1982-92		
	Exportations (1) mondial	% du total AC	Rang mondial	Exportations mondial	% du total AC	Rang mondial	Exportations mondial	% du total AC	Rang mondial			
Costa Rica	1 735 000	2,66	19,67	1 954 000	2,88	24,91	2 662 319	3,47	22,03	8	36,25	53,45
El Salvador	2 706 000	4,16	30,67	1 878 000	2,77	23,94	2 990 951	3,90	24,75	6	59,26	10,53
Guatemala	2 004 000	3,08	22,72	2 222 000	3,28	28,33	4 018 483	5,23	33,25	5	80,85	100,52
Honduras	1 241 000	1,91	14,07	1 224 000	1,80	15,61	1 896 551	2,47	15,69	11	54,95	52,82
Nicaragua	1 136 000	1,74	12,88	565 000	0,83	7,20	516 694	0,67	4,28	25	-8,55	-54,52
<i>Amérique Centrale</i>	8 822 000	13,55		7 843 000	11,56		12 084 998	15,74		3	54,09	36,99
Colombie	9 174 000	14,09		9 111 000	13,43		14 529 131	18,92		2	59,47	58,37
Mexique	3 110 000	4,78		2 550 000	3,76		2 884 561	3,76		7	13,12	-7,25
Total Monde	65 108 000			67 844 000			76 780 483				13,17	17,93

(1) : en millions de sacs de 60 kg

Sources : Organisation Internationale du Café

	1997			2001		
	Volume d'exportations	% du total	Variation Rang mondial 1992-1997 % du total AC	Volume d'exportations	% du total	Variation Rang mondial 1997-2001 % du total AC
Costa Rica	2 157 600	2,77	19,28	1 880 700	2,19	13
El Salvador	1 884 978	2,42	16,85	1 472 566	1,72	14
Guatemala	3 890 373	5,00	34,77	3 329 960	3,88	6
Honduras	2 299 194	2,96	20,55	2 617 049	3,05	11
Nicaragua	956 281	1,23	8,55	920 141	1,07	16
<i>Amérique Centrale</i>	11 188 426	14,38		10 220 416	11,91	4
Colombie	10 911 455	14,02		10 625 441	12,38	3
Mexique	3 882 561	4,99		2 893 404	3,37	9
Total Monde	77 806 619		1,34	85 843 976		10,33

**INDEX**

## INDEX

- Afrique du Sud, 43, 131, 190, 600
- Alianza Democrática M-19 (ADM-19), 47, 53, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 460, 472, 485, 488, 489, 490, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 510, 511, 516, 517, 521, 549, 567, 577, 579, 596
- Alianza Republicana Nacionalista (ARENA), 49, 96, 237, 324, 328, 353, 355, 361, 363, 364, 365, 366, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 377, 378, 380, 433, 434, 435, 439, 444, 445, 446, 456, 457, 461, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 475, 480, 485, 486, 496, 524, 525, 526, 527, 529, 530, 531, 532, 534, 535, 537, 538, 551, 563, 565, 592, 596
- Argentine, 78, 79, 80, 93, 133, 136, 138, 139, 147, 148, 183, 185, 492, 598
- Arnson (Cynthia), 17, 41, 43, 58, 114, 131, 169, 173, 182, 256, 267, 268, 546, 576
- Barco (Virgilio), 129, 277, 282, 283, 287, 331, 332, 334, 335, 336, 337, 338, 340, 341, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 352, 385, 386, 389, 390, 391, 392, 395, 397, 398, 400, 403, 404, 408, 411, 415, 417, 513, 519, 570, 571, 572, 576, 579, 582
- Bejarano (Jesús Antonio), 27, 101, 112, 113, 182, 267, 268, 282, 283, 289, 332, 338, 340, 346, 383, 389, 392, 513, 520, 575, 576, 579
- Betancur (Belisario), 196, 210, 214, 226, 227, 263, 268, 276, 277, 280, 281, 282, 283, 285, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 304, 305, 306, 308, 309, 322, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 337, 338, 342, 343, 344, 345, 350, 352, 386, 387, 390, 392, 405, 570, 573, 588
- Blanquer (Jean-Michel), 410, 412, 422
- Bolivie, 12, 14, 74, 78, 79, 93
- Brésil, 14, 79, 93, 133, 143, 148, 185, 246, 337, 598
- Bush (George), 368, 379, 441, 442, 444, 447
- Caracas, 268, 326, 349, 435, 442, 447, 498, 513, 574, 576, 577, 578
- Carter (Jimmy), 81, 97, 320, 321, 356
- Castro (Fidel), 76, 78, 80, 86, 87, 263
- Centro Democrático Unido (CDU), 21, 528, 529, 530, 531, 532, 534, 535, 536, 537, 538, 593
- Chamorro (Violeta), 16, 58, 89, 275
- Chernick (Mark), 98, 160, 161, 211, 220, 267, 268, 270, 413, 576
- Chili, 12, 80, 81, 133, 142, 143, 147, 148, 183, 185, 461, 598
- Comisión Nacional para la Consolidación de la Paz (COPAZ), 447, 451
- Commission de la Vérité (Salvador), 28, 267, 270, 319, 443, 446, 447, 450, 454, 455, 456, 457
- Convergencia Democrática (CD), 21, 319, 374, 445, 463, 465, 467, 526, 527, 529, 535
- Coordinadora Guerrillera Simón Bolívar (CGSB), 268, 348, 349, 350, 353, 389, 391, 513, 515, 516, 571, 572, 573, 574, 575, 577
- Corriente de Renovación Socialista (CRS), 46, 348, 502, 503, 507, 512, 515, 518, 578

- Costa Rica, 93, 143, 145, 165, 166, 176, 180, 252, 362, 376, 435, 441, 443, 445
- Cristiani (Alfredo), 180, 279, 328, 369, 372, 373, 377, 378, 379, 431, 433, 434, 440, 441, 442, 445, 450, 452, 453, 456, 457, 465, 589
- Cuba, 25, 57, 58, 61, 65, 66, 71, 73, 76, 77, 78, 79, 81, 86, 87, 89, 90, 92, 93, 94, 99, 206, 207, 221, 222, 263, 268, 273, 357, 556
- Dabène (Olivier), 75, 76
- D'Aubuisson (Roberto), 315, 361, 362, 365, 368, 369, 370, 371, 372, 377, 590
- Debray (Régis), 73, 74, 76, 85, 87
- Duarte (José Napoleón), 21, 235, 237, 241, 250, 255, 259, 268, 276, 277, 278, 280, 281, 282, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 316, 317, 320, 324, 325, 326, 328, 329, 330, 331, 332, 353, 354, 356, 361, 366, 367, 368, 369, 371, 372, 375, 377, 378, 379, 454, 541, 588
- Ducatenzeiler (Graciela), 41, 141, 142, 143, 161, 480, 591
- Ejército de Liberación Nacional (ELN), 46, 157, 205, 206, 207, 208, 209, 215, 220, 299, 308, 340, 348, 349, 351, 391, 502, 518, 521, 568, 570, 573, 574, 581
- Ejército Popular de Liberación (EPL), 25, 46, 55, 102, 157, 164, 206, 208, 209, 213, 215, 276, 298, 299, 300, 305, 306, 308, 348, 349, 350, 391, 418, 419, 499, 501, 502, 503, 507, 511, 512, 513, 515, 517, 518, 519, 570, 573, 579
- Ejército revolucionario del Pueblo, 251, 253, 254, 257, 260, 261, 311, 446, 454, 455, 460, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 473, 474, 475, 476, 490, 524, 527, 533, 554, 557, 558
- Ejército Revolucionario del Pueblo (ERP), 78, 251
- Équateur, 12, 14, 79, 133, 221
- États-Unis, 33, 48, 76, 88, 90, 91, 93, 97, 110, 122, 123, 159, 165, 166, 167, 181, 221, 229, 232, 240, 261, 263, 266, 268, 271, 281, 317, 318, 320, 321, 331, 356, 357, 358, 360, 361, 362, 366, 368, 372, 373, 377, 378, 380, 403, 405, 435, 439, 440, 441, 442, 446, 530, 553, 579, 589
- Frente Democrático Revolucionario (FDR), 21, 157, 259, 260, 261, 282, 314, 319, 320, 325, 326, 327, 328, 378, 380, 463, 527, 535
- Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN), 16, 21, 47, 48, 49, 54, 55, 70, 83, 91, 94, 100, 102, 104, 157, 162, 195, 196, 229, 231, 234, 250, 261, 262, 268, 279, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 328, 349, 354, 355, 362, 364, 365, 368, 370, 375, 378, 379, 380, 381, 382, 385, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 480, 484, 485, 486, 487, 489, 490, 491, 496, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 577, 589, 592, 593, 596
- Frente Nacional* (Colombie), 64, 145, 176, 181, 196, 198, 202, 203, 209, 210, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 225, 227, 284, 285, 286, 290, 292, 308, 338, 362, 416
- Frente Sandinista de Liberación Nacional (FSLN), 89, 91, 94, 99, 254, 358, 525, 532, 593, 599
- Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC), 21, 46, 157, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 210, 213, 220, 222, 223, 227, 276, 283, 286, 290, 295, 297, 298, 299, 300, 301, 303, 306, 307, 308, 333, 338, 339, 340, 348, 349, 350, 351, 382, 389, 390, 391, 392, 393, 397, 398, 404, 498, 503, 507, 521, 568, 570, 571, 572, 573, 574, 581, 582
- Fuerzas Populares de Liberación (FPL), 251, 254, 260, 261, 311, 324, 446, 454, 460,



- 463, 464, 465, 466, 467, 468, 474, 476, 490, 525, 536, 557, 560, 561
- Fujimori (Alberto), 83, 139, 186
- Gaviria (César), 283, 287, 337, 338, 414, 415, 416, 417, 419, 423, 498, 505, 513, 517, 518, 572, 576, 577, 578, 579, 582, 589
- Genève, 442, 580
- Gómez Hurtado (Alvaro), 204, 277, 283, 286, 287, 335, 353, 381, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 394, 396, 404, 409, 414, 417, 418, 421, 423, 505, 577, 590
- Guardado (Facundo), 251, 252, 325, 326, 463, 524, 528, 530, 531, 533, 535, 536, 563, 593
- Guatemala, 13, 17, 25, 41, 44, 50, 52, 57, 59, 61, 73, 76, 78, 79, 81, 82, 83, 85, 92, 93, 99, 100, 101, 106, 113, 115, 116, 127, 142, 158, 161, 163, 165, 166, 169, 178, 180, 187, 188, 210, 233, 267, 268, 272, 273, 274, 275, 276, 282, 326, 349, 358, 359, 360, 371, 376, 378, 461, 480, 532, 556, 557, 559, 579, 580, 590, 591
- Guevara (Ernesto Che), 12, 22, 73, 74, 76, 79, 80, 85, 86, 87, 129, 204
- Handal (Shafick), 250, 328, 464, 468, 474, 528
- Hermet (Guy), 19, 136, 137, 138, 141, 177, 320, 358, 413, 595
- Honduras, 79, 93, 165, 166, 178, 235, 236, 240, 247, 261, 321, 358, 359, 360, 376, 443, 446, 466, 475, 553
- Karl (Terry Lynn), 131, 142, 145, 165, 175, 314, 324, 361, 362, 366, 367, 440
- Matanza (Salvador), 55, 63, 96, 178, 196, 230, 231
- Mexique, 12, 15, 59, 75, 78, 93, 135, 169, 252, 326, 337, 434, 442, 447, 448, 498, 570
- Mission des Nations Unies au Salvador (ONUSAL), 442, 447, 452, 453, 455, 457, 458, 460, 462, 464, 465, 471
- Movimiento 19 de Abril (M-19), 15, 16, 17, 19, 25, 45, 46, 47, 48, 55, 71, 78, 157, 209, 210, 211, 212, 215, 220, 221, 222, 224, 226, 227, 268, 276, 277, 278, 284, 287, 289, 290, 293, 294, 295, 298, 299, 300, 302, 303, 304, 305, 307, 309, 340, 341, 348, 350, 351, 352, 353, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 417, 418, 419, 420, 426, 431, 432, 433, 472, 488, 489, 490, 491, 495, 499, 501, 502, 503, 504, 507, 508, 510, 512, 513, 514, 515, 519, 520, 521, 547, 566, 567, 570, 571, 572, 582, 590, 594
- Movimiento 26 de Julio (M-26) (Cuba), 87, 91, 94, 206
- Movimiento al Socialismo (MAS), 15, 156
- Movimiento de Salvación Nacional (MSN), 416, 420, 421, 422, 424, 467, 505, 529, 577
- Mozambique, 25, 34, 43, 104, 111, 115, 116, 599
- Navarro (Antonio), 303, 307, 350, 396, 414, 415, 417, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 473, 499, 500, 501, 504, 507, 508, 509, 510, 547
- Nicaragua, 13, 16, 23, 25, 44, 49, 52, 58, 61, 65, 66, 71, 73, 75, 81, 82, 85, 86, 89, 90, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 115, 116, 124, 128, 154, 155, 163, 164, 165, 166, 169, 178, 180, 181, 231, 253, 263, 268, 272, 273, 275, 328, 357, 358, 376, 441, 444, 456, 461, 480, 525, 532, 556, 557, 559, 593, 599
- Organisation des Nations unies (ONU), 23, 54, 55, 112, 119, 120, 121, 122, 130, 159, 170, 267, 270, 271, 279, 322, 324, 430, 442, 443, 447, 448, 449, 451, 457, 458, 459, 462, 523, 576
- Ortega (Daniel), 322, 441, 525, 593, 599
- Ossa (Carlos), 338, 349, 350, 391, 417
- Panamá, 55, 86, 224, 387, 441

- Pardo (Rafael),210, 220, 268, 298, 338, 352, 391, 393, 395, 399, 512, 571, 579
- Partido Comunista de El Salvador (PCS),21, 231, 232, 233, 234, 235, 250, 254, 257, 258, 260, 261, 454, 464, 465, 466, 474, 476, 490, 558, 560
- Partido de Conciliación Nacional (PCN),237, 239, 240, 241, 324, 325, 361, 363, 364, 365, 371, 372, 373, 374, 445, 456, 465, 466, 467, 469, 470, 471, 472, 529, 531, 534, 535, 537, 565, 593
- Partido Demócrata Cristiano (PDC),21, 239, 241, 253, 255, 256, 258, 259, 261, 263, 277, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 320, 321, 322, 324, 326, 327, 328, 354, 361, 363, 364, 365, 366, 368, 371, 372, 373, 374, 435, 445, 463, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 526, 527, 529, 530, 531, 532, 534, 535, 536, 537, 538, 563, 565, 592, 593
- Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT) (Colombie),46, 212, 299, 348, 391, 418, 419, 502, 513, 515, 570
- Partido Revolucionario de los Trabajadores Centroamericanos (PRTC) (Salvador),260, 261, 454, 460, 464, 465, 466, 467, 469, 474, 476, 490, 533, 557, 558
- Pastrana (Andrés),283, 290, 336, 424, 500, 505, 507, 521, 581
- Pastrana (Misaël),202, 210, 286, 390, 396, 408
- Pécaut (Daniel),35, 102, 199, 200, 217, 218, 223, 227, 289, 344, 347, 568, 581, 583, 584, 585
- Pérou,13, 52, 57, 59, 61, 73, 75, 78, 79, 81, 83, 85, 92, 93, 98, 101, 114, 139, 169, 185, 186, 270, 273, 274, 580
- Pizarro (Carlos),299, 303, 351, 352, 386, 387, 391, 395, 396, 399, 411, 412, 413, 414, 571, 589
- Pizarro (Eduardo),45, 68, 72, 74, 91, 100, 182, 194, 203, 210, 216, 217, 220, 267, 346
- Quintín Lame*,25, 46, 213, 299, 348, 350, 391, 418, 419, 502, 513, 515, 570
- Reagan (Ronald),97, 261, 263, 271, 320, 321, 322, 324, 354, 356, 357, 358, 366, 375, 378
- Resistencia Nacional (RN),251, 454, 460, 463, 464, 465, 466, 467, 473, 475, 476, 490, 524, 554, 558, 560
- Rojas Pinilla (Gustavo),64, 202, 210, 211, 214, 225, 286, 424, 489
- Romero (Mgr Oscar),248, 249, 259
- Rouquié (Alain),37, 42, 57, 58, 67, 88, 99, 100, 136, 191, 212, 229, 233, 236, 237, 241, 243, 245, 271, 320, 321, 323, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 368, 444
- Samper (Ernesto),283, 344, 500, 504, 507, 517, 519, 521, 578, 579, 580
- San José (Costa Rica),55, 349, 435, 443, 445, 466, 576
- Sánchez Cerén (Salvador),464, 477, 524, 525, 528, 533, 563
- Serpa (Horacio),338, 421, 423, 507, 515, 576
- Tlaxcala,341, 349, 383, 393, 399, 400, 498, 516, 568, 570, 574, 577, 578
- Torres (Camilo),79, 128, 207, 214, 215
- Turbay (Julio César),200, 212, 219, 220, 221, 223, 224, 225, 226, 283, 284, 285, 287, 291, 293, 296, 334, 344, 386, 390, 393, 396, 408, 590
- Ungo (Guillermo),21, 239, 241, 256, 259, 312, 319, 325, 328, 378, 463, 527
- Unión Patriótica (UP),301, 302, 308, 309, 344, 347, 349, 374, 401, 412, 421, 428
- Unión Revolucionaria Nacional Guatemalteca (URNG),16, 188, 290, 532
- Union soviétique,79
- Uruguay,14, 74, 80, 93, 143, 147, 158, 185, 220, 364, 473, 598
- Venezuela,15, 24, 49, 55, 59, 78, 85, 92, 93, 115, 131, 135, 142, 143, 145, 154, 155,

- 156, 158, 161, 176, 241, 252, 282, 311,  
326, 362, 473, 513, 574
- Villalobos (Joaquín), 251, 268, 451, 454,  
464, 473, 474, 475
- Violencia* (Colombie), 55, 63, 105, 112, 196,  
198, 201, 202, 203, 213, 215, 224, 225,  
227, 270, 289, 292, 331, 343
- Wood (Elisabeth), 43, 63, 102, 131, 175,  
183, 187, 188, 191, 272, 376, 377, 379,  
441, 551
- Zamora (Rubén), 21, 48, 256, 259, 314, 319,  
320, 325, 326, 328, 378, 445, 456, 463,  
465, 467, 470, 527, 528, 530, 531, 534,  
535, 561, 593
- Zimbabwe, 23, 43, 110, 115, 131, 154, 155,  
514, 599